

**Dictionnaire
désamouré
de
l'argent.**

*(Prémises d'une
société de l'accès.)*

AUPETITGENDRE Jean-François

Dictionnaire désamouré de l'argent.

*"Il n'y a pas d'argent magique, seulement de l'argent tragique ! »
(Slogan anonyme de 2019)*

Imaginer que l'on puisse abolir un outil aussi ancien et pratique que l'argent paraît a priori incongru, pour ne pas dire totalement hors réalité. La plupart de ceux qui s'y sont risqués n'en ont accepté l'idée qu'en traînant les pieds, à reculons, après une résistance intellectuelle farouche. Mais les faits sont têtus. Ce petit dictionnaire n'est rien d'autre que la compilation de ces faits, qui constamment nous jettent à la figure l'incohérence et la dangerosité de cet outil réputé commode. En lisant une revue, un livre, un tweet, en écoutant une émission de radio ou de télévision, en bavardant au comptoir du café, deux leitmotifs lancinants nous reviennent sans cesse : l'argent est cause de multiples désordres qui pourrissent nos vies, mais ce même argent est indispensable dans une société complexe.

L'argent est en effet un pivot autour duquel gravite tout ce qui fait société. Dès que l'on imagine un monde sans argent, on s'aperçoit que rien ne serait "comme avant". Tout changer, du plus banal au plus fondamental, donne le tournis et la première réaction est de chercher des solutions plus simples, plus immédiates, des marches successives qui prépareraient le changement global. Nous cherchons alors l'alternative la plus urgente, celle qui paraît sensément plus capable de nous rapprocher de cette tentante abolition.

C'est dans cet esprit que j'ai commencé à rédiger une première fiction en quête d'alternatives et que j'en suis arrivé à penser au municipalisme libertaire.¹ Le roman reçut un bon accueil mais me laissait un goût amer. La plupart des alternatives sont solubles dans le capitalisme et renvoient l'abolition de l'argent à des temps si lointains qu'elle n'en est plus pensable. J'ai donc posé un postulat, selon le processus que m'avaient enseigné mes professeurs de mathématiques. Un raisonnement non démontré peut produire

1 *La Commune Libre de Saint Martin*, Éditions Libertaires, 2012

des effets très concrets. Merci Euclide et Pythagore !

Je suis donc parti d'un événement fictif, une hyperinflation mondialisée qui nous priverait brutalement de tout recours possible à la création monétaire et donc à l'échange marchand. Que se passerait-il concrètement pour le commun des mortels, face aux impératifs quotidiens de la survie matérielle. Ce postulat a donné vie à une seconde fiction, débutée comme un jeu intellectuel et qui s'est terminée par une évidence. Passer du jour au lendemain d'un système marchand à un système a-monétaire est non seulement possible mais la seule issue réaliste.¹

L'argent, par la force de l'habitude, a été naturalisé en objet incréé, donc éternel. Sortir de cette naturalisation abusive, demande de l'exercice. Tant que l'on n'a pas expérimenté le "postulat de la désargence", en sortir paraît fou. Quantité d'idées bien établies dans la doxa, d'usages quotidiens, d'activités et de règles directement liées à l'argent nous font voir la marche du monde comme inéluctable, une voie à sens unique. Tout est devenu normal, naturel, aussi immuable que la gravitation. L'argent, le commerce, l'État centralisé, la violence institutionnelle, les inégalités..., sont entrés dans la masse des choses incontournables. C'est le destin, dit-on...

L'argent, son usage et ses rituels sont si bien intégrés par tous que la capacité à imaginer comment pourrait fonctionner une société post-monétaire est quasi nulle. Nous avons beau présenter des situations où visiblement le système marchand crée des problèmes qui ne seraient solubles que par l'abolition de l'argent, nos interlocuteurs persistent à dire : "Oui, c'est vrai, mais c'est impossible de supprimer l'argent !" Nous avons beau présenter des formes d'organisations sociales et d'institutions, des modes de production et de distribution, des systèmes de régulations des niveaux locaux ou à l'international, nous avons toujours la même réponse : "C'est vrai mais c'est impossible".

En quoi est-ce impossible ? Une argumentation contre l'abolition de l'argent s'avère très vite douteuse, pour la simple raison qu'on ne justifie pas une évidence. Comment combattre une évidence ? Pour les gens du Moyen Âge, il était évident que la terre était plate, sinon comment les gens des antipodes vivraient-ils la tête en bas ? Il était évident que le soleil se levait à l'est et se couchait à l'ouest. Une simple observation confirmait cette évidence. Et pourtant Copernic avait raison, la terre est ronde et tourne au-

1 *Le Porte-Monnaie, une société sans argent*, Éditions Libertaires, 2016

tour du soleil, c'est évident. Nous nous heurtons à la même difficulté cognitive. L'intelligence des gens, leur expérience, leur bonne volonté d'organiser correctement la société, tout cela ne sert à rien par rapport à l'évidence. On ne peut sauter que d'une évidence à l'autre. Supprimer l'argent, est aussi difficile pour nous que d'imaginer une terre ronde qui tournerait autour du soleil pour les intellectuels du Moyen Âge...

Pourtant, nous sommes à un point de l'histoire où il apparaît, à de plus en plus de monde, que quelque chose de fondamental doit changer sans savoir quoi. Chers amis moyenâgeux, l'argent peut disparaître suite à un effondrement global du système financier ou par la volonté des peuples. Les esprits peuvent admettre un système post-monnaire comme on a admis l'héliocentrisme. Une lecture factuelle de l'actualité quotidienne le prouve...

Si rien n'échappe à l'argent, il est difficile d'en faire une synthèse sous forme de livre, de la diviser en chapitres et paragraphes. L'avantage du "format dictionnaire", c'est qu'il permet les redondances. En effet, nous nous trouvons dans une situation où le système-monde s'est complexifié au point que chaque élément du système, du plus prosaïque au plus poétique, est corrélé avec d'autres éléments. Nous sommes face à une pelote de laine dont dépassent des milliers de fils dont on sait qu'ils sont liés à des milliers d'autres, et tirer les fils un à un ne sert à rien. Quel que soit le fil que l'on tire, rien ne se déroule et la pelote reste bien compact. Ce nœud gordien, rien ne peut le dénouer, sinon avec la méthode d'Alexandre le Grand, en le tranchant d'un coup d'épée.

Procéder mot par mot nous autorise à tout aborder à chaque mot, tautologie impossible dans un essai¹, mais supportable dans un dictionnaire où l'on peut passer à son gré d'un mot à l'autre, en lire un seul qui nous est utile à un instant précis, les lire tous à la suite pour obtenir une vision globale, ou sauter de l'un à l'autre comme sur les pas des jardins japonais...

Chaque entrée présente la situation actuelle et ce qu'il pourrait en advenir si, demain, l'abolition de la monnaie était mise en acte. Le réel et l'imaginaire sont indissociables, pour chaque sujet abordé. Ne pas prendre en compte le réel tel qu'il est, c'est prendre le risque d'être brutalement

1 La dernière tentative a été l'écriture d'un essai à deux voix, la mienne et celle de Marc Chinal, sous le titre *Description du monde de demain. Un monde sans monnaie ni échange ni troc : une société de l'accès*, éditions RJTP, janvier 2021.

confronté à des situations incontrôlables, ne pas imaginer le réel tel qu'il pourrait être, c'est se désarmer, comme la cigale, *fort dépourvue quand la bise fut venue !*

La mode du moment est de produire des dictionnaires amoureux de tout et n'importe quoi. Pourquoi pas alors un dictionnaire de tout ce qui démontre l'impasse du système marchand, un dictionnaire "désamouré de l'argent" ? Ce dictionnaire sera utile pour prolonger la lecture d'un article, pour décrypter un fait quelconque, sur n'importe quel sujet. Quelques centaines d'entrées vous permettront de comprendre, d'approfondir, de préciser la question, de trouver des références de livres, des noms d'auteur, des sources numériques. On peut le lire d'une traite par ceux qui ne sont pas rebutés par quelques centaines de pages, par tranches de quelques minutes pour les autres.

Pour trouver rapidement un article dans le PDF :

Dans les tables des noms communs et propres, chaque titre d'article est suivi du numéro de la page. Pour accéder directement aux tables ou à un titre d'article, tapez le numéro de la page souhaitée dans la barre d'outils du PDF.

Ce livre peut être complété, amendé, commenté par tout lecteur désireux de participer à cette recherche (voir p. 1022 le mode d'emploi).

A

Abolitionnisme : Le terme d'abolitionnisme est apparu au XVIII^e siècle au sujet de l'esclavage et a été repris à propos de multiples suppressions d'une tradition, d'une institution ou d'une loi : peine de mort, torture, privilèges, prisons, prostitution, exploitation animale..., et in fine, l'argent. Il n'est pas inutile de comparer ces divers mouvements et d'en dégager ce qui les réunit (leur radicale nouveauté, leurs conséquences sur la globalité de l'organisation sociale...) et ce qui les différencie (l'objet à abolir plus ou moins global, la stratégie pour y parvenir...).

S'il y a un point commun à toutes les abolitions, c'est d'avoir dû dépasser des points de vue irréconciliables. La fin d'esclavage aux USA ne s'est produit qu'après une terrible guerre fratricide. La guerre de Sécession (1861-1865) a tué en quatre ans 620 000 militaires et un nombre de civils jusqu'ici indéterminé mais au moins égal. Et ce massacre n'a pas suffi puisqu'il s'est poursuivi par une ségrégation qui a perduré dans le Sud jusqu'en 1976 au nom d'une loi non écrite. L'action du Mouvement des droits civiques (Martin Luther King, Black Panther) doit se poursuivre aujourd'hui, si l'on en croit le mouvement des Black lives Matter créé en 2013 et relancé par le meurtre de George Floyd le 25 mai 2020 lors d'un banal contrôle de police.

Jean-Patrick Abelsohn écrivait en 2011 dans la Revue Sciences de Gestion : *"Nous faisons l'hypothèse que l'abolition partielle ou totale de la monnaie doit être réalisée pour les motifs mêmes qui ont prévalu à son invention : le besoin de facilitation sinon d'accroissement des échanges, puisqu'elle est devenue un frein à l'accessibilité sinon à la circulation des biens et des services."* Le parallèle entre l'abolition de l'esclavage et celle de l'argent est clair. Les exploitations agricoles des États du Nord s'étaient mécanisées faute d'esclaves tandis que les États du Sud restaient affaiblis par des rendements plus bas, une main d'œuvre peu motivée. La guerre réclamant de gros efforts financiers, le Sud l'a très logiquement perdue. Ce contexte économique a certainement joué en faveur des noirs bien plus que l'évolution des mentalités. L'apartheid a ensuite été imposé aux noirs, au Nord comme au Sud, et le déséquilibre économique jouant beaucoup moins, les

mentalités sont restées bien ancrées dans les usages esclavagistes un siècle durant.

L'émergence d'une société post-monétaire risque de se produire pour des raisons économiques (une crise majeure, cette fois mondialisée) contraignant les individus à des usages très différents, sans pour autant que les mentalités n'évoluent au même rythme. Il est possible que les gens s'habituent très vite à ne plus payer pour avoir et qu'ils gardent longtemps le besoin de thésauriser, qu'ils s'adaptent rapidement au passage du salariat à l'activité choisie, mais qu'ils continuent un siècle durant à préserver le sacro-saint week-end. Le langage résistera certainement le plus longtemps. Le mot "sou" (ou sol) nous vient de la réforme monétaire carolingienne qui a duré un millénaire avant l'arrivée du franc en 1795. Pourtant les Français ont continué à appeler "sou" la pièce de 5 centimes (le vingtième du francs), et pièce de "100 sous" celle 5 francs. L'euro a balayé beaucoup de choses sauf le langage populaire qui continue à parler d'objets à "six sous" pour dire qu'ils ne valent presque rien...

Abondance : L'abondance a toujours été l'objectif des sociétés organisées, le rêve d'un pays *où coulent le lait et le miel*, comme dit la Bible. En réalité, seules les petites sociétés de chasseurs-cueilleurs vivant sur des zones climatiques favorables ont connu l'abondance, si tant est qu'elles n'aient pas eu des voisins proches susceptibles de razzier leur territoire. Dès que l'échange marchand et son corollaire monétaire ont été institués, l'abondance est devenue impossible, du moins pour tous. L'échange et l'argent créent au contraire la rareté sans laquelle les choses n'ont plus de valeur. L'abondance, la surproduction, a été une des causes principales de la crise de 1929.

L'abondance crée la chute des prix, réduit les marges bénéficiaires, ce qui entraîne une baisse générale du pouvoir d'achat, donc de la consommation, donc une abondance de biens que personne ne peut ou ne désire acquérir. Cette banale observation n'a pourtant pas empêché le capitalisme de fonder son système sur la recherche constante de productivité, sur la croissance... Le projet capitaliste de donner accès, pour le plus de monde possible, à la production (de créer un immense marché mondial) est contradictoire avec la nécessité de la rareté sans laquelle la demande (donc le marché) s'effondre.

Les économistes du début du XX^e siècle ne pouvaient plus ignorer cette contradiction interne et se sont acharnés, sans succès, à imaginer un marché qui intégrerait la totalité des contradictions de ce genre. Cela revenait à marier coopération et concurrence, rareté et abondance, valeur et accès, carpe et lapin... Comment ne voient-ils toujours pas que l'équilibre économique ne peut se faire dans un cadre aussi contradictoire et que le seul moyen d'y parvenir est de remettre en cause l'échange, l'argent, la concurrence, la rareté, le capitalisme ?

C'est sans doute parce que ces économistes ont fait de la rareté une donnée naturelle, qui donc nécessite de "faire avec", y compris pour les contraintes de base (manger, boire, s'abriter...), y compris collectivement sur des sujets sans frontières comme l'environnement. Si la rareté avait été une donnée naturelle, il aurait fallu l'expliquer, l'expérimenter et argumenter. Il n'est pas pensable que l'intelligence déployée à faire avaler ces couleuvres au *vulgum pecus* ne nous ait pas permis de saisir ce qu'il y avait de religieux et non de scientifique, de magique et non de logique, dans l'incapacité à discuter de concepts aussi fondamentaux que l'abondance, la rareté, le marché, la concurrence....

Si l'abondance n'appartient pas au monde économique, c'est uniquement parce que l'économie ne peut éviter de prendre en compte l'obligation d'opérer des profits monétaires, que les profits sont impossibles dans l'abondance, que l'argent qui donne une valeur à tout induit mécaniquement la recherche de profit. Le cercle est si bien bouclé que cela "ne peut tourner rond" !

Accès : Le mot accès désigne à la fois la possibilité "d'aller vers" et le "passage" qui permet d'entrer . On a accès à une ville ou à la culture, on entre dans une ville par un pont, un péage d'autoroute. L'accès peut induire une conditionnalité (*accès réservé aux voitures de service*), mais pas y contraindre (*accès possible en vélo*). A ce sens s'ajoute celui de pic, d'acmé. On parle "d'accès de fièvre" pour désigner un état pathologique passager.

Ces trois aspects de mouvements et de points statiques semblent bien définir ce que nous entendons par "Société de l'Accès" : une démarche autant qu'un outil de marche. Le mot accès est en outre d'usage courant, compréhensible par tous, et peu récupéré ou pollué par quelques courants de pensée, si l'on excepte celui de Jeremy Rifkin, avec son essai intitulé "*L'âge de l'accès, la nouvelle culture du capitalisme*" (2000, traduit et pu-

blié par La Découverte en 2005). Fort heureusement, l'essai de Rifkin est, sans ambiguïté, capitaliste, et on ne peut même pas le considérer comme un accès possible à "notre" société de d'accès !

En effet sa thèse part du constat que « *l'économie de marché est discontinue: on va sur le marché, on achète un bien ou un service, on en devient donc propriétaire, et on sort du marché pour s'adonner à des activités non marchandes.* » Il ajoute que « *nous entrons peu à peu dans l'ère d'une économie de réseaux ce qui change tout* ». En clair, Rifkin constate que de plus en plus de monde louent leur voiture au lieu de l'acheter, s'échangent du matériel acheté en commun, que la propriété privée perd du terrain au profit d'un droit d'accès. C'est en effet flagrant dans le domaine culturel qui tend sans cesse à sortir de l'espace marchand. En bon capitaliste, Rifkin cherche donc le moyen de faire revenir à la bergerie ceux qui s'en échappent. Le "capitalisme culturel" moderne, fournira un bien gratuit (sortie du capitalisme autorisé) accompagné d'un service payant ! Le tour de passe-passe est astucieux, il permet d'intégrer le réseau à la logique libérale, de camoufler le profit en location de service. Le capitalisme doit se réinventer et s'adapter à des nouveaux usages, ce qu'il sait assez bien faire, on le voit avec l'écologie récupérée en capitalisme vert ! L'exclusion se fera toujours aussi bien, mais par un autre biais, non plus par l'argent mais par les possibilités de connections aux réseaux.

Merci Monsieur Rifkin d'être aussi décomplexé dans votre attachement au libéralisme économique. Vous évitez ainsi que votre "accès payant" puisse se confondre avec notre "accès à la gratuité totale" ! Plus que le don, l'octroi, le droit, la distribution, l'échange ou le partage, l'accès deviendra très vite, le maître mot d'une possible désargence, d'une sortie totale de tout rapport marchand. Il ne s'agit pas, en effet, de donner, action qui suppose débiteur et créateur, de reconnaître le droit à quelque chose, ce qui suppose que d'autres choses ne sont pas dues en droit. Il ne s'agit pas plus de partager ou de (re)distribuer, ce qui impliquerait qu'il y ait des maîtres du partage, des régulateurs de la distribution et donc un pouvoir sur d'autres.

Le choix du mot « accès » indique qu'il y a des biens et que chacun, du fait même de son existence, peut en avoir l'usage. Il est impératif d'avoir accès à une nourriture suffisante, à l'eau potable, à la culture, à la relation avec l'autre, aux soins, etc. Nous devons même avoir accès à la fièvre, c'est-à-dire à des bouffées délirantes, des attaques de génie ou de folie, des

paroxysmes d'agitation, par intermittence, dans des moments fatidiques. La cohabitation des deux sens de l'accès (possibilité d'usage et moment de crise) permet au moins d'affirmer qu'il ne s'agit pas d'une utopie éliminant tout problème, d'une idéalisation gommant toute perversion possible, tout détournement. L'accès pour tous aux biens et services ne se présente pas comme une panacée mais comme un mode sociétal perfectible.

C'est ainsi que progressivement, nous avons abandonné les termes initiaux de *désargence*, de *société a-monnaire* ou *sans argent* pour les remplacer par celui de *civilisation de l'Accès (avec une majuscule)*. L'accès est une notion à la fois complexe quand on la plaque d'emblée sur l'économie mondiale, mais simple à expérimenter dès aujourd'hui. Je prends pour exemple ce système dit "Circul'livre". Il consiste à mettre gracieusement des livres à la disposition des habitants de son immeuble, du quartier ou du village en leur demandant seulement de les remettre à leur tour en circulation après lecture. Circul'livre ne se contente pas de promouvoir la lecture, il est un formidable vecteur de lien social. Il ne tient qu'à vous de l'instaurer chez vous.

Le principe est simple. Les résidents d'un quartier apportent gracieusement leurs livres à un point de rencontre préalablement estampillé du logo Circul'livre (chaque lieu a le droit de choisir le logo qui lui plaît et son intitulé, sans "marque déposée"). Les contraintes sont réduites au minimum: pour emprunter un ouvrage, nul besoin de s'inscrire, de signer ou même de donner son nom, mais simplement de s'engager moralement à le transmettre en le ramenant ou en le donnant à un voisin, un proche ou même un inconnu. Le système existe déjà dans quantité de villes et villages. Pour décider du lieu de mise en accès des livres, tout est possible. J'ai vu un vieux réfrigérateur (les livres y sont à l'abri de la pluie et du vent) placé sur un trottoir et transformé en bibliothèque. Une mairie peut fournir une armoire placée dans un lieu commode pour tous et ouvert 24h sur 24. Un particulier peut commencer tout seul devant sa porte, sous une fenêtre donnant sur la rue, une bibliothèque municipale, un collège, un lycée peuvent aussi l'organiser en interne...

Circul'livre, c'est la Société de l'Accès en acte. Il y a, je prends. Je n'en ai plus l'usage, je le mets en accès. Et ça marche, garanti sans facture !

Accessibilité : Au tout début de la réflexion sur l'abolition de l'argent, ils furent nombreux ceux qui trouvaient indispensable d'assujettir l'accès à un

minimum de conditions. Faudrait-il obligatoirement faire partie d'une communauté pour avoir accès à ses ressources ? Ces ressources viendraient-elles en réponse à une participation quelconque (activité d'intérêt général, compétences...)? Faudrait-il contrôler ce que chacun prenait au pot commun afin d'éviter que les uns se gavent et que d'autres manquent de l'essentiel ? Régulièrement, on nous proposait des cartes de consommation comme au temps de la guerre où des carnets d'alimentation réglementaient l'état de disette. D'autres imaginaient de réinstaller des comptabilités matières tout aussi contraignantes que les comptabilités monétaires. Certains voulaient instaurer des "certificats de citoyenneté" dans chaque ville qui seuls donneraient accès aux biens et services de la commune.

Mais, à la réflexion, la gestion de ces garde-fous s'avère plus contraignante que leur absence. Que fait-on de l'étranger de passage ? Comment augmenter les rations quand une branche familiale débarque à l'improviste d'une autre région ? Que faire du nouveau qui décide sans y être invité de s'installer dans la ville ? Est-il juste qu'un bon serviteur de la communauté ne reçoive pas plus que le mauvais serviteur ?... Les unes après les autres, ces tentatives, scories de l'univers marchand, ont été abandonnées pour revenir aux seules questions qui vailent : il y a ou pas, c'est renouvelable ou pas, c'est utile ou pas !

L'accessibilité ne peut évidemment se penser que dans un cadre monétaire. Ce qui est gratuit aujourd'hui peut toujours devenir payant demain. Il vaut donc mieux prendre aujourd'hui ce qui pourrait disparaître demain, ne serait-ce que pour servir de monnaie d'échange dans un quelconque troc. À l'inverse, pourquoi s'encombrer d'un objet dont on n'a pas besoin aujourd'hui, si tôt ou tard, il sera disponible ? Pourquoi prendre plus de légumes chez le maraîcher qu'on ne peut en consommer, au risque de les laisser pourrir, si demain d'autres légumes frais sont à l'étal ? Bien entendu, ce qui est rare demandera un peu de patience. Un tableau de maître peut faire envie à des centaines de gens alors qu'il est unique. Mais avoir le même tableau sous les yeux un an, deux ans, toute une vie peut lasser. Il est vraisemblable qu'une Société de l'Accès verrait les tableaux de maître passer d'un salon à l'autre perpétuellement. Et pour le reste, si nous prenons l'habitude de penser en terme d'accessibilité et non de valeur marchande, c'est l'intégralité de la notion de propriété qui va changer.

Il restera toujours quelques impossibilités pratiques. Le climat de la Côte d'Azur est certainement plus clément que le plateau de la Margeride

en Haute Lozère. Faut-il penser qu'une abolition de la monnaie va provoquer le déferlement d'une marée humaine sur les bords de la méditerranée ? On peut en douter. La grande majorité des gens sont attachés à leur lieu de naissance et ne le quittent, hors vacances, qu'en cas de nécessité absolue. Il en est de même pour l'émigration. Un Sahélien, un Éthiopien, un Bangladais ne vient jamais s'installer chez nous s'il n'y est contraint.

Accumulation : Il se pourrait qu'un jour le modèle tout entier de la société occidentale, avec toutes ses conquêtes en matière de démocratie, de libertés, de tolérance, de créations artistiques, apparaisse aux yeux d'un historien comme le comble de la barbarie. Si tant est qu'il y ait encore des historiens à la fin du XXI^e siècle ! Ce modèle de société, aussi implacablement efficace qu'il ait été pendant plusieurs siècles, est parvenu aux limites de son fonctionnement, limites que personne ou presque n'avait soupçonnée si proches et si nettes. Au moment même où les ex-pays communistes succombent eux aussi à l'ivresse d'un mode de vie impliquant voitures, écrans plats et voyages au loin, nous arrive la certitude que l'effondrement n'est plus évitable. Il y a des analyses qu'on écrit dans l'espoir de se tromper...

La comédie humaine s'organise autour d'une rivalité puérile entre adultes en quête d'argent, quête impossible puisqu'elle est commune à tous et que la richesse ne peut être que relative à celle des autres. Aucune richesse matérielle n'est jamais suffisante, les milliardaires le prouvent tous les jours qui, par leurs activités, visent, encore et toujours, la seule accumulation. Selon l'anthropologue Joseph A. Tainter, « *une civilisation pleinement développée est au bord de l'effondrement lorsqu'elle atteint un seuil au-delà duquel le simple maintien en l'état de ses structures requiert une dépense d'énergie croissante, tandis que la quantité d'énergie qu'elle est en mesure d'assurer à chaque habitant ne cesse de diminuer.* » Les milliardaires qui font la une des journaux et se retrouvent à Davos une fois l'an sont les plus grands gaspilleurs d'énergie puisque leur fortune dépassera toujours ce qu'ils peuvent consommer. Ils en arrivent à des logiques absurdes, à posséder deux voitures que l'on ne peut conduire en même temps, des parcs qu'ils ne peuvent parcourir, des caves qui les rendraient alcooliques s'ils en buaient le dixième...

La soif cumulatrice est pourtant partagée par le plus grand nombre,

de celui qui manque de l'essentiel et aspire à un minimum de sécurité alimentaire, à celui qui possède yacht et château mais n'est pas encore en tête du classement de Forbes-Magazine... Le pire, c'est que nous sommes tous peu ou prou contaminés par la soif de l'accumulation. La seule chose qui permet de limiter l'encombrement des appartements de pauvres, c'est une extrême misère ou une surface trop réduite pour permettre une accumulation. Souvent, cette tendance tourne à la "syllogomanie", c'est-à-dire l'incapacité pathologique de se séparer des objets pourtant inutiles et sans valeur.

L'effondrement d'un tel système pathologique est inévitable et ce ne sont pas les lois du marché qui nous sauveront !

Actifs fossiles : Toutes les instances internationales (ONU, FMI, COP, GIEC...) ont demandé aux banques de diminuer leurs investissements dans l'énergie fossile et d'en programmer la sortie progressive et totale. Pourtant, les 60 plus grandes banques européennes ont accordé 3 393 milliards d'euros aux industries fossiles¹ (chiffre 2019). Certaines ont même augmenté leurs investissements dans ce secteur. En fournissant fidèlement des capitaux à cette industrie, les banques financent des volumes colossaux d'émissions de gaz à effet de serre au dépend de la transition énergétique vertueusement annoncée.

Tous ces actifs fossiles courent un grand risque de devenir des "*actifs échoués*" puisqu'ils perdent fortement de la valeur et de la liquidité. Ces actifs échoués sont d'autant plus dangereux que l'ampleur du risque est sous-estimée par les financiers. C'est exactement ce qui s'est produit avec les subprimes en 2007-2008, avec les conséquences que l'on connaît. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est à craindre qu'à une crise climatique se superpose une crise financière. Les onze principales banques de la zone euro cumulent 530 milliards d'actifs fossiles, ce qui représente en moyenne 95% de leurs fonds propres. Elles sont donc potentiellement en faillite comme l'a été celle de Lehman Brothers, quatrième plus importante banque d'affaires des USA de l'époque.

Le Crédit Agricole possède une masse de ces actifs d'environ 131% de ses actifs propres. Dans la situation actuelle, ni l'État ni les clients de la banque ne pourraient éponger les pertes. Et comme de nombreuses banques moins importantes sont intimement liées au Crédit Agricole, on imagine la

1 Rapport *Banking On Climate Chaos* 2021

cascade de faillites qui s'en suivrait. Cela fera passer la fameuse crise de 1929 pour une peccadille. La France, sixième grande puissance du monde, entraînerait dans son sillage quantité d'autres États, comme tous les autres pays européens qui entretiennent des accords commerciaux avec les pays dits émergents. La crise sera mondiale, comme je l'avais imaginé dans la fiction *Le Porte-Monnaie* en 2013 !

La première réaction logique serait de fustiger les banquiers qui ont pris le risque d'accumuler dans leurs bilans de telles quantités d'actifs pourris. Mais les principales forces en présence ont toute poussé les banques à investir dans les énergies fossiles. Il y a longtemps que tout ce beau monde savait que ces sommes investies allaient se déprécier, perdre de leur valeur, que la transition écologique allait s'imposer peu à peu au dépend du pétrole, charbon et gaz. Donc ces actifs fossiles gigantesques (l'équivalent du PIB de la Belgique) représentent un conflit d'intérêt au cœur même du système. Si les gouvernants acceptent de décarboner, de mettre en acte la transition écologique, les actifs fossiles s'effondrent et les banques sont en danger. Il est donc logique que les banques continuent à soutenir le plus longtemps possible les pétroliers tout en prétendant lutter contre le dérèglement climatique. On ne peut demander à un banquier de réaliser des investissements qui le mènent inéluctablement à la ruine. On ne peut pas non plus demander à un gouvernement de prendre des décisions qui ruinent les onze plus grandes banques européennes. L'État est aussi coincé que la banque !

C'est l'exemple type du cercle vicieux où mène l'imprévision de tous les acteurs, politiques, financiers, industriels, laquelle est à l'évidence un manque d'outils théoriques dans la conception de l'économie. L'industrie fossile a contraint la banque à payer la pérennisation de ses privilèges, en sachant que la banque ne pourra être remboursée et que l'État sera contraint d'endosser la dette sans pour autant appliquer les réformes environnementales qu'il a annoncées. Tout ce beau monde avancera ensuite les dogmes habituels sur la main invisible mais régulatrice du marché, sur l'innovation comme progrès, sur la croissance incontournable, etc.

La seule solution proposée par les économistes est la réglementation sévère des investissements bancaires. Mais on voit mal par quel moyen un gouvernement parviendrait à convaincre les acteurs économiques des bienfaits de cette réglementation. Ce sont ces mêmes acteurs qui possèdent les médias, font et défont les opinions, les élections, les partis politiques... !

C'est comme si l'on espérait des Parrains de la Mafia qu'ils régulent leurs activités frauduleuses !

L'économiste Gaël Giraud propose que la BCE, qui en tant que banque centrale est en capacité de créer de la monnaie, rachète ces actifs pourris aux banques et les solde sur un temps long. C'est effectivement possible, mais ce même économiste reconnaît que, in fine, c'est faire reposer la responsabilité de la catastrophe sur le contribuable. A terme, c'est accélérer la spirale déflationniste. Dans un billet qu'il signe pour le site *Blast* sur le sujet, il parle donc logiquement de *cancer bancaire*, ce qui n'est guère rassurant. Cette histoire d'actifs fossiles pourris serait le sujet idéal pour démontrer l'impasse du système monétaire et la nécessité, pour en sortir, d'inventer un autre système. Pour l'instant, et tant que les onze plus grandes banques européennes ne se seront pas effondrées, ce seront les partisans de l'abolition de la monnaie et de l'échange marchand qui seront irréalistes !

Actionnariat : Toute entreprise de quelque importance a besoin d'investissement pour se développer. Si peu d'entrepreneurs ont les moyens financiers d'investir à hauteur de leurs ambitions, beaucoup d'autres ont les capitaux nécessaires sans ambition d'entreprendre. Il est donc logique que celui qui agit fasse appel à ceux qui recherchent le profit sans le risque de l'entreprise. Depuis la plus haute antiquité, les marins, les armées, les bâtisseurs ont sollicité l'aristocratie de leur temps pour financer des projets à risque et de grande ampleur. Jusque là, c'est logique, sain, une sorte d'échange de bons procédés.

Il est tout aussi normal que les risques partagés par les riches bourgeois dans le commerce soient compensés par des profits substantiels. Le risque justifie le gain. Pourtant cette logique marchande aboutit tout aussi logiquement à l'actionnariat tel que nous le connaissons aujourd'hui. La seule différence substantielle, c'est l'écart entre les gains du travail et les gains de l'actionnaire, et la spéculation sur la valeur des actions qui en a fait une marchandise comme les autres. Avec le néolibéralisme, l'actionnariat est devenu une caricature de la *chrématistique* comme le pensait déjà Aristote, au dépend de l'*économie* réelle, productive et créatrice des biens nécessaires à notre reproduction matérielle.

En pleine crise sanitaire du Covid, alors qu'une grande part de l'économie mondiale était à l'arrêt, confinée, bâillonnée, les actionnaires

engrangeaient des profits records et les subventions des États pour sauver l'outil de production et les salariés partaient directement et sans vergogne dans la poche des actionnaires. Quand les travailleurs perdaient une part conséquente de leurs revenus, voire leur emploi, les actionnaires s'enrichissaient, des millionnaires devenaient milliardaires ! Le phénomène mécanique de condensation de l'argent entre des mains de moins en moins nombreuses et de plus en plus pleines est devenu criant, évident.

Cette crise sanitaire aurait pu être une excellente occasion de présenter cette condensation comme une logique propre au système monétaire et marchand, mais il n'en a rien été. Les économistes ont généralement évité d'en dissenter, les politiques et les médias se sont contentés de rappeler que l'essentiel n'était pas la répartition de la richesse mais la rotation monétaire. Les profits des actionnaires finiraient par "ruisseler" sur le petit peuple en faillite. Bonne blague !... Il faudra bien que ce genre de dogmes soient enfin reconnus pour ce qu'ils sont, de belles légendes pour que les peuples avalent leurs chapeaux, des contes pour enfants incapables d'appréhender le réel.

Adaptation : S'adapter au monde moderne est un leitmotiv seriné aux travailleurs en *burnout*, aux marginaux en rupture de bans, aux jeunes en mal d'insertion, aux plus âgés peinant à se recycler, etc. Vivre, c'est s'adapter dit-on, ce qui laisse entendre que ne pas s'adapter à la société, c'est mourir un peu. A l'opposé, le philosophe indien Jiddu Krishnamurti affirmait que « *ce n'est pas un signe de bonne santé que d'être bien adapté à une société profondément malade* ». Or, la société marchande est malade, chaque individu est poussé au bout de ses limites par la concurrence, mis en danger perpétuel par l'obligation d'entrer dans des normes de beauté, d'intelligence, de compétitivité, isolé des autres par les smartphones et tablettes, affaibli par l'absence d'avenir prévisible, noyé par une surinformation délirante et une suite continue d'injonctions paradoxales...

Un célèbre psychologue français, Boris Cyrulnik, a vulgarisé le concept de *résilience*, qui ajoute aux malheurs du monde. En effet, tout traumatisme, toute douleur sociale doit avoir une réponse personnelle qu'il faut trouver. Voilà un heureux moyen de ne pas nommer la cause première, la société malade. Ce concept de résilience a fait rapidement le bonheur du néolibéralisme !

La disparition de l'argent entraînerait la fin des normes, de la concurrence, de la compétition, de *l'empowerment* et limiterait le besoin de résilience, et d'adaptation...

Adolescence : L'adolescence n'a pas toujours existé, c'est même un concept assez récent. Jusqu'au XIX^e siècle, les enfants passaient sans transition au statut d'adulte dès qu'ils étaient en état de travailler, de s'assumer, de se reproduire. Généralement, des rites de passage permettaient d'officialiser ce changement d'état social. Mais les rituels sont tombés en désuétude, entraînant confusions et oppositions intergénérationnelles. Les rites de passage ont été privatisés, exclus de la vie sociale, à l'exception peut-être du passage de la vie à la mort quand l'hôpital et l'EPHAD ne s'en mêlent pas trop, quand l'industrie des Pompes Funèbres n'en fait pas des spectacles impersonnels.

Tocqueville nous disait déjà en son temps que «*l'épanouissement permanent s'est substitué à l'accomplissement final*». L'adulte était "l'homme fait", il est aujourd'hui "fait comme un rat". Les trois étapes classiques du passage (la séparation, l'initiation et l'agrégation), s'opéraient devant la communauté, dans la sphère publique et en grande pompe, ce n'est plus le cas. C'est devenu impossible au "moi" moderne, et c'est ce qui déstructure le "nous", le collectif.

Cette période floue et incertaine de l'adolescence s'est largement étendue, les enfants étant de plus en plus précoces (les perturbateurs endocriniens n'y sont pas pour rien) et les adolescents de plus en plus tardifs. Le syndrome de Tanguy¹ l'a bien mis en lumière. La difficulté croissante pour obtenir un travail et se loger, la libéralisation de la sexualité qui permet de papillonner longtemps avant de se fixer, tout pousse au retardement de l'autonomie. Cette situation est à ce point anormale que les adolescents ne cessent de s'inventer leurs propres rites de passage, souvent excessivement dangereux, voire délictueux, car ils ont pour témoins les pairs et non la communauté entière. La surenchère dans la prise de drogue, les rodéos en mobylette, les passages à l'acte sexuel précoce laissent souvent les adultes pantois sans qu'ils fassent le lien avec l'utilité d'un rite.

1 Le film *Tanguy* réalisé en 2001 par Étienne Chatiliez raconte la vie d'un *adulescent*, ce néologisme composé de *adu-lte* et *ado-lescent*, inventé par les publicitaires qui espéraient pérenniser cette catégorie d'hyper consommateurs en la nommant...

Si nous étions dans une Société de l'*Accès* à tous les biens et services, les jeunes adultes auraient la possibilité de réaliser ce qu'ils désirent plus facilement, de quitter le foyer familial sans drame, de voyager sans obstacle... De fait, nous reviendrions à la situation antérieure à l'invention de l'adolescence. De nouveaux rites de passage feraient leur apparition. Le voyage initiatique deviendrait possible. L'établissement des documents de citoyenneté sur des critères de maturité et non d'un arbitraire état civil pourrait faciliter l'entrée dans le monde adulte, permettrait de quitter le pays en toute liberté, de répondre personnellement de chacun de ses actes, de nouer des relations sexuelles avec qui bon nous semble...

Agents économiques : Curieuse expression que l'on entend et lit dans tous les médias sans que jamais elle ne soit explicitée. Il s'agit, nous disent les spécialistes, de *toute personne qui a un comportement économique, qui prend des décisions qui influencent l'économie d'un pays*. En somme, quand on achète une baguette de pain, quand l'enfant est en âge d'aller seul s'acheter un bonbon avec son argent de poche, que le SDF tend la main et reçoit une petite pièce, il s'agit d'agents économiques qui influent, même à échelle microscopique, sur l'économie du pays. Il est devenu impossible d'exister sans être agent économique d'une manière ou d'une autre. On peut alors se demander à quoi sert une expressions aussi généralement partagée.

C'est pourtant une expression fondamentale dans une société capitaliste, ne serait ce qu'en tant que rappel de cette nécessité absolue de jouer le jeu monétaire. Et s'il faut le rappeler sans cesse, c'est parce que l'économie est totalement fondée sur une escroquerie intellectuelle, principalement dans le capitalisme néolibéral qui prône la liberté totale du marché. En effet, ce marché ne peut si les acteurs économiques ne sont pas totalement soumis aux lois économiques, sans volonté propre. Le marché étant sans cesse présenté comme une loi naturelle, donc incontournable comment peut-il être institué politiquement ? Car l'économie n'a rien de naturelle, elle procède bien d'un choix politique. Cette contradiction nous met tous dans une situation de colonisés, soumis à une loi exogène déclarée conforme à la nature humaine, donc sans volonté propre. Nous devons être soumis aux lois du marché sans quoi le marché s'effondre. La logique du système veut qu'il faille que les **gens** deviennent, des **agents** économiques, puis que les agents deviennent des **mécaniques**, en attendant que nous puissions être remplacés par de vraies mécaniques, des lapins Duracell qui s'agitent tant que la pile

est en état. En attendant, il faut que nous soyons tous des agents économiques, en plus contents de l'être...

S'engager dans une désargence, c'est en somme tenter de quitter la condition d'agents économiques, c'est entrer en "marronnage". Cela n'est pas sans risque si trop d'esclaves économiques se font nègres marrons, cimarrons ! C'est la seule chose qui mettrait la totalité du système marchand en péril immédiat...

Agriculture : En cinquante ans de mise aux normes néolibérales, l'agriculture est devenue un terrain de guerre où tous les coups sont permis. Les "paysans" d'antan étaient fiers de leur savoir faire, ils ont délégué ce savoir aux agronomes de l'INRA (Institut National de la Recherche Agricole). Ils avaient le sentiment d'être essentiels pour la société, ils ont troqué le beau mot de paysan pour celui d'exploitant agricole. Ils étaient proches de la nature, ils sont aujourd'hui proches de la chimie et du numérique. Ils organisaient leurs comices agricoles, ils négocient aujourd'hui leurs productions par Internet sur les marchés internationaux. Ils avaient leurs chantres dans l'élite intellectuelle (Balzac, Zola, Hugo, Flaubert, Giono, Bazin...) et ne manquaient pas d'honneurs, ils sont vilipendés aujourd'hui en tant que pollueurs, spécistes, extractivistes, passéistes.

Les choses auraient pu évoluer en douceur si la croissance ne nous avait pas tous poussés à évoluer dans un temps de plus en plus rétréci. Les paysans ont été les bons élèves de l'agriculture moderne, ils ont accepté toutes les couleuvres que leur tendaient les gouvernants et se retrouvent en décalage total avec les aspirations légitimes de leurs consommateurs. Le brave laboureur de La Fontaine est aujourd'hui pressuré, ubérisé, honni par les écologistes. On a exigé de lui qu'il investisse, qu'il remembre son champ et rase les haies, qu'il fasse confiance au progrès, qu'il achète les semences Monsanto, puis le désherbant Monsanto, puis le tracteur à trois étages de Massey Ferguson... Il a tout fait, tout bien fait et maintenant, il a tout faux. Un dindon de la farce.

À l'opposé, l'écologiste a passé des années à se gaver de hamburgers, à acheter moins cher ses légumes chez Lidl, à s'extasier sur l'étable high-tech où les vaches se font traire à la demande par des robots qui en même temps calculent la qualité et la quantité des aliments auxquels les vaches auront droit, le tout avec visio-conférence pour que l'exploitant soit immédiatement alerté si une vache a des difficultés à mettre bas à trois

heures du matin. Ces mêmes personnages ne savent pas toujours l'angoisse des fins de mois pour les Dindons de la farce mais ils ont appris que l'effondrement était proche, que les perturbateurs endocriniens pouvaient les rendre infertiles, que le tracteur rejette du gaz à effet de serre en quantité presque aussi importante que les vaches 2.0 !

Le capitaliste, lui, s'en réjouit. Tant que les paysans s'attaquent aux journalistes trop curieux et les journalistes aux dérives industrielles, que les écologistes fauchent les champs OGM et se font recevoir à coup de manches de pioches par les paysans, que les antispécistes sont traumatisés à la vue du cochon ou du poulet proprement égorgé dans la ferme, tout va bien, le capitalisme avance ses pions, le CAC 40 est en hausse, les milliardaires s'enrichissent.

Un monde sans argent, sans nécessité de réaliser des profits financiers, un monde où nous aurions le temps de nous interroger sur l'intérêt ou les dangers d'une production, sur un type de consommation qui respecterait la nature autant que les humains, sur une façon de gérer tout cela qui soit démocratique et ne grève pas d'hypothèques sur les générations futures... Un rêve ? Oui, mais un rêve qui ne demande qu'à se réaliser. Paysans et écologistes enfin réconciliés, cela ne peut être complètement utopique...

Algèbre : Le mot « algèbre » nous vient d'un livre intitulé "*Abrégé du calcul par la restauration et la comparaison*", rédigé vers 825 par un mathématicien d'origine persane¹. Ce livre avait des objectifs pratiques : le calcul d'héritage, l'arpentage, les échanges commerciaux, etc. Au départ le mot signifiait une *réduction de fracture*. Il convenait donc à la réduction de problèmes mathématiques par l'usage de lettres ou signes remplaçant les chiffres, par exemple le "x" de nos premières équations résolues au collège. L'alphabet, l'argent et le x algébrique fonctionnent de la même manière, ce sont des abstractions qui ne désignent rien mais peuvent tout signifier, des "*équivalents généraux*". Ces trois équivalents sont donc si pratiques qu'ils sont vite devenus indispensables, au point d'être aujourd'hui considérés comme naturels et incontournables. Il serait donc aussi fou d'abolir l'argent que d'abolir l'usage de l'alphabet, du x algébrique, et pourquoi pas de tout ce qui en découle, le livre, l'algorithme, l'échange marchand... L'idée d'uti-

1 Écrit par Al-Kahawarizmi, ce livre pose les bases de l'algèbre, des équations du premier et second degré, des nombres négatifs. Il nomme sa technique de calcul *al-jabr* d'où le mot algèbre.

liser une abstraction n'ayant d'autre existence que sa représentation par un signe, un bit, un bout de papier, de l'appliquer à n'importe quelle réalité pour la représenter et pire, rendre cette abstraction opérante dans la réalité, était géniale. Pour une grande majorité, abolir l'une de ces trois abstractions géniales, c'est ouvrir une brèche dans le socle théorique de toute une civilisation, un risque de démiurge fou, d'apprenti sorcier ! Mais cela peut changer...

L'argent n'est rien qu'une convention pratique et n'a de valeur ou d'existence que par la volonté de celui qui l'émet et de celui qui en use. À la différence du "x" algébrique ou des lettres d'alphabet, l'argent a le pouvoir de se matérialiser et d'agir sur le réel, parfois plus puissamment que ses créateurs eux-mêmes. Là s'arrête la comparaison entre les trois *équivalents généraux*. L'écriture et l'équation algébrique n'ont jamais posé autant de problèmes que l'argent et n'ont d'ailleurs jamais été maudites comme l'a été l'argent de l'Antiquité à nos jours. Arrivés au bord d'un probable effondrement de notre civilisation pourtant si inventive, il est clair que l'argent induit plus d'inconvénients que d'avantages.

L'inconnue mathématique ne nuit ni au mathématicien ni à l'équation qui la contient. Les signes alphabétiques n'ont jamais perverti l'écrivain et ce n'est qu'une fois agencés en texte par un fanatique qu'ils peuvent être le point de départ d'une guerre de religion. La seule corrélation entre ces équivalents commodes, c'est qu'ils ont formaté nos modes de pensée au point de paraître éternels et non créations humaines. C'est certainement pour cette raison qu'une désargence, c'est à dire une sortie volontaire de l'équivalent argent, est un problème mental. Bien avant d'être un problème technique, c'est un choix politique, une option logistique...

Algorithmes : Les algorithmes sont devenus les Djinn, les Croque-mitaines, les Trolls des temps modernes, des créatures surnaturelles et maléfiques, capables de se transformer en de multiples apparences, doués de pouvoirs magiques. Ce sont des milliers d'algorithmes qui peuplent nos objets connectés et nos fantasmes complotistes. Nous les avons dotés d'une conscience et d'un libre arbitre, d'une puissance occulte et incontrôlable. Un virus empoisonne notre ordinateur, des cookies nous assiègent de publicités indésirables, une administration nous propose la gestion numérique d'une démarche mineure et aussitôt, les Trolls algorithmiques sont évoqués, accusés d'instaurer une société de contrôle, une dictature 2.0 !

C'est d'ailleurs l'argument récurrent qui nous est sans cesse asséné lorsque nous parlons banques de données et informatisation des ressources et des besoins. La complexité des algorithmes nous entraîne bien loin de "la maîtrise des usages par les usagers" que nous prônons avec tant d'enthousiasme dans notre vision d'une société a-monnaire! Il est vrai que l'algorithme ne s'écrit pas dans un langage qui nous est familier, que les usages abusifs en sont souvent pénibles. Mais accuse-t-on une formule chimique ou mathématique de prendre le pouvoir sur nos existences ? Il n'est pas nécessaire d'évoquer le polyadipate d'hexaméthylènediamine, vulgairement appelé nylon, pour enfilez une chemise de cette matière synthétique ! Accuse-t-on les matériaux aussi courants que le nylon de visées douteuses à notre égard, au motif qu'ils ont des noms chimiques imprononçables ?

Le langage technique et scientifique a fait intrusion dans le langage courant, et l'algorithme en fait partie. Il faut sans doute en chercher la responsabilité chez les humains qui l'ont introduit sans vergogne dans notre quotidien. Si l'argent offre un immense accès au pouvoir, la culture aussi. Or, la culture numérique, si elle est apparemment bien partagée, ne l'est en vérité que sur la pratique. Tout se passe comme si nous apprenions la lecture et l'écriture à nos enfants sans jamais leur donner la moindre leçon de grammaire. Contraints de retenir par cœur les variantes sémantiques et grammaticales des mots, les enfants seraient pratiquement incultes.

Les meilleurs utilisateurs du numérique que chacun de nous connaît dans son entourage sont généralement incapables de lire une ligne en *HTML*. Le numérique, comme toute langue, a son alphabet, son vocabulaire, ses règles de grammaire, ses paradigmes, ses exceptions. Mais les informaticiens n'ont eu de cesse depuis le début de rendre leur travail invisible aux usagers. Si la programmation est si peu enseignée, c'est sans doute pour préserver le pouvoir des seuls "initiés".

C'est un peu comme l'orthographe de la langue française qui a été volontairement et arbitrairement complexifiée par l'Académie française. La *Compagnie*), c'est ainsi qu'on appelait l'Académie, écrit en 1673, dans le cahier préparatoire du premier dictionnaire : «*La compagnie déclare qu'elle désire suivre l'ancienne orthographe qui distingue les gens de lettres d'avec les ignorants et les simples femmes.* » Le pouvoir de classe, toujours le pouvoir, en plus patriarcal !...

Sans l'impératif du profit financier, le même algorithme passerait de l'inutile destruction des hommes et de la planète à l'utilité commode pour le

commun des mortels, du simple fait que le pouvoir serait moins attractif. Les algorithmes, neutres et rationnels, sont aujourd'hui tordus à des fins politiques ou lucratives. Certains planchent actuellement sur des algorithmes pour combattre ces autres algorithmes qui sont des producteurs de désordres sociaux et économiques, d'autres planchent pour imaginer comment s'en servir à des fins humanistes et dans l'intérêt général... Le chercheur français Xanier Tannier s'est déjà engagé dans ce combat pour la vérité en développant, grâce à des fonds obtenus par Google, un algorithme capable de dépister les mensonges, semi-vérités et contradictions dans le discours des politiciens. Un juteux contrat ! Parions que son outil deviendra en désargence très utile dans les années à venir pour repérer dans les banques de données les informations contestables que des particuliers auront introduites, par erreur, malveillance ou jeu malsain...

Le traitement des données par des algorithmes a pris des proportions folles et une capacité d'opération redoutable, particulièrement dans les opérations boursières. Des millions d'opérations sont traitées en même temps, à la nanoseconde et dans toutes les places boursières du monde. Il est même devenu impossible d'exercer le moindre contrôle des mouvements financiers. Après la crise de 2008, le PDG de la Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, cité à comparaître devant la justice américaine a avoué n'y rien comprendre, de ne pas être en mesure d'expliquer les opérations de ses traders ! Ce genre de situation, serait inimaginable dans un monde démonétisé, où le temps n'est plus de l'argent, où l'objectif n'est plus le profit...

Aliénation : La traditionnelle analyse marxiste de l'aliénation, de l'exploitation de l'homme par le capital, est le socle des luttes sociales. Peu à peu, le capitalisme a réussi à transformer le sentiment d'aliénation du travail en libération par le travail, au profit d'une doxa homogène et sans alternative possible. Quiconque refuse de travailler est un assisté, un asocial, un malade mental. L'entreprise moderne a sa culture propre, cultive le fun et la joie de la productivité, ce qui est, nous a dit un jour l'économiste Frédéric Lordon, dans un éclair de lucidité, *"la nouvelle la plus terrifiante du monde !"* L'aliénation des autres est toujours plus aisée à déceler que la nôtre et Lordon n'a pas su se départir de sa vision monétariste personnelle tant elle lui paraissait révolutionnaire...

Ces penseurs dont on ne peut nier l'intelligence, la culture et

l'honnêteté, sont souvent des cas d'école involontaires de l'aliénation. Le système monétaire a aliéné des générations d'économistes capables de débiter l'aliénation partout où elle se trouvait..., sauf dans le système monétaire ! Pourtant, était-il possible de trouver un objet dit neutre qui puisse prendre une telle place sémantique dans notre vie, qui justifie autant de conflits individuels et collectifs, qui formate à ce point nos pensées et nos actes ? Nos hauts fonctionnaires, si fiers de leur passage dans les grandes écoles (Science-Po, ENA, Normal Sup...), sont aliénés par leurs études sélectives au point d'être dans une totale incapacité à entendre ce que leur dit le peuple. Les médecins sont sélectionnés dès leur première année par un concours qui fait d'eux des tueurs de concurrents. Les connaissances techniques ont à ce point évolué qu'ils consacrent toute leur énergie à intégrer des sommes de connaissances et ne s'embarrassent plus guère de philosophie, de psychologie, d'humanité. Mais leurs "clients" persistent à attendre d'eux le sens de l'écoute et de l'empathie ! L'ouvrier syndicaliste devenu partenaire social, en dialogue avec son patron, est plus aliéné que l'ouvrier de Zola face au patron paternaliste...

Nous sommes tous aliénés à un système ontologiquement totalitaire, au point d'en perdre le rêve et l'ambition révolutionnaire, de croire acquise la fin des luttes de classes, de tristement déprimer collectivement. Une ambiance de fin de règne, de gueule de bois après la fête, un "after" durant lequel il ne reste plus qu'à attendre, à se laisser aller. On ne danse plus la Carmagnole comme en 1792, le rappeur Akhénaton "*attend toujours la fin de leur Monde*" et les lendemains qui chantent ont fait place à la télé-réalité. Les jacqueries ne suffisent plus, et Jacques Bonhomme¹ est mort et enterré. La noblesse est anonyme et internationalisée, son château est la planète entière, la peste, la famine et l'impôt royal sont des broutilles au regard de nos multiples impasses systémiques. Tant que nous serons dépourvus d'un nouveau récit global et attractif, à la hauteur de l'enjeu, les peuples resteront ballottés entre Akhénaton et la télé-réalité...

Alimentation : L'alimentation est devenue un centre d'intérêt majeur des sociétés modernes, mais aussi un point d'ancrage de fractures sociales, pire que les clivages politiques. Végans, végétariens ou carnivores, avec ou sans

1 Jacques Bonhomme, chef de la jacquerie de 1358 où l'on vit les paysans affronter la noblesse et ses gens d'armes et mettre à feu et à sang la moitié nord de la France.

gluten, avec ou sans lactose, fast ou slow food, cuisine régionale ou internationale, régime crugivore, crudivore, locavore, flexitarisme..., à chacun son clan et ses obsessions. A ce train là, le repas de famille, le festin annuel de l'amicale bouliste, le dîner d'affaires vont devenir des casse-têtes chinois. Car il est de bon ton d'être végétan ou carné de façon intégriste. Manger un poulet est assimilé à du cannibalisme, se limiter aux végétaux est assimilé au fascisme (Hitler ne consommait pas de viande¹). Le double intérêt de l'industrie agroalimentaire et des politiques néolibérales étant de diviser le plus possible pour régner encore un peu de temps explique peut être cette "radicalisation".

Il suffit, pour se convaincre des conséquences absurdes de la guerre des assiettes, de se souvenir du scandale de Lyon en février 2021. Le maire écologiste de la ville a annoncé que les cantines scolaires de sa commune serviraient temporairement des repas sans viande. Aussitôt, l'ANSES (l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation) est montée aux créneaux, le Ministre de l'agriculture a saisi le Préfet de cette scandaleuse décision. «*Arrêtons de mettre de l'idéologie dans l'assiette de nos enfants !*» Ce ministre aurait même qualifié l'initiative du maire d'insulte aux agriculteurs et de mépris des classes populaires. Un haut fonctionnaire des Comptes publics a critiqué ce choix *anti social*. Les députés eux-mêmes ont débattu de cet important sujet ! Rappelons que nous étions en pleine pandémie, avec en vue une crise sociale et économique annoncée, inédite par son ampleur, face à des mesures de protections sanitaires contraires à toutes les règles établies par les lois, les constitutions nationales, les grandes déclarations internationales !

La consommation de viande mise au devant de la scène est bien davantage un marqueur social qu'une nécessité physiologique. Tout ce qui est lié de près ou de loin à l'argent a un prix. Manger a un prix. Je pose donc la question : et si manger ne coûtait plus rien ? Si notre accès aux fruits et légumes, viandes et laitages, devenait "innocent" de toute référence à la hauteur sociale évaluée en argent et destinée à nous affirmer dans une compétition alimentaire... Qu'est-ce que ça changerait ?

Ce que je mange ne serait plus observé de la même façon. Qu'une dinde ait un prix, fait barrage pour les uns, obligation pour les autres. Si elle n'en avait pas, les producteurs de volailles en écouleraient toute l'année. Il

1 Vrai ou faux, cela ne change rien, mais c'est ce qu'affirmait Margot Woelk, la goûteuse attitrée d'Hitler.

ne serait pas plus luxueux de manger de la viande que de ne pas en manger. Enfin on pourrait manger ce qu'on veut, en fonction de l'appétit ou de la santé qu'on a et non plus pour figurer dans un clan. L'obésité ou la maigreur ne seraient plus forcées par une norme sociale mais discutées comme un élément de l'état de santé parmi d'autres. Le goût prendrait le pas sur l'obligation, l'exception festive du végan avalant un tournedos ou du boucher remplaçant le tournedos par de délicieuses boulettes de courgettes à la mozzarella, serait enfin tolérée. La cohésion des communautés humaines se trouve aussi dans leurs assiettes !

Alter-capitalisme : Dans nos luttes contre les méfaits du capitalisme, on peut distinguer l'anti-capitalisme qui tend à changer **de** système, et l'alter-capitalisme qui prétend changer **le** système, instaurer un autre capitalisme à visage humain, plus doux, moins prédateur. Ces deux positions sont antinomiques et changent à la fois les analyses de la situation actuelle et les stratégies que l'on propose. Reporterre nous en fournit, involontairement mais souvent, de belles démonstrations.

Le site Reporterre¹ constate que les alternatives dans l'esprit bio, aussi précieuses soient-elles, ne constituent pas un projet politique et ne mettent pas en danger l'agriculture industrielle. Elles en fournissent plutôt le complément de gamme pour les consommateurs aisés ! Ils posent alors la question suivante : *"Dès lors, comment sortir l'agriculture du capitalisme ?"* Or, sortir l'agriculture du capitalisme, c'est accepter que le cadre général reste capitaliste, ce qui est la situation actuelle, laquelle est très bien dénoncée dans l'article. Il serait plus logique et plus efficace de *sortir du capitalisme pour sauver l'agriculture !* Il faudra bien accepter enfin que la bataille entre agriculture bio et agriculture industrielle est perdue ou du moins limitée à *des myriades de tactiques* si tant est que l'on arrive à *les réinscrire dans un tissu de luttes qui dépasse la seule question agricole.*

Or, les myriades d'alternatives se perdent dans des luttes internes (bio contre permaculture ou agroforesterie, micro-entreprises contre grandes coopératives, etc.). Dépasser le stricte cadre agricole, c'est évident, comme il est évident que le capitalisme a conquis tout l'espace économique et social. La seule issue pour sortir de cette guerre économique dans laquelle les paysans sont les moins bien armés, c'est de mettre à bas le cadre

1 Article du 27.08.2021 signé Maxime Lerolle : *L'agriculture malade de la technologie.*

capitaliste qui détruit la planète entière et pas que les paysans. Et il n'existe aucun moyen rationnel et réaliste d'abattre le capitalisme que de lui ôter le sang, la sève, l'air qui le fait vivre, l'argent et l'échange marchand. Pour cela il faut commencer par sortir de l'astucieuse naturalisation du système qui nous a été imposée.

Le capitalisme est un choix, certes ancien, mais bien un choix, non un effet incontournable pour toute société complexe, un effet de nature. Il est donc possible de faire un autre choix. C'est ce que propose la désargence, qui tend à inventer, préparer, proposer un autre choix, celui de l'accès à tous les biens et service sans condition. Faire entrer peu à peu l'agriculture (et tout le reste de nos activités) dans un système d'accès et non d'échange est le seul moyen de sortir l'agriculture du capitalisme, en éradiquant le capitalisme et tout autre *alter-capitalisme* !...

Alternatives : Les alternatives prétendent remplacer une praxis particulière par une autre qui serait meilleure, plus juste, plus efficace. Il peut y en avoir des grandes comme "*l'alternative économique*", des petites et locales comme les "*Amap*", des transversales comme "*la décroissance*", mais aucune qui remette en cause le système dans sa totalité, ce qui serait qualifié d'utopique contrairement au pragmatisme de la réforme partielle, par petits pas successifs. Les alternatives sont si nombreuses qu'il serait vain d'en faire un recensement exhaustif. Il en fleurit tous les jours, dans tous les domaines et dans tous les pays. Elles émanent d'intellectuels ou de citoyens ordinaires. Une telle explosion d'alternatives est symptomatique d'un état d'effolement généralisé face à une perte de sens, d'objectif global, de ce qu'on appelle une politique.

Aucune des alternatives n'étant suffisante en soi, chacun défend son pré-carré et ses priorités. Des décroissants en arrivent à s'opposer à des écologistes, des économistes atterrés se disputent sur des termes qui se veulent aussi rassembleurs que disparates : économie symbiotique ou circulaire, économie du savoir ou verte, monnaie juste ou revenu universel... Et pendant ce temps, d'autres construisent un monde globalisé, préparent avec constance et méthode un gouvernement d'experts, d'intellectuels et d'industriels, imposent avec un remarquable sens de la stratégie, un monde fondé sur la collecte des datas, leur gestion par algorithmes. Et in fine, les décisions d'une petite oligarchie détiennent elles seules la vérité scientifique et interdisent toute autre mode d'organisation. Le règne des GAFAM, alliés à

des financiers décident de ce que devra être l'intégralité de nos vies, légitimés par des idéologues autoproclamés...

Si la plupart des alternatives sont parfaitement inefficaces à résoudre le problème qui les a initiées, elles finissent par leur nombre à instiller dans la doxa que le vieux monde n'est pas satisfaisant, qu'il ne va pas dans le sens souhaité par la majorité et qu'il faudra bien en changer. Face à la vision globale et monosémique de la réalité que nous propose la mondialisation, aucune alternative ne fera le poids, c'est vrai. Pour l'instant, seule l'accumulation d'alternatives peut opposer une autre vision du monde, humaine et non algorithmique, démocratique et non oligarchique, réparatrice et non prédatrice. Reste à faire prendre conscience à chacun le sens global contenu dans chaque initiative particulière, et de faire le tri entre celles qui participent à ce mouvement "underground" inconscient mais collectif, et celles qui ancrent encore plus le vieux monde dans ses erreurs, qui le prolongent en le rendant supportable...

Nul ne peut nier le côté expérimental, pédagogique, parfois même révolutionnaire des alternatives. Vouloir être dans la pure indépendance risque de condamner à l'impuissance, mais accepter des compromissions pour garder une marge de manœuvre risque de faire perdre l'essentiel de l'objectif...

Pour ceux dont la seule alternative est l'abolition de l'argent, les choses sont plus simples, car il s'agit pour eux de préparer un autre monde, avec des outils inédits. Les mouvements visant l'abolition de l'argent ne font pas encore peur au système. Ils paraissent utopiques aux pouvoirs, autant qu'aux militants alternatifs. Comme toutes les grandes innovations de l'humanité (l'héliocentrisme, l'imprimerie, le chemin de fer, l'électricité, le numérique...), la désargence n'échappera pas aux trois stades de son évolution : le rire, la peur, l'évidence. Pour que l'évidence finisse par triompher, il faudra sans doute attendre qu'il n'y ait plus aucun moyen d'y échapper...

Entre la volonté de changer le monde et le souci de s'aménager une petite bulle fraternelle, il y a un monde. Plus rien n'est simple : ceux qui sont à la marge critiquent ceux qui sont dans la page qui eux, leur rappellent que la marge est toujours dans la page, et les uns et les autres traitent d'utopistes ceux qui veulent tourner la page. La conséquence, et l'histoire entre le XIX^e et le XXI^e siècle le montre, c'est que le système marchand a avalé toutes les bonnes intentions !

« Les dures lois de la sociologie d'organisation et le jeu cruel des

compétences se chargent de distribuer inégalement les pouvoirs » dit Éric Dupin¹, et il a raison. Il n'y aura donc pas de salut sans des structures sociales, politiques, économiques radicalement différentes. C'est la raison pour laquelle, nous nous sommes attaqués au fondement même du système, à ce qui impacte non seulement la vie matérielle mais aussi les esprits. En ce sens, élever Pierre Rabhi au rang de "*figure incontournable*", est pour le moins hasardeux. Il reste largement adossé à cela même qu'il dénonce, ne serait-ce que pour son plan financier personnel et la place médiatique qu'il a pris.

L'expérience nous a largement montré que *l'essaimage* ne fonctionne pas, pas plus que la *nature humaine*, pas plus que *l'éducation populaire*, pas plus que la *politique* (dans leurs fonctionnements classiques). L'articulation entre *transformation individuelle* et *transformation sociale* se défait aussi vite qu'elle se fait. "*L'argent, c'est l'oxygène indispensable à l'organisme social qui sans lui étoufferait*", me dit-on. Mais c'est aussi la drogue et son accoutumance qui font que même au travers des alternatives, on en a toujours besoin et de plus en plus. L'économisme atavique n'est pas seulement présent dans les moyens politiques utilisés, il l'est plus encore dans les contenus même des alternatives anticapitalistes. Maintenant que l'économie, en tant que généralisation de l'échangisme marchand, est parvenu à s'emparer entièrement de nos vies, il n'y a plus de "terra incognita" de l'économie. Mille Amap et une multinationale reviennent finalement au même résultat. Tout le propos ce dictionnaire est en somme d'expliquer pourquoi **il nous faut imaginer une alternative à l'économie plutôt qu'une alternative économique...**

Alternatives économiques : Aujourd'hui, *Alternatives Économiques* est une revue mensuelle rédigée par des économistes néo ou post-keynésiens, fondée en 1980 par Denis Clerc. Classée à gauche, cette revue est très centrée sur l'économie sociale et solidaire. D'une grande qualité d'analyse, la revue manque cependant de liens avec l'Histoire (signe des temps plutôt que caractéristique de la revue). Les alternatives proposées ont souvent des généalogies qui en disent long sur leur devenir.

1 Eric Dupin, *Les défricheurs, voyage dans la France qui innove*, La découverte, 2014.

Quand on compare les statuts des premiers crédits agricoles à l'époque de la loi Méline de 1894² et ce que cela donne aujourd'hui, on voit qu'il n'en reste qu'un slogan "*le bon sens à côté de chez vous*" ! Il en est de même avec les coopératives de consommation (Grimaud et Cie en 1792, La Société du Devoir Mutuel en 1828, les magasins Derrion en 1834³) qui ont accouché de nos splendides supermarchés ! Le ver était dans le fruit... Il serait utile que l'on sache quel était ce ver et s'il ne se trouve pas également dans les alternatives d'aujourd'hui.

La mise en perspective d'un fait réclame du temps à son narrateur, produit des articles longs qui fatiguent le lecteur, grève les budgets des médias déjà exsangues. Quand on connaît le nombre de "resto du cœur" que le XIX^e siècle a produit bien avant Coluche, quand on compare le nombre des sans logis au premier temps d'Emmaüs avec celui des SDF au temps du DAL, de Jeudi noir et autres squatteurs contemporains, on ne peut éviter quelques questions stratégiques, méthodologiques...

Pour tous les économistes, si l'on exclut Paul Jorion (et quelques autres oiseaux rares) qui est d'accord avec nous, "*il y a beaucoup d'utopies de dépassement de l'ordre monétaire qui prétendent instituer de nouvelles formes d'échanges qui dépasseraient la monnaie. Hélas, elles reposent sur des contre sens tragiques (...). Ces utopies reconstituent des ordres monétaires sans le savoir, sous des formes qui rendent la monnaie méconnaissable.*" C'est ce que déclare Lordon dans son livre "*Vivre sans ?*"

Il a raison de dire que toutes les tentatives connues de dépasser l'ordre monétaire ont réinventé des "monnaies camouflées". C'est la preuve qu'il n'a jamais entendu parler de la "désargence", de la "Société de l'Accès". Preuve en est quand il affirme que toutes prétendent instituer de *nouvelles formes d'échanges*. Or, ce sont justement les échanges que nous voulons éradiquer en premier, tant dans les alternatives actuelles que dans le récit d'un autre monde que nous proposons. Une éducation populaire qui reste dans l'échange attend un "retour sur investissement". Un jardin partagé, sans le moindre euro en circulation, réinvente le troc s'il y met une quelconque condition d'usage. Un SEL, en proposant un échange équitable

-
- 2 La loi Méline a été votée en France le 11 janvier 1892 et a créé un double tarif douanier. Elle est restée le symbole du retour du protectionnisme en France à la fin du XIX^e siècle.
 - 3 J'ai pris là trois exemples lyonnais de coopératives, mais il en a existé dans toutes les grandes villes dès le début de la Révolution. Leur histoire est d'un grand intérêt. Voir Charles Gide, *Les coopératives de consommation*, 1904, texte PDF sur Gallica.

de services, instaure une comptabilité en heures ou en points qui vaut bien celle de l'argent.

Si nous avons une chance de convaincre les économistes (surtout ceux qui sont philosophes) que l'ordre monétaire peut se dépasser, c'est de démontrer que nous avons les moyens techniques, économiques, politiques de supprimer tout échange et de passer à l'accès. Faute de quoi, nous resterons assignés à la "case utopie" par les plus fins connaisseurs de l'économie. En plus, l'erreur post-monétaire aurait des "*conséquences tragiques*" nous dit Lordon. Et il aurait raison..., si nous n'expliquions pas comment sortir réellement de l'échange marchand sans pour autant aboutir à un chaos généralisé.

Alzheimer : Maladie neurodégénérative qui entraîne la perte progressive et irréversible des fonctions mentales, notamment la mémoire. Aucun traitement ne permet actuellement de guérir cette maladie. Cette pathologie a sans doute toujours existé mais n'a été clairement identifiée qu'en 1901 par le psychiatre allemand Aloïs Alzheimer (1864-1915). Autrefois, on parlait de sénilité précoce. Les cas sont en constante augmentation sans que l'on puisse attribuer une cause précise à l'affection. Il est toutefois tentant de la considérer comme un symptôme social contemporain. Les malades alzheimer perdent la mémoire, mais en réalité c'est toute la société qui perd peu à peu sa mémoire.

En effet, les générations mènent des vies de plus en plus séparées. Rares sont les familles qui regroupent encore sous le même toit trois générations. La transmission intergénérationnelle se fait de moins en moins. Les anciens racontent moins leur histoire, les jeunes sollicitent moins l'expérience des anciens. L'espérance de vie augmente, le temps s'accélère (nous sommes de plus en plus pressés), il se complexifie (plusieurs carrières dans une seule vie, déménagements plus fréquents, zapping des activités). La transmission de génération à génération est compliquée par cette accélération. Il y a parfois dix fois plus d'écart dans le mode de vie entre l'enfant et son père qu'il y en avait jadis entre le grand-père et son petit-fils. Quand les vieux se racontent, il n'est pas rare que les jeunes enfants n'y comprennent plus rien, tant les références de leurs époques sont lointaines. Comment expliquer à son petit fils une vie sans smartphone, sans voiture, sans télévision, sans réfrigérateur, sans supermarché, sans douche, parfois

sans eau courante ni électricité... Cela paraît incroyable à l'enfant, cette vie qui ressemblait à un moyen-âge !

Les institutions sociales participent aussi à la perte de mémoire, avec les médias qui nous déversent des flots d'informations superficielles, se bousculant et s'éliminant les unes les autres, jour après jour. L'enseignement public a privilégié le contemporain plutôt que les "humanités", la recherche sur Wikipédia plutôt que la mémoire. C'est sans doute ce qui explique l'engouement de nos contemporains pour leur généalogie. Et même là, on voit chez les généalogistes amateurs, peu d'historiens de la famille et beaucoup de collectionneurs compulsifs qui additionnent des listes de dates de naissances-mariages-décès, sans rien savoir des vies que cela recouvre. Politiquement, la mémoire est devenue dangereuse. Elle permet de donner quelques perspectives aux événements, de repérer leurs causes et leurs modes de déroulement, de comparer les promesses électorales et les réalisations concrètes. Plus l'avenir est incertain, plus la mondialisation complexifie la chose publique et plus la mémoire des peuples est suspecte. Seule une abolition de l'argent et de la marchandisation pourrait donner du temps au temps et redonner une mémoire aux personnes et aux groupes sociaux...

Analphabétisme : Situation de celui qui ne sait ni lire ni écrire. Il resterait 800 millions d'adultes analphabètes dans le monde, essentiellement en Asie et Afrique. Le non-accès à l'école en est la cause, cette cause étant elle-même générée par la pauvreté et les guerres. Dans les années 1960-70, combattre l'analphabétisme a été considéré comme essentiel, en tant que condition nécessaire de la croissance économique me disaient mes amis économistes. Certes, savoir lire, écrire et compter aide à obtenir un travail salarié, produit des employés plus qualifiés, augmente donc le PIB. Nous préférons penser qu'avant tout, l'acquisition de ces bases est un des meilleurs moyens d'émanciper l'individu, de développer ses capacités, de lui offrir des opportunités d'épanouissement. Le fait de mettre en avant le rapport économique ou l'épanouissement des humains serait-il sans conséquences ?

Depuis les années soixante-dix, nous avons fait un grand progrès en ajoutant à l'analphabétisme ordinaire l'analphabétisme numérique (celui qui ne sait se servir d'un PC ou d'un smartphone est perdu), l'analphabétisme monétaire (celui qui ne comprend pas l'économie n'a de place nulle part).

L'analphabète ne peut être que pauvre. Le pauvre était un exploité, il est aujourd'hui un assisté ou un handicapé. Le pauvre sans smartphone, c'est franchement quelqu'un qui exagère !

Si l'accès à tout, pour tous et sans condition se mettait en place, ces divers analphabétismes seraient moins handicapants, mais ils seraient aussi, bien plus simples à éradiquer. Trouver aujourd'hui un enseignant capable d'apprendre ces bases à un autre adulte, qu'il s'agisse de la lecture ou de l'informatique, n'est pas évident. Ce sont des apprentissages qui sont longs, en proportion à l'âge, et le temps est ce qui manque le plus à l'homme moderne. Demain et sans argent, nous aurions le temps d'accompagner tout le monde, de l'enfant à l'adulte, pour offrir un véritable accès à la culture.

Anarchie : Contre l'État, le pouvoir, le salariat, les anarchistes auraient dû être les plus prompts à évoquer une abolition de la monnaie, et ce depuis longtemps. De Proudhon à Kropotkine, de Bakounine à Malatesta, tous ont posé sur l'argent des opinions fort critiques. Les anarchistes contemporains sont la plupart du temps opposés au salariat, à la thésaurisation, à l'usage de l'argent comme instrument de pouvoir. Mais beaucoup, influencés par le marxisme, préfèrent lutter contre le capital et non contre l'argent. D'autres, influencés par la psychanalyse, voient dans l'argent le seul moyen de libérer l'homme de ses dettes envers les donateurs et donc de préserver la liberté individuelle. D'autres enfin, se sont tellement impliqués dans les luttes sociales qu'ils en sont arrivés à défendre le pouvoir d'achat, l'emploi, les conventions collectives, oubliant parfois la radicalité de leurs sources au profit de l'urgence sociale.

Au mieux, les anarchistes prônent un système qui conjugue dans chaque individu les trois grandes fonctions de la division sociale du travail, où chacun se retrouverait à la fois capitaliste, patron et salarié. Taxés d'utopistes, très souvent d'agitateurs dangereux, et presque toujours d'individualistes forcenés, les anarchistes ont tenté de gommer ces étiquettes par des engagements sociaux concrets, en prise avec l'actualité et y ont perdu beaucoup de leurs fondements théoriques. Ce n'est qu'à travers des expérimentations communautaires (squats, ZAD...) qu'ils peuvent encore reprendre à leur compte l'idée qu'il pourrait y avoir une autre forme d'organisation sociale que l'échange marchand.

Le retard des anarchistes vis à vis de l'abolition de l'argent, et ce malgré la longue tradition de la "prise au tas", est en train d'évoluer. Dou-

cement, trop doucement... C'est sans doute dû au fait que l'histoire de l'anarchie porte en elle les mêmes tâtonnements que tous les autres mouvements de pensée. Proudhon, malgré ses incontestables qualités révolutionnaires est tombé dans le piège capitaliste, étatique. En acceptant d'être Député de l'Assemblée Constituante de 1848, il en est arrivé à défendre la propriété privée (après avoir dit que la propriété était le vol), l'État centralisé, le corporatisme, la concurrence, l'ordre économique, la République. Toute alternative économique, fut-elle libertaire, finit par être capitaliste....

Anneau de Moebius : On prend un ruban, on colle une extrémité sur l'autre après avoir effectué une rotation à 180° à l'une d'elle. Si on part d'un point sur la boucle ainsi formée, on y revient après avoir parcouru l'endroit et l'envers du ruban. C'est l'illustration des alternatives économiques : on peut partir de n'importe quel aspect de l'économie, face production ou face consommation, et partant de là, on peut tracer un chemin de réformes, une voie prétendue révolutionnaire, un aménagement structurel. Mais nous arriverons toujours à notre point de départ, avec les mêmes problèmes. Toute innovation économique dans un cadre monétaire est l'illusion d'un "progrès stagnant". L'argent place toute économie marchande sur un anneau de Moebius !

C'est sans doute ce qui est arrivé au Parti Socialiste qui, partant d'une sincère ambition de mettre en acte la liberté, l'égalité et la fraternité, s'est placé sur "un anneau de Moebius monétaire" et s'est inexorablement retrouvé sur des voies quasi identiques à celles de la social-démocratie. Qu'il s'agisse de l'Union Européenne, de l'écologie, des politiques sociales, de la finance, du fonctionnement démocratique..., il est devenu difficile de définir clairement le clivage gauche-droite. Et ce n'est pas en inventant des qualificatifs tels que "vraie gauche", "gauche de la gauche", "gauche radicale", qu'on redonnera force à l'anticapitalisme.

Ce processus a été parfaitement illustré en Grèce par Tsipras et son mouvement Syriza. Le fameux "programme de Thessalonique" présenté par Tsipras n'a pas tenu une semaine sa confrontation au réel du pouvoir. L'homme de gauche, le démocrate qui devait renverser la table n'a abouti qu'à lancer un grand référendum sur la dictature de la Troïka. Le peuple s'est prononcé pour le NON massif, Tsipras a entendu un OUI pro-européen. Traîtrise ? Peut-être. Chute dans un piège moebiusien, sûrement. Les louables intentions d'un Mélenchon pour les élections présidentielles de

2022 risquent fort de suivre le même chemin. Le sort de tous les candidats écologistes risque fort de sombrer rapidement dans le même piège de Nicolas Hulot...

Viser une abolition de l'argent et de l'échange marchand peut paraître fou, mais c'est le seul genre de projet qui ne risque pas de tourner en rond sur un anneau de Moebius.

Anticapitalisme : Le capitalisme est arrivé à un tel stade de confusion que la critique est aisée. Les motifs ne manquent pas, les événements qui mettent en exergue les limites du système sont quotidiens. On peut donc s'étonner que le capitalisme garde, envers et contre toute logique, le statut de *moins mauvais des systèmes*. Les anticapitalistes seraient-ils d'inoffensifs moutons habillés en loups ? Leur anticapitalisme ne serait-il pas une simple tentative de moralisation d'un système pourtant à bout de souffle ? Ce sont les questions que l'on peut poser à la gauche en général, mais aussi à une droite (gaulliste par exemple) qui rêve de purifier la chose publique de tout intérêt privé, de toute faiblesse vis à vis de la finance et du grand capital, de toute collusion avec des intérêts étrangers à la nation.

Le capitalisme est sauvage, redonnons lui un visage humain. Il semble aventurier, rendons le raisonnable. L'argent s'évade de l'économie réelle pour alimenter une spéculation malade, concentrons le dans des banques nationalisées que l'on pourra gérer en *bon père de famille*. C'est oublier un peu vite que le néolibéralisme outrancier, cet argent-dette dont tout le monde se gargarise, cette perte de souveraineté noyée dans l'Europe et la mondialisation, tout cela découle d'une logique, défendable un temps, mais qui ne pouvait qu'aboutir à l'actuel système. C'est un père qui a produit un mauvais fils à cause d'erreurs pédagogiques, un fils qui a oublié les erreurs paternelles, un petit-fils qui n'a pas compris que le père n'a fait que reproduire les schémas du grand-père et pense réussir mieux que le père... Dans les enchaînements de générations, il y a parfois des ruptures qui sont nécessaires !

La faiblesse de l'anticapitalisme est souvent de prendre pour des perversions ce qui n'est que le développement d'une logique. Si la financiarisation prend le pas sur l'économie réelle, ce n'est pas une perversion du système marchand, c'est sa logique. Si l'argent se concentre dans une minuscule classe de milliardaires, ce n'est pas une perversion de l'économie mais sa logique. Le rêve fou d'un Nouvel Ordre Mondial atteint des som-

mets de cynisme, non par une dérive idéologique mais par simple effet mécanique. Le technicisme, l'extractivisme, le productivisme qui mettent objectivement l'humanité en danger ne relèvent pas d'une erreur de parcours mais le simple aboutissement d'un processus. Dans le camp communiste on a pu faire la même analyse. L'URSS ne s'est pas effondrée sous le poids d'erreurs stratégiques mais par l'application stricto sensu de ses principes de base. Le Goulag, la dictature du Parti, l'inégalité entre les travailleurs et les cadres du dit Parti ne découlent pas de la folie de Staline mais des principes de départ. Ceux qui écrivaient sur les murs de Prague en août 1968 "*Lénine réveille toi, Brejnev est devenu fou !*" croyaient-ils encore à un communisme à visage humain ? Michel Sardou, qui reprend en 1983 ce slogan tchèque et en fait une chanson, n'a pas perçu que la même erreur a été faite par les anticommunistes et les anticapitalistes, prendre une tare structurelle pour une perversion.

Anthropomorphisme : Action de projeter des comportements humains sur le monde non humain. Les arbres et les champignons échangent des sucres et des sels minéraux, c'est un fait avéré. Mais parler à ce sujet d'entraide, de collaboration, deux catégories humaines, est un abus de langage. Partant de là, on peut dire que les arbres sont plus intelligents que les humains, qu'il faut calquer nos comportements sur ceux des arbres et des champignons... C'est prendre les déterminations des végétaux comme des choix pour les transposer sur les sociétés humaines, pour justifier une certaine vision sociale historique ou à venir. Cela aboutit à la naturalisation des structures sociales humaines inscrites dans une histoire pour ensuite radicaliser cette naturalisation.

Pablo Servigne consacre aux arbres un long passage dans son livre *L'Entraide*. Deux espèces différentes d'arbres "*s'entendent, collaborent*" pour mieux affronter la rudesse d'un climat. De là à mobiliser cette remarque pour nous inviter à construire une société aussi collaborative que celle des arbres, est sans doute séduisant mais risqué. Les stratégies capitalistes peuvent, autant que les stratégies écologistes, user de ce genre de métaphore pour définir les limites des formes de domination ou pour transformer les humains en ressources, au même titre que les arbres.

1 « *Lenine, vzbud' se, Brežněv se zbláznil!* » en 1968, c'était de l'humour tchèque. Sardou, lui, ne riait pas ! Sa chanson "*Vladimir Illich*" a été co-écrite avec l'anticommuniste farouche Pierre Delanoë.

L'anthropomorphisme de Jean de la Fontaine est clairement pédagogique et allégorique. Ses fables étaient destinées à un enfant, le Dauphin Louis de France. L'anthropomorphisme d'un Idris Aberkane quitte résolument l'allégorie pour inventer un néo-anthropomorphisme se voulant scientifique : le biomimétisme. Les exemples qu'il offre sont attractifs et brillants et laisse penser que la nature est bien plus efficace, plus high-tech et plus inventive que l'espèce humaine. Il suffirait d'imiter les capacités de la moule et l'écosystème du plancton pour résoudre tous les problèmes de nos sociétés dites modernes. Le propos n'est pas vraiment neuf. Icare a emprunté les plumes aux oiseaux et le miel aux abeilles pour s'envoler, Clément Ader a copié la chauve-souris pour construire son premier avion, George de Mestral a inventé le velcro en observant les graines de bardane qui s'accrochaient à ses vêtements.

Tout cela est bel et bon, mais dangereux car susceptible de confusion entre ce qui est construction et nature humaine, ce qui relève du choix politique ou de la contingence biologique. Le biomimétisme moderne tend à justifier des aspects des neurosciences, de la cybernétique, du transhumanisme et quelques autres sujets d'importance, comme s'ils étaient incontournables et indiscutables, donc hors du champ des options. C'est déjà ce qui s'est passé pour l'argent, l'échange marchand, les profits financiers qui nous sont présentés comme éternels quand ils sont datés, comme impossibles à modifier, relevant d'une loi aussi impérative que celle de la gravitation. Le naturalisme de certains écologistes peut mener aux pires excès, le biomimétisme peut faire de nous de parfaits agents économiques au service d'une minorité, le capitalisme peut s'habiller de vert et nous faire payer très cher quelques îlots non carbonés servant de refuge aux plus riches, au nom d'une concordance abusive entre les écosystèmes et les choix politiques.

Argent : S'il y a bien un "mot-valise", c'est bien l'argent. Il représente à la fois le métal et l'outil d'échange. Il est synonyme de monnaie pour les uns, pour d'autres une catégorie excluant la monnaie. Un usage populaire permet de donner de *l'argent* à son boulanger, lequel nous rend de *la monnaie*. Plutôt que de rentrer dans un inutile débat sémantique, j'ai pour habitude d'accepter ce mot argent en tant que mot-valise. A chacun de lui donner le sens qui convient selon le contexte et de préciser le cas échéant le sens recherché...

Quand c'est Frédéric Lordon qui nous donne le sens du mot argent

cela donne ceci : *« l'argent n'est pas autre chose que la projection extériorisée de nos propres désirs, sous la forme marchande. C'est notre violence et notre puissance de désirer qui est inscrite dans l'argent. C'est pour cela que l'argent ou la monnaie est un objet extrêmement difficile à manier aussi bien conceptuellement que pratiquement, parce que c'est un concentré de désirs et de violence absolument extraordinaire. »*

Effectivement, dit comme cela, c'est compliqué ! Compliqué au point qu'il en fait un objet tabou, auquel il voue un culte religieux qui le rend éternel : *«...il y a beaucoup d'utopies de dépassement de l'ordre monétaire qui prétendent instituer de nouvelles formes d'échanges qui dépasseraient la monnaie. Hélas, elles reposent sur des contre-sens tragiques (...). Ces utopies reconstituent des ordres monétaires sans le savoir, sous des formes qui rendent la monnaie méconnaissable.»* Interrogé par mes soins au sujet des *utopies de dépassement*, l'économiste philosophe s'en est tiré par une pirouette en me reprochant de vouloir lui imposer mes idées d'abolition de l'argent sans écouter les siennes. Dommage...

L'ancien banquier Jean Rémy, spécialiste de mathématiques comptables et aujourd'hui bénévole à la NEF explique ceci : *« Il y a incompatibilité de point de vue entre le fait que la monnaie est un "actif-passif" et qu'elle devient un actif ou un passif sur les marchés. C'est complètement inconciliable, aucune science ne peut admettre une telle distorsion de traitement. C'est impossible. Soit on est dans un espace vectoriel, soit on est dans des quantités scalaires (uniques). C'est pour cela qu'il n'y a pas de définition de la monnaie dans les ouvrages d'enseignement, du lycée à la thèse. »*¹ Voilà qui rend toute réflexion de fond sur l'argent quasiment impossible. Comment parler d'une chose qui n'est pas définissable, même pas par des thésards en économie ?

Je prends pour coquetterie linguistique la distinction entre argent et monnaie, pour manœuvre d'évitement de toute remise en cause, ces considérations philosophiques sur un objet aussi courant et ancien. Le vrai débat devrait plutôt s'intéresser aux multiples qualificatifs qui l'accompagnent. L'argent dette, l'argent sale, l'outil monétaire, la monnaie juste..., sont autant de concepts qui brouillent le discours plus qu'il ne l'éclaire. De même, on attribue à l'argent une odeur ou aucune odeur, l'état d'outil ou de cause, de nerf de la guerre ou de producteur de bonheur, sans jamais prendre la

¹ Interview sur TV Liberté, décembre 2016

peine de justifier la manipulation. Les articles qui suivent en donnent quelques exemples.

Argent de poche : Petite somme d'argent que l'on donne aux enfants pour leurs "frais de fonctionnement". Mon voisin se plaignant des exigences financières croissantes de son adolescent, je l'ai approuvé, sans être certain qu'il percevrait l'ironie de mon propos...

Dans certaines familles, l'argent de poche, c'est une pratique éducative visant à habituer l'enfant à la gestion de l'argent. Il apprendra à calculer, à économiser, à limiter ses besoins à ses capacités financières, à gérer un budget en bon père de famille. Dans un monde d'argent, mieux vaut comprendre le plus tôt possible à quoi sert un capital, quels sont les dangers et les bienfaits qu'il procure.

Dans d'autres familles, il s'agit d'une carotte permettant de motiver l'enfant. S'il ne remplit pas les tâches qui lui ont été confiées, il peut ainsi être privé de son pécule, s'il est méritant à l'école ou à la maison, il peut bénéficier d'une augmentation. Dans un monde d'argent, il est bon de comprendre très tôt que tout travail mérite salaire, que tout laisser-aller est sanctionné financièrement.

On peut aussi s'en servir comme rite de passage. Les besoins d'un enfant ne sont pas les mêmes que ceux d'un pré-adolescent, pas les mêmes que ceux d'un grand adolescent. Chaque étape de la croissance se doit d'être ainsi sanctionnée par l'accès à un échelon, à un niveau de vie correspondant. Dans un monde d'argent, mieux vaut comprendre rapidement que la richesse est liée à la croissance.

Il ne faut pas négliger non plus l'aspect d'un sain consumérisme. Un argent de poche ne sert à rien s'il n'est pas dépensé. Une tirelire trop pleine signifie que l'enfant est avare et qu'il risque d'être aussi avare de relations sociales, avare de projets, incapable d'entreprendre. Dans un monde d'argent, il est bon d'apprendre très jeune la nécessité vitale d'une bonne rotation monétaire.

Il existe pourtant quelques rares familles qui n'ont jamais pensé à doter l'enfant du moindre argent de poche. Ces pauvres enfants vont entrer dans la vie adulte sans avoir expérimenté la valeur de l'argent, le pouvoir qu'il donne. Ils auront tendance à opter pour des activités peu lucratives, voire à ne pas du tout gagner leur vie. Dans un monde d'argent, il est difficile de guérir d'une telle carence éducative. Les malheureux risquent de

rester en perpétuel décalage avec le monde ordinaire, à rester des handicapés monétaires, des analphabètes économiques, et peut-être des marginaux.

On peut alors imaginer les drames qui risquent de se produire si un jour les idées tragiques des désargentistes se réalisaient. Nous serions dans un monde pathologique d'empathie perpétuelle, incapables de concurrence et de performance, en recherche constante d'une confortable simplicité, collectivement vulnérables. L'horreur moyenâgeuse, la fin de tout progrès, de toute croissance, une société même plus capable de se battre pour la possession de la moindre chose, condamnée à se satisfaire de ce qui lui est offert en libre accès...

Argent-dette : Locution devenue le *prêt-à-penser* de l'anticapitalisme, une *formule-valise* qui évite de penser l'argent sous toutes ses formes, et surtout avec précision. L'argent-dette est l'argent fictif créé par une banque sous la forme d'une ligne d'écriture quand elle octroie un crédit à son client, qui est ensuite annulée quand le client a remboursé son prêt. C'est un argent fictif du point de vue de la banque puisqu'elle n'a pas besoin d'avoir cet argent dans son coffre, mais qui peut devenir un avoir réel si le client ne peut rembourser et qu'il est saisi du bien acheté et aussitôt hypothéqué. C'est un argent réel pour le client qui peut avec lui acheter des biens réels. Les intérêts payés sur le prêt par le client sont également de l'argent réel qui sort de sa poche pour entrer dans les comptes de la banque.

Cette locution "argent-dette" a pour seul principal intérêt de mettre en lumière que le système bancaire est la plus belle escroquerie jamais inventée, une machine à faire de l'argent au dépend du vivant. Les banquiers étant au départ des gens susceptibles de financer un particulier ou une entreprise, pouvaient justifier leurs profits par le risque qu'ils prenaient avec leur débiteur. Le banquier qui investissait dans l'armement d'un navire de commerce pouvait voir son argent sombrer dans un naufrage avec le bateau ou voir sa richesse augmenter au retour du bateau sans naufrage ni rencontre de pirates. Le risque était réel. Le banquier moderne ne connaît plus ce risque. Il prête de l'argent qu'il n'a pas, récolte des intérêts peu justifiables, et s'il fait faillite suite à une mauvaise gestion, l'État le renfloue pour éviter le pire. Plus la banque est importante, moins elle court de risque. C'est profondément injuste pour les contribuables qui sont, en dernier recours, les din-dons de la farce, mais c'est logique.

Le concept d'argent-dette a de curieux effets : il a sans doute été mis en vogue par le documentaire *"Money as debt"* de Paul Grignon.¹ Ce film est un peu simpliste mais a eu le mérite d'interroger sur la création monétaire, sujet soigneusement occulté par les économistes et les médias mainstream. L'accusation d'accréditer des thèses conspirationnistes dont il a fait l'objet n'ont fait qu'alimenter l'idée que les banquiers s'étaient enfermés dans des pratiques troubles et déloyales. Il est vrai que prêter un argent que l'on a pas et en tirer du profit laisse rêveur... Un peu comme le Quantitative Easing (QE), cela laisse à penser que l'argent est créé ex nihilo, qu'il n'y aurait donc pas de limite théorique, et que les banquiers seraient comme des faux monnayeurs tirant autant de billets qu'ils veulent dans leur cave, sans risque et sans contrôle. D'où l'idée que l'argent pourrait être représenté par des feuilles d'arbres, qu'il suffirait de les cueillir pour acheter n'importe quoi.

Or, la création monétaire ne peut se passer d'un minimum de rareté sous peine de perdre toute valeur. Il est étrange que très peu de monde ait pensé à citer l'opération Bernhard sous le Troisième Reich².

Argent-drogue : Les analogies entre l'économie et la toxicomanie sont évidentes, quelles que soient les réserves que l'on puisse opposer aux métaphores et comparaisons qui ne sont pas toujours raison. La drogue est toujours dotée d'un pouvoir mystérieux qui fascine celui qui n'en a pas l'expérience et qui asservit celui qui s'y adonne. Le produit-argent suscite la convoitise du pauvre et contraint celui qui en use à en rechercher toujours plus. On attribue à l'opium, et à l'argent, la faculté d'effacer tout souci, toute souffrance et de procurer un état semi comateux où la conscience de soi et de l'autre devient douce. La cocaïne (*et l'argent*) permet une énergie, une capacité de résistance hors du commun. Le haschich est un excellent désinhibiteur qui permet la fête à tout moment. Le crack donne un tel sentiment de toute puissance que rien ne paraît plus impossible... N'est-ce pas ce que l'on dit de l'agent qui donne la puissance, qui nous rend désirable, qui permet toutes les débauches, toutes les extravagances, avec en plus l'im-

1 Paul Grignon, artiste peintre canadien. Son film d'animation, sorti en 2006 sur le Net, a suscité de nombreux débats.

2 Projet de l'Allemagne nazie visant à falsifier des billets de banque britanniques et à les larguer par avion pour ainsi ruiner l'économie. Les Allemands auraient réussi à mettre en circulation près de 300 millions de livres sterling causant un début d'inflation.

punité ?

Le peuple envie le riche mais lui attribue les pires défauts comme il envie ce toxicomane qu'il traite de rebut, de malade, d'asocial. Pourtant, la limite entre le riche et le pauvre est aussi floue qu'entre le toxicomane et le citoyen modèle. Le joueur qui chaque semaine dépense des sommes considérables dans des lotos, des euro-millions, des bingos, n'est jamais qu'un capitaliste de bas étage, et souvent un drogué du grattage et du tirage. L'apéritif, le petit-noir, la cigarette ou le médicament psychotrope sont autant de drogues qui ne disent pas leur nom. L'argent non plus ne dit pas son nom quand il pousse aux pires exactions, quand il rend Harpagon malade et l'oncle Picsou ridicule, quand il amène à détruire la planète pour quelques doses de plus.

Le rituel du toxicomane, c'est de ressentir un manque, de se rassasier d'une dose, de retrouver le manque, et ainsi de suite. Mais son problème, c'est que mécaniquement, le temps de la satiété est de plus en plus court, la dose de plus en plus forte, et que l'accélération quantitative et rythmique suit une courbe exponentielle qui ne peut aboutir qu'à l'overdose. Et c'est exactement ce qui se passe avec l'argent. En obtenir une certaine quantité ne garantit la satiété qu'un temps donné, et très vite, il faut en retrouver. Plus on en gagne, plus on en a besoin, et moins les moyens d'en obtenir importent. La fin justifie très vite les moyens, que ce soit pour la personne qui accepte de se prostituer, le chômeur qui trouve normal le dumping social qu'on lui propose, l'industriel qui pollue une nappe phréatique pour économiser le traitement de ses déchets.

L'argent n'est pas qu'un simple facilitateur des échanges. Il doit croître, sans cesse, il doit se multiplier, permettre des opérations de plus en plus juteuses. La plus-value de l'artisan, c'est le joint de son gamin. Les stocks options ou le parachute doré du cadre méritent bien quelques rails de coke. Il ne faut pas pousser l'analogie très loin pour faire le rapport entre le dealer et le buraliste, entre le guetteur qui surveille un trafic et l'optimisateur fiscal, entre un cartel de la drogue et une multinationale. Les différences sont plus souvent quantitatives que qualitatives.

Un toxicomane vous dira toujours qu'il va très bien, qu'il gère son produit, qu'il n'en a qu'un usage récréatif. Un accroc du fric est tout aussi content de lui, gère bien son affaire, s'amuse en travaillant. Un toxicomane ne se plaint jamais de son produit qui répond parfaitement à sa recherche de paix intérieure, de puissance, de jouissance ou de soin. Il est vrai que les

drogues soignent très bien de l'enfance, des traumatismes, des névroses, de l'impuissance, de la mélancolie... Bien sûr il y a des périodes de crises, comme dans l'économie, soit que la matière première vienne à manquer, soit qu'une erreur de dosage crée une inflation, soit qu'un contrôle aboutisse à une arrestation ou à un redressement fiscal. Mais cela fait partie du jeu. Généralement, le toxicomane accepte de se voir comme un malade et de consulter un thérapeute seulement quand son système ne fonctionne plus, qu'une overdose lui a fait très peur, que les quantités de produit qui lui sont nécessaires deviennent aberrantes, ou qu'un virus s'est immiscé dans sa seringue.

L'économie ne s'avouera toxique qu'à la condition d'aboutir à une hyperinflation mondialisée, à une pénurie de matière première, à la destruction totale de son environnement social (plus de consommateurs), de son espace vital (le marché en rade), que l'énergie nécessaire dépassera largement les capacités naturelles, physiques. L'économiste n'avouera jamais que son produit-argent était une drogue létale et cherchera toujours à changer de produit (pour une monnaie pleine ou un quelconque "produit de substitution), à trouver un bouc émissaire (le juif étant usé, il reste le Chinois rusé, le Grec tricheur, le migrant assisté, etc.), voire à relancer une jolie guerre (le cartel est capable de fournir les outils et la main d'œuvre nécessaire).

Comment donc soigner le toxicomane quand d'aventure il fait une overdose et appelle au secours ? Comment soigner le capitalisme quand une crise de trop, l'effarante dette mondiale, la fin des terres rares ou le réchauffement climatique, lui aura mis sous le nez son incapacité à gérer ses dégâts ? Le propos n'est pas simple car un toxicomane est par nécessité devenu un manipulateur hors pair. Il a appris à faire entrer tout son entourage dans son jeu suicidaire, à travestir la réalité pour l'accommoder à sa sauce, à transformer le thérapeute en complice, à récupérer toutes les propositions à son avantage. De même que le capitaliste transforme le syndicaliste en partenaire social, l'ouvrier en collaborateur, le toxicomane se plaint au généraliste de ses angoisses et au psychologue de son mal de ventre, transforme le gendarme en copain, et l'éducateur en flic, sa famille en pourvoyeur de fonds ! Tout cela est authentique, c'est du vécu¹ ...

Depuis quelques années, et sous la pression puissante du lobby pharmaceutique, on soigne les toxicomanes par des produits de substitution

1 L'auteur a été durant vingt ans moniteur, puis éducateur, puis adjoint de direction dans un centre de post-cure.

(méthadone, subutex, équivalent du quantitative-easing pour le drogué de la finance). Mais cela ne fait que rendre permanent un état qui devrait n'être que transitoire. Certains ont pensé que la psychologie, le lien, l'amour, le Colibri ou le convivalisme, pouvaient soulager bien des misères. Il reste que la drogue est toujours là, avec ses dealers, ses guerres de gangs et la croissance en panne !

Une méthode avait fait ses preuves : celle de la mise en situation d'abstinence totale des toxicomanes dans un contexte social radicalement différent de tout ce qu'ils avaient connu. La méthode visait à leur faire découvrir qu'ils étaient capables de vivre sans substituts chimiques, qu'ils avaient des qualités et des pouvoirs insoupçonnés, que la violence, la souffrance, l'errance dans laquelle ils pataugeaient n'étaient pas la fin de l'histoire. Il en est de même pour le système marchand et son produit-argent qui finira bien par implorer, qui ne se soignera qu'en instaurant des pratiques inédites : addiction- abstinence pour le toxicomane ou marchandisation-accès pour la société...

Argent-outil : Le célèbre psychologue américain Abraham Maslow nous dit que *«si le seul outil que vous avez est un marteau, vous tendez à voir tout problème comme un clou»*. Pourtant, la plupart des économistes et des journalistes n'ont visiblement qu'un marteau à leur disposition. Je prends pour exemple ce que nous dit le journaliste financier Yannick Rou-daut : *“La finance est un levier de changement extrêmement important. Si l'on veut changer les choses dans le bon sens, il faut financer des entreprises qui génèrent des profits dans le respect de l'environnement et en développant le bien être pour l'humain... »*

Si vous croyez, contre toute évidence, que la finance est le seul levier pour changer les choses, vous pensez tous les problèmes en termes de profits. Or, il y a bien plus de profits à faire pour un industriel en polluant et en laissant la collectivité payer les dégâts qu'en respectant l'environnement. Il y a bien plus de profits pour un actionnaire à exiger un pillage des ressources. Il y a bien plus de profits à s'approprier une semence qu'en défendant les oies cendrées... Demander aux financiers de financer le sauvetage de la planète, c'est demander à un escroc de se convertir en Robin des Bois désintéressé. Cela n'existe que dans les contes de fées, dans les utopies. Le réalisme aujourd'hui est de penser une sortie de la finance, du profit, de l'argent.

Nous avons techniquement tout ce qu'il faut pour la mise en œuvre d'une société a-monnaire..., sauf d'y avoir réfléchi. Et on ne peut y réfléchir qu'en changeant les outils du changement. Si le marteau façon Maslow est la finance, le marteau d'une société enfin égalitaire et respectueuse de l'environnement, c'est l'accès. L'accès exclut les profits et la valeur comme l'argent exclut la justice, l'égalité, l'écologie.... A chacun son outil !

La psychanalyse a largement participé à faire passer l'argent pour un outil ordinaire. Serge Videman, dans son livre *De l'argent en psychanalyse et au-delà* (PUF 1992) nous dit : « *L'argent est surtout un échangeur universel, une abstraction, qui se plie au désir de ceux qui le manient [...]. Il est aussi innocent que l'eau qui n'a pas de forme et qui peut prendre la force de toutes les choses concrètes possibles, toutes les sinuosités du vase où elle est versée* » et « *l'argent, par son rôle neutre de convertisseur universel occupe un rôle essentiel pour arrêter le cycle de la violence en dédommageant de la peine subie.* ».

Cette démonstration ne prouve pas grand chose sinon la peur quasi mystique de perdre ce *fabuleux outil* au point de lui attribuer quantité de vertus qu'il n'a pas et de nier les effets néfastes qu'il produit par simple effet mécanique, quel que soit l'usage qui en est fait ou la qualité des mains qui le détiennent. De nombreux psychanalystes ont, de la même manière, défendu l'usage de médicaments pour soigner les toxicomanes à l'époque où le VIH réduisait sérieusement leur espérance de vie.

L'argument de "l'argent-simple-outil-neutre", est si souvent évoqué qu'il faut se méfier de son évidence. Il existe entre les hommes et les choses des contraintes réciproques et la représentation que l'homme se fait de son rapport avec les choses reflète nécessairement cette réciprocité. L'argent dépend des mains qui le tiennent autant que les mains dépendent de l'argent qu'elles détiennent ou qui leur manque. On peut mourir de l'argent qui fait défaut comme le trop d'argent peut devenir mortel par le mésusage qui en est fait. Marx y fait allusion quand il parle du majorat : « *Le fils premier-né appartient à la terre de son père. Elle en hérite..* » Nous avons pour habitude de penser que le fils hérite de la terre paternelle, et Marx inverse l'événement, la terre hérite du fils. Le fils d'industriel qui hérite de la fortune de Papa aurait un tout autre rapport avec cette bonne fortune s'il considérait qu'elle héritait d'un nouveau patron. Et si c'était le cas, l'argent dont le fils hérite aurait un tout autre impact sur les ouvriers, le fils ferait un tout autre usage de l'argent dont il est dépositaire.

Partant de là, il est tout aussi faux de penser l'argent comme un outil neutre que d'imaginer un jeune adulte évoluer indifféremment selon qu'il hérite d'une fortune ou commence sa vie d'adulte sans le sou. Et si l'on imagine les conséquences psychologiques et sociales d'une abolition de l'outil monétaire, on ne peut nier que cela changerait considérablement la globalité de nos rapports aux choses et aux autres humains. Penser une société post-monétaire ou rêver d'une régulation de l'argent ne peut se faire correctement si l'on part du présupposé de la neutralité de l'outil...

Argent pivot : Eric Hazan et Kamo écrivent dans *"Premières mesures révolutionnaires"* (éd. La Fabrique, 2013) « *On souligne peu la grande singularité de notre époque sur la question de l'argent. Jamais l'argent n'a été aussi omniprésent, jamais il n'a été à ce point nécessaire au moindre geste de la vie, et jamais non plus il n'a été aussi dématérialisé, aussi irréel.* »

C'est sans doute la centralité même de l'outil monétaire qui nous empêche d'imaginer une autre horlogerie que l'économie moderne. C'est autour d'un pivot central que la vieille montre à gousset de mon grand-père fonctionnait, avec ses dizaines de petites roues dentelées imbriquées les unes aux autres. Il était impossible de penser en enlever le pivot sans que tous les éléments ne s'arrêtent, jusqu'à la fin du temps... Sauf qu'aujourd'hui, ma montre n'a plus de pivot central, ou du moins, elle l'a échangé contre un minuscule quartz qui ne mérite même plus le qualificatif de pivot. Plus précise, plus économique, plus solide, ma montre n'obéit plus aux critères mécaniques que mon grand-père croyait incontournables.

C'est exactement ce qui se passerait si nous décidions de changer le pivot argent de notre société par un autre mode de régulation des flux de matières, d'échanges, de services. De la même façon qu'un tel bouleversement était impensable en horlogerie avant la découverte de l'effet piézoélectrique du quartz par Pierre et Jacques Curie en 1880, supprimer l'argent était impensable avant l'invention du numérique, des codes barres, des banques de données, avant que l'on en arrive à un tel perfectionnement du système monétaire que ses défauts sautent aux yeux.

Un tel bouleversement serait trop long à mettre en place, dites-vous ? La découverte des Curie n'a abouti à la montre à quartz qu'en 1967, soit 87 ans plus tard. Nous pouvons bien patienter quelques années pour sauter le pas de la désargence ! Mais nous n'éviterons pas de reléguer ce pivot qu'est l'argent au musée des antiquités. Et ce n'est ni la raison raison-

nante, ni la conversion morale du plus grand nombre, ni la puissance de l'évidence qui nous y mèneront, mais l'accumulation des impasses induites directement par cet antique pivot monétaire.

Dans le livre cité ci-dessus, Hazan et Kamo, concluent : « *Que restera-t-il de la centralité de l'argent lorsqu'on pourra manger à sa faim dans l'une des cantines gratuites ouvertes par les différents collectifs sur les boulevards, dans les villages et les quartiers, lorsqu'on aura plus de loyer à payer à son propriétaire, lorsque l'électricité comme l'eau et le gaz ne seront plus l'objet de factures mais d'un souci d'en user et d'en produire le plus judicieusement et localement possible, lorsque les livres, les théâtres et les cinémas seront aussi gratuits que les albums de musique ou les films en "peer to peer", lorsque l'obsolescence programmée des marchandises ne nous forcera plus à racheter un mixer tous les six mois et une chaîne hi-fi tous les trois ans ?* »

Pourquoi donc continuer à réparer sans cesse un outil aussi dévastateur ? Pourquoi une création humaine ne pourrait être déconstruite ? D'où nous vient cette idée saugrenue que l'argent est indispensable, incontournable ? Pourquoi la désargence, c'est-à-dire la création d'une société où l'argent serait devenu obsolète, nous paraît-elle si utopique ? Pourquoi serait-il si incongru de poser la désargence comme une nécessité ? Certes, il est toujours délicat de poser une possible révolution comme historiquement inéluctable. L'histoire est par essence imprévisible. Annoncer la chute du capitalisme, la fin du système monétaire, relève de la futurologie dont on sait à quel point elle est aléatoire. D'autre part, s'il était si certain que la monnaie finirait par disparaître, pourquoi se battre pour sa disparition, pourquoi militer, réfléchir, se réunir, écrire et parler en se voulant convaincant ? Il suffirait d'attendre pour que cela soit, hypothèse aussi triste que douteuse.

Rien n'empêche d'imaginer dès aujourd'hui un pivot rendant celui de l'argent désuet. La difficulté n'est en rien technique mais seulement mentale. Quand, dès 2011, Anselm Jappe, malgré sa culture marxiste déclarait dans *Le Monde* qu'il "faut peut être se préparer à l'après argent comme à l'après pétrole", il ne faisait pas autre chose. Quand Denis Blondin publiait en 2003 son livre "*La mort de l'argent*", il était bien seul et ses amis universitaires ont gardé un silence poli ! Après tout, si l'on peut observer que la technologie horlogère s'est totalement désintéressée si longtemps des propriétés du quartz, il est pensable d'imaginer que d'autres connaissances scientifiques finissent par extraire les économistes de leurs dogmes

désuets !

Argent public : L'argent public, c'est l'argent géré par un gouvernement ou les collectivités locales pour assurer à chacun des services que le citoyen ne peut obtenir par ses propres moyens : retraite, enseignement, soins médicaux, prestations familiales, aides aux plus démunis, infrastructures, police, armée, justice, etc. Cet argent est prélevé par cotisations (impôts et taxes), par tête ou par activité. À cela peut s'ajouter la création monétaire (voir article QE et QE4P). Qu'une société collecte et gère une masse d'argent pour répondre aux besoins de la collectivité n'a en soit rien d'anormal ou d'illogique.

Pourtant, depuis que l'impôt existe, vraisemblablement dès l'instant qu'il y a eu État sous quelque forme que ce soit, sa gestion a été l'objet de querelles, de révoltes, d'abus, d'excès. Il serait difficile de trouver un pays et une époque où le système fiscal, la gestion de l'argent public soit admise par l'ensemble des membres de la société comme satisfaisante. La plupart des révolutions ont commencé par la contestation des impôts. Le Tribut de Délos au V^e siècle avant notre ère a été accepté par les cités grecques pour lutter contre les Perses, mais de suite Athènes qui gérait ce tribut en profita pour imposer son hégémonie. Turgot qui a voulu réformer la fiscalité sous Louis XVI a soudé contre lui toutes les corporations et alimenté la Révolution de 1789. La révolte des Gilets jaunes est partie d'une taxe de trop sur le gazole. Alphonse Allais avait résumé le paradoxe de l'impôt par un bel aphorisme : *«Il faut demander plus à l'impôt et moins au contribuable !»*

L'argent public pose un problème de logique. S'il est public, c'est que tout le monde y a accès, comme on a tous accès à l'espace public, à l'école public, à l'hôpital public. Et dans ce cas, sa gestion concerne tout le monde et non le seul gouvernement. Il ne peut être la propriété d'un seul, pas plus qu'une rue ne peut être interdite au public. Mais les lois sont faites par les plus riches, ceux qui peuvent influencer sur les élections, qui ont les moyens de pressions suffisants pour défendre leurs intérêts. Tant que les souris voteront pour élire des gouvernements de chats, elles subiront des lois de chats¹ et l'argent sera entre les mains des privés !...

1 Allusion au discours de Thomas Douglas, député social-démocrate canadien en 1944, mis en dessin animé sous le titre *Mouseland*. Voir <https://youtu.be/OEPPdTQL2S4>

Armée : La force armée n'a pas d'autre justification que notre sécurité. Sachant qu'il est plus simple de prendre à l'autre ce dont nous avons besoin plutôt que de le rechercher ou de le produire, la violence est naturelle. Les animaux n'hésitent pas à dérober la proie qu'un autre a gagné de haute lutte, même au sein du clan. La lionne chasse pour ses petits, mais c'est le lion qui impose son droit sur la proie, même si la survie des petits est en jeu. Le premier danger que connaissent les lionceaux sont le lion mâle et dominant. Il est probable que nos ancêtres les plus anciens aient pris, par la force, tout ce que le voisin fabriquait et consommait, à commencer par le feu¹, la pierre taillée, le bout de métal fondu.... Qu'auraient-ils fait d'une monnaie d'échange ?

Bien sûr l'invention de l'agriculture et de l'élevage a radicalement changé les rapports humains puisqu'elle a entraîné les successions de surproductions et de disettes, que seuls des échanges pouvaient réguler. Mais encore une fois, pourquoi échanger quand le plus fort peut tout simplement prendre ? La seule explication crédible que nous donnent les historiens sur cette pratique bizarre de l'échange marchand reste une origine militaire. Une troupe en déplacement doit se doter d'une intendance lente, lourde, nombreuse, et l'idée de se fournir sur place, par une monnaie d'échange quand la razzia est impossible, s'est logiquement imposée. J'imagine qu'il y a dû y avoir quelques intellectuels retords pour trouver fou l'idée d'échanger un bœuf contre une monnaie immangeable dont aucun paysan ne voudrait. J'imagine aussi qu'il y eut quelques "pré-énarques" pour suggérer l'invention de l'impôt qui obligerait le paysan à posséder un peu d'argent et donc à accepter de vendre sa vache contre des bouts de métal vaguement frappés à l'effigie d'un maître lointain.

Il est étonnant de constater le temps qu'il a fallu pour imposer cette idée saugrenue de payer une solde au soldat avec laquelle le dit soldat payera le paysan qui pourra rendre cette monnaie au singe qui l'a émis. Les historiens, généralement plus intéressés par les États, les princes et les salons que par le peuple, nous ont fait croire que l'argent a de tout temps été omniprésent. Or, il suffit de lire les inventaires après

1 Je me suis toujours demandé si la "guerre du feu" était pas un mythe inventé par le cinéma ou la projection douteuse d'un archéologue. Il n'est pas impossible que l'homme préhistorique manquant de feu ait pu se présenter avec un bout de bois dans la caverne du nanti et repartir avec son bois enflammé sans qu'il y ait guerre ! Un service utile pour les deux...

décès du petit peuple, et ce jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, pour constater que l'on pouvait vivre une longue vie de labeur et laisser quelques menus deniers pour tout héritage. On pouvait payer l'impôt seigneurial en journées de travail, en corvée, payer le Roi et l'Église en nature et non en espèce, et jusqu'à une époque récente, la règle du peuple était d'acheter le moins possible et de produire soi-même l'essentiel.

L'argent est donc une affaire de puissants, d'aristocrates, c'est-à-dire d'une minorité, et non l'affaire du peuple, de la majorité. Aristote, fils d'un médecin et d'une sage-femme, précepteur d'Alexandre le Grand, pourrait être qualifié d'aristocrate. Il était donc logique qu'il s'intéressât à l'argent et nous empoisonnât des siècles durant avec sa réflexion sur l'économie (la gestion de la maison) et sur la chrématistique (les affaires). Il est le premier à distinguer la valeur d'usage et la valeur d'échange, et ceux qui aujourd'hui séparent l'économie réelle de l'économie spéculative, voire ceux qui opposent argent et monnaie, en sont les dignes héritiers.

La manœuvre était habile et les puissants, de l'Empire et de l'Église, ont très vite fait d'Aristote le chantre incontesté de l'union de l'éthique et de l'économie, de la carpe et du lapin. La logique aristotélicienne a gravé dans le marbre la nécessité de l'argent pour l'aristocratie, pour la ploutocratie, pour les oligarchies, avec comme présupposé non démontré, la nécessité de sacrifier au rituel de l'échange marchand. Que n'a-t-on pas pris pour bible la comédie d'Aristophane qui nous raconte les déboires de Ploutos (le dieu du fric chez les Grecs), pour fonder une société peut-être plus juste et plus égalitaire, mais à l'évidence plus jouissive pour le plus grand nombre !¹

La nécessité de la désargence tient donc aussi à la généalogie de l'argent qui n'est que le produit d'une stratégie de pouvoir et qui portera toujours en lui cette marque de fabrique aristocratique, comme un fusil qui, même utilisé comme pièce de décoration sur le dessus de cheminée ou comme jeu au stand de tir de la foire, restera toujours un objet de mort, susceptible de revenir à sa fonction première.

Arnaque : Le petit syndicat étudiant pro-gouvernemental, AL (Avenir Ly-

1 *Ploutos*, la dernière comédie d'Aristophane (408 av. J.C.) est liée au contexte économique de l'époque : sous domination de Sparte, Athènes voit sa "démocratie" mise à mal par des inégalités sociales croissantes.

céen), s'est constitué dès 2018 avec une trentaine de membres actifs. Ayant signé une convention avec le Ministère de l'Éducation Nationale, il a reçu 65 000€ de subventions pour un congrès qui n'a jamais eu lieu. Cet argent a été dépensé en restaurants gastronomiques, hôtels de luxe et matériel informatique sans justificatifs.

Leur compte en banque (BNP) n'a été alimenté que par les subventions du ministère Blanquer¹ et une carte bleue a circulé de membre en membre. Alerté, le ministère n'a pas bronché et a alloué une nouvelle subvention de 30 000€ pour l'année 2020 ! Qui sont ces jeunes tant aimés par le ministre Blanquer ? Sans doute des fils de hauts fonctionnaires assurés de pouvoir dépenser l'argent public sans contrôles ni sanctions, des "enfants de paille" que le Ministère avait l'intention d'utiliser dans des opérations troubles (des Benalla en herbe !)... Qui a dit que les privilèges avaient été abolis le 4 août 1789² ?

Comment éviter ce genre d'arnaque dans un système marchand où l'argent est roi ? La vigilance de certains journalistes encore indépendants du pouvoir permet certes de les mettre en exergue, mais pour quel résultat. Même si la justice condamnait le Ministère pour sa complaisance, même si les parents de ces "militants mineurs" étaient accusés de corruption de fonctionnaires, le lendemain, une autre arnaque serait montée, toute aussi dispendieuse pour le contribuable. L'énergie dépensée pour débusquer les tricheurs, l'indignation des autres jeunes syndicalistes qui auraient rêvé de telles subventions pour des actions réellement utiles aux étudiants, les protestations des autres politiques face au dévoiement de leurs collègues ne servent à rien. Si l'on souhaite une société où l'arnaque deviendrait si rare qu'elle soulèverait immédiatement la réprobation populaire, il n'y a qu'une solution, ôter l'énorme pot de confiture de l'étagère pour éviter que des doigts soient tentés d'y plonger. Si d'autres solutions existaient, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus de syndicats de ce genre, de ministres les autorisant, de parents servant d'escabeau à leur progéniture pour atteindre la confiture...

Le pire, c'est que plus la situation économique est tendue et plus les arnaques fleurissent. La période Covid en a soulevé quelques perles : tests

1 Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation Nationale depuis mai 2017 sous le gouvernement Macron.

2 <https://youtu.be/uRRLpB5Dap8?t=63> Série *A l'air Libre*, Médiapart, 10.11.2020, de 1:05 à 11:43

efficaces interdits au motif qu'ils valent dix fois moins cher que les tests officiels, destruction de masques pour en racheter d'autres au mépris de la santé publique, remèdes interdits parce que sans licence bien qu'efficaces, etc. La liste complète des multiples arnaques mériterait un livre entier et les meilleurs ont poliment qualifié ces arnaques "d'erreurs" !¹

Arrêt sur image : L'arrêt sur image permet de voir dans tous ses détails ce que la mouvance du film occulte. Le problème de l'argent, c'est qu'il est présent dans toutes les images du film et que le film ne peut jamais s'arrêter. L'argent ne peut s'analyser puisqu'en perpétuel mouvement, ni pour en modifier les contours, ni pour l'effacer du paysage. L'arrêt sur image serait indispensable pour abolir l'argent du film.

C'est ce qui donne le tournis tant il y a d'images dans un même film. C'est ce qui nous tétanise tant son image imprègne le film à toute allure (à la nanoseconde pour les traders) ! La désargence, c'est le temps qu'il faut au spectateur pour comprendre l'argent image par image. Et c'est un long travail : 24 images par seconde, c'est 1 440 images par minute et 86 400 images par heure. Et il y a bien plus que 86 400 entrées possibles d'imaginer ce qu'est l'argent, comment l'arranger ou le supprimer de la pellicule...

La seule méthode qui paraisse réaliste, c'est d'attendre que le film s'arrête de lui même lors d'une situation de crise, un arrêt du défilement. Mais l'arrêt du film est imprévisible et peut survenir à la dernière image, celle où apparaît le mot FIN. À moins que l'humanité trouve enfin le bouton off qui mette tout en pause. La crise de 2008, celle du Covid en 2020-21 auraient pu être utilisées. Mais c'est encore une fois le capitaliste qui les a le mieux instrumentalisées...

Assistanat : La société monétaire, devenue de plus en plus inégalitaire, a été contrainte à un minimum d'assistanat, ne serait-ce que pour éviter l'explosion sociale. Les plus libéraux critiquent cette aide comme une incitation à la paresse et à l'inutilité sociale, les plus sociaux la trouvent ridiculement parcimonieuse. Beaucoup de militants la dénoncent comme une autre forme d'exclusion ayant tendance à pérenniser les urgences.

1 Allusion au livre critique du Dr Christian Perronne, *Y a-t-il une erreur qu'ils n'ont pas commise ?*, 2020, éd. Albin Michel.

Avec un peu de recul, il est facile de constater que l'assistance aux plus démunis est perpétuellement perdante dans la course de vitesse. La misère se constitue plus vite que l'assistanat ne la résorbe. Le coup d'éclat de l'Abbé Pierre dans l'hiver 1954 n'a pas enrayé la progression du nombre de sans-logis. De quelques milliers, on est passé à quelques millions. Les Restos du cœur fondés par Coluche ont distribué 8,5 millions de repas en 1985 et 136 millions en 2020 ! C'est d'ailleurs ce qui a fait dire à l'humoriste qu'il fallait *penser le changement et non changer le pansement* !

Cet indispensable assistanat est malheureusement impuissant à soulager durablement les injustices les plus intolérables. Pourtant, le bénévolat est puissant et efficace, les donateurs nombreux et généreux. Sans doute est-ce la contamination mentale du libéralisme qui a donné à l'assistanat sa place considérable. En économie, plus la solution de l'austérité s'est avérée contre-productive, plus elle a été défendue par les économistes. Plus l'assistanat s'est avéré impuissant à compenser le libéralisme, plus on a réclamé un surcroît d'assistance. Et très peu se sont mis à penser que l'argent rendait le libéralisme fou, que la folie du libéralisme créait une progression exponentielle de misères diverses, et que la solution était de revenir au point de départ, l'argent. Les plus réfléchis ont suggéré qu'il ne s'agissait plus d'aider les *accidentés de la conjoncture*¹ mais de changer la conjoncture afin qu'elle cesse de fabriquer des exclus. Mais de là à pousser le raisonnement jusqu'à l'abolition de la monnaie...

Dans un monde post-monnaire, les questions qui se poseraient face à l'exclusion sociale d'une personne seraient de l'ordre du désir et du sens : cette personne a-t-elle vraiment le désir de s'intégrer à une communauté humaine ? Et si elle ne l'a pas, comment lui permettre d'assumer son choix ? Quel sens a pour elle sa marginalisation dans un contexte où ses besoins essentiels lui sont assurés ? Quel sens a pour la collectivité le marginal qui ne participe à rien, refuse toute responsabilité, mais impose toutefois sa présence, son mode de vie, ses excentricités ?

Si la société a-monnaire advenait, de houleux débats au sein des comités locaux risqueraient d'émerger, souvent hérités de quelques habitués de la rue, sans logis ni activité, et qui continueront à faire la manche (cette fois non pour de l'argent, mais pour un bout de pain, un verre de vin, un peu de tabac). Certains d'entre eux, violemment opposés à toute intégration,

1 Expression très utilisée par les administrations françaises des années 1970-80.

garderont au fond d'eux une haine viscérale de la société, acquise de l'ancien temps.

Dans la fiction du *Porte-Monnaie*¹, le Comité d'une ville de moyenne importance qui s'est confronté à un marginal particulièrement sale et impoli, lui attribue un rôle tout à fait précis au sein de la communauté qu'il rejette. Il a été nommé "Thermomètre" ! En effet, le Comité, après de longues palabres, a décrété que si la communauté n'était pas capable de supporter un tel individu, c'est qu'elle n'était pas encore vraiment démocratique, pas vraiment inclusive. Diogène, puisque c'est ainsi que tout le monde l'appelait, a donc eu pour fonction de permettre à la communauté l'évaluation constante de sa propre civilité ! Le "thermomètre démocratique Diogène" accepta sa fonction à condition qu'il n'ait aucune autre obligation, pas même d'aller chercher lui-même sa nourriture au dépôt local... Bien sûr, ce décret communal fit école dans la fiction. Dans la réalité serait-ce aussi simple ? Peut-être !

Assurances : Pratique servant à compenser les risques et les aléas de l'existence. Moyennant une somme d'argent, on peut s'assurer contre le vol, l'incendie, la maladie, la grêle, l'attaque des sauterelles... Il y a même des assurances vie (somme payée aux héritiers à la mort de l'assuré), et des assurances décès (pour être sûr d'être enterré ou incinéré dignement). Beaucoup d'assurances sont obligatoires, pour conduire un véhicule, se loger, pratiquer un sport... Le "jeu" pour les assureurs est de surévaluer les risques et de sous évaluer les dommages. Pour les assurés, il s'agit de faire jouer la concurrence entre assureurs pour payer le moins possible et de tricher sur les déclarations pour se faire rembourser plus que la perte réelle. Cela donne lieu à d'innombrables procès qui engraisent une armée d'avocats.

Mais au-delà de l'aspect judiciaire, cette manie de l'assurance nuit gravement au sens des responsabilités individuelles. Une bonne assurance peut permettre de rouler vite, de prendre le risque de froisser les tôles et accessoirement de blesser quelqu'un. Un pirate informatique n'a aucun scrupule à vider le compte en banque d'un ouvrier besogneux puisque la banque rembourse l'argent volé grâce aux assurances. La pratique de l'assurance finit par brouiller toutes les cartes. Lors des manifestations des Gilets jaunes, la mise à sac de quelques commerces (généralement ciblés comme sym-

1 *Le Porte-Monnaie, une société sans argent*, JF Aupetitgendre, éd. Libertaires, 2013

boles du capitalisme par les manifestants, comme les commerces de luxe et les banques) a été médiatisée avec les habituelles accusation de "prises d'otages", d'atteintes aux petits commerces besogneux, d'énorme perte de PIB... La réalité est pourtant inverse. Un commerce dégradé est obligatoirement assuré (plus de PIB). Quand son propriétaire a payé les réparations (toujours plus de PIB), il est remboursé par les assurances (encore plus de PIB), vive la rotation monétaire !...

Sans argent, point d'assurances. En cas d'accident, le seul recours est la solidarité des autres. En cas de dégâts causés à autrui, la seule issue pour ne pas être mis au ban de la société est de réparer, de compenser les dégâts, mais le plus simple reste toujours d'être prudent, respectueux des autres, attentif aux conséquences de ses actes. Les assurances déresponsabilisent, la désargence permettrait de retrouver le sens de la responsabilité. La différence est de taille, beaucoup plus qu'on ne l'imagine. Devoir assumer seul les conséquences de sa malveillance, de son inconscience ou de son goût du risque, calmerait bien des ardeurs égotiques...

Atomisation sociale : Tendance à individualiser les éléments d'un groupe humain afin de les soumettre et de les dominer plus aisément. Il semble évident que cette atomisation est la condition sine qua non de la domination oligarchique. Elle a constitué la base des deux grands totalitarisme du XX^e siècle, le nazisme et le stalinisme. Le totalitarisme du XXI^e siècle est à n'en point douter celui de la dictature du marché, du néolibéralisme, lequel s'est imposé sur toute la planète, d'où les thèses qui circulent au grand raout de Davos sur le Nouvel Ordre Mondial et leurs corollaires complotistes.

Il paraissait jusqu'en 2015 qu'il y avait une limite possible à l'atomisation sociale, que les résistances finiraient par s'organiser, non plus sous la forme classique des syndicats et partis politiques, mais sous la forme moderne des réseaux, des mouvements de sécession par rapport au modèle global. Il est clair que la Grèce a servi de laboratoire expérimental au néolibéralisme et que le peuple grec, réputé pour sa longue culture de la résistance, a toléré sans broncher dix ans d'austérité, des ingérences étrangères multiples, la pression de l'Union Européenne qui a transformé leur pays en colonie, la destruction de son système de santé qui était l'un des meilleurs du monde, de son système éducatif, et par lui la fin de ses bases théoriques, avec en prime la déstructuration de son tissu familial, associatif, religieux. Sa Constitution a été violée, de nouvelles lois ont été

votees par une Assemblée réduite à une chambre d'enregistrement des textes élaborés à Bruxelles et Berlin. Son patrimoine industriel, immobilier, culturel, territorial, ses infrastructures ont été vendus à l'encan aux investisseurs chinois, turcs, israéliens, allemands, anglais... Le puissant KKE (PC grec) est réduit à la portion congrue, les syndicats sont devenus franchement collaborationnistes, un trouble sentiment nationaliste a émergé sous les coups de butoir de la Turquie et de l'immigration massive, et ses forces vives ont émigré (près 700 000 jeunes dont beaucoup de diplômés).

Toute solution politique est devenue utopique. Il ne reste plus que l'espoir d'une révolte populaire dans une société exsangue financ rement, globalement déprimée, sans leader en qui faire confiance. Mais les grandes puissances, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Chine, Turquie, Russie ont toutes des intérêts dans cette géopolitique très particulière et n'attendent que le premier sursaut populaire pour sonner l'hallali contre ces dix petits millions de Grecs !

La seule issue réaliste est que les peuples de ces puissances réalisent enfin qu'ils pourraient bien récolter les fruits du "laboratoire" et subir le sort des Grecs, chacun leur tour. Il serait bon qu'ils se rebiffent avant d'être atomisés autant que les Grecs, en commençant par fuir le piège europ iste et par reconstruire leur propre souveraineté. Une "société d'individus", sans conscience de classes (j'entends par là une seule masse contre une minuscule ploutocratie) ni structures politiques quelque peu représentatives est impuissante, donc intentionnellement conduite à la dépression, au burn-out, docile et malléable. Est-il encore temps de réagir ? Il est au moins temps de paraphraser la célèbre phrase du pasteur allemand Martin Niem ller¹, *«Quand ils ont écrasé la Gr ce, nous n'avons rien dit car nous n'étions pas grecs. Quand ils ont ruiné l'Italie nous n'avons rien dit, car nous n'étions pas italiens, quand ils se sont attaqués à la France, il n'y avait plus personne pour nous défendre...»*

Austérité : L'austérité est, après la relance, la grande mesure du libéralisme pour sortir d'une situation de crise. Les finances d'un pays étant toujours présentées aux peuples sur le modèle d'un budget familial, si un

1 Martin Niem ller (1892-1984) avait monté une "ligue des pasteurs" pour défendre les Juifs contre les persécutions nazie. Arrêté en 1937, il a été envoyé au camp de Sachsenhausen, puis Buchenwald. Libéré en 1945, il devient militant pacifiste. Cette citation est souvent attribuée à Bertolt Brecht, ce qui est contesté par la fondation Niem ller.

pays est en crise, c'est qu'il a trop dépensé et qu'il doit se serrer la ceinture. Bien entendu, cette austérité est appliquée essentiellement aux plus vulnérables, aux plus faibles, alors qu'elle offre de belles opportunités aux plus riches. La pire austérité imposée fut celle de la Grèce après la crise financière de 2008. Entre 2010 et 2020, le taux de suicides dans le pays a augmenté de 37%. Un record ! Si l'on ajoute à ces suicides les décès faute de soins (plus de 30% des Grecs ne bénéficient plus d'aucune assurance maladie), les décès non estampillés suicide, les maladies mortelles liées au stress et à la sous-alimentation, les décès dus à l'augmentation de la criminalité, l'austérité façon grecque s'apparente à un génocide, à une cure d'amaigrissement, à une saignée virant à l'hémorragie...

Si l'on a très vite constaté que l'austérité étouffait l'économie et que la relance creusait les déficits, aucune autre voie n'a jamais percé dans le discours économique ou politique. C'est sans aucun doute cette absence d'alternative qui peu à peu alimente l'idée d'une *désargence*. La crise financière qui va suivre la crise sanitaire va mettre encore plus en évidence le fait que le système n'est pas réformable quelles que soient les qualités des réformateurs...

Le nombre de réponses à l'échec des multiples relances et austérités est étonnant. De l'extrême droite à l'extrême gauche, chacun propose la sienne, certaines séduisantes, d'autres caricaturales, la plupart partielles, mais toutes relèvent de la réforme et ne changent guère ce qui, dans le système, a rendu l'austérité aussi inutile que la relance. Les seules propositions réellement originales et innovantes restent théoriques et leurs auteurs se gardent bien d'en donner une explication pratique, d'en tirer les conclusions. Elles restent donc confinées au petit microcosme des intellectuels et peinent à se vulgariser. Il faudra sans doute attendre que nous soyons contraints par une crise de trop, le dos au mur et dans l'urgence, pour accepter la prise de risque pour l'instant impensable...

Autogestion : Pour certains, l'autogestion est la suppression de toute distinction entre dirigeants et dirigés, pour d'autres, c'est l'aptitude des humains à s'organiser sans dirigeants. La nuance est de taille et ne peut être tranchée sans une réflexion sur l'impact de l'argent. En effet, rechercher une égalité totale avec nos dirigeants, c'est admettre qu'il en faille. Refuser l'existence même d'un dirigeant, c'est admettre que chacun est capable de se diriger tout seul. Et au centre de tout cela, traîne la question du pouvoir.

Comment un dirigeant pourrait-il se dispenser d'un pouvoir quelconque sans être logiquement perverti par sa fonction, quelles que soient ses qualités personnelles ? Comment un dirigé pourrait-il ne pas perdre peu à peu toute capacité de pouvoir s'il n'est pas maître de ses choix ?

Dans un cadre monétaire, la question de l'autogestion ne peut même pas être posée sereinement. L'argent ne peut se passer d'un grand argentier, qui a le pouvoir de le mettre en circulation, de le contrôler et de le distribuer selon son bon vouloir. L'argent n'a de sens et de valeur que s'il manque à certains, ce qui donne, à ceux qui en ont beaucoup, un véritable pouvoir sur ceux qui en sont dépourvus. L'argent donne une valeur à tout, y compris aux personnes. Il induit donc les hiérarchies, les maîtres et les esclaves, les dirigeants et les dirigés. L'autogestion, si souvent évoquée par les anarchistes et dans les syndicats, ne peut être en régime capitaliste qu'un idéal, sans cesse recherché et jamais totalement atteignable.

Dans le monde de l'Accès, ce qui fait le dirigeant ne peut être que le savoir, la compétence, l'inventivité, l'âme. Le dirigeant ne fait donc qu'enseigner à l'autre, c'est-à-dire lui transmettre un pouvoir de dire, de penser, de fabriquer. La connaissance ne se divise pas dans le partage comme l'argent ; elle se multiplie. Dirigeants et dirigés y trouvent leur compte, et s'il y est produit de la dépendance, elle est symbiotique. Le supplément d'âme que l'un ou l'autre peut avoir par rapport aux autres n'en fait pas plus un dirigeant, un modèle, un maître à penser comme c'est le cas actuellement. Il constitue au contraire une charge, une responsabilité, un devoir de rééquilibrage de l'inégalité naturelle.

Si une révolution monétaire était enfin mise en acte, certains, encore intoxiqués par l'esprit "argentique", se prendraient d'envie de diriger à leur guise leur petit monde, ce qui ne manquerait pas de créer quelques conflits et tensions. La solution à ces vellétés de puissance et de pouvoir est donnée par les Jarawas des îles Andaman qui depuis des siècles ont réussi à recadrer en douceur les "petits chefs". Chez eux, dès qu'une personne montre une quelconque propension au pouvoir, elle est dotée par la communauté d'une charge symbolique, de préférence inutile, mais couverte d'honneurs ostensibles. Soit le "condamné aux honneurs" prend conscience du ridicule de sa situation et rentre dans le rang, soit il reste pathologiquement accroché à son titre et en jouit, mais sans pouvoir nuire à autrui.

L'autogestion est une des idées alternatives des plus sympathiques.

Elle entraîne dans son sillage l'idée d'émancipation, de liberté, d'égalité, de justice... Sauf quand elle est pensée dans un cadre monétaire, qui plus est dans le carcan libéral, et au mieux en tant qu'outil de lutte pour sortir du capitalisme. Or, toute tentative autogestionnaire dans ce carcan est contrainte de passer sous les fourches caudines de la valorisation du capital. Une entreprise autogérée est donc vouée à choisir tôt ou tard entre sa valorisation ou sa perte. C'est à n'en pas douter ce qui a fait que les milliers de tentatives d'instaurer l'autogestion dans l'entreprise n'ont jamais fait école. Les seules expériences autogestionnaires résistantes au temps sont celles qui, à force de compromissions, donnent une image peu enthousiasmante de l'idée originelle. "*Autogestion, piège à cons*" écrit Clément Homs dans un article en 2015¹. La seule chose qui pourtant soit constante dans cette belle idée, c'est qu'elle renaît toujours de ses cendres, avec obstination.

L'idée est trop belle pour ne pas résister à la marchandisation généralisée. Elle s'exprime alors dans d'autres domaines que l'entreprise. Elle sert à travestir la propriété privée qui pour l'instant contraint jusqu'aux ZAD, elle s'enkyste dans nos misères pour autogérer la pauvreté. C'est le mérite d'associations telles que Emmaüs ou ATD Quart monde, des squats anarchistes un peu partout dans le monde. Ces initiatives constituent à l'évidence des lieux d'apprentissage ou d'expérimentation de l'autogestion, mais tout aussi clairement, des pansements sur le système qui est cause de ces misères. Emmaüs a certes transformé quelques milliers de "sans abris" chômeurs et clochardisés en "compagnons" ayant récupéré la gestion quasi autonome de leurs vies, mais a laissé le système produire entre temps quelques millions de nouveaux SDF...

Le rêve que nous formulons, c'est que le terme d'autogestion finisse par disparaître puisqu'elle fait partie de ces catégories qui n'existent que par leur contraire (comme la liberté ou l'égalité). Sans l'argent, on ne continuera à évoquer l'autogestion qu'à propos d'un enfant qui apprend peu à peu à faire certaines choses par lui-même, d'un artisan qui acquiert le geste difficile qu'un plus ancien tente de lui transmettre, du handicapé qui a besoin d'assistance physique ou mentale et n'est pas capable, dans certains domaines précis, d'autogestion. L'accès généralisé à toute la vie économique

1 <http://www.palim-psao.fr/2015/12/autogestion-piege-a-cons-l-autogestion-de-la-production-de-marchandises-comme-impossibilite-logique-par-clement-homs.html>

rendra le principe de l'autogestion évident et celui-ci ne sera évoqué qu'en cas de manque, comme aujourd'hui la liberté qui est évoquée seulement lorsqu'elle est inutilement restreinte.

Automatisation : Le remplacement des humains par les machines ne cesse de gagner les domaines les plus variés. Les études évaluant la perte des emplois en France liée à la robotique et à la révolution numérique ne manquent pas. A terme, le travail des humains deviendra parfaitement inutile. Depuis l'invention de la machine à vapeur, des métiers à tisser Jacquard ou du tracteur, on tente de nous rassurer par la création de nouveaux métiers remplaçant les anciens. La réalité est tout autre : la mécanisation réduit considérablement les besoins en main d'œuvre et, dans un premier temps, augmente la fatigue de l'ouvrier. Les Anglais l'ont vite compris. Entre 1811 et 1813, les ouvriers et ouvrières détruisirent ainsi plus d'un millier de machines dans les Midlands, tandis que plusieurs usines furent incendiées dans le Lancashire¹. Il ne faudra pas moins de 12 000 soldats pour contenir l'insurrection, dont les soubresauts se firent sentir jusqu'en 1817.

L'informatique, outil utilisé par tous, au travail comme dans les loisirs, n'a pas soulevé de telles révoltes. Et pourtant..., le traitement de texte, les correcteurs automatiques, les logiciels de comptabilité, de dessin, de photographie, etc., ont fait disparaître une quantité impressionnante de professions. La recherche d'un texte ou d'un mot parmi des millions de documents se fait aujourd'hui en un clic et quelques secondes. Jadis, on abandonnait ce type de recherche en se disant que c'était *chercher une aiguille dans une botte de foin* !

Dans un monde organisé autour de la valeur marchande et des profits, il est fou de penser que la main d'œuvre ne devienne pas la "variable d'ajustement" idéale. Il faut être politicien pour oser promettre encore dans son programme le plein emploi. L'homme est définitivement superflu pour créer de la valeur. Le programme de la France Insoumise joue beaucoup sur la promesse de millions d'emplois créés dans la transition écologique. Certes, le maraîchage bio, la protection des zones humides, l'isolation thermique des maisons et tant d'autres travaux utiles réclament de la main d'œuvre. Mais tant que cette main d'œuvre devra être financée, avec en plus

1 C'est ce qu'on a appelé le *luddisme*, les ouvriers étant des *luddistes* ou *luddites*. Vocables fabriqués à partir du nom d'un ouvrier anglais plus ou moins mythique selon les auteurs, *John Ludd*.

une croissance quasi nulle, ce genre de travaux coûteront plus qu'ils rapporteront. Imaginer un capitalisme sans profits financiers relève du conte de fées. Les mêmes qui pensent innover en créant des emplois vont financer l'innovation qui supprimera les emplois.

La seule issue est l'abolition de l'argent et le passage du travail, du salariat, au volontariat et à l'accès. Si l'accès est généralisé, personne n'est obligé de "gagner sa vie". Si l'activité choisie remplace le salariat, il redevient possible de consacrer beaucoup de temps sur un projet... Sans le cadre monétaire, les projets les plus fous peuvent être imaginés. Un simple homme seul et sans ressources comme le facteur Cheval¹ a été capable de construire un étonnant palais qu'aucun investisseur n'aurait imaginé.

Autonomie : Le capitalisme triomphant du début du XXI^e siècle est marqué par son caractère individualiste, par le règne du chacun pour soi, porté au rang de vertu cardinale. Chacun doit être entrepreneur de sa propre vie, être l'unique responsable des conditions de sa vie et de sa mort. Ce principe a été si parfaitement intégré, que l'on s'extasie du moindre élan naturel de solidarité. Le pire, c'est que les plus farouches opposants au capitalisme ont également intégré cet individualisme en portant l'autonomie au plus haut degré de la contestation. Le monde moderne nous dépossède de toute maîtrise de notre vie ? Alors reprenons notre autonomie en faisant tout nous-même, de la maison à l'énergie électrique en passant par le grille-pain ! Le capital nous presse avec ses exigences technologiques ? Alors passons-nous d'ordinateur, de téléphone, de voiture. Le papier fabriqué à la maison, la plume d'oie, le sémaphore et le vélo sont devenus des objets éminemment révolutionnaires !

Le problème de cette recherche d'autonomie, c'est que très vite on se heurte à une division du travail incontournable. Tout faire soi-même prend beaucoup de temps et on finit toujours par déléguer une part des tâches nécessaires à d'autres. Partant du même point de départ (celui du chasseur-cueilleur), le choix est donc entre une posture cohérente mais héroïque et une posture viable mais incohérente.

¹ Joseph Ferdinand Cheval (1836-1924), facteur rural, a passé 33 ans à édifier un monument qu'il nomma "Palais idéal". Il fut longtemps considéré comme un demi-fou, mais son œuvre, classée monument historique en 1969, attire des centaines de milliers de touristes et fait vivre la commune de Hauterives (Drôme).

Dans la réalité, la plupart des fanatiques de l'autonomie qui survivent correctement sont ceux qui ont astucieusement utilisé les multiples poubelles du système capitaliste. Or, les ressources laissées par l'hyper consommation ne se recyclent pas toujours aisément et s'épuiseront très vite. On s'apercevra que l'autonomie qui consiste à ne rien demander à son voisin n'aboutit qu'à la désocialisation, à l'isolement. L'autonomie capitaliste est un leurre, l'autonomie des survivalistes aussi. Il s'agit de passer de la concurrence à l'entraide, pas du capitalisme à l'autonomie...

Autorité : L'autorité est liée à la responsabilité : on l'accorde à qui on peut faire confiance parce qu'il sait ce qu'il fait, qu'il est responsable. Or les responsables n'avouent pas toujours leurs faiblesses, assument rarement leurs erreurs, ne disent pas la vérité et perdent sérieusement en pouvoir d'agir, faute de prendre leur responsabilité. Churchill et De Gaulle sont souvent cités en exemple pour leur sens des responsabilités et leur probité, mais l'autorité dont ils ont été gratifiés n'est pas exempte d'une part d'ombre. S'ils ont été tant loués, c'est surtout en comparaison avec des élites politiques souvent décrédibilisées.

Quand une personne politique se trouve face à un problème qu'elle ne peut résoudre, elle n'a que deux solutions. La première consiste à créer une commission chargée de reculer le problème le plus loin possible sans y répondre (de préférence jusqu'à l'élection suivante). La deuxième consiste à inventer un nouveau mot qualifiant le problème ou de se référer à un mot ancien qui ne traduit plus la réalité mais la voile, qui brouille en même temps la perception que le public aura de cette mystification. Un bel exemple de la sémantique politique c'est le projet lancé en janvier 2021 par le gouvernement français de supprimer dans la loi l'expression *autorité parentale* par son équivalent de *responsabilité parentale*. On peut trouver curieux, en pleine crise sanitaire et économique, qu'un gouvernement trouve urgent de modifier quelques termes de lois très anciennes.

L'antique *patria potestas* du droit romain, a marqué vingt siècles durant la question de l'autorité, par délégations successives de Dieu le Père vers le Roi ou le Chef d'État, puis vers les institutions, et in fine vers les pères. Avec la Révolution : la puissance paternelle est réaffirmée dans le Code Civil de 1804 que Napoléon fait rédiger pour maintenir l'ordre dans les familles, la Révolution ayant mise à mal le principe d'autorité. Le père se voit doté officiellement d'un droit de correction si l'enfant est récalci-

trant. La mère n'a qu'une autorité morale. Le père pouvait faire emprisonner son fils si celui-ci lui causait un sujet de mécontentements. En 1889, la loi atténue ces droits excessifs en instaurant la déchéance paternelle si l'enfant est en danger. En 1935, la loi autorise un placement éducatif dans un institut. Mais la société se transforme : émancipation des femmes, nouvelles conceptions de l'enfant et surtout, Déclaration des Droits de l'homme en 1948 et Protocole proclamant le droit de la famille à la liberté de choix dans l'éducation de leur enfant en 1970.

On voit bien par là que la question de l'autorité se retrouve à tous les étages sociaux et dans tous les domaines. C'est en somme un "paradigme" au même titre que l'argent. Le romancier Emmanuel Dockès¹ s'est emparé du sujet pour imaginer un pays (*l'Arcanie*), une société qui aurait fait le choix de récuser toute autorité (régime politique de la *misarchie*), comme je l'ai fait avec ma fiction d'une société récusant tout argent. Sans le paradigme de l'autorité, tout change, du sommet de la structure sociale aux plus simples gestes de la vie quotidienne. Cette société a conservé l'échange marchand et l'argent, mais avec un tel découpage des structures sociales, gérées directement par la communauté qu'elles représentent, que l'enrichissement ne sert plus à grand chose et surtout ne peut durer au-delà d'une vie. Pour ces gens, «*le partage du travail vaut bien mieux que le simple partage du revenu*» ! Évidemment, l'État n'existe plus en *misarchie*. La plupart des services sont gratuits, la liberté est quasi totale, la publicité et la propagande sont totalement obsolètes, le sexisme est considéré comme une aberration, toute domination est incongrue, la propriété privée, la concurrence, la compétition n'ont plus de sens. La lecture de ce roman ne laisse pas indifférent et nous montre, par l'exemple, que tout ce que nous croyons immuable, incontournable dans notre société ne dépend en réalité que d'un choix de départ dont on peut évidemment changer...

Autoroute : Traverser la France par autoroute coûte très cher. Il faut prendre un ticket à chaque péage d'entrée, payer à la sortie. Si l'on s'arrête pour se restaurer ou faire un plein d'essence, des aires de stationnement sont prévues à cet effet, mais du fait de leur exclusivité, les commerces y pratiquent des prix prohibitifs. Certes, le réseau est bien entretenu, les aires

1 Emmanuel Dockès, *Voyage en misarchie, essai pour tout reconstruire*, éd. Du Détour, 2019.

de repos et d'approvisionnement sont nombreuses et bien aménagées (toilettes, jeux pour enfants, tables et bancs de pique-nique, parkings ombragés...). Mais entre les péages, le carburant plus cher, les cafétérias réputées pour leur mauvais rapport qualité-prix, ce confort relève d'un luxe que tout le monde ne peut s'offrir.

Il existe bien des routes nationales gratuites, mais elles sont en mauvais état, parfois dangereuses et bien moins rapides (vitesses limitées à 90 km/h, les traversées de villes à 50 km/h). Elles sont en outre truffées de radars exposant tout contrevenant à de sévères amendes, voire à des suppressions de points sur des permis de conduire qui n'en comptent que douze. Une fois les points épuisés, il faut repasser le permis et donc en payer le prix. Tout est fait pour que la route nationale (publique) ne concurrence pas l'autoroute payante (privée). La circulation routière est une source de revenus importante pour les entreprises gérantes, mais aussi pour l'État via une série d'impôts qui ne disent pas leur nom : les taxes sur le carburant, les amendes, plus les taxes sur tous les produits et services obligatoires (assurances, contrôles techniques des véhicules, permis, accessoires divers, etc.). L'automobiliste en a conscience, se plaint d'être pris pour une vache à lait, mais tout est fait pour qu'il soit prêt à tout sacrifier pour sa voiture !

Dans une société a-monétaire, on ne prendrait la route nationale que pour les petits trajets et là où il n'y a pas d'autoroute. On y roulerait bien puisque 80% des trajets auraient disparu (plus de trajets professionnels quotidiens, une relocalisation des activités, covoiturage devenu un usage courant...). Pour aller de Marseille à Paris ou de Strasbourg à Bordeaux, on prendrait naturellement l'autoroute. Il n'y aurait plus de stations-services mais à chaque sortie, des panneaux indiquant le dépôt de carburant le plus proche. Les affreuses cafétérias auraient disparu et on emmènerait son pique-nique. On mangerait sur les aires de repos quand il fait beau, dans les anciens commerces qui auraient été aménagés (tables, chaises, coin cuisine, toilettes...). Il arriverait que les lieux soient parfois dégradés par quelques malotrus, mais ceux-ci subirait la vindicte populaire et généralement ne recommenceraient pas.

On peut même imaginer que certaines aires d'autoroutes soient occupées par des particuliers qui s'en seraient attribués l'usage. On y verrait des potagers où le voyageur pourrait glaner quelques tomates ou radis pour agrémenter son pique-nique, la plupart des arbres d'ornement auraient été

remplacés par des fruitiers. Dans les anciens locaux des cafétérias, supermarchés, stations-services, des familles auraient trouvé là une demeure à leur convenance. Elles seraient souvent sollicitées par les gens de passage sur les possibilités qu'offre la région, sur les visites à ne pas manquer. Certains offrirait le lit et le couvert à ceux qui leur sont sympathiques, intéressants, où simplement dans le besoin d'une halte pour la nuit. La plupart de ces "hôtes autoroutiers" seraient souvent intarissables sur les rencontres faites par ce moyen : avec un étranger venu de très loin, un musicien fabuleux qui offrirait un concert le temps d'une soirée, un architecte génial venu pour un repas et qui serait resté quinze jours à tirer des plans d'aménagement des lieux dignes de les transformer en "aire extraordinaire"...

Le rêve n'est pas encore soumis à l'impôt et c'est le seul moyen de construire un autre monde. Sans la projection des plus folles idées sur un modèle inédit, le moindre petit progrès sera impossible...

Avenir : Le philosophe Giorgio Agamben a bien raison quand il dit que ce qui viendra après peut être à juste titre inquiétant. S'il y a opportunité d'inventer un monde meilleur, on peut aussi imaginer l'émergence d'un monde à la Mad Max. C'est aussi ce que je crains en voyant la quantité de "mesurettes" qui ressortent avec empressement : le Revenu Universel, le plan Friot, la monnaie June, le local à tous les étages, l'écologie politique, l'économie sociale et solidaire... Nous ne manquons pas de panacées !

Les mieux informés et les mieux placés pour appréhender le réel s'accrochent à des "alternatives" partielles, restent dans la marge quand il faudrait changer de page. Faute de quoi, Kafka nous a prédit un retour à la normale (ou l'anormal). En conclusion du Procès, Kafka nous dit de son personnage fictif : *"Il retourna alors à son travail comme si de rien n'était."* Les mesurettes, les alternatives, les multiples sparadraps ne feront jamais que prolonger le système, le rendre supportable quand il devrait être intolérable. Arrêtons de réparer ce qui nous détruit !

Les tentatives pour élaborer des récits du monde d'après, de l'avenir, sont souvent des dystopies, rarement des utopies. Il est vrai qu'il est plus facile d'imaginer des catastrophes à partir des désordres actuels que d'inventer un monde meilleur. En plus, les dystopies sont plus faciles à vendre que les utopies. On éprouve toujours un peu de plaisir avec un film catastrophe qui permet de critiquer le présent sans s'engager dans un avenir précis, d'autant

qu'il y a dans tout film catastrophe un héros qui s'en sort et auquel on s'identifie.

En revanche, l'utopie est toujours soumise à la critique, opposée au réalisme. Prédire l'avenir présente toujours un risque. Même si Orwell a vu juste sur quantité de points avec son 1984, même s'il est souvent convoqué pour expliquer le présent de 2021, il ne pouvait pas, en 1949, imaginer une société dotée d'ordinateurs individuels et de smartphones, il ne pouvait prévoir que les problèmes économiques et environnementaux prendraient une telle place. Ses références étaient le fascisme allemand et la dictature soviétique, pas la mondialisation et le transhumanisme.

Il n'empêche que tout essai de récit a le mérite de forcer la réflexion et par conséquent à prévoir les défauts de chaque projet. Le texte intitulé *Bienvenue en 2030*, écrit par Ida Auken en 2016 à l'occasion du Forum Économique Mondial et publié dans *Forbes Magazine*, est en ce sens intéressant. Ida Auken, jeune mondialiste danoise, fut ministre de l'écologie de son pays (2011-2014). Elle nous présente une ville merveilleuse qui, ayant fait le saut dans une société post-monnaire, a permis à tous ses citoyens d'avoir accès à tout gratuitement, sans bourse déliée. Cerise sur le gâteau, cette ville est écologique, culturelle, joyeuse. Mais à quel prix ?...

On découvre que les citadins se connaissent moins bien que les algorithmes ne les connaissent et qu'il est devenu plus simple de se fier à eux. On apprend que l'IA (Intelligence Artificielle) a largement remplacé les travailleurs. Ceux-ci n'habitent plus la ville, mais vivent dans des petits villages revenus au XIX^e siècle. Voilà ce qui arrive aux gens qui se sont fâchés contre le système, qui l'ont contesté ou simplement qui n'ont pas su s'adapter. Le seul problème des heureux citadins, c'est qu'ils ont accepté de perdre toute intimité pour la sécurité d'une société entièrement sous contrôle. C'est un monde aseptisé mais orwellien, une synthèse de 1984 et du *Meilleur des Mondes*. Est-ce un bien ou une catastrophe ? Pour Ida Auken, c'est un paradis. Pour les gens des villages reculés et hors technologie, rien n'est dit de la façon dont ils accèdent aux biens et services, sans doute parce qu'ils sont dans la misère. Mais cette humanité devenue inutile mérite-t-elle qu'on s'y intéresse ? L'utopie, c'est cette ville heureuse parce que sans argent, la dystopie, ce sont ces hommes et ces femmes superflus, au ban de la société, exclus des bienfaits de la ville... Qui peut avoir envie d'un tel monde, sinon la classe huppée fréquentant Davos et qui l'a invitée à en discourir ?...

"Quand tu n'en peux plus d'espérer, tu crois" m'a dit l'abbé Pierre un jour où je désespérais des puissants de ce monde ! Je n'ai pas cru aux mêmes choses que l'abbé Pierre, mais je veux bien faire semblant de croire que *"les soldats deviendront troubadours"*, qu'il est bon de *"tenter, sans force et sans armure, d'atteindre l'inaccessible étoile"*, ou de suivre l'injonction de John Lennon *"imagine no possessions"*...

Faire semblant seulement, car la croyance s'oppose au savoir, l'espérance s'oppose la lutte..., à moins qu'espérer soit encore douter !

Aviation : L'aviation est à la fois l'objet de critiques acerbes des écologistes pour son impact sur le climat, pour les inégalités sociales qu'elle creuse. D'autres au contraire profitent des baisses de tarifs, du low-cost, pour des trajets courts qu'ils pourraient faire en train, pour des vacances au bout du monde qui ne leur rapportent qu'un peu de prestige vis à vis des voisins.

Pourtant, l'avion est une invention dont il est difficile de se passer. S'il s'agit d'organiser le transport urgent et indispensable de choses qui ne se trouvent qu'aux antipodes, par exemple d'un organe à greffer pour sauver une vie, nul ne rechignera à utiliser l'avion. Plutôt que d'imaginer une société post-monnaire privée de ce fabuleux outil, mieux vaut imaginer un service aérien adapté. Ce qui est impossible dans un cadre monétaire devient tout à fait réalisable si l'on pense Accès. Comme exercice pratique, projetons-nous en 2030, juste après une crise économique de trop qui entraînerait la chute du capitalisme et de son système marchand.

La décennie 2020-2030 avait atteint des sommets de bêtise. Le projet de construire un aéroport international à proximité de Andorre, en plein cœur des Pyrénées, pour permettre à quelques privilégiés de venir faire du ski près des hôtels de luxe, avait soulevé un flot d'indignations, la colère des environnementalistes, le rire jaune des humoristes, les critiques de nombreux politiques de tous bords quant à l'opacité de l'opération... À 2 409 mètres d'altitude, dans un vallon spectaculaire, il était prévu une piste de 1800 mètres capable d'accueillir des Airbus A320, des magasins de luxe, d'immenses parkings, pour accueillir un demi million de passagers venus de Russie, d'Asie, du golfe Persique. Adieu l'exceptionnelle flore du site. Adieu les animaux rares qui y vivent : le papillon *lycaena helle*, les cerfs, les isards, les deux uniques couples de grands tétras que certains biologistes tentent de protéger... Adieu les belles résolutions internationales sur la

réduction des gaz à effet de serre (ce projet représentait un million de litres de kérosène par an partant en fumée au-dessus de la Principauté). Le projet a fini par être abandonné, non par la volonté des décideurs ou l'acharnement des opposants, mais par l'approche de la crise globale qui s'annonçait exceptionnelle.

Un ami pilote professionnel à qui je posais la question de l'aviation hors de tout système monétaire s'est pris à rêver et à imaginer : *«Depuis l'abolition de l'argent, nul n'étant tenu par un travail ou des études, nous pouvons prendre le temps de voyager à pied, en vélo, en train, et même en avion si l'on est âgé ou handicapé, et rien n'est plus simple de séjourner ailleurs trois jours, une semaine ou plus si l'on peut prendre son temps. Quant aux pilotes, aux personnels volants, aux questions de sécurité, la désargence a plutôt été une opportunité d'amélioration constante.*

“La Compagnie” (ainsi se nomme le nouveau service des transports aériens) gère les voyages en avion sur tout le territoire et sur tous les aéroports, de l'immense Roissy au petit aéro-club de province. C'est une compagnie de bénévoles passionnés. Ils ne vivent que pour voler et ont tout fait pour assurer les meilleurs services. Grâce à une gestion informatisée des demandes et des potentialités, ils sont capables de donner un horaire de vol, entre n'importe quelles villes, parfois avec un délai de quelques jours mais rarement plus. Il faut dire que les avions de “La Compagnie” vont du petit Cessna¹ à quatre places à l'Airbus. Les pilotes sont issus des anciennes sociétés privées ou sont des pilotes de l'armée de l'air reconvertis. Ils ont créé leurs écoles de formation qui n'ont rien à envier aux anciennes. Depuis que le profit n'entre plus en jeu, ces pilotes n'ont plus qu'une obsession : trouver le moyen le plus adéquat pour satisfaire les demandes en fonction de l'urgence du voyage, de la situation particulière du passager (une personne âgée aura toujours la priorité sur un jeune, une famille avec enfants sur un adulte seul...), et dans une logique de rationalité écologique. Tant qu'un gros avion n'est pas rempli, le voyage est différé. Les voyageurs attendent le message ou le mail leur annonçant le départ ou sont redirigés vers d'autres avions plus légers. Quand une urgence se présente, par exemple sauver une vie en allant chercher un organe à l'autre bout du monde, les anciens avions de chasse font merveille.

1 Cessna : Monomoteurs légers construit par une entreprise américaine (Kansas). L'entreprise aujourd'hui racheté par Général Dynamics en 1985 ne fabrique plus que des jets privés. On trouve encore des Cessna 172 et 182 sur le marché.

Tout ce trafic aérien est possible grâce à une armée de mécaniciens eux aussi passionnés qui assurent une sécurité maximum, et à des équipes de contrôleurs de navigation qui scrutent le ciel de leurs radars, organisent les décollages et atterrissages dans les tours de contrôles. Jadis, ces contrôleurs se plaignaient du stress qu'ils subissaient du fait des horaires de travail lourds et en perpétuel changement (tantôt de nuit, tantôt du matin ou du soir...). Les contrôleurs aujourd'hui sont suffisamment nombreux pour se relayer sans problème au bout de quelques heures, pour se remplacer quand l'un ou l'autre se déclare indisponible, quelle qu'en soit la raison. Si un mécanicien ne garantit pas la sécurité du moindre boulon, si une équipe de contrôleurs annonce une carence momentanée, le vol est repoussé, les passagers attendent. Mais nul ne s'en plaint parce que nul n'est pressé au point de ne pouvoir perdre un jour ou deux, et que nul n'est dépourvu de gîte, de couvert, d'occupation pendant cette attente. De toute façon, la moindre gêne, le moindre souci que La Compagnie peut parfois occasionner est, pour ces passionnés, un affront personnel qu'ils supportent très mal ! Les seuls conflits qu'il y eu au tout début venait de personnes intoxiquées par "l'ancien régime" et qui exigeaient des trajets en avion non justifiés par une urgence ou un intérêt général. Mais comme leur grogne faisait rire tout le monde, ils se sont calmés !

Il a fallu du temps aux volontaires de La Compagnie pour être admis avec leur sérieux et leur compétence au début de leur activité. Pourtant, la sécurité au temps de l'argent, était plus que douteuse. On se souvient de ce pilote dépressif qui, en mars 2015, s'est suicidé aux commandes de son airbus A320 en le jetant contre une montagne, avec ses 144 passagers à bord et 6 membres de l'équipage... On se souvient des multiples accidents de la troisième décennie pour des défauts de maintenance, des défaillances du personnel, toujours pour causes d'économies budgétaires... On se souvient de la folie écologique de ces trajets à bas coût, incessants et polluants, dont les trois quarts n'avaient d'autre sens que d'être devenus moins chers que le bus, le train ou la voiture individuelle, concurrence et compétitivité obligent... On se souvient du projet d'aéroport sur la Principauté d'Andorre... On se souvient de ces vieux pilotes épuisés par des constants décalages horaires, à des rythmes absurdes... Bon sang, que le monde de l'argent pouvait être absurde ; comment avons nous pu l'accepter si longtemps...» Voilà bien le genre de récit qui pourrait donner envie de tenter l'aventure...

B

Bakchich : Somme d'argent payée indûment pour obtenir une faveur, un avantage, un privilège. On parle parfois de "dessous de table", argent passé discrètement à son interlocuteur, ou "d'enveloppe" remplie de billets négligemment oubliée au milieu d'un dossier, ou de commissions rétroactives pour les marchés publics. Les bakchichs ont pourri les institutions politiques, les administrations, les entreprises, et rien ne changera tant qu'il y aura la possibilité de payer des passe-droits, des avantages, des privilèges.

Les médias sont régulièrement alimentés par des affaires de grande ampleur touchant des hommes politiques, des industriels (souvent les deux ensemble), des petites affaires concernant des élus communaux et petites entreprises. La pratique du bakchich concerne tout le monde, du plus pauvre au plus riche, et c'est sans doute pour cela qu'elle est si exploitée par les médias. Parfois, il s'agit de vieilles habitudes qui se sont construites par les circonstances historiques. On dit souvent que les Grecs sont tricheurs dans l'âme et que les bakchichs sont institutionnalisés.

Il faut savoir qu'en 1830, le tout nouveau gouvernement grec décida de créer une nouvelle langue administrative, la "katharévousa", afin d'uniformiser les différentes langues "démotiques" (du *démos*, du peuple). Cette nouvelle langue était parfaitement incompréhensible pour ceux qui n'avaient pas dépassé le stade primaire de l'éducation. Le moindre document administratif étant rédigé en katharévousa, il fallait demander l'aide du lettré local pour toute démarche. La plupart des lettrés s'y prêtaient volontiers mais parfois acceptaient un petit don, souvent en nature. Ce n'est qu'en 1976 que le démotique est redevenu la langue officielle. Un siècle d'usage ne s'est pas effacé d'un coup de baguette magique et l'habitude d'accompagner une démarche administrative d'une petite enveloppe, la traditionnelle φακελος, perdure, ce qui ne signifie en rien que les Grecs soient les spécialistes du bakchich !

Un abus justifiant d'autres abus, la pratique du bakchich concerne l'intégralité de l'échelle sociale. C'est une sorte de prostitution sans doute aussi vieille que le plus vieux métier du monde. Aucune loi n'en viendra à

bout, aucun code moral, aucun tabou sera assez puissant pour le limiter à quelques exceptions. C'est l'exemple parfait de ce qu'implique l'argent, une raison de plus pour penser son abolition. S'il n'y a plus cet argent suffisamment rare pour susciter les convoitises et que tout est en accès libre, avec quoi voudriez-vous corrompre le détenteur d'une fonction quelconque ou l'homme ayant quelque influence sur d'autres ?...

Banlieues : Étymologiquement, *lieu* où l'on force les gens mis au *ban* de la société, à résider (immigrés, prolétaires, minorités ethniques, etc.) Depuis toujours, le terme de banlieue a été synonyme de problèmes. Assimilées à des zones de non-droit, à des espaces de tous les dangers, chaque gouvernement s'évertue à proposer un "plan-banlieues", tous plus inefficaces les uns que les autres. Ces regroupements artificiels des populations les plus fragiles, les plus démunies de ressources étant le résultat de nécessités financières, aucun plan ne peut réussir sans remettre en cause ces nécessités, c'est-à-dire sans changer de système. Une vraie quadrature du cercle qu'aucun parti, aucune initiative locale, aucune volonté politique ne peut résoudre.

Comme toujours en pareil cas, d'admirables initiatives permettent de penser qu'il pourrait en être autrement. Mais toujours, ces initiatives finissent par être sabotées par des pouvoirs publics inconséquents, par des questions budgétaires, quand ce n'est pas pour instrumentaliser le problème à des fins politique. Les "îlotiers", ces policiers de proximité installés au cœur des banlieues par le gouvernement Jospin en 1998 ont fait du bon travail. Ils ont été éliminés par Sarkozy en 2003 au motif que des policiers n'étaient pas payés pour jouer au foot avec les gamins. Les éducateurs de rue ont pendant des années instauré des relations de confiance avec les jeunes délinquants, ils ont créé quantité d'activités éducatives et artistiques remarquables en terme de prévention. Ils sont de moins en moins nombreux sous la pression de la police qui tente sans cesse d'en faire des "auxiliaires de justice", rompant ainsi les relations de confiance. Ils ont été détournés de leurs tâches par l'administration qui a multiplié les contraintes réglementaires, par des politiques qui se désintéressent de leurs conditions de travail...

L'architecture et l'urbanisme n'ont pas facilité le problème des banlieues. Les grands ensembles, avec leurs tours, leurs barres, leurs parkings et leurs "espaces verts symboliques" ont largement participé à l'im-

possibilité de toute mixité sociale. Construites pour la plupart sur des critères de rentabilité, beaucoup de ces banlieues ressemblent à des bidonvilles à étages. Il s'agissait d'offrir des logements le moins cher possible, comme si la vie des usagers se réduisait au "boulot, dodo", métro en plus pour les plus chanceux.

Ce n'est qu'en abandonnant rigoureusement tous les enjeux économiques que la situation peut s'améliorer. Les banlieues actuelles pourraient enfin devenir des communes libres et autogérées. Leur aspect, leur population, leur fonctionnement social, n'aurait plus rien à voir avec la réalité sordide que recouvre ce terme aujourd'hui. Le mot qui renvoyait si directement à l'exclusion sociale disparaîtrait en quelques semaines, chassé comme un mauvais souvenir par les habitants, dans la catégorie des vieilles hontes pour les autres !

La seule mise à disposition des millions de mètres carrés d'habitations qui servent aujourd'hui à la circulation de l'argent, à la spéculation immobilière, aux rares et épisodiques séjours de vacances dans les résidences "secondaires", permettrait à ceux qui le désirent de vivre ailleurs. Les "quartiers" seraient allégés en peu de temps et les familles entassées à six ou sept dans un trois pièces pourraient utiliser deux appartements contigus. Des logements devenus décentes quant à leur surface, plus calmes avec le départ de quelques-uns, et sans la hantise permanente du chômage, des fins de mois dramatiques, voilà qui pourrait bien rendre la vie des gens nettement plus agréable et apaiser le climat social.

Il est probable que dans ces conditions, certains anciens du quartier qui avaient réussi à s'extraire de la cité par de bonnes études, par l'opportunité d'un travail bien rémunéré, reviendront dans le quartier de leur enfance et y introduiront une saine "mixité sociale". Il n'est pas totalement fou d'imaginer que des personnes issues d'autres classes, ethnies et cultures, viennent s'y installer et apporte une mixité aujourd'hui impossible. Le fameux mouvement de la gentrification aurait toutes les chances de s'inverser.

Banques : Les historiens estiment avoir découvert les premières traces d'une activité bancaire aux environs de 1 500 ans avant Jésus-Christ, en Mésopotamie (actuel Irak), avec des dépôts, l'octroi de crédits, des transactions, le tout sur des tablettes d'argile, alors que la monnaie en tant que telle n'existait pas vraiment. Contrairement à l'idée reçue, l'échange marchand et

sa comptabilité a précédé la monnaie qui s'est matérialisée ultérieurement par simple commodité.

C'est essentiellement le temple qui s'est organisé en tant que banque, ne serait-ce que pour gérer les stocks constitués par les offrandes des fidèles. Le temple a très vite utilisé ses richesses pour se créer une clientèle aisée de marchands et de princes, puis en utilisant à leur profit la circulation monétaire. Les "marchands du temple" dont on parle dans les Évangiles étaient essentiellement des agents de change. Jérusalem voyant passer entre ses murs des dizaines de pièces d'origines les plus diverses (Grèce, Rome, Perse, Égypte, Assyrie...)

L'institution bancaire est née en tant que telle avec les joailliers et usuriers qui pouvaient garantir les réserves monétaires des riches et leur prêter de l'argent. En Europe, ce sont essentiellement les banquiers lombards qui ont diffusé à grande échelle le compte à vue, la comptabilité en partie double et la lettre de crédit à partir du XI^e siècle. Ces innovations ont permis aux commerçants de circuler sur de longues distances sans avoir à transporter des sommes importantes sur des routes très peu sûres. En étudiant les usages d'un groupe de scieurs de long dans les Cévennes au début du XVII^e siècle, j'ai découvert que certains partaient travailler en Italie chaque hiver. Ils faisaient la route à pied jusqu'au Val Vigezzo au Piémont. (environ 600 km). Revenir ensuite dans les Cévennes avec en poche la paye de plusieurs mois de sciage eut été fort dangereux. Ils déposaient donc leur argent chez le notaire de Verbania contre un reçu qu'ils donnaient ensuite au notaire de Langogne. Les notaires se débrouillaient ensuite entre eux pour solder la transaction. C'était un peu plus compliqué qu'Américaine Express, mais tout aussi efficace.

Les banques centrales comme celles que nous connaissons aujourd'hui sont apparues en Hollande dès le XVI^e siècle. La première grosse banque centrale connue est celle d'Amsterdam en 1609. Mais il avait déjà été créée à Anvers en 1592, la première bourse de cotation des matières premières. En France, c'est Napoléon qui crée la Banque de France le 18 janvier 1800. On voit par là que si les bases du système bancaire ont été posées très tôt en Mésopotamie, la banque moderne est relativement tardive.

Aujourd'hui, le système s'est diversifié en banques centrales (appartenant aux États et gérant l'argent public), banques de dépôt (gérant l'argent des particuliers et des entreprises), banques d'affaires (servant de conseil stratégique auprès des grandes entreprises). Les banques privées (de

dépôts ou d'affaires) ont acquis une puissance stupéfiante. Pour exemple, le Crédit Agricole, première banque de dépôts en France, neuvième mondiale, est plus importante que la Banque centrale. En cas de problème, de mauvaise gestion, l'État français serait incapable de lui venir en aide, à moins d'une inflation drastique. L'État est donc lié aux intérêts privés, contraint d'assurer leur survie, quoi qu'il en coûte et avec l'argent des impôts. Cet état de fait s'est progressivement aggravé et régulièrement, des économistes tentent d'alerter l'opinion publique quant aux risques financiers que prennent les banques dans des créances douteuses, avec ce slogan : "*Chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard...* " !

On attribue à l'industriel américain Henry Ford cette déclaration : *«Il est appréciable que le peuple de cette nation ne comprenne rien au système bancaire et monétaire. Car si tel était le cas, je pense que nous serions confrontés à une révolution avant demain matin.»* Penser les banques sans analyser ses rapports avec l'État ne sert à rien. Le lien qui unit ces deux entités est bien plus fondamental que la structure de chacune d'elles. En effet, États et banques dépendent les uns des autres pour assurer leur solvabilité réciproque. L'État ne peut plus laisser une banque s'écrouler ("*too big to fail*", dit-on), une banque ne peut légiférer à la place de l'État (*du moins officiellement*) sans perdre définitivement la confiance de ses clients. C'est pourtant bien ce qui se passe en dépit des efforts de communication de part et d'autre. La crise de confiance dans le système bancaire associée au manque de courage des politiques est à la base d'un mélange détonnant. Le système bancaire est désormais irréformable, pris dans un imbroglio technique et politique non maîtrisable.

C'est ce qui amène le FMI, la BCE, la BRI, c'est-à-dire les trois plus grandes institutions censées gérer notre économie, à fomenter un véritable coup de force, celui de la fin du cash. Avec une monnaie sous la seule forme virtuelle, rien n'empêcherait une banque en risque de faillite, de ponctionner 10, 20, voire 30% sur tous les avoirs des clients pour se renflouer. Le coup de force n'est pas encore acté mais risque bien d'aboutir avec la prochaine crise, c'est-à-dire sous peu...

Banques de données : Lancées à la fin du XX^e siècle sous l'appellation *big-data*, des banques de données gigantesques se sont constituées pour des raisons commerciales, dès que les ordinateurs ont pu stocker et traiter de grandes quantités d'informations. Les plus connues sont détenues par

Google, un moteur de recherche qui vend aux commerçants les profils des usagers constitués par le filtrage de leurs différentes demandes, Amazon, un service de vente en ligne, Facebook, le réseau social quasi mondial... Largement critiquées pour leur opacité, leur utilisation marchande de données personnelles, leur puissance économique et politique, et leur coût énergivore (7% de la consommation mondiale d'électricité), ces entreprises resteront opérationnelles tant qu'il y aura le moindre dollar en circulation.

Leur puissance tient beaucoup au fait que nul ne peut éviter totalement de les utiliser s'il ne veut pas perdre toute visibilité, toute capacité de communication, toute source possible d'information. Peu à peu, les bases de données ont gagné les domaines scientifiques, culturels, militaires. Les écologistes anti-numériques, les réprouvent au nom de leur coût énergétique, mais ils les utilisent allègrement. Dans l'optique d'une désargence, ces banques de données pourraient se décentraliser sur le modèle blockchain et devenir à la fois mieux contrôlables et moins énergivores. Dans une société de l'accès, il serait possible, de concilier leur utilité et le soucis environnemental. Imaginons le fonctionnement d'une banque de données a-monnaire :

- La collecte des données : Quantité de production et de stocks, bases de données usagers, commentaires des usagers sur site d'accès et sur les médias sociaux, listes de ressources, archives de courrier électronique. Si vous avez un ordinateur et une connexion Internet, vous êtes à peu près équipés pour démarrer.

- Le stockage des données : Les principales options de stockage sont un entrepôt de données traditionnel, un "data lake", un système de stockage distribué ou dans le *cloud*, et bien sûr votre serveur d'entreprise ou le disque dur de votre ordinateur. Les disques durs classiques (mécaniques) sont aujourd'hui disponibles avec de très hautes capacités à prix modique. En fait le stockage dans le cloud est une option attrayante pour la plupart des entreprises. Il est flexible, vous n'avez pas besoin de systèmes physiques, et cela réduit votre besoin d'outils de sécurité pour protéger vous-mêmes les données.

- L'analyse des données : Tout l'enjeu de cette brique est de transformer de la donnée en connaissance. Il existe déjà des logiciels adaptés : BigQuery, Oracle, Cloudera, HDInsight...

- La visualisation des données : Cela peut prendre la forme de rapports, de graphiques, de chiffres ou encore de recommandations clés.

Tout ceci conviendrait parfaitement à une gestion post-monnaire, si tant est que l'Internet et son infrastructure puisse encore fonctionner sans argent, sans salaires. Cette immense machinerie a besoin d'un réseau, de connections internationales, d'une gestion des protocoles, des adresses IP, des liaisons fils, fibres et ondes, des opérateurs de transit et d'accès, des câbles sous-marins, des satellites. Elle est en outre terriblement gourmande en énergie, en terre rares, en eau. Malgré cela, et en contradiction totale avec les enjeux économiques et environnementaux, on a fini par oublier que le numérique s'est développé à une vitesse inédite et qu'il prend une place tyrannique dans nos vies.

Les gens qui sont critiques vis-à-vis de ces technologies oublient que l'Open source a débarqué en Europe en 2003, c'est-à-dire il y a seulement 15 ans. Ce concept est de la même nature qu'Internet dont, rappelons-le, le caractère novateur ne tient pas tant dans la prouesse technique qu'il représente que dans la volonté de rendre l'information, ouverte, partageable, et facilement accessible à quiconque. L'Open Data a pour but de permettre l'accès à tous, et de manière gratuite, aux volumes gigantesques de données collectées ou générées par les services publics ou les entreprises privées d'utilité publique. Il est rare que le concept d'accès soit évoqué dans le monde marchand (sinon à propos de l'accès payant par l'utilisateur ou payé par la collectivité). L'Open source montre que beaucoup de gens sont déjà mentalement hors du circuit marchand et mettent à disposition des outils, des productions sans contreparties, sans calcul de valeur. Pas étonnant aussi que ce soit une technologie nouvelle qui suscite des comportements nouveaux quand tant de pratiques anciennes freinent l'acceptation d'une société sans argent...

Mais l'Open-data est aussi une banque de données capable de lister les expériences vécues ailleurs, les meilleurs moyens de limiter les risques, d'organiser les réparations en mutualisant les savoirs, les ressources, les bonnes volontés en temps réel. Il est donc essentiel de surveiller de près l'évolution du numérique, *"à même d'amener des innovations de rupture qui bousculeraient notre écosystème marchand"* nous disent les informaticiens...

Innovations dans le cadre, innovations à la marge, innovations de rupture, c'est là que se situent les choix à faire avant qu'il ne soit trop tard. Dans le cadre, l'innovation renforce le capitalisme néolibéral et ses impasses ; à la marge, elle rend le système supportable ; en rupture, elle af-

faiblit le système et hâtent sa chute. Tout reste à faire pour que l'argent disparaisse. Il faudra alors se souvenir que l'open source, créée avec les meilleures intentions du monde, a très vite été dévoyée et a permis à d'autres d'engranger des milliards de plus-value.

Au niveau scientifique, les banques de données se sont avérées incontournables, efficaces et prometteuses. Pour ne prendre qu'un exemple, celui de la gestion des forêts : dès 2014, il s'est mis en place un suivi en temps réel de l'état des forêts. Sous l'appellation *Global Forest Watch* un outil a permis le stockage et le traitement de centaines de millions de photos satellites à haute résolution. Quiconque recherche aujourd'hui une certaine espèce d'arbre particulière peut se référer à cette banque de donnée et tout savoir, quantitativement et qualitativement. Le même outil peut être adapté à un contexte post-monnaire pour créer des liens automatisés avec d'autres données (météorologie, écosystèmes, activités du bois et de la forêt...), ou nous entraîner dans la course en avant totalement folle du technicisme.

Certains chercheurs ont osé le terme de *bassin d'informations* en remplacement de celui de banque de données, et cette idée s'est imposée depuis quelques années dans les milieux post-monétaristes. Un bassin, on y puise, on y plonge, on y nage, on le remplit quand l'opportunité se présente, quand il pleut ou qu'un tuyau d'eau est à portée de main. L'image est plus attractive que celle de l'ancienne banque avec ses coffres forts, ses portes sécurisées et ses vigiles. et la métaphore du bassin est celle qui se rapproche le mieux du concept d'accès...

Reste à traiter l'aspect écologique du système lui-même : A l'échelle mondiale, les banques de données actuelles engloutissent l'équivalent de 30 centrales nucléaires, produisent 2% des émissions de CO₂. Leur principal problème est celui de la climatisation. Mais des réponses sont possibles : en Seine et Marne, un center data alimente en chaleur le centre aquatique de Val d'Europe et une pépinière d'entreprise de 1 400m² et prévoit de chauffer 100 000 m² de bureaux. En fait, le problème écologique est lui aussi économique et, hors système monétaire, les solutions existent pour limiter la consommation, pour récupérer l'énergie produite, pour remplacer les matières premières rares, etc. Le même outil, selon qu'il est conçu dans le cadre des profits monétaires ou dans le cadre amonétaire, ne remplit plus la même fonction et n'a plus le même impact environnemental.

L'organisation de l'accès est possible depuis que le numérique nous permet de croiser en une fraction de seconde des milliards de données pour en tirer les informations nécessaires. Au lieu de rechercher le profit comme nos banques actuelles, les bassins d'informations seront conçues pour lister les biens de consommations et services disponibles, les modes d'accès en fonction de la demande, l'usage recommandé, abondant ou limité. Plus rien n'empêche d'intégrer cet énorme stock de données dans un système de blockchain ou d'holochain pour en limiter besoins énergétiques et les risques de pertes. Nous savons parfaitement concevoir des logiciels libres et agiles et les mettre au service de tous. Wikipédia en est un bel exemple (voir article Wikipédia).

Banquier : A la fois bouc émissaire chargé de tous nos maux, et privilégié que tout le monde envie, les banquiers, les financiers, les milliardaires ont été symbolisés par le 1% mythique, stigmatisé par Occupy-Street. Partant de l'adage stupide, "*l'argent est neutre contrairement aux mains qui le détiennent*", nos contemporains ne cessent de fustiger le riche, le banquier, le financier, quand c'est la richesse, la finance et la banque qu'il faut éradiquer. Le propos n'est pas de défendre ces gens-là, mais de ne pas se tromper de cible. Si certains usent et abusent de privilèges, c'est d'abord parce qu'il y a des privilèges... Si certains trichent, escroquent, détournent de l'argent public, c'est d'abord parce que tout cela est facilité par l'argent...

Refuser de voir ce qu'implique un système, une organisation sociale, c'est être responsable de ces implications. Un banquier n'est pas plus responsable du système que celui qui place ses petites économies sur un livret pour gagner un dérisoire pourcentage. Un industriel qui pollue pour économiser le coût de la protection environnementale n'est pas plus responsable de la dégradation de l'environnement que celui qui achète un plat cuisiné industriel pour s'éviter de faire la cuisine. L'ensemble de ces petites ou grandes compromissions rendent le système irréformable. Et la seule issue pour réguler toutes les dérives qui en découlent est de changer le système par un autre système qui rende les gens responsables et la mise en acte de toutes ces dérives impossibles et surtout inintéressantes.

Les analystes n'ont pas attendu les théories de la désargence pour critiquer les banquiers. Voltaire disait d'eux : *« Si vous voyez un banquier se jeter par la fenêtre, sautez derrière lui : vous pouvez être sûr qu'il y a quelque profit à prendre ! »* Et Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque

d'Angleterre de 1928 à 1941, réputé deuxième fortune d'Angleterre à cette époque, écrivait cyniquement : *«Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque, conçue dans l'iniquité, est née dans le péché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent, et en un tour de mains, ils créeront assez d'argent pour la racheter. Ôtez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la miennne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage, laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits.»* Ce texte, écrit peu avant la deuxième guerre mondiale était pré-monoitoire. Pourtant personne n'y a prêté la moindre attention, ni les banquiers qui à tout moment pourraient tout perdre, ni leurs clients inconscients de devoir payer les frais de leur esclavage !

Quelques militants ont cherché à se dégager de la "dictature du banquier". L'expérience est intéressante mais réservée aux héros de la contestation. On oublie vite que la vie est impossible sans la banque. Le paiement en espèce est strictement limité à 1000€. Cela signifie que celui qui refuse l'intermédiaire bancaire ne peut rien acheter qui dépasse cette somme (voiture, électroménager, maison...). Il ne peut recevoir de salaire, le mandat cash ordinaire ayant été supprimé en 2017 et étant strictement interdit pour toute transaction professionnelle. Il ne reste que la solution du mandat Western Union dont le coût est nettement plus élevé. Les prestations sociales (remboursement des soins, allocations familiales, RSA, AAH, etc.), exigent l'ouverture d'un compte bancaire ou postal. Passer un permis de conduire, s'inscrire dans une université, et payer des cotisations de retraite, mutuelle, assurance demande des démarches et des astuces incroyablement complexes sans adresse bancaire. Ne plus avoir aucun argent en banque est donc une opération pratiquement impossible, même si l'on dispose de revenus suffisants. Même en produisant soi-même sa nourriture, son énergie, en fabriquant l'essentiel de ce qui nous est nécessaire, une administration finira par nous coincer et nous rendre la vie impossible.

La suppression du cash dont rêvent des personnages aussi importants que Christine Lagarde, directrice de la BCE, mettra le point final à ce rêve d'autonomie. Et a bien y réfléchir, force est d'admettre que la carotte du carnet de chèques, de la carte bancaire, du distributeur de billets, du

commerce en ligne et des virements automatiques nous a mis dans une posture de dépendance totale vis à vis de notre banquier. Et ne cherchons plus de banque éthique, de comptes dépôts alternatifs qui puissent nous libérer un minimum. Tous sont adossés à des banques classiques et cela revient au même. Nous sommes cuits, et cela devrait nous servir dans la résistance des prochains moyens d'aliénations qui se mettent peu à peu en place, comme le passeport vaccinal que nous offre le virus du Covid ! Cela devrait aussi nous inciter à réfléchir plus sérieusement à une société post-monnaire, seule véritable option qui puisse encore garantir nos libertés fondamentales...

Bar-tabac : Les cafés, bars-tabacs et brasseries sont des institutions de notre modernité. Lieux de rencontres et de détente, ils sont nombreux, y compris quand une crise financière réduit considérablement le pouvoir d'achat des consommateurs. Le nombre de consommations peut diminuer, mais pas le temps que l'on y passe. Chacun peut trouver un établissement à son goût : café bourgeois ou populaire, avec ou sans jeux, associé ou pas à une restauration, avec ou sans terrasse, avec option musique, littérature, politique ou sport... Le café que l'on fréquente en dit long sur qui on est.

Durant la crise sanitaire de la Covid, les cafés ont été fermés, plusieurs mois et durant plusieurs confinements. Les conséquences psycho-sociales de ces fermetures inconsidérées n'ont pas encore été évaluées mais il y a fort à parier qu'elles auront été plus meurtrières que le virus lui-même. C'est peut être l'occasion de réfléchir à la façon de transformer un "commerce" aussi crucial, en lieu tout aussi essentiel mais sans profits financiers. J'aime imaginer que les anciens "clients" réclameraient leur réouverture pour le seul plaisir d'avoir un lieu où se retrouver comme avant. Nombre de patrons et de serveurs, ne sachant rien faire d'autre que le métier qu'ils ont appris, tourneraient en rond, désœuvrés. D'un commun accord, et avec promesse de se débrouiller "entre nous" pour faire tourner l'établissement, les bars relèveraient leur rideau de fer, les serveurs se réinstalleraient derrière leurs comptoirs et les habitués s'assoiraient à leur table favorite...

Les Grecs disent que le café est à la fois le Parlement (on y refait le monde quotidiennement) et le Cabinet médical (les gens se parlent, se racontent, se conseillent, s'entraident). L'idée n'est pas neuve et les Grecs ont tous un jour ou l'autre visité l'un des nombreux sites archéologiques où les anciens avaient regroupé le sport, la culture, la religion, le soin, les bains,

l'agora, les conseils d'une Pythie, en un même lieu, pour une prise en charge "holistique" des humains. Tout y était dispensé sans condition, excepté le temple qui recevait des dons destinés aux Dieux. Il n'est pas impossible qu'un jour, les humains redécouvrent les bienfaits d'une société sans échanges marchands et ouvrant l'accès à tous les besoins nécessaires aux corps, aux esprits, aux âmes..., et aux bars tabacs !

Basculement : Tous les systèmes inventés par l'homme et qui perdurent un tant soit peu, naissent d'une idée souvent géniale et séduisante, se développent au motif qu'ils apportent des avantages matériels ou spirituels évidents, se généralisent tant que les avantages sont supérieurs aux inconvénients qui peu à peu apparaissent. Ils stagnent longtemps sur un point de bascule où l'on se demande si le jeu vaut la chandelle, puis les inconvénients finissent par dépasser les bénéfiques et le système est remis en question, et d'autres idées géniales, généreuses, séduisantes, émergent. Les uns résistent au changement, les autres militent pour le changement, jusqu'à ce que l'évidence soit partagée par le plus grand nombre et que la planche posée sur le point de bascule change de côté, passe de l'ancien au moderne. Il en a été ainsi pour l'esclavage, pour la liberté de conscience, pour la peine de mort, pour l'égalité des sexes, mais aussi pour nombre de pratiques scientifiques, médicales, éducatives, sociales, etc.

Ces basculements ne sont pas la fin du monde mais la fin d'un monde. Les pessimistes qui parlaient de décadence en sont pour leurs frais, les optimistes qui croyaient pouvoir conserver l'ancien monde aussi. Souvent, les militants qui auront cru à un autre champ des possibles, qui auront proposé des utopies, seront tout aussi déçus car personne ne sait à l'avance quand, comment, vers quoi le basculement va concrètement s'opérer. Et quand il s'agit d'une civilisation, c'est-à-dire d'un ensemble complexe de systèmes complexes, leur naissance, leur croissance, leur déclin et leur mort restent imprévisibles. Ce n'est qu'a posteriori que les bonnes analyses sont faites. La seule chose qui soit commune à tous les basculements vers un autre système ou une autre civilisation, c'est qu'il y a eu une suite et non une fin. Parfois le remplaçant est jugé moins civilisé que le précédent (les barbares remplaçant l'empire romain), il paraît plus sauvage (génocide des Amérindiens par les Conquistadors), mais il est là et l'humanité fait avec.

La découverte du feu, le passage des chasseurs-cueilleurs à l'agriculture, l'industrialisation, l'irruption du numérique, voilà bien quelques ré-

volution qui ont radicalement modifié la civilisation. Le passage de la féodalité à la royauté absolue et centralisée, puis du Roi divin à la République dite démocratique, représentent des étapes importantes dans cette évolution naturelle des civilisations. Comment croire alors à la fin de l'Histoire ?

S'il nous restait quelques rêves d'éternité, l'annonce de crises, tout à la fois politiques, économiques, environnementales, énergétiques, est là pour nous rappeler notre finitude en tant que système complexe. Pour certains, la mondialisation serait l'étape suprême de notre évolution. Ils la croient inévitable et souhaitable. D'autres souhaitent une société non marchande, sans argent ni troc ni échanges. Tout est possible, y compris la disparition de l'humanité en tant qu'espèce vivante. Nous en sommes même à un point tel que l'aménagement du cadre actuel n'est plus possible et qu'il n'y a pas d'autre ressource que de rebâtir une autre demeure, sur d'autres bases et d'autres objectifs.

Ce n'est ni une catastrophe, ni la certitude d'un immense chaos. Juste une inconnue dont il faudra tirer les plans avant que tout s'écroule ou dans l'urgence de la débâcle. Juste un basculement plus ou moins rapide vers un autre système social, mais tout de même un basculement, n'en déplaise à ceux qui rêvent de transition...

Bastille : Le 14 juillet 1789, le peuple français prenait d'assaut la Bastille, cette prison royale devenue symbole de la tyrannie. L'événement n'a eu aucune incidence politique, mais un immense retentissement symbolique en France, en Europe et jusqu'en Russie. Il y eut une centaine de morts parmi les manifestants et six parmi les assiégés (suisses et allemands), dont le gouverneur De Launay.

Dès 1791, la fête du 14 juillet est devenue la commémoration de la prise de la Bastille, puis en 1880, la fête nationale française. Mais l'intention du pouvoir a été de commémorer la fête de la Fédération, organisée pour la première fois le 14 juillet 1790. Le Roi y prêta serment dans une ambiance de réconciliation nationale, totalement fabriquée par la bourgeoisie pour évincer la plèbe, lui ôter toute velléité de pouvoir.

Le 6 juillet 1880, la III^e république opte pour fête nationale le 14 juillet, autant pour célébrer la chute de la monarchie que l'union nationale de 1790. Mais le texte de loi ne le précise pas : « *La République adopte le 14 juillet comme jour de fête nationale annuelle* ». Depuis, nous fêtons la prise de la Bastille chaque année dans une fête qui a été conçue pour ho-

nerer la fête de la Fédération, une grande mascarade politique d'union nationale propre à faire oublier les révoltes populaires qui grondaient un peu partout. C'est donc la mise à l'écart du peuple et la victoire de la bourgeoisie qui est fêtée en France chaque année sous couvert de patriotisme. La notion de "peuple" est là pour dénier toute part à la plèbe, y compris quand elle est maniée par des populistes se voulant révolutionnaires. Quand la plèbe veut exister, c'est l'écrasement au nom du peuple : Thiers, chef du pouvoir exécutif de la Troisième République naissante, avait ainsi toute "légitimité" pour massacrer le Paris communard. Macron et son préfet Lallemand ont écrasé les Gilets jaunes dans le même esprit...

La légende démocratique s'est construite sur un malentendu, si savamment orchestré par le pouvoir qu'il fonctionne encore aujourd'hui et que le peuple se croit en démocratie. La dérive sécuritaire qui, depuis 2005, grignote ce qui pourrait s'assimiler à la démocratie (partage des ressources, égalité devant la loi, droit d'expression, etc.), les violences ayant émaillé le mouvement des gilets jaunes (gaz lacrymogènes et grenades de désencerclement) et la période de la crise Covid (celle-ci à bas bruit), n'ont même pas réussi à démolir ce mythe démocratique. Il est vraisemblable que seule une sortie de la dictature de l'argent et de l'échange marchand permettra de faire comprendre à la plèbe qu'il n'y a pas de démocratie qui ne soit directe !

Si le système marchand s'effondrait et que nous ayons l'opportunité de passer à une Société de l'Accès, il serait impératif de se trouver un symbole aussi fort que la Bastille, que Gavroche pour la Commune. Parmi les symboles modernes qui se sont avérés efficaces, on peut citer le masque des Anonymous et les ronds-points remplis de gilets fluo des Gilets Jaunes. Ce qui permet une révolution, c'est une situation explosive, un événement déclencheur, un récit qui donne envie de changer le monde et un symbole. La situation actuelle est explosive, l'élément déclencheur, qui par essence est imprévisible, pourrait bien être la prochaine crise financière mondiale, les récits existent mais sont encore disparates et ne font pas encore l'unanimité, le symbole reste à trouver...

Bénévolat : Activité non rémunérée (vient du latin *bonne volonté*). Généralement, les bénévoles travaillent pour des associations, des ONG (Organisations Non Gouvernementales) ou pour des collectivités locales, dans le seul but de se sentir utiles. Il faut dire qu'à l'opposé, les activités rémunérées sont si souvent inutiles et fragmentées, si déshumanisées que le bé-

névolat apparaît comme une soupape de sécurité. Un Français sur quatre donne ainsi du temps pour permettre l'existence d'une activité sportive, culturelle ou sociale. Plus de 1,2 millions d'associations ont été déclarées en préfecture en 2019. Les seules obligations de ces associations dites *Loi de 1901*, sont de ne pas faire de profits, de se déclarer en préfecture, de nommer un président, un trésorier et un secrétaire, et de réunir une assemblée générale par an.

Lorsque l'argent disparaîtra (et dans son sillage les préfectures), les associations subsisteront, mais le mot de *bénévolat* aura disparu puisque toute activité deviendra bénévole. Ces millions de citoyens coutumiers de l'engagement sans contrepartie seront le terreau de l'organisation des sociétés a-monétaires. Ils continueront à fonctionner dans leurs domaines propres, avec le sentiment, enfin, de ne plus perdre de temps dans des travaux imposés et souvent déprimants. Ces ex-bénévoles sauront rapidement faire sauter le préjugé qui avait été soigneusement inculqué dans les esprits, celui d'un professionnalisme efficace s'opposant à l'amateurisme des volontaires.

Tout naturellement, le principe de l'activité, aujourd'hui dite de loisirs, s'adaptera aux nécessités du soin, de l'éducation, du dépannage. Et là, plus question de se voir imposer un temps pour chaque acte, y compris la toilette d'une vieille dame dépendante, de se voir menacer de licenciement en cas de dépassement du temps imparti. Si aujourd'hui on laissait les gens gérer les EPHAD à leur guise, tout en leur assurant par ailleurs une vie décente, nos vieux ne seraient plus des "seniors infantilisés", mais des valeurs à protéger, des mémoires à préserver.

On aurait dû s'en rendre compte bien plus tôt. En 2013 déjà, alors que la Grèce subissait l'austérité la plus sévère que l'on ait connu en temps de paix, un petit groupe de médecins et de pharmaciens proposaient des soins gratuits pour aider ceux qui n'avaient plus aucun accès aux soins, soit plus de 400 familles dans la petite ville de Katerini.¹ Le manque de médicaments était leur plus grand obstacle. En un après-midi, une équipe d'informaticiens mit en place un logiciel de gestion des médicaments : *«C'est une insulte pour le ministère de la santé : une équipe de bénévoles est arrivée à mettre en place un dispositif qui a permis de résoudre un problème qui touchait les hôpitaux depuis des années. Car, nous*

1 Ville de 56 000 habitants, au sud de Thessalonique, entre le mont Olympe et le golfe Thermaïque.

savions tous que leurs entrepôts étaient pleins de médicaments dont personne ne disait qu'ils étaient-là et qui, finalement, expiraient avant qu'on en achète de nouveaux» affirmait le programmeur Ilias Tsolakidis, créateur de cette infrastructure. Ce qui s'est fait à Katérini par quelques jeunes informaticiens pourrait être rapidement reproduit ailleurs et dans bien des domaines, dès que l'argent aura cessé d'exister et d'être un obstacle au bien-être des populations...

Bénévoleurs : Néologisme inventé par Patrick Viveret¹ à propos du "don-marchandise" encouragé par l'État qui n'assume plus ses fonctions. Il fait référence aux diverses fondations, contre le cancer, la myopathie..., aux particuliers via les téléthons, les sidactions et les banques alimentaires... L'État pousse l'absurdité jusqu'à défiscaliser ces dons : par manque d'argent, il réduit les impôts censés lui donner de l'argent... Étonnant, non ?

Pour que nous ne prenions pas trop vite conscience de ce "cas d'école", l'État habille le don des bénévoles de jolies expressions, comme "l'économie du partage" pour cacher qu'il ne partage rien, comme la "sociabilité active" pour camoufler ses propres dénis de solidarité. L'État *bénévoleur* autant que les *bénévolés* y trouvent leur compte dans une dépendance symbiotique, perverse collectivement, mais rassurante individuellement. Les donateurs autant que les organisateurs des dons sont toujours qualifiés de généreux. Et les Institutions qui ont créé les problèmes nécessitant les dons ne s'y trompent pas quand elles décernent un prix Nobel, des légions d'honneur et des subventions...

En revanche, ceux qui prônent une réelle gratuité, un accès sans condition à la santé, à l'éducation, aux biens indispensables sont vigoureusement condamnés pour utopisme... Étonnant, non ?

Besoins : Dès que l'on parle d'abolir l'argent, la question des besoins occupe l'espace du débat. Nos besoins sont actuellement définis, orientés, limités par l'argent. Avant même de donner au mot un sens précis, de le différencier de quantités de synonymes ou d'approximations (désir, envie, appétit, exigence, nécessité, pulsion...) la gratuité déclenche des avalanches de questions, préventions, objections. On s'acharne à décliner les différents

1 Patrick Viveret, philosophe et essayiste altermondialiste, maître honoraire à la Cour des Comptes,

besoins primaires ou secondaires, physiologiques ou psychiques, besoin de s'accomplir, besoin d'estime, d'appartenance ou de sécurité... Merci Monsieur Maslow¹, vous avez bien brouillé les cartes !

Il faut bien reconnaître qu'une abolition de l'échange marchand nous contraindrait à repenser sérieusement notre rapport aux choses, nos comportements d'acquisition et d'accumulation, nos modes de partage, de transmission. Il est évident que le passage de l'achat à l'accès, du payant au gratuit, induirait d'autres habitudes, d'autres réflexes, et qu'il est impossible de penser ce qu'il adviendrait sans argent de notre expérience d'un monde monétisé. Si une gratuité est limitée à une journée particulière, la ruée vers les produits provoque des drames (voir la ruée dans les supermarchés que nous avons pu observer à l'annonce d'une forte réduction sur des pots d'une pâte chocolatée à tartiner²). A l'inverse, une gratuité permanente peut tout autant nous conduire vers la procrastination. Pourquoi prendre aujourd'hui ce que je peux aussi bien prendre demain ?

L'abolition de l'argent rend immédiatement obsolète toute publicité. Cette besogneuse fabrique du besoin a fini par nous en créer des quantités qui sans elle n'aurait jamais existé. Sans publicité, qui serait hanté par l'impérieux besoin d'un SUV³ coûteux, encombrant et inadapté à la plupart de nos besoins réels ? Qui trouverait intelligent d'investir dix ou vingt euros dans un "jeu de grattage" promettant une chance sur quelques milliards de gagner le gros lot ? Hors d'un système marchand, les besoins vont automatiquement nous poser la question de l'utilité, de la rentabilité, de la décence par rapport aux autres, du coût que ces besoins représentent pour la collectivité et l'environnement. C'est le début de la compréhension qu'un besoin non physiologique, et a fortiori un désir, une envie, peut se différer en fonction de ce qu'il implique, se sublimer quand les enjeux sont trop graves.

Arnaud Prêtre⁴ écrivait en 2007 : *Si nous considérons la publicité dans un sens très large (...) nous serions exposés à pas moins de 15 000 sti-*

-
- 1 Abraham Maslow, 1908-1970, psychologue américain connu pour sa pyramide des besoins humains.
 - 2 Le 26 janvier 2018, le groupe Intermarché annonce une promotion sur le Nutella à moins 70% (1,41€ au lieu de 4,70€). Il a fallu faire intervenir la gendarmerie pour éviter qu'il y ait des bagarres et des blessés !
 - 3 SUV : Sport Utility Vehicle, citadines déguisées en gros 4x4.
 - 4 Arnaud Prêtre, chercheur en neuromarketing à l'Université catholique de Lille.

muli commerciaux par jour et par personne. Depuis, avec l'explosion du smartphone, des panneaux publicitaires numériques, des réseaux sociaux, ce chiffre doit être sous-estimé. On peut donc imaginer qu'un enfant soumis, depuis la naissance, à un tel matraquage risque fort d'être incapable de différencier ses besoins, de sublimer ses désirs une fois arrivé à l'âge adulte. L'éducation parentale va certainement peiner à compenser cette influence. Il est donc possible que la fin de ce matraquage changerait considérablement la perception de nos besoins et désirs en une génération, voire en quelques semaines seulement.

Il restera cependant les habitudes prises sur le long terme et qui conditionnent fortement nos modes de vie. L'Américain moyen aura plus de mal à se démettre du superflu que le Soudanais qui a toujours manqué de l'essentiel. Quand il s'agit d'habitudes alimentaires (alimentation carnée, régularité des repas, qualité gustative...), du confort technologique (accès illimité à l'eau courante et à l'énergie, robots ménagers, déplacements faciles et fréquents...), de loisirs culturels (spectacles, livres, concerts...), les retours en arrière risquent d'être douloureux pour ceux qui n'ont connu que le confort et l'abondance...

Mais les circonstances alliées à l'idéologie produisent de curieuses conversions : des habitués de voyages lointains qui découvrent les joies du cause cévenol, des accros du foie gras qui deviennent végans, des ingénieurs ou traders qui se convertissent en maraîchers bio. Ce mouvement est profond et en pleine expansion. Il n'est pas fou de penser que les accros de la consommation finissent par être totalement ridicules.

Dans les dictionnaires, le besoin est toujours assorti du manque. On peut cependant avoir besoin de quelque chose, avec ou sans désir, avec ou sans nécessité. Dans les sociétés monétaires, le manque est indispensable à la création d'un marché et la notion de besoin a pris une place considérable. Créer un besoin assorti du manque revient à créer un marché, et ce principe a été poussé jusqu'à l'absurde. Un enfant sait très bien jouer avec une bille de terre ou des noyaux d'abricots. Un vrai gâchis dans le monde marchand ! On a donc créé des billes de verre de multiples tailles, couleurs, fonctions. Des bureaux d'études ont planché sur la création de jeux réputés éducatifs et sur la rédaction de petits livrets à l'intention des maîtres d'écoles. Des sites internet ont été créés spécialement à l'intention des enfants. Des "tutos" ont été produits pour démontrer aux enseignants le pouvoir pédagogique des billes. Les cours de récréation se sont vite transformées en véritable marché,

avec ses règles propres, ses trafics, ses marqueurs sociaux... Et le prix des billes a flambé, dans des proportions de un à cent. Cette guerre de pouvoir et de possession a duré plus d'une année, jusqu'à ce que des toupies, spécialement conçues pour "*favoriser la concentration des enfants*", évincent le marché de la bille.

On a bien sûr hiérarchisé les besoins en fondamentaux (respirer, boire, manger, communiquer avec ses semblables...), besoins secondaires (protection, sécurité, stabilité...), et ainsi de suite jusqu'au besoin de *se réaliser* ou d'avoir *une Rolex avant 50 ans* !¹ Si nul ne conteste les besoins fondamentaux qui, normalement, n'auraient dû être refusés à personne, au-delà, la distinction entre désir et besoin est bien plus floue. Cette question agite toujours les débats sur l'abolition de l'argent.

Si l'argent crée la pénurie, passé les premiers mois d'adaptation, l'abolition de l'argent saurait ramener l'abondance. De ce fait, la notion de besoins tomberait peu à peu en désuétude au profit des désirs. Le besoin devra être en revanche l'objet de beaucoup d'attention éducative au sujet des enfants. Actuellement, les enfants sont constamment sollicités par la publicité les poussant à confondre désir et besoin. Tout objet désirable leur est présenté comme un besoin, toute privation de l'objet comme une castration insupportable. Les générations qui, dès la toute petite enfance, ont subi ce formatage auquel aucun adulte n'a osé s'opposer, auront du mal à se départir de cette posture toute puissante et ego-centrée. C'est pour cela que tous les secteurs éducatifs devront prendre tant de soins à repenser les stratégies, les pédagogies, les thérapies sur ce sujet.

Bétonnage : L'artificialisation des terres a pris des proportions inquiétantes dès le début du XX^e siècle. En moyenne sur 10 ans, 55.000 hectares sont rongés chaque année sur les espaces naturels ou agricoles français. Cela représente presque un département tous les onze ans !

Une des première choses possibles si l'argent devenait obsolète serait de récupérer les terres agricoles qui ont été sacrifiées au bénéfice des routes, des parkings, des centres commerciaux, etc. Mais comment arracher des tonnes de bétons et d'asphalte, que faire de ces déchets, comment revaloriser une terre n'ayant pas vu la lumière du jour depuis des

1 Allusion au publiciste Jacques Séguéla qui déclarait : "*Si a 50 ans on n'a pas une Rolex, c'est qu'on a raté sa vie*" !

décennies ?... Certains pensent qu'il suffira de laisser faire la nature : une route non entretenue sera vite envahie par les plantes qui se chargeront d'utiliser la moindre faille pour défoncer le goudron et le recouvrir d'humus... L'héritage des milliers d'hectares de terre arrachés à l'agriculture au profit de l'économie libérale, est un cadeau pour le moins empoisonné offert aux générations à venir.

L'urgence étant de nourrir la population sans l'agriculture productiviste, sans les grands circuits de transformation et de distribution, c'est localement et par un lent grignotage des espaces artificiels que des solutions seront trouvées. En attendant, le gouvernement français fait mine d'avoir compris le problème. Il a même créé un *Observatoire de l'artificialisation des sols* et un site dédié¹. Il montre un beau schéma prouvant qu'entre 2009 et 2019, la consommation d'espaces naturels n'a cessé de diminuer. Dans le même temps, ce même gouvernement multiplie les "grands chantiers inutiles et imposés", les tracés d'autoroutes, les aéroports destinés au tourisme, des parcs d'attractions, des parkings, des centres commerciaux. Deux discours, un pour les écologistes, un autre pour les financiers et les industriels du BTP...

Entre les intérêts financiers et la protection des milieux naturels, les gouvernements ont toujours choisi dans le même sens et il en sera ainsi, quoique les peuples en pensent, "quoi qu'il en coûte" comme dit Macron. Les hommes ne sont pas en cause, le système oui. Par système nous entendons bien sûr l'argent et l'échange marchand, ce que les communistes préfèrent nommer Le Capital. Ce qui nous différencie du communisme, c'est que nous ne pensons pas que Le Capital, l'argent, l'échange marchand puissent se moraliser, mais seulement s'abolir. Il n'y a pas plus d'alternative qu'au sujet de la peine de mort : on accepte de tuer pour protéger la société ou on s'y refuse. Tuer proprement, comme le pensait le bon docteur Guillotin (1738-1814), n'a servi qu'à dédouaner le bourreau au dépend de la machine. Pour sa punition, Guillotin n'a jamais pu empêcher que cette invention barbare lui soit attribuée, alors qu'il n'avait fait que d'en défendre le principe lors de la loi du 6 octobre 1791 !

1 <https://artificialisation.biodiversitetousvivants.fr/> site gouvernemental prônant l'objectif ZAN, "Zéro Artificialisation Nette".

Bidonville : Les photos anciennes des bidonvilles aux abords des grandes métropoles du monde (y compris dans les pays dits développés) sont désormais célèbres. Mais on sait moins comment ils ont pu être si longtemps tolérés et encore moins comment ils le sont encore. Les États eux-mêmes qui se disent garants du bien-être de leurs citoyens s'en accommodent fort bien. En France, l'administration a même appelé les habitants de ces lieux infâmes des *accidentés de la conjoncture*. Accidentés voulait dire que le sous-prolétariat était exceptionnel, peu nombreux, de simples victimes des hasards de la *conjoncture* ! Cette terminologie permettait de se décharger de toute responsabilité, de cacher le fait qu'un bidonville est toujours le fait d'une société de consommation, fabriquant des pauvres à un rythme effréné, excluant quiconque n'est pas dans le moule. Elle permettait aussi d'évacuer la responsabilité collective des sociétés qui fabriquaient cette exclusion et de la reporter sur l'individu qui n'avait pas fait l'effort de s'intégrer ou, au mieux, qui n'avait pas eu de chance, qui avait eu un accident de parcours. Nul n'est responsable d'un manque de chance !

Ces verrues urbaines restent une tache qu'il faut camoufler au mieux. Les bidonvilles sont généralement confinés dans les lieux les plus repoussants possibles (décharges, zones marécageuses et inhospitalières). En France, dans les années soixante-dix, la solution de camouflage adoptée a été de raser ces bidonvilles et de construire des HLM (Habitations à Loyer Modéré), de subventionner les locations pour que nul ne puisse arguer d'un manque d'argent pour être relogé. Le résultat fut pire : des bidonvilles en hauteur dans lesquels les activités traditionnelles (récupération de chiffons, métaux, cartons ou bricolages divers...) y étaient impossibles. Ces bidonvilles déguisés en cités populaires ont été à l'origine des banlieues concentrationnaires, zones de non-droit, chronicisantes et cristallisant les difficultés, qui, jusqu'à la fin du système marchand poseront d'énormes problèmes qu'aucun plan gouvernemental (il y en a déjà eu des centaines...) n'a jamais réussi à résoudre.

Ce problème d'urbanisation, est typique des impasses créées par le système et qu'aucune réponse logique ne peut se résoudre dans ce cadre.

Biens : La notion de biens se décline sous de multiples formes. Les *biens privés*, les plus fréquents, sont considérés comme propriété absolue de ceux

qui les détiennent. Ils peuvent donc les vendre, les céder, les louer, en jouir ou les abandonner à leur guise. C'est ce que le droit qualifie d'*usus, fructus et abusus*. Si une personne a le besoin vital d'un bien qu'un autre détient sans en jouir d'une aucune façon, nul ne peut contraindre le propriétaire à le céder ou le vendre. Les biens privés sont censés être réglés par les "lois du marché", non par la justice ou le bon sens.

Les *biens publics*, propriété des États ou des collectivités locales, sont gérés par des administrations (services des eaux, des forêts, infrastructures....). Le temps du néolibéralisme est marqué par la privatisation forcée de ces biens publics.

Les *biens communs* qui étaient en vogue au Moyen Âge ont quasiment disparu avec l'industrialisation des sociétés. Mais cette notion est réapparue quand il s'est agi de préserver des ressources contre les accaparements sauvages du privé. Ces ressources jugées non rivales et non exclusives sont l'objet d'âpres luttes, certains, au nom du profit et de la liberté d'entreprendre, voulant les exploiter et en tirer du profit.

On peut remarquer que l'usage d'un bien est rarement mentionné, toujours supplanté par la seule propriété individuelle. Seule une abolition de la monnaie peut remettre les usages, et donc les usagers, au centre de l'organisation sociale.

Bien-être : Plus les conditions de vie en société se dégradent, plus l'avenir paraît sombre et incertain, plus le bien-être, le *buen-vivir*, l'épanouissement personnel, la réalisation de soi, l'équilibre intérieur, etc., sont des notions fréquemment évoquées. Les optimistes peuvent y voir l'expression d'une prise de conscience, d'une volonté de privilégier la qualité plutôt que la quantité. Les plus pessimistes y voient un réflexe de défense face à des agressions impossibles à maîtriser.

En septembre 2021, la revue Reporterre organisait un débat entre un représentant de Greenpeace, un d'ATTAC et un de la CGT, sur le thème d'une *transition écologiste créatrice d'emplois*. Le questionnement des journalistes était clairement annoncé : *Travailleurs ou écolos : faut-il choisir son camp ?* La justice sociale ou l'environnement paraissent donc deux ambitions contradictoires. Et en effet, lutter contre des usines polluantes, c'est risquer la mise au chômage de milliers de travailleurs, lutter contre le chômage, c'est accepter ce qui pollue. C'est du moins ainsi que souvent se présente le dilemme sur le terrain. C'est ce qui a motivé le

slogan *fin du mois, fin du monde, même combat*, les rares fois que les Gilets jaunes et les écolos se sont regroupés dans de mêmes manifestations.

Quand bien même les travailleurs seraient écolos et les écolos travailleurs, ils se divisent parfois sur l'urgence. C'est typique avec le nucléaire où les travailleurs sont souvent les mieux placés pour en voir les dangers sanitaires et environnementaux, mais savent très bien qu'une fermeture de leur centrale, c'est le chômage assuré, la quasi impossibilité de convertir leurs savoir-faire dans d'autres domaines.

Les écologistes se raccrochent à une bouée pour l'instant non démontrée que l'écologie est une source inépuisable d'emplois. Une exploitation de 100 hectares en conventionnel peut être gérée par un seul paysan quand 50 exploitations de deux hectares peuvent nécessiter 100 travailleurs. On peut faire le même calcul avec un simple ordinateur avec lequel un seul utilisateur réalise le travail de 100 secrétaires ou 100 comptables. C'est tout de même oublier un peu vite que la mutation qui s'est faite par la mécanisation de l'agriculture et la numérisation des emplois de bureau n'est pas un pur hasard. C'est le fruit d'une logique économique. Un salarié, c'est un coût qui limite le profit. Un simple maraîcher bio en fait vite le constat. S'il embauche, il finit par gagner moins que son employé, s'il n'embauche pas, il croule sous le travail et doit limiter sa production. Dans un cadre marchand, son seul choix est celui de la survie mécanisée ou de la faillite. Il se trouve dans la situation du fumeur obsessionnel qui n'a le choix qu'entre un cancer ordinaire ou un cancer bio s'il fume des cigarettes sans additifs ! Qui va financer les millions de travailleurs du "tout bio", qui va acheter les légumes produits, aussi sains et goûteux soient-ils ? Comment sauver à la fois les emplois et la planète dans un monde marchand ?

Bien sûr, il y aura toujours un exemple vertueux comme la défense de la papeterie Chapelle-Darblay en Seine Maritime¹. Un rapport de l'Assemblée Nationale a été largement partagé, y compris par la majorité gouvernementale, le Préfet du département, la mairie, la région soutenaient les travailleurs de l'usine, mais le gouvernement Macron (super champion

1 Voir article sur la convergence des luttes pour cette dernière usine française rachetée par un finlandais en 2019. Elle représente 350 000 tonnes de déchets papier traités, recyclés couplé avec une production d'électricité décarbonée, une station d'épuration pour les eaux usées. Un fleuron de "l'industrie de demain" disaient les 215 employés licenciés suite à un projet de délocalisation en Amérique latine.

du climat) freine toujours la reprise de l'usine. Logique ! Si une reprise finit par être possible, les 215 suppressions de postes seront toutefois maintenues. Entre l'écologie et la finance, il faut choisir, ce qui nous fait dire avec insistance qu'il n'y a pas d'issue dans le système, qu'il faut en changer au plus vite et passer du profit à l'accès...

Bigorneau : Un des gastéropodes marins à coquille spiralée le plus consommé. Invité chez un ami très fier de l'industrie qu'il dirige, mon hôte me présenta un plat de bigorneaux. Il venait de me parler de l'un de ses ingénieurs et crut bon de l'associer au bigorneau, «*aussi bon qu'il est con*» ! Je ne pouvais manquer à mon tour de faire quelques associations :

Le capitaine d'industrie se digère très mal, mais il très intelligent... Ce con de bigorneau fabrique une céramique cent fois plus performante que toutes les céramiques industrielles, une céramique dont on aurait bien besoin dans l'aéronautique, l'électronique, la mécanique de précision... Les laboratoires de la NASA travaillent depuis des années sur cette fameuse céramique du bigorneau, mais sans succès.

Ce con de bigorneau n'utilise que de l'eau, quelques algues, un peu d'énergie solaire. Mais le malin capitaine d'industrie utilise beaucoup d'électricité, des produits hautement toxiques, beaucoup d'argent pour faire moins bien.... Ce con de bigorneau n'a jamais pensé à breveter sa céramique, mais le génial capitaine d'industrie vous garantit l'exclusivité de ses produits... Ce con de bigorneau ne pollue même pas le rocher qu'il habite, mais le sympathique capitaine d'industrie est capable de vous présenter un alléchant Power Point sur son usine classée Seveso... Ce con de bigorneau ne ferait pas de mal à une moule, ne baise aucune morue, n'a pas la moindre sole dans son escarcelle, mais le bon capitaine d'industrie, se remplit les poches, sait tirer le meilleur profit des ressources humaines, préserve ses profits dans de nombreuses niches fiscales...

La Société de l'Accès, c'est celle du bigorneau, la société de l'argent, c'est celle du capitaine d'industrie. Votre société, à vous, celle que vous choisiriez, c'est laquelle ?...

Bio : (le ou la bio selon les écoles!). Le bio est une fantaisie pour Bobos, acceptable à la condition de rester marginale. C'est du moins ce que semblent dire nos élites commerçantes qui s'emparent du bio pour alimenter

quelques nouveaux rayons de supermarchés, pour créer des labels de qualité augmentant les plus-values, pour garantir une nourriture saine à la classe aisée. Mais le bio n'est pas une forme de production ordinaire. Il draine derrière lui une contestation du système productiviste qui deviendrait vite dangereuse si elle se généralisait. Or, le capitalisme sait parfaitement intégrer ce qui vient de la marge et veiller à ce que cela ne déborde pas du cadre qui lui est assigné. On voit de plus en plus d'articles qui remettent en cause le bio. Côté cour, les rayons bio des grandes surfaces augmentent de 10% par an, côté jardin, les grands cartels de l'agroalimentaire (Nestlé, Cargill...) rattachent les distributeurs du bio (Bjorg, Bonneterre...).

Le doute s'insinue donc à tout moment dans les esprits : cultiver en serre n'est-il pas antinomique avec le bio ? Du bio cultivé à partir de semences hybrides, n'est-ce pas produire un légume Monsanto ? Un citron bio importé d'Israël ou d'Afrique du Sud, est-ce bien raisonnable ? L'hypermarché bio n'est-il pas devenu le laboratoire du commerce du futur, se demande le président de Nature et Progrès ? Les lobbies industriels ne sont-ils pas en train de transformer les productions des petits acteurs du bio en un produit mondialisé ordinaire ? Les magasins bio ont-ils gardé "l'esprit bio" ou sont-ils devenus des commerçants comme les autres ?...

Quand on sait la puissance de Monsanto-Bayer, on peut légitimement s'inquiéter sur le devenir de l'agriculture biologique, du commerce bio. Sans résistance populaire, les petits se feront avaler, l'étiquetage sera impossible à décrypter, vingt labels différents sèmeront la confusion et à terme discréditeront le bio. La volonté de récupérer le marché du bio en le dénaturant sous un déguisement vert est évidente. Tout est fait pour que le vrai bio, avec des semences naturelles, sans aucun intrant chimique, en circuits courts, ne soit pas vraiment "durable" !

Cette notion de durable a peut-être été inventée par un écologiste mais, à l'évidence, elle a bien été récupérée par le néolibéralisme le plus sauvage, justement pour que l'idéal écologique ne dure pas. Il en est de même pour l'économie "solidaire", le commerce "équitable", l'énergie "verte", la démocratie "représentative" et tant d'autres notions oxymoriques ! Cet exemple de la guerre qui s'engage entre le bio issu du terroir et le bio issu de l'industrie montre bien toute la fragilité des solutions que l'on peut apporter aux maux dans le cadre qui nous est imposé par le système marchand. Le bio ne pourra être "durable", pérenne, et surtout s'imposer comme seule méthode de production humainement défendable, tant qu'il

faudra acheter, vendre, échanger, troquer, avec cet outil pervers sensé faciliter les transactions, l'argent.

Il serait temps que les agriculteurs, les éleveurs, les semenciers qui prônent l'authentique bio, réfléchissent à cette possibilité nouvelle que nous avons de nous passer de l'échange marchand pour aller vers un accès direct aux biens et services. D'une "désargence" dépend leur survie, la sauvegarde de leur idéal économique et social... Il est temps de réaliser qu'une écologie marchande est impossible, qu'une agriculture biologique ne peut résister aux lois du marché, que la nécessité de réaliser des profits financiers contraindra le plus vertueux à sacrifier la qualité, que l'usage de l'argent a le don d'hypothéquer toute relation humaine...

La production de nourriture bio est passée par plusieurs phases successives sous les coups de boutoir du capitalisme. Elle a d'abord été confinée dans *la case de l'archaïsme* : le bio refuse la technologie, s'appuie sur un savoir-faire ancestral désuet. Puis le bio est passé par *la case Bobos*, une mode pour bourgeois egocentrés et friqués : le bio est plus cher, pas plus garanti sur le plan de la santé, mais fait chic ! La case suivante a été celle de *l'encouragement verbal* sans reconnaissance pratique : vive le bio, tout le monde a droit au bio même les clients de supermarchés, applaudissons le maraîcher qui se reconvertit au bio, flattons le vin bio, mais surtout ne lui accordons aucune aide, aucune subvention pour ne pas nuire à la production conventionnelle. Il y eut ensuite la case *du bio-industriel* : si l'on suit les normes du bio, pourquoi ne pas faire des poulaillers de 50 000 volailles bio ? Voilà une rationalisation du bio qui devient intéressante. Voilà une innovation qui rentre dans les catégories capitalistes, une écologie compatible avec la croissance ! La dernière case est celle de *la norme* : puisque l'agro écologie s'est dotée d'un savoir scientifique, qu'elle prétend à une technologie high-tech respectueuse de la nature, elle peut enfin se normaliser, c'est-à-dire se noyer dans des tracasseries administratives sans fin, perdre son âme et son sens dans des cadres conventionnels. Les labels doivent se multiplier au point que nul ne puisse s'y retrouver, les pratiques s'industrialiser au point qu'elles perdent tout intérêt.

Dès 2017, une véritable stratégie de transferts de fonds s'est mise en place pour étouffer et dénaturer le bio. En un an, la quasi-totalité des organismes gérant le bio sont passés aux mains de l'agro-industrie, des chambres d'agriculture, des syndicats conservateurs, c'est-à-dire entre les mains de ceux qui combattent le bio depuis des années. Un agronome a ré-

comment déclaré : « *Il n'y a pas la volonté de sabrer le bio en tant que tel, il y a l'intention de le recycler dans le logiciel productiviste qui anime l'agriculture conventionnelle depuis 50 ans.* »

L'abolition de l'argent arrivera, sans crier gare, et permettra de relancer "l'esprit bio", d'autoriser les petites exploitations en polyculture, de privilégier le local. C'est surtout grâce à l'expérience que l'on réalisera à quel point l'écologie dans une société financiarisée relevait de l'oxymore, tout comme le socialisme, les droits de l'homme, la justice sociale, la paix dans le monde et autres catégories semblables, réduites au statut d'idéaux inatteignables tant que le moindre kopeck est en usage...

Biodiversité : La biodiversité désigne l'ensemble des espèces vivantes, végétales, animales, humaines, en termes de quantité, de préservation. Elle est de plus en plus citée avec le dérèglement climatique et la mondialisation qui risquent de la mettre sérieusement en danger. On sait maintenant qu'aucune espèce, pas même l'espèce humaine, ne peut survivre à la perte de sa diversité. Tous les niveaux d'organisation du vivant sont concernés, du gène à l'individu, de l'espèce à ses populations constitutives, et dans toutes les interactions au sein des écosystèmes. C'est le biologiste américain Edward O. Wilson qui a proposé le premier ce concept en 1984 dans son ouvrage *Biological diversity* et c'est le Sommet de la terre à Rio en 1992 qui l'a vulgarisé. C'est donc une notion étonnamment récente, compte tenu du long et lent processus qui l'a permise. Le biologiste français Jacques Blondel qui en a fait l'objet essentiel de ses travaux disait dans un article que « *la biodiversité n'est pas un luxe, mais une nécessité* ». Il est bon de le rappeler quand on entend des gens qui réclament des priorités pour l'espèce humaine par rapports aux espèces animales. Opposer un SDF à l'ours blanc, la lutte contre le chômage à la préservation des salamandres est au mieux une erreur scientifique.

Le nombre d'espèces vivantes actuellement recensées avoisine les deux millions sur un nombre total estimé à 100 millions selon certains. Si 90% des oiseaux ont été décrits, c'est le cas de 1% seulement des micro-organismes (virus, bactéries, archées...). Or, la disparition d'espèces de vertébrés a été multipliée par 100 depuis 1900, rythme qui n'a pas d'équivalent depuis la disparition des dinosaures. Les insectes ont payé un lourd tribut à notre modernité avec 41% des espèces en déclin. « *Cela se passe à une vitesse incroyable. Dans 100 ans, tous les insectes pourraient avoir disparu*

de la surface de notre planète» s'inquiète Francisco Sanchez-Bayo, biologiste de Sydney. Quand on connaît le rôle des insectes sur l'agriculture, sur les forêts, sur la terre arable, le pire est à craindre si nous persistons à nous croire "supérieurs" à toute autre espèce !

Comment lutter contre la perte de biodiversité quand l'agriculture, la pêche et tout ce qui fait le confort de notre environnement habituel est contraire à la préservation des espèces ? A part éradiquer toute notion et toute nécessité de profits financiers, on ne voit pas bien ce qui nous mettrait sur la bonne voie. Les pronostics des scientifiques nous renvoient habituellement à des échéances de plusieurs décennies, voire à la fin du siècle. Or, c'est dans les prochaines heures que nous aurons besoin de manger et boire, de consommer toutes sortes de produits, d'utiliser toutes sortes de machines. L'intérêt immédiat prime généralement sur le long terme et pire encore sur un temps dépassant notre espérance de vie. Alors les vertébrés, les insectes, les micro-organismes..., nous verront plus tard. Il est donc plus que jamais urgent de compenser cette propension naturelle à vivre dans le présent par une vision claire et attractive d'un autre monde possible, de préférence sans les profits financiers...

Biologie des sols : Ce petit secteur de la connaissance a suivi un étrange parcours. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'agriculteur n'avait qu'une connaissance expérimentale de la vie biologique des sols. On savait que telle terre était bonne pour le blé, telle autre pour la vigne, sans en avoir une réelle compréhension. Après la guerre, l'industrie s'est emparée de l'agriculture et la terre, jusque-là préservée, a été considérée comme un simple substrat, comme un support neutre et commode à exploiter. Les progrès de la chimie et de la biologie ont toutefois permis une connaissance des sols, mais toujours dans le sens d'une recherche d'une rentabilité maximum.

Parmi les professeurs et chercheurs en agronomie, la plupart ont fait preuve d'un étonnant mécanicisme. Tout problème devait avoir sa solution technique. On s'est mis à labourer le plus profond possible, avec des tracteurs de plus en plus puissants, à utiliser quantité de pesticides, de fongicides, d'engrais chimiques. On a remembré les terres afin de promouvoir des monocultures plus rentables que les traditionnelles rotations, plus faciles à travailler. Les quelques spécialistes de la biologie des sols ont été peu à peu remplacés par des chimistes au sein des écoles. Il a fallu

attendre la fin du XX^e siècle pour que quelques résistants soient enfin entendus et que leurs recherches biologiques soient prises au sérieux, tant par leurs collègues que par les cultivateurs. De ce fait, l'agro-industrie est responsable de sérieux dégâts. La plupart des sols sont compactés et stérilisés. Les intrants devenus indispensables grèvent le budget des exploitants avec pour résultat une qualité alimentaire déplorable...

Changer d'agriculture pour redonner vie à la terre que l'on exploite, c'est aussi changer de philosophie, de vision du monde, de la nature. C'est une autre façon de travailler, un autre modèle social. C'est aussi dérangeant que de se passer de l'outil monétaire. Il faudra donc attendre que les enjeux économiques disparaissent pour que l'agriculture dans son ensemble se transforme. La majorité des acteurs du secteur ne le feront pas à la suite d'une conversion personnelle, mais par obligation, quand l'argent ne sera plus là pour pervertir le système de production agricole, quand les lobbies de la chimie et de l'agroalimentaire se seront effondrés.

En France, l'agronome Marc Dufumier a été précurseur dans la découverte des subtilités de la biologie des sols, principalement en affirmant que *"l'objet de travail des agriculteurs n'était pas le sol, la plante, le troupeau mais un écosystème d'une incroyable complexité"*. L'enseignement agricole s'est longtemps cantonné à l'analyse chimique des sols et aux apports qui lui étaient nécessaires, sans prise en compte des interactions de tous les éléments du système. L'enseignant Dufumier parle d'un véritable combat pour réintroduire dans les cursus de formation, le rôle des vers de terre et des micro-organismes, les échanges entre la terre, la faune et la flore, les dégradations dramatiques de la chimie sur ces interactions. Pendant des années, il a crié dans le désert universitaire avant d'obtenir, en 2002, le droit de diriger une chaire *d'agriculture comparée et de développement agricole* à AgroParis Tech, jusqu'à sa retraite en 2011...

Biomasse : La biomasse, c'est la masse totale des organismes vivants sur la planète, végétaux, animaux, humains, bactéries, microbes. Cette biomasse dont nous faisons nous même partie est la source de notre alimentation (culture, élevage, pêche) et de notre énergie (par sa combustion ou sa décomposition). La survie de l'espèce humaine dépend de la qualité de cette biomasse et, dans l'indifférence la plus générale, nous sommes en train de la détruire. On a appris au début 2020 que dans la branche du vivant qui comportait le plus d'espèces et d'individus, la biomasse a diminué de 67% en

une décennie et que la moitié des points de basculement au-delà desquels aucun retour en arrière n'est possible, sont déjà atteints. C'est une catastrophe planétaire. L'astrophysicien Aurélien Barrau nous dit : « *Nous sommes en conflit nucléaire et nous affûtons nos lance-pierres... Les gens qui préfèrent sauver la vie plutôt qu'un point de croissance, passent pour des doux dingues.* » Il ajoute à propos des remèdes : « *L'essentiel de ce qui est proposé aujourd'hui relève de la bouffonnerie. Le problème n'est pas d'inventer une énergie propre : avec un bulldozer fonctionnant avec de l'énergie solaire, on peut raser la forêt amazonienne !* »

Les réalités économiques sont contractuelles (elles dépendent de nos décisions) alors que les réalités biologiques, physiques dont parle ici Aurélien Barrau sont non-contractuelles (elles nous sont données quoi que l'on fasse). Et très peu de gens prennent au sérieux les alertes régulièrement lancées par les scientifiques, à commencer par ceux qui détiennent le pouvoir. Pourquoi ? Pendant un temps, les décideurs ont fait semblant de ne pas savoir mais cela leur est devenu impossible. La réalité, c'est que personne ne souhaite renoncer à un peu de confort et aucun homme politique ne serait élu avec un programme de décroissance. Il n'y a aucun moyen de revenir à un état de nature qui d'ailleurs n'a jamais existé. L'homme, même celui qu'on dit naturel, est un animal dénaturé qui tend, jusqu'à présent, à s'émanciper de la nature. On ne peut qu'inventer autre chose, ce qui est extraordinairement difficile...

Biomimétisme : Cette science visant à s'inspirer de la nature a pris son essor au début du XXI^e siècle. Certes, l'ambition de faire aussi bien que la nature n'est pas moderne et Icare se fabriquant des ailes de plumes et de cire faisait déjà du biomimétisme. Mais ce n'est qu'à une époque récente que les scientifiques ont abandonné leurs pâles imitations pour se centrer sur les systèmes vivants. Une forêt, par exemple, est une unité de production d'une incroyable sophistication. Elle intègre différentes espèces (minérales, végétales et animales), elle produit une extraordinaire activité chimique (cycle du carbone, photosynthèse...), elle ne consomme que du renouvelable (énergie solaire et eau), le tout sans pollution, sans déchets, sans exclusion d'une espèce au profit d'une autre.

Ce modèle naturel est impossible à copier dans un contexte marchand, et la plupart s'en rendent compte. Mais c'est plus souvent pour nous dire qu'il faut être réaliste et faire avec ces contingences, les autres rêvant

d'un développement propre par plus de connaissances et de technologies. Le biomimétisme est défendu par Idriss Aberkane, un jeune chercheur contesté sur son CV comme sur ses démonstrations, mais très convaincant dans ses conférences. Si Aberkane ouvre d'intéressantes pistes de recherches et montre bien que la nature est de loin plus high-tech que l'humanité, il reste bien dans le moule capitaliste et productiviste. On ne sort pas de millénaires de conditionnement par magie mais par une lente intégration de principes aussi philosophiques que techniques... Aussi intéressantes que puissent être les recherches en biomimétisme, c'est un angle d'attaque un peu plus radical qu'il faut mettre en lumière plutôt que d'espérer s'en tirer une fois de plus comme on l'a fait avec l'invention de la machine à vapeur, de l'électricité et in fine du numérique...

Blockchain : Au début de ma réflexion sur un monde sans argent, je faisais souvent référence aux banques de données qui permettraient un partage de tous les savoirs entre tous, de donner à tout citoyen le moyen de trouver où est le service, l'information qui lui est nécessaire et comment y avoir accès. Régulièrement, je recevais la critique des écologistes qui, à juste titre, soulignaient l'énorme dépense énergétique d'une banque de données, celle de l'anarchiste qui, en référence à Big Brother, me mettait en garde contre le gestionnaire de la banque qui avait lui-même accès à toutes mes données et en obtenait un pouvoir infini. J'y répondais par l'argument fallacieux que dans une société sans argent, nul n'aurait intérêt à s'accaparer un tel pouvoir et que la dépense énergétique de la banque serait compensée par bien des économies dans d'autres domaines.

Mais depuis est apparue la blockchain. Elle a été inventée par un Japonais en 2008, en réaction à la crise financière qui faisait perdre toute confiance envers l'institution bancaire. Sous le pseudonyme de Satoshi Nakamoto, cet informaticien (toujours connu sous son seul pseudo) a programmé un système, en a fait un livre, et a lancé le bitcoin. Cette monnaie a selon lui l'avantage de passer outre un "intermédiaire de confiance" (une banque) pour effectuer des transactions de pair à pair en qui l'on sait pouvoir faire confiance. L'idée était juste sur le plan informatique, absurde sur le plan financier.

En effet, quel que soit le mode de circulation, l'argent pose problème et la simple évolution de la valeur du bitcoin en donne la preuve : en août 2010, il valait 0,06 dollar, en avril 2016, 44,84 dollars et en décembre

2018, 15 850 dollars. C'est typiquement ce que l'on appelle une bulle spéculative qui va enrichir ceux qui ont acheté du bitcoin en 2010 et le revendent aujourd'hui, mais ruiner ceux qui achètent aujourd'hui et vendront en catastrophe quand la bulle aura explosé. Les uns auront gagné 1 million de dollars pour un investissement de quelques dollars, les autres auront investi, puis perdu toutes leurs économies pour avoir fait confiance à un système sensé leur redonner confiance. Pourtant, après la chute inéluctable du bitcoin, il restera le système de la blockchain qui peut s'adapter à n'importe quel autre secteur.

Une blockchain est aussi simple à comprendre qu'à mettre en œuvre (sous réserve toutefois d'une bonne connaissance de l'informatique). Il s'agit d'un registre, d'un livre, sur lequel est inscrit des textes, des comptes, des références, comme n'importe quel document que vous avez vous-même constitué sur votre petit PC personnel et dans lequel vous avez mis du texte, des photos, un tableau Excel, et pourquoi pas un lien hypertexte qui renvoie à un Powerpoint. Pour savoir faire cela, il vous a seulement fallu télécharger les logiciels adéquats. Cette bibliothèque, qui se trouve dans votre PC à la rubrique Documents, n'importe qui peut la lire et la modifier, mais à deux conditions : que vous l'ayez transmis à quelqu'un et dans un format qui ne soit pas en *lecture seule*. C'est exactement ce qui se passe quand vous envoyez un document ou une photo par mail à un ami. Si vous avez beaucoup d'amis et que vous êtes partageur, le document, le livre, est chez tout le monde, il est sur un réseau de pair à pair.

La particularité de la blockchain, c'est de permettre la liaison (la chain) entre les pairs, ce qui permet à l'un des pairs de votre réseau (le block) de modifier votre texte dont la nouvelle version apparaîtra immédiatement sur les écrans des autres pairs. Si techniquement, il faut maîtriser le langage informatique pour mettre en place cette chaîne de blocs, un simple URL (cette adresse commençant par <http://>) suffit pour vous connecter.

Le bitcoin, c'est l'application monétaire historique de la blockchain mais ce n'est pas la seule. Par exemple, au Ghana, une ONG (Bitland) a créé un registre décentralisé sur blockchain permettant de certifier l'existence de titres de propriété. Dans presque toute l'Afrique, 90% des territoires ruraux ne sont pas enregistrés dans un cadastre officiel. Réputée non-piratable et ineffaçable, la chaîne permet de protéger les paysans d'une expropriation sauvage ou de la corruption de l'État. Elle permet de créer de toute pièce des actes de propriétés, des extraits d'arpentage, des historiques

aussi sophistiqués que nos hypothèques, le tout accessible sur un simple smartphone. Bitland a ainsi réalisé en peu de temps ce que le gouvernement grec peine à faire depuis des années à grands coups de subventions européennes.

Nous mêmes, Français fiers de notre niveau intellectuel, avons inventé les *reconnaissance féodales* au XI^e siècle. Nous les avons regroupés et améliorés au XIII^e sous la forme de *compois*. La Révolution, pour répondre à ses besoins fiscaux a créé un *cadastre* uniformisé sur tout le territoire. Napoléon, dans son obsession managériale, a créé le *cadastre napoléonien* pour lui donner une assise juridique. En 1930, faute de mises à jour régulières, l'impôt foncier n'avait plus aucune valeur et un *cadastre rénové* a mis à jour un siècle de mutations oubliées. En 1990, le cadastre a été numérisé, contrôlé, amendé, mais il reste toujours un outil indicatif, sans valeur juridique. En cas de litige entre deux propriétaires, il faut refaire une longue étude pour trancher le moindre conflit de limites.

Les Africains du Ghana sont maintenant plus avancés que nous parce qu'ils ont commencé directement sur le modèle moderne et ne traînent pas les boulets du passé. La même technologie pourrait permettre, dans une société a-monnaire, d'offrir des plate-formes performantes aux artistes, de gérer des entreprises d'un même secteur, de prévoir les cultures à faire pour répondre aux demandes dans une région, de mutualiser les savoirs, les modes de fabrication, de réguler les propriétés d'usages et bien d'autres choses que nous avons encore du mal à imaginer.

De façon générale, des blockchains pourraient remplacer la plupart des "tiers de confiance" centralisés (banques, notariats, cadastres, transports...) par des systèmes informatiques "distribués". Cette innovation s'étend de plus en plus, sans tambour ni trompette. On apprend ici que la gestion globale de la distribution de l'électricité entre de multiples petits producteurs est déjà possible, là qu'un MOOC propose gratuitement une formation en ligne pour des particuliers qui voudraient comprendre le fonctionnement, les usages et les enjeux de la blockchain, voire en créer une.

Les avantages du système promettent une véritable révolution. La blockchain rend tous les services administratifs obsolètes et remet en cause le centralisme étatique. En supprimant tout organe central, elle ouvre grand la porte d'un fédéralisme tel qu'auraient pu en rêver les Girondins, les Libéraux. Elle rend caduque la démocratie représentative et enfin possible une démocratie directe. Une sécurité totale est possible grâce à la cryptogra-

phie asymétrique (un jeu de deux clefs, l'une publique qui permet d'entrer dans la chaîne, l'autre privée qui empêche un tiers de modifier, de pirater, de détruire ce que l'on veut protéger). De la même manière, une blockchain est divisible en deux secteurs, l'un privé et l'autre public, afin que le système soit protégé de toute erreur, de toute mauvaise intention, de toute agression. Le passage du public au privé ne peut se faire qu'avec l'accréditation des personnes concernées. Adieu Big Brother ! La blockchain laisse déjà présager un nouveau monde où l'on pourrait s'auto-organiser en se passant des intermédiaires non fiables.

C'est certainement la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'une innovation technologique se développe avec une telle rapidité et dans autant de domaines à la fois. La blockchain a fait sa première apparition publique avec le bitcoin en novembre 2008, le code-barres date de 1973, le Web de 1993. C'est sans aucun doute ce qui explique le décalage entre l'impact et les potentialités de cette technologie et le peu de conscience qu'en ont les usagers, y compris intellectuels, qui se proposent de penser le monde et d'apporter des remèdes à ses maux. En effet, comment une personne n'ayant connu et utilisé que la machine à écrire à ruban pourrait-elle imaginer les potentialités d'un PC ? Il y a très peu de temps que l'on peut imaginer une gestion des ressources et de leurs usages sans passer par l'échange marchand, très peu de temps qu'une "usologie" (*une méthodologie de réflexion sur la maîtrise des usages par les usagers*) ouvre les portes d'une "désargence" (*une démarche mentale de sortie de la valeur, de l'argent, du salariat...*), très peu de temps qu'une société a-monnaire est à portée de nos mains.

Pour autant, la blockchain n'est pas une panacée. Un algorithme ne peut pas tout gérer. Il peut classer votre acte de propriété mais ne peut en garantir l'authenticité, il peut gérer les stocks de votre usine, mais il ne peut décider de leur usage. Il faudra toujours une communauté qui décide de ce qu'elle fera de l'outil. Une chaîne peut nécessiter des compétences et des moyens certes très éloignés selon qu'elle s'adresse à un petit comité local ou à des intérêts internationaux, au réseau des pêcheurs à la ligne ou à un type de groupement scientifique tel que le CERN ! La blockchain a le potentiel de changer radicalement nos organisations et notre société. La question n'est donc pas "c'est un bien ou un danger", mais "qu'est-ce qu'on veut en faire, comment veut-on transformer notre société".

Ce qui est sûr c'est que la blockchain, c'est l'infrastructure de de-

main pour les mouvements non marchands de biens, de services, de matières, de savoirs, la solution pour instaurer l'accès ! Que les sceptiques qui croient encore qu'une "désargence" est utopique soient pardonnés, il n'y a qu'une décennie qu'elle a été réellement et techniquement rendue à ce point réaliste. Restera à convaincre ceux qui préféreront une barbarie bien connue à l'aventure d'une nouveauté...

Bouc émissaire : Animal, personne ou groupe choisi pour endosser une responsabilité ou une faute qui ne le concerne en rien, dans le but de soulager la conscience du véritable responsable. Le bouc émissaire peut également se charger d'un problème auquel on ne trouve pas de cause précise ou dont on veut occulter une causalité gênante. Cette pratique est d'autant plus courante que les problèmes sans solution sont nombreux à notre époque. Chacun a son bouc émissaire : celui du pauvre c'est *le riche*, celui du riche *le fainéant assisté*, celui du travailleur indépendant *le fonctionnaire*, celui du fonctionnaire *le libéral*, celui du bouc émissaire *le raciste*... !

L'immigré est promu sans aucun doute à la plus belle carrière de bouc émissaire. Entre les réfugiés politiques venus des Républiques bananières, ceux qui fuient les zones de guerres, les réfugiés climatiques et économiques, la pression de ces populations sur les pays riches et réputés stables n'a cessé d'augmenter dès le début du siècle. La petite vingtaine des pays les plus riches pourraient les accueillir dignement. Nous pourrions arrêter de jouer les gendarmes du monde et d'intervenir militairement pour défendre nos petits intérêts nationaux. Nous pourrions aider les pays en difficulté à développer une agriculture vivrière, un artisanat local répondant aux besoins réels. Les solutions sont évidentes et le problème ne vient que du cadre capitaliste libéral fondé sur la concurrence et ne supportant pas l'entraide .

L'intérêt d'instrumentaliser les migrants en boucs émissaires est puissant. Il représente un magnifique enfumage autour de tous nos dénis de réalité. Si nos impôts ne permettent plus d'investir dans les infrastructures et dans le social, c'est à cause des immigrés. S'il y a de la violence, du chômage, des pénuries, c'est en raison de leur incapacité à s'intégrer. Si nos politiques, de droite comme de gauche peinent à nous sortir de la crise, c'est encore la faute des étrangers. Si nous sommes en perpétuelle insécurité, c'est la faute de l'islamisme, du séparatisme.

L'Europe utilise la technique concentrationnaire pour mettre le sujet en exergue. On voit des îles grecques se transformer en immenses camps de rétention, face à une population locale à peine plus importante, elle-même paupérisée et sans aucun soutien extérieur. On a vu vingt fois les camps de Calais rasés au bulldozer, vingt fois reconstruits par les migrants et les associations qui les soutiennent. Tant que l'on parle de ces scandales, on ne parle pas d'économie, d'écologie, des fortunes bâties sur l'exploitation de l'Afrique, des "droits d'ingérence" abusifs... Les médias jouent parfaitement le rôle qui leur a été assigné : empêcher de penser...

Il est difficile aujourd'hui de comprendre comment un tel cynisme peut fonctionner, comment tant de gens du peuple tombent dans le panneau, comment le terme de génocide est si peu évoqué malgré l'ampleur du désastre... Comment le pays des droits de l'homme, de l'égalité, de la fraternité, des Lumières a pu entendre parler sans hurler de *délit de solidarité* ? Sans doute est-ce la sidération qui est cause de cette monstruosité, de la lente mais constante annihilation de toute humanité face au terrible sentiment d'une fin possible de l'espèce ! Tout "complotisme" mis à part, les seuls qui ont un réel intérêt à laisser pourrir ainsi la situation, c'est la minorité oligarchique qui rêve d'un Nouvel Ordre Mondial dominant les masses...

Le bouc émissaire est l'arme de destruction massive de tous les totalitarismes. Les Kmers rouges ont opté pour la haine de l'intellectuel, les nazis pour la haine du juif, les Staliniens pour le traître agent étranger du capitalisme, le Covid est en passe d'opter pour le "non-vacciné" égoïste et anti-social. Dans ces quatre exemples, l'ennemi est injustement chargé de tous les maux, les vrais responsables de ces maux sont exonérés de toute responsabilité, l'ennemi justifie toutes les privations de libertés que subissent les peuples.

L'abolition de l'argent, si elle advenait, permettrait de faire des choix économiques et politiques en fonction de l'intérêt général et non de l'intérêt d'une caste. Elle permettrait surtout de poser les vraies questions dans les choix d'une entreprise, d'une organisation. Il y a peu de chance pour que la technique du bouc émissaire prenne une telle ampleur, une telle indécence...

Boucle de rétroaction : Il s'agit du phénomène bien connu en physique d'une action en retour d'un effet sur le dispositif qui lui a donné naissance,

et donc, ainsi, sur elle-même. Le plus connu est l'effet Larsen : quand un haut-parleur est placé trop près d'un micro, le son émis par le haut-parleur est repris par le micro qui le renvoie au haut-parleur, jusqu'à ce que le son atteigne les limites techniques des appareils. C'est le son aigu et puissant que l'on entend parfois au mauvais réglage de la sonorisation d'un concert, d'une conférence.

Le même type de phénomène a été remarqué à propos de plusieurs impasses structurelles de la société marchande. Le réchauffement de la planète a fait exploser la demande d'appareils de climatisation, lesquels accélèrent le réchauffement, qui induit encore plus de climatisation... Les moustiques sont porteurs d'un parasite provoquant le paludisme, lequel tue des millions de personnes chaque année, ce qui exige l'éradication du moustique. Mais celui-ci a aussi ses prédateurs qui disparaissent faute de moustiques à consommer, ce qui relance la prolifération de moustiques, jusqu'à ce que la chaîne alimentaire soit suffisamment compromise pour que la maladie soit éradiquée faute d'humains à contaminer !

Les exemples de boucles de rétroaction active sont ainsi en train de se multiplier, accélérant le processus d'effondrement. De la même manière qu'il ne vient au conférencier l'idée de diriger son micro hors du champ des haut-parleurs tant qu'il n'a pas entendu l'agaçant effet larsen, il n'est pas venu aux experts l'idée que la chimie utilisée en agriculture tue les insectes pollinisateurs sans lesquels aucune production de fruits n'est possible, tue les micro-organismes et rend la terre stérile, ce qui réclame encore plus de chimie.

Si cette notion physique est importante à prendre en compte, c'est parce que, contrairement à l'effet larsen qui s'arrête dès que l'on coupe le micro ou l'ampli, au niveau environnemental, il n'y a pas toujours de bouton off/on, pas d'interrupteur. Le phénomène s'amplifie naturellement selon le modèle exponentiel dont on sait que le propre est de devenir incontrôlable. Beaucoup de phénomènes comme le dérèglement climatique, l'acidification des océans, la désertification des sols, etc., vont tôt ou tard s'accélérer. Et malgré les avertissements des scientifiques, de plus en plus nombreux à nous annoncer le pire, nous oublions ou refusons de voir que le bouton On/off n'existe pas. L'humanité, assise sur un baril de poudre, joue avec des allumettes !

Le problème n'est pas d'éradiquer les boucles de rétroaction, elles relèvent d'une loi purement mécanique. Il s'agit juste d'avoir le temps

et le pouvoir de rétro pédaler quand l'effet se fait entendre ou voir. Il n'est donc pas possible de faire cela dans un système que l'on ne contrôle pas. On ne peut agir sur un marché doté d'une *main invisible*. On ne peut agir sur un effet mécanique de l'argent tel que celui de se condenser et donc de créer des inégalités. On ne peut être écologiste dans un système marchand qui impose une création artificielle et inutile de valeur. On ne peut offrir à tous une connaissance suffisante quand de celle-ci dépend la puissance et le pouvoir...

Bourgeoisie : La bourgeoisie est un mode de pensée et une situation qui se conjuguent. Le mode de pensée sans l'inscription sociale ne fonctionne pas, l'inscription sans le mode de pensée non plus. Le système de pensée permet de justifier le mode de vie, le mode de vie influe sur le mode de pensée. Ainsi, le bourgeois défendra bec et ongles le principe de la propriété privée en continuation de son patrimoine, de son état de propriétaire. Certes, il y a des bourgeois qui ont intégré des idées contraires à leur intérêt de classe (au grand dam de leurs pairs), des ouvriers qui aspirent à la bourgeoisie et en ont intégré les modes de pensée (au grand regret des gens de gauche). Il existe aussi des déguisements : le bourgeois de gauche qui s'habille aux puces, lit Karl Marx et place ses actions chez LVMH, l'ouvrier qui roule en 4x4, qui préfère un week-end en hôtel quatre étoiles plutôt qu'un mois de congés en camping, qui porte costume dès qu'il peut enlever son bleu de chauffe.

Malgré tous ces subterfuges, le bourgeois se caractérise par sa peur du peuple dont il sait bien que c'est de lui qu'il tire sa richesse et par là les moyens de sa culture. Il sait par un atavisme profond l'injustice de sa position et sait aussi qu'il est minoritaire. De cette peur découle une certaine haine ou au mieux une suffisance vis à vis du peuple. Il se caractérise aussi par le fait d'être un héritier, parfois pourvu d'un patrimoine dès la naissance, parfois simplement d'un bon carnet d'adresses et d'une culture de l'entregent, ce qui vaut toutes les fortunes et tous les diplômes. Enfin, la bourgeoisie occulte farouchement tout ce qui relève du conflit, même quand elle comprend que le champ social ne se structure qu'autour des conflits. Elle s'accroche à des idées telles que le "tout en même temps", le compromis poli, la collaboration dans le même bateau en faisant fi des classes. La thèse du ruissellement est en ce sens un réflexe typiquement bourgeois.

Est-ce que l'abolition de l'argent éradiquerait cette catégorie floue et parfois injuste de bourgeoisie ? Dans les deux aspects dont nous avons vu qu'ils sont intimement associés au bourgeois (mode de pensée et inscription sociale), il restera longtemps les acquis intellectuels, culturels qu'aucune forme sociale ne peut empêcher de transmettre. Les enfants de médecins, chercheurs, musiciens vont vivre dans un environnement culturel infiniment plus riche que les enfants nés de parents sans spécialité particulière, sans talent hors de l'ordinaire. On peut juste espérer que la "valeur", ayant changé de sens et de poids en n'étant plus marchande, ne soit plus un frein à l'épanouissement de tous ceux qui le souhaitent...

Bourse : Étui servant à conserver ou transporter des petits objets, de l'argent par exemple. Par analogie, on parle de bourse pour les testicules, pour certains nids d'insectes, pour un renflement présent sur certains végétaux, de bourse d'étude pour une somme allouée à un étudiant.

Pourquoi appelons-nous Bourse les lieux que les Anglais appellent *Foreign Exchange* ? Les spécialistes disent que le terme de Bourse au sens de lieu d'échange de titres financiers vient d'une famille flamande établie à Bruges depuis le Moyen-Age : les Van der Beurse. De Beurse à bourse, compte tenu de l'orthographe peu stricte au XVI^e siècle, pourquoi pas ! La Bourse (avec une majuscule) est donc le lieu où sont centralisées toutes les transactions importantes de la société. La Bourse au sens financier fixe les prix du marché, permet aux entreprises de se financer, aux financiers de négocier des titres. Les cotations en bourse sont suivies à tout instant par les négociants, les producteurs, les banques, les États, comme une sorte de thermomètre mesurant la température économique d'un pays, d'un produit, d'une entreprise.

Avec l'apparition du numérique, les opérations boursières se sont accélérées à la nanoseconde et les places boursières ont pris un essor tel qu'elles en sont incontrôlables. En cas de crise financière grave et généralisée à la planète, hypothèse de plus en plus pensable, on peut se demander qui en premier exploserait, des places boursières, des banques privées ou des banques centrales. Un éditorialiste du Wall Street Journal avait titré un jour un article : "*Wall Street ne connaît que deux sentiments, l'euphorie et la panique !*" C'est à peu près la définition de la psychose maniaco-dépressive. Or, on sait que les personnes qui sont dans cet état-là

perdent tout contact avec le réel, y compris le réel économique, raison pour laquelle leur sont proposées des mesures de tutelle.

Cette bourse psychotique crée mécaniquement ce que l'on appelle des "bulles". Si un actif financier prend brusquement une valeur imprévue et injustifiée, il devient attractif et la demande augmente encore son prix. Cette hausse irraisonnée se termine généralement par une chute brutale, par l'éclatement de la bulle. Il est fort possible que, faute de tutelle disponible, la bourse laisse éclater un jour une bulle de trop, fasse ainsi le grand saut, de la panique à la chute au fond du précipice... La globalisation de l'économie ne sera pas en mesure alors d'éviter un effet domino, un effondrement sans recours possible. C'est alors que l'idée d'une société post-monnaire sortira des tiroirs et des rayons négligés des bibliothèques, que l'utopie d'hier sera la clé la plus pragmatique permettant de redémarrer autre chose...

Boycott : Cessation de relation avec une personne, un groupe, une nation et refus de tous les biens qu'ils mettent en circulation. Le boycott des grandes surfaces et de certaines marques, pour mieux privilégier quelques formes de commerce éthique pour lequel on encouragera la consommation, n'est qu'un "nouveau" mode d'action qui cache une croyance naïve en la possibilité d'un capitalisme à visage humain, quand il ne fait pas de la consommation une forme d'action politique : "*Acheter, c'est voter.*" C'est le summum finalement de l'esprit marchand : "*j'achète, donc je pense*".

Cette promotion du bon "capital productif et utile", opposé au "mauvais capital financier" et à son "mésusage", c'est là aussi tous les discours écologistes sur le gaspillage et leurs appels à se serrer toujours la même ceinture économique, qui critiquent la sur-croissance ou la démesure, mais pour mieux retrouver la "bonne" croissance mesurée par une valorisation générale enfin à visage humain : l'auberge espagnole de la décroissance.

Le refus collectif d'acheter les produits d'une entreprise ou d'un pays est un moyen de pression présenté comme efficace, tant par les mouvements contestataires que par les États (on parle alors d'embargo, de blocus). Le terme de boycott vient du nom de Charles Cunningham Boycott (1832-1897), un riche propriétaire irlandais qui traitait si mal ses fermiers qu'il finit par être ostracisé et dut faire quelques concessions. La presse de l'époque s'est emparée du terme et le "boycottage" a fait son apparition en

France en 1881. Le Mahatma Gandhi en a fait une pièce maîtresse de sa stratégie en incitant les indépendantistes indiens à refuser le paiement de l'impôt (principalement celui sur le sel) et les tissus fabriqués en Angleterre avec le coton indien (l'image du Mahatma fabriquant son propre Khadi avec son rouet Charkha traditionnel est restée célèbre).

Le boycott est perçu comme une menace par les commerçants et il a même été interdit dans plusieurs textes comme "acte de guerre" par l'OMC, interdit comme "discrimination" par le Code pénal français. Cette réaction des institutions semble donner du poids au boycott, mais il faut reconnaître qu'il a rarement obtenu le résultat escompté, si l'on excepte le cas particulier de Gandhi. C'est une arme à double tranchant qui pénalise autant l'entreprise ou l'État qui est visé que les ouvriers et les peuples qui eux ne sont en rien responsables des pratiques de leurs dirigeants. Le boycott en outre ne fonctionne que par le nombre. On aurait pu imaginer qu'un boycott du Capitalisme mettrait immédiatement à bas le système. Le capital ne peut se passer ni de la participation de la main d'œuvre ni de l'écoulement de ses productions. Le problème, c'est que ceux qui s'adonneraient au boycott du capitalisme devraient cesser de consommer tous les produits, de travailler à quelque tâche que ce soit qui profite au Capital. Cela revient à une sorte de "grève générale" dont on sait bien qu'elle est rarement générale et encore moins fréquente. C'est en effet demander à la majorité une prise de risque dont peu sont capables.

C'est là un argument de poids en faveur d'une abolition de la monnaie qui ne surviendrait pas par la volonté du peuple mais par la force des choses. Il ne s'agirait donc pas de provoquer la rupture mais de saisir l'opportunité d'une crise pour l'instrumentaliser en notre faveur, pour organiser par exemple une circulation des biens, services et savoirs hors de l'échange marchand qui, de toute façon, serait déjà à l'arrêt dans son propre cadre. On a vu l'inventivité dont ont été capables nombre de collectifs lors des confinements covidien, on peut imaginer ce qui adviendrait de cette créativité si tous les services encadrés par la loi cessaient en même temps et brutalement pour une raison financière...

Brevet : Un brevet est un droit de propriété industrielle pour les inventions techniques. Il protège la propriété intellectuelle de l'inventeur et interdit aux tiers de posséder ou de distribuer les produits ou procédés sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation du propriétaire de la licence. Tout ce

qui peut être commercialisé, une œuvre d'art, un livre, une chanson, un vaccin, une méthode de fabrication, une plante, une molécule susceptible de servir à l'industrie, est susceptible d'être breveté.

Dans un mode où l'argent est roi, cette protection de la propriété privée est essentielle. Sans elle, un inventeur qui a investi dans des années de recherches coûteuses sur ses deniers propres, qui aurait passé des années consacrées uniquement à sa découverte pourrait se voir privé de tout revenu par un industriel indélicat. Un artiste pourrait produire une chanson que d'autres reprendraient à leur compte, en feraient un tube international avec un juteux profit alors que l'auteur resteraient dans la misère. Jusque là, le système du brevet se comprend. Mais cette prudence a des effets pervers qui ont bien été mis en lumière à l'occasion de la crise Covid. Tous les gouvernements ayant affirmé que la seule issue était le vaccin, la demande a été immense et impossible à satisfaire rapidement. Mais chaque laboratoire tenait à préserver ses profits et les pays pauvres, incapables de subventionner la recherche et la production se sont trouvés dans l'incapacité de vacciner rapidement l'ensemble de leur population.

En pareil cas, la plupart des législations nationales et internationales ont prévu la possibilité de rendre publique un brevet essentiel pour tous. En mai 2021, la nouvelle administration étasunienne de Biden a proposé la levée des brevets pour accélérer la production, mais l'UE, la France en tête s'y est opposée. L'Afrique du Sud et l'Inde, rudement touchés par le virus, sans brevet mais en capacité de produire autant de vaccins que nécessaire, ont soutenu Biden. Le président Macron, après avoir souvent parler dans ses discours du vaccin comme un bien commun, s'est farouchement opposé dans les instances internationales à la levée des brevets, sans doute sous la pression des "Big pharma", pourtant largement financés dans la recherche par les États. Le monde de l'argent ne peut produire que de l'hypocrisie, de la rapacité, et très concrètement, des drames humains intolérables, des morts par millions dans le cas de la Covid...

A l'heure où nous écrivons, le problème n'est pas résolu, les stratégies nationales sont affligeantes. Dans un monde débarrassé de ces impérieux profits financiers, la question ne se poserait même pas. Il n'y aurait aucun conflit entre les laboratoires, un ou plusieurs vaccins seraient homologués, la quasi totalité des pays pourraient en produire. Et c'est sans compté la question restée en suspens des traitements médicaux qui rendraient les vaccins moins urgents. Le système marchand a rendu la guerre, entre les

médecins assurant avoir des traitements efficaces et ceux qui prétendent que cela relève du charlatanisme, totalement opaque et impossible à trancher !...

Bricolage : Ma chasse d'eau fuit ce qui réclame pour mon confort, une rapide intervention. Ne riez pas ! Si un *accident de chasse* n'est pas forcément grave, il peut dans notre société marchande prendre des proportions inattendues. Tout d'abord, pourquoi ce morceau de plastique actionnant le levier du flotteur casse-t-il si souvent ? Parce qu'un ingénieur en obsolescence, armé de puissants logiciels, a décrété que cette pièce indispensable était un bon support de panne et mettait en péril l'ensemble du mécanisme. En bon bricoleur décroissant, j'ouvre le couvercle de la chasse et découvre que la pièce en question est moulée dans une autre, de telle façon qu'aucune réparation n'est possible.

Fort de mes connaissances techniques, j'insiste auprès de mon quincaillier pour acheter uniquement la partie dite évacuation d'eau et non celle qualifiée d'alimentation en eau, ce qui est déjà fort compliqué car peu vendent les deux parties séparément (bénéfice double). Pour changer la partie défectueuse, il faut dévisser un écrou en plastique de 12 centimètres sous la cuve. La plus grosse clé à molette disponible ne faisant pas l'affaire, je retourne chez mon quincaillier, lequel me déclare qu'il existe bien des clés spéciales mais uniquement professionnelles. Il faut la commander. Tiens donc ! Je récupère un écrou ancien mais en bon état chez un vieux plombier retraité et repars chez moi arracher l'ancien à grands coups d'un ciseau à bois sacrifié. L'opération réussie, je remonte le mécanisme pour m'apercevoir qu'un joint sur l'arrivée d'eau n'a pas supporté mes manipulations. Mais pour le changer il faut couper l'eau et le robinet d'arrêt est irrémédiablement bloqué. Je ne suis pas équipé pour ce genre de travaux de plomberie et je me résous alors à demander l'aide d'un professionnel.

Le dit spécialiste regarde mes travaux d'un air dédaigneux et me déclare qu'il doit changer l'ensemble de l'installation qui sinon ne serait pas garantie. Je devrais donc payer un bout de tuyau, un robinet d'arrêt, un mécanisme de chasse complet, arrivée et évacuation, plus la main d'œuvre, le déplacement, le tout majoré de la TVA, sans compter la partie du mécanisme déjà achetée et que personne ne me reprendra... Étant riche, je ne prendrais pas le risque d'une nouvelle panne, mais étant pauvre, je devrais me contenter d'un travail bâclé. Il n'est même pas sûr qu'étant pauvre j'aurais moins de frais que le riche. Toutes les pièces détachées coûtent le

double de l'ensemble mécanique. La fiabilité d'un objet ne peut être garantie que par un prix élevé. Le pauvre dépense ainsi plus que le riche en achetant des objets moitié prix mais qui durent quatre fois moins.

Imaginons maintenant ce qui se passerait dans un système a-monétaire. Le technicien qui prendrait plaisir à concevoir une chasse d'eau aurait à cœur de la prévoir solide, réparable, silencieuse, peu coûteuse en terme de matériaux. Sinon à quoi bon travailler ! Mais imaginons que malgré son savoir faire et son sérieux, un *accident de chasse* se produise. Plus besoin d'aller acheter quoique ce soit puisqu'il y a des pièces détachées dans des ateliers de proximité. Quant à l'outillage, plus besoin également d'acheter puisque je peux trouver ce qui se fait de mieux dans des officines de prêts. En désargence, on aura certainement pensé qu'il est idiot d'obliger chaque particulier à posséder sa perceuse personnelle pour faire trois trous par an. Sans la concurrence, sans l'obsolescence, sans l'argent, sans le salaire, je serais en outre certain de trouver dans mon quartier un amoureux de la plomberie qui, bien mieux que moi, saurait ce qu'il faut faire et se ferait un plaisir d'étaler son savoir devant cet intellectuel se prenant pour un manuel. Vous choisissez quoi, l'argent ou la désargence ?

Budget gouvernemental : Tout le monde trouve normal qu'un gouvernement possède un "Trésor" et établisse chaque année un budget sensé mettre en œuvre une politique utile au bien commun. *«La théorie* disait Einstein, *c'est quand on sait tout* (le propre de l'homme politique) *mais que rien ne fonctionne* (c'est le cas de tout gouvernement qui, arrivé au pouvoir, découvre les trous minimisés par l'ancien et doit repousser les mesures promises avant son élection). *La pratique, c'est quand tout fonctionne* (c'est le cas de l'amateur qui cultive son potager) *et que personne ne sait pourquoi* (sans aucune référence à la biologie, à l'agronomie). Einstein disait cela à propos des gouvernants, lesquels invoquent *la pratique et la théorie*, si bien que *rien ne fonctionne sans que personne ne sache pourquoi !*» La citation d'Einstein mérite qu'on se la mette bien en tête et je la répète sans les commentaires, pour mémoire : *«La théorie, c'est quand on sait tout mais que rien ne fonctionne. La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi. Si la pratique et la théorie sont réunies, rien ne fonctionne sans que personne ne sache pourquoi !*» N'est-ce pas ce que le bon sens populaire constate d'année en année au sujet du budget du gouvernement ?

Contre toute expérience, nous continuons à réclamer à l'État un budget cohérent, équitable et prévoyant. Chaque budget amène son lot de mécontentements et les plus logiques votent ensuite pour l'opposant, lequel fera un nouveau budget ne fonctionnant pas sans que personne ne comprenne pourquoi. Nous allons ainsi de suffrage universel en suffrage universel depuis 1848 pour les hommes (les femmes accédant à l'universel en 1946 seulement). Dire qu'il en est encore qui nous parlent de santé économique et de démocratie... L'argent impliquant l'État, l'État impliquant le pouvoir d'État et donc l'impuissance du peuple, il est normal qu'il soit plus aisé de réussir ses plantations de choux que de décider qui devra manger et qui devra jeûner...

La grande innovation d'une société post-monnaire sera de redonner aux usagers la maîtrise de leurs usages, maîtrise impossible tant que toute décision dépend d'un budget et donc d'un grand argentier. Débarassés de cet encombrant système monétaire, une porte s'ouvrirait sur la responsabilité individuelle, sur le pouvoir du peuple, pour le peuple. Un jour, l'usage des choses, du monde, de ce que nous ferons de nos vies ne devra plus rien à l'argent, c'est dans l'air du temps...

Bug : Faille informatique qui bloque tout le système d'exploitation. Un bug fut annoncé au passage du XX^e au XXI^e siècle en raison du format des dates dans les mémoires des ordinateurs. Dans beaucoup de logiciels et bases de données, on risquait de passer de 99 à 00 et donc de confondre ou mélanger 2000 et 1900! Des centaines de milliards de dollars dans le monde ont dû être dépensés pour prévenir les incidents de passage .

Tout système informatique est sujet à des bugs et comme tout désormais dépend de l'informatique, il est facile d'imaginer qu'un "virus" informatique particulièrement vicieux mette à bas des complexes aussi essentiels que l'énergie, l'alimentation, les signalisations routières, aériennes, maritimes. Le cinéma ne s'est pas privé d'en tirer quelques scénarios catastrophes (Point limite, Antitrust, Opération espadon, Code 77, Firewall...). La réalité peut toujours dépasser la fiction et l'informatique, monstre d'une complexité inédite, risque de poser quelques problèmes supplémentaires en cas d'effondrement global qu'il serait bon d'anticiper...

Le système monétaire se caractérise par sa tendance au centralisme, à la hiérarchisation constante qui ne peut aboutir qu'au point unique du sommet. Les hackers et les lanceurs d'alerte ont prouvé que tout système

était faillible. Quoi de plus sécurisé que les dossiers classés "top secret" au sein de la CIA, du Pentagone ou de n'importe quelle administration nationale ? La France, via l'ANSSI (Agence de Sécurité des Systèmes Informatiques), a investi 136 millions d'euros uniquement pour renforcer la cybersécurité de l'État pour l'année 2021. Mais la France a en même temps les meilleurs hackers, capables de contourner toute sécurité. Ils sont même convoités par les grandes firmes internationales. Dans ce jeu du gendarme et du voleur, c'est toujours le voleur qui a un coup d'avance sur le gendarme.

La seule issue est de supprimer les piratages, les attaques cybernétiques, les bugs, en supprimant les avantages afférents. Mis à part ceux dont le plaisir pervers est de mettre la pagaille dans ce qui fonctionne trop bien, dans une société débarrassée des enjeux financiers, les hackers seraient du côté de la collectivité et de sa sécurité.

Bulle économique : Espace qui se creuse entre l'économie réelle et l'économie spéculative, entre l'économie familiale et la chrématistique aurait dit Aristote. La bulle immobilière a provoqué la crise de 2008 : de grandes quantités de crédits ont été accordés aux Américains pour l'achat de maisons sans aucune prudence quant à la solvabilité des acquéreurs. Quand les taux d'intérêts ont augmenté, des milliers de petits propriétaires se sont retrouvés dans l'incapacité de payer les traites. Les banques bien entendu récupèrent leurs maisons puisqu'elles ont été hypothéquées à la signature du prêt. Mais le nombre de maisons mises en vente brutalement a fait chuter les prix. Les banques ont donc prêté un argent qu'elles n'avaient pas et récupéré un bien dévalorisé. Les réserves bancaires ayant été réduites à presque rien, c'est la faillite.

La même chose est en train de se produire avec les prêts accordés à des étudiants pour financer des études coûteuses, sans aucune garantie que l'étudiant sera plus tard solvable. Les Chinois se sont engagés dans une bulle immobilière en construisant des villes entières qui ne trouvent pas acquéreurs, des "Ghost-towns". Des constructeurs de voitures recommencent avec des formules de crédits à la consommation délirants. Le numérique a généré des startups qui ont surfé sur des effets de mode et de modernité, au point d'être cotées en bourse avec des chiffres d'affaires artificiellement gonflés. Les crypto-monnaies (bitcoins, étherium, june...) peuvent à tout moment exploser et ruiner ceux qui s'y sont adonnés inconsidérément.

Mais la pire des bulles est celle qui se creuse dans la part sombre de l'économie. Le "shadow banking", la finance de l'ombre qui opère à côté des banques traditionnelles, généralement sur des actifs financiers douteux, le trading à haute fréquence, les sociétés écrans, tout cela devient peu à peu une part de l'économie non négligeable. Cette économie ne correspond à aucune norme et à aucun besoin réel de la société sinon celui d'un enrichissement rapide et décomplexé. La crise sanitaire du Covid a enflé dangereusement cette activité, l'a encore éloignée de la réalité économique à un point tel que la chute peut survenir à tout moment. Durant cette crise, l'économie est en train de s'effondrer pendant que la bourse jubile...

La bulle est au savon ce que la bulle financière est à l'argent. Il est impossible d'user de savon ou d'argent sans risquer qu'une bulle se forme. Croire l'inverse est un déni de réalité, une faille cognitive, une maladie. Mais c'est pourtant ceux qui pensent pouvoir sortir de l'économie qui sont ridiculisés et taxés de folie. Toutes les prisons sont remplies d'innocents, les seuls malades dans les hôpitaux psychiatriques sont les soignants, et les seuls réalistes sont les économistes néolibéraux et les marchands du temple !...

Bullshit jobs : Cette expression populaire américaine qui désigne les *boulots de merde* a été vulgarisée par l'anthropologue David Graeber¹ (textuellement, *bullshit* = merde de taureau et *job* = petit travail). Le chômage endémique a pris une telle importance que l'on a inventé de multiples *bullshits*. Graeber en donne une belle définition : *"Un job à la con est une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement inutile, superflue ou néfaste, que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence bien qu'il se sente obligé de faire croire qu'il n'en est rien."*

Généralement précaires et sous-payés, ces emplois sont le seul recours possible pour nombre de jeunes, étudiants ou en recherche d'emploi, pour les vieux aux retraites insuffisantes, pour les chômeurs de longue durée en fin de droits. A quoi peut bien servir la distribution de publicités dans les boîtes aux lettres au regard de la puissance des spots télévisés et de la pub Internet ? A quoi peuvent bien servir les enquêteurs chargés de sonder les passants dans la rue sur leurs opinions, leurs goûts ou leurs modes de vie, sachant que le résultat des enquêtes est généralement déterminé à l'avance

1 David Graeber, essai publié en 2013 et traduit aux éditions LLL en 2019.

par la formulation des questions ? Quelle utilité sociale peut bien avoir les milliers de bureaucrates de bas étages utilisés à remplir des formulaires qu'un clic de souris aurait plus efficacement remplacés ?...

L'intérêt de l'étude de Graeber, c'est d'avoir mis en lumière des *bullshits jobs* dans toute la hiérarchie professionnelle. Nombre d'emplois attribués à des travailleurs hautement qualifiés, pour des tâches en apparence complexes relèvent de la définition de Graeber : directeurs de fonds spéculatifs, conseillers en communication, consultants stratégiques, avocats d'affaires, lobbyistes, financiers... Un travail inutile est destructeur pour celui qui subit quotidiennement ce sentiment d'inutilité. C'est, disait Graeber, "*une attaque directe contre ce qui nous rend humain*". Pourtant, il ne semble pas que ce problème ait mobilisé les foules, chacun devant gérer individuellement son rapport au travail...

Les bullshit jobs resteront dans les mémoires comme la représentation parfaite de l'absurdité du monde monétaire. On utilisera longtemps cette expression pour désigner certaines activités humaines dénuées de sens, l'équivalent de l'expression française "*peigner la girafe*" !

C

Cadres supérieurs : On entend par cadres supérieurs les ingénieurs, libéraux, gestionnaires d'entreprises, hauts fonctionnaires qui sont employés aux sommets professionnels, gagnent très correctement leur vie, jouissent d'une aura sociale incontestée. C'est jusqu'à présent la classe la plus en sécurité, et donc la moins prompte à perdre ses privilèges et à remettre le système en cause. Le fait d'être responsables sur les travailleurs de l'entreprise, de participer à l'élaboration des stratégies industrielles et commerciales, de partager un pouvoir décisionnel contrairement aux cadres moyens ou inférieurs, leur donne un sentiment de puissance. Comme l'oie qui s'imagine que son gavage durera jusqu'à la fin de sa vie, ils ont tendance à croire que pour eux rien ne changera, qu'ils ne seront pas sacrifiés le jour de l'an sur l'autel du libéralisme.

C'est oublier qu'ils ne sont que les employés d'une poignée de ploutocrates qui n'hésiteront pas une seconde à les écraser pour préserver leur propre pouvoir. Déjà en 2013, le syndicat des cadres supérieurs des finances publics (SCSFIP) publiait un PDF de 22 pages constatant que leurs carrières se bloquaient, qu'ils avaient de moins en moins d'avancements de carrières, que les licenciements commençaient à être inquiétants. Dans le privé, c'est sans doute pire. Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, il est clair que la classe populaire ayant été largement pressurée, la classe moyenne a subi ensuite le même sort. Il reste cette caste de cadres supérieurs jusque là épargnée qui puisse alors être tondue. Or, cette caste a été le socle électoral de Macron. Après avoir soutenu et financé son élection, c'est à minima un refus de "renvoyer l'ascenseur", en fait une trahison incompréhensible.

Pour qui n'est pas classé dans cette catégorie des cadres supérieurs, cela peut paraître une bonne chose. En effet, le pouvoir dont ils profitaient leur a beaucoup servi à contester la validité des revendications des classes moyenne et basse. Les cadres ont largement participé au dénigrement des Gilets jaunes dans les médias, les administrations, les milieux politiques.

Cette fois ce sont eux qui sont visés. Les verra-t-on défiler dans les rues avec des slogans anti système ? Qui sait... Si même ceux-là sont impactés par les politiques d'austérité, c'est que le problème est structurel et qu'il serait vain de le réduire à la simple conjoncture. Je rêve de voir un haut fonctionnaire du Ministère des Finances défiler aux côtés d'un intermittent du spectacle et d'un manoeuvre en CDD, avec le même slogan : *On a abolit l'esclavage, on peut bien abolir l'argent !*

Campagne électorale : Toute campagne électorale coûte *un pognon de dingue*¹. La réglementation autorise un particulier à donner 7 500 euros par an à un parti politique. Ce même particulier peut également donner jusqu'à 4 600 euros au candidat de son choix par élection. France-info a pu retrouver des donateurs qui ont donné 7 500 euros à En Marche dès 2016, puis renouvelé leur don en 2017, et fait un troisième chèque de 4 600 euros à l'association de campagne du candidat. Certains ont également multiplié cette somme par deux au nom de leur conjoint(e), le chèque ou le virement partant du même compte commun. D'autres ont organisé des réseaux d'homme de paille payés pour reverser ensuite cet argent aux candidats moyennant une petite commission. Le candidat Macron a mystérieusement levé 16 millions d'euros entre la création de son parti En Marche en mars 2016 et décembre 2017. Jamais un candidat n'avait rassemblé autant d'argent auprès des particuliers en partant de rien.

Par ailleurs France-info indique que l'équipe de *En Marche* a bénéficié de ristournes étonnantes pour l'organisation de ses meetings. Ainsi, la Bellevilloise² a accueilli une réunion publique En Marche pour 1 200 euros, alors qu'elle a facturé le même service à Benoît Hamon. pour 4 838 euros. Voilà encore une manière de contourner la législation sur les financements des campagnes. Ce que Macron a vanté comme une mobilisation populaire est en fait un investissement de la fraction de la population française (et étrangère) la plus riche, de quoi s'interroger sur la validité du suffrage universel.

1 Allusion à la phrase du président Macron le 12 juin 2020 dans une vidéo sur Twitter : «*On met un pognon de dingue dans les minima sociaux et les gens ne s'en sortent pas !*»

2 Bellevilloise : salle de concerts et d'expositions parisienne dans le 20^e arrondissement de Paris. Le comble, c'est que cette salle fut, dès 1877, une coopérative ouvrière dirigée par des ouvriers proudhoniens. Un haut lieu du militantisme ouvrier ! Cette salle a été rachetée en 2006 et n'a pas plus d'ambition militante et sociale qu'une boîte de nuit...

Voilà comment on se retrouve avec 12 millionnaires parmi les 31 ministres du gouvernement et sans aucun ouvrier ou employé à l'Assemblée Nationale alors qu'ils représentent encore 15 % de la population. Voilà pourquoi, alors que les décisions sont censées être prises à la majorité, 5 % de la population détient le tiers des richesses. Le suffrage universel a permis de pacifier les rapports sociaux mais il est abusivement brandi par les pouvoirs économiques, politiques et informationnels comme la seule source légitime d'autorité. En fin de compte, le régime du vote censitaire avait au moins l'avantage d'annoncer clairement la couleur !

On peut aussi remarquer que le mot *campagne* est clairement d'origine agraire : un champ plat et vaste. Par extension, il est devenu un terme guerrier. Les soldats qui quittent les remparts pour combattre l'ennemi sur un terrain extérieur partent *en campagne*. Il n'est donc pas étonnant que le mot se soit si bien adapté à la politique, via la *campagne électorale*, au commerce, via les *campagnes publicitaires*, à l'information, via les *campagnes de presse*, aux prédatons de tout poil, campagnes de pêche et de chasse, de prospection, etc. La guerre, l'argent, la politique ont des relations libertines, voire des rapports échangistes !

Capitalisme : La définition du capitalisme est floue et sujette à de multiples interprétations. Très généralement, il s'agit d'un régime économique et social dans lequel les capitaux, les moyens de production et d'échange n'appartiennent pas à ceux qui les mettent en œuvre par leur propre travail. Il est même difficile de dater la naissance du capitalisme. Certains le lient indéfectiblement à l'argent et dans ce cas, on peut parler de capitalisme archaïque, médiéval ou pré-industriel. D'autres le rattachent à l'émergence de la révolution industrielle. La propriété des moyens de production peut en outre être privée ou d'État, ce qui permet de classer le libéralisme et le communisme dans la même catégorie capitaliste.

Pour nous, l'usage de l'argent reste ce qui caractérise le capitalisme, qu'il soit de source privée ou publique. L'argent a de tout temps démontré sa tendance à se concentrer, ce qui nous fait dire que l'argent est capitaliste par construction. Dès qu'il y a eu de l'argent, les États et Empires sont entrés en concurrence, se détruisant mutuellement et se reconstruisant par fusions violentes. La puissante Perse achéménide et sa capitale Persépolis a dominé toute la Mésopotamie, jusqu'à ce que Alexandre le Grand pille la capitale et mette fin aux splendeurs perses. Darius I^{er} et Alexandre étaient-

ils des capitalistes ? Au vu des restes archéologiques dont nous disposons et des récits des historiens antiques, les analogies entre leurs ambitions respectives et celles d'un César, d'un Charles Quint, d'un Louis XIV ou d'un Rockefeller ne sont pas si éloignées...

Tout anticapitaliste devrait donc immédiatement viser l'éradication de l'argent, des profits financiers, de la concurrence entre voisins. Mais le préfixe "anti-" n'est souvent qu'une ruse verbale pour "s'arranger" avec ce qui est dénoncé, la main mise d'une oligarchie sur un bien commun, la focalisation sur les profits et l'accumulation des richesses. Le capitalisme contemporain qui détruit la nature et les sociotopes, exclut une part conséquente de l'humanité, impose par les armes une vision du monde faite pour une minorité, n'est en somme pas très éloigné des usages communs à la Perse achéménide et de la Macédoine. Alexandre a été formé et éduqué par Aristote, dont le "Lycée" n'avait rien à envier à Stanford ou Harvard !

Capitalisme vert : Les impasses écologiques deviennent si flagrantes que les grands groupes industriels autant que les politiques, tous à court d'arguments pour s'opposer aux écologistes et conserver les profits maximums, ont inventé le capitalisme vert, c'est-à-dire une production qui deviendrait propre, non énergivore, respectueuse de la nature, de l'environnement.

L'agriculture a été repeinte en *révolution verte*, les pires pollueurs prennent soin d'inscrire dans leurs organigrammes des *pôles environnementaux*, d'afficher des actions de *protection*, d'ouverture de *parcs naturels*, et même de financer des projets écologiques. Une fois leur image de marque instaurée, leur *greenwashing* bien visible, ils pensent se décharger de toutes les contraintes environnementales. Ce système fonctionne encore relativement bien, malgré l'évidence de la supercherie, de l'*oxymore éco-capitalisme* !

La tactique commence à changer avec les compensations écologiques : peu importe que l'on détruise une espèce en voie de disparition, que l'on endommage un écosystème, si parallèlement on répare ailleurs, si l'on protège un autre site... Certains États ont été dans ce sens jusqu'à comptabiliser la valeur de zones à protéger et à les mettre sur le marché comme n'importe quelle ressource. Telle usine qui pollue quelque part doit pouvoir acheter ailleurs une zone compensatoire. Mais en devenant propriétaire de la zone, il peut ensuite la revendre au plus offrant. Du profit en polluant, et encore du profit en compensant...

Les fonds de capital-risque ne sont pas des philanthropes : s'ils se sont jetés à corps perdu dans ces nouveaux secteurs émergents, les taux de rentabilité financière exigés sont les mêmes que pour l'économie classique. L'État français a investi plus d'un milliard d'euros pour développer les batteries des voitures électriques, 650 milliards sur dix ans via l'Ademe (l'agence de la transition écologique) pour Total, Véolia, EDF, Alstom... Mais verdir un monde industriel n'est pas changer de modèle. C'est une tactique de "répétition" (voir article Répétition) dont on sait bien qu'elle aboutira aux mêmes effets. Investir dans un champ d'éoliennes ou dans une ferme solaire, c'est toujours accroître la prédominance du capital sur le travail.

Le grand danger du capitalisme vert, c'est sa capacité à brouiller les pistes. Il se fabrique sans cesse de nouveaux outils manipulatoires. Pour s'en rendre compte, il est bon d'interroger le site Cairn-Info. Cette plateforme numérique est née à l'initiative de quatre maisons d'éditions (Belin, De Boeck, La Découverte, Erès) en association avec la BNF, la société en charge des participations de l'université de Liège, le Centre national du livre... Que du beau monde ! Certes, Cairn-info permet de télécharger gratuitement quelques textes intéressants. Mais les impératifs économiques ne permettent visiblement pas la rigueur que méritait leur ambition. On y trouve à boire et à manger, les analyses les plus critiques du système et les plus complaisantes...

Capitalocène : Les scientifiques ont déterminé des grandes ères géologiques, elles-mêmes subdivisées en périodes et étages. Le Quaternaire est la troisième et plus récente période géologique de l'ère du Cénozoïque. Il a commencé par le Pléistocène et s'est poursuivi par l'Holocène, soit les 10 000 ans qui ont vu apparaître l'espèce humaine. L'homme a réussi par son activité à modifier à ce point l'état de la planète que les scientifiques estiment que nous sommes entrés dans une nouvelle période distincte de l'Holocène. Le changement serait aussi important que le fut la dernière grande glaciation.

Si géologiquement la planète passe d'un cycle à un autre, il fallait bien lui trouver un nom. On a commencé à parler de l'Anthropocène puisque c'est l'activité de l'homme (l'anthropos) qui en serait la cause. D'autres lui ont préféré le terme de Capitalocène, arguant que c'est le système capitaliste et non l'homme qui est responsable d'une telle évolution.

C'est le chercheur suédois en écologie humaine, Andréas Malm, qui a le premier proposé ce concept de capitalocène. C'est en effet une minorité de l'humanité qui a dévasté les écosystèmes quand la majorité n'a fait qu'en supporter les conséquences. Si donc nous sommes entrés dans une nouvelle ère géologique, c'est bien le terme de capitalocène qui semble le plus approprié.

Ce nouveau néologisme est plus précis et moins moralisant que celui de l'anthropocène puisqu'il met l'accent, non sur les abus des humains mais sur le système, sur le mode de production tel que l'avait pensé Marx en son temps. Marx nous dit que l'activité humaine a été dépossédée de sa finalité initiale, celle de subvenir à ses besoins de reproduction matérielle. Partant de là, nous en sommes arrivés à tout centrer sur la valorisation sans limites du capital pour le seul intérêt d'une minorité. Le concept de capitalocène procède en somme de la même démarche que celui de la désargence qui se refuse à personnaliser la responsabilité du désastre (le banquier véreux, l'industriel rapace, le 1% des plus riches, etc.). Quand bien même nous trouverions la bonne méthode pour canaliser ces prédateurs, d'autres prendraient aussitôt la place vacante dans un système équivalent.

Si l'humanité survit au désastre d'un effondrement global, il est certain que les paléontologues du prochain millénaire trouveront dans leur sous-sol des monceaux de plastiques, de composants électroniques, de déchets radioactifs et d'objets bizarres non identifiables, comme les paléontologues d'aujourd'hui récoltent des fossiles. Souhaitons que la raison l'emporte sur la peur et la prudence et que la génération des teenagers d'aujourd'hui limitent les dégâts du temps capitalocène et trouvent les ressources pour en affronter les causes structurelles au lieu de chercher les culpabilités, fussent celles des plus prédateurs. Charger de tous nos maux ceux qui aujourd'hui ont le pouvoir ne servira à rien.

Au sujet du procès d'Adolf Eichmann à Jérusalem en avril 1961, Hanna Arendt, nous parle de «*la banalité du mal*». Le procès auquel elle assistait, n'a rien démontré de plus que Eichmann n'était pas le monstre assoiffé de sang, la bête immonde et furieuse que l'on croyait, mais un homme *insignifiant*, qui n'a eu d'autre tort que d'*abandonner son pouvoir de penser* pour obéir aux ordres, *sans convictions personnelles, incapable de formuler des jugements moraux*. Chargé d'organiser tous les convois de trains qui transportaient les Juifs vers les camps d'extermination, Eichmann, a rempli sa tâche avec zèle et rigueur, sans états d'âme. Quand le même

Eichmann permit à quelques milliers de jeunes juifs d'émigrer vers la Palestine, ce n'était pour lui *qu'une bonne affaire*.

Si le monde monétisé s'effondre et que des personnages, responsables de millions d'affamés, d'exclus, de chômeurs, de morts par dépression ou répression, passent devant une juridiction pour répondre de leurs crimes, il en sera sans doute de même. Nous aurons le triste spectacle de pantins manipulés, de crétiens n'ayant vu là-dedans que de *bonnes affaires*, des gens dont le seul crime aura été d'obéir à une logique marchande qu'ils n'avaient pas eux-mêmes élaborée, dont ils n'avaient pas perçu les conséquences et pour laquelle ils pensaient qu'il n'y aurait jamais d'alternative puisque Margaret Thatcher l'avait affirmé sans que personne ne la contredise sérieusement...

Carbone : Le carbone (CO₂) est devenu le grand coupable des dégradations environnementales. Dans l'optique techniciste qui consiste à trouver une réponse au problème sans rien changer au système, les procédés de "capture et de stockage du carbone" (CSC) ont fait leur apparition dans le débat public. Les technologies de CSC consistent à capter le CO₂ émis après la combustion de l'énergie fossile, puis à comprimer ce CO₂ et à le stocker profondément sous terre. La mise en œuvre de la CSC sur une centrale électrique au charbon (comme celle de Cordemais en Loire-Atlantique par exemple) implique qu'il faille transporter et enfouir près de 38 600 tonnes de gaz compressé par jour !

On peut alors se demander dans quel intérêt des ingénieurs s'amuse à promouvoir une telle entreprise, aussi coûteuse en argent qu'en énergie et surtout aussi peu efficace. Mais le projet intéresse les pétroliers. En effet, en transportant ce gaz compressé par bateau ou gazoduc jusqu'aux sites d'extraction du pétrole, cela permettrait de faire remonter des puits les restes d'or noir qui s'y trouvent bloqués. De quoi prolonger d'au moins vingt ans la durée de vie d'un puits. Une "*formidable success story verte*" titrait en 2020 le média JWN¹ dédié à l'industrie pétrolière !

1 JWN Energy est basée à Calgary, Alberta, Canada, avec sa division Evaluate Energy basée à Londres, Royaume-Uni. À travers ses divers produits et services, JWN propose une large gamme de services d'actualités, d'analyses, de données, de recherche et de marketing. Ses données sont principalement axées sur les informations financières et opérationnelles, ainsi que sur la recherche de documents. La clientèle de JWN comprend des sociétés d'exploration et de production, des sociétés de services pétroliers, des

Stimuler le changement climatique via l'extraction du pétrole en captant le CO₂ du charbon, tout en le présentant comme une lutte contre le réchauffement climatique, c'est le summum de l'hypocrisie, du green-washing ! C'est en outre une belle illustration du génie capitaliste qui consiste à créer un problème, à lui trouver une solution, et in fine, à profiter d'un nouveau marché.

Quand l'argent aura été aboli, quand une société a-monétaire aura pris le temps de se constituer, je plains les enseignants en histoire, en économie ou en gestion qui devront expliquer aux enfants le fonctionnement du monde de 2020 sans faire passer leurs parents et grand-parents encore survivants pour des fous dangereux, voire des criminels coupables de génocide...

Cash : Dénomination anglo-saxonne de l'argent liquide matérialisé en billets et pièces de monnaies. Le cash, le liquide, ne représente que 5% de l'argent réel en circulation. Les 95% restant ne sont que des écritures sur des chèques, des bits sur une carte de crédits, des chiffres sur des lignes de comptes. A cette anomalie se sont greffées deux absurdités, celle de la création monétaire via le crédit par les banques privées et non plus par les banques centrales, et le système des dettes souveraines qui mondialement dépassent de plus en plus le PIB de la planète, jusqu'à en être le double.

Dès 2015, des études ont été réalisées par le FMI et la BRI, par certains cabinets privés de notations financières, pour sortir à temps de l'impasse monétaire qui pointait, sans renoncer à toute monnaie. Le seul moyen d'éponger un peu l'énorme déficit des banques serait de ponctionner une part d'au moins 10% sur tous les comptes bancaires, dès le premier euro. C'est ce que Christine Lagarde, alors directrice du FMI, proposa à la Commission Européenne. L'idée était séduisante et la BRI la soutenait, sauf qu'il y avait alors un risque énorme qu'une masse de citoyens se ruent chez leurs banquiers pour retirer tout l'argent liquide qu'ils y avaient déposé (un bank-runing). Très vite, plus aucune banque n'aurait été solvable, les gens auraient de suite compris qu'avec 5% d'argent liquide disponible, seuls les premiers arrivés pourraient être satisfaits, les autres étant ruinés.

Christine Lagarde, ex-patronne du FMI puis placée à la tête de la BCE a continué à militer très sérieusement pour la suppression du cash,

services professionnels et des organisations du secteur financier ainsi que des gouvernements et des organismes de réglementation.

seul moyen de renflouer les banques en difficulté sans le risque d'un bank run. Elle a clamé haut et fort que ce serait fait fin 2018, et j'avais relayé ses propos dans divers blogs. Certains se sont gaussé que j'ai pris à la lettre l'échéance fixée à 2018 en ne voyant rien venir en 2020. Il est bon de reprendre la chronologie du projet pour comprendre qu'il ne s'agit que d'un sursis.

Le 20 août 2015, en pleine période de vacances comme par hasard, une note est publiée par le Conseil européen intitulée *Bank Recovery and Resolution Directive (BRRD)*, soit en français, *Directive sur le recouvrement et la résolution [des problèmes] des banques*. Il s'agit d'une directive européenne visant à protéger les banques d'une éventuelle faillite. La France, en 2015, a ratifié cette directive par ordonnance, dans la plus grande discrétion, sans qu'aucun média n'en parle et sans débat parlementaire. Le jeudi 29 octobre, la Commission européenne annonçait qu'elle allait poursuivre devant la Cour Européenne de Justice les pays qui n'avaient pas encore transposé dans leur droit national la directive BRRD, signe que la Commission européenne y tenait.

Quelques mois plus tard, la Commission Européenne revient sur le sujet. Tout en approuvant l'idée et la remise en cause du droit de propriété qu'elle implique, la CE craint le risque de *bank runing* avant la généralisation de l'opération. La Suède a devancé le souhait de la CE en initiant une suppression du cash dès 2016. Ce fut un succès pour ce premier laboratoire européen d'une société sans cash. Même une transaction de quelques centimes (le don à un SDF dans la rue, la quête à la messe, la baguette de pain quotidienne), se fait aujourd'hui par carte bancaire ou par des *applis* sur téléphones. Le peuple, bien conditionné par des "campagnes d'information", s'en est accommodé.

Entre temps, les 10% préconisés par Christine Lagarde, sont passés à 20%, et nombre d'économistes évoquent la possibilité d'aller jusqu'à 30% des avoirs, dès le premier euro, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers, de comptes courants ou de placements. Un impôt qui ne dit pas son nom, auquel nul ne pourrait échapper puisqu'un changement de banque n'y changerait rien. Le risque de voir son compte bloqué pour des raisons financières ou politiques, nous laissant en un clic sans le moindre moyen de paiement pour la survie quotidienne, voilà bien un rêve de capitaliste, d'État totalitaire, de fanatique d'un nouvel ordre mondial !

L'idée s'est répandue dans le monde entier, mais toujours dans la

plus grande discrétion. On apprend que d'autres pays s'engagent sur le même chemin, chacun sous des motifs louables : lutte contre le terrorisme, le travail au noir, l'évasion fiscale, la cybercriminalité, les trafics d'armes, etc., (Chine, Pakistan, Nouvelle Zélande, Norvège...).

En 2020, la BRI a nommé plusieurs cadres spécialisés dans la monnaie numérique pour mettre en œuvre la suppression progressive du cash. Benoît Coeuré, responsable à la BRI du pôle innovation utilise largement la crise sanitaire du Covid pour convaincre les diverses banques centrales. Il avance un argument sanitaire pour faire oublier les véritables enjeux de la fin du cash : les pièces de monnaies et les billets qui s'échangent continuellement de main en main sont un formidable vecteur de propagation du virus. Si on payait l'intégralité de nos achats avec des cartes bancaires et sans contact, des milliers de vies seraient sauvées ! Le Français David Marcus, ancien patron de PayPal et responsable chez Facebook du projet de monnaie numérique Libra, reprend l'argument avec enthousiasme...

Depuis 2015, je tente d'alerter les militants de gauche du danger démocratique que représente la fin du cash, mais personne n'y croit, ni AT-TAC, ni les économistes atterrés, ni les écologistes... Les Juifs enfermés dans le ghetto de Varsovie n'ont jamais cru qu'ils étaient destinés à finir dans un camp d'extermination, même quand l'avertissement venait d'un des leurs, échappé d'un camp : *«C'est de la propagande, ils n'oseront pas...Ils veulent juste nous utiliser comme main-d'œuvre...»* La Commission Européenne annonce qu'une décision sera prise avant la fin de 2021. Le dernier bastion de la liberté financière va nous être retiré par l'establishment, et les responsables du forum de Davos s'en sont réjouis. Les banquiers ont réussi à nous soumettre à leur monopole monétaire, à nous contraindre à user de leurs services, ils vont pouvoir utiliser notre argent comme bon leur semble et ainsi échapper à tout risque de faillite. Chapeau bas !...

Cause première : Face à un problème social complexe, il est tentant d'en chercher la "cause première". Aristote a été l'un des premiers philosophes à nous inciter à rechercher les causes premières ou principes premiers. Pour Aristote, s'il y a une cause qui n'a pas d'autre cause antérieure, alors le monde n'est plus compréhensible, sinon par l'acceptation d'une divinité créatrice. Depuis Auguste Comte, l'idée d'une cause première a été ren-

voyée à la métaphysique, *un stade dépassé de l'humanité*.¹ Nous nous en tiendrons ici à prendre la cause dans le sens de *causalité* c'est-à-dire dans le rapport entre cause et effet. L'argent, dont les causes restent floues et sujettes à controverses entre historiens et anthropologues, est trop ancien, peut être même plus ancien que l'écriture.

En revanche, il est possible de cibler les effets produits par l'argent depuis les plus anciens textes sumériens connus et de faire de l'argent une des causes premières de notre contemporanéité. Si les effets visibles aujourd'hui ne sont pas produits par le seul argent, la seule monnaie, on ne peut nier qu'ils y sont étroitement liés. Que l'on parle d'inégalités sociales, d'extractivisme, de recherches de profits maximum, de pollutions, de corruptions, de guerres, etc., il est difficile de ne pas mettre tout cela sur le compte du système monétaire, quelque soit le mode politique et économique en usage, quelle que soit l'époque.

A grande cause, grand moyen, on ne vide pas la mer à la petite cuillère. Si l'argent est si puissamment cause de troubles, il faudra des moyens considérables pour ébranler le système. Si à l'évidence, les problèmes les plus graves qui se présentent à nous viennent de l'argent, ils n'existeraient pas sans lui, ou seraient bien plus simples à résoudre sans lui. Mais comment se fait-il alors qu'en trois mille ans d'usage, si peu aient vu cette évidence, y compris depuis ces dernières décennies où le système ressemble de plus en plus à sa caricature ?

Sans doute la cause première de ce déni de réalité tient-il à la peur viscérale, celle qui met en action des réflexes biologiques bien plus que les capacités cognitives et réflexives de notre cerveau... Il n'est pas étonnant que le concept de *dissonance cognitive* ait le vent en poupe depuis quelques années² !

Cécité : État d'une personne ayant perdu la vue. La grande majorité des membres d'une société en train de s'effondrer se montre toujours incapables de voir cet effondrement. Les scientifiques ont beau nous produire de savants rapports chiffrés et argumentés pour nous dire que tout s'écroule, que des "effets cliquets" rendent impossible toute tentative de retour en arrière,

1 Auguste Comte définit trois états successifs dans l'évolution de l'humanité, état théologique, métaphysique et positif.

2 ...au point que deux humoristes, Élie Semoun et Dieudonné, en aient fait un sketch : https://youtu.be/mhpeG_2zLnU

rien n'y fait. L'homme fait toujours confiance dans la technologie qui évoluera et offrira de nouvelles perspectives, aux experts qui n'ont jamais manqué d'imagination, aux décideurs qui, au pied du mur, réagiront.

Cette même cécité est régulièrement convoquée quand il s'agit de misère sociale, d'inégalités outrancières, de corruption, de violence, de bêtise. Les solutions sont là, sous notre nez, mais nous préférons attribuer à la nature humaine ou à la nature des choses tout ce qui n'est pas immédiatement soluble. Le réalisme commande et ce qui n'a pas encore été tenté n'entre pas dans le cadre de nos possibles. C'est aussi vrai dans le cas d'un probable effondrement que dans le cas d'une "désargence". La fin d'une civilisation est impensable, l'abolition de l'argent aussi. Il ne reste plus qu'à replâtrer, réparer, aménager, réformer, soigner et in fine s'adapter à ce que l'on connaît du réel.

L'esprit révolutionnaire commence par l'idée que toute innovation de quelque importance a commencé par être une utopie, de la maîtrise du feu au projet de poser le pied sur la lune ! Alors, les dégâts actuels, les échéances inquiétantes et perceptibles, les dangers à venir, tout ça ne peut pas être pire que la disparition du système. On peut s'étonner parfois de voir de brillants intellectuels et de farouches militants penser la décroissance sans oser supprimer ce qui impose la croissance, penser l'écologie sans oser toucher aux profits financiers, penser l'égalité entre les humains sans remettre en cause la valeur, la marchandise, penser l'anarchie sans abandonner la démocratie représentative, etc. Le capitalisme est plus cohérent quand il intègre et phagocyte tout ce qui s'oppose à lui par la finance verte, l'argent hélicoptère, le revenu universel, le bio industriel...

Centralisme économique : La production et sa distribution tend toujours à être centralisée. Si ce n'est en raison de l'outil monétaire qui mécaniquement y pousse, c'est par besoin d'efficacité. L'usine produit toujours plus que l'artisan, ce n'est pas parce qu'un homme soulève aisément un sac de ciment que 20 hommes soulèveront un poids d'une tonne.

Si nous sommes tentés d'imaginer une société sans argent, il reste le risque de voir se condenser les types de production dans une société "selon Trabant" où tout le monde aura la même voiture, le même costume, les mêmes ingrédients à cuisiner. Sans la concurrence, sans les brevets et les marques, sans l'obsolescence programmée, il peut paraître logique de ne plus fabriquer qu'un type de produits commodes, inusables, économiques.

L'uniformité généralisée promet alors un monde bien terne, voire atone, et très vite, chacun tentera de se singulariser d'une manière ou d'une autre, et certainement pas dans la sérénité.

Rappelons toutefois que le modèle unique de la Trabant répondait encore à un impératif économique, le profit. Si l'on peut sans peine imaginer des moteurs de voitures consommant peu, inusables et accessibles à tous, on ne voit pas pourquoi avec le même métal, le même outil, les mêmes accessoires, nous n'arriverions pas à monter des carrosseries fort diverses, des plus esthétiques aux plus délirantes ! On ne voit pas pourquoi tout le monde ferait la même recette de cuisine avec les mêmes ingrédients fournis. Bien au contraire, le temps dégagé par l'absence de profit financier à rechercher risque fort de susciter des vocations de tailleurs, de carrossiers, de cuisiniers, à l'inventivité sans limites.

On peut s'étonner qu'une expression aussi saugrenue que le *centralisme économique* ne fasse rire personne. Parler d'eau liquide, de passoire trouée, de voleur malhonnête fait froncer les cils de n'importe quel humain mais on accepte facilement l'idée d'une économie décentralisée, ce qui est contraire à toute expérience. Quelqu'un d'ici, de cette planète, aurait-il constaté une quelconque activité économique qui n'ait pas tendu peu ou prou à se centraliser ? Le vent qui vient à travers la montagne nous a rendu fous¹ !....

Chaîne : Suite de maillons de métal engagés les uns dans les autres. De plus en plus souvent, la métaphore de la chaîne est évoquée par les commentateurs de notre époque. En effet, chacune des impasses structurelles qui apparaît est intimement liée aux autres et ne peuvent être traitées indépendamment des autres. L'économie ne peut se réguler sans le maillon de l'argent, lequel est lié au profit financier dont dépend l'écologie, donc au maillon de la production, lui-même lié aux ressources en matières et énergie, etc. Or, chacun sait qu'une chaîne ne peut jamais être plus solide que le plus faible de ses maillons. L'effondrement peut donc arriver par n'importe quel maillon et si le plus anodin des maillons se brise, c'est toute la chaîne qui devient inutilisable.

Il en est de même pour l'idée que nous pouvons nous faire d'un avenir possible. Une société complexe ne peut se penser sans d'intimes in-

1 Allusion au poème de Victor Hugo, *Guitare*, repris par Brassens sous le titre *Gastibelza*.

teractions entre quantité de secteurs différents. Aucun des maillons ne changera la chaîne à lui seul. Il est donc vain de penser que le maillon de l'énergie verte, de la gratuité, de la démocratie directe, du contrôle des naissances, de la permaculture, de l'éducation, du droit, du revenu universel, du convivialisme, du commun, de la décroissance, et tous les autres maillons que l'on peut imaginer, puisse à eux seuls servir à produire le changement global qui s'impose. Nous n'avons pas d'autre choix que de penser chaque maillon dans son interaction avec tous les autres. C'est un travail conceptuel suffisamment ambitieux pour que nous ne perdions pas notre temps dans des objectifs partiels, dans l'alter-capitalisme ou dans des contestations stériles...

Chaos : Le chaos est annoncé par les collapsologues qui, pour la plupart, le considèrent comme inévitable. Il suffirait donc de se préparer à la résistance sur le mode du survivalisme ou attendre que le chaos cesse faute de combattants pour reconstruire une autre forme de société plus viable. Il est évident qu'une crise environnementale, financière ou guerrière n'ouvre pas la voie vers un monde où coule le lait et le miel. Il est plus vraisemblable que cela ressemble fort à une dystopie. Comment éviter le chaos, ou du moins empêcher qu'il ne se termine par une extinction de l'espèce humaine ou sa réduction à un minuscule groupe de survivants incapables de rebâtir ce qui ressemblerait à une société organisée avant des lustres ?

Si l'on ne peut éviter une rupture qui rende vaine toute alternative, il reste encore la possibilité d'imaginer une société qui, conduite vers le chaos, trouverait à temps un système de remplacement qui soit rapidement adaptable. Reproduire ce que l'on a connu, c'est prendre le risque de reproduire en même temps ce qui a mené au chaos. La seule issue est d'imaginer une société qui échappe aux principaux paradigmes de l'ancien système, de prendre le contre-pied de tout ce qui nous est connu. Il ne s'agit pas de faire *table rase du passé*, et nous n'allons pas réinventer la bougie et fil à couper le beurre. Mais abolir l'argent, la marchandise, la valeur, le salariat, l'État, et quelques autres grandes catégories de ce genre nous impose de penser un modèle suffisamment différent pour passer l'étape du chaos sans les risques de la reproduction et de l'extinction.

Le concept du chaos hante toutes les mythologies connues, de la

Théogonie d'Hésiode¹ au déluge de la bible. Le chaos a engendré Gaïa, la terre, Erèbe, les ténèbres souterraines, et Nyx, la nuit. Plus tard naîtront l'Éther, le ciel, et Himéra, le jour. Le chaos, c'est ce cauchemar que nous avons tous fait une nuit ou l'autre, où l'on tombe dans un abîme sans fin. C'est aussi le cauchemar du milieu sans orientation possible où l'on erre indéfiniment, la ville sans repères où l'on cherche désespérément sa voiture, sa maison, son conjoint... Personne n'a jamais trouvé comment arrêter ces rêves douloureux du chaos. En ce sens, faire référence au chaos à propos de la collapsologie, des multiples impasses structurelles qui s'annoncent semble contre-productif.

Les anciens ont inventé des mythes, les philosophes ont inventé des utopies, les poètes ont inventé des contes et des allégories. Si l'on se place dans une optique politique, nous n'avons d'autre choix fasse au cauchemar que d'inventer un récit, celui d'un monde sans gouffre, sans ville dénuée de repères, avec une issue enviable, comme l'apparition d'Himéra, le jour, d'Éros, l'amour. La "désargence" a tenté l'aventure. Ce n'est peut-être pas la meilleure, la plus probable, mais c'est en tous les cas celle qui décrit le mieux, pour l'instant, un possible après chaos. Les Cassandre et autres oiseaux de mauvaise augure, entendez-nous ou proposez-nous un autre mythe encore plus attractif !...

Chômage : Le chômage est la grande peur, la peste de notre XXI^e siècle. Chacun a sa solution, à droite en finançant les grandes entreprises pour qu'elles embauchent, à gauche en taxant ces entreprises pour réparer leurs dégâts. Dans les deux cas, une solution monétaire à la question du profit, lequel est indissociable de la monnaie.

La solution de droite est perverse car on a depuis longtemps constaté que les entreprises ne redistribuent l'argent de l'État qu'à leurs actionnaires. La solution de gauche induit une volonté politique ce qui est tout aussi pervers car on sait aussi que le pouvoir n'est accessible que via l'agrément des grandes multinationales et qu'il faudra toujours renvoyer peu ou prou l'ascenseur. En outre, rien n'est fait pour limiter le remplacement de l'homme par les machines, tellement plus fiables, rentables et muettes. Il faut se faire une raison, le plein emploi est un rêve impossible et redistri-

1 Œuvre du poète Hésiode qui a joué un rôle majeur dans l'élaboration de la mythologie grecque. *Théogonie*, de *théos*, Dieu et du verbe *gènao*, engendrer.

buer la richesse entre tous est une utopie contraire au paradigme commun de la liberté d'entreprendre et de capitaliser.

En mars 2021, Benoît Collombat (journaliste d'investigation à France Inter) et Damien Cuvillier ont publié une BD de 300 pages sur ce sujet¹. Après trois ans d'enquêtes, ils nous font la généalogie du chômage. En 1974, sous Pompidou, il y avait 400 000 chômeurs en France. C'était peu mais Pompidou a commencé à en faire un problème structurel et à l'instrumentalisé comme variable d'ajustement du système néolibéral qui tentait de s'imposer. A l'époque, l'économie était organisée dans un cercle vertueux, une boucle entre le Trésor de l'État, les banques, les entreprises, et retour au Trésor. L'État était maître du jeu, fermant ou ouvrant les vannes des liquidités. L'idéologie néolibérale va démanteler pièce à pièce ce système et fait le choix d'une gouvernance au service du marché.

Pour imposer cette idée, il fallait un considérable travail d'intimidation intellectuel sur tous les secteurs de la société. Il fallait que la stabilité monétaire, la limite de l'inflation à 3%, imposer la nécessité de la rigueur comme seule résistance possible à la concurrence mondiale... Il s'agissait de justifier ces dogmes par des démonstrations apparemment scientifiques. C'est une vraie bataille idéologique qui, de Pompidou à Macron, a réussi à rendre normal le chômage : un million en 1977, deux millions en 1983, trois millions en 1993, et aujourd'hui, 2,4 millions selon l'INSEE, mais 6 millions d'inscrits à Pôle Emploi et 9 millions de précaires ! La bataille est gagnée et certains s'en réjouissent : Alain Minc déclarait à la télévision : *"Mitterand nous a débarrassé du communisme, Hollande nous débarrasse du socialisme. C'est pour la France un gigantesque pas en avant."*

Le cas du socialiste Hollande est symptomatique. Juste avant son élection à la présidence sous le slogan *mon ennemi, c'est la finance*, il écrivait dans le journal *Le Matin*, proche du PS, qu'il fallait *faire le choix du respect des grands équilibres au risque de sacrifier l'emploi !* Et le risque était justifié ainsi : *Le système français ne diffère plus du modèle américain ou britannique. Certains y verront une nouvelle concession à la mode libérale. Ce serait néanmoins une vision courte. La vague d'innovation financière qui a déferlé sur tous les pays exigeait une modernisation de nos marchés financiers !*²

¹ *Le choix du chômage, de Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique*, Damien Cuvillier, Benoît Collombat, éd. Futuropolis, mars 2021.

² *Le Matin*, journal du 04.02.1986

L'aboutissement de ce matraquage idéologique, c'est l'épreuve du Bac économique de 2021 qui avait pour sujet : *Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que des politiques de flexibilisation du marché du travail permettent de lutter contre le chômage.* En somme, le ministre de l'Éducation Nationale, Jean-Michel Blanquer, demande aux lycéens de croire que l'État lutte réellement contre le chômage alors qu'il a décidé de le créer depuis quarante ans, que ce chômage est structurel alors qu'il est le résultat d'un choix politique, et leur demande de démontrer les bienfaits de la flexibilité avec impossibilité pour les candidats de faire référence à des faits bien réels et chiffrés qui prouvent que cette flexibilité augmente le chômage et au mieux l'habille de précarité.

Si la politique n'avait pas volontairement abandonné ses pouvoirs à la finance, elle aurait pu demander, aux lycéens de 2021, de commenter la note adressée en 1987 par le PDG de la banque américaine J.P. Morgan à Bérégovoy, Balladur, Jean-Claude Trichet, Jacques Delors, Daniel Le-bègue : *La banque JP Morgan se félicite d'un taux de chômage de 11% en France [...] et en remercie les principaux acteurs.*

Alors, que reste-t-il comme issue si la société civile, les citoyens de base, les partis de droite et de gauche, les médias, l'université sont tous convaincus que nous n'avons pas le choix d'une autre politique, que le contexte mondial nous impose la rigueur néolibérale ? La BD se termine par une phrase de l'économiste hétérodoxe Romaric Godin : *La paix sociale sera forcément le fruit d'une guerre sociale qui aura été gagnée. Mais si la société ne veut pas de cette bifurcation, elle n'aura pas lieu. Il faut que cette évidence s'impose.* Le camarade Romaric par son pessimisme nous annonce que la guerre est consommée, que nous l'avons perdue, que la violence économique peut s'exercer en toute tranquillité.

Il reste la suppression totale de l'argent, du salariat et donc du chômage ! Dit comme cela, ça ressemble à un aphorisme d'Alphonse Allais¹. Pourtant, c'est l'évidence. S'il n'y a plus de profits à réaliser, de concurrence à supporter, de budgets à défendre, de salariat comme unique accès à l'essentiel, il n'y a plus de chômage non plus, juste des activités choisies en fonction de ses goûts et de ses capacités, que l'on accomplit avec plaisir

1 Alphonse Allais, 1854-1905, écrivain, journaliste, humoriste : « *Il faut demander plus à l'impôt et moins au contribuable* » ou « *Il faudrait construire les villes à la campagne, l'air y est plus sain* »...

puisqu'elles sont utiles. C'est impossible ? Oui, c'est vrai dans un cadre marchand. Mais qui vous a fait croire qu'il n'y avait pas d'autres cadres possibles, sinon tous ces gens cités ci-dessus et qui en profitent ?...

Raphaël Liogier dans son livre¹ démontre lui aussi qu'il n'y a pas de solution à chercher au problème du chômage, *tout simplement parce qu'il n'y a pas de problème (sic)*. Pour Liogier, il est urgent de revoir de fond en comble nos conceptions du revenu, du travail, de la production, de la propriété, de la solidarité et de la fiscalité. Ne se contentant pas d'analyser avec une rare pertinence ce changement de "paradigme", il propose des réformes systémiques pour l'aborder. Mais sans remettre en cause l'argent et l'échange marchand, on peut douter que ce soit pour ce siècle !...

Civilisation: Toute masse oppose au déplacement une force d'inertie proportionnelle à la masse, c'est ce que nous dit la physique. Or, notre civilisation peut être pensée comme une énorme masse dotée d'une force d'inertie qui rend quasiment impossible sa destruction autant que son remplacement par une autre. S'il est évident que tous nos problèmes actuels sont systémiques et qu'il y a urgence à inventer un autre système, nous nous trouvons face à la nécessité de trouver un nouvel outil de changement, différent de ceux qui nous ont jusque-là servi à aménager l'ancien monde, à le réparer.

La force d'inertie propre aux civilisations nécessite pour la mettre en mouvement une telle énergie que le seul moyen d'agir sur elles est d'utiliser une sorte de levier susceptible de tout faire bouger en même temps. Tout est lié par des effets dominos, des boucles de rétroaction, et l'échéance avant l'effondrement est trop courte pour que nous puissions prendre tous les éléments un par un. Le succès de l'idée de transition comparativement au refus de celle de rupture ne peut s'expliquer que par la conscience qu'il nous manque le levier adéquat.

Or s'il y a un moyen d'inventer ce levier, c'est de s'appuyer sur le pivot, sur le centre de gravité de cette masse à déplacer. Quel autre centre de gravité, quel autre pivot peut-on attribuer à notre civilisation sinon son qua-

¹"*Sans emploi, Condition de l'homme postindustriel*", Les Liens qui libèrent, 2016. Sociologue et philosophe, Raphaël Liogier est professeur à l'IEP d'Aix-en-Provence et, à Paris, au Collège international de philosophie. Auteur d'une quinzaine de livres, ses recherches portent sur les croyances, la globalisation, la laïcité, ainsi que sur les conséquences éthiques et sociales de l'évolution des technosciences.

lificatif de marchand ? Qui a proposé un autre pivot ? Peut-être Malraux avec sa prédiction énigmatique: « *Le XXI^e siècle sera spirituel ou ne sera pas* »¹... Peut-être Dardot et Laval, ces deux auteurs nous proposant le *Commun*, concept révolutionnaire capable selon eux de nous sortir du capitalisme ? Pourquoi alors ces penseurs n'ont-ils pas été entendus, ou du moins pas compris ? Sans doute parce que leur vision du XXI^e siècle était trop théorique pour être performative...

Quand la désargence explique que la seule façon de redonner à l'humanité une place cohérente dans la nature, de la rendre actrice de son destin et non consommatrice, elle ne dit pas autre chose que l'avenir spirituel de Malraux ou le Commun de Dardot et Laval. Mais elle le dit en partant du prosaïque, de l'échange d'un pain contre un bout de métal estampillé euro. Ce qui est sûr c'est que c'est par le biais de ces trois concepts, siècle spirituel, commun, désargence que ce fameux levier pourra prendre forme et force suffisante pour changer de civilisation avant qu'il ne soit trop tard. Ces trois propositions ne sont certainement pas les seules qui soient envisageables, ce serait prétentieux de le croire. Mais pour l'instant, je n'en vois pas d'autres, je n'entends rien qui puisse prétendre à cette fonction de levier. Que les contradicteurs (et ils sont nombreux contre ces trois propositions) nous opposent une méthode aussi globale et aussi pensable, et nous serons preneurs !

Le Larousse donne de la civilisation la définition suivante : « *État de développement économique, social, politique, culturel auquel sont parvenues certaines sociétés et qui est considéré comme un idéal à atteindre par les autres.* » Décidément, les dictionnaires sont faits par des gens "civilisés" qui ont un besoin déraisonnable de se démarquer des peuples ayant d'autres paradigmes qu'eux. Les paradigmes de notre "civilisation" sont : l'échange marchand, la croissance, la globalisation, la consommation, la complexification, la sophistication, la domination... On aurait pu tout aussi bien bâtir une civilisation sur l'écologie, le partage, la collaboration, la gratuité, l'empathie, la sobriété, la simplicité, l'autonomie...

Sauf à croire que nos paradigmes sont les seuls compatibles avec les notions de progrès, d'humanité, de concorde, on ne voit pas bien ce que les paradigmes de la deuxième catégorie auraient de primitif ou d'archaïque.

1 Cette citation attribuée à Malraux n'a pu être retrouvée. Lui-même déclarait ne plus savoir s'il avait dit ça ou pas mais qu'il *n'excluait pas la possibilité d'un événement spirituel à l'échelle planétaire* (interview pour Le point 10.12.1975).

« *Ce que les hommes appellent civilisation, c'est l'état actuel des mœurs et ce qu'ils appellent barbarie, ce sont les états antérieurs* », disait Anatole France en 1905 dans son roman *Sur la pierre blanche*. Les aspects barbares de notre civilisation, prix à payer pour des "bienfaits" supposés, sont bien de notre temps présent et ne nous empêchent aucunement de nous penser comme civilisés..., ou comme l'aboutissement d'imperfections regrettables et corrigibles. On a appliqué le terme de civilisation à ceux qui ont marqué l'histoire (civilisation égyptienne, grecque, sumérienne...), à des tournants technologiques (civilisation du fer, du bronze, de l'écrit, de l'imprimerie, civilisation industrielle...), à des pratiques largement partagées (civilisation des loisirs, de la consommation, du jeu, civilisation guerrière...). Mais pour l'écrivain américain Antonio García Martínez, "*quand la société perd foi en un mythe fondateur sain, elle dégringole dans le chaos*". Une fois de plus, un intellectuel pose la même recommandation que nous, celle de l'importance d'un récit. Pourquoi pas celui d'une désargence ?....

Climat : "*Y'a plus de saisons*", c'est le constat que l'on fait au vu d'une expérience de quelques décennies et les souvenirs des ancêtres. L'un se rappelle de l'étang qui gelait chaque hiver et qui aujourd'hui est à sec, l'autre que la moisson se faisait un bon mois plus tard qu'aujourd'hui, ou que jamais de mémoire d'homme, il avait fait si chaud que cette année... Tout le monde a constaté que ces souvenirs sont peu fiables, qu'entre la perception du climat ressenti et la réalité traduite en Celsius, il y a un gouffre. C'est même l'argument des climato-sceptiques qui refusent tout "catastrophisme", de la grande majorité des humains qui tentent de minorer les avertissements scientifiques pour ne pas avoir à agir.

Pourtant, les risques de réchauffement, de dérèglement sont bien réels, de plus en plus proches et, au-delà des dissensus de forme, il y a bien un consensus sur l'urgence du problème. Quelques typhons, inondations, incendies de forêts et sécheresses nous le rappellent régulièrement. Deux débats subsistent et parasitent les indispensables mesures qui seraient à prendre : l'échéance réelle et les réponses techniques.

La question de l'échéance est significative. Un rapport du CNRS de 2019 révèle un scénario catastrophe dans lequel le climat augmenterait de 7°C en 2100. Les moins de 20 ans en état de lire ce rapport de 2019 seront centenaires en 2100. Qui peut penser sérieusement à ce qu'il adviendra dans 80 ans ? Toute prévision météorologique devient aléatoire au-delà de

quelques jours, fantaisiste au-delà de quelques mois. Cette projection à 80 ans ne peut rien dire sur les réponses techniques dont nous disposerons, sur la production de gaz à effet de serre, sur nos potentielles capacités à influencer sur le climat.

On sait que des effets cliquets vont rendre l'évolution du climat irréversible. On sait aussi que des effets d'emballement vont accélérer ces processus et que ce qui est advenu en trente ans se reproduira avec la même intensité mais en vingt ans, puis en dix ans. Le problème n'est donc pas de savoir ce qui se passera au début du XXII^e siècle, mais de savoir dans quelle proportion certaines zones seront inhabitables d'ici une à deux décennies. Or, c'est déjà le cas dans certains coins du Sahel et du Proche Orient où l'on a enregistré des températures supérieures à 50°C plusieurs jours d'affilé et sans aucune minute plus clémente. Rappelons que le corps humain soumis à une température supérieure à 43°C sans possibilité de se refroidir est très rapidement en danger de mort. Dans certains déserts où la température peut atteindre 60°C, nous avons l'expérience de ces effets physiques : hallucinations, puis atonie totale, puis arrêt cardiaque. Le sang se concentre sur l'épiderme pour le refroidir et n'alimente plus les organes vitaux (cerveau, cœur, foie...).

Le réchauffement de la planète est une moyenne, une vue de l'esprit. Les océans se réchauffent moins que les continents et c'est aussi le cas de quantité de micros climats dus à l'altitude, aux vents dominants, au degré d'humidité. Un réchauffement global de 2°C, c'est donc plus de 10°C à certains endroits. On a enregistré 45,9°C à Gallargues-le-Montueux le 28 juin 2019. Ce beau village gardois n'aurait pas survécu à 4 ou 5 degrés de plus !

Le pire, pourtant, n'est pas le réchauffement mais le dérèglement climatique. Une rupture dans le cycle du Gulf Stream pourrait nous donner des hivers à -40° et des étés à +50°, des orages et des inondations dévastatrices, des éboulements dans les montagnes jusque là maintenues par le gel, etc. Si le réchauffement est calculable et prévisible, le dérèglement est par nature incontrôlable. Quand la Commission Européenne se félicite d'avoir produit un plan de lutte pour le climat après les inondations de juillet 2021 en Allemagne et Belgique, les médias s'en sont réjouis. Or, ce plan est aussi peu réaliste que l'on été les COP successives : une sous-estimation des risques, une sur-estimation des mesures projetées, le tout sans aucune contrainte, comme si tous les États de la planète étaient conscients des enjeux, comme si tous les acteurs politiques et économiques étaient prêts à re-

mettre en cause leurs privilèges !

Comme le disait l'ingénieur aérospatial Murphy, «*s'il existe au moins deux façons de faire quelque chose et qu'au moins l'une de ces façons peut entraîner une catastrophe, il se trouvera certainement quelqu'un quelque part pour emprunter cette voie !*»¹

Climatisation : Dans la deuxième décennie du XXI^e siècle, le refroidissement des maisons, des bureaux, des lieux publics est devenu l'exemple type de l'absurdité économique. En effet, plus le réchauffement de la planète est sensible, plus le marché des climatiseurs augmente (20% par an). Or, la consommation électrique de ces appareils, pour les seuls USA, équivalait en 2018 à la consommation d'électricité de toute l'Afrique, la climatisation des voitures à 32 milliards de litres de pétrole. Cette débauche d'énergie augmente le réchauffement qui augmente la consommation des climatiseurs, qui augmente... La seule parade trouvée par les technocrates est "la transition écologique", rideau de fumée complètement inopérant mais laissant croire que des solutions existent !

Beaucoup se sont interrogés sur le cas du Koweït qui, dès l'été 2016 a battu un record mondial de chaleur inédit (pic à 54 °C le 22 juillet). En 2018, une nouvelle alerte a été donnée par une température dépassant 43°C sans interruption pendant plus de 24 heures. Il était déjà évident en 2018 que le Koweït ne serait pas viable sans climatisation. Cela n'a pas empêché les architectes d'y construire des gratte-ciels en verre, de créer des banlieues étendues reliées par autoroutes, tout ce qu'il aurait fallu éviter.

Le pire c'est que l'urbanisme traditionnel du Moyen-Orient a toutes les bonnes recettes : des bâtiments de deux ou trois étages érigés en bois et en pierre, densément construits, avec des rues étroites, des venelles et des cours intérieures, une architecture cultivant l'ombre et la circulation d'air ! L'expérience et le bon sens n'ont pas servi aux koweïtiens, leur erreur n'a pas été entendue par les autres nations. On a partout habitué les gens à des climatisations à 20° ! Ce genre d'erreur, aussi stupide que d'ouvrir plus grand le robinet quand la baignoire déborde, n'a pas ému grand monde...

1 Phrase résumée sous l'appellation "Loi de Murphy" par *Tout est ce qui est susceptible d'aller mal ira mal...*

La solution aurait été de demander l'avis des Koweïtiens les plus pauvres, donc sans capacité d'avoir une climatisation. Ils se seraient très vite référés à l'expérience de leurs ancêtres de l'avant pétrole, ce dont les élites du pays étaient bien incapables. Dans un monde sans argent, il y a tout lieu de croire que les usagers retrouveraient vite la maîtrise de leurs usages et que les climatiseurs seraient renvoyés au musée des antiquités !

Cloud : Le Cloud computing (en français "l'informatique en nuage"), consiste à exploiter la puissance de calcul ou de stockage de serveurs informatiques distants par l'intermédiaire d'un réseau, généralement Internet. Le cloud se caractérise par sa grande souplesse : selon le niveau de compétence de l'utilisateur client, il est possible de gérer soi-même son serveur ou de se contenter d'utiliser des applicatifs distants en mode SaaS (*software as a service*, en français logiciel en tant que service), un modèle d'exploitation commerciale des logiciels dans lequel ceux-ci sont installés sur des serveurs distants plutôt que sur la machine de l'utilisateur. Les clients ne paient pas de licence d'utilisation pour une version et utilisent librement le service en ligne ou, plus généralement, payent un abonnement.

Le Cloud est pour l'instant un excellent moyen de capter des marchés en plus de fournir des services apparemment gratuits ou sur abonnements. Mais hors marchandisation, le cloud revient à une mutualisation des outils informatiques, tant au niveau des logiciels qu'au niveau du stockage de données. Il est même probable que dans un cadre de gratuité totale, le nombre de logiciels utiles et utilisables par tous se multiplierait, ne serait-ce qu'en ravivant des logiciels qui se sont avérés "non rentables"... En désargence, cet outil permettrait le partage d'agendas en ligne, les outils de conférence à distance, les services de gestion de contacts et de présence, la gestion documentaire ainsi que la messagerie d'entreprise. Un autre avantage pourrait être de réduire la consommation électrique en permettant la mutualisation des ressources sur des serveurs partagés par plusieurs entités (architecture multi-tenants) ainsi que l'usage d'un ordinateur à faible consommation muni d'un simple navigateur Web pour des opérations qui nécessitent aujourd'hui des processeurs puissants. Actuellement, le système est limité pour des raisons de confidentialité (les données circulent sans cryptage d'un ordinateur à l'autre) mais sans enjeux financiers, aura-t-on besoin d'autant de confidentialité ?...

Code d'Hammourabi : Ce code juridique vieux de cinq millénaires montre clairement que l'échange marchand et son vecteur argent ont dès le début de leurs usages posé problème. En voici quelques extraits¹ :

Quiconque vole ce qui appartient au temple ou à la cour, est mis à mort, de même que le receleur.

Lorsqu'un homme loue son champ pour la culture contre un prix fixe, et encaisse la somme, mais que le mauvais temps détruit la récolte, le préjudice est supporté par le cultivateur du sol.

Tout homme qui coupe un arbre dans un jardin, sans que le propriétaire le sache, doit payer une demi mine d'argent.

Si le marchand escroque le courtier, en ceci que ce dernier lui a rendu tout ce qui lui avait été donné, mais que le négociant refuse de fournir le reçu correspondant, alors le courtier assigne le négociant devant Dieu et devant les juges, et si le négociant continue à nier avoir reçu ce qu'il a reçu du courtier, il doit lui payer six fois la somme concernée.

Si quiconque omet d'honorer une créance pour dette, et se vend lui-même, ou vend sa femme, son fils, et sa fille contre de l'argent ou les donne au travail forcé, ils travailleront pendant trois ans chez celui qui les a achetés, et seront libérés la quatrième année.

Quiconque entrepose du grain chez quelqu'un d'autre, le paye en grain au taux de 5 pour 300 l'an...

Comment ne pas voir les rapprochements que l'on peut faire avec nos propres codes commerciaux ? S'il fallait donner une preuve que l'usure, le vol, l'abus du bien d'autrui, la dette, l'esclavage sont consubstantiels au commerce et à l'argent, le code d'Hammourabi serait parfait. Nous ne sommes donc pas dans le dévoiement d'un système commode, mais dans un système pervers qui n'est pas réformable. Si c'était le cas, en cinq millénaires, nous aurions trouvé comment éradiquer ces maux...

Collaboratif : Dès le début du siècle, on a vu fleurir l'économie collaborative, l'atelier collaboratif, l'éducation collaborative, l'écologie collaborative... Mise à toutes les sauces, sans définition précise, sans fondements

1 L'intégralité du texte se trouve sur http://www.monbalagan.com/images/sources/_1750_Code_Hammourabi.pdf

théoriques, cette notion répond à nombre d'aspirations et semble destinée à façonner le monde de demain.

On peut voir trois raisons à cette vogue. La crise du modèle productiviste invite à prendre en main, chacun à son échelle, une part de plus en plus grande de son existence. Il n'y a plus grand monde qui attende de l'État, des partis politiques, des élites, la proposition d'un projet visionnaire ou ambitieux. Les propositions les plus diverses se sont multipliées, se sont mises à bouillonner, à repousser les frontières du monde capitaliste. Du Fab-Lab au covoiturage, de l'échange de savoirs à la mise en commun des outils, de l'habitat partagés à la gestion commune des Amap, il devient difficile de faire le tri, ce qui fragmente encore plus la société.

En outre, la sphère marchande qui depuis longtemps sait faire feu de tout bois, s'est engouffrée dans le flou de l'espace collaboratif. Le Bon Coin, eBay, BlaBlaCar, Airbnb, Uber, couchsurfing, Zilok..., nombreux sont ceux qui ont habillé leur commerce bien classique des oripeaux collaboratifs. Très vite, sont apparues les dérives que l'on avait déjà connues au siècle précédent (une coopérative paysanne devenir la banque rapace du Crédit Agricole, une Ruche devenant le champion de la grande distribution...). Le Bon coin créé en 2006 pour favoriser des échanges d'objets d'occasion est devenu capitaliste dès 2014, avec des centaines de salariés, 150 millions de chiffres d'affaires, plus d'un million d'annonces par jour...

L'économie collaborative est devenue une économie de l'attente (attente de la reprise, du plein emploi), de la survie (en vendant son vélo pour boucler une fin de mois), très souvent une économie dans laquelle le consommateur est un travailleur qui s'ignore, où le client est le véritable produit ! Un habit de carnaval de plus pour le Capital dans une société du spectacle ! Un grand basculement dans la désargence permettrait de faire le tri, de donner enfin au mot collaboratif un sens précis, une référence à un réel partage, ou mieux, à l'Accès.

Collapsologie : Science du collapse, de l'effondrement. C'est un courant de pensée transdisciplinaire vulgarisé dès le début du XXI^e siècle. Les multiples impasses de notre système poussent à penser un probable effondrement de la société, de la civilisation. En créant ce néologisme en 2015, Pablo Servigne et Raphaël Stevens ont prétendu le faire «avec une certaine auto-dérision». Mais ce sujet de réflexion est si vaste, donc si flou, qu'il

permet tous les discours et en même temps, toutes les réserves, voir les dénis les plus obstinés du risque. Il est impossible de cerner dans la forme d'un simple article la réalité du phénomène, mais on peut en tirer quelques principes et questions. Le fait d'adjoindre au terme anglais *collaps* le *logos* grec, montre qu'ils avaient sans doute l'intention, avouée ou pas, de donner à leur propos une caution scientifique.

Est-ce une bonne idée au-delà de donner l'impression d'une nouveauté par un néologisme ? Le propre de la science est de poser des hypothèses et d'expérimenter leur validité. C'est donc affirmer que l'effondrement n'est pas certain, qu'il n'est même pas probable, chose que l'on ne saura avec certitude qu'une fois l'effondrement enclenché. C'est poser d'emblée la question du risque lui-même. L'effondrement global est-il probable ou inévitable ? Est-ce une projection scientifique ou la résurgence d'un classique millénarisme ? Doit-on considérer l'effondrement comme un lent processus, comme le résultat de ce processus ou comme un basculement brutal et tragique dans l'inconnu ?

Le choix des termes utilisés par les différents chercheurs, de Jared Diamond à Pablo Servigne, ne sont pas neutres. Selon que l'on parle de la fin d'une civilisation, du système thermo-industriel, de la société marchande, du capitalisme ou du réchauffement climatique, cela ne produit pas la même vision de l'avenir et les mêmes réponses à y apporter. Les calculs les plus sophistiqués étant impuissants à prédire avec précision ce qui va nous arriver, et encore moins sous quelle échéance, ce n'est peut être pas la stratégie la plus productive que d'utiliser le suffixe *-logie*.

On sait que l'incertitude, même scientifique, crée la peur et que la peur paralyse. Les belles courbes exponentielles des rapports Meadows sont certes inquiétantes mais ne prouvent pas mathématiquement une explosion du système. Au mieux peut-on considérer la collapsologie comme un "cygne noir" c'est à dire un événement rare et imprévisible. Il serait plus "pédagogique" de proposer un mode de protection, comme on prend une assurance sur sa maison. C'est une prudence élémentaire que de prévoir la possibilité d'un incendie, d'une inondation, d'un cambriolage dévastateur.

Mais nous sommes de plus en plus nombreux à proposer plutôt un autre récit, plus attractif, plus enviable que la disparition de l'espèce humaine. En outre, ce récit doit être assez concret pour susciter l'adhésion. Tant que nous n'aurons pas des réponses précises à toutes les interrogations de nos contemporains, ils rechigneront à prendre le risque d'un renverse-

ment. Il s'agit bien d'un risque et pas d'une certitude, de propositions et non d'un mode d'emploi, d'une caisse à outils et non d'une société en kit ! Ikéa propose un meuble prédéterminé pour lequel chaque pièce a sa place et son rôle. La désargence devra proposer le bois, la caisse à outil et un tutoriel minimum pour obtenir un meuble à sa convenance, mais surtout pas un modèle unique issu des mêmes matériaux et outils.

La collapsologie a eu le mérite d'avoir réveillé les consciences au sujet des risques systémiques qui sont sans cesse pris par les pouvoirs économiques, politiques, industriels, scientifiques. En revanche, il faut bien reconnaître qu'elle a démobilisé beaucoup de monde en les dépolitisant et en les entraînant vers des stratégies de survie individuelle. Faute de remettre en cause des catégories aussi fondamentales que les profits financiers, le productivisme, l'argent, la marchandise, l'État, le marché, la valeur..., les propositions de systèmes alternatifs restent floues, partielles et in fine réformistes. C'est une erreur tactique en ce sens qu'elle atomise les sociétés autant que le capitalisme et perd tout moyen de penser un autre monde. C'est une erreur psychologique car nul ne s'engagera dans la reconstruction de cet autre monde sans projet global attractif. C'est enfin une erreur politique car elle laisse ainsi un boulevard aux partis traditionnels qui seront les derniers à accepter un changement radical de système...

Comédie humaine : *La Comédie humaine*, ce sont les 90 ouvrages regroupés sous ce titre par Honoré de Balzac entre 1829 et 1850. Une longue et douloureuse étude philosophique et analytique sur la société du XIX^e siècle, une vaste fresque de cette époque pour servir de référence aux générations futures, c'est à dire nous. Balzac a suivi les traces de Dante et de sa *Divine comédie*, l'un des plus importants témoignages de la civilisation médiévale.

Toute proportion gardée, notre réflexion sur l'argent, son utilité, ses dangers, sa permanence dans le temps et sa terrible empreinte culturelle et sociale, nous a entraînés dans une analyse transversale de notre temps, le génie de Dante et de Balzac en moins. Ce qui reste de notre *comédie humaine* sur fond de cataclysme écologique et économique, c'est en effet que rien ne peut nous échapper ou nous indifférer puisque rien non plus n'échappe à l'argent. Les spécialistes de l'environnement, de la finance, des mutations sociales, de l'industrie et autres catégories proposent des analyses de notre système complexe souvent pertinentes et utiles mais aucune n'ap-

porte de solution globale, ce qui est logique. L'idéal serait que chacun de nous rassemble le puzzle pour en tirer une image cohérente, mais les pièces sont si nombreuses qu'une vie n'y suffit pas. La démarche mentale de la désargence, en faisant feu de tout bois, permet d'appréhender non plus chaque pièce l'une après l'autre, mais de déduire de l'image totale actuelle, les pièces potentielles d'une autre image à inventer par assemblages successifs. C'est en somme ce que fait le lecteur de la Comédie humaine quand il picore d'un ouvrage à l'autre et les augmente de ses expériences contemporaines...

C'est aussi ce qu'a fait, sans doute sans en avoir conscience, l'écrivain Fred Vargas en élaborant ses nombreux romans policiers. De volume en volume une vision du monde a émergé dans son esprit et l'a entraînée à écrire *L'Humanité en péril, virens de bord, toutes !*¹ Si elle n'en est pas arrivée à l'idée d'une civilisation post-monnaire, nul doute qu'elle y soit prête !

Comités de conciliation : La politique a toujours été et restera la résolution des conflits, la gestion des intérêts divergents. Dans une société post-monnaire, les hiérarchies sociales naturellement remplacées par la transversalité et la fédération des niveaux de lecture, toute l'organisation politique, de l'État à l'individu en passant par la commune et la région, du pays à la planète, va logiquement être chamboulée. Pour comprendre les limites du système actuel et imaginer ce que serait l'organisation post-monnaire, le plus simple est de partir de la base et de remonter les anciennes hiérarchies.

Les choix politiques commencent dès qu'il y a deux individus en présence. Chacun pouvant avoir des vues différentes, des intérêts antinomiques, il y aura conflit tout autant qu'aujourd'hui. Le tiers extérieur actuel qui gère le conflit vient directement du sommet de la pyramide : le juge, l'avocat, le policier, l'inspecteur, le régulateur, tous sont nommés par un organisme central et contraints par un cadre juridique imposé par l'État. D'autres modes de médiations sont possibles et ont été analysées dans les sociétés anciennes par les historiens, dans les sociétés dites archaïques sans État, dans les sous-ensembles sociaux comme l'entreprise. Nous ne partons pas de rien, et si nous en sommes arrivés à penser des "*comités de conciliation*", c'est en référence à des pratiques oubliées mais pourtant classiques sous l'Ancien Régime. De quoi s'agit-il ?

1 Publié chez Flammarion en 2019. Voir <https://youtu.be/RcmAae8WfE8>

Deux personnes se disputent un droit d'usage sur une terre, un chemin, un logement. Chacun est accroché à ses arguments et à la légitimité de son bon droit. Les solutions pour sortir de l'impasse sont simples, on en vient aux mains, parfois en acceptant que cela se termine par un meurtre, ou on introduit des tiers extérieurs admis par les deux parties qui vont pouvoir trancher le débat, imposer des solutions par lesquelles les pertes et les gains de chacun seront équilibrés et acceptables. Un exemple est bien décrit dans les successions enregistrées du XIV^e siècle à la Révolution française.

Un individu meurt intestat, donc sans avoir imposé à temps la répartition de ses biens. Les héritiers se déchirent autour de la succession, la logique financière ou sentimentale, familiale ou individuelle, aboutit à des prises de positions irréductibles. On réunissait alors, autour des héritiers, un homme de loi (notaire, huissier ou simple scribe) et chaque partie se choisissait un "*témoin amiable*". Ce témoin ne pouvait être un parent ou un ami très proche de celui qu'il représentait et pouvait être récusé par la partie adverse. Tout ce petit monde dressait l'inventaire des biens. Pour un riche bourgeois, cela pouvait remplir des dizaines de pages, pour un simple laboureur, quelques lignes (tout était consigné, l'échelle en bois ayant trois barreaux en moins, la faux à demi usée, le chapeau percé en deux endroits, la serpette en mauvais état...). Des lots étaient alors établis par les *témoins amiables*, consignés sur papier par le greffier, signés par les parties en cause. Les décisions des comités de conciliation avaient valeur de loi et ne pouvaient plus être contestées après la signature de l'acte. Il ne serait jamais venu à l'idée de contester la procédure, de la récuser, de s'en dispenser. Chacun sachant pertinemment qu'un mauvais accord valait toujours mieux qu'un *accord pendant* (un non-accord reconduit vers une justice ordinaire réputée longue, coûteuse et vénale, voire se terminant dans un bain de sang), je n'ai jamais trouvé d'inventaire après décès qui ait nécessité ensuite un règlement par voie de justice.

Cette procédure semble en effet légitime, efficace et adaptable à toutes nos modernes situations. La même chose peut se reproduire entre deux groupes (les intérêts de paysans étant en contradiction avec ceux d'artisans, ceux d'un village face à un autre village, etc.). Il suffit d'aller chercher des *témoins amiables* dans d'autres corporations, d'autres villages, sans doute aussi d'augmenter le nombre des témoins en fonction de l'importance du groupe. Un problème peut tout aussi bien se poser à l'échelle d'une région, d'un pays entier, opposant la ville et la campagne, l'implantation

d'une usine, le traçage d'une route indispensable pour les uns, inutile et nuisible pour d'autres.

Plus le niveau des groupes augmente, plus c'est complexe. Mais nous avons aujourd'hui l'outil informatique qui permet de donner la parole à un grand nombre de *témoins amiables* voire à toutes les personnes impactées par le sujet. L'organisation d'un référendum informatisé permet en outre de sortir du carcan réducteur du oui et non, d'introduire le choix d'un seul représentant entre vingt candidats en attribuant à chacun une note de 1 à 10 (méthode dite de Condorcet).

La même chose peut alors se réaliser sur un vaste État ou entre deux États. Imaginez un *comité de conciliation* chargé de mettre fin à l'interminable conflit entre Israël et la Palestine. Les *témoins amiables* pourraient être choisis parmi les 197 pays officiellement constitués, en nombre variables selon les besoins. Dans le cas du conflit israélo-palestinien, les juifs et les musulmans seraient sans doute exclus du comité pour conflit d'intérêt, les alliés des uns et des autres traînant des casseroles derrière eux aussi (il est douteux que n'importe quel Américain ou Iranien soit jugé neutre et bienveillant par l'une ou l'autre des parties), mais resterait encore des millions de personnes capables de remplir cette délicate fonction. L'une des parties refusant toute négociation ou toute injonction du comité serait immédiatement mise au ban de la communauté mondiale. Qui prendrait ce risque dans un contexte non marchand où l'intérêt premier devient la collaboration des autres ?

La Loi elle-même devrait être soumise à une *conciliation* généralisée. Qui ferait les lois les plus adaptées, les moins controversées et transgressées, entre une chambre élue de députés et le peuple dans son intégralité ou au moins les volontaires pour traiter du sujet particulier ? On nous dit que le peuple ne peut être expert en tout, qu'il est incapable de penser le bien commun, qu'il voterait peut être pour le rétablissement de la peine de mort si on lui donnait la parole... Le peuple est sans doute capable de devenir *populace* si on l'y pousse. Mais s'il est formé et informé par des érudits, s'il s'accoutume à devoir trancher entre deux options contradictoires, si son avis est pris en compte et non dénié comme cela le fut en 2005 vis à vis du traité de Lisbonne, en 2015 en Grèce vis à vis des memorandums, en 2020 après la Convention Citoyenne pour le Climat, il finira par être compétent, intelligent, soucieux du bien commun, n'en déplaise aux habitués de l'anathème *populiste* !

Le défi climatique, vu à travers les COP, les accords onusiens ou les divers ministères de l'écologie, est visiblement insoluble. Le temps passe, nous presse de plus en plus, le retard que nous prenons devient un danger imminent et rien n'est en passe d'évoluer puisqu'il y aura toujours des grandes nations qui auront intérêt à ne pas voir le problème et que rien ne se fera qui ne soit accepté par tous, y compris par les plus grands pollueurs. Le dérèglement climatique, la perte de biodiversité se moquent des frontières et des systèmes politiques. La Chine continuera à produire les plastiques que tout le reste du monde utilisera sans vergogne au point qu'il y aura bientôt plus de déchets plastiques dans les océans que de poissons. La question environnementale est insoluble dans le cadre actuel. Pour quelle raison cette folie suicidaire sinon la concurrence qui nous place les uns contre les autres, l'organisation pyramidale qui donne tout pouvoir au sommet et soumet la base ? N'importe quel assemblée internationale de citoyens serait plus intelligente et plus efficace...

Commerce : Le mot commerce désigne les relations entre deux personnes. On parle d'untel qui est d'un *commerce agréable*, du *commerce douteux* de celui qui tente d'embrouiller son voisin... Par extension, le commerce (*cum merx en latin*) introduit la valeur (*merx* la chose vendue, *mercès*, le prix). Tout étant aujourd'hui *marchandisé*, le commerce est devenu l'activité principale, le mode relationnel privilégié de l'humanité, contrainte de payer le moindre bien, même vital, donc de gagner l'argent nécessaire. On est loin d'une société composée de gens d'un *commerce agréable*. Le *doux commerce* vanté par Montesquieu dans l'*Esprit des Lois* (publié en 1748) nous paraît bien naïf : « *c'est presque une règle générale, que partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce, et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces* ». Certes, en 1748, il n'y avait ni Amazon, ni Microsoft, ni les fonds de pensions... Montesquieu a des excuses, nous pas !

A son époque, il y avait bien dans le commerce marchand une relation sociale qui s'établissait. Nous pouvions avoir des relations amicales avec le boulanger qui nous vendait son pain, avoir même une totale confiance dans la qualité de sa prestation. Mais dès que cette relation se limite à la seule dimension commerçant-client, il ne peut plus y avoir d'échange gagnant-gagnant. Soit le client marchande et complique la vie du commerçant, soit celui-ci augmente ses marges indûment et nuit à son

client. Quant aux relations commerciales à distance, sans contact physique (la vente en ligne par exemple ou l'achat d'un objet dans une grande surface anonyme), tous les coups y sont permis...

Il y a fort peu de réflexions de fond sur la relation commerciale et la loi, les règlements remplacent l'éthique. En somme, tout ce qui n'est pas interdit devient moral. Deux magasins identiques et proches sont logiquement en concurrence, au point que l'un des deux peut disparaître, faire faillite, perdre à la fois sa source de revenus et sa raison sociale. Il suffit que le gagnant n'ait pas eu l'intention avérée de nuire à son concurrent pour que nul n'y voit le moindre mal. Le plus habile, le plus entreprenant élimine l'autre dans un jeu légal donc légitime. La plupart des commerçants qui un jour se sont trouvés ainsi en situation d'exclure le voisin seraient même scandalisés qu'on leur en tienne rigueur et aucun n'en accepterait la responsabilité. Le coupable est toujours celui qui n'a pas su gagner la bataille.

Le système économique que l'on appelle néolibéralisme a porté ce jeu cruel au rang de vertu cardinale et de loi naturelle. La concurrence doit être libre, non faussée par les règles et les usages. Que le meilleur gagne et la société en sera plus forte ! Il est temps d'en douter...

Communications : Dès la fin du XX^e siècle, les communications entre les hommes sur l'ensemble de la planète sont devenues sans limites et irréversiblement réclamées. C'est une des plus grandes nouveautés de nos temps modernes et les plus avertis en ont été surpris. L'habitude de communiquer en permanence, avec un nombre incroyable de personnes, sans aucune limite géographique, date de moins de vingt ans. La possibilité d'établir des "vidéo-conférences" pour toutes les activités sociales, y compris familiales, a moins de dix ans, et pourtant cela nous paraît naturel, indispensable, irréversible. Envoyer les photos des enfants aux grands-parents par mail, via Facebook ou Instagram est si facile et si peu onéreux (on ne paye que l'abonnement Internet), que nous sommes noyés de clichés, de vidéos que l'on ne prend même plus la peine de sauvegarder. Il y a moins d'un siècle, la plupart des gens avaient une photo de leur mariage, parfois une du baptême de l'enfant et ils y tenaient comme à la prunelle de leurs yeux. Autre temps autre mœurs !

Quant aux informations, de locales, elles sont devenues internationales. De la petite feuille de chou, on est passé au quotidien avec photos, annonces de spectacles, publicités, puis s'est ajouté la TSF, puis la té-

l'évision et maintenant, le smartphone qui nous bipé dès que le logiciel d'alerte que nous avons programmé a repéré une nouvelle information concernant nos centres d'intérêts. Cette évolution est à la fois merveilleuse et redoutable. Sommes-nous plus proches de nos parents et amis, sommes-nous mieux informés, plus cultivés, plus tolérants vis à vis de la différence de l'autre ? On peut légitimement en douter.

Ce qui est sûr, c'est qu'il est extrêmement difficile de maîtriser cette trop belle technologie. Les adultes qui ont connu autre chose peuvent se mettre des limites, l'enfant qui a appris à manier smartphones et tablettes avant même de savoir lire aura d'énormes difficultés à s'en passer un minimum.

Imaginons que demain, une crise financière ou environnementale majeure, enrayerait tout le système. Sans salaires, les employés des grands fournisseurs d'accès et de contenus arrêteraient leurs activités, les sociétés gérant les câbles intercontinentaux ferment tous les terminaux et durant quelques jours, un blackout total nous fait revenir brutalement au moyen-âge de la communication.

La communication n'est pas qu'interpersonnelle. Tout fonctionne grâce aux flux de l'internet. A la minute où le réseau dysfonctionne, il n'y a plus de gaz, d'eau, d'électricité (les très intelligents compteurs s'éteignent et coupent l'alimentation). Les feux de signalisation en panne provoquent des milliers d'accidents. Plus aucun appareil ne fonctionne, ni le mixer, ni la machine à laver. Le portail électrique et le digicode nous empêchent d'entrer ou sortir de chez nous. Ceux qui habitent au-delà du quatrième étage redécouvrent les joies de l'escalade sans ascenseur...

Cette perspective est insupportable, à tous les échelons sociaux, et les techniciens se précipiteraient pour rouvrir bénévolement les réseaux, ne serait-ce que pour avoir des nouvelles de leurs propres enfants en voyage ou émigrés à l'autre bout du monde, pour relever enfin leurs volets électriques qui étaient fermés au moment de l'arrêt. On constatera très vite que l'argent n'est pas le seul moteur de la communication et que notre technologie peut aussi fonctionner sans lui. On s'apercevra aussi que nos habitudes de communiquer sans cesse et pour des futilités avaient plus nuit aux relations qu'elles ne les avaient développées. On découvrira que les salaires sont moins producteurs de services, d'entraide, d'initiatives que le bénévolat et l'activité choisie.

Le chaos après l'effondrement qu'évoquent la plupart des collapsologues n'est peut être pas si stérile qu'ils le disent. Certes, les problèmes techniques autant que psychiques seront énormes, mais les capacités de réaction risquent d'être aussi en proportion. Il est même probable que très vite de nouvelles technologies émergent qui permettent de restructurer tous ces réseaux de communication et de dépendance, mais en mieux, en plus humain, en plus écologique...

C'est ce que tente de préparer une désargence : l'argent, pivot central autour duquel tournent toutes les activités humaines et tous les outils nécessaires, n'est pas irremplaçable. Un autre pivot, celui de l'accès, pourrait être tout aussi efficace, qu'il s'agisse de distribuer l'énergie, d'ouvrir la communication à tous, de produire ce qui nous est indispensable. Ce sera l'occasion de faire un tri salutaire entre ce qui détruit et ce qui construit, entre ce qui est utile et nuisible...

Common Pass : Dès le début de la crise sanitaire, un projet a émergé, censé améliorer la vie des gens dans le monde entier, en sécurisant les déplacements face aux épidémies. Il s'agissait de créer un passeport sanitaire permettant de sécuriser tous les déplacements. Très vite il est devenu le *pass sanitaire* (pass, sans doute pour faire international), pour sécuriser les activités à l'intérieur des États, autant que pour aller d'un État à l'autre.

Dans les grands rassemblements type Davos et les cabinets gouvernementaux, le projet sanitaire s'est très vite étendu au domaine sécuritaire. Il s'agit pour l'instant de collecter, stocker et partager toutes nos données de santé afin de mieux lutter contre les pandémies. Pour que les voyages et le commerce mondial ne soient pas bloqués au moindre virus, nous aurons besoin d'un moyen sûr et vérifiable de documenter notre état de santé lorsque nous voyageons et traversons les frontières. Les commerces, les spectacles, les divertissements, et même l'hôpital sont aujourd'hui sécurisés par ce document (papier ou numérique). Les compagnies aériennes et maritimes, les ports et aéroports et les autres intervenants de l'industrie du voyage ont été les premiers intéressés. La fondation Rockefeller s'est déclarée prête à financer ce projet à la hauteur de ses moyens¹.

1 Voir le site dédié [CommonPass — The Commons Project](#)

Nul doute que nous finiront par revenir au commun pass, c'est-à-dire une banque de données mondiale qui permettrait d'attribuer une carte à chaque citoyen, attestant de son état de santé. C'est bien plus efficace et sûr que la télévision inversée de Big Brother. Si Orwell avait eu la chance de connaître le common Pass, il aurait grandement amélioré son 1984 ! On apprend sur le site dédié, que 62 administrateurs mondiaux, provenant de 24 pays vont servir d'agents "*aviseurs stratégiques*" pour les initiatives prises par The Common Project. Ces administrateurs vont exercer un pouvoir inimaginable sur la vie des milliards d'humains dans le monde, dans un premier temps sur leurs déplacements intérieurs et extérieurs, mais ensuite... ? De là à imaginer que le commun pass sera utile pour avoir accès à un emploi, un logement ou un lieu public, il n'y a qu'un pas qui sera vite franchi ! Comment s'étonner ensuite que fleurissent des théories du complot ?

Comme tous les projets totalitaires, le risque est que chaque étape dans l'évolution de ce genre de passeport passe pour mineure, soit justifiée par la nécessité de se protéger (contre le virus, le terroriste, l'intégriste, le révolutionnaire, le contestataire...). L'étoile jaune qui a servi à repérer les juifs à des fins d'extermination, n'est pas tombée du ciel du jour au lendemain. Elle a été le fruit d'une lente et longue propagande, d'une série de fausses justifications sécuritaires, de renoncements partiels et individuels. Quand l'étoile jaune a été imposée, plus personne n'avait le moyen de s'y opposer, à moins d'avoir une capacité de mobilisation collective hors du commun. En outre, la moindre comparaison entre ce passeport et l'étoile jaune soulèvera des tollés indignés. "*Un non vacciné n'est pas un juif, être interdit de cinéma n'est pas être envoyé dans un camp d'extermination*". Certes, mais ce qui est comparable ce n'est pas la Shoah et l'accès au cinéma, c'est le procédé qui mène à l'un et à l'autre.

Dans une lettre du 12 juin 1942, adressée à Heinz Röthke, chef du Service Juif à la SS de Paris, Pétain écrit : «...*cela me semble nécessaire pour que de justes mesures prises contre les israélites soient comprises et acceptées par les Français.*» Il s'agissait de sauver l'épouse, née Franck, de l'ambassadeur du gouvernement de Vichy qui avait été inscrite sur la liste des juifs à déporter, en réclamant *quelques exceptions* ! A ma connaissance, seul le Danemark a réussi à s'opposer à l'étoile jaune sous l'impulsion du roi Christian X. Quand les Allemands ont durci l'occupation, ils n'ont réussi à déporter que quelques centaines de juifs seulement, la grande majorité ayant été cachés par les Danois ou exfiltrés vers la Suède, pays neutre, non

occupé.

Il en sera certainement de même pour le passeport vaccinal, le common pass, le pass(e) sanitaire, le passeport européen (*les noms changent sans cesse pour faire croire à des aménagements*) et toutes les extensions à venir. Il y aura quelques objecteurs héroïques, peut-être un État quelque part résistera, mais ce sera l'exception comme le Danemark. La décision de doter ce passeport d'un QR code capable d'enregistrer tout notre passé médical, voire plus, est inquiétante. Un simple code barre aurait été suffisant si les seules dates de vaccination ou de test étaient utiles. En outre, quand on sait la fragilité des QR Code face à un simple pirate de seconde zone, on peut s'attendre à toutes les dérives.

En outre, il y a des enchaînements logiques que l'on ne peut plus arrêter une fois qu'ils sont lancés. Le Common pass bien établi, il faudra penser à un *passé-amour* pour avoir le droit de copuler, un *passé-bébé* pour procréer, un *passé-parole* pour s'exprimer, un *passé-vie* pour avoir le droit d'exister. Reviens Orwell, ils sont devenus fous ! Une fois de plus, nous sommes face à un danger qui n'existerait pas ou peu dans un système post-monnaire. La fin de l'échange marchand mettrait tout le monde en situation d'entraide et de coopération, par nécessité. Les usagers retrouverait de facto la maîtrise de leurs usages, s'organiseraient entre eux sur les différentes échelles de grandeurs sociales et l'idée même d'organiser un *passé-sanitaire* deviendrait totalement incongrue sans qu'il soit utile d'organiser les immenses marches de protestations dans les rues en plein été comme ce fut le cas en 2021 !

Commun : Depuis la parution du livre éponyme de Dardot et Laval¹, l'intérêt pour *le commun* se développe et ce concept, pourtant difficile à cerner, est récupéré par de nombreux commentateurs. Partout dans le monde, des mouvements contestent l'appropriation des ressources naturelles, des services publics, des connaissances par une petite oligarchie.

En juin 2017, le site écologiste *Reporterre* publiait un article annonçant que, pour sauver la forêt du Morvan, des gens se groupaient pour l'acheter peu à peu². Les belles forêts de feuillus morvandelles laissaient

1 *Commun, essai sur la révolution du XXI^e siècle*, Pierre Dardot et Christian Laval, éd. La Découverte, 2014.

2 Voir <https://reporterre.net/Pour-sauver-la-foret-du-Morvan-des-gens-se-groupent-pour-l-acheter-peu-a-peu>

place de plus en plus à des monocultures de pins douglas, prisés par l'industrie du bois. Pour lutter contre cet enrésinement, un groupement forestier de 530 associés gère en sylviculture douce les parcelles de hêtres, chênes, et autres merisiers qu'elle a achetées. Un bel exemple de récupération d'un commun, en milieu capitaliste !

« Dans les années 1960, l'État a subventionné les plantations d'arbres à pousse rapide, comme les douglas. Résultat, la Caisse d'épargne a enrésiné 2.300 hectares de forêt, notamment sur la commune d'Arleuf (Nièvre) et Axa assurances en a ensemencé 900 hectares en Côte-d'Or, dans des secteurs très paysagers », raconte un membre du groupement. Depuis, ces investisseurs institutionnels ont revendu, mais les parcelles de douglas sont restées, stimulées par la demande. *« Deux très grandes scieries sont installées en Bourgogne : Sougy, à Sougy-sur-Loire (Nièvre), et Fruytier, à La Roche-en-Brenil (Côte-d'Or), pointe Jacques Gorlier. Elles transforment quasiment 2 000 mètres cubes de bois par jour et ne prennent que du résineux ».*

L'initiative morvandelle est rassurante, mais pas suffisante. Dans le même temps, l'État saborde l'excellent Office National des Forêts (ONF), brade aux forestiers les plus offrants des milliers d'hectares de bois, autorise des grands projets routiers, industriels ou immobiliers ravageurs. On ne peut que se réjouir que des particuliers prennent le contre pied, mais on peut s'inquiéter du peu de poids qu'ils ont au regard de la puissance étatique. Le *Commun*, et la forêt en particulier, ne pourra prendre une position dominante qu'avec la fin des profits financiers, c'est à dire dans une société post-monnaire. Il serait temps que les milliers de militants qui s'investissent avec courage dans cette lutte contre le pot de fer réalisent enfin que le plus simple est d'abolir le dit pot de fer !

Selon Adam Smith, l'intérêt général est formé de l'ensemble des intérêts particuliers. Selon J.J. Rousseau, l'intérêt général, dépassant chaque individu, est l'émanation de la volonté de la collectivité des citoyens en tant que telle. Ces deux visions contradictoires séparent notre monde de celui des anglo-saxons depuis des lustres. Le bien commun anglais se doit de respecter nos intérêts privés, nos intérêts privés doivent, en France, se plier aux exigences communes. Or, si la physique se plie volontiers à des lois, à des rapports déterminants tels que l'attraction ou le rayon de Bohr, les sciences sociales rechignent à s'inventer un rayon de Bohr qui déterminerait les limites du commun et du particulier. Serait-ce que les sciences sociales se

complaisent dans le paradoxe ? Sans doute pas, mais il est des paradoxes insolubles dans le système qui nous régit, à moins que nous acceptions de changer le système lui-même. C'est ce que fait le scientifique quand il passe de la gravitation selon Newton à la relativité selon Einstein.

L'intérêt général s'oppose toujours à l'intérêt particulier, les deux sont en conflit, irrémédiablement, et tous les subterfuges que l'homme est capable d'inventer ne font qu'encadrer ce paradoxe, le tirant à hue et à dia selon des a priori non discutés. Entrer dans le concret des choses permet souvent de mieux comprendre. Le pêcheur est a priori le mieux placé pour gérer son activité, l'agriculteur aussi. Mais quand l'agriculteur pollue l'eau et détruit une ressource halieutique, quand le pêcheur surpêche et met en danger de pénurie toute une population, l'intérêt de l'un entre en conflit avec l'intérêt de l'autre, l'intérêt particulier avec le général. Il est admis par tous que c'est dans l'ordre des choses, dans la nature de l'homme, dans l'essence même de l'humanité...

Mais quel intérêt un pêcheur aurait-il à pratiquer une surpêche, l'agriculteur à polluer les eaux qui lui sont essentielles, sinon le profit financier ? Nul ne coupe la branche sur laquelle il est confortablement assis, à moins qu'on ne lui fasse miroiter une plus-value telle qu'il puisse acquérir un plus beau fauteuil. Tous nos raisonnements sur le bien commun, sur l'intérêt particulier ou général, se fondent sur une structure sociale capitaliste et n'examinent jamais ce qu'il en adviendrait sans la nécessité des profits. Ils sont incontournables, dites-vous. Une science, fut-elle sociale, se doit de considérer le monde tel qu'il est et non tel que nous le souhaiterions.

Mais d'où tient-on que le profit est incontournable quel que soit le monde dans lequel il s'exerce ? Si les scientifiques avaient raisonné ainsi, aurions-nous l'électricité ? Le propre d'une démarche scientifique est de multiplier une expérience selon des protocoles différents et de voir ce qui se passe. Pourquoi donc ne pas placer la question de l'intérêt dans un cadre amonétaire, comme on examine un objet ou un organisme en apesanteur ? Et si nous reprenons l'exemple du pêcheur et de l'agriculteur, sans argent et donc sans profits financiers, qu'est-ce qui pourrait les entraîner dans des conflits d'intérêts insolubles, les contraindre à se constituer en lobbies, à soudoyer des experts, à corrompre des politiques... N'est-ce pas la tentation du profit qui pousse le pêcheur à draguer les fonds avec autant d'acharnement, qui pousse l'agriculteur à sacrifier sa santé et la qualité de ses productions aux rendements ? Quel que soit le sujet de la discorde et le secteur

concerné, l'intérêt commun, placé dans l'apesanteur d'une société sans argent, devient enfin possible : fini les lobbies pharmaceutiques contre ceux de la santé au naturel, le lobby pétrolier contre les énergies renouvelables, celui de la grande distribution contre celui du petit commerce...

Un contradicteur me faisait remarquer lors d'un débat que l'intérêt ne se rapportait pas qu'au seul profit et me citait l'intérêt esthétique, scientifique, humanitaire... En effet, abolir la monnaie n'induit pas la fin des conflits d'intérêt, ne serait-ce qu'entre celui qui aime le petit et celui qui se pâme devant le gigantesque, entre le nostalgique de l'ancien et l'innovateur forcené, etc. Mais il faudrait vraiment être de mauvaise foi pour ne pas voir la simplicité des réponses à ce genre de conflits au regard des impasses que crée la recherche obligatoire des profits.

Faute de s'autoriser à penser le bien commun hors de la sphère capitaliste, on en arrive à des bricolages et à d'irréconciliables positions de principe. Le libertaire s'accrochera à l'idée que nul n'est mieux à même de choisir que celui qui est directement concerné par ce choix ; le constitutionnaliste imaginera des décideurs tirés au sort pour éluder le paradoxe de l'intérêt ; l'oligarque défendra bec et ongles l'idée d'un peuple inculte et incapable de bons choix sans l'expertise de l'élite. Et le paradoxe d'un bien commun s'opposant sans cesse à l'usager continuera à alimenter les débats !

Le terme de commun s'est vulgarisé avec le livre de Pierre Dardot et Christian Laval. A côté du bien public et du bien privé, ces auteurs distinguent un bien *commun* qui n'est ni rival, ni exclusif (se bronzer au soleil n'empêche personne d'en faire autant), un bien rival mais non exclusif (pêche dans un étang quand il n'y a que des poissons à manger)..., variations qu'ils multiplièrent à l'envi.

En peu de temps, l'idée de *communs* est devenue "commune", largement partagée par tous ceux qui opposent l'usage et la propriété, qui contestent le droit de s'aliéner un bien... Il est dommage que ces deux penseurs n'aient pas poussé leur analyse jusqu'à remettre en cause l'échange marchand qui consacre la propriété privée comme seule voie possible et nie depuis des siècles les communs. Si la Révolution annoncée par leur livre n'a pas eu lieu, il faut toutefois reconnaître que l'idée d'une désargence doit beaucoup à l'apport théorique de Dardot et Laval...

Communaux : Cette très ancienne classification territoriale remonte au

haut Moyen-Âge. Il s'agit de terres, bois et landes, marais, chemins et fossés, non consignés par des actes de propriété qui appartiennent donc en *commun* à tous les habitants de la Commune, jadis de la Paroisse. Les communaux échappaient donc aux droits seigneuriaux. Les habitants pouvaient y cultiver des jardins, y faire paître leurs bêtes, ramasser le bois de chauffage, et ce, en contradiction avec le droit des seigneurs, premiers habitants des communes et théoriquement propriétaires de l'intégralité de la Commune. Cet usage a fonctionné du IX^e siècle au XVII^e sans discontinuité, mais avec des luttes incessantes. Les seigneuries et le pouvoir central ont tout fait pour récupérer les droits sur ces *communs*, par le droit ou la force.

En réalité, ces tentatives de récupération sont apparues dès qu'il y a eu des enjeux économiques : augmentation des prix du bois de chauffage, développement de l'élevage.... Les physiocrates¹ n'y voyaient qu'un mésusage de ces terres par les paysans incultes et routiniers et réclamaient la clôture des parcelles "mal gérées", bien sûr à leur profit. C'est en Angleterre qu'ils eurent la victoire avec le mouvement des *enclosures* dès le XVI^e siècle. Les révoltes paysannes sont restées célèbres, principalement celle dite *Rébellion de Kett* en 1549, du nom de Robert Kett son instigateur : 16 000 personnes y participèrent (dont une majorité de femmes qui exploitaient le plus les communs). La répression fit 3 500 morts et les frères William et Robert Kett furent pendus. Au XVIII^e siècle, la chambre des communes vote l'*Enclosure Act* qui met fin aux droits d'usage et démantèle les communaux.

En France, la Révolution de 1789 a sérieusement limité les communs par la loi du 10 juin 1793 qui organisa la cession des biens communaux à des particuliers, avec pour alibi l'extension de la culture du blé (on se souvient que la Révolution est essentiellement due à la famine de 1788 qui a poussé le peuple à venir réclamer du pain jusqu'au devant des grilles de Versailles). Peu à peu, les biens communaux ont disparu ou ont été gérés par les mairies comme des biens non plus communs mais de la commune. A chaque grosse difficulté financière, la mairie vendait ce qu'il restait de commun. L'usage est devenu que ce qu'il reste de commun ne soit plus accessible et gérable par le peuple. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, une personne ramassant du bois mort dans la forêt ou sur les rives d'une rivière peut être

1 Physiocrates : école de pensée économique née en France à la fin des années 1750. On les consid-re généralement comme les précurseurs du libéralisme. Les plus connus sont Quesnay, Mirabeau, Turgot, Du Pont de Nemours ...

légalement accuser d'avoir volé le propriétaire du sol, généralement la Mairie, et traduit devant les tribunaux!

Les Zadistes de NDDL ont remis la lutte pour les communs à l'honneur : *"la terre aux paysans d'abord, pas d'accord : on est pour la terre à tout le monde. Je ne veux pas que quelqu'un me nourrisse. Je veux m'en occuper. Je milite pour une société où il n'y a pas de métier ni d'assignation sociale par le boulot"* déclarait un militant...

Compétition : Dans une société marchande, la compétition est le moteur de la plupart des comportements humains. Tout le monde est classé, à l'école avec les notes, à l'armée avec les grades et les décorations, à l'université avec les diplômes, dans les professions avec les hiérarchies, les indices et les statuts, jusqu'à l'enterrement en grandes pompes ou dans l'intimité ! Les classements apparaissent toujours comme un utile moyen de se comparer à l'autre, nécessaire pour stimuler les énergies. Et bien entendu, chaque classement induit une valeur marchande : un diplômé, un gradé, un vainqueur gagne plus d'argent, est mieux considéré, respecté.

Dès l'école primaire, à six ans, les enfants sont mis en compétition les uns contre les autres. Les résultats de cette compétition sont publics, annoncés en grande pompe devant les autres élèves, plus tard en public dans des remises de prix, à l'âge adulte publiés dans les journaux officiels, chose qui devrait nous paraître horrible. Cette pratique d'étalonnage des humains les uns par rapport aux autres explique qu'il y ait tant d'inégalités. En effet, si nous reprenons l'exemple de l'école, un premier de classe est naturellement encouragé, valorisé, tandis qu'un dernier de classe est puni, raillé, et donc découragé. L'écart entre les deux ne peut que s'accroître... La seule compétition qui vaille devrait être celle qui reste privée, de soi à soi, l'annonce d'un quelconque score relever de la grossièreté, de la vantardise.

Une expérience forte intéressante fut réalisée dans une école secondaire et malheureusement enterrée : Si l'on prend les premiers de classe de trente écoles et qu'on les regroupe dans une même classe, nous aurons une élite qui, par émulation, obtiendra des résultats fabuleux. Le résultat de cette expérience, c'est que dans un cadre de compétition, se réinstaura immédiatement un premier et un dernier de classe, et au milieu une majorité d'élèves sans intérêt. Tel qui se prenait pour un génie dans sa classe ordinaire, pour un canard roi de sa mare, se voit comme un cancre dans la

classe de l'élite... C'est ce que l'on a appelé la *constante macabre*¹ et qui prouve que dans un système de compétition, le même individu sera cancre ou élève brillant, et considéré comme tel par les professeurs, sa famille, ses pairs selon le niveau moyen de sa classe et quoi que fasse l'enseignant.

L'inutilité de la compétition n'est pas pour autant une chose acquise. L'enfant n'est pas naturellement en collaboration avec ses pairs. Il a même tendance à se comparer pour se rassurer, à se moquer du plus faible pour se sentir fort, à dominer l'autre qui est toujours a priori un danger. L'abolition de l'argent ne changera rien à cela sinon le mode d'éducation donné aux enfants. Avant même de savoir lire et compter, il faudrait, dans un monde sans argent, apprendre à compter sur l'autre et à compter pour l'autre. Serait-il possible dans un cadre monétaire d'initier un tel renversement...? Sûrement pas. Albert Jacquard insiste en disant que *"toute compétition est un suicide. Notre société, fondée sur la compétition à tous les étages, est suicidaire. La sélection par la compétition privilégie les gens les plus conformistes, donc les gens les plus dangereux..."*

Complotisme : Manie bien répandue de voir des complots dans quantités de faits réels mais incomplètement connus. Ce qualificatif sert essentiellement à discréditer toute tentative d'explication des événements actuels. Qui-conque dénonce ou critique le système, le récit officiel, peut être taxé de complotisme et ainsi discrédité, y compris et surtout quand il y a mensonge d'État, manipulation occulte, manœuvre douteuse. Certes, il y a toujours eu des complots et des comploteurs bien réels : la conjuration de Catalina (-63), l'assassinat de Jules César (-44), la Conspiration des poudres en Angleterre (1605), l'opération Himmler (1939), l'opération Walkyrie menée par le colonel Stauffenberg (1944), l'opération Ajax contre l'Iran (1953), le putsch des généraux à Alger (1961), les attentats contre les tours de New York (2001)... Il y a eu aussi des complots imaginaires tels que les attaques d'Aliens, les Illuminatis, le faux alunissage de la NASA...

Mais il est facile de trier entre vrais complots (un petit groupe de gens puissants qui se coordonne en secret pour planifier et entreprendre une action illégale ou néfaste affectant le cours des événements) et les faux complots (celui dénoncé par les QAnons aux USA étant le dernier en date).

1 Référence au livre du pédagogue et mathématicien André Antibi, *La Constante macabre*, éd. Nathan, 2003

Il suffit de revenir aux sources de l'information et de ne garder que ce qui est avéré et documenté. On peut donc voir dans la dénonciation constante de complotisme une simple stratégie de dénigrement, un moyen efficace d'interdire la pensée...

Il y a bien de vrais complotistes qui proposent un récit alternatif au récit officiel. Si le récit alternatif fonctionne et trouve rapidement un public, ce serait le signe que le récit officiel n'est pas crédible, qu'il faut le modifier ou en changer. Sous prétexte que les "platistes" refusent de croire à la rotondité de la terre, que des ufologues voient l'influence des Aliens dans le réchauffement climatique, il est devenu dangereux de parler des services secrets d'un pays, des groupes d'influences comme Davos ou le Club de Rome, donc d'émettre la moindre analyse sur la vision du monde que ces gens véhiculent. Il est même devenu difficile d'être souverainiste, protectionniste, anticapitaliste, et même scientifique.

La science a pour principe d'émettre une hypothèse, de la confronter à la réalité et à l'expérimenter, puis de la déclarer recevable ou inintéressante. L'usage abusif de l'anathème complotiste, disqualifie automatiquement toute hypothèse, toute remise en cause d'une connaissance ancienne. C'est refuser le doute, la controverse, l'analyse du réel et donc une atteinte grave à la démocratie, au débat d'idées, à la liberté de penser.

Historiquement, on affirme généralement que le complotisme a été défini pour la première fois en 1945 par Karl Popper, qui dénonçait comme abusive une hypothèse ou une théorie selon laquelle un événement politique ait été causé par l'action concertée et secrète d'un groupe de personnes qui avaient intérêt à ce qu'il se produise, plutôt que par le déterminisme historique ou le hasard. Reste à savoir si Popper a voulu clarifier l'épistémologie de son temps ou brouiller les cartes.... A chacun d'en juger. La seule chose qui soit sûre, c'est que le résultat, quant à l'usage du terme, a été pour le moins catastrophique.

Comptabilité : *"Tout système qui réduit le monde à des chiffres ne peut être maintenu que par les armes, qu'il s'agisse d'épées et de gourdins ou de bombes intelligentes portées par des drones sans pilotes" (David Graeber).*

Dans le monde néolibéral, tout est considéré sous l'angle comptable et ce qui ne se compte pas ne compte plus. Tout est mis en chiffres et statistiques, tout se réduit au tableau Excel, au bilan. Le chiffre, la comptabilité, la statistique relèvent des sciences dures, contrairement à l'art. La politique,

la médecine, la justice, etc. devraient être des arts, non justifiables par les sciences dures, par le chiffre. Or, c'est tout l'inverse qui se produit. Les politiques justifient leurs choix par des statistiques qui, présentées comme indiscutables, rendent le débat impossible. Les médecins optent pour une thérapie en fonction d'analyses biologiques normatives et oublient la relation directe patient-soignant. La justice évalue la responsabilité, la culpabilité, la sanction en termes de coût, de dommages, d'indemnités, ce qui consigne plaideurs, victimes et agresseurs dans des échelles de valeurs marchandes... Le chiffre n'est pas de l'ordre de la raison, de l'intelligence. Il ne peut rendre compte que de quantités mais ne peut rien dire qui qualifie un acte, un objet, une personne.

Comment ne pas lier cette situation à l'impact de l'argent et de ses usages sur nos mentalités. Mais alors, si la société s'organisait dans le sens de l'Accès au lieu de tout comptabiliser, nos mentalités évolueraient rapidement, mécaniquement dans l'autre sens. Ne plus évaluer toute chose selon sa valeur marchande renverserait radicalement l'intérêt qu'elle suscite. Ne plus évaluer une personne selon ses revenus, son patrimoine, nous contraindrait à penser ce qu'elle fait, bien plus que ce qu'elle est. Ne plus évaluer une œuvre selon sa cote nous laisserait la liberté de l'apprécier ou de la détester...

Dans un monde sans argent, nous ne cesserions pas pour autant de compter, ne serait-ce que la quantité de matières, de productions qu'il nous est possible de consommer sans que d'autres en manquent cruellement, sans qu'il devienne impossible d'éviter la pénurie. Mais les aspects qualitatifs combleraient vite le vide laissé par les comptabilités abusives et les conséquences en seraient immenses pour le bien-être de tous. Il est intéressant d'analyser l'image que nous renvoie le stéréotype de l'expert comptable : *"un personnage gris portant des costumes gris"* selon l'auteur de Comics Al Ewing, *"des compteurs sans joie de haricots"* selon l'économiste Friedman, au point que la profession a publié en 2012 une plaquette décrivant la vie idyllique d'un comptable français pour attirer les étudiants !

La fréquentation assidue du chiffre rendrait les hommes prématurément vieillots, incapables d'originalité, maniaques, insignifiants. La littérature autant que le cinéma ont fait entrer cette perception dans la culture populaire. Et si cette image, injustement collée au front des comptables, avait cependant un fondement réel dans l'activité elle-même ?... La profession de comptable n'est pas la seule à porter une image négative. Pourquoi parle-t-

on encore de *comptes d'apothicaire*, de *l'esprit d'épicier* ?

Concurrence : La concurrence est à l'évidence généralisée dans nos sociétés modernes et nul n'y échappe quel que soit le domaine et le niveau où elle s'exerce. Les enfants sont déjà en concurrence à la crèche. Les animaux sont tous en concurrence pour la nourriture, la reproduction, le territoire. On peut donc admettre le côté naturel de la concurrence, ce qui fait dire aux contradicteurs de la société post-monnaire que la suppression de l'argent ne supprime pas la compétition et qu'il y aura toujours des riches et des pauvres, des forts et des faibles.

A cet argument, on peut répondre que l'homme n'évolue pas sur le même mode que les animaux et qu'il est formaté par les conditions sociales dont il s'est doté bien plus que par ses choix philosophiques. Les sociétés organisées sans argent (même si elles sont rares, elles existent) sont bien moins dans la concurrence que les sociétés monétisées. De fait, le choix fait il y a cinq mille ans de s'organiser autour de l'échange marchand et de l'argent, a influencé le discours philosophique et religieux, a donné les outils nécessaires à la naturalisation de la concurrence. Il est bien possible que la suppression de l'argent produise les mêmes effets dans le sens inverse, que les philosophies et rituels qui en découleraient nous formatent dans une recherche d'entraide et non plus de concurrence. C'est peut-être un pari, mais un pari pas plus stupide que celui que l'argent a produit.

La seule chose qui puisse circonscrire ce conditionnement c'est l'explication, le débat, mais surtout l'expérience. Il est urgent de donner à nos contemporains des occasions multiples d'expérimenter où, quand, comment, on peut tester des espaces de gratuité, des pratiques non marchandes, des secteurs a-monnaire. Transplantés brutalement dans une situation a-monnaire, dans un marché gratuit (une gratiféria) et passé le moment de la découverte, voire de la sidération face à ces flux incongrus de matières, on découvre vite des comportements qui sont complètement inadaptés à une société marchande, mais qui se sont instinctivement adaptés à la gratuité. Cette mutation se fait avant même toute réflexion et ce n'est qu'a posteriori que les gens réalisent à quel point la structure sociale les a modifiés.

Il en est de la désargence comme de la démocratie. Ce sont deux catégories qui ne peuvent se comprendre et se concrétiser qu'en les pratiquant. Il ne peut y avoir de démocratie sans pratique démocratique et c'est la raison pour laquelle il est si difficile de réclamer un esprit démocratique à des gens

qui ont délégué tous leurs usages démocratiques à des représentants. De même, il est impossible de croire à une possible désargence dans un environnement totalement monétisé. Il faudrait d'abord éradiquer l'argent pour rendre son éradication possible !

La concurrence érigée en dogme par le libéralisme s'est généralisée, banalisée. Elle est devenue une nécessité devant assurer le bonheur des consommateurs, la qualité des produits, la santé de l'économie. Le propre du dogme est de n'être jamais remis en cause, même quand les faits démentent les arguments de ses thuriféraires. La concurrence doit être libre, sans aucune entrave réglementaire ou légale la régulant, et non faussée par des taxes protectionnistes, des arguments nationalistes, des privilèges corporatistes. Avec le néolibéralisme, la concurrence s'est étendue à tous les secteurs d'activité, y compris les biens communs tels que l'énergie, l'enseignement, la santé, l'eau, etc.

La concurrence pourtant n'a jamais été réellement libre et non faussée. Un producteur de riz camarguais ou italien, par exemple, est soumis à des labels de qualité, à des contrôles de production, aux codes du travail et aux tarifs salariaux. Un producteur de riz asiatique peut produire du riz bourré de chimie, sans aucun contrôle de qualité, sous des appellations vagues (riz thaï, riz basmati...), employer une main d'œuvre à bon marché, bénéficier d'un système d'exportation quasiment gratuit. Les premiers sont incapables d'aligner leurs prix sur ceux des concurrents. C'est ce qui explique que la plupart des producteurs français ou italiens ont disparu et qu'il ne subsiste plus que quelques producteurs militants, généralement bio, obstinément accrochés à leur modèle agricole et commercial. La concurrence est donc un système à double vitesse : indispensable quand le producteur réclame de meilleures conditions de travail, laxiste quand elle entraîne une concentration de la production et favorise les marchés internationaux.

Si la concurrence a contaminé tous les secteurs d'activité, elle a aussi contaminé les moindres recoins de notre inconscient. Les jeux d'enfants sont presque tous élaborés sur le principe de la concurrence. Depuis peu, il existe des jeux éducatifs qui sont fondés sur la collaboration. C'est un signe du temps, signe que le temps capitaliste se rétrécit. Les loisirs sportifs sont essentiellement une "éducation à la concurrence", le dépassement de soi n'étant qu'un piège pour faire entrer chacun dans l'idéologie commune. La musique, la science, la littérature, la production de films, de

programmes radiophoniques ou télévisés..., tout est sujet à concours, prix, audimats, médailles et gratifications diverses. D'excellents romans partent au pilon quand des ouvrages ordinaires sont publiés par millions d'exemplaires au motif qu'ils sont désignés par le Goncourt, le prix Fémina, le prix des Lycéens, etc.

Nous réaliserons le poids écrasant de cette concurrence, ses effets destructeurs, ses relations constantes aux enjeux financiers quand elle aura été éradiquée, quand il ne subsistera guère que la concurrence naturelle et individuelle de celui qui éprouve le besoin de se mesurer à l'autre, d'affirmer une supériorité comparative. Cette pulsion enfantine de toute puissance, de la comparaison de la taille du zizi chez les jeunes garçons au besoin d'avoir raison sur tout chez certains adultes, provoquera davantage les rires de l'entourage que leur considération...

Confinancement : Néologisme apparu après la crise Covid de 2020 suite aux conséquences dramatiques de l'arrêt par confinement d'une bonne part de l'économie. Nous sommes rapidement passés du confinement sanitaire au *confinancement*, l'effet financier du confinement ! Comme nous l'avions prévu, le fait que le taux de chômage ait explosé et que les revenus réduits à peau de chagrin aient limité à l'essentiel notre consommation, la responsabilité a été attribuée au Covid et non aux politiques économiques ayant précédé la crise sanitaire. Les milliers d'exclus et de "laissés pour compte de tout solde" ne sont pas descendus dans la rue comme on aurait pu l'espérer. La dépression généralisée a produit ses effets. L'absence d'un nouveau récit intégrant les impasses structurelles n'a pas aidé à sortir de l'effet de sidération dû aux successives "assignations à résidence"...

L'explosion des inégalités, les riches devenant plus riches et les pauvres plus pauvres, a suscité quelques réflexions sur la place de l'argent, du salariat, de la consommation qui n'aurait pas eu lieu sans confinement. Les conséquences économiques du confinement n'a pas suscité la création du néologisme *confinancement* par hasard, et c'est bien la seule chose que l'on ne regrettera pas dans cette crise sanitaire...

Confinement : La crise sanitaire du Covid a innové la pratique du *confinement*, sorte de quarantaine sans limite temporelle, *d'assignation à résidence* thérapeutique. Une voix anonyme a écrit à ce sujet : « *Nous sommes*

arraisonnés par un pouvoir économique, qui sacrifie tout à sa propre rationalité plus que douteuse sanitaire et qui détient désormais officiellement le monopole de l'accès au territoire »¹.

Tout est judicieusement dit dans cette phrase. Il est évident que ce sont les intérêts économiques qui ont dominé cette stratégie présentée comme une nécessité de survie. Et le choix du terme *arraisonné* est fort juste. C'est un terme de marine qui désigne l'action d'arrêter un navire en mer pour contrôler sa cargaison ou l'état sanitaire de l'équipage. La libre circulation des personnes, de tout temps considérée comme une liberté fondamentale, a été remise en cause pour "notre bien". Seuls les représentants de la loi pouvaient circuler à leur guise. Et rares sont ceux qui y ont vu un abus de pouvoir et assimilé ce fait à l'occupation étrangère de 1940-45, avec ses ausweis, son couvre-feu, sa ligne de démarcation.

La justification sanitaire a transformé la désobéissance en incivilité grave, en mise en danger d'autrui, voire en crime, et a induit la délation, l'exclusion sociale du contrevenant en attendant son élimination. On pourrait considérer ces mesures comme une préparation pédagogique à la dictature... L'idée d'un couvre feu qui a suivi le confinement a renforcé cette préparation. Rien ne justifiait que l'on soit interdit de circulation entre 19 heures et 6 heures du matin.

Aucune évaluation de la réduction des risques n'a été menée, et quand bien même des chercheurs s'y seraient intéressés, il est douteux qu'ils aient pu démontrer quoique ce soit, sinon qu'en jouant sur la peur et sur la sécurité sanitaire, nos sociétés étaient prêtes à accepter sans broncher toutes les restrictions de liberté à l'échelle de la planète. Le réflexe moutonnier est plus fort que l'aspiration à l'indépendance. Voilà de quoi rassurer et encourager tous les dictateurs en puissance du Monde. C'est là une grande nouveauté. Nous avons connu des mesures jamais osées, même en temps de guerre, et les cas d'objection, de désobéissance civile, s'il y en a eu, ce qui n'est pas sûr, sont passés complètement inaperçus. Cette pandémie fera école, c'est certain !

Consommation : Avec les Trente glorieuses, nous sommes passés d'une société globalement sobre à la société de consommation. Après l'euphorie d'un accès facile à de multiples biens, nous avons critiqué cette consom-

¹ Phrase citée par le site *Lundi Matin* dans un article signé *Aclin* du 16.08.2021

mation désormais source de pollutions, d'exclusions, d'inégalités, et à terme, cause probable d'effondrement environnemental. Il paraît évident que la consommation pose problème et pourtant, nous ne sommes pas arrivés à éliminer cette catégorie de nos esprits. Au lieu d'éradiquer ce qui pose problème, nous en changeons les termes. Beaucoup d'économistes actuels persistent à imaginer une saine consommation privée et libre, ou une consommation libre mais encadrée, voire une consommation socialisée.

Selon son étymologie, la consommation a désigné ce qui est amené à sa perfection ou à sa fin (la consommation de la ruine, d'un régime, d'une vie...). Si on consomme, c'est en effet parce que la chose consommée est bonne et qu'une fois consommée, elle n'existe plus. La consommation est toujours suivie de la consommation, c'est-à-dire de la destruction. Consommation et consommation viennent du même mot latin, ce qui n'est pas inintéressant. A consommer outrageusement, la société se brûle, se consume ! C'est la représentation sémantique de la crise environnementale qui nous pend au nez. Nous avons si bien consommé que la planète se consume au point qu'elle tend à devenir invivable jusqu'à la consommation de l'humanité elle-même.

Faut-il donc que l'on cesse de consommer ? Entièrement non, car sans consommation point de vie possible. Consommer moins comme le disent les décroissants ? Certainement, mais jusqu'à quel point est-ce souhaitable ? C'est toute la question de la décroissance heureuse ou du serrage de ceinture. Il faudrait en fait concentrer la consommation sur les usages qui n'induisent pas la destruction. On ne détruit pas son cerveau lorsque l'on use de bon sens, on ne détruit pas une maison quand on en a l'usufruit...

Dans les années 1960-1980, la "société de consommation" était souvent dénoncée comme le mal absolu. Curieusement, depuis que la situation économique a sérieusement réduit notre pouvoir d'achat, on en parle beaucoup moins. La lutte contre la société de consommation ne fait plus recette. Au mieux veut-on nous convertir à des pratiques de "consom'acteurs". Il s'agit de consommer intelligemment, mais de consommer tout de même. Les raisons de lutter contre la consommation se sont multipliées et aggravées sans que le principe de cette "participation au capitalisme" ne soit condamnée.

Consom'acteur : Mot-valise constitué à partir des mots "consommateur" et "acteur" pour désigner un consommateur qui n'accepte plus passivement

les biens et les services qu'on lui propose. On a bien compris que le *Consom'acteur* est un opposant au capitalisme, prêt à boycotter les entreprises prédatrices, sensible à l'éthique, aux produits équitables, investi d'une mission et se croyant capable d'influer sur la marche du monde.

Le Consom'acteur, aussi honnête et militant soit-il ne se berce-t-il pas d'illusion ? Tout acteur qu'il se prétende, il reste consommateur et accepte tacitement les conditions capitalistes de la consommation capitaliste. On peut boycotter Facebook et même s'organiser collectivement pour créer un autre espace social éthiquement acceptable, mais les moyens comparés des réseaux alternatifs et des Gafam resteront toujours en faveur des grosses sociétés. Diaspora, Ello, EyeEM ou Vero proposent quasiment les mêmes services que Facebook, sans la captation des données, sans leur mise en algorithmes et sans le contrôle qui s'en suit et c'est très bien. Mais si vous voulez qu'un message se diffuse à grande échelle, qu'un mouvement du style Me Too ou Anonymous accède à une notoriété suffisante pour jouer un quelconque rôle, Facebook est imbattable. Rien ne sert d'avoir les mains pures si l'on n'a plus de mains !

Il en est de même auprès des grandes sociétés productrices de vêtements, chaussures, matériels sportifs..., que le boycott égratigne à peine. Leur taille leur permet de déplacer quelques usines des lieux classiques de dumping social, de faire une bonne publicité mensongère sur un pseudo contrôle qualité, sur l'application de principes écologiques ou sur le respect des enfants, du droit du travail. Une petite couche de peinture verte sur leur prédation, et les affaires reprennent ! Vive l'éco-capitalisme !

En somme, devenir consom'acteur, c'est penser l'organisation de l'industrie mondialisée comme si on avait à faire à un artisanat local. En trois minutes de publicité télévisée, toutes chaînes confondues, publiques ou privées, on peut découvrir une soupe industrielle en brique intégralement naturelle, une voiture SUV électrique qui fait de vous un écolo de pointe, un cosmétique bio qui va vous assurer des relations humaines aussi foisonnantes qu'épanouissantes... Raisonnablement, on ne peut lutter contre cela qu'en instaurant une dictature capable de supprimer les écrans, en convertissant les prédateurs en moutons par une saine morale, ou en construisant un système économique dans lequel les profits financiers seraient obsolètes (un système d'accès par exemple)...

Plus qu'un appel à devenir Consom'acteurs, il faudrait viser une *dé-consommation*, une *grève générale* de la consommation. Mais comme nous

sommes obligés de consommer pour vivre, au moins pour les *produits essentiels* (aussi peu définis que les *commerces essentiels*), ce n'est pas pour demain ! Tôt ou tard, l'évidence qu'il n'y a pas d'alternative à la prédation capitaliste dans un contexte d'échanges marchands finira par s'imposer. Alors, l'accès sans condition aux biens et services s'imposera...

L'économisme atavique n'est pas seulement présent dans les moyens politiques utilisés, il l'est aussi, peut-être plus encore, dans les contenus même des alternatives anticapitalistes. L'anticapitalisme ne peut plus s'en prendre seulement à la forme-capital de la valeur, c'est la valeur elle-même et son système, c'est-à-dire l'invention de l'économie, qu'il faut maintenant faire trembler sur ses bases.

Aujourd'hui, le terme consommateur a pris une connotation péjorative qu'il n'avait pas au siècle dernier. Est qualifié de consommateur celui qui abuse d'un bien, qui mange trop, qui gaspille, qui collectionne les relations humaines sans vergogne et sans fidélité. Est-ce pour autant une avancée ? On peut en douter quand on constate que tout être humain, du berceau au cercueil reste un consommateur potentiel. La naissance est un marché (accessoires pour bébé, faire-parts de naissance, alimentation spéciale...), l'enfance est un marché (jouets, vêtements, livres...), l'adolescence un formidable marché (avec les marques, les smartphones, les jeux électroniques, les motos, la musique...), la mort elle-même est devenue lucrative (voir l'article "pompes funèbres"). La consommation est la principale culture quotidienne, alimentée par la publicité, les journaux peuples, la télévision. Tout se passe encore comme s'il suffisait de changer de mot, de passer du consommateur au consom'acteur, pour évacuer la réflexion. Moyennant quoi, le nouveau consommateur est absout de toute faute éthique ou politique par ses vellétés d'acteur. On peut saluer la tactique, elle est aussi fine qu'efficace !

Constitution : La Constitution est une loi fondamentale qui fixe les principes de base et le fonctionnement d'une organisation sociale, en particulier d'un État. De la Constitution dépend l'esprit de toutes les autres lois de l'État. Quand une organisation sociale se trouve en but à des problèmes juridiques insolubles, c'est généralement que sa Constitution a des failles. Pas étonnant alors que de plus en plus de monde réclament une révision de la Constitution, voire sa refonte totale via une *Assemblée Constituante*.

Mais une constitution, c'est une enveloppe et la question principale est de savoir ce que l'on met dedans. !

Imaginons ce que serait la Constitution d'un pays sans argent, ou sans propriété privée, pire encore sans échanges marchands, mais fondée sur l'accès... Elle serait radicalement différente. Notre Constitution de 1958 ne ressemblerait plus à rien si on la vidait de toute référence à l'argent. Sans une vision différente des paradigmes fondateurs de la société, une nouvelle enveloppe constitutionnelle, comme l'ancienne serait remplie de beaux principes inopérants. A quoi sert d'inscrire dans une Constitution l'égalité en droit de tous les citoyens quand les profits financiers sont le ressort ultime de toute activité ? A quoi sert de garantir un logement décent à tous quand on garantit en même temps la propriété privée ? A quoi sert de déclarer le peuple souverain quand on lui demande ensuite de déléguer ses pouvoirs à des représentants ?

Un autre concept essentiel dans une Constitution est celui du contre-pouvoir sans lequel aucun pouvoir ne peut être garanti indemne de perversion. Un chef d'État peut très vite transformer une démocratie en dictature s'il n'y a pas des instances de contrôle du chef de l'État. Un parlement peut aisément voter des lois liberticides si rien ne vient contrôler la cohérence de ses votes vis à vis de la Constitution. Hitler a obtenu un pouvoir absolu sans aucun contre-pouvoir et au départ, sans contrevenir à la Constitution, aux lois fondamentales. La première chose à faire en écrivant une Constitution est de prévoir les contre-pouvoirs. Mais quid alors d'une Constitution écrite par le chef de l'État comme le fut celle de 1958, écrite par et pour le général De Gaulle ? Comment demander à des Députés ou Sénateurs d'organiser eux-mêmes les contre-pouvoirs qui ensuite vont limiter leurs marges de manœuvre ? Charles De Gaulle lui-même le reconnaissait quand il écrivait dans ses mémoires : *"On a fait des confessionnaux pour tâcher de repousser le diable, mais si le diable est dans le confessionnal, alors ça change tout !..."*

Les constitutionnalistes comme Étienne Chouard, les partis qui réclament une Constituante pour adapter les textes aux enjeux actuels comme la France Insoumise, ont ce défaut de ne pas remettre en cause tous les pré-supposés qui conditionnent l'actuel texte, et de ne pas inventer les pré-supposés nouveaux qui devront conditionner la rédaction du nouveau texte. C'est en somme mettre la charrue avant les bœufs, prévoir la décoration intérieure avant d'avoir construit la maison. La simple devise de la France,

"Liberté, égalité, fraternité" est contredite par la Constitution. Qu'est-ce que la Liberté sous un régime constitutionnel qui contraint chaque citoyen à travailler à la sueur de son front ? Qu'est-ce que l'égalité sous une Constitution qui ne pose aucune limite aux inégalités sociales ? Qu'est-ce que la fraternité quand on juge conforme à la Constitution que des millions de gens soient sans abris, sans garantie de manger deux fois par jour, sans moyens d'être soignés ?

Si une Constitution devait être réécrite aujourd'hui, il faudrait qu'elle interdise impérativement tout ce qui est contraire à la devise française et donc qu'elle se dote de moyens juridiques suffisants. Si une Constitution devait être réécrite demain en vue d'une abolition de l'argent et de l'échange marchand, plus un mot, plus une phrase ne ressemblerait à l'ancienne constitution...

Contrat social : Toute société organisée repose sur un contrat social, qu'il soit écrit ou oral, explicite ou tacite. Notre société contemporaine vit sous un type de contrat social qui s'origine dans les philosophes des Lumières : Rousseau, Diderot, Voltaire, Montesquieu... Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et ce contrat est par bien des aspects obsolète. La lumière s'était allumée sur l'Occident, elle est en train de s'éteindre. L'enjeu n'est plus le même.

L'idée d'un contrat social est controversée, le *contractualisme* s'opposant à l'idée du *naturalisme*. Sans entrer dans un débat philosophique ouvert par les philosophes de l'antiquité et jamais totalement clos, nous préférons poser la question en terme stratégique. Faut-il que la nature humaine change pour que la société évolue ou faut-il que la société se transforme pour que la nature humaine soit autre ? Dans la première hypothèse, le point de vue moral, spirituel prédominera, l'action proposée sera centrée sur le *buen vivir* en commun et sur la conversion individuelle. Dans la deuxième hypothèse, seul un changement structurel de la société changera les mentalités. La nature ou la culture ! A l'évidence, les deux sont à l'œuvre dans le fait social. Ce débat se retrouve dans la controverse de Valladolid au XVI^e siècle autant que dans celle du genre qui agite notre temps, et c'est sans doute ce qui explique notre incapacité à clore le débat.

Vu sous l'angle purement stratégique, il faut bien reconnaître que changer la nature humaine est un processus lent et sans cesse susceptible de reculs et de fulgurances, d'innovations et de passéisme. Une religion telle

que le Christianisme a porté en elle, dès le départ, des idées de pacifisme, d'égalité, d'individuation de la personne humaine. Vingt siècles plus tard, si l'on ne peut nier une évolution positive, force est de reconnaître que le message christique est très loin d'être totalement intégré. Un changement structurel de la société peut en revanche s'opérer quasiment du jour au lendemain et durablement influencer sur les comportements humains. Jusqu'au 9 octobre 1981, la peine de mort était considérée normale et nécessaire, elle était comprise et souhaitée par la majorité des Français. Il a suffi d'une loi intelligemment défendue par Robert Badinter pour convaincre les Députés et Sénateurs et que le peuple s'y fasse, l'accepte, et enfin l'approuve. Si nous avions attendu une maturation de l'idée d'abolition, la guillotine serait encore dans les usages, au moins pour les terroristes qui eux sont capables de qualifier de mort naturelle une décapitation !

Les tenants du naturalisme s'appuient sur les mêmes faits pour démontrer que la Révolution française n'a fait que transférer le pouvoir de la noblesse à la bourgeoisie, que l'homme nouveau annoncé par le communisme n'a pas éradiqué la mentalité de moujik, même pas dans l'esprit de Staline. D'ailleurs, on a vu, dès la chute de l'URSS, renaître le moujik capitaliste et religieux... On peut débattre des nuits entières sur ce sujet. Mais force est de reconnaître que n'importe quel humain placé dans une situation inhabituelle et radicalement différente, change immédiatement de comportement, parfois en bien parfois en mal. En temps de guerre ou de catastrophe naturelle, tel que l'on croyait héroïque se révèle veule, tel que l'on croyait éteint et sans volonté se mute en chef, en meneur de troupe.

Durant vingt ans, j'ai travaillé dans un Centre de soins pour toxicomanes où nous avons élaboré une thérapie fondée sur le *dépaysement*. Un toxicomane issu de la ville, socialement déstructuré, hyper consommateur et incapable de supporter la moindre frustration, brutalement plongé dans un univers rural et frugal, contraint de travailler de ses mains pour s'assurer le minimum vital, confronté à des activités aussi incongrues pour lui que le forestage, la poterie, la varappe ou le tricot, une fois passé la stupeur et le cours temps d'adaptation, se découvre tout autre. C'est un début de reconversion dont il aurait été incapable dans son *milieu naturel*.

Et c'est justement ce que propose la désargence. Coupe l'outil monétaire sous les pieds de nos contemporains et c'est tout leur univers qui s'effondre. L'homme ayant *par nature* horreur du vide, il va *se* créer un mode de vie qui lui permettra de supporter l'épreuve, il va *se* fabriquer une

société post-monnaire puisque son fétiche argent n'est plus, il va s'organiser *en commun* parce qu'il n'aura pas d'autre choix... Penser que, sans cet argent omniprésent et omnipotent, l'humanité est immédiatement susceptible de transformer son rapport aux autres et à la nature, ne relève pas de l'utopie mais de la simple observation du fonctionnement social, de la construction d'un contrat social...

Contre-révolution : *"S'il n'y avait pas eu des fous pour dire NON, toujours, même en toute mauvaise foi, alors nous serions encore dans nos arbres."* (Léo Ferré). Une contre-révolution consiste à faire entrer par la fenêtre ce que les peuples, les idées ou les événements ont jeté à la porte.

Une abolition de la monnaie n'échappera pas aux tentations de quelques contre-révolutionnaires, à commencer par le biais de systèmes monétaires déguisés. La mesure "temps" est déjà l'alliée objective de nombreuses réintroductions de l'argent. En effet, comment faire comprendre à celui qui a planté un pommier, qui l'a amoureuxment soigné cinq ou six ans avant de voir apparaître les premiers fruits, que sa pomme n'a pas plus de valeur que le radis qui a atteint sa maturité en 18 jours ! Comment faire comprendre à un ébéniste qui a travaillé sa technique plus de dix ans avant de réaliser ses premiers chefs-d'œuvres que la satisfaction du bricoleur ayant réalisé sa première étagère "presque droite" est tout autant légitime ! On n'abandonne pas des siècles de valeur sans séquelles...

Plusieurs fois et en divers endroits, est revenue l'idée de prendre en compte le temps de formation, le temps de réalisation d'un objet, la qualité particulière (artistique ou utilitaire) et d'en conditionner l'accès en proportion. Quelques soient les intentions de départ, l'idée de justice, de mérite, de reconnaissance que l'on y introduit, tôt ou tard, cela revient à réintroduire une hiérarchie de valeur dans les productions, puis une concurrence entre producteurs, puis une forme quelconque de compensation qui, inévitablement, fera penser qu'un convertisseur universel de ces valeurs serait commode.

La question du mérite également est aussi la fenêtre par laquelle la contre-révolution tente d'entrer. Avant même que l'on ait posé la première pierre d'une autre forme de société, on me dit que si tout le monde a accès aux mêmes choses, aux mêmes services, à quoi bon se donner la peine d'œuvrer au bien commun ? Si découvrir un vaccin susceptible d'éradiquer une maladie grave et endémique ne procure pas plus d'avantages que

d'inventer un presse-purée, à quoi bon s'enfermer des années dans un laboratoire, vivre quotidiennement les affres du doute et l'incompréhension des autres ? Il est toujours tentant de reconnaître l'utilité publique à sa "juste valeur", puis d'admettre que le savant ait une vie plus douce que le citoyen ordinaire, plus de biens, plus de qualité dans les services.

En somme, certains réclament la reconstitution d'une classe, d'une élite, d'une caste de Brahmanes plus éclairés que le monde ordinaire. Très curieusement, ceux qui auraient été susceptibles d'appartenir à cette élite sont extrêmement rares à revendiquer cette "reconnaissance". Bien au contraire, la plupart ont rappelé que les premières élites ont été les prêtres qui s'étaient auto-investis d'un savoir divin, organisés autour de temples somptueux au regard des habitations ordinaires et dont l'essentiel de l'activité était de recevoir et de gérer les dons apportés par les fidèles. Le temple a été détenteur du pouvoir, de la richesse, de l'argent, bien avant l'État. Reconstituer des temples de la science, des mausolées à la gloire des bienfaiteurs de l'humanité, c'est relancer le mécanisme des classes, des privilèges, des inégalités, et in fine du capitalisme...

Les formes de profits sont diverses, avec ou sans monnaie. Il est vraisemblable que l'on voit ressurgir des pratiques réinstaurant l'usure, la spéculation, le salariat, la valeur après quelques années d'accès. Jusqu'au XVIII^e siècle, on trouve dans les registres de notaires des "contrats de mégerie" signés entre deux paysans : *"Le sieur X confie vingt de ses brebis au sieur Y, lequel jouira des fruits du troupeau mais cédera la moitié du croît au sieur X à la fin de l'année"*. Si l'on traduit l'opération en argent, cela revient à consentir un prêt contre intérêt, et dans ce cas précis, à une pratique d'usure à 30% ! La moitié du croît revient à un salaire. C'est apparemment un échange "gagnant-gagnant", sauf que le propriétaire des brebis (X) s'enrichit plus vite que le berger (Y) qui les soigne. Ce genre de trafic, réintroduisant par la fenêtre la valeur qui aurait été mise à la porte, est inévitable et quantités de biens et ressources mis en accès direct sans aucune condition peuvent être détournés. Le génie humain est insondable... Mais toutes ces tentatives contre-révolutionnaires échoueront face au bon sens et à l'expérience du plus grand nombre, du moins on peut le penser en attendant que l'expérience le confirme ou l'infirmes !

C'est du moins ce que pensent la grande majorité des militants pour une désargence. Pourtant, imaginer une société sans opposants, cela relève d'un humanisme béat, même si l'on considère que la plupart auront tout

intérêt à adhérer à l'idée. Imaginons une mafia à la veille d'un saut post-monnaire. Les Parrains vont certainement réaliser très vite que s'en est fini de leurs privilèges et de leur puissance. Ils ne vont pas accepter le sourire aux lèvres de voir leur monde s'écrouler. Il y a toutes les chances pour qu'ils usent de leurs méthodes habituelles, à commencer par la peur. Pour instaurer leur système, ils ont d'abord créé une insécurité. Ils feront de même en brûlant un dépôt alimentaire, en lâchant une meute de jeunes loups dans un marché gratuit. Ils sont capables de semer le doute dans les esprits par des propos alarmants : *"Une désargence, c'est le retour à la loi du plus fort, le peuple va y perdre sa liberté plus vite qu'avec l'argent"*.

La seule issue pour beaucoup sera d'échapper à la violence de la mafia en pactisant, ne serait-ce que pour survivre. Ils devront payer le tribut au Parrain s'ils ne veulent pas que leur maison soit accidentellement brûlée, pour que leurs enfants ne tombent pas dans la drogue, pour que leurs femmes ne risquent pas de se faire violer à chaque coin de rue. La mafia se présentera comme la seule garantie contre l'insécurité. Quiconque se déclarera favorable à l'abolition de l'argent devra trouver ailleurs une protection. L'armée, la police, la justice étant désorganisées par la fin du salariat, la mafia gagnera souvent.

Une mafia est autant capable d'organiser un marché clandestin de drogues que de café, de cacao, de composants électroniques, autant de choses qui dans un premier temps deviendront rares. Ils peuvent même organiser la pénurie de biens courants pour se rendre indispensables. Et pour se fournir auprès de cette mafia forte de la pénurie qu'elle aura elle-même créée, il faudra de l'argent, ce même argent qu'elle aura gardé soigneusement à l'approche du moment de bascule dans le nouveau système ou qu'elle aura réinventé. Dans certaines circonstances on a déjà vu des gouvernements, des gros industriels, des sociétés de services se faire adouber par une mafia dépassant de loin leur PIB ! Si ce scénario est vraisemblable, il faudra trouver des parades qui n'auront rien à voir avec le royaume des Bisounours ! La politique restera longtemps un problème de résolution des conflits, et à ce jeu là, le perdant est toujours celui qui est le moins cynique, le moins sensible à la non-violence et à l'empathie...

Contrôle social : Un décroissant m'écrit qu' *« Il est possible de freiner l'économie très rapidement, en quelques jours, à l'échelle de*

la planète. On nous a toujours expliqué que c'était impossible. Un simple virus nous démontre le contraire. »

Ce qui est évident, c'est qu'un simple virus peut servir d'alibi à quantité de choses réputées impossibles. Personne n'aurait pu imaginer le confinement de millions de personnes, l'obligation de porter un masque en permanence, la fermeture de toutes les écoles... Et pourtant, cela s'est réalisé sans protestations majeures, dans une passivité, une obéissance étonnante. On comprend mieux ce qui s'est passé si l'on déplace l'objectif officiel de ces mesures sanitaires. Le fait que ni le masque ni le confinement n'aient enrayer la progression du virus et qu'on nous ait replongé dans la peur panique d'une deuxième vague, puis d'une troisième, laisse penser que le mobile n'est pas la survie de l'humanité mais son contrôle.

En effet, si les premières mesures avaient été choisies en tant que prophylactiques, au vu de leur inefficacité, on les aurait changées. Or, on reproduit les mêmes choses en les durcissant. Au contraire, si le but non avoué a été le contrôle social, les premières mesures ont effectivement montré leur efficacité et, au vu de la tolérance des populations au "traitement", rien n'empêche de les durcir.

Porter un masque ressemble fort à un bâillon, lequel a été globalement accepté sur la pression des utilisateurs eux-mêmes. Les regards lourds de reproches sur celui qui ne mettait pas son masque ou le mettait mal en disaient long et rappelaient les années sombres de l'occupation avec son lot de délation. Les "attestations de déplacements dérogatoires" ont ressemblé étrangement aux ausweis de troisième Reich. Le confinement ressemble bigrement à des "assignations à résidence", voire à des arraisonnements (arrêt d'un navire en pleine mer pour en contrôler le chargement ou l'état sanitaire avant d'entrer dans un port). Mais qui a fait le lien entre le virus et ces sombres périodes d'occupation ou de peste noire ?

Faute de liens historiques, la peur s'est bien installée, le contrôle peut se renforcer et perdurer. Analysé sous cet angle, la crise sanitaire prend un tout autre aspect. L'histoire ne se répète pas dit-on, mais les processus historiques restent souvent les mêmes. Hitler, élu

démocratiquement, n'a pas utilisé d'autre méthode pour imposer à son peuple une dictature consentie. Ne pas appeler ausweis nos attestations de déplacement, ne pas traiter le confinement d'arraisonnement, ne pas parler de bâillon pour désigner le masque, ne pas considérer la fermeture des écoles comme une tentative d'acculturation populaire, c'est prendre le risque d'accepter un "Big Brother" comme Président et de croire que "la liberté c'est l'esclavage"¹

Controverse de Valladolid : Vers 1550, après la découverte des Amériques, une controverse fut organisée par Charles Quint dans la ville de Valladolid (Espagne) pour régler le sort des Indiens. Étaient-ils humains, donc dignes d'être convertis et traités à égalité avec les autres peuples ou étaient-ils des *esclaves par nature* tels que définis par Aristote ou une espèce infra-humaine que l'on pouvait élever, utiliser ou abattre sans restriction comme du bétail. Ce long et difficile débat ressemble à celui d'une désargence critiquée à la hauteur de l'enjeu, avec la même violence argumentaire, le même type de peurs, la même mauvaise foi pour les uns, les mêmes espoirs pour d'autres.

Les *monétaristes* prédisent des catastrophes et énoncent quantités d'impossibilités à l'abolition. *"L'homme est égoïste et sans l'appât du gain, il ne fera plus rien hors ce qui l'intéresse dans l'immédiat... Les razzias, la lutte de tous contre tous va nous ramener à la barbarie... L'argent permet de payer des armées, des fonctionnaires, des experts et sans cela, c'est l'insécurité, le désordre qui nous guette... La désargence oui, mais seulement sur une petite île, avec un groupe restreint..."* A cela, les *désargentistes* opposent l'égoïsme profond qui entache la société marchande, les guerres économiques et le pillage des pays sous-développés, la violence que nulle police ne peut réguler, etc. *"Pour dénigrer la société sans argent, vous ne trouvez qu'à lui opposer les tares de l'actuelle société. Ce qui existe déjà à un degré inimaginable (la violence, l'exclusion, l'injustice, le gâchis, l'imprévision...) n'est pas une fatalité. Aucune autre société ne peut arriver à un tel stade de barbarie. Un changement ne peut apporter qu'un mieux car le pire est déjà atteint..."*

1 Allusions au roman de Georges Orwell, 1984.

Les experts des deux camps débattront sur la faisabilité technique d'une société a-monnaire quant à l'énergie, la redistribution des biens, le développement scientifique, la santé, etc. Toutes les sciences humaines seront conviées à imaginer les conséquences positives ou négatives d'une désargence, psychologiquement, anthropologiquement, sociologiquement, médicalement, philosophiquement... Mais le problème n'est pas technique, seulement mental, de l'ordre de la subjectivité... Les principaux arguments développés en faveur de l'argent ont été : L'argent pacificateur (il offre aux hommes un moyen de résoudre les dommages commis ou subis, de compenser les pertes ou les fautes), l'argent moyen d'échanges (langue et monnaie sont les deux systèmes de circulation, d'information et de valeur au sein d'une communauté), l'argent lié à l'affect (il canalise le désir de possession, le désir de posséder le désir de l'autre), l'argent inséparable de la nature de l'homme (ses passions tristes ne changeront pas), l'argent bien commun (comme seul paradigme soulageant notre rapport à la mort)...

La grande controverse sur la monnaie occupera sans doute les journaux, les télévisions, le Net pendant des années avant que l'hyperinflation mondiale et le réchauffement climatique ne mettent tout le monde d'accord sur le fait que la désargence, jadis option, reste la seule planche de salut connue et cohérente par rapport au réel... Il est bon de rappeler que les théologiens et scientifiques de Valladolid n'ont pas réussi à se mettre d'accord mais ont été très ébranlés par la découverte que les Indiens, aussi sauvages qu'ils puissent paraître, étaient sensibles à l'humour, capables de rire d'une situation cocasse. Un débat d'experts sur une société avec ou sans argent peuvent tout autant être ébranlés par un éclat de rire !

Convergence des luttes : Voilà un vieux rêve qui a traversé deux siècles de militantisme sans presque jamais se réaliser et qui continue à être évoqué périodiquement. La convergence des luttes semble avoir réussi à l'époque du CNR ou de l'union de la gauche en 1972. Mais le CNR répondait avant tout à la nécessité de résorber l'énorme fracture entre résistants et collabos de la deuxième guerre mondiale et à la proximité du communisme (Berlin Est était à quelques heures de Paris et le Parti Communiste français était puissant). La peur du communisme a contraint la droite à accepter un programme de gauche.

En 1972, l'union des partis de gauche (PS, PC, MRG) a abouti à un programme commun, l'union de la carpe et du lapin. Il fallait pour y parve-

nir un Mitterrand, homme politique de droite, décoré de la francisque par Pétain, brusquement devenu de gauche pour accéder à un pouvoir que la droite lui refusait. La vitesse à laquelle Mitterrand s'est engagé dans des réformes structurelles de type néolibérale après son élection (le fameux *tour-nant de la rigueur* défendu comme une nécessité historique) montre assez bien, avec le recul, le faux semblant de l'*Union de la Gôche* !

L'union de tous les partis dits de gauche est un vœux pieux qui rassemblerait des leaders rêvant d'être porteurs de leur bannière en tête du cortège. Mais au-delà du folklore de gauche, à quoi rime une alliance des partis de gauche sinon à passer le seuil d'une échelle quantitative, d'obtenir un effet de masse en perdant les originalités de chaque parti. En somme, il n'y a pas de différence qualitative entre la convergence des luttes et le centralisme jacobin, voire entre l'union d'une gauche hétérogène et le mondialisme. Même ambition et même folie. C'est toujours recréer un schéma pyramidal et des instances hiérarchisées au dépend du local, de la diversité, du pouvoir direct de la base.

L'exemple de la Via Campésina est typique. La voix des paysans du monde, le regroupement des luttes paysannes de tous pays, était certainement une idée généreuse. Pourtant, force est de reconnaître que la Confédération Paysanne française, a fait plus parler d'elle avant 1993 (date de la création de Via Campésina), qu'après, et il en est de même dans la plupart des 81 pays représentés.

Les plus de cinquante ans ont été nourris au biberon du centralisme, de la convergence des luttes, de l'internationalisme. Ceux de 20 ans ont biberonné à l'Internet et l'iPhone, lesquels ont changé le rapport au monde, à l'espace, au temps. L'unité de base sociale et militante n'est plus le parti ni le syndicat, mais l'individu qui tient le monde dans sa main, augmentée du numérique. Le point d'encrage n'est plus la référence à une politique, à une idéologie, à une stratégie commune, mais à la mobilité, à la disponibilité immédiate et circonstancielle, à la dématérialisation même de l'idée de géo-localisation. Via Campésina ou la France Insoumise sont aux *Nuits Debout* et *Gilets Jaunes*, ce que Descartes est à Raoul Vaneigem, des ancêtres. Pas étonnant qu'il soit utopique de penser un désir girondin, transversal dans un cadre de pensée Jacobin, pyramidal....

Pour qu'une réelle convergence des luttes s'opère, il faudrait une base commune (autant sur l'objectif que sur la stratégie), la possibilité que chacun poursuive sa route particulière dans le sens d'un intérêt commun,

qu'aucun avantage de notoriété, de paternité ou de hiérarchie ne favorise l'un ou l'autre...

C'est pour cela que la désargence ne demande à personne de se rallier, mais à tous de seulement réfléchir ce que la désargence pourrait lui apporter dans sa lutte particulière. S'attaquer à un chantier aussi vaste que l'abolition de l'argent peut rassembler non plus dans un groupe unique, non pas sur une idée commune, mais dans une direction. Les plus durs à convaincre sont sans aucun doute ceux qui ont milité avec acharnement pour développer des alternatives au capitalisme. Critiquer l'argent, c'est aussi critiquer leur alternative...

Ce que nous demandons à nos amis militants, c'est avant tout de relire notre proposition de société de l'accès pour voir si elle "augmente" ou pas leur point de vue. La question est donc de savoir si un anarchiste, un écologiste, un anticapitaliste, un décroissant, un non violent, un collapsologue, un républicain..., peut accepter tout ou partie de l'Accès, sans rien perdre de son propre engagement. La même interrogation est posée aux différents métiers, aux cultures particulières, aux peuples de nations singulières...

Convictions politiques : En 1925, dans *Mein Kampf*, Hitler s'enthousiasmait pour la critique du pouvoir de l'argent qu'il avait lu dans les livres de Gottfried Feder (1883-1941). Quelques années plus tard, les gros industriels, les Thyssen, les Krupp, etc. lui rappelaient qu'il allait avoir besoin d'argent, et que cela faciliterait beaucoup les choses s'il pouvait oublier les rêvasseries peu réalistes et peu pragmatiques de Feder. Le Guide charismatique d'un *Empire qui aurait dû durer mille ans*, fit alors comme tous les autres avant lui : il sacrifia une part de son idéologie devant le pouvoir de l'argent. Et c'est peut-être heureux, car le nazisme sans argent aurait pu être pire qu'avec argent !

Aux USA, pays où le 1% au sommet truste 40% de la richesse de la nation, l'argent domine à ce point le processus démocratique que le peuple américain vote pour le Président qui représente Wall Street ou celui qui représente la US Chamber of Commerce. À ma gauche, l'argent spéculatif sans foi ni loi, à ma droite, l'argent du profit, fondamentaliste et raciste. Que peut-on déduire d'un tel vote quant aux convictions politiques des Américains ?

Quand François Hollande fonde sa campagne électorale sur une dé-

claration enflammée : "*Mon ennemi c'est la finance*", et que la finance ne bronche pas, c'est bien qu'elle ne croit pas un mot du discours de Hollande. Elle sait qu'il sera facile de faire pression sur lui pour que les grandes compagnies du CAC 40 restent bien protégées. Quand Emmanuel Macron semble plaire au peuple par sa jeunesse, son "*en même temps*", son histoire romanesque avec sa professeur de théâtre, il obtient un appui sans précédent des médias, des journaux économiques aux journaux sportifs. Jamais un candidat n'avait fait la une d'autant de médias, lesquels appartiennent tous à un petit groupe de quelques grands industriels. Macron aurait trahi cette oligarchie en appliquant ses promesses de campagne, il aurait subi dans les semaines suivantes des attaques financières propres à le destituer ou à le pousser à la démission ! Où sont les convictions politiques de ce beau monde ?

Les convictions politiques n'ont plus aucun sens en politique et voter pour un candidat en fonction des convictions qu'il affirme relève de la naïveté la plus totale.

Convivialisme : Le *Manifeste du Convivialisme* a été édité aux éditions Le Bord de l'Eau en 2013 par un collectif d'une quarantaine d'intellectuels, à l'instigation du sociologue Alain Caillé. Partant du constat que la logique du progrès technique n'était plus crédible mais que personne ne souhaitait un retour en arrière qui nous priverait des immenses potentialités de ce progrès, le collectif posait des questions essentielles : Comment gérer la violence des rapports humains ? Comment les inciter à coopérer ? Comment faire obstacle à l'accumulation de la puissance sur l'homme et la nature ? Comment éviter que l'humanité ne soit potentiellement autodestructrice ? Pour y répondre, le collectif a cherché ce qu'il y avait de commun à toutes ces questions et en a conclu que la recherche d'un art de vivre, d'une *convivialité*, nous était commune à tous, d'où le *Convivialisme*. L'idée était sympathique et permettait une approche morale, politique, écologique et économique.

Le Convivialisme est devenu moins prolixé quand il s'est agi de répondre à la question "Comment faire ?". Il suggérait l'*indignation*, le *sentiment d'appartenance à une communauté mondiale* et la *mobilisation des affects et des passions*... De là à donner vie à des organisations sociales précises, à expliquer comment préserver la nature tout en consommant, à offrir à tous une fonction utile sans sortir de l'argent, de l'échange marchand

et de tous ses effets induits et bien mortifères, les Convivialistes ne s'y sont pas risqués. L'idée est donc restée aussi attrayante qu'impuissante. Il semble cependant évident que si les événements se précipitent et entraînent dans leur évolution des fonctions aussi essentielles que l'échange marchand, ce collectif saura entrer dans le vif du sujet et proposer des idées pratiques intéressantes sans rien perdre de leur rigueur théorique. Il en sera de même pour des groupes comme les Décroissants, comme Palim Psao (qui travaillent sur la valeur-dissociation), pour des personnalités comme Paul Jorion, et bien d'autres.

Coopérative : La coopérative apparaît à première vue comme une bonne idée pour donner ou redonner aux usagers la maîtrise de leurs usages, pour éviter la marchandisation à outrance, pour intégrer les préoccupations environnementales dans la production. Quand on compare les statuts des premiers Crédits Agricoles de l'époque de la loi Méline en 1894, et ce que cela donne aujourd'hui, on voit qu'il ne reste qu'un slogan "le bon sens à côté de chez vous" ! Il en est de même avec les coopératives de consommation (Grimaud et Cie en 1792, La Société du Devoir Mutuel en 1828, les magasins Derrion en 1834, la FFNCC en 1912...) qui ont accouché de nos splendides supermarchés !

Quand le ver est dans le fruit, il est très vite immangeable. Quand l'argent est dans l'entreprise, elle est très vite ingérable. C'est même vrai au niveau des familles. Le meilleur moyen de diviser une famille chaleureuse et unie, c'est de la confronter à un héritage conséquent. C'est même vrai entre amis, puisqu'un proverbe turc nous dit : *«Qui ignore le prix de l'argent n'a qu'à se faire prêteur»* ! Supprimer toute référence à la valeur marchande dans l'entreprise, supprime de facto la concurrence et ouvre un boulevard aux coopératives. Ce qui est aujourd'hui une exception sans cesse limitée par les contraintes financières deviennent la norme. Là où il faut des lois, des règlements, des conventions collectives pour rendre l'activité sociale à peine supportable, une abolition de l'argent permettrait de participer à des entreprises collectives dans le plaisir et la détente. Un vrai coup de baguette magique qui n'aurait en fait rien de magique !

Ce serait un peu comme le rêve de voler quand toutes les lois de la physique nous prouvaient que c'était impossible pour tout objet plus lourd que l'air. L'acharnement d'un Clément Ader (1841-1925) à se croire capable d'aller contre le bon sens commun et contre la doxa scientifique du moment

ressemble bien à notre acharnement à penser faisable une société a-monétaire, contre le bon sens populaire et les évidences des économistes, des politiques, et autres chercheurs patentés ! Le rêve d'une société coopérative à tous les étages n'est pensable qu'après une désargence, ce qui ne veut pas dire qu'il restera toujours dans le domaine de l'utopie....

COP : Les COP (*pour Conférences Of the Parties*) nous font chaque année la promesse de réduire les émissions de gaz à effet de serre... Une promesse qui n'engage que ceux qui y croient !

Rien ne sert de se lamenter, de jeter la pierre à l'un ou à l'autre. Mieux vaut regarder la réalité en face et ne pas demander la lune. Or, la réalité, c'est que le capitalisme a besoin de la croissance et des profits financiers, faute de quoi il entrerait en crise. La réalité, c'est que la croissance et les profits sont incompatibles avec l'écologie. On ne peut vouloir à la fois protéger la forêt amazonienne et extraire le pétrole qu'elle recèle. On ne peut à la fois défendre les emplois des ouvriers de PSA ou Renault et militer pour la limitation des voitures... Le capitalisme, comme nous tous, est en conflit d'intérêt permanent avec ce qui sauverait la planète. Il faut choisir entre le capitalisme ou l'écologie, notre style de vie et la justice sociale, entre une société monétaire ou a-monétaire.

Si l'on choisit l'écologie, on devient anticapitaliste et un autre conflit d'intérêt subsiste, celui qui oppose l'échange marchand, l'argent, la valeur, à la justice, à l'égalité, à la fraternité ! Comment en effet concilier la nécessité de payer pour vivre, donc avoir des salaires pour échanger des biens et des services et le fait que mécaniquement l'argent, depuis qu'il existe et quel que soit le modèle économique, tend à se concentrer entre des mains de plus en plus riches et de moins en moins nombreuses. Aucun système, capitaliste, socialiste, communiste, distributiste n'a jamais résolu le problème. Tant qu'il y a des échanges marchands, il y a des riches et des pauvres, donc des gens qui abusent du pouvoir que cela leur confère, du pouvoir de "détruire la planète" comme dit Hervé Kempf.¹

Alors, faudrait-il choisir entre l'argent et l'écologie ? Il est clair que l'alternative n'est pas entre libéralisme ou collectivisme comme on l'a longtemps cru, elle n'est pas entre le néolibéralisme ou rien comme on voudrait nous le faire croire aujourd'hui. Elle est entre la société marchande ou la so-

¹ Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, éd. Le Seuil, 2013.

ciété a-monnaire. Quand on a compris cela, non seulement tout devient plus clair quant à l'écologie, mais en plus, les stratégies écologiques changent et gagnent beaucoup en efficacité. Cela nous permettrait en outre de sortir de la seule erreur d'Hervé Kempf qui est d'attribuer l'essentiel de la responsabilité aux riches. Sans l'accord tacite des non-riches et des pauvres, il n'y aurait pas de riches et de ce fait beaucoup moins de dégâts et sans ce système pervers, riches et pauvres accepteraient une désurgence...

Copropriété : Les hasards de la vie m'ont conduit à loger dans une grande copropriété au sein d'une commune balnéaire. Comme dans beaucoup de ces lieux, on a construit dans les années soixante des complexes touristiques de masse. La notre était composée d'environ 850 propriétaires aux intérêts très divers. A côté de ceux qui avaient acheté pour y vivre à l'année et dont c'était l'unique et principale résidence, il y avait des agences de voyages ou des particuliers qui possédaient plusieurs appartements qu'ils louaient à des touristes. Pour d'autres, il s'agissait d'une résidence secondaire dont ils usaient quelques semaines ou mois par an, généralement l'été.

Imaginez qu'il faille rénover la façade d'un immeuble. Les propriétaires qui y vivent à l'année ont tout intérêt à réaliser ces travaux et souhaitent même qu'on en profite pour y ajouter une isolation thermique. Mais celui qui loue à des touristes ou ne vient qu'une semaine par an, il n'a aucun intérêt à payer plus de charges et se moque bien de l'isolation. Au fil des années, les résidents à l'année ont vieilli et supportent très mal les touristes, souvent jeunes et bruyants qui gâchent leurs étés. Les locataires ont également des intérêts qu'ils répercutent à leurs propriétaires mais qui entrent souvent en conflit avec les résidents à l'année.

Gérer une telle copropriété, revient à faire des assemblées générales avec cinq à six cent propriétaires présents, tous arrivant avec la ferme intention de ne pas se laisser léser par un autre clan. Même entre la dizaine de bâtiments de l'ensemble, les intérêts sont différents, pour des problèmes d'accès, d'entretien de parc, de parking. Pour un syndic, c'est une charge proche de la gestion d'une petite commune et pour le Conseil syndical, c'est un bénévolat qui ressemble parfois à un travail à plein temps. Certains ne s'en rendent pas compte et s'imaginent que les membres du Conseil bénéficient d'avantages matériels. Lors d'une visite de chantier par une dizaine de membres du conseil (donc bénévoles), j'ai entendu des propriétaires se plaindre : *"Ils se promènent dans le parc et nous on paye !"*

Une année, deux groupes se sont opposés pour la prise de contrôle du Conseil syndical et l'ambiance s'est dégradée au point que les gendarmes ont assisté à l'AG suivante, craignant que les copropriétaires en viennent aux mains !

Quand ces braves gens ont compris que je militais pour une société sans argent, que c'était pour moi la seule voie démocratique pensable, ça les a fait bien rire. Assimilant les 850 copropriétaires à l'ensemble de l'humanité, tous pensaient que la démocratie était une chose *trop sérieuse pour la laisser entre les mains du peuple*, que les opinions des uns et des autres ne pouvaient se réguler que sous la pression *de la loi et des impératifs économiques*. En clair, j'étais un sympathique utopiste, un rêveur, un poète.

Le sujet valait la peine d'être analysé. Les principales causes de conflits étaient d'ordre financier, chacun souhaitant avoir un bien le mieux valorisé possible en payant le moins de charges possibles. Tout ce qui était collectif était impossible, même quand c'était rentable. Installer un chauffage collectif solaire, par exemple, n'intéressait que ceux qui y vivaient l'hiver. Les autres auraient payé leur cote part sans en tirer profit. Installer dans le parc des potagers partagés ? Impossible, les touristes vont tout prendre sans participer à rien ! Et ainsi de suite... Alors, une société sans argent, sans salaires, sans loyers, sans charges... *Vous n'y pensez pas, Monsieur !*

Mais si, pensons-y. Les difficultés de gestion d'une grande copropriété peuplée d'habitants aux statuts si différents sont un concentré de tous les conflits qui entravent sans cesse l'ensemble de la société. Tous ces copropriétaires sont parfaitement adaptés à la société marchande et monétaire. Mais si nous devenons tous *propriétaires de l'usage* d'un appartement et non de deux, si les résidences secondaires disparaissent au profit des personnes ne disposant pas d'un logement décent, il est impensable que la situation soit la même. Il faudra certes un peu de temps pour apprendre la démocratie, pour apprendre à écouter avant de parler, pour perdre l'habitude de condamner quiconque n'a pas le même avis. Mais il apparaîtra vite que cela sera l'intérêt de tous et de chacun et, quels que soient les problèmes, qu'un mauvais consensus vaut mieux que la kalachnikov !...

Cornucopien : Terme issu du latin cornu "*cornipae*", corne d'abondance, et qui désigne celui qui a une telle foi en la technologie, qu'il la croit capable de résoudre tôt ou tard n'importe quelle impasse du système. Le mot est peu connu, peu utilisé, mais je le trouve doux à l'oreille. On y entend ce-

lui de *corne*, attribut traditionnel des cocus. Et, dans une une société marchande, tout le monde est peu ou prou cocufier par un autre. Le riche prend tout au peuple, y compris ses plus belles femmes, le pauvre se venge en draguant la femme d'un plus pauvre. On y entend le mot *copie* qui nous rappelle que nous ne faisons jamais que reproduire, copier, un modèle vieux de plusieurs millénaires, sans aucun sens critique, avec l'acceptation tacite et enfantine que l'original est aussi juste que la copie. On y entend aussi le mot *nu* et nus, nous le sommes presque tous si nous exceptons le 1% mythique. La société marchande a beau être hautement technologique, rationnelle, brandir le drapeau de la compétitivité avec fierté, nous sommes de plus en plus nus face à un effondrement qui s'annonce de plus en plus imminent.

Cornucopiens ! C'est le nouvel anathème que nous devrions promouvoir, bien plus parlant que le trouble *complotisme*. Il stigmatise la posture qui, certainement, retarde le mieux l'acceptation mondiale d'une désargence. Jusqu'au bout, les hommes tenteront de réguler le climat, l'économie, les inégalités sans toucher à l'argent, en misant sur d'hypothétiques innovations. Il est si commode de croire que la fusion froide remplacera le pétrole et le nucléaire, que la chimie inventera des pilules énergétiques pour nourrir la planète, que le bitcoin régulera les pouvoirs financiers, que l'océanographie découvrira des métaux rares en abondance dans les abysses océaniques... C'est sans compter sur l'évolution exponentielle du problème qui raccourcit chaque année l'échéance d'une crise majeure. Aucune innovation technologique n'arrivera à temps pour sauver le système et nous serons nus, cocus, battus, contents, cornucopiens !...

Corruption : La corruption est l'un des maux les plus fréquemment cités par ceux qui choisissent de se plaindre. Les politiques sont évidemment corrompus, les policiers sont *ripous*, les fonctionnaires sont tous tentés par une petite enveloppe....Tout le monde est corrompu ou susceptible d'être corrompu. En revanche, on se plaint plus rarement des corrupteurs sans lesquels il n'y aurait pas de corrompus. On se plaint encore moins du principal outil de corruption, l'argent. Un slogan vu sur les murs d'Athènes lors des élections législatives de 2019 m'a bien fait rire : "*Ψηφίστε τον Αλί Μπαμπά, έχει μόνο σαράντα κλέφτες!*" En français, *Votez Ali Baba, il n'a que 40 voleurs.*

Tout y est dit, l'humour grec en plus. Votez, c'est démocratique, même si l'élu n'est qu'un chef de bande prêt à piller tout ce qu'il peut. On nous dit qu'il faut voter, même pour le moins mauvais, à défaut d'un meilleur candidat... De toute façon, le système n'est pas fait pour le peuple mais pour les voleurs, voleurs de richesses, voleurs de pouvoirs, voleurs d'existences.

A y regarder de plus près, il n'y a surtout, parmi la masse de gens susceptibles de corrompre ou d'être corrompus, que des différences quantitatives, rarement qualitatives. L'homme politique qui accepte un million en pot de vin pour favoriser un chef d'entreprise lors d'un appel d'offre, n'est pas plus vénal que le petit fonctionnaire qui réclame un petit billet pour accélérer un dossier. Le producteur de films qui exige d'une actrice des faveurs sexuelles n'est pas moins coupable que celle qui accepte le marché quand il lui suffirait de dire non au risque de perdre le rôle. L'industriel qui paye une armée de lobbyistes pour défendre un produit indéfendable n'est pas plus corrupteur que le parlementaire qui se doit de renvoyer l'ascenseur après avoir accepté une petite croisière sur le yacht de l'industriel.

Ces dernières années, il y a eu quelques retentissants procès en corruption, une immense vague d'indignation vis-à-vis des "porcs" qui exigent des prestations sexuelles de leurs subordonnées, des scandales à répétition sur les financements occultes de partis ou de gouvernements. Tout cela sent mauvais et véhicule une suspicion généralisée, des fausses dénonciations, un dégoût bien partagé pour la chose publique. Mais tant que l'on s'acharne sur l'homme politique qui rémunère sa femme grâce à un emploi fictif, on oublie de penser que le premier coupable est l'argent, et tous les autres coupables, ceux qui défendent mordicus les bienfaits de cet argent !

Depuis Cicéron, on sait qu'il y aura des corrompus et des corrupteurs. Il ne s'agit pas de changer l'âme humaine mais de trouver l'écosystème (politique, judiciaire, citoyen, administratif) qui permettrait de prévenir au mieux la corruption et de la sanctionner de manière impitoyable quand elle mise en acte. Soit ! Mais comment ? Dès l'instant qu'il y a argent, il y a corruption. Dès qu'il y a un pot de confiture, des doigts y trempent. On peut emprisonner les politiques véreux (du moins ceux qui se sont fait prendre), couper les doigts collants de confiture, rien n'arrêtera la corruption. A moins que l'on supprime l'argent. Mettre tous les biens et

services en accès libre et sans condition complique bien plus efficacement la vie du corrupteur et du corrompu !...

Coup d'État : Dès le début de l'année 2021, l'idée de provoquer un coup d'État pour sortir du carcan politique et économique a émergé. On peut citer le chanteur Francis Lalanne qui exhorte "*le peuple français à la mobilisation générale contre la tyrannie*". Pour ce faire, il demande "*aux plus grands responsables militaires français de procéder, au nom du peuple français, à la mise à pied des auteurs du Coup d'État*". Il considère que le traitement de la crise des Gilets Jaunes comme celui de la crise sanitaire, relève d'un premier coup d'État totalitaire. Répondre à un coup d'État gouvernemental par un autre coup militaire, peut sembler absurde, mais c'est une solution pour mettre fin à l'exercice du mandat de l'actuel président de la République, réputé pour gouverner seul et sur le mode autoritaire.

En faisant cela, Lalanne risque une condamnation en justice pour tenter de *nuire à la défense nationale et de provoquer à la désobéissance par le moyen des militaires* au titre de l'article 413-3 du Code Pénal, soit une peine de cinq ans de prison et 75 000€ d'amende. Il le sait très bien et en prend le risque, ce qui est à sa décharge.

En Grèce, des cadres militaires en retraite ont soutenu l'idée de réitérer le coup des Colonels de 1967, mais cette fois, pour redonner immédiatement le pouvoir au peuple. Les cadres militaires d'aujourd'hui se souviennent du soutien empoisonné de la CIA qui les a conduits à instaurer une dictature, à abandonner à leur sort leurs frères Chypriotes. L'Armée dépasse toujours ses attributions et ses capacités dès qu'elle se targue de politique. Lalanne et ces militaires grecs retraités sont dans le même état d'esprit. Mais les deux manquent d'une réflexion de fond et d'une intelligence de l'Histoire qui, si elle ne se répète pas, montre tout de même des schémas identiques. Les mêmes causes produisent généralement les mêmes effets. Que ferait le peuple sans une autre vision politique radicalement différente de celle qui prévaut aujourd'hui ? Une société monétisée de gauche serait-elle différente d'une société de droite ? Les pauvres le seraient-ils moins si des riches continuent à contrôler les pouvoirs financiers, culturels, administratifs ?

Outre le fait que l'Armée n'est pas et ne sera jamais un modèle démocratique, un coup d'état sans changement de paradigme n'est qu'un

saut à pieds joints qui retombe dans le même cercle vicieux, dans le même sociotope. Suivre la proposition de Lalanne qui d'un seul coup se découvre révolutionnaire, c'est sauter dans le vide les yeux bandés, sans savoir sur quoi on va atterrir, et à quel moment on sentira l'impact à amortir sur le sol. C'est suicidaire !

Cotisation : Somme versée par les membres d'un groupe en vue des dépenses communes. Il y a des cotisations pour toute association (pour jouer aux boules comme pour faire de la musique), des cotisations sociales (pour les soins, l'éducation des enfants...), des cotisations syndicales (pour défendre les droits et devoirs des travailleurs), etc. Comme rien ne peut se faire sans un minimum d'argent, toute entreprise commune implique des frais matériels, des frais de gestion, parfois des frais administratifs. Les cotisations servent à cela.

On retrouve l'étymologie de ce mot dans l'expression un peu désuète de *faire sa quote part*, c'est-à-dire faire la part qui est prévue lors d'une collaboration autour d'une activité commune. Elle dépasse donc très largement le seul cadre du libéralisme, du capitalisme. L'idée d'une désargence élimine automatiquement celle de cotiser. Si plus personne ne compte plus rien, ni le temps, ni le matériel, ni l'effort, les cotisations disparaissent et le verbe *cotiser* ne serait plus guère utilisé que par des anciens, encore coutumiers du langage monétaire.

Les *quote-parts* risquent au contraire de resurgir puisque rien n'éliminera le partage des tâches, la division du travail. Pour un même projet l'un peut apporter son savoir, l'autre ses bras, l'un apporter une matière, l'autre la transformer. Cela n'enlève rien à la faculté de réaliser une activité quelconque, et cela fait sauter la barrière que peut représenter la cotisation. Combien d'enfants ont été privés d'une activité sportive, éducative, culturelle, en raison d'une cotisation à payer par des parents n'ayant pas les moyens ? Comment imaginer éradiquer cette profonde et marquante injustice sans toucher au principe de l'échange marchand ?...

Courbe exponentielle : Type de fonction mathématique qui a la particularité d'augmenter de plus en plus vite. Si l'on met un grain de riz sur la première case d'un échiquier, puis deux sur la deuxième case, 4 sur la 3^{ème}, puis 8, 16, 32, 64, etc., arrivé à la dernière case de l'échiquier (la 64^{ème}),

environ 720 000 tonnes de riz sont nécessaires (problème dit de l'échiquier de Sissa)¹.

C'est exactement ce qui se passe au niveau environnemental avec un certain nombre de phénomènes qui suivent ce modèle exponentiel insoutenable à long terme ! Or, chose étrange, pendant longtemps les scientifiques ont omis ce principe simple, préférant ne voir que des courbes géométriques (soit 1,2,3,4,5,6... au lieu de 1,2,4,8,16,36,64...), ce qui change tous les pronostics.

C'est bien expliqué par le problème du nénuphar qui se dédouble chaque jour. Si les nénuphars couvrent la moitié d'un étang en 100 jours, ils ne mettront pas 100 jours pour recouvrir l'autre moitié de l'étang, mais un seul et unique jour ! C'est justement ce qui rend la question de l'effondrement inquiétante. Les mouvements les plus lents d'aujourd'hui, au bout d'un certain temps, peuvent faire tout basculer en un jour, ne nous laissant même pas le temps de comprendre ce qui nous arrive. Voilà qui devrait calmer l'optimisme de certains survivalistes...

Mais les choses ne sont pas si simples que cela. Certains mathématiciens prétendent que la fonction exponentielle n'atteint jamais le point de non retour et qu'elle s'arrête avant que le doublement mène à l'infini. Il y aurait une limite intrinsèque à toute fonction dont la croissance dépend de sa propre valeur. C'est ce qu'a démontré le mathématicien Euler², D'où la lettre *e* qui symbolise l'accroissement de ces courbes : $f(x)=ex$. Faute de compétences suffisantes pour traiter du sujet, il me suffit de comprendre que les métaphores des nénuphars ou de l'échiquier, ont plus d'intérêt pédagogique que d'exactitude scientifique. Quand bien même, le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, la croissance économique et tout ce que les rapports Meadows ont mis en exergue ne seraient pas mathématiquement synonymes d'effondrement brutal, il est clair que leurs courbes sont suffisamment avancées et nombreuses pour remettre en question le système dans sa globalité.

1 L'échiquier de Sissa vient d'une légende indienne : Le roi Belkib s'ennuie et demande au sage Sissa de lui inventer un nouveau jeu. Sissa invente les échecs. Le roi est si content qu'il demande au sage de choisir sa récompense. Pour montrer au roi que sa proposition est pour le moins imprudente, il réclame autant de riz que peuvent en contenir l'échiquier si on part d'un grain de riz et qu'on double à chaque case. Il n'y eut pas assez de riz dans tout le royaume pour exaucer le vœu de Sissa !

2 Leonhard Euler (1707-1783), mathématicien suisse considéré comme le père des mathématiques modernes.

Au-delà de la rigueur scientifique et de la précision des termes, nier le risque est autant une folie qu'une tentative de justifier le déni évident du risque. Encore une manœuvre de plus des "cornucopiens" de tout poil pour nous faire accepter l'intolérable...

Coût de la guerre : Selon le *Stockholm International Peace Research Institute*,¹ les dépenses militaires mondiales ont atteint le total de 1 767 milliards de dollars en 2014. Il y a ainsi des informations qui tombent sans prévenir et laissent songeur. Ces chiffres sont fous et paraissent inimaginables, même lorsqu'on les ramène à des échelles qui nous sont plus communes. Divisons, par exemple, ces 1767 milliards par le nombre d'habitants sur la planète : 1 767 milliards divisés par 7 milliards, c'est 252 dollars par individu et par an, soit 0,69 dollar par jour (chiffres de 2014 à réactualiser). Je suis sûr qu'une famille vivant en-dessous du seuil officiel de pauvreté serait heureuse de recevoir directement et sans condition 0,69\$ par jour et par personne. Et si l'on considère que l'urgence concerne essentiellement les 10% de la population mondiale qui vit en dessous du seuil de pauvreté et qu'il faudrait leur réserver cette somme, chaque individu en difficulté toucherait 10 fois plus, soit un minimum de 6,90\$ par jour et par personne.

Notre sécurité se paye donc avec la misère d'une part conséquente de l'humanité, laquelle misère induit une violence potentielle inévitable, laquelle exige la progression logique du budget sécuritaire, laquelle donne de bonnes raisons supplémentaires aux humains de s'entre-tuer... La violence, la guerre, la destruction, ce sont des "créneaux porteurs" comme disent les journalistes. Ça fait vendre ! L'intérêt des peuples est que la guerre soit la plus courte et la moins meurtrière possible. Mais on oublie généralement que l'intérêt des industriels de l'armement, de la pharmacie, du BTP, c'est que la guerre dure le plus longtemps possible et soit de préférence très meurtrière. Ce sont de nouveaux marchés qui s'ouvrent. Pour notre santé, il en va de même. Un malade guéri, c'est un client qui sort du marché. Et on voudrait nous faire croire que nos dirigeants politiques, qui tous acceptent cet état de choses, sont des personnes sensées, dévouées au bien commun...

Les millénaires passés à construire patiemment un monde comptable, où tout s'achète, se vend et s'évalue, un monde qui rend payant ce qui pourrait et devrait être gratuit, sont certainement la cause de cette cécité qui

1 [Military expenditure](#) | SIPRI

nous empêche de voir l'évidence : il faut licencier Ploutos, le dieu de l'argent, et inventer une société sans pauvres, sans armée, sans argent...

Covid 19 : Acronyme de *Coronavirus Disease 2019* (maladie à coronavirus 2019). Dès le début, l'usage a été d'en faire un mot masculin. Mais, le 7 mai 2020, l'Académie française s'est aperçue que *maladie* étant féminin, il fallait impérativement parler de **la Covid 19** ! En somme, pendant que certains mourraient dans des salles de réanimation sous équipées, que le personnel soignant s'épuisait, que la France était confinée, d'autres dissertaient sur une question épineuse de genre, sur les règles applicables aux acronymes et aux mots étrangers, puis nous imposaient leur diktat absurde. Je me permets en conséquence de maintenir le masculin sur ce sujet, préférant l'usage commun à la technocratie littéraire, à ces petits hommes verts, armés d'une épée désuète se croyant éternels.

La pandémie *du* Covid (donc) est autant sanitaire que politique, sinon moins : sanitaire par le nombre de morts, de contaminés, de personnes à risques, politique par la médiatisation qui en est faite et le truquage permanent des chiffres et des statistiques. Le confinement peut être vu comme une mesure prophylactique ou comme une expérience de nous transformer en "*détenus politiques consignés dans nos propres maisons*". Ce double jeu sanitaire et politique brouille les cartes et interdit de penser logiquement. Une doxa, impossible à analyser sous peine de complotisme, tient lieu de réel....

« *La peur est, avant tout, l'impossibilité d'accéder à un raisonnement qui ne soit pas suggéré par la peur elle-même.* » écrit Giorgio Agamben. Le réel, ce sont les courbes de décès comptabilisés par l'INSEE sur les années 2018-19-20. La courbe 2020 montre clairement un pic épidémique entre mars et avril. Mais avant et après cette période, le nombre de décès est quasiment le même sur les trois années. Où sont les deuxième et troisième vagues ? En quoi le nombre des décès annoncés chaque jour par les médias est-il alarmant ? On ne peut accuser l'INSEE de complotisme, de traficotage des chiffres, sans pour autant les croire indemnes d'erreurs possibles. Leurs analyses sont trop scrutées par les chercheurs, les politiques, les économistes pour qu'ils prennent ce genre de risque. S'il y a manipulation, elle vient sans aucun doute du gouvernement !

Le système monétaire ne tient que par des tours de passe-passe de ce genre. L'État se comporte comme le magicien qui occupe nos yeux sur la

main innocente quand l'autre prépare le coup fourré. Sauf que l'État rend nos vies impossibles et que le magicien nous fait rêver. Depuis la crise Covid, plus personne n'entend parler des cancers liés à la pollution, de la prochaine crise financière qui s'annonce redoutable, de l'environnement qui se dégrade de façon alarmante.

Le mois qui a précédé le début de la Pandémie, avant même le rapatriement des Français résidant à Wuhan par l'armée française, j'ai passé quelques jours à fouiller les sites officiels des grandes institutions bancaires (BRI, FMI, BCE...). Dans le langage feutré et diplomatique de ces sites, on voyait poindre des inquiétudes sérieuses quant à l'économie mondiale. Les financiers les plus consensuels, les plus prompts à défendre l'idéologie dominante semblaient à cours de solutions, sinon celle de la course en avant, de la "cavalerie", avec l'espoir que le marché régule à leur place les désordres à venir.

Dès les premiers cas détectés sur la base militaire de Creil en mars 2020, le mot de pandémie était prononcé et les mensonges d'État commençaient : la Ministre des Armées, Florence Parly, affirmait que tout était sous contrôle pour avouer ensuite qu'aucun militaire, aucun rapatrié n'avait été testé. Elle évoque ensuite un "protocole sanitaire" mis en place par la BAT110, dont les responsables militaires n'ont jamais eu vent. Quand de nombreux médecins annoncent publiquement qu'ils ont testé un traitement à base d'hydroxychloroquine, de vitamines et de zinc sur des centaines de patients avec succès, les médias se déchaînent sur ces charlatans qui proposent des traitements sans aucune certification scientifique. Le Conseil de l'ordre interdit aussitôt aux médecins de prescrire ce traitement sous peine de radiation ou de déconventionnement (une première dans la profession traditionnellement attachée à la liberté de prescrire)...

Un Conseil scientifique composé essentiellement de personnes ayant des intérêts dans les laboratoires pharmaceutiques, un Gouvernement inquiet quant à une crise financière annoncée sans solutions, un Conseil de l'Ordre trop proche du pouvoir pour oser s'opposer, une population affolée par l'ampleur médiatique que prenait la Pandémie... Comment ne pas y voir l'instrumentalisation d'un événement qui arrive au bon moment pour éviter de répondre à une autre question, d'endosser la responsabilité d'une crise financière ? Habilement, accuser de négationnistes du virus ceux qui prétendaient le soigner, de complotistes ceux qui parlaient d'instrumentalisation, voire de charlatans des éminents spécialistes mondialement connus pour la

rigueur de leurs travaux, tout a été utilisé, massivement, au point que la majorité des citoyens s'est laissée intoxiquer par la propagande. Il en restera longtemps les traces, les cicatrices démocratiques. Les questions économiques pèsent sur l'humanité par tous les bouts. Quand donc accepterons-nous de nous en libérer ?..

Création monétaire : Mise en circulation par un État, une banque, un faux monnayeur d'espèces monétaires. Le manque d'argent, pour des particuliers ou des collectivités est récurrent, souvent crucial. En avril 2021, Mario Draghi présentait un plan de relance post-covid, suite à une aide de 248 milliards de l'UE : Économie circulaire, transition écologique, mobilité soutenable, protection du territoire, des ressources hydriques..., tout le panel progressiste a été annoncé, comme s'il suffisait que la BCE crée de la monnaie pour que tout aille bien.

En France, le plan de sauvetage de la santé publique, le "Ségur de la Santé" signé en juillet 2020, annonçait 650 millions d'investissements. En avril 2021, nombre de professionnels de santé s'insurgèrent contre les avantages ridicules qu'ils en tiraient : une infirmière spécialisée y gagnait quelques euros de plus chaque mois. "*Ségur égal imposture*" criaient dans les rues les soignants¹. Les besoins cruciaux semblent insondables en terme de milliards alors que nous ne parlons ici que des 5^{ème} et 8^{ème} puissances du monde (France et Italie). Les besoins des pays pauvres ou émergents dépassent l'entendement. C'est ce qui fait dire aux uns qu'il n'y a pas d'argent magique et laisse croire aux autres qu'il n'y a pas de limite à la création monétaire.

De ce fait, la création monétaire peut être considérée comme un trait de génie ou comme l'un des plus graves crimes de l'histoire de l'humanité. Sortir de la guerre de tous contre tous, c'est sortir d'un monde où prévaut la lutte pour gagner de l'argent. Le problème aujourd'hui n'est pas une crise de l'offre de biens et de services mais le fait qu'il n'y ait plus assez d'argent pour consommer. Le problème n'est pas que l'on ne produit pas assez mais que l'on produit trop et n'importe comment. Libérés de l'impératif catégorique de production et surtout de la nécessité de créer de la valeur, les hommes produiraient uniquement ce qui a du sens pour eux, les moyens de

1 Pour plus de compréhension de ces sommes énormes, traduit en temps (1 euro = une seconde) 248 milliards représentent 7,68 millénaires et 650 millions 2,11 siècles.

notre reproduction matérielle ne dépendraient que des ressources naturelles et de l'activité humaine, et non plus de cette mystérieuse création monétaire.

La société est fermée aux idées nouvelles parce que la génération qui démographiquement domine n'a aucun avantage à s'ouvrir à des idées nouvelles qui remettent en question ses avantages financiers. Les idées traditionnelles ne perdurent pas parce qu'elles seraient vraies mais parce qu'elles sont traditionnelles. Les plans de relance, l'austérité, la rigueur budgétaire et depuis peu la "monnaie hélicoptère", mobilisent l'essentiel de cette génération au pouvoir. Il est difficile pour les plus jeunes de s'extraire de cette doxa financière et idéologique, de peser dans les instances décisionnelles, de promouvoir une société qui colle un peu plus à leurs légitimes aspirations. Ce que les anciens n'ont pas réalisé durant les trente glorieuses où tout paraissait facile, on voudrait que les jeunes, sans pouvoir réel et en temps de crise, le réalisent. La critique des jeunes par les baby-boomers est indécente !

A l'extrême rigueur, on peut s'étonner que les aspirations des jeunes, aboutissent plus souvent à réinventer la monnaie, à l'améliorer, rarement à l'abolir. L'engouement pour le bit-coin, le QE4P ou le Revenu universel est l'expression du matraquage idéologique des médias et des réseaux sociaux, le piège tendu par les conservateurs de tous bords pour empêcher de penser. Mais tôt ou tard, les jeunes abandonneront ces idées directement issues du capitalisme et trouveront des voies plus conformes à leurs ambitions. Eux seuls peuvent opérer la désintoxication nécessaire dont les ex soixante-huitards semblent incapables...

Créativité sociale : Par "créativité sociale", nous entendons l'expérimentation et l'innovation pour l'amélioration du vivre ensemble dans un esprit de démocratie et de solidarité sociale et environnementale. C'est ainsi qu'elle est définie par les "Créatifs Culturels" de "l'Économie Sociale et Solidaire". Sauf que la dite économie a beau s'auto-dénommer sociale et solidaire, elle va peu à peu être contrainte de mettre en place des stratégies servant à faire entrer l'argent nécessaire (dossiers de subvention, démarches pour la mise sur le marché, etc), ce qui va inévitablement, à un moment ou à un autre, impliquer une réduction, au moins ponctuelle, momentanée, de ses activités "réelles". Toute alternative adossée aux contraintes monétaires finit

par s'adapter au système hégémonique, lequel est fondé sur la nécessité d'un équilibre financier.

Quand bien même certaines alternatives réussiraient à ne développer aucun lien avec l'argent, elles serviraient encore le système argentin, n'en déplaise aux sécessionnistes. Il semble illusoire d'être dans la marge d'une page qui impose un cadre monétisé. C'est nourrir le système en croyant s'y opposer. L'espace alternatif est lui-même partie prenante du système. Et ce n'est pas par hasard que l'inventeur de ce que nous nommons ZAD (Zone A Défendre) avait parlé au départ de ZAT (Zone d'Autonomie **Temporaire**), car il s'agissait de s'autodétruire dès que le système prenait pied dans l'alternative, pour reconstruire une autre ZAT vierge. Dommage que les activistes des ZAD aient négligé le T de ZAT qui donnait la possibilité de s'autodétruire pour mieux renaître.

Si on est tenté par un monde meilleur, un monde dans lequel les alternatives seraient partout, un monde rempli de marchés gratuits, d'AMAP, de monnaies locales, d'habitats participatifs, d'énergies renouvelables et, bien sûr, de revenus universels, l'affaire est entendue : ce monde devient une succursale du système dominant. Seule la période d'expérimentation, d'invention est utile. Au-delà, elle ne fait plus que rendre le système supportable, aussi mortifère soit-il. La tâche d'huile qui peu à peu s'étend et gagne l'ensemble du tissu social ne s'applique que métaphoriquement à la Révolution ! C'est douloureux pour le militant qui s'investit corps et âme dans son alternative, mais c'est ainsi... Il ne peut y avoir de créativité sociale que dans l'expérience "in vitro", passer au stade supérieur casse, pour l'instant, l'éprouvette !...

Crédit : Facilité de paiement accordée par une banque ou un commerçant pour inciter à la consommation. Le prix d'un objet est payé en plusieurs mois ou années moyennant un intérêt qui peut doubler ou tripler le prix de départ. Les crédits abusifs, et leurs taux usuraires sont causes de la plupart des sur-endettements.

Certains spécialistes exercent une profession qui, tôt ou tard, paraîtra curieuse et qui consiste à convaincre les éventuels acheteurs que tel ou tel objet leur est indispensable, que le crédit est une bonne affaire, qu'ils ne se rendront même pas compte des mensualités qui leur seront retirées chaque mois. Il n'est pas rare que ces bonimenteurs forcent de pauvres gens

à acquérir des produits dont ils n'avaient aucun besoin réel et à contracter des crédits largement supérieurs à leurs revenus, jusqu'à être en faillite.

Ils se voient alors confisquer par voie d'huissier, cet homme de justice chargé des basses besognes, ce qui leur est indispensable pour travailler, pour dormir, se déplacer..., jusqu'à se retrouver avec femme et enfants à la rue sans aucune ressource. Mais les vendeurs, les établissements de prêts, les huissiers ne sont pas pour autant des professionnels illégaux ni perçus comme immoraux. Une simple clause de rétractation dans un délai de quinze jours, écrite en tout petit au bas des contrats d'achats par crédit, suffit à bloquer toute plainte judiciaire pour abus de pouvoir. Il faut vraiment qu'un représentant exagère pour être accusé.

Le capitalisme, faisant feu de tout bois, a inventé des crédits sociaux et des microcrédits pour permettre aux plus humbles d'emprunter pour créer leur propre emploi, pour améliorer leurs conditions de travail. Ces idées germent à la fin du XX^e siècle. En Inde, Muhammad Yunus fonde la *Grameen Bank* dès 1983 et obtient le Nobel de la Paix en 2006. Aux USA, le crédit social (*credit score*) apparaît en 2002 sous l'administration Bush, copié en 2006 par la Chine. Dans tous les cas, il s'est très vite avéré que l'enjeu était plus le contrôle social que l'aide aux plus pauvres (les Chinois l'ont appelé "*l'œil céleste*!"). Cette innovation paraît bénéfique puisqu'elle permet de prêter de minuscules sommes sur un temps très long, ce qu'aucune banque classique n'accepterait. En revanche, le taux de l'intérêt devient vite usuraire et une grande majorité des emprunteurs réalisent trop tard qu'ils se sont mis un terrible boulet au pied.

Muhammad Yunus, est issu d'une modeste famille de quatorze enfants (le père est bijoutier). Après avoir gagné suffisamment d'argent avec une entreprise d'emballage au Pakistan et obtenu une bourse de l'État, il part étudier en Amérique et obtient un doctorat d'économie. Dans le Pakistan devenu indépendant, Yunus comprend vite que les prêts de minuscules sommes, sur ses fonds propres, sont toujours remboursés par les paysans et rapportent gros. Il devient très vite le "banquier des pauvres". D'autres voix s'élèvent pour dénoncer une juteuse entreprise qui pousse à l'auto-entrepreneuriat. Dans la plupart des cas, s'il y a bien du profit là où il n'y avait que misère, l'essentiel du profit va vers le riche "banquier des pauvres" et non vers les pauvres.

Quand on sait que le microcrédit concerne 150 millions de clients actifs dans le monde, c'est un marché non négligeable. Donc, peu importe

que l'emprunteur se lance dans une entreprise qui n'a aucun avenir dans le contexte local, que le prêt serve à rembourser une autre dette ou à financer un mariage, peu importe... Les ardents défenseurs du microcrédit oublient les effets pervers propres à l'argent. Le Nobel de la Paix offre une caution morale au système de l'usure, les économistes instrumentalisent le microcrédit comme argument phare de l'argent outil de développement, transforment l'enrichissement du banquier en lutte contre les inégalités sociales !...

Crises : La période fin 2019- début 2020 a été riche en crises diverses :

Mi-décembre 2019, la Chine alerte sur l'épidémie qui sévit dans la ville de Wuhan et début janvier, le virus se répand en France. Dans le même temps, les programmes de la route de la soie ont placé plusieurs pays dans un étau financier inextricable : surdimensionnés, ces grands projets d'infrastructures bâtis sur des montagnes de dettes ne réalisaient pas les objectifs de recettes qu'avaient fait miroiter les Chinois au moment de leur lancement. Dès février 2020, le FMI annonce que 350 milliards de dollars ont ainsi quitté les économies émergentes.

Fin mars, la revue *L'Écho* nous parle d'une crise financière plus rapide et plus sévère que celle de 2008. Les marchés ont chuté de 35%. Cette crise entraînera une chute verticale des marchés financiers et de l'économie réelle. Tous les composants de la demande agrégée (la consommation, les dépenses d'investissement et les exportations) connaissent déjà une chute sans précédent. La crise sanitaire n'est qu'un élément de plus qui pourrait faire basculer l'économie mondiale dans une dépression de longue durée...

Mi-avril, les autorités françaises commencent à percevoir l'ampleur de la crise économique que cette épidémie va engendrer, sans doute pire que celle de 1929.

Le 5 mai, la Cour de Karlsruhe (Cour constitutionnelle allemande) fixe à la BCE un ultimatum de trois mois pour se mettre en conformité avec ses propres traités économiques. Cette décision catastrophique ébranle l'Union européenne et la zone euro, au pire moment. « *C'est une bombe qui remet en cause l'unicité de la politique monétaire européenne et la viabilité de l'union monétaire* », déclare Frederik Ducrozet, stratège chez Pictet Wealth Management.

Personnellement, j'avais écrit sur mon blog le 9 mai¹ : « *Vous avez aimé le Covid 19, vous allez adorer le krach qui s'en suivra !* »... Dès cet instant, il était clair que le grand intérêt du confinement de la population était de faire oublier toutes les causes économiques soulignées ci-dessus et de dédouaner ainsi les politiques monétaires et budgétaires sur le dos de l'innocent virus. L'inénarrable Thomas Piketty écrivait au même moment : « *Il faut d'abord mettre à profit cet arrêt économique forcé pour redémarrer autrement.* » Si le confinement a été *forcé* et non librement choisi, cela voudrait dire qu'il était inéluctable. L'économiste avait-il oublié les alertes de ses confrères ou participait-il à l'enfumage de « *la crise sanitaire responsable de la crise financière* » ?

Début mai, Médiapart publiait un article intitulé : *Une gigantesque crise de la dette menace les pays émergents* On nous explique que depuis mars, le FMI est sur tous les fronts. Au total, 109 pays émergents ont déjà appelé le FMI à la rescousse. « *La dévastation que la crise est susceptible de provoquer, à moins qu'une action décisive ne soit prise, devrait être une motivation plus que suffisante pour que la communauté internationale se dirige enfin vers un cadre cohérent et complet pour faire face à la dette souveraine insoutenable* », prévient l'ONU. L'auteur de l'article s'inquiète des conséquences de la guerre économique sino-américaine et des pays exportateurs de pétrole qui voient leurs recettes d'effondrer.

"*Rétention du passé, attention du présent, protention à venir...*" disait Husserl.² A force de ne voir que le futur, l'utopie mondiale a fini par ne plus rien voir ni du passé ni du présent, nous conduisant par là-même à la catastrophe sanitaire et économique que nous connaissons aujourd'hui. Le virus n'arrange pas la finance, mais n'est pas la cause de la crise financière. Si les voitures construites en 2019 attendent toujours des clients sur les parkings des constructeurs, c'est parce que l'insécurité financière a dissuadé les clients de changer de véhicule, pas parce qu'il y a eu une pandémie en mars 2020.... Si des milliers de petits entrepreneurs vont se déclarer en faillite après les confinements successifs, les mêmes faillites auraient sans doute eu lieu sans le virus.

Les crises ne sont malheureusement pas qu'économiques ou sanitaires. S'y ajoutent les crises environnementales, énergétiques, culturelles, sociales... Certains peuvent bien s'imaginer s'en tirer avec quelques rus-

1 [Un krach post-viral. - aptgchronique.overblog.com](https://www.apptchronique.overblog.com)

2 Edmund Husserl, (1859-1938) philosophe autrichien, fondateur de la phénoménologie.

tines, cette accumulation ne présage rien de bon...

Crises financières : Le propre des crises financières du capitalisme est d'être imprévisibles, au moins aux yeux de ceux qui les provoquent. Christine Lagarde, peu après celle de septembre 2008, déclarait : « *On voit le tsunami qui nous arrive dessus et nous sommes sur la plage en train de se demander quel maillot de bain se mettre...* » En France, mis à part Paul Jorion, on n'a pas vu les experts, les économistes, les banquiers nous annoncer le tsunami !

On s'apercevra qu'une crise est là quand l'argent perdra sa fonction habituelle, soit en se faisant rare (déflation), soit en circulant en quantités énormes, mais dévalorisé (inflation). On aura des magasins pleins mais sans clients, des usines en état de fonctionner mais sans commandes, des travailleurs sans salaires et une masse de chômeurs devenus totalement inemployables. L'interface qui se pose entre les hommes et ce qu'ils produisent, l'argent, ne servira plus à rien. La crise nous confrontera avec le paradoxe fondateur de la société capitaliste : la production n'est pas un objectif mais un simple moyen d'augmenter le capital. Plus aucune des recettes économiques proposées ne marchera, nulle part. Le marché fonctionnera aussi peu que l'État, l'austérité aussi peu que la relance, le keynésianisme aussi peu que le monétarisme.

Personne ne peut dire honnêtement qu'il sait comment organiser la vie des dizaines de millions de personnes quand l'argent aura perdu sa fonction. Il serait bien d'admettre au moins le problème. *Il faut se préparer à l'après argent comme à l'après pétrole* nous prévenait Anselm Jappe dès 2011... Et c'est bien là, la fonction de la désargence ! Il ne s'agira plus de complot mondial, de grande conspiration du mal, mais seulement d'une logique en marche. La seule chose certaine, c'est que, si le capitalisme ne peut fonctionner sans les États, les États ne peuvent fonctionner sans le capitalisme. Il faudra bien en tirer les conséquences...

Le capitalisme est devenu fou, et changer de gouvernement ne changera rien à la folie du système. Aujourd'hui, abolir le travail et l'argent n'est plus une utopie, le capitalisme l'a déjà fait par le chômage et l'argent virtuel. C'est une réalité en acte et non une prophétie. Ce qu'il nous reste à faire est d'imaginer une civilisation fondée sur la vie et non sur l'argent, de changer de paradigme...

Les crises financières ont cette particularité de n'être attribuées à au-

cun responsable. Ce sont des *patates chaudes* que les économistes se refilent. En 2016, un journaliste demandait à un économiste si la crise de 2008 était due au capitalisme. L'économiste eut cette admirable réponse : « *Bien sûr que non, ce que nous avons vécu est une crise du socialisme. En Europe comme aux États unis, les États ne créent pas de valeur mais ponctionnent de la valeur sur le secteur privé. Aujourd'hui, le monde est à l'envers. La Chine est un pays capitaliste dotée d'un gouvernement communiste et l'Amérique est un pays socialiste dotée d'un gouvernement fasciste. L'Europe, avec ses États providence hypertrophiés, est plutôt socialiste.* » Sic !

Dès 2016, Jacob Rothschild, président du fonds londonien "RIT Capital Partners", en avant-propos de ses résultats semestriels déclarait : « *Les banquiers centraux sont en train de poursuivre ce qui est sûrement la plus grande expérimentation en matière de politique monétaire dans l'histoire du monde. Nous sommes dans des eaux inconnues et il est impossible de prédire les conséquences accidentelles liées à des taux d'intérêt très bas, avec quelque 30 % des dettes souveraines dans le monde affichant des taux négatifs, combinés avec du quantitative easing massif* ». Une expérimentation, c'est bien l'analyse que font de plus en plus d'économistes et de financiers, quand ils ont à se pencher sur les politiques monétaires occidentales (la Chine ne différant guère en la matière).

Les banquiers centraux eux-mêmes conviennent qu'ils sont sans doute arrivés au bout d'un cycle. La seule perspective de toucher un seul élément de l'immense puzzle monétaire international en fait trembler plus d'un : le moindre changement ne va-t-il pas provoquer à nouveau une crise systémique, qui pourrait être pire que celle de 2008, comme le prédisent certains ? Mais ne rien toucher ne va-t-il pas conduire à une explosion du système à plus ou moins long terme, comme d'autres le soutiennent avec assurance ?

« *Il y a une accumulation de preuves que la politique monétaire est inefficace* », note le prix Nobel d'économie Paul Krugman. Mark Gilbert, chroniqueur de l'agence Bloomberg ajoute : « *Les économistes des banques centrales devraient reconnaître que le monde ne répond pas à leur modèle de la façon qu'ils attendaient ou souhaitaient.* » Quantités d'anomalies montrent que quelque chose ne tourne plus rond. Bill Gross, patron du fonds Janus Capital, considéré comme un des gourous du marché obligataire dans le monde financier, nous dit : « *Les rendements globaux sont au plus bas des 500 ans de l'histoire répertoriée. Il y a 10 000 milliards de*

dollars d'obligations qui affichent désormais des taux négatifs. C'est une supernova qui va exploser un jour.»

Les débats n'en sont qu'à leurs prémices. S'ils marquent une rupture avec la pensée néolibérale qui a dominé pendant trente ans, en acceptant de redonner un petit rôle aux politiques budgétaires et aux États, ils restent cependant sur le bord des changements. Nulle part il n'est question d'un autre modèle, plus respectueux de l'environnement, prenant en compte les changements climatiques. Il s'agit plutôt de retrouver, avec des accommodements, le modèle d'après-guerre, quoi qu'ils en disent, tant celui-ci reste dans les mémoires. Cette masse de dettes pèse aujourd'hui sur toutes les économies, empêche toutes les évolutions et les changements, nourrit les malaises sociaux et politiques. Les banques centrales ont essayé d'en rogner l'importance en relançant l'inflation. Elles ont échoué, piégeant au passage toutes les économies dans une trappe de liquidités. Il faudra bien accepter un jour ou l'autre, et le plus vite serait le mieux, que nos sociétés ne peuvent que s'enfoncer dans un profond et dangereux malaise si nous persistons sur la même voie...

Croissance : Dans le *Journal de la décroissance* de novembre 2008, Denis Baba écrivait : « *Aucune croissance zéro, et encore moins une décroissance, n'est envisageable par les institutions. Pour que celles-ci puissent survivre, il nous faut créer toujours plus d'argent, c'est-à-dire produire toujours plus, avec davantage de travail. (...) D'où le caractère aveugle et fou de ce système (et bien sûr, le saccage des écosystèmes planétaires) qui ne peut connaître aucune limitation, sauf à se détruire.»*

Tant que le libéralisme est la seule et unique forme d'économie, l'idée que le progrès humain n'est possible qu'avec la croissance est admise par le plus grand nombre. La croissance suit la vision d'un temps linéaire qui irait mécaniquement vers un mieux. Cette escroquerie intellectuelle fait florès malgré les observations du réel qui la contredisent, malgré l'expérience d'une génération qui, pour la première fois dans l'Histoire, est assurée de vivre moins bien que ses parents. Le progrès est directement lié à la croissance, comme il est lié à l'acquisition de l'iPhone et de l'écran plat, donc limité à la consommation. Plusieurs études sérieuses ont pourtant démontré dès 2010 que, passé un certain seuil de prospérité, la croissance ne fait plus le bonheur et que c'est même l'inverse.

C'est bien pour ces raisons qu'il ne peut y avoir d'écologie politique sans une critique radicale du capitalisme et de la société consumériste. C'est pour cela aussi que les écologistes et les gens de gauche sont si mauvais à défendre leurs idées, à les mettre en pratique. Pas de croissance sans profits, pas de profits sans dégâts, d'où l'idée d'une croissance verte, cache sexe de tous ceux qui voudraient verdir juste un tout petit peu pour continuer à permettre les profits... La croissance capitaliste a été comparée à une voiture folle qui n'aurait comme seul choix d'avancer de plus en plus vite ou de caler !

Le simple fait de déconnecter la croissance de la consommation pourrait redonner au terme de croissance ses lettres de noblesse. La croissance délogée des profits financiers serait alors comme celle d'un végétal, une promesse de fruits, sans prix à payer au sol, à l'air, à la lumière, comme celle de la connaissance qui se multiplie au lieu de se diviser quand elle est partagée, une vision cyclique du temps (naissance, croissance, déclin, mort) bien plus logique que l'improbable vision linéaire...

Les Orientaux, ayant une traditionnelle vision cyclique de la vie et du monde, auront peut-être plus de facilité à se démarquer de la vision linéaire du progrès qui leur est arrivée tardivement, avec la mondialisation. Mais dans la projection concrète de sociétés a-monétaires, la marque de ces deux conceptions, linéaire ou cyclique, relance un immense débat philosophique que certains ont voulu tenté de résoudre par l'image de la spirale qui concilie à la fois la ligne et le cercle. Le débat n'est pas clos et perdurera certainement au-delà de la civilisation de l'argent...

Le pouvoir ne sait pas gérer une économie à croissance nulle et encore moins négative. Il ne sait pas s'assigner comme objectifs les termes stagnation, récession, déclin, qui de façon significative sont chargés de connotations négatives. Le système productif ne sait pas gérer une production en contraction, ce qui est inquiétant quand on sait l'état des ressources jusque là inépuisables. Le système économique ne dispose pas non plus d'une doctrine cohérente pour gérer les inégalités, que ce soit au sein d'une nation ou entre nations. En restant dans un système monétisé, décroissants et capitalistes se retrouvent dos à dos, pris dans la même logique. Une égalité de revenus signifie au mieux une réduction drastique de la consommation des très riches bien entendu, mais aussi de cette classe moyenne dont beaucoup d'écologistes, "droit de l'hommes", décroissants et autres *-istes* font partie, vous et moi certainement.

L'exemple de la chine est intéressant. Partie de très bas, sa croissance a été fulgurante mais s'affaïsse peu à peu pour rejoindre le taux moyen des grandes puissances : 19,30% en 1970, 9,4% en 2010, 5,95 en 2019 ! Et c'est un peu rassurant car 2% de croissance signifie qu'on double la production en 37 ans et on la multiplie par 7 en un siècle ! On a du mal à se figurer ce qu'aurait donné une croissance annuelle à deux chiffres pendant deux à trois décennies de plus !...

Croissance mondiale : Jusqu'à présent, le capitalisme s'est protégé de toutes les attaques avec l'idée que son bilan était "globalement positif", que le niveau de vie mondial n'avait jamais été aussi haut, qu'il continuait à croître sans cesse. Or, on ne peut plus nier que cette croissance se rapproche dangereusement du 0%. En 2019, la croissance a été de 2,4% selon les sources officielles. Or, les années 2020-21 sont sanctionnées par une crise sanitaire qui va entraîner une baisse d'activité considérable. Il n'est plus invraisemblable de dire que la récession est proche. La crise n'est pas seulement de surface, mais structurelle, pas seulement cyclique, mais finale, non dans le sens d'un effroulement instantané, mais comme fin à petit feu d'un système pluriséculaire...

Si l'on peut voir ici ou là quelques îlots bunkerisés d'une richesse obscène, il semble évident que la crise de 2020-21 va entraîner un chômage de masse inégalé, des faillites en cascades, une paupérisation qui risque fort de dépasser 2,4% et donc nous emmener vers une "croissance négative" comme le diront encore les thuriféraires du capitalisme et les experts en novlangue. La chaudière de la croissance économique ne tourne qu'au travail, même si le but ultime n'est jamais de satisfaire des besoins ni de répondre à quelque utilité... Et pourtant, les pays riches n'ont pas hésité à "confiner l'économie" réelle durant plusieurs mois. Dans le même temps, l'injection d'une énorme masse de liquidités dans le circuit ne peut rien provoquer d'autre qu'une inflation, sans pour autant relancer la machine. La normalisation de l'exceptionnel est partout à l'œuvre, et la croissance mondiale ne décolle pas plus...

Le FMI annonçait sans rire un endettement porté à 342% du PIB mondial en 2020 ! Tous les États-nations capitalistes sont désormais à couteaux tirés devant les dernières miettes du gâteau. Cette situation était bien repérée avant l'irruption du virus Covid et on peut légitimement se demander si l'arrêt brutal de l'activité par confinement n'a pas été choisi comme

mode essentiellement prophylactique pour limiter les conséquences politiques de cette récession. Après l'éradication du virus, les gouvernants pourront toujours rejeter la responsabilité sur cet innocent organisme. La tactique du bouc émissaire est toujours utile en pareil cas !

Partout la crise du capitalisme est aussi la crise de l'anticapitalisme tronqué. Les positions de la gauche alter-capitaliste et de "l'économie à visage humain" sont maintenant assumées par la France insoumise, Attac, Sud, les marxistes du NPA, les Économistes atterrés et des intellectuels comme Frédéric Lordon, Bernard Friot, Thomas Porcher, Razmig Keucheyan ou Thomas Piketty... Dans le camp capitaliste, ressort depuis peu l'idée de mettre fin au cash au profit d'une monnaie électronique. C'est la grande idée de Christine Lagarde qui y voit la possibilité de ponctionner tous les comptes bancaires de 10 ou 20% dès le premier euro sans risquer la fuite des capitaux ou un bankruning.

Nous n'avons donc plus à réfléchir sur un modèle de monde en croissance mais sur un modèle de monde en contraction. Les options se limitent de plus en plus : décroissance, désargence, Société de l'Accès... Ces utopies pourraient bien aller dans le sens du vent. Si les politiques n'ont rien à proposer en période de contraction, s'ils n'ont plus rien à nous vendre qui nous enthousiasme, il se pourrait bien que l'utopie devienne réalité, ou que des dystopies nous contraignent à repartir d'un immense chaos.

La richesse d'un pays repose essentiellement sur nos comportements de consommateurs. Or, on consomme peu avant 20 ans et après 60 ans. Le pic, c'est entre 25-60 ans, quels que soient nos revenus, quel que soit le pays où l'on vit. Or, une bonne proportion de ces jeunes ne fonctionnent plus dans l'esprit de croissance mais sur le mode qualité de vie.

Le Japon est un vrai laboratoire du capitalisme en ce sens qu'il a 10 à 15 ans d'avance sur tous les autres pays, y compris sur la question démographique (au Japon aujourd'hui, on vend plus de couches pour incontinence que de couches pour bébés !). La conséquence c'est que depuis 1995, il n'y a plus de croissance au Japon. Ils ont donc essayé de compenser la perte de croissance par la dette et les petits boulots. L'Europe, c'est le Japon de 1995. En 2050 le Japon aura perdu un tiers de sa population. On peut donc se servir du Japon pour établir une stratégie, voir ce qu'ils ont fait de bien et leurs erreurs puisque dans leur système, ils courent vers l'inflation, la récession, et à terme la faillite, vraisemblablement vers 2030. Ceux qui nous disent que le retour de la croissance va régler nos problèmes font une

grave erreur de diagnostic !

Les traitements qui partent sur une analyse fausse, ont toutes les chances d'échouer. Le Japon aujourd'hui, c'est 250% de dette, c'est un déficit annuel de 7 à 10% par an. Les dirigeants (le patron de la banque centrale et le premier ministre) ont avoué il y a quelques mois qu'ils ne savent plus quoi faire, ce qui est inquiétant. En France, on suit le même chemin, et le temps de la crise Covid n'arrange rien. Pour tondre un mouton, il vaut mieux qu'il ne bouge pas ! Il semble bien à la lumière de la crise sanitaire que tout est fait pour cela.

Croyances : La croyance est un processus mental qui fait prendre une hypothèse pour une vérité, qui permet d'y adhérer envers et contre toute réalité, contre toute expérience concrète. Le terme de croyance s'applique le plus souvent aux religions qui déclarent réel un Dieu ou des Dieux qu'aucun fait ne peut corroborer, qui imaginent des arrières-mondes dont nul n'est jamais revenu pour en attester l'existence. Mais la croyance s'étend aujourd'hui à bien d'autres domaines. Il serait long de lister tous les éléments de la doxa qui relèvent de la croyance et non de la connaissance. On peut en donner quelques exemples pour illustrer le propos :

La punition (prisons, amendes, sévices multiples...) est la seule prévention de la criminalité. On a pourtant expérimenté, selon les époques et les lieux, des répressions d'une cruauté inouïe ou des méthodes de coercition douces, mais sans jamais pouvoir démontrer un quelconque résultat probant.

La musique adoucit les mœurs dit-on, même quand la musique militaire conduit les hommes à la boucherie, quand certains chanteurs mènent leur fans au racisme, à la haine, à l'égoïsme.

Les religions sont une bonne chose pour réguler les passions affirme-t-on en dépit des croisades, des guerres de religions, des inquisitions diverses et variées.

La démocratie, c'est le moins mauvais des systèmes politiques même quand elle a habillé les pires dictatures, qu'elle s'est parée de représentativité pour ôter tout pouvoir aux peuples.

L'échange marchand est indissociable des sociétés développées ; le progrès technique est toujours doublé d'une meilleure qualité de vie ; la richesse ruisselle naturellement sur les plus pauvres, etc.

La désargence n'est pas encore une croyance, même si certains peuvent dire par commodité de langage *je crois qu'une société post monétaire est possible*. Toutes les absurdités du système marchand décrites ici à longueur de pages, d'article en article, ont fait de nous des *anomismates* (des sans argent), comme il y a des *athées* (des sans Dieu). Comme d'autres ont jeté leur soutane aux orties, nous jetterons nos porte-monnaies à la poubelle et avec eux, les croyances qu'ils contenaient !....

Culture : L'accès à la culture est aujourd'hui payante, soit directement par l'achat d'un bien culturel (livre, disque, matériel d'art, droit d'accès à des musées, des concerts...), soit indirectement, via le paiement d'un impôt (aux ministères de la Culture et de l'Éducation Nationale). Il est donc évident qu'un enfant de riches a un accès à la culture que n'aura jamais un enfant de pauvres. Il est tout aussi évident que l'ascenseur social censé équilibrer les niveaux sociaux est un leurre dont les exceptions justifient la fausse idéologie égalitaire.

La culture commence par la langue et la découverte des mots. Si la majorité des Français peuvent compter sur un lexique de 5 000 mots, les 10% des plus pauvres n'en maîtrisent que quelques centaines (sur 60 000 en moyenne dans les dictionnaires). Ça commence dans la famille, y compris à table où tel enfant a à sa disposition plusieurs sortes de couverts, d'assiettes et de verres et mange des dizaines d'aliments différents, quand tel autre n'a qu'une sorte d'ustensiles multi-usages et ne connaît qu'une sorte de poisson (celui qui est carré, avec de la sciure sur le dos), une sorte de viande (le steak haché) et de légumes (pâtes, riz, patates) !

Le handicap de départ se retrouve jusqu'à la fin de la scolarité, par exemple dans un concours d'entrée à la carrière de médecin. L'un entend des termes médicaux depuis qu'il est né parce que les parents les utilisent sans cesse à table (même pour rire quand le père parle d'*asthénie post-prandiale* pour dire qu'il a un coup de barre après le repas), l'autre n'a entendu parler que d'*infractus* au sujet du grand-père et d'*acmé* au sujet de ses boutons. Cette remarque concerne tous les corps de métier, tous les métiers ne nécessitant pas des lexiques de même taille. Un ingénieur a plus de mots pour expliquer son récent chômage, qu'un manutentionnaire pour se vendre sur le marché du travail. On pourrait légitimement se demander si les privilégiés de la culture ne sont pas plus puissants que ceux de l'argent, qui entraîne l'autre, de la culture ou de l'argent.

Les inégalités existeront toujours mais seront sérieusement adoucies le jour où, le temps ne valant plus d'argent, chacun pourra s'arrêter pour apprendre un nouveau mot à un enfant. Le jour où l'accès au musée, la possession d'un instrument de musique, la découverte de lieux différents ne seront pas conditionnés par les moyens financiers, il ne sera plus incongru qu'un père emmène son fils à l'opéra pour qu'ils découvrent ensemble cet art bizarre, pour qu'il ose pousser la porte d'un musée sans savoir à l'avance s'ils seront intéressés...

La culture elle-même se diversifiera. Un vieil ami instituteur Freinet avait coutume de rabâcher à ses élèves que *"la culture commence par la culture des choux"* (il avait imposé un potager dans la cour de récréation), que *"les mathématiques commencent avec un mètre pliant"* (il avait fait dresser le plan complet et à l'échelle de l'établissement par ses élèves). Sans argent, donc sans l'impératif d'apprendre à gagner sa vie, la culture sera aussi paysanne que lyrique, aussi manuelle qu'intellectuelle.

Culture de guerre : Dès que la guerre semble imminente, on nous dit : *"la guerre est là, impossible de la fuir sans tomber dans la lâcheté ou la collaboration avec l'ennemi"* ! D'où l'idée d'un parti de la guerre. Nous avons beau savoir que la guerre a toujours un arrière fond économique, que la mondialisation était en germe avec Marco Polo dès les débuts des audacieux commerçants de Venise des années 1250. Nous savons que, déjà à cette époque, le but était comme aujourd'hui de mettre sur le marché des biens de luxe, pour satisfaire l'orgueil des riches et des puissants. Et plus il est difficile de se procurer de quoi en jeter plein la vue, plus cela plaît aux riches..., et plus les commerçants en profitent !

La guerre, même juste, même forcée par un ennemi résolu, reste toujours une guerre, avec ses dégâts directs et collatéraux. Si l'on peut comprendre les réactions de défense, de légitime protection, on ne peut les ériger en système en formant une armée, les déguiser sous les termes de résistance ou de justice révolutionnaire. En revanche, on peut éradiquer la guerre, et avec elle la défense armée et la résistance violente, en lui coupant l'herbe sous les pieds. Sans l'usage de l'outil monétaire, les justifications que l'on trouve à la guerre sont moindres.

Les sociétés dites primitives n'ont pas d'armées, pas d'États belliqueux, pas d'ambitions hégémoniques. Au pire, ces sociétés se disputent quelques biens occasionnellement raréfiés, quelques femmes des voisins,

quelques parcelles de territoire de chasse ou de cueillette... Violences limitées, codifiées, individuelles ou tribales, mais non mondiales. Et ces sociétés, comme par hasard n'ont pas d'argent, pas de cotations en bourse, pas de salariat, pas de mercenaires...

Une culture de guerre précède toujours la déclaration de guerre. Sans elle, les gouvernants prendraient le risque d'une armée moralement désarmée, voire des refus massifs d'aller se faire trouer la peau pour des enjeux qui ne nous concernent pas. Avant la mobilisation générale, il faut construire un imaginaire dans l'opinion publique, un récit qui désigne bien l'ennemi et le charge de tous les maux. Il faut s'appuyer sur les morts des anciennes guerres, rappeler leur bravoure et leur sacrifice, inventer ce qui se serait passé sans leur sacrifice. Il s'agit ensuite de fabriquer le consentement du peuple et de contraindre les plus réticents par de lourdes sanctions. La désertion en temps de guerre n'est plus officiellement punie de mort, mais de vingt ans de prison, la simple désobéissance est punie de trois ans de prison, et tous les sévices sur les réfractaires sont tolérés et rarement sanctionnés.

Toute cette culture préparatoire à la guerre finit par convaincre la majorité que l'objecteur, le désobéissant n'est qu'un lâche, un sombre égoïste refusant de défendre ses frères. En France, il a fallu attendre qu'il n'y ait pratiquement plus de guerre en vue après celle d'Algérie pour qu'un statut permette aux objecteurs de faire un service civil (tout de même sanctionné par un temps double du temps de service militaire, soit trois ans à cette époque).

Je veux bien crier avec vous "Aux armes Citoyens", mais seulement le temps de pendre les banquiers avec les boyaux des économistes et des politiques accros au pouvoir, et encore, si l'on ne peut vraiment faire autrement !

Culture monétaire : La perception de l'argent n'est pas univoque selon qu'on est de culture germanique, française ou anglo-saxonne. Les Allemands ont un rapport à l'argent marqué par l'hyperinflation traumatisante d'avant-guerre. Plus qu'ailleurs la monnaie est vécue comme un totem, une valeur sacrée. Une nouvelle explosion a incrusté profondément la rigidité du dogme monétaire allemand en 1948-49 et en a fait une obsession. En cinquante ans, ils ont connu cinq changements de monnaie et une constante instabilité, contrairement à la France, stable et fidèle au Franc durant 120

ans !

Cette obsession est traduite dans la langue elle-même puisqu'un même mot désigne la dette et le péché ! Les Allemands ont essayé bien des systèmes monétaires : adossé à l'argent faute de posséder suffisamment d'or, puis adossé au foncier, la planche à billet abusive pour soutenir l'effort de guerre, suivie d'une inflation augmentant de 9% par jour, une économie de troc et de monnaies locales, de brutales inversions des hiérarchies (fortunes détruites et emprunteurs enrichis). Après 1948, la réintroduction du Deutsche Mark, la division du pays en deux entités opposées (Est et Ouest), la crainte du communisme, l'effacement de la dette par la conférence de Londres en février 1953, tout cela explique une Bundesbank strictement séparée du pouvoir politique, l'ordo-libéralisme quasi intégriste face au dogme, l'intransigeance allemande au moment de la création de l'Union Européenne quant à la dette publique et la rigueur budgétaire... Cela explique aussi que l'euro soit en réalité un mark qui ne dit pas son nom, que les États du sud soient considérés comme des "cigales" par les Allemands qui se perçoivent "fourmis", économes et travailleurs...

La crise qui perdure depuis 2011 en Grèce a exacerbé l'opposition cigales du Sud et fourmis du Nord ! Peu de commentateurs ont fait la généalogie comparative des États grec et allemand pourtant passionnante. Sur quantité de points l'Histoire a engendré des modes de pensée radicalement différents. Les Allemands croient que *"les Grecs pensent plus à boire leur ouzo à la terrasse du café qu'à travailler"*. En réalité, la plupart des Grecs exercent plusieurs métiers pour survivre mais ont des horaires si différents des Allemands qu'on voit à toute heure des Grecs au café en oubliant que statistiquement, ils travaillent bien plus que les Allemands. *"Les Grecs trichent sur les impôts"*. Dame, durant quatre siècles, l'impôt a été payé à l'occupant turc, et ne pas le payer était un acte de courage patriotique. *"Le bakchich est omniprésent dans les administrations grecques"*. Qui a rappelé que cette habitude vient du *"katharévoussa"*, cette langue administrative, savante, puriste et archaïsante que le peuple utilisant le *"démotique"* (de démos-peuple) ne comprenait pas ? A partir de 1830 et jusqu'en 1976, tout Grec ayant un quelconque papier à remplir ou une démarche à effectuer, devait trouver le lettré du village ou du quartier pour lui servir de traducteur. La plupart de ces lettrés l'ont fait bénévolement mais acceptaient le petit cadeau en nature du paysan, de l'ouvrier, puis la *"phakélito"*, la petite enveloppe. Un siècle et demi de cet usage a laissé des traces ! La liste des parti-

cularités grecques dans ce domaine est aussi longue que celle des Allemands travailleurs et économistes...

Il est toutefois curieux que cette économie qui se croit scientifique, intègre rarement dans ses explications l'historique des courants de pensée, de la philosophie, des particularismes géographiques. Il faut croire que les économistes sont plus comptables qu'humanistes. Le rapport à l'argent d'un Allemand, d'un Français, d'un Grec, n'est pas le même. Serait-ce "*la main invisible du marché*" qui aurait brouillé la vue ?...

Cybernétique : Science des communications et de la régulation entre êtres vivants et machines. C'est une science assez neuve puisqu'elle émerge après la seconde guerre mondiale. La cybernétique est transversale et concerne l'informatique, les mathématiques, les sciences cognitives, la médecine, la biologie, etc. Elle s'articule autour des concepts de rétroaction et de téléologie, donc autour des causes et des effets. Avec les ordinateurs capables d'écrire, compter, lire, penser plus vite que l'homme, elle a influencé la thermodynamique, puis les pratiques d'ingénierie, puis les neurosciences, et débouche aujourd'hui sur le transhumanisme (comment la machine peut augmenter l'homme) et sur l'économie (comment la machine peut rendre nos actions totalement efficaces).

Ces contours, aussi intéressants que flous, ouvrent grand tous les espoirs pour les uns, et toutes les craintes pour les autres. La puissance de la machine va-t-elle augmenter l'humanité et lui donner des pouvoirs fabuleux ou dépasser à ce point l'humanité qu'elle l'asservira, la contrôlera et in fine la remplacera ? L'insoluble controverse sur la perspective la plus probable, s'appuie dans les deux camps sur des positions idéologiques bien plus que sur l'observation et l'expérimentation du réel. Une invention étant rarement abandonnée pour ses dangers une fois mise en œuvre dans une application concrète, il vaudrait mieux s'interroger sur ce qui permettrait à la cybernétique d'être utilisée pour ce qu'elle a de bon et rejetée dans ses effets pervers. Se poser cette question dans un cadre monétaire et a-monétaire change tout.

En effet, la cybernétique ouvre des marchés considérables dans tous les domaines. Inventer par exemple une machine qui corrigerait les bugs des cerveaux vieillissants et atteints d'alzheimer ou de parkinson serait un tel marché que tous les risques pour les dits cerveaux passeraient au second plan. Un ordinateur quantique pourrait bien d'ici peu obtenir des capacités

inouïes de stockage, de traitement, d'analyse et les "qubits"¹ envoyer nos "bits" au musée des antiquités. Si on imagine un tel outil dans un cadre a-monnaire, sans recherche de profits financiers, sans marché, sans État centralisé potentiellement totalitaire, la puissance de l'ordinateur devient passionnante et la plupart de ses dangers dénués d'intérêts. Qui s'amuserait à produire un robot humanoïde surpuissant pour le pouvoir ou la guerre, si l'accès à tout ne permet plus d'acheter, d'exploiter, d'appauvrir les autres ?

Cygne noir : Cette expression vient d'une théorie du statisticien libano-américain Nassim Nicholas Taleb. Il appelle *cygne noir* un événement imprévisible, à faible probabilité de se dérouler, mais qui aurait des conséquences considérables et exceptionnelles s'il se réalisait. Taleb pensait principalement à l'économie quand il écrivait son essai sur ce sujet.² Le cygne noir illustre un biais cognitif très classique : celui qui n'observe que des cygnes blancs finit par en déduire que tous les cygnes sont blancs. Or, s'il existe bien des cygnes noirs en Australie, la probabilité pour qu'un Français moyen les découvre est très faible. En attendant que cela advienne, il lui semble préférable de croire que les cygnes sont toujours blancs. Ses connaissances partielles l'entraînent naturellement vers une conviction erronée. L'argent existe depuis très longtemps, il est utilisé par toutes les sociétés sous une forme ou l'autre. Tant que nous ne rencontrons pas très concrètement des humains vivant en harmonie sans l'usage de l'argent, tant qu'un contradicteur ne vient pas nous expliquer qu'une société a-monnaire est non seulement possible mais souhaitable, nous pensons naturellement qu'il n'y a pas de cygne noir.

Taleb nous compare à une dinde nourrie chaque jour par son éleveur dont l'objectif est de la manger à Noël. La dinde pense être dans la norme, elle est persuadée qu'elle sera ainsi nourrie quotidiennement jusqu'à sa mort naturelle. Chaque jour, l'expérience confirme son sentiment, jusqu'à son exécution, la veille de Noël. Nous pensons ainsi que l'échange marchand est naturel, qu'il n'existe rien d'autre qui soit viable, et chaque jour une observation nous le confirme. Mais il y a toujours le risque que surgisse

-
- 1 Qubit : système quantique à deux niveaux, qui représente la plus petite unité de stockage d'information quantique. Les mémoires informatiques quantiques se superposent et interfèrent, et leur puissance de calcul double à chaque fois qu'un qubit lui est adjoint.
 - 2 *Le cygne noir, la puissance de l'imprévisible*, N.N. Taleb, éd. Les Belles lettres, Paris, 2010.

un cygne noir, un événement économique, politique ou environnemental nous prouvant que nous avons tort. Ce n'est pas parce que les cygnes noirs sont très rares, très loin de nous et que personne ne nous en a parlé qu'il ne peut y en avoir. L'ordinateur portable n'existait pas en 1960 et personne ne pouvait imaginer qu'il serait aussi envahissant en 2020. C'était un cygne noir. Personne n'imagine qu'un jour l'argent disparaisse au profit d'un système d'accès, mais personne ne peut affirmer que la crise financière qui va suivre la crise sanitaire n'est pas un cygne noir qui s'annonce...

Cynisme : Attitude ne tenant pas compte ni de la morale ni des convenances, qui pousse à agir avec roublardise, sans se soucier des conséquences négatives sur les autres, La palme du cynisme revient à Pierre Moscovici (député européen socialiste, puis ministre des affaires européennes sous Jospin, puis ministre de l'économie et des finances sous Hollande, et enfin commissaire européen aux affaires économiques en 2014). Il n'hésite pas à écrire sur son blog en 2018 : « *Tel Ulysse de retour à Ithaque, la Grèce arrive enfin à destination aujourd'hui, dix ans après le début d'une longue récession. Elle peut enfin souffler, regarder le chemin parcouru et contempler de nouveau l'avenir avec confiance.* »

C'est le coup de pied de l'âne à un peuple que l'on a délibérément maltraité, et cet étalage d'autosatisfaction a quelque chose d'intolérable. Le Commissaire européen salue les nécessaires sacrifices du peuple grec pour éloigner « *le plus grand péril de cette odyssée* » qui, pour lui, n'était ni la misère, ni le chômage, ni les maladies, ni les suicides, ni les exils, mais ce monstre appelé *Grexit*. Le plus beau de l'affaire, c'est que Pierre Moscovici prévoyait la fin de l'austérité grecque dès 2050, lui qui, en tant qu'économiste patenté, n'a jamais été capable de prévoir quoi que ce soit à plus de six mois. Il le sait, tout le monde le sait, et personne ne s'étonne qu'il écrive de telles phrases et fasse des pronostiques sur trente ans ! C'est ce que l'on appelle la politique, la gouvernance des sages. Un Grec, dûment sélectionné pour un QI de grenouille, comprendrait qu'il y a une erreur quelque part !

Jules Renard définissait ainsi le cynisme : "*J'ai froid dit le pauvre. C'est la saison qui veut ça dit le riche !...*" De fait, le cynique est heureux de voir la misère des autres puisqu'elle ne le concerne pas. Pierre Moscovici n'est ni le seul cynique, ni le plus grand. C'est devenu le mode de pensée le mieux partagé par les gouvernants, les grands capitalistes, le bourgeois ordinaire. L'argent, en se condensant de plus en plus, creuse de tels écarts

dans les inégalités sociales que toute empathie entre uns et les autres est impossible. C'est une caractéristique de notre temps et le résultat d'une politique de fragmentation des classes sociales, d'atomisation des individus. Les fractures sont telles qu'aucun "rebouteux" ne peut les réduire et qu'il faut amputer. Le tout est de savoir s'il faut amputer les peuples de leur liberté ou amputer les riches de l'argent qui les fait riches.... A chacun son camp !

D

Darknet : Le darknet est un réseau Internet parallèle qui échappe à tous les contrôles. Clandestin, il est pratiquement introuvable, à moins d'obtenir les codes d'accès connus des seuls escrocs, trafiquants, pédophiles et autres habitants du "dark", la face sombre du Net. Sur ce marché, on peut trouver des "vrais" faux papiers, des armes, des produits illicites ou des officines de blanchiment d'argent, de tueurs à gages, de prostitution. Le darknet commence par un logiciel officiel que n'importe qui peut télécharger (TOR par exemple)¹ qui fait rebondir vos données sur tout un chemin de centres différents jusqu'à ce qu'elles soient intraquables, de leur source au destinataire.

Le darknet est possible parce que le respect des libertés individuelles limite les contrôles policiers sur le Net. Le choix est donc entre l'accès à notre intimité et la lutte contre les trafics en tous genres. Tant qu'il restera un minuscule espace libre, les trafiquants s'y engouffreront. S'il ne reste plus un seul espace de liberté, c'est la porte ouverte à tous les totalitarismes, l'insécurité totale pour les militants, les contestataires.

Le darknet est typiquement le problème insoluble dans un contexte monétaire, mais qui disparaîtrait dans ses formes les plus dangereuses par l'abolition de la monnaie. L'essentiel du darknet n'a d'autre raison d'exister que l'appât du gain, et l'abolition couperait l'herbe sous les pieds de tous les trafiquants. Sur quoi et pour quoi trafiquer sans l'argent ?.... Une drogue dont chacun peut obtenir la formule chimique et la reproduire dans son garage ?... Des armes que l'on échangerait contre quoi si tout est gratuit ? Un tueur à gage contre une botte de poireaux ?...

Data : La captation des données informatiques (data) est un marché colossal qui envahit peu à peu nos vies privées. Tout est bon pour capter notre profil commercial. Le politique a besoin de cibler nos états d'esprit, les assurances aimeraient bien indexer les primes sur notre état de santé réel, etc. C'est le grand piège d'Internet qui d'un côté nous offre des capacités in-

1 TOR : Acronyme de *The Onion Router* (le routeur oignon) est un logiciel libre protégé de toute surveillance extérieure, de contournement de la censure, annule les cookies...

ouïes de savoirs et d'émancipation, et de l'autre nous réduit à un code barre, jusque dans la gratuité, ce qui fait de nous de simples produits exploitables.

Une fois de plus, nous avons un outil d'une dangerosité extrême avec l'argent, obsolète sans l'argent. D'un côté, l'informatisation des données a induit l'idée nouvelle que le meilleur modèle n'est pas *le plus fort* mais *le mieux adapté*, que le partage des biens et des savoirs vaut mieux que la réussite individuelle, que le travail doit être *attractif* avant d'être *productif*. La sacro-sainte propriété elle-même s'atténue avec la coopération, la collaboration, la mutualisation, notions qui entrent dans le langage quotidien avec le logiciel libre, Wikipédia et les réseaux sociaux. Le pouvoir lui-même change de forme. Le maître, qui jadis faisait autorité et avait réponse à tout, ne fait plus recette quand le cancre, au fond de la classe, peut vérifier sur Google si le maître dit vrai.

D'un autre côté, l'informatisation des données donne un pouvoir à celui qui contrôle ces flux de datas sans aucun contre pouvoir. C'est la porte ouverte à une forme de totalitarisme inouï. L'usage des cookies via les réseaux sociaux et les moteurs de recherche donne aux maîtres du numérique une influence que les chefs d'État peuvent leur envier.

Il ne reste plus qu'à abolir les profits financiers et l'argent pour que l'outil soit optimisé et les données informatisées sans danger... Il suffit pour cela de constater ce que le bénévolat et la gratuité ont déjà produit (voir par exemple l'article *Généalogie*) !

Déchets : Les sociétés modernes produisent une quantité faramineuse de déchets en tous genres, contrairement à la nature qui n'a jamais nécessité la moindre poubelle et recycle absolument tout. Certes les besoins de l'homme ne sont pas les mêmes que ceux de la nature. Dans l'arbre le bois, les feuilles, les racines sont très vite consommés par toute une chaîne alimentaire. Le plastique est au mieux recyclable une fois ou deux et se dégrade naturellement en un siècle ou un millénaire selon les cas. Au rythme de notre production, nous finirons par être submergés par nos propres ordures.

La grande mode est le recyclage, lequel a un coût parfois plus élevé que la production. En outre tout recyclage correspond à une perte partielle de la matière première à l'origine du déchet et à une débauche énergétique. Les seuls déchets qui sont tolérables sont ceux que l'on ne produit pas. En France, 30% des déchets sont enfouis, 50% sont incinérés et 20% sont recyclés. Les principales informations publiées servent à "responsabiliser" le

consommateur, sommé de réduire ses déchets et de les trier dans le contenant adéquat. Le consommateur n'est pourtant responsable que de 9% des déchets (dont 157 kg par personne sous la forme d'emballages qui nous sont imposés), quand le BTP en produit 34%, les mines et carrières 27%.

Les plus graves enjeux qui se posent sont les déchets toxiques issus du nucléaire et de la chimie, et les plastiques en suspension dans les mers et océans qui forment déjà un sixième continent ! Ces déchets en effet ne sont pas que du rebut encombrant mais représentent de multiples dangers pour toutes les espèces vivantes, végétales, animales, humaines. Il y aura bientôt plus de plastiques que de poissons dans les océans, les poissons restants seront impropres à la consommation parce qu'irradiés par les 1,25 millions de tonnes d'eau de Fukushima, ou empoisonnés par les produits azotés des agriculteurs.

Le plus inquiétant, c'est le refus systématique des collectivités d'endosser les conséquences de leurs propres déchets. Une décharge, un incinérateur, sont toujours réclamés par les citoyens, à condition que ces installations ne se fassent pas chez eux mais chez le voisin. Pendant longtemps, des millions de tonnes de déchets ont été envoyés en Afrique ou en Asie, laissant les plus démunis confrontés à des pollutions sans précédents, des maladies chroniques, des dégradations de terres constructibles ou arables. A partir du 1^{er} janvier 2021, les membres de l'UE ne pourront plus exporter leurs déchets toxiques ou non triés dans d'autres pays. *«Ces nouvelles règles indiquent clairement que l'UE assume la responsabilité des déchets qu'elle produit»*. C'est un progrès mais qui demande à être suivi de près. Il reste quantités de moyens de contourner la rigueur de la loi : les pays d'accueil ont le droit d'accepter des déchets, les contrôles peuvent être rendus compliqués par le broyage ou l'emballage dans des containers fermés... L'Afrique restera encore longtemps la poubelle de l'Europe !

Décimal : Ce qui est fondé sur une division par dix. Si nos mathématiques modernes sont essentiellement fondées sur la base dix, le système décimal, il n'en a pas toujours été de même. Les Sumériens du III^e millénaire avant J.-C. utilisaient le système sexagésimal, c'est-à-dire une base de 60. Les Chinois ont longtemps opté pour ce système, les Hindous aussi pour leur calendrier.

La base dix facilite sérieusement les opérations et l'on peut se demander pourquoi nous avons conservé l'habitude, dans certains domaines,

d'utiliser le système sumérien. Les angles et le temps sont toujours comptés sur une base 60, en degrés, minutes, secondes. Les imprimeurs et typographes comptent encore en pouces, points, picas, lignes. Jusqu'à la Révolution de 1789, la monnaie se comptait en livres, sols, deniers (la base douze qui n'est une division par 5 de la base 60) et les Anglais ont conservé un shilling valant 12 pences jusqu'en 1971 ! Ne rions pas de ces Anglais conservateurs, nos œufs et nos huîtres ont toujours été vendus par douze et nos boîtes à œufs ont gardé 12 alvéoles malgré l'abolition de la base 12 au profit de la base 10.

Cet exemple montre bien qu'un système de pensée, qu'il soit astronomique, monétaire ou typographique laisse toujours des traces, des scories. Il en sera de même pendant très longtemps du système monétaire. Dans quelques centaines d'années, un historien nous expliquera peut-être que telle ou telle expression est directement issue de l'échange marchand, que tel objet a cette forme en raison de l'usage que l'on en faisait au temps de la monnaie, que certains gestes machinaux ont changé de sens, comme frotter son pouce contre son index qui évoque aujourd'hui une évaluation en argent et évoquera peut-être demain la simple texture d'un objet !

Déclinisme : Théorie selon laquelle un pays serait en déclin économique, culturel ou moral. Par extension, quiconque énonce l'idée d'une dégradation quelconque de la société, de l'industrie, de l'environnement, de la politique est classé "décliniste" et ainsi décrédibilisé. Le décliniste est pessimiste, voire catastrophiste. Le sentiment de déclin viendrait souvent d'une nostalgie du bon vieux temps, d'un refus du progrès, de l'évolution naturelle des comportements. Si tout le monde a connu quelques authentiques déclinistes déclarant que de leur temps, *«ça ne se serait pas passé comme cela»*, nous connaissons aussi des faux déclinistes qui tout simplement admettent et dénoncent des dérives dommageables.

Constater qu'il y a moins d'insectes et se souvenir des pare-brises noirs d'insectes au bout de cent kilomètres dans le siècle précédent ne veut pas dire que l'on est décliniste mais qu'il faudrait être plus prudent quant à la biodiversité. Affirmer que le climat change et qu'à terme cela va poser de graves problèmes peut aussi bien susciter du déclinisme que la volonté de changer le fonctionnement du monde. Remarquer que le temps passé sur les smartphones augmente sans cesse, que l'usage des écrans commence de plus en plus tôt, peut être un signe de déclinisme ou un sage avertissement

d'un danger et un appel à mieux maîtriser l'outil.

On voit bien alors l'usage que peut faire le capitalisme de toutes les études environnementales qui tendent à remettre le système marchand en cause. Faire passer une observation scientifique pour du déclinisme met fin à tout débat, à toute recherche de changement possible. Les plus conservateurs accusent ainsi les réformateurs de conservatisme.

Les militants pour une société post-monnaire n'échappent pas à cette tactique. On commence par nous dire que supprimer l'argent, c'est revenir au troc, même quand on a commencé par expliquer que le troc n'a jamais précédé l'échange marchand. On continue ensuite à nous dire que sans argent il n'y a plus de progrès, même si l'on prône l'usage de l'Internet via l'holochain, une technique encore au stade expérimental. Les "désargentistes" qui s'y intéressent et tentent de dépasser la blockchain seraient donc des passésistes ? Comme pour les anathèmes de complotisme, souverainisme ou populisme, ceux qui usent de celui de déclinisme sont généralement des opposants sans arguments ou des pervers usant de l'insulte pour éviter toute confrontation...

Décroissance : « *La croissance, c'est le non-sens ; le bon sens, c'est la décroissance !* » C'est le slogan que l'on voit répété sur tous les sites décroissants. Mais très rarement est posée la question d'une décroissance, voire d'une simple stagnation, dans un contexte monétaire. L'argent décroissant est un oxymore. L'argent n'a de sens que s'il croît au fur et à mesure des échanges. C'est bien pour cela que le capitalisme ne peut supporter un affaissement des échanges, quitte à provoquer artificiellement les mouvements, par exemple en délocalisant les lieux de productions des lieux de consommation ou en spécialisant les régions ou les pays dans une production spécifique, ce qui les rend dépendants des autres...

Une décroissance ne peut s'imaginer sans une diminution conjointe de la production et de la consommation. Elle est donc ontologiquement anti capitaliste. Pourquoi pas ? Mais il lui faudrait alors proposer un système économique de remplacement, autre que celui de l'échange marchand, ce qu'elle ne fait pas. Il n'y a qu'une explication à ce paradoxe, c'est de penser que les décroissants imaginent qu'une économie fondée sur l'échange marchand puisse survivre à l'idéal décroissant, ou de croire en un système décroissant usant d'un outil de gestion qui nécessite de la croissance !

La Société de l'Accès, elle, propose le remplacement de l'échange

marchand par un accès direct aux biens et services. L'argent de ce fait est complètement obsolète et les profits financiers impossibles à réaliser. Dans cette configuration inédite, une bonne moitié de ce qui est produit aujourd'hui devient parfaitement inutile. Sans la nécessité du salariat, les déplacements sont réduits également de moitié, tous les métiers qui ne servent qu'à la seule circulation de l'argent disparaissent et avec eux le matériel et l'énergie qu'ils utilisaient.

Si l'activité humaine se limite à la seule production de ce qui est nécessaire à la survie, puis aux loisirs, à l'art, au luxe, à la culture, les besoins réels vont sérieusement diminuer. Sans la nécessité de faire des profits, rien ne serait fabriqué qui ne soit durable et non jetable, réparable et non à recycler, écologique autant que faire se peut et non polluant. La désargence induit naturellement la décroissance, par simple bon sens ! En somme, je pense que la désargence ne contredit en rien la décroissance alors que la décroissance laisse croire qu'elle est possible dans une société marchande qui n'a de sens que dans la croissance ¹...

Généralement, ma fréquentation des décroissants entraîne l'objection habituelle : la décroissance est réaliste, la désargence est utopiste. C'est vrai que l'on peut facilement "s'habiller en décroissant", en consommant le moins possible, en roulant à vélo, en tricotant ses pulls..., alors qu'il est extrêmement difficile de vivre sans argent. Mais comment faire que le système actuel, par nature croissant, permette qu'une pratique individuelle passe au stade collectif, ce qui serait sa mort assurée ? N'est-ce pas tout aussi utopique ? En revanche, si l'on part du constat réaliste que le capitalisme ne peut exister sans croissance, qu'il ne peut y avoir éternellement une croissance infinie dans un monde fini, que l'échéance d'un grand effondrement est de plus en plus probable et courte, alors on peut penser qu'il est réaliste de préparer la transition d'un monde monétaire vers un monde a-monétaire. Anselm Jappe, qui a résisté pendant des années à cette idée, conclut son livre *La société autophage* par la même conclusion que moi : « *l'abolition de l'argent doit avoir lieu tout de suite comme la seule forme possible de réalisme* » !

Défi du XXI^e siècle : Le mot défi est constamment employé pour annon-

1 En quelques minutes, Aurélien Barreau pose bien le problème dans la vidéo suivante : <https://youtu.be/HGiUquLaK5g>

cer qu'une chose est difficile à réaliser mais qu'elle est incontournable. Les capitalistes ont donc leurs défis, les anticapitalistes, les écologistes, les col-lapsologues et les a-monétistes aussi. A chacun son défi, ce qui veut dire étymologiquement que chacun a son "refus de foi" (*son de-fides*). Le défi, c'est aussi un appel au combat, une convocation au duel, la contestation d'un pouvoir, d'une tradition, une posture.

« *Aujourd'hui, il s'agit de trouver des stratégies pour répondre à cette situation inédite. Le défi de notre époque en pleine mutation est de bâtir une vie sociale qui ne soit plus basée sur l'argent et le travail, plutôt que tenter de ranimer leurs cadavres.* » (Anselm Jappe)

La posture de défi est commode en ce sens qu'elle enfle l'ego de celui qui le prononce et oblige en réponse l'adversaire à une défense. Pas étonnant que la période trouble, mutagène que nous vivons soit propice aux défis en tous genres, également partagés sur tout l'échiquier social et politique. Je préfère donc me *défier* des défis et préfère user du terme de l'ancien français "chalenge"¹ (écrire challenge si l'on ne craint pas l'usage des anglicismes sportifs), c'est-à-dire une situation difficile à dépasser, une épreuve pour laquelle un titre est mis en jeu.

L'épreuve n'induit pas forcément la défaite ou la mort de l'autre, le titre peut être uniquement honorifique...

Défiance : Nous sommes résolument entrés dans l'ère de la défiance vis à vis du pouvoir, des élites. Les outils numériques à notre disposition permettent de reprendre les vidéos de tous les discours des hommes politiques depuis vingt ans, d'en extraire des passages, de mettre côte à côte celles qui sont contradictoires, puis d'en faire un montage. Les humoristes autant que les contestataires ne s'en sont pas privés. Les mensonges, les changements d'opinions, les manipulations, les incohérences de nos dirigeants apparaissent si clairement que l'on est de moins en moins enclins à les croire sur parole.

Les scientifiques auxquels on a ouvert tout grand les plateaux de télévision n'ont pas évité le risque du discrédit. En sortant de leur strict rôle d'explication des faits, en prenant des postures de certitudes sur des sujets mal connus, ils se sont mutuellement contredit au point de perdre toute crédibilité. Quant aux médias, en se chargeant de relayer les arguments

1 Chalenge : Selon le dictionnaire de l'Académie, *réclamation judiciaire* au XII^e siècle.

contradictoires pour faire débat, en exigeant des uns et des autres des affirmations là où le doute était logique, ils ont définitivement semé la défiance vis à vis des experts. La science est plus rassurante que la philosophie dont Aldous Huxley disait *qu'elle nous enseigne à douter de ce qui nous paraît évident*. Nous sommes entrés de ce fait dans l'ère de la propagande dont ce même auteur disait, *qu'au contraire de la philosophie, elle nous enseigne à accepter pour évident ce dont il serait raisonnable de douter !*

Peut-on faire encore de la politique si l'on n'est crédible en rien, si toute proposition réveille le doute et non l'envie d'adhérer ? Heureusement, il semble bien que la majorité des gens ordinaires n'aient pas sombré dans l'idée qu'il n'y a plus de vérité, dans aucun domaine. Malheureusement, ce qui aurait dû faire débat a fait rupture, les pour et les contre s'opposant en tout, sans plus d'écoute possible. De là à se demander si le but des élites n'était pas de diviser pour mieux régner, il n'y a qu'un pas qu'il est légitime de sauter...

Déflation : Situation dans laquelle l'activité économique d'un pays est ralentie. Les économistes parlent de déflation lorsque quatre critères apparaissent : Croissance en berne, inflation proche de zéro, explosion des dettes privées, effondrement de la vitesse de rotation de la monnaie.,

En France, au début de 2021, on constate que la croissance est en baisse constante depuis dix ans. Il y a peu d'inflation et bien que les directives européennes réclament un minimum de 2% d'inflation. La norme serait 3% et nous en sommes à moins de 1% . Or, une inflation de 4 à 6% relancerait la consommation, favoriserait les plus pauvres en réduisant leurs dettes et à l'inverse pénaliserait les riches qui placent leur argent. Globalement, la dette privée augmente sans cesse pour cause de chômage, d'insécurité, de flexibilité. Enfin, la rotation monétaire est en chute libre. (Pour faire simple, cette rotation désigne le nombre de fois qu'un euro change de mains en une année. C'est donc un bon indicateur commercial).

En situation de déflation, personne n'a intérêt à investir, à acheter des biens qui ont toutes les chances d'être moins coûteux le lendemain. Cette "procrastination généralisée" devient très vite auto réalisatrice. Si tout le monde attend demain pour acheter l'objet qu'il convoite, le prix de l'objet baisse, ce qui incite à attendre quelques jours de plus. On entre alors dans une boucle de rétroaction active, plus la déflation s'installe, plus la

demande diminue, plus les prix baissent, plus la déflation s'aggrave. Personne ne sait comment stopper cette "trappe déflationniste". Le Japon y est entré il y a 25 ans et n'en n'est plus jamais sorti.

La déflation, c'est donc le vieillissement des outils de production, le chômage de masse, la perte de valeur du patrimoine... Et tous les efforts des gouvernements pour renflouer les caisses ne font qu'accroître le problème. Depuis dix ans d'austérité et de plans de relance, la Grèce a toujours autant de dettes qu'en 2010, l'activité économique est quasiment à l'arrêt, le chômage atteint presque les 30%, les faillites s'enchaînent, l'État brade ses richesses (immobilières, culturelles, territoriales, sanitaires, éducatives...).

La dette publique est tout aussi impactée par la déflation et le gouvernement n'a d'autres réponses que de vendre ses actifs : ADP, Française des jeux, SNCF, EDF, Caisse des dépôts et consignation, et bientôt les routes nationales, la poste, l'hôpital, les écoles... En France, les élites financières au pouvoir n'ont aucune conscience de l'urgence d'une réaction. Elles sont formatées par une idéologie néolibérale qui n'a plus rien à voir avec l'économie réelle. Et comme ces élites sont "hors sol", elles ne peuvent pas s'en rendre compte dans leur vie quotidienne. Les rares solutions défendues par les économistes hétérodoxes peinent à se faire entendre, car les banques, les grands patrons d'industrie, les grandes fortunes internationales sont les seuls à bénéficier de cette déflation et ont tous les moyens de contraindre l'État à refuser ces solutions.

La France est entrée en déflation en même temps que le virus du Covid commençait à ralentir l'économie. S'il y a pas de relation de cause à effet entre ces deux questions, elles ont, à l'évidence, un effet d'entraînement mutuel. Les quatre critères qui définissent la déflation sont impactés par la crise sanitaire et vont renforcer l'inflation. C'est typiquement ce que les économistes appellent "une spirale déflationniste", spirale dont nul ne sait comment sortir. L'instrumentalisation du Virus (que l'on ne peut qualifier d'agent économique) par le gouvernement peut s'expliquer par sa difficulté à reconnaître l'aspect économique dont pour le coup, il est évidemment responsable (au moins pour avoir abandonné son pouvoir monétaire aux banques privées).

Un débat agite les économistes sur le couple déflation-inflation. Pour les Allemands, l'inflation est le mal absolu, pour les Keynésiens, c'est l'antidote aux inégalités sociales. Une inflation fait baisser la valeur de la monnaie et pénalise ce qui en ont en quantité tandis qu'elle favorise les plus

pauvres par le biais de leur dette privée qui diminue d'autant. Ce dont ils parlent moins c'est du passage de l'un à l'autre. Une déflation finit toujours par dévaluer la monnaie nationale puisque les autres États perdent confiance dans la monnaie du pays qui en est atteint. Une déflation peut donc dans un premier temps favoriser les moins riches mais finit par les défavoriser puisque la monnaie en dévaluant augmente le coût de la vie. On voit bien que nous sommes entré dans une phase économique de récession, cette fois au niveau mondial, et que les scénarios les plus pessimistes sont permis...

Délinquance : La délinquance est partout et touche tout le monde, soit en tant qu'acteur d'actes délictueux, soit en tant que victimes de ces actes, et pour tous les autres, par les conséquences économiques des désordres occasionnés. La délinquance et le délit, sont codifiés par d'innombrables lois regroupées dans des codes spécifiques : code civil, code pénal, code du commerce, code de l'environnement, code administratif.... Une armée de policiers est chargée de prévenir les délits, d'arrêter les coupables. Les tribunaux sont en permanence débordés de dossiers d'enquêtes, de plaintes, de jugements à rendre, de jugements à rejurer pour cause de contestations des verdicts ou vices de forme.

La plupart des actes délictueux tournent autour des questions d'argent (vol, recel, trafic, corruption, prostitution, fraude, escroquerie, tricherie sur les normes ou la qualité de produits, violence, meurtre...). Aucune forme sociale, aucun type de répression n'est jamais parvenu à diminuer sensiblement la délinquance. La rigueur de la Charia et la dureté des sanctions utilisées (lapidation, crucifixion, amputation, fouet, bastonnade...) n'a produit aucune société pacifiée, l'humanité et le souci de réhabilitation dans les pays nordiques non plus.

La seule chose qui change vraiment à ce sujet, c'est le ressenti pour les populations et l'adaptation de la délinquance au contexte local ou temporel. En 2016 en France, il y a eu 90 personnes tuées et 400 blessées par attentat terroriste. Dans la même année, les accidents routiers ont causé la mort de 3 477 personnes, et en ont blessé 57 000. Pourtant, ce sont les attentats qui ont le plus été médiatisés, instrumentalisés, qui ont le plus affolé et mobilisé la population. Il faut croire que finir sa vie broyé au milieu des tôles est moins grave, moins angoissant qu'une balle dans la tête... Dans le même genre d'idée, tout le monde vous dira que l'insécurité est de plus en plus grande, dans les villes comme à la campagne. Les

gazettes régionales du XIX^e siècle disaient déjà la même chose, et au vu des horreurs que l'on trouve dans ces vieux journaux, l'insécurité du XXI^e siècle devrait frôler celle d'un temps de guerre civile !

L'abolition de l'argent couperait l'herbe sous les pieds d'une bonne part des délinquants, ce qui est normal considérant la masse des actes délictueux directement liés à l'appât du gain, au manque d'argent, aux inégalités de revenus (un peu plus de 80% selon les statistiques carcérales). Sans argent, il resterait les inévitables conflits d'ego qui dégénèrent, les drames de la jalousie, les pathologies psychiatriques et autres déviances propres à la nature de l'homme, dont une grande part se régleraient dans les *tribunaux de conciliations*, de gré à gré et avec les réparations choisies et acceptées par les deux parties.

La deuxième cause de la délinquance s'apparente aux désordres sexuels : viols, pédophilie, violences familiales, eux-même ayant pour source la concurrence généralisée, les frustrations diverses, les relations sociales dégradées. A l'évidence, une société non soumise à la nécessité de travailler pour vivre, offrant beaucoup de temps de loisirs, serait plus apaisée, moins stressée et donc moins violente. En même temps, les agressés auraient bien plus de moyens d'échapper aux risques, de quitter le foyer pathogène, de fuir l'école productrice de harcèlement, l'usine propice au burn-out...

Démarcation : Action de tracer les limites qui séparent, qu'il s'agisse de territoires ou d'opinions. L'affaire Dreyfus, de 1894 à 1906 a divisé la France en deux camps idéologiques irréconciliables, les *dreyfusards* et les *antidreyfusards*. En novembre 1942, la France a été divisée en deux par une *ligne de démarcation* entre zone occupée et zone libre. En 1961, les colonialistes et les anticolonialistes se sont affrontés, OAS (Organisation de l'Armée Secrète) d'un côté, "porteurs de valises" de l'autre. En 2005, le OUI au faux référendum sur le traité de Lisbonne, suivi du NON voté par le Congrès, a divisé durablement les Français entre *européistes* et *souverainistes*.

On aurait dû se méfier du passe-sanitaire et des vaccins qui suscitent une nouvelle ligne de démarcation. Au sein des familles, des amis, des partis, des collectifs en tous genres, chacun est sommé de choisir son camp, les *bons citoyens* soucieux de la santé de tous contre les *individua-*

listes sottement attachés à leur liberté, inconscients du danger, responsables vaccinés contre gens toxiques, personnes dociles et personnes rebelles. Dans toutes les démarcations connues, on a pu observer l'incrustation d'une profonde fracture sociale, des pratiques de délation et de dénigrement, des opportunistes jouant sur les deux tableaux (collaborateurs-résistants, non vaccinés munis de faux passe-sanitaire), le marché noir en prime.

Il a toujours été difficile de faire bouger les lignes de démarcation. Passé un premier temps, les groupes se figent, leurs effectifs se stabilisent, quels que soient les arguments avancés, les preuves, la science, l'expérience. A qui profite le crime ? Certainement pas au peuple ainsi divisé. Sans doute pas aux gouvernements ayant laissé se constituer ces fractures. Le capital, les grands industriels, les financiers en revanche ont toujours trouvé dans les lignes de démarcation matière à réaliser des profits fabuleux. On connaît les fortunes qui se sont constituées sur l'occupation allemande, comme le nombre des milliardaires en augmentation depuis la crise sanitaire. Mais comment le dire sans risquer l'anathème ? On aura beau expliquer que les riches n'ont pas provoqué l'épidémie, qu'ils s'en sont juste servi, on sera louches. On aura beau dire que le grand Capital n'est pas représenté par des fous cyniques mais sont eux-mêmes soumis à un système qui mécaniquement les contraint à choisir entre la croissance ou la disparition, on nous qualifiera de complotistes.

Une ligne de démarcation qui se crée, c'est toujours une faiblesse qui s'installe, la plupart du temps durablement, et il ne faut pas s'étonner que certains en profitent.

Démocratie : Idéal politique, utopique au sens où il n'a jamais été appliqué mais toujours évoqué, essentiellement en tant que régime politique. La confusion entre le principe démocratique et la gouvernance démocratique a tout faussé. La démocratie athénienne s'est fondée sur des conditions de vote limitées : être fils d'Athénien et avoir suivi l'éphébie entre 18 et 20 ans. Ce qui exclut les femmes, les métèques (étrangers), les esclaves, soit les trois quarts de la population. La démocratie représentative à la mode française, anglaise ou américaine a été instaurée pour éviter que ces pays soient démocratiques, "*ce que la France ne saurait être*" déclarait l'abbé Sieyès dans son discours à l'Assemblée Constituante du 7 septembre

1789 !¹ Quant aux démocraties dites populaires, elles ont pratiquement toutes été plus ou moins dictatoriales et gérées par des oligarchies politiques ou administratives.

Et pourtant, l'idée d'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple est ni sottise ni utopique. Rien techniquement n'empêche de consulter le peuple en entier, ou une partie du peuple pour les questions qui ne sont pas communes à tous. A l'heure du numérique où la moindre pétition recueille les avis de milliers de gens en quelques heures, l'argument d'une démocratie directe impossible pour un grand nombre ne tient pas une seconde. Mais le pouvoir acquis par le moindre représentant du peuple est si grisant qu'il faudra l'arracher à ces élus par la force. En outre, l'argent peut avoir quantité de vertus mais surtout pas celle de la démocratie. Quiconque en détient le pouvoir détient en même temps le droit de vie ou de mort sur celui qui en est démuné.

Le philosophe américain John Dewey explique la seule véritable difficulté de la démocratie en ces termes : « *Un mode de vie démocratique relève à la fois d'un souci de l'individualité pour le social (parce qu'elle y voit le milieu de ses opérations) et d'un souci du social pour l'individualité (parce qu'elle y trouve sa condition de sens).* » On peut donc en déduire qu'une société qui n'inscrit pas dans ses textes fondateurs une forme de gouvernance alliant à la fois le sens du commun pour l'individu et le respect de l'individu dans tout ce qui est commun, ne peut être démocratique.

On pourrait dénoncer, dans une interminable recension, les dénis de démocratie commis par les nations qui se prétendent les plus démocratiques. Je n'en citerais qu'une à titre d'exemple : Au début de l'année 2020, une enquête publique demandait l'avis des citoyens sur une future exploitation de pétrole par Total dans la forêt guyanaise. De l'avis des commissaires enquêteurs, le nombre de réponses fut exceptionnel : Avis exprimés : 7 183, avis défavorables : 7 173, sans opinion : 8, avis favorables : 2. Conclusion des enquêteurs après un long examen des résultats: AVIS FAVORABLE ! Si la survie de quelques communautés indigènes et la santé d'une forêt qualifiée

1 La citation intégrale de l'abbé Sieyès mérite d'être connue : « *Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique[...] Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants.* »

de poumon de la planète n'étaient pas en jeu, si la qualité de vie des Guyanais n'était pas réellement menacée, on pourrait en rire. Mais aucun éclat de rire n'est parvenu jusqu'à la métropole et les rares écologistes qui s'en sont alarmés ont crié dans un désert médiatique...

Au dire des capitalistes de bon aloi, la démocratie constitue la forme de domination la moins coûteuse. C'est le philosophe Anselm Jappe qui, judicieusement, le remarque et l'explique : « *Les sujets démocratiques appliquent spontanément et contre eux-mêmes les nécessités économiques, les lois de la réalité, les impératifs technologiques, les attentes des marchés (...). De même, une usine gérée très démocratiquement par les ouvriers y travaillant, dans le cadre d'une société qui continue à fonctionner selon le marché, reste condamnée à engendrer des profits à travers du travail abstrait. Ses membres pourraient même, toujours très démocratiquement, décider de licencier une partie d'entre eux pour baisser les coûts et survivre sur le marché.* »¹

Voilà bien l'argument imparable en faveur d'une société post-monnaire. Pour espérer sortir la démocratie de sa condition d'utopie, il n'y a pas d'autre moyen que d'abolir l'argent. La question est de savoir si l'on accepte ou pas de sacrifier la démocratie aux avantages pratiques que procure l'argent, si l'on préfère ou pas le confort d'un système plurimillénaire plutôt que les affres d'un nouveau contrat social à inventer. La désargence, et elle seule, permet de faire la différence entre la démocratie actuelle qui n'en est pas une, et une démocratie qui nous tient à cœur, mais qui reste à inventer et dont nous ne pouvons parler qu'en utilisant le mot de *démocratie*.

Nous sommes désormais face au vieux dilemme entre la bourse ou la vie. Mais, l'époque ayant suscité la collapsologie avant d'inventer la désargence, le risque en hésitant trop longtemps est de perdre la bourse en premier (dans une crise financière) et de perdre la vie ensuite (dans une extinction de l'espèce). Malgré nos savoirs et nos technologies sublimes, nous ne sommes guère plus avancés que le voyageur du Moyen-Âge rançonné par des bandits de grands chemins... L'idéal d'un gouvernement par le peuple et pour le peuple n'a jamais été atteint quel que soit le lieu, l'époque, le système. Est-ce à dire que la démocratie n'est qu'un noble idéal inatteignable ? Que la Démocratie est au peuple ce que le Paradis est aux croyants ? N'y aurait-il pas d'autre alternative que la dictature des marchés

1 Voir article *Peut-on s'émanciper du fétichisme ?* Anselm Jappe, 15 nov. 2012, Blog Palim-Psao.

ou le mythe d'un pouvoir partagé ? Non, certainement..., tant qu'il y a un "Marché" !

Le paradoxe des structures politiques qui ne cessent de s'afficher comme démocratiques, tout en concentrant les pouvoirs sur une aristocratie, tient sans doute au pouvoir, ou à l'argent, ou aux deux, ces deux éléments qu'instinctivement nous unissons dans des relations de causes à effets réciproques et inextricables. Et peu importe ce qui définit cette aristocratie : l'hérédité, la culture, l'allégeance au système, le destin, l'argent... Il ne peut y avoir de démocratie aristocratique à moins d'ériger en dogme l'usage de l'oxymore ! Or, voilà deux millénaires et demi que l'on nous parle de "*La Démocratie*", sans que jamais lui soit liées les questions d'argent et de pouvoir. Les quelques révolutions qui dans le monde se sont voulues démocratiques ont fait l'impasse sur ces deux drogues. Moralité, donner le pouvoir au peuple c'est prendre le risque qu'il ne veuille le rendre, donner l'argent aux pauvres c'est prendre le risque qu'ils prennent le pouvoir. De là à "représenter" le peuple dans des instances où il n'aurait pas sa place, à priver le peuple des fruits de son travail pour qu'il ne puisse s'en plaindre, puis à créer une caste de "sang bleu" décrétée pure et qui mène le peuple au "sang impur", y compris sur ses barricades, il n'y a qu'un pas allègrement franchi, au point que nous le chantons encore sans sourciller à moult occasions !

La généalogie de l'idée démocratique est passionnante : on s'aperçoit que dans l'esprit de ses fondateurs (Washington en Amérique, Robespierre en France, etc.), le terme de démocrate est utilisé comme une insulte que l'on adresse aux opposants, aux jeunes députés utopistes, écervelés : John Adams disait : *«J'ai toujours été pour une république libre, pas une démocratie qui est un gouvernement arbitraire, tyrannique, cruel et intolérable.»* Quant à Elbridge Gerry : *«Les malédictions que nous expérimentons découlent des excès de la démocratie. Il faut donc imaginer un système qui protège la société d'elle-même et éviter à tout prix cette dangereuse démocratie.»* C'est ce que Montesquieu avait déjà imaginé : *«Le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie, le suffrage par choix est de celle de l'aristocratie.»*

Ce brillant renversement sémantique a donc consisté à utiliser une insulte comme un qualificatif honorable afin de tromper le peuple. Il a été si efficace qu'aujourd'hui encore, critiquer la démocratie est un suicide politique, se déclarer démocrate est une nécessité électorale, voire judiciaire. On attribue généralement ce tour de passe-passe à Andrew Jackson, élu sep-

tième président des États-Unis en 1828, le premier à se déclarer démocrate. Il a fait toute sa campagne en se présentant comme le président des petites gens face aux élites et a récolté toutes les voies populaires. Son Parti Républicain devient le Parti Démocrate. Du marketing politique avant l'heure ! Quinze ans plus tard, tous les candidats feront de même...

Comment alors récupérer le mot démocratie, le mettre enfin en acte ? Nommer des représentants par tirage au sort ? Descendre du manège pour arrêter de tourner en rond ? Si le manège est clairement identifié comme celui de l'échange marchand, de l'argent, alors oui, c'est possible !

Démocratie américaine : Il est d'usage de qualifier les USA de *plus ancienne démocratie*. Les USA se sont érigés en défenseurs de la démocratie dans le monde entier. Ce mythe est si bien ancré dans les esprits que lors de l'invasion du Capitole par les *fascistes* trumpiens en janvier 2021, tout le monde s'est levé pour exprimer un ferme soutien aux Députés et Sénateurs, pour défendre l'indéfendable mythe. Soyons sérieux et n'oublions pas l'Histoire. La plus vieille démocratie du monde a défendu l'esclavage jusqu'en 1865, année de l'abolition par le 13^e amendement. Mais la ségrégation s'est seulement adoucie à partir de 1968 avec le Civil Rights Act.

Sur le plan international, c'est pire : En 1948, la CIA manipule les élections en Italie. De quel droit ? Politique impériale ?... En 1950, les USA bombardent la Corée du Nord. En 1953, les USA renversent le gouvernement en Iran. Au nom de quoi ?... En 1954, ils renversent le gouvernement au Guatemala. En 1961, ils tentent de renverser le gouvernement de Cuba (l'invasion de la Baie des Cochons échoue). En 1964, les USA commencent à bombarder le Vietnam en disant que ce sont les Vietnamiens qui ont commencé (11 années de guerre, 3 millions de morts). En 1973, ils renversent le gouvernement d'Allende au Chili et installent au pouvoir le dictateur Pinochet (tortures et arrestations arbitraires, des disparitions par milliers). En 1979, la CIA soutient les moudjahidins en Afghanistan (en leur disant : "*Votre cause est juste et Dieu est de votre côté*"). Les musulmans radicaux sont armés par l'Arabie Saoudite et les USA, pour éliminer les Soviétiques de l'Afghanistan. Ils ont fourni aux moudjahidins, à Ben Laden, à Al-Qaïda des missiles Stinger pour abattre les hélicoptères russes. A la veille de 1979, on aide Saddam Hussein à accéder au pouvoir qui nettoie du parti tous les opposants. En 1980, Saddam Hussein est soutenu quand il attaque Khomeiny. C'est la guerre Iran-Irak. On soutient Saddam en tant qu'ami de

l'Occident, en fait pour affaiblir l'Iran. Mais dans le même temps, les USA armaient l'Iran. En 1986, la Libye est bombardée par les USA pour détruire les "*installations terroristes et le matériel militaire*" de Kadhafi. En 1990, Saddam Hussein envahit le Koweït. L'ambassadrice April Glaspie lui dit : « *Les USA ne voient pas d'inconvénient à ce que vous résolviez votre problème international comme bon vous semble* ». Le Conseil de Sécurité de l'ONU vote une résolution et les Américains bombardent l'Irak et le Koweït en 1991. En 1999, l'Allemand Schröder, avec le soutien (ou l'injonction, l'histoire le dira) enthousiaste de l'empire américain, fait bombarder la Serbie. C'est une attaque illégale mais soutenue par l'OTAN. On disait qu'il y avait des camps de concentrations en Serbie, ce qui s'est avéré faux, mais a convaincu les Allemands (*photos truquées de camps de réfugiés bosniaques ressemblant à des camps nazis*). En 2001, les attentats de New York relancent la guerre contre le terrorisme (guerre bâtie sur le mensonge et la violence). Cela justifie l'envoi de troupes internationales en Afghanistan. En 2003, la guerre en Irak produit plus d'un million de morts. En 2011, bombardement de la Libye avec la bénédiction de l'OTAN (*opération officiellement qualifiée d'alliance pour la paix et la défense*). Même année, début de la guerre en Syrie. La CIA a investi un milliard de dollars dans l'opération "*Timber Sycamore*" pour armer les opposants à Bachar Al-Assad et le renverser (*en accord avec les Saoudiens, les Qataris, les Turcs, les Français*). L'opération a échoué parce que les Russes et les Iraniens se sont rangés derrière Al-Assad. Début 2014, guerre d'Ukraine soutenue par les USA pour faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN... Obama, prix Nobel de la paix, a bombardé sept pays : Afghanistan, Pakistan, Yemen, Irak, Somalie, Syrie, Libye. Que des pays musulmans, terroristes...

Cette longue liste n'est malheureusement pas exhaustive. Elle est même édulcorée par rapport aux interventions diplomatiques des Américains aux quatre coins de la planète, interventions lourdes de conséquences antidémocratiques. On a omis de parler des intentions qui se cachaient derrière le *sauvetage* de l'Europe et la *libération* de la France¹ par nos amis américains en 1944, de décrire les dégâts dus aux *négociations* israélo-palestinienne sous l'influence de Clinton, etc. Vive la Démocratie américaine ! Halte à l'anti-américanisme primaire ! *In god we trust, in democracy too !*

1 Le débarquement en Normandie a été organisé sous le nom de code de l'opération *Overlord*, mot qui se traduit en français par *Suzerain*. L'intention des américains en nous "libérant" était clairement de vassaliser l'Europe.

Démocratie aristocratique : Il ne peut y avoir de démocratie aristocratique à moins d'ériger en dogme l'usage de l'oxymore ! Nous avons l'habitude d'associer l'aristocratie à la noblesse alors que ce terme s'applique à toute élite minoritaire mais dominante : classe sociale ou administrative, familles politiques, clans idéologiques, etc. Le pouvoir est une drogue qui perd beaucoup de sa puissance dans le partage. Goûter à une once de pouvoir, c'est être inévitablement en manque quand on le perd, c'est s'engager dans une course effrénée vers ce *pharmakon* salvateur. Les Anarchistes ont raison de ne déléguer aucun pouvoir à quiconque, sans être absolument sûrs qu'il le rendra. Mais est-ce possible ?

L'argent agit aussi comme une drogue pour laquelle il n'est d'issue que dans l'accroissement constant de la dose, dans l'inévitable accélération du rythme des injections, et in fine, dans des overdoses appelées dictature, gouvernement autoritaire, *démocratues* qui peuvent s'avérer létales. L'argent et le pouvoir vont ensemble comme le drogué et son dealer, l'un ne pouvant vivre sans l'autre. Si le pouvoir permet l'accumulation de l'argent, l'argent ouvre les portes du pouvoir. C'est une relation symbiotique, c'est-à-dire de totale dépendance.

Or, voilà deux millénaires et demi que l'on nous parle de *La Démocratie*, sans que jamais lui soit liées les questions d'argent et de pouvoir, même chez les sympathiques Zapatistes et les autonomes du Rojava. Les quelques révolutions qui dans le monde se sont voulues démocratiques ont fait l'impasse sur ces deux drogues. Au bout de deux mille ans et demi de tentatives avortées, il est peut-être temps de penser une démocratie libérée des questions de pouvoir et d'argent. Puisque le pouvoir ne se divise qu'en se partageant, il faudra bien en faire le deuil et puisque l'argent sert le pouvoir et le concentre par construction, il faudra bien s'en passer si nous voulons tenter honnêtement une "expérience démocratique". En attendant, rien ne nous empêche d'imaginer un monde a-monnaire pour tenter de comprendre les effets que produirait une désargence sur les questions de pouvoir et de démocratie. Et là, le champ des possibles devient tellement vaste, les solutions radicales sautent aux yeux avec tant d'évidence, que la notion de nécessité que nous voulons attacher à la désargence prend tout son sens !...

Démocratie directe : Le côté séduisant de la démocratie, via la fausse re-

présentation du peuples par des citoyens élus, est tel que toute remise en cause de ce que l'on a connu sous le label démocratique relève de la dictature fasciste ou des délires de la dictature du prolétariat. C'est pour une grande majorité le moins mauvais des systèmes et penser une démocratie directe relèverait de l'utopie.

Jean-Jacques Rousseau semble s'y résigner quand il écrit : « *À prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais.* » Mais ce même Rousseau déclare plus loin que « *la souveraineté, qui consiste dans la volonté générale, ne peut se représenter* » et plus loin, « *quoiqu'il en soit, à l'instant qu'un peuple se donne des Représentants, il n'est plus libre ; il n'est plus* » On voit bien le dilemme dans lequel patageait Rousseau, résolument pour une démocratie directe et pragmatiquement pour une démocratie représentative, mais avec des limites et un contrôle sérieux des représentants.

Ce qui a radicalement changé depuis Rousseau, ce sont les moyens de communication. Demander à un peuple, réparti entre Dunkerque et Nice, Strasbourg et Bayonne, de prendre une décision commune avec la technologie du XVIII^e siècle relevait effectivement de la folie. A l'heure des smartphones et de l'Internet, c'est un jeu d'enfant. En somme, ceux qui s'accrochent à la représentation et refusent d'entendre les voix du peuple pensent encore selon les critères technologiques de Rousseau. Mais pour que cet anachronisme ne se voit pas trop, on demande au peuple de valider le traité de Lisbonne par référendum (2005), on fait rédiger des milliers de cahiers de doléances (2019), on réunit une convention populaire sur le climat (2021), on sonde l'opinion publique à longueur de temps, pour ensuite faire le contraire de ce qui était attendu par le peuple. Au lieu de gloser sur la démocratie, il serait temps de la mettre en œuvre, ne serait-ce que pour ne pas être ridicules aux yeux de nos descendants. Rousseau avait une excuse, nous pas, et la Commune de Saillans¹ le prouve !

Ce que faisaient les citoyens d'Athènes à l'époque de Hérodote, alors qu'ils étaient au mieux quelques centaines susceptibles de participer à

1 Saillans, commune de la Drôme, a élu en 2014 une liste collégiale, la première en France. Depuis, la Commune expérimente une gouvernance participative, très proche de ce que pourrait être une démocratie. Mais l'expérience, trop exigeante, trop neuve dans le contexte actuel, s'est épuisée sous le harnais et la municipalité élue en 2020 n'a pas reconduit l'expérience. Voir le reportage de France 3 Auvergne-Rhône-Alpes, 15.10.2000.

l'agora, est devenu possible dans un pays de 45 millions d'électeurs potentiels comme la France, dans un pays de 800 millions d'électeurs comme l'Inde. Pour n'importe quelle décision, il est simple d'organiser une consultation populaire dont les résultats s'afficheraient en temps réel, au fur et à mesure du déroulement. Il est même possible de dépasser le système très réducteur du référendum auquel on répond par oui ou par non. Pour élire une personne, l'informatique rend élémentaire le système bien plus juste de Condorcet. Il s'agit d'un système dans lequel le vainqueur est celui qui, comparé tour à tour à tous les autres candidats s'avère être le mieux noté. En 2017, les élections présidentielles proposaient onze candidats au premier tour. Macron a obtenu 24% des voix et Le Pen 21% , ce qui fait que le président élu au deuxième tour représente moins de 20% de la population. Si les électeurs avaient pu mettre une note de 1 à 10 à chaque candidat, le résultat aurait été différent, tant quant au vainqueur qu'à la réelle représentativité des différents candidats, et en un seul tour.

En effet, un seul tour selon le principe de Condorcet suffit. Ce serait également le cas sur un sujet trop complexe pour se résumer à un Oui ou Non. Sur des sujets comme les retraites, le code du travail, les privatisations, rien n'empêche de présenter dix propositions, accompagnées d'une courte note explicative, et qui seront notées ensuite de un à dix. La proposition obtenant la meilleure note représenterait l'opinion d'au moins 51% des votants et non 20% comme aujourd'hui.

Il est techniquement possible de sécuriser l'identité des votants pour éviter les doublons frauduleux et de dépouiller les scores des candidats ou sujets quasiment en temps réel. Pourquoi donc, cette méthode est présentée comme impossible par l'ensemble de la classe politique et par les techniciens ? Sans doute parce qu'ils perdraient beaucoup à coller à la réalité de la volonté du peuple ! Quant à l'oligarchie financière et industrielle, elle y perdrait une belle part de son pouvoir d'influer sur les élections...Sans les effets pervers du système monétaire, la démocratie directe devient pensable.

Démographie : Les problèmes de surpopulation et les déséquilibres démographiques à l'échelle mondiale affectent de plus en plus gravement les rapports culturels, sociaux, environnementaux et économiques des sociétés humaines. Le nombre d'habitants sur la planète augmente, et plus de monde, cela implique plus de contraintes en alimentation, matières premières, énergie. Mais il n'y a que deux choix possibles face à cette diffi-

culté : augmenter la mise à disposition des biens nécessaires à cette population croissante ou limiter cette population.

D'un point de vue humaniste, il faut prendre en compte le désir d'enfants comme une composante incontournable qui ne peut se contrôler que par la violence d'État. A moins de tabler sur le très long terme et la culture, une telle intrusion du droit dans l'intimité individuelle entraîne inévitablement des effets pervers que les Chinois connaissent bien (enfants non déclarés, déséquilibre entre garçons et filles, dégâts psychologiques...).

D'un point de vue politique, une telle décision qui concerne la planète ne peut fonctionner qu'au niveau de la planète. Il suffirait qu'un dixième de la planète refuse cette limitation, voire l'utilise comme une arme de guerre (la colonisation par le ventre des femmes), pour que cette décision soit intenable.

D'un point de vue pacifiste, mettre en avant la surpopulation, c'est donner une bonne justification à tous les va-t-en guerre. L'agro-industrie utilise largement l'argument démographique pour justifier ses options. Les agriculteurs bio démontrent pourtant concrètement que l'on peut nourrir bien plus de monde en bio qu'en conventionnel, tout en consommant moins d'énergie et de matières premières. Mais l'essentiel reste le fond philosophique du problème. Face à une difficulté, il n'y a pas pour seule issue de donner une réponse technique, aligner des chiffres...

Dans ce débat sans fin, l'agronome et "éconoclaste" Pierre Sabatier apporte un regard nouveau qui n'est pas sans intérêt. Plus que le nombre total d'habitants, il nous propose d'examiner les pyramides des âges associées à la consommation. En effet, quelles que soient les situations particulières, c'est entre 30 et 50 ans que nous consommons le plus et maintenons le système en vie. Avant cette tranche d'âge, nous avons peu de moyens et après, nous avons moins de besoins.

Or, les pays dits riches sont pratiquement tous en voie de vieillissement. Le modèle le plus avancé, le Japon, a déjà perdu un tiers de sa population en quelques décennies et 35% de la population a plus de 60 ans. A l'inverse, les pays du Sud rajeunissent. L'Algérie a doublé sa population entre 1985 et 2016. L'âge moyen le plus élevé au monde est celui de l'Allemagne (46,2 ans), le plus bas celui du Niger (15,3 ans). Cette disparité est explosive !

Ces chiffres indiquent que le vieillissement de la population pourrait déclencher une crise économique mondiale majeure dans les vingt an-

nées à venir. D'ici une à deux générations, l'humanité toute entière va donc être confrontée à la plus grande mutation démographique de son histoire et les défis économiques, sociaux et politiques qui vont en résulter sont tout simplement gigantesques. Les pays industrialisés vont avoir un énorme besoin de main-d'œuvre sans avoir les moyens économiques de l'assumer. Les pays en voie de développement ne pourront répondre à la demande exponentielle de leurs marchés intérieurs. Nul n'est capable de prévoir ce qui va se passer et surtout quel remède préconiser.

La seule chose qui soit certaine, c'est que le système économique actuel ne pourra produire une quelconque réponse ni en inventer une nouvelle à temps. Aucun modèle social global n'est à la hauteur de l'enjeu. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'y a aucune raison pour que s'arrête, par exemple, la concentration des populations vers les centres de production, les villes et les rivages. Nous savons bien ce que cette concentration a provoqué en France : l'engorgement des métropoles avec les pollutions que cela induit et la désertification des campagnes avec la fin de l'agriculture vivrière. Le même mouvement au niveau mondial, c'est un réchauffement climatique assuré bien au-delà des 2°C et de grandes famines en prime !

Dans ces conditions, l'unique solution au problème démographique est une révolution systémique, un changement radical du mode de production et de consommation, une sortie du capitalisme. Le fameux réalisme de nos politiques risque fort de ne plus être opérant et le pragmatisme le plus basique impose que l'on explore des pistes inédites. Puisque tout cela nous annonce la crise mondiale majeure qui mettrait fin au libéralisme, il devient légitime de poser la question de la démographie à la lumière de la désargence. Qu'advierait-il si l'humanité comprenait enfin que nous avons tous les moyens techniques de passer de l'échange marchand à la mise en accès direct de tous les biens et services ?

Dans un système d'accès où chacun pourra sans condition se nourrir, se loger, se soigner et se déplacer, se constituer une retraite par sa descendance ne sera plus une nécessité vitale. Dans un système a-monnaire, quelles que soient les cultures, religions et traditions particulières, il est réaliste de penser que le taux mondial de fécondité se rapprocherait très vite du seuil de renouvellement des populations. Ce serait bon pour l'écologie, la paix mondiale, le bonheur individuel.

Dans un système d'accès, la relocalisation des productions serait en-

fin possible. Nous avons toutes les techniques capables de reverdir les déserts, de reboiser les savanes, de cultiver en montagne, toutes choses impossibles dans le cadre d'une recherche de profits financiers. Il y a donc toutes les chances pour que les populations soient mieux réparties, que les transports d'hommes et de marchandises diminuent, que les grandes migrations se calment. Ce serait bon pour l'écologie autant que pour la santé des personnes.

Dans un système d'accès, la concordance entre la consommation et la pyramide des âges devient enfin raisonnable. En effet, si je suis assuré d'avoir demain autant qu'aujourd'hui, pourquoi épargner, stocker, thésauriser ? La consommation va donc se réguler naturellement, le gaspillage et les pertes se réduire. Les normes imposées par le profit disparaissant, toute production alimentaire pourra être consommée au lieu d'être détruite. La disparition du travail inutile (fabrication de gadgets, d'objets jetables, de tout ce qui ne servait qu'à la circulation de l'argent, etc.) va laisser beaucoup de temps à chacun pour quantité d'activités productives tombées en désuétude pour cause de non-rentabilité. Ce sera bon pour la planète comme pour ses habitants.

La démographie pose un problème insoluble dans un contexte marchand, pas dans un contexte a-monétaire !

Déni : Refus de reconnaître quelque chose qui existe dans la réalité de façon avérée. Cette réaction face au réel n'est pas l'apanage des seuls imbéciles. Elle nous atteint tous dès qu'une réalité nous angoisse. Il y a dans notre étrange époque deux dénis caractérisés : celui d'une accumulation d'impasses pouvant conduire à l'extinction de l'espèce, et celui d'une possible abolition de l'argent. On voit bien, dans les deux cas, que la prescription n'est pas performative. Savoir qu'un effondrement global est probable ne suffit pas à déclencher les réactions indispensables. Savoir que l'argent est arrivé au terme de son évolution logique et provoque plus de pertes que de bénéfices ne suffit pas à sauter le pas d'une désargence, même sur le plan purement intellectuel. Le déni est tellement plus simple que la prise de conscience, et a fortiori que l'action, que l'on préfère demeurer en pleine dissonance cognitive.

Pourquoi la simple idée que le vivant est déjà en voie de disparition n'entraîne-t-elle pas des réactions écologistes plus sérieuses que les sommets internationaux sur le climat ? Pourquoi les crises financières ne re-

mettent-elles jamais en cause les concepts erronés qui les ont provoquées ? Pourquoi la recherche éperdue de profits monétaires qui cause tant de dégâts n'est jamais questionnée ? Comment fait-on pour ne pas lier la pollution, la désertification, les disparités sociales à la marchandisation ?

Dans ces deux cas flagrants de déni du réel, seule la peur d'une inévitable perte de privilèges et la peur de l'inconnu face à des changements structurels inéluctables peuvent expliquer que la science, la logique mathématique, et même le plus simple bon sens ne suffisent pas à provoquer l'action adaptée. Mais le plus étonnant, c'est de constater que ces peurs sont contagieuses et que ceux qui auraient le plus à gagner, ou le moins à perdre dans l'action se laissent convaincre par les arguments fallacieux de ceux qui dénie le réel. La peur des uns entraîne la prudence des autres....

Dans les débats sur l'abolition de l'argent, j'ai vu des SDF défendre la nécessité de payer un logement pourtant vital. J'ai vu des écologistes justifier l'usage de produits phytosanitaires par le fait que la faim justifie les moyens. J'ai vu des ouvriers à la chaîne se satisfaire de leurs conditions de travail au nom de l'emploi. J'ai entendu des syndicalistes, pourtant vindicatifs, croire encore au bon vouloir des patrons, j'ai vu des militants de partis politiques militer encore après des scores électoraux à 2% !

La résistance des peuples face à la nécessaire mise en acte des idées révolutionnaire est infinie. La Grèce a beau être colonisée depuis plus d'une décennie, être pressée jusqu'à la dernière goutte par les mesures d'austérité, être trahie par des politiques de droite, puis de gauche, puis à nouveau de droite, elle persiste toujours dans des stratégies de survie autant que dans son inertie anti révolutionnaire. Le déni prend de multiples formes pour assurer que le peuple est incapable de se gouverner lui-même, que la paupérisation est inévitable, que le pays est trop petit pour décider seul de son destin, etc. Seule une abolition de l'argent pourrait ramener les Grecs à leurs traditions de résistance, d'autonomie, d'entraide, de démocratie. Mais, cercle vicieux tragique, les Grecs qui seraient sans doute les mieux placés et les mieux armés pour engager un tel processus, sont aussi les moins prêts à relever le défi tant ils ont été saccagés par le libéralisme et la géopolitique. On se demandera plus tard comment on a pu si longtemps refuser de croire ce que tout poussait à constater.

A croire que l'expérience ne sert à rien quand il s'agit des grands cycles de l'Histoire. Naomi Klein nous a expliqué comment fonctionnait la "*stratégie du choc*". Noam Chomsky nous a finement décrit "*La fabrique*

du consentement". Simone Weil a démontré avec force la nécessaire "*suppression générale des partis politiques*". Hannah Arendt nous a offert une pertinente analyse des "*théories du fascisme*", et tout cela n'a pas eu plus de succès que Étienne de La Boétie avec son pourtant fameux "*Discours de la servitude volontaire*". Nous avons pourtant eu le temps d'y réfléchir depuis 1574 !

Une approche pragmatique comme celle de la désargence est taxée d'utopie, les études des collapsologues taxées de catastrophisme, les inquiétudes des quelques banquiers mondiaux taxées de délire, les études du GIEC d'hypothèses infondée, plutôt que d'admettre qu'une telle convergence d'analyses ne peut être fortuite. L'humoriste Pierre Dac avait raison, "*ce n'est pas en tournant le dos aux choses qu'on leur fait face*" !

Désargence : Ce néologisme est apparu dans un groupe de réflexion sur l'argent dans la première décennie du XXI^e siècle. Il a été prononcé pour la première fois par un militant de la première heure, Jean-Paul Lambert, sans doute par analogie avec un autre mot courant doté du privatif *dé-*. Curieusement, il a été spontanément repris par les membres du groupe. Malgré l'inconvénient de ce privatif, celui de conserver le mot argent que l'on voudrait voir disparaître, il est resté en usage jusqu'à ce que l'on passe à *l'accès*. Déshériter quelqu'un, c'est certes le priver d'héritage mais cela ne remet pas en cause l'héritage. C'est ce que nous reprochons aujourd'hui à la *dé-croissance* qui légitime involontairement la *croissance*.

C'est la raison pour laquelle nous avons bien pris soin de préciser que le terme de *désargence* ne pouvait convenir qu'à la période où se met en place une démonétisation de la société et devra tomber en désuétude dès la disparition ou l'abolition de la monnaie. La désargence peut donc être utilisée en tant que démarche, méthode, processus, mais en aucun cas comme objectif. En attendant la Révolution souhaitée, ce néologisme a l'avantage, le seul, de nommer la période de préparation, d'élaboration. Il permet de ne pas confondre les expériences partielles comme la commune de Marinaleda en Andalousie, du Chiapas au Mexique, d'Auroville en Inde, du Rojava en Irak..., et l'objectif, l'accès. Toutes ces expériences auront été utiles, aucune d'elles ne sera suffisante pour sortir de l'économie marchande.

La désargence est un point de départ, une libération et non l'aboutissement de milliers de petits pas progressifs. C'est une libération dans le sens sartrien du terme, à savoir la possibilité, tout à coup offerte, de choisir,

d'expérimenter, de faire, sans être enfermé dans les cages habituelles qui ne nous laissent comme seuls choix que de rester immobiles ou de tourner en rond pour reproduire toujours les mêmes schémas. Cette libération, cette ouverture de cage, ne peut donc pas être conçue comme un objectif final, encore moins comme un programme. Il ne s'agit pas encore de trouver la clé ni d'ouvrir la cage, il s'agit de choisir vers où on voudra aller. Ensuite, il faudra bien sauter sans élan.

Einstein n'a pas fait des petits pas dans la pensée euclidienne pour découvrir la relativité. Il a fait un saut dans un autre environnement, une rupture totale avec la forme de pensée classique. Par rapport à la monnaie, il en est de même. Tant que l'on réfléchit selon des critères monétaires et à partir d'expériences anciennes, nous ne pouvons plus inventer, innover. Le saut dans la désargence nous entraîne vers des approches fondamentales (l'accès, la maîtrise des usages, la prévalence de l'expérience), très loin du seul traitement de chaque obstacle, de l'analyse d'éléments partiels de la cage capitaliste libérale qui nous entoure....

On peut se représenter la désargence, comme un delta où se jettent quatre fleuves, quatre courants de préoccupations. Le premier courant est de caractère moral. Toutes les religions et philosophies nous préviennent contre l'usage de l'argent, de Jésus qui chasse les marchands du temple, à l'Islam condamnant le prêt avec intérêt, en passant par Aristote avec son *Ethique à Nicomaque*. La critique de l'argent a culpabilisé les riches, les usuriers. Elle appelle au don, au partage. Elle entretient et développe des idées de justice sociale. Ces idées-là, en France, se sont cristallisées sur l'abolition des privilèges (nuit du 4 août 1789). Mais ce fut une révolution au sens d'un retour au point de départ et les privilèges n'ont fait que changer de mains.

Le deuxième courant est celui de la nécessité, des contraintes biologiques, économiques et sociales, de l'obligatoire solidarité, dont l'efficience a commandé la division du travail qui se régule aujourd'hui par l'échange d'un certain temps de travail contre un salaire. Mais il reste toujours la question vitale, la justice et l'égalité de ce salariat. Marx n'était pas loin de la résoudre mais s'est heurté à la logique de l'argent qu'il n'a pu contourner. Le mouvement connu sous le nom d'*Économie distributive*, a tenté d'inventer une monnaie anticapitaliste, impossible à thésauriser, ne servant qu'une fois. Mais elle conservait la capacité de valoriser, de mesurer la valeur des choses et des personnes. Elle ne faisait encore et toujours qu'une révolution, pas un changement de société.

Le troisième courant est venu en même temps que la prise de conscience de la finitude de notre planète et des limites technologiques. Le rapport de Rome, publié en France en 1972, a marqué un tournant. Cette nouveauté n'a cessé de gagner en importance jusqu'à l'apparition de la décroissance puis de celle de la collapsologie. Mais toujours, la recherche s'est heurtée à la valeur, à l'échange marchand, au marché, à la marchandise, toujours avec l'idée que l'on ne pouvait se passer de l'échange marchand, donc de l'argent.

Le quatrième courant, c'est celui du *buen vivir*, du bonheur ajouté, de la recherche d'un prix à la vie, à la nature, à l'immatériel. Ultime tentative de sauver encore ce prix qui induit mécaniquement un convertisseur universel, lequel se condense entre des mains de plus en plus riches et de moins en moins nombreuses, mécaniquement, et quel que soit le contexte politique et historique, quelles que soient les qualités humaines de ceux qui l'organise.

C'est l'originalité de la Désargence que d'avoir sauté le dernier verrou qui subsiste encore dans ces quatre courants, l'argent en tant que catégorie à la fois réelle et symbolique, induisant quantité d'autres catégories secondaires. Ce verrou nous a fait comprendre que tous les mouvements de gauche n'étaient que des *alter-capitalismes*, que toutes les ambitions écologistes se heurteraient toujours à la nécessité de réaliser des profits financiers, que toutes les belles idées d'entraide, de coopération, de démocratie, ne pourraient s'épanouir dans un cadre monétaire. Il nous a fait comprendre que nous avions entre les mains le seul outil capable de s'adapter à tous les domaines, locaux ou mondiaux, prosaïques ou poétiques, que l'informatique pouvait "casser la baraque" de l'argent et permettre l'émergence d'une autre société, radicalement différente, structurante, et comme l'avait fait l'argent, permettre une autre humanité.

Désargence actuelle : Depuis 2013, date à laquelle je me suis lancé dans une recherche sur le sujet, les retours que j'en ai eu dans mon entourage, autant que sur les médias et réseaux sociaux, ont évolué plus vite que ce genre de sujet pouvait le laisser croire. Au tout début, mes propos ont amusé et je suis passé pour un hurluberlu se prenant pour un prophète.

A la parution de ma fiction sur le sujet¹, je me suis rendu compte que je n'étais pas le seul à avoir eu cette idée saugrenue de penser une

1 *Le Porte-Monnaie, une civilisation sans argent ?* (éd. Libertaires, avril 2013)

possible fin du système monétaire et marchand, une désargence. Mais pour la plupart, cela restait une hypothèse de travail, impensable dans la réalité. *"Si une désargence était possible, ce serait bien, mais..."* Mon éditeur a tenu à mettre un point d'interrogation à la fin du sous-titre, *Une société sans argent ?* Laisser un doute paraissait raisonnable et doutant moi-même, j'ai laissé faire.

Entre 2017-2018, la perception d'un monde sans argent a évolué. Cette fois, il ne s'agissait plus d'être réaliste mais de faire preuve de pédagogie. *"La désargence est une telle révolution qu'il faudra quelques étapes pour qu'elle apparaisse comme entendable."* Avant la désargence, il y a les monnaies locales, les SEL, les magasins gratuits...

Entre 2019-2020, un nombre croissant de personnes ont commencé à se dire que l'argent était l'explication évidente de tous les travers de nos sociétés. S'il y a des inégalités sociales, des dégâts environnementaux, du chômage, une perte de biodiversité, une perte démocratique, c'est à l'évidence à cause de l'argent. Ce nouveau constat devient de plus en plus fréquent, mais c'est pour regretter qu'il en soit ainsi puisque l'argent est indispensable pour les échanges, et que sans échanges, il n'y avait pas de division du travail, pas de chantier de quelque ampleur, et encore moins de commerce international.

Depuis le début de cette année 2021, le ton commence à changer. Si l'argent est cause de tous nos malheurs, on reconnaît volontiers qu'il serait bon de trouver une autre façon de gérer les flux de matières et de services que le modèle marchand. Il reste toutefois que tout autre mode de gestion, entraînerait des transformations de l'économique, de la politique, un changement de mentalité et d'usages tels qu'on ne sait plus par quel bout prendre le problème. Mais il est de mieux en mieux compris que ni les hommes ni les institutions ne sont responsables de la situation en impasses que l'on constate. C'est bien le système qui est mauvais et rend mauvais les hommes, les entraîne dans des désordres insolubles. C'est donc l'invention d'un autre système qu'il faut chercher, un système qui puisse se mettre en place par étapes ou par un basculement rapide.

Or, rare sont les élites intellectuelles qui proposent autre chose que l'éternel replâtrage, des réformes qui ne transforment en rien le système. Nous retombons dans l'évidence initiale, *"ce serait bien mais..."* Pourtant, le bon sens populaire, surtout pris dans les pièges bien analysés maintenant à partir des nuits-debout, des Gilets jaunes, des manifestations anti passe-

sanitaire, fait de mieux en mieux le lien entre les effets mécaniques de l'argent et la dégradation des relations sociales, le lien entre les dictatures à bas bruits qui s'instaurent un peu partout et les nécessités financières, le lien entre l'inefficacité des dirigeants et le changement de paradigme qui traîne à émerger. Cette année 2021, avec les déclarations de Klaus Schwab, le virage sécuritaire induit par le virus, la victoire des Talibans afghans sur l'empire américain et les membres de l'OTAN, la synergie qui commence à se créer par la base entre Gilets jaunes, anti-passe sanitaire et écologistes, ouvre de nouvelles façon de penser.

Nul doute que la prochaine étape sera la nécessité d'abandonner les vieilles luttes sociales et leurs stratégies. Nul doute que les dernières préventions qui restent contre l'abolition de l'argent, du marché, de la valeur, ont du plomb dans l'aile. L'urgence climatique se précisant, et avec elle tous les risques à l'échelle mondiale d'un immense chaos, les derniers verrous de sécurité du système risquent de sauter. La différence évidente entre les critiques que je recevais il y a une décennie et celle que l'on m'oppose encore est telle que tout espoir est désormais possible...

Désir : Tendance à vouloir obtenir un objet réel ou imaginé, à répondre à l'attraction d'une personne. Le désir s'oppose au besoin en ce sens qu'il est susceptible de ne pas être assouvi. Le besoin d'air est vital mais l'on peut désirer un air plus pur. La question de la désargence a suscité un débat sans fin sur le besoin et le désir. Si le besoin est indiscutable quand il s'agit des fonctions vitales, la justice sociale se limite-t-elle à répondre aux seuls besoins vitaux ? Peut-elle s'étendre aux besoins secondaires qui n'apportent qu'un plus à une vie acquise et garantie ? Le désir, par construction individuel et irrationnel, peut-il être pris en compte dans la gestion sociale ?...

La question se pose avec acuité tant que nous sommes dans la comptabilité, la consommation. Le premier effet de la désargence serait de poser l'assouvissement des besoins et désirs dans une seule et unique comptabilité de stock. S'il s'agit de ressources vitales (eau, nourriture, air, énergie...), il est évident que la seule réponse est le partage équitable entre chaque organisme, compte tenu de leur spécificité (enfants, adultes, vieillards...). S'il s'agit des besoins dit improprement secondaires, la seule question est "il y a ou il y a pas", compte tenu que nul besoin ne peut être assouvi qui en priverait le voisin.

Quand il s'agit de désirs, puisqu'ils sont par essence individuels, c'est en premier à l'individu d'y répondre tant qu'il peut l'assouvir sans nuire à l'autre, ou à s'en dispenser, également de son propre chef. "*Un homme, ça s'empêche*" disait Albert Camus¹ dans *Le Premier homme*. Beaucoup pensent qu'une majorité d'hommes ne sont pas capables de s'empêcher par eux-mêmes et que l'absence régulatrice de l'argent entraînerait le déchaînement des désirs les plus fous. C'est pourtant le contraire qui se produirait très vite, en premier avec la fin de l'anonymisation de la production induite par la mondialisation et à la division du travail. En second, n'importe quel individu sans vergogne serait stigmatisé et moqué au point qu'il aurait tout intérêt, par simple égoïsme, à limiter ses désirs. Nul ne peut en réalité prévoir une mutation dans les comportements, aussi radicale et rapide, du seul fait de la généralisation de l'accès.

Mais on peut a minima penser que cela ne pourrait être pire que dans la société marchande où tous les désirs et besoins sont exacerbés par la nécessité du profit, sous l'influence constante de la publicité. L'argent nous dédouane aujourd'hui de toute prédation sur l'autre pour assouvir nos désirs. J'ai les moyens suffisants pour acquérir un objet, ça fait marcher le commerce, il n'y a donc aucune raison pour que je m'en passe. Sans argent, plus rien ne nous dédouanerait et les liens sociaux deviendraient au contraire vitaux. Dès l'instant que nos activités ont créé ces liens, qui viendrait les rompre pour un désir personnel, sinon dans des cas pathologiques qui alors relèvent du soin, de la thérapie ?...

Dette : Les discussions enflammées autour de la dette sont récurrentes sur les médias, livres et mainstreams. Ce qui apparaît rarement, c'est que la dette économique est conventionnelle, contractuelle. Elle n'a d'existence que parce que nous le décidons. En revanche, la dette écologique est réelle, factuelle, matérielle : elle ne peut être annulée par décision. Elle tue au quotidien. C'est la seule dette sérieuse. Comment est-il possible qu'elle nous obsède infiniment moins que sa consœur économique purement factice ?

C'est toute notre image du monde qui est ici en jeu, une image dont le centre d'intérêt est bien plus économique qu'environnemental. Nous nous

1 Dans "*Le premier homme*", roman autobiographique inachevé au moment de sa mort et publié par sa fille Catherine chez Gallimard en 1994. C'est le père du jeune Albert qui disait cela en parlant d'un épisode de la guerre du Rif au Maroc, où il avait vu des horreurs perpétrées par les Berbères autant que par l'armée française.

sommes intellectuellement extraits de notre environnement, lequel se rappelle à nous très concrètement. Mais notre posture au-dessus ou en-dehors de la nature, ne pourra changer sans une véritable révolution copernicienne. La relation nature-humanité fait partie de ces grandes options conditionnant toute une culture. C'est un peu comme le temps qui est perçu comme linéaire dans le monde occidental, comme cyclique en Orient, ce qui change tout. S'il y a un moyen de renverser ces socles culturels, c'est en changeant l'intégralité des structures sociales, radicalement comme le prétend la désargence. La question de la dette paraît alors bien accessoire !

Le problème de la dette est devenu une caricature de la gestion économique dès le début du siècle. *"Les politiques, qu'elles soient monétaires, budgétaires, macroéconomiques, prudentielles, de défense ou environnementales, ont une caractéristique commune : elles sont laxistes, dangereuses, irresponsables. Les apprentis sorciers ont construit un modèle de croissance tiré par la dette qui nous conduit tout droit vers le prochain krach financier"* écrivaient en 2017 des économistes pourtant très classiques et consensuels.¹ En 2017, la dette souveraine mondiale atteignait 41 874 milliards d'euros. Le Japon déclarait une dette de 254% de son PIB ! La dette privée (celle de l'ensemble des agents économiques) était de 130% du PIB en France. Et la seule solution que préconisent la grande majorité des économistes est plus de dette !!! Étonnant que tous les gouvernements mondiaux crient en cœur *"après nous le déluge"* et que si peu réagissent en criant *"aux fous !"*

Les deux uniques positions sur la dette de l'État s'opposeront, jusqu'au bout du système. Les uns prônent une réduction des dépenses pour alléger la dette, les autres, mettent en balance le déficit et le patrimoine et prônent un endettement orienté vers l'investissement, seul comptant l'équilibre entre la dette et l'avoir. Mais les deux options ont été expérimentées, sans que le spectre d'une crise disparaisse pour autant. Il faudrait trouver une troisième voie qui n'ait pas encore été exploitée. L'alternative à la rigueur budgétaire et à l'investissement est visiblement impossible sans changer le système lui-même, sans une profonde révolution, ce dont nul économiste ne veut.

Il semble bien que la dette soit aussi vieille que le monde, sans doute parce que toutes les religions s'y réfèrent. Si Dieu existe, s'il nous a

1 H. Hannoun et P. Dittus, ex dirigeants de la BRI dans leur livre *Revolution required*.

créés, s'il assure notre existence, nous sommes en dette avec lui et irrémédiablement insolvable. Rien ne peut nous libérer d'une telle dette. Le péché originel relève du même processus. La seule issue était sans doute d'inventer des mises en scène symboliques visant à exorciser la dette originelle. A ce titre, l'échange marchand est une formidable mise en scène. Il n'est pas impossible que nous attendions depuis si longtemps et prenions tant de risques avant de nous débarrasser de l'argent pour une raison obscurément religieuse... Dieu est mort, il en reste l'argent.

Si un État émet ex nihilo sa monnaie pour payer ses dépenses, cela implique que cette monnaie est, in fine, une reconnaissance de dette de l'État à l'égard des agents économiques. A l'autre bout de la chaîne monétaire pourquoi cet État est-il fondé à percevoir l'impôt ? Parce que chacun bénéficie de l'environnement social qui l'entoure ; chacun a une dette envers la société qui "l'héberge". C'est une dette de sens "contraire" (des individus vers la société) à celle qui a provoqué l'émission monétaire (de la société vers des individus). L'impôt vient donc compenser la dette monétaire, autrement dit l'effacer.

Au sujet de la dette, il est bon de ne pas oublier que toutes les banques sont en dette vis à vis d'autres banques. C'est même ce qui a induit la fameuse formule "too big to fail", trop grosse pour faire faillite. En effet, une banque est dite systémique quand tout le système économique dépend d'elle. C'est le cas en France du Crédit Agricole, de la BNP Pariba, de BPCE, de la Société générale. Il y a une trentaine de banques dans le monde qui pèsent un tel poids et dont dépendent toutes les autres banques. La faillite de l'une d'elles entraînerait un effet domino immédiat et provoquerait une crise financière mondiale. Ces banques ont donc un pouvoir de chantage énorme sur les gouvernements. En cas de problème, l'État renfloue la banque, le contribuable paye la facture.

A ma connaissance, seul le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes¹ a pris des positions clairement opposées à la doxa économique. En 2015, le Comité a produit un impressionnant travail sous le contrôle de Zoé Konstantinopoulou, alors présidente du Parlement grec. Il est apparu que la dette du pays était "*odieuse, illégitime, illégale et insoutenable*". Malheu-

1 Anciennement CADTM (Comité abolition des dettes du Tiers Monde), c'est un réseau international fondé par l'historien et économiste belge Éric Toussaint. Il s'est illustré en 2015 en démontrant que la dette grecque était illégitime. Voir <https://www.cadtm.org/ABC-de-la-dette>

reusement, le revirement de Tsipras a arrêté les travaux et tous les documents ont été détruits, ce qui tend à prouver que les conclusions de Éric Toussaint, président du comité sur la dette grecque, étaient pertinentes ! Cette course des États derrière un taux d'endettement sans cesse croissant relève de la folie pure. Pourquoi les dettes ne sont-elles pas purement et simplement annulées puisqu'elles sont insoutenables ? Les Allemands s'y opposent avec obstination, oubliant qu'en 1953, ils ont été si lourdement endettés qu'une assemblée internationale siégeant à Londres leur a annulé une dette colossale : 16 milliards au titre du traité de Versailles, de lourds emprunts contractés par la République de Weimar, 16 autres milliards de mark pour les emprunts d'après guerre. Les "Accords de Londres" ont réalisé sans problème ce qui est déclaré impossible aujourd'hui ! C'est cette annulation de dette qui a permis la croissance rapide de l'économie allemande. C'est la preuve que les dettes qui justifient tous les plans de rigueur, toutes les réformes structurelles, qui sont défendues becs et ongles par le FMI, la banque mondiale et les gouvernements, ne sont que des leurres, sans doute imposés par les grandes banques, seules bénéficiaires in fine des dettes d'État.

Une abolition de l'argent reste le meilleur moyen d'annuler ces dettes immorales qui hypothèquent cruellement les pays, accroissent les inégalités sociales, motivent des guerres, et sont causes d'épouvantables drames humains. La dette est liée à l'argent, à l'échange marchand, indéfectiblement, et rien d'autre que l'abolition ne peut y mettre fin...

Dette privée : Gaël Giraud, économiste et prêtre jésuite, déclare que *« nous sommes en train de vivre l'effondrement de la société marchande. L'accumulation de la dette privée, dette des ménages et dette des entreprises non financières, bloque les investissements. Au niveau global de l'économie mondiale, on ne voit pas comment nous échapperions à une crise majeure. Les entreprises vont être obligées de vendre une part de leurs actifs pour rembourser leurs dettes et donc cette masse d'actifs sur le marché va fortement se dévaluer. »* On ne peut être plus clair dans l'analyse..., et moins clair quant aux solutions.

En cas de tsunami financier, il n'y a que deux solutions : renflouer les banques aux frais du contribuable ou laisser tomber les banques aux frais de leurs actionnaires. De toute façon, c'est un effondrement pour les classes moyennes et pauvres. BNP, Pariba, BPCE, Société générale, Crédit

Agricole, ce sont quatre banques systémiques dites universelles qui cumulent dépôts-crédits-activités de marché. Elles font courir à l'économie réelle un risque majeur en ce sens qu'en cas de pertes sur le secteur marché, elles se refinancent sur le secteur dépôt. Le bilan de la seule BNP est de la taille du PIB français, donc en cas de faillite, l'État serait incapable d'honorer la loi et de garantir les dépôts de moins de 100 000€.

Les principaux décideurs économiques et politiques sont bien conscients de la gravité de l'enjeu environnemental. Mais la plupart d'entre eux hésitent à détricoter ce qu'ils ont mis quarante ans à mettre en place, entendons la capture de la puissance politique et des instances de régulations, la privatisation des profits, la mutualisation des pertes... La seule réponse cohérente reste actuellement le *Great Reset* de Klaus Schwab, un mondialisme oligarchique fondé sur le contrôle social, la cybernétique et le transhumanisme, et en face, une masse d'individus superflus pour qui il suffira de distribuer un minimum de pain et de jeu. C'est ce qu'il appelle *un monde meilleur et plus résilient...* Par petites touches, dont aucune ne soulève l'ire des peuples, on voit avancer méthodiquement ce monde meilleur. Rien ne l'arrêtera avant qu'un retour en arrière soit pensable, à moins de couper l'herbe sous les pieds des financiers, des mondialistes, des Schwab, Rockefeller et Zuckerberg, de désargenter le monde, de passer résolument à l'accès sans condition, avec ou sans les oligarques..

Développement : *"Voilà un objectif qu'il est bon"* aurait dit Coluche ! Une entreprise, un enfant, une pellicule photographique, un raisonnement, une économie, une région qui se développe, c'est bien. Pour plus de sûreté, on peut compléter le mot par le qualificatif durable. Un développement durable, c'est mieux. Bien et mieux au nom de quoi ? Si la mafia se développe est-ce toujours un bien ? Quoi que soit l'objet du développement, le mot resterait-il positif ? En somme tout est devenu bon qui se développe, comme l'argent qui avec un euro doit en produire deux, comme la petite entreprise que l'on félicite quand elle croît, la grande industrie quand elle s'internationalise, l'homme qui croît du fœtus à la maturité. L'antonyme du développement, c'est l'atrophie, la décadence, le déclin, la régression, l'extinction, la sclérose, le dépérissement, donc, l'horreur absolue.

Voilà comment des impératifs purement économiques, du fait de la constante concurrence, passent à tous les aspects de la vie, soit que l'on pousse au développement, soit que l'on cherche à retarder le vieillissement,

à repousser la fin, la mort. La vieillesse est devenue une maladie à soigner et les rides, la perte des cheveux, les taches brunes sur la peau représente un juteux marché. Vieillir est donc une calamité, un état à camoufler au plus vite par des cosmétiques, par des vêtements "jeunes", des activités physiques parfois d'un ridicule accompli. C'est un marché qui se prolonge avec les bâtons de marche, les podomètres, la serviette microfibre absorbante, le chapeau de trekking, le bracelet éponge, la trottinette.

L'impératif du marché banalise les pires excès et interdit d'interroger le développement en terme d'utilité, d'usages et de temporalité. Il y a un temps pour la croissance, un temps pour le déclin. Il y a des nécessités et des limites au développement, comme il faut souhaiter le développement de l'enfant et lutter contre le développement des symptômes de l'alzheimer. Les pollutions doivent être réduites, la culture bio doit se développer.

J'ai reçu un jour un appel à l'aide d'une association classée dans la catégorie "économie sociale et solidaire" : un centre d'accueil, une ressource, de la formation professionnelle, etc. Une utile et saine entreprise, forte d'une centaine d'employés et d'une quarantaine de jeunes en formation. "*Face aux restrictions budgétaires, à l'augmentation des charges, nous sommes condamnés au développement. Aidez-nous...*" Comment ces adeptes de l'économie sociale, au demeurant intelligents et dévoués, n'ont-ils pas vu que cette *condamnation au développement* était dans la logique du système et que se conformer à cette logique était contraire à leur idéal. D'ailleurs, peu après, un collectif d'employés, jeunes en formation et bénévoles, est entré en guerre ouverte contre la direction au sujet d'un licenciement pour un détournement de quatre euros dans la caisse. Vive le développement !

Je veux bien que l'on parle de développement de la culture, de la santé physique et mentale, du bien-être des plus faibles, mais je crains plus que tout le développement économique. Jusqu'à présent, il a fait croître l'insécurité, le mal-être, la disparition d'espèces vivantes, la corruption, l'asservissement du plus grand nombre. Ce qui est bon pour nous n'exige pas de budget, ce qui exige des budgets nous mène à notre perte. S'il est vrai que globalement la misère matérielle est moindre qu'au siècle dernier, la misère sociale est pire. S'il est vrai que l'argent nous permet d'être bien soignés avec les IRM, les scanners, les analyses biologiques, et tant d'autres avancées technologiques, nous avons perdu toute relation avec nos généralistes devenus de simples prescripteurs de médicaments. Nous ne sommes plus des humains souffrant parfois d'affections psycho-somatiques, nous

sommes des cancers, des hépatites, des gripes, du diabète, des pathologies cardiaques. Au lieu de réduire l'humanité à ses symptômes, il faut dès maintenant réduire la part monétaire et instaurer, partout où l'on peut, la gratuité, l'entraide, le lien. Toute autre objectif est obsolète, un piège à glu qui nous fige sur nos branches respectives....

Dictature : La dictature est traditionnellement opposée à la démocratie. Mais de plus en plus, cette opposition se brouille par des successions de petites réformes juridiques. Le néologisme “*démocrature*” est apparu en 1955 dans le magazine allemand Der Spiegle. En 2020, le morphème¹ *démocra-* paraît superflu tant la *dictaturation* de notre société est patente ! En voici quelques exemples.

Août 2020 : Un décret a modifié radicalement la façon d'administrer la France. Désormais, tout ce qui organise la vie sociale locale (urbanisme, biodiversité, éducation...) est devenu le fait du ministère du *maintien de l'ordre*. Les DDI (Directions départementales interministérielles) sont désormais sous la responsabilité des seuls préfets de département. Les anciens services techniques (écologie, emploi, affaires sociales, etc.) sont désormais traités sous l'angle de la sécurité ! C'est un retour à l'Ancien Régime : un roi Macron, un Ministre des Finances (ex intendant de la ferme générale) et un Ministre de l'Intérieur (lieutenant général de la police) et des sous-ministres pour la décoration. Tout ça en catimini, en plein été et sans aucune médiatisation². Les grands projets initiés par (ou pour) les multinationales vont pouvoir être mis en œuvre sans consultation démocratique, sans études d'impact et sans contestations possibles...

Novembre 2020 : la loi interdisant la « *diffusion du visage ou tout autre élément d'identification d'un fonctionnaire de police* » est votée en procédure accélérée. Voilà qui est contraire au droit d'informer, et qui fait de tout photographe pris sur un terrain de manifestation politique, journaliste ou pas, un délinquant³.

Avril 2021, le passeport sanitaire est adopté dans toute l'Europe

1 Morphème : terme de linguistique qui désigne le plus petit élément significatif d'un mot

2 <https://reporterre.net/Une-reforme-discrete-et-hop-la-France-est-revenue-a-l-Ancien-Regime>

3 <https://reporterre.net/Interdiction-de-diffuser-les-images-des-policiers-le-droit-d-informer-est-en-danger>

pour juguler l'épidémie Covid. Pour l'instant il ne servira qu'à repérer les vaccinés, les testés, les immunisés naturels, et pour passer les frontières. Avant même qu'il soit opérationnel, on nous explique que ce passeport essentiel servira aussi pour entrer dans les grands rassemblements culturels. L'usage s'est aussitôt étendu aux cafés, restaurants, grandes surfaces, galeries marchandes, puis aux réunions publiques, culturelles ou politiques. Une nouvelle fracture va se développer entre les bons citoyens dotés de l'*ausweis* et les mauvais citoyens qui représentent un danger pour les autres, pour l'État, pour la vie. On a l'étoile jaune que l'on peut !

La dictature est le système politique le plus apte et commode pour maintenir l'absurdité d'une société à la dérive. Elle contraint à des comportements que nul n'accepterait en démocratie. Elle privilégie la peur à la réflexion, la haine à l'entraide, l'animalité à l'humanité. Une fois en place, la dictature ne connaît plus comme réponse possible, que l'héroïsme ou la collaboration... C'est le moment de réaliser qu'une dictature aurait bien du mal à s'imposer dans un système où les besoins et aspirations de tous seraient pris en compte sans contrepartie, sans condition d'aucune sorte, sinon le fait d'être reconnu comme humain.

Dieu : Dieu n'est pas économiste. Il a été inventé dans le seul but de représenter tout ce que l'homme n'est pas : il est éternel, omniprésent, omniscient, tout puissant, unique, transcendant, parfait. Dès l'instant que l'on accepte cette entité parfaite comme une réalité, il faut se demander pour toute chose ce que Dieu en pense. Par exemple, la justice économique impose logiquement qu'il y ait un juste prix, en deçà et au-delà duquel tout échange serait injuste, immoral. Dieu peut-il connaître le juste prix ? Si Dieu sait tout, la question est oui, Dieu peut tout. Pourrait-il alors révéler à quelqu'un le juste prix ? Si oui, pourquoi ne le fait-il pas ? Un théologien espagnol a fini par se poser la question, *Dieu sait-il lui-même le prix des choses ?* Pierre de Jean Olivi, économiste avant l'heure, répondait au XIII^e siècle par la négative. Dieu n'a aucune idée du juste prix car il laisse à l'homme la liberté de le définir lui-même.

Si l'on regarde aujourd'hui ce que font les économistes, il semble bien qu'ils fassent essentiellement des modèles. Ils cherchent l'équilibre idéal, à un instant T, de ce que doivent être les échanges dans leur totalité. Cette théorie générale de l'équilibre est le socle commun à tous les écoles économiques, sans distinction. C'est donc admettre qu'il y aurait un juste

prix pour tous les biens et services, qu'il suffirait de le déterminer par de savants calculs pour que l'économie fonctionne bien, dans l'intérêt de tous. Les économistes occupent aujourd'hui un point de vue qui est celui de Dieu. Ils décrivent le monde selon le point de vue de Dieu, se mettent à la place de Dieu, se prennent pour des Dieux. Puisque Dieu est parfait, il ne peut, lui, se prendre pour un économiste !

Ils sortent alors de l'histoire pour entrer dans l'éternité divine. Leurs modélisations peuvent parfois être en phase avec un instant T, mais cela n'a pas d'intérêt car le temps ne cesse de couler. Les économistes font donc de la théologie et non de la science. Cela concerne aussi les économistes athées et matérialistes qui font tout autant de la théologie sans le savoir. On peut se demander si le sentiment de supériorité par rapport aux autres, qui anime nombre d'économistes, n'est pas en rapport avec cette posture théologique, consciente ou pas. Cela expliquerait que les économistes soient mieux payés que les sociologues ou les anthropologues, qu'ils se citent entre eux mais citent rarement ceux des autres disciplines. Ils regardent les non économistes de haut car ils voient le monde, le réel de haut, forts de dogmes non discutables comme dans toute pensée religieuse...

Disruption : Désigne une rupture inattendue, qui nous prend par surprise et change la situation précédente. Le terme a été utilisé, sous une forme négative, par la publicité, l'innovation technologique. En effet, créer une disruption dans un domaine technique revient à inventer un outil qui mette aussitôt au rebut l'ancien outil, servant pourtant au même usage. L'ordinateur a rendu la machine à écrire obsolète. Cela correspond donc à la création d'un nouveau marché, l'abandon de l'ancien. Rechercher l'innovation disruptive est essentiel dans un cadre de compétition et de concurrence.

Mais pour reprendre le même exemple, l'ordinateur portable et individuel n'a été prévu et annoncé par personne. Une étude de marché sur le PC portable en 1960 aurait abouti à l'abandon de tout projet dans ce sens. Et pourtant, nul ne peut nier l'intérêt de cette innovation et les changements profonds qu'elle a induit. En l'absence de profits monétaires, le versant quête effrénée des innovations de rupture disparaîtrait, mais pas le versant de la nouveauté imprévisible...

L'abolition de la monnaie serait un bel exemple de révolution disruptive. Jusqu'au dernier jour du fonctionnement des places boursières,

les désargentistes seront sans doute minoritaires. Et quand une crise financière majeure entraînera l'arrêt total de la production, de la distribution, des communications, le délitement de toutes les instances politiques et administratives, on verra encore des colloques s'organiser pour préparer des plans de relance. Non seulement l'événement déclencheur ne pourra jamais être déterminé, même à quelques jours de la chute, mais l'enchaînement des relations de causes à effets sur l'ensemble des activités humaines échappera totalement aux analystes...

Distributisme : Théorie économique de Jacques Duboin (1878-1976). L'outil argent y était conservé mais dépouillé de ses capacités de thésaurisation et de spéculation. Le but était donc de s'emparer de l'outil de distribution, lequel commande l'outil de production, et ce en instituant une économie sans profits monétaires. Les idées autour d'un revenu minimum d'existence (RME) ou d'un revenu universel de subsistance (RUS), voire d'un revenu maximum d'activité (RMA) découlent de cette idée distributive.

Banquier, industriel et homme politique, Jacques Duboin aurait pu faire avancer la réflexion sur l'économie et l'argent s'il ne s'était heurté à l'immobilisme des politiques de son temps. Esprit brillant (« *C'est la meilleure tête du Parlement* » disait de lui Raymond Poincaré), il a pourtant sous-estimé la classe financière et politique qui organisa autour de lui une conspiration du silence, l'empêchant même de publier ses travaux. Une bonne quantité de ses archives auraient été perdues si elles n'avaient atterri entre les mains de Jean-Paul Lambert, l'un des pionniers de la désargence qui les déposa à la fin de sa vie aux Archives du Gard. Duboin était, sans aucun doute, trop en avance sur son temps...

Division du travail : La division du travail apparaît comme une nécessité incontournable pour répondre aux simples besoins de notre reproduction matérielle. A moins de vivre de chasse et de cueillette, dans une grotte ou une cabane précaire, il est impossible de tout faire soi-même. Il faut donc déléguer quelques activités à d'autres, ce qui induit des échanges entre des partenaires ayant des productions diverses. La plupart des solutions "localistes", proposées comme alternatives au capitalisme, ne sont pas viables hors du local, faute de pouvoir prendre en compte la division du travail au

niveau global.

Voilà bien une posture conservatrice, partagée par la grande majorité de droite comme de gauche, mais qui ne s'appuie sur aucune réalité. La plupart des alternatives locales intègrent cette division sous les noms de fédéralisme, de coopération, d'entraide. En outre, la notion d'échelle induite par cette critique du local est contredite par quantité d'entreprises de grande ampleur. Il est difficile par exemple de décrire le CERN (Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire) comme une entreprise locale quand on sait qu'elle emploie 2 500 travailleurs fixes, et regroupe 17 500 personnes, dont 12 200 scientifiques issus de 110 nationalités. La construction, l'entretien et l'exploitation de ce complexe d'accélérateurs de particules nécessite de multiples compétences des plus pratiques aux plus théoriques et s'il y a un lieu où la division du travail est permanente, c'est bien celui-là.

Or, le CERN dans son ensemble et les scientifiques qui y travaillent, ont maintes fois montré leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs financiers et leur mépris du profit. Pour exemple, il est bon de citer le Britannique Tim Berners-Lee, informaticien au CERN, qui a posé les premières bases du Web, un concept qualifié par son supérieur de « *vague mais prometteur* ». Son objectif était de permettre le partage rapide des travaux entre tous les chercheurs travaillant au CERN. En inventant le World Wide Web (www.//) en 1989, Berners-Lee a vite eu conscience qu'il était assis sur une mine d'or mais qu'il était d'un intérêt supérieur d'en partager l'usage avec l'humanité entière. Le Web, même libre de droits, a largement contribué à la diffusion d'Internet auprès du grand public avec l'essor fulgurant que l'on sait.

Il a créé tout cela sur un ordinateur NeXT. Pour éviter qu'on ne l'éteigne accidentellement, une étiquette rouge avait été collée sur son ordinateur: « *Cette machine est un serveur. NE PAS ÉTEINDRE !!* » Cela faisait un peu bricolage et le monde a préféré attribuer la paternité du Web à la CIA. Si la CIA, tout comme la Nasa, est à l'origine de la commande de biens des aspects du numérique, on ne peut nier que sans l'assemblage par Berners-Lee de plusieurs objets déjà existants comme l'hypertexte, et surtout sans son désintéressement, nous n'aurions pas bénéficié aussi vite et aussi gratuitement du Web.

Le Web, les banques de données, l'ordinateur portable, le smartphone et la plupart des logiciels entrés dans le domaine commun sont le résultat de chercheurs de génie qui ont travaillé sans grands moyens financiers et n'en ont pas tiré d'énormes profits. C'est essentiellement l'usage de ces

technologies par des "entrepreneurs" et leur dévoiement dans le but ultime de la recherche de profits financiers qui a rendu le numérique si problématique. On imagine aisément ce que les mêmes innovations, les mêmes chercheurs, les mêmes utilisateurs auraient donné hors de tout cadre financier. Un tel gâchis de savoirs, de compétences, de matériel fait qu'on se demande comment tant de gens continuent à penser l'échange marchand comme une forme de progrès !

Les a priori sur la division du travail se retrouvent jusque dans la politique. Si nous vivons aujourd'hui dans une pseudo démocratie, c'est parce que quelques brillants esprits ont décrété que le peuple s'occuperait de ses biens privés et l'État des biens publics. Dans leur vision du monde, il suffisait que le peuple élise ses représentants pour donner cohérence à l'ensemble de la nation et pour qu'il puisse tranquillement s'occuper de ses affaires privées... Or, il est clair aujourd'hui que la division du travail transposée à la politique mène droit à la "démocrature". S'il est utile qu'un carrossier, un mécanicien et un secrétaire se partagent la gestion d'un garage, la spécialisation politique ou gestionnaire est nuisible. Elle crée des décideurs hors sol, des acteurs déresponsabilisés, une société fracturée et conflictuelle. Résoudre ce dilemme dans un cadre monétaire, par essence hiérarchisé, est impossible, dans un cadre a-monétaire une évidence.

Dogmes : Croyances non vérifiées par l'expérience mais qui prennent valeur de vérités, affirmations considérées comme fondamentales et incontestables formulées par une autorité politique ou religieuse. Dieu existe, c'est incontestable et quiconque remet en cause cette vérité met la société en danger au point de mériter le bûcher. Le Roi a hérité du droit divin et quiconque doute de sa légitimité ne peut être sujet du royaume. Le capitalisme, la politique et l'économie ont été, pour les mêmes raisons de grands pourvoyeurs de dogmes. Le capitalisme s'est inventé une légitimité scientifique à partir de dogmes, tout comme la théologie et l'apologétique. On peut se demander comment une construction de type religieux a pu s'imposer dans un pays laïc, globalement cultivé, héritier des Lumières et traditionnellement prompt à la raison critique. Pourtant le nombre de dogmes couramment admis par la majorité est impressionnant. Il serait long d'en faire ici une liste exhaustive mais quelques exemples suffiront :

Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain !...
La concurrence fait baisser les prix !... Le plein emploi est lié à la crois-

sance !... La fonction publique est moins efficace que le privé !... Le marché se régule de lui-même !... L'Europe est une garantie de paix et de prospérité !... L'austérité permet de relancer l'économie !... L'argent a remplacé le troc !... Sans échanges marchands, il n'y a pas de civilisation possible !... La démocratie représentative est indépassable !... La monnaie est le seul outil qui permette la circulation des biens !...

Qui a décrété que ces affirmations étaient des vérités révélées ? Rares sont ceux qui les ont remises en cause, et surtout, qui ont imaginé concrètement les conséquences de leur remise en cause. Et quand un vrai travail scientifique démolit un dogme, celui-ci survit longtemps dans la doxa. L'argent qui serait venu faciliter l'échange et aurait remplacé le troc a été complètement démonté par David Graeber dès 2011. Après ses travaux, nul ne pouvait ignorer qui a inventé ce mythe, pour quel motif idéologique, pourquoi il ne correspond à aucune réalité ni historique ni anthropologique. Pourtant, dès qu'un quidam évoque une possibilité d'abolir l'argent, avec une belle unanimité ses interlocuteurs lui demandent s'il veut revenir au troc ! David Graeber lui-même n'a pas osé, tout anarchiste libertaire qu'il était, suggérer que l'on puisse se passer de l'argent et de l'échange marchand.

Le mythe de l'argent facilitant le troc persistera, envers et contre tout, jusqu'au bout du système monétaire et persistera encore jusqu'à ce que l'expérience prouve très concrètement qu'il ne s'agissait que d'un dogme, voire qu'un naïf constate le subterfuge et crie ce que tout le monde refusait de voir, à l'évidence, *le roi est nu !*

Do It Yourself : L'idée du DIY (Do It Yourself, ou Fais le toi-même) nous inspire. Nous désirons un monde où la libre circulation des personnes, des connaissances, de l'entraide et des savoir-faire emporterait sur son passage, dans un grand tourbillon, les marchandises, les capitaux, les rapports d'exploitation et de domination. Un monde où nos échanges seraient "incalculablement" plus riches que les transactions monétaires. Un monde dans lequel nous accepterions d'être dépendants les uns des autres, dans la réciprocité et la reconnaissance de ce que chacun est prêt à partager et à recevoir. Alors, pour ne pas nous laisser transformer en marque de lessive, pour assumer et revendiquer notre envie de collectif et de transformation sociale, nous choisissons de transformer le DIY en FNM : Faisons-le Nous-Mêmes !

L'idée de faire le maximum de choses soi-même est apparue à la fin du XX^e siècle en réaction aux multiples monopoles industriels qui avaient pris les usagers en otage. Au début des années 2010, de nombreux ateliers se sont constitués permettant de copier une pièce de machine endommagée, de créer de nouveaux modèles en quantité ou à l'unité, sans passer par les circuits marchands. Malgré toute sa technologie, l'Homme est devenu d'une incroyable vulnérabilité, totalement à la merci d'une panne d'électricité, totalement dépendant du savoir et du travail d'un autre. Les mouvements des Fablabs et des Villes en Transitions sont partis de ce constat et veulent redonner du pouvoir à l'individu. Ils peinent cependant à gagner l'adhésion du plus grand nombre. La posture alternative, la volonté d'être dans la marge leur a fait parfois oublier la contestation globale.

Sans la nécessité de réaliser des profits financiers, il serait possible de réparer n'importe quel outil, de fabriquer à la demande une pièce singulière, de disposer dans les bases de données de tous les plans et schémas jadis tenus secrets. Les imprimantes 3D pourraient être à la disposition de tous, mutualisées dans des Fablabs. Des inventions géniales pourraient être développées sans passer sous les fourches caudines des brevets et des concours Lépine. Seul compterait la demande et l'appréciation des usagers. Un livre pourrait être écrit, corrigé, mis en ligne ou édité sur une imprimante-relieuse¹, en quelques minutes, au nombre d'exemplaires souhaité. Les machines dites "café express" existent et pourraient être mises à disposition de ceux qui en ont besoin (elles sortent un livre relié, avec dos carré thermocollé, le temps de boire un café!). Adieu les barrages éditoriaux, adieu les millions de livres invendus jetés au pilon, adieu les prix littéraires...

Dollar : Le dollar est une monnaie nationale mais aussi internationale. C'est la monnaie des Américains et le problème de tous les autres. Elle est nécessaire dans tous les échanges internationaux, elle est dotée d'extraterritorialité, elle sert de réserve monétaire... De ce fait, les États-Unis peuvent

1 L'Espresso Book Machine (EBM) est capable d'imprimer et de relier un ou plusieurs livres à la demande. Aujourd'hui réservée aux professionnels de l'édition, elle pourrait être vulgarisée, une par ville par exemple. Elle imprime des livres de 40 à 800 pages, couverture comprise, en noir & blanc ou couleur, de format allant du 11x18 au 20x28. Les Presses Universitaires de France (PUF) en possède une à Paris. Le client choisit parmi les 5 000 titres du fond et le titre choisi est imprimé en quelques minutes.

vivre à crédit sur le dos du reste du monde, avoir la balance commerciale la plus basse sans problème, s'enrichir sans cesse quelle que soit leur stratégie commerciale... Privilège insolent que tous les pays du monde devraient refuser mais qu'ils acceptent uniquement à cause de la force d'inertie de la finance mondiale qui rend l'instauration d'une monnaie internationale neutre très compliquée. Comment sortir de cette domination américaine qui se renforce avec la globalisation ? Il y a sans doute des possibilités techniques mais qui bouleverseraient le système mondial à un point tel que les oppositions au changement seraient colossales.

Seule la Chine a tenté de s'opposer au dollar en tant que monnaie internationale. Dès 2018, elle a proposé un "péto-yuan" concurrençant le "pétrodollar". Le FMI a également bousculé un peu le système monétaire international en créant les DTS¹ (Droits de Tirage Spéciaux), sorte de paquets de devises contenant du dollar, de l'euro, de la livre sterling, du yen et du yuan... Mais, quoi que l'on fasse, les échanges internationaux seront toujours réalisés au bénéfice du plus gros, les USA pour l'instant, mais très probablement la Chine d'ici peu. L'accumulation des DTS par la Chine et l'usage qu'elle en fait pour son approvisionnement énergétique est justifié par son caractère d'usine du monde qui met tous les autres pays en situation de dépendance dont il est de plus en plus difficile d'échapper.

La Désargence est sans aucun doute la solution la plus simple, sauf qu'en apparence, elle paraît si originale, si radicale que personne n'ose y réfléchir, surtout pas dans les milieux autorisés de la finance... Et pourtant, la domination du dollar, et l'unique alternative chinoise qui ne fait que déplacer le problème, sont une preuve de plus, s'il en fallait, que l'argent ne peut que se condenser entre les mains les plus riches. S'il y a des monnaies, il y a une monnaie dominante, inéluctablement. Les Phéniciens, les Romains, les Lombards, ont dominé le marché mondial. La livre sterling a été supplantée par le dollar, qui sera sans doute supplanté par le Yuan. C'est dans l'ordre des choses, c'est mécanique....

Don : La notion de don est floue. Selon Testart, *donner* n'est pas "*faire un don*", quand je donne mon billet pour avoir un steak, je ne donne pas,

1 DTS : En février 2011, Dominique Strauss-Kahn, écrivait sur le site du FMI dont il était directeur : *A terme, le DTS pourrait aussi contribuer à donner plus de stabilité au SMI.* En mai 2011, suite à son arrestation à New-York, il démissionne du FMI. Y aurait-il un lien avec sa précédente déclaration sur le DTS ?...

j'échange. Étymologiquement, le verbe donner vient de deux mots latins, l'un signifiant *faire un don* (donare), l'autre *octroyer* (dare), d'où la confusion. « *Le don est la cession d'un bien qui implique la renonciation à tout droit sur ce bien ainsi qu'à tout droit qui pourrait émaner de cette cession, en particulier celui d'exiger quoi que ce soit en contrepartie.* » Si la civilisation sans argent se qualifiait de "société du don", c'est alors dans ce sens que le don devrait être pris.

La remise en cause de l'échange marchand a, pendant des décennies, alimenté les débats autour du *Don*. L'anthropologue Marcel Mauss (1872-1950) s'était fait le chantre du concept de don en s'appuyant sur ses études auprès des civilisations amérindiennes. En 1981, un groupe d'intellectuels ont repris ses travaux et ont fondé le MAUSS (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales).

Le don a longtemps été un thème récurrent des abolitionnistes de l'argent qui le voyaient comme un bon substitut à l'échange marchand. Il s'appuyait sur l'exemple de la famille au sein de laquelle, il n'est question ni de valeur ni de marchandisation. Il s'agit le plus souvent d'un "don gratuit", sans contrepartie, sans contre-don (*entre parenthèse, l'expression don gratuit a été créée sous Henri IV pour désigner une participation, dite volontaire, aux frais de la guerre contre les Huguenots payée par le clergé, normalement dispensé d'impôt !*). Mais comment comparer le tissu relationnel éminemment symbolique et émotionnel avec une économie sociale ? En outre, le don produit de la dette vis-à-vis du donneur et ce qui peut renforcer le lien au niveau familial ne peut créer que de la dépendance au niveau social.

Le biologiste Alain Testart, en 2007, proposait des *Transferts du troisième type* (T3T) qui ne relèveraient ni du don, ni de l'échange : un transfert *qui résulte d'une obligation tout à fait exigible et sans contrepartie*. Cette position était très proche de ce que nous appelons aujourd'hui *accès...*, sauf que Testart classait l'impôt dans les T3T, incapable de pousser à terme sa réflexion, de franchir le passage d'une critique de l'échange à l'abolition de l'outil d'échange. C'est l'idée de passer directement à l'accès qui donne un élan croissant au mouvement de la désargence qui jusque-là s'était laissé embarquer dans le piège du don !

Et si le don était une histoire de femmes ?! Après deux mille cinq cents ans de philosophie, deux ou trois cents ans de sciences sociales, plus d'un siècle de psychanalyse et quelques décennies de théories féministes

puis de *gender studies*, il reste à penser "l'éternel féminin", par exemple cette assignation des femmes au don. Qu'il s'agisse de donner la vie, de prodiguer des soins, de manifester leur sollicitude (*care*) envers les autres ou de faire don de leur beauté et de leur charme, les femmes n'ont en effet cessé d'être identifiées, sinon assignées au don. Pandora, première femme et première épouse pour les Grecs, n'était-elle pas ce cadeau des dieux fait aux hommes, la mère de tous les dons ? Il n'est pas impossible que cette posture ait aussi engendré la femme perçue comme mère de tous les maux... Pourquoi les dons des femmes sont-ils, paradoxalement, tout à la fois célébrés et déniés, comme si le don véritable ne pouvait qu'être masculin ? Doit-on nécessairement réduire la femme à une prescription de Dame Nature ou à une pure construction sociale et culturelle ? Comment, en définitive, penser un sujet féminin dans un autre rapport au don que celui qui l'aliène ?

On voit bien aujourd'hui les effets pervers de tous ces préjugés. Ils ont conduit à une surexploitation de la nature (des femmes aussi puisqu'elles sont si *naturelles*...), ce qui nous amène au bord de la catastrophe énergétique, environnementale, sociale. Ils menacent d'ôter tout charme à l'existence des humains, contraints de vivre dans un monde intégralement fait d'artefacts. Passer de l'échange à l'accès a ceci d'intéressant que cela contraint à reposer ce genre de questions. Pour aboutir à quoi ? That is the question ! Car si une désargence serait une extraordinaire opportunité de se libérer des préjugés et des dogmes inconscients, cela n'exclut pas que d'autres puissent imaginer une société sans argent, mais totalitaire, exclusive et sexiste... Raison de plus pour commencer à l'élaborer, avant même les prémices d'une nécessité !

Douanes : Autorités chargées du contrôle aux frontières d'un État, des marchandises et des personnes. L'essentiel de leurs fonctions relève de l'économie marchande: lutte contre la contrebande illicite (drogue, armes, contrefaçons...) et l'immigration clandestine. Aucun pays n'échappe à l'organisation des douanes au point qu'il a fallu instaurer l'OMD (l'organisation mondiale des douanes) pour harmoniser les pratiques. Au mieux, les frontières ont englouti quelques pays et ont reculé comme en Europe. Les 27 pays européens font partie de "l'espace Schengen" et, en vertu de la monnaie unique, les citoyens de ces pays et leurs marchandises peuvent circuler librement. C'est bien la preuve que la frontière et ses douanes sont directement liées à l'argent et que sans argent il n'y aurait pas plus besoin de

frontières et de douanes que dans l'espace Schengen.

Frontex, l'Agence européenne pour les frontières extérieures de l'Europe, a remplacé les douanes nationales, toujours pour contrôler les marchandises et les personnes étrangères à l'Europe. Les divers pays démonétisés dans le monde pourrait, si cela advenait, supprimer les douanes, et les frontières ne seraient plus que culturelles, géographiques. On imagine ce que serait une planète n'attribuant aux frontières qu'une valeur symbolique, permettant seulement de fixer les limites des zones historiques et d'autoriser les particularismes locaux. Quand on passe de la France à l'Italie, les panneaux routiers changent, la langue change, ainsi que le style architectural, les us et coutumes, sans pour autant nécessiter un quelconque contrôle. Cela étendu à toute la planète fait rêver le voyageur mais le seul moyen d'y parvenir serait d'avoir une monnaie commune et plus radicalement de n'en plus avoir du tout, nulle part...

Doute : Aldous Huxley écrit dans *Le Meilleur des Mondes*, "*La philosophie nous enseigne à douter de ce qui nous paraît évident. La propagande, au contraire, nous enseigne à accepter pour évident ce dont il serait raisonnable de douter.*"¹ Il est rare que l'on entende parler de doute, sinon pour stigmatiser les "complotistes" qui n'auraient que des certitudes. Les politiques, les experts, les journalistes affichent de belles certitudes autant que les complotistes, sauf que les leurs sont en concordance avec la doxa du temps. L'époque n'est plus au balancement (*doute vient du latin dubitare, balancer*), elle est trop incertaine pour que l'on prenne un tel risque. Nous n'en avons d'ailleurs guère le temps car en plus il y a urgence. Celui qui doute hésite et repousse sa décision pour limiter l'erreur. Il se met dans une situation d'attente individuelle qui ajoute à l'anxiété sociale. Il est donc critiqué, considéré comme un asocial.

Pourtant, le doute caractérise la science autant que la philosophie. Qui ne doute plus ne cherche plus, n'analyse plus. Le doute invite "*à jouer sa peau, à refonder la morale à l'épreuve du risque*" nous dit Nassim Nicholas Taleb². La science pose une hypothèse, la confronte au réel,

1 Extrait du *Meilleur des mondes*, 1932, éd. Française de 2017, poche.

2 Ancien trader star de Wall Street ayant grandi dans un Liban en guerre et admirateur de Montaigne, Nassim Nicholas Taleb est l'inventeur du concept de *cygne noir*, grâce auquel il a donné les moyens de penser les crises financières de 2001 et de 2008. Il signe son livre *Le Cygne noir* en 2007, (PDF sur <https://www.pinterest.fr/pin/819795938404995875/>)

multiplie les expériences, puis valide ou invalide sa théorie. "*Tous les résultats de la science ne pourraient empêcher, si lesdites méthodes venaient à se perdre, une recrudescence de la superstition et de l'absurdité qui reprendraient le dessus,*" ajoute Nietzsche. Et le doute, à l'évidence se perd. A l'évidence aussi, tous les médecins, virologues, épidémiologistes qui ont osé poser un doute sur les affirmations péremptoires du gouvernement et de son comité scientifique ont été banni des médias, insultés, dénigrés. Les généralistes prescrivant un remède au Covid ont été menacés de sanctions par le Conseil de l'Ordre, interdits de prescrire à leur guise et l'absurdité a repris le dessus, au point de verbaliser pour non port de masque un joggeur seul sur une plage de dix kilomètres, d'imposer un couvre-feu arbitraire à 19 heures, d'autoriser le métro mais pas le jardin public, la galerie marchande mais pas le supermarché ...

L'idée d'une société a-monétaire se heurte au même problème. Il est interdit de réfléchir à l'échange marchand, la question monétaire est tabou, le marché, le profit, la valeur ne sont pas des catégories dont on peut douter, poser l'hypothèse d'une abolition de l'argent ou le postulat d'un effondrement du système monétaire, même pour voir ce que cela donne intellectuellement relève du *contresens tragique*, comme nous dit Frédéric Lordon. Tant pis, je préfère passer pour un fou plutôt que de cesser de douter de tout...

Doxa : Ensemble des opinions, des croyances et idées non objectives, communes aux membres d'une société. Le capitalisme au bord de l'effondrement a joué à fond la carte de la doxa, renforçant ses propres présupposés non démontrés, voire contraires aux faits, encourageant les préjugés populaires. Les éditorialistes *mainstream* ont développé des techniques de manipulations sophistiquées pour constituer cette doxa : par exemple, présenter implicitement un événement comme une chose déjà établie, identifiée, et porteuse de sens en soi-même ; ou présenter un événement impossible à mettre en doute et le doter d'une relation obligatoire avec un élément subjectif judicieusement choisi.

Tout conflit, toute opinion contraire est alors réduit à un malentendu. Il viendrait d'un manque d'information, d'une incompréhension ou d'une incapacité à comprendre, à la rigueur d'une mauvaise pédagogie. Le sage est celui qui s'est fait manipulé, le fou celui qui remet en cause l'objet de la manipulation. Cette pratique contraire à l'éthique officielle du métier

de journaliste a été possible quand tous les médias sont devenus la propriété personnelle d'une poignée de grands industriels. Tout journaliste s'écartant de la doxa prend un risque professionnel important, joue sa carrière. A défaut de solution pour sortir du marasme économique et environnemental, les politiques nous assènent des vérités révélées, des principes généraux sans fondements réels, avec une assurance qui frise le cynisme ou le machiavélisme.

Seule une remise en cause du paradigme monétaire, ou d'un autre paradigme aussi total si on en trouve, arriverait désormais à renverser les certitudes servant lieu de savoir, réinstaurerait le doute et la recherche de vérités....

Drogue : La drogue, et la toxicomanie qui va avec, est l'une des plaies caractéristiques des sociétés évoluées. Aucune police, aucune politique, aucune thérapeutique n'en est jamais venue à bout. Avec les générations, les usages, les produits, les modalités de trafic changent, mais la toxicomanie reste. L'argent n'arrange rien car le prix des drogues, boosté par la répression et la prohibition, en fait un marché juteux pour les vendeurs, toujours pleins d'imagination pour *amorcer la pompe*. D'un point de vue économique, les experts ont toujours balancé entre deux modes d'action : la répression qui rend l'ennemi invisible et renforce le plaisir de l'interdit, ou le soin qui ne fonctionne que chez celui qui veut bien s'y adonner.

Parmi les soignants eux-mêmes, deux écoles s'affrontent depuis la fin du siècle dernier, la psychothérapie longue et hasardeuse et le comportementalisme à l'effet momentané et pouvant induire les pires dérives sectaires. D'un côté comme de l'autre, les résultats sont faibles et aléatoires, que l'on fasse appel à la psyché, à la morale, à l'art de vivre ou à l'apprentissage... Au début du siècle, sous la pression des laboratoires pharmaceutiques qui ont flairé un marché durable, les produits dits de substitution sensés remplacer avantageusement les drogues ont pris le pas sur toutes les autres méthodes. Ce système est certes très efficace sur le plan social. Il évite des overdoses et limite les délits commis dans le but de se fournir en drogue, mais il s'est avéré calamiteux sur le plan du soin. Alors que la plupart des thérapies classiques considéraient la toxicomanie comme un état transitoire duquel on pouvait sortir, les produits de substitution ont pérennisé la pathologie.

Le premier effet d'une abolition de l'argent serait l'immédiat tarissement de la source. Pourquoi cultiver et exporter du pavot ou du haschich s'il n'y a aucun profit à en tirer ? Il risque fort d'y avoir une période de crise chez les toxicomanes brutalement en manque. Mais, si les toxicomanes peuvent être des malades, des délinquants, des paumés, ils sont souvent intelligents, toujours débrouillards. On ne réussit pas une "carrière de toxico" sans un certain génie de l'embrouille, de la débrouille, de la manipulation. Ils feront comme tout le monde, ils s'organiseront localement pour cultiver leurs propres plans, pour acheminer eux-mêmes ce qui vient de loin, pour inventer de nouveaux cocktails avec les produits pharmaceutiques disponibles.

Une société débarrassée de l'argent a toute les chances d'être moins malade. Elle engendrera moins de pathologies. Le temps n'étant plus de l'argent, les communautés prendront le temps d'écouter ceux qui sont en souffrance. Ce qui répond aux contraintes de base de l'existence étant mis à disposition de tous, les besoins seront moindres, y compris pour ceux qui s'étaient copieusement intoxiqués durant des années. Les problèmes seront toujours là car l'équilibre et le bonheur ne sont pas des choses acquises pour toujours, ne se commandent pas sur Internet, ne se décrètent pas. Mais les drames, les conflits, les angoisses seront plus gérables.

Droit : Ensemble des règles qui régissent la conduite de l'Homme en société, qui organisent les rapports sociaux. Ces règles s'imposent aux membres d'une société pour échapper à l'arbitraire et à la violence des individus, pour vivre conformément à l'éthique dominante. A moins d'un optimisme anthropologique absurde, l'établissement d'un Droit est indissociable d'une quelconque vie sociale. Qu'il soit légal, coutumier ou conventionnel, le Droit en tant que règle est universel. Mais le Droit est logiquement une entrave à la liberté individuelle qui pourtant ne se négocie pas. Le Droit est donc un jeu d'équilibre permanent entre le *Je* et le *Nous*.

Dans une Société de l'Accès, l'État, au moins dans sa forme actuelle, ne peut subsister. Il faut donc inventer un autre État, un autre droit, et dans la foulée, une autre police pour contenir les excès et les dérives, une autre justice pour déterminer que faire des déviants. Dans notre société actuelle, le Droit est devenu l'expression quotidienne d'un impossible équilibre, et ce en raison du paradigme de l'échange marchand qui est sacralisé par le Droit mais en complète et continuelle contradiction avec les

principes de ce même Droit. Comment concilier le droit au logement et celui de la propriété privée ? Le droit à la libre expression et celui de la majorité ? Le droit à la sécurité et le droit à la transgression... ? Les peuples contestent leur justice au fur et à mesure qu'ils perdent confiance dans l'État qu'ils se sont donné et en ce début de XXI^e siècle, les raisons de se défier sont nombreuses.

Il serait fou de penser que supprimer l'argent et l'échange marchand suffirait à rendre inutile la contrainte juridique, que l'individu, chaque individu, serait essentiellement bon, sociable, solidaire. Les conflits individuels et collectifs, les petitesse de l'homme ne disparaîtront pas par miracle et la société nouvelle, dans toute sa complexité, ne fonctionnera pas longtemps au jugé. Une Société de l'Accès n'est pas plus naturelle que le capitalisme. La société sans État ne peut être une société sans droit. Il ne suffit plus de lancer les aphorismes d'Élysée Reclus, "*l'anarchie est la plus haute expression de l'ordre*", de Léo Ferré, "*l'anarchie c'est l'ordre moins le pouvoir*" ou d'Antonin Artaud, "*l'anarchiste est celui qui a un tel besoin d'ordre qu'il n'en admet aucune parodie*"...

La tâche des anarchistes devrait être aujourd'hui de donner à l'ordre libertaire sa dimension constituante en faisant le constat que, si l'on veut avancer dans le projet révolutionnaire, il faut considérer la typologie des conflits qui troubleront l'ordre dans la société sans État pour en chercher des solutions conformes à ce projet. Toute société, libertaire ou pas, monétisée ou a-monétaire, sauvage ou technologique a ses conflits

- des conflits entre collectivités, quand des divergences d'interprétation des contrats collectifs se font jour entre communes, régions ou pays, entre secteurs d'activités, entre générations...

- des conflits entre personnes physiques sur l'exercice de leurs droits dans un espace privé tels les différents familiaux ou de voisinage, entre une personne et une collectivité, entre travailleurs œuvrant sur un même projet, sur une même entreprise...

- des conflits et des dérives de nature délictuelle ou criminelle, car l'homme ne se débarrassera pas du jour au lendemain de ses faiblesses, de ses bassesses. Il y en aura toujours qui devront répondre d'une banale dé- possession ou d'un meurtre passionnel, d'un tapage nocturne ou d'une imprudence mortelle, d'un abus d'autorité ou d'un abus de confiance...

Le droit n'est pas autre chose que l'instrument par lequel la société

se donne les moyens de mettre en œuvre les décisions auxquelles elle est parvenue. On imagine les montages juridiques complexes de contrats bilatéraux, d'accords collectifs particuliers, de conventions économiques ou sociales, de chartes de principes fondamentaux qu'il faudra mettre en place si l'échange marchand et l'argent étaient abolis ! Ces lois devront forcément être suivies de modes d'applications particuliers, d'une jurisprudence. Le droit des personnes dans une société post-monétaire devra combiner le droit civil et le droit social. S'il conservait des similitudes avec le droit actuel, il en différerait profondément puisqu'il ne s'agirait plus de protéger l'individu propriétaire et de réguler ses échanges, mais d'organiser la vie de personnes libres et autonomes. Les lois seront-elles uniques, universelles ou locales et particulières ? Les modalités de création prendront-elles la forme d'assemblées générales ou d'assemblées de délégués mandatés ? Les droits coutumiers propres à une collectivité ou un secteur d'activité seront-ils subsidiaires ou prévalents sur le droit commun ? Sur quelles bases philosophiques, morales, sociales élaborer un corpus juridique acceptable par tous ? Par qui sera-t-il élaboré ? Parviendra-t-on à éviter toute mesure coercitive y compris la privation de liberté pour les individus dangereux ? On comprend qu'il faudra avoir préparé des projets bien à l'avance, car s'en remettre à la vox populi sans préparation serait irresponsable. Les Zapatistes du Chiapas ont connu quelques déplorables excès de "tribunaux populaires", heureusement vite corrigés.

J'ose penser qu'une société post-monétaire saura organiser des procédures viables, privilégiant la conciliation, la médiation, la transaction avant tout arbitrage ou jugement. Nous ne partirons toutefois pas de rien. Dans le cadre capitaliste, nous avons certaines choses à garder. La "conciliation" est déjà prévue par des textes légaux comme la première phase de la procédure prud'homale ou le recours au conciliateur de justice, parfois par des dispositions conventionnelles telles les commissions de conciliation des conventions collectives de travail. À tout moment de la procédure le juge peut tenter de concilier les parties. Il existe des formes particulières de "règlement amiable" qui, sans être des conciliations, s'en rapprochent, comme le divorce par consentement mutuel ou la rupture conventionnelle du contrat de travail. La loi actuelle prévoit également des "médiations extra-judiciaires", permettant aux parties en conflit de rechercher une solution avec un tiers choisi par elles. Elle est judiciaire quand le juge désigne une tierce personne pour trouver une solution. Cette procédure s'applique notamment

dans les conflits du travail. En droit pénal, le procureur peut tenter une médiation qui assurera la réparation du dommage subi par la victime.

La "procédure participative" permet également aux parties, avec leurs avocats, de résoudre amiablement le différend comme s'ils se trouvaient devant le juge mais sans juge. La transaction, matérialisée par un relevé contractuel des concessions réciproques des parties met définitivement fin au conflit. Fréquente en droit commercial, elle existe aussi en droit du travail. En droit fiscal, elle clôt un contentieux entre l'administration des impôts et un contribuable. "L'arbitrage", enfin, par lequel les parties confient à un tiers le règlement de leur différend, existe en de nombreux domaines. On ne se trouve plus dans le cadre d'une procédure amiable puisque, comme un juge, l'arbitre tranche et que sa décision s'impose.

Devoir ainsi tout repenser, et sans les a priori monétaires, serait une chance inouïe d'améliorer la Loi et le système judiciaire. Il y a tant à faire. L'abolition de l'argent n'est pas qu'un risque de chaos, ni la fin de toute possibilité de vie commune, c'est aussi une belle opportunité que nous pourrions saisir...

Droits de l'homme : La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a été préparée par un comité de rédaction comprenant 18 membres parmi lesquels Eléonor Roosevelt, la veuve du président, le juriste français René Cassin, le philosophe libanais Charles Malik, le vice président de la Chine Peng Chung Chang, l'avocat John Humphrey du Canada... Après plus de deux ans de recherches et de négociations, ils ont réussi, le 10 décembre 1948, à faire adopter ce texte, louable certes, mais qui mérite d'être relu à la lumière de notre réflexion sur l'argent. Puisque l'outil monétaire impacte tous les aspects de la vie, quels sont les sédiments qu'il a laissés dans la pensée des rédacteurs de la déclaration ?

Le préambule du texte déclarant qu'il s'agit *d'un idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations* induit d'emblée que nul ne pourra être accusé de n'être pas en mesure de l'appliquer, immédiatement et en toutes circonstances, à la lettre. Cet habile avertissement laisse supposer un obstacle à l'idéal prescrit, obstacle qui serait au-dessus de la Loi et des peuples. Et comment alors ne pas penser à l'argent comme source constante d'empêcher de sociabiliser en rond ?

Dès l'article 2 apparaît la limite monétaire puisque il est dit que chacun pourra se prévaloir des droits prescrits, *sans aucune distinction de*

fortune. Et dans l'alinéa suivant, la même égalité est promise aux ressortissants des pays *qu'ils soient ou non soumis à une limitation quelconque de souveraineté*. Il est donc admis qu'il puisse y avoir des distinctions de fortune individuelle, et que des États puissent être sous la domination d'un plus puissant. Naître d'une famille riche ou pauvre, dans un pays riche ou colonisé, est donc une situation certes différente mais conciliable avec l'idéal de la Déclaration. Lorsque l'on sait les positions philosophiques de certains rédacteurs quant à la relation entre l'individu et la structure sociale dans laquelle il vit, on peut s'étonner de cette acceptation de la situation de tutelle qu'impliquent l'absence de souveraineté et la dépendance économique. Mais pouvaient-ils déclarer l'égalité des moyens et la souveraineté des peuples sans remettre en question l'argent ou a minima l'usage qu'il en est fait ? Ils ont donc dû composer avec l'argent et la suite du texte est édifiante.

L'article 4 déclare que *l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes*, ce qui était courageux car la différence entre cet esclavage honni et certains aspects du salariat ne peut échapper à quiconque. Il est des formes d'esclavages plus doux que certains travaux salariés et légaux !

L'article 7 nous déclare tous *égaux devant la loi*, ce qui depuis la fable des animaux malades de la peste, ne convaincra personne. Comment le petit paysan exproprié se défendrait-il à armes égales face au panel de juristes chevronnés que lui opposera la multinationale responsable de son malheur ?

L'article 8 nous autorise *à circuler librement, à choisir sa résidence à l'intérieur d'un État*, et même à changer de pays si bon nous semble. Ceci tendrait à nous faire croire que les pauvres ont un mauvais goût avéré puisque peu d'entre eux choisissent les beaux quartiers, préférant s'entasser dans de sordides bidonvilles...

L'article 18 finit par affirmer que *toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété*. Mais comme il n'est dit nulle part qu'il faille organiser l'accession de tous à cette propriété privée, la prudence conseillait de ne pas préciser ce qu'il adviendrait de ceux qui n'ont pas les moyens de jouir de ce droit. Rien n'est dit non plus sur l'objet de cette propriété, ce qui permet la privatisation de biens communs vitaux sans entrer en contradiction avec les Droits de l'Homme.

Pourtant l'article 22 nous ouvre un droit inaliénable *à la sécurité*

sociale, à la satisfaction des droits économiques, sociaux, culturels indispensables à sa dignité, uniquement modéré par une prise en compte *des ressources de chaque pays*. Ouf ! Le gouvernement Grec qui a privé le tiers de sa population de tout accès aux soins, à la culture, à l'électricité, à la retraite, etc. pourra sans doute éviter la condamnation pour crime contre l'humanité en invoquant cette clause. Dans la même veine, l'article suivant affirme *le droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage*. Or la plupart des gouvernements de la planète, y compris les plus riches, pourraient être condamnés au nom de cet article 23, ce qui n'a jamais été le cas. Le revenu minimum garanti et sans condition aurait dû être imposé à tous depuis longtemps. Les rédacteurs étaient-ils naïfs ou machiavéliques ? Plus vraisemblablement, ils savaient que l'outil monétaire était inégalitaire par construction, qu'il induisait la nécessité de produire le maximum de profits et qu'à ce titre, nul gouvernement ne pouvait être condamné si l'argent n'était pas préalablement rendu illégal !

La promesse des droits de l'homme, aussi généreuse soit-elle, est aussi une menace en soi. Quand les conditions non dites qui définissent "l'homme" ne peuvent être remplies, aucune reconnaissance n'est prévue. Aujourd'hui la majorité des humains ne peuvent plus remplir ces conditions, même s'ils s'efforcent jusqu'à l'auto-sacrifice de se soumettre au système marchand. La fin de leurs existences, en tant que "dégâts collatéraux" du marché reste une fatalité. Cette amère conclusion ne dénigre pas les motivations de nombreux individus et organisations qui au nom des droits de l'homme défendent les victimes collatérales du système. Leurs efforts s'apparenteront à un travail de Sisyphe, tant qu'il ne sera pas inscrit dans une déclaration universelle que l'argent rend obsolète l'humain et ses droits ! Tant que cela ne sera pas fait, nous dirons à la fois que « *toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires* » et agissons comme si ce droit dépendait de la seule volonté des individus...

Durable : Traduction du mot anglais *sustainable* et que l'on aurait dû traduire par soutenable et non par durable. Le terme apparaît en 1987 dans le rapport de Brundtland publié par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement à l'ONU. Durable laisse entendre qu'une

chose qui se pérennise serait bonne, or tout est potentiellement pérenne, le meilleur comme le pire. Soutenable laisse entendre qu'on peut défendre une chose un certain temps, changer d'avis à l'expérience, l'abandonner ensuite. Soutenable introduit un doute, durable établit un fait. Parler d'énergie durable, c'est poser une question, ce qui n'est pas mal en soi. Parler d'énergie durable laisse croire qu'elle pourrait rester longtemps pérenne, ce qui est absurde pour une chose qui *s'use si l'on s'en sert* comme l'annonce la publicité pour les piles.

Pourtant, c'est le terme de durable qui s'est imposé *durablement* à propos de tout et de n'importe quoi pour faire prendre les vessies pour des lanternes au bon peuple ! Le terme de durable devrait retrouver son sens normal, celui d'une chose qui perdure dans le temps, bonne ou mauvaise. Mais est-ce possible tant que les gens qui prônent l'éphémère, le jetable, l'inutile, le provisoire, seront au pouvoir, tant que la valorisation capitaliste sera l'ultime objet de toute production ?...

Dystopie : Antonyme d'utopie. Dans le XX^e siècle, les dystopies ont fleuri dans la littérature comme dans le cinéma. Le principe est toujours le même : le chaos est annoncé (dérèglement climatique, prise de pouvoir par les robots ou les Aliens, fin du pétrole, guerre mondiale, épidémies...). Il s'ensuit des îlots de *survivors* isolés et violents, des migrations en masse, des épidémies sans vaccins, des pillages sans services d'ordres, des famines, etc. Ces dystopies sont toujours une source de profits juteux. La peur est un *créneau porteur*, l'homme est irrémédiablement égoïste et violent.

En réalité, il s'agit surtout d'alimenter dans l'inconscient collectif que tout changement du système entraînerait mécaniquement le chaos, le retour à la sauvagerie, à la loi de la jungle, à la fin de toute culture, de toute possibilité d'organisation sociale. Le monde capitaliste peut dès lors être mortifère, violent, inégalitaire, et rester pourtant le moins mauvais des systèmes. La lutte entre quelques penseurs proposant des sorties du capitalisme par le haut et les prédictions de Hollywood est de fait très inégale. D'un côté des ouvrages longs et ardues, de l'autre des films aussi fascinants qu'attrayants. D'un côté la réflexion et le débat, de l'autre la passion et la puissance érigée en valeur morale !

Le positionnement des uns et des autres changera uniquement quand le réalisme le plus terre à terre rattrapera la fiction, quand l'effondrement deviendra objectivement incontournable, quand l'échéance

sera reconnue et pressentie très courte. Dans la plupart des cas, les fictions hollywoodiennes se sont révélées absurdes. Rien ne s'est passé comme dans les films, même si parfois la réalité a dépassé en horreurs ce que l'esprit inventif des scénaristes avait imaginé. La construction d'un monde amonétaire n'ayant été pensée que par une minorité, les dystopies bien connues pourraient agir comme des projections auto réalisatrices. Mais l'instinct de survie, pourrait tout autant permettre à la majorité de s'accrocher à la seule proposition qui tienne la route, celle de l'Accès.

E

Eau : L'eau a longtemps été considérée comme un bien commun, géré, préservé, distribué comme tel par les communautés. Les règlements sur les usages de l'eau se trouvent par milliers dans les textes législatifs, les règlements notariés, les délibérations communales, avec une diversité infinie et une étonnante inventivité.

Le code civil napoléonien de 1804 a été rédigé avec l'intention très claire de sacraliser la propriété privée en opposition aux communs en vigueur depuis l'antiquité. En un seul article du Code, les communs sont renvoyés au vieux monde et il faut chercher longtemps avant d'y trouver une allusion à l'eau, aux rivières, à la mer ! Buonaparte a gagné, Madame Mère peut être fière, l'eau potable est devenue l'objet d'un commerce, ou plutôt d'un trafic inouï. Elle est généralement vendue en bouteilles plastiques, 70 fois plus chère que l'eau du robinet, sans pour autant être plus saine. (25 millions de litres d'eau en bouteilles en plastique par jour sont consommées dans la France de 2017 !) L'eau courante distribuée aux robinets est gérée par des sociétés privées qui entretiennent si mal les canalisations que près de la moitié de l'eau se perd dans les fuites.

Le pire, c'est l'usage que l'on fait de l'eau potable du robinet : avec elle, on arrose son jardin, on lave sa voiture, on nettoie les sols, on urine et défèque dedans, mais on ne la boit pas. L'eau dite minérale, sanitaire ment moins contrôlée que celle du robinet, serait meilleure. C'est le progrès, la rationalisation et la technicisation des productions et des usages. Des pays entiers, possédant pourtant dans leur sous-sol des nappes phréatiques considérables, sont assoiffés, désertifiés, tandis qu'une minorité se sert de cette précieuse ressource pour remplir des piscines !

Seuls 61 % des habitants de l'Afrique subsaharienne ont accès à des sources d'eau améliorée et 300 millions d'Africains n'ont pas accès à l'eau

potable. Dans le monde, 2,4 milliard de personnes, c'est-à-dire un tiers de la population mondiale, n'a pas accès à des solutions d'assainissement de l'eau. Et presque partout, l'agriculture intensive, utilisant quantité d'entrants chimiques, pollue ce qu'il reste d'eau potable de façon irrémédiable. Des régions dotées de grandes capacités hydriques comme le plateau du Golan en Israël, suscitent la convoitise de tous les pays voisins qui, régulièrement, se sont affrontés dans des combats meurtriers. Un rapport de l'ONU datant de 2015 avait pourtant alerté la communauté internationale : *"le monde devra faire face à un déficit hydrique global de 40 % dès 2030"*. Les événements ont montré peu après que l'ONU avait été très optimiste, et l'eau potable finira par manquer à un habitant sur deux dans le monde...

La privatisation de la ressource en eau a conduit à des aberrations indignes d'une grande puissance économique. Un simple exemple : une famille dans la misère (père au chômage, mère occupée par trop d'enfants...) devait quelques euros à la société gérant l'eau de la ville. Au bout de quelques mois de relances pour récupérer la petite somme due par la famille, la compagnie envoya un employé pour supprimer le compteur d'eau. Dans les villes, les fontaines publiques ont été démolies et la seule façon, pour cette famille, de boire, de se laver, de faire un minimum de ménage, aurait été de mendier un peu d'eau aux voisins, aux commerçants du quartier, c'est-à-dire être en dette vis-à-vis d'eux. L'employé, en voyant la misère de cette famille, refusa la mission qui lui était confiée au nom de la plus simple humanité. C'était une désobéissance caractérisée qui entraîna la mise à pied de l'employé, lequel porta plainte auprès des tribunaux de la ville. Les juges furent bien embarrassés par cette affaire. Un employé est tenu d'effectuer le travail pour lequel il est payé. Mais d'un autre côté, si ce travail va à l'encontre de la morale, de l'éthique de l'employé et que cela n'a pas été précisé dans son contrat de travail, sa désobéissance est légitime. Pris entre la légalité et la légitimité, les juges mirent plus de deux ans à statuer, et ce n'est que sous la pression d'une opinion publique scandalisée par les faits et par l'offre de quelques citoyens honnêtes de payer la minime dette de la famille et un bon dédommagement à la compagnie des eaux, que l'affaire s'est conclue par un non-lieu... C'était en France, au début du XXI^e siècle !

Des solutions techniques simples existent sur le marché pour fournir de l'eau potable à ceux qui en sont dépourvus. Un puits en eau profonde pour 200 foyers revient à 1000€ environ. Une pompe manuelle peut fournir

en eau 15 à 20 foyers moyennant 300€ . Il existe des "valises solaires" autonomes en énergie, pour un coût de 3000€, capables de purifier n'importe quelle eau en quantité suffisante pour 600 personnes par jour. En fin de compte, l'argent assoiffé et tue des millions de gens par dysenterie, choléra, paludisme. Réduire un peu la publicité agressive qui défigure nos villes suffirait à résoudre le problème. Mais on continue à dire que l'argent permet de sauver des vies, à refuser d'admettre qu'en réalité il empêche de satisfaire les besoins les plus élémentaires de certains. Sans les brevets, les droits de douane, la nécessité de réaliser des profits, la corruption inévitable dans un cadre monétaire, les monopoles industriels, l'eau ne manquerait plus, nulle part...

Échange : Les échanges sont de deux ordres : ceux qui relèvent de l'échange de bons procédés, de l'échange biologique, intellectuel, amoureux, et ceux qui relèvent du donnant-donnant comme le commerce, le salariat, la prostitution... Si les seconds sont source perpétuelle de violences et de conflits, les premiers sont moralement privilégiés, mais constamment pervertis par la marchandisation. Il faudra attendre l'émergence des mouvements de désargence pour que cette perversion récurrente de ce qu'il y a de mieux dans la société soit reliée directement à l'usage monétaire, à la valeur, aux profits.

On entend très souvent des anticapitalistes fustiger le néolibéralisme, ce qui laisse entendre que le capitalisme d'antan était plus humain. Le Conventionnel Sieyès, en 1789 tenait pourtant des propos que ne renierait pas le président Macron en 2021 : *«Il ne s'agit parmi nous que de commerce, d'agriculture, de fabriques, etc. Le désir de richesses semble ne faire de tous les États de l'Europe que de vastes ateliers. La liberté, c'est de participer à la société commerçante.»* Toute l'organisation sociale et politique de nos sociétés est fondée sur ce dogme. Mais l'échange marchand, implique mécaniquement une valeur des termes de l'échange, un profit pour les deux parties, l'accumulation de la richesse produisant toujours plus de pauvres. Chaque terme de l'échange doit avoir son prix pour que les échangeurs n'en viennent point aux mains, la valeur est inséparable de l'échange. Il faut bien alors un marché qui régule les prix et les profits. La logique de Sieyès est exactement la même que celle de l'économie moderne. Les seules choses qui ont changé en deux siècles, c'est en

somme des modalités à la marge, des choix secondaires entre libéralisme et contrôle étatique, des équilibres entre commerce et finance...

La désargence que nous prôtons, fait fi de l'échange pour lui substituer l'accès, ce qui nous permet d'évacuer sans vergogne le "père-échange", "le fils-argent", "le saint esprit compétitif" d'un même revers de main. Pas étonnant alors que nos propos suscitent tant de réticences et que les arguments les plus douteux tentent de nous conforter dans l'idée que sans échanges, il n'y a pas de relations, pas de culture, pas d'humanité... Il faut donc bien justifier ce qui paraît a posteriori comme une tentative "d'humanicide" à la plupart de ceux qui découvrent la désargence pour la première fois !

La difficulté première est sans doute linguistique, le terme d'échange recouvrant des réalités infiniment diverses. L'échange est dit parfois gratuit en ce sens qu'il n'attend aucun retour sur investissement, parfois équitable, avantageux pour les deux parties. Il prend des formes aussi variées que le troc, le don, le dialogue, le partage, le commerce, le transport, le transfert, l'exportation. On échange des coups de feu autant que des points de vue, entre individus, entre groupes, entre organisations. L'échange est tantôt cinétique, communicationnel ou économique. Cette nébuleuse de transferts variés est cause de bien de malentendus et semble confirmer qu'il n'y a pas de société, pas d'humanité, pas de vie possible sans échange. Il est donc bien entendu que ce que nous remettons en cause, c'est uniquement les échanges qui s'appuient sur une quelconque notion de valeur, qui se comptabilisent. Il est évident qu'un échange de connaissances par exemple n'est pas de même sorte qu'un échange de bien matériel puisque le premier multiplie son objet (le donneur garde le savoir qu'il transmet et le receveur s'en enrichit sans en dépouiller le donneur) ce qui n'est jamais le cas du second.

Est-ce à dire qu'il serait possible d'étendre le *modus operandi* de la connaissance à tout échange, y compris à ceux des biens matériels ? Aussi fou que cela paraisse, c'est pourtant le système qui a la plus grande longévité puisque c'est celui de la nature qui fonctionne sans aucun rapport marchand. Il y a échange entre tous les organismes vivants, de la cellule au mammifère, sans comptabilité, sans échelle de valeur, sans retour sur investissement, sans classement entre les échanges utiles, positifs, négatifs ou neutres. Le seul critère qui régit l'échange c'est la survie de l'ensemble de la chaîne relationnelle, de ce que certains de nos contemporains appellent maintenant *le commun*. Une vache n'achète pas l'herbe qu'elle broute, ne

vend pas sa bouse au pré pourtant essentielle à la qualité de l'herbe. Si un troupeau détruit son garde-manger par surpâturage (chez les humains nous dirions, prise au tas excessive), le troupeau migre ou meurt de faim et l'herbe repousse. Les notions de parasites, prédateurs, nuisibles que l'homme a inventé pour qualifier certaines relations d'interdépendances naturelles, reflètent plus son obsession du profit qu'une réalité de la nature. Les mises en danger de quelques espèces que l'on peut observer ici ou là finissent toujours par s'équilibrer, que le prédateur ou ses proies dépérissent un temps, tour à tour.

Mais l'homme n'est pas un animal comme les autres. Il est capable de se condamner et d'entraîner dans sa chute tout ce qui l'entoure. Sa prédation est sans limite, c'est dans "sa nature" me dit-on. Et l'on retombe ainsi dans le piège de la nature humaine qu'il faudrait changer pour que le monde aille mieux, comme si le message évangélique avait empêché une quelconque guerre, comme si le charisme d'un Gandhi avait rendu le peuple indien non violent, comme si des Colibris avaient un jour éteint un quelconque incendie de forêt ! Nous ne chercherons pas plus à convertir nos frères humains que nous cherchons à moraliser le capitalisme. Pour l'homme, nous ferons avec, et pour le capitalisme nous ferons sans.

Et donc pour instaurer l'accès universel qui nous permettrait d'éradiquer tout échange marchand, il s'agit simplement de faire appel à l'intérêt, autant individuel que collectif

Échange marchand : Nous sommes à ce point habitués à pratiquer l'échange marchand que nous oublions d'y réfléchir et qu'il devient un effet banal de la vie, incontournable, indiscutable, irréformable. L'économie en général est soumise à la critique, l'argent par les dégâts et les inégalités qu'il provoque est lui aussi mis sur la sellette, mais de l'échange en lui-même, qui en parle et pour quel motif. Au mieux, il est mentionné quand il devient arnaque, entourloupe, abus de confiance, mais dans la forme, jamais sur le fond. L'échange marchand est devenu naturel, assimilé à la nature, puisque les plantes elles-mêmes s'échangent des nutriments et des informations, puisque les animaux partagent des territoires et des services, puisque les hommes procèdent à des échanges de bons procédés.

En somme, nous oublions de penser l'échange quand il devient marchand. Car, dès qu'interviennent les questions de valeur et de profit, l'échange devient douteux. L'argent, l'échange marchand, la valeur sont

trois catégories qui se tiennent par la barbichette et ne peuvent être dissociées l'une de l'autre. Comment vendre ou acheter un produit qui n'a pas de valeur affichée ? Comment éviter d'afficher des valeurs si l'on échange des objets différents ? Comment étalonner la valeur sans argent ? Pourquoi réaliser un échange si l'on n'y gagne rien ?

A l'échange marchand s'oppose, c'est évident, l'autosuffisance. Si on ne veut plus d'échange, il faudrait tout faire soi-même. Sauf si l'on pense mise en accès de tous les biens et services, comme cela se passe au niveau familial, mais organisé de telle manière que cela devienne possible aussi au niveau mondial. Il est clair qu'au sein de la famille, l'échange est permanent sans contrepartie et sans calcul de valeur. Une mère n'échange pas le repas qu'elle prépare contre quoi que ce soit, ni avec son conjoint ni avec ses enfants. Un père ne réclame pas un loyer à ses enfants. Un enfant n'exige pas une compensation quand il rend un service. Au niveau mondial, il pourrait tout autant y avoir des biens et des services fournis gratuitement, des échanges de bons procédés qui n'ont rien à voir avec la valeur marchande. Comme il y a une économie familiale a-monnaire, il peut y avoir, ne serait-ce que par l'outil numérique, une gestion des ressources et des besoins qui soit a-monnaire sans que nos capacités de création, d'échange, de service et d'empathie en soient affectées.

On voit bien que l'échange marchand conditionne l'essentiel de ce qui fonde nos sociétés modernes et que rien ne peut changer en profondeur si l'on reste dans l'échange au lieu de passer à l'accès. La chose n'est pas aussi évidente qu'elle paraît. L'économiste Frédéric Lordon écrivait en 2017 : *Au stade de développement de nos sociétés, où le travail a atteint le niveau de spécialisation et de division qu'il connaît, pourvoir à sa reproduction matérielle passe nécessairement par l'échange marchand et donc par le médium qui est l'argent.* Ce brillant intellectuel, philosophe, économiste et sociologue, n'a jamais réussi à sortir de cette évidence. Sans salaire, rien ne serait réalisable, sans l'argent du salaire aucun échange ne serait possible, sans l'échange marchand nous n'aurions accès à rien et ce serait la fin de toute société organisée !

Pour définir l'argent, Paul Jorion dans son blog a écrit cette phrase étonnante : *l'argent constitue un simple substitut du troc : une marchandise spécialement conçue pour l'échange.* Tout y est dit : le préjugé faisant du troc l'origine du commerce, l'idée reçue de l'argent outil neutre, le postulat de l'échange qui ne peut se faire sans contrepartie... Si

l'on prend l'échange dans son sens le plus global, on peut se réjouir que les échanges amoureux, amicaux, familiaux aient si longtemps résisté à leur marchandisation. On peut aussi s'étonner que cette part noble de l'échange ait si peu été évoquée comme si l'échange marchand eut été le seul digne d'intérêt.

L'échange marchand fonde en effet l'ensemble de nos sociétés modernes, ce qui est une hérésie humanitaire. L'humanité ne peut être que dans l'empathie, l'aide, la mise en accès de tout ce que chacun désire. Le surplus d'humanité, beaucoup l'ont espéré du christianisme. *"Regardez les oiseaux du ciel : ils ne sèment ni ne moissonnent, et ils n'amassent rien dans des greniers; et votre Père céleste les nourrit. Ne valez-vous pas beaucoup plus qu'eux ?"* (Mathieu 6/26.) L'apôtre ne pouvait savoir, à l'époque, que les animaux fabriquent des outils, qu'ils élèvent d'autres espèces, répandent les graines qui plus tard les nourriront. Il ignorait qu'un jour, nous pourrions peut-être ne rien amasser pour nous-mêmes et nous rendre collectivement nourriciers de tous. Dieu n'est plus nécessaire à notre reproduction matérielle. Mais pour s'en rendre compte vraiment, il faudra être mis au pied du mur, devant le fait accompli, face à un échange marchand aussi léthal que moribond...

L'échange marchand ne peut être dissocié de l'argent sans que toute réflexion en soit brouillée. C'est ce que j'appelle le "syndrome de la poule". Qui peut répondre à la légendaire question de la préexistence entre la poule et l'œuf ? On ne peut pas plus dissocier en deux entités autonomes l'argent et l'échange marchand. Sans l'argent, les échanges marchands sont réduits au troc et ne peuvent être érigés en système. Sans l'échange marchand, à quoi servirait l'argent ? En revanche, le couple échange-argent fonctionne à merveille. Si à la longue il devient mortifère, modifier un élément du couple ne change rien au couple. Dans un tout autre domaine, Sacha Guitry nous disait que les femmes, *on les a devant soi, puis à côté de soi, puis sur le dos !* Au dernier stade, les efforts de la femme ou de l'homme ne changent rien. Soit les deux s'engagent dans une thérapie de couple, soit ils divorcent. Il en est de même en économie et nous sommes au troisième stade depuis suffisamment de temps pour comprendre que le plus simple est de mettre fin à la relation argent-échange et de passer à autre chose, à l'Accès par exemple.

Échangisme : Pratique sexuelle prônée par les libertins qui consiste pour

plusieurs couples à échanger temporairement les partenaires. Par extension, nous qualifions d'échangistes les fanatiques de l'échange marchand, ceux qui l'ont naturalisé, et pire, ceux qui souhaitent donner un caractère universel à l'interchangeabilité. Péguy disait de l'argent qu'il est *"universellement prostitutionnel parce qu'il est universellement interchangeable."*

L'argent, conçu comme outil universel de l'échange, est en effet une sorte de prostitution, et en toute situation cas la permet. La seule limite avec la pratique libertine, c'est que celle-ci concerne des personnes adultes et consentantes alors que l'argent s'impose à tous, de l'enfance à la vieillesse, et s'impose à nous pour notre survie autant que pour nos plaisirs. Mais il nous a plu de qualifier d'échangistes les "accros du marché" pour leur côté débridé, par essence dérégulé.

Échelle : L'organisation d'une société hors du système monétaire n'a été expérimentée qu'à l'échelle de petites unités humaines, communautés, tribus, phalanstères et autres familistères. Comment imaginer les transferts, à l'échelle mondiale, de matières premières, d'énergie, de technologies, sans qu'ils soient étalonnés par un moyen quelconque et comptabilisés équitablement ? Par nécessité, un monde sans argent serait-il un monde enclavé, perdant dans l'autonomie et l'autarcie toute ouverture universaliste possible ? C'est là, penser le monde de demain selon les critères actuels.

La seule chose qui changera avec l'abolition de l'argent, c'est que l'enjeu ne sera pas le profit mais le besoin. Le mode de répartition ne se fera plus en fonction des marchés, mais des appels à dons tout aussi mondialisés. La question ne sera plus de trouver le meilleur mode de spéculation possible (quitte à créer la pénurie en stockant une marchandise pour faire monter les prix) mais de définir les priorités pour que nul n'en manque. N'importe quel informaticien peut mettre en place le logiciel nécessaire aux producteurs et aux usagers leur permettant de s'informer de la répartition internationale d'un produit.

La question de l'échelle a radicalement changé avec le numérique. La classique opposition macro-micro a définitivement volé en éclat avec le smartphone et l'ordinateur portable. C'est évident au niveau de la communication qui s'est abstraite de tout contexte de temps et d'espace. Face à un texte écrit en mandarin auquel je ne comprends rien, je peux l'envoyer à un ami américain de Baltimore, dont la femme est ingénieur de qualité pour une entreprise textile sous-traitant à Shanghai, qui l'enverra en pièce jointe

dans un mail adressé à son homologue chinois, lequel a un ami parfaitement francophone, lui-même sous-traitant pour une compagnie française délocalisée à Séoul qui m'enverra directement la traduction dans l'heure qui suit. Baltimore-Shanghai-Séoul-Montpellier, le tout en une heure et avec l'assurance d'une traduction parfaite. Qui aurait pu imaginer pareil exploit dans l'Occident de l'après-guerre ?

L'échelle, c'est le rapport entre la réalité et la représentation figurée de ce réel, comme une carte au 1/10 000^e par exemple. Cela peut être aussi une suite de niveaux comme l'échelle de temps ou l'échelle de Richter dont on nous parle à chaque tremblement de terre. Dans les deux cas, l'échelle peut servir à l'observation, l'analyse ou l'action. Ce qui fait la force du numérique c'est qu'il permet, à une vitesse prodigieuse, d'observer, d'analyser, d'agir en rapprochant des échelles différentes, en comparant le même objet sous des échelles variables... Une fois posé cela, l'opposition macro-micro, local-global n'a plus guère de sens. Le local peut tout à fait être utile au global, le global peut s'adapter au local. Techniquement, il n'y a plus guère de problème sinon celui de la complexification des analyses. Mentalement, c'est plus obscur. Si nous pensons les problèmes actuels avec en arrière plan la conviction que le local s'oppose au global, avec une représentation du monde telle qu'elle était au temps de l'aéropostale, il est impossible de concevoir un monde sans la monnaie qui le structure depuis cinq mille ans !...

Éclairage public : L'éclairage public couvre 8% de la consommation électrique mondiale. Face à cette dépense, des étudiants de Cambridge testèrent l'introduction dans le génome d'arbres d'ornement peu coûteux, un gène issu de la luciole ou d'une bactérie sous-marine capable de restituer de la lumière. Un arbre ainsi modifié consommerait 0,02% de l'énergie qu'il absorbe par photosynthèse pour émettre suffisamment de lumière et éclairer une rue. Testé grandeur nature autour d'un laboratoire anglais, le projet est pourtant tombé dans l'oubli. Pas assez rentable, idée farfelue d'étudiants, gadget inutile, danger de contamination de ces arbres OGM sur les autres espèces... Les étudiants ont remballé leur découverte.

Ils la ressortiraient immédiatement dans un monde post-monnaire et seraient certainement bien accueillis en l'absence des lobbies du nucléaire et du pétrole ! L'éclairage public coûte une fortune, parfois démesurée par rapport à d'autres besoins cruciaux des communes. La vétusté des installa-

tions est l'une des principales causes de la consommation. Investir dans un éclairage sobre en énergie est souvent difficile, les travaux ne sont pas toujours susceptibles d'être réalisés par petites tranches. La deuxième économie possible serait d'équiper chaque ville de capteurs de mouvement qui permettraient que les lampadaires ne s'allument que lorsqu'il y a du mouvement, véhicules ou piétons. C'est simple, commode, économique et écologique puisque cela respecte le rythme nyctémère (jour-nuit) auquel la plupart des êtres vivants sont sensibles. Mais toujours les budgets bloquent. Le temps politique, scandé par des mandats de quatre à six ans, n'est pas propice aux visions à long terme.

C'est ainsi que l'on voit des avenues éclairées dix heures par jour pour quasiment personne, à raison d'une lampe tous les vingt mètres, des auras lumineuses au-dessus des villes qui se voient à des kilomètres à la ronde et des grand raouts internationaux qui tous les ans nous parlent de la nécessité de réduire l'empreinte carbone !...

septembre Éco-anxiété : Le 7 septembre 2021, la revue *Lancet Planetary Health* publiait une vaste enquête de quelques chercheurs de l'*University of Bath* (Claverton Down, UK).¹ Un sondage a été réalisé par cette équipe sur 10 000 jeunes de 16 à 25 ans, de milieux sociaux très différents, répartis dans 10 pays du monde² représentant les pays du Nord et du Sud.

Les participants ont été invités à s'exprimer sur leur niveau d'inquiétude et les émotions ressenties face au changement climatique, au risque d'effondrement. Il apparaît que 75% des jeunes voient leur futur comme "effrayant" (donc trois sur quatre en moyenne) et que 56% considèrent que l'humanité est condamnée. Le record est tenu par les Philippins qui à 92% sont angoissés, et les mieux lotis, les Finlandais sont tout de même angoissés à 56%, ce reste inquiétant. L'opinion de ces jeunes sur leurs gouvernements respectifs est édifiant : *ils laissent tomber les jeunes, ils mentent concernant l'impact de leurs actions, ils ignorent leur détresse.*

Les scientifiques de leur côté concluent que l'échec des gouvernement quant à l'environnement *contribue à une détresse*

1 Voir https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3918955

2 Royaume-Uni, Finlande, France, Etats-Unis, Australie, Portugal, Brésil, Inde, Philippines, Nigéria.

psychologique, à un préjudice moral, à de l'injustice et considèrent que cet état de fait est *cruel, inhumain, dégradant, et même une sorte de torture*. D'où le terme d'éco-anxiété qu'ils utilisent pour qualifier le mal de ces jeunes. Le plus intéressant, c'est que ces chercheurs ont abouti à des résultats qu'ils n'attendaient pas, à des témoignages bien plus dramatiques que ce qu'ils avaient imaginé, à la mesure en exergues d'un véritable problème de santé publique qui mériterait une étude plus représentative de l'ensemble de la population.

En effet, ayant sousestimé le problème au départ, ils ont procédé à des entretiens par Internet, dans seulement quatre langues possibles, ce qui a limité la représentativité des jeunes. Une étude randomisée donnerait certainement des résultats bien pires. Ce qu'il est difficile de comprendre dans cette enquête c'est, dans le détail, autant ce qui angoisse ces jeunes que les conséquences psychiques, sociales, sanitaires que cela implique. Toutefois, ces quelques chiffres démontrent ce que chacun de nous peut observer, même dans un pays relativement avantagé comme la France, que trois jeunes sur quatre dépriment sévèrement, ne sont plus en état de se projeter dans l'avenir, ne voient aucune issue qui leur semble réaliste. Une génération sacrifiée, autant sinon plus que celle des jeunes de 14-18 !

Pendant que les médias se délectaient du débat des deux tribuns Mélenchon et Zemmour, je n'ai entendu que la seule candidate écologiste Sandrine Rousseau citer cette enquête et s'inquiéter des jeunes en perte !... Au fait, pourquoi limiter cette enquête au 16-25 ans ? Les adultes ne sont-ils pas eux aussi angoissés ? Les enfants de moins de 16 ans ne sont-ils pas affectés par les angoisses des grands frères et sœurs, de leurs parents ?... L'éco-anxiété me semble assez bien répartie dans tous les milieux et à tous les âges, et seuls les politiciens semblent de pas en être affectés. Quand je dis que l'argent rend aveugle et que le pouvoir rend incapable d'empathie, ce n'est pas un effet de style !...

École : L'école française est traditionnellement dite "gratuite, laïque et obligatoire" jusqu'à 16 ans. La réalité est légèrement différente. L'instruction est obligatoire, pas l'école. Une famille peut en effet envoyer ses enfants dans une école privée, confessionnelle ou spécialisée, ou leur fournir elle-même une instruction à la maison. La gratuité est purement formelle puisque l'école est financée par les impôts, donc par les usagers de

l'école eux-mêmes. Mais surtout, cette "École républicaine" a un coût idéologique conséquent.

Former, normer, formater, évaluer, trier, telles sont les principales fonctions non dites mais bien réelles de l'école. Réussir dans la vie, c'est avant tout être adapté à l'école, être conforme à son cadre, par tempérament ou par éducation familiale. Quiconque ne s'adapte pas à l'école est voué à "l'échec scolaire" et conséquemment, à un déclassement social étant adulte. En outre, la rigidité du système éducatif, identique pour tout le territoire et pour tous les enfants, quelque soit leur niveau social et leurs compétences naturelles, peut parfois transformer en enfer un lieu et un temps qui devrait être heureux et épanouissant.

L'école de tout temps a été faite pour conforter la société dans ses choix économiques : préparer le fils de paysan à l'usine à l'époque de la grande industrialisation, effacer les langues vernaculaires avec le jacobinisme, intégrer les diverses migrations en gommant les particularismes culturels, fabriquer de bons consommateurs pour le libéralisme, etc. Toute résistance aux normes scolaires, tant pour les élèves que pour les enseignants, est donc suspecte, voire dangereuse.

On l'aura bien compris, l'école est imprégnée de l'esprit marchand et financier, complètement orientée vers l'adaptation au système économique, jusque dans les matières et programmes enseignés. Apprendre à compter, lire et écrire est plus urgent que d'apprendre à penser, à réfléchir, à développer des capacités personnelles. Acquérir un savoir rentable est essentiel, au dépend de l'imagination, de la création. L'éducation doit être adaptée au marché de l'emploi, non l'emploi aux capacités des individus. En somme, l'école du XXI^e siècle est parfaitement en cohérence avec la société, y compris dans ses exclusions !

Dès l'instant que l'impératif financier disparaîtrait, l'école gratuite, laïque, obligatoire exploserait dans sa forme capitaliste. Pourquoi en effet, n'apprendre qu'à un âge précis, selon un rythme déterminé, un calendrier commun et rigide ? En vertu de quel principe pourrait-on obliger un enfant à suivre un enseignement qui lui répugne, interdire à un adulte d'en suivre un qu'il découvre sur le tard ? Au nom de quoi un jardin potager serait-il moins éducatif que le latin ? En quoi l'anglais ou l'allemand seraient-ils plus essentiel que le grec ancien ou le breton ? Pourquoi imposer une connaissance généraliste ou une spécialisation au lieu de laisser le choix aux intéressés ? Pourquoi un ingénieur, un médecin ou un ébéniste

devraient-ils impérativement se former en un nombre d'années uniformément déterminé ? Qui a dit qu'il y avait une saison pour l'école et une saison pour les vacances, sinon les impératifs économiques des récoltes, du salariat, du commerce touristique ? D'où nous vient cette obsession du diplôme, cette foi en l'autorité des "Académies", ce respect envers les écoles "prestigieuses", sinon de la hiérarchie de valeurs imposée par l'argent ?....

Avec l'abolition du système monétaire, le rapport de la société à l'éducation, à l'école, changerait complètement. Cette évolution transformerait considérablement les mentalités, les potentialités individuelles et collectives. Cette transformation rendrait possible quantités de pratiques qui auraient été jugées utopiques, hors des capacités de "la nature humaine"... Mais imaginer tout cela sans avoir préalablement supprimé l'argent est impossible, supprimer l'argent sans imaginer cela est tout aussi impossible. C'est certainement ce qui explique qu'il faille attendre d'être coincé au pied du mur, au fond de l'impasse pour oser sauter le pas. On peut aussi se rassurer en se disant que nombreux sont ceux qui, sans penser un instant à l'abolition de l'argent, par la simple observation des tares congénitales du capitalisme, ont déjà inventé et expérimenté une autre école possible : Célestin Freinet, Maria Montessori, Rudolf Steiner, etc. Ceux-là s'adapteront plus vite à l'école post-monétaire que d'autres...

Écologie : Le conflit d'intérêt entre nature et culture paraît insoluble, tant au niveau individuel que collectif. La nature étant considérée comme *ce qui est* et la culture comme *ce qu'il advient*, toute culture vise à transformer l'essence des choses et des êtres. L'intérêt de la culture est de dénaturer, celui de la nature est de conserver.

L'histoire est vieille comme le monde et se retrouve dans la mythologie avec des propositions antinomiques. Le mythe de Noé, par exemple, illustre la nécessité de préserver la nature face au péché originel et au déluge qui s'en suit, alors que le mythe de Prométhée propose de donner à l'homme le pouvoir du feu, la promesse de dominer la nature. Le patronyme Noé signifie *consolation*, alors que celui de Prométhée *celui qui réfléchit avant*, ce n'est pas neutre ! Déjà à l'époque des grands mythes, Noé est taxé d'idéaliste alors que Prométhée bénéficie du qualificatif de rationnel.

La même dichotomie existe toujours entre l'écologiste qui veut sauver le percnoptère d'Égypte ou le varan du Komodo, et celui qui réfléchit

autrement lui renvoie la nécessité vitale d'extraire tout ce qui est possible de la nature quelles qu'en soient les conséquences sur ces animaux superflus. Le combat est si vieux, si violent et si dissensuel, que les descendants de Noé et de Prométhée en sont réduits à l'anathème, et au mieux, au combat idéologique, passionnant certes, mais vain. C'est aussi le même paradoxe qui oppose ceux qui pensent l'homme tel qu'il est et ceux qui le pensent tel qu'ils le souhaitent. Le réalisme et le pragmatisme s'opposent alors à l'idéalisme et à l'utopie, sujet de philosophie inépuisable et juste bon à exercer l'intelligence des impétrants bacheliers !

Or, il se trouve que la science et la technologie, poussées au bout de leur logique prométhéenne, se voient confrontées à des dégâts dépassant en charges les bénéfices escomptés. Les déchets nous submergent au point de former un sixième continent, la biodiversité sans cesse attaquée nous rappelle que sans les abeilles nous allons à très court terme vers la famine généralisée, le dérèglement climatique met à mal des siècles de stratégie économique, et à terme, ces trois seuls enjeux peuvent raisonnablement nous faire envisager l'extinction de notre espèce.

Un savant peut être fou mais rarement suicidaire, et la recherche fondamentale ouvre des pistes qui se rapprochent du modèle naturel à grands pas. Après tout, l'énorme production de végétaux sur la planète utilise une phénoménale quantité d'énergie, tire de l'environnement la matière première sans jamais l'épuiser et ne produit aucun déchet. Une nouvelle révolution économique et industrielle s'amorce qui, s'appuyant sur les systèmes naturels, résoudrait le conflit d'intérêt entre nature et culture. Parallèlement, les paysans (*ceux qui font le pays*) sortent de leur conservatisme "noémien" et se dotent d'un support scientifique complexe et transversal. Chacun peut le constater dans la permaculture, l'agroforesterie, l'agrobiologie... Là aussi, il s'agit bien d'une culture (dans tous les sens du terme) réconciliée avec la nature.

On peut légitimement se demander pourquoi tant de combats, tant de temps et d'énergie sont nécessaires à l'émergence d'un consensus entre Noé et Prométhée. Pourquoi faut-il attendre d'être le dos au mur, talonnés par une question de survie, pour réagir ? Pourquoi tant de résistances subsistent-elles encore avec les solutions extractivistes, technicistes, productivistes, sinon à cause de ce système "argentique" qui contraint aux profits financiers rapides, constants, sans mesure ? L'argent ne rentre pas dans un système naturel et l'arbre ne cherche pas de plus-value en produisant ses

feuilles. A l'inverse, le bois, les feuilles, les fruits de l'arbre, une fois intégrés dans un marché économique, peuvent constituer des fortunes justifiant tous les pillages, tous les risques, tous les dégâts collatéraux, y compris humains.

Les savants modernes qui tentent de dépasser le paradoxe culture-nature se heurtent à des questions budgétaires, perdent un temps précieux en recherches de subventions, peinent à publier leurs travaux dans les revues spécialisées. Les agriculteurs biologiques sont non seulement défavorisés face à l'agro-industrie mais freinés par des choix politiques, des règles et des lois d'un autre temps. Tout nous ramène à la seule question fondamentale de l'usage de l'argent avec lequel nous risquons de scier la branche où nous sommes assis, et sans lequel nous pourrions enfin envisager d'embarquer Noé et Prométhée dans le même bateau !

Le problème de l'écologie est sans doute d'avoir opté pour une posture réparatrice quand elle devait être innovatrice. *"Les écologistes sont candidats à la succession des forces politiques classiques selon une histoire comparable à l'évolution social-démocrate..."*, écrit Philippe Pelletier en 1993.¹ Il n'est pas question ici de critiquer les démarches individuelles de ces militants aussi sincères qu'utiles. Il s'agit seulement de reconnaître la puissance d'intégration du capitalisme qui est capable de récupérer toutes les oppositions, toutes les contestations. Il a fait des anarchistes de la Silicone-Valley des libertariens, il a transformé le militant Bové en député européen, il utilise la collapsologie pour justifier son Nouvel Ordre Mondial. Si une désargence enclenchait un basculement vers l'accès généralisé, nul doute que le capitalisme tenterait de le récupérer pour en faire un accès marchand, vert et équitable !

Économie : *"L'économie est cette science qui connaît le prix de tout et la valeur de rien."* (Oscar Wilde). Le mot vient du grec *oikos* (maison) et *nomos* (gestion, administration) et désigne la science humaine et sociale décrivant la production, les échanges, la consommation des biens et services... Tout dans ce terme est flou : la maison familiale et la maison terre, est-ce comparable ? Gérer, est-ce être comptable de ce que l'on fait de la maison ou en tirer le maximum de profit ? Cette science est-elle exacte ou expérimentale ?... De fait, l'économie a pris autant de forme qu'il est

1 Philippe Pelletier, géographe chercheur à Lyon-2, *L'imposture écologiste*

possible, surtout en cette fin de cycle : économie collaborative, symbiotique, sociale et solidaire...

Ce flou au regard de la place considérable de l'économie dans la marche du monde devrait inciter à sortir de cette catégorie ou au moins de s'en méfier sérieusement. Peu l'ont fait en dehors de la minorité des abolitionnistes. Et même le petit groupe d'économistes ayant intitulé leur essai "*Sortir de l'économie*"¹ font tout, sauf en sortir. Ce dernier, créé en 2007, regroupait des marxistes hétérodoxes de la critique de la valeur (Robert Kurz, Moishe Postone, Anselme Jappe...), des anthropologues anti-utilitaristes (Pierre Clastres, Marshall Sahlins...) et des personnalités diverses (Jacques Ellul, Bernard Charbonneau...). Ils ont été les premiers à démontrer que l'économie n'était pas une donnée naturelle mais une construction historique, une vision du monde, une idéologie. Sortir de l'économie signifiait pour eux, sortir de cette idéologie qui subordonne tout à l'échange marchand, reconquérir notre autonomie, en clair, sortir du capitalisme néolibéral. Ils mettront encore beaucoup de temps à envisager une réelle sortie, c'est-à-dire une remise en cause de l'outil lui-même.

La quantité de modèles économiques qui circulent sur "le marché des idées" est étonnante. On en donne dans les articles suivants quelques exemples très loin d'être exhaustifs...

Économie collaborative : Les modes d'économies basés sur la collaboration ont le vent en poupe : covoiturage, échanges de services, revente, échanges d'appartements... Souvent conviviales et sympathiques, ces pratiques procèdent tout de même de l'acceptation de la doxa économique, juste adoucie par le système D, la débrouille, mais tout aussi souvent, elles se marchandisent comme cela s'est fait avec le covoiturage qui aboutit à la plate-forme Blablacar (avec même des services d'autocars sur toute la France), avec les appartements qui ont permis l'entreprise Airbnb, etc. Ce type d'économie peut aussi bien recréer du lien social qu'optimiser l'utilisation des actifs que l'on possède. De l'auto-stop à l'ubérisation des taxis, toutes les gradations sont permises...

Certaines plates-formes sont clairement commerciales (Le Bon coin, ebay...), d'autres résolument gratuites comme le Jardin d'Échanges Universels (JEU). La MAIF et le Crédit agricole sont des institutions fi-

1 *Sortir de l'économie*, collectif, éd. Le Pas de côté, 2013

nancières qui ont démarré selon les mêmes principes de partage que les plate-formes modernes et ne sont pas pour autant révolutionnaires. Pour la MAIF, une poignée de militants résistent encore pour conserver les valeurs originelles de l'entreprise. Il semble bien qu'ils ne seront pas longtemps vainqueurs dans cette lutte, que la mutuelle des enseignants finira comme le Crédit Agricole et qu'elle n'aura rien à envier à GMF, AXA, Groupama... Distorsions de concurrence, optimisation fiscale, main-d'œuvre bon marché voire gratuite, droits sociaux réduits ou inexistants..., cette économie collabore très vite avec le système marchand capitaliste.

Airbnb est devenue la deuxième capitalisation boursière avec zéro actif mobilisé, juste devant la chaîne Accor, avec ses milliards d'actifs immobilisés. En plus, Airbnb participe activement à la gentrification des centres villes de nombre de capitales. A Athènes, cela a fait exploser le prix de l'immobilier et a chassé les classes populaires du centre ville.

Économie distributive : Prônée par Jacques Duboin (1878-1976), cette économie consiste à abolir les profits monétaires mais sans les démonétiser. On chiffre les produits et services disponibles au terme d'une certaine période. On fait le total et on distribue la somme aux usagers. Tout ce qui est produit peut être acheté. A charge pour eux de renouveler les produits et services en fonction de l'usage qu'ils en ont et non plus des profits qu'il faut en faire sur un marché aléatoire. L'argent s'annule au moment de la transaction. Tout ce qui est produit peut être acheté.

Jacques Duboin s'est trompé d'époque ! Ses théories étaient trop en avance pour qu'elles soient acceptées. Dans l'après-guerre, après les remarquables avancées sociales du CNR, personne n'était prêt à entendre un discours mettant en cause les fondements du capitalisme, y compris parmi les gens de gauche se satisfaisant parfaitement d'un capitalisme d'État...

Économie humaine : Depuis son origine, l'économie est considérée comme une administration des biens générant des profits. L'économie humaine au contraire ressemblerait à une orchestration des liens générant de la joie et de l'abondance, et non plus de l'exclusion et des inégalités. Il s'agit de considérer l'économie comme une science humaine, usant des mêmes critères d'analyse et des mêmes objectifs que la psychologie, prendre soin de la société. Cette posture se veut consensuelle, jusqu'à devenir un im-

mense "consensus mou". Proposée en 1940 par Louis Joseph Lebre, économiste et prêtre dominicain, cette théorie a fait des émules célèbres, dont le philosophe Emmanuel Mounier et nombre de lecteurs de la *Revue Esprit* qu'il avait fondée. L'idée a été reprise en 2014 dans un livre collectif intitulé "*Vers une économie humaine*".¹

La foi en l'Homme, en sa capacité de responsabilité et de fraternité, directement inspirée de Saint Thomas d'Aquin leur a fait oublier que la politique est avant tout l'art du conflit. Les bonnes et louables intentions de l'esprit du christianisme, en gommant les conflits attirent beaucoup de monde, mais sans grand résultat concret. Les Colibris pour l'environnement, Gaël Giraud pour l'économie, en sont les dernier avatars...

Économie politique : Cette expression est attribuée à Antoine de Montchrétien (1575-1621) dans son *Discours sur l'œconomie politique* (1615)². L'économie politique s'attache à définir les libertés et capacités d'actions des gouvernements et collectivités territoriales en matière d'économie. Dans le contexte actuel du néolibéralisme, il s'agit de définir les limites et les prérogatives des gouvernements face à la société civile. Quand une banque est en difficulté, elle réclame le soutien de l'État, quand elle va bien elle exige de lui qu'il ne s'immisce pas dans ses choix économiques. Les entreprises, qui savent très bien exercer un chantage à l'emploi pour obtenir des subventions d'État, n'hésitent pas ensuite à se délocaliser au nom de la globalisation qui leur serait imposée. Il est donc inévitable que des économistes en appellent à l'économie politique pour mettre un peu d'ordre, de morale, de sens social dans le fonctionnement de l'État. La crise financière de 2008 a remis l'économie politique sur le devant de la scène. Mais très curieusement, rares sont les intellectuels qui ont défini ce qu'ils entendaient par *économie politique*.

Un peu d'Histoire semble nécessaire, car il y bien longtemps que l'économie est entrée en politique et que la politique s'est vendue à l'économie. Jacques Cœur (1440-1456), Jules Mazarin (1602-1661), Nicolas Fouquet (1615-1680), Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), Jacques Turgot

1 Sous la direction de Laurent Loty, Jean-Louis Perrault, Ramón Tortajada, Desroche H., Lebre L. J., Lefebvre H., Mounier E., Perroux F. Hermann Editeur, 2014, 616 pages.

2 Cf Gallica : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k106383n.r=Discours%20sur%20%C5%93conomie%20politiqueAntoine%20de%20Montchr%C3%A9tien%20Antoine%20de%20Montchr%C3%A9tien?rk=42918;4>

(1727-1781), Dominique Strauss-Kahn (1949-), pour ne citer que les plus connus, ont tous prouvé que l'économie était la constitution secrète de toute politique. L'économie est ontologiquement un régime politique, généralement un despotisme éclairé par la raison calculatoire.

De ce fait, changer de politique, de constitution ou de régime, exige d'abord de changer d'économie. Nos Rois et Présidents ne s'y sont pas trompés et ont toujours changé de Grand-argentier ou de ministre des finances dès qu'ils ont voulu imposer une quelconque réforme. Nos gouvernements modernes ont fait l'erreur de faire entrer l'économie dans la politique sans modération, sans contre pouvoir. L'économie est donc devenue une méthode de gouvernance, un système politique. Penser que l'économie puisse être politique, et pire le réclamer comme un progrès, est pure folie.

En effet, le fait économique quand il devient système politique tue la politique en son sens étymologique. Est politique ce qui concerne la *πολις*, la ville, ce qui concerne le *πολιτεια*, l'État, ce qui est fait pour le *πολιτικός*, le peuple. Rien à voir avec l'économie qui vise l'intérêt privé en espérant (au mieux) qu'il serve par ricochet l'intérêt commun. L'économie politique est par nature une forme de dressage fait de surveillance et de canalisation du citoyen. Il lui faut de la diligence pour protéger les Saints Patrons, de la surveillance pour punir au plus vite les misères qu'il crée. La finance au pouvoir a besoin d'un camouflage démocratique, social et technique pour se garantir une paix sociale indispensable aux affaires.

Pour subsister, l'économie politique doit embellir la cage du hamster humain, glorifier la survie économique, développer une mythologie enchanteuse. Il lui faut aussi un dogme économique qualifié de science, instituer des rites républicains, faire chanter des hymnes à la production par des troubadours-économistes. L'économie politique doit s'inventer ses propres conflits internes, comme par exemple celui du marché ouvert et démocrate contre le plan totalitaire. Le leurre marche encore !

Ce n'est qu'au prix de la reconnaissance de l'économie comme système politique que l'on comprend les nœuds qui nous étouffent. Et ces nœuds sont nombreux et habiles. Il y a le nœud de l'idolâtrie qui fait de l'économie une religion. Cela permet même une contre-idole, l'économie alternative, qui permet de faire massacrer toute idée d'alternative à l'économie par l'inquisition universitaire. Il y a le nœud de la complexité qui unit dans un même sac (de nœuds) un complexe financier central (le dollar par exemple), un état-major stratégique (Davos), une gouvernance mondiale (on

y arrive peu à peu). Pour ce faire, il faut des légions de grands prêtres, des croisés chevaliers de la science, des thuriféraires médiatiques, et une foule de technocrates du marché. C'est en somme une cybernétique, un engineering social, capable de clore tout débat avec un bon usage de la statistique. C'est l'habillage moderne du servage rationalisé !

La Société de l'Accès propose un renversement complet de la pensée. Il ne s'agit plus d'harmoniser une économie privée et les choix économiques de l'État, mais de supprimer à la fois l'économie privée et l'État, de les remplacer par un accès sans condition aux biens et services et d'en confier la gestion aux seuls usagers.

Économie symbiotique : L'économie symbiotique propose six principes de fonctionnement : une collaboration directe et libre entre entités, une diversité d'acteurs et de ressources respectant l'intégrité de chaque entité, des territoires de flux communs également accessibles à tous, des écosystèmes d'acteurs capables de renouveler voire d'accroître leurs ressources, la réduction maximum de la dissipation de l'énergie, de l'information, la compatibilité des activités humaines avec les grands équilibres de la biosphère.

Bel exemple de réflexion hors sol ! Une économie qui part de principes aussi flous ne dit rien sur l'essentiel, à savoir la façon dont chacun pourra satisfaire les plus simples nécessités de notre reproduction matérielle. L'économie est la proposition d'une forme de gestion du quotidien avant d'être une suite de vœux pieux...

Pourtant, l'idée est séduisante et enthousiasme Cyrille Dion : *"L'économie symbiotique pourrait bien être la première théorie radicalement nouvelle depuis les dernières décennies. Elle démontre la cohérence scientifique et théorique de nombreuses innovations récentes et met en avant la perspective d'un monde où nos activités ne détruisent plus les écosystèmes, mais les régénèrent, tout en distribuant les richesses plus harmonieusement. Ceci implique une métamorphose complète de notre façon de voir le monde, ce qui est grisant."* En effet, cette théorie proposée et défendue par l'environnementaliste et agronome Isabelle Delannoy¹ a l'avantage de relier trois pôles, l'écologie, la fin de l'extractivisme, l'intelligence collective. Une intéressante symbiose (d'où le nom d'économie symbiotique) ! Mais comment

¹ *L'économie symbiotique*, paru chez Acte Sud en 2017, préfacé par Dominique Bourg et Cyril Dion.

mettre en œuvre une telle révolution sans désarmer le système actuel, sans le *désargenter* !...

Économie verte : La difficulté à concevoir une sortie de l'économie incite nombre d'écologistes à imaginer une "économie écologiste", verte. Le rêve est tentant mais reste obstinément dans le domaine de l'oxymore. L'expérience prouve que l'écologie se dissout parfaitement dans le bain comptable de l'économie. L'écologie n'est possible que hors du champ économique. Tenter de concilier l'économie et l'écologie, c'est marier la carpe et le lapin. Pour s'en convaincre, il suffit de voir les résultats de la grande révolution agraire de l'Inde, au départ garantie verte et à l'arrivée, une véritable catastrophe environnementale et humaine. Il suffit de regarder les énergies vertes très rapidement abandonnées par les écologistes et investies par le lobby pétrolier et diverses mafias, à peine moins polluantes que les énergies carbonées.

La question reste de savoir comment tant de gens soutiennent l'écologie sans oser sortir de l'économie marchande et comptable... De savoir comment tant de militants écologistes s'entêtent à réclamer des comptes à ceux-là même qui produisent les dégâts... De voir tant de gens sincères qui se battent pour la biodiversité, contre le nucléaire ou pour la sauvegarde d'un coin de bois sans se poser un instant la question de l'influence de l'argent sur le sujet qu'ils défendent... De lire tant de littérature écolo, se réjouir que les Nations Unies aient créé une "Bank of Natural Capital" ou que les États se réunissent dans les grands raouts nommés COP. On en mourrait de rire si ce n'était tragique ! Je m'étonne toujours d'entendre de brillants scientifiques comme les biomimétistes qui tentent d'imiter les systèmes naturels pour réduire les impacts environnementaux négatifs, sans jamais sacrifier la concurrence économique. Tout cela n'est pas mieux que Macron, le grand défenseur de l'écologie et de l'environnement à la condition que cette écologie se moule dans le corpus dogmatique de l'économie...

Sans un combat radical contre cette hégémonie de l'économie, nous ne trouverons que des écologistes réalistes, opportunistes, piaffant devant le palais royal et attendant avec impatience qu'un roi les appelle, un nouveau monarque écologiste... Il faut rejeter en bloc la rationalité économique : la mesure, l'évaluation, la comptabilité, la finance... Il faut un mouvement politique de rejet de l'économie pour désarticuler la dogmatique économique, qui a capturé l'écologie.... Si la vieille idée commune était de sortir de l'état

de nature, de se dénaturer, la nouvelle idée, celle de la désargence, est de se re-naturer, c'est-à-dire d'être en conformité avec les systèmes biodynamiques de la nature et pas en contradiction avec eux. **La nature est économe, pas économiste !**

Économique, (théories) : D'autres courants et théories économiques sont proposés, chacun défendant les causes et effets qu'il a privilégiés, tous étant persuadés qu'ils ont raison et excluant les "concurrents". Le débat est aussi vieux que l'économie elle-même. La crise structurelle que nous traversons depuis quelques décennies ne peut s'analyser qu'à partir des prérequis idéologiques et c'est sans doute ce qui a induit cette défiance de "l'idéologie". Dès qu'une argumentation se trouve en difficulté face à un adversaire, il est aisé de l'accuser de mêler son idéologie à sa praxis, comme s'il était possible de fonder l'éducation, la psychologie, la sociologie, la politique, l'économie, sur une stricte observation factuelle, sans aucune vision du monde, de l'homme, de la nature qui les sous-tende. Il est donc bon de s'interroger sur ce qui différencie les sciences humaines et sciences "dites dures" qui, elles, ne se fondent que sur des faits, des expériences, qui posent des hypothèses mais ne les valident qu'après confrontation au réel.

La machine à écrire ne permettait pas de faire des "copier-coller". Insérer un paragraphe au sein d'un chapitre obligeait à retaper l'intégralité du texte suivant l'insertion. Elle ne permettait pas d'agrémenter le texte d'une image ou d'un graphique, autant de choses qui sont un jeu d'enfant avec un ordinateur. Mais il est tout à fait possible d'utiliser un clavier d'ordinateur comme si c'était une vieille Olivetti, en oubliant la plupart des fonctions contenues dans les logiciels de traitement de texte. C'est à peu près ce que l'on fait en économie, en politique, en éducation. On regarde son clavier, on cherche la touche qui pourrait résoudre le problème en cours, sans explorer les multiples fonctions que peuvent produire la conjonction de plusieurs touches.

Le "Ctrl+Alt+Suppr" n'est pas utilisé en économie et c'est bien la commande qui serait la plus urgente aujourd'hui pour verrouiller le clavier devenu fou. Les fonctions Ctrl+X (couper), Ctrl+Z (annuler), Ctrl+D (supprimer) seraient bien utiles dans notre logiciel mental pour expérimenter le fait que l'argent, l'échange marchand, les profits monétaires, la valeur, la croissance, le marché, etc. peuvent être abolis sur un simple clic ! Où l'on voit les limites de la pensée économique, c'est en prenant une catégorie lar-

gement naturalisée comme le salariat. Lordon remet en cause le salariat sans remettre en cause l'échange marchand et son médium argent. Piketty remet en cause la propriété privée, par essence violente, sans remettre en cause les moyens d'y accéder, la capitalisation de l'argent. Lordon et Piketty ont un traitement de texte à leur disposition et s'en servent comme on se servait jadis d'une Olivetti !...

Une théorie économique n'est pas une vérité et ne peut se substituer au choix politique. Or, les tenants du néolibéralisme, qu'ils soient issus du monde politique ou médiatique, voudraient nous faire croire le contraire. En ce sens, leurs analyses économiques s'apparentent davantage à la religion qu'à la réflexion. Ce qui n'est qu'idées reçues, postulats, opinions est présenté comme vérité scientifique, comme parole d'évangile, depuis des années, au point qu'une part de ces mêmes préjugés non démontrés et non vérifiés se retrouvent souvent utilisés par des défenseurs et leurs opposants (économistes atterrés, éconoclastes, déconomistes, marxistes, altercapitalistes...).

C'est sans doute un abus de mathématiques qui est cause de cette dérive. Il est difficile de contester que deux plus deux font quatre, mais il est facile d'opposer à une philosophie une autre philosophie. Dès l'instant que l'on admet que l'économie est toujours suspendue à une vision de l'homme et de la société, c'est à dire à une philosophie, n'importe qui peut contester une option économique au nom de la philosophie qui la sous-tend. De là à penser que l'économie est devenue une science dure par la volonté de tuer toute contestation possible du libéralisme économique, il n'y a qu'un pas que je n'hésite pas à franchir. Le piège du libéralisme a bien fonctionné et nous a fait presque oublier que les lois du marché, les indices financiers, les statistiques économiques sont toujours les produits de prérequis philosophiques. Plus fort encore, le premier qui ose interroger ces prérequis est accusé de faire de l'idéologie, c'est à dire de soumettre la réalité à un principe non démontré. L'horreur ! La faute impardonnable ! Si bien que plus personne ne sait que croire et que j'ai pu entendre une militante grecque, lors d'une grande manifestation de 2015 sur la Place Syndagma, demander à son voisin : *«Je suis un peu perdue, là... On défile avec Alexis pour renverser Tsipras, ou avec Tsipras pour renverser Alexis?»*

Économistes : Voilà dix ans que je devore des livres et articles d'économie afin de comprendre comment nous en sommes arrivés à un stade de déve-

loppement qui nous conduise vers un effondrement total. J'en suis arrivé à affirmer que les économistes sont, pour la plupart, des fous ou des criminels. Je leur laisse volontiers le privilège de choisir entre ces deux options.

La question qui subsiste est de savoir si l'économie a rendu les économistes fous ou criminels ou si les économistes ont produit une *science* folle ou criminelle. Qu'est-ce qui autorise à qualifier de science une pratique intellectuelle incapable de résoudre des problèmes aussi simples que la faim dans un monde en surplus constants, que le dérèglement climatique dans un monde aussi puissamment technologique, que la satisfaction des besoins de bases de tant de gens dans des pays réputés riches... ? Comment croire en une science économique incapable de prévoir l'imminence d'une crise systémique grave, d'inventer une autre méthode que celles qui ont failli avec tant de constance comme la relance ou l'austérité ?...

A bien y réfléchir, je pense que les experts ne peuvent être tenus pour responsables de cette incompétence notoire. Ils sont englués dans des croyances d'un autre âge, dans un système qui s'écroulera quels que soient les remèdes proposés. A défaut d'être responsables et coupables, on pourrait leur reprocher de ne pas avoir l'honnêteté intellectuelle d'admettre que les impasses auxquelles ils sont confrontés ne peuvent être ouvertes avec les outils conceptuels qui les ont créées. Quand Frédéric Lordon, que l'on ne peut ni traiter de malade mental ni accuser de préparer le génocide qui suivrait un effondrement global de notre économie dont il est parfaitement conscient, nous explique doctement que *les utopies de dépassement de l'ordre monétaire ne reposent, hélas, que sur des contre-sens tragiques*, il est certainement sincère et honnête. L'objet économique lui paraît aussi incontournable que la gravitation universelle, et ce n'est pas Spinoza, son maître à penser, qui peut lui ouvrir des pistes réalistes et pensables. Depuis Baruch Spinoza, tant d'eau a coulé sous les ponts de la Seine et des canaux d'Amsterdam...

Édition : Une question est récurrente dans les débats sur la société a-monnaire : Comment publier un livre sans la chaîne de production que cela nécessite actuellement ? Il faut reconnaître que publier un livre aujourd'hui relève du parcours du combattant, à moins de publier à compte d'auteur avec tous les risques financiers que cela implique et une visibilité quasi nulle si l'auteur n'est pas connu du grand public. Seuls 6,4 % des écrivains gagnent suffisamment pour cotiser à l'Agessa, l'organisme gestionnaire de

la sécurité sociale des auteurs, et 87,2 % des affiliés touchent moins de 4 000 euros de droits d'auteur par an.

Considéré dans sa stricte dimension économique, le processus de production et de commercialisation du livre est lourd : il fait intervenir tour à tour l'auteur, l'illustrateur, le traducteur, le correcteur, l'agent, l'éditeur, le maquettiste, l'infographiste, l'imprimeur, le relieur, le diffuseur, le distributeur et le point de vente... Chacun de ces professionnels perçoit une partie du prix du livre selon des contraintes légales particulières, et celui qui gagne le moins c'est celui qui investit le plus en temps et en talent, l'auteur. Chaque année en France, 500 millions de livres sont mis sur le marché, 400 millions sont vendus et un million d'exemplaires finissent au pilon.

Imaginons maintenant que nous soyons tous dégagés de l'impératif économique : J'écris un livre parce que j'ai le temps, en toute tranquillité parce que je n'ai aucun souci matériel, aucune contrainte de survie. Une fois posé le point final, je télécharge mon texte sur Internet dans un format standard selon le mode d'emploi que la banque de données m'a fourni. Quelques jours plus tard, un lecteur, alléché par ma quatrième de couverture, souhaite en posséder un exemplaire imprimé. Il enregistre le livre sur une clé USB et se rend dans le centre d'édition le plus proche de son domicile. Là, une *Espresso Book Machine* (EBM) est à sa disposition. C'est une machine qui occupe 2 mètres carrés au sol et fabrique n'importe quel ouvrage relié en moins de temps qu'il n'en faut pour avaler un café (d'où son surnom d'espresso). Le lecteur enregistrera plus tard, sur la plate-forme Internet prévue à cet effet, le titre et l'auteur du livre qu'il a lu, ses commentaires, le nombre de lecteurs à qui il l'a fait découvrir. Un autre viendra ensuite consulter la plate-forme et saura en temps réel que tel livre n'a jamais été reproduit, que tel autre "fait le buzz", et trouvera le lien qui lui permettra d'imprimer l'objet de son choix. Hors de toute idée marchande, le livre imprimé va circuler de mains en mains. S'il se perd et qu'on veut le relire, il sera facile de le réimprimer puisque qu'il ne sera jamais épuisé, jamais mis au pilon. En outre, l'auteur qui a été averti par un lecteur d'une belle coquille ou d'une erreur quelconque dans son texte pourra rapidement remplacer la version originale par la version corrigée sur Internet. C'est tout de même plus simple que de procéder à une deuxième édition comme aujourd'hui !

Ce que nous offre ce merveilleux outil nommé monnaie, c'est la vie de galère pour l'auteur, les ennuis pour le lecteur qui cherche désespérément

le livre épuisé ou rare, la frustration pour celui qui veut lire mais n'en a pas les moyens financiers, la rage de voir une œuvre de valeur ignorée de tous alors que des publications sans intérêt sont poussées en avant à grands renforts de publicité. Ce que nous offrirait une société a-monnaire, c'est 100% des auteurs qui peuvent publier, ce sont les prix littéraires remplacés par la voix du peuple, c'est un accès facile et rapide pour tous à la culture, c'est une production qui répond strictement à la demande, et donc aucun gaspillage de papier, d'énergie, de stockage, de distribution... Vous choisissez quoi ?...

Effet cliquet : Effet qui mécaniquement empêche un retour en arrière. Sur une poulie permettant de monter des charges en haut d'un bâtiment, la présence d'un cliquet permet d'éviter que la charge ne retombe au sol si, pour une raison quelconque, l'opérateur lâche la corde. L'image de la poulie à cliquet est devenue commune à propos de quantités de phénomènes sociaux, politiques, écologiques, techniques qui posent problème sans que l'on puisse revenir en arrière pour en corriger les effets. C'est l'économiste américain James Duesenberry qui, dans un essai de 1949, l'aurait utilisé pour la première fois. En remarquant que « *tout citoyen d'une classe sociale donnée tend à acquérir le comportement de la classe immédiatement au-dessus.* », il en déduit que le retour en arrière est au moins plus difficile que le mouvement ascendant. C'est vrai pour une espèce vivante qui disparaît et ne renaîtra jamais, pour une chaîne alimentaire rompue qui ne peut se corriger...

L'effet existera toujours en tant qu'effet mécanique. Mais il est probable que dans une société post-monnaire, les retours en arrière seront facilités par la structure même de l'accès. Une expérience malheureuse pourra s'arrêter sans risques. L'effet pervers que personne n'avait prévu pourra être constaté assez vite pour que le tir soit corrigé, ce qui est impossible avec le système de brevet, de copyright, avec la propriété intellectuelle. Rien que cela change tout !....

Effet de serre : Tout le début du XXI^e siècle a été marqué par l'augmentation massive des gaz à effet de serre (GES), principalement le CO₂. Toute activité humaine dégage du carbone au point que nul ne sait plus si la

planète va se réchauffer de 2, 4 ou 8 degrés, avec les conséquences dramatiques que cela implique.

Nous avons pourtant un modèle à portée de main, un modèle parfaitement viable, celui de la nature. Les végétaux nous offrent une solution propre, décentralisée, qui permet en outre de réduire la quantité de CO₂ présente dans l'atmosphère, la photosynthèse. Depuis 450 millions d'années, les végétaux transforment du CO₂ en le combinant à la lumière du soleil. Le résultat, c'est de l'oxygène et du sucre, donc de l'énergie ! Une journée de soleil suffirait aux besoins énergétiques de l'humanité sur une année. Ce que les végétaux font naturellement, nous sommes encore loin d'en être capables, malgré notre haute technologie.

L'effet de serre occupe l'espace médiatique depuis des années, sans pour autant provoquer les changements qui s'imposent. Ce n'est pourtant pas faute de pédagogie, les vulgarisateurs écologistes et climatologues en ont fait des tonnes. Ce n'est pas faute d'une prise de conscience, les faits ont été bien plus têtus que les climato-sceptiques. Ce n'est pas faute de militants capables d'inventer les mesures urgentes et simples qu'il faudrait prendre. Mais réduire ces effets de serre ne peut plus se faire à une hauteur suffisante, il est déjà trop tard.

Il nous reste donc les subterfuges, conscients ou inconscients. Se focaliser sur le CO₂, c'est oublier que l'effet de serre concerne aussi la vapeur d'eau, le méthane, le protoxyde d'azote, et l'ensemble des halocarbures, ces composés issus de l'industrie des hydrocarbures. Plus de la moitié des GES émis proviennent de la production d'énergie, du chauffage et de l'agriculture (59%). Pourtant, le numérique (de 2 à 3,8% selon les estimations) et les consommateurs (moins de 2%) sont les plus grands accusés. Il est certes plus simple de se faire passer pour un écologiste en accusant ces "petits joueurs" que de remettre en cause l'énergie et l'agriculture. S'attaquer à la production d'énergie et à l'agriculture (le plus gros paquet de GES, cela reviendrait à questionner l'extractivisme, la déforestation, l'artificialisation des sols, les rejets toxiques de l'industrie, les transports de personnes et de marchandises, bref, tout le système marchand. Soyons sérieux et réalistes !

Certains détournements des causes seraient presque risibles, comme ces fameux pets des vaches qui justifient le véganisme le plus extrémiste. Certes, dans les émissions dues à l'agriculture, 14,5% seraient dues aux ruminants. Mais c'est sans compter les apports très concrets de l'élevage

dans le stockage du carbone. Une vache enrichie la terre par ses excréments quand les engrais la détruisent. Une agriculture mixte, culture-élevage, stocke bien plus de carbone que sans élevage. Les caprins et ovins sont de formidables jardiniers entretenant pâtures, landes et bois. Ne conserver que les animaux sauvages comme le souhaitent les végans, c'est aussi les voir proliférer, à moins de subventionner les chasseurs comme on l'a fait pour le loup au XIX^e siècle. On sait le résultat. Toute rupture volontaire d'une chaîne alimentaire crée des problèmes environnementaux bien pires.

Les brouillages cognitifs ne manquent pas pour ne voir ni les enjeux, ni l'urgence, ni les solutions. Sans argent, d'où viendraient ces brouillages ?...

Effet domino : Métaphore du jeu des dominos où l'on place les pièces verticalement les unes derrière les autres. Si l'on renverse le premier domino, il entraîne dans sa chute l'ensemble des dominos ainsi placés. Il n'y a pas de limite à la chute des dominos sinon leur quantité et la place qu'ils occupent. Mais dans une société aussi sophistiquée que celle du XXI^e siècle, rares sont les éléments capables de stopper la chute généralisée en plein milieu. L'effondrement du système monétaire se caractérise par cet effet domino. Le monde globalisé et rationalisé à outrance montre sa fragilité, un problème en entraînant un autre et créant une chaîne de catastrophes qui ne peuvent s'arrêter qu'à la chute du dernier domino !

La chute séquentielle d'une file de dominos s'observe dans tout système qui tend à se complexifier. Le Covid en est un bel exemple : la crise sanitaire entraîne une crise économique qui peut à son tour faire chuter nos capacités d'approvisionnement, puis une crise sociale, puis un déferlement de symptômes psychiatriques, un accroissement des inégalités sociales propices aux violences les plus diverses, donc une baisse de l'immunité collective, l'apparition d'autres virus opportunistes, tout cela au niveau mondial, donc sans recours possible à la solidarité de l'un ou l'autre.

Il en est de même pour les échanges internationaux. L'effet Baldwin¹ que l'économiste a décrit au sujet des accords internationaux, c'est aussi un effet domino. La création d'un accord régional entraîne automa-

1 Richard Baldwin, économiste et enseignant de Genève, spécialiste du commerce international. Il a démontré que le comportement durable d'un individu ou groupe influence sa capacité d'apprentissage.

tiquement un effet d'entraînement sur les pays tiers, et cet effet se répercute ensuite sur les partenaires de chacun de ces pays. En outre, les concepteurs des divers accords d'échanges internationaux, à commencer au sein de l'Union Européenne, n'ont pas forcément conscience de cet effet domino et n'ont donc pas prévu les parades nécessaires. Les mondialistes au contraire en ont conscience, mais poussent à l'établissement de multiples accords sachant qu'ils impacteront tôt ou tard le reste de la planète et nécessiteront alors une gouvernance mondiale.

L'abolition de la monnaie et de l'échange marchand supprimerait de facto tous ces traités de libre échange qui se sont constitués sur le continent européen, sur le continent américain, en Asie (207 traités à ce jour dans le monde si j'ai bien compté) au risque d'un emballement incontrôlable. En contraignant à une relocalisation de toutes les activités, l'abolition nous redonnerait une meilleure maîtrise de nos usages, ce qui limiterait l'enchaînement d'un domino à l'autre...

Effet levier : Terme financier utilisé pour désigner l'action de multiplier les profits et les pertes en jouant sur l'endettement, l'achat d'actifs, de produits dérivés. Les traders participent largement à cet effet levier en empruntant de l'argent à un broker (un courtier) pour augmenter le retour sur investissement. Le problème, c'est que l'on ne peut faire cela sans augmenter en même temps les risques, donc les pertes. L'un ne va pas sans l'autre. Cela explique beaucoup de bizarres fluctuations des opérations boursières, le fameux "yoyo", la suite ininterrompue de chutes et de hausses qui tôt ou tard se termine par un krash, la faillite du trader, de sa banque, voire de l'ensemble de la place boursière.

Les conséquences de ces jeux de leviers sont rarement décrits avec précision mais il est évident que ceux qui perdent le plus dans l'opération, ce ne sont jamais les plus riches, rarement les acteurs de l'opération, mais toujours les travailleurs des entreprises cotées en bourse pour le plus grand profit des actionnaires. Voilà un risque de plus qui serait éradiqué par l'abolition de l'argent. S'il n'y avait pas d'argent, nous serions tous riches !

Effet Veblen : Mis en évidence par l'économiste et sociologue Thorstein Veblen dans son ouvrage *Théorie de la classe de loisir* (1899), ce phénomène démontre que plus un objet est cher, plus la demande est forte. La

hausse de son prix le rend désirable. Veblen attribuait ces comportements à un effet du snobisme, au fait qu'un prix élevé fait de l'objet un marqueur social. On a longtemps attribué cet effet aux classes aisées, mais aujourd'hui il est facile de constater qu'il s'est largement démocratisé. Les classes les plus pauvres sont prêtes à d'énormes sacrifices pour se parer de vêtements de marque. La nouvelle mode des SUV (Sport Utilité Vehicle), ces faux 4x4 ou fausses berlines de luxe, font fureur dans les classes moyennes et basses. C'est aberrant sur le plan écologique, parfaitement inutile sur le plan pratique, c'est une dépense incongrue, mais ça fait fureur !

Le tourisme de masse a parfaitement usé et abusé de l'effet Veblen en proposant des séjours de vacances dans des pays exotiques, aux établissements hôteliers de faux luxe, et d'une durée courte (journée, week-end, semaine), pour attirer une clientèle propre à jouir d'une apparence au-dessus de ses moyens quelques jours par an. La même tactique est largement utilisée dans l'informatique et les plus modestes investissent dans des outils numériques largement au-dessus de leurs besoins réels. Nos ordinateurs et smartphones sont tels que des 38 tonnes que nous prendrions pour aller acheter une baguette de pain !...

Il va sans dire que sans argent, plus de prix, sans prix, plus d'effet Veblen, sans effet Veblen, une décroissance est enfin pensable...

Effondrement : Toutes les sociétés humaines ont eu leur période de naissance, de croissance, de déclin et de chute. Considérer que la société marchandise et globalisée que nous connaissons aujourd'hui resterait en l'état actuel ou continuerait à évoluer éternellement est une vue de l'esprit absurde, un symptôme mégalomaniaque. La "fin de l'Histoire" ne peut se concevoir qu'en tant que "fin d'une histoire". Et c'est bien ce qui nous arrive au XXI^e siècle.

Nous sommes certes à un point de l'histoire où il apparaît, à de plus en plus de monde, que quelque chose de fondamental doit changer sans savoir quoi. L'ancien roman est terminé, il faut en lire un autre, mais lequel ? La question pendante est de savoir à quelle échéance ce changement deviendra inéluctable. Pour certains, la seule fonte du permafrost dégageant des quantités incalculables de carbone et de méthane, justifie le risque d'un effondrement à l'échéance de dix ans. Le réchauffement climatique qui s'en suivrait rendrait la vie humaine impossible dans une trop grande partie du globe. Il est inconcevable alors que la société reste en l'état, qu'elle ne soit

pas contrainte à la radicalité des solutions.

Beaucoup d'autres, sans doute dans le déni des seuils irréversibles que nous avons déjà franchi ou que nous sommes en train de franchir, échafaudent des plans pour passer le cap de l'an 2100. Il est réconfortant d'imaginer tout ce qui serait possible d'inventer en 80 ans, même quand nous sommes incapables de prévoir l'état de nos économies à plus de six mois et la montée du niveau des océans à plus d'une décennie. Réconfortant mais sans garantie du gouvernement. SGDG !

La meilleure définition de l'effondrement est à mon sens celle d'Yves Cochet : *"le processus à l'issue duquel les besoins de base ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi."* Si nous avons brutalement une baisse de la production, un effondrement économique, un climat tel que des millions de réfugiés climatiques envahissent les quelques espaces encore viables, si 80% des insectes pollinisateurs font défaut et que la population humaine croît toujours au même rythme, aucun gouvernement, aucune administration ne saura proposer de solutions en restant dans le cadre actuel. Or, nos sociétés sont tellement dépendantes de la technologie qu'il faut prévoir qu'en trois jours, les grandes métropoles soient affamées, que l'électricité cessant de fonctionner, toutes les machines connectées cessent d'être utilisables en quelques heures, qu'il n'y ait plus de distribution d'eau potable, que des millions de gens soient bloqués dans des ascenseurs, des escaliers roulants, derrière des portillons automatiques, que nous ne puissions sortir ou entrer dans nos immeubles munis de digicodes, etc.

Dans ce cas-là, une transition n'est plus pensable. Il faudra opérer un grand saut dans l'inconnu en un temps record, le tout avec les seuls imaginaires que la société nous ait laissés, ceux des films catastrophes Hollywoodiens, les alertes des collapsologues et les projets d'une poignée de désargentistes que très peu auront lus et écoutés...

Pourtant les alertes ont été bien faites et en quantité. Citons en quelques unes :

Joseph Tainter nous a décrit par le menu, comment plus une société est complexe, plus elle requiert de l'énergie. Après avoir épuisé l'énergie bon marché, elle perd sa capacité à résoudre ses problèmes (économiques et autres). L'effondrement est la simplification rapide d'une société. La définition de l'effondrement de Tainter vaut celle de Cochet : *"une civilisation pleinement développée est au bord de l'effondrement lorsqu'elle atteint un*

seuil au-delà duquel le simple maintien en l'état de ses structures requiert une dépense d'énergie croissante, tandis que la quantité d'énergie qu'elle est en mesure d'assurer à chaque habitant ne cesse de diminuer."

Dennis Meadows nous a largement prévenu qu'un effondrement est un processus qui implique ce que l'on appelle une "boucle de rétroaction positive", c'est-à-dire un phénomène qui renforce ce qui le provoque. Beaucoup de ce qu'il a prédit s'est déjà réalisé et les principales erreurs qu'il a commises sont d'avoir été trop optimiste sur des domaines qui en réalité se dégradent plus vite que prévu.

Ulrich Beck, un sociologue allemand moins connu, nous a déclaré que les acteurs qui sont censés garantir la sécurité et la rationalité (l'État, la science et l'industrie) *"exhortent la population à monter à bord d'un avion pour lequel aucune piste d'atterrissage n'a été construite à ce jour"*.

Dimitry Orlov, ingénieur et écrivain russo-américain, spécialiste de la notion d'effondrement, en énumère les cinq stades : l'effondrement financier (selon lui, déjà en cours de réalisation), suivi de près par l'effondrement commercial, puis par l'effondrement politique, qui entraînera l'effondrement social, et enfin, l'effondrement culturel. Les trois derniers peuvent se chevaucher ou se réaliser de façon concomitante.

On dit souvent dans les milieux contestataires que les riches sont inconscients des risques d'effondrement. Invité en 2007 à donner une conférence face à un parterre de banquiers, Douglas Rushkoff, enseignant et journaliste, a d'abord hésité devant le flou du sujet (*l'avenir de la technologie*) et a fini par accepter au vu de la rémunération (*presque six mois de son salaire de professeur*). En fait de public, il s'agissait de cinq hommes, tous issus de la finance internationale, visiblement là pour écouter autre chose qu'une conférence, mais pour poser leurs propres questions. Par exemple : *"quelle sera la région du monde la plus épargnée par la prochaine crise climatique : la Nouvelle Zélande ou l'Alaska ?"* Ou, *"comment puis-je conserver le contrôle de mes forces de sécurité autour du bunker que j'ai construit, après l'Événement ?"* Les milliardaires en question ne parlent pas d'effondrement. Ça, c'est pour le peuple. Ils parlent d'*événement*, car la question pour eux est d'y survivre sans que leur oligarchie ne s'effondre.

Ces cinq financiers de haut vol, suffisamment riches pour payer une heure de conseil l'équivalent de six mois de salaire, sont très sérieux. Ils cherchent les meilleures technologies, la meilleure stratégie pour survivre. Ils engrangent des stocks de nourriture derrière des portes blindées aux ser-

rures cryptées, ils pensent équiper chaque garde d'un collier disciplinaire comme garantie de leur survie, voire s'équiper de robots de défense. Pour eux, le danger climatique, la montée des océans, les migrations de masse, les pandémies planétaires, les paniques identitaires, l'épuisement des ressources ou l'hyperinflation mondialisée sont des dangers aussi réels qu'im-médiats. *"Le futur s'est transformé en une sorte de scénario prédestiné, sur lequel on parie à grands renforts de capital-risque, mais qu'on laisse se produire de manière passive, comme quelque chose que l'on crée au travers de nos choix présents et de nos espoirs pour l'espèce humaine"*, commente Douglas Rushkoff. Et pour être plus précis, il ajoute *"l'évolution humaine s'apparente alors à une sorte de jeu vidéo labyrinthique, dont les heureux gagnants balisent le chemin de la sortie pour leurs partenaires les plus privilégiés"*.

Douglas Rushkoff a fait preuve d'une grande naïveté face à ces responsables de fonds d'investissement. Interrogé sur la meilleure manière de maintenir leur autorité sur leurs forces de sécurité après *l'Événement*, il leur a suggéré *"de traiter leurs employés du mieux possible, dès maintenant"*. En somme, il propose aux prédateurs, principaux responsables de cet état de crise, une éthique inclusive dans leurs pratiques commerciales, il leur parle de développement durable, de répartition des richesses, pour que l'Événement ne se produise pas. Il avoue que son optimisme les a fait sourire ! *"Éviter la catastrophe ne les intéressait finalement pas, persuadés qu'ils sont que nous sommes déjà trop engagés dans cette direction"*.

Douglas Rushkoff conclut en disant *"qu'être humain ne se définit pas dans notre capacité à fuir ou à survivre individuellement. C'est un sport d'équipe. Quel que soit notre futur, il se produira ensemble"*. En ce sens, il est moins réaliste que les collapsologues, que les désargentistes, et que ces cinq capitalistes milliardaires, qui tous disent qu'il est trop tard pour éviter quoique ce soit et qu'il faut penser hors système, changer de paradigmes, inventer un monde en tenant compte du réel c'est-à-dire sans l'argent, la valeur, le travail, le marché, la marchandise, le salariat, l'État..., parce que tout cela va disparaître, quoique l'on fasse. L'alternative est entre trois options : celle des riches qui défendent leur pré carré envers et contre tous, celle des militants réformistes qui cherchent à réparer l'irréparable, celle des désargentistes qui pensent qu'une société a-monétaire est non seulement possible mais souhaitable, que c'est la seule solution jusqu'ici élaborée, pour éviter un monde à la Mad Max.

Mais au fond, les victimes désignées de l'effondrement, du moins celles qui le seront en premier, font la même erreur. Un ami enthousiaste me parlait récemment des nouvelles "banques de travail" qui se créent dans les campagnes : *"Un système qui permet aux agriculteurs de s'échanger des services en fonction des besoins et des coups de bourre à certaines périodes de l'année. Certes, il est vrai qu'une comptabilité simplifiée garantit la réciprocité entre les participants. C'est un "gain de temps, une mutualisation du matériel et la limitation de l'endettement. Dans un univers rongé par l'isolement, il permet aussi d'entretenir des solidarités."* Certes, ce système présente quantités de vertus, aussi bien matérielles qu'humaines. C'est un excellent moyen de réparer, autant que faire se peut, les dégâts de la finance et du marché sur les conditions de vie des paysans. Il peut même rendre le capitalisme supportable.

Nous finirions presque par croire que la gestion vertueuse des misères les plus intolérables relève d'une politique humaine ou progressiste ! Dans la réalité des "banques du travail", les paysans définissent ensemble une certaine valeur pour l'utilisation du matériel prêté (tracteur, remorque, etc.) et des heures passées (comme chauffeur ou laboureur par exemple). Le système de banque du travail reste profondément ancré dans l'idéologie et la pratique de ce système de production qui est en train de s'effondrer. On limite la circulation de l'argent certes, alors qu'il faudrait envisager à très court terme une situation où l'argent n'aurait plus aucune valeur et perdrait toute capacité à réguler les échanges. La solution des pauvres n'est pas mieux que celle des riches, c'est la même !...

Être catastrophiste, pour nous, c'est simplement éviter une posture de déni et prendre acte des catastrophes qui sont en train d'avoir lieu. Il faut apprendre à les voir, accepter leur existence, et faire le deuil de tout ce dont elles vont nous priver. C'est selon nous une attitude de courage, de conscience et de calme, les yeux grands ouverts, qui permettra de tracer des chemins d'avenir réalistes et efficaces. Ce n'est pas du pessimisme ! Pour des mortels, la seule option enviable, c'est de mourir les yeux ouverts, mourir de son vivant comme le propose l'humoriste Geluck !

Égalité : La recherche de l'égalité entre les hommes a été un leitmotiv constant de l'antiquité à nos jours et sous toutes les latitudes. Il est curieux de constater à quel point cette injonction égalitaire, inscrite dans la plupart des Constitutions, gravée aux frontons des bâtiments publics, slogan présent

dans toutes les revendications, n'a jamais été que théorique, qu'une abstraction. Il faut dire que l'usage de l'argent, fondé sur la rareté, provoquant mécaniquement sa *condensation* sur des petites oligarchies, est antinomique avec l'égalité. On ne peut donc penser l'égalité qu'en l'associant à quelque chose de précis (égalité de droit, égalité de devoir, égalité d'accès à un bien, égalité des chances...), ou au titre d'idéal. L'humoriste Coluche disait pour exprimer cette inaccessibilité à l'égalité théorique : "*Tous les hommes sont égaux mais il y en a qui sont plus égaux que d'autres...*" !

Il fallait donc un humoriste pour mettre en exergue la contradiction qui fonde l'économie. Les droits humains ont beau être reconnus, gravés dans le marbre des Lois et des Constitutions, l'économie ne peut échapper à l'instauration d'inégalités. C'est écrit dans le mot même d'économie, *-nomie* venant de *nomos*, la loi, l'ordre. Il serait temps de cesser de croire que l'économie a pour finalité la satisfaction de nos besoins, notre bien-être. Toute économie repose en son fondement sur l'inégalité, la classification, la hiérarchisation, l'ordre. Il ne peut y avoir d'économie sans lutte de classes, sans milliardaires et smicards. Toute personne de gauche qui espère une économie sociale et solidaire se trompe, ou nous trompe pour ne pas accepter cette évidence.

L'accès direct et sans condition permettrait de nous rapprocher de l'idéal égalitaire. Le simple fait d'être assuré d'avoir de quoi se nourrir, se loger, se vêtir, se chauffer, se soigner, se cultiver..., ne laisse guère de place qu'aux inégalités physiques, mentales, esthétiques, morales... L'humanité a assez de ses disparités naturelles sans y ajouter les inégalités financières !

Pendant un temps, il a été question d'égalité de statut social, chacun devant être à même d'accéder aux mêmes fonctions, compétences, ou avantages que le voisin. Dans la pratique, la distinction entre égalité et égalitarisme s'impose. Tout le monde ne peut être intellectuel et manuel, grand et petit, hyper actif et capable d'indolence. La biodiversité existe dans la nature, l'homme fait partie de la nature, l'homme ne peut se passer de sa propre biodiversité sans s'extraire de la nature. Syllogisme simplet mais qui ne sera compris qu'avec l'abolition de l'argent qui fait du plus riche, du plus rare, du plus réclamé un être supérieur évidemment privilégié au-delà de son privilège naturel.

Élections : "*Les troubles d'élection..., ça se soigne !*" (Slogan sur un mur parisien en 2019). "*Votez Ali Baba, il n'a que quarante voleurs... !*" (slogan sur un mur d'Athènes, également en 2019)... L'élection des "représentants du peuple" (présidents, députés, sénateurs...) est le grand rituel dit démocratique de la société marchande. Quiconque désire être élu doit mener une campagne de plusieurs mois avec des interventions dans les médias, des réunions publiques, des publications d'affiches, de tracts, de programmes, de pamphlets... Tout cela exige des sommes considérables et seuls les très riches ou ceux qui sont propulsés par des groupes de riches ont une chance d'être élus. L'élu est donc lié indéfectiblement au pouvoir financier, tôt ou tard contraint de "renvoyer l'ascenseur".

D'autre part, le temps politique se vit dans la préparation de ces spasmes électoraux autour desquels tout se contracte et lors desquels tous les problèmes doivent trouver une réponse. Il se crée donc un hiatus entre l'émergence des problèmes de long terme, complexes, structurels, parfois mondiaux, et des urgences économiques, sociales, démocratiques dont le non-traitement immédiat est perçu comme insupportable par les opinions publiques. C'est en grande partie ce qui explique la désaffection générale du politique par les citoyens.

Changer les lois électorales réclamerait un candidat qui rassemble autour de lui ceux-là même qui n'ont aucun intérêt à les changer. Le problème est donc insoluble dans un contexte monétaire et pourrait bien accélérer l'approche de l'abolition de l'argent. Cette quadrature du cercle est soigneusement dissimulée par un discours faussement historique, associant le vote à la démocratie, allant jusqu'à inventer des *militants morts pour nous avoir offert le droit de voter*. Un historien serait pourtant bien en peine de citer le nom d'un seul de ces morts ! Jusqu'au bout de la société marchande, le vote et la démocratie seront associés, sans que personne ou presque n'y voit le côté oxymorique !

Le droit d'élire des représentants a longtemps été censitaire. Sous l'Ancien Régime, le Tiers-État était composé de personnes chefs de famille, âgés de plus de 25 ans et payant l'impôt au-dessus d'un seuil variable selon les années. Les électeurs étaient soumis aux mêmes conditions. C'était l'assurance d'un "entre-soi" de bon aloi (l'*aloi*, mot venant du verbe *aloier* désignait l'alliage de métaux normalement prévu par la loi pour la fabrication de la monnaie !).

Peu à peu, le "parti" des abstentionnistes devient majoritaire. Aux dernières législatives, si l'abstention avait été comptée comme un parti, il n'y aurait eu que 17 députés élus dans l'hémicycle et 560 sièges vides ! Et le vieil adage classant les abstentionnistes dans la catégorie des pêcheurs à la ligne est devenu totalement obsolète. La plupart d'entre eux sont politisés et s'ils ne votent pas, c'est par conviction, comme un autre genre d'engagement politique. Le référendum sur le traité de Lisbonne en 2005 a fait beaucoup pour cela. Le fait que 80% des représentants du peuple aient voté Oui au traité, quand 55% des électeurs avaient voté Non, que ces électeurs aient en plus été traités de "populistes" ou de "souverainistes" a fait déborder le vase électoral en faveur de l'abstention !

En conclusion, il est raisonnable de penser que si les élections étaient utiles, il y a longtemps que les gens au pouvoir les auraient supprimées ! On peut ajouter que si l'argent était un outil de liberté, d'égalité et de fraternité, il y a longtemps que l'argent, l'État, l'échange marchand n'existeraient plus...

Élevage : La course à la compétitivité, à la productivité propre au système monétaire a entraîné une concentration des lieux de production : fermes de plus de 1000 vaches, poulaillers où s'entassaient vingt volailles au mètre carré... Les conditions de vie de ces animaux, les modes d'abattage, la nourriture industrielle, les antibiotiques et traitements aux hormones, tout contribue à produire des animaux malades et impropres à la bonne santé des humains, à dénier toute sensibilité aux animaux.

Nul n'en est satisfait, ni le producteur qui y perd une relation saine avec ses bêtes, ni les consommateurs qui ne peuvent apprécier ce qu'ils mangent, ni les distributeurs qui voient leurs marges bénéficiaires se réduire sans cesse. Seuls les grands groupes de l'agroalimentaire (les producteurs d'intrants et de nourriture, les usines de transformation) en tirent profit. Mais comme ils sont les plus puissants, au sommet de la "chaîne alimentaire", et font les lois à leur avantage, il n'y a pas d'issue.

Une résistance s'est bien constituée autour de petits exploitants artisanaux qui laissent leurs bêtes dans de larges espaces naturels, qui les nourrissent sainement et les abattent avec respect. Mais ils sont soumis à des règles et des contrôles constants sur le puçage RFID des animaux (instauré pour des raisons officielles de traçabilité et d'impératif sanitaire, officieusement pour contrôler l'éleveur), à des contraintes financières in-

cessantes. C'est chez ces petits éleveurs respectueux de la nature qu'il y a le plus de suicides ou de burnouts.

Les médias nous parlent souvent des conflits entre éleveurs et prédateurs dans les zones de montagnes, le loup, le lynx, l'ours, réintroduits après des années de chasse. Pendant des siècles les bergers ont cohabité avec les grands prédateurs. Quelques décennies après l'éradication du loup, les habitudes des bergers ont changé. Mais ils gardent en tête les terribles histoires d'antan, dont plus personne ne sait démêler le vrai du faux. Les loups réintroduits n'ont plus la même perception des humains et n'ont plus autant de proies sauvages, perte de biodiversité des forêts oblige. Tout est donc à réapprendre, et l'histoire du loup doit être réécrite en séparant les mythes et la réalité.

Les écologistes affirment que le loup n'est pas un danger, ni pour l'homme, ni pour l'agneau. Il suffit pourtant de lire les rapports des officiers de louveterie du XIX^e siècle, les compte-rendus des battues qu'ils organisaient pour traquer ces bêtes après qu'ils aient décimés des troupeaux et attaqué des bergers, pour réaliser que les écologistes se trompent. Les Archives départementales sont remplies de témoignages directs d'accidents graves¹. Le 27 mai 1817, le Préfet du Gard fait état de plus de 80 personnes dévorées par les loups en trois ans dans son département. Le département a réussi à éradiquer le loup par l'usage des primes. La loi du 3 août 1882 accordait aux chasseurs 150 fr pour une louve pleine, 100 fr pour un loup et 40 fr pour un louveteau. De belles sommes à l'époque. A l'inverse, les bergers d'aujourd'hui sont subventionnés s'ils protègent les loups, indemnisés quand une brebis se fait dévorer.

Toujours des sous, encore des sous, que l'on décime ou que l'on protège. Sans argent, il suffira d'avoir assez de chiens pour protéger les brebis, il n'y aurait plus de quota sur le lait et la viande, ce qui est mieux que les subventions qui favorisent toujours les plus gros ou les plus malins. L'entraide dans une production bien calquée sur les besoins réels réglerait bien des problèmes. La disparition des enjeux économique permettrait un retour à la production locale, où les seules contraintes seraient celles de la qualité sans laquelle l'éleveur sans vergogne resterait avec ses bêtes sur les bras sans savoir qu'en faire !

1 Voir *Promenons-nous dans les bois pendant que le loup n'y est pas*", Le loup dans le Gard au XIX^e siècle, dans *Cévennes Magazine*, nov. 2000, pp13-19, JF Aupetitgendre, généalogiste, disponible au Fonds Cévennes de Genolhac, cote CDCEVMAG2000-1063.

Une chose étonnante est à remarquer au sujet du mot élevage. Dans le monde agricole certains secteurs parlent d'élevage au sujet de végétaux : le vin est *élevé* dans les chais. En sériciculture, on *éduque* les vers à soie et les *magnaneurs* se sont longtemps qualifiés d'éducateurs de vers. Pourquoi éduquait-t-on des vers à soie et élevait-on des veaux ou des cochons ? Sans doute parce que les producteurs de vin ou de soie ont souvent été des gens riches, formant une caste bourgeoise voire aristocratique, qui se devait de se démarquer de la paysannerie pratiquant bêtement un élevage peu rémunérateur. Toujours l'argent producteur de lutte de classes...

Élites : Nous faisons souvent référence à cette notion d'élites, sans trop savoir ce qu'elle recouvre, sinon qu'elle marque un grand écart de position, de privilèges et de notoriété avec "l'homme du peuple", ce dernier étant toujours au singulier contrairement aux élites qui sont toujours plurielles. Le dictionnaire parle de *personnes qui, par leur valeur, occupent les premiers rangs*. Mieux vaut se demander comment se forme une élite intellectuelle, économique, culturelle, sportive...

L'éducation est le premier outil de sélection des élites. L'école est en effet une machine à fabriquer des inégalités, à justifier les inégalités. Pour réussir un examen, et a fortiori un concours, il vaut mieux être conforme à l'attente des enseignants, attentif à bien répéter le discours du maître. L'original, l'excentrique, l'innovateur, le super doué a très peu de chance de plaire aux examinateurs qui pourraient se sentir déclassés dans leur statut de "sachants". L'école fabrique donc une classe supérieure qui n'a pas forcément les qualités requises pour justifier le terme d'élite.

Emmanuel Todd, disait dans un interview : *«Est-ce que les éduqués supérieurs sont tellement supérieurs intellectuellement ? Le système éducatif est une machine à fabriquer des inégalités. Le tri se fait plus sur le critère de l'obéissance que sur celui de l'intelligence. Donc, on fabrique une classe supérieure qui n'a pas forcément les qualités requises pour justifier le terme d'élite. Des centaines d'économistes surpayés, dont l'œuvre intellectuelle tient sur une feuille de papier à cigarette, qui s'auto-hallucinent collectivement, qui assurent les populations que le libre échange est indépassable, et une majorité de gens du peuple qui savent, dans leur chair, que ce n'est pas vrai ! C'est la même chose que le créationnisme ! C'est un phénomène de stupidité structurellement induite...»*

Une telle affirmation, venant d'un homme communément classé

dans la caste des élites, ne manque pas de sel. Mais la même observation est faite par certains milliardaires qui avouent ne pas avoir de qualités particulières pour justifier leur fortune, juste la chance d'être nés au bon endroit et dans la bonne famille. L'un des Rockefeller avait l'habitude d'expliquer ainsi son "ascension sociale" : *«A 18 ans, j'ai trouvé une pomme sur le trottoir. Je l'ai lavée, rendue brillante et je l'ai vendue. Avec l'argent de la vente j'en ai acheté deux puis quatre, puis une tonne. A 20 ans, mon commerce était devenu florissant, et c'est à ce moment que j'ai hérité de mon premier milliard...»* !

Comme le dit le dictionnaire, c'est la valeur qui donne le statut d'élite et le place aux premiers rangs. Dans une société qui traduit toute valeur en quantité monétaire, il est logique que l'élite soit composée de ceux qui ont accumulé une fortune ou en aient hérité. A contrario, une valeur humaine non marchande n'a aucun droit au titre. Le poète est maudit, ses héritiers sont riches. L'inventeur a parfois son nom dans le Larousse, ceux qui ont breveté son invention ont droit aux dividendes. Une société non marchande perdrait vite cette posture comptable. Les élites ne disparaîtraient pas pour autant, certains se distinguant par leur talent, leur originalité, leur générosité. Seuls les bénéfices de ces dispositions particulières changeraient. Ils ne seraient plus matériels puisque tous auraient le même accès aux biens et services. Ils seraient faits de notoriété, de dévotion, de reconnaissance, autant de choses qui sont certes gratifiantes mais qui ne nuisent à personne. Qu'un chanteur ait une notoriété mondiale et rassemble des foules admiratives et enthousiastes ne fait pas les mêmes dégâts qu'une vedette labellisée, dotée de disques d'or, de cachets mirobolants et d'un train de vie indécent...

Empathie : Capacité de s'identifier à autrui dans ce qu'il ressent. Aucun rapport apparent avec l'argent..., et pourtant. Une statistique américaine montre que ceux qui gagnent 50 000 dollars par an donnent 7,6% de leurs revenus aux organismes de charité. Ceux qui gagnent 100 000 dollars donnent 4,2% et les plus riches donnent 2,2%. Une autre expérience a prouvé que les voitures de luxe s'arrêtent quatre fois moins aux passages piétons que les voitures modestes !...

Une curieuse expérience a été faite dans des écoles américaines montrant que les enfants sont très vite formatés par le niveau économique de la famille. On distribue des bonbons aux enfants mais en nombre insuffi-

sant. Qui va partager avec les copains ? Qui va se priver d'un bonbon pour que le voisin ne soit pas frustré ? Non seulement les enfants de riches partagent moins mais, plus curieux encore, ce sont les enfants élevés dans une tradition religieuse prônant le partage qui ont le plus de mal à être solidaires du groupe.

De ces expériences, on peut tirer plusieurs conclusions. La richesse n'est en rien un facteur de cohésion sociale. L'abondance nuit à l'empathie. La morale est moins formatrice que l'expérience. Or, dès que l'on parle de désargence, on nous oppose une nature humaine qui serait réputée mauvaise, égoïste, violente. Une fois acquis ce préjugé contraire à la réalité, on le transpose immédiatement dans une société sans argent. Sans l'argent régulateur des passions, le monde ressemblerait à une jungle où les prédateurs feraient la loi et où le "chacun pour soi" empêcherait toute vie sociale.

Cette forme de pensée ressemble à de l'anachronisme : introduire des éléments du passé dans une représentation moderne du monde, ce qui est aussi saugrenu que de doter les acteurs d'un film historique en costume renaissance de bracelets montres ou de smartphones. Si les humains sont conditionnés par leur environnement culturel et financier comme on vient de le constater, comment pourraient-ils être les mêmes dans un environnement post-monnaire, sinon dans une courte période de transition. L'argent crée une scission sociale entre classes, une incapacité notoire à s'identifier au plus faible, l'absence d'argent et d'échanges marchands oblige à plus de solidarité et d'entraide. Cessons donc de nous référer à une nature humaine monétisée quand nous tentons d'imaginer une humanité désargentée...

Emploi : Voilà un autre terme pour évoquer le travail salarié, un antonyme du chômage. Le *plein emploi*, c'est la situation où chacun peut trouver à s'occuper et à gagner sa vie, situation qui a disparu dès la fin des Trente Glorieuses. Le libéralisme a imposé la délocalisation des usines vers les pays à bas coût salarial et a sérieusement compliqué le problème . Puis la robotisation a parachevé cette évolution jusqu'à rendre le travailleur, jadis exploité, en travailleur inexploitable, superflu.

L'emploi s'est intégré au marché, il constitue le "marché de l'emploi". L'employé est plus que jamais une marchandise comme les autres. Le travailleur est une ressource dont on peut user, exploiter, détruire à loisir. "L'usus, fructus et abusus" appliqué aux propriétés privées par le

Droit, s'applique désormais aux travailleurs. Il est bon de se rappeler que ce droit s'appliquait jadis aux esclaves en tant que propriétés privées de l'esclavagiste. L'emploi n'est donc qu'une forme moderne de l'esclavage.

Chose curieuse dans une société civilisée, une grande quantité d'humains non employés ne veut pas dire que tous les emplois soient pourvus d'employés. En mai 2021, on nous annonçait que 900 000 emplois ne trouvaient pas preneurs parmi les 6 millions de chômeurs (toutes catégories confondues). Selon les opinions politiques, on peut en conclure que les chômeurs sont des gens qui ne veulent pas travailler, que les travailleurs n'acceptent plus n'importe quel travail à n'importe quel prix, ou que les emplois non pourvus réclament des compétences qui n'existent plus sur le marché.

La réalité, c'est que ces emplois vacants concernent en grande majorité les professions les plus dures et les plus mal payées : auxiliaires de santé, restauration et services d'entretien., et pour cause ! Il faut vraiment avoir le couteau sous la gorge pour accepter les conditions de travail et les tarifs horaires de ces professions. Une fois payés les frais induits par le travail (transports, habillement, garde des enfants, etc.), il est préférable de toucher le chômage, même après la réforme de 2021 qui ramène le chômage d'un smicard de 685€ à 667€. Mieux vaut travailler au noir que de vivre avec si peu. L'emploi est disqualifié et l'on voudrait que le citoyen ordinaire se précipite sur le premier emploi qui se présente à lui...

En attendant une hypothétique solution, les syndicats défilent dans les rues en réclamant une augmentation du pouvoir d'achat, la création d'emplois, la semaine de 30 heures..., sans réaliser que rien ne permettra de résoudre le problème sinon la fin du salariat et donc la fin de l'argent...

Empowerment : Terme anglais très en vogue à notre époque et désignant l'octroi de davantage de pouvoir aux individus ou aux groupes pour agir sur les conditions sociales, économiques, politiques ou écologiques auxquelles ils sont confrontés. Sa principale vertu est d'habiller en rose le sentiment quasi généralisé d'être dépossédé de toute marge de manœuvre face à l'économie, l'écologie, la politique, la gestion de sa vie en général.

Plus l'injonction d'être l'entrepreneur de sa vie est instillée par le libéralisme, plus les critères performatifs de l'industrie sont appliqués à l'individu, plus celui-ci ressent son impuissance. Cette impuissance à changer le cours de sa vie entraîne une dépression généralisée qui pourrait

se mesurer à la quantité énorme d'anxiolytiques et d'antidépresseurs délivrés dans les pharmacies.

L'impuissance gagne peu à peu tous les domaines. L'employabilité est de plus en plus complexe et aléatoire. L'action politique et syndicale réclame des engagements héroïques pour des résultats insignifiants. Les luttes elles-mêmes se diluent dans la soupe de l'inefficacité. Un ami Grec me dit qu'il y a eu 18 000 manifestations populaires en dix ans de Troïka, pour rien. La puissante mobilisation des hospitaliers en France ne change rien malgré leur dévouement durant l'épisode Covid. La légitime violence des "Black blocs" sert plus le régime répressif que les Gilets jaunes. Voter, c'est aujourd'hui prendre le risque de produire une équipe de dirigeants pires que les sortants. Les écologistes résistent sur une création d'autoroute, il s'en crée trois ailleurs. Les Maraudeurs sauvent dix migrants dans les montagnes franco-italiennes, il en vient cent le mois suivant, et cette fois avec parmi eux des vieillards et des enfants en bas âge. En plus, les maraudeurs sont harcelés par la police, arrêtés, relâchés, ré-arrêtés, verbalisés. Et plus les portes se referment sur les militants, plus l'empowerment est évoqué.

Un jour, le pouvoir deviendra une pathologie et non plus une norme, l'absence de pouvoir n'empêchera pas de vivre bien, le terme d'empowerment aura complètement disparu. Pour cela, il faudra que les citoyens, militants ou pas, comprennent que le système monétaire et marchand donne une incroyable puissance aux gens de pouvoir et enferme les autres dans la dépression et l'impuissance. Les suicides politiques sont un phénomène étrange. Quand on voit un chômeur se jeter du haut de son immeuble, un paysan se pendre dans sa grange, un étudiant s'immoler devant le Crous¹ de son université, on peut se demander pourquoi ces pauvres gens, décidés à sacrifier leur vie, retournent la violence qu'ils subissent contre eux et pas contre les auteurs de ces violences. Sans doute est-ce parce qu'ils seraient alors des "terroristes" et que le terrorisme est en soi une mauvaise chose selon la doxa qu'on leur a copieusement injectée...

Empreinte carbone: Suite aux nombreux articles concernant nos empreintes carbone personnelles, j'ai calculé mon empreinte carbone à partir

1 CROUS : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, établissement public chargé d'assurer les services propres aux étudiants : logement, restauration, bourses, aides sociales...

du site WWF. Il ne faudrait plus avoir que 1,28 planètes si l'ensemble de la population mondiale avait la même empreinte que moi. C'est encore trop. Alors, j'ai demandé à WWF, ce que je pourrais faire. Résultat : *achète plus de bio pour te nourrir*, mais encore faudrait-il que je ne sois pas obligé de faire 40 km en voiture pour acheter ce bio dans ma région. *Change ton chauffage à gaz*, mais dans un immeuble en copropriété vieux de 60 ans, c'est impossible. *Remplace ta voiture à essence par une voiture électrique*, mais si tout le monde en fait autant, nous ne sommes pas prêts d'arrêter les centrales nucléaires et les Africains qui se tuent pour nous fournir les matériaux nécessaires aux batteries vont mourir encore plus vite. *Utilise les transports en commun*, mais c'est impossible car, dans ma petite ville, je fais tout à pied, pour les longs trajets que j'effectue deux fois par an, il n'y a pas de transports en commun vraiment pratiques. Bref, si l'on s'en tient à une politique individuelle et responsable, on n'est pas sorti de l'auberge !

Quand on sait qu'un seul porte-conteneur chinois qui nous amène des gadgets pourris et des tee-shirts éthiquement douteux pollue plus que des millions de voitures, il serait plus intéressant de lancer une campagne de boycott des produits lointains que de mettre des brise-jets sur nos robinets et des briques dans nos chasses d'eau pour limiter le volume d'eau rejetée ! Mais le plus efficace serait encore de militer pour sortir de cette société marchande qui induit mécaniquement tout ce que les écologistes dénoncent désespérément...

L'empreinte, entendue comme la marque que laisse l'homme sur son environnement, est utilisée sans cesse mais sans avoir une quelconque influence sur la course du monde. L'empreinte écologique de la France dépasse sa biocapacité depuis les années cinquante avec une intensité croissante. Jusqu'en 1960 le mot même d'écologie était quasiment inconnu du français moyen et en pleine Trente Glorieuses, imaginer revenir à la moindre sobriété paraissait incongrue. Aujourd'hui, on compte le nombre de planètes qu'il nous faudrait pour continuer à ce rythme : sept planètes si toute la planète vivait à l'américaine, trois ou quatre si la norme était européenne. Un groupe de chercheurs calcule même le moment précis de chaque année où nous avons dépassé la biocapacité maximum : Ils nous annoncent qu'à partir du 20 août, une autre année à partir du 18 septembre 2020, nous vivons à crédit, sur le dos des générations à venir. *Le jour du dépassement* a certes des vertus pédagogiques, mais reste totalement inopérant.

Alors que l'empreinte écologique devrait condamner immédiatement notre mode de vie, nous continuons à parler de croissance, à dépenser sans compter, à polluer sans retenue. Les mots comme "durable ou soutenable" sont sur toutes les bouches, dans toutes les publicités et riment sans scrupule dans les discours avec compétitivité, libre échange, concurrence libre et non faussée... Parmi les multiples impasses environnementales recensées, certaines ont déjà passé un seuil d'irréversibilité (une espèce qui disparaît ne reviendra jamais). Pour plusieurs systèmes naturels, il est déjà trop tard pour espérer la moindre solution.

Dans ces conditions, le seul réalisme possible est de mettre fin au système et aux modes de vies actuels, donc d'inventer une autre manière d'être au monde. Si certains trouvent l'idée d'une société post-monnaire utopique ou stupide, qu'au moins ils proposent autre chose qui soit à la hauteur de l'enjeu et de l'urgence !

C'en est fini du "développement", il est trop tard même pour les pays dit sous-développés qui auraient pourtant bien besoin de rattraper le retard qu'ils ont sur les pays riches. Mais pour y parvenir sans accélérer l'empreinte globale, il faudrait une rigueur, une décroissance dans ces pays telle que peu l'accepteraient. En réalité, ce sont certainement les pays les plus pauvres qui les premiers vont souffrir de notre empreinte environnementale, ce qui est profondément injuste et ne manquera pas de susciter des mouvements de colère et de représailles. Quelle politique prend en compte cet état de fait? Quel penseur propose un type de sauvetage, un plan ORSEC mondial ?...

Paul Jorion écrit dans son livre *"Le dernier qui s'en va éteint la lumière"* (Fayard 2016) : *«Faute de solutions, on replonge dans la saine critique, rassurante, valorisante, aisée...Il a bien été expliqué que l'idée même de développement induit mécaniquement les inégalités. Il a été suggéré que le développement devait donc être remis en cause. Mais comme il y a cent façons différentes d'arriver à ce constat et aucune réponse qui puisse être partagée par le plus grand nombre, on retourne une fois de plus à la critique. Au niveau des solutions, jamais la décroissance (en français le serrage volontaire et heureux de ceinture) ne pourra être acceptée par la majorité qui a déjà serré sa ceinture depuis longtemps...Jamais la solution de la redistribution égalitaire ne pourra convaincre que "les grands partageurs" ou une Institution chargée d'assurer le partage équitable, ne*

seront pas très vite corrompus par l'immense pouvoir que cela confère (le risque du totalitarisme est trop grand)...»

Énarque : Personne formée par l'École Nationale d'Administration (ENA) et qui occupe un poste important dans l'organisation de l'État français. Formés par un discours abscons et une pensée quasi religieuse sur le néolibéralisme, les énarques constituent le dernier rempart de la société financiarisée et mondialisée. Ces hauts fonctionnaires sont tellement haïs pour leur élitisme et leur incapacité à réaliser à quel point ils sont hors sols, qu'ils ont décidé en avril 2021 de se saborder. Ils ont supprimé l'ENA. Ouf ! Le peuple va enfin être soulagé de cette fabrique d'inutiles incompetents. A la place, il y aura ISP (Institut du Service public). Par économie, l'ISP sera abrité dans les mêmes bâtiments. Les programmes seront sensiblement les mêmes et les cadres toujours issus du même microcosme. Très clairement, ce faux remplacement de l'ENA par l'ISP, est une manœuvre politique pour laisser croire que le Président Macron s'attaque aux élites, sans que rien ne change. Une opération cosmétique...

Comment ouvrir une école d'administration aux jeunes issus de milieux populaires ? Comment insuffler aux étudiants de cette école le sens du bien commun, du service public ? Comment empêcher que les hauts fonctionnaires que l'école va produire ne passent pas du public au privé avec tous les conflits d'intérêt que cela implique ? Par le seul changement du nom de l'école, c'est impossible. Changer les lois et règles de la fonction publique nécessiterait que ces lois ne soient pas votées par les mêmes bénéficiaires du système. C'est à l'évidence par manque de solution que l'on change le nom de l'école au lieu de la changer de forme..

Cette situation perdurera tant que l'argent sera le pivot de toutes les organisations sociales, de toutes les formations de hauts fonctionnaires. Le meilleur moyen de préserver une classe sociale privilégiée est de pratiquer l'endogamie : se former dans les mêmes écoles, habiter les mêmes quartiers, se marier au sein de sa classe, lier intimement les carnets d'adresses et les carrières. Combien d'opérations cosmétiques allons nous accepter avant de nous rendre à cette évidence ?...

Énergie: Le Costa-Rica produit 98% d'électricité verte¹ et bientôt 100%.

1 Voir <http://www.consoglobe.com/le-costa-rica-produit-98-delectricite-verte-en-2016-cg>

Les petits pays sont plus performants que les gros !!! L'énergie, c'est comme la drogue : un début agréable, une période pleine de promesses, puis une gueule de bois, parfois l'overdose ! L'expérience d'une société énérgivore est en cours et la facture n'est pas encore payée. La facture, c'est le changement climatique, la déforestation, la ressource halieutique qui baisse, etc.

L'économie est basée sur les flux physiques, lesquels ne peuvent se passer d'énergie. Plus nous avons de l'énergie, plus nous sommes capables de créer du flux physique, et plus nous avons besoin d'énergie. Ce lien inexorable entre la production économique et la production d'énergie est notre eldorado et commence à devenir notre enfer. Dans le système marchand, on n'a pas trouvé le moyen de baisser significativement la consommation d'énergie sans contracter significativement l'économie.

Il va falloir apprendre à vivre avec une économie qui se contracte en terme physique, au lieu de se perdre en projets illusoires pour libérer la croissance ! On a inventé un système économique dans lequel la physique n'a rien à faire, on a postulé qu'un jour les ressources ne vaudraient rien, comme si l'on implantait une usine ultra moderne en plein désert, sans énergie, sans matières, sans personnel !!! C'est un mauvais tableau de bord tenu par un pilote dans le déni de la mauvaise qualité de son tableau de bord. La bonne et seule manière de se préparer au collapsus à venir, c'est le réseau et la solidarité. Voilà qui demande une profonde réflexion pour déterminer ce qui va arriver, ce qui va subsister dans l'avenir, ce qu'il faudra inventer...

La question est d'ordre psycho-anthropologique. Aujourd'hui, quelles que soient les stratégies développées, aucune ne fonctionne. Le principe d'irréversibilité s'applique aux dégâts que nous avons faits sur l'environnement quels que soient les moyens que nous pourrions développer désormais. De toute façon, on ne va rien faire avant le mur, cela devient une évidence. Il n'y a pas de doute que l'information existe aux plus hauts niveaux. Chirac l'avait bien dit, *notre maison brûle et nous regardons ailleurs*¹ et Macron se déguise en super héros écologiste en 2017 en déclarant, *Make our planet great again*² sur les réseaux sociaux ! Personne n'est dupe mais les gouvernants persistent. Majoritairement, nous envisageons

1 En ouverture de son discours devant l'assemblée plénière du 4ème sommet de la Terre, le 2 septembre 2002 à Joannesbourg.

2 «*Rendez notre planète encore plus belle*», phrase qui lui valut le prix de champion mondial de l'environnement décerné par l'ONU.

l'avenir en fonction du passé et le passé ne dit rien de ce qui ne peut pas être connu.

L'énergie est la condition de toute activité humaine et c'est donc naturel qu'elle pose tant de problèmes, qu'elle suscite tant de débats quand le combustible commence à manquer, que le prix de l'énergie est incontrôlable. En cas d'aggravation de la situation, comment fournir de l'électricité en permanence, au moins pour ce qui est impératif : alimenter des blocs opératoires, faire tourner les ordinateurs, se chauffer en hiver, etc. C'est peut être bien cette question énergétique qui amènera la majorité vers l'adhésion à la désargence.

Ce qui sera constaté immédiatement après la chute, ce sera le gaspillage d'énergie que suscitait le système marchand. Quand la publicité aura disparu, quand les enseignes de magasins se seront éteintes, quand l'éclairage public devra être contrôlé par les usagers, quand on ne pourra plus produire des objets qui ne servent à personne, on constatera que la moitié de la production et de la consommation énergétique d'un monde monétisé était une perte sèche inutile. L'arrêt de toutes les administrations ne servant qu'à la gestion de l'argent, à sa circulation, à sa distribution supprimera un nouveau quart de l'ancienne production. Peu à peu, les toits seront dotés de chauffe-eaux solaires, de panneaux voltaïques, de mini éoliennes, les maisons seront isolées et équipées de pompes à chaleur, de moteurs sterling et surtout de techniques de stockage de l'électricité (par inertie, par batterie, par thermie, par pompage turbinal, etc., selon les situations locales...). Et on se demandera pourquoi nous ne l'avons pas fait avant..., si toutefois il reste assez d'humains et assez de scories de l'ancien temps pour redémarrer quoi que ce soit !

En effet, le seul avantage des Centrales électriques est la régularité de leur production, et les technologies de stockages sont négligées alors qu'elles sont bien plus fiables et économiques que ce qu'en disent les fournisseurs d'électricité. Non seulement ceux-ci nous désinforment sciemment pour préserver leur monopole, pour justifier le peu d'éoliennes ou de panneaux solaires, mais ils sabordent quantité d'innovations pour préserver leur centralité. L'électricité peut en outre être produite, stockée, distribuée à petite échelle, quartier par quartier, voir immeuble par immeuble, ce qui économiserait encore près de 20% de la production qui aujourd'hui se perd dans les câbles haute et moyenne tension, les transfor-

mateurs, l'immense réseau de distribution vers les habitats, les entreprises, les ateliers.

L'énergie, sous quelque forme qu'elle soit, devrait être le déclencheur d'une prise de conscience globale de l'effondrement qui nous est annoncé depuis des décennies. Une civilisation pleinement développée est au bord de l'effondrement lorsqu'elle atteint un seuil au-delà duquel le simple maintien en l'état de ses structures requiert une dépense d'énergie croissante, tandis que la quantité d'énergie qu'elle est en mesure d'assurer à chaque habitant ne cesse de diminuer. Or, la société thermo-industrielle brûle ses dernières réserves d'énergie fossile dans un effort désespéré pour survivre, se rapprochant chaque jour un peu plus du point de non-retour et sans admettre le côté mathématique du processus. Et ce sont les militants pour une société a-monnaire qui seraient utopiques !...

Énergie houlomotrice : Énergie électrique obtenue en utilisant le mouvement de la houle sur les côtes. Très peu utilisée aujourd'hui, cette énergie a pourtant été parfaitement développée, particulièrement au Portugal, pionnier de cette technologie. La Grèce qui est en pénurie permanente d'électricité se rappelle parfois qu'elle possède 14 800 km de côtes et qu'aucun point de son territoire n'en est éloigné de plus de 170 km. S'il advient que le système monétaire s'effondre, elle pourra enfin faire appel aux Portugais ou aux ingénieurs écossais, anciens employés de la "*Pelamis Wave Power*". Cette entreprise a fait faillite à la suite de problèmes techniques récurrents dans ses systèmes. Dans le cadre libéral et en raison de la concurrence féroce des pétroliers, ils n'ont pas eu le temps de corriger leurs erreurs. Sans argent, ils termineraient leurs études avec joie.

L'énergie houlomotrice est l'une des grandes innovations qui changerait radicalement le problème énergétique. La houle sera toujours là, ainsi que les courants marins et les marées, et les brevets permettant d'exploiter cette ressource inépuisable sont connus. Cet exemple devrait convaincre les pays dotés d'un important littoral et persuader les autres que l'argent a empêché le progrès et le bien être des gens bien plus qu'il ne l'a permis. C'est seulement en expérimentant une société a-monnaire que nous avons une chance de ne plus être empêchés par des stupides questions monétaires pour survivre...

Enfumage : Plus on s'avance vers l'effondrement global, plus les stratégies d'enfumage se développent. L'enfumage consiste à mettre en lumière un problème mineur pour camoufler des problèmes majeurs. Ainsi, en pleine crise Covid avec toutes les conséquences sociales et psychiques sur les enfants, adolescents et jeunes adultes en cours d'études, le Ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, se lançait dans une croisade contre l'écriture inclusive qui devrait être bannie dans les écoles. "*Mettre des points au milieu des mots est un barrage à la transmission de notre langue pour tous*" ! Il stigmatisait cette *manie* de nommer les deux genres (artisan.e.s, auteur.rice) et qui *crée des polémiques inutiles*, en niant le neutre implicite dans la langue française.

Sur ce dernier point, le ministre n'a pas tort. La recherche d'une égalité homme-femme a divisé la France en deux camps pour et contre l'inclusion, avec un résultat quasi nul pour la dite égalité. Certes, il y a dans la langue française des bizarreries telles que la profession de "sage-femme" qui pourrait s'appeler "maïeuticien" pour les hommes de plus en plus nombreux à opter pour ce beau métier. Ce choix de l'Académie à partir de la maïeutique de Socrate (l'art de faire accoucher des idées) a fait rire les amis du bar du Commerce qui, de suite, ont pensé au mot "accoucheur" ! Il y a aussi les professions que l'on ne peut féminiser comme celle de "capitaine" sinon quand le mot est précédé d'un article (*la capitaine du bateau demandait à tous ses matelots...*).

Soyons sérieux ! Il y a un temps pour la paix, un temps pour la guerre, un temps pour l'entraînement, un temps pour la compétition. Il y a donc un temps pour s'occuper de la crise sanitaire ou des crises climatico-politico-financière, un temps pour l'écriture inclusive. Ce mois de mai 2021 était-il le mieux choisi pour relancer un débat sur le sujet ? Savoir si le bicentenaire de la mort de Napoléon devait être commémoré ou célébré était-il vraiment fondamental ? La décence voudrait que les *étudiants.es*, dont certains sont au bord du suicide, passe avant l'orthographe. La maison brûle, comme disait Chirac, et nous nous demandons, avant de téléphoner aux pompiers, si en cas de voix féminine à l'autre bout du fil, nous devons remercier monsieur le pompier ou *madame la pompière*. Ce n'est pas l'écriture inclusive qui supprimera les problèmes, ne serait-ce qu'à cause de certains mot masculins qui, au féminin, prennent une charge péjorative : un en-

traîneur-une entraîneuse, un garçon-une garce¹, un courtisan-une courtisane, un gagneur-une gagneuse, un maître-une maîtresse...

La crise du Covid a mis en exergue quantité de sujets propres à enfumer : des nouvelles venues du bout du monde dont on n'a rien à faire, le fait divers à propos d'un chat perdu sur un toit, le choix du mot *responsabilité* dans la loi sur l'*autorité* parentale, les restaurants clandestins organisés par les riches en plein confinement.... L'imagination des journalistes a été sans bornes pour nous présenter des sujets ridicules quand la finance mondiale fonçait droit vers le bord du précipice...

On peut aussi parler d'enfumage à propos de toute "ligne éditoriale" qui, par exemple, choisit d'oublier totalement qu'il y a eu un séisme en Haïti le 14 août au motif que les Talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan le 25 du même mois, alors que, depuis des mois, des économistes nous annoncent la faillite des grandes banques mondiales.

Dans une société post-monnaire, où les gens pourraient décider eux-mêmes de ce qui est bon ou mauvais pour eux, important ou banal, ce qui relève de la morale ou de la moraline², on peut douter que la stratégie de l'enfumage puisse fonctionner aussi aisément...

Éoliennes : Les éoliennes ont été longtemps les parangons de l'énergie verte, de l'écologie. On sait maintenant que les pales des éoliennes pesant entre 200kg et une tonne, contiennent de grandes quantités de néodyme, une terre rare importée de Chine, qu'elles se déforment quand elles cessent de tourner et qu'elles sont quasiment impossibles à recycler. On sait que leur durée de vie ne dépasse pas vingt ans, qu'elles sont alimentées en électricité non verte quand elles manquent de vent trop longtemps, bref qu'elles sont aussi polluantes à long terme que le nucléaire. L'Allemagne, grande productrice d'éolien, a cessé définitivement sa production en 2018 et se débarrasse peu à peu de ses stocks dans les montagnes des Grecs qui n'en n'ont pas vraiment envie ! Quand les manifestations anti-éoliennes se radicalisent, il n'est pas rare que quelques hectares de forêts sur les sites convoités partent accidentellement en fumée.

Quelques procès ont fait la une des journaux italiens depuis que l'on

1 Au Moyen-âge on fêtait la naissance d'un "couillu" (toujours un éloge) ou d'une "garce" (aujourd'hui une insulte)...

2 Distinction introduite par Friedrich Nietzsche dans *L'antéchrist, Imprécation contre le christianisme, 1896*.

a découvert que la mafia avait complètement infiltré le secteur de l'éolien. On se doute bien que les mafias italiennes n'ont aucun souci environnemental. Charbon, nucléaire ou éolien, c'est bien le cadet de leurs soucis. Utiliser l'éolien pour blanchir de l'argent, réaliser quelques opérations financières juteuses sur le marché de l'énergie suffit à les satisfaire. Mais le plus étonnant, c'est le silence médiatique qui entoure ces affaires. Alors que l'installation de la moindre éolienne suscite des controverses largement relayées pour discréditer les écologistes, pour démontrer qu'ils ne sont "*même pas d'accord entre eux*", qui se souvient avoir entendu ou lu l'histoire de Vito Nicastrì, cet homme d'affaires sicilien mis sous séquestre en 2013 par la DIA (direction des enquêtes anti-mafia). Cela concernait tout de même 43 sociétés, 98 biens immobiliers, 66 comptes courants, pour un montant estimé à plus de 1,3 milliards d'euros ! Et Vito n'était à l'évidence qu'un homme de paille. Ce fils d'électricien avait mis en place un véritable empire de fermes éoliennes à travers *une dynamique tumultueuse de rapports entretenus avec des sociétés luxembourgeoises, danoises, espagnoles*, précisent les juges... La tête pensante, c'est Matteo Messina Denaro, dit Diabolik, le *Cappo di tutti capi* de la Cosa Nostra (*l'honorable société*). Celui-ci a enfin été condamné le 19 octobre 2020 à la peine de prison à vie pour les massacres des juges Falcone et Borsellino, mais par contumace. Il court toujours, nul ne sait où, mais on dit qu'il continue à diriger ses affaires dans une discrétion totale. Certains journalistes prétendent qu'il influence les grands pétroliers comme Total, et les grands fournisseurs d'énergie comme Engie. Étonnant, non ?...

Et dire qu'on nous parle de rationalité, de pragmatisme, de réalisme à propos du monde capitaliste et d'utopie pour les anticapitalistes... Il faudra sans doute attendre que le monde soit débarrassé de l'argent pour que des Vito et surtout des Matteo cessent de nuire

Esclavage : Les États européens aiment à se rappeler qu'ils ont "aboli l'esclavage". Si seulement c'était vrai ! Il n'y a jamais eu autant d'esclaves qu'actuellement. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), il s'agit du troisième trafic mondial illicite le plus prolifique après les armes et les drogues. En moyenne mondiale, un esclave moderne rapporterait 3 978 dollars par an. L'esclavage n'a jamais été aussi lucratif !

L'OIT distingue trois catégories d'esclavage : le travail forcé imposé par le secteur privé, le travail forcé imposé par l'État, l'exploitation

sexuelle. La moitié de ces esclaves sont dans cette situation suite à l'obligation de remboursement d'une dette. Parfois, la dette n'est pas financière mais légale : aux USA, les personnes condamnées par la justice et incarcérées sont souvent soumises à des travaux non rémunérés. Le système carcéral est le troisième employeur du pays !

On compte approximativement 40 millions d'esclaves dans le monde, mais ce chiffre ne tient pas compte de l'esclavage sexuel difficile à recenser et de l'esclavage déguisé en "emploi de maison". En effet, une famille parisienne, berlinoise ou néerlandaise qui a les moyens de s'acheter une bonne sri-lankaise ou éthiopienne peut l'exploiter des années, sans salaire ni papiers officiels, sans sortie possible ni congés, et cela pendant des années avant d'être repérée.

Le chiffre global de l'esclavage fourni par l'OIT est largement sous-estimé. En effet, cette pratique est définie comme *une privation de liberté de certains humains par d'autres humains, dans le but de les soumettre à un travail forcé, généralement non rémunéré. Juridiquement, l'esclave est considéré comme la propriété de son maître*. Une rémunération ridicule, une contrainte par privation de tout autre moyen de se nourrir ou de tout moyen d'accéder à des aides, c'est souvent ce que l'on désigne par les euphémismes de *travailleurs pauvres, précaires, clandestins*, etc. On en trouve partout, dans les entreprises industrielles comme dans les exploitations agricoles ou dans les métiers de service. La réalité de l'esclavage est donc plus proche de centaines de millions plutôt que de dizaines.

Y aurait-il un moyen quelconque de cesser cette hypocrisie dans l'interdiction de l'esclavage ? Si l'esclavagisme concerne des particuliers autant que des entreprises et des États, on voit bien qu'il ne s'agit pas d'une question individuelle mais structurelle. C'est l'argent et l'immense écart entre riches et pauvres qui permettent cela. Tant qu'il y aura le moindre kopeck en circulation, il y aura de l'esclavage. Seul l'accès aux biens et services rendrait l'esclavage définitivement obsolète. Il faut donc bien choisir entre l'outil monétaire qui permet l'esclavagisme et l'abolition de l'outil monétaire sans laquelle on ne peut éradiquer l'esclavagisme...

Ce qui a permis l'abolition de l'esclavage, bien avant les changements de mentalité des esclavagistes du XIX^e siècle, c'est l'introduction de la machine à vapeur dans l'agriculture, bien plus rentable que les esclaves. La recherche des profits financiers a développé l'esclavage puis l'a aboli. Certains pensent que la technologie va de la même manière abolir l'escla-

vage moderne, l'ubérisation, l'auto-entrepreneuriat, les bullshits... C'est folie de le croire, changer le statut de l'esclave ne tue pas l'esclavage....

Esclave énergétique : L'ingénieur Jean-Marc Jancovici¹ est parti d'une formule qui résume l'intégralité de l'économie moderne : $PIB = NRJ = CO_2$. En clair, la richesse d'un pays (PIB) correspond à l'énergie disponible dont on dispose pour faire fonctionner les machines qui produisent, laquelle dégage nécessairement du CO_2 et réchauffe le climat.

Notre niveau de vie, la croissance devenue l'obsession des économistes modernes, ne dépend que de l'énergie qui nous permet de produire. Les luttes sociales et les programmes politiques n'agissent que très marginalement. Les chiffres le prouvent largement. Or, tout ceci est occulté, n'est jamais enseigné dans les écoles de commerce et d'économie, est totalement absent des théories économiques. C'est d'ailleurs ce qui a fait dire à Kenneth Boulding² que *pour croire à une croissance infinie sur une planète aux ressources finies, il faut être soit un fou soit un économiste !*

Le niveau de vie global de la planète, notre espérance de vie est en lien direct avec le développement des machines de production qui sont donc pour nous des esclaves énergétiques. Il a été calculé qu'en moyenne chaque humain a à sa disposition 200 esclaves énergétiques consommant autant d'énergie que 200 hommes. Sans énergie, les machines ne serviraient plus à rien et à moins de multiplier par 200 le nombre d'humains sur terre, il n'y a d'autre solution que d'utiliser le pétrole, le charbon, le nucléaire, le renouvelable et donc de réchauffer la planète.

Sans nos esclaves énergétique, c'est la récession puis l'effondrement. Sachant que le CO_2 dégagé par l'utilisation des machines est inaltérable dans l'air puisque c'est un oxyde, il faudrait stopper toute activité mécanique durant un siècle pour réduire seulement de moitié la concentration des gaz à effet de serre. Ce qui est impensable, à moins de changer radicalement le système économique.

La conclusion est claire, soit on tente de limiter les dégâts déjà commis par les 200 esclaves énergétiques que chaque humain possède en acceptant une récession perpétuelle organisée, soit on organise un grand

1 Jean-Marc Jancovici (1962-), ingénieur polytechnicien, enseignant à l'école des Mines, président de Shift Project et conférencier. Il est auteur de nombreux ouvrages sur l'écologie, la décroissance.

2 Kenneth E. Boulding (1910-1993) économiste, enseignant et poète américain.

banquet final pour être tous saouls et inconscient au moment de l'effondrement. Les discours des économistes n'y changeront rien, les COP non plus, c'est déjà trop tard. Ceux qui persistent à réduire l'économie au simple couple *capital plus main d'œuvre* sont définitivement obsolètes, coupables d'un inévitable ethnocide, *sans intention de l'avoir provoqué !?* Dans un tel contexte, une sortie totale de l'argent et de la marchandisation apparaît comme une option raisonnable, prudente, seule capable de nous laisser quelques espoirs de survie.

Jean Marc Jancovici n'en est pas encore là, bien qu'il conclut plusieurs de ses conférences en déclarant que *l'on ne peut plus se limiter à la convention monétaire pour répondre à des phénomènes physiques*. Il pose là le premier pas permettant "d'entrer en désargence" !

Espace public : Cette notion d'espace public est d'autant plus utilisée qu'elle est floue. Plus nous nous enfonçons dans les impasses structurelles du système capitaliste, plus l'espace public est évoqué, chacun y mettant ce qui peut asseoir son argumentation. Théoriquement, cela s'oppose à un espace privé, la rue par rapport à la maison, le marché par rapport à l'étal du commerçant...

Dans la réalité, cette notion d'espace public est une source perpétuelle de conflits. Au nom de la préservation de cet espace pour tous, on exclut allègrement certaines catégories sociales. Les mendiants en sont chassés comme s'ils étaient une insulte aux travailleurs. Les émigrés et les SDF qui s'y installent faute d'hébergement détruisent la belle harmonie républicaine. On paye donc très cher des fabricants de mobiliers urbains pour concevoir des bancs où l'on peut s'asseoir mais pas s'allonger, des fontaines dont on ne peut jamais atteindre l'eau, des éclairages qui empêchent de dormir, et quantité de mobiliers urbains discriminatoires, comme des abris de bus où l'on ne peut que rester debout.

Quand l'argent sera devenu obsolète, certaines villes préserveront des échantillons de ces mobiliers urbains au titre de témoignage, pour que nul n'oublie à quelles extrémités, à quel degré d'inhumanité l'argent nous avait entraînés...

État : Si le capitalisme ne peut fonctionner sans les États, les États ne peuvent fonctionner sans le capitalisme. Il faut bien en tirer les consé-

quences. Pourtant, l'institution de l'État est si ancienne, si commune à tous les régimes, que sa disparition fait partie des grandes peurs du XXI^e siècle. Désespérément, les peuples cherchent à garder des instances décisionnelles, des pouvoirs centraux dépassant les intérêts particuliers, y compris dans les situations concrètes qui, par nécessité, fonctionnent déjà sur le mode horizontal et collaboratif. Si l'État ne disparaît pas par une décision collective, il finira par décliner sur le mode d'une obsolescence progressive et subie.

Pour la plupart des gens, la fabrique du consentement a agi à plein pour leur signifier l'impérieuse nécessité d'un État dans toute société civilisée. Cette évidence instituée ne peut être renversée avec des slogans ou des considérations philosophiques hermétiques. La démonstration de l'inutilité de l'État, de son parasitisme, exige des explications intelligibles et des descriptions simples d'un autre futur où l'État se serait évanoui. Mais selon quelles règles organiser une société sans État ? A quoi peut-on se référer puisque les seules sociétés sans État sont généralement réduites, isolées, archaïques ? C'est sans aucun doute les Anarchistes qui ont le mieux réfléchi à une possible vie sociale sans État, à un ordre sans pouvoir.

Mais trop souvent, faute d'imaginer une possible abolition de l'argent, ils se sont perdus dans des projections où les conflits, entre personnes et entre pays, auraient miraculeusement disparu du simple fait de l'absence d'État et de pouvoir... Il faut bien admettre que, si l'on ne veut plus d'État, il faut se résoudre à inventer un Droit sans lequel il n'y a pas de société possible.

C'est sur ce point que les abolitionnistes de l'argent ont pris une longueur d'avance. En effet, les liens entre argent et État sont si forts que la disparition de l'un entraînerait de facto celle de l'autre. Les Anarchistes ont cherché une société monétaire sans État, ce qui est compliqué car une monnaie se passe difficilement d'État centralisé. A l'inverse, les abolitionnistes ont été logiquement amenés à penser la fin de l'État dont on ne voit pas bien comment il pourrait fonctionner sans monnaie. Ils ont donc repensé le Droit en raison de sa relation constante à l'argent. Supprimer l'argent oblige à réécrire l'intégralité du Droit, constitutionnel, pénal, civil, administratif... N'importe quel code de justice actuel serait réduit de 90% si on lui ôtait toute référence à l'argent, à l'échange marchand. Même des textes aussi généraux que la Déclaration des Droits de l'Homme sont

conditionnés par l'échange marchand et doivent être adaptés dans un contexte a-monétaire.

Réécrire un Droit sans référence à l'argent oblige à repenser tous les types de conflits possibles et l'imagination d'un passage de l'argent à l'accès ne peut se faire sans une réinvention complète de la réalité sociale, depuis la circulation routière jusqu'à l'État, en passant par la propriété...

Quand l'ultime crise financière aura entraîné la chute du château de cartes, que l'État sans argent perdra tout sens et tout repère, la réflexion faite en amont sera utile, ne serait-ce que pour éviter la panique, pour montrer que la chute des États centralisés ce n'est pas la fin du monde civilisé. Un droit interne aux collectivités avec chartes, règlements, aura été travaillé par quelques précurseurs, ainsi qu'un droit collectif qui fédérerait les collectivités par des contrats, des accords, des conventions... Bien sûr, tout cela n'existe qu'à l'état de projet et il faudra l'adapter, l'améliorer, le préciser, l'expliquer. Il faudra enfin que chacun l'accepte, non parce que cela vient d'en haut mais parce que c'est l'indispensable gage de sécurité pour soi et pour autrui.

L'État est aujourd'hui chargé de fonctions dites régaliennes qui le rendent indispensable. L'État est souverain quant à ces fonctions qui ne font l'objet d'aucune délégation. Elles sont généralement limitées à quatre : assurer la sécurité extérieure par la diplomatie et la défense du territoire, assurer la sécurité intérieure et le maintien de l'ordre public avec notamment des forces de police, définir le droit et rendre la justice, définir la souveraineté économique et financière, notamment en émettant de la monnaie .

Il est évident que la suppression de la monnaie met à mal l'idée même d'un État souverain qui, sans argent, ne pourra pas enrôler une armée, une police, une justice. Il ne peut y avoir à la fois un peuple et un État souverain. C'est l'un ou l'autre, à moins de changer radicalement la forme de ce que l'on appelle l'État. L'essentiel de la Société de l'Accès que nous préconisons tient dans l'idée de permettre aux usagers de la *Res Publica* de retrouver l'entière maîtrise de leurs usages. L'argent donne mécaniquement le pouvoir à celui qui le détient. On le voit bien dans le cadre actuel où l'État, s'étant dessaisi de la création monétaire au profit des banques privées et de la BCE, a peu à peu perdu le pouvoir de définir sa politique économique. Si l'argent disparaît, ce serait le moment où jamais pour le peuple de recouvrer enfin sa souveraineté et donc d'entrer enfin en Démocratie.

La suppression du cash tant, promotionné par Christine Lagarde, si elle ne fera que supprimer la forme physique de l'argent mais non sa forme numérique, pourrait cependant nous procurer une "marche intermédiaire" vers l'abolition totale. Des étapes sont ardemment défendues par la plupart des alternatives au nom du réalisme, et nous les combattons comme "agents retardateurs" de la sortie du capitalisme. Mais dans le cas de la fin du cash, les conséquences seraient telles sur les plus pauvres, que cette "marche" pourrait servir d'élément déclencheur, de catalyseur.

Sans argent, l'État ne peut devenir que l'instance de régulation des pouvoirs locaux uniquement constituée pour résoudre un problème commun à l'ensemble de la nation. Il n'y aurait donc pas d'État permanent, pas de fonctions régaliennes, mais la constitution pour l'ensemble du territoire d'une instance temporaire chargée d'un mandat précis, unique et révocable si elle ne répond plus aux besoins de la collectivité. L'idée même de Nation devra évoluer pour se confondre avec celle de territoire.

Un peuple se définit comme un ensemble d'individus qui se reconnaissent comme ayant une histoire, une culture, un mode de vie, un territoire qui leur est commun. Il s'agit d'un sentiment commun plus qu'une réalité sociale ou biologique. Un Alsacien peut être plus proche d'un Allemand que d'un Breton, un Catalan plus proche d'un Espagnol que d'un Alsacien, mais ces mêmes Alsaciens, Bretons, Catalans, peuvent se sentir tout autant Français.

La Nation se définit plus par la délimitation d'un ensemble, par une frontière définissant le dedans et le dehors. La frontière, parfois décrite par les *no borders*, a pour seule fonction cette définition de l'intérieur. Sans elle, nous sommes tous les mêmes, ce qui est vrai quant à l'appartenance à une espèce vivante, mais qui de facto nie les différences. Opposer l'universalisme au nationalisme, le *village monde* (*sic!*) aux entités culturelles particulières est aussi dangereux que de nier l'existence du "je" et du "nous" pour l'individu, aussi stupide que de récuser l'une ou l'autre des faces d'une même médaille. L'universalisme intégriste nommé mondialisme, est aussi pervers que le nationalisme en tant que sentiment d'appartenance exacerbé. Tous deux, sont amputés de leur envers.

L'État traditionnel tend de ce fait, par sa structure hiérarchique, à nier l'individu et à se préserver de tout autre ensemble. Son principe même induit le totalitarisme intérieur et la pulsion hégémonique à l'extérieur. Une société a-monnaire perd la notion de la valeur et de la hiérarchie et ouvre

un champ de possibles considérable pour préserver à la fois l'individu (le Je), la collectivité qui fait nation (le Nous), l'articulation avec les autres Nous (le *genou*, dirait Lacan)...

La Grèce (presque autant que la France d'ailleurs) souffre d'arthrose du genou, elle boite, claudique misérablement ! Son État soutenu par une caste oligarchique est pathologiquement intoxiqué par le mondialisme et nie l'existence même de son propre peuple. Le peuple, attaqué par l'État dans son identité intime et culturelle, n'a d'autre choix que de se protéger en se repliant sur lui-même, dans un nationalisme qui ne lui ressemble même pas. Le peuple est passé de l'amour de sa nation, et de l'amour des autres nations (la *philoxénia*) au nationalisme. En cela, le peuple donne des armes à son État qui ne se prive pas de lui reprocher sa xénophobie, son conservatisme, son nationalisme. C'est très injuste vis à vis de ce peuple, très utile pour l'État, et donc, une telle situation ne peut que se chroniciser.

De là, découle l'idée qu'il n'y a plus d'autre issue pour le peuple que de rendre l'État obsolète, de licencier ses ploutocrates, de prendre le pouvoir en tant que nation composée d'individus autonomes, ayant enfin la maîtrise de leurs usages. Si le peuple avait l'idée de reconstituer un État sur le même modèle que l'ancien, il finirait par souffrir de la même arthrose du je-nous. Il se retrouverait aussitôt en but avec les instincts hégémoniques de l'Allemagne, de l'Europe, des Américains, de tous les autres. Si les Grecs acceptaient, par souci de sécurité, de perdre un peu de ce qui les constitue en tant que peuple (*ça va du tsipouro à l'orthodoxie en passant par le rébétiko et la dramaturgie antique...*), ils perdraient aussitôt leurs capacités de liberté, d'individuation, de sociabilité, d'originalité et souffriraient très vite d'arthrose du je-nous. Ils seraient la proie d'une caste politicienne qui reconstituerait très vite un gouvernement, sans doute pire qu'avant...

État d'urgence : Depuis l'irruption du Covid19, nous nous sentons menacés par un environnement où tout objet ou individu est perçu comme hostile, source de mort. Les relations humaines sont minées par le danger. Les chiffres et les courbes des "spécialistes de la mort" sont suivies comme celles de la Bourse. La pensée démissionne devant la peur, ce qui aura certainement des répercussions plus durables qu'on le pense.

Nous sommes sortis de la normalité, la normalité du capitalisme que nous refusons, mais à laquelle nous étions obligés de nous soumettre, parfois même au-delà de notre conscience. Ce que nous vivons depuis, est un

temps suspendu qui nous est imposé, qui n'est pas le fruit d'une action autonome d'opposition au monde. Cette étrangeté est sûrement source de nombreuses angoisses. Nous vivons une expérience nouvelle qui n'était pas prévisible sous cette forme : « la grève générale du virus » ! C'est une grève générale de masse "sans masses", pire encore, sans force collective de subversion.

Le capitalisme risque de se trouver à la sortie de l'état d'urgence plus affaibli qu'il ne l'était avant le début de la crise. Et avec une autre urgence, celle d'une crise sociale et financière étendue. La crise du capitalisme sera le deuxième épisode de la crise virale. C'est pourquoi, dès maintenant, la classe politique cherche à préparer la sortie comme un long processus permettant d'intégrer les mesures d'urgence dans un état de droit. Rien ne sera plus comme avant car il n'y aura plus d'exception, plus d'urgence. Si le terrorisme, les virus et la finance ploutocratique restent la norme, les mesures d'urgence deviennent permanentes. Le Patriot Act perdure depuis le 26 octobre 2001. La possibilité d'instaurer un confinement, un couvre feu, des limitations de circuler, des blocages de secteurs entiers de l'économie, le passe sanitaire, le port du masque sont autant de choses applicables par n'importe quel gouvernement français, à n'importe quel moment, sans nécessiter aucune justification, et pour plusieurs décennies, tant que les lois et règles afférentes ne seront pas abolies...

Réalise-t-on à quel point nous signons aujourd'hui pour la dictature de demain ? A quoi ressemblera un soulèvement populaire s'il doit être masqué, autorisé par les préfetures, sans caméra ni appareil de photo, limité à un périmètre d'un kilomètre, si chacun doit être en possession d'un passeport sanitaire à jour ?... Il est temps que l'abolition de l'argent rende tout cela obsolète !

État-nation : Jusqu'à Philippe Auguste (1165-1223), les textes officiels sont produits au nom du "*Rex Francorum*" c'est-à-dire le Roi de Gaule, des Francs. Au Moyen Âge, La France est une notion bien vague qui ne dit rien d'un peuple uni et bien identifié, et d'un territoire délimité par une frontière linéaire. On ne parle d'ailleurs pas de frontières mais de "*marches*", les marches désignant des zones de non-droit, des lieux où se réfugient les banis, les vagabonds, les criminels et les peuples quasi barbares. On tient sur ces zones un discours de peur : les marches sont dangereuses, païennes, sans

feux ni lois. Cet usage de la peur des marches a beaucoup contribué à la construction de l'État, de la Nation, du Royaume, du Droit. Entre le XIV^e siècle et le XXI^e siècle, l'usage de la peur comme outil de cohésion n'a guère changé et révèle la même naïveté des peuples !

Le concept théorique d'État-nation a été conçu pour donner une cohésion entre un État, ses diverses figures étatiques et des individus liés par l'appartenance à un même groupe. C'est donc à la fois une notion d'ordre identitaire et une organisation politique. Ce concept est aussi ancien que flou et il ressort régulièrement aujourd'hui quand on entend parler de "groupes identitaires", de "séparatisme", des droits du sang ou du sol... En réalité, tant que l'on n'aura pas défini précisément ce que l'on met sous les deux termes État et Nation, quels types de liens nous établissons entre cet État-nation et ceux qui s'y réfèrent, les problèmes seront récurrents.

Je ne vois pas bien ce qui pourrait régler ce genre de question, pendante depuis Philippe Auguste, sinon en cassant ce couple conflictuel. Soit on supprime l'État pour ne reconnaître que la nation c'est-à-dire le peuple, soit on supprime la nation, et l'État y perd ses frontières, se mondialise. En revanche, une abolition de l'argent et de l'échange marchand changerait la donne. En redevenant la seule résultante (ou l'expression) fluctuante des volontés du peuple, ce qui remplacerait l'État actuel, donnerait à l'idée de Nation ses lettres de noblesses et lui éviterait le piège du nationalisme...

État providence : Forme d'État qui intervient activement dans les domaines socio-économiques en vue d'assurer des prestations à tout citoyen en difficulté. Ce serait en somme un régime affranchi de la conception libérale d'un État limité à des fonctions d'ordre public et de sécurité. Mais le libéralisme économique ayant gagné la bataille idéologique quasiment partout (y compris en Chine), cette forme d'État est devenue une "exception française", exception en voie de démolition depuis les années 1980. Il n'en reste qu'une coquille à moitié vide. L'État et les grandes entreprises sont de plus en plus en coproduction, en co-élaboration. Les services encore résistants sont constamment mis en concurrence dans une logique entrepreneuriale.

Seule une autonomie de chaque échelle, du plus local au gouvernemental, fédérée au niveau national, voire international, permettrait la délibération commune et la prise en charge des conflits. Entre la souveraineté de l'État et la souveraineté du peuple il ne peut y avoir de consensus. Quelle

que soit la qualité des dirigeants, la souveraineté du peuple sur l'État laisse vite place à la souveraineté de l'État sur le peuple. Et l'argent, en tant qu'outil de condensation des pouvoirs, n'arrangera rien. C'est la limite de la théorie du *Commun* défendue par Dardot et Laval qui, faute de remettre en cause l'échange marchand ne pourra jamais éviter que la propriété privée finisse par donner aux plus riches l'exclusivité de la production des lois, et donc que les lois soient systématiquement en leur faveur.

C'est bien ce qui explique le destin de la Révolution du Conseil National de la Résistance qui avait mis à l'honneur l'État providence en 1946, lentement détricoté par le libéralisme. Ce qui a permis le CNR, malgré l'économie, c'est la crainte du communisme, à l'époque si puissant et géographiquement si proche. Il n'y aura pas de reconquête durable d'un État providence tant qu'il y aura des échanges marchands et un État centralisé élu par les marchands...

Éthique : Discipline philosophique portant sur les jugements moraux, sur les normes, les limites et devoirs de tout peuple, de toute organisation humaine. C'est *ce qui doit être*, comme *devrait être* ce qui est écrit aux frontons de nos édifices publics : Liberté, égalité, fraternité. Nul ne peut nier qu'entre l'éthique annoncée et la réalité quotidienne et concrète, ce n'est pas un simple grand écart qui subsiste, mais des abysses infranchissables. Quasiment toutes les entrées de ce modeste dictionnaire nous en montre la profondeur.

C'est ce qui fait dire à certains qu'il n'y a plus d'éthique et donc plus de société viable, à d'autres que l'éthique est une notion dépassée puisque inapplicable et qu'elle doit être remplacée par la loi, à d'autres encore qu'il faut se réinventer une éthique. Une de ces trois affirmations est-elle réaliste ? Pour le philosophe Stéphane Sangral, la morale est *un linceul crasseux qui recouvre le vivre-ensemble*, et l'éthique *un drap blanc sur lequel repose la cohérence du vivre-ensemble*. Plus concrètement, pour des philosophes comme Deleuze ou Comte-Sponville, la morale c'est le devoir qui s'impose, le bien posé en valeur absolue (tu ne tueras point) et l'éthique la réalisation raisonnable des besoins, ce qui légitime par exemple des actes médicaux parfois jugés immoraux tel l'avortement, l'euthanasie. Pour les actes professionnels, ont parle aussi de la déontologie, troisième terme recouvrant le concept.

Nos contradicteurs confrontés à l'idée saugrenue d'abolir l'argent,

l'échange marchand, l'État, nous prédisent souvent que cela sera inévitablement un monde où l'éthique, la morale, la déontologie seraient renvoyées à la perception individuelle, ce qui rendrait impossible toute cohérence sociale, ce qui revient à dire que toute société a-monétaire est vouée à l'échec. Nous prétendons au contraire qu'il ne peut y avoir d'éthique quand des profits financiers sont en jeu et que seule une société a-monétaire pourrait réintroduire une éthique commune, donc une société apaisée. Il faut bien reconnaître que l'argent, jusqu'à présent et après plusieurs millénaires d'usages, n'a guère été apaisant et encore moins capable de nous contraindre à mettre un peu de cohérence entre des idéaux universels (liberté, égalité, fraternité, par exemple) et la réalité de nos actes.

La France serait-elle conforme à sa belle devise ? Un simple sondage dans la rue aboutirait certainement à prouver le contraire, dans une large proportion. Mais les mêmes sondés diront dans une proportion tout aussi large, que l'argent n'y est pour rien, contrairement à la "nature humaine". Pourtant, sans argent, il n'y aurait moins d'injustices sociales, moins de mafias, moins de proxénétisme, moins de trafiquants de drogue, moins de concurrence déloyale, moins de personnes laissées sans aucun accès au logement, à la nourriture, aux soins...

Ce qui est plus vraisemblable, c'est que le système argent crée toutes les conditions pour que l'éthique passe après l'intérêt privé, après les profits, après l'empathie naturelle. Si a contrario l'absence d'argent impose la collaboration, l'entraide pour survivre, si cela privilégie le lien au dépend de la concurrence, il est plus vraisemblable que, tout naturellement, l'éthique, la morale, la déontologie regagnent peu à peu tous les "territoires" qui en étaient dépourvus, que la vergogne soit le moteur le plus puissant, plus puissant que la Loi et les répressions qui vont avec...

Eugénisme : Courant de pensée lié aux questions démographiques, particulièrement sur l'ensemble des recherches et des pratiques visant à déterminer les conditions d'une société uniquement composée d'individus sains. Cela implique donc le contrôle des naissances, tant sur la quantité (contraception et stérilisation) que sur la qualité (amélioration de l'espèce humaine, transhumanisme, avortements thérapeutiques, clonage, etc...). Cette question prend une ampleur de plus en plus grande avec, d'un côté le chiffre total de la population mondiale qui devient critique, de l'autre les problèmes environnementaux qui risquent fort de réduire les ressources à partager. Le

mot eugénisme (étymologiquement *bien-naitre*) est attribué à Francis Galton (1822-1911), anthropologue et géographe anglais, cousin de Darwin.

Le fait que racisme et eugénisme soient intimement liés chez beaucoup d'auteurs brouille un peu les cartes. Limiter les naissances pour préserver les femmes ou favoriser l'éducation des enfants peut être taxé d'eugénisme par les natalistes. Organiser des plans de stérilisations à l'échelle nationale comme en Chine est assimilé à la dictature. En Inde, cela a abouti à favoriser les naissances mâles et à déséquilibrer la société (940 femmes pour 1000 hommes en 2011), surtout dans les sociétés rurales (ratio de 780 pour 1000 dans certaines régions), ce qui perturbe considérablement le "marché du mariage" et crée des frustrations sexuelles avec tous les excès qui s'en suivent. La question semble provoquer des problèmes encore pire que la surpopulation. Si aucune solution n'est satisfaisante, c'est que le problème est sans doute mal posé.

On peut cependant le prendre en compte en augmentant le niveau global des sociétés (niveaux culturels et économiques). Partout où ce niveau augmente, la régulation des naissances se fait naturellement, sans les effets pervers que l'on voit ailleurs. Or, un passage de l'échange marchand à l'accès semble bien le seul moyen de limiter à la fois les inégalités sociales et les naissances. Refuser de le voir, c'est prendre le risque d'induire des solutions plus radicales, comme une troisième guerre mondiale par exemple (mode radical de mettre en acte l'eugénisme). Une petite expérience peut être rapidement faite. Sur le moteur de recherche Google, la demande *limitation des naissances* donne 467 000 résultats, et la demande *troisième guerre mondiale* en donne 27,3 millions. Sachant que ces occurrences sont basées sur les recherches des usagers, il y a de quoi être inquiets ou, a minima, de quoi s'interroger sur l'inquiétude que cette idée provoque...

Europe : L'Union Européenne a été créée, avant tout autre mobile, pour le commerce. Elle a commencé par la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1950. Elle s'est étendue avec le traité de Rome et la création de la CEE (Communauté économique européenne) en 1957. Le marché européen a ensuite gagné en pays membres, jusqu'à ce qu'il en compte 28, toujours pour des raisons économiques, et qu'il devienne logique d'y promouvoir une monnaie unique.

Partie sur cette unique base économique, l'aventure de l'UE ne pouvait mettre en acte les belles promesses servant à camoufler des intérêts

moins nobles que la paix, la croissance pour tous, le plein emploi, etc. Sur le plan des institutions, l'UE s'est construite sur des traités successifs pour le moins contraire à l'idée démocratique qu'elle affichait : Traité de Rome en 1957, traité de Bruxelles en 1965, l'Acte unique en 1986, traité de Maastricht en 1992, d'Amsterdam en 1997, de Nice en 2001, de Lisbonne en 2007. Il faut bien reconnaître que la plupart de ces traités ont été élaborés en petits comités, présentés aux peuples "en gros" et de façon partielle, en tous les cas sans en définir clairement les différents enjeux. Même l'important traité de Maastricht posant pourtant sur le fonctionnement du Parlement, de la Commission, du Conseil a été très peu commenté. Il faut dire que la lecture des 260 pages du PDF¹ était pour le moins indigeste et à moins d'une bonne culture en droit constitutionnel, peu y ont vu des risques sérieux.

En 2005, lorsque plusieurs pays européens se sont lancés dans des procédures référendaires pour légitimer un nouveau traité, quelques commentateurs ayant conscience de l'écart évident entre les promesses de l'UE et la réalité de ses actions se sont cette fois emparés des 484 pages du texte.² Ils y ont trouvé quantités de points litigieux et ont mené campagne. Si bien que le traité a été rejeté par une majorité de 54,68%, puis par 61,54% de Néerlandais également appelés à se prononcer. Le texte a donc été retoqué, et cette fois, voté par le Congrès (Parlement et Sénat réunis) au mépris du Non français car le nouveau texte enfin signé à Lisbonne en 2007 était quasiment identique. A partir de cette forfaiture, les critiques contre les institutions européennes n'ont plus jamais cessé de s'intensifier. Les termes de *souverainiste* et d'*eurosceptique* ont été inventés pour stigmatiser les opposants, de droite comme de gauche. Les gens du peuple étant inconscients des enjeux et incapables de lire et comprendre un tel texte, tout opposant s'est vu, en sus, être classé dans la catégorie *populiste*. Dans les médias, tout débat a été ainsi saboté et la moindre critique de l'Union Européenne est devenue politiquement incorrecte, les journalistes s'y prêtant mis au placard.

Il y a pourtant matière à dénoncer le coup d'état que représente l'instauration des instances décisionnelles non élues qui de fait gouvernent

1 Voir https://europa.eu/european-union/sites/default/files/docs/body/treaty_on_european_union_en.pdf

2 Voir https://europa.eu/european-union/sites/default/files/docs/body/treaty_establishing_a_constitution_for_europe_en.pdf

l'Europe. La commission européenne fonctionne comme un véritable gouvernement avec des pouvoirs législatif, constitutionnel, exécutif, diplomatique, répressif. L'ensemble des Présidents et ministres élus, représentant les États membres, n'ont droit qu'à un Conseil Européen. Ils sont donc sous contrôle de la Commission. Aucun membre de la banque centrale de l'Europe (BCE) n'est élu, malgré les pouvoirs exorbitants que confère la création monétaire et la gestion budgétaire. Seuls les membres du Parlement Européen sont élus et on sait le peu de pouvoir qui leur est accordé. La seule explication que l'on puisse donner à cet état de fait antidémocratique, c'est que plus un gouvernement est étendu, éloigné du terrain, plus il a les coudees franches. Un maire est contrôlable, un président de région beaucoup moins, un chef d'État quasiment plus, la Commission Européenne pas du tout. Il n'y a qu'une abolition totale du système monétaire qui permettrait ce genre de concentration du pouvoir.

Les Européens continuent cependant à croire au mirage européen, de moins en moins certes, mais pas suffisamment pour balayer cette monstruosité antidémocratique et inefficace. La majorité pense encore qu'il est possible de la réformer et de la socialiser. En Grèce, deux hommes politiques se sont présentés avec la ferme intentions de *renverser la table* en 2015, Tsipras et Varoufakis. Les deux ont été vite remplacés par des marionnettes plus dociles. En France, Mélanchon continue à croire en une Europe réformable, au motif que la France n'est pas la Grèce et qu'elle a plus de poids. Pour lui, un Frexit ferait immédiatement éclater l'Europe et une simple menace française de renverser la table suffirait à imposer des réformes démocratiques.

On peut en douter en se souvenant que l'Europe n'a jamais eu que des enjeux économiques et qu'elle a toujours favorisé les multinationales au dépend des peuples. Son ADN est néolibérale et si elle s'est dotée d'instances représentatives, c'est uniquement pour ne pas être démocratique, exactement comme à l'aube des "démocraties" française et américaine. Si on lui enlève cela, il ne reste plus rien, c'est une coquille vide sans aucun intérêt...

La France insoumise, si par miracle elle était portée au pouvoir aux élections de 2022, elle ferait comme tous les autres partis dit de gauche, elle mettrait tellement d'eau dans son vin que le vin en serait méconnaissable. Le monde est gouverné par les puissances d'argent et il n'y a pas d'autre solution que de leur couper l'herbe sous les pieds, d'abolir l'intégralité du sys-

tème marchand, de désargenter l'économie, de licencier Ploutos !

Exclusion : L'exclusion d'une part non négligeable de personnes par le système capitaliste libéral semble bien être l'une des ses tares les plus dangereuses. Le phénomène d'exclusion est en progression constante. Jadis réduit à une minuscule marge confinée au plus profond des bois, dans les *faux-bourgs* des villes, puis dans des *lieux-de-bans* et banlieues, il s'agissait essentiellement de brigands et de *pauvres de métier*¹. Ces derniers sont à distinguer des *pauvres honteux* qui étaient secourus par les Églises, les œuvres, les dépôts de mendicité (un établissent par département), les bureaux de bienfaisance (prise en charge par les communes et les paroisses)... L'extrême pauvreté pouvant venir d'un accident imprévisible, du décès des proches ou de circonstances malheureuses, celui qui en souffrait était généralement secouru et non exclu, à la condition toutefois qu'il en soit honteux et non qu'il en profite.

Mais il faut bien reconnaître que l'exclusion est la réaction la plus courante de la société face à l'anormalité, quelles que soient les époques et les modèles sociaux. La survie dépendant du travail des humains, les chômeurs, les indigents ont toujours été perçus comme responsables de leur condition, ou, en cas de handicap physique, coupables d'une faute de leur part ou de la part de leur famille qui leur aurait valu cette "punition divine".

Ce qui est nouveau à notre époque, ce sont les mécanismes d'exclusion qui sont devenus aussi variés qu'incontrôlables. Une personne en bonne santé physique et mentale peut très vite entrer dans un cycle infernal qui l'entraîne d'une confortable situation à la condition de SDF. Passer de travailleur à chômeur, perdre ensuite les droits au chômage puis l'accès aux minima sociaux, entraîne très vite l'incapacité à payer un loyer, puis la vente de sa voiture, puis celle de ses moyens de communication et donc son "employabilité". La rue et ses dangers finissent par pérenniser l'exclusion. De l'avis de tous les organismes s'occupant de ces exclus (Samu Social, ADT Quart Monde, Emmaüs, etc.), le passage de la pauvreté à la misère sociale et à l'exclusion est de plus en plus rapide et brutal. Le cercle vicieux est de plus en plus destructeur et donc compliqué à briser. Chose nouvelle également, il est possible de passer directement d'une classe supérieure au

1 Cette distinction a perduré après la révolution et se retrouve aujourd'hui dans les catégories de *fraudeurs* aux indemnités de chômage et des *ayant droit*.

statut de SDF. Un cadre licencié qui désespère de retrouver un emploi perd très vite tous ceux qui constituaient son "carnet d'adresses", déprime plus vite qu'un ancien pauvre faute d'avoir les codes et les armes pour vivre dans la rue.

Il semble bien que l'exclusion soit en passe de devenir un risque constant pour tous, voire une stratégie concurrentielle pour ceux qui sont bien cramponnés à leurs statuts de privilégiés. Si l'homme devient massivement superflu professionnellement, économiquement, il sera impossible *d'accueillir toute la misère du monde* ! Cette citation attribuée à Michel Rocard est passée dans la doxa, à tous les niveaux de la société, au sujet des migrants, de la pauvreté, de la solidarité internationale. La vraie phrase prononcée par Rocard était *«Il y a, en effet, dans le monde trop de drames, de pauvreté, de famine pour que l'Europe et la France puissent accueillir tous ceux que la misère pousse vers elles»*. Il s'agissait donc uniquement des migrants et pour regretter le peu de moyens déployés par l'Europe face à ce problème, non de justifier la politique de l'époque.

Au-delà de l'usage fait des propos de Rocard, il faut bien reconnaître que dans un cadre monétaire et marchand, la marge de manœuvre est si faible que le problème de l'exclusion ne peut que s'accroître et qu'il se serait temps de sortir de cette logique pour entrer dans la Civilisation de l'Accès...

Expérience : Notre société moderne se caractérise par la défiance de l'expérience et la foi dans des certitudes. Par exemple : l'expression "véhicule propre" est aujourd'hui couramment utilisée en référence aux voitures électriques. Mais à y regarder de plus près, ces véhicules sont-ils vraiment écologiquement propres ? A première vue une voiture diesel, avec son beau panache de fumée à la sortie du pot et son bruit si caractéristique, paraît plus polluante qu'une voiture électrique silencieuse et sans fumée. Mais c'est sans tenir compte du mode de fabrication, du cycle de vie des véhicules, des matériaux utilisés dans les batteries, de l'origine de l'électricité. Le directeur général de l'ARPP (*Autorité de Régulation Professionnelle de la Publicité*), Stéphane Martin, déclarait au journal Le Monde : *«Sur l'ensemble de son cycle de vie, la consommation énergétique d'un véhicule électrique est globalement proche de celle d'un véhicule diesel»*. Qui dit vrai entre l'ARPP et le fabricant de batteries ?

La querelle ne fait que commencer et promet de belles controverses,

propres à diviser les écologistes entre eux autant que les constructeurs. L'électricité est-elle plus propre si elle est produite à partir du nucléaire ou de l'éolien ? Les batteries étant produites dans des fours à 400°C, avec des ressources fossiles rares (cobalt, lithium, graphite...) souvent extraites en Afrique dans des conditions sanitaires et sociales totalement injustifiables d'un point de vue éthique, le qualificatif *propre* est-il acceptable ?

En réalité, le problème est surtout celui de l'expérimentation des technologies nouvelles dans le contexte d'une société marchande. Voilà plus de dix ans que Tesla, le constructeur californien, investit des milliards pour se positionner sur le créneau des véhicules électriques. Les autres fabricants (BMW, Volkswagen, General Motors, entre autres, et plus récemment Volvo) se sont mis en chasse pour rattraper Tesla et se mettre au vert. Les lobbies du nucléaire et du pétrole jouent également leur avenir dans cette affaire. Une généralisation des voitures électriques assurerait le clan nucléaire d'un bel avenir et mettrait en sérieux danger celui du pétrole. Derrière le débat technique se cache toujours un débat financier avec des intérêts aussi considérables qu'antinomiques. Une société capitaliste ne peut prendre le risque d'un gros investissement sans la promesse d'un bénéfice en retour.

Le cas de l'EPR de Flamanville est exemplaire : les erreurs techniques se sont multipliées et le budget s'est envolé. La logique autant que la prudence voudrait qu'on arrête cette expérience pour le moins douteuse, mais ce serait une perte sèche qui remettrait en cause l'entreprise, l'État qui l'a commanditée, la carrière des responsables techniques et commerciaux, le principe même du choix nucléaire. Pour la voiture électrique, il en sera de même. Quelque soit le diagnostic qui en sera fait à l'expérience, il sera impossible de revenir en arrière avant des décennies.

C'est par de tels exemples que l'on réalise à quel point l'idée d'organiser une société non marchande, a-monnaire, est raisonnable. Aujourd'hui, l'expérience n'est entreprise qu'avec la certitude d'un potentiel rapport financier, se poursuit quoi qu'il en soit si la valeur investie est importante, n'aboutit que si elle ne remet pas en cause un autre intérêt financier plus puissant. Sans la nécessité de réaliser des profits, qu'est-ce qui empêcherait d'expérimenter une idée qui paraît bonne au départ et de l'arrêter si, en cours d'expérimentation, elle s'avère dangereuse, trop coûteuse en énergie et matières, ou porteuse d'effets pervers imprévisibles ? Qu'est-ce qui empêche une équipe de chercheurs de prendre tout le temps qui leur est nécessaire, avant la mise en œuvre, pour peser le pour et le contre, pour

réunir les avis les plus transversaux, auprès des plus compétents de la planète ? Qu'est-ce qui motiverait la poursuite d'une production polluante ou éthiquement douteuse, s'il n'y a pas d'argent à gagner ? Déboiser des milliers d'hectares de forêt primaire pour y planter des palmiers à huile peut paraître une bonne idée dans un contexte marchand. Il est même possible de rendre tolérables, à tous les employés de la chaîne de production, les dégâts collatéraux humains et écologiques qu'entraîne cette activité. Mais dans un contexte non marchand, qui aurait une idée aussi saugrenue ? Quel Bolloré arriverait à polluer ainsi la forêt camerounaise, par quel moyen de pression ou de persuasion ? Et surtout, s'il en existait un assez doué pour convaincre que l'huile de palme est bonne pour les paysans camerounais, à l'expérience ces paysans le reconduiraient très vite hors de leur continent, doté d'un certificat attestant de son "caractère nuisible" en guise de solde pour tout compte !

Et c'est justement pour cette raison que les Bolloré et les Tesla, leurs thuriféraires, grands prêtres et fidèles soudoyés, vous diront que la fin de l'argent est une utopie, qu'ils en empêcheront toute expérimentation. Mais nos sociétés évoluent et de plus en plus de monde, dans des domaines aussi divers que la recherche scientifique, l'agriculture ou l'informatique, se refusent à introduire le profit dans leurs expérimentations, conscients que le prix à payer pour l'argent, c'est la liberté autant que l'efficacité...

L'expérience s'oppose au savoir théorique. On dit de quelqu'un qu'il a de l'expérience quand ses activités lui ont permis d'accumuler un savoir-faire, de se constituer un art de vivre, de cumuler un savoir théorique que le vécu corrobore. L'expérimentation scientifique vise à vérifier une question en la confrontant au réel, en la reproduisant selon des protocoles bien établis jusqu'à ce qu'elle soit reproductible avec les mêmes effets, en toute circonstance et prenne force de loi.

Cette forme d'apprentissage et d'accès à la connaissance est sans cesse évoquée, et dans les faits, sans cesse critiquée. En effet, les dogmes économiques tendent plus à contraindre l'esprit qu'à expérimenter ce qui confirmerait le dogme, qu'à remettre en cause des vérités jugées incontournables, telles les lois du marché ou de la concurrence dite "libre et non faussée". Les impératifs financiers empêchent nombre d'expérimentations pourtant essentielles, contraignent à poursuivre des expériences désastreuses pour en justifier les investissements.

Les plans pour "sauver les banlieues" que chaque gouvernement successif pond à grands frais, relèvent de cette stratégie. Après moult déclarations de nouveauté, de prises en compte de l'avis des sociétés civiles, des associations, des habitants, chaque plan est l'occasion de débats acharnés, d'investissements financiers parfois lourds et ont pour seul résultat réel de graver le nom d'un Ministre de la ville au bas du parchemin ! Les expériences de cette sorte n'ont cessé d'animer la vie politique au point que toute nouvelle expérience finit par être suspecte.

Après l'abolition de l'argent, le terme d'expérience retrouvera sa noblesse en ce sens que l'expérience pourra être stoppée à la première alerte, au contraire être soutenue par le plus grand nombre quand elle semble déboucher sur une avancée utile. Dès l'école, l'apprentissage expérimental se généralisera, souvent au dépend du savoir transmis ex-cathedra, parfois utile mais généralement moins efficient. Que l'expérience soit technique, sociale ou politique, la désargence permettrait tant de choses que l'argent empêche, que l'expérimentateur, jadis suspecté de n'être qu'un bricoleur, un apprenti sorcier, obtiendrait le statut le plus socialement estimable...

Expertise : Quand un problème se pose et qu'une solution est avancée, elle se doit d'être débattue avant d'être mise en œuvre. Quand une question induit différentes réponses, il faut bien un débat pour trancher. Rien de plus logique à cela et il devrait en être de même dans tous les domaines qu'il s'agisse de politique, de science, d'urbanisme... Comment donc le système monétaire a-t-il pu enrayer une telle logique ? Les humains de notre temps ne manquent ni d'esprits brillants ni de spécialistes extrêmement pointus dans leurs domaines hyper-spécialisés. Or, il est facile a posteriori de constater que quantités de choix ont été faits en dépit du bon sens et que la plupart des experts ont posé des diagnostics et proposé des solutions inadéquates.

La seule explication est que ces experts sont soumis à des contraintes économiques qui limitent drastiquement le champ des possibles. La plupart sont financés dans leurs recherches par des groupes industriels qui ne peuvent tolérer une remise en cause de leurs activités et encore moins de leurs profits financiers. Les rares à produire des analyses objectives et indépendantes, se heurtent à des lobbies puissants qui s'ingénient à discréditer leurs travaux, à leur ôter tout moyen de publier leurs thèses, à

produire des contre-analyses largement médiatisées. Le domaine de l'expertise est sans doute l'exemple le plus flagrant du fait que l'argent empêche bien plus qu'il ne permet !

La crise Covid en est un bel exemple. Les intérêts privés du Big Pharma, les enjeux de carrières pour les médecins, universitaires, chercheurs, la soif de pouvoir des politiques et des administrateurs ont totalement faussé le débat, avec le lot de censures, de fausses expertises, de campagnes de dénigrement, au point que plus personne ne croit plus personne sur parole et que tout le monde s'autorise à énoncer des opinions sans la moindre justification scientifique. C'en est venu au point où, systématiquement, les professionnels interrogés par les médias prenaient la précaution de préciser avant tout propos qu'ils n'avaient pas de conflits d'intérêt et quels étaient leurs états de service ! Et on continue à dire que la monnaie *fiduciaire* permet la *confiance*. L'argent nous a mené à un point où la confiance, d'où qu'elle vienne et vers qui elle s'adresse, relève de la naïveté. Plus vite on s'en débarrassera, plus vite nous pourrons nous faire confiance, de soi à soi, de soi à l'autre...

Exploitation de l'homme : Jusqu'à la fin des Trente glorieuses, il était normal que l'exploitation de l'homme par le capital soit l'objet principal des luttes sociales. Aujourd'hui, nous sommes face au chômage de masse et il n'y a aucune raison pour que la situation s'améliore. L'épuisement des ressources, la diminution de la croissance mondiale, la mécanisation et la robotisation rendent chaque jour quelques emplois de plus obsolètes. La logique du système a renversé l'objet des luttes. Si nous restons dans le même cadre économique et politique, il faudra se résoudre à lutter pour la survie d'une masse énorme et irréductible de personnes inexploitable. Le comble du social !

C'est sans doute ce qui explique l'engouement pour les systèmes de revenus universels, revenus d'existence, QE4P et autres modes de redistribution. Mais cette solution, si elle permet de survivre dans une société où le salariat devient un privilège et le chômage la norme, c'est au prix d'une paupérisation permanente, d'une situation intolérable érigée en progrès social ! C'est ce qui explique que les politiques de droite commencent à partager cette idée de "partage du gâteau" avec autant d'enthousiasme que celles de gauche.

Il n'y a donc plus d'issue réellement sociale que de remettre en

cause l'échange marchand, l'argent, le salariat. L'humoriste Coluche avait vu juste quand il disait dans un sketch : « *Camarades, le capitalisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Le syndicalisme, c'est le contraire !* » En effet, l'alternative droite ou gauche, Médef ou CGT, Macron ou Mélenchon, revient inexorablement à la même situation, une minorité de travailleurs nantis et une masse d'humains superflus servant de réserve de main d'œuvre. Le plein emploi ne peut se réaliser ni par le partage du gâteau ni par le ruissellement issu de la ploutocratie...

Au moment où j'écris ces mots, la campagne pour les présidentielles de 2022 commence à poindre, malgré les efforts *d'enfumage covidien* du gouvernement. On voit donc refleurir des propositions de droite et de gauche, toutes plus utopiques ou mensongères les unes que les autres. Les prétendants au trône ne sont pas en cause, ils n'ont pas le choix. Qui serait élu en expliquant, comme l'a fait jadis Winston Churchill, « *I have nothing to offer but blood, toil, tears and sweat* », (je n'ai rien à offrir, seulement du sang, du labeur, des larmes et de la sueur). Aujourd'hui, un nouveau Churchill ne pourrait offrir le labeur, seulement un monde en décomposition, au bord de l'effondrement. Il ne reste que le sang, les larmes et la sueur. Le discours ne serait pas très électoraliste et la majorité se laisserait bercer par les sirènes des démagogues ou par la logique fasciste.

Souvenons-nous qu'Hitler a été nommé Chancelier du Reich en janvier 1933, en proposant deux volets rhétoriques : un bouc émissaire pour justifier son programme d'un côté, et de l'autre côté, le plein emploi grâce à l'armement et quelques grands chantiers comme les autoroutes. A l'expérience, les opposants aux thèses du Mein Kampf n'ont pas fait le poids face à cette stratégie !

Si nous ne voulons pas voir se reproduire le schéma de l'Allemagne des années trente, il n'y a pas d'autre option que de proposer un projet qui soit réaliste vis à vis des risques d'effondrement et qui reste malgré tout attractif. Les larmes, la sueur et le sang, sans augmentation du niveau de vie général, sans l'emploi, sans les jouets contraphobiques de la technologie mais avec une porte de sortie honorable. Or, la sobriété heureuse que promettent les décroissants relève plus de l'ascèse que du long fleuve tranquille. Les innovations des économistes atterrés, des déconomistes, des adeptes de la monnaie juste ou du système Friot ne disent pas grand chose sur les moyens d'imposer leurs sympathiques thèses. Reste la Société de l'Accès qui peut s'expérimenter dès aujourd'hui, qui trouve une justifica-

tion dans les moindres aspects de nos vies, et dont l'évidence s'impose bien plus vite que nous aurions pu l'espérer, et vers qui les impasses structurelles qui s'amoncellent sur nos têtes nous conduisent...

Externalités : Les externalités sont généralement définies comme les effets non chiffrés d'un processus commercial ou industriel reporté sur une tierce partie. En clair ce concept économique désigne les coûts de la production industrielle qui ne sont pas pris en compte par les entreprises et sont donc reportés sur les États et les collectivités. Par exemple, quand Nestlé utilise des quantités astronomiques d'eau potable extraite, traitée, distribuée par les services publics, qu'il rejette dans la nature après usage cette même eau polluée sans aucune compensation, l'entreprise économise des sommes considérables au dépend des contribuables. Elle externalise son usage de l'eau. Une étude anglaise du bureau d'analyse *Trucost*¹ a montré que l'ensemble du secteur industriel mondial serait en faillite s'il était contraint de prendre en charge ses externalités.

Notre niveau de vie, notre PIB, les prix d'achats de nos consommations sont donc complètement faussés par ces externalités. Un simple rouleau de papier mains, n'intègre dans son prix ni sa consommation d'eau, ni la déforestation, ni la dégradation des sols, ni la pollution de ses rejets. Ce que nous économisons sur le papier acheté, nous le payons indirectement sur notre facture d'eau, sur l'environnement, sur notre qualité de vie. Mais le pire, c'est que nous vivons sur une illusion, celle d'une industrie globalement rentable et rationnelle, alors qu'elle est objectivement déficitaire. C'est l'ensemble du système productif et marchand qui devrait être remis en cause du simple principe de ces externalités. Il n'est donc pas étonnant que si peu en parlent...

L'illusion fonctionne aussi bien au niveau du consommateur. Si les entreprises polluantes devaient payer ce qu'elles externalisent aujourd'hui, nombre de produits de consommation courantes verraient leur prix s'envoler. Consommer du papier main, des yaourts industriels ou boire de l'eau en bouteilles plastiques deviendrait un luxe inabordable pour le commun des mortel. Par nécessité, les industriels seraient alors obligés de revoir totalement leurs modes de production pour garder un minimum de consommateurs. Cette constatation est l'un des meilleurs arguments en faveur de la

1 Voir <https://www.trucost.com/news-insights/>

désargence. Le système marchand nous fait vivre dans un monde d'illusion, un monde de magicien. A la fin du spectacle, il ne restera plus que la gueule de bois. Sans argent, plus d'illusions mais le réel, parfois dramatique, souvent dommageable, mais toujours plus viable que les tours de passe-passe du capitalisme !

Certains domaines de l'industrie relèvent de la caricature quant à leur capacité à camoufler leurs externalités et à nous les faire accepter comme naturelles : l'industrie du tabac, de l'armement, du plastique..., par exemple. On comprend bien que l'intérêt des États comme des entreprises est de camoufler soigneusement le problème et de ne rien toucher à ce système absurde. Y aurait-il un moyen quelconque de concilier les profits financiers et le bien être des humains, le respect de l'environnement ? On peut en douter si on prend la question sous l'angle des externalités. Mais alors, faudrait-il supprimer les profits financiers ou se passer de l'industrie ?

Le site *Les Crises*¹ conclut sur ce sujet : « *En ce sens, le capitalisme produit un modèle économique qui n'est pas seulement rapace mais aussi psychopathe. Ceux qui recherchent le profit n'ont d'autre choix que d'infliger des dommages à la société en général, ou à la planète, et de dissimuler ensuite leurs actions profondément antisociales – voire suicidaires.* » Pourtant, les brillants économistes qui alimentent ce site, ne suggèrent à aucun moment que tout ceci est dans la logique du système et qu'il n'y a donc pas d'issue à l'intérieur de ce système. Se passer des profits, ce serait possible en organisant l'accès sans conditions aux biens et services. Mais ce serait une telle révolution copernicienne que les économistes les plus ouverts y rechignent. Jusqu'à quand ?... Avant ou après l'effondrement ?...

Les États eux-mêmes faussent leur comptabilité selon le même principe. Les déchets nucléaires qui sont encore bien embarrassants n'ont jamais été budgétés, ni par l'État français, ni par la société publique de production EDF. Un tel problème, allié à un tel silence des médias, des économistes, des gouvernants peut paraître étonnant. L'expertise de Trucost est pourtant claire. Plus de 100 critères de mesures liées à l'environnement ont été dégagés, classés dans 6 catégories : utilisation de l'eau, utilisation des sols, émissions de gaz à effet de serre, pollution des déchets, pollution des sols, pollution des eaux, etc.. Ainsi, on découvre que les industries de la

1 Voir [» Malgré les ravages du Capitalisme, le Pouvoir s'entête et contre-attaque \(les-crisis.fr\)](http://les-crisis.fr)

production et de la transformation ont un coût d'externalité estimé à un total de 7300 milliards de dollars, soit 13% du PIB mondial de l'année 2009. Le coût environnemental excède très largement le chiffre d'affaires des entreprises. L'industrie du bétail en Amérique du Sud, a un impact environnemental estimé à 353,8 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires de 16,6 milliards. Quel gouvernement prendra le risque de lever un tel lièvre ?...

F

Fablab : Les fablabs sont des lieux de mise à disposition de machines, en présence de personnes compétentes. Chacun peut y fabriquer ce dont il a besoin. Ce mouvement prend de l'ampleur, mais toujours avec trois voies opposant trois objectifs. Les uns visent la gratuité et l'accès libre: *«Avec les fablabs, on peut fabriquer au lieu d'acheter !»*. Les autres y voient un nouveau marché dans la continuité des magasins de bricolages et certains pensent que le fablab est un façon commode de contourner les inconvénients du capitalisme. En somme, l'idée du fablab tend vers un changement de paradigme, vers une évolution du marché capitaliste ou vers l'alternative cosmétique.¹ Les trois grandes options qui divisent nos sociétés s'y retrouvent.

Imprimante 3D, découpeuse laser, fraiseuse et tour numériques, scanner 3D, sont les machines que l'on trouve le plus souvent dans les fablabs. C'est une forme de lutte contre le gaspillage, contre l'obsolescence programmée. La pièce détachée de l'électroménager, de la voiture, de l'ordinateur qui met en panne l'ensemble du matériel et se révèle introuvable très rapidement chez les constructeurs peut ainsi être fabriquée à la demande.

La vague des fablabs a pris naissance en 1998 sous l'impulsion de Neil Gerhenfeld, professeur à l'institut de technologie du Massachussets (MIT). Ces ateliers ont pris un sens particulier en Afrique où ils deviennent

¹<https://reporterre.net/Avec-les-fablabs-on-peut-creer-au-lieu-d-acheter>

d'excellents relais pour le développement et l'éducation. Quelques-uns d'entre eux sont devenus célèbres en travaillant pour les universités, les laboratoires de recherches qui, faute d'un budget suffisant ne pouvaient acquérir les outils indispensables. Au Bénin, un fablab (BloLab) s'est spécialisé dans l'habitat, l'urbanisme. En démocratisant la technologie, ils ont initié des projets alternatifs étonnants, directement issus d'idées informelles des habitants.

Dans l'optique d'un effondrement et de l'invention dans l'urgence d'un autre mode de consommation- production, ces expériences ouvrent des boulevards à la faisabilité d'une société post-monnaire. Elles arrivent souvent à faire dans un contexte monétaire ce qui se ferait naturellement dans un contexte a-monnaire. Avec les marchés gratuits, les logiciels libres, les copyleft, etc., les falabs sont la preuve vivante qu'une désurgence n'est pas forcément une utopie.

Facebook : Facebook est un réseau social ouvert à tous et gratuit. Derrière cette gratuité, se cache une entreprise commerciale gigantesque. Créée en 2004 par Mark Zuckerberg (USA), elle est cotée en bourse dès 2012, emploie près de 22 000 personnes en 2016 et compte 1,8 milliards d'utilisateurs actifs mensuels. Avec la publicité et la vente des données aux entreprises, Facebook encaisse en moyenne 20 dollars par utilisateur, soit un chiffre d'affaire colossal. Décrié par tous les anticapitalistes, il est toutefois utilisé, par tous ou presque, comme seul moyen d'obtenir une quelconque visibilité et un moyen de mobilisation. Ce système centralisé, usant des données personnelles sans vergogne, terriblement énergivore, est le paradigme du pouvoir qui contraint ses opposants à utiliser les outils mêmes qui ont permis ce pouvoir ! La force du capitalisme réside dans ce monopole de l'outil.

A ces réseaux sociaux se sont couplés des systèmes de crédit, de paiement en ligne, d'assurances qui se sont révélés de redoutables outils politiques. La Chine a poussé l'idée jusqu'à la caricature en récompensant le citoyen "normé" par quantité d'avantages et en fermant l'accès à certains services aux "renégats". Chaque Chinois est doté d'une cote évaluant sa solvabilité, son mode de vie, sa sexualité, ses opinions... Un Big Brother qu'Orwell n'aurait jamais pu imaginer permet aux commerciaux comme aux politiques de favoriser une petite oligarchie et d'exclure le plus grand

nombre, et ce malgré la persistance de façade du marxisme-léninisme et d'une soi-disant fin de la lutte des classes !

Les réseaux sociaux existeront toujours si une société a-monétaire émergeait, mais sous une forme décentralisée, sans prise de contrôle possible de l'ensemble des données en circulation comme c'est le cas dans un contexte de profits et de concurrence. Sans le poids de l'argent, du profit, il semble évident que les contenus des nouveaux réseaux sociaux changeraient radicalement. Actuellement, l'impératif commercial fait que les réseaux sociaux dirigent toutes nos informations, toutes nos relations en fonction du profil qui s'est dégagé de nos posts, de nos likes, de nos partages. Il est facile sur Facebook de se constituer un "stock d'amis" impressionnant mais totalement déconnecté de nos attentes réelles.

Sans argent le réseau social perdrait toute sa structure pyramidale. Il n'en resterait plus qu'un assemblage hétéroclite de groupes affinitaires, des offres ou demandes d'activités ou de documentations, échanges d'idées... Certains organiseront des sites didactiques permettant de trouver rapidement qui parle de tel ou tel sujet, comment trouver une information-aiguille dans la meule de foin commune. Vous choisissez quoi, Facebook de Google ou le Facebook de la société a-monétaire ?....

Fainéant : L'homme serait un animal fainéant par nature qui ne se meut que pas son intérêt égoïste et par ses vices. On ne peut combattre cette idée reçue qu'en lui opposant une autre idée reçue, celle de l'homme social par excellence. La posture qui gagne étant souvent celle qui est la plus facile, celui qui emporte le débat est toujours celui qui est persuadé qu'on ne peut pas donner à l'homme un "free lunch" sans que la société ne s'effondre, que seul le fouet de la survie peut l'amener à créer des biens et des services payants. C'est une vision contredite par l'histoire des arts et des sciences, du bénévolat, des inventeurs,... Seulement c'est effectivement une anthropologie performative qui sélectionne les individus capables d'être mus par leur seul intérêt égoïste.

Notre société marchande ne manque pas de fainéants. Chacun de nous en a connu dans sa famille, son entreprise, son association. On dit d'eux qu'ils ont un poil dans la main, ce qui laisse entendre que c'est dans leur "nature". Nous avons aussi des hyperactifs, des courageux qu'il faut parfois arrêter ou calmer. Pourquoi donc pense-t-on qu'une société monétisée est viable dans cette diversité et pas une société démonétisée ? L'argent

serait-il le seul moteur qui nous fasse agir, collaborer au bien commun ?

Une fois de plus, il s'agit de l'effet "calque" qui nous pousse à croire que les travers d'un système se retrouvent dans n'importe quel autre système. Les marins mettent un pompon sur leur béret car ils risquent sans cesse de se cogner la tête dans les coursives. Dans une maison où toutes les portes sont réglementairement hautes de 2,04m, le pompon serait ridicule. Les humains n'ont pas les mêmes réflexes quand ils sont soumis aux normes de l'habitat ou de la marine, pas les mêmes affects, pas les mêmes usages avec ou sans l'argent. Il est donc stupide de transposer les usages d'un système économique dans un autre radicalement différent. On peut seulement tenter d'anticiper, de prévoir, sans avoir la moindre certitude avant l'expérience.

Pourtant, l'idée que sans salaire, plus personne ne travaillerait, au motif qu'aujourd'hui nul ne l'accepterait, pollue régulièrement les débats. Nous avons beau expliquer qu'aujourd'hui déjà des millions de gens s'activent bénévolement sans en attendre le moindre retour, rien n'y fait, dans une société sans argent plus aucun service ne fonctionnerait ! Étrange mauvaise foi... Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. Quand on refuse, par principe, que l'argent puisse disparaître, on dit que sans lui les hommes seraient mauvais, en toute mauvaise foi !

Faisabilité : La grande question qui anime les débats sur l'abolition de la monnaie est la question de la faisabilité. Après cinq millénaires d'usage, si beaucoup souhaitent l'abolition, seule une minorité la croit possible, réalisable sans perdre les nombreux avantages de la société monétaire. Certes, les impasses sont nombreuses et ne donnent plus foi dans un possible aménagement de la finance mondiale. Certes, les dégâts sont patents et l'idée d'une désargence séduisante. Mais comment y parvenir ? Comment réguler la production, la consommation ? Comment éviter que l'abolition n'amène plus de drames que de joies ? La nature humaine, capable du meilleur mais aussi du pire, peut-elle être régulée sans la carotte et le bâton monétaire ? Si les passions subsistent, avec ou sans argent, les outils classiques (police, armée, justice, État...) résisteront-ils à l'abolition ?...

En pratique, la question "comment faire" précède toujours la question de l'obligation, "je dois". Qu'il s'agisse de l'esclavage, de l'avantage d'avoir la même religion que le roi ou d'éviter les naissances non désirées, les bonnes raisons que l'on a invoquées n'ont été acceptées qu'à

partir du moment où une solution de remplacement s'est fait jour, s'est mise en place. Et même quand elles ont été admises, ces remplacements ont toujours connu des avancées et des périodes de recul, de régressions successives.

Une idée a une chance de se concrétiser si une majorité de gens la partagent. Or, l'idée d'instaurer une Société de l'Accès n'est partagée qu'au sein d'un microscopique cercle. Mais il faut bien qu'une idée apparaisse un jour sur le "marché des idées" pour qu'elle prenne corps. Une idée qui reste dans la tête de son concepteur ne sera jamais partagée, aussi brillante soit-elle. On attribue faussement à Victor Hugo la phrase : *"Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue"*.¹ La question est en effet de savoir quand arrivera l'heure de l'accès...

Qui peuvent être les "supporters" potentiels d'une abolition de l'argent ? Faisons un inventaire sur la France, sixième puissance mondiale, et à ce titre plus difficile à convaincre que les paysans sans terre de l'Érythrée. Un rapport de l'observatoire des inégalités donne un calcul "à la louche" des revenus comparés des Français. Ce tableau est plus simple que les statistiques de l'INSEE qui nous parlent de salaire médian (seuil au-dessus et au-dessous duquel il y a autant de salariés), de salaire moyen (somme des salaires divisée par le nombre de salariat), qui mettent à part les gens sans aucun revenu officiel. Pour simplifier, nous nous baserons sur ces quatre catégories :

Classe	Revenu mensuel	%	Nombre	Catégorie
A	de 0 à 934€	15,00%	9.721.500	Très pauvres
B	de 934€ à 1 300€	32,50%	21.063.250	Pauvres
C	de 1300 à 3 260€	22,50%	14.582.250	Classe moyenne
D	plus de 3 200€	30,00%	19.443.000	Riches

1 Hugo n'a jamais écrit cette phrase, mais suite à une erreur typographique dans une traduction anglaise, une note en bas de page s'est vue dotée de guillemets". La confusion vient de là.

		100,00%	64.810.000	Total

La classe A concerne tous les "accidentés de la conjoncture", les "sans-dents", les "derniers de cordées", les "SDF" (selon les jolis noms que le capitalisme leur donne), auquel on peut ajouter les travailleurs pauvres et précaires, les retraités sans retraites et les handicapés sans allocations, les petits agriculteurs qui travaillent à perte... Pour la patrie de l'égalité et de la fraternité, chapeau bas ! C'est presque 10 millions de personnes qui n'ont absolument rien à perdre et tout à gagner d'une société où les biens, services et savoir seraient en accès sans condition. Même si ce sont les moins organisés et les moins en état de mener le combat, on sait bien qu'ils n'ont aucun intérêt à freiner le mouvement.

La classe B, c'est tous ceux dont les *fins de mois* sont si dures qu'elles occultent la *fin du monde* ! Cette classe tend à augmenter, régulièrement alimentée par les déclassés de la classe moyenne. Après la crise sanitaire en cours au moment où j'écris, ces déclassés risquent d'être plus nombreux avec la faillite des cafés, restaurants, hôtels, entreprises du spectacle... C'est sans doute la classe la plus apte à provoquer un changement radical. Les Gilets Jaunes ont prouvé qu'ils étaient capables, en partant d'un simple problème de taxe sur le diesel, de se former, de s'informer et d'évoluer vers une contestation plus radicale sur les questions de démocratie, de représentativité, d'imposition, de répartition des richesses, d'écologie, etc. Un rond-point peut mener dans toutes les directions, pourquoi pas vers la Société de l'Accès... Cette classe a sagement obéi à toutes les injonctions des gouvernements successifs. Elle a accepté la flexibilité, la précarité, l'éloignement des centres urbains, la voiture diesel, le pavillon de banlieue et le lotissement rural, la malbouffe et le consumérisme. Ces gens se sont fait rouler dans la farine et en exigeant d'eux qu'ils obéissent à de nouvelles injonctions contraires, le gouvernement les a jetés sur les rond-points. Beaucoup finiront pas entendre que les solutions classiques mènent à l'impasse et qu'il faut innover...

La classe C, c'est la classe, dite moyenne, qui tendrait à disparaître, si l'on en croit les affidés du select club de Davos (le Forum économique mondial). C'est cette classe qui sera sans doute la plus difficile à convaincre d'un changement radical. Elle a trop à perdre, elle est trop formatée par

l'idéologie capitaliste libérale. La plupart persisteront dans l'idée qu'un peu de replâtrage cachera les fissures du système et dans l'espoir de se raccrocher à la classe des riches. La recherche de promotion sociale leur a fait accepter tous les codes et tous les usages de la classe D.

La classe D, est celle des riches et des très riches qui représentent un cénacle restreint de millionnaires et milliardaires faussant toutes les moyennes que l'on peut établir. Entre un grand chef d'entreprise du CAC40 et le cadre supérieur, l'écart de niveau de vie est considérable et tend à se creuser. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette classe aisée dont sont issues la plupart des élites économiques, intellectuelles, entrepreneuriales, politiques, est en train de se fissurer. Certains se rendent compte que le bunker doré sur tranche et puissamment protégé de la populace est peut-être une option mais en rien un mode de vie souhaitable. Quantité de représentants de cette classe changent leur fusil d'épaule. Des entrepreneurs s'organisent en coopératives ouvrières, des ingénieurs deviennent maraîchers ou bergers, des traders ouvrent des fablabs... Il reste cependant une grande majorité de cette classe qui, possédant tous les pouvoirs (politiques, médiatiques, financiers), finiront par tous se raccorder à l'idéologie Davos, Bilderberg and Co. Le "Great Reset" fait recette dans ces milieux et, contrairement aux promoteurs d'une société post-monnaire, ils sont puissants et organisés, ils possèdent toutes les armes de "la fabrique du consentement" !

Nul n'est en mesure d'affirmer que l'heure de la désargence est sur le point d'arriver, mais nul ne peut être certain qu'un renversement du rapport de forces n'est pas en train de se produire à la faveur des incertitudes environnementales, économiques, énergétiques, culturelles. Si le principal argument que l'on nous oppose est celui de la "non faisabilité" d'un tel projet, chaque jour qui passe semble nous indiquer un nouveau ralliement possible à cette idée en marche. Si l'on pouvait nous dire il y a dix ans que nous prenions nos désirs pour des réalités, la tendance s'inverse. Rien n'est gagné et il y a autant de chance pour que gagne l'option Schwab (The great Reset), l'option Mélenchon-Morales-Chavès...(un socialisme régulant le marché), l'option chinoise (un libéralisme économique géré par un gouvernement totalitaire) ou l'option post-monnaire. Entre ces quatre options rien n'est écrit, tout est à faire. Si la dernière en date, la plus radicale quant à l'économie, paraît encore insignifiante, elle n'en est pas moins présente. Et puisque l'on nous assène avec entêtement que notre projet

ne peut se réaliser que simultanément sur tous les pays du globe, il devient difficile de trouver une région du monde qui n'a pas quelques précurseurs qui y travaillent...

Les classes A (15%) et B (32,5%) représentent une énorme majorité mais n'ont pas encore les outils du pouvoir. Les classes C et D sont largement minoritaire, elles ont tous les pouvoirs, mais de moins en moins de légitimité. Les premiers de cordées vont perdre leur notoriété, il y a longtemps qu'ils ne "ruissellent plus". Certes, ceux-là ont accumulé tous les pouvoirs comme ils ont accumulé la richesse. Ils auront aussi de leur côté quelques "soignants du système" qui n'avoueront pas facilement s'être trompés de cible et qui préféreront s'entêter dans leur erreur stratégique. Il faudra leur rappeler que la guérilla a gagné les guerres face aux armées les plus puissantes. Napoléon s'est fait piégé par les Russes et leur politique de la terre brûlée. En Espagne, les grognards se sont heurtés aux commandos du général Mina¹ et se sont fait décimés sans presque jamais voir leurs ennemis. Le Viêt Cồng a défait l'armée la plus puissante au monde, malgré l'usage intensif des bombes au napalm, de l'agent orange. Les GI, en dépit du dollar et de la technologie made in USA, n'ont pas empêché la défaite et se sont retirés le 30 avril 1975, dans un désordre total, comme il se sont enfuis de l'Afghanistan en août 2021.

On peut ajouter au 47% des classes A et B une part non négligeable des classes C et D. Tous ne sont pas suicidaires, cyniques ou stupides. Les cadres qui se sont reconvertis dans des activités marginales et modestes font de plus en plus d'émules. On a déjà vu des généraux démissionner et entrer dans des mouvements pacifistes.² On a vu des aristocrates fortunés tout abandonner pour s'occuper des migrants.³ Alors, rien n'est définitif...

-
- 1 Francisco Espoz y Mina, général espagnol à la tête d'une petite troupe dépenaillée et mal armée a tenu en échec l'armée impériale. On lui attribut la paternité des techniques de guérilla.
 - 2 Allusion au général Jacques Paris de Bolardièrre (1907-1986), combattant de la seconde guerre mondiale, d'Indochine et de l'Algérie, puis membre actif du Mouvement pour une Alternative Non-violente (Man), se battant contre les militaires au Larzac, arrêté en 1973 à Mururoa pour avoir mené un commando anti nucléaire...
 - 3 Allusion à Dominique La Rochefoucauld-Montbel qui, avec l'Ordre de Malte, à participé au sauvetage de plus de 50 000 réfugiés en Méditerranée ces dernières années...

Il n'est pas impossible aussi que la classe actuellement dominante se fasse écraser par des "sans dents" rêvant d'une Société de l'Accès, piégée par sa suffisance et son arrogance... Mais on nous dit que l'État et l'oligarchie fonctionnent sur le mode mafia, qu'ils en ont le cynisme et la violence, que le capitalisme a des ressources que les peuples n'ont pas. Comme la mafia, l'oligarchie organisera l'insécurité pour venir ensuite proposer sa protection. Elle a de quoi acheter armes et soldats, de quoi corrompre les meilleurs, de quoi nous intoxiquer et réduire nos réflexions à nos cerveaux reptiliens.

Anselm Jappe est plus pessimiste que moi quand il écrit dans *La Société autophage* : « Actuellement, toutes les finances européennes et nord-américaines risquent de sombrer ensemble, sans sauveur possible. A quel moment le krach boursier ne sera-t-il plus une nouvelle apprise dans les médias, mais un événement dont on s'apercevra en sortant dans la rue ? Réponse : quand l'argent perdra sa fonction habituelle. Soit en se faisant rare (déflation), soit en circulant en quantités énormes, mais dévalorisées (inflation). On aura des magasins pleins, mais sans clients, des usines en état de fonctionner parfaitement, mais sans personne qui y travaille, des écoles où les professeurs ne se présentent plus, parce qu'ils sont restés depuis des mois sans salaire. »

Je préfère imaginer les magasins pleins envahis par des groupes organisés pour les gérer dans le sens de l'accès, des usines occupées par les travailleurs qui seraient alimentés et soutenus par les paysans, des écoles adoptant du jour au lendemain les techniques Freinet, enseignants, parents et élèves travaillant en commun, le gouvernement encerclé par une marée de gilets jaunes et des assemblées populaires ouvertes un peu partout pour gérer la rupture et réinventer le monde... N'avons-nous pas déjà quantités d'expériences prêtes à l'emploi pour produire sans profit, pour s'activer sans travailler, pour ouvrir des accès sans contres-parties... ?

Famille : La famille est la cellule de base essentielle de la société : à la fois lieu d'éducation, d'intégration à la société et lieu de guerres intestines (*Familles, je vous hais*, avait écrit André Gide). Malgré la profonde évolution de la famille depuis mai 1968 et ensuite avec le néolibéralisme, les problèmes familiaux sont restés centraux. D'un côté la famille s'est ouverte sur une plus grande liberté de ses membres (entre conjoints, entre parents et enfants, dans la fratrie), d'un autre côté, elle s'est délitée sous la

pression de l'individualisme et de la précarité économique. L'argent est resté au cœur de l'entropie familiale autant que de l'anthropologie familiale. Que se passerait-il si l'argent disparaissait totalement ?

Un adolescent qui très classiquement s'opposerait à ses parents pourrait prendre le risque de partir dans un autre foyer, de prendre le large, de tester ses capacités d'autonomie. Aujourd'hui il a toutes les chances de se retrouver à la rue, sans moyen de gagner sa vie, donc de manger, de se loger. Il est à la merci de bandes mafieuses, de trafiquants. Un couple peut se séparer, sans que l'un ou l'autre se retrouve sans ressources ni logement. Une femme battue aujourd'hui n'a qu'une issue, si elle n'a pas d'autonomie financière, trouver une des rares places dans un foyer d'accueil pour femmes seules. Toutes les séparations induisent des problèmes d'argent, de partage des biens acquis ensemble, des frais de justice pour payer l'avocat, l'audience auprès du juge des familles... Le décès d'un parent aisé implique le règlement d'un héritage et donc des rancœurs, des frustrations parfois irréparables. Le manque d'argent ou de travail, créer des tensions, voire des violences dramatiques. Nombre de familles n'ont accès qu'à des logements exigus et vivent dans une promiscuité nuisant à l'équilibre sexuel de tous. La majorité des abus sexuels sanctionnés sont commis au sein de la famille (y compris dans les familles très à l'aise financièrement). .

Tout cela s'effacerait avec la disparition de l'argent, avec l'accès automatique à tous les biens nécessaires. Bien sûr, la famille ne sera jamais simple, surtout quand elle est composée, puis recomposée, parfois décomposée, mais la fin du tout-marchandisation calmerait le jeu. La famille étant le lieu de la première initiation à la vie sociale, c'est elle qui laisse l'empreinte la plus durable et la plus profonde sur le psychisme. On sait bien qu'il est difficile de guérir de son enfance, qu'au mieux, on s'invente des bricolages pour faire avec. Les inégalités entre enfants défavorisés et enfants de parents aisés se répètent généralement tout au long de l'existence.

Dans une société fondée sur l'accès, parmi toutes les causes possibles d'inégalités, celle de l'argent au moins disparaîtrait et avec elle les différents niveaux d'hygiène, de confort, de sécurité, de culture... Ce n'est qu'à l'usage que l'on pourra mesurer l'impact d'une abolition dans la totalité de la société, mais on imagine bien qu'il serait considérable...

Famine : On parle de famine quand toute une population manque de nour-

riture suffisante pour rester en vie. Jusqu'à une époque pas si lointaine, les famines étaient dues à des mauvaises récoltes, donc au climat, aux épizooties, aux catastrophes naturelles. Au XXI^e siècle, c'est uniquement le manque d'argent qui provoque la famine : sous-équipement des infrastructures, économie en faillite, chômage, productivité agricole insuffisante, etc. Mais toujours, à côté des gens qui meurent de faim, existent des stocks dont d'autres ne savent plus que faire.

Avec les moyens technologiques que l'on a aujourd'hui, toute famine devrait paraître proprement scandaleuse, qu'elle soit individuelle ou collective. C'est même ce qui motive l'aide humanitaire, le sac de riz transporté par Kouchner.¹ Mais toujours pour des questions d'argent, les solutions habituelles induisent quantités d'effets pervers. Dans les régions sèches, le mil est plus facile à cultiver et devient l'élément central de l'alimentation. Introduire du blé ou du riz modifie les habitudes alimentaires et dévalorise la production locale. L'aide humanitaire est généralement distribuée dans l'urgence sans projet pour l'avenir, sans guère de réflexion sur les besoins réellement urgents, sur les incidences culturelles et sociales de l'intervention.

Dès quantités de technologies sont parfaitement au point pour que chacun mange à sa faim, y compris dans les zones les plus défavorisées. Mais dès que l'on introduit des impératifs de profits, des considérations économiques, le problème est insoluble. L'argent empêche bien plus qu'il ne permet et la réponse humanitaire à la famine en est la preuve parfaite...

Faune sauvage : La faune sauvage est une belle illustration des conflits qui agitent nos sociétés, modernes mais menacées. Les considérables pertes de biodiversité ont suscité un grand intérêt pour les documentaires animaliers, les zoos, les professions liées à la nature et aux animaux. Les études sur la sensibilité animale ont entraîné l'antispécisme, avec ses bons côtés, par exemple la lutte pour une "humanisation" des abattoirs, et ses excès, par exemple l'agression d'un éleveur de brebis ici, d'un boucher là... Certes l'excès n'est pas l'apanage des anti-spécistes. Le capitalisme néolibéral, en imposant la productivité à n'importe quel prix, a induit la création des fermes de 1000 vaches, des volailles n'ayant que l'espace d'une feuille A4

1 Allusion au très médiatisé don de sacs de riz organisé par Bernard Kouchner le 5 décembre 1992 au nord de Magadiscio, sous l'œil des caméras. Le ministre affichait un large sourire quand il aurait dû avoir honte d'avoir attendu la famine pour agir.

pour s'ébattre, des abattoirs aux cadences folles où la violence sur les animaux autant que sur les ouvriers est intolérable.

Autre lieu de conflit insoluble, la chasse est devenue l'objet d'une fracture sociale qui tourne au ridicule. Crispés dans la défense d'un droit qu'ils jugent inaliénable, les chasseurs se sont constitués en un puissant lobby et ont obtenu des privilèges dignes de la féodalité et une étrange impunité devant les tribunaux. Il y a en moyenne 170 accidents de chasse par an en France, dont une vingtaine mortels et 14% de ces accidents touchent des non-chasseurs. Quand on compare les peines encourues pour des *homicides sans intention de donner la mort* commis par des chasseurs, des conducteurs de voiture, des soignants, il est clair que les chasseurs bénéficient d'une clémence inexplicable. Il n'est sans doute pas judicieux pour autant de prôner l'ouverture de "la chasse aux chasseurs" !

La légitime défense de la faune sauvage suscite également des excès entre intérêt humain et intérêt animal. Dépenser des sommes colossales pour sauver un ours pyrénéen ou une tortue marine blessée par un filet de pêche dans le golfe du Lion peut paraître abusif quand on refuse dans le même temps une aide modique à une famille dans le besoin. Les mêmes qui sont prêts à investir pour leur chien dans les soins médicaux et esthétiques, la nourriture, les jeux, l'éducation, sont parfois capables de se scandaliser d'un RSA indûment accordé à un pauvre. Que dire devant ces comportements indécentes qui privilégient l'animal sur l'homme, sinon en rire comme celui qui expliquait, sur un ton désolé, à son voisin intarissable sur son caniche : *"Nous, nous n'avons pas pu avoir de chien, alors nous avons fait des enfants..."* !

Au moins, avec l'abolition de l'argent, le choix de soigner un humain ou un chat errant ne se posera pas. La seule question sera de savoir s'il y a ou pas le moyen d'aider les deux, non par l'argent qui par définition doit être suffisamment rare, mais par les ressources et les compétences.

Faux monnayeurs : Nous n'avons pas attendu la création ex nihilo de la monnaie par les banquiers ni le quantitative-easing pour parler de fausse monnaie. La contrefaçon de la monnaie est certainement aussi vieille que la monnaie elle-même. Au Moyen-Âge, le faux-monnayage était considéré comme un crime de lèse-majesté, puni avec une extrême sévérité. Sous Saint-Louis, on crevait les yeux des faux monnayeurs, puis plus tard, les coupables furent condamnés à être ébouillantés vifs, méthode jugée plus

performante. A Paris, c'est au marché aux pourceaux¹ près de la porte Saint Honoré qu'ils subissaient cette peine. En France, la peine de mort a continué à être appliquée aux faux monnayeurs jusqu'en 1832, date à laquelle le châ-timent a été transformé en relégation au bagne, à perpétuité, condamnation à mort mais plus lente et plus cruelle.

Il est même à prévoir, si un jour la monnaie est totalement supprimée, que de nouveaux faux monnayeurs tenteront de la réinstaurer en inventant un quelconque moyen de paiement clandestin. Pour en faire quoi dans une société où tout serait en accès libre, je l'ignore... Peut-être pour obtenir ce qui est illégal, pour forcer des relations sexuelles ou produire une drogue... C'est tout de même le meilleur moyen d'asservissement que l'homme n'ait jamais inventé. Il y aura donc des nostalgiques de cette puissance qui tenteront de battre monnaie, comme d'autres ont rétabli peu à peu les privilèges abolis dans la nuit du 4 août. Devra-t-on ébouillanter ces gens comme jadis les faux monnayeurs ? Parions plutôt que l'expérience, pour l'instant inédite, amènera la grande majorité à reconnaître les dangers de la monnaie et que les réactionnaires se trouveront alors, riches d'une valeur fiduciaire n'obtenant la confiance de personne !...

Féminisme : Les luttes féministes depuis le début du XX^e siècle ont toutes fait le lien direct entre le patriarcat et la condition féminine. Malgré des avancées notoires sur le droit de vote, l'indépendance financière, l'égalité devant la loi, l'accès aux professions dites masculines, la libération sexuelle, la contraception, l'IVG, etc., force est de reconnaître que rien n'est jamais acquis en ce domaine et qu'il reste quantité de luttes à mener. Les mouvements *Me too*, *Balance ton porc*, *Femen* en sont la preuve.

Il reste un champ de réflexion pour l'instant peu abordé dans sa globalité par les féministes, celui de l'argent. Il est pour l'instant question du niveau des salaires qui reste en moyenne inférieur de 20% pour les femmes, de l'accès aux postes à responsabilité lequel n'avance guère sans quotas imposés, mais c'est oublier que l'obligation de gagner sa vie pour obtenir un minimum d'indépendance est la cause la plus fréquente des violences familiales, de la prostitution, de l'attachement à des travaux souvent dénués de sens et d'intérêt.

1 [Marché aux pourceaux — Wikipédia \(wikipedia.org\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/March%C3%A9_aux_pourceaux)

Imaginons que demain, tout soit en accès libre et sans condition. Une femme violente par son mari n'aurait plus aucun obstacle à faire sa valise, prendre ses enfants et s'installer ailleurs, loin du prédateur. Une jeune fille abusée par un membre de la famille trouverait vite refuge dans une autre famille. La seule condition pour qu'une femme se prostitue serait qu'elle y trouve elle-même un intérêt particulier et vouloir arrêter cette activité ne mettrait plus sa survie matérielle en jeu. Sans le salariat, qui accepterait de faire le ménage de ceux qui sont en état de le faire eux-mêmes ? Qui supporterait les conditions actuelles de travail imposées aux infirmières, aides soignantes, aides ménagères ? Sans l'argent, quelle actrice de cinéma accepterait les propositions malsaines d'un producteur, d'un metteur en scène, quelle secrétaire céderait aux propositions "canapés" d'un collègue, sinon pour son propre désir d'y céder ?... Sans argent, la domination masculine aurait du plomb dans l'aile !...

Actuellement, 95% des rues de nos villes rappellent des gloires masculines. Peut-être qu'un jour, il y aura autant de rue Simone Weil, rue Hannah Arendt qu'il y a de rue Jean Jaurès, rue Voltaire...

Financiarisation : Sous ce terme technique définissant une spéculation prenant le pas sur l'économie réelle, la financiarisation abusive de l'économie a été présentée comme le facteur de perturbation principal de l'économie par les opposants, et comme la seule solution pour perpétuer la prospérité, par ses adeptes.

La logique de marché est propice à la financiarisation de l'économie. Les acteurs y sont atomisés en une foule de petits porteurs et traders, les actifs et produits financiers sont variables à l'infini mais traités de façon homogène. Le marché est un moulin où l'on entre et sort sans difficultés, avec un système d'information parfait, et la fluidité autant que la liquidité y sont bien meilleures que dans l'économie réelle. C'est peut être ce qui a produit l'image des "mains invisibles" et indépendantes capables de réguler toutes seules le marché.

La seule chose qui soit absolument indiscutable dans la financiarisation, c'est qu'elle favorise à un point inimaginable la condensation de la richesse. Plus les sociétés, civiles ou commerciales, sont en difficulté, plus des fortunes se créent ou se renforcent dans la spéculation sur le marché. En 1996, les 500 familles les plus fortunées de France représentaient 6,7% du PIB, en 2017, elles sont passées à 27%, en 2018 à 30%. *Ces 500 familles*

étaient-elles malheureuses en 1996 au point de chercher un tel enrichissement se demande l'avocat François Boulo¹ ? Le pire, c'est que depuis le début de la crise Covid qui pénalise des millions de gens modestes à travers le monde, les milliardaires français ont "gagné" près de 175 milliards d'euros ! Il n'y a que dans les jeux de hasard que l'on peut "gagner" de telles sommes sans aucun autre mérite que d'avoir joué...

Curieusement, très peu de politiques, y compris à gauche, ont profité de ce scandale pour rappeler que les plus pauvres payent 5,5% de TVA sur l'achat des produits de première nécessité quand il n'y a pratiquement pas de taxes sur ces 175 milliards. La seule loi allant dans ce sens est celle du 1er août 2012, mais elle ne s'applique que sur les transactions boursières et au taux ridicule de 0,3%. Et, comble de l'ironie, les fruits de cette taxe sont réservés à l'aide au développement, c'est-à-dire aux investissements des grandes entreprises, donc à ceux qui payent la taxe de 0,3% !

En dépit des observations aussi simples que celles-ci, la grande majorité des théoriciens et commentateurs de l'économie continuent à dire que le système est normal, qu'il bénéficie à tous. Au mieux quelques contestataires prétendent que la financiarisation est une dérive nuisible pour l'économie réelle et qu'il faudrait la réguler, en limiter les excès. C'est refuser de voir l'évidence, d'admettre que le marché et ses dérives sont dans la même logique que l'échange marchand de base. En mathématique personne n'irait nier la logique d'une suite comme 2, 4, 8, 16, 32... Il n'y a aucune raison pour que le nombre suivant soit 61 ou 67. En économie, la suite qui va de l'échange marchand à la financiarisation est tout aussi logique, il est logique et inévitable que les milliardaires s'enrichissent quand les travailleurs s'appauvrissent. La seule limite, c'est d'atteindre l'infini en mathématique et l'explosion du système en économie.

Pourtant, l'idée que la finance est le meilleur levier pour changer les choses reste incrustée dans les esprits, envers et contre tout. Les monétaristes considèrent que rien ne peut se faire sans financement, qu'aucun projet commun n'aboutirait sans la possibilité d'acheter le consentement d'un grand nombre à ce projet. En face, les anticapitalistes pensent qu'il faut seulement financer ce qui va dans le sens de l'équité, de l'écologie, du

¹ François Boulo, soutien des Gilets Jaunes, auteur du livre *Reprendre le pouvoir*, éd. LLL, avril 2021.

changement. Pour ceux-là, se priver de l'outil monétaire, c'est se lier les mains, se priver de tout moyen d'action.

C'est oublier un peu vite qu'il n'y a pas de financement sans profit, et que le l'équité, l'écologie, le changement ont toujours été sacrifiés au profit. La financiarisation d'un projet finit toujours par limiter le projet aux intérêts de la finance, toute loi sur la pauvreté finit toujours par être une pauvre loi !

Flexibilité : S'il y a du chômage, c'est à cause de la rigidité des législations sur le travail. S'il y a des misères intolérables dans un pays riche, c'est à cause de l'État qui bride l'innovation et le désir d'entreprendre. Il nous faut des systèmes souples, adaptables aux situations concrètes, flexibles.

Ce fallacieux message est étonnamment bien passé, y compris dans la plupart des syndicats qui ont intégré ce discours et parfois le vantent au nom de la modernité, comme on le ferait au sujet d'un "logiciel agile". Tout a été bon pour distiller la flexibilité dans les esprits, même les dangers auxquels sont exposés les travailleurs. Vous risquez le chômage à tout moment, vous êtes donc insécurisés, la flexibilité, ou mieux la "flexisécurité" vous sauvera ! Un bâton flexible est un bâton capable de plier. Un ouvrier flexible est un ouvrier qui se plie aux désirs du patron !...

Dans la réalité la plus prosaïque, la flexibilisé entraîne de plus en plus d'insécurité. La flexibilité a été inventée pour offrir aux entreprises la possibilité d'adapter rapidement leur production aux fluctuations de la demande, donc pour embaucher et débaucher à loisir en fonction des besoins. J'ai connu un temps où les entreprises étaient obligées de s'adapter aux besoins des travailleurs pour ne pas en manquer et je connais aujourd'hui des travailleurs surtout contraints de s'adapter au désir de leurs employeurs pour ne pas chômer. C'est le progrès social, la modernité ! La flexibilité est antinomique avec tous les codes du travail, toutes les conventions collectives, tous les usages des tribunaux prud'homaux. Logiquement, le simple énoncé du terme flexibilité par un homme politique aurait dû entraîner une grève générale, tous les salariés étant concernés. *Ambroise Croizat*¹, reviens, nous sommes devenus fous !

Le sujet du Baccalauréat 2021 en section économie restera dans

1 Ambroise Croizat, 1901-1951, ouvrier ajusteur-outilleur, secrétaire de la CGT, député de la Seine, ministre du travail en 1945. Il est considéré comme le père de la Sécurité Sociale et les Conventions collectives lui doivent beaucoup.

l'histoire comme un modèle de propagande : *"A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire ci-joint, vous montrerez que des politiques de flexibilisation du marché du travail permettent de lutter contre le chômage structurel."* Étonnant : cet intitulé présente comme une évidence que le chômage est structurel, donc incontournable, et que le seul moyen de sauver les travailleurs est d'accepter la flexibilité. Deux affirmations contraires à toute observation, mais que les étudiants seront tenus de démontrer sous peine d'une note désastreuse au Bac !

Une abolition de l'argent rendrait l'intervention d'un Ambroise Croizat obsolète. Quel besoin aurions nous de rechercher une flexibilité sans profits, sans salaires, sans coût des matières premières et de l'énergie, sans taxes à payer ou à éviter de payer ?... La flexibilité serait pour le coup un bien et une évidence, comme les logiciels libres qui sont naturellement agiles, souples, c'est à dire modulables par les usagers, adaptables aux cas particuliers. Aujourd'hui, la flexibilité c'est le pouvoir pour un patron de faire travailler 12 heures par jour un ouvrier sans augmentation de salaire ou de réduire son temps de travail à cinq heures en diminuant son salaire. Dans une société post-monnaire, la flexibilité ce serait la possibilité pour des individus, de travailler sans compter les heures, sur un projet qui les enthousiasme, ou de ne rien faire si cela ne nuit ni à eux ni aux autres... A nous de choisir !

FMI : Le Fonds Monétaire International, est un organisme international créé en 1944, lors de la Conférence de Bretton Woods¹ pour garantir la stabilité du système monétaire. Sa principale préoccupation a été de pousser les États à s'ouvrir au commerce international. L'instabilité d'un État est, pour le FMI, un manque à gagner pour le commerce et donc pour la croissance. Toujours fidèle au libéralisme le plus strict, le FMI influe sur la politique des États en "troquant" des ajustements structurels contre des prêts. Le résultat de ce troc est partout et tout le temps le même, un endettement colossal et des dérégulations qui ne profitent qu'aux classes supérieures diri-

1 Les accords de Bretton Woods aux USA, du 1 au 22.07.1944, ont modifié profondément le système économique mondial en tentant de le doter d'outils de régulation (Banque Mondiale et le FMI). En mars 1973 (Bretton Woods II), ces accords ont été dénoncés et l'étalon or est abandonné. Le dollar devient la monnaie de référence au niveau mondial, ce qui a fait dire à John B. Connally, secrétaire du trésor américain : *"Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème..."*

geantes. De crise en crise, le FMI est critiqué quant à son rôle et à sa stratégie. Les remèdes du FMI sont généralement plus nocifs que la maladie ! Son objectif officiel de stabilité est loin d'être atteint. Concrètement, ses interventions face aux crises ne font que renforcer les crises ou préparer les suivantes...

Le FMI représente 189 pays et s'appuie financièrement sur la Banque mondiale. Sa gestion est confiée à un conseil d'administration de 25 membres et de représentants des États répartis dans diverses commissions (comité monétaire et financier, comité du développement, G-7, G-10, G-20, conseil de stabilité financière, clubs des pays créanciers...).

Le FMI produit en interne ses propres critiques : « *Depuis 1980, il y a eu environ 150 épisodes de volatilité pour les flux de capitaux dans plus de cinquante économies émergentes. Ces épisodes se sont terminés par des crises financières dans 20% des cas, dont beaucoup associées à de forts épisodes récessifs.*¹ Cette "réévaluation de la gestion du taux de change et des risques de crises" est sévère pour le FMI, mais ne semble pas avoir été suivie d'effet... Les décideurs politiques devraient être guidés non par l'idéologie libérale, mais par les preuves tangibles de ce qui fonctionne réellement. Mais pour cela, il faudrait que l'ultime enjeu soit le bien être des peuples et non l'exigence du profit financier !

S'il y a une chose qui changerait radicalement dans la politique si l'argent était un jour aboli, c'est qu'il n'y aurait plus ces instances mondiales aussi puissantes qu'incontrôlables. Les peuples concernés par un problème économique pourraient choisir la stratégie qui leur paraît la plus efficace, en changeant quand l'expérience n'est pas concluante, s'appuyer sur les résultats des autres pays en se fiant à leurs réalisations concrètes et non à leurs dogmes...

Fonction : La fonction est ce à quoi une chose ou une personne est assignée. La fonction d'une arme à feu est de tuer, la fonction d'un médecin est de soigner, celle du fonctionnaire d'œuvrer au bien commun dans une administration. Il faut être fou ou américain pour défendre l'idée qu'une arme à feu soit absolument indispensable et qu'elle n'est pas responsable de la méchanceté humaine, comme il faut être intoxiqué par la doxa économique

¹ Source : A.R. Ghosh, J.D. Ostry et M.S. Qureshi, trois économistes membres du FMI dans un rapport de 2016 intitulé *Exchange Rate Management and Crisis Susceptibility: A Reassessment*.

pour défendre l'idée qu'un trader, un DRH, un lobbyiste remplit une fonction sociale de quelque utilité.

Quand il s'agit de l'argent, la réponse est immédiate, connue de tous : l'argent a pour fonction d'être une unité de compte, une réserve de valeur et le médium des échanges. Mais si l'on commence à s'interroger sur l'intérêt de ces fonctions, on reconnaît volontiers qu'il est le nerf de la guerre, qu'il est mécaniquement porteur d'inégalités, de pouvoirs abusifs. On s'entête alors à vouloir moraliser l'usage de l'argent comme ces Américains qui s'accrochent à leur arsenal privé hérité du Western.

Cette confusion entre usage et fonction paraît absurde dans l'absolu, mais c'est la seule voie intellectuellement possible à celui qui croit encore à l'éternité et à l'universalité de la monnaie. Faute d'imaginer un monde sans argent, on invente un argent fictif débarrassé de ses tares originelles. Plus les impasses se profileront à l'horizon de l'économie, de la biodiversité, du climat..., plus il sera évident que l'argent tue autant que l'arme à feu et n'est pas plus immortel que la plume Sergent-major.

Forêts : La forêt a toujours été une zone naturelle successivement protégée et exploitée. Au Moyen-Âge, elle fut le refuge des marginaux et la zone à conquérir sur la nature. Les moines défricheurs du XI^e siècle ont transformé l'immense forêt primaire en champs, gagnant constamment de l'espace autour de l'abbaye pour éradiquer les diables de la forêt, pour la gloire de Dieu, autant que pour l'enrichissement de l'église !

Avec le développement du commerce, le bois nécessaire à la construction navale a tué nombre de forêts. Avec les mines de charbon, on les a remplacées par des plantations de pins douglas¹, une monoculture meurtrière pour les écosystèmes en général, pour les sols en particulier. La demande énorme de papier (publicité, administrations, littérature de masse...) a achevé les plus belles forêts françaises. Le néolibéralisme est en train de poursuivre ce cycle destructeur en démolissant systématiquement le seul organisme protecteur à long terme de la forêt (l'Office National des Forêts). La forêt est restée le symbole du conflit d'intérêt entre protection et production, entre nature et culture, entre le mythe de Noé et celui de Prométhée.

1 La plantation de ces pins, était écologiquement absurde, mais ce type d'arbre présentait le gros intérêt d'émettre un craquement sonore avant de se rompre. Ils étaient donc fort utiles dans le boisage des galeries de mines pour prévenir des éboulements.

Ce n'est qu'avec une abolition de l'argent que le conflit d'intérêt disparaîtrait. L'agroforesterie se développerait, une économie humaine tendrait à ne prendre à la forêt que ce qu'elle peut rendre, à ne rien détruire qui ne soit remplaçable à l'identique. La belle résistance des forestiers de l'ONF n'a pas encore pris conscience de l'avantage d'une société de l'accès qui rendrait obsolètes les profits financiers. Mais cette prise de conscience finira par germer, inévitablement. Le reboisement des espaces détruits par l'industrie et l'agriculture productiviste, et ce dans le monde entier, se développera alors bien plus vite et bien mieux que s'il fallait financer des grands chantiers et salarier des milliers de forestiers. Les particuliers seront invités à participer à des semis d'essences les plus diverses, sur leur balcon, dans leur jardin, des séances de plantation encadrées par des techniciens seront organisées. Le slogan "*Un arbre replanté par habitant !*", a déjà été lancé par un groupe de forestiers qui mettent en ligne d'excellents tutoriels sur la participation que tous peuvent et doivent apporter au projet. Enfants, adultes, vieillards, chacun se devrait d'avoir au moins un arbre qui lui doive vie. Mais pour l'instant, pour réussir à planter 70 millions d'arbres pendant 30 ans, ces forestiers réclament la création d'un fonds public-privé de 300 millions d'euros par an...

Les idées fausses et préjugés sur la forêt brouillent notre compréhension des phénomènes et des enjeux qu'elle recouvre. Parler de l'Amazonie comme le "poumon de la planète" par exemple, mérite quelques précisions. Un poumon absorbe l'oxygène nécessaire au sang et rejette du gaz carbonique, ce qui est exactement l'inverse d'une forêt qui absorbe le carbone et rejette de l'oxygène. Toutefois, il semblerait que depuis quelques années, l'Amazonie rejeterait plus de gaz à effet de serre (CO₂, méthane, protoxyde d'azote...) qu'elle n'en absorbe. Le fait n'est pas anodin puisque l'Amazonie équivaut à 8,5 fois la surface de la France et abrite 60 fois plus d'arbres qu'il y a d'être humains. Un tel "poumon" inversant la fonction traditionnelle de la forêt aura d'énormes conséquences sur le climat. Ce qui a provoqué le déséquilibre d'une telle forêt, c'est évidemment la déforestation, l'élevage des bovins, la construction de barrages hydrauliques, les incendies de plus en plus fréquents et de moins en moins d'origine naturelle.

La forêt, en plus d'être une formidable entreprise de production naturelle, elle fonctionne comme une parabole des bonheurs et déboires de notre société. Nos déforestations sont non seulement un écocide mais

risquent à terme d'être cause d'un génocide généralisé. Nous sommes aussi "high tech" que la forêt, sauf que nous utilisons notre technologie comme des prédateurs alors que la forêt ne produit rien qui ne soit nécessaire, sans aucun déchet et sans aucun dégâts. La forêt est un exemple de coopération, l'humanité un modèle de concurrence.... L'essentiel de ce que nous apprend la forêt est sans doute qu'un modèle de système complexe qui soit durable, vertueux et productif est incompatible avec l'argent, l'échange marchand. Le réel aujourd'hui nous montre qu'il ne s'agit plus d'une option mais d'une règle aussi intransigeante que la gravitation, seule une abolition de l'argent est susceptible de nous sauver de nous-mêmes...

Football : Le jeu de ballon le plus populaire dans le monde. C'est une occasion de défoulement et de convivialité, un lieu d'apprentissage de la vie collective et du goût de l'effort, et en même temps un énorme marché, indécent et cruel.

Les meilleurs joueurs peuvent gagner des millions d'euros par an, ce qui correspond à un individu recevant à lui seul la part alimentaire de trois ou quatre mille personnes pour son seul usage. Le football se joue dans des compétitions redoutables à l'issue desquelles les meilleurs joueurs sont vendus et achetés sur un "mercato", comme les gladiateurs dans l'Empire romain. Un stade peut rassembler jusqu'à 40 000 spectateurs, la plupart fanatisés et prêts à tout pour la victoire de leur équipe.

L'espoir de devenir l'un de ces dieux du stade pousse les petits clubs amateurs à des pratiques, surtout avec les jeunes enfants, qui relèvent plus de la manipulation, de l'endoctrinement que de l'éducation et du plaisir. Les élus étant rares, beaucoup d'adolescents sont brisés par des années de surentraînement, suivies d'échecs retentissants et d'accidents. Les vainqueurs de cette sélection implacable sont ainsi auréolés de prestiges et d'honneurs indus. Un joueur de foot vedette est interviewé dans les médias, sur tout et n'importe quoi. Sa pensée, aussi futile ou erronée soit-elle, prend pour beaucoup un caractère de vérité révélée...

Les règles mêmes du jeu ont été imaginées, conçues selon les normes et critères de la société marchande. Partant d'un jeu populaire et éducatif, ces règles ont intégré les catégories de compétition, de concurrence, d'individualisme, d'exclusion, à l'image du libéralisme. Qui se demande pourquoi ces règles se calquent sur la société au lieu de les rééquilibrer ? C'est un jeu qui, pourtant, pourrait mettre en lumière d'autres valeurs

bien plus intéressantes, un autre modèle de société. Le foot présenté comme un *éloge de la passe*¹ pourrait préparer le monde de l'accès, de l'entraide, du convivialisme, du commun.

Dans un centre de soins accueillant des jeunes adultes, le foot occupait pendant de nombreuses heures des garçons quelque peu déstructurés et désocialisés. Le jeu devenait vite violent, le stade transformé en une arène de défoulement, au point que les femmes en étaient exclues. J'ai eu l'idée de tenter une expérience nouvelle et de proposer des règles innovantes : Chaque équipe fut dotée d'une ou deux participantes féminines. Elles seules avaient le droit de marquer des buts et un garçon touchant une fille du pied, des mains, de l'épaule, était sanctionné par un penalty (tiré par une femme). Aussi étrange que cela paraisse, mes brutes masculines acceptèrent le jeu, sans doute pour avoir l'occasion de briller devant l'une de ces femmes convoitées. Ces nouvelles règles exigeaient beaucoup plus d'adresse, de technicité et de jeu d'équipe. Non seulement il fallait quasiment mettre le ballon dans les pieds de celles qui n'avaient jamais pratiqué ce sport, mais il fallait encore mettre en place toute une stratégie collective pour qu'elles ne soient pas entourées d'un mur de défense infranchissable. J'ai ainsi obtenu des matchs sans violence, ponctués de crises de fou-rire qui nécessitaient des "temps morts" pour que les joueurs reprennent leur souffle, induisant une autre vision des femmes qui se révélèrent être d'excellentes tacticiennes à défaut d'être des reines du dribble !

Peut être qu'un jour des sportifs tenteront ce genre d'expériences dans leurs catégories respectives. Imaginez une épreuve sportive de lenteur : 50 mètres à parcourir dans le maximum de temps avec interdiction d'être statique plus d'un dixième de seconde. Certains petits gros maladroits pourraient être champions du monde ! Imaginez une rencontre de basket où les équipes seraient préalablement tirées au sort parmi les joueurs des deux clubs. Une équipe gagnerait le match grâce à des joueurs des deux clubs. Les notions mêmes de victoire et de défaite en seraient transformées. En quoi le match serait-il moins beau, moins passionnant ? Pourquoi chacun n'essaierait-il pas de se dépasser pour l'honneur des copains, tout en découvrant des coéquipiers inhabituels ?... Imaginez que les Ronaldo ou les

1 Allusion au livre collectif publié par les Éditions Libertaires en 2012, *Éloge de la passe : changer le sport pour changer le monde*.

Messi ne puissent plus être millionnaires. Arrêteraient-ils de jouer au foot ? Joueraient-ils moins bien ? Seraient-ils moins admirés pour leur adresse ?

Si demain un *cygne noir* enclenchait un processus de désargence qui aboutisse à l'invention de la Société de l'Accès, nous n'aurions plus besoin de convaincre les sportifs qu'il est temps de changer les règles de leurs jeux. Ils s'adapteraient, car leur passion est plus forte que n'importe quelle idéologie politique ou économique...

Forum économique mondial : Chaque année à Davos, en Suisse, les "têtes pensantes" de la planète se réunissent pour débattre des sujets globaux essentiels, l'économie bien sûr mais aussi l'environnement, l'énergie, le commerce international, les inégalités dans le monde, etc. Plus de 1000 journalistes y sont conviés, des comptes rendus sont publiés, la liste des membres présents est publiée. Il n'y a rien de secret, rien qui ressemble à un complot..., sauf les rencontres de couloirs sont par nature discrètes.

En 2016, Ida Auken, y prononce un texte, ensuite publié dans le journal américain Forbes¹ dans lequel elle décrit une ville idéale en 2030. Cette danoise de 42 ans, est membre du parti Social-libéral et fut ministre de l'écologie de 2011 à 2014. Elle présente dans son article une société où tout est en accès libre et sans argent, où la propriété privée est devenue obsolète, où tout est parfaitement écologique grâce à la technologie numérique, au transhumanisme. Mais une bonne partie de la société a été éliminée et une autre partie est confinée dans des villages reculés, sans accès aux bienfaits de cette société. Et c'est bien ce que l'on craint dans l'idéologie réelle qui perle derrière la propagande du FEM. Une petite société globalisée, parfaitement contrôlée, gérée par une élite intellectuelle et financière, et une masse d'humains superflus, exclus et servant de réserve de main d'œuvre. Un monde selon Orwell !

Il est donc plus intéressant d'analyser de près les idées élaborées à Davos que de tout rejeter en bloc au nom de l'anti-mondialisme ou de taxer de complotiste celui qui se prétend anti-Davos. Quand Klaus Schwab, le président du Forum économique, a publié en 2021 son ouvrage *The great Reset*, j'ai été surpris que nombre de militants l'ait ignoré et ait ricané en me voyant "perdre mon temps" à cette lecture. Imagine-t-on un stratège mili-

1 [Welcome To 2030: I Own Nothing, Have No Privacy And Life Has Never Been Better \(forbes.com\)](https://www.forbes.com)

taire négliger tout renseignement sur l'adversaire, un entrepreneur se lancer dans une création d'entreprise sans étude de marché ?...

Il n'y aura pas de révolution possible si nous remplaçons la réflexion par l'anathème, surtout s'il s'agit de l'ennemi ! Se vouloir anticapitaliste sans s'intéresser à la revue Forbes est une erreur. Souhaiter une société sans argent en ricanant de la prose des économistes est enfantin. Espérer un monde meilleur sans chercher à comprendre comment nous en sommes arrivés au pire est contre-productif...

Four solaire : De petites nouvelles apportent parfois de précieuses évidences. En juillet 2021, le site écologiste *Reporterre* publiait un article sur un boulanger équipé d'un four solaire¹. Anecdote, floklorique, niveau concours Lépine diront certains. Et pourtant...

Un boulanger cuit une centaine de kilos de pain par jour sans dépenser un centime d'électricité. Installé en Seine-Maritime, région peu réputée pour son ensoleillement, son four fonctionne uniquement à l'énergie solaire. C'est une première en France. Il a installé un four dans son jardin, autonome en énergie gratuite, décentralisée et disponible sans limite pour les cinq milliards années prochaines !

Les fours professionnels de boulangerie consomment en moyenne 74 300 kilowatt-heure par an. Le prix du KW/h en France dépend du fournisseur (concurrence oblige), de la puissance du compteur, de l'option particulier ou professionnel, ce qui peut mener le prix du simple au double. Si l'on s'en tient au prix réglementé, il est en moyenne de 0,1765€, ce qui ferait pour un four de boulanger classé dans la catégorie professionnelle au tarif le plus bas du marché environ 6 000€ par an.

L'installation d'un four solaire, c'est peu de matériel : des miroirs, un four bien isolé et un mécanisme pour orienter four et miroir selon l'heure et la saison. En une heure, la chaleur peut monter à 250°C. Plus la surface des miroirs est grande, plus on a de puissance. Le four de notre boulanger normand fonctionne avec 11m² de miroirs pour des fournées de 40kg de pain (il a calculé qu'en photovoltaïque, pour avoir la même puissance il lui faudrait 70m² de panneaux). La température extérieure n'est pas importante, seul l'ensoleillement est nécessaire. Il a pu cuire du pain en hiver par -4°C. et trois heures d'ensoleillement par jour suffisent pour cuire 100kg de pain.

1 <https://reporterre.net/Ce-boulangier-normand-cuit-son-pain-a-l-energie-solaire>

En Normandie, ça tombe bien, il fait beau au moins deux fois par jour ! Des tutoriels de construction ont été mis en ligne par l'association *Low Tech Lab*¹. Il n'y a pas d'électronique, rien de compliqué dans la fabrication. La seule limite, c'est le risque de plusieurs jours sans aucun ensoleillement. Mais ce boulanger normand faisant du pain au levain qui se conserve une bonne semaine, il n'a jamais eu de rupture de production.

A l'expérience, il déclare que *« l'industrie, notamment textile, consomme beaucoup d'énergie sous forme de chaleur, à des températures qui peuvent être atteintes grâce au soleil. »* Verra-t-on un jour apparaître des boulangeries avec jardin et four solaire ou en pleine ville des boulangers occupant la terrasse de l'immeuble pour cuire le pain ? Verra-t-on un jour toutes les entreprises nécessitant un apport important de chaleur s'équiper de miroirs solaires ? Et pourquoi pas la chaleur solaire pour fabriquer l'énergie électrique nécessaire à chaque maison ? S'en serait fini de l'éternelle querelle sur les avantages comparés du nucléaire, du gaz et de l'éolien. S'en seraient fini des câbles haute tension et des immenses pylônes qui défigurent les paysages. S'en seraient fini des factures d'énergie qui grèvent les budgets familiaux. Il est curieux qu'aucun décideurs politiques et industriels n'aient la curiosité d'aller en discuter avec notre boulanger normand (au demeurant doté d'un diplôme d'ingénieur!)...

On trouve sur le Net quantité de reportages sur l'énergie solaire, par exemple sur la centrale de Font-Romeu (Pyrénées orientales), la plus puissante au monde.² Construite en 1962 sous la direction du CNRS. Cette centrale expérimentale est capable en quelques secondes de percer une tôle d'acier d'un centimètre d'épaisseur avec une température de 3 500 degrés (plus que la lave en fusion d'un volcan). Ce laboratoire fait des recherches pour mettre au point de nouveaux matériaux résistants à la chaleur (disques de freins pour formule-un, boucliers thermiques pour les navettes spatiales...). Leur savoir faire est mondialement reconnu..., à condition qu'il serve à n'importe quoi qui ne ressemble pas à un bien commun.

Dans une société sans argent et donc sans la nécessité de réaliser des profits, la même installation et la même équipe aurait depuis longtemps adapté leur savoir faire aux besoins réels du plus grand nombre : produire de l'électricité, cuisiner, se chauffer, remplacer les énergies carbonées dans

1 [https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Four_solaire_\(cuisneur_type_bo%C3%AEte\)](https://wiki.lowtechlab.org/wiki/Four_solaire_(cuisneur_type_bo%C3%AEte))

2 <https://youtu.be/AzHAoGCSXMY>

toutes les usines de production. Entre 1970 et 2020, cinquante ans ont été perdus uniquement à cause de l'argent, du profit. C'était un temps suffisant pour réduire considérablement le dérèglement climatique, des pollutions en tous genres, des inégalités sociales individuelles et nationales.

En février 2019, je lisais un article sur l'énergie dans les pays du Sahel, la zone la plus pauvre du monde. Il citait l'Institut Montaigne estimant que « *le nombre de personnes dépourvues d'accès à l'électricité continuera mécaniquement à augmenter jusqu'en 2025, voire 2040.* » Or, il n'était question que de l'énergie hydraulique, thermique et au mieux du photovoltaïque, jamais des miroirs solaires de type Font-Romeu. Étrange, non ? S'il y aurait des avantages immédiats à la suppression de l'argent, ce serait assurément celui de l'usage du solaire qui bien mieux que le photovoltaïque et bien plus économiquement est capable de changer le monde ! Les catastrophes actuelles viennent pour la plupart du fait que le capitalisme ait considéré l'intégralité de ce qui fait nos sociétés modernes à travers le seul filtre du profit. Il n'y aura jamais de Société de l'Accès si nous ne faisons pas le chemin inverse, tout ré-imaginer hors le filtre de l'argent...

Fracture sociale : Le concept de fracture sociale est devenu à la mode après le discours de Jacques Chirac en mai 1995 lors de sa campagne pour la présidentielle. Sa thèse était simple mais habile : « *C'est vrai qu'il y a deux France. C'est vrai qu'il y a de plus en plus de Français qui sont sur le bord de la route et qu'on est obligé d'assister et que l'autre France est de plus en plus taxée pour permettre d'aider les premiers.* » Discours habile car il donnait l'impression de plaindre les laissés pour compte *qu'il faut assister*, mais de plaindre aussi les nantis *grevés d'impôts et de taxes*. C'est un bel exemple de discours pervers. Chirac était opposé à Lionel Jospin sur un plateau de télévision et a conclu la description de la fracture par cette remarque : « *C'est un système diabolique, un système socialiste...* ». Jospin tenta bien de rappeler que le chômage était autant lié aux socialistes qu'aux libéraux, que la cause en était les politiques européennes toutes nations confondues, mais le mal était fait. L'écart croissant entre riches et pauvres est le fait du socialisme. C'est avec de tels aphorismes que l'on devient Président de la République...

La formule, cynique et intelligente, a donc été reprise par des gens de tous bords, et on s'est mis à parler de fracture numérique, fracture géographique (Paris et province, villes et banlieues...), de fracture politique

(centre et extrêmes), de fracture professionnelle (privé et public), fracture numérique, fracture générationnelle, etc. Peu à peu, l'habitude s'est prise de cliver les Français à propos de tout et de n'importe quoi : islamo-gauchistes contre défenseurs de la République, laïcs contre radicalisés, complotistes contre raisonnables, immigrationnistes contre nationalistes, souverainistes contre européistes, mondialistes contre localistes, manifestants contre black blocs, etc.

La vieille tactique du *diviser pour mieux régner* a toujours bien fonctionné et malgré les conseils et avertissements de Noam Chomski dans sa *Fabrique du consentement*, beaucoup se laissent encore piéger. Après Chirac on a eu Sarkozy et son karcher, Hollande et son ennemi nommé finance, Macron avec ses premiers de cordée... On aura certainement un président qui, en plein effondrement global, stigmatisera la fracture entre défenseurs de la bougie et progressistes, qui nous proposera le choix entre croissance et déclinisme quand l'économie mondiale sera à l'arrêt...

Si les intérêts économiques, par nature en concurrence, poussent au clivage, il nous paraît évident que hors du média monétaire, l'intérêt de tous serait la coopération et donc l'inclusion. Chacun de nous en a déjà fait l'expérience. Dès que nous sommes dans une situation anormale par rapport au monde marchand, les comportements changent. Quand une catastrophe naturelle nous met tous en danger, si l'on peut observer quelques pillages, on voit surtout la solidarité et l'empathie se développer. Si nombre d'anciens combattants sont à ce point nostalgiques du temps de la guerre, c'est parce que la survie de chacun dépendait de la cohésion du groupe. Quiconque a pratiqué des sports à risque (varappe, alpinisme, canyoning, etc.) a pu constater que les groupes qui y participaient restaient soudés bien au-delà de la seule pratique. La fracture sociale de Chirac, symptôme de la société capitaliste, justifie la recherche d'une société "*rebouteuse*", qui réduise les fractures dès qu'elles apparaissent.

Frontière : La frontière est classiquement la limite entre deux États, deux périodes ou deux lieux... Elle induit un dedans et un dehors et donc la nécessité d'une définition du dedans et du dehors. Les nations se sont ainsi constituées, en construisant ce qui les définit en tant que Nation : un sentiment complexe et ancien d'appartenance à une communauté politique, à une culture, à une histoire commune, à des valeurs. Cette limite existe toujours, y compris au sein de l'Union Européenne, et un Allemand a bien le

sentiment d'appartenir à une Nation qui n'a rien à voir avec celle d'un Français, d'un Hongrois, d'un grec.

Il peut donc être difficile de comprendre la position de groupes tels que *No Border* (sans frontière) qui dénie toute légitimité aux frontières. Pour être plus précis, de tels militants devraient adjoindre au terme de frontière le qualificatif de capitaliste. Les frontières n'existent ni pour les riches ni pour les capitaux mais pour les gens simples, les migrants, les petits négociants. Elles permettent toutes les combines aux uns, et toutes les rigueurs pour les autres. Il est fort probable que les mouvements *No Border* cesseraient faute de combat à mener si l'argent devenait obsolète. Ce qui alimente ses militants, c'est essentiellement la question des migrants qui sont contraints, faute de papiers en règle, de passer les frontières clandestinement, de s'entasser dans des camps immondes quand ils sont coincés. Si les *No Border* ont opté pour une dénomination anglo-saxonne, ce n'est pas par snobisme mais parce que les migrants sont présents sur les cinq continents.

Leur mouvement est de ce fait international. Né en 1999, il s'est vite étendu à toute l'Europe, il correspond avec des militants américains du Sud et du Nord, des Australiens, des Asiatiques. Fonctionnant sur le principe autogestionnaire et anti-hiérarchique, le réseau est dépourvu de structures dirigeantes et de leaders. Les *No Borders* sont considérés par les autorités mais aussi par la plupart des médias comme de dangereux activistes, violents, attisant les tensions, profitant de la faiblesse des migrants pour diffuser des idées anarchistes et affaiblir des institutions et des principes aussi essentiels que les États, la propriété privée, la Justice... *"Il y a des militants No Border qui ont été identifiés, qui profitent du désarroi, de la détresse de ces migrants, qui instrumentalisent cette détresse, et les poussent à faire n'importe quoi"*, déclarait Pierre-Henry Brandet, porte-parole du ministère de l'Intérieur en septembre 2015. Certes, les *No Border* sont souvent anarchistes, contre la propriété privée, internationalistes et peu respectueux de l'État. Méritent-ils pour autant leur réputation sulfureuse ?

Si on ne peut nier la grande générosité de ces militants, le réel travail d'aide et d'assistance aux migrants, on peut toutefois leur reprocher certaines dérives (ou erreurs de jeunesse) essentiellement dues à la complexité des enjeux et aux conflits d'intérêts sur cette question. L'exemple grec est significatif : le peuple grec est sans aucun doute celui qui a le mieux accueilli les migrants arrivés en Europe. Durant des années, ils les

ont sauvés des naufrages en mer Égée, nourris, logés, soignés, tout au long de la frontière nord du fleuve Évros et sur les îles proches de la Turquie. Alors que la plupart des Grecs subissaient une austérité sans précédent en temps de paix, ils ont partagés le peu qu'ils avaient.

Malheureusement, il y a des *limites à la supportation* comme disaient les révoltés des Antilles lors des grèves de 2012 ! Depuis, le nombre des migrants a explosé au point que dans les îles et certains bourgs de campagne, il y a plus de migrants que de Grecs. Dans le tas, des agents du MIT (services secrets turcs) se sont infiltrés et font tout pour créer des tensions entre migrants et locaux. L'Europe s'est cyniquement débarrassée des migrants sur le dos des Grecs. Des ONG douteuses comme la fondation de Georges Soros (Open Society Foundation) instrumentalise la misère des Migrants et des Grecs avec le projet clairement explicité de préparer un "Nouvel Ordre Mondial", de casser tout sentiment national, tout sentiment d'appartenance à un peuple. L'Open Society a arrosé certaines ONG, des politiciens, des parlementaires, à grands renforts de dollars (lors de la crise entre Macédoine du Nord et Macédoine grecque, des valises de dollars ont poussé les parlementaires des deux bords à voter un accord). Il y a des ONG et des groupes d'entraides, dont on ne peut nier la générosité et les intentions humanitaires, qui risquent un jour de découvrir qu'ils ont utilisé de l'argent du financier Soros sans le savoir, (ce même argent qui finance aussi les Loups Gris fascistes turcs), et donc qu'ils auront soutenu le pire projet capitaliste et la politique la plus contraire à leurs idées humanitaires. Certains No Border en ont fait partie, et c'est dommage...

Au demeurant, les frontières sont un problème constant (là-dessus les No Border ont raison), qui ne peut se rectifier qu'à coup de canons et de missiles. Qui dit frontières dans un monde d'argent dit guerre. Il reste cependant à redéfinir ce que serait une frontière entre deux régions dans une société post-monnaire. La langue, la religion, le mode de vie caractérise à l'évidence des entités humaines, lesquelles coïncident généralement à un espace géographique. Il suffit de traverser la Manche, de franchir les Pyrénées pour comprendre que "de l'autre côté", le monde n'est plus tout à fait le même. Mais sans les questions d'argent, de propriété privée, d'échange marchand, ces frontières naturelles seraient bien moins étanches, il n'y aurait plus de douanes, plus de visas et passeports à présenter pour les franchir, plus de No-Border pour les contester...

En attendant, ceux-là même qui sèment le désordre, la guerre, la ruine dans des pays étrangers pour des enjeux purement économiques, la plupart des grandes multinationales, instrumentalisent les migrants qu'ils ont produit. Comme nous le répétons souvent, *plus les dégâts font des profits, plus les profits font des dégâts*. Les Soros, Bezos, Zuckerman, Bolloré et Consort sont tout à fait capables de dépenser des sommes considérables pour utiliser les migrants comme moyen de chantage sur les gouvernements, les gouvernants pour s'ouvrir de nouveaux marchés, les ONG pour habiller le tout en rose. Leurs réseaux sont bien plus nocifs que tous les groupuscules contestataires et humanitaires réunis, mais cent fois moins critiqués !...

Le problème des grandes migrations ne fait que commencer et ne peut que s'aggraver. Et les dérèglements climatiques ne vont pas arranger les choses. Plus ces grands capitalistes vont s'engraisser, plus il y aura des États pauvres que fuiront des foules d'affamés, de familles tentant de sauver leurs peaux. Comment résoudre un tel problème sans donner la possibilité à ces pays de garder sur leur sol leur population ? Pour que les Afghans, les Pakistanais, les Érythréens, les Maliens et tant d'autres, puissent vivre chez eux, il faut en premier que nous ne nous installions pas chez eux pour piller leurs ressources et pour sécuriser les gouvernants les plus corrompus qui nous conviennent. Tant qu'il y aura de l'argent à se faire, à ce jeu là, les grands capitalistes seront les plus forts. Au lieu de replâtrer sans cesse de tels dégâts en aidant les illégaux à franchir à pied les montagnes de la Roya comme le font courageusement les "maraudeurs", le plus simple et le plus efficace c'est de couper l'herbe sous les pieds du capitalisme. Et cet herbe, c'est l'argent. Plus d'argent, point de capitalistes. Sans le capitalisme, il serait possible de redonner vie à des pays vidés de leur sang, de leurs ressources humaines et matérielles, de reverdir les déserts et d'assécher les marigots !...

Fusion froide : La fameuse formule $E=MC^2$ signifie que si l'on casse un noyau en deux, la masse des deux parties est supérieure au tout. La masse supplémentaire correspond à une énergie fabuleuse puisque la vitesse de la lumière dans le vide est de 29 9792 458m/s (environ 300 000 km/s). Au carré cela fait un nombre à 10 zéros. C'est tellement inimaginable qu'il faut prendre un exemple : si un centilitre d'essence permet de rouler sur 100 mètres, l'énergie produite par un volume de même masse soumis à la fission

des noyaux, pourrait faire rouler la voiture 10 millions de km !

Le processus inverse de la fusion est possible : si l'on prend deux noyaux et qu'on les force à fusionner, la masse des deux noyaux est inférieure à la masse du noyau obtenu. L'énergie obtenue est tout aussi fabuleuse qu'avec la fission. La différence de la fusion nucléaire, c'est qu'elle ne dégage pas de radioactivité nocive, qu'elle est plus facile à contrôler et qu'elle se prête à des échelles très variables. La première expérience de fusion a été faite par deux chercheurs américains dans un vulgaire tube à essai. Cette technique, une fois maîtrisée, permettrait donc de construire des centrales pour alimenter en électricité des mégapoles et des petites centrales embarquées dans des voitures mues par des moteurs électriques d'une autonomie quasi illimitée. La fusion froide, connue depuis plus de vingt ans, est encore au stade expérimental et la centaine de chercheurs qui y travaillent n'ont eu droit à aucune publication des grands journaux scientifiques, n'ont aucune subvention officielle et sont régulièrement taxés de charlatanisme, qualifiés de "scientifiques pathologiques" !

Pourquoi se prive-t-on de technologies aussi intéressantes pour l'humanité entière ? La réponse est évidente si l'on commence à imaginer la révolution que représenterait leur généralisation. Si l'énergie peut être quasiment gratuite et adaptable à tous les niveaux de consommation, de l'industrie lourde à la maison individuelle, c'est la fin des réseaux du genre EDF, la fin des centrales nucléaires, la fin du complexe pétrolier. Non seulement les immenses profits financiers de ces lobbies s'effondreraient, mais l'organisation étatique, industrielle, commerciale serait brutalement obsolète. Avec la fusion froide, la distribution électrique fonctionnerait exactement sur le modèle Internet : un réseau indépendant de toute source principale, un maillage énergétique qui permettrait de contourner le maillon défaillant pour disposer de l'énergie nécessaire en toute circonstance. C'est la porte ouverte à une organisation horizontale et coopérative, plus proche des thèses anarchistes que de celles du néolibéralisme ! On comprend donc que tous les moyens financiers, politiques, administratifs, médiatiques, seront mis en œuvre pour que jamais de telles technologies voient le jour.

Dans un cadre monétaire, nous ne sommes même pas capables de savoir si les promoteurs de la fusion froide sont des charlatans en recherche de notoriété ou de géniaux bricoleurs, nous sommes incapables de déterminer si l'idée relève du mythe du mouvement perpétuel ou si elle subit un travail de sape des lobbies pétroliers. Dans un cadre a-monétaire, il est

évident que l'intérêt d'un tel projet mobiliserait les hommes et les moyens nécessaires pour trancher la question. En peu de temps, nous saurions si un projet scientifique, une innovation technologique doit mobiliser la communauté scientifique ou être mis au placard. A bien y réfléchir, ce serait une économie de temps et d'énergie considérable, des potentialités inouïes qui s'épanouiraient au lieu d'être mises sous le boisseau monétaire !

G

GAFAM : Acronyme désignant les grandes entreprises du numérique : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft. La Chine a son équivalent avec les BATX : Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi. Ces méga plate-formes sont aussi puissantes, voire plus puissantes que certains États souverains. Elles pratiquent du dumping social et fiscal et assèchent l'innovation par des pratiques concurrentielles déloyales. Elles posent des questions éthiques, politiques et démocratiques. Elles fragmentent l'espace public de façon problématique.

Les GAFAM détournent notre puissance collective contre nous-mêmes, d'un point de vue politique. Les algorithmes et les données qu'ils gèrent font peser sur nous une menace sans précédent sur nos libertés démocratiques, sur nos libertés individuelles, mais exercent également une domination économique. Elles se développent selon une pratique prédatrice qui vient assécher les possibilités d'émancipation, de production, de valeurs utiles qui seraient disponibles avec le numérique et qu'elles détournent à leur profit. Elles sont en sus responsables d'une empreinte carbone considérable et de la perte massive d'emplois. La vente en ligne de Amazon et Ali Baba est particulièrement destructrice. Ces deux entreprises captent une part de marché en constante croissance et, à terme, vont conduire des millions de petites entreprises à la faillite. Elles représentent déjà une force politique telle que les gouvernements sont incapables de leur imposer des règles quant aux conditions de travail de leurs employés, au payement des impôts,

à l'implantation de leurs immenses entrepôts.

A la faveur de la crise Covid, il est devenu évident pour tout le monde qu'Amazon vend la plupart de ses produits à perte (la société a les moyens de perdre beaucoup d'argent) pour obtenir une position dominante, pour tuer la concurrence. Amazon commence à avoir un monopole inacceptable mais de plus en plus difficile à réguler. La seule issue pour sortir du piège des GAFAM-BATX est de supprimer ce qui les fait vivre, l'échange marchand, de les saigner à mort en coupant à la source leurs profits financiers. En clair, en supprimant l'argent sous quelque forme que ce soit...

Il est étonnant de voir à quel point la naturalisation de l'argent produit mécaniquement des effets de condensation des pouvoirs et surtout, comment tout le monde s'en accommode. Pour des raisons purement pratiques, les plus avertis, les plus militants cèdent parfois à l'offre d'Amazone ou d'Ali Baba. C'est si simple de faire livrer un livre à un ami étranger vivant à l'autre bout du monde ! C'est si simple de trouver l'objet rare au meilleur prix au lieu de courir de magasin en magasin ! Aucune loi ne peut empêcher un commerçant de proposer de tels services et de tuer économiquement tous les concurrents. Aucun gouvernement ne peut se passer des "services" que leur rendent les GAFAM. ne serait qu'en matière de sécurité nationale, de renseignements, avec toujours en prime le chantage à l'emploi. Les dirigeants de cet oligopole sont plus souvent reçus par les gouvernants américains et européens que ceux des groupes industriels de secteurs clé (énergie, armement...).

Si l'on veut éviter que le monde soit gouverné par les Gates, Zuckerman, Bezos et consorts, il n'y a pas d'autre solution que de changer le système économique qui permet (ou plutôt favorise) la constitution d'oligopoles. Or, il n'y a que la désargence qui intègre totalement cette ambition dans ses perspectives. Toutes les autres options admettent le risque en se contentant de le réguler...

Gaspillage : Le gaspillage d'énergie, de matière, de ressource, dans le contexte environnemental, devrait être un acte anti social. Il est pourtant banalisé et porté à un degré pathologique scandaleux. Certains exemples de gaspillages ont frisé la caricature.

En 2017, quelques régions françaises ont été regroupées pour d'obscures raisons (la concentration en tout est considérée comme le summum de la modernité !). Il fallut inventer un nom pour la nouvelle

région issue de la fusion entre Haute Normandie et Basse Normandie. Une entreprise privée fut chargée de cette recherche essentielle et, après des mois d'intenses réflexions, il fut proposé l'intitulé fort original de **Normandie**. L'opération coûta 140 000 euros de l'époque, ce qui correspondait au dur labeur d'un ouvrier normand pendant 3 544 jours (9 ans, 8 mois, 18 jours !). En 18 jours seulement, un simple manœuvre aurait *inventé* l'appellation "Normandie" et aurait été heureux de profiter de 9 ans 8 mois d'un repos mérité!!! Le PDG de la société chargé du dossier était sans doute le cousin ou l'ami du Président de région....

En 2018, un journal grec s'insurgeait contre la démolition systématique des caïques, ces bateaux de pêche traditionnelle. Pour des motifs sans doute inspirés par les grandes compagnies internationales de pêche, des milliers de splendides caïques furent ainsi envoyés à la casse contre l'octroi d'une prime. Or, dans un petit port du Péloponnèse et dans le même temps, était entreprise la coûteuse reconstitution d'une trière, selon un modèle datant du 5ème siècle av. J.-C., toujours avec des fonds européens. La juxtaposition de ces deux gaspillages (en fait anecdotiques par rapport au gaspillage généralisé), en pleine crise financière de la Grèce, souleva un grand émoi mais sans résultat...

Le gaspillage de nourriture (environ 50% de la production), n'a d'équivalent que celui de l'eau, utilisée pour remplir des piscines dans des régions où d'autres meurent de soif. L'exemple de la pêche est également intéressant. Du fait des quotas, des normes, des espèces protégées, la pêche industrielle rejette, au niveau mondial et chaque année, une quantité de poissons parfaitement comestibles équivalant à deux ans de consommation de l'Europe entière. Nous aurions pu multiplier les exemples à l'envi : 88 millions de tonnes d'aliments, parfaitement comestibles mais invendus, sont arrosés de javel ou de gazoil pour qu'ils ne soient pas récupérés à la sortie des supermarchés (119 kg par an et par Européen !)...

Le gaspillage est érigé en dogme au plus haut niveau de production comme au plus bas niveau de consommation. Il est à la fois marqueur social (plus on gaspille plus on est considéré comme riche !), nécessité de marché (si on ne jette pas, la production ralentit ou même s'arrête !), sujet spéculatif (rendre un objet obsolète c'est donner vie à un autre plus rentable, plus recherché !). Plusieurs études ont démontré que l'éradication de toutes ces formes de gaspillages dans le monde suffirait à financer la résolution de tous les problèmes sociaux, sanitaires, culturels,

environnementaux connus. Les experts ont cependant ajouté que, sans le gaspillage organisé, le système s'effondrerait immédiatement, ce que personne ne peut proposer délibérément. Le gaspillage permet la pénurie, laquelle induit la croissance, qui à son tour exige le gaspillage ! Ce cercle vertueux de l'échange marchand sera sans doute analysé par les historiens et les sociologues de l'ère post-monnaire comme un fait inexplicable, irrationnel, voire suicidaire...

Il est bon de se rappeler que le gaspillage est un phénomène qui a longtemps été limité aux seuls milieux aristocratiques, oligarchiques, l'apanage des rois et des grands capitaines de l'économie. Le peuple ne jetait rien. Gaspiller un morceau de pain était profondément immoral. Mon grand-père avait dans son grenier une petite enclume et un marteau pour redresser et réhabiliter les clous tordus. Son grenier était une caverne d'Ali Babab où l'on trouvait toujours le bout de ficelle, de bois, de carton, de ferraille qui manquait. Mon père écrivait au crayon les textes qu'il écrivait pour pouvoir les gommer, les corriger, puis les retranscrire au stylo. Une simple feuille de papier lui était précieuse. Ma grand-mère, qui toute sa jeunesse avait été chargée de transporter les sceaux d'eau depuis la fontaine publique, a toute sa vie organisé un cycle de dégradation progressive : l'eau pour boire, cuisiner, laver le linge, puis le sol, pour finir dans les toilettes. Perdre huit litres d'eau en tirant la chasse lui paraissait une monstruosité. Je n'ai jamais connu quelqu'un de la famille qui aurait osé déroger à la règle de Grand-mère ! Je n'ai aucun souvenir de ce que l'on faisait de nos si petites poubelles dans mon enfance, sinon qu'un camion passait les prendre une fois par quinzaine. Quelle famille de quatre enfants tiendrait aujourd'hui quinze jours sans se débarrasser des emballages, des restes de nourriture, des publicités et autres encombrants ?...

S'il nous semble normal de produire tant de déchets, de gaspiller tant de choses recyclables, c'est parce que nous avons la mémoire courte. C'est surtout parce que les marchands du temple néolibéral nous l'ont sciemment fait perdre pour leur seul profit. Comment corriger le tir après ces décennies de formatage, sinon en repartant dans un système radicalement innovant, en redonnant sens et respect au moindre quignon de pain, au moindre bout de plastique, en nous désargentant ?...

Gauche : La Gauche traditionnelle, qu'elle soit qualifiée de socialiste, de gauche de la gauche ou d'extrême gauche, a repris à son compte toutes les

catégories fondamentales du capitalisme : le travail abstrait, la valeur prétendue trans-historique, la marchandise et l'argent comme forme de rapport social, le marché doté de lois naturelles et opérantes... La seule Gauche qui reste réellement opposable au capitalisme, c'est celle qui interprète le capitalisme comme une forme historique de fétichisme.

En effet, cela nous permet de considérer que la classe capitaliste n'est ni auteur, ni maître du capitalisme, que travailleurs et capitalistes ne sont que des rouages d'un système qui les dépasse et dont ils ne maîtrisent aucune trajectoire. C'est bien ce qui fait des profits, de la finance, des modes de production un ensemble factuel et objectif incontournable. Il n'y a pas de capitalisme à visage humain, d'alternatives au capitalisme qui ne soient utopiques, puisque nous n'en sommes pas maîtres. A défaut de pouvoir nous libérer du travail en tant que tel, la Gauche veut libérer le travail du capital. A défaut de partager le gâteau en parts un tant soit peu équitables, elle veut établir un seuil de pauvreté acceptable via un revenu universel. Il faut inventer d'autres médiations sociales et non réparer la médiation de la marchandise. Dans ces conditions objectives, la Gauche ressemble de plus en plus à une coquille vide !

Voilà qui remet en cause tous les moyens de luttes traditionnelles qui visent à améliorer le pouvoir d'achat, à augmenter les salaires, à préserver l'État providence..., tout ce qui fait l'ordinaire de la Gauche, des syndicats, et même des Anarchistes pourtant les plus à même de percevoir le fond du problème. La vraie lutte de Gauche devrait être de nous donner les moyens de vivre sans jamais consommer par l'intermédiaire d'un marché, mais par la gratuité, l'accès...

La Gauche représentait jadis tout ce qui en politique visait le bien-être de l'humanité, le progrès social, la lutte contre les inégalités et l'injustice. A la fin des *Trente glorieuses*, la Gauche s'est alignée sur le libéralisme et a oublié sa vision de l'Histoire, sa conception du politique, son rêve d'un gâteau, certes toujours croissant, mais bien partagé. Depuis, la Gauche cherche en vain à retrouver, sous ses sédiments solidifiés, le sang qui vivifiait autrefois ses rêves, ses valeurs, ses projets, ses combats, ses conquêtes. Mais elle a perdu sa capacité d'imaginer un autre monde sous le poids d'un trop plein de réalité qui la broie et lui interdit toute évasion.

La Gauche, perdue après l'effondrement soviétique (1989), n'a pas réussi à s'affranchir des lois du marché, de la mondialisation, de la globalisation, du sens linéaire de l'Histoire. Elle aurait pu conserver les

bases théoriques de Marx, l'esprit socialiste de la Commune (1871), et en arriver à une théorisation moderne du capital, de la valeur, de l'argent, du salariat..., comme l'ont fait les "marxiens". Mais la Gauche a raté le virage, sans doute engluée dans le système des partis et dans la recherche du pouvoir.

La gauche pourrait se définir aujourd'hui par la fracture entre ceux qui s'accrochent à l'usage de l'argent et ceux qui souhaitent l'abolir. En effet, l'argent construit toute chose sous forme de marchandise, son usage se fait nécessairement injuste, injurieux, instrument de contrôle social, et tout cela par construction. Donc, deux postures seulement restent possibles. La première consiste à donner en spectacle, indéfiniment, les méfaits de l'argent pour les dénoncer, pour s'en indigner, pour dresser les foules "contre" et, au final, pour se réjouir de la moindre réforme. La deuxième consiste à rejeter le spectacle de l'argent et de ses méfaits, à s'emparer de la possibilité d'abolir son usage puisque nous le pouvons aujourd'hui, à détourner les regards, de la scène vers la sortie !

Marx nous parlait d'un capital qui *ne serait pas à prendre* à la classe dominante, d'un rapport social *érigé en sujet automate*. Il s'agit donc bien d'abattre le totem planté au centre du village terre, de mettre fin au fétichisme moderne de l'argent et de l'échange marchand. C'est malheureusement en opposition à la Gauche traditionnelle que s'imposera l'idée d'une désargence...

Généalogie : Longtemps réservée aux familles nobles, la généalogie s'est popularisée au XX^e siècle et a pris un essor extraordinaire dès le début du XXI^e. Les nobles avaient pour seul intérêt de prouver une filiation la plus lointaine possible et de la raccorder à une ascendance prestigieuse. Ils faisaient alors appel à un généalogiste qui généralement inventait ce qu'il ne pouvait prouver, pour justifier ses honoraires.

Les Archives départementales et nationales sont pleines de ces généalogies farfelues, y compris pour celles des Rois. J'ai appris à l'école l'histoire de Mérovée, premier roi de France, né vers l'an 450, un beau vieillard à la longue barbe ondulée selon le manuel de l'époque. Ce que l'on ne m'a pas appris, c'est que ce fameux Mérovée, selon les seuls textes originaux que nous possédons, était le fils de Codion le Chevelu. L'épouse de Codion, déjà enceinte de Mérovée, a été séduite par *une bête de Neptune semblable au Quinotaure alors qu'elle se baignait dans l'océan*. Enceinte

une deuxième fois, les sangs se mêlèrent pour donner naissance à une dynastie investie de grands pouvoirs surnaturels. Le premier narrateur de cette belle histoire serait un certain Frédégaire, un chroniqueur du VII^e siècle ! L'explication généalogique moderne, c'est que l'un des descendants de Mérovée (Clovis ou Clotaire, on ne sait plus...), était jaloux des Romains capables de produire une généalogie des empereurs remontant à la plus haute antiquité (Jules César affirmait avoir pour ancêtre le troyen Ascagne, fils d'Enée et de Créuse). On peut en rire aujourd'hui, mais le besoin d'inventer des romans nationaux n'est pas mort !

Les roturiers aujourd'hui recherchent leurs ancêtres pour des raisons purement historiques ou pour mieux comprendre leur passé, leurs origines. Les professionnels existent toujours mais sont la plupart du temps réduits à la fonction de "pompiers de la généalogie". Ils interviennent quand les amateurs sont bloqués par un manque d'archives, par des écritures trop complexes, des recherches à l'étranger, des sources bloquées par des délais de communications limitées (archives militaires, sanitaires, policières...).

Ces amateurs se sont vite emparés du numérique pour organiser leurs recherches, pour les partager, pour acquérir des techniques de recherches que seuls les professionnels utilisaient jadis. Ils ont monté des sites publics pour les échanges, se sont constitué des bases de données gigantesques. Ce que les Archives officielles ne pouvaient faire faute de moyens financiers, comme la numérisation de millions de pages de registres de notaires, d'enregistrements, de recensements, ils l'ont fait bénévolement et mis en ligne gratuitement. Une généalogie sur cinq ou six générations et plusieurs départements ou pays prenait jadis des semaines de travail et de nombreux déplacements, mais se fait en quelques clics aujourd'hui. L'informatique a permis le recueil des données, leur traitement, la mise en forme des résultats (arbres ascendants ou descendants, récits de famille, statistiques de lieux et de professions, listes alphabétiques...), intégration de médias (photos, copies de documents, enregistrements sonores ou vidéo...), et la circulation de ces données en accès libre.

Ce qui a été fait pour la généalogie peut tout aussi bien se faire pour les ressources matérielles et intellectuelles, pour répondre à la plupart des besoins, pour former les individus à l'utilisation de ces données. C'est ce que proposent nos mouvements quand ils parlent de redonner aux usagers la maîtrise de leurs usages par l'instauration de la société post-monétaire. Sans le savoir, les généalogistes amateurs l'ont réalisé avant même que nous,

nous y pensions !

Il n'est pas plus difficile d'introduire dans un logiciel adapté, à la place du grand-père éponyme et de ses descendants, le nom d'un produit (des carottes par exemple), leur qualité (blanche des Vosges, Chantenay à cœur rouge, Flyaway, jaune obtuse du Doubs, longue lisse de Meaux...), les noms et lieux des producteurs et des distributeurs, du plus proche au plus lointain par rapport à celui qui entre dans la base de données, les moyens de transport si les matières sont éloignées du demandeur, les qualités nutritives et les recettes de cuisine, l'usage qui en est fait dans les unités de transformation (conserves, purées...), les documents culturels et scientifiques relatifs au produit, etc. Rien n'est plus facile d'organiser des *blocks* reliant les consommateurs, les producteurs, les transformateurs, les distributeurs entre eux, de relier ces blocks dans des *chaînes*. C'est ce que l'on appelle une *blockchain*, structure qui a permis au bitcoin de s'étendre au monde entier pour des millions de personnes et des milliards de transactions...

La seule réelle utopie aujourd'hui est de croire que l'argent est éternel et que, bien géré, il peut rendre équitable le partage des richesses !

Généalogie du mondialisme : En 1991, le milliardaire David Rockefeller, dans une conférence de presse en marge de la Trilatérale, déclarait : « *Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au Time Magazine et aux autres grandes publications, dont les dirigeants ont assisté à nos réunions et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant quarante ans.* » Tout complotisme mis à part, il faut bien reconnaître que le projet d'établir un « *gouvernement mondial constitué d'une élite d'intellectuels et de banquiers, préférable à l'autodétermination nationale pratiquée au cours des siècles passés* » a été pensé quarante ans avant 1991 par l'élite de la Trilatérale et que le néolibéralisme s'est largement appuyé sur elle, avec succès.

Le Groupe Bilderberg a inauguré sa première conférence internationale annuelle en 1954 aux Pays-bas, dans l'hôtel Bilderberg. À l'époque, le but officiel était de convaincre les dirigeants européens et américains de resserrer les liens et de ne pas baisser la garde face à la puissante Union soviétique. Très discret sur les sujets débattus, peu prolixes en compte-rendus, ce groupe a suscité quantités d'hypothèses complotistes. Ce qui est sûr, c'est que le groupe attirait tout ceux qui comptaient en matière financière, écono-

mique et politique. C'est le premier Think tank à parler ouvertement de mondialisation, de *synarchie*.¹

La Commission Trilatérale a été créée en 1973 sur le même modèle et avec de nombreuses personnalités issues de Bilderberg. Leur but était de promouvoir une coopération politique et économique entre les trois zones clés du monde, l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, le Pacifique (la Triade). Pour l'Europe, Jean-Claude Trichet² en a été l'un des plus importants membres.

Le Forum Économique Mondial qui se réunit chaque année à Davos (Suisse) a été fondé avec des intentions analogues par Klaus Schwab en 1987, sous la forme d'une fondation à but non lucratif. Sa particularité est d'avoir introduit dans leur projet mondial l'écologie, l'aspect social et d'avoir ouvert largement ses portes à la Chine, ce qui brouille considérablement les intentions mondialistes. Le Forum de Davos est toujours aussi considéré comme une instance supranationale opaque, mais cette fois, sous couverture humaniste...

Il faut bien reconnaître que la convergence des points de vue, la synergie des forces disponibles, n'a pas posé grand problème à cette élite et qu'elle a même réussi à rendre son projet acceptable ou incontournable au plus grand nombre, à défaut d'être aimable ! Certes, il est plus aisé de constituer un bloc de gens cyniques, sans scrupules et armés d'un dogme solide qu'une constellation d'électrons libres, se pensant ingouvernables et plus soucieux d'éthique que de pragmatisme...

Il y a quelques concordances entre la mondialisation façon Davos et l'universalisation façon désargence, mais la grande différence, c'est que nous n'avons pas pour ambition de créer un gouvernement mondial, mais de redonner aux usagers de la planète la maîtrise de leurs usages, maîtrise qu'ils perdent dès l'instant qu'il y a échange marchand. Davos est fondamentalement oligarchique, la désargence fondamentalement démocratique !

1 Synarchie : mot apparu en 1941 dans la presse collaborationniste pour désigner *la plus secrète des loges maçonniques* sensée saboter la révolution nationale de Vichy et responsable de la débâcle. Il est ressorti au début du siècle dans les milieux complotistes.

2 J.C. Trichet, haut fonctionnaire français, directeur du Trésor, puis Gouverneur de la Banque de France, puis Directeur de la BCE...

Gestion : Face au marasme du siècle, on a vu souvent jaillir des appels à une gestion vertueuse. Or, ce terme de gestion est sans aucun doute une sorte de mot-valise dans lequel on peut mettre tout et n'importe quoi. En 2008 par exemple, lors de troubles sociaux aux Antilles, un collectif d'intellectuels lança un Manifeste brillant, sans doute trop, ce qui lui valut de passer inaperçu: « *Et pire, nous finissons par penser que la gestion vertueuse des misères les plus intolérables relève d'une politique humaine ou progressiste.* » Tout était dit en une phase quant aux aspirations communes vers une saine gestion !¹

La "bonne gouvernance" dont le libéralisme nous rabat les oreilles, la "planification" à laquelle s'accrochent encore la plupart des partis de gauche, "l'optimisation managériale" qui sévit dans les administrations comme dans les entreprises, tout cela devient caricatural. Un magistrat se plaignait il y a peu d'un renforcement bureaucratique qui impose de gérer des flux entrant et sortant en mettant en place des standards d'intervention. *"La justice cherche à faire du sur-mesure de masse, ce qui est une injonction paradoxale"* disait-il. *"Il faut en urgence recréer des juridictions de base, proches du citoyen, casser une hiérarchie pyramidale qui fonctionne sur le mode militaire. Les structures de la justice datent de Napoléon et ne sont plus en phase avec le monde réel..."* Ce juge a tout compris de l'influence des pouvoirs d'argent sur la politique et par ricochet sur la justice. Il ne lui manque plus qu'à en tirer la conclusion qui s'impose, tant que l'argent n'aura pas été aboli, *selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendrons blancs ou noirs"*²

Gestion de l'eau : La Paz, la capitale bolivienne, est perchée à 3500 m d'altitude. Jadis abondamment pourvue en eau par les glaciers environnants et des nappes phréatiques importantes, la ville a prospéré. Mais dans un cadre capitaliste, la recherche des profits, la marchandisation des biens, a produit un centre-ville riche, bourgeois, entouré de bidonvilles misérables.

Le centre s'est équipé d'une distribution d'eau moderne et cogérée par la ville et des entreprises privées, la périphérie s'est contentée de sources rares et mal commodes. Après des années de mauvaise gestion, de

1 *Manifeste pour les produits de haute nécessité:* <https://www.etonnants-voyageurs.com/spip.php?article3212>

2 La Fontaine, *Les animaux malades de la peste*, 1678

réchauffement climatique, de pollution et d'extractivisme sauvage, l'eau est devenue rare dans le centre-ville. Pendant ce temps, la périphérie exclue du système s'organisait pour gérer l'eau comme un bien commun et précieux, établissant des règles d'accès et de partage de l'eau, une métarègle gérant les conflits et protégeant des accaparements. Moralité, lors de la grande sécheresse de 2016, les bourgeois ont manqué d'eau durant de longs jours, les pauvres des banlieues en eurent en abondance ! Paradoxe qui donne à penser....

La richesse du monde bourgeois a poussé à une consommation débridée, à polluer l'atmosphère au point que les glaciers ont fondu inexorablement et que les nappes se sont asséchées. La richesse cause des dégâts et les bourgeois ne s'en rendent pas compte tant que ces mêmes dégâts suscitent des profits. La pauvreté subie des bidonvilles contraint au contraire à inventer des solutions durables, à éviter tout gaspillage, à gérer communautairement plutôt qu'en déléguant à des instances supérieures (État, commune, service des eaux). Si le modèle des pauvres est durable et facilement reproductible par d'autres, le modèle de la bourgeoisie marchande est temporaire et exclusif.

La différence ne se situe pas au niveau des compétences ou de l'intelligence, elle n'est même pas au niveau de la consommation globale de la ressource, elle est dans l'usage ou pas de l'argent qui ne peut se concevoir sans profits et accaparements. Prendre aux riches pour donner de l'argent aux pauvres (sous forme de revenu universel par exemple), comme il serait à première vue équitable, reviendrait à les faire entrer dans un modèle moderne mais toujours destructeur. Pourquoi s'embêter à gérer des fontaines communes quand il suffit de payer une compagnie des eaux pour que chacun ait un robinet privé ? C'est une logique du système que l'on a eu largement le temps de voir évoluer, depuis la tribu primitive à la mégapole.

La gestion de l'eau, comme celle de tout bien commun (nature, ressources géologiques, air, etc.) ne pourra trouver un équilibre que lorsqu'il n'y aura plus de profits financiers à réaliser, quand les usagers auront la maîtrise de leurs usages.

Autre exemple, un conflit a opposé l'entreprise Danone aux habitants de Volvic à partir de 2015. En pleine période de sécheresse, plus de 250 millions de litres d'eau ont été extraits de la nappe en quatre semaines, soit 15 % de plus que la moyenne annuelle. De quoi continuer à remplir plusieurs millions de bouteilles par jour, exportées ensuite vers des dizaines de

pays à travers le monde. Idem en juillet-août 2017 : L'été 2017 a été pourtant une période particulièrement chaude qui a poussé la préfecture à prendre des mesures drastiques de réduction de la consommation d'eau pour tous les usagers du département... à l'exception notable de la SEV (Dannone).

Le "Comité de suivi de l'aquifère" n'a servi que les intérêts de Dannone. Sur le plus long terme, et avec l'aval des autorités, l'embouteilleur a quasiment doublé ses prélèvements depuis 1998, passant de 1,5 million de m³ à 2,7 millions en 2018, soit dix fois plus que la consommation annuelle d'eau potable des quelque 4 500 habitants de Volvic.

Comment avoir des expertises scientifiques libérées de tout intérêt économique, sinon en se libérant de toute nécessité structurelle de réaliser des profits financiers? Il n'y a pas d'autre solution au problème de l'eau (quant à son traitement, sa distribution, sa mise en bouteille, son usage, le tout sur fond d'épuisement de la ressource) que de l'envisager comme un commun que nul ne pourrait s'aliéner. Mais c'est impensable dans un contexte monétarisé, a fortiori dans le capitalisme.

Il serait temps d'accepter cette réalité: il n'y a pas de réponse possible, ni écologique ni économique dans un contexte marchand et seule la mise en place d'une société post-monnaire est réaliste. Une société enfin sortie de l'échange marchand avec ce qu'il implique de profits comme seul objectif, de dégâts environnementaux, de condensation entre des mains de moins en moins nombreuses, etc., n'est plus un problème technique mais mental. Cinq mille ans d'usage de l'argent et de conditionnement à l'argent nous a brouillé l'esprit jusqu'à la folie...

Ghost-towns : En français, villes fantômes. La perspective d'un effondrement global de l'économie pousse les principaux acteurs économiques dans une course en avant, une recherche de stabilité dans le déséquilibre institutionnalisé. Tels des cyclistes incapables de tenir en équilibre à l'arrêt, de grands projets immobiliers ont été lancés, d'abord en Espagne, puis en Chine, en Amérique du Sud, en Russie. Des villes entières ont été construites sans trouver le moindre acheteur. On leur a donné le nom de ghost-towns et elles sont devenues emblématiques de l'incohérence financière.

Que faire de ces villes restées quasiment inoccupées ? Même après une abolition de l'argent, des milliers de logements y resteraient va-

cants tant ils ont été conçus par des promoteurs "hors-sol". Quelques ghost-towns pourraient être conservés en tant que musées, lieux mémoriels où l'on expliquerait aux jeunes générations n'ayant jamais connu l'argent et l'échange marchand, comment pouvait fonctionner un tel système, à quoi ressemblaient les villes, avec leurs enseignes publicitaires, les néons, les éclairages publics pléthoriques, les magasins avec leurs vitrines, les stationnements munis de parcmètres, les taxis, les distributeurs de billets..., toutes choses disparues et rangées aux musées des antiquités ! On distribuerait des fausses pièces ou billets de monopoly pour que les enfants suivent l'ancien parcours du combattant du consommateur qui leur paraîtra pour le moins exotique, pour ne pas dire délirant !

Gilets jaunes : Mouvement social spontané lancé en octobre 2018 avec comme signe de reconnaissance le gilet jaune fluo que chacun possède dans sa voiture, et comme lieux emblématiques, les ronds-points. Leur premier blocage de la circulation date du 17 novembre 2018 sur plus de 3 000 sites, et jusqu'au premier confinement de mars 2020, des manifestations ont été organisées chaque samedi.

Le sociologue Michaël Lianos¹ en parle bien pour les avoir suivis de rond-point en rond-point : *"De toute évidence, les Gilets Jaunes ne sont pas parvenus à défaire Emmanuel Macron, mais ils ont peut-être posé les bases de quelque chose de beaucoup plus redoutable et d'infiniment plus désirable.[...] Le cadre sociopolitique établi (institutions, partis, corps intermédiaires) a essayé par tous les moyens d'imposer une forme au mouvement. Il s'agit là du premier pas de la pérennisation d'une structure de pouvoir : l'homéomorphisme. Aux adversaires que vous ne pouvez pas éliminer vous proposez une place à votre table. Ainsi le jeu continue de la même façon, tous les joueurs précédents gardent leur place et les nouveaux-arrivés apprennent à jouer selon les mêmes règles, tout en ajoutant quelques nouveaux enjeux, mais qui peuvent se poursuivre désormais selon les règles anciennes. Or, en dépit de leur immense impact en France et au-delà, les Gilets Jaunes refusent de façon inébranlable depuis des mois cet homéomorphisme. Ils vont jusqu'à huer des figures du mouvement qui cherchent ne serait-ce que se mettre en avant pendant un moment, qui tentent de former un groupe autrement constitué que par une*

1 Voir <https://lundi.am/Une-politique-experientielle-III-Michalis-Lianos>

architecture neuronale liant des individus, par exemple un rapport entre leader et suiveurs, une liste électorale etc. Car, les Gilets Jaunes privilégient de façon spontanée leur pluralité en laissant dépérir leur influence tactique. Ce n'est encore une fois pas un plan d'action mais une protection de leur condition expérientielle. Pour le dire en termes de bande dessinée, il ne s'agit pas de remplacer un calife par un autre, ni de devenir calife à la place du calife. Autrement dit, on prend conscience que toute forme permanente de pouvoir est conservatrice, même quand elle se veut révolutionnaire, parce qu'elle ne peut veiller qu'à la stabilité des conditions lui permettant de continuer à faire faire des choses selon ses priorités. Commence alors à émerger la conscience que le problème n'est pas autant les acteurs spécifiques mais la configuration systémique. On aurait dû le savoir, puisque le mouvement des Gilets jaunes est né asthmatique, s'est essoufflé dès ses premiers pas !..."

La crise du Covid 19 a offert une pause méritée au mouvement, mais nul doute qu'il repartira de plus bel dès que les ronds points redeviendront des lieux publics... Malgré les attaques médiatiques quasi injurieuses, la violence de la police répressive, les tentatives de récupération du pouvoir et de certains partis politiques, l'usure d'une si longue occupation de l'espace, les Gilets Jaunes ont résisté à tout, sauf au Covid. Ils ont surtout réussi, en partant d'une banale revendication sur une taxe de trop, à élargir leurs objectifs à l'écologie, la démocratie, le salariat, etc. En ce sens, c'est un mouvement qui restera aussi emblématique que celui de Mai 1968...

C'est peut-être ce même mouvement qui ouvrira la première porte d'une désargence, car c'est un mouvement sans a priori idéologique, qui évolue dans tous les sens, au fil des débats de ronds-points...

Globalisation : Tendance de l'organisation sociale à se concentrer en un point central, lieu de contrôle et de gestion d'un espace de plus en plus grand. A bien regarder l'Histoire, il est clair que toute organisation centralisée tend à gagner ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui des "parts de marché" et que systématiquement, passé un certain seuil de croissance, l'empire ainsi créé croule sous ses propres charges et s'autodétruit : Empire sumérien, égyptien, romain, mongol, songhaï, khmer, inca, aztèque, ottoman, soviétique... Cette liste est loin d'être exhaustive et la seule variable que l'on peut y trouver c'est le niveau du seuil qui induit la chute.

On peut alors se demander comment, après tant d'expériences sous

des latitudes, des cultures et des époques aussi diverses, l'idée d'une globalisation peut encore avoir le vent en poupe. A quoi bon chercher l'expansion d'une société si on peut prédire, quasiment à coup sûr, le passage d'un seuil suivi d'un effondrement ? Comment imaginer la caricature du système expansionniste qu'est la "mondialisation" comme une solution ? C'est là un mystère qui ne peut s'expliquer que par des analyses partielles à l'exclusion de tout autre élément contraire.

Les grandes banques sont réputées *too big to fail* et c'est vrai. Une banque dite systémique qui fait faillite entraîne des faillites en cascades et in fine la chute du gouvernement qui lui refuserait son aide. Mais dix banques systémiques faisant faillite simultanément dans dix grands pays différents, c'est à coup sûr une crise mondiale aux conséquences inimaginables, au point qu'aucun recours ne serait possible.

Une multinationale est apparemment plus solide et plus rentable qu'une autre entreprise nationale, c'est évident. Mais la même logique veut que le plus grand mange le plus petit et qu'à terme, il ne reste plus qu'une seule entreprise mondiale produisant tout pour tous. Et comme pour les États, cette unique unité de production mondiale, non stimulée par la concurrence, va limiter ses investissements, se dégrader peu à peu pour atteindre in fine son plus haut niveau d'incompétence et s'effondrer.

L'effondrement d'une entreprise est nécessairement proportionnel à sa taille quant à ses conséquences. La perte d'un petit atelier artisanal peut être seulement regrettable, mais la perte d'un immense groupe industriel, c'est la mort physique et sociale de millions de personnes. Quel que soit l'angle sous lequel on aborde la globalisation, on ne peut que l'appréhender comme une absurdité.

On peut alors se demander comment un outil d'échange tel que l'argent, dont on sait qu'il tend mécaniquement à se condenser entre des mains de plus en plus riches et de moins en moins nombreuses, peut éviter la globalisation puis, à terme, l'effondrement tout aussi global. La globalisation procède de la logique monétaire et lui est soumise. Si l'on peut réguler quelques effets de l'argent dans quelques aspects de son usage, 5 000 ans d'expérience nous ont prouvé qu'on ne résout pas ses problèmes structurels, qu'on ne peut agir sur son essence même. Il paraît donc comme une évidence qu'il ne peut pas plus exister une mondialisation heureuse qu'un alter-mondialisme écologiste, n'en déplaise à José Bové !...

Global Risks Report : (Rapport sur les risques globaux) Chaque année, le *Global Risks Report* travaille avec des experts et des décideurs du monde entier pour identifier et analyser les risques les plus pressants auxquels nous sommes confrontés. Il présente des perspectives de près de 750 experts sur l'impact perçu et la probabilité de trente risques globaux, ainsi que de treize tendances sous-jacentes qui pourraient les amplifier ou modifier les interconnexions entre elles, sur un délai de 10 ans. Ce groupe de recherche a alimenté les réflexions de nombreux collapsologues et a permis d'affiner les analyses de risques.¹ Il est dommage cependant que tous ces experts extrêmement compétents n'aient pas consacré une part de leur temps à la proposition de modèles plus viables.

Il est étonnant que ces experts aient démontré avec justesse que nos sociétés étaient au bord du précipice sans jamais oser évoquer un quelconque moyen d'éviter la chute..., sinon un renforcement d'une gouvernance mondiale. Mais quand on a compris que le groupe Global Risks Report est une émanation du Forum économique Mondial de Davos, on comprend mieux leurs réticences... Sans vouloir alimenter les phantasmes des complotistes, les mêmes qui nous proposent des analyses les desservant, qui trouvent bonnes des solutions ayant largement participé au désastre actuel et qu'ils ont eux-mêmes initiées, qui s'inquiètent des risques environnementaux auxquels ils participent activement, cela ressemble fort au "voleur qui chante l'air de la maison", à l'escroc tentant de nous vendre des vessies à la place des lanternes...

Glocal : Ce néologisme, apparu dans la première décennie du XXI^e siècle, a été construit sur la contraction de *global* et de *local*. Ces deux notions sont pourtant antinomiques, en théorie comme en pratique. Le local est un frein à la mondialisation, le global signe la mort du local. Un slogan malheureux en est la cause : "*penser global pour agir local !*" Il faisait référence à la nécessité de produire localement pour préserver la biodiversité de l'ensemble de la planète.

C'était logique, sympathique, mais impossible. Comment produire et commercialiser localement un légume ou un appareil quand on le trouve dix fois moins cher sur le marché mondial ? Comment produire les

1 Voir le PDF du rapport 2020 sur <https://www.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2020> (en anglais).

quantités induites par la croissance économique, par la consommation effrénée, à partir de petites unités de productions locales ? Comment faire des économies d'argent et de matières quand les productions sont dispersées ? Comment limiter les gaz à effet de serre quand toute l'organisation commerciale induit des norias constantes de poids-lourds aux quatre coins de la planète ? Comment réduire ces transports de marchandises sans réduire d'autant le pouvoir d'achat des consommateurs ?

Le *glocal* ne pourrait devenir une évidence et une habitude qu'avec une sortie totale de l'économie marchande. Il n'est possible de choisir entre l'un ou l'autre terme que pour aller de l'un à l'autre, du plus proche au plus lointain, qu'il s'agisse d'une ressource ou d'une compétence. Mais organiser l'ensemble de la production et de la distribution dans cet esprit, ne rechercher ailleurs que ce qui ne peut exister sur place ou le moins loin possible est illusoire quand des profits financiers sont en jeu.

En outre, le global aboutit toujours à une uniformisation des usages et des styles sur la quasi-totalité de la planète. Cette division du travail portée au niveau global rend mécaniquement les échanges plus fréquents et plus lointains. Les inventeurs de ce néologisme étaient des écologistes certes, mais ne remettant pas radicalement en cause le global, ils ont pondu un concept vide. A moins de rendre à l'humanité sa biodiversité en limitant le global, le local restera le petit frère impuissant du global, et le *glocal* restera un vœux aussi pieu que la liberté, l'égalité, la fraternité...

Google : Google est le numéro un mondial des moteurs de recherches. Tout le monde utilise Google pour faire un achat, chercher un livre, se renseigner sur la biographie de quelqu'un. Tout ceci serait parfait si Google n'était pas une entreprise commerciale, si elle n'avait pas besoin de consommer une énergie équivalente à plusieurs centrales nucléaires et s'il elle n'agissait pas comme si les données récoltées étaient les siennes. En effet, chaque question posée est enregistrée pour définir un profil individuel. Ces profils sont ensuite vendus aux grands commerçants pour cibler leur clientèle, voire aux hommes politiques pour qu'ils élaborent leurs campagnes de propagande.

Ces activités rapportent à Google des sommes considérables et lui permettent d'orienter le législateur en fonction de son intérêt propre (*une journaliste française –Christine Kerdellant, s'est rendu compte que le PDG de Google avait été reçu 230 fois à la Maison blanche sous le mandat du*

président Obama !). Plus Google gagne de l'argent sur les données privées, moins il paye d'impôts... Les mêmes services peuvent pourtant être rendus sans recherche de profits et dans la plus grande transparence. Le groupe Wikipédia qui depuis des années constitue une encyclopédie gratuite et collaborative, en ne vivant que de dons, en est un bon exemple. Plusieurs moteurs de recherches se présentent comme éthiques et éco-responsables : Qwant est conçu et hébergé en France, il respecte la vie privée et la neutralité. DuckDuckGo ne collecte aucune donnée, n'héberge aucune publicité et ne conserve aucun historique de nos recherches. Ecosia se revendique comme *le moteur de recherche qui plante des arbres*. 80% de ses revenus publicitaires servent à financer des projets de reforestation au Burkina Faso, à Madagascar, au Pérou... Lilo, met à notre disposition des actualités sur les projets environnementaux qu'il finance. Ecogine aussi est un moteur de recherche associatif lancé par trois étudiants nantais en 2008.

Cette poignée de sites prouvent qu'il est possible de concilier la technologie Internet et l'abolition totale des profits financiers. Bien sûr, ces moteurs de recherches alternatifs sont encore soumis à des impératifs financiers, il faut bien que les organisateurs vivent, qu'ils payent le matériel, les abonnements aux services de télécommunications, etc. Mais dans l'hypothèse d'une abolition totale de l'argent, ils sont prêts à fonctionner du jour au lendemain aussi bien que Google. Le seul argument entendable reste la consommation d'énergie et de matières qu'implique le moindre clic sur un ordinateur. Éthiques ou pas, les alternatives n'empêchent pas qu'un ordinateur, un smartphone réclame dix fois plus de matières pour sa construction que son propre poids final. Elles n'évitent pas les coûts énergétiques du stockage de données, du fonctionnement de tout logiciel, des transferts de textes, images, vidéos...

Tout cela a été calculé, comptabilisé par des techniciens, avec des résultats fort peu homogènes mais alarmants. Le moindre mail envoyé, reçu, stocké dans sa boîte représente quelques grammes de CO² émis. En revanche, je n'ai pas encore trouvé d'étude semblable qui évalue ce qu'il en serait exactement dans un système post-monnaire. C'est sans doute trop compliqué, sûrement trop tôt. Mais on peut déjà imaginer que dans un monde a-monnaire, les appareils numériques seraient conçus pour durer dix fois plus longtemps, pour permettre aux usagers de n'utiliser que ce qui leur est essentiel et non des dizaines de programmes qui, sans même fonctionner

augmentent la consommation de nos ordinateurs. C'est un énorme chantier de prospectives qui est ouvert. Avis aux amateurs !...

Grand écart : Position du corps humain dans laquelle les jambes sont tendues d'un côté et d'autre, selon un axe perpendiculaire ou parallèle au tronc. C'est une position réservée aux gymnastes aguerris, aux danseurs professionnels et aux contorsionnistes, tant elle est inconfortable, voire dangereuse.

Il peut paraître étrange que l'on consacre un article sur un tel sujet dans un dictionnaire consacré à l'argent, mais c'est la représentation la plus fidèle que j'ai trouvé de la situation actuelle. C'est le philosophe Eric Sadin qui l'a utilisée lors d'une interview ¹ et que je reprends à mon compte. Nous vivons une époque où une nouvelle condition de l'individu contemporain émerge avec obstination tandis que l'ordre général de la société est resté strictement le même. L'individu est en train de se fracasser dans cette posture intenable, dans ce grand écart entre ce qu'il est et ce qu'on lui demande d'être, entre ce qu'il pense et ce qu'il fait, entre les injonctions des élites et ce qu'il perçoit de sa réalité. Il est devenu impuissant quand, dans le même temps, son smartphone lui donne l'illusion de reprendre la main. La promesse de lendemains heureux, toujours tenue par les partis politiques de droite comme de gauche a fait place à la collapsologie, à l'effondrement, au survivalisme. Les joies de la consommation sont toujours vantées par une publicité agressive mais nous savons bien que nous n'y aurons plus droit. Les réseaux sociaux ont donné la parole à tous mais jamais nous n'avons été si peu écoutés. Le grand écart, la torsion, la tension, voilà ce qui reste.

Les gouvernements naviguent à vue sur tous les plans, économique, sanitaire, social, idéologique, dans un flou artistique qui a réussi à faire exploser le clivage traditionnel droite-gauche. Les scientifiques sensés nous guider s'entre-déchirent, les uns précisant avec force qu'il n'ont aucun conflit d'intérêt, les autres fustigeant leur confrères qui mélangeraient science et idéologie. A qui se fier, quand on n'est pas soi-même scientifique, pour appréhender le réel et choisir une quelconque option ? Les politiques sont obnubilés par la communication. La parole mène l'action quand cela devrait être le contraire. Jusqu'à quand allons nous aller dans la folie du moment sans agir, se demande Eric Sadin ? Et la crise financière qui suivra

1 Voir <https://youtu.be/suHXQfpBTxM>

la crise sanitaire, dont personne ne parle tant le virus et ses variants sont là, va consacrer l'ingouvernabilité permanente, il n'y aura plus de contrat social qui tienne la route et le taux d'abstention des élections régionales de 2021 en a sonné le glas.

Le grand écart est l'apanage des gymnastes, des danseurs classiques et des contorsionnistes, pas du peuple sans expérience. Jamais dans l'Histoire il n'a été contraint de supporter de tels contorsions mentales. Fin de régime, fin de civilisation, soubresauts ultimes d'un système réduit à conduire la planète "à vue de nez", au coup par coup, et d'une génération qui n'a plus de d'avenir pensable, plus de récit auquel se raccrocher, plus aucune certitude philosophique, morale et même pratique....

Grande Muraille Verte : Il s'agit d'une longue bande qui traverse tout le continent au sud de la zone sahélienne et qui a été initiée en 2007 pour lutter contre la désertification et la disparition progressive mais inéluctable des ressources hydriques. Il a fallu dix ans pour qu'elle passe de l'état de projet à un début de réalisation en 2017, notamment avec l'initiative du Cameroun de planter 200 000 plans de margousiers en un an. Malgré ce bel effort, la fameuse bande continentale prévue s'est vite réduite à quelques îlots de verdure disparates.

Le problème est immense et urgent. Le sable du désert avance vers le sud sous l'action du vent, ensevelit toute végétation, ce qui modifie le climat local et augmente la pression de cette désertification. Sans intervention humaine rapide, les savanes vont disparaître, puis les grandes forêts tropicales. Il fait se rappeler que toute la zone saharienne actuelle fut en d'autres temps verdoyante, parcourue par des gazelles et des lions, les paléontologues en témoignent. Tous les chefs des États concernés (onze au total) se sont concertés à Ouagadougou (Burkina Faso) en juin 2005 pour fonder l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGMV). En juin 2010 à N'Djamena (Tchad), cette instance a été reconnue par l'Union Africaine et s'est doté d'une capacité juridique internationale. Le plan quinquennal d'activité 2016-2021 a été évalué à 3 milliards de dollars US.

Quinze après ces bonnes décisions, 4% seulement du projet a pu être réalisé. Ce rideau de verdure long de 8 000 km et large de 15 km, du Sénégal à Djibouti, n'est qu'une succession discontinue d'expériences plus ou moins abouties. Quelques milliers d'hectares reboisés, mais qui risquent d'être avalés par le sable s'ils restent isolés. C'est l'exemple parfait qui

permet de réaliser que les grands projets imposés, conçus par des technocrates ne mènent à rien quand les petits projets bénévoles, adaptés aux conditions locales, conçus de façon pragmatique et dans l'urgence, font merveille. Le secrétaire général de l'agence de Nouakchott (Mauritanie), Abdoulaye Dia nous explique ce qui se passe : « *Nous voulons des financements pour les objectifs que nous avons définis. Nous sommes court-circuités. Des interventions sont décidées sans que nous soyons informés. Il est ensuite un peu facile de nous reprocher de ne pas rendre de compte.* » Puisqu'il ne précise pas quelles sont ces interventions, alors je vous en donne deux exemples :

Haïdar El Ali, au Sénégal, a mis au point une technique adaptée aux régions où il ne pleut qu'une quinzaine de jours par an. 75% de ses plans résistent contre moins de 20% ailleurs, par une simple gestion de l'eau et un aménagement des parcelles reboisées en s'appuyant sur la population et en se servant de techniques ancestrales. Il aménage des points d'eau pour les animaux qui, par leurs excréments, dispersent les graines des arbres arrivés à maturité. Il forme les habitants qui pendant les premières années vont surveiller et soigner les arbres, qui vont préparer les semis et les plans avec des végétaux endémiques quasiment disparus.

Yacouba Sawadogo au Burkina Faso, dénommé *l'homme qui a arrêté le désert*, sans aucune culture ni connaissance particulière des arbres. Il y a quarante ans, après une grave famine, il commence à travailler la terre, en pleine saison sèche, quand rien ne pousse. Un fou, disait-on ! Même les anciens du village en riaient. Il creuse de larges trous dans la terre sèche et compactée, y dépose du fumier et des détritiques. Les termites s'en emparent et élèvent des champignons pour se nourrir. Les galeries qu'elles creusent retiendront l'eau quand la pluie arrivera. Autour des trous, il dispose des petites pierres qui vont arrêter la moindre goutte d'eau. En quarante ans, les arbres qu'il a ainsi plantés ont attiré les oiseaux. Ils ont apporté avec eux des graines qui ont donné d'autres arbres. Son désert est devenu une forêt, la forêt a transformé le climat, arrête le vent, donne de l'ombre et fait remonter la nappe phréatique. Les récoltes sont devenues abondantes. Plus personne ne rit de Yacouba, le héros. Sa méthode a fait école au Niger et le 24 septembre 2018, le paysan illettré Yacouba a reçu le prix Nobel alternatif à Stockholm !

Ces deux hommes ont fait plus pour sauver les paysans du Sahel que les milliards et la technologie de l'Agence Panafricaine ! Ils n'ont pas

demandé un centime à leurs gouvernements, ils n'ont salarié personne, ils n'ont fait aucun discours pour convaincre leur entourage, ils ont simplement supporté sans broncher les railleries de ceux qui savent ! Ils sont la preuve qu'une société sans argent trouvera toujours des Haïdar et des Yacouba, que l'exemple est la meilleure pédagogie et que la famine donne de meilleures idées que les conférences internationales...

Un ami africain me racontait un jour la catastrophe du lac Tchad. Cet immense réservoir d'eau, a déjà perdu 90% de sa superficie, ce qui annonce quelques belles famines pour les quarante millions d'humains, des quatre pays riverains. Les techniques ancestrales et modernes existent et peuvent coexister, les hommes sont prêts à s'armer de pioches et de bêches pour préparer la terre, les animaux d'Afrique ont développé d'utiles stratégies de survie, mais les dirigeants politiques, la plupart mis en avant ou protégés par les pays riches et extractivistes, ne voient que l'argent ! La désargence, la seule vraie révolution civilisatrice, pourrait peut-être venir d'Afrique et de ses peuples. Un juste retour de boomerang...

Gratiféria : Néologisme composé de Grati- (gratuit, gratis) et -féria (la fête). Il s'agit de marchés gratuits, d'expériences de gratuité, qui visent à pousser à la réflexion et à l'expérimentation des avantages de la gratuité sur l'échange marchand. Toute réciprocité y est abolie : j'ai besoin, je prends..., je dispose de quelque chose, je le mets à disposition de qui le veut. C'est souvent le lieu idéal pour découvrir à quel point l'échange marchand a conditionné nos cerveaux, à quel point des réflexes de méfiance et de prédation se sont incrustés en nous. On découvre aussi les difficultés à prendre conscience de ce conditionnement, puis de s'en débarrasser. C'est donc une alternative au système marchand qui a au moins le mérite d'être éminemment pédagogique.

De plus en plus souvent, des marchés libres et sans argent sont associés à des rencontres, séminaires, concerts... L'idée plaît et fonctionne. Il est même possible de commencer de suite et individuellement. Celui qui a une chaise, de la vaisselle, un vélo dont il n'a pas l'usage peut parfaitement les déposer en bas de son immeuble, devant sa porte ou dans son jardin avec une pancarte : "A prendre par celui qui veut". On peut même imaginer mettre ainsi à disposition une vieille voiture qu'un garagiste aurait évalué à un prix dérisoire pour la revendre bien plus cher après réparations minimales : *"Voiture à prendre, prière de téléphoner au 06..... pour récupérer les*

papiers". Je comprends qu'un smicard tente de tirer le plus possible de sa vieille voiture, mais quiconque gagne l'équivalent d'un smic et demi ou plus, peut "sauter sur l'occasion" d'instiller dans les esprits cette notion de gratuité...

Gratuité : La gratuité ne peut exister qu'en rapport au payant. Dans une société post-monnaire, le mot de gratuité disparaîtra faute d'antonyme et ne pourra être utilisé qu'à titre analogique, comme lorsque l'on parle "d'acte gratuit" pour désigner une action qui ne sert à rien, sans mobile apparent sinon le plaisir !

Dans le contexte actuel, tout étant marchandisé et monétisé, le gratuit ne peut être qu'un paiement différé (payé ensuite par les impôts), déguisé (quand le produit gratuit fait du consommateur un autre produit). Dans le droit romain, ce que nous appelons aujourd'hui les *ressources naturelles* sont à la fois gratuites et sacrées, gratuites parce que sacrées, l'humain étant un simple usager (un usufruitier et non un propriétaire) de la nature. Il en va de même du domaine public et des services publics de l'État, dont on peut éventuellement bénéficier puisqu'ils appartiennent légalement à la communauté nationale, mais qui échappent finalement à une gestion directe par les usagers. Ainsi, la gestion du bien commun s'ajuste à l'intérêt général. Notre époque est celle du grignotage constant des espaces de gratuité. Les bibliothèques, par exemple, sont des survivances du service public et tendent à se financiariser, ne serait-ce que par les cotisations et abonnements parfois prohibitifs, par le numérique qui assujettit l'accès à des publicités, des profils personnels vendus aux annonceurs. L'eau elle-même, qui durant des millénaires a été mise en accès pour tous dans les fontaines publiques, est désormais payante au motif qu'elle est traitée, contrôlée, distribuée jusque dans nos appartements.

Le combat pour la gratuité reste donc l'un des rares domaines réellement révolutionnaire, à contre-courant radical de la doxa. Les magasins gratuits, les gratiférias, les SEL, les logiciels libres, en viennent à la désargence plus vite que les autres... Jean-Louis Sagot-Duvauroux¹ a écrit : « *Tracer la géographie du continent gratuité fait surgir à la conscience des images et des perspectives inattendues : l'argent et ses lois n'ont pas pris le pouvoir*

1 Jean Louis Sagot-Duvauroux, philosophe et dramaturge français, auteur de *La Gratuité*, éd. Desclée de Brouwer, 1995

*partout ; la vie humaine n'est pas forcément vouée au culte de la marchandise ; même si elle reste un parti pris, la gratuité n'est pas une illusion. » Maurice Bellet (1923-2018), philosophe catholique français a écrit un *Plaidoyer pour la gratuité et l'abstinence* (éd. Bayard, 2003). Marcel Mauss (1872-1950), puis l'équipe d'Alain Caillé ont montré en quoi nous sommes intellectuellement et ontologiquement obligés de poser l'idée d'une gratuité initiale pour fonder la société. Raoul Vaneigem voit « *les signes d'une civilisation à venir, fondée non plus sur l'aliénation du travail, le pouvoir et le profit, mais sur la créativité, la jouissance et la gratuité.* » Paul Ariès, à son tour explique qu'*il ne peut y avoir de société de la gratuité sans culture de la gratuité comme il n'existe pas de société marchande sans culture marchande.**

Cette idée de gratuité se retrouve dans les pays anglo-saxons (free-shops), germaniques (umsonstladen), au Japon (avec le mouvement Shirôto no ran), en Afrique du Sud.(street stores)... L'idée se répand sur des sites de mise à disposition d'objets les plus divers pour éviter le gaspillage, les dépôts directs en déchetteries (recyclage.com, Circul'livre. Sharevoisins...). Elle est dans l'air du temps et se diffuse dans l'espace terrien. Rien ne m'arrêtera...

Gravitation : La gravitation a été considérée comme une force jusqu'à ce que Einstein se livre à une "expérience de pensée". Étienne Klein explique qu'il s'agit du fait de se décaler de ce que l'univers montre pour interroger ce que les lois physiques prédiraient dans une situation que l'on peut imaginer mais pas créer. Einstein imagine en 1907 que son corps est en chute libre. L'apesanteur le fait tomber mais en tombant, la chute annule la cause qui le fait tomber. Le fait de subir la pesanteur nous met en apesanteur. C'est ce qui lui fait comprendre que la lumière bien qu'elle soit de masse nulle est déviée par la gravitation. C'est aussi ce qui l'amène à penser la courbure de l'espace-temps qui échappe actuellement à toute observation, à toute expérience.

Et si la désargence n'était que l'expression d'une "expérience de pensée" aussi déroutante que la gravitation selon Einstein... L'imagination étant sans limite, nous imaginons l'économie en chute libre, l'effondrement de tout le système marchand, ce qu'a priori nous sommes incapables de provoquer, même involontairement. Est-ce que cette chute libre annulerait la cause qui fait chuter l'économie et conduirait à induire une société post-

monétaire, comme la pesanteur nous met en apesanteur. Nous serions alors dans un autre monde, un espace radicalement différent, obéissant à d'autres lois politiques, sociales, économiques, aussi difficile à prévoir, difficile à concevoir que l'espace-temps dont les astrophysiciens nous disent qu'il fut plat et s'est courbé avec l'extension de l'univers. Le passage du monétarisme à une désargence est une hypothèse de travail pas plus absurde la démarche d'Einstein, toute proportion gardée quant à nos capacités intellectuelles par rapport aux physiciens et astrophysiciens !

Il serait toutefois prudent vu le stade d'évolution de notre système économique et l'urgence environnementale qu'il induit, de sortir du débat stérilisé par le paradigme monétaire. C'est le moyen idéal d'envisager une échappatoire qui réconcilie les contraintes du réel et nos aspirations, la soif de liberté, d'égalité, de fraternité et les nécessités de notre reproduction matérielle. C'est le seul espoir réaliste de répondre aux urgences environnementales sans perdre en qualité de vie, de sortir des impasses multiformes qui caractérise notre temps.

Great reset : En français, *la grande réinitialisation*. Il s'agit d'un projet porté par le Forum économique mondial (WEF en anglais) censé permettre de dessiner un monde post-Covid. « *Alors que nous entrons dans une fenêtre d'opportunité unique pour façonner la reprise, cette initiative offrira des informations pour aider à informer tous ceux qui déterminent l'état futur des relations mondiales, la direction des économies nationales, les priorités des sociétés, la nature des modèles commerciaux et la gestion. d'un commun mondial* » (présentation extraite du site officiel du WEF). Le fondateur du WEF, Klaus Schwab, parle du Great Reset comme *l'engagement dans des réformes innovantes et audacieuses pour construire un monde résilient, équitable et durable*.

Klaus Schwab est un ingénieur et économiste allemand, professeur de management industriel en Suisse. C'est un peu faible comme références pour devenir "le grand comploteur du nouvel ordre mondial". En revanche, c'est suffisant pour réunir à Davos la crème du NOM (nouvel ordre mondial, NWO en anglais) dont Rockefeller et Soros se sont faits les chantres. Il s'agit ni plus ni moins de créer une unipolarité, une gouvernance mondiale, gérée par une petite élite financière et intellectuelle, bien sûr sous contrôle américain. Si des stratégies hétérogènes se sont développées peu à peu pour atteindre cet objectif, il reste difficile de les qualifier de "complot organisé

et homogène". Ce qui ressemble le plus à ce nouvel ordre mondial, c'est pour l'instant l'idéologie néolibérale qui met en exergue les *winners*, et marginalise les inutiles *losers*. Rien de très neuf sous le soleil, Néron, Napoléon, Staline, Hitler et tant d'autres n'ayant guère rêvé d'autre chose !

Il y aura toujours des Laurent Alexandre pour inviter la jeunesse à devenir des Dieux et des jeunes polytechniciens pour applaudir¹ : *"Je pense que c'est vous, les intellectuels de demain, qui allez avoir la responsabilité de gérer un monde ultra compliqué.... Vous dans cette salle, vous allez vivre un âge d'or. Les Dieux, vous qui maîtrisez le transhumanisme..."* Les élèves de Polytechnique, comparés à de futurs Dieux ont vivement applaudi l'orateur !

Dans une interview, Georges Soros explique avec cynisme ses objectifs : *« En vérité, le système actuel a besoin d'être réparé.... En gros, je suis ici pour faire de l'argent et je ne peux pas, et je ne tiens pas, à prendre en compte les conséquences sociales de ce que je fais... Je reconnais qu'en tant que concurrent, je dois concurrencer pour gagner, et qu'en tant qu'être humain, je suis préoccupé par la société dans laquelle je vis... Ce que moi ou quelqu'un d'autre fait, peu importe avec ce qui se passe sur les marchés, cela ne change rien au résultat... Je ne me sens pas coupable quand je suis engagé dans des activités amORALES, elles n'ont rien à voir avec la culpabilité... Quelles que soient les régulations imposées, on va s'y conformer et faire avec... »*

En gros, Georges Soros a une vision du monde bien adaptée à ses pathologies et il est prêt à sacrifier autant de monde qu'il faudra pour parvenir à l'instaurer. Rarement un prédateur explique avec une telle candeur les mobiles et méthodes de sa prédation. C'est sans doute sa grande force et sa dangerosité : un cynisme sans retenue ni pudeur que rien n'arrêtera, sinon la mort prochaine sachant qu'il est né à Budapest en 1930. Malheureusement, il aura eu le temps de formater des successeurs à son image, et pas des moindres !...

Le pire, c'est que ce nouvel ordre mondial que certains de nos contemporains nient au nom du complotisme, que d'autres semblent découvrir (par exemple à travers le financement de l'OMS par Bill Gates) date des années cinquante, en témoigne la déclaration de David Rockefeller faite

1 Allusion à la conférence de Laurent Alexandre (médecin, entrepreneur et haut fonctionnaire) à l'école Polytechnique de Paris en 2018. <https://www.cielterrefc.fr/des-dieux-et-des-inutiles-conference-de-laurent-alexandre-a-polytechnique/>

devant un parterre de journalistes internationaux à la trilatérale de 1991 ou il affirmait qu'il y avait quarante ans qu'il œuvrait en faveur de ce projet.

Il n'est malheureusement pas sûr que le Great Reset fasse un flop. Aussi barbare que l'on puisse considérer cette idéologie, il faut reconnaître le sens remarquable de la stratégie de ses concepteurs....

Green deal : (en français *accord vert, contrat écologique*) Le contrat social écologique, le green deal, est de plus en plus évoqué, y compris par les élites politiques et financières qui n'ont aucune volonté de le voir mis en acte. Le green deal est mis à toutes les sauces, qu'il s'agisse d'énergie verte, de soutien à l'agriculture bio, de recyclage, d'économie circulaire... Tout passe dans le mixeur écologique, pourvu que rien ne change à la doxa libérale de la croissance, de la concurrence, de la compétitivité. Le scandaleux vote de la PAC (Politique Agricole Commune) en octobre 2020 est emblématique : normal que la CE n'ait pas fait ce qu'elle aurait pu faire ! Normal que les députés européens se soient opposés à toute avancée utile ! Sinon, cela voudrait dire qu'ils auraient remis en cause le système monétaire, la libre concurrence, les lois du marché... Il faut être "éclo-rêveur" pour ne pas le voir...

Dénoncer c'est bien, mais cela n'empêche rien. Le système marchand induit très logiquement le lobbying, quelle que soit la configuration politique. Dans tous les cas, une oligarchie se crée et, qu'elle soit privée ou publique, financière ou bureaucratique, politique ou idéologique, le résultat est le même, les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres... et 20% des producteurs recevront 80% des subventions de la PAC. L'essentiel de l'activité militante des désargentistes, est de démonter les tentatives de green-washing, de green-deal, de capitalisme vert, partout où elles se découvrent et d'en montrer l'absurdité...

Greenwashing : Anglicisme désignant l'art de transformer un mot, une action, une opinion capitaliste en parangon d'écologie. En décembre 2016, sous le mandat socialiste de Hollande, une stratégie de développement du bio en Auvergne-Rhône-Alpes nous est présentée, bravo les Socialistes ! Dans le même mouvement, l'Aria (Association Régionale des Industries Agroalimentaires) fait son entrée dans cette nouvelle gestion du bio, avec à sa tête Jean-Claude Guillon, président, et ancien directeur de communica-

tion de Limagrain, une grande coopérative spécialisée dans les semences et les OGM. Cherchez l'erreur !... Les mêmes personnes qui ont freiné pendant tant d'années le développement du bio en France qui s'en retrouvent aujourd'hui les dépositaires...

Pour redorer leur image de marque, les entreprises les plus polluantes dépensent de grosses sommes dans la communication pour verdir leurs dégâts. C'est pourquoi on parle de greenwashing. Mais les dépenses de communication en verdissement entrent dans les frais généraux et sont déduites des bénéfices imposables. Moins d'impôts pour ces entreprises, c'est plus d'impôts pour ceux qui subissent la pollution. En somme, nous finançons ceux qui polluent et qui en plus nous trompent ! C'est un peu comme si nous devions indemniser les voleurs qui se font prendre !

Guerre : Outil de régulation de l'économie mondiale. Une guerre écoule les stocks, relance la production, réduit le nombre de chômeurs, corrige les pyramides des âges, promet de juteux chantiers de reconstruction. La guerre, autrefois appelée razzia, sert aussi à s'accaparer les biens des vaincus, à se positionner favorablement sur le marché mondial. Longtemps considérée comme un outil de rectification des frontières, la guerre aujourd'hui reste essentiellement un outil de rectification des parts de marché. Cet outil ne disparaîtra définitivement qu'avec la disparition, subie ou choisie, des grandes catégories du capitalisme, l'argent, l'échange marchand, la valeur, le marché et la marchandise. Comment enrôler suffisamment d'hommes dans une guerre de grande ampleur sans l'espoir d'une juteuse prédation, sans la défense d'intérêts économiques, sans soldes ni nécessité quelconque de gagner sa vie ?

La guerre peut également être analysée sous l'angle politique. Tout état centralisé a besoin d'une unité populaire en soutien, quitte à forger cette unité en fracturant préalablement la société dans des oppositions imaginaires (étrangers contre français de souche, public contre privé, chômeurs contre travailleurs...). Or la guerre a besoin de la ferveur populaire, d'une union sacrée, d'une mobilisation enthousiaste, comme en a besoin tout despote. Le lien entre l'État centralisé et la guerre est si intime qu'on ne peut raisonnablement penser l'un sans l'autre. Il faudra bien un jour en tirer les conséquences, au moins pour ceux qui se disent pacifistes.

Au moment où j'écris ces lignes, la crainte diffuse d'une troisième guerre mondiale est souvent annoncée. Il semble en effet que l'absence de

solutions réalistes face à l'effondrement économique et politique, incite les dirigeants mondiaux à nous y entraîner. L'élimination d'un quart de l'humanité résoudrait la question démographique et la consommation de matières et d'énergies qu'elle implique. Mais la question du choix de l'ennemi reste pendante. La situation géopolitique n'est plus celle des années 1930. Qui pourraient être les belligérants ? Les Russes sont désormais plus puissants militairement que les Américains et leurs armes atomiques peuvent atteindre aussi bien les grandes villes que les centres de commandements ennemis en quelques secondes. La Chine a deux atouts majeurs, le nombre d'hommes qu'elle peut opposer à n'importe quel ennemi et le fait qu'elle soit devenue en quelques décennies l'atelier du monde. En cas de conflit, tous les autres pays se trouveraient brutalement privés d'objets aussi essentiels que les composants électroniques. Ce qu'ont fait la France et l'Allemagne en 1914 en mobilisant toute une industrie lourde pour fabriquer le matériel de guerre serait impossible aujourd'hui, ces pays n'ont plus les matières premières, les usines métallurgiques, la main d'œuvre qualifiée. Ce qu'ont fait les Américains après Pearl-Harbour en consacrant 74% de leur PIB à l'effort de guerre et en mobilisant des millions de civils dans la production d'armes serait impensable aujourd'hui. Les armes sont trop sophistiquées pour être fabriquées par des usines de voitures, de tracteurs ou des chantiers navals ordinaires.

En somme, il est devenu difficile de reprendre les modèles des deux premières guerres mondiales. Il reste donc la seule guerre possible et utile d'un point de vue capitaliste, la guerre économique "à bas bruit". Ce type de "résolution violente" sans le moindre coup de feu a été parfaitement expérimentée en Grèce depuis dix ans. Le nombre des décès directement imputable à la "crise" n'est pas très éloigné de celui de la sombre période de l'occupation allemande. L'espérance de vie des femmes aurait chuté de 3,4 années, celle des hommes de 2,7 années (chiffres de 2018). Et on sait que ces chiffres ont été soigneusement édulcorés, que cette chute s'est accélérée entre 2018 et 2021. On sait aussi que 10% des forces vives du pays ont émigré aux quatre coins du monde. Il s'agit bien d'une guerre économique, tout aussi meurtrière que les guerres en armes. Qui parle de guerre à propos de la Grèce ? Quelles forces se mobilisent pour résister au massacre ?...

Le "laboratoire grec" ayant bien fonctionné, l'UE est en train d'engager l'Italie dans le même processus de "guerre à bas bruit". La lecture des écrits produits par les habitués du club de Davos (Forum économique

international) montre que cette stratégie est envisagée au niveau mondial et qu'il est notoirement pensable pour les élites internationales de reculer ainsi l'inévitable effondrement le plus loin possible. A défaut de solution autre que l'inefficace austérité ou relance, il reste la guerre économique...

Guerre économique : Cette expression qui a pris beaucoup d'importance ces derniers temps n'est pas une métaphore mais une réalité. Les famines, vols avec violence, maladies non soignées, etc., tuent plus de gens que des bombes. Si la guerre classique avait l'avantage de resserrer les solidarités nationales, la guerre économique brise tous les liens familiaux, toute velléité de solidarité, toute cohésion sociale. La concurrence généralisée se mue en lutte individuelle pour la survie.

Ali Laïdi, docteur en science politique, est l'un des rares à avoir travaillé sérieusement la question. Auteur de *"Histoire mondiale de la guerre économique"*, aux éditions Perrin, il écrit : *"D'un point de vue académique, il n'y a pas de définition de la guerre économique ! [...] La guerre économique a commencé le jour où quelqu'un a posé son bâton et a dit, cette terre est à moi ! [...] L'état a souvent récupéré cette guerre, voire les corsaires et la guerre de course si bien réglementée par Colbert. Le libéralisme aujourd'hui, c'est exactement ça : on est tous les entrepreneurs de nous-mêmes et on rentre tous, les uns et les autres, en concurrence, parce que l'économie est le lien social. [...] Tout cela pose la limite de la mondialisation : est-ce que les échanges sont vraiment incontournables ?"* La guerre économique, qui s'est avérée de tous temps plus cruelle et meurtrière que la violence armée, ne pourrait survivre à la fin de l'argent. Ce genre d'affirmation peut paraître une lapalissade, mais cela ne semble pas si évident, même pour Ali Laïdi.

La récente guerre libyenne de 2011 fut très classiquement motivée par des enjeux économiques. Les médias ont été très peu clairs quant aux relations entre Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi,. Pourtant après avoir été reçu en grande pompe à l'Élysée, comme un ami autant qu'un proche partenaire, Kadhafi est soudainement devenu un tyran qu'il fallait assassiner pour sauver les Libyens et toute l'Afrique. Les prétextes au déclenchement de la guerre ont été pour la plupart inventés : des manifestants pacifiques soit disant bombardés à Tripoli, des charniers contenant 6 000 corps découverts sans qu'aucune photo ne soit prise, des colonnes de chars rebelles dans le désert qu'aucun satellite n'a repéré... Sans aucune

preuve des faits avancés, le 19 mars 2011, le gouvernement français lance ses Rafales sur Benghazi et Kadhafi est tué. Jusqu'en janvier 2011, une compagnie française livrait au régime de Kadhafi un logiciel de surveillance électronique, la France et la Libye filaient une parfaite lune de miel. Que s'est-il donc passé entre janvier et mars ?

Le rêve de Kadhafi de constituer une Union Africaine à l'image de l'Union Européenne a-t-il contrarié les intérêts de la France sur ce continent ? Kadhafi faisait-il chanter Sarkozy au sujet des millions reçus pour sa campagne électorale de 2007 ?... Il faudra sans doute attendre quelques années avant d'en savoir plus. Aucune commission parlementaire ne se presse pour éclaircir une affaire approuvée à 80% par les députés de l'époque... La seule certitude en mars 2011, c'est que la Libye est désormais divisée en deux clans irréconciliables, que le peuple est dans la misère, que le terrorisme et les mafias s'y installent de façon durable...

Le défunt colonel Mouammar Kadhafi, lors de son discours prémonitoire au sommet de la Ligue des États arabes en 2008, avait fait devant ses homologues africains cette déclaration prémonitoire : *"Chacun de nous peut être pendu par les États-Unis comme l'a été Saddam Hussein, ancien président d'Irak [...] Une puissance étrangère vient chez nous, occupe un pays arabe, pend son président et nous tous, simplement, le regardons de l'extérieur."*

Guerre énergétique : En 2009, Bashar al Assad rejeta un projet d'oléoduc qui devait traverser son pays en provenance du Qatar vers l'Europe. C'était un projet initié en 2000 et qui intéressait beaucoup les Européens et les États-Unis car il mettait en concurrence le gaz russe. La Russie, quant à elle, craignait que cette concurrence fasse baisser le prix du gaz acheminé par son nouveau gazoduc South Streamer et lui ôte un moyen de pression considérable sur l'Europe. Le Qatar était soutenu par les Américains qui voyaient dans ce pays, petit mais puissant (propriétaire de la très influente chaîne Al Jazeera, et diplomatiquement tampon entre l'Iran et l'Arabie Saoudite...) un moyen de dominer le Proche Orient.

En 2009, Bashar se range à l'avis de la Russie et refuse le projet de gazoduc. Des documents très clairs, émanant de WikiLeaks, laisse penser que ce refus de Bashar a été la principale cause du déclenchement de la guerre. Certes, il y avait bien une opposition au gouvernement de Bashar qui pouvait être instrumentalisée, mais la présence des islamistes en Syrie

après la guerre d'Irak et l'assassinat de Saddam Hussein par les GI (2003-2006) offrait plus d'occasions de désordres que les opposants syriens. C'est ce qui a décidé les États-Unis à tenter de détruire le gouvernement Bachar en armant et soutenant les djihadistes syriens et irakiens stationnés dans le Nord du pays.

En 2021, la guerre syrienne n'est toujours pas terminée, un officier subalterne a été jugé par la Cour de justice internationale pour crime contre l'humanité, la moitié de la population syrienne a été déplacée, au moins 500 000 personnes sont mortes dans les combats et sous les bombardements des villes occupées par l'opposition, entre 70 000 et 200 000 personnes ont disparu ou ont été torturées dans les prisons du régime, 5 à 6 millions d'autres ont choisi l'exil vers la Turquie, le Liban, l'Europe. Tout ça pour un gazoduc ?... Qui a dit (un Français, un Américain, un Turc, un Russe...?), à celui qui cherchait un théâtre d'opérations militaires, *qu'il n'avait qu'à suivre le pipeline?!*

H

Habitat : L'habitat a toujours été le problème des sociétés industrialisées. L'immobilier étant le moyen de spéculation et de thésaurisation privilégié des Français, le logement n'a cessé d'être de plus en plus onéreux. Les lois pour l'accession à la propriété favorisent les plus riches qui peuvent acquérir des appartements dans le seul but de les louer quand il faudrait subventionner la construction de logements sociaux. En 2018, avec un prix moyen de loyer à 14€ le mètre carré, un simple studio de 30m² est loué 420€ par mois. Dans les grandes villes ou les lieux touristiques, ce prix peut doubler, ce qui les rend inaccessibles à un travailleur moyen.

L'État a inventé l'APL (Aide Personnalisée au Logement) et prend en charge un pourcentage du loyer en fonction des revenus du ménage. Cette pratique n'a fait qu'augmenter le prix moyen des loyers, les propriétaires arguant que l'APL compense les coûts de location. En revanche, un propriétaire désirant acquérir un deuxième logement dans un but purement locatif est largement aidé, tant au niveau des prêts bancaires qu'au niveau des impôts. Il peut même acheter un appartement, le louer aussitôt au prix du crédit et donc acquérir ce logement en vingt ans sans grand investissement de départ.

Ce système spéculatif et cumulatif a abouti à des problèmes de logement impossibles à résoudre. Près de 4 millions de mal logés et 150 000 SDF (Sans Domicile Fixe) en souffrent en France. Les logements sociaux (*Habitation à Loyer Modéré*) sont toujours insuffisants et les listes d'attente pour l'obtention de ces logements, généralement de mauvaise qualité, s'allongent continuellement.

Le jour où l'argent aura disparu, ce sont des millions de mètres carrés de logements qui se seront libérés, ne serait-ce que dans les bâtiments

qui ne servent qu'à la circulation de l'argent (banques, assurances, mutuelles, cabinets comptables, centres d'impôts, d'allocations familiales...), sans compter les millions de résidences secondaires qui, faute de pouvoir être louées, deviendraient disponibles.

Le problème des migrants serait grandement soulagé car on s'apercevrait vite que le parc immobilier disponible dépasse largement les demandes. Le fait de pouvoir satisfaire les besoins essentiels de tous, migrants ou locaux, allié à la résolution du problème de l'habitat couperait l'herbe sous les pieds de bien des racismes, ostracismes et xénophobies si fréquentes.

Une enquête de journalistes réalisée sur seize pays européens montre que les logements des grandes villes, biens de première nécessité, deviennent de plus en plus des biens spéculatifs aux mains d'acteurs financiers. De ce fait le coût des loyers flambe. C'est la Grèce qui bat tous les records : les ménages consacrent 30% de leur budget au logement dans les zones rurales, 40% dans les grandes villes. Dans l'ordre décroissant, suivent le Danemark, la Suisse, l'Allemagne la Norvège, la Belgique... L'exception grecque s'explique par les dix ans d'austérité : quantité de ménages, dans l'incapacité de payer leurs impôts, leurs factures d'électricité ou des traites diverses, ont vu leur logement principal saisi par voie de justice et vendu aux enchères, essentiellement à des sociétés immobilières qui les rénovent et souvent les divisent en studios pour la location touristique. Un appartement peut se louer 500€ la semaine à des touristes, au mieux 500€ par mois à des Athéniens !

Ce qu'il faut retenir de cette longue enquête, c'est que les financiers investissent de plus en plus dans l'immobilier depuis 2009, en proportion de la dégradation de l'économie mondiale. Si l'on compare les pays européens, plus les pays sont avancés dans le néolibéralisme, moins l'État intervient, et plus le logement prend une part importante dans le budget des ménages. Le laboratoire grec du néolibéralisme a parfaitement fonctionné et la méthode pourra être appliquée aux autres pays sans difficulté majeure !

Comment cette question du logement, pourtant essentielle, ne fait pas immédiatement penser que l'interdiction de la propriété d'un bien essentiel à la survie et la seule issue, que cette interdiction serait automatique si l'argent était aboli ? C'est un mystère au plan de la logique, du bon sens. Il faut vraiment que nous ayons été soumis des décennies, voire ses siècles,

à des contre vérités devenues dogmes, pour refuser même de poser le problème en terme de désargence.

Handicap : Le mot handicap humilie et dévalorise parce qu'il suggère que le handicap est dans la personne. Le handicap est seulement une situation particulière. Un handicapé n'est pas tout le temps handicapé. Il l'est seulement dans certaines situations. Une personne en fauteuil roulant est empêchée quand elle se trouve devant un escalier mais pas quand elle est devant un ascenseur. Le handicap condamne à ne plus être dans le droit mais soumis à la bienveillance des autres, comme si avoir accès à certaines choses, serait une faveur ! Et toutes les politiques vis-à-vis des handicapés relèvent de l'aide, de l'assistance, des efforts budgétaires, rarement du droit. Le monde devrait être fait pour tout le monde. Or, on est vraiment dans une situation de domination sur le handicap qui mène tout droit vers l'institution spécialisée, l'exclusion de l'école, de la culture, de l'emploi, etc. Toutes les structures sociales sont conçues pour des individus parfaitement adaptés à un standard, physiquement, psychiquement, émotionnellement, totalement adapté à toutes situations. Ce n'est pas le corps du handicapé qui n'est pas adapté. C'est tout ce qu'on a conçu comme si le handicap n'existait pas.

Il en va de même pour tous ceux qui sont mal adaptés à la société marchande. Celui qui ne sait pas "se vendre" est exploité ou exclus sur le marché du travail. Celui qui n'a pas l'esprit de compétition est dominé et il lui est sans cesse rappelé que dans la vie, il y a les "baiseurs et les baisés". Celui qui est essentiellement contemplatif et ne voit aucun intérêt à posséder est très vite qualifié de rêveur, voire de fainéant. Le perfectionniste est trop lent, l'hyperactif est trop encombrant, le trop bon est trop con... Tous ceux là sont sommés d'entrer dans la norme, au besoin de se faire accompagner par un coach et tout ce qui leur arrive est de leur faute. C'est une faute de goût que ne ne pas être adapté à notre société malade, et même se suicider est devenu un manque de savoir vivre ! Alors les handicaps lourds comme la cécité, la surdité, la trisomie, la paraplégie..., c'est la faute suprême.

Exclusion, domination, exploitation, discrimination, invisibilisation..., tout cela rend le handicap plus difficile à supporter socialement que physiquement. Mais d'où vient cette vision du handicapé comme d'une personne tronquée, incapable, vis-à-vis de laquelle nous devons de la compassion et de l'empathie et non une personne de droit, égale à tous les autres ?

A l'évidence, elle vient de l'argent qui a toujours empêché de concevoir des meubles accessibles aux petites tailles, des trottoirs sans danger pour les aveugles, des métros sans escaliers pour ceux qui sont en fauteuils roulants. C'est l'argent qui nous habitue à établir des échelles de valeurs en fonction de la compétitivité, de la performance, de la productivité. C'est l'argent qui empêche l'égalité face au travail, qui pose des regards négatifs sur l'autre, le différent, le minoritaire... Mais tout cela est si commun que même les handicapés l'oublient dans leurs luttes...

Être handicapé dans une société monétarisée n'est pas simple. Comme on attend généralement que l'État et les collectivités locales prennent en charge des aménagements, c'est toujours après un combat acharné qu'une amélioration est décidée. Hors du salariat et de la nécessité de produire sans cesse et sans raison, ces aménagements seraient pris en charge par les premiers intéressés, leurs familles, leurs amis.

Pire encore que le handicap physique, le handicap mental est nié dans la plupart des cas. L'écrivain anglais Daniel Tammet¹ a fait beaucoup pour cette cause. Lui-même atteint du syndrome d'Asperger (forme d'autisme), il réclame avec intelligence le *droit à la neurodiversité*. Daniel Tammet a été accepté dans la "société des gens normaux" comme bête de cirque, pour ses capacités à mémoriser les nombres ou les langues. En 2004, il fit le pari d'apprendre l'islandais en une semaine et de répondre en direct avec succès à une interview télévisée dans cette langue. Qu'il réussisse cet exploit a boosté la vente de ses livres, mais n'a pas fait avancer d'un pouce la cause des autistes.

L'abolition de l'argent nous permettrait de suivre ses conseils avisés, de rendre leurs droits à tous ceux qui sont dotés d'un cerveau différent, qu'ils soient trisomiques, autistes, schizophrènes ou simplement originaux ! Et plus fondamentalement, la compétition qui mène droit vers la hiérarchisation des valeurs, comme les objets sont étalonnés selon leur prix, ne serait plus induite systématiquement dans la gratuité. La société prendrait vite l'habitude d'accepter la différence. Il n'y aurait sans doute plus de JO para-olympiques, mais des JO pour tous, plus de concours pour entrer dans une profession, mais des évaluations de capacités, plus de premiers de classe et de cordée, mais la recherche de ce que chacun peut offrir de mieux

1 Daniel, Tammet, écrivain anglais hyperpolyglotte, auteur de *Je suis né un jour bleu*, éd. J'ai Lu, 2007

avec ce dont il dispose. Ce ne serait plus les aménagements mais l'état d'esprit qui changerait...

Hallucinogène : Substance chimique psychotrope qui induit des hallucinations, des altérations de la perception, mais sans causer de confusion mentale persistante ou de troubles de la mémoire. C'est ce que nous disent les dictionnaires à propos du LSD, de la mescaline ou des psilocybins. Utilisés dans les pratiques chamaniques mais aussi par les artistes ou par les toxicomanes, les dangers d'un tel usage ont fini par le rendre illégal.

Très peu de penseurs ont fait le parallèle, pourtant facile, entre les hallucinogènes et l'argent. L'argent est hallucinatoire par construction, en ce sens qu'il se substitue à la réalité des choses, qu'il les irrealise. C'est le prix qui détermine l'usage d'une chose, qui donne du prix à l'usage autant qu'à l'usager. La *vérité des prix*, sans cesse évoquée, témoigne de cette distorsion de la réalité induite par l'argent. Qu'un salaire de grand patron soit mille fois plus élevé que celui d'un ouvrier est souvent qualifié d'*hallucinant*, le prix de certains objets de luxe ou objets d'art aussi. Les possessions de la minorité oligarchique la plus riche relèvent généralement de la *possession* diabolique ou psychédélique. Les plus acharnés à accumuler, à posséder, sont souvent qualifiés de réalistes, de pragmatiques alors qu'ils en arrivent à être *hors-sol*, incapables d'appréhender la réalité la plus basique de ce qu'est la vie des autres, de ce qui a de la valeur et a fortiori de la valeur non marchande.

Un grand chef d'entreprise a raconté sa découverte du monde réel quand il a cessé toute activité professionnelle. Terriblement occupé à des tâches essentielles dont dépendait la vie de milliers d'employés, il avait un chauffeur pour ses déplacements, il signait les chèques que d'autres lui préparaient, un coiffeur-esthéticien venait dans son bureau pour lui éviter de perdre la moindre minute, etc. Quand il eut enfin tout le temps de faire lui-même ces choses là, il réalisa qu'il était incapable de vivre seul, de prendre un train, de faire ses courses, de régler les démarches administratives de base, et qu'il lui fallait tout réapprendre. Durant ses cinquante ans d'activité, le monde avait changé et il ne s'en était pas rendu compte ! Il ne savait plus rien de la vie ordinaire mais ne pouvait en être conscient.

Ce n'est qu'à l'expérience, par le non-usage de l'argent, que l'aspect hallucinatoire de l'outil monétaire pourrait apparaître clairement. La logique voudrait que l'on dénie à tout millionnaire le droit de prononcer

le mot même de démocratie ! Nous devrions être scandalisés qu'un producteur de télévision puisse à la fois créer la Fondation Ushuaïa dont le premier donateur est le patron d'EDF, être un ardent défenseur du nucléaire, et se déclarer écologiste. Que monsieur Hulot me pardonne de l'avoir évoqué, sa fondation n'est pas la seule à supporter cette contradiction. Rares sont les fondations cohérentes avec les principes qu'elles énoncent, rares sont les personnes assez riches pour créer une fondation et qui ne soient pas hors sol, en état d'hallucination permanente, comme de vulgaires junkies....

Hégémonie : Nature du pouvoir exercé par une puissance qui semble mener le jeu dans l'espace international. Il peut s'agir d'une personne, d'une entreprise, d'un État dont l'influence se manifeste au cœur d'un système, au dépend des autres. L'*hégémôn*,¹ le leader, commence toujours par se montrer bienveillant et capte ensuite tout ce qui maintient l'autre en état de dépendance. Il est considéré comme hégémonique quand il arrive à convaincre ses rivaux que son propre intérêt est aussi le leur, que suivre cet intérêt leur donnera plus de pouvoir et de richesse. En ce sens, l'Amérique avec son dollar est foncièrement hégémonique sur le reste du monde, l'Europe avec son euro est clairement hégémonique sur chacun des États membres.

Le pouvoir hégémonique s'appuie de plus en plus sur le marché. Le pays dont le marché excède significativement celui de ses rivaux est en mesure d'influer sur les prix, les quantités, les règles du jeu. En ce sens, la Chine est de plus en plus hégémonique. Les États non hégémoniques ont beau se déclarer souverains, libres d'accepter ou de lutter contre leur *hégémôn*, leur politique est toujours calquée sur le désir du maître. Que peuvent faire les Grecs quand l'Allemagne, maître de l'Union européenne leur impose un budget, des lois rédigées à Bruxelles, une politique étrangère contraire à leurs intérêts ?

La principale question, se demande Philippe Norel,² est de savoir comment, au-delà des rivalités constantes et naturelles entre pays, cette concurrence prend la forme d'une hégémonie plutôt qu'une dictature impériale. Sans doute est-ce parce que l'intention hégémonique est soutenue par une idéologie autre que celle de la dictature. L'une est au service

1 Dans l'antiquité grecque, *hégémôn* désigne le chef militaire, le conquérant.

2 Philippe Norel, économiste à l'université de Poitiers, *Histoire économique globale*, éd. Le Seuil, 2009.

de la richesse, l'autre au service du pouvoir. L'hégémonie répond donc mieux aux impératifs capitalistes et la dictature n'est qu'un outil pour le capital, pas un objectif.

L'hégémonie culturelle est la conséquence de la volonté de l'*hégémôn* de faire adhérer les pays dominés à ses intérêts particuliers. La conquête du marché, présuppose celle de l'opinion publique. L'hégémonie américaine s'est conquise autant par le Coca-cola, le western et le jazz que par l'expansionnisme économique. La mondialisation actuelle vise à unifier un marché mondial, mais passe aussi par une *Great Reset* culturelle...

Cette réflexion sur le concept d'hégémonie devrait donner sens aux luttes anticapitalistes qui ne peuvent alors qu'être transversales. Une proposition anticapitaliste ne peut se contenter de prôner une forme de gestion financière, un revenu universel, une prise en compte de l'environnement, mais tout cela à la fois. Si un projet politique n'intègre pas tous les éléments qui composent le système-monde, il subira l'hégémonie capitaliste. C'est le fait de partir d'un élément pivot tel que l'argent qui caractérise la désargence, le projet d'une société post-monnaire. Rien n'échappe à sa vision du monde en partant de ce pivot, puisque rien non plus n'échappe à l'empreinte de l'argent...

Héritage : L'héritage est une conséquence directe de la propriété privée. L'insécurité matérielle incite un père de famille à léguer ses biens à ses enfants et les *déshériter* apparaît comme une monstruosité. Pourtant, l'héritage ne fait qu'accroître les inégalités. Quand l'un part dans la vie avec aucun bien, l'autre naît avec *une cuillère en argent dans la bouche*, comme dit le bon sens populaire. La richesse appelant la richesse, les héritiers sont toujours favorisés par rapport aux autres.

Au Moyen Âge, *la terre hérite* d'un nouvel usager à la mort du paysan. Avec le temps, l'argent a pris une place telle que *le fils hérite de la terre* de son père. C'est toujours dans ce sens que la relation entre l'homme et le bien est désormais pensée. Or cette logique induit mécaniquement la concentration de la richesse et les inégalités de ressources des individus. Pourquoi les économistes, les politiques ne posent-ils jamais la question de l'héritage sur le fonds ? A l'évidence, c'est en raison de la sacralisation de la propriété privée. Au Moyen-Âge, seul Dieu était propriétaire, et par délégation, le Roi, puis les Seigneurs, et à la fin le paysan, puis son fils.

Les paysans avaient des droits sur la terre qu'ils exploitaient mais, chaque année, ils signaient une *reconnaissance féodale* devant le Seigneur représentant le Roi et Dieu. Le Roi était reconnu *grand fief* du Royaume, comme le paysan, homme libre en théorie, se reconnaissait *homme-lige* devant le seigneur local, qui *l'adoubait* ou l'excluait du nombre de ses vassaux. C'est donc bien la terre qui possède l'homme et pas l'inverse. La fameuse bataille de Bouvines en 1214 en est l'exemple. Elle opposa Philippe II, dit Auguste, à une coalition de seigneurs emmenée par Jean sans terre. Être sans terre, c'était être sans hommes, donc sans revenus, donc sans pouvoir. Le droit d'une propriété privée transmissible de père en fils, donc cumulative, est issu d'une longue lutte pour sortir de la féodalité et de son inscription territoriale. On comprend alors qu'il soit considéré comme immuable, comme un rempart contre la noblesse de sang, un progrès incontestable de la société.

Dans le système monétaire, tout le monde constate que l'héritage est une source de problèmes impossibles à résoudre : il accroît les inégalités, il conduit les familles à s'entre-déchirer, il suscite des jalousies et des rancœurs, parfois des passages à l'acte violents. La législation est si complexe qu'elle permet aux plus malins toutes les combines pour transmettre aux proches ce qui normalement devrait alimenter les caisses de l'État. Un même ministre est capable de proposer un assouplissement des règles en faveur des jeunes pour qu'ils puissent bénéficier des biens du grand-père ou de l'oncle et de renforcer ces mêmes règles pour améliorer les finances publiques. Quand il s'agit de transmettre un bien difficilement divisible (immeuble, entreprise), la logique capitaliste voudrait que sa valeur ne soit pas dispersée entre plusieurs héritiers, qu'elle ne soit pas amputée par des taxes de succession. La même logique voudrait que l'intégrité de l'entreprise soit préservée sans pour autant que les héritiers en perdent la propriété privée. Souvent, les biens sont répartis et transmis avant le décès sous forme d'*avance d'hoirie*, de dons gratuits. Faut-il taxer ces dons en niant le droit d'usus et d'abus de la propriété privée, ou au contraire le permettre en évitant ainsi les taxes sur l'héritage ? C'est la quadrature du cercle, un conflit d'intérêts au cœur même du système juridique.

L'abolition de l'argent renverserait ces usages et nous ramènerait au principe du Moyen Âge, de *la terre qui hérite d'un nouvel usager*. Pour le coup, ce serait un vrai progrès. Une chose qui vient s'ajouter au corps d'un

être humain, qui constitue la personne à laquelle elle s'identifie, c'est une pratique plus proche de l'animisme que de la tradition judéo-chrétienne ! Dans une société post-monnaire, après chaque décès, une commission serait réunie, composée de proches du défunt et de membres nommés ou tirés au sort dans la communauté locale pour décider ce qui reviendra de droit aux survivants (objets de première nécessité ou à valeur sentimentale...) et ce qui sera remis dans le *pot commun* pour le bien de tous, en particulier des plus faibles. La perte d'un bien, au profit d'un nouvel arrivant dans la communauté (un émigré de l'intérieur ou de l'extérieur, un invité pour une tâche particulière et de longue durée pour laquelle sa compétence était nécessaire, etc.) provoquerait peut-être des conflits, mais la notion de *besoin* ayant cédé la place à l'*usage*, les conflits seraient moindres, limités à la valeur sentimentale, plus floue et donc à débattre....

Hiérarchie : La hiérarchie est la conséquence directe de la valeur marchande, de la compétition, de la concurrence. Les objets comme les personnes sont classés selon le seul critère absurde de l'argent. Un homme vaut ce qu'il gagne, un véhicule de transport vaut par ce qu'il indique sur la classe sociale du conducteur. Tout cela aboutit à l'incroyable déclaration du publiciste Jacques Séguéla : « *Si à 50 ans on n'a pas une Rolex, c'est qu'on a raté sa vie !* »¹ Rappelons que le prix d'une montre suisse Rolex, démarre à 3 350€ et peut atteindre 23 400€ avec le modèle "*Cosmograph Daytona Everose*"... Séguéla a, un peu plus tard, renié cette phrase en affirmant : "*C'est la plus grande connerie de ma vie*". Il y a mieux comme excuse, mais la suite efface même l'excuse. Pour se justifier de cette sortie sur la montre Rollex de Sarkozy, Séguéla a ajouté : "*Ce n'est pas ce que je voulais dire. Ça voulait dire que la vie est un rêve et qu'il faut rêver. Même si on est clochard, on peut arriver à mettre de côté 1500 euros.*"²(sic) Comment un clochard pourrait-il rêver d'un objet coûtant plusieurs années de travail de smicard, uniquement pour obtenir une heure qui change sans cesse ?

Mais les hiérarchies ne s'arrêtent pas là. Pourquoi un médecin généraliste vaut-il plus qu'un ébéniste alors qu'ils ont un temps d'apprentis-

1 Jacques Séguéla, 13 février 2009 interviewé par Olivier Gaizi sur France 2.

2 Le même, interviewé sur BFMTV

sage à peu près égal ? Pourquoi une œuvre de Jean-Michel Basquiat (un des plus côté au monde) se vend 100 millions de dollars quand un tableau de Trudy Benson (pourtant connue et reconnue) se négocie quelques centaines de dollars ? En vertu de quels critères Cristiano Ronaldo gagne 96,1 millions d'euros en un an pour taper dans un ballon quand le danseur étoile Hugo Marchand est salarié à l'opéra de Paris 3 500€ par mois ?... Les Grecs nomment cela l'hubris, le capitalisme parle de saine et loyale concurrence !...

Histoire : "*Tant que les lapins n'auront pas d'historiens, leur histoire sera racontée par les chasseurs*" écrivait Howard Zinn (*historien américain, 1922-2010*). Les humains ont eu des historiens, mais ceux-là n'ont raconté que l'histoire des vainqueurs, des puissants. Pourtant, le courant de la *micro-histoire* est apparu dès les années 1980 avec l'étude de la vie quotidienne, des classes les plus modestes, des ouvriers, des femmes... Ces chercheurs de *l'histoire d'en bas* sont malheureusement restés marginaux, moins médiatisés.

Jacques Le Goff¹ est à signaler pour l'impact qu'il a eu dans le milieu des historiens. Son ouvrage sur l'argent montre qu'il n'était clairement pas, au Moyen Âge, une entité économique, sa nature et ses usages relevaient plutôt de conceptions non-économiques. L'argent était limité à la monnaie (il n'existe pas de mot *argent* dans les sources, les textes parlent toujours de telle ou telle monnaie particulière ; on trouve souvent par exemple le mot *denaio* = denier). Il insistait sur l'importance au Moyen-Âge d'une économie du salut et du don, du fait de la domination de la religion. Le Goff reprend l'idée que *la diffusion de la monnaie au Moyen Âge est à replacer dans un élargissement du don*, cet amour de Dieu dans l'homme qui met la charité partout dans les têtes.

Isidore de Séville (570-636) plaçait l'amour de l'argent en tête des péchés capitaux et ne tolérait le riche que s'il contribuait au bien public. Mais dès le XI^e siècle, l'usure et le profit sont autorisés, et parallèlement, la misère est glorifiée, le pauvre devenant le représentant du Christ et de Saint François d'Assise. Le XIII^e siècle consacre l'esprit marchand. Dans les textes, la richesse ne désigne plus la puissance mais la *bonne fortune*.

1 Jacques Legoff, *Le Moyen Âge et l'argent : essai d'anthropologie historique*, éd. Perrin, 2010

On ne peut entrer ici dans les détails de cette lente évolution, mais ce qu'il faut en retenir, c'est que nous sommes les héritiers d'une logique en marche, de Isidore de Séville à Thomas Piketty. On réalise alors que passer du capitalisme au communisme ou du communisme au libéralisme, ne change guère le résultat. Les problèmes actuels étaient pour l'essentiel en germe dans l'antique usage de la monnaie et de l'échange marchand. Les théoriciens de l'économie apportent, les uns après les autres, des explications et proposent des stratégies mais jamais ne s'attaquent à la source. Le bateau économique s'est fondé sur une forme de passoire et depuis deux millénaires, on s'acharne à en boucher les trous. A force, le bateau coule...

L'Histoire telle qu'elle est enseignée ne représente qu'une part plus ou moins importante du réel, généralement le seul point de vue des chasseurs sur les lapins. On peut s'étonner aujourd'hui du décalage entre l'urgence climatique et la perception que nos contemporains ont de cette urgence. Les masses populaires devraient assiéger toutes les institutions nationales et internationales pour imposer des mesures rapides. Cela ne se fait pas pour la simple raison que le phénomène est nouveau, qu'il ne se rattache à aucune expérience connue.

Les historiens ont une part de responsabilité dans cette passivité. Ils ont oublié, par exemple, de nous enseigner qu'en 1876-78, un effet El Niño a provoqué, du Brésil à la Chine, la mort de 50 millions de personnes en moins de deux ans. Non seulement les colonisateurs de l'époque n'ont eu aucune réaction, mais ils ont effacé l'événement de nos mémoires. Aucun manuel d'histoire n'en parle. Nous sommes tout à fait capables de réitérer ce type d'exploit morbide. Les inondations de juillet 2021 en Allemagne et en Belgique aurait été l'occasion d'exhumer la pire catastrophe climatique de notre Histoire, de prévenir que la prochaine fois, il pourrait y avoir 50 millions de morts et pas 200 comme en 2021. Qui en a parlé, qui se souvient ?....

Histoire des luttes : Les auteurs d'un livre sur les luttes du passé¹ nous disent qu' *« une partie du désastre actuel est la conséquence de directions délibérément prises par le passé. C'est donc au travers de rapports de force*

1 *Une histoire des luttes pour l'environnement, trois siècles de débats et de combats*, Anne Claude Ambroise-Rendu, Steve Hagimont, Charles-François Mathis, Alexis Vrignon, éd. Textuel, sept. 2021

que se sont édifiées les relations des sociétés à leur environnement et non dans l'irénisme productiviste. Les rapports de force sont aussi évidents que le fait qu'ils aient été gagné par le pouvoir. Après trois siècles de luttes, notre rapport à l'environnement s'est totalement dégradé, aucune des avancées acquises par la lutte n'a subsisté. Il y a donc un problème dans la forme des luttes, dans leur stratégie.

Un seul exemple, la *Guerre des demoiselles* : En 1827, sous le règne de Charles X, un nouveau code forestier réduit considérablement les droits d'usage. Des révoltes éclatent dans toute la France, dont celle de l'Ariège qui défie et ridiculise notables locaux et police durant plus de vingt ans. Les mutins étaient par dérision étaient déguisés en demoiselles (longues chemises, foulards de tête, perruques) d'où le nom de la révolte. Le berger ariégeois Jean Vidalou est devenu "Grand Général des Demoiselles"... Il est difficile de trouver plus combatif, plus original stratège, plus efficace combattant que Jean Vidalou. La résistance a duré plus de vingt ans, malgré la présence épisodique de 13 compagnies d'infanterie et de 8 brigades de gendarmerie. Et pourtant, les forestiers actuels de l'ONF auraient tout à refaire, tout à réinventer. Leur belle institution est en passe d'être totalement privatisée, les forêts exploitées d'une manière qui auraient horrifié les paysans ariégeois de 1827. Deux siècles plus tard, le progrès ressemble fort à une régression.

Combien de temps allons-nous lutter ainsi et sans cesse remettre sur le métier remettre notre ouvrage. Les mêmes méthodes produisent les mêmes effets. La seule différences entre Jean Vidalou et les écologistes actuels, c'est qu'ils bénéficient d'une expérience que le Général des Demoiselles ne pouvait avoir. Nous refaisons l'erreur de quémander la solution à ceux qui ont créé le problème. Les croire responsables de ces dégâts quand c'est le système qui les a produits est une confusion tragique. Entre Charles X et Emmanuel Macron, nous avons connu pas mal de chefs d'États, de toutes sortes et de toutes opinions. Qui dans le monde pourrait en citer un seul qui ait fait progressé la cause écologique dans son pays, même un peu, de façon durable ?

Le simple exemple de Jean Vidalou donne le sentiment d'un immense gâchis d'énergie, d'inventivité, de sacrifices. Il y a là de quoi se poser sérieusement la question d'une Société de l'Accès qui, jusqu'à preuve du contraire, est la seule à proposer une sortie totale de ce système marchand qui très logiquement à produit la situation actuelle....

Hold Up : Ce long documentaire (2h40) de Pierre Barnérias sur la crise du Covid, a été mis en ligne le 11 novembre 2020 et visionné 2,5 millions de fois en quelques jours. Les thèses de ce documentaire ont immédiatement été classées dans la catégorie complotisme. Si bien que les outrances et fausses informations n'ont pratiquement pas été discutées, les vérités scientifiques non plus. C'est particulièrement clair sur les quelques points suivants :

L'origine de la pandémie n'est pas une chauve-souris malade qui aurait contaminé un pangolin puis un être humain quelque part en Chine, mais un virus transformé au préalable en laboratoire afin de le rendre transmissible à l'homme. Vrai ou faux ?

Les mesures gouvernementales visant à endiguer l'épidémie (confinement, port obligatoire du masque, etc.) sont bien plus nocives que le virus lui-même. Vrai ou faux ?

L'efficacité thérapeutique de l'hydroxychloroquine serait démontrée par le docteur Raoult, mais les intérêts du lobby pharmaceutique, du Big Pharma, auraient primé sur des considérations de santé publique. Vrai ou faux ?

Les acteurs de la santé qui ont tenté de remettre en cause le discours officiel ont été victimes de pressions diverses, de censures, voire de vexations, de manière à tuer dans l'œuf toute alternative et toute contestation. Vrai ou faux ?

L'enjeu véritable de l'épidémie de Covid 19 et des politiques qu'elle a occasionnées n'est pas une question de santé publique mais l'enrichissement d'une poignée d'hommes d'affaires et, au-delà, l'expérience grandeur nature d'une incarcération massive (confinement), d'une déshumanisation des rapports sociaux (port du masque, isolement des personnes âgées) et d'un conditionnement à l'obéissance absolue. Vrai ou faux ?

Le déchaînement médiatique, dès la parution du documentaire, a été à la hauteur de l'intérêt qu'il a suscité. *“Hold-up est un documentaire complotiste, foncièrement hostile à l'émancipation, et antisémite...”* Mickael Levitt, prix Nobel de Chimie en 2013, résume bien le problème : *« La question de savoir si le virus vient d'une source naturelle ou non, je ne sais pas, je pense qu'il est très peu probable que ce soit un virus manufacturé, mais je pense que la peur, elle, a été créée ».*

Il est probable que le réalisateur ait été imprudent en interviewant

d'authentiques charlatans au milieu de sommités scientifiques. Il est certain aussi que cette crise sanitaire a été largement instrumentalisée pour de sordides intérêts financiers et politiques. Mais le plus étrange, c'est que le virus nous amenait sur un plateau une occasion unique de repenser les fondements de nos choix civilisationnels et qu'on a transformé cette occasion en grand spectacle médiatique. Voilà une sorte de stratégie qui aurait bien peu de chance de réussir sans l'outil argent. Une société marchande a besoin de spectacle, de mise en scène, de bons camelots pour que les produits se vendent. Le "scandale" de Hold-up a suscité quantité de camelots.

Dans une société non marchande, l'enjeu serait avant tout de trier le bon grain de l'ivraie, pas tout mettre en scène ! Toutes les questions posées par le documentaire Hold-up ne seraient pas encore pendantes deux ans après. Sans les intérêts financiers, géopolitiques, hégémoniques, l'origine du virus aurait été découverte après une enquête internationale, toutes les hypothèses auraient été examinées avec un égal intérêt, et la société en aurait été grandement apaisée. Il faut croire que dans une société marchande, l'apaisement social est contre productive !

Holochain : Nouvelle technologie issue du numérique qui a émergé vers 2020 et visait au remplacement des blockchains qui réclament des bandes passantes aberrantes, la centralité du protocole et de la gouvernance. L'holochain répond aux cahiers des charges issus des systèmes vivants. Jusqu'à présent, l'hébergement représente un marché de plus de 200 milliards de revenus annuels et repose sur des serveurs disposés dans d'énormes hangars avec des systèmes de refroidissement monstrueux. C'est un gâchis écologique et un manque d'efficacité à tout point de vue.

Si chacun pouvait mettre à disposition et en toute sécurité les ressources de son ordinateur ou de son portable, chacun pourrait en même temps être hébergeur et supplanter l'actuel système blockchain. Matthew Schutte, l'un des promoteurs du système holochain, prétend qu'il n'y a pas de limite à la puissance du réseau si chaque utilisateur soutient l'infrastructure. L'holochain serait 100 000 fois moins polluante et plus rapide que Ethereum. Pour l'instant, cette technologie vise essentiellement à détrôner le bitcoin, mais elle serait vite adaptable à une société post-monnaire et c'est en cela qu'elle est intéressante.

Par son architecture en maillage, son infrastructure, ses ressources, l'holochain pourrait résoudre tous les problèmes complexes comme la

production et la mise en accès des biens et services. Et comme l'activité du réseau est traçable, contrairement à la blockchain qui garantit l'anonymat, il y aurait difficilement des usages délictueux.

Actuellement, les grosses entreprises avalent les plus petites, qu'il s'agisse de productions agricoles, industrielles ou de l'artisanat. A terme, nous aurons tous les mêmes produits, avec juste le choix entre des variantes de gamme pour que nous puissions nous différencier selon nos classes sociales. Avec l'holochain au contraire, il peut y avoir des milliers d'offres différentes, des milliers d'artisans avec leurs identités, leurs réseaux, selon des circuits courts ou longs selon la demande. C'est une possibilité de reprendre le pas sur les grands mastodontes de l'économie, de permettre que cinquante petits fassent mieux qu'un seul grand, ce qui est le contraire de la situation actuelle.

Il est évident que l'holochain ne se fera pas sans lutte de pouvoir, les majors de l'industrie et du commerce ont trop à y perdre. Sa technologie n'est pas encore totalement opérationnelle et n'inquiète donc pas. Mais pour tous ceux qui espèrent voir un jour l'argent devenir obsolète, ils auraient intérêt à suivre de près son évolution ...

Homme superflu (I') : Le drame du capitalisme originel a été l'exploitation de l'homme considéré comme outil de production. Le drame du capitalisme tardif a été de rendre l'homme inutile, superflu, même en tant que consommateur.

Seule l'économie de l'accès, telle que nous l'imaginons aujourd'hui, est susceptible de rendre toute personne utile, quelles que soient ses potentialités et ses capacités d'engagement. Nul n'étant plus superflu, il se posera très tôt la question du sens, bien différente de la question utilitaire. La distinction entre vivre et exister par exemple soulèvera des débats nouveaux qui paraîtraient incongrus dans le cadre monétaire. Vivre, c'est ne pas être mort, c'est avoir des fonctions vitales en état de fonctionner (manger, respirer, boire, se mouvoir, entrer en interaction avec son semblable...). Exister, c'est se projeter hors de soi, c'est donner un sens à sa vie biologique (penser, prévoir, aimer, inventer...). Or, la société de ce début de siècle a mis à mal cette essentielle capacité de l'homme à se projeter dans un avenir et surtout, à le penser meilleur que le présent.

Qui aujourd'hui peut être à la fois réaliste et optimiste dans ce contexte de crise permanente. Nous sommes passés d'un problème

identifiable (l'inégalité sociale, les excès de pouvoir par exemple) à un ensemble de difficultés non identifiables, potentiellement mortifères à très court terme. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il y a toutes les chances que la jeune génération soit moins bien lotie que celle de ses parents. Pire encore, l'avenir se pense en terme d'espèces *en voie de disparition* (espèce humaine comprise) au lieu de se penser en terme de progrès possible. Et la plupart de nos contemporains qui ont eu la chance de grandir et de s'épanouir dans les Trente Glorieuses s'imaginent qu'ils l'ont mérité. Les jeunes apparaissent donc comme méritant à leur tour leur sort.

Les jeunes ne veulent plus travailler, se plaignent de tout, se vivent comme victimes. *Les jeunes ayant eu 18 ans en 1914, en 1929, en 1939 étaient bien plus mal lotis* entend-on dire par les plus de 70 ans d'aujourd'hui. Comment les jeunes peuvent supporter cette incompréhension, c'est pour moi un mystère. Les "vieux" se plaignent de la violence des jeunes quand ils devraient s'étonner qu'ils ne soient pas plus violent à leur égard, en entendant leurs critiques de nantis !

Après l'abolition, on réalisera que si tout le monde a de quoi vivre, tout le monde n'existe pas forcément. On découvrira que les jeunes n'ont pas peur de vivre parce qu'ils se croient éternels et qu'avant, qu'ils avaient peur de ne pas exister, de seulement survivre. Les vieux découvriront que ce qui les avait fait vivre n'était que château de sable et devront réapprendre à exister sous le regard amusé et compatissant des jeunes.

Homoéconomicus : L'homoéconomicus, est un usager développant des stratégies individuelles uniquement centrées sur le consumérisme. Ce néologisme en dit long sur le poids de l'économie mais ne dit pas grand chose de la rationalité de l'homme, de sa capacité à être acteur de son destin. L'homme est ainsi réduit à ses besoins et à sa fonction économique. Pour les économistes traditionnels, l'homoéconomicus se comporterait rationnellement et demeurerait libre de ses choix et de ses préférences. C'est largement contredit par le réel, mais c'est rassurant quant à l'adaptabilité du consommateur aux exigences du marché.

Ce qu'il y a de bien dans ce néologisme, comme dans le libéralisme en général, c'est que ceux qui s'opposent à cette vision réductrice de l'homme emploient le même mot pour décrire les dérives du capitalisme. On pourra s'opposer, aussi longtemps qu'on veut, entre capitalistes prônant comme modèle l'homoéconomicus, et anticapitalistes dénonçant la

transformation du consommateur en agent homoéconomicus. Cela ne prouvera qu'une chose, c'est que le mot coince les uns et les autres dans le présupposé qu'il n'y pas pas d'homme sans économie, pas d'économie sans homme.

Le mot pourrait rester utile si l'on pouvait lui opposer un autre néologisme sortant délibérément de tout ce qui ressemble à de l'économie capitaliste : l'homme dominé par le fétichiste de l'argent serait l'homoéconomicus, l'homme libéré de la sacralité de l'argent serait alors l'*homo-désargentus*... Personnellement, je suis méfiant quant aux néologismes-écrans qui, faute de définitions précises, embrouillent et empêchent de penser. Mais ce nouveau mot aurait l'avantage de poser clairement le problème, avec ou sans argent, comme la seule question qui vaille...

Humanitaire : De plus en plus, la charité remplace la justice sociale, l'équité. Les États se désengagent de toutes leurs fonctions d'assistance au profit du privé, la marchandisation des services devient un créneau porteur de profits, les ONG, l'humanitaire, ont pris une place inconsiderée. Cette place leur donnant un pouvoir, y compris sur les États qui bénéficient ainsi d'une paix sociale relative, les ONG ont pris une importance que nul contre-pouvoir ne vient réguler.

Les abus sont nombreux, avec l'utilisation clientéliste des dons, l'emploi de *bénévoles rémunérés*, parfois scandaleusement bien payés, etc. Après la suspicion généralisée de la classe politique, la même suspicion a atteint les organismes humanitaires jadis portés aux nues. On a vu en effet de beaux exemples de perversion des entreprises les plus louables dans leurs intentions qui, par la quantité d'argent qui circulait entre leurs mains, ont reproduit les mêmes effets délétères que les pires entreprises commerciales...

Le pire a été atteint lorsque des entreprises purement commerciales se sont mises à vendre de l'humanitaire sous la forme de voyages organisés dans les pays pauvres. Certaines agences font payer extrêmement cher des séjours dont le seul intérêt est d'inscrire dans son CV "*Participation aux soins médicaux dans un dispensaire ougandais*" ou "*Mission d'accompagnement éducatif dans une école ivoirienne*". Les volontaires sont pressurés par de multiples frais annexes, les associations locales n'en reçoivent que des miettes et les actions proposées relèvent parfois de la mise en danger des populations comme des jeunes clients. En

effet, il n'est pas rare de voir des jeunes placés en situation de pratiquer des actes médicaux sans la moindre formation, de donner des conseils sans la moindre connaissance du sujet, etc. Mais les profits engrangés sur le dos des pauvres et des volontaires justifient tout... La charité, qu'elle soit motivée par une ambition missionnaire ou le besoin de servir l'autre, est suspecte. La justice, surtout si aucun enjeu financier interfère, devrait être le seul moteur de l'action.

Je ne peux m'empêcher de saluer à ce sujet Yorgos Vikas, le fondateur du Centre solidaire d'Ellinikon en Grèce, qui se bat depuis plus de dix ans, pour offrir à ses concitoyens dans le besoin les soins et les médicaments que l'État ne fournit plus, sans que le moindre euro n'entre en jeu. Tout don en argent est systématiquement refusé, tout bénévole recevant une quelconque gratification est immédiatement écarté, toute proposition de sponsoring est écartée. Non seulement Vikas a récusé toute valeur de l'argent, toute utilité, mais il en a également refusé les honneurs. En 2015, le Parlement européen a décerné un Prix au Centre Ellinikon de Vikas, lequel a refusé en ces termes : *"Notre grande force, c'est celle des citoyens et nous pratiquons à la fois la solidarité, la dénonciation des responsabilités et la résistance. C'est pour cette raison que notre Centre refuse ce prix. Les bourreaux ne peuvent pas en même temps nous récompenser pour nos actions..."*¹

A ma connaissance, Vikas n'a jamais parlé de société a-monnaire, mais il l'a déjà mise en oeuvre !

Humour : Voilà bien une arme rarement mentionnée comme telle dans le domaine politique. Pourtant, l'humour est un puissant ressort, sans doute plus que l'action violente ou que l'art de la rhétorique.

En avril 2020, après la répression sanglante d'une manifestation, les Birmans ont attrapé des chiens errants, considérés dans ce pays comme des réincarnations d'hommes mauvais, et leur ont collé le portrait des dirigeants de la junte militaire sur le dos. Les soldats ont passé un temps fou à courir après les chiens errants plutôt qu'après les manifestants et le peuple en a bien ri...

Dans le conflit qui opposait la Grèce à la Turquie en août, un sous-marin turc entré illégalement près de l'île d'Eubée a été repéré par des héli-

¹ Conférence de presse donnée par Yorgos Vikas à Athènes, 14 juin 2018.

coptères grecs. Le sous-marin a été encerclé toute une nuit et bombardé avec de fortes ondes-fréquences qui ont sûrement dû laisser quelques oreilles endolories. Au matin, le sous-marin ennemi a émergé et s'est rendu. Pour se moquer des Turcs, inférieurs techniquement sur le plan maritime, un pilote d'hélicoptère grec lui a lancé une dernière bombe qui diffusait la célèbre chanson des Beatles, *Yellow Submarine* !... Couler le sous-marin turc aurait justifié des représailles, peut-être même le déclenchement d'une guerre meurtrière. Une chanson des Beatles a au contraire incité les Turcs à se faire discrets et a calmé la colère des Grecs...

En 2008, le Président de la République d'Ingouchie (Caucase du Nord) se représente aux élections et obtient 98% des voix pour 163 000 électeurs. Or, l'abstention a été si forte que les gens ont crié à la fraude. Ils ont donc lancé une pétition qui laissait entendre que tous les signataires (90 000) s'étaient abstenus. Le président Mourat Ziazikov a été contraint par Moscou de démissionner en reconnaissant son illégitimité !

En janvier 2021, Xavier Gorce (le dessinateur aux pingouins du journal *Le Monde*) fait un dessin sur l'affaire Duhamel avec comme légende : *"Si j'ai été abusée par le demi-frère adoptif de la compagne de mon père transgenre devenu ma mère, est-ce un inceste ?"* Tollé général dans la presse, excuses du journal qui avoue que *"c'était une erreur, ce dessin n'aurait pas du être publié"*, démission de Xavier Gorce... Pourtant la phrase de Gorce interrogeait la difficulté de certains à qualifier l'inceste d'inceste et ne porte aucun jugement sur les transgenres. C'est l'intégralité de l'humour qui a ainsi été contesté. Pierre Desproges, Coluche, Pierre Dac, Guy Bedos, Raymond Devos... Au secours !

Natacha Polony commentait l'événement ainsi : *"Si le rire est avant tout l'exercice d'une liberté profonde, intime, essentielle, alors il faut pouvoir rire, non forcément des puissants mais de tout ce qui nous est sacré, car c'est là que le rire nous délivre de nos propres enfermements et devient cette mise à distance qui rend véritablement libre."* Merci Natacha, merci Xavier, une société incapable de se moquer des autres autant que d'elle-même se met en péril. Si le rire et la caricature sont privés du domaine religieux, des minorités, des gens en souffrance, de la dénonciation des dogmes du système, que nous reste-t-il ? Il reste Cyril Hanouna sur la chaîne D8. *« Cyril Hanouna, le virus qui rend con »* selon Charlie Hebdo. Mais ce "virus" est encensé, honoré, décoré, médiatisé...

Hyperinflation : Situation dans laquelle les prix augmentent de façon vertigineuse. Elle trouve sa source dans les difficultés budgétaires des États qui financent leur déficit par de la création monétaire. Ces difficultés peuvent venir d'un déficit de la balance commerciale ou d'une attaque malveillante d'un autre pays sur les marchés internationaux. L'hyperinflation se différencie de l'inflation ordinaire par le déclenchement d'une spirale se renforçant de façon incontrôlable. La hausse des prix conduit à une hausse des salaires qui pousse à leur tour les prix à la hausse. Et plus la monnaie se déprécie, plus elle perd de sa valeur comparativement aux autres monnaies entraînant une perte de confiance du marché et donc une augmentation des taux d'intérêt. La plus forte inflation enregistrée fut celle de la Hongrie en 1946 avec une hausse des prix d'environ 150% par jour !

Le risque d'une hyperinflation dépassant 50% par mois est généralement négligé par les économistes. Ils considèrent qu'il s'agit d'accidents de parcours, que la trentaine de pays dans le monde qui y ont été confrontés s'en sont tous sortis. Ils nous expliquent que les gouvernements peuvent jouer sur les taux directeurs et changer la monnaie (système utilisé avec le nouveau franc en 1960). C'est de la mauvaise foi caractérisée, car dans la réalité, l'hyperinflation est une spirale infernale dont personne ne sort par ses propres moyens. Il faut l'intervention d'une grande puissance qui alors va imposer sa monnaie en remplacement de la monnaie nationale ou imposer des conditions proches de la mise à sac du pays aidé, ou l'intervention internationale via le FMI, la Banque mondiale, mais avec en contrepartie une douloureuse réforme structurelle.

Nier les dangers d'une hyperinflation, c'est oublier un peu vite que la mondialisation est déjà bien en place et que les pays deviennent de plus en plus dépendants les uns des autres. Si le Niger s'enrhume, la France éternue, si la France est malade, la Chine perd un marché conséquent, etc. Une hyperinflation sur un seul des maillons faibles de la chaîne internationale risque aujourd'hui de se généraliser. Il n'y aura donc plus de recours extérieur possible, à moins d'entrer en contact avec des extra-terrestres bienveillants !

Une réaction hyper-inflationniste en chaîne ne nous laisserait guère d'autre choix que de créer un gouvernement mondial ou d'accepter la sortie du système marchand et monétaire pour passer à l'accès. Nous n'avons jamais été aussi proches d'une telle éventualité...

I

Identité numérique : Pour réaliser certaines opérations numériques, nous avons besoins d'être identifiés, par soucis de sécurité. Payer un achat par carte bancaire nécessite que la banque qui va débiter votre compte soit sûre que c'est bien vous qui a ordonné cette transaction et non un voleur de carte ou un pirate informatique. Pour les petites sommes, on entre un code à quatre chiffres que vous êtes sensé être seul à connaître. Pour des sommes plus importante, la banque vous envoie un SMS avec un code provisoire, par lequel vous confirmez que vous êtes bien à l'origine de la transaction.

Jusqu'ici, il n'y a pas péril en la demeure puisque seul votre banquier et vous-mêmes ont accès à votre code secret. Certes, le piratage de votre ordinateur ou de votre smartphone est toujours possible et dans ce cas, votre identité bancaire et vos mots de passe sont vite découverts par le pirate qui peut vider votre compte en banque. Les crises sanitaire et financière conjuguées conduisent logiquement le système bancaire à promouvoir la fin du cash et l'exclusivité des transactions par voie numérique. Or, si la totalité des échanges se fait par voie numérique, on conçoit bien qu'il faille renforcer les contrôles et les simplifier. Il faut donc que l'on sache rapidement qui fait quoi, qui est qui. Après l'adresse et les renseignements d'état civil de la carte nationale d'identité et du passeport, nous avons eu l'adresse IP qui donne l'identité d'un ordinateur et donc de son propriétaire. Nous avons eu ensuite la carte bancaire, la carte vitale, et nous aboutissons toujours très logiquement au Qr Code du passeport sanitaire.

Aucune de ces innovations n'a soulevé de grands débats, nous y sommes tous habitués et l'acceptons comme une chose naturelle et surtout,

tellement pratique ! C'est seulement à partir du passeport sanitaire que la prise de conscience des risques a commencé. Un Qr Code (code à réponse rapide) est un code-barres à deux dimensions qui peut contenir une quantité de données quasi illimitée. Un code-barre aurait suffi pour renseigner sur les vaccinations, les tests, les contaminations au virus Covid. Si c'est un QR Code qui a été choisi, c'est certes pour sa rapidité de lecture mais aussi pour ses potentialités de stockage des données. Toute notre biographie peut y entrer, l'analyse de tous nos comportements sociaux, politiques, culturels sera donc possible. Ce que l'intelligence humaine est incapable de faire, l'intelligence artificielle le fait sans problème...

Actuellement, un smartphone permet de vous localiser par GPS à une dizaine de mètres près, mais nous possédons déjà la technologie pour aller beaucoup plus loin. C'est juste une question de temps et s'il n'y a pas de réaction massive des populations, la 5G va permettre de passer du QR Code au signal numérique intégré à tous les objets connectés (téléphones, montres, ordinateurs, véhicules...), et pourquoi pas, implanté directement sous la peau. Le signal numérique, c'est l'identification numérique permanente et l'analyse de tous nos déplacements, de toutes nos activités, la fin programmée de toute intimité, de toute vie privée, la fin des libertés individuelles. C'est le rêve du transhumanisme, du Great Reset, d'une société orwellienne mondialisée.

Les objets connectés se multiplient, à commencer par la maison : tous les appareils munis d'un programme, les ampoules et interrupteurs, les alarmes de sécurité, l'ouverture des portes, l'arrosage du jardin, le chauffage... Tout objet peut être doté d'un signal de localisation pour les retrouver en cas de perte ou de vol. Les occasions de traçage individuel ne vont pas manquer et, compte tenu de l'extraordinaire marché des objets connectés (encore plus important que celui des vaccins), il y a peu de chance pour que les industriels ne s'y engouffrent pas.

Une fois les signaux numériques, les objets connectés, l'identification personnelle établis, il sera impossible de revenir en arrière. Ce sera techniquement compliqué, mentalement impensable, politiquement insoutenable. Toute rébellion sera immédiatement repérée, privée des moyens de survie les plus essentiels. Si les humains devenaient tous des saints, si les gouvernants se convertissaient tous à la transparence la plus totale, si les industriels cessaient de courir après les profits, si les poules avaient des dents, alors oui, les dérives dans l'usage d'une identité

numérique pourraient être régulées. Qui peut dire que, dans une situation de crise, voire d'effondrement, un gouvernement démocratique ne serait pas tenté par les facilités qu'offre un régime dictatorial ?

La sécurité en échange de la liberté, c'est un très vieux deal qui se répète depuis la plus haute antiquité. Que le danger vienne du terrorisme, d'une épidémie, des prétentions de voisins encombrants, peu importe. Les paysans se sont vendus aux seigneurs féodaux pour protéger leurs récoltes, les jeunes ont risqué leur vie pour sauver la patrie en danger, une épidémie justifie le confinement, le terrorisme nous a fait accepter le plan vigie-pirate et le patriot-act..., le Covid va nous faire accepter l'identité numérique, laquelle va nous faire accepter l'argent strictement numérique qui nous fera esclaves des banquiers... Dépêchons-nous, il est déjà trop tard !

Une société post-monnaire changerait de facto la donne, non seulement en supprimant la plupart des intérêts immédiats à contrôler l'humanité, mais aussi en limitant les risques qui nous ont fait accepter les pertes successives de libertés. La logique marchande induit la défiance, la logique de l'accès induit la confiance. Ce n'est pas le seul domaine où nous avons constaté de telles inductions. Les différences de comportement au sein de communautés réduites (familles, clan, villages, petites villes) et au sein de grands groupes (mégapoles, nations, armées, États, cartels industriels) sont partout patentes, observables. Cette constatation n'est pas sans rapport avec ce qui se dit dans les grandes manifestations anti-passe sanitaire que l'on a vu se développer un peu partout en 2021. Il suffirait que quelques intellectuels un tant soi peu médiatisés en fassent une démonstration pédagogique pour que ces manifestants en arrivent à contester avec autant de force le modèle marchand qu'il condamnent le passe sanitaire...

Idéologie : Quiconque énonce une position politique, entreprend une action politique, réfléchit à une pratique concrète est aussitôt taxé d'idéologie par ses opposants. Pourtant, toute critique d'une position, action ou pratique qui se veut fondée solidement s'appuie sur une idéologie quelconque. Or, un journaliste qui critique une loi émise par le gouvernement sera ainsi accusé de "sombrier" dans l'idéologie, un enseignant qui récuse trop intelligemment une technique pédagogique sera renvoyé à une supposée idéologie.

Le but implicite de ces manœuvres discursives est de faire taire toute opposition mais aboutit in fine à l'impossibilité pour les uns et les autres de tout simplement penser. A l'idéologie est opposé généralement un pragmatisme, ce qui permet de décrédibiliser toute idée trop ambitieuse, trop neuve, trop avant-gardiste. L'usage abusif de l'idéologie comme écran à la compréhension du monde peut en ce sens être assimilé à du conservatisme. Tout conservatisme sera alors assimilé à de l'idéologie freinant l'innovation. Il est donc bon de redéfinir ce que recouvre le terme d'idéologie et ses limites.

L'idéologie est définie par le dictionnaire comme le corps d'idées générales à la base d'une doctrine ou pensée philosophique, politique, scientifique. On parle de l'idéologie marxiste ou libérale, de l'éducation républicaine ou libertaire, de la biologie matérialiste ou transhumaniste, etc., ce qui laisse entendre clairement que les positions des uns et des autres sont bien soumises à un corpus philosophique implicite ou affiché. Il semble clair alors que l'accusation d'être idéologue concerne essentiellement ceux qui n'ont pas la même idéologie que la partie adverse ou différente de la doxa du moment.

En somme, une idéologie, c'est ce qui fonde notre vision du monde, des arrières-mondes pour certains, notre conception du bien ou du mal, notre façon d'être aux autres. Ces idéologies peuvent être simplistes, instinctives, culturelles, intuitives, expérientielles, sophistiquées ou brutes de coffrage, personnelles ou socialement construites, mais il est impensable que chacun n'est pas, en son for intérieur, un cadre de pensée, une idée base qui le guide et fonde ses comportements...

On peut parier, avant toute expérience concrète, qu'une société débarrassée de l'argent et du commerce, redonnera sens aux idéologies des uns et des autres. Que les idéologies s'opposent les unes aux autres est évident. Que cela induise des conflits et des incompréhensions est dans l'ordre des choses. Mais rien n'est pire que l'absence d'idéologie ou le refus d'admettre celle de l'autre. On n'est plus alors dans le débat contradictoire, mais dans un refus de ce qui fait notre humanité. Un robot, un ordinateur n'a pas d'idéologie mais un programme dont lui-même ne peut changer. Le transhumanisme que certains conçoivent comme le Graal vers lequel tendre n'est la plupart du temps que le résultat de cette déshumanisation, consciente ou pas. Il est temps que nos élites nous aident à éviter le piège et nous réexpliquent ce que humanité veut dire et pourquoi tout serait plus

simple à mettre en œuvre sans cet archaïque argent venu de l'aube de l'humanité, venu d'un temps où la raison pratique n'était pas encore encadrée d'une raison philosophique...

Imaginaire : Dans notre monde désabusé, le recours à l'imaginaire est souvent invoqué. *"On ne peut combattre le néolibéralisme qu'en opposant à son imaginaire un imaginaire alternatif, c'est-à-dire un imaginaire qui doit être à la hauteur de celui qu'il veut supplanter en s'élevant jusqu'à la proposition d'une forme de vie désirable. Il n'y a que la puissance d'un imaginaire pour faire naître le désir de transformer le monde."* (Dardot et Laval dans *Commun*). L'imaginaire des peuples est en panne et aucune alternative crédible n'émerge réellement. L'économiste Serge Latouche a lancé l'idée d'une *décolonisation de l'imaginaire*. L'expression est floue, rien ne dit comment cette décolonisation peut s'opérer, mais elle a eu du succès. La colonisation des cerveaux par la publicité, par les médias mainstream qui assèment sans cesse les mêmes idées reçues, les mêmes préjugés et présumés du capitalisme, est si évidente !

La décolonisation de nos cerveaux reste encore un simple habillage de l'injonction de Pierre Rabhi *"réveillez vos consciences"*, moins moralisateur, mais habillage tout de même. Qui accepterait d'être colonisé ? Si la conscience de Rabhi réclame un effort personnel, une ascèse, un *travail sur soi* comme il aime à dire, avec Latouche, la responsabilité est reportée sur *le colonisateur*. Ouf !

Le problème de la décolonisation de l'imaginaire, c'est qu'en dehors du constat et de la révolte légitimée, on ne voit pas bien qui est vraiment le colon et vers quelle indépendance on devrait se diriger. Les collectifs militants pour une désargence ont plus de succès en augmentant l'expression par une *décolonisation de l'imaginaire monétaire*. Là, c'est un peu plus précis tout en restant global. C'est bien de l'argent, cet outil qui impacte tous les aspects de la vie sans aucune exception, qu'il faut se décoloniser. Il s'agit de se désintoxiquer des principes capitalistes tendant à nous faire croire que l'échange marchand est inévitable, le salariat une nécessité, la dette un progrès, l'austérité un bienfait, l'écologie un piège à Bobos ! Les sociétés sans argent ont été décrites dans quelques ouvrages alléchants. Des collectifs produisent des études montrant que les problèmes de l'époque seraient aisés à résoudre sans l'argent, chose impossible avec

lui. On peut donc mettre un contenu à ce *sociotope*, annoncé dans l'*utopie*, peu encore expérimenté.

Il faut ajouter à cela les expériences des ZAD qui se sont multipliées aux quatre coins de la planète. Celle de Notre Dame des Landes a beaucoup fait pour faire entendre que le système marchand est bouché et inhumain alors que l'on pourrait très bien vivre sans recherche de gain, sans concurrence ni hiérarchie. Le gouvernement français de 2018 a bien compris que ces Zadistes étaient en train de décoloniser leurs contemporains. Sinon, comment expliquer que l'on envoie 3 000 gendarmes armés de grenades anti émeutes, de chars et de bulldozers, pour chasser 200 zadistes, et en plus sans succès ?

L'imaginaire du XXI^e siècle est à inventer. Proposer de le décoloniser revient à se battre encore et toujours contre la société de production, de consommation et de spectacle qui a fait son temps. Cette société a su conquérir notre imaginaire, notre tâche est d'en faire autant ! Inventer un monde sans argent est le meilleur exercice qui soit de décolonisation de nos imaginaires. Penser qu'une société post-monnaire est impossible n'empêche pas de se livrer intellectuellement à cet exercice. Cela ne nuit à personne et c'est une assurance vie en cas d'effondrement global. Car, il est peu probable que l'ensemble de l'humanité accepte l'impensable avant qu'il ne soit trop tard...

Impasse : Rue sans issue, position ou situation qui ne présente pas d'issue favorable, partie d'un programme, d'une interrogation que l'élève s'est dispensé d'apprendre, espérant échapper à la question. C'est ce que nous disent les dictionnaires. C'est ce mot qui caractérise le mieux la situation dans la fin de la civilisation marchande. Les impasses dites structurelles se sont amoncelées, rendant inopérantes toutes les solutions classiques et suscitant une nouvelle science, la collapsologie !

L'impasse politique, disait l'écrivain sociologue Mustapha Kharmoudi¹, *c'est qu'en critiquant le capitalisme sous tous les angles et sous toutes les formes, les points de vue aboutissent toujours au même résultat : renforcer le capitalisme*. Il en est de même pour les impasses climatiques, écologiques, économiques, démographiques, industrielles,

1 Mustapha Kharmoudi : écrivain, poète, romancier marocain, en France depuis 1971, militant en faveur des migrants, DEA en sociologie, directeur de la Maison de la Méditerranée à Belfort...

commerciales..., chaque solution proposée ne fait que renforcer une autre impasse.

Kharmoudi ajoute que le temps politique, c'est-à-dire le temps d'une législature ou d'un mandat est trop court pour qu'une solution durable soit appliquée à des problèmes relevant par définition du long terme... *«Le changement radical ne viendra pas du centre du capitalisme. D'où ce constat aussi terrible que blessant : le système ne pourrait jamais être changé radicalement de l'intérieur, de son centre comme le prétendent ces théories qui avaient forgé les convictions les plus enracinées en moi. Il faudrait vite sortir du cadre de la loi, car la loi n'est faite que pour le capitalisme et l'argent... Si les choses continuent comme elles sont, le dieu-profit deviendra de plus en plus puissant et donc de plus en plus agressif»...* (Propos tenu le 12.02.2018 à Besançon).

Le sociologue a raison, seule une sortie de la loi, du cadre, du modèle peut rétablir un minimum vital de justice, d'équité, de démocratie, de santé, de paix. Où il a tort, c'est de croire que la raison finira par avoir raison du capitalisme. C'est la peur, la nécessité, l'urgence qui déstabiliseront le capitalisme, qui entraîneront les foules vers la recherche d'un avenir hypothétique, qui les sortiront de la critique si rassurante du vieux monde. Le dos au mur, l'Homme, soudain, deviendra intelligent...

Impasse militante : Ce ne sont pas les ambitions réformatrices qui manquent, ni les militantismes les plus radicaux, ni même les analyses de la situation : elles sont souvent brillantes et documentées, elles balayent tout le champ de la connaissance, de l'économie à la philosophie, de l'astrophysique à l'anthropologie..., mais toujours avec des propositions prudentes, trop parcellaires ou trop abstraites, en général en quelques lignes après des centaines de pages de constat. Les économistes en sont les parangons qui, avec une belle unanimité, des plus orthodoxes aux plus hétérodoxes, produisent des ouvrages savants, parfois se réunissant à 138 pour lancer un appel à *Sortir de l'impasse*¹. Les supplications pour une synergie des bonnes volontés et pour une convergence des luttes se succèdent sans succès, chacun voyant midi à sa porte, comme dans la Rome antique.

Si le sentiment d'impasse est bien partagé, les Gilets jaunes défilent pour les fins de mois au côté des écologistes pour la fin d'un monde, mais

1 *Sortir de l'économie*, Collectif, éd. Le Pas de Côté, 2013

en s'adressant au Gouvernement, comme s'il ne faisait pas partie du problème. Les élites intellectuelles proposent, qui le Convivialisme, qui le Commun, qui le Buen Vivir et les écologistes s'écharpent entre Décroissants et Colibris, écologie politique et écologie locale, etc. Sortir de l'impasse, bien sûr, le plus grand nombre est d'accord, mais pour aller où, vers quel autre monde ? Jamais une société ne s'est fondée sans un récit, une mythologie, une religion, une vision du monde, et le capitalisme n'a pas échappé à la règle. Il a ses Livres sacrés, ses rituels, ses grands prêtres, ses thuriféraires et ses fidèles. Il a même ses schismes (les Déconomistes et les Atterrés). Se battant sur quelques points de dogme, ses sectes instaurent d'autres pratiques (les monnaies locales, le bitcoin, La Ĝ1...). Mais tous respectent les fondamentaux religieux : l'échange marchand et son médium argent sont éternels et tout puissants, les uniques voies possibles du progrès et de la civilisation. Frédéric Lordon en a même fait un livre entier pour nous démontrer que toute tentative de modifier le complexe "*argent-institutions-police-travail*"¹ relève de contresens tragiques qui nous mènent droit vers le chaos le plus total, le retour à la vie sauvage et à l'économie primitive de survie.

La Désargence, c'est-à-dire la démarche de sortie du système en berne, et la construction d'une Société post-monnaire, ou Société de l'Accès, est sans doute une possibilité réaliste, à défaut d'être mentalement évidente. C'est pour l'instant la seule manière de trancher les multiples nœuds gordiens que le capitalisme nous laisse en héritage...

Impossible : Une société sans argent, sans échanges marchands, c'est impossible. C'est ce que tout le monde nous dit, ce qui paraît a priori évident. C'est un argument apparemment logique, conforme à l'observation du monde que chacun peut faire, le bon sens incarné. Mais c'est aussi un argument contraire à la physique, à la science. Une telle affirmation aurait empêché Galilée et Einstein d'expliquer la réalité du monde telle qu'elle est et non telle qu'on la voit.

Alexandre Koyré, philosophe des sciences (1892-1964), nous explique que le pari de la physique, c'est qu'on peut expliquer le réel par l'impossible. Les lois physiques, au premier abord, contredisent

1 *Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent...*, Frédéric Lordon, éd. La Fabrique, 2019

l'observation. En 1604 Galilée a prétendu que *tous les corps tombent à la même vitesse dans le vide*. A son époque on ne savait pas ce qu'était le vide et on doutait même de son existence. Donc personne ne pouvait vérifier l'énoncé de Galilée. Au contraire, l'expérience montrait que des corps de masses différentes tombent à des vitesses différentes dans l'atmosphère. Il suffit pour cela de lâcher une pierre et une plume d'une même hauteur pour démontrer le contraire de la loi de Galilée. Et pourtant Galilée avait raison.

Autre exemple : un corps qui n'est soumis à aucune force a une trajectoire constante et uniforme. C'est le principe de l'inertie que tout le monde admet aujourd'hui. Mais personne ne peut voir un corps soumis à aucune force, personne n'a pu observer ce type de mouvement constant et uniforme. Gaston Bachelard, autre philosophe des sciences disait que *faire de la physique, c'est penser contre son cerveau*.¹ Si Galilée ou Einstein n'avaient pas refusé de voir l'évidence et pensé l'impossible, nous en serions encore à la physique aristotélicienne !

On peut se demander alors pourquoi des authentiques scientifiques, sans doute en accord de principe avec Koyré et Bachelard, persistent à refuser l'idée même d'une possible abolition de l'argent au simple motif qu'elle paraît a priori impossible. Les idéalistes, les artistes, les romanciers semblent plus prompts à sauter le pas de l'impossible et à imaginer un réel qui n'existe pas encore ou qui ne se perçoit pas immédiatement. Quant aux économistes, ce seront sans doute les derniers scientifiques à accepter un message qui contredise leurs préjugés, ce qui leur semble évident et les phénomènes tels qu'ils se montrent à nous. Il n'y a pas de société organisée qui n'ait user d'argent et d'échanges marchands sous une quelconque forme, comme il n'y a pas de plume tombant à la même vitesse que la pierre. Pourtant, le réel c'est aussi qu'il n'y a pas de société marchande qui soit égalitaire, écologique, fraternelle. Tôt ou tard, un Galilée, un Einstein imposera l'idée d'une société post-monnaire, en dépit du réel visible, du bon sens économique...

Impôt : L'impôt, par définition, c'est la chose *imposée* par l'État, la chose à laquelle on ne peut pas échapper, sauf à se mettre hors la loi ou à s'exclure

1 Bachelard : *La formation de l'esprit scientifique*, PDF sur http://gastonbachelard.org/wp-content/uploads/2015/07/formation_esprit.pdf

de la société. Mais si on différencie activité et travail, pour réserver le mot travail à une participation obligée à l'effort de vie communautaire, il s'entend alors clairement que le travail constitue l'impôt fondamental que tout individu paye, ou devrait payer, pour son appartenance à la société. Et tout travailleur, c'est-à-dire tous ceux qui de manière contrainte, imposée donc, vont donner leur force, leur énergie et leur temps pour assurer la production des biens et services nécessaires à la vie de la collectivité, s'acquittent donc de l'impôt par ce travail et acquièrent de ce fait un droit total à bénéficier en retour des services de la société.

La production des biens et services assurée par l'ensemble des travailleurs constitue la richesse de la société. Et c'est sous la forme argent qu'une part de la richesse produite va revenir à chacun des travailleurs en reconnaissance de leur participation à l'effort collectif. Cette part porte donc le nom de revenu. Libre ensuite à ces travailleurs, dans les limites de leur part de revenu et dans le respect des droits des autres, de faire l'acquisition de ce qui leur est nécessaire pour la satisfaction de leurs besoins et de leurs désirs.

Jusque-là, pourrait-on dire, tout va bien. Mais pourquoi faut-il, alors, qu'en plus de l'impôt dont ils s'acquittent par leur travail, ils doivent reverser un impôt en argent sur la part de richesse qui leur revient (l'impôt dit sur le revenu) ? Pourquoi, de surcroît, payer encore un impôt en argent sur les richesses dont ils vont faire l'acquisition avec leur revenu via la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ? Pourquoi diable cette double et triple imposition sur l'individu, d'abord par le travail obligé, puis sur le revenu de ce travail et enfin sur la consommation du fruit de ce travail ?

Pour répondre à ce pourquoi, le discours tout prêt est là bien sûr pour faire écran avec la réalité. Un discours intégré dans la tête de chacun par un long parcours d'éducation dite civique, de conditionnement incessant par les médias et la confrontation constante aux pressions institutionnelles. L'impôt-argent est nécessaire au fonctionnement de l'État dont il constitue l'essentiel du budget, c'est à dire de ses ressources.

Nous avons tous entendu parler du budget de l'État et nous croyons savoir que l'impôt est nécessaire pour payer les fonctionnaires, doter les administrations des moyens voulus pour la réalisation de leurs objectifs, et nécessaire aussi pour rendre possibles les orientations politiques par le jeu des subventions et diverses autres mesures. Tout cela cependant ne constitue qu'un ensemble de croyances qui n'a de valeur que par notre adhésion

mentale au système en place. C'est une adhésion qu'il serait peut-être temps de reconsidérer au vu des désastres que connaît le monde aujourd'hui tant en matière d'environnement que sur le plan social et dont notre système semble de toute évidence être responsable.

Ne pourrions nous pas, dans la perspective d'un changement de système, tenter de regarder, ne serait-ce qu'un instant, les choses différemment ? Admettons pour cela l'idée d'une mutation de l'outil monétaire pour passer à une monnaie strictement comptable, et avec pour seul rôle la répartition des richesses entre tous les hommes, dans le cadre d'une gestion globalisée de leur activité. Chacun ayant participé par son travail à égalité avec les autres à l'effort collectif, la richesse qui en résulte devrait être traduite dans une quantité monétaire qui permette à chacun d'y accéder avec la même égalité que dans l'effort.

L'apport des fonctionnaires, ceux qui font fonctionner actuellement, non pas tant la société que l'État, serait alors reconnu à égalité avec celui de tous ceux qui œuvrent directement à l'effort de production. Leur droit au partage de la richesse s'en déduirait avec la même égalité et l'organisation de la masse monétaire en tiendrait compte sans qu'il soit besoin de recourir au mécanisme de l'impôt-argent .

Si la monnaie en circulation correspond en quantité et dans sa logique de fonctionnement à l'exigence de partage à égalité de la richesse produite par l'ensemble des travailleurs, la justification de l'impôt-argent tombe. Mais alors à quoi sert réellement aujourd'hui l'impôt-argent ? Il semble que la réponse soit bien simple en réalité et contenue dans le mot lui-même d'impôt. L'impôt par la loi sous-entend la force du plus fort, ici l'État et ceux qui en tiennent les rênes ou qui en tirent les ficelles. Il appelle à la soumission de l'autre, à savoir le peuple, c'est à dire Nous. Paiement de l'impôt-argent et soumission sont strictement liés et l'impôt-argent est la manifestation concrète, quotidiennement renouvelée dans le cas de la TVA, de notre soumission inconsciente au système en place.

L'impôt suffit pour justifier que chacun bénéficie des richesses et services de la société. La soumission à la loi de "l'impôt travail-revenu-TVA", vient en plus, pour installer les conditions d'inégalité qui fondent l'organisation hiérarchisée pyramidale. C'est tout un ensemble complexe qui déborde sur d'autres impôts déguisés : taxes foncières, immobilières, carbones, prélèvements obligatoires, redevances... J'ai tenté d'en faire le compte et j'en ai découvert 266 dans le droit français, mais ce chiffre doit

être en dessous de la réalité. Il y en a tellement que même l'administration qui les gère s'embrouille et appelle taxe ce qui est prélèvement, prélèvement ce qui est impôt, sans que personne ne le souligne.

Cette organisation suppose des gens à la base, pauvres et nombreux, avec des échelons progressifs, pour emmener jusqu'au sommet un petit nombre gavé de privilèges. Cet ordre hiérarchisé, dont le maintien ne va pas de soi, appelle la présence incessante des forces justement dites de l'ordre : bureaucratie, justice, police, gendarmerie et armée. Ces forces n'ont donc de raison d'être que le maintien en place de l'ordre et sont payées pour s'opposer par la violence, éventuellement silencieuse, mais sans relâche et quotidienne, à toute tentative ou potentialité de changement structurel. Les forces de l'ordre savent fonctionner directement et brutalement sur la logique de la loi du plus fort, pour venir suppléer, chaque fois que de besoin, aux insuffisances de l'éducation, du conditionnement et des pressions institutionnelles, pour maintenir le peuple, dans la peur et la soumission.

L'histoire fiscale n'est qu'une succession de pièges visant à asservir une part importante de la société à une petite minorité oligarchique. Le 24 novembre 1798, Dominique Ramel de Nogaret, ministre des Finances du Directoire, remet à plat le système fiscal hérité de la Révolution. La première chose qu'il fait c'est de créer l'impôt sur les portes et fenêtres ! On en voit encore les traces sur nombre de façades où de grandes fenêtres sont partiellement murées (murées quand le propriétaire ne peut payer l'impôt, rouvertes quand il est plus aisé). Il s'est inspiré pour cet impôt d'une pratique imposée par Jules César ! Croyant à une mesure temporaire, le gouvernement français réhabilite à cette occasion le nom ancien d'impôt au lieu du nom plus convenable de *contribution* introduit par l'Assemblée Constituante dix ans plus tôt. Dans les faits, ce nouvel impôt ne sera aboli que par le Cartel des gauches, en 1924.

L'imagination des fiscalistes a été sans borne. On peut citer chronologiquement, les tonlieux (impôt sur le déplacement des marchandises), la dîme ou décime (10% en nature ou espèces sur toute production), la taille (impôt direct sur les revenus), la capitation (par tête), le vingtième (un décime d'urgence multiplié par deux), le fouage (impôt par foyer), la gabelle (sur le sel), le timbre (sur les papiers officiels), banalités (sur les installations techniques : fours, moulins, pressoirs, glaciaires...), l'octroi (sur l'importation dans les villes), les péages (routes, ponts), hallage (droit sur

les rivières et canaux), les accises (impôt sur des produits de consommation comme le tabac, l'alcool...), le casuel (pour payer les prêtres, les greffiers...), les aides (impôts royal épisodique), le don gratuit (pour les frais ordinaires du roi)... Selon les circonstances et les époques, les bénéficiaires de l'impôt pouvaient être par ordre descendant : le Roi, les nobles, le clergé, les bourgeois, les villes et communes. Pas étonnant que l'histoire des révoltes contre l'impôt soit aussi longue que celle des impôts !

Que la puissance publique soit royale, religieuse ou républicaine, l'impôt a toujours existé, a toujours été jugé excessif et injuste (au Moyen Âge, on utilisait le terme d'*imposteur* plutôt que de *percepteur* !...). On peut se demander si l'argent a été créé pour faciliter la perception de l'impôt ou si l'impôt a été inventé pour concentrer l'argent sur les tenants du pouvoir... Il est vrai que les plus pauvres subissent une *pression fiscale*, un poids excessif d'impôts, tandis que les plus riches, ceux qui détiennent le pouvoir, bénéficient de *boucliers et paradis fiscaux* leur permettant de ne pas participer au pot commun ou de détourner leurs avoirs dans des lieux à faible fiscalité. Le jeu des riches pour payer le moins d'impôts possible, pour reporter leur part sur les moins riches, est pudiquement appelé *optimisation fiscale*, ce qui permet de faire passer les pratiques les plus obscènes, voire illégales, pour de la saine gestion financière.

Les partis de gauche se contentent de chercher mille aménagements à la fiscalité pour rendre l'impôt plus juste, plus équitable ou pour l'utiliser à des fins de réparation des dégâts du capitalisme. Pour quel résultat ? Taxes carbone, taxes Tobin, taxes sociales, se sont avérées être des droits à polluer, à spéculer, à asservir... Et le principe même de l'impôt qui consiste à pressurer les peuples pour des actions dont ils n'ont aucun contrôle, n'est pas remis en cause.

Le paradoxe de l'argent qui induit des dépenses collectives, peut atteindre l'absurde situation d'un coût supérieur à la valeur réelle et cela n'étonne guère. Ainsi, la gestion d'une taxe coûtant plus d'argent que ce à quoi elle est destinée n'est pas rare. Mais comment un État s'en émouvrait quand il fabrique encore des pièces de monnaie de 20 centimes qui lui coûtent le triple à fondre, graver, distribuer ?...

Si l'argent était abandonné et avec lui la valeur et l'impôt, beaucoup s'acharneraient à réintroduire un impôt déguisé. Les *corvées*, impôt par le travail, par l'effort en faveur des communautés seraient réclamées pour ouvrir les droit aux bienfaits de la société. Cette fausse bonne

idée entraînerait très vite des mécanismes d'exclusion et des échelles de valeur entre les différentes participations individuelles et serait certainement abandonnée tant elle serait contraire à l'idée même de l'accès sans condition. C'est même un point clivant entre les abolitionnistes, les uns ne cherchant aucune conditionnalité au droit de vivre, les autres réinventant l'impôt sous des formes méconnaissables...

Indice Gini : Indicateur synthétique qui permet de rendre compte du niveau d'inégalité entre deux populations données. L'égalité parfaite étant 0, l'inégalité extrême étant 1, chaque type d'inégalité a son indice, qu'il s'agisse de salariat, de revenus, d'endettement, de niveau de vie, de la santé, de l'éducation... Cet indice a été inventé par un statisticien italien, Corrado Gini (1884-1965). Selon l'INSEE la France avait un coefficient Gini de 0,290 en 2009 et de 0,306 en 2011, ce qui permet d'assurer que les inégalités ont augmenté en deux ans.

Les pays les plus égalitaires (Danemark, Suède, Islande...) affichent un coefficient de 0,2, les plus inégalitaires (Brésil, Honduras...) de 0,6. Le coefficient de Gini permet en outre de déterminer des moyennes par classes sociales. Ainsi, 0,5% de la population mondiale détient 35% du patrimoine et 8 % en détient 80%.

Si l'égalité parfaite est 0 et le plus égalitaire des États est de 0,2, il faut en conclure que l'égalité parfaite de revenus n'existe que dans la théorie, jamais dans la pratique. Si le système marchand était humainement réformable, il y aurait bien un pays qui aurait réussi l'exploit d'un coefficient zéro, au moins sur un temps court. Puisque cela n'a jamais été le cas, il faut se résoudre à admettre qu'il n'y a pas d'égalité possible dans un cadre monétisé, et c'est logique puisque l'argent induit mécaniquement le profit, lequel ne peut se réaliser au dépend de quiconque. S'il y a un gagnant, il y a nécessairement un perdant, et un coefficient Gini supérieur à zéro. C'est si simple que personne ne songe à le mentionner, sans doute en raison des conséquences qu'impliquerait une abolition de l'argent, du système marchand...

Individualisme : L'individualisme est peut-être ce qui a le plus profondément marqué notre époque. Le libéralisme s'est en effet ingénié à briser toute action collective au profit de ce que l'on pourrait appeler un *indivi-*

dualisme de masse. En 2018, le débat qui eut lieu autour d'une ZAD (Notre Dame des Landes) est resté emblématique. D'un côté l'État réclamait aux zadistes des projets individuels pour obtenir le droit de vivre légalement sur cette zone, de l'autre les zadistes proposaient un projet collectif dans la continuation de ce qu'ils avaient réalisé durant des années. La légalité d'un côté, la légitimité de l'autre, la propriété privée d'un côté, les *communs* de l'autre.

Longtemps le débat s'est perdu dans des considérations oiseuses, de la part de l'État qui redoutait qu'une compréhension de l'enjeu ne mette à jour ce qui se cachait derrière la Loi, la Constitution, les grands principes républicains. De la part des zadistes, beaucoup peinaient à comprendre la question de fond, celle d'une impossibilité ontologique pour un gouvernement d'accepter un collectif, poison mortel pour le libéralisme. L'Histoire prouvera certainement que les zadistes avaient raison de s'accrocher au collectif, qu'eux seuls étaient dans le sens de l'Histoire, bien que certains n'en aient eu qu'une conscience incertaine.

Pour la grande majorité des citoyens sous régime capitaliste, l'individu, seul au monde, n'entrevoit comme horizon que l'extension indéfinie de ses droits individuels, où toute limite posée, par la réalité ou par les autres, est une entrave insupportable à son désir de liberté, où les rapports sociaux sont réduits à ceux qu'entretiennent les marchandises, leur prix ou leur valeur respective...

Même au sein des mouvements les plus contestataires, l'individualisme est érigé en vérité révélée, en impératif catégorique. Le slogan «*Changer les pratiques individuelles pour sauver le monde*» a été repris dans tous les domaines comme une condition incontournable à toute révolution. Pourtant, aucun événement historique n'étaye cette croyance, aucun fait avéré montre qu'un changement individuel ait un jour induit un changement social. Bien au contraire, tous les changements individuels perceptibles dans les sociétés ont toujours été précédés de nouveautés techniques, scientifiques, politiques. Un Saint François d'Assises, malgré l'immense notoriété dont il a bénéficié, l'immense pouvoir de l'Institution franciscaine qu'il mit au jour, ont certainement moins changé les mentalités en plusieurs siècles que ne l'a fait le chemin de fer en quelques années !

Mais les faits ont beau être têtus, l'homme a toujours la capacité de ne pas les entendre et être une poignée à ramer à contre-courant d'une foule n'a jamais été un exercice aisé ! Il est logique dans une société

d'argent d'aboutir à l'individuation puis à l'atomisation des sociétés. Il est probable que dans une société post-monnaire, la logique s'inverse et que l'équilibre entre individu et groupe social soit plus facile à rétablir. L'argent induit la concurrence, l'absence d'argent induit l'entraide et l'entraide a tout autant besoin de la liberté et des particularismes individuels que de la cohésion du groupe.

Industrie : Jusqu'au XVIII^e siècle, on voyait dans les contrats de mariage signés devant notaire, que la future épouse "*se garde pour son usage personnel ce qu'elle a gagné de son industrie...*" La demoiselle n'était pas *industrielle*, mais seulement industrielle. Elle avait généralement gardé les moutons, réalisé quelques travaux d'aiguille ou fait le ménage chez le dit notaire. Le fait n'est pas anodin dans une société où la femme n'avait aucun droit, aucune place dans l'appareil productif sinon celle d'adjointe du père, du frère, du mari. C'était son savoir-faire qui était ainsi reconnu, ses compétences, son habileté. Toute sa vie durant, ce maigre pécule obtenu par son industrie restait sa propriété, elle était inaliénable, même par son mari, et transmissible par héritage ou pour la dote de sa fille.

Du métier ou savoir technique dont on tire ses moyens d'existence, on est passé à l'industrie moderne, l'usine, la production de masse, le travail en série. L'homme est passé au second plan, la production au premier. Ce constat d'une déshumanisation industrielle induit la revendication de remettre l'homme au centre des préoccupations. Or, remettre l'homme au centre, c'est encore faire la part belle à l'individualisme et instrumentaliser la nature.

Le totalitarisme industriel qui se croit au-dessus de la nature autant que de l'humain, ne peut survivre indéfiniment. La disparition de l'échange marchand et de son outil monétaire changerait radicalement la donne. La nécessité de produire en grande quantité, d'en envahir le monde, d'imposer cette production disparaîtrait en même temps que l'argent. Il s'agirait simplement de répondre à une demande, dans le respect de la nature, en fonction d'une situation précise du monde et de ses ressources. L'homme ne serait plus ni au centre ni à la marge mais un point parmi d'autres dans la sphère du vivant. De fait, son *industrie* reprendrait le sens qu'elle avait dans les vieux contrats de mariage !

Inégalités sociales : Dès la fin du XX^e siècle, les inégalités sont devenues absurdes et obscènes. L'homme le plus riche, l'américain Jeff Bezos, fondateur de la vente en ligne Amazon, gagnait en 2017, 328 millions par jour, 13,6 millions par heure, 228 000 dollars par minute ou, si l'on veut, 3 800 dollars par seconde, quand un ouvrier du textile au Bangladesh gagnait en moyenne 61 dollars par mois. En France, 10% des plus riches perçoivent plus du quart du total des revenus... Cette constatation aurait dû suffire à provoquer une Révolution si le capitalisme n'avait réussi à se faire aimer des plus pauvres, si chaque citoyen n'était devenu complice consentant ou inconscient du système, serviteur volontaire.

Dans la théorie économique néolibérale, il est admis que les inégalités ont un rôle positif dans la mesure où les pauvres sont motivés pour créer de la richesse, où la majorité choisit de faire fonctionner l'ascenseur social, dans le cadre de la liberté des échanges et de la mondialisation. Ce discours pourtant si bien défendu par les élites est d'une hypocrisie crasse, les chances de s'enrichir, de monter dans l'échelle sociale étant à peu près égales aux chances de gagner le gros lot dans une loterie !

Comment des individus baignant dans la spéculation en vue d'un accroissement de richesse peuvent tenir des discours aussi incohérents que celui du *self-made-man* accessible à tous ? En théorie, celui qui sait économiser, même sur un revenu de misère, peut ensuite investir ou spéculer. Encore faut-il en avoir assez pour en garder une partie ! Cette idée de l'égalité des chances pour tous a été largement introduite par les Américains via le mythe de la conquête de l'Ouest. Les pauvres bougres qui se lançaient vers cet Eldorado en petit convois de chariots ont pour la plupart terminé abattus par le meilleur tireur ou sous les flèches indiennes, spoliés par les compagnies minières, les gros éleveurs, les propriétaires de champs pétroliers, par une toute petite minorité. La réalité est toujours qu'il faut beaucoup de pauvres pour un seul riche, et donc que le nombre de pauvres augmente. Les tenants de la monnaie fondante, qui espèrent retarder cette croissance de la pauvreté, persistent, non par manque de logique, mais par peur de ce que l'abolition de l'argent risquerait d'entraîner dans d'autres domaines que l'économie (l'État, la propriété, la valeur...). Lutter contre la pauvreté sans remettre l'argent en cause est une illusion, une lutte sans fin possible.

Les inégalités entre individus, classes, nations se creusent sans cesse, c'est une évidence au point que c'est sans doute le motif de rancœur

et de désespoir le plus fréquemment exprimé. Il est tout aussi évident que l'argent est le meilleur moyen de creuser ces inégalités. Pourtant, la majorité s'entête à préserver l'argent et tente de le moraliser, le comble étant de chercher les sources de financement qui permettraient d'adoucir l'inégalité. L'outil crée le désordre, multiplions l'outil pour qu'il y ait moins de désordre ! Les armes tuent, donnons des armes à tous pour enfin trouver la paix !...¹

Infantilisation : Le sujet qui obéit à une autorité perd son autonomie intellectuelle et morale. Il devient un instrument docile entre les mains du supérieur hiérarchique et reçoit des ordres contraires à sa raison ou à ses principes personnels sans broncher. L'enfance, période de la vie où on a peu de responsabilités, où l'on ne peut que s'en remettre à autrui pour savoir ce qu'il faut faire, ce qui est bien ou mal, vrai ou faux, se prolonge souvent toute la vie. Ceux qui en profitent sont très heureux de gouverner des enfants !

Nos sociétés modernes tendent vers l'infantilisation massive des peuples au point que cela devienne une maladie chronique ! Cette maladie infantile s'explique, au moins en partie, par la peur d'être méprisé ou marginalisé, mais aussi par le désir d'être admiré. Elle tend à pallier un sentiment de solitude, une frustration sexuelle ou affective... Notre frénésie de consommation, a quelque chose de puéril, comme chez l'enfant qui dessine pour ses parents. Cette frénésie est sensée être le fruit d'un travail personnel, alors que les produits de consommation ont été réalisés par d'autres que nous. Le prestige est accordé à celui qui consomme et pas à celui qui produit ce qui est consommé...

Qu'en est-il maintenant des gens qui nous dirigent, que ce soit au niveau de l'État ou dans les entreprises ? Si nous leur obéissons, ce n'est pas seulement parce qu'ils peuvent nous y contraindre : c'est aussi parce que nous leur reconnaissons une certaine autorité, comme des enfants vis à vis des parents. Comme des enfants qui s'empiffrent de friandises sans pouvoir s'arrêter, nous cherchons à accumuler toujours plus de biens matériels, mais aussi d'honneur, de prestige. Si vraiment nous avons confiance en notre

1 Pour en savoir plus sur les inégalités, le site de l'*Observatoire des inégalités* est un outil précieux: <https://www.inegalites.fr/>

propre valeur, comme des adultes dignes de ce nom, nous ne chercherions pas à contempler une image positive de nous-mêmes dans le regard d'autrui.

Jadis, les autorités religieuses et politiques n'avaient pas peur de se présenter explicitement comme des figures parentales. Le roi était le père du peuple. L'institution ecclésiale, dans le monde catholique, est notre *Sainte Mère l'Église*, et son dirigeant est appelé *Papa, Très-Saint-Père*. Le mouvement des Lumières a en grande partie échoué dans sa protension. Certes, plus personne ou presque ne croit en la monarchie de droit divin. Le pape et les prêtres ont beaucoup perdu de leur prestige, même chez les catholiques. Mais des formes nouvelles ont surgi. La science est devenue une nouvelle religion, l'expert un nouveau grand prêtre.

Le mouvement est insidieux mais depuis des décennies, les États néolibéraux s'acharnent à éteindre les Lumières. Pourquoi ne mettons-nous pas fin à l'oppression capitaliste (mais aussi raciste, machiste, hétéro-normative...)? Bien que minoritaires, les oligarques conservent leur pouvoir parce qu'ils ont des moyens de contrôler leurs sujets, de diviser les masses pour les affaiblir, de nous détourner vers des boucs émissaires (musulmans, étrangers, assistés). L'exclusion sociale arrive si vite dans ce système économique à bout de souffle que beaucoup acceptent cette infantilisation dans un vieux et précoce réflexe, le besoin de sécurité.

C'est pour cela que la plupart des individus militant pour une désargence parlent de redonner aux usagers la maîtrise de leur usages. En d'autres termes, la désargence est le plus puissant moyen d'émancipation que l'on ait inventé, il ne reste plus qu'à trouver la pédagogie qui nous rendra tous adultes.

Inflation : L'inflation est une perte de valeur de la monnaie et donc une augmentation relative des prix. Certaines périodes inflationnistes sont restées célèbres : celle de la République de Weimar en 1923, celle du Chili en 1973, celle du Nicaragua en 1988, celle du Zimbabwe en 2008, du Venezuela en 2018... Quand le prix d'un timbre-poste atteint 10 millions de marks comme dans l'Allemagne d'après-guerre, plus rien ne peut fonctionner. On parle dans ces cas-là d'une *hyperinflation* qui se caractérise par le fait qu'elle est incontrôlable et ne se résout que par un changement complet de système et de monnaie, par des réformes structurelles drastiques.

C'est une hyperinflation qui pourrait initier une grande crise, avec cette nouvelle particularité que l'économie s'étant mondialisée, l'effet domino jouerait en plein et entraînerait la chute de toutes les nations, les unes après les autres. Les recours habituels, l'aide venue de l'étranger ou des instances internationales ne pourrait plus fonctionner. S'appuyant sur des présupposés non vérifiés par l'expérience, les économistes d'aujourd'hui en grande majorité, affirment que l'hyperinflation est toujours suivie d'une période *déflationniste* bénéfique à l'humanité. C'est sans compter sur la globalisation de l'économie et de tous les effondrements concomitants (écologiques, énergétiques, démographiques...).

L'inflation est opposée à la déflation, c'est-à-dire à la rareté excessive de l'argent, contrairement aux quantités considérables d'argent en circulation lors d'une inflation, mais dévalorisées. En réalité, les deux situations mènent l'une à l'autre et sont tout autant impossibles à résoudre depuis l'intérieur du pays qui en est atteint. Avec l'économie mondialisée, inflation et déflation prennent mécaniquement une dimension mondiale. Plus aucun recours n'étant possible, ni dans le système, ni par une aide extérieure, le krach est inévitable...

Pourtant, ce qui est inévitable reste jusqu'au bout hypothétique, en dépit de toute réalité, avec des analyses pertinentes et des conclusions étrangement classiques. En 2011, l'économiste James Turk écrivait : *«Je ne suis pas prophète mais la tendance est claire. Nous allons vers une hyperinflation mondiale. Nous faisons la même chose que les Allemands sous la République de Weimar. Nous achetons des emprunts d'État avec de l'argent fraîchement imprimé. C'est ce que font la BCE, la FED, la Banque d'Angleterre...»* On s'attendrait à quelques propositions radicalement nouvelles. Or, sa réponse est la suivante : *«Les monnaies s'effondreront et l'or retrouvera, après 100 ans, son rôle traditionnel au centre du système monétaire.»* La seule explication à cet aveuglement qui consiste à faire quelques pas en arrière pour reprendre le même chemin ne peut s'expliquer que par un intérêt personnel à voir les cours de l'or, de l'argent, du platine s'envoler...

Le rapport entre déflation et inflation (que l'on peut appeler "déflation négative") est très mal décrit par les économistes. Il n'y a visiblement pas de consensus entre les différentes écoles économiques. Pourtant, si l'inflation fait chuter la valeur d'une monnaie, c'est en comparaison avec les autres monnaies. L'inflation peut même favoriser le marché extérieur du

pays qui y sombre. Les productions d'un pays inflationniste deviennent concurrentielles par rapport à celles d'un pays plus riche. En revanche, tout ce qui manque au pays déflationniste devient prohibitif et les produits d'importation sont vite inaccessibles. Or la mondialisation tend à concentrer chaque production spécifique dans un pays dédié, donc à accroître le volume des matières importées et exportées. Les économistes nous parlent de *trappe déflationniste* aussi souvent que de *spirale inflationniste*. Deux boucles de rétroaction menant à la même situation, la faillite. Les Grecs de l'antiquité n'avaient qu'un mot pour désigner le poison et le remède, *pharmakon* ! Les économistes modernes en font autant avec la monnaie, mais involontairement.

La mondialisation en cours va très logiquement mondialiser aussi les épisodes de déflation et d'inflation. Quel recours y aura-t-il dans ce cas sinon une *désargence* ?...

Information : Il est devenu courant de déclarer que nous sommes sur-informés. Les réseaux sociaux, l'Internet, le smartphone s'étant surajoutés aux média classiques, c'est vrai que, quantitativement, nous croulons sous un flot d'informations en continu. La qualité ne s'est pas améliorée pour autant, loin s'en faut. Entre les *fausses nouvelles*, les médias qui appartiennent à des financiers et non plus à des journalistes, la dictature des taux d'audience, des likes et partages, le *replay* des émissions de radios et télévisions, plus personne n'est en mesure de trier entre l'information utile ou futile, inventée ou sourcée, objective ou militante. L'information du jour (ou plutôt l'info en direct, qui va plus vite), chassant rapidement celle de la veille, on surfe sur la vague sans rien voir du fond.

Si les professionnels se trompent régulièrement dans leurs analyses politiques ou économiques, comment en vouloir à l'homme de la rue de se laisser piéger ? Les statistiques sont biaisées, les sondages fantaisistes, les algorithmes omniprésents, les journalistes ne sont plus sur le terrain, l'investigation est un luxe, plus personne n'a le temps de vérifier les communiqués des agences de presse.

L'utilisateur de Youtube prend ce qu'on lui met en tête de gondole avec pour seul critère possible le nombre de likes et de commentaires. Cela n'empêche pas les journalistes de critiquer cette masse inculte, de mépriser ce peuple au goût exagéré pour le doute systématique, les fausses nouvelles et les contre-vérités absurdes. C'est de bonne guerre puisque l'utilisateur de You-

tube méprise le journaliste aux ordres du pouvoir, à la déontologie douteuse pour ne pas dire commerciale. Quant au doute systématique, comment le reprocher au peuple quand des fausses nouvelles sont émises par le pouvoir lui-même, sont relayées par des journalistes sans aucune vérification, et surtout, sans correctifs a posteriori. La confiance ne peut que se mériter.

Le nombre croissant de journalistes bien installés dans des médias qui abandonnent confort de travail et salaire assuré pour s'investir dans des médias libres permet de douter de la qualité de ceux qui restent, qui s'accrochent dans un système prenant l'eau de toutes parts. On peut légitimement penser que ceux qui quittent le navire mettent en lumière ce qui fait l'avenir plutôt que ce qui fait recette. On peut donc imaginer qu'une société sans recettes permettrait aux journalistes de redevenir enfin sérieux...

Le temps c'est de l'argent, dit le peuple au comptoir du café du commerce. Il dit aussi le l'argent manque et qu'il faut lui courir après. Ce sont des évidences verbales qu'on ne discute plus, comme mlorsque l'on dit qu'un garçon coure après une fille. S'il court, c'est sans doute pour la rattraper, donc qu'elle aussi court pour lui échapper. S'il marchait au lieu de courir , il l'a perdrait de vue. Dans ce monde, nous courons tous après l'information, laquelle coure aussi, encore plus vite. La chaîne Youtube s'ouvre sur une liste de propositions "pré-mâchées" de vidéos. Les titres sont incomplets et suivis de points de suspension. En revanche, la date de création de la vidéo est toujours inscrite, suivie du nombre de vues (*30K vues, il y a 2 jours*). Qui ira regarder une vidéo munie des mentions *3 vues, il y a quatre ans* ? Elle est trop ancienne et de peu d'importance ! Tans pis si c'est une perle, si elle mériterait d'être visionnée, si l'auteur a attendu d'avoir assez de recul pour proposer une analyse originale et étayée par des faits avérés.

Dans une société sans argent, le nombre de *vues* importerait moins, une date récente serait sujette à caution, ne serait-ce qu'en raison du temps qu'il faut pour traiter une information dans toute ses dimensions, ses implications, ses conséquences et dans ce qu'elle produit réellement... On peut cependant ne pas attendre la désargence pour commencer à attendre que l'information se décante, pour sélectionner celui qui a pris son temps de réfléchir plutôt que celui qui réagit à chaud !

Innovation : Notre société technologique est friande d'innovation. Une nouveauté est toujours sujette à produire un scoop, à faire le

buzz, avant même de savoir si elle sera utile, utilisable, productrice de bien être ou de malheur pour le plus grand nombre. Le réel nous donne d'autres façon d'appréhender l'innovation.

Une "*invention banale !*" Tel est, en substance, le premier jugement porté en 1960 sur le travail d'un chercheur d'un petit laboratoire à Malibu, en Californie. Alors que même son supérieur n'y croyait pas, Théodore Maiman, un physicien de 32 ans qui, plus jeune, réparait des appareils électriques pour se payer les frais d'université, est parvenu à concrétiser l'idée un peu folle d'Arthur Schawlow et de Charles Townes, deux scientifiques théoriciens : produire, grâce aux lois de la mécanique quantique, un faisceau de lumière amplifiée parfaitement rectiligne. La prestigieuse revue *Physical Review Letters*, à laquelle Theodore Maiman a envoyé son compte rendu d'expérience, a rejeté l'article avec la mention: « *Encore un énième papier sur les lasers !* »

On ignorait à l'époque à quoi servirait cet instrument qui délivre un fin pinceau de lumière, mais une chose était sûre, le laser fascinait. « *Quand je suis arrivée au LKB en 1972, certains groupes achetaient des lasers sans avoir encore une idée précise de ce qu'ils en feraient* », se rappelle la scientifique Lucile Julien. Au cœur d'un marché mondial de plusieurs milliards d'euros, le laser est aujourd'hui partout : dans les salons, les supermarchés, les cabinets médicaux, les usines, mais aussi dans les laboratoires de recherche, où il a su se rendre indispensable dans toutes les disciplines.

Le propre de l'innovation c'est de porter en elle, dès le départ, le pire et le meilleur et le fait que nul ne peut en prévoir les usages à venir. Le seul critère qui préside aujourd'hui à l'élection ou l'éviction d'une innovation, c'est ce que l'on pense pouvoir en tirer financièrement ou le coût de l'investissement qui sera nécessaire à son application. Ce qui est sûr avec le recul, c'est que ce seul critère produit un gâchis épouvantable, que le pire est souvent mis sur le marché, le meilleur rejeté faute de rentabilité prévisible.

Il pourrait en être de même avec l'idée d'une Société de l'Accès dont personne ne sait encore comment elle serait applicable concrètement, ce qu'elle impliquerait dans l'organisation mondiale et la vie quotidienne. Elle fascine pour sa lumineuse simplicité, effraie pour les conséquences qu'elle suppose, énerve par son apparente inutilité, sa faible faisabilité immédiate. En revanche, si cette idée advenait, on peut être certain qu'elle

changerait radicalement notre rapport à l'innovation. Il y aura toujours un chercheur ou bricoleur de génie qui reprendra l'idée émise, l'expérimentera, créera des prototypes, qui cherchera ailleurs les compétences qui lui manque. Nous saurons enfin ce qui était empêché ou empêché par l'argent, possible ou impossible selon les intérêts financiers, ce qui relève du concours Lépine¹ ou d'une avancée essentielle pour l'humanité...

Insécurité : Sentiment fait d'une anxiété ou d'une peur que ressent un individu ou une collectivité, face à ce qui peut advenir. L'insécurité n'a donc pas besoin d'un réel danger pour exister. A l'approche d'une crise de grande ampleur, les différents pouvoirs ont toujours utilisé ce sentiment. La peur du terrorisme a permis la mise en place d'un contrôle et d'une répression féroce. La peur de l'immigré a effacé toute empathie. La peur de la misère a fait accepter les pires pratiques de concurrence au sein des entreprises, entre les États, entre individus. La peur de l'avenir incertain a poussé la majorité vers un conservatisme frileux...

Le sentiment d'insécurité est à ce point contagieux que peu peuvent s'en échapper. Souvent à leur insu, les médias entretiennent cette peur diffuse à propos de tout et n'importe quoi. Beaucoup d'intellectuels se sont eux-mêmes piégés dans le regret d'un passé mythique où tout était mieux, perdant même la capacité à déceler ce qui peut rester de bon, de beau, de bien dans cette modernité affolante.

Le sentiment d'insécurité fonctionne comme la météo. La température affichée par le thermomètre est souvent très différente que la température ressentie. Il suffit de comparer un quotidien régional d'aujourd'hui avec un journal vieux de plus d'un siècle, de la même région, de préférence de même couleur politique. On constate alors qu'à la fin du XIX^e siècle, l'insécurité ressentie était pire que celle d'aujourd'hui, que la violence était banalisée parce que fréquente et bien partagée, que déjà les gens se plaignait d'une insécurité croissante. C'est le même mécanisme qu'au sujet du niveau intellectuel de la jeunesse qui semble baisser depuis l'antiquité si l'on en croit les historiographes grecs et romains !

1 Concours international annuel créé en 1901 par Louis Lépine, préfet de police, au départ pour exposer et promouvoir les jouets et articles de Paris. Il s'est constitué en association en 1902, reconnue d'utilité publique en 1912. Le concours est depuis ouvert à tout inventeur et remet des prix aux meilleures innovation de l'année.

Ce qui semble juste en revanche, c'est que l'insécurité ressentie est effectivement en hausse. S'il était possible de penser raisonnablement un avenir en progrès jusque dans les années quatre vingt dix, le nouveau siècle a changé la donne. Les crises annoncées, financières, industrielles, environnementales, sociales, ne permettent plus guère d'espérer. Elles sont toutes complexes et sujette à débat. La quantité d'informations dont on est submergé provoquent un sentiment d'impuissance qui entraîne un réflexe de déni, une dissonance cognitive annihilant toute capacité d'action, de révolte, de perspective. Ce réflexe est vieux comme le monde, le fabuliste Ésope en avait déjà fait une fable¹ !

À défaut d'action, s'impose un simple réflexe de survie. Les politiques, les industriels, les universitaires savent pertinemment l'humanité s'est mise gravement en danger. Mais il font des colloques pour habiller leurs discours de bonnes intentions. Ils savent que ces discours sont creux mais qu'ils rassurent, ils savent que leurs projets ne changeront rien mais ne veulent rien changer².

Devoir tout réinventer, tout discuter, alors qu'aucune certitude n'est possible, qu'aucun exemple n'est à suivre, qu'aucune expérience n'étaye les choix essentiels, c'est ce qui nous attend. Ce qui est motif à insécurité aujourd'hui peut devenir remède à l'insécurité demain, à condition toutefois que des réflexes de survie nous contraignent à abandonner les dogmes rassurants du vieux monde...

Institutions : Ensemble des formes ou des structures politiques, telles qu'elles sont établies par la loi et la coutume et qui relèvent du droit public. La sociologie définit généralement l'institution comme une structure sociale dotée d'une certaine stabilité dans le temps. En ce sens, l'école, le mariage, le salariat, le football, etc., relèvent de l'institution. Or pour certains, l'insti-

1 Dissonance cognitive :concept formulé pour la première fois par le psychologue Léon Festinger dans son ouvrage *A theory of cognitive dissonance* (1957). Mais avant lui, Ésope en avait fait une fable (*Le renard et les raisins*) : si quelqu'un (le renard) désire quelque chose (une grappe de raisin) , mais qu'il la trouve inatteignable (trop haute sur la treille), il réduit sa dissonance en critiquant la chose (le raisin est amer).

2 Je pense en écrivant cela au Congrès mondial de la Nature, à Marseille du 3 au 11 septembre 2021. Une caricature de la dissonance cognitive, où des ministres impuissants, des industriels pollueurs nous annonçaient des "mesures d'urgences" face à l'enjeu environnemental !....

tution se réduit à l'État et la suppression de l'État est donc synonyme de chaos. Ils en concluent que supprimer l'État, c'est supprimer toute institution, ce qui devient absurde si l'on parle de football. Sans gouvernement, sans ministères, sans salariat, on ne voit pas bien ce qui empêcherait les jeunes de jouer au ballon dans la rue !

La définition sociologique évacue les catégories politiques et législatives pour se centrer sur la durée dans le temps. Et dans ce cas, l'institution peut prendre quantité de formes inédites aujourd'hui, se voir attribuer des fonctions différentes de celle de l'État. La suppression de l'argent entraînerait immédiatement la nécessité de repenser chacune de nos Institutions, étatiques ou pas. Ce ne serait pas un drame, mais une saine opportunité. Plus besoin de décapiter le Roi, ni même son ersatz appelé Président. Plus de Ministre de l'éducation, mais des équipes de pédagogues proposant des méthodes refusées à l'expérience ou acceptées à l'usage. Plus de Conseil de l'ordre mais des comités d'éthique donnant un cadre souple et agile...

La critique de Frédéric Lordon accusant certains militants de récuser toute forme d'institution (dans son livre *Vivre sans?*), est injuste. Dans les deux exemples pris ci-dessus de l'Éducation nationale et du Conseil de l'ordre, il est évident que nous prétendons supprimer ces institutions figées et antidémocratiques. Mais des équipes pédagogiques et des comités d'éthique autonomes, relocalisés, constitueraient ensemble une véritable institution. Au nom de quoi une Institution serait nécessairement centralisée, autoritaire, discriminatoire ?...

Personne ne peut dire honnêtement qu'il sait comment organiser la vie de dizaines de millions de personnes, et encore moins des milliards, quand l'argent aura perdu sa fonction. En revanche, des millions de gens bricolent des embryons d'institutions qui ne renforcent pas systématiquement la logique des formes sociales de la valorisation du capital. Nous ne partons pas de rien...

Instrumentalisation : La crise Covid de 2020-2021 a été marquée par des manipulations en tous genres, dont celle de l'instrumentalisation qui consiste à utiliser un événement disruptif pour imposer un projet que l'on n'aurait pu faire aboutir sans l'événement. En l'occurrence, il est facile d'appliquer au traitement de cette crise le syndrome du Titanic. Pour le gouvernement, il est clair que la crise financière et environnementale

(l'iceberg) se rapproche dangereusement. La banque mondiale, le FMI, les experts en géostratégie et en économie sont formels, il est trop tard pour changer de cap. De même, nul ne peut être accusé d'avoir provoqué l'épidémie, d'avoir été désarmé face à un virus encore inconnu.

Le gouvernement avait la possibilité de faire comme Churchill et de déclarer « *I have nothing to offer but blood, toil, tears and sweat* ». Emmanuel Macron aurait pu expliquer à la télévision que son gouvernement ne comprenait rien à ce virus, que celui-ci arrivait au pire moment, juste avant une crise financière : "*Je n'ai à offrir que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur...*" Il aurait certainement été écouté et même approuvé, soutenu. Il a fait un autre choix, celui de l'instrumentalisation du virus en jouant sur la peur : "*Nous sommes en guerre..., mobilisation générale contre un ennemi invisible, insaisissable.*" Il a en ce sens dépassé l'usage de la peur, contrairement à ce qu'ont dit la plupart des médias, pour utiliser le registre de la panique. La peur est utile car elle nous met en mouvement (combattre ou fuir) et nous fait réfléchir à une stratégie. Un gouvernement de type "jupitérien" n'aime pas que le peuple combatte et réfléchisse, les Gilets jaunes en savent quelque chose. En revanche, le registre de la panique nous met en état de sidération et notre cerveau laisse place à la simple réaction physiologique.

C'est sans doute ce qui explique la docilité avec laquelle les Français ont accepté l'inacceptable : le confinement, la fin de la liberté de circuler, de travailler, de faire la fête, d'embrasser ses proches, l'obligation de se masquer, de justifier la moindre entorse et de dénoncer le contrevenant ne participant pas à l'effort de guerre... Sidéré et incapable de penser, le peuple a tout supporté, à de rares exceptions près, même quand il se doutait que ce régime risquait de durer et même de se pérenniser ! Chapeau l'artiste !

Le pouvoir (loin de se réduire au seul État français) a réussi, par l'instrumentalisation du Covid, à imposer ce qui aurait été impossible avant le Covid. Les pires contradictions, absurdités, mensonges sont passés comme lettre à la poste, en douceur. Ces nouvelles potentialités sont trop utiles au pouvoir pour espérer qu'elles soient momentanées. Elles vont être un temps oubliées et resservirons à la prochaine crise pour museler le peuple.

Un soin particulier a été pris par le gouvernement pour faire passer l'idée que parler de cette instrumentalisation signifie que l'on nie

l'existence ou la dangerosité du virus. Les manifestants contre le passeport sanitaire ne lutteraient pas pour défendre la Liberté, mais nieraient la dangerosité du virus, croiraient à celle du vaccin. L'argument est stupide mais il a bien fonctionné, comme a fonctionné l'instrumentalisation des BlackBlocs contre les Gilets jaunes, des usagers otages contre les grévistes, les musulmans contre l'islamisme, etc.

Quand un gouvernement abuse de l'instrumentalisation, c'est qu'il gouverne mal, qu'il manque de solutions. Une désargence amènerait quantités de solutions nouvelles et donc limiterait la tentation de l'instrumentalisation abusive...

Intelligence Artificielle : (IA) Tout ce qui touche à la robotique, au transhumanisme, aux algorithmes, soulève des débats sans fin. On regroupe sous le label IA l'ensemble des théories et des techniques capables de simuler l'intelligence humaine. Est-ce le grand mythe ou le grand danger de notre temps ?

Cette puissance capable de supplanter tout jugement, tout libre arbitre ne peut se concevoir qu'en parallèle avec une impuissance supposée de l'homme. Pourtant, l'Intelligence artificielle ne brille pas par l'intelligence comme son nom pourrait le laisser croire, mais par sa rapidité et sa mémoire. La machine, le logiciel, les neurosciences, les nanoparticules, les mathématiques quantiques offrent à l'homme des capacités qu'il n'aurait pu imaginer il y a peu, sinon dans les romans de science fiction. Que ce soit perturbant, c'est évident. Que des savants fous et des politiques perverses s'en emparent, c'est inévitable. Mais rejeter tout ce qui est amalgamé dans la catégorie IA sous prétexte qu'il existe bien des savants fous est contre productif.

En effet, nous sommes en train de couper l'humanité en deux clans irréconciliables, les transhumanistes qui veulent nous soumettre à la machine, opposés aux humanistes qui seraient raisonnables, sensés, seuls défenseurs de l'humain en péril. Le propre de la caricature est de tordre la réalité pour n'en montrer qu'un aspect, pour concentrer notre attention sur une particularité et donc faire oublier le reste. C'est amusant, mais limité quant à la perception du réel. La caricature de l'intelligence artificielle amène certains à l'amalgamer avec le mondialisme, l'ultra-capitalisme, le Nouvel Ordre Mondial, etc. Faire de l'IA le mythe ou le danger par

excellence de notre temps, c'est le meilleur moyen de perdre la bataille de l'humanisme.

Le débat s'estompera quand les machines ne seront plus dévoyées par les profits financiers, quand elles deviendront utiles au lieu d'être rentables, quand elles auront libéré l'homme de nombreuses tâches pénibles et répétitives, quand elles lui laisseront le temps de créer, d'inventer, de rêver, de penser...

Intérêt : Nous avons coutume de distinguer les intérêts communs et particuliers. Les deux étant souvent contradictoires, il faut bien choisir entre l'un ou l'autre. Selon Adam Smith, l'intérêt général est formé de l'ensemble des intérêts particuliers. Selon Jean-Jacques Rousseau, l'intérêt général, dépassant chaque individu, est l'émanation de la volonté de la collectivité des citoyens en tant que telle. Ces deux visions contradictoires séparent notre monde depuis des lustres, marquent les politiques sociales et libérales en deux clans irréconciliables. Le bien commun doit-il respecter les intérêts privés, les intérêts privés doivent-ils se plier aux exigences communes.

Or, si la physique se plie volontiers à des lois, à des rapports déterminants tels que l'attraction ou le rayon de Bohr, les sciences sociales rechignent à s'inventer un "rayon de Bohr" qui déterminerait les limites du commun et du particulier. Serait-ce que les sciences sociales se complaisent dans le paradoxe ? Sans doute pas, mais il est des paradoxes insolubles dans le système qui nous régit, à moins que nous acceptions de changer le système lui-même. C'est ce que fait le scientifique quand il passe de la gravitation selon Newton à la relativité selon Einstein. C'est ce que semblent être incapables de faire les économistes et les politiques.

Nul ne coupe la branche sur laquelle sa communauté est confortablement assise, nulle communauté va détruire la production d'une autre communauté, à moins qu'on ne lui fasse miroiter des plus-values substantielles. Tous nos raisonnements sur le bien commun, sur l'intérêt particulier ou général, se fondent sur une structure sociale capitaliste et n'examinent jamais ce qu'il en adviendrait sans la nécessité des profits. Ils sont incontournables, dites-vous. Une science, fut-elle sociale, se doit de considérer le monde tel qu'il est et non tel que nous le souhaiterions.

D'où tient-on que le profit est incontournable quel que soit le

monde dans lequel il s'exerce ? Si les scientifiques avaient raisonné ainsi, aurions-nous l'électricité ? Le propre d'une démarche scientifique est de multiplier une expérience selon des protocoles différents et de voir ce qui se passe. Pourquoi donc ne pas placer la question de l'intérêt dans un cadre a-monnaire, comme on examine un objet ou un organisme en apesanteur ? N'est-ce pas la tentation du profit qui pousse le pêcheur à draguer les fonds avec autant d'acharnement, qui pousse l'agriculteur à sacrifier sa santé et la qualité de ses produits aux rendements ? Quel que soit le sujet de la discorde et le secteur concerné, l'intérêt commun, placé dans l'apesanteur d'une société sans argent, devient enfin possible : fini les lobbies pharmaceutiques contre ceux de la santé au naturel, le lobby pétrolier contre les énergies renouvelables, celui de la grande distribution contre celui du petit commerce...

Un contradicteur me faisant remarquer lors d'un débat que l'intérêt ne se rapportait pas qu'au seul profit et me citait l'intérêt esthétique, scientifique, humanitaire... En effet, abolir la monnaie n'induit pas la fin des conflits d'intérêt. Mais il faudrait vraiment être de mauvaise foi pour ne pas voir la simplicité des réponses à ce genre de conflits au regard des impasses que crée la recherche obligatoire des profits.

Faute de s'autoriser à penser le bien commun hors de la sphère capitaliste, on en arrive à des bricolages et à d'irréconciliables positions de principe. Le libertaire s'accrochera à l'idée que nul n'est mieux à même de choisir que celui qui est directement concerné par ce choix. Le constitutionnaliste imaginera des décideurs tirés au sort pour éluder le paradoxe de l'intérêt. L'oligarque défendra bec et ongles l'idée d'un peuple inculte et incapable de bons choix sans l'expertise de l'élite. Et le paradoxe d'un bien commun s'opposant sans cesse à l'usager continuera à alimenter les débats !

Internet : Une société d'avant l'écriture c'est une société *pré-historique*. Quand les grandes manufactures se sont constituées, on a parlé de société *pré-industrielle*. La société d'avant le numérique, c'était une société *pré-locutrice*. Un commentaire suite à un article du Net, à un post sur les réseaux sociaux, c'est un lecteur qui se met à écrire en public, ce qui était quasiment impossible il y a vingt ans. Les médias classiques, même avec un droit de réponse pour les journaux ou un médiateur pour la radio, ne facilitait pas les échanges.

Avec Internet, nous sommes tous invités à donner notre avis, ne se-

rait-ce que par un *like*, un *émoticône*. Le lecteur devient commentateur permanent mais prend aussi le risque d'être contredit, contraint de surenchérir, parfois d'être insulté, menacé, vilipendé. Et c'est définitif, car la plupart des traces que nous laissons sur le Net restent consignées quelque part et peuvent être utilisées contre nous dix ans plus tard. C'est un énorme changement et les politiques ne s'y sont toujours pas fait !

On peut penser qu'Internet prépare la démocratie, forme des citoyens. Ce n'est pas impossible, bien que de nombreuses dérives aboutissent à une autocensure pire que la censure classique. Ce qui est certain, c'est que nous sommes en train d'intégrer un monde de l'horizontalité dans des structures qui restent globalement pyramidales. Le commentateur sur le Net n'a plus d'autres limites que le nombre de lecteurs qui veulent bien le lire. Il est logique de penser que les structures hiérarchiques tendent à l'obsolescence. Or, le passage d'une verticalité à l'horizontalité induit de profonds changements, avec des effets pervers et des abus que pratiquement rien ne vient encore réguler. Mais après tout, si les gouvernements se mettent à craindre le peuple au lieu d'être craints, la démocratie peut à la longue y gagner...

L'Internet va modifier le monde autant que l'a fait l'écriture, l'industrialisation, l'électricité. Contrairement à ce que l'on croit souvent, un état ne se substitue pas à l'autre mais s'y ajoute. L'électricité s'est ajoutée à la bougie, l'atome s'est ajouté au charbon, au pétrole, la force mécanique n'a pas pour autant éradiqué la force musculaire. Nous continuons à mettre des bougies de cire sur le gâteau d'anniversaire et à faire du vélo. Il se pourrait qu'il n'y ait pas de conflit entre verticalité et horizontalité, pas plus qu'il n'y en aurait entre l'internet et l'écologie. Il est aussi absurde de refuser comme une "marque du diable" les technologies numériques que de s'y adonner sans retenue ni mesure.

Il suffit d'imaginer cet Internet qui baigne actuellement dans le système capitaliste, débarrassé de toute publicité, de toute recherche de profits, de toute propriété privée, pour se rendre compte que l'outil changerait totalement de forme si un paradigme aussi prégnant que l'argent disparaissait...

Investissement : Toute entreprise exige un investissement en argent, en matières, en savoir et en temps. Actuellement, l'argent est le moteur principal de toute entreprise et quand bien même les acteurs seraient motivés par la passion, il faut qu'ils soient capables de réunir un budget suffisant pour la mettre en œuvre. Au mieux, on peut donc voir l'argent, tantôt

comme un frein, tantôt comme un moteur de l'investissement.

Dans une société post-monnaire, il n'y aura plus ce moteur d'investissement, mais aussi plus ce frein budgétaire. L'investissement nécessaire à l'entreprise n'en sera pas moindre. De simples primates en sont capables et les éthologues et naturalistes ont parfaitement décrit des comportements individuels et collectifs aboutissant à de l'innovation, à des services communs, à la transmission de nouveaux savoirs. Penser que sans le moteur de l'argent plus personne n'entreprendra rien, c'est placer l'homme plus bas que le singe, ce qui est aussi absurde que de le placer trop au-dessus.

Il suffit d'ailleurs d'observer la capacité des humains à s'investir dans des projets complexes, fastidieux, éreintants, sans la moindre motivation financière. La maison du facteur Cheval en est une belle illustration, les millions de bénévoles qui peuplent les associations dites 1901 aussi. Le livre de Bénédicte Manier, *"Un million de révolutions tranquilles"*, fourmille de splendides exemples. *"Des citoyens ordinaires, de milieux les plus variés, la plupart inconnus, certains illettrés, inventent des solutions que ni les gouvernements ni le secteur privé n'ont su mettre en place et qui répondent à la plupart des maux de la planète : ils reverdisent le désert, font disparaître la pauvreté, créent des emplois, gèrent eux-même la distribution de l'eau, réinventent l'habitat..."* (éd. LLL, 2012)

La crainte de voir l'investissement des humains réduit à néant par l'abolition de l'argent est un fantasme qui ne s'appuie sur aucune expérience, sinon une mauvaise foi flagrante face à une perspective qui déroute... A cela, il faut ajouter quantité d'autres motivations existantes dans nos sociétés modernes et marchandes et qui ne disparaîtront pas en passant à l'accès. La peur du vide que représente l'inactivité s'est particulièrement ressentie lors des confinements sanitaires. Pour certains, le pire n'a pas été d'être assigné à résidence, mais d'avoir perdu l'activité principale de leur existence. Le besoin de briller aux yeux des autres est également un puissant moteur. Le monde du spectacle est rempli de gens prêts à tout pour être sous les feux de la rampe, et qui tombent dans de lourdes dépressions quand ils redeviennent anonymes.

Le calcul très égoïste du bénéfice-risque nous pousse aussi à rendre service pour que l'autre ne nous cherche pas des poux dans la tête (guère différent de l'échange liberté-sécurité que nous faisons sans cesse aujourd'hui). Les psychoses et névroses personnelles nous agitent et nous

contraignent à inventer des "bricolages" pour les maintenir à un stade supportable (l'art, le sport, le hobby font partie de ces bricolages). Penser que sans salaires, sans l'appât du gain l'homme ne ferait plus rien est une vue de l'esprit...

Investisseurs : Personne physique ou morale qui alloue une part de capital dans l'attente d'un retour sur investissement. Les médias nous parlent souvent de ces investisseurs susceptibles de reprendre une entreprise en difficulté, d'augmenter le capital social d'une autre, de financer un grand projet, de seconder l'État dans ses fonctions régaliennes. Mais qui sont-ils, ces lointains investisseurs ? Qui est derrière la société BlackRock qui prétend vendre aux Français une retraite par capitalisation bien meilleure que la retraite par répartition organisée par l'État depuis le CNR ?

C'est une multinationale américaine spécialisée dans la gestion d'actifs, le plus importants gestionnaire d'actifs au monde, avec 7 800 milliards de dollars d'encours en octobre 2020 (montant total à un instant T des crédits accordés par une banque). Les trois plus grands investisseurs sont, par ordre de taille, BlackRock dirigé par Larry Fink, Vanguard Group dirigé par John Bogle et State Street Corporation dirigé par Jaou Hooley. Ces trois investisseurs siègent dans les conseils d'administrations de presque toutes les multinationales et la plupart du temps en sont les actionnaires majoritaires.

Cette domination des marchés financiers par trois grands investisseurs est rarement expliquée par les économistes. C'est pourtant fort intéressant. Quand on sait que BlackRock contrôle à la fois deux concurrents directs, par exemple la société Cocacola et celle de Pepsi Cola, ou Microsoft et Apple, on a du mal à croire que les mêmes personnages défendent réellement le dogme néolibéral de la concurrence. Comment imaginer qu'un investisseur autorise la mise en concurrence de deux sociétés qu'il contrôle et qui lui rapporte de l'argent ?

Comme le même phénomène de condensation se reproduit entre les grandes entreprises mondiale, on comprend que l'intégralité de l'activité mondiale de production soit rassemblée entre une poignée de "majors" et que la plupart des marques que nous connaissons soient de simples filiales des majors. Le capitalisme nous mets tous en concurrence les uns contre les autres, mais au sommet, la coopération des plus grands ressemble bien à de la collusion !

On comprend alors que le problème est structurel, qu'il vient du fondement même du système, lequel n'est pas réformable. La simple lecture des organigrammes des principaux investisseurs et des sociétés qu'ils contrôlent en donne la preuve. Or, ces organigrammes sont publiés, officiels, faciles à retrouver avec un simple accès à Internet. Les seules choses qui soient plus difficiles à tracer, ce sont les sociétés privées qui servent d'écrans puisqu'elles ne sont pas tenues de publier leurs actionnaires, et les Fondations qui, ne faisant aucun bénéfice, ne sont soumises à aucun contrôle. C'est par le biais de ces deux seules formules que l'argent peut être blanchi, que les ventes d'armes ou de drogue, les frais de corruption peuvent échapper à la vigilance du citoyen ordinaire.

Mais pour l'essentiel rien n'est secret, il n'y a pas de complots, pas de sectes, pas de sociétés secrètes, juste une logique économique qui permet aux puissants de capter tous les pouvoirs. La seule question qui reste encore très mystérieuse, c'est de savoir comment de brillants esprits, parfois même d'authentiques humanistes arrivent à défendre un système qui produit cela, comment si peu de gens parlent d'alternative à l'économie, comment tant d'autres s'accrochent à des alternatives économiques !...

Islamisme : En soi, l'islamisme ne pose pas plus de problème que tous les intégrismes religieux (catholiques, protestants, juifs, musulmans, sikh...). Sauf que les intégristes musulmans sont aussi des politiques et, à ce titre, ont l'art de brouiller les pistes. Leur tâche est facilitée par des commentateurs occidentaux qui n'ont pas toujours une connaissance sérieuse du monde islamique. Par exemple, Hervé Kempf, dans un article de Reporterre, nous *parle d'islamisme radical* ce qui laisse supposer qu'il puisse y avoir un "islamisme modéré". *L'islamisme radical* est un pléonasme ! Ce lapsus de Kempf vient sans doute que l'on parle à juste titre d'islam radical ou modéré. Si l'on peut concevoir qu'il existe des musulmans modérés pouvant s'opposer aux musulmans radicaux, il est inconcevable de parler d'islamisme modéré ou de le suggérer. Un lapsus nous dit toujours quelque chose !

D'autre part, l'*islam* (sunnite, chiite, soufis...) est aussi divers que la *chrétiènté* (catholique, orthodoxe, fondamentaliste, évangéliste, calviniste, luthérienne...). A force de réduire les religions à leurs seuls fondements historiques, nous perdons complètement de vue la réalité actuelle. Les islamistes sont en guerre ouverte contre tout ce qui ne leur ressemble

pas, en premier parmi les musulmans, et seulement par extension chez les mécréants, les *kâfirs*. Si une sourate nous dit que *tuer un homme c'est comme tuer toute l'humanité*¹, d'autres sourates nous disent qu'il est juste et bon de tuer un kâfir, d'autres encore que tuer un Kâfir est une erreur² ! La différence entre le musulman et l'islamiste, c'est que le premier place ces versets dans leur contexte historique et que le deuxième en fait une lecture littérale, le premier lit tout le texte, le second les seuls versets qui justifient ses actes.

Un intellectuel Belge critiquait, dans un article d'octobre 2020³, la position laïque des Français dans ces termes : *« Pour être reconnues et valorisées, les femmes musulmanes doivent se couper de leurs racines culturelles et endosser les marques et les stigmates de la société dominante. »* Il s'agissait bien sûr du voile et des costumes dit islamistes qui se sont répandus en Europe en soulevant tant d'épineux débats. La grande majorité des *musulmanes* vivant en France sont d'origine maghrébine, turque, subsaharienne..., et les costumes qu'elles endossent au nom de l'islam n'ont jamais existé qu'en Afghanistan ou dans les émirats du golfe. Est-ce la France qui exige le reniement de leur culture ou est-ce les islamistes ? N'oublions pas aussi qu'on peut être à la fois islamiste et capitalisme. La mode des vêtements islamistes est un immense marché qui se moque bien de savoir si les modèles proposés à la vente sont de culture afghane ou marocaine, pourvu qu'ils se vendent en quantités. Les Américains ont fait la même chose pour nous avec leur ketchup et leur Coca-Cola, les maghrébins avec le couscous, le tajine et les kébabs !

L'islamisme évolue comme tout mouvement culturel ou cultuel. Jusqu'en 2015, les terroristes étaient reliés aux réseaux Al kaïda ou Daesh, préparaient soigneusement leur attentat, essayaient de s'en sortir vivants.

1 Sourate 5, verset 32 : *Nous avons prescrit pour les Enfants d'Israël que quiconque tuerait une personne non coupable d'un meurtre ou d'une corruption sur la terre, c'est comme s'il avait tué tous les hommes. Et quiconque lui fait don de la vie, c'est comme s'il faisait don de la vie à tous les hommes. En effet, nos messagers sont venus à eux avec les preuves. Et puis voilà, qu'en dépit de cela, beaucoup d'entre eux se mettent à commettre des excès sur la terre.*

2 Sourate 18, verset 29, *La vérité émane de votre Seigneur. Quiconque le veut, qu'il croie, quiconque le veut, qu'il mécroie.*

3 <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/311020/henri-goldman-tout-semble-aujourd'hui-fait-pour-rabattre-l-islam-vers-l-islamisme>, 1 octobre 2020, par Antoine Perraud.

Après 2015, apparaissent des jeunes isolés qui improvisent, recherchent le martyr, utilisent des armes blanches ordinaires. On est passé d'une radicalisation de l'islam à une islamisation de la radicalité ! L'affaire Samuel Paty, le professeur d'histoire égorgé, le montre une fois de plus. Il semble que ni les médias, ni les pouvoirs publics n'aient remarqué ce changement. Encore une fois, ils ont un train de retard, malgré les travaux d'Olivier Roy¹ qui nous avait bien prévenus...

Un intégrisme provoque toujours un intégrisme contraire. Or le capitalisme "en phase terminale" est contraint à certaines formes d'intégrisme pour survivre encore quelques temps. Il a transformé la sécurité en camisole de force au point de justifier le terrorisme de gauche. Il s'est assuré l'exclusivité de la vérité grâce à une longue série d'anathèmes (populiste, souverainiste, nationaliste, complotiste...) mais a renforcé leurs intégrismes correspondants.

Toutes les cartes de ces problèmes seraient battues et rebattues si l'argent était aboli. Les islamistes n'en seront peut être pas moins inquiétants mais les musulmans modérés auront plus la parole ou une parole ayant plus de poids. Il est plus simple d'écouter ses pairs que ses supérieurs...

Islamisme-gauchisme : Collusion supposée des partis de gauche avec l'islamisme, au nom de la liberté d'expression. En pleine pandémie covidienne, le débat a fait rage, comme si cette collusion avait pris des proportions insupportables, comme si l'expression avait un sens clairement définie pour tous. Ce concept s'oppose aux *islamophobes*, ce qui contribue à lui donner une audience disproportionnée. On peut ramener le débat à une simple tentative de stigmatisation de l'autre, mais l'explication est insuffisante.

Face aux *islamophobes* se tiendraient donc les *islamisme-gauchistes*, censés être *islamophiles* pour diverses raisons (l'islam est « la religion des pauvres », les musulmans sont les victimes d'un « racisme d'État », de discriminations systémiques, etc.). C'est une façon de contourner le fait qu'il existe d'authentiques *islamophobes*, de droite ou de gauche, qui pensent sincèrement que l'islamisme sous toutes ses formes est une grave menace sur la cohésion nationale et la liberté. C'est tout autant une stratégie pour

1 Voir <https://www.middleeasteye.net/fr/entretiens/france-olivier-roy-islamisation-radicalite-attentats-terrorisme-musulmans>

occulter la réalité des mouvements salafistes, des stratégies de conquête des Frères musulmans. Pierre-André Taguieff, dans un article d'octobre 2020¹, se disait à l'origine de ce concept, élaboré dans une étude datée de 2000 sur les mouvements pro-palestiniens. Il s'agissait à l'époque de donner une analyse strictement descriptive d'une alliance (sur un sujet précis et circonscrite, la cause palestinienne), des milieux islamistes et des milieux d'extrême gauche.

Quand en 2021, le ministre de l'Éducation Nationale Jean-Michel Blanquer reprend le concept pour accuser les universités d'utiliser les fonds publics à des fins politiques et de défendre la cause islamiste, il opère un glissement, sans doute efficace pour nous empêcher de réfléchir à sa contestable politique, mais totalement hors réalité. Taguieff n'est en rien responsable du détournement de ses travaux. La tactique n'est pas neuve, on a connu aussi le *judéo-bolchevisme* dans les années 1920, utilisée pour stigmatiser les bolcheviks *enjuivés*, ce qui était tout aussi malhonnête.

Il est aussi fou de considérer les mouvements islamistes comme automatiquement fascistes que comme automatiquement anti-impérialistes et progressistes. Mais c'est un bon moyen de discréditer les gens de gauche en les classant idiots utiles des islamistes, et de discréditer les islamistes, pervers au point d'infiltrer les Facultés. Il faut croire que la *res publica* est tombée bien bas pour utiliser ce concept en allant jusqu'à disqualifier des gens qui ne défendent pas autre chose que la raison et le savoir. C'est mettre en danger ces fameux droits de l'homme, plus encore que ne le font les islamistes décriés !

En Grèce, avec la même tactique, le gouvernement a réussi à transformer les gauchistes en dangereux *islamo-gauchistes*, les anarchistes en *suppôts du mondialisme*, les humanitaires en *transhumanistes*, les patriotes en *nationalistes*, les croyants en *conservateurs*, bref, à affubler d'une tare indélébile tout ce qui n'est pas conforme à la sainte pensée du gouvernement Mitsotakis... La réponse du berger à la bergère, c'est que le peuple instrumentalise de la même manière la crise financière et sa réponse mémorandaire pour faire de leur gouvernement un nids d'espions de la CIA, de l'UE et d'Erdogan. Il reste de cette ambiance délétère le goût amer d'une impossible rencontre entre le peuple et ses élites et donc un risque bien réel

1 Voir Conspiracy Watch Info, du 27.10.2020 ou la version courte parue dans Libération. Taguieff est un historien politologue de Paris, fondateur de la revue *Le Meilleur des Mondes*.

d'effondrement.

Il reste, pour nous comme pour les Grecs, à retourner la tactique contre ses promoteurs pour démontrer, par la logique et l'observation du réel que l'argent et l'échange marchand sont et seront de plus en plus obso- lètes. Traiter tous les capitalistes, de la base ou du sommet de la pyramide , de *monétistes archaïques* peut les discréditer aux yeux de certains mais les renforcera dans leurs convictions. Mieux vaudrait les isoler en donnant aux victimes du capitalisme la conviction qu'il y a une issue aux impasses, qu'un monde meilleur est encore possible. L'argent et l'échange marchand nous ont longtemps paru incontournable non par une argumentation mais par une puissante et constante tautologie propagandiste, par la répétition permanente de dogmes sans fondements...

J

Jacobinisme : La Révolution française a consacré deux options politiques fondamentales, celle des Girondins fédéralistes et celle des Jacobins centralistes. C'est en fait une vieille lutte qui a traversé l'histoire de France des siècles durant. Tout le Moyen-Âge a été dominé par une dispersion des pouvoirs entre des seigneuries, des provinces, des institutions décentralisées souvent plus puissantes que le pouvoir royal. On considère généralement que c'est Philippe IV dit Le Bel (1268-1314), qui a initié la lutte hégémonique du pouvoir central.

La centralisation monarchique a mécontenté, dès le départ, les grands seigneurs, et les nouveaux impôts ont dressé les bourgeois contre le pouvoir royal. À l'aide de son fidèle collaborateur Guillaume de Nogaret, Philippe IV a tenté de transformer un État encore féodal en une monarchie moderne où la volonté du roi s'imposerait à tous. Ce fut un combat de tous les instants, sur tous les niveaux administratifs du royaume et qui ne sera définitif qu'avec l'avènement de Louis XIV (1638-1715), premier monarque réellement absolu. Le système féodal avait consacré quantité d'usages autonomes, à commencer par les collectivités locales, les paroisses et les villes, gérées par des Consuls élus, aux pouvoirs parfois importants. La justice était provinciale, avec ses particularismes et ses privilèges. L'armée, sous contrôle seigneurial, pouvait s'opposer au roi, parfois entrer en guerre contre lui. Cette situation était intolérable pour le Roi, mais défendue avec âpreté dans les provinces.

La Révolution de 1789 pourrait se résumer à une tentative de transferts de pouvoir : de la noblesse vers la bourgeoisie, de la bourgeoisie au peuple, de Paris à la province, avec les mêmes luttes et ambitions qu'à l'époque de Philippe Le Bel. Jacobins et Girondins se sont alors opposés *par voie de guillotine*, avec une violence qualifiée de Terreur, au bénéfice des Jacobins.

Au-delà de la guerre des pouvoirs, ce sont deux philosophies qui s'affrontent, celle de l'organisation pyramidale issue du droit romain et renforcée par l'Église catholique, apostolique et romaine, contre l'horizontalité fédéraliste, issue des Lumières et des divers schismes religieux. Le même combat continue aujourd'hui, entre la tendance pyramidale (jusqu'à la caricature du gouvernement mondial, des traités d'échanges du commerce international, de la mondialisation culturelle) et les mouvements décentralisateurs (en réseaux, fédéralistes, régionalistes, souverainistes, etc.). Le combat de Philippe Le Bel contre les seigneuries locales est toujours d'actualité !

Et l'argent dans tout ça ? Le rapport est évident quand on a compris que pouvoir et argent sont intimement liés, que l'argent a pour caractéristique ontologique de se condenser entre des mains de plus en plus riches et de moins en moins nombreuses, jusqu'à la caricature d'une minuscule ploutocratie mondiale, ce fameux 0,1% (soit l'équivalent d'un peu moins d'individus que la ville de Marseille pour toute la planète !). Tout le système économique, et quelle que soit le contexte social et le mode d'organisation politique, tend à la concentration du pouvoir, ne serait-ce que par l'effet de la croissance, indissociable de l'échange marchand.

"*Tout ce qui monte converge*" disait le très chrétien paléontologue Teilhard de Chardin.¹ Si l'on traduit *ce qui monte* par *ce qui croît*, *ce qui augmente*, la formule s'applique parfaitement à l'argent. Teilhard de Chardin voyait dans la biologie l'unité de l'homme au lieu de la voir dans ses pratiques sociales. Il a, de ce fait, et en bon jésuite, participé largement à l'essentialisation de toutes ces créations humaines que sont l'État, le marché, la marchandise, l'argent, la valeur...

Si le débat de fond peut être un jour tranché entre Jacobins et Girondins, mondialistes et souverainistes, communistes et anarchistes, ce sera par l'abolition de son symbole phare, l'argent ! On peut retrouver ce combat philosophique sous quantités de détails. On remarque par exemple que, mal-

1 Dans un texte datant de 1947, "*Pouvoir rapprochant*", Éditions du Seuil, 1959.

gré leur importance en volume et leur intérêt historique, les archives communales sont largement négligées et les appels fréquents lancés en faveur de leur dépouillement, de leur analyse ne sont guère entendus. Le pouvoir central continue à intéresser bien plus que les pouvoirs locaux. Pourtant, les registres des Consuls sont souvent passionnants. Ces gens étaient élus en fonction de leur richesse certes, mais aussi de leur notoriété, de leur savoir, y compris leur savoir-faire. On y trouve des roturiers et des nobles, des clercs et des laïcs, des lettrés et des artisans. Les Consulats avaient un réel pouvoir administratif, judiciaire, répressif, législatif. Ils étaient en outre très souvent fédérés dans des *“tres estatz”* (Tiers États), le premier dont on ait relation date de mai 1361 ! Ils fonctionnaient suivant le vieux principe de droit romain, *“ce qui concerne tout le monde doit être approuvé par tous”*. On a réentendu des formules semblables dans le mouvement des Gilets jaunes...

Une désargence serait une bonne manière de remettre les sociétés humaines sur leurs deux pieds, et de classer les ambitions des Néron, Philippe Lebel, Louis XIV, Napoléon, Robespierre, Schwab et autres centralisateurs, parmi les pathologies à prévenir dès les premiers symptômes...

Jeu de Société : Titre d'une vidéo produite en 2016 par *Les Parasites*¹ : Nicolas va rencontrer la famille de sa fiancée Victoire. Pour leur plaire, il va devoir jouer à un jeu de société qui dure depuis des générations. Seul la mère édicte les règles, c'est le père qui veille à leur stricte application, car c'est un jeu démocratique. Des billets du genre Monopoly leur permettent d'acheter le plus de maisons possible. Tout autre jeu est prohibé dans la famille et Nicolas doit cacher le jeu de carte qu'il a sur lui.

S'il se prête volontiers à ce jeu de société inventée par la famille, Nicolas comprend vite que les règles sont calquées sur celle du système monétaire et qu'il induit les mêmes travers. Entrer dans le jeu signifie que c'est "pour la vie". Mais arrive la Grand-mère qui voudrait bien jouer encore. Elle a perdu et en est exclue. Elle accuse son fils de lui avoir piqué tous ses sous, mais rien n'y fait, c'est la loi. Les choses se gâtent quand Nicolas prête de l'argent à un joueur sans intérêt, lequel refuse de le lui rendre ensuite parce que "c'est le jeu". Nicolas, s'aperçoit très vite que les parents trichent, que sa fiancée Victoire n'a rien compris aux conséquences du jeu.

1 Voir sur <https://youtu.be/EwK9gIxlIoo> vidéo sur une idée de Guillaume Desjardins.

Il se met volontairement en faillite pour sortir du jeu en annonçant aux autres que le père triche depuis le début. C'est un acte "révolutionnaire" car entrer dans cette famille c'est faire partie du jeu. S'en extraire c'est aussi perdre sa fiancée, laquelle ne comprend pas que jeu n'est qu'un jeu de dupe. Grand-mère et Nicolas se retrouvent tous les deux dans la pièce des exclus. Il sort son jeu de cartes sous les yeux effarés de la grand-mère, persuadée qu'il n'existe pas d'autre jeu au monde. Ils s'amuse comme des fous avec une Crapette.

Cette fiction est une parfaite allégorie du système monétaire et du piège dans lequel il nous enferme...Furieux, le père déchire les cartes de Nicolas *"pour empêcher le désordre"*. En désespoir de cause, le père veut prêter de l'argent à Nicolas pour qu'il entre à nouveau dans son jeu, et Nicolas comprend que le jeu est truqué parce que le père a peur de perdre. C'est tellement violent que Victoire se rebelle à son tour... La fin ne peut être dévoilée ici sans briser le suspens, allez voir la vidéo. Tout y est sur le système monétaire, sur une société a-monétaire, sur le passage de l'un à l'autre...

Jeunes : Les jeunes adultes de notre temps ne sont pas à la fête. Ils dépriment sérieusement, faute d'un avenir pensable, faute, pour la plupart, de savoir que faire du monde que nous leur avons offert, faute aussi d'être écoutés et surtout compris. Une jeune femme de 25 ans, diplômée d'une école d'art renommée, pleine de talents et de créativité, me disait que les enseignants qu'elle fréquentait encore, n'avaient guère le moyen de soutenir leurs ex-étudiants. *«Vous allez galérer, le marché est bouché, les places sont prises par des vieux qui s'accrochent à leurs privilèges. Vous devez trouver des petits boulots pour combler les multiples trous qu'il y aura dans votre carrière. Il y a peu de chance pour que cela s'améliore...»*

Cette jeune femme a trouvé plusieurs salons pour exposer ses œuvres, elle a géré quelques installations pour des institutions artistiques en France et en Suisse, réalisant à la fois la décoration, l'environnement sonore, la présentation de ses travaux, l'accueil des visiteurs, le tout bénévolement, juste pour se faire connaître du milieu. *«Il faut d'abord que tu arrives à te faire un nom»* lui ont dit les galeristes ! En attendant qu'elle ait "un nom" (drôle d'expression quand on y pense), l'artiste enfile les "bullshits jobs", et monte un dossier pour obtenir le RSA, sur le conseil de ses proches, avec le sentiment d'un grand gâchis. Après un Bac option arts plas-

tiques avec mention et cinq ans d'études supérieures en arts appliqués...

Trois collègues sur quatre de sa promotion sont déprimés ou l'ont été, beaucoup ayant eu besoin d'un accompagnement psychologique, psychiatrique, voire des internements en hôpital. Parmi eux, ceux qui se sont mis en couple n'imaginent pas de relation durable. Dans cette incertitude professionnelle, ce serait de l'inconscience ! Quant à l'idée d'avoir des enfants, elle paraît totalement folle. Que pourraient-ils offrir à ces enfants, sinon la perspective d'un effondrement global, un niveau de vie sans cesse à la limite du normal. Quand on a le sentiment d'avoir raté sa vie professionnelle avant même de l'avoir commencée, de n'avoir pas fait les bons choix, peut-on espérer donner à ses propres enfants une image d'eux-mêmes satisfaisante ?

Je ne pouvais éviter de poser à cette jeune femme la question d'un monde meilleur possible. Or, de son avis et de l'avis de ses congénères, il n'y a aucun espoir à attendre des politiques, l'écologie les enthousiasme mais ils ne la croient pas réalisable face aux puissants de ce monde. Tous pensent que les dix à vingt années à venir vont être particulièrement chaotiques, que le fossé entre très riches et très pauvres ne peut que se creuser, que la démocratie est morte... Les seules idées qui les maintiennent en vie, c'est la révolte, même si elle est stérile, ou la sécession, la cabane dans les bois, le potager pour se nourrir, la décroissance volontaire pour se justifier, les copains plutôt que les concitoyens, la ZAD plutôt que l'HLM....

Le pire, c'est que ce projet de vie sans rêve, concerne surtout les plus qualifiés, les plus instruits, les plus diplômés. Pour les autres, il n'y a que la fête, avec les moyens du bord, de préférence dans l'excès et l'hubris, tant que c'est encore possible... Maxime Le Forestier chantait le dialogue d'un père et son fils en 1978 : *«Ce monde, je l'ai fait pour toi, disait le père. Je sais tu me l'as dit déjà disait l'enfant. J'en demandais pas tant ! Il est foutu et je n'ai plus qu'à le refaire, un peu plus souriant, pour tes petits-enfants.»*

Cette chanson est toujours d'actualité, mais en pire, car le père aujourd'hui a rarement une conscience aiguë du monde de ses enfants. Ceux-ci n'ont plus aucun espoir de refaire le monde un peu plus souriant. Nous avons trop été bercés par les sirènes du progrès. Une enseignante de collège, en entendant nos échanges avec ma jeune artiste, nous a fait cette juste remarque : *« Et dire qu'il m'arrive encore de dire à mes élèves qu'ils auraient intérêt à bien travailler à l'école pour plus tard avoir une vie meilleure ! Il*

faut que j'arrête, c'est de l'escroquerie intellectuelle...»

Jeunesse chrétienne : Dans les années 1960, j'ai eu l'occasion de fréquenter les jeunes étudiants d'un lycée agricole, membres de la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne). A l'époque, la JAC, ainsi qu'une élite d'agriculteurs assez aisée, étaient soucieux de moderniser l'agriculture, d'augmenter la productivité, tout en gardant la maîtrise du métier. Jusque-là, les petits agriculteurs devaient se tourner vers les plus gros pour accéder aux équipements, vers le propriétaire d'un taureau pour la reproduction, etc. C'est au nom d'une lecture biblique que ces jeunes s'engageaient : "*Dominez la terre, soumettez les animaux*" (Genèse¹), au nom du message chrétien qu'ils rêvaient de fraternité : "*Ce que vous avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait.*" (Math. 25, 40)

C'est avec beaucoup de foi également que ces jeunes accueillent les promesses du productivisme, de la chimie, du remembrement, de tout ce que venaient leur enseigner d'éminents agronomes, lobbyistes avant l'heure de l'agro-industrie. Ce qu'ont fait les jeunes de la JAC en prenant pour moderne l'idéologie que des plus gros qu'eux défendaient, et en récusant la science agronomique naturelle et l'expérience des anciens était une erreur, mais ils ne pouvaient le savoir.

Il serait dommage que la jeunesse actuelle (mais aussi les moins jeunes) refasse la même erreur et se laissent prendre aux mirages de la technologie numérique, de l'innovation qui ne résoudra aucun des problèmes d'énergie, de surpopulation, de dérèglement climatique, du moins avant qu'il ne soit trop tard. C'est ce qui est à craindre dans les monnaies électroniques qui ne font que reproduire les mêmes effets dévastateurs de l'argent officiel. Les tares pourtant bien connues de condensation, de spéculation, d'accroissement des inégalités qu'on observe mécaniquement à l'œuvre dans l'économie moderne se retrouvent toutes intégralement dans les monnaies alternatives. L'illusion technologique, l'illusion du progrès qui lui serait logiquement lié, la complaisance des élites à l'égard de ces fausses nouveautés (défendues par les banquiers eux-mêmes, comme l'usage d'engrais était défendu par les chrétiens agronomes de jadis), tous y est et se reproduit. Même piège intellectuel, mêmes effets de fixation du capitalisme...

1 *Soyez féconds, multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-là. Dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tout animal qui rampe sur la terre.*
Genèse 1.28

C'est étonnant de voir à quel point nous sommes capables de refaire sans cesse les mêmes expériences, avec les mêmes méthodes, les mêmes outils et de croire qu'enfin nous obtiendrons des résultats différents. Voilà des siècles que nous espérons transformer l'homme, le rendre meilleur. Voilà des décennies que nous voulons sauver la planète en militant pour un reptile rare, un oiseau en perdition. Voilà des dix mandats présidentiels qui promettent le changement, à droite comme au centre, comme à gauche, mais nous nous apprêtons à revoter en 2022 pour les mêmes programmes. Voilà des années que l'on s'acharne à réparer ce qui nous détruit. Un vrai gâchis de militantisme et de courage civique !

Comme ces jeunes qui généreusement voulaient que plus personne n'ait faim sur cette belle planète, nous voulons encore croire à une solution politique qui ne changerait pas le système en profondeur. Les jeunes agriculteurs de 1960 ont remembré leurs terres, arraché les haies de bocage, bourré leurs terres d'intrants mortels en croyant bien faire. Aujourd'hui, on nous propose une économie collaborative, une écologie résiliente, un revenu d'existence pour tous. La même erreur, la même stratégie naïve, la même foi dans un changement possible, contre toute expérience, en dépit des tentatives à répétitions qui ont déjà avorté.

Si les erreurs sont déjà dans les prémisses du système, c'est bien contre elles qu'il faut mobiliser nos forces. Dès l'instant qu'un homme a posé son bâton quelque part et a dit *cette terre est à moi*, nous avons été coincé par la propriété privée. Dès qu'un homme a exigé des autres qu'ils payent pour avoir accès aux choses les plus essentielles, nous prenions le chemin du capitalisme marchand. Dès qu'un homme a dit que la concurrence était le moyen le plus sûr pour que tout aille bien, nous avons commencé à aller mal. Il n'y a pas d'autre ressources que de s'attaquer à ces prémisses-là et à toutes les autres...

Jeux de hasard: Au bon temps de l'argent, une minorité en a trop, une majorité en manque et l'État en réclame toujours plus aux citoyens. De ce fait, les jeux d'argent intéressent beaucoup de monde : les pauvres qui rêvent de devenir riches, les riches qui ne le sont jamais assez, l'État qui prélève des taxes sur les paris.

Les jeux sont nombreux et variés : le Bingo, le millionnaire, le Jackpot, les paris sur le football ou les chevaux (PMU), la loterie nationale..., tous regroupés dans la même société, *la Française des Jeux*. Il y a

bien quelques heureux faisant rêver tous les perdants, mais le seul véritable gagnant, c'est l'État, les sommes reversées ne dépassant jamais un petit pourcentage des sommes reçues.

La publicité pour les jeux est insidieuse et use de tous les ressorts, sur la cupidité autant que sur le rêve, sur l'astrologie autant que sur les superstitions populaires les plus enfantines (les vendredi 13, jours réputés porter chance, le loto double le pactole). Les sommes consacrées au jeu par les familles les plus pauvres dépassent l'entendement. Il faut dire que l'espoir de gagner en un jour l'équivalent d'un siècle de labeur était tentant. Les questions d'éthique sont rarement posées à la Française des Jeux. Tant que l'argent rentre dans les caisses...

En 2018, la Française des Jeux a été privatisée en vertu du dogme néolibéral et en opposition à toute logique comptable. En effet, cette entreprise qui rapportait plus de 5% par an a été offerte à vil prix au privé dans l'idée d'éponger l'énorme dette souveraine de l'époque, laquelle était remboursée au taux dérisoire de 0,7%. Le patrimoine de l'État perdait une entreprise rentable et ne gagnait quasiment rien de la vente. Cette scandaleuse privatisation a été votée dans le silence assourdissant des médias et par 48 députés présents au Parlement contre 12 (sur 577 députés)! Cela donne une bonne indication de l'intérêt que portaient nos députés sur le sujet et leur peu de connaissances comptables...

En 2021, la Finlande s'est enfin aperçue que le nombre des joueurs compulsifs était anormalement élevé, que les citoyens les plus pauvres et les plus isolés dépensaient l'essentiel de leurs revenus dans les machines à sous. Quelques médecins, parlementaires et anciens drogués du *bandit manchot* ont fait campagne pour que le Gouvernement interdise ces pratiques qui nuisent aux plus faibles. Seulement, tout l'argent récolté sert aux aides sociales, aux soins, aux retraites. Prit entre la volonté d'assurer une excellente couverture sociale et l'immoralité du moyen utilisé, le Gouvernement finlandais tergiverse, hésite, propose de confier les jeux à une société privée. Belle hypocrisie ! L'affaire n'est toujours pas réglée, il sera intéressant de la suivre. Mais il m'est venue l'idée qu'elle ne sera réglée que par la disparition de l'argent et donc des jeux d'argent et des couvertures sociales.

Les Finlandais ont une culture de l'entraide et de la convivialité qui s'est peu à peu pervertie par l'argent. Si le goût du jeu ne disparaîtra pas en même temps que l'argent, mais les gains, oui. On jouera aux dés, aux cartes,

aux quilles (jeu très prisé dans ce pays) pour le seul plaisir de gagner, sans priver l'autre, pour la griserie de se laisser aller au pur hasard.

Jubilé : L'argent a la faculté de s'accumuler dans des proportions toujours croissantes entre des mains de moins en moins nombreuses. Les humains l'ont vite compris, en témoigne la Bible et le jubilé (Lévitique 25/10-13, texte daté du V^e siècle av J.-C.), pratique consistant à redistribuer tous les cinquante ans les terres, les maisons, les biens meubles, les esclaves, les troupeaux... Le rêve du Revenu Universel que beaucoup espèrent aujourd'hui ne sera pas plus efficace que le Jubilé en Palestine, que le communisme soviétique, que l'alléchant système proposé par Bernard Friot du salaire à vie. C'est mécanique, l'échange marchand induit la condensation monétaire et avec elle, les inégalités sociales, l'exploitation, la spéculation, la concurrence, la guerre...

Le pouvoir que donne l'argent se manifeste dès le premier euro que l'on possède qui nous donne la capacité de choisir le boulanger qui s'enrichira, celui qui fera faillite. Quand on arrive à compter ses euros personnels en millions, c'est le pouvoir de vie ou de mort que l'on acquière sur celui qui en est dépourvu, la capacité à s'accaparer les biens de productions, d'influer sur la politique. L'argent crée très mécaniquement une oligarchie, une aristocratie ou une nomenklatura qu'aucune loi n'adoucirait. Et enfin, l'argent permet de classer les objets selon leur rareté, leur donner une valeur artificielle, tout comme les hommes qui seront adulés dans la richesse, méprisés dans la pauvreté. L'argent hiérarchise, socialement, culturellement, professionnellement. Si les chevaux se mettaient à louer leurs services, ce n'est plus l'étalon qui dominerait le troupeau mais le plus coté en bourse. Il est évident alors que les plus faibles seront exclus, qu'aucune lutte de classes n'y pourra rien, et que nous finirons toujours par penser que *“la gestion vertueuse des misères les plus intolérables relève d'une politique humaine ou progressiste”*

Le jubilé de la Bible était une fête marquant un événement à intervalle de cinquante ans. Le Lévitique déclare ainsi : *« Tu compteras sept semaines d'années, sept fois sept ans, c'est-à-dire le temps de sept semaines d'années, quarante-neuf ans. Le septième mois, le dixième jour du mois tu feras retentir l'appel de la trompe ; le jour des Expiations vous sonnerez de la trompe dans tout le pays. Vous déclarerez sainte cette cinquantième année et proclamerez l'affranchissement de tous les habitants du pays. Ce*

sera pour vous un jubilé : chacun de vous rentrera dans son patrimoine, chacun de vous retournera dans son clan. »

Certaine pratique est intéressante par son ancienneté. Il s'agissait de remettre à plat toutes les inégalités qui s'étaient créées en cinquante ans : les biens repartagés, les esclaves libérés, les dettes annulées, les terres aliénées rendues à leur anciens usagers... C'était déjà le constat et l'aveu qu'un système fondé sur l'échange marchand et la propriété privée ne peut rester longtemps dans une éthique égalitaire et qu'il est nécessaire de redistribuer à échéances régulières ce que les uns ont pris indûment aux autres.

Mais très vite, cette honorable pratique a disparu et s'est transformé en action purement symbolique. A moins de faire un jubilé tous les dix ans, quoiqu'il arrive, Jacob redevient riche quand Job pleure sur son tas de fumier ! Les uns diront que c'est dans la nature de l'homme, les autres que le système marchand induit mécaniquement la condensation de la richesse, mais le fait est là, et depuis si longtemps qu'on ne peut plus en douter, redistribuer ne change rien aux inégalités sociales...

Justice : La justice de l'Ancien Régime était entièrement *polluée* par les questions d'argent. Jean de la Fontaine le disait déjà à sa manière : *“D'un Magistrat ignorant, c'est la robe qu'on salue”* et dans les animaux malades de la peste, *“selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de Cour vous rendront blanc ou noir”*... Même les causes justes étaient généralement perdues face à l'argent.

En 2017, un procès opposa des militants écologistes au géant de l'énergie Aréva. L'affaire fit grand bruit parce que le pot de terre gagna contre le pot de fer. C'est à cette occasion que surgit l'expression *procédure-bâillon* désignant des procédures tortueuses et coûteuse visant à décourager des plaignants pauvres ou ne pouvant s'offrir un ruineux cabinet d'avocats. Celui qui risque de laisser sa santé dans un procès en même temps que sa maigre fortune hésite à défendre sa cause, aussi juste soit-elle. En outre, la justice est à deux vitesses : le vol d'une moto par un jeune sans travail était souvent plus sévèrement sanctionné que le détournement de plusieurs millions par un politicien fortuné. Les quelques magistrats et avocats qui osent juger ou défendre sans tenir compte de la classe et de la fortune sont rares et généralement relégués très loin des procès importants.

L'abolition de l'argent entraînerait la fin des classes sociales et de l'étalon financier. La justice se rendrait localement, par les collectivités concernées, sous l'autorité de juges non pas financés mais nommés pour des mandats impératifs ponctuels et précis. Toutes les tentatives pour redonner une quelconque équité à la justice ont échoué. Il est facile de dire que les magistrats et les législateurs sont vendus à la cause capitaliste. Il est plus juste de s'attaquer au système qui induit cette situation. Même ceux qui sincèrement tentent de mettre un peu de justice dans les finances, ne réussissent qu'à faire entrer la finance dans la justice...

K

Kafkaïen : Qualifie une situation administrative absurde, ubuesque digne du *Procès* de Kafka. Pour exemple, je vous livre ici l'aventure décrite par un justiciable ordinaire : *« la CAF trouvant que je suis au RSA depuis bien trop longtemps à ses yeux, que ça commence à bien faire et qu'il est temps de me trouver une utilité sociale, je signe un document m'engageant à trouver un travail dans les trois mois. Je postule pour devenir surveillant en collège, et décroche un poste quelques semaines plus tard. Le salaire pour un mi-temps est de 608€. Quittant la case RSA et ayant des revenus trop importants, coquin de moi, j'entre donc désormais dans celle des travailleurs pauvres, qui donne droit à la prime d'activité. 219,19 euros les trois premiers mois, 270,40 les seconds, ne me demandez pas pourquoi, seuls les alchimistes de la CAF connaissent les secrets de leurs calculs des droits, un code mieux gardé encore que les algorithmes de Google. Mais, il faut bien évidemment transmettre mes fiches de paye à l'organisme concerné. Ce que je fais séance tenante, ouvrant mes droits et, dans le même mouvement, le robinet des mannes de l'État-providence.*

« Au bout de quelques mois, cependant, je reçois un courrier, me demandant de bien vouloir communiquer ma fiche de paye de janvier. Document... qui n'existe pas. Je le leur avait pourtant bien expliqué : ayant commencé à la mi-janvier, les deux semaines de ce mois-là, pour des raisons pratiques qui regardent l'Éducation Nationale, m'ont été payées en fé-

vrier, et apparaissent donc sur la fiche de paye de février, ainsi que je le leur avait indiqué avec force surlignage. Qu'à cela ne tienne. A nouveau, je leur envoie la fiche du mois de février, annotée de ma main, afin que les 308 euros de janvier y soient bien visibles, et en leur répétant fort gentiment que la fiche de paye de janvier n'existe pas. En juin, je constate, effaré, que le paiement de ma prime d'activité a été suspendu. Un mail demandant les raisons de cette suspension pour le moins problématique (240 euros de moins sur mon budget mensuel ne passent pas inaperçus) ne reçoit aucune réponse.

« C'est en juillet que le piège diabolique se referme sur moi, alors même que je m'apprête à partir en vacances (Grèce, Macédoine, Kosovo et Bosnie en stop (on ne pourra pas dire que j'ai des goûts de luxe). Je reçois une lettre de ma CAF bien-aimée qui m'apprend que, pour n'avoir pas consenti à produire un document qui m'était demandé, ma prime d'activité m'a été amputée de moitié, passant de 240 à 130 euros et que, à ce titre, je leur dois le remboursement du trop-perçu des mois précédent, soit 245 euros qu'on me demande de rembourser séance tenante. J'arrête là. Sachez seulement que cette affaire s'est conclue au tribunal, où la CAF me traîne pour me réclamer l'argent que je ne lui dois pas et que, pour récupérer, elle est prête à dépenser au bas mot des milliers d'euros de frais de justice. D'argent public, donc... » Ce n'est là qu'une anecdote, il y a pire !...

Personnellement, je suis tellement en but à des gens persuadés qu'une société a-monnaire serait extrêmement compliquée à mettre en œuvre, que ce genre de *simplicité* administrative me met en joie...

Kit : Ensemble des éléments constitutifs d'un objet vendu prêt à être monté par l'acheteur. Beaucoup de choses se vendent aujourd'hui en Kit, des meubles, des vêtements, des objets de décoration, des bateaux... C'est une économie de main d'œuvre pour le fabricant, un gain à l'achat pour le consommateur, un sujet de sketches pour les humoristes. Le produit, par exemple un meuble, les pièces détachées, outils, visseries et notice de montage sont mis en carton, puis transporté d'un bout à l'autre du monde, et les surprises à venir au montage participent au plaisir de "l'avoir fait soi-même".

Car des surprises il y a, à commencer par la notice conçue en mandarin de Taïwan et traduite en anglais puis en français via des logiciels qui n'ont rien à envier à *Google-traduction*. Les schémas de montage sont réali-

sés par ceux qui connaissent par cœur le produit pour l'avoir conçu et n'ont donc aucune idée des difficultés réelles que vont rencontrer les monteurs amateurs. Il reste généralement des pièces inutilisées, dont personne n'a compris à quoi elle pouvaient servir mais dont nul ne doute qu'elles soient essentielles. D'où le nombre d'humoristes qui se sont emparé du sujet et le nombre de meubles à l'aspect curieux, chez nos voisins ou déposés dans les déchetteries après un usage plus que bref...

L'argent étant un *bien meuble* autant qu'une table et l'habitude du kit se situant à la pointe du progrès, il est normal que de l'argent en kit soit proposé : monnaie locale, alternative, solidaire et durable, électronique ou traduite en temps... Chacun a sa solution pour rendre l'outil monétaire maîtrisable et socialement acceptable. C'est ne pas voir que le kit ne change pas la nature de l'objet. Une table ou une monnaie en Kit ne deviendra jamais une chaise acceptable ou un outil d'échange équitable...

Le Kit n'ayant pas d'autre but que de transférer une part de la main d'œuvre sur le client par économie, on imagine mal cette pratique perdurer dans une société débarrassée du profit, de la valorisation capitaliste.

Koala : Animal en voie de disparition et donc protégé, avec d'autant plus de sérieux par la Chine et l'Australie qu'ils en ont fait un symbole national. Le koala passe son temps à dormir, se déplace avec une grande lenteur et affiche en permanence une mimique de dépressif. Le koala fait la tronche, c'est visible. Le problème est de savoir si le koala déprime parce qu'il est en voie d'extinction ou s'il est en voie d'extinction parce qu'il déprime !

Est-ce parce que l'homme a pris conscience d'une possible extinction de son espèce qu'il déprime ou l'inverse ? Est-ce ce trait commun qui a provoqué chez l'homme un tel élan d'empathie envers le koala ? L'humanité répondrait-elle à la collapsologie par le syndrome du koala ? Sommes-nous déprimés par le risque d'effondrement ou allons-nous nous effondrer sous le poids de notre déprime ?...

Il est probable que les deux points de vue sont concomitants, les côtés pile et face de la même médaille. L'homme moderne et le koala font la tronche, se traînent dans une existence entièrement consacrée à mâcher des feuilles d'eucalyptus ou des hamburgers. A force de déprimer, ils perdent toutes leurs défenses immunitaires, ne savent plus se défendre contre la tyrannie, contre la domination des prédateurs, ils se laissent guider en tout par leur maître soigneur dans des zoos ou leur coach, voués au spectacle. Et dire

que la Société de l'Accès que nous préconisons est perçue comme une douce folie par nos contemporains, pour la plupart atteints du Syndrome du Koala, mais croyant dur comme fer que leur déprime est dans la nature des choses...

L

Label : La course illimitée à la création et à l'obtention des *labels*, des *chartes* de bonnes conduites et autres *appellations d'origine contrôlées*, est la nouvelle recherche du Graal : agriculture durable, agriculture biologique, agriculture paysanne, Amap, commerce équitable, commerce de proximité, etc. Nous sommes là dans le nouvel empire de la « consomm'ac-tion » cher aux altermondialistes, mais qui est historiquement une proposition du christianisme social au tout début du XX^e siècle... Pendant que les publicitaires apprennent à vendre, les consommateurs apprennent à acheter. Ce sont là les deux faces de la même monnaie de singe !

Dans l'optique d'une société a-monnaire, donc sans nécessité de se préserver un bénéfice, une plus-value, de faire du profit, chacun aurait le temps de faire du vin, du pain et du boursin aussi bons qu'il lui est possible. Sinon, à quoi servirait-on que l'on se décarcasse ! Que faire des marques et des labels de qualité si tous les brevets sont mis à disposition de qui les demandent, si un acteur ne perd plus rien à partager son savoir faire ? Bien sûr, il existera toujours un boulanger qui réussira un pain meilleur que le voisin. Mais le pire qui puisse arriver au voisin, c'est que plus personne ne fasse appel à ses services. Il lui restera la possibilité de se recycler dans un domaine où il sera plus brillant ou d'entrer en apprentissage chez un boulanger réputé. Et si, exceptionnellement un boulanger est incomparablement meilleur que tous les autres dans un rayon de 50 km, ceux qui tiennent à ne

manger que du pain exceptionnel n'auront qu'à déménager...

Les labels sont des objets éphémères comme toute marchandise. Dans un système productif centré sur la croissance infinie, ils sont soumis à l'obsolescence programmée comme un vulgaire produit cosmétique. Une armée de publicistes, de conseillers en marketing trouveront toujours le passage flou dans le cahier des charges définissant un label pour en dénaturer l'ensemble, le faire entrer dans le rang capitaliste et tromper le consommateur. Tout en respectant les lois et règles, il est possible de vendre du bio chimiquement douteux, de l'équitable à base d'exploitation des producteurs, du poulet en plein air mais aux hormones, etc. On ouvre ainsi un nouveau marché sans changer l'esprit du système ni limiter les profits afférents. Quand le consommateur en prend conscience, un nouveau label arrive sur le marché.

Les malheureux militants qui pensent imposer des critères environnementaux dans le capitalisme se trompent lourdement. Ceux qui pensent que l'écologie est possible sans toucher aux profits, que le commerce est possible sans prédation, que la raison peut l'emporter sur l'intérêt se trompent aussi. Nous voyons beaucoup de signes qui permettent de croire que ces pratiques auront une fin, qu'un autre système est possible, qu'une majorité commencent à en prendre conscience, et qu'une désargence sera de moins en moins perçue comme un rêve impossible...

Laboratoire pharmaceutique : Aujourd'hui, un médicament est avant tout une source de profits financiers pour son fabricant. Sa composition est donc protégée par des brevets, son prix le plus élevé possible et la quantité consommée est essentielle pour qu'il soit produit. Ainsi, un médicament destiné à des maladies rares est très cher, souvent inabordable par un travailleur moyen. Il est notoirement connu que 80% des médicaments vendus sont inutiles, inefficaces, que d'autres sont vendus à des personnes n'en ayant pas besoin. Certains médicaments pourtant vitaux peuvent valoir ce qu'un ouvrier gagne en plusieurs années de dur labeur quand il pourrait être reproduit pour presque rien si la formule était publique.

Cela peut paraître curieux dans une société depuis longtemps dotées de la déclaration des droits de l'homme, d'organisations mondiales de santé, de tout un arsenal juridique censé protéger les plus faibles... Mais c'est la logique marchande, on n'y peut rien. Il est donc bon d'entrer dans le

détail du fonctionnement de cette industrie, la deuxième en chiffre d'affaire après l'armement sur le plan mondial.

Les scandales sanitaires, les fausses expertises, les prescriptions abusives, la corruption des praticiens et des pouvoirs publics, les conflits d'intérêts ont explosé dès le début du XXI^e siècle, sans jamais faire chuter cette industrie de sa position dominante. Elles ont bénéficié du titre de *Big Pharma* regroupant les principales firmes pharmaceutiques qui se partagent le marché de la santé. Les *Big Pharma* ont un pouvoir insensé sur toute la chaîne de production, de la recherche à la mise sur le marché des produits, et sur les États via leurs lobbys. Leur stratégie est uniquement commerciale, sans aucun rapport avec les besoins réels. Le prix d'un médicament n'a aucun rapport avec ses qualités thérapeutiques, mais résulte d'un rapport de force entre les États, qui souvent remboursent les frais de santé, et les laboratoires qui pèsent de tout leur poids économique sur les décisions politiques.

La promotion d'un médicament est faite par une armée de visiteurs médicaux dont la fonction est essentiellement de contrôler les ordonnances des praticiens et de récompenser les plus performants prescripteurs, par des croisières, des invitations aux congrès et autres avantages en nature. Les hôpitaux eux-mêmes sont "visités" et incités à mettre en place des programmes gourmands en remèdes coûteux. Pire encore, les gouvernements sont "conseillés" pour favoriser les plans sanitaires favorables à l'industrie.

La formation continue des praticiens n'est plus du ressort des États, des Académies de médecine. Les firmes pharmaceutiques s'en chargent grâce à des congrès, généralement en hôtels de luxe et en des lieux attractifs, tous frais payés, de la nourriture aux "hôtesses d'accueil", jeunes et jolies accompagnatrices pour la détente du congressiste ! Ces congrès servent à promouvoir les nouveaux produits, à en vanter les bienfaits sur papier glacé, et ce, par la voix de conférenciers grassement payés par les firmes.

Il est extrêmement difficile de contrer l'argumentation d'un industriel. L'un des exemples les plus flagrants est celui des *statines*, censées limiter le taux de cholestérol et d'éviter à des millions de patients les risques d'infarctus ou d'AVC. De nombreux patients se sont plaint d'effets secondaires handicapants sans autre résultat que celui de s'entendre dire qu'ils somatisaient. Plusieurs chercheurs ont tenté de prouver l'inefficacité

du produit, voir sa dangerosité. Plusieurs autres ont produit des études contradictoires sur le cholestérol lui-même (le bon et le mauvais cholestérol), remettant en cause les études des laboratoires industriels, mais en vain. Et pour couronner le tout, le taux limite de cholestérol n'a cessé d'être revu à la baisse, de 4 à 2mg/litre, doublant ainsi les prescriptions de statines ! Il faudrait des laboratoires indépendants, dotés de réels moyens financiers et d'un accès aux publications scientifiques pour déterminer qui dit vrai ou faux dans ce juteux marché !

Une autre anecdote complètement passée sous silence illustre bien le pouvoir de l'industrie pharmaceutique. En 2016, un professeur de chimie australien récupéra chez un ami cancéreux décédé une molécule vendue plus de 1000 dollars la boîte par une firme. En quelques mois de recherche avec ses élèves de niveau secondaire, ils réussirent à analyser la molécule, et à la reproduire. Ils poussèrent même la provocation jusqu'à en évaluer le coût de production à quelques dollars par boîte. Bien sûr, le médicament étant breveté, l'expérience a été contestée, ridiculisée puis étouffée et le laboratoire continua à réaliser d'énormes profits pour ses actionnaires au dépend des malades. Qui ose encore dire que sans l'argent, plus rien ne serait possible... ?

Les vaccins anti Covid nous ont donné un autre exemple récent. Après avoir bénéficié de subventions conséquentes de la part des États, ce qui leur a permis de mettre au point ces vaccins en un temps record, les Big Pharma ont vendu les doses en priorité aux États les plus riches capables de les payer très chers et en ont privé les plus pauvres. Si les trois quart des Français sont vaccinés, certains pays africains n'ont pu vacciner que 1% de leurs populations. C'est d'autant plus scandaleux que cela permet l'émergence de nombreux variants, lesquels vont se répandre sur toute la planète par bateaux et avions. Beaucoup en mourront, mais les Big Pharma pourront ainsi produire de nouveaux vaccins adaptés aux variants. Une pandémie est une bonne affaire et il serait bête de l'éradiquer trop vite...

Les Big Pharma ont même réussi à préserver leurs brevets, malgré les demandes réitérées des gouvernements, ce qui a interdit à quantité de pays trop pauvres pour créer leur propre vaccin, de reproduire et commercialiser le vaccin, alors que beaucoup en avaient le moyen (c'est le cas de l'Inde, de l'Afrique du sud, du Brésil...). Ces pratiques pourraient relever du crime contre l'humanité et a minima d'un usage abusif de monopole, mais il

est douteux qu'un gouvernement se risque à affronter ces puissantes industries.

Dans une société post-monnaire, nous disposerions d'un arsenal médicamenteux produit localement dans de petits laboratoires régionaux, selon des formules mises à leur disposition dès qu'elles seraient inventés. Des bases de données permettraient d'obtenir tous les renseignements sur ces médicaments. Elles seraient constituées par les usagers eux-mêmes et contrôlées par les meilleurs spécialistes mondiaux. Nous aurions le choix entre l'allopathie, l'homéopathie, la phytothérapie, la médecine ayurvédique, etc. Les maladies orphelines, délaissées par les Big-pharma en raison du faible marché qu'elles représentent, intéresseraient certainement les chercheurs qui aujourd'hui sont bloqués par de vulgaires questions budgétaires. S'il y a un domaine qui gagnerait beaucoup à une abolition de la monnaie, c'est bien celui de la pharmacie, de la santé publique...

Laine : « *De plus en plus de gens s'interrogent sur le gaspillage, les longs trajets, les limites de la société industrialisée, les modes de fabrication, l'utilisation des ressources naturelles* », souligne Marie-Thérèse Chaupin, de l'association Atelier-Laines d'Europe, qui regroupe environ 250 acteurs de la filière laine. Il y a une aspiration à un développement plus local. « *La demande des consommateurs a largement devancé la prise de conscience des éleveurs et des producteurs.* »

Dans les années après-guerre, des fibres synthétiques comme le nylon ont connu un développement fulgurant : elles représentent aujourd'hui plus de 60 % du marché du textile. « *La laine a une image un peu vieille quand le synthétique est présenté comme facile à laver et sans repassage* ». Les éleveurs de moutons n'ont pas les moyens publicitaires des fabricants de synthétiques pour contrer cela. Aujourd'hui, la laine ne représente plus que 2 % des fibres textiles utilisées au niveau mondial !

Il est tentant de croire que des filières industrielles locales ayant disparu seraient faciles à reconstituer si le besoin s'en faisait fortement sentir, mais ce n'est pas le cas. Les rares entreprises qui ont tenté l'expérience se sont heurtées à des disparitions définitives de certains éléments de la chaîne de production. Actuellement, la laine des moutons est jetée, détruite, ce qui revient moins cher que de la vendre. S'il reste encore des tondeurs professionnels, c'est uniquement parce qu'il est bon pour leur santé de tondre les moutons de temps en temps. Récupérer cette laine est possible mais ensuite

il faut la laver, la carder, la peigner, la filer, la teindre. Chaque étape nécessite des savoirs faire et des outils dont beaucoup ont disparu. Les plus belles machines ont été détruites ou vendues en Chine ou au Bangladesh. Plus personne ne saurait les reconstruire, les entretenir, les faire fonctionner. Il en va de même pour le tissage et le tricotage. Où trouver une ou un bon trieur pour identifier la laine brute, en déterminer les qualités, les usages les plus avantageux ?

En ce sens, toutes les initiatives pour reconstituer les savoirs et techniques anciennes devraient être soutenues, financées, subventionnées, pour ne pas se retrouver en cas d'effondrement total ou partiel dans l'impuissance totale. Dans une démarche de désargence, cette préparation a toute sa place, dans un cadre marchand, ce n'est que folie et perte d'argent...

Langage : Les peuples ont leur langage, leur langue officielle et leurs langues vernaculaires (langues anciennes ou historiques, patois). La langue est un cadre qui influe profondément la pensée et la perception des choses. Les mots qui composent ces langues dépendent de l'usage que l'on a des objets qu'ils désignent. Ce qui n'existe pas n'a pas de mot pour le dire, l'objet existant qui n'aurait pas de mot ne serait pas perçu par les usagers de la langue. Les ethnologues ont constaté que certaines langues n'ont pas de mots pour désigner toutes les couleurs de l'arc en ciel. Et de fait, les usagers de ces langues ne distinguent pas les couleurs sans nom. Il en est de même pour les sentiments, les sensations qui ne peuvent s'exprimer si celui qui les ressent n'a pas les mots pour le dire.

La langue dépend donc de la culture qui nous a été transmise, et cette culture dépend du niveau social de la famille, du clan. Un enfant de bourgeois possède très tôt des dizaines de mots pour différencier les objets du repas quand d'autres se contenteront des deux mots, soupe et bol par exemple, pour désigner tout ce qui concerne son alimentation. Il en va de même pour les professions qui chacune possède ses outils et type d'actions propres, plus ou moins diversifiés selon le niveau de technique.

Les classes dominantes ont toujours utilisé le langage pour confirmer et asseoir leur domination. *"L'orthographe servira à distinguer les gens de lettres des ignorants et des simples femmes"* déclare l'Académie Française dans les cahiers préparatoires de son premier dictionnaire de la langue française, en 1694. Grâce à l'Académie, chacun est donc jugé selon les mots et l'orthographe qu'il emploie, qu'il rédige un CV d'embauche, un

post sur un réseau social, une démarche administrative.

Le langage propre à l'argent est si vaste, si technique qu'il ressemble fort à une "langue étrangère" pour celui qui n'en a pas les codes. Si notre ardent désir d'abolir cet instrument de domination se réalisait, il faudrait changer une part conséquente des dictionnaires, inventer quantité de mots nouveaux. Une désargence impliquerait un "*grand nettoyage de la situation verbale*" comme le dit Étienne Klein, physicien et philosophe des sciences. C'est un peu ce que tente de faire ce dictionnaire où le désamour de l'argent entraîne à redéfinir le langage commun...

Légion d'honneur : Hochet décoratif créé par Napoléon 1^{er} en 1802 pour récompenser les personnes ayant rendu des "mérites éminents", militaires comme civils, à la Nation. Cette pratique semble normale tant nous sommes habitués à être notés selon nos mérites.

Les exceptions à cette habitude sont rares et généralement incomprises. Maurice Maréchal (1882-1942), directeur et fondateur du Canard Enchaîné, licencia un des ses journalistes pour avoir eu la Légion d'honneur au motif qu'*il ne fallait pas la mériter !* Pour Maréchal, accepter la légion d'honneur, c'était faire allégeance au pouvoir, acte indigne d'un journaliste du Canard, se glorifier en public de l'avoir méritée était indécent !

Peu des gens ont refusé une décoration en ayant compris que le prix à payer pour l'obtenir était une allégeance au système politique, que le mérite se suffisait à lui-même sans être porté sur la place publique et affiché au revers de son veston comme c'est l'usage ! Pourtant, la liberté de la presse est un sujet sensible depuis bien longtemps.

Dans une société post monétaire, la légion d'honneur et les décorations en générale existeraient-elles encore ? On peut en douter. Sans argent, la valeur marchande disparaît, la valeur personnelle n'a plus du tout le même sens. L'État changerait totalement avec une décentralisation des pouvoirs et des usages. Une telle reconnaissance pour *mérites éminents* serait ridicule, se pavaner avec un ruban rouge à la boutonnière serait tout à fait incongru...

Liberté : La liberté est un joli mot qui ne dit rien de précis s'il n'est pas complété par un qualificatif : liberté de mouvement, de choix, d'expression,

de religion, d'opinion, de conscience, d'entreprendre... Elle ne se comprend que par ce qui l'entrave. Un homme emprisonné perd sa liberté, mais il est dit libre dès qu'il sort de prison, libre de chercher un travail qu'il aura toutes les peines à trouver en vertu de son casier judiciaire. La liberté individuelle n'est limitée que par la liberté des autres, c'est bien normal, mais à condition qu'il y ait réciprocité. Notre pays est prétendu libre, mais il est contraint d'aller contre l'intérêt commun dans quantités de situations, sous la pression de pays et d'individus plus puissants. Tout étant soumis à des rapports de force, que devient la liberté du plus faible ?

Le sentiment d'être ou ne pas être libre est lui-même flou. Quand le gouvernement nous impose un confinement sanitaire, qu'il nous oblige à être vacciné en dépit des lois, des traités internationaux, des actes de justice, est-on encore libre ? Une juste désobéissance civile face à une loi inique, ouvertement liberticide entraîne généralement des sanctions et ne nous laisse que la liberté d'accepter ces sanctions. Aucune loi n'empêche un citoyen de refuser l'ouverture d'un compte bancaire. Nous sommes donc libres de snober les banquiers et de nous contenter des espèces sonnantes et trébuchante. Mais à quel prix ! C'est quasiment impossible à moins de se priver de toute vie sociale et de vivre dans les bois, et encore... Est libre tout homme qui n'est pas esclave, mais esclave de qui, de quoi ? D'un pays, d'un maître, de lui-même ?...

Les amoureux de la liberté aboutissent à des conceptions de ladite liberté très différentes selon qu'ils deviennent libertaires, libéraliens, libéraux, néo-libéraux. Il est clair que la liberté procurée par le système marchand revient à la liberté d'avoir faim et soif, de manquer de tous moyens de survie. En somme, la liberté devient vite un simple droit d'obéir.

Une Société de l'Accès, pourrait privilégier une maîtrise des usages par les usagers, alors qu'une société marchande ne peut qu'imposer des usages pour rester marchande, et l'usager perd de ce fait une bonne part de maîtrise sur sa vie. Qu'il y ait des limites à l'exercice de notre liberté, nul n'en doute, ne serait-ce parce que nous sommes nous-mêmes capables de nous priver de liberté, dans nos addictions par exemple. Mais tout de même, placer toute une organisation sur l'accès sans condition ou sur l'échange marchand change considérablement les possibilités de mettre en acte cette *liberté chérie*, comme le chante la Marseillaise....

Liberté de la presse : Le 25 décembre 1880, le célèbre journaliste John

Swinton, s'est fâché, à New York lors d'un banquet, quand on lui a proposé de boire un toast à la liberté de la presse : *« Il n'existe pas, à ce jour, en Amérique, de presse libre et indépendante. Vous le savez aussi bien que moi. Pas un seul parmi vous n'ose écrire ses opinions honnêtes et vous savez très bien que si vous le faites, elles ne seront pas publiées. On me paye un salaire pour que je ne publie pas mes opinions et nous savons tous que si nous nous aventurons à le faire nous nous retrouverions à la rue illico. Le travail de journaliste est la destruction de la vérité, le mensonge patent, la perversion des faits et la manipulation de l'opinion au service des Puissances de l'Argent. Nous sommes les outils obéissants des Puissants et des Riches qui tirent les ficelles dans les coulisses. Nos talents, nos facultés et nos vies appartiennent à ces hommes. Nous sommes des prostituées de l'intellect. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi ! »*

Ce qui est dit là pourrait être redit dans les mêmes termes en 2021. Les journalistes sont-ils donc tous des lâches qui se prostituent pour vivre ? Ont-ils tous fait le choix délibéré de se placer du bon côté du manche pour recueillir quelques miettes qui tomberaient des Puissants ? Non, la plupart sont coincés dans un système qu'ils n'ont pas choisi ou croient honnêtement qu'il vaut mieux être au cœur du système pour en atténuer les effets. Non, les journalistes ne sont pas toujours les coupables. Le coupable n'est même pas le riche, le puissant qui commandite ces journalistes.

Le coupable, c'est le système-argent sans lequel nul ne pourrait acheter un journaliste, sans lequel aucun intérêt particulier ne pourrait entraver la Vérité. Tant que nous accepterons d'user de cet outil liberticide qu'est l'argent, il n'y aura pas de liberté de la presse mais il y aura des journalistes pour nous le faire croire et d'autres pour s'insurger contre cet état de fait. L'argent donne, à quiconque en a beaucoup, le droit de vie ou de mort sur ceux qui en manquent, le droit de les faire taire, le droit de tromper délibérément. Aucune loi, aucune charte, aucune réglementation ne permettra de conserver à la fois l'argent et la liberté de penser. Il faut choisir entre les deux, et il devient de plus en plus urgent de poser la question en ces termes !...

Le collectif Reporters Sans Frontière (RSF) publie chaque année un classement de la liberté de la presse dans le monde. Celui de 2021 classe en premier la Norvège, la France en 34^{ème} position, et dernière l'Érythrée. Ce n'est pas très flatteur pour notre pays qui persiste à se croire la "patrie des droits de l'homme" ! C'est en tous les cas une sérieuse régression. Je me

souviens du journal "Le Monde" auquel mon père était abonné dans mon adolescence et qui nous arrivait presque chaque jour "caviardé", des passages entiers étant recouverts de noir. C'était pendant la guerre d'Algérie et Le Monde se permettait de critiquer le colonialisme, la torture, l'iniquité de cette guerre pudiquement appelée "opération de police". Qu'est-ce que le Gouvernement pourrait bien "caviarder" dans Le Monde aujourd'hui ?... Reste-t-il encore un journal susceptible de déranger le gouvernement, les grandes industries, les financiers, les pouvoirs en place ?... La censure aujourd'hui est remplacée par des procès en diffamation et le *fact-checking*, le journalisme de vérification (qu'il faut entendre comme la dénonciation de toute divergence par rapport à la pensée commune...) !

Lien : Plus le capitalisme a individualisé les rapports humains, les a réduits à des échanges marchands, plus la notion de *lien* s'est répandue et donc banalisée. Créer du lien est le but principal de la plupart des associations et mouvements. Le désir de créer du lien justifie le pire et le meilleur. Une maison d'édition spécialisée dans la critique sociale a même opté pour le label *Les Liens qui Libèrent* (LLL). L'idée est intéressante puisqu'elle suggère qu'il existe des liens libérateurs et des liens aliénants.

Les mots sont parfois piégeant : lien, lier, aliéner, ligaturer... viennent tous du même mot latin qui désigne ce qui sert à nouer, attacher. Être lié à quelqu'un, est tantôt un bienfait, tantôt une horreur. L'une des grandes justifications de l'argent a été de dire qu'il créait des liens sans lesquels aucune vie sociale n'était possible... C'est pour le moins un argument douteux. Avoir de l'argent donne la liberté d'obtenir ce que l'on désire et de se libérer d'une dette matérielle ou morale. Ne pas en avoir, c'est se condamner à toujours être en dette et à ne jamais pouvoir rembourser. Le lien ne libère pas toujours et peut même constituer de conséquents nœuds gordiens !

Il est évident que l'abolition de l'argent faciliterait la création de liens sociaux *qui libèrent*, ce que n'a jamais pu offrir l'échange marchand. L'accès propose de remiser le partage, le don, le cadeau, l'offrande, et ne veut laisser subsister qu'une mise à la disposition de l'autre, un bien, un service, une présence, une empathie, ce qui nous fait plaisir, même très égoïstement et qui rend le *merci* superfétatoire. Ne plus avoir à rendre, même sous forme d'un merci, évite d'être souvent à *la merci* de l'autre, c'est-à-dire dépendant, vulnérable, en manque de liens...

Littoral : Les zones côtières des pays développés ont connu un engouement croissant tout au long du XX^e siècle. Si toutes les rives (bord de rivières ou de mer) ont été convoitées dès l'Antiquité pour des raisons commerciales et pour leurs commodités industrielles, le luxe et le temps de loisirs est venu concurrencer le premier usage. Un marché est toujours en concurrence avec un autre marché.

Lieu d'une spéculation immobilière insensée, le littoral s'est peuplé, bétonné, artificialisé. Le tourisme de masse a envahi les plages avec des millions d'habitations de vacances, les hôtels, les restaurants, les bars, les paillotes, cabanons et buvettes mobiles, avec les parasols et transats, tout un fourbi plastique d'accessoires (bouées, canots, glacières, jouets...), d'équipements de plongée, de surf, de kitesurf..., avec les ports de plaisance accueillant le petit bateau de pêche ou de promenade comme le yacht de luxe ou le voilier de haute mer.

La mer a été une mine de profits financiers, un formidable dérivatif face à l'inhumanité du travail, mais aussi une poubelle à ciel ouvert avec l'idée que le sel, l'iode, les poissons recyclaient tout. En quelques décennies, des mers d'une biodiversité incroyable se sont transformées en piscines stériles et nauséabondes. Ce n'est pas grave, les poissons, les crustacés, les coraux, les algues, on les voit mieux à l'aquarium, au Palais de la mer, moyennant un billet d'entrée modique !

Si nos sociétés s'engagent sur la voie d'un effondrement global ou même partiel, le tourisme de masse a toute les chances de s'effondrer et avec lui toutes les professions destinées à traire au plus vite le vacancier. Sans argent, les immenses champs de parasols et transats disparaîtraient. Sans la propriété privée, les habitations *pieds dans l'eau* dont les propriétaires se sont accaparés le rivage pourtant commun et protégé par des lois, seraient vite réoccupées par des locaux. Dans les ports, des milliers de yachts se transformeraient en résidences fixes faute de carburant. Sans les périodes de congés regroupées sur de courtes périodes (conséquence logique du salariat), les zones littorales oublieront les afflux massif de juillet-août. Si l'attrait de la plage restait constant, il s'étalerait sur l'année et se ferait donc moins intrusif, moins envahissant.

Après les pourtours des villes consacrés au commerce et à la publicité, c'est sans doute le littoral qui changerait d'aspect le plus vite, qui subirait la mutation la plus spectaculaire. Et si nous rêvons en pensant

qu'une telle mutation pourrait s'effectuer sans guerre, il est bien possible que le niveau des mers et océans monte à un point tel que le littoral soit entièrement redessiné. S'il existera toujours un littoral, il est probable que les plages du golfe du Lion, au moins entre Port Saint Louis et Perpignan reculeraient de quelques dizaines de kilomètres. Il est bien possible que les grandes villes de Bordeaux, Le Havre, Amsterdam ou Anvers disparaissent.

Sachant que les littoraux sont tous fortement urbanisés, industrialisés, artificialisés, la moindre des précautions serait de scruter les rivages avec la plus grande attention, de se préparer au pire pour en sauver une partie, d'imaginer les gigantesques mouvements de populations auxquels nous serons confrontés. Jusqu'à présent l'argent nous permet de tourner le dos à tous ces problèmes, mais c'est la pire façon d'y faire face comme disait déjà le regretté Pierre Dac !

Lobbies : (*de l'anglais lobby = couloir*) Groupes de pression représentant des intérêts industriels, financiers ou politiques. Il s'agit de promouvoir des intérêts privés, généralement au dépend de l'intérêt commun en arpentant les "couloirs" des institutions au pouvoir. Le plus gros de la troupe lobbyiste est constitué et financé pour influencer les politiques, infléchir une norme ou un règlement dérangeant, inciter le vote d'une mesure favorable au commanditaire.

Le travail de lobbying financé par l'industrie agro-alimentaire est sans doute le plus célèbre. Cette industrie tire des profits colossaux avec des intrants, ces perturbateurs endocriniens et ces herbicides censés protéger les cultures. Les écologistes dénoncent avec force les dangers de ces produits sur la santé des humains et la biodiversité. De nombreux experts et chercheurs ont produit d'excellentes études pour prouver la nocivité terrifiante de ces intrants chimiques. Il est même étonnant que certains osent encore défendre ces intrants quand il suffit de prendre en main une poignée de terre dans un champ conventionnel de céréales et de comparer avec une autre poignée de terre biologique ou sauvage pour constater à quel point l'une est morte l'autre vivante.

Mais la puissance économique de sociétés comme Monsanto-Bayer (réunies en un même groupe américano-germanique) a réussi à convaincre les élus qu'on ne pouvait s'en passer sans risques majeurs, que les études des scientifiques étaient faussement alarmistes, que le progrès ne pouvait passer que par l'utilisation de ces poisons. L'usage en est prolongé au-delà

de toute prudence et de toute raison, au risque de graves perturbations des fonctions sexuelles de toute une génération, de cancers, de l'extinction des insectes pollinisateurs, etc.

Tout le monde sait que les lobbies défendent des intérêts privés au prix d'in vraisemblables contorsions scientifiques, que leur pouvoir financier dépasse largement le pouvoir de décision des politiques, et pourtant, le lobbying est un métier comme les autres, officiellement reconnu. Toute tentative de régulation de cette étrange escroquerie légale subit les foudres de *think-tanks*, de cabinets conseils, de médias, de fondations diverses, tout ce beau monde étant bien entendu financés par les mêmes commanditaires. En cas de litige, de solides cabinets d'avocats spécialisés défendent les industriels, les politiques, les lobbyistes et leurs soutiens annexes, au besoin en rendant les jugements si complexes et si lents que tout citoyen moyen y perd une énergie, un temps et un argent au-dessus de ses moyens. On parle même de *procès-bâillons* pour désigner les recours judiciaire ne visant qu'à faire taire les plaignants. Nous sommes, dit-on, toujours en démocratie !...

Sans le pouvoir de l'argent, on se demande bien qui aurait le pouvoir de bâillonner un plaideur défendant une cause juste. On se demande par quel moyen on pourrait contraindre un paysan à se ruiner la santé et à produire de mauvais produits, par quel stratagème ou marchandage le délégué, envoyé par une communauté pour consultation à un échelon supérieur, serait invité à plaider le contraire de ce pour quoi il a reçu un mandat impératif. Du coup, il serait beaucoup moins nécessaire de faire appel à la notion de démocratie !

Local : La mondialisation, la globalisation des échanges et l'uniformisation du "village-monde", induit logiquement un désir de retour au local. Il est politiquement correct de cantonner le local à l'action qui ne gêne pas le global et de prétendre penser global quand on agit localement, au point que l'on a inventé le néologisme "glocal".

Un "projet local" repose sur le concept d'une urbanisation par unités territoriales autonomes et néanmoins responsables du devenir de la planète terre, par une organisation réticulaire des unités territoriales solidaires et solidarisées, avec le concours des techniques communicationnelles contemporaines. Cette phrase tirée d'un journal alternatif est aussi belle que la novlangue des technocrates, que le style des critiques d'art contemporain ! Traduite en français, un projet local est inscrit dans un petit

territoire, parfois fédéré à d'autres projets, mais avec prudence. On suppose que les acteurs du projet ont conscience de ne pas être seuls sur terre et on espère qu'ils ne rejettent pas les progrès techniques. Pour le reste, chacun chargera le concept de ses fantasmes particuliers.

La presse italienne de tous bords politiques a été unanime à saluer la parution de *Il progetto locale*¹, dont le premier tirage, épuisé en quelques mois, a été suivi de deux réimpressions. Sur fond de mondialisation et à rebours des idées reçues, le lecteur est initié aux concepts de patrimoine territorial et d'auto développement local durable. Il découvre *l'épaisseur sémantique de l'aménagement du territoire à travers ses dimensions politique, anthropologique, écologique...* en même temps qu'une vision concrète de l'utopie (sic!).

Ah, amis Transalpins, on connaissait *l'épaisseur sémantique* de Virgile et de Dante et on se doutait bien que vous étiez capables d'extirper *une conscience du lieu*, dans le moindre village, dans la moindre communauté alternative. Les élites pensantes s'opposent à cette parcellisation du monde : *"Rien n'est plus contraire à la maîtrise de la relation de l'espèce humaine avec sa planète que cette tendance à la division et à l'affrontement fondé sur la fidélité au groupe. Le problème planétaire appelle une solidarité planétaire qui transcende les intérêts sectoriels."* Cette opposition se retrouve à l'intérieur des tous les courants de pensée et on a vu les altermondialistes défendre à la fois l'agriculture paysanne et l'internationalisation ses luttes. C'est croire que cette internationalisation va préserver les pratiques locales, que les pratiques locales empêchent la solidarité internationale.

Il ne s'agit pas d'opposer le local et le global, encore moins de construire un syncrétisme *glocal*, mais de trouver le système économique, politique et social qui permette les deux simultanément. Et, jusqu'à preuve du contraire, seule l'idée de l'accès offre une chance de penser le global sans étouffer le local, de penser le local sans sombrer dans le clan opposé à tous les autres.

Logiciels libres : Les logiciels libres ont retourné la question de la propriété via les brevets dans la mesure où une licence est déposée obligeant

1 *Il progetto locale, Verso la coscienza du luogo*, Alberto Magnaghi, coordinateur national des projets de recherche et des laboratoires d'expérimentation du ministère de l'Éducation nationale, il a aussi rédigé la *"Charte de la nouvelle municipalité"*, présentée en 2002 à Porto Alegre puis au Forum Social Européen de Florence.

l'utilisateur du logiciel à partager toute modification du logiciel. En même temps, la licence du logiciel, puisque ouverte à tous, n'empêche pas des groupes commerciaux d'en user (comme Amazon, Google...). C'est donc bien une intégration de deux modèles opposés, un espace de gratuité qui ne remet pas en cause l'espace marchand classique. Sébastien Broca, docteur en sociologie, écrit son livre *L'utopie du logiciel libre* : «*Le capitalisme cognitif s'est accommodé du régime juridique alternatif qui semblait le menacer*¹ : *Peu à peu, les entreprises technologiques ont compris que renoncer à la privatisation de certaines sources pouvait comporter des avantages, par exemple, une réduction de leurs dépenses...*» Il termine son analyse par un constat sans appel : «*L'absence d'appropriation privative du code n'a donc pas réglé la question de la répartition des richesses produites...*»

Les logiciels libres, l'open source, la licence *Creative Common*, ont failli provoquer un séisme à la fin du XX^e siècle. Quelques marginaux travaillant dans des garages de la Silicon Valley, étaient en train de bouleverser le système industriel si productif, avec des idées de partage, de liberté d'accès, d'horizontalité, avec une remise en cause insidieuse de la propriété privée... Mais très rapidement, les entreprises technologiques ont récupéré ces innovations à leur profit. Plutôt que combattre les novateurs, les industriels ont préféré les acheter. Ils ont parfaitement réussi et ont engrangé des milliards de dollars avec le travail de quelques bricoleurs, certes de génie, mais quasi bénévoles.

La désargence serait à l'économie ce que le logiciel libre est à l'informatique. Le système serait agile et donc plus efficace (une société débarrassée de l'argent, de la valeur, de la comptabilité est aussi souple et perfectible qu'un logiciel libre qui à tout moment peut être amélioré par un usager). Le système serait plus performant (parce que plus adapté à un usage commun et quotidien que ceux imposés d'en haut au plus grand nombre). La pratique des logiciels libres, des bases de données gratuites, des encyclopédies collaboratives feront plus pour la sortie du système monétaire que la plupart des argumentations, aussi sophistiquées soient-elles. Ceux qui se sont passionnés pour le logiciel libre passeront un jour à la société a-monétaire sans transition, portés par une expérience de même type, de même nature. La différence entre le seul logiciel libre et la désargence,

1 Au sujet du logiciel libre, de l'open source, de la licence *Creative Common*, voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Creative_Commons

c'est que celle-ci s'attaque à tous les secteurs d'activité et donc à l'argent, lequel est l'arme absolue du capitalisme. On voit mal comment le capitalisme pourrait y survivre, comment, et surtout pourquoi, il pourrait récupérer une telle innovation s'il n'y a plus de profit monétaire possible...

Logistique : Ensemble de méthodes et de moyens relatifs à l'organisation d'un service, d'une entreprise, d'un projet. Le choix d'une logistique propre à l'organisation de la société a-monnaire a suscité quantité de débats et de querelles. Deux camps principaux se sont affrontés dès le début de la réflexion, les uns faisant de l'outil numérique, des banques de données, de l'informatisation des ressources et des besoins, le nec plus ultra, le summum et la clé de voûte de l'organisation sociale, les autres faisant du même outil le symbole du centralisme, du contrôle étatique du monde marchand, soulignant la fragilité du système et son coût écologique. Ces derniers parlaient de *l'envoûtement logistique* qui conduit à tout mettre en données numériques, en tableau, en graphique, et in fine, qui déshumanise la vie sociale autant sinon plus que ne le fait l'échange marchand.

Technophobes contre technophiles, programmeurs contre amateurs, gestionnaires contre spontanéistes, le débat est parfois violent et les anathèmes volent bas ! La gestion, c'est le règne de l'expert, la centralisation du pouvoir, l'unicité du savoir. La spontanéité, c'est le génie individuel, le poétique, la liberté. Le combat se terminera à l'usure, faute de combattants, car l'urgence exigera que l'on sache en temps réel ce qu'il y a manger, où se trouvent les ressources, les savoirs, les compétences. D'autre part, les millions d'informaticiens de génie, enfin débridés par la fin des contraintes budgétaires, mettront en place toutes sortes de garde-fous qui garantiront la spontanéité autant que l'accès immédiat à toutes les informations utiles. C'est du moins ce que nous croyons...

Loi : La loi est le domaine sans doute le plus complexe à évaluer quand on ose se projeter dans une société à venir radicalement différente de tout ce que l'on a connu. La loi est soumise à des tensions contraires extrêmes. Elle se doit d'être universelle mais plus elle le devient et plus elle perd en précision, en adaptabilité aux situations particulières. Elle fige les comportements et les modes de vies puisqu'elle n'a de valeur que dans la durée. On ne remet pas tous les jours en cause un code établi pour gérer les biens com-

muns, pour définir l'éthique professionnelle, pour organiser les différents niveaux sociaux. Elle se doit d'être cohérente, et cette condition est sans doute la pire à réaliser.

Actuellement, un nombre incalculable de lois défendent la propriété privée. Or, d'autres lois défendent des droits qui lui sont contraire. Le droit de propriété rend inaliénable une maison privée, même inoccupée, et le droit individuel prétend que nul ne peut être privé de logement. C'est ce qui a suscité la création du *droit opposable* qui autorise la réquisition d'un logement par un Préfet quand un particulier n'obtient pas d'autre moyen pour se loger. Comme par hasard, ce droit est très rarement appliqué, même quand des droits fondamentaux sont bafoués (droit à l'emploi, à la santé, à la sécurité matérielle, aux moyens de subsistance, à la formation, à la culture...). Selon la loi actuelle, personne ne devrait être sans ressources et sans logement. Ne le dites pas aux SDF de votre quartier, ils ne le supporteraient pas !

En revanche, ce qui est impossible au niveau d'un gouvernement national est logiquement plus simple à résoudre dans un système où le local est doté de réels pouvoirs de décision, dans un système où la propriété d'usage a supplanté la propriété privée. C'est une bonne raison de prendre au sérieux la proposition d'une société de l'accès !...

Loi de Pareto : Loi qui affirme que 20% des causes produisent 80% des conséquences. Cette loi a été inventée par l'économiste italien Vilfredo Pareto (1848-1923). Elle est sensée hiérarchiser les problèmes en fonction du nombre d'occurrences, de définir des priorités dans le traitement des problèmes. Pour les uns, c'est une clé essentielle de l'efficacité, de la productivité. Pour les autres, c'est une méthode purement mathématique, comptable, qui tend à justifier l'injustifiable. Si la productivité est un bien dans certain cas, elle peut aussi provoquer des désordres sociaux et environnementaux irréparables. Or, la loi de Pareto traduit une situation à l'instant T et tend à naturaliser cet instant comme un fait incontournable. Elle évite ainsi toute réflexion, toute contestation sur la gestion, le marketing, la stratégie industrielle.

Cette loi de Pareto est, avec le PIB, un des meilleurs exemples de l'évacuation de l'économie politique par les mathématiques. Elle a largement participé à faire passer l'économie des sciences humaines aux sciences dures, donc à tuer tout débat, à déposséder les peuples de tout droit de regard sur les choix économiques. Que ferait-on d'une loi de Pareto dans un système a-monnaire ? Elle pourrait à la rigueur servir dans la gestion des stocks, mais sans rien dire de la constitution, de la préservation, de l'utilisation de ces stocks, elle perdrait tout intérêt...

Loi naturelle : L'homme passe son temps à tenter de s'évader de son état de nature, à transformer une chose en une autre chose. Mais il y a des lois naturelles qui nous limitent et que l'on ne pourra jamais dépasser : la gravitation, le besoin de matières et d'énergie, le besoin de l'autre puisque nous sommes condamnés à la sociabilité, etc. C'est sans doute banal de le rappeler, sauf que dans beaucoup de situations, nous faisons comme si ce n'était pas le cas.

Les lois de l'économie par exemple visent à s'affranchir des ressources et de l'énergie pour aller vers un objectif unique : non plus la pérennité, mais l'augmentation de la "rotation de capital". Plus cette rotation s'accélère, plus les profits augmentent. Plus nous détruisons, plus nous croyons pouvoir recréer. L'économiste américano-autrichien Joseph Schumpeter en a même fait une théorie, "la destruction créatrice" : *"le processus continuellement à l'œuvre dans les économies et qui voit se produire de façon simultanée la disparition de secteurs d'activité"*

économique conjointement à la création de nouvelles activités économiques..." C'est ce qui est enseigné dans toutes les écoles d'ingénieur, de commerce, d'administration, en oubliant que tout l'édifice est adossé aux lois de la nature. Sur le plan énergétique, c'est même absurde du simple point de vue de l'observation. L'eau, le vent, le feu, la géothermie ont été les premières sources d'énergie. Leur ont succédé le charbon, le pétrole, l'électricité, le nucléaire, sans que les premières soient supprimées. On a certes amélioré l'usage du vent en passant du moulin à vent à l'éolien, l'usage de l'eau en la transformant en vapeur, mais on ne peut nier que les énergies se sont empilées et ne se sont pas succédées.

La théorie de Schumpeter, c'est aussi ce qui fonde l'idée de croissance continue, de saine prédation, de compétitivité, le droit d'exclure ceux qui font obstacle à tout cela. C'est ce qui laisse croire à la possibilité infinie de rationaliser la nature, les humains, les activités, à l'intérêt du zéro défaut en toute chose. L'humanité entière est prise dans une course de vitesse, sommée d'être "disruptée" en permanence, au point de ne plus savoir où l'on va, trop occupée à s'adapter, à se mettre en conformité avec les dernières normes. Nos téléphones et nos ordinateurs changent tous les six mois, au point que nous ne sommes plus capables de les maîtriser, que la machine prend le pouvoir sur nos choix techniques, puis intellectuels.

Le résultat, c'est que le *je* est en conflit permanent avec le *nous*, ce qui faisait société est en train de se disloquer en personnes uniques juxtaposées (nous hésitons même à mettre le mot personne au pluriel et au lieu d'accompagner des *personnes âgées*, certains exercent la fonction "*d'aide à la personne*" !). Qu'importe qu'ils soient bons et attentifs, pourvu qu'ils suivent à la lettre le *protocole* établi par l'employeur. "*La capacité à déterminer où est la vérité entraîne qu'un algorithme de Google peut être plus prédictif que les meilleurs épidémiologistes, votre montre connectée en sait plus sur votre état de santé que votre médecin,*" déclarait amèrement Louis Fouché, médecin réanimateur de Marseille durant la crise Covid en janvier 2021 !

Nous prenant pour des Dieux quand nous sommes humains, la chute sera brutale. Le numérique nous permet de briller, mais hors sociabilité, nos ors seront vite pâles face au réel.

Lowcost : En français, prix bas, allégés. Dès la crise financière de 2008 dite des subprimes, les grandes compagnies marchandes ont rivalisé d'in-

géniosité pour mettre sur le marché des produits lowcost et relancer la consommation. Des compagnies aériennes peuvent ainsi proposer des trajets en avion aller-retour entre Paris et Athènes pour moins de 40€, prix incompréhensible au regard du coût réel d'un tel trajet. Des supermarchés vendent des produits agricoles moins chers qu'ils ne coûtent à produire.

Qui, à la fin, paye la différence ? Généralement le même consommateur qui est contraint d'acquérir d'autres choses à des prix prohibitifs (la perte sur un produit étant toujours compensé par la hausse sur un autre), les salariés à qui on demande toujours plus pour des salaires de plus en plus bas, mais certainement pas ces grandes compagnies qui continuent à afficher des profits records ! Ce piège mercantile ne peut qu'accroître l'écart entre riches et pauvres et ne peut trouver de solution en dehors d'une abolition de la monnaie.

Les principales victimes de ces prix lowcost sont généralement les premières à se ruer sur "l'occasion à ne pas rater", qu'il s'agisse de voyages en avion ou d'achats de biens de consommation. La beauté du capitalisme est de se faire adopter par ceux qui en crèvent !

Low-technologies : Le *low-tech* désigne des technologies sobres en énergie et matières, faciles à construire et à utiliser, peu polluantes. En réaction à la vitesse (fast) exigée en tout circonstances, même pour manger (fast-food), le qualificatif lent (slow) s'impose de plus en plus (slow-food), et quantités de technologies *hautes* (high-tech) sont critiquées et opposées aux technologie à basse vitesse, basse consommation (low-tech).

Ce low-tech est le sujet de nombreuses plate-formes collaboratives et militantes, de tutoriels, avec comme slogan : "*être le plus performant avec le moins possible !*" Face à l'industrie qui nous fournit des objets et outils prêts à l'emploi mais la plupart du temps inadaptés à nos usages, les solutions techniques simples, économiques et populaires ont la faveur du public. Le low-tech nous rend ingénieux et met nos savoir-faire et notre sens pratique en valeur.

L'Afrique est certainement le continent le plus avancé dans cette tendance, sans doute moins en réaction au poids de la high-tech que par manque d'accès à ce qui vient d'Europe et d'Asie. Le manque rend ingénieux. Les Africains ont développé, par nécessité, des talents de bricoleurs hors pairs. Tout se récupère, se transforme, s'invente, rien ne s'achète sans précaution, qu'il s'agisse de voitures, d'électroménager, d'informatique, d'outillage, de matériel agricole.

Ces ateliers de bricoleurs prendront une place essentielle dès l'abolition de la monnaie et aboutiront à d'étonnantes innovations. Ces *ingénieurs* du quotidien répondront à quantités de cas particuliers, de situations extrêmes ou rarissimes qui n'auraient jamais intéressé le moindre chercheur aujourd'hui, faute de profit possible. On peut même imaginer une mondialisation du low-tech, chaque innovation déposée sur Internet fera vite le tour de la planète, améliorée par d'autres ou sera supplantée par une idée plus brillante.

On connaît les qualités exceptionnelles du bambou, utilisé en Asie pour toutes sortes de choses (en échafaudage, en remplacement du fer à béton, pour la fabrication de milliers d'objets). Mais qui a vu un vélo doté d'un cadre en bambou ? Pourtant, le premier brevet a été déposé par une société anglaise en 1894, et vite oublié. L'acier et l'aluminium faisaient plus moderne ! Avec la vogue de l'écologique et du renouvelable, il semble que le vélo-bambou réapparaisse, y compris pour des VTT de compétition ! Évi-

demment, c'est au Ghana que l'idée du "bamboo-bike" a été développé en premier¹...

Loyer : Un loyer est une somme d'argent versée pour une durée déterminée (en heures, mois ou années), pour avoir l'usage d'un objet (voiture, outil, vaisselle, maison...). C'est une curieuse pratique qui pourtant ne choque personne. En effet, un individu qui a les moyens financiers de se payer deux maisons peut habiter l'une et louer l'autre. C'est donc quand l'une des maisons ne coûte plus rien qu'elle lui rapporte de l'argent. Le loueur en somme gagne de l'argent sans autre peine et sans autre raison que d'avoir précédemment eu assez d'argent pour acquérir le bien. Est-il normal que l'ouvrier travaille toute sa vie pour arriver à payer le loyer de son appartement de banlieue quand d'autres peuvent vivre sans travailler pour la simple raison qu'ils ont acquis suffisamment de mètres carrés habitables ?

Un loyer ne peut exister que si les uns ont la propriété privée d'un bien et d'autres la nécessité d'user de ce bien sans avoir les moyens de l'acquérir. La pratique de la location, c'est l'inégalité sociale légitimée, officialisée, normalisée ! Et très logiquement, le loueur s'enrichit sans grand effort, le locataire s'appauvrit en travaillant. Pourtant, il est des économistes (par exemple Jérémy Rifkin pour ne pas le nommer) pour faire de la location une révolution et proposer de l'étendre à tout. Acheter, c'est payer en argent pour accéder à la propriété de l'objet. Louer, c'est payer pour accéder à l'usage de l'objet. Que ne ferait-on pas pour ne rien changer à l'argent !

La devise liberté, égalité, fraternité, ridiculisée ! Les mots *loyer*, *locataire*, *location*, *louer* disparaîtront totalement des usages et des dictionnaires en même temps que l'argent, *Dieu soit loué* !...

Luttes : Opposition violente entre deux adversaires ou groupes d'adversaires où chacun s'efforce de faire triompher sa cause. Les causes d'oppositions en ce XXI^e siècle ne manquent pas, et pourtant il semble bien que les luttes, du moins jusqu'à l'émergence des Gilets Jaunes puis des anti-passe, aient eu beaucoup de mal à atteindre une ampleur à la hauteur de l'enjeu. Le problème est sans doute l'identification des objectifs, à ce point diversifiés qu'ils en perdent toute cohérence. Il y a tant à faire sur la question écologique que la condition des travailleurs passe au second plan, la condition

¹ Voir <https://youtu.be/8YHH-Iq-0ac>

des travailleurs s'est à ce point dégradée que l'écologie leur paraît secondaire. Toute revendication est aussitôt comparée à une autre jugée plus urgente, plus symbolique, plus constructive.

Pendant les confinements covidien, des théâtres ont été occupés par les intermittents du spectacle, avec le soutien des comédiens et directeurs de théâtre. Quand les spectacles ont pu reprendre, les comédiens se sont remis à travailler avec joie, les intermittents ont continué à occuper les lieux au motif qu'ils étaient une fois de plus les dindons de la farce, qu'à la faveur de la crise sanitaire on avait rogné un peu plus sur leurs retraites et leurs indemnités de chômage. Les intérêts des comédiens et des intermittents ont divergé et bien entendu, les médias ont bien insisté sur la "prise en otage" des comédiens par les intermittents. Peut-être qu'en d'autre temps, il n'y aurait pas eu de conflit entre ces catégories professionnelles et qu'au vu de la dégradation globale des conditions de travail improprement attribuées au virus, les uns et les autres auraient pensé à s'associer dans la grève générale.

Buckminster Fuller, architecte, designer, inventeur et auteur américain (1895-1983) nous disait « *On ne change jamais les choses en combattant la réalité existante. Pour changer quelque chose, construisez un modèle qui rende le modèle existant obsolète.* » La grève générale est la seule chose qui puisse affaiblir les puissances d'argent, faire plier la rigueur idéologique des politiques. Encore faut-il qu'un projet de société alternatif donne assez de force pour accepter les risques d'une grève générale. La limite de la grève générale, c'est le temps pendant lequel les grévistes sont capables de survivre comparé au temps pendant lequel les grands patrons et l'Etat est en mesure d'attendre que les mouvements s'essouffent faute de moyens financiers. Le temps de l'ouvrier, c'est la fin du mois, le temps du patron, c'est la fin de l'année. Le combat est inégal.

A défaut de projet à plus long terme, beaucoup d'artistes ont combattu les intermittents, leurs alliés objectifs. Sans éclairagistes, techniciens du son, costumiers, accessoiristes, machinistes, habilleurs, maquilleurs, régisseurs, scriptes, intervenants occasionnels divers, les artistes seraient bien embarrassés.

Le modèle à construire..., Buckminster Fuller a raison, c'est le fluide vital de la lutte. Supprimer cet argent qui monte artistes et intermittents les uns contre les autres, les enseignants contre les ouvriers, les paysans contre les écologistes..., c'est un possible moyen de soutenir une lutte

globale qui n'entre pas en contradiction avec une autre lutte essentielle.

Lutte des classes : Jusqu'à la fin du XX^e siècle, la notion de lutte des classes était claire. Il était évident que l'exploitation des travailleurs était le moyen pour la classe dominante de se maintenir à son niveau de richesse et que le seul moyen de survie de la "masse laborieuse" était d'entrer en lutte contre la classe dominante. Le XXI^e siècle a les moyens de changer bien des choses, y compris de rendre obsolète la lutte des classes.

Pour l'instant, les médias, la publicité, les magazines people, les films et séries télévisées, les réseaux sociaux sont de formidables outils de diffusion du modèle culturel dominant. Chacun est sommé incessamment et impérativement d'imiter le modèle de la classe qui lui est supérieure. C'est ce que l'économiste Thorstein Veblen appelait la *rivalité ostentatoire*. Dans chaque classe, les individus prennent pour modèle le comportement en vigueur dans la couche sociale qui se situe au-dessus de la sienne. Ce système fait que la classe située au sommet de la pyramide sociale définit le modèle culturel général de ce qui est bien, bon, prestigieux, de ce qui en impose aux autres.

De la lutte des classes, on est ainsi passé à collaboration de classes, car en fin de compte, les seuls bénéficiaires de cette *rivalité ostentatoire* sont les plus riches. C'est sans doute ce qui explique que le Parti Communiste français ait revendiqué 47 000 adhérents à jour de cotisation en 2019, contre 235 000 en 1938. Une telle érosion, est en outre à compléter par celle des non affiliés au PC, mais sympathisants (syndicalistes CGT, militants d'extrême gauche, électeurs fidèles mais non engagés...)

Le camouflage de l'ouvrier, a commencé en le remplaçant par les qualificatifs "d'employés", "d'agents", "d'indépendants", "d'ubérisés"... Il a fini par laisser accroire qu'il n'y a plus de lutte des classes, plus de classes hormis celle des 1% (invisible et inaccessible) et celle des 99% . Les militants qui ont lancé cette vision erronée (apparemment les "Occupy Street") étaient sans doute honnêtement motivés par le besoin de stigmatiser les écarts croissants de l'inégalité sociale, mais ils ont objectivement participé à l'étouffement du sentiment de classes et donc à la fin de la lutte des classes.

Il ne faut pas être grand clerc pour constater que cette lutte est étouffée, assourdie pour les plus pauvres, mais reste vivace dans les classes moyennes qui font tout pour se démarquer de la plèbe, du "prolo". Elles restent pourtant dans le collimateur du mythique 1% et devrait se hâter de

rejoindre les prolétaires ! Entre le "*lumpenprolétariat*" (textuellement et dans la tradition marxiste, le *prolétariat en haillons*) et les invités du Forum économique mondial (Davos), il ne doit plus rien rester ! Pour ce faire, le capitalisme a parfaitement su reprendre la sémantique hégélienne et provoquer le saut de la "classe pour soi" vers la "classe en soi", *l'en soi* formant un ensemble d'individus qui, bien que partageant objectivement des conditions de vie similaires, sont dénués d'attaches réciproques (Marx décrit ainsi les paysans de son époque, parcellaires, sans conscience de classe, incapables d'objectiver la place qu'ils occupent dans la société)...

Sans argent, la lutte des classes n'aurait plus de sens. Sans propriété privée, sans salariat, sans la hiérarchisation par la valeur économique, qu'en resterait-il ? Tant qu'il y aura de l'argent, il y aura lutte de classes, dissimulée ou au grand jour. Les multiples alternatives en ce sens, même si elles semblent apparemment plus simples et plus rapides que l'abolition, freinent le processus de pacification des classes par l'accès. A force d'outrances, les peuples finiront par s'en apercevoir....

M

Mafia : Les mafias se constituent à partir d'activités illégales (drogue, prostitution, extorsions de fonds, assassinats, rackets, armes, fausse monnaie...) et infiltrent peu à peu les instances officielles (États, collectivités locales, entreprises) pour les corrompre et blanchir l'argent sale dans des activités légales. Par définition, les mafias sont opaques, difficiles à cerner.

Le journaliste italien Roberto Saviano¹ s'est intéressé à la mafia napolitaine pour l'hebdomadaire *L'Espresso* et a infiltré le milieu durant plusieurs années. En 2006, il publie le résultat de ses recherches dans le livre *Gomorra* traduit dans plus de quarante pays et qui a fait l'objet d'un film réalisé par Matteo Garrone en 2008. Depuis, Saviano a été contraint de s'exiler, menacé de mort par la Camorra, et vit toujours sous protection policière.

La mafia, c'est aussi un système qui a son envers bien analysé par Yves Laisné, sous ce qu'il nomme la "*quasi mafia*".² "*La mafia, c'est un noyau criminel et une périphérie légale. La quasi mafia, c'est un noyau légal et une périphérie criminelle*". Quand le président Macron, se paye un homme de main (Alexandre Benalla), lui confie des missions illégales (usurpation d'identité policière, détournement de pièces à convictions judiciaires, faux passeports diplomatiques, etc.), il use de pratiques mafieuses périphériques depuis son noyau légal (la Présidence). L'assassinat du journaliste grec Yorgos Karaïvaz en avril 2021 qui enquêtait sur les réseaux de proxénétisme et de pédophilie en lien avec certains ministres du gouvernement grec relèvent des mêmes méthodes quasi mafieuses.

Laisné donne également l'exemple emblématique des "*tours de table*". Il s'agit d'une pratique organisée par les géants du BTP pour truquer les marchés publics. Quand l'État lance un appel d'offre pour un grand chantier les Bouygues, Fages, Vinci et autres se réunissent autour d'une

1 Roberto Saviano, *Gomorra*, éd.Folio, 2018

2 Yves Laisné, *Le V^{ème} Empire ou la face obscure de l'exception française*, VA éditions, 2020

table et décide lequel d'entre eux obtiendra le marché. Un ingénieur de Bouygues a mis au point le logiciel (DRAPO) qui permet de fabriquer en quelques minutes des faux devis sur le modèle du devis qu'ils ont décidé de promouvoir. Ce devis pourra être ainsi être gonflé à loisir puisque tous les autres auront un vice de forme les éliminant. Le contribuable paiera le surcoût financier de ce devis. Plus de profits, moins de travail. Tout le monde est au courant, au moins depuis les 25 ans de procédures contre le BTP lors d'un appel d'offre sur les établissements scolaires en Île de France.

La majorité des devis publics sont ainsi gonflés, y compris dans les petites communes, car le système a fait école. Un maire a signalé avoir obtenu un devis de 80 000 euros pour l'éclairage de sa ville en contournant le tour de table qui devait l'amener à accepter un devis de 200 000 euros à qualité égale ! Ce serait 70 à 100 milliards par an d'argent détourné au dépend du bien commun par ces quasi-mafias.

On a le droit d'imaginer un législateur génial qui inventerait une structure rendant impossible la pratique du tour de table. Mais dans la semaine qui suivrait sa mise en place, un autre système tout aussi génial serait inventé par le PDG d'une multinationale. Cette concentration de l'argent par les plus riches (mafieux ou quasi-mafieux) ne peut être éradiquée que par l'abolition de l'argent, par le passage à une Société de l'Accès. Malheureusement, notre informateur Yves Laisné est lui-même un capitaliste libéral et ne peut en arriver à la même conclusion que nous, malgré sa réelle et sincère indignation face à de tels abus...

Maladies chroniques : Les maladies chroniques augmentent régulièrement au niveau mondial. Il s'agit essentiellement de maladies "environnementales", dues au mode de vie, à l'alimentation, à la pollution, à l'usage excessif de pesticides, de perturbateurs endocriniens. Cela concerne l'obésité, le diabète, les déficiences respiratoires, la fertilité, une bonne part des cancers...

Il y aurait en France 17% d'obèses¹ et 49% des adultes seraient en surpoids. Les statistiques concernant ces maladies de longues durées sont difficiles à trouver. Elles sont parfois en pourcentages par rapport à la population, parfois en pourcentage par rapport à d'autres pathologies, parfois en millions. A moins de tout traduire une calculette en main, on ne peut rien

1 selon le site *solidarité-santé.gouv.fr*.

comparer et ce flou n'est sans doute pas dû hasard...

Ce qui est clair, c'est qu'en tenant compte de l'ensemble de ces maladies chroniques et environnementale, une majorité de la population française présente des comorbidités qui facilitent grandement les attaques d'un virus tel que le Covid. La prévention des maladies chroniques passe nécessairement par la prise en compte des problèmes environnementaux, lesquels n'existent qu'en raison d'intérêts privés, des profits financiers des producteurs de l'agroalimentaire... Sans les lobbies de l'industrie alimentaire et des laboratoires pharmaceutiques, une prévention, une grande campagne sanitaire sur l'alimentation, sur les pollutions diverses et variées apparaîtrait la solution logique. Or, c'est le choix du médicament (vaccins, tests, traitements à vie) qui est généralisé. On soigne les symptômes, on oublie la prévention. ou au mieux on la concentre sur la responsabilité individuelle. Si vous êtes malades c'est parce que **vous** mangez mal, **vous** ne bougez pas assez, **vous** faites des imprudences !

Il n'y a pas de solutions à ces questions sanitaires dans le cadre marchand actuel. La raison économique est bien plus puissante que l'expertise des scientifiques ! Entre des maladies chroniques qui pérennisent un marché médical et une prévention qui ferme ce marché, les industriels n'hésiteront jamais. Et l'on ose nous dire que l'idée d'une société post-monnaire est une utopie, une folie, que les technologies médicales vont résoudre les problèmes que le profit entraîne. C'est une posture cynique en même temps qu'une imposture, contraire à la plus simple logique et à l'expérience quotidienne.

Manifestations : Il y a eu des "manifs" depuis l'antiquité. Hérodote nous parle de la révolte ionienne de -499 av J.-C., le peuple des cités grecques se soulevant contre l'occupation Perse. Les Romains ont été confronté à la révolte des Lusitaniens menée par le berger Viriate (147 av.J.-C.), puis à la révolte menée par le gladiateur grec Spartacus et les esclaves gaulois Crixus et Gannicus (73 av. J.-C.). Notre Moyen-âge a connu les jacqueries en Île de France, la révolte des Tuchins en Languedoc, celle des Maillotins à Paris...

Nos Gilets jaunes et anti-passe sanitaire ont de nombreux ancêtres lointains. Les peuples sont très élastiques mais à trop les tirer les gouvernants aboutissent souvent à la rupture. Le peuple descend donc dans la rue, s'affronte à l'armée des riches, prend tous les risques pour ne pas perdre la dignité qu'on leur dénie.

Ces rébellions populaires ont souvent été perdues comme dans tout choc entre pots de fer contre pots de terre. Mais elles ont toujours apporté un progrès au sens que Montaigne lui confère dans ses Essais, de *transformation graduelle vers le mieux*. Notre premier quart de siècle actuel pourrait bien se caractériser par le nombre d'élastiques tendus à l'extrême limite de la rupture par un pouvoir sourd, inefficace et conservateur. Il est tout de même remarquable que durant tout l'été, cette période réputée de relâche, pour les gouvernants comme pour le peuple, la rue ait été occupée de samedi en samedi par les manifestants. Il faut remonter très loin pour trouver une telle mobilisation hors des temps de travail et sans organisations syndicale, corporatiste ou représentation de classe. L'élastique est cette fois proche de la rupture, non pas pour des raisons matérielles, non pour la survie ou pour la défense d'un acquis social, mais au nom de la liberté mise à mal par le passe sanitaire. Le pouvoir ne s'y trompe pas quand il dénigre le mouvement, non sur le fond mais sur sa forme. Via les médias mainstream, l'État a fait savoir que les manifestants sont *manifestement des gens d'un niveau d'études plutôt inférieur à la moyenne !* (sic)

Une désargence, c'est avant tout la possibilité pour les usagers de reprendre la maîtrise de leurs usages. C'est donc une raréfaction des motifs de rupture de l'élastique social. Seriez-vous toujours pour la conservation du vieux monde, et contre la possibilité très concrète d'une *transformation graduelle vers le mieux ?...*

Manifestes : Déclarations écrites et publiques exposant un programme d'action, une position théorique visant à transformer la chose publique. Notre XXI^e siècle débutant a produit quantité de manifestes, tous aussi offensifs qu'incapables d'une quelconque efficacité. Ce n'est pas nouveau et Karl Marx, Jean Moréas, André Breton, et quelques autres ont produit de beaux manifestes (*respectivement, le manifeste du parti communiste, du symbolisme, du surréalisme*). Aujourd'hui nous avons le manifeste *Utopia*, (se réclamant d'André Gorz), *de la jeunesse* (mouvement pour la paix), *du convivialisme* (300 personnalités de 30 pays), *des Indignés* (Stéphane Hesse)..., et tellement d'autres moins connus !

Certains manifestes ont été suivis d'effet, d'autres sont restés réservés à de petits microcosmes, mais aucun n'a abouti à susciter un mouvement rassembleur à la hauteur de l'enjeu et de l'urgence. Les promoteurs de la Société de l'Accès, du post-monétarisme, d'une société sans argent ont

produit peu de manifestes. Avons-nous eu tort ? Le sujet est-il trop vaste pour être couvert sous ce format particulier ? Des livres, des documentaires, des vidéos ont été publiés qui n'ont pas suscité le grand débat souhaité. Les élites gardent une distance prudente vis à vis de toute proposition globale et concrète. Trop analystes on manque de rigueur intellectuelle, trop explicites on manque de bases théoriques. Circulez, il n'y a rien à voir.

Mais les choses changent peu à peu, essentiellement avec une jeune génération de chercheurs et d'universitaires, pas encore englués dans les modèles anciens, peu soucieux de leur carrière, en âge à la fois d'être les premiers impactés par un effondrement, à craindre sérieusement l'avenir de leur propre descendance... Une jeune génération de blogueurs, vidéastes, individuellement ou rattachés à des médias libres, commence à changer de ton, à oser des analyses globales proche de la notre. La transition est en marche, rien ne l'arrêtera et la seule question est de savoir s'il n'est pas déjà trop tard. Il reste difficile de prévoir le futur par définition hermétique...

Manipulation de masse : Un cours donné à l'ENA sur les techniques de manipulation de masse a attiré mon attention. J'ai cru un temps qu'il s'agissait de prévenir les étudiants du risque d'être manipulé pour comprendre ensuite que le professeur enseignait l'art de manipuler. Tant pis pour les étudiants, tant mieux pour nous qui saurons déjoué les pièges des manipulateurs. Profitons donc du corpus de l'ENA :

La Stratégie de la *distraction* consiste à offrir une diversion, des informations insignifiantes, surtout sans les hiérarchiser, mais en les cumulant les unes à la suite des autres. Créer des problèmes pour offrir ensuite des solutions est utile. Une crise économique par exemple peut faire accepter comme un mal nécessaire le recul des droits sociaux et le démantèlement des services publics. Méfions-nous donc quand une crise est annoncée avec force détails et débats, elle risque de nous faire oublier l'essentiel.

La stratégie de la *dégradation*, est visible dans beaucoup de service publics. Laisser pourrir l'école justifie les subventions aux écoles privées, rendre la Poste aléatoire permet de justifier l'extension de Chronopost, pour l'instant filiale du groupe La Poste, puis de supprimer la Poste en tant que service public.

La stratégie du *différé* est une autre façon de faire accepter une décision impopulaire est de la présenter comme douloureuse mais néces-

saire, en obtenant l'accord du public dans le présent pour une application dans le futur. Une réforme n'est plus la cause de licenciements quand ceux-ci arrivent deux ans plus tard, à moins que les usagers aient de la mémoire, ce qui peut se corriger.

Surtout si le différé est couplé à *l'infantilisation*. En effet, si on s'adresse à une personne comme si elle était âgée de 12 ans, alors, en raison de la suggestibilité, elle aura, avec une certaine probabilité, une réponse ou une réaction aussi dénuée de sens critique que celles d'une personne de 12 ans. Il est donc plus utile de faire appel à l'émotion plutôt que la réflexion pour court-circuiter l'analyse rationnelle, et donc le sens critique des individus. A défaut, on peut aussi maintenir dans l'ignorance, isoler les classes inférieures des classes supérieures par des discours incompréhensibles par les classes inférieures.

Il est bon en ce sens de faire *aimer la médiocrité*, d'encourager le public à trouver *cool* le fait d'être bête, vulgaire, et inculte. Certes, les gens risquent de se révolter.

Il faut alors remplacer la révolte par la *culpabilité*. Il doit être évident que l'individu est seul responsable de son malheur, à cause de l'insuffisance de son intelligence, de ses capacités, ou de ses efforts. Pour cela, il est bon de connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux même ou le faire croire. Le système détient ainsi un plus grand contrôle et un plus grand pouvoir sur les individus que les individus eux-mêmes, d'où le grand intérêt des think-tanks, d'ailleurs subventionnés ou alimentés par des dons privés et anonymes.

La distraction, la dégradation, le différé, l'infantilisation, la culpabilisation... ce n'est là qu'une sélection des multiples outils de manipulation. Qu'un tel enseignement soit prodigué à l'École Nationale d'Administration en dit long sur l'état d'esprit des élites. Il est probable que dans une société a-monnaire, ce genre de choses seraient enseignées très tôt dans les écoles, non plus pour manipuler mais pour que nul ne se fasse plus rouler dans la farine...

Marchandisation : Ce concept marxiste s'est banalisé dès la fin des Trente glorieuses au point de perdre toute précision sémantique. Il est contestable en ce qu'il laisse accroire qu'il pourrait y avoir des "secteurs non marchands" dans l'économie capitaliste. L'extrême gauche, et même les anarchistes, s'y sont laissés prendre en oubliant que lutter contre la mar-

chandisation, c'est essentiellement viser l'abolition de l'argent et de la propriété privée, deux choses que personne n'aurait dû oublier. Le Monde Libertaire écrivait en janvier 2014, « ...de ce point de vue, le mouvement de la "désargence", récemment apparu, relance enfin les choses. Dans son fondement même, il est beaucoup plus pertinent que celui de la décroissance... Leur idéal, en fait, consiste à réduire au minimum les échanges de biens pour que la monnaie soit non pas repensée, mais rendue inutile. »¹

Depuis la fin des Trente Glorieuses, la marchandisation a grignoté insidieusement tous les aspects de nos vies. Il reste très peu d'espaces qui y échappe et, quand le capitalisme sera à son apogée, nous serons émus devant le spectacle d'une mère allaitant son client nouveau-né ! Ce genre de réflexion relève encore de l'humour, mais pour combien de temps ? Une femme qui nourrit son enfant au sein produit elle-même son lait et le met à disposition sans contrepartie. C'est un marché de moins pour les fabricants de lait en poudre, de biberons, de tétines, de chauffe biberons ! La puissance de persuasion de la publicité a su prouver que le lait en poudre est meilleur, plus équilibré, qu'il libère la femme d'une fonction épuisante et préserve sa beauté physique...

Peu de choses échapperont à la marchandisation, pas même l'air que l'on respire qui suscite déjà un marché de la climatisation, des déodorants et désodorisants, de la filtration. En outre, de tous temps les riches construisent sur les hauteurs bien aérées, les pauvres sur les bas-fonds pollués. La valeur d'une maison, d'un terrain, dépend de la qualité de l'air environnant, bien que jamais cela ne soit évoqué officiellement. Comment éviter cela quand la survie du système en dépend, sinon en le laissant périr face à un gigantesque pas de côté, une désobéissance civile massive, une sécession volontaire...

Marchandise : La marchandise est une chose banale, au point que le langage populaire nous fait dire *je ne suis pas une marchandise* quand un quidam tente de nous utiliser sans notre avis ! Mais c'est aussi une chose énigmatique et un ami communiste me dit que Marx lui-même n'a cessé de reprendre et corriger son chapitre sur la marchandise dans *Le Capital*. Voilà des siècles qu'on nous répète que la marchandise concerne les biens et

¹ Article du Monde Libertaire le 9,01,2014, n° 1727, après la parution du livre "Le Portemonnaie, une société sans argent", seul article trouvé dans les archives du ML posant le problème de l'argent en tant qu'argent !

services que l'on peut acheter ou vendre. C'est une évidence, une chose naturelle..., mais un beau conte de fée.

Une marchandise a plusieurs faces. Elle est d'abord ce qu'elle nous permet de faire, une utilité pratique. D'un autre côté, elle représente une valeur d'échange et vaut le prix auquel elle peut être vendue. L'échange marchand est possible uniquement parce qu'une marchandise est à la fois une valeur d'usage et une valeur d'échange. C'est aussi ce qui donne à l'argent son faux air d'outil neutre, de convertisseur universel. Tant qu'une société se limite à la valeur d'usage, on ne peut parler de marchandise. Quand s'y adjoint la valeur d'échange, les ennuis commencent ! Certains ont même imaginé qu'il aurait été possible d'inventer un argent qui ne soit pas un *capital*, c'est à dire une somme insérée dans un processus qui va lui permettre d'augmenter sa valeur. C'est cette augmentation qui est l'unique fin du rapport social capitaliste. On devrait toujours se méfier des *uniques fins* !...

C'est pour cette raison que de plus en plus nous tendons à mettre en première place l'échange marchand, en second l'argent outil de l'échange. La marchandise n'est jamais que l'objet de l'échange marchand, la marchandisation l'action de faire entrer un objet, un être, un groupe, la nature, dans une relation d'échange marchand. Et dans ce cas, nous récuserons tous les habillages de ces échanges, qu'il s'agisse de troc ou de bons procédés dits "gagnant-gagnant", quel qu'en soit le niveau d'organisation, le médium choisi, le mode de régulation organisé...

Marchands : Comment historiquement a pu se constituer la caste des marchands ? Il est difficile de répondre à cette question puisque les marchands ont précédé l'Histoire. Les historiens primitifs, conteurs, aèdes ou griots, ne laissent pas d'autres traces que celles qui sont gravées dans la mémoire d'un plus jeune. Tôt ou tard, la transmission est rompue par la mort prématurée d'un maillon de la chaîne. On ne peut donc qu'émettre des hypothèses sur les premiers marchands. Trois pistes semblent plausibles, celle des prêtres, celle des guerriers et celle de la surproduction.

Les prêtres étaient chargés de faire le lien entre les hommes et les Dieux par l'intermédiaire des offrandes. Comment intercéder auprès des Dieux sans leur offrir ce qui était censé les amadouer ? Dans les temples arrivaient donc des quantités d'offrandes que les gens ordinaires confiaient aux prêtres. Il y a toujours plus de fidèles en quête de bons auspices que de prêtres, donc plus de richesse que ceux-ci sont capables de consommer. Que

faire du surplus, sinon les redistribuer au peuple ? Mais comment donner à un homme ce qui a été donné aux Dieux et leur appartient de droit ? Élémentaire mon cher Watson ! En les donnant en échange d'une contre partie... L'essentiel des dons provenant de paysans étant du grain, du poisson, des animaux d'élevage, on ne peut pas toujours les échanger contre d'autres animaux ou végétaux produits par les paysans. Les produits rares comme l'or, l'encens, la myrte, les pierres précieuses, les beaux objets d'arts feront l'affaire. Des marchands sauront gérer ce trafic, ces flux de produits de valeurs disparates. Le commerce, son médium argent et la comptabilité était nés...

Dans le cas des guerriers, on a l'exemple du haut Moyen Âge qui, vraisemblablement a reproduit des pratiques bien plus anciennes. Les guerriers ont la force pour eux et dominent la masse des serfs. Les serfs travaillent, les guerriers les protègent et accessoirement les rançonnent. C'est en somme une division logique du travail. La sécurité en échange de la servitude, c'est ce que l'on fait encore aujourd'hui en vendant sa force de travail manuel ou intellectuel contre la protection de l'État, de sa police, de sa justice, de son armée. Mais si les uns produisent et que les autres protègent, il faut bien que les productions circulent. Des marchands, qui ne produisent rien eux-mêmes et servent de tiers entre le paysan et le guerrier, ont besoin d'un équivalent d'échange qui s'adapte à tous et à tout. Et cerise sur le gâteau, cet argent si commode limite la violence du soldat qui peut lui aussi obtenir sa pitance, sans cogner ni sur les paysans ni sur les marchands, grâce à sa solde. Une part de la violence guerrière est transférer aux marchands. Nous nous croyons très modernes mais nous vivons et pensons toujours sur des intuitions venues d'un temps où ni l'écriture, ni la roue, ni le smartphone n'existaient !

Il est tout aussi plausible que l'invention de l'agriculture et de l'élevage ait sorti les chasseurs-cueilleurs de deux contraintes, celle de se déplacer quand la nourriture n'est plus suffisante et celle d'adapter leur consommation aux saisons, aux aléas climatiques. La sédentarisation permet de faire plus de réserves que le nomadisme. Elle force aussi les clans à se resserrer sur un même espace et donc à organiser la cohabitation, le partage des tâches, une protection commune. Le passage du nomadisme à la sédentarisation ne pouvait être automatique. Il a donc fallu que cohabitent deux modes de vie, avec des intérêts et des usages divergents, voire antinomiques. Un chasseur chasse aussi bien le sanglier sauvage que le mouton d'élevage. Un cueilleur ramasse des baies dans la forêt aussi bien que le blé

cultivé et engrangé par le paysan. Au XXI^e siècle, *Gadgé* et *Voleurs de poules* cohabitent avec toujours autant de méfiances ! Mais que faire quand un paysan a trop de blé et pas assez de viande, que dans le village, l'un n'est bon qu'à extraire une sorte de terre pour en tirer du fer quand l'autre ne sait plus faire autre chose que de garder ses moutons, quand certains refusent le modèle sédentaire et pillent le village ? De l'échange marchand, bien évidemment. Même le nomade peut alors s'intégrer à l'échange en apportant ce qui vient de loin pour obtenir ce qui est produit sur place.

Pour autant, que les marchands viennent du commerce avec les Dieux, de la violence du guerrier ou de la sédentarisation, ils existent depuis trop longtemps pour imaginer qu'ils puissent disparaître du paysage économique sans résistance. Mais on ne peut nier qu'ils ont été inventés un jour ou l'autre, et qu'à ce titre, ils ne sont pas éternels... Ce que les circonstances ont produit en bonne logique quelques milliers d'années auparavant, d'autres circonstances peuvent tout autant les rendre obsolètes, dans une logique tout aussi bonne...

Marché : "*Pour créer un marché, il faut inventer un problème, puis trouver sa solution.*" (Scott Adams, dessinateur de BD¹). Le marché, est devenu un *marché de dupe* ! Au départ, un *marché* était le lieu, réel ou fictif, des transactions découlant de l'offre et de la demande. Un producteur de légumes offre sur la place du village à des demandeurs, en échange d'argent selon des prix établis sur la qualité du produit, sa rareté, le nombre de clients qui en font la demande. A l'autre bout de la chaîne, les matières premières, les productions industrielles sont proposées sur le *marché mondial* à de gros négociants. La société marchande a commencé par réglementer ces échanges, par instaurer des lois et des modes de fonctionnement.

Mais la mondialisation des échanges commerciaux, les flux devenant de plus en plus intense, ces lois se sont complexifiées à un point tel que nul ne les maîtrisait vraiment. On a commencé alors à parler de *La Loi du marché*, puis de la *main invisible du marché* ! On a vu s'opérer de curieux renversements : si au départ c'était la demande qui déterminait l'offre, l'offre a fini par imposer la demande ! Le marché est devenu une

1 Scott Adams est l'auteur d'une BD célèbre, *Dilbert*, d'un livre où il développe le *Principe de Peter*. Sa formation en économie lui a permis de proposer à travers ses personnages, une critique acerbe du capitalisme.

entité floue et incontrôlable, dotée d'un fonctionnement indépendant de la volonté humaine, aussi mystérieux que ravageur.

C'est ainsi que la *gestion de la maison*, l'économie, est devenue un effet de la réalité aussi peu maîtrisable que la pesanteur. Le marché abstrait et invisible est devenu la cause première de l'état de *la maison terre*, autant qu'il a déchargé de toute responsabilité politique ceux qui bénéficiaient de cette situation, l'oligarchie financière de plus en plus minoritaire.

Pourtant, la principale force du néolibéralisme a été de faire intégrer le concept de marché par le plus grand nombre comme une norme indépassable. Un intellectuel du début du siècle (dont je tairais le nom par indulgence vis-à-vis de ses descendants) écrivait : « *Nous devrions nous considérer comme solidaires dans nos destins avec les indigents qui mobilisent leurs ressources intellectuelles, leur débrouillardise, leur volonté pour avoir accès au marché, y gagner en liberté, en responsabilité, donc en reconnaissance, car ce sont eux qui aujourd'hui se battent en notre nom à tous pour que le marché soit un bien commun à l'humanité, donc un espace public au profit de tous et de chacun.* » Cet homme de gauche, militant pour une économie sociale et solidaire est, à son insu, le parangon de l'intégration au système. Faire un *bien public* de l'outil principal d'exploitation, défendre une stratégie de survie au nom du marché, rendre normal qu'une majorité de l'humanité devienne totalement superflue dans le dit marché, voilà une belle illustration de la *fabrique du consentement* analysée par Noam Chomsky !

S'il existe une loi propre au marché, c'est seulement de s'efforcer, par tous les moyens, de poursuivre sa course, au risque même de mettre l'humanité en péril. Il lui reste encore quelques espaces à investir, quelques interstices. Il peut en outre s'autodétruire pour se reconstruire, s'habiller pour cela de l'expression *destruction créatrice*, dans une sorte de mouvement perpétuel ! Mais comme nous vivons dans un monde fini, sa saturation globale est inéluctable, et plus on aura déployé d'ingéniosité pour le prolonger, plus les effets différés seront dévastateurs. Il n'y aura pas de planète de rechange. Ou encore, pour dire les choses de façon plus brutale, la saturation se traduira pour l'humanité par une véritable descente aux enfers. L'économie libérale, en faisant du marché le seul régulateur valable, l'outil indépassable du progrès, en le dotant de "mains invisibles" tente de faire d'une pathologie un art de vivre. Les économistes atterrés et autres

contestataires du capitalisme ne dénonçant pas la réification du marché, tente de faire de l'objet légal, un médicament homéopathique : à faible dose le marché soignerait les misères du monde !

La foi en un marché régulateur n'est étayé par aucune expérience. En revanche, tout nous incite à prôner un accès libre, une production qui puisse s'arrêter dès qu'elle est suffisante, sans pour autant provoquer du chômage et des faillites, Finis les travailleurs blanchis sous le harnais de la productivité, fini la nécessité de faire des profits, de gagner sa vie, de priver l'un de l'essentiel pour que l'autre ait plus qu'il ne puisse consommer...

Marché de l'art : Depuis longtemps, l'art est un marché florissant et certaines sculptures, tableaux, installations sont vendues à des prix défiant la raison. Il est bon de comprendre comment un peintre peut devenir riche et célèbre, un autre rester inconnu et dans la misère.

Pour vivre, un peintre est obligé d'exposer dans des galeries. L'intérêt du galeriste est de découvrir un obscur barbouilleur et d'en faire un maître. Pour cela, il lui faut s'associer à des critiques d'art publiant dans des revues internationales prestigieuses. Si l'on achète à vil prix un tableau dont la signature est parfaitement inconnue, d'une qualité discutable, mais qu'on en parle en termes dithyrambiques dans les dits journaux, certains collectionneurs vont flairer le bon plan et acheter la toile très cher en espérant la revendre le triple. La cote du peintre monte, ses tarifs et ses illusions avec. Celui qui critiquera une *œuvre* ainsi surévaluée sera vilipendé dans les journaux spécialisés, dénigré par le monde de l'art, et la côte du tableau, en faisant débat, montera encore un peu plus.

Selon l'entreprise de cotation des œuvres d'art *ArtPrice*, « *le marché de l'art affiche une santé insolente avec une progression linéaire de la valeur moyenne d'une œuvre d'art de 43%* » Dans son rapport de 2015, *ArtPrice* précise : « *On obtient des rendements significatifs de 9% dès que le prix d'une œuvre franchit le prix de 20 000 €, et pour une œuvre de 100 000 € un rendement perpétuel de 12 à 15%.* » C'est clair, plus un œuvre d'art à la côte plus elle offre des profits juteux ! Il est difficile de trouver un système plus inégalitaire et plus condenseur de richesses !

Bien sûr, rien ne peut théoriquement empêcher le génie d'un peintre de s'épanouir envers et contre tous, de s'imposer vis-à-vis d'un public extérieur au cénacle. Mais le génie est toujours rare, souvent déroutant et sa reconnaissance est tardive. En outre, toute innovation en

matière d'art propose forcément de nouveaux codes qu'il faut analyser, décrypter, auxquels il faut s'accoutumer. Dans un système monétaire, peu se livrent à cet exercice puisque des spécialistes le font pour eux. Il suffit qu'un critique d'art fasse mine de découvrir un nouveau "concept" chez tel ou tel artiste pour que la côte de l'œuvre augmente. Si donc un génie finit toujours par convaincre, parfois après sa mort, un artiste médiocre peut devenir célèbre et riche en peu de temps, par hasard ou par son carnet d'adresse ! Jonathan Swift¹ nous a légué ce bel aphorisme : *"Quand un génie véritable apparaît en ce bas monde, on peut le reconnaître à ce signe que les imbéciles sont tous ligüés contre lui !"*

Il est étonnant de constater que tous les tenants du marché de l'art (galeristes, critiques, collectionneurs...) sont généralement de parfaits néolibéraux qui prônaient une concurrence "libre et non faussée" mais passent le plus clair de leur temps à fausser et entraver la concurrence entre artistes et à décider, en lieu et place des amateurs d'art, qui aura droit de cité ou pas, qui est nul ou génial. Même s'il arrive que coïncident leurs jugements et un réel talent, le système montre parfaitement que les règles néolibérales ne s'appliquent pas à ces gens-là, mais à ceux qui en font les frais...

Sans l'argent menant le monde, un artiste ne serait pas dans la misère puisque sa subsistance ne dépendrait pas de son art. Ce qu'il produirait ne serait pas jugé selon une côte mais selon l'appréciation subjective de son public. La notoriété d'une œuvre ne dépendrait que de l'engouement qu'elle susciterait. En outre, nul ne posséderait une œuvre d'art comme d'un trésor susceptible de plus-value. On pourrait l'exposer dans son salon pour un temps, la confier à un musée plus tard, la partager entre plusieurs amateurs... Tout cela n'est-il pas plus simple et plus humain ?

Marché du travail : Horrible expression qui fait de l'homme une marchandise susceptible de vente et d'achat, mais qui est passée dans le langage commun sans guère soulever de polémique. On parle du marché du travail ou du marché de l'emploi comme d'une chose banale et naturelle. Celui qui cherche un emploi doit donc savoir se vendre. Il apprendra à vanter ses mérites comme on vante les qualités d'une savonnette. Tous les préjugés sociaux animent, consciemment ou pas, le marché du travail.

1 L'auteur bien connu des *Voyages de Gulliver*.

Toutes les expériences prouvent qu'un simple nom à consonance étrangère nuit autant au demandeur qu'un profil physique désavantageux pour une demanderesse. Une jeune personne sans autres références professionnelles que son diplôme, dotée d'un nom maghrébin et à la silhouette disgracieuse à plus de chance de décrocher un RSA qu'un emploi.

Puisque le travail s'acquiert sur un marché, la loi de l'offre et de la demande joue tout autant que pour une boîte de raviolis. Quand un grand nombre de personnes postulent pour le même emploi, celui qui va gagner est souvent le moins-disant, le plus prompt à accepter des conditions de travail inacceptables. La concurrence est parfois cruelle et injuste. Un poste de facteur en période de crise attire quantité de gens sur-diplômés n'ayant rien trouvé d'autre. Entre deux aspirants facteur, l'un du niveau brevet, l'autre licencié en lettre, pourquoi se priver du licencié toujours susceptible de rendre de meilleurs services. L'aspirant doté d'un simple brevet peut en ressentir une légitime amertume en pensant qu'il n'est pas juste de donner le poste à celui qui a le plus de possibilités d'en trouver un autre...

Le marché du travail ressemble de plus en plus à un marché d'esclave. La seule différence, c'est que l'esclave potentiel n'est pas contraint par un négrier. Il se présente de lui-même, en toute "liberté". S'il constate ensuite qu'il a signé un engagement chez un négrier qui l'exploite de façon éhontée, il ne viendra pas se plaindre. Si on est libre d'accepter ou pas un *bullshit job*, on est libre aussi de préférer de ne pas avoir de salaire, de vivre dans la rue et de se nourrir aux Restos du Cœur !...

C'est sans doute quand l'argent sera aboli, qu'il n'y aura plus besoin de salaire pour vivre, que les gens réaliseront à quel point nous avons accepté des situations aussi injustes et indignes au nom d'une doxa capitaliste jamais évoquée. Les historiens post-monétaires en parleront sans doute comme ils parlent aujourd'hui de l'Inquisition ou de la Shoah. Les pisse-vinaigres seront scandalisés qu'on assimile des situations aussi différentes, une société post-monétaire ne sera pas privée de faux débats...¹

Marges : La marge est cet espace blanc autour d'un texte, la périphérie d'une chose ou d'un lieu. Comme il y a des "mentions marginales", il y a des marginaux à tout espace social. Puisque la marge est blanche, vierge,

1 Allusion au débat au sujet de la comparaison entre l'étoile jaune et le passe sanitaire en 2021...

c'est l'espace dans lequel peut s'exercer une activité impossible dans le texte. Mais personne ne s'étonne que les banlieues favorisent les activités souterraines et illégales. En comptabilité, on parle de marge pour désigner le profit. Mais personne ne s'étonne que les gens sans aucun profit possible soient appelés des marginaux.

Les marginaux sont généralement suspects puisqu'ils sortent de la Loi écrite, gribouillent dans la marge des nouvelles lois et s'autoproclament législateurs, pour eux ou pour l'humanité. La plupart des marginaux se contentent de la marge et sont dit "réformateurs" (ils commentent et corrigent le texte). Mais il en est qui ne trouvent plus rien de bon au texte et n'ont plus assez de place dans la marge pour en corriger les erreurs. Des livres entiers nous avaient expliqué que le soleil tournait autour de la terre et qu'il ne pouvait en être différemment. La marge était alors insuffisante pour expliquer l'erreur, pour démontrer que la terre était ronde, qu'elle tournait non seulement sur elle même mais aussi autour du soleil ! Copernic n'était plus un réformateur, un marginal, mais un révolutionnaire, d'où l'expression *révolution copernicienne* qui désigne un changement radical de modèle, de méthode, de paradigme, ce qui est bien le cas de la Société de l'Accès.

Contrairement aux marginaux, les tenants d'une révolution copernicienne ne sont plus condamnés par l'Inquisition, brûlés vifs, mais irrémédiablement confinés dans la case utopie ou la case pathologie, selon que l'on les juge illuminés ou dangereux...

Mauvaise foi : Quand il finit par paraître évident à certains qu'il faille changer de modèle, non comme une option mais comme le seul réalisme possible, on voit fleurir des arguments de *mauvaise foi*, des obstinations sans aucune logique, comme des branches fragiles auxquelles se raccrochent désespérément ceux qui voient s'effondrer le monde autour d'eux. Exemple : *Le profit n'est pas partout comme le disent les désargentistes. Dans le choix du nucléaire, le profit n'entre pas en jeu.*

Ce désespéré, accroché à sa branche, fait référence au fait que l'État est le promoteur des centrales atomiques et qu'il a pour but le bien commun et non le profit, la preuve étant qu'il est déficitaire. C'est oublier quelques détails : que le déficit est comblé par les impôts des citoyens, que presque tout dans une centrale est sous-traité au privé, de la conception à l'entretien lequel, pour des raisons évidentes, économise sur tout au dépend de la sécurité au point que nous ayons, à maintes reprises, frôlé la catastrophe.

La mauvaise foi est tout aussi flagrante quand un politique avance l'argument du ruissellement. L'expérience prouve sans cesse que la richesse s'accumule et jamais ne ruisselle sur le bon peuple, mais rien y fait. Le ruissellement est appelé à la rescousse par les médias, les commentateurs de l'économie, au comptoir du café du commerce. La mauvaise foi s'affiche sans vergogne quand on justifie la fortune du riche par ses capacités personnelles et son ardeur au travail. C'est oublier qu'un ouvrier terrassier aura beau mettre une folle ardeur à la tâche, accepter toutes les heures supplémentaires, faire en plus quelques travaux au noir, il ne sera jamais riche. C'est camoufler qu'il n'y a pas d'effort ni de mérite à recueillir les fruits d'une action en bourse qui grimpe. Un peu de flair ou de chance suffit ! C'est négliger la chance pour l'un d'être héritier d'un capital, l'obstacle pour l'autre de se lancer dans une entreprise sans le moindre capital et sans la recommandation d'un proche.

La mauvaise foi, c'est de dire que les gens ne voudront pas entendre parler d'abolition. Ils sont trop égoïstes, trop ambitieux. Moi, je serais d'accord, mais les autres...! C'est le même arguments pour tous ceux qui se refusent à changer quoique ce soit. Si je ne triche pas, un autre trichera à ma place. Si je refuse de faire un travail éthiquement douteux, cela ne changera rien, un autre le fera... On a beau le rappeler à celui qui se cache derrière les autres, rien y fait. Les autres ont toujours bon dos, car personne ne fait partie des autres...

Mécènes : Les mécènes sont des personnes suffisamment riches pour financer, par goût des arts, un artiste, un savant, un organisme humanitaire, une entreprise, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire. L'arrêté du 6 janvier 1989 précise que le mécénat est autorisé *pour toute activité présentant un intérêt général*. En langage moderne, on parle aussi de *sponsoring*, surtout quand il s'agit d'entreprises qui parrainent un sport, soutiennent une activité écologique, financent des projets éducatifs. C'est une pratique aussi vieille que l'oligarchie et le mot vient de Mécène (Caïus Cilnius Mæcenas, 70-8 av J.-C.) un homme d'état romain et ami d'Auguste, protecteur du poète Virgile. Il était propriétaire de nombreuses terres en Égypte, d'importants vignobles en Italie et d'un somptueux palais à Rome.

Le mécénat est souvent critiqué pour être de l'optimisation fiscale habillée de générosité, pour rendre des entreprises d'intérêt commun (surtout quand elle sont des services publics) dépendante de leurs donateurs.

Les personnages les plus riches de la planète ne se privent pas de créer des fondations, de financer des projets de développement, des secours en cas de catastrophes naturelles, avec un argent que de toute façon ils ne pourraient dépenser pour eux-mêmes. Cette pratique permet de justifier les écarts de richesse les plus obscènes, de dédouaner les pires prédatations en remplaçant la justice par la charité et en appelant cela le "ruissellement régulateur" !

Les États ont tous plus ou moins tenté de réguler le mécénat, de l'encadrer juridiquement, mais tous se sont aussi servi de mécènes pour combler leurs propres lacunes. Il est de bon ton de s'insurger devant ces dons qui ne coûtent rien au donateur, qui le coiffent d'une aura de bonté, et encore plus souvent qui offrent aux entreprises donatrices une publicité hors de toute concurrence. Il n'est pas de mois sans qu'un débat soit lancé sur un quelconque mécène. Un exemple parmi cent : en juin 2021, Arles inaugurerait un bâtiment au cœur de son quartier historique surmonté d'une tour de 56 mètres, œuvre de l'architecte Franc Gerhy (musée, salles d'expositions, bibliothèque, bureaux). L'ensemble a été financé par Maja Hoffmann, collectionneuse d'art, réalisatrice de la fondation LUMA. Sa fortune vient de son arrière-grand-père (laboratoires La Roche).

Le site *Lundi Matin*, sous la plume de Sylvain Maréchal, à repris cette information, pour en souligner toutes les concordances de temps avec le capitalisme. *"Le monde qu'elle [la tour Luma] installe avec elle est celui où le seul besoin est devenu le besoin d'argent, le besoin solvable. L'envie générale n'est que la forme déguisée où s'établit la cupidité que produit une économie fondée sur les seules eaux glacées du calcul égoïste."* Et en effet, Maja Hoffmann et les mécènes en général, ne sont pas de généreux philanthropes, mais des égoïstes. Face aux critiques que certains ont émis vis à vis de cette "verruge" au cœur du centre populaire d'Arles, elle répond *"je ne discute pas, je fais"* en insistant sur le fait que c'est son droit *"puisque'il s'agit d'un investissement privé d'intérêt général"*. Le capitalisme produit, et le monde et ce qu'il convient d'en penser. Le bon plaisir du mécène est une souveraineté irresponsable. Tout ce que vous ne pouvez pas, votre argent le peut, et c'est bon et beau !

Le résultat, c'est que ce quartier populaire va se gentrifier, rejetant les plus pauvres à la périphérie, que l'argent dépenser pour exposer les œuvres des artistes à la mode aurait pu répondre à des urgences bien plus utiles au bien commun, qu'un projet privé induit un déni de démocratie de plus, puisque l'argent de l'un évite tout débat pour les autres. *"Les riches*

redéfinissent ainsi le monde avec une insolence et une autorité implacables qui a tout du rêve technocratique d'une société fonctionnelle et intégrée dans laquelle ceux qui sont dépossédés de tout apprennent de ceux qui les dépossèdent comment ils doivent survivre dans ce monde où ils n'ont plus de place", conclut l'auteur de l'article.

Une société sans argent ne peut avoir de mécène, élimine donc ce genre d'ingérence du privé dans l'espace public. Il n'y aurait pas besoin de loi, de règles pour éviter cette dérive. La construction d'un musée, d'une infrastructure quelconque, d'une école ou d'une usine ne pourrait se faire sans la participation volontaire et gratuite d'une masse de gens qui auraient tous le même droit à la parole. Ce serait enfin une démarche démocratique en œuvre, non par idéologie mais par logique sociale. Comment peut-on être authentiquement démocrate, socialiste, écologiste, humaniste et ne pas admettre que tout changerait en moins pire, voire en mieux si l'argent était enfin renvoyé aux musées des antiquités !...

Médecine : L'héritage de la société marchande est lourd : produits cancérigènes à tous les étages, pesticides, perturbateurs endocriniens, pollutions en tous genres, disparition d'espèces essentielles, alimentation déplorable, obésité, cardiopathies... De plus en plus, on soigne les symptômes et pas la maladie, la maladie plutôt que le patient. On ne cesse de nous dire, et nous le constatons, que la relation médecin-patient se dégrade. On en vient à regretter le vieux médecin de famille, plus bricoleur que prescripteur, mais tellement plus thérapeutique.

Après une accumulation d'erreurs, de contre-vérités, de pathologies sciemment cultivées, les séquelles du monde marchand sont considérables et réclament une vision globale de l'homme, de la société, de son rapport à la nature, de ses habitudes de vie, de ses réflexes conditionnés. Le technicisme a fait des émules jusque chez les praticiens. Un problème, exige une réponse technique, une analyse biologique, un scanner. Toute maladie, somatique ou psychologique a le remède adéquat, toute investigation a sa technologie, et rares sont les médecins encore capables de prendre soin du patient globalement. Le diagnostic médical est remplacé par la consultation de la base de données du Vidal, "*l'intelligence médicale au service du soin*" nous annonce le site internet *vidal.fr* !

La médecine est un art et non une science exacte car son objet immédiat est le corps vivant d'êtres humains. Le corps échappe par bien des

aspects à la rationalité, à la statistique, à l'expérimentation. La seule médecine réellement scientifique est la médecine légale qui ne travaille que sur des corps non-vivants ! Notons aussi que la médecine, en complète collusion avec le pouvoir politique, a réussi, au nom d'un virus, à cet exploit : les gens ont accepté, comme si c'était évident, de renoncer à leur propre liberté de mouvement, au travail, aux amitiés, aux amours, aux relations sociales et à leurs propres convictions religieuses et politiques... Comme il est advenu plusieurs fois au cours de l'histoire, les philosophes devront de nouveau entrer en conflit avec la religion moderne, la science, et plus précisément cette partie de la science qui a pris la forme d'une religion, la médecine... Certains esprits malins suggèrent que la seule différence entre Dieu et le Médecin, c'est que Dieu, lui, ne se prend pas pour un médecin !

Enfin débarrassée de la concurrence, des questions budgétaires et carriéristes, des lobbies industriels, la communauté mondiale devra tout repenser, tout reconstruire, peut être même réécrire le serment d'Hippocrate. L'héritage de la société marchande est lourd : décrédibilisation du corps médical, traitements inutiles voire dangereux, segmentation de l'humain en catégories techniques... Le pire étant advenu, il est fou de penser qu'un autre système social fasse nécessairement pire !...

Médias : La journaliste Annabelle Baudin écrivait sur son blog : « *Les médias du futur seront ceux qui nous pousseront à construire le monde de demain, et non à désespérer du présent.* » Le meilleur moyen de comprendre comment fonctionnent les médias aujourd'hui est de prendre un exemple concret. Une chaîne de télévision, jadis très contestataire, a été achetée par le puissant industriel français, Vincent Bolloré. Cet industriel possède des milliers d'hectares de plantations de palmiers à huile en Afrique et la concession de plusieurs grands ports. Au printemps 2018, un journaliste de la chaîne fut envoyé au Togo pour un reportage. Il revint à Paris avec des vidéos de manifestants protestant contre leur gouvernement et contre Bolloré. Son travail fut censuré par la rédaction et remplacé par un article élogieux sur le gouvernement togolais !

Bolloré de son côté fit un procès en diffamation au journaliste. Le journaliste tenta de faire venir des témoins togolais au procès. Terrorisés, tous les témoins se refusèrent sauf un qui dû être escorté depuis l'aéroport par des gardes du corps. L'appartement du journaliste fut envahi par des hommes de mains toute la nuit précédant le procès. C'est ce qu'on appelle

en France, "la liberté de la presse". La presque totalité des journaux, radio, télévisions sont entre les mains d'une poignée de gros industriels qui font la loi. Les journalistes voulant informer honnêtement leurs lecteurs ou auditeurs doivent se rabattre sur des médias libres et indépendants mais absolument sans moyens financiers. Seuls les plus militants peuvent prendre ce risque et doivent y consacrer une folle énergie en se contentant de maigres revenus issus des dons de lecteurs.

Lors de la crise sanitaire de 2020-21, un collectif de médecins "hétérodoxes" s'est constitué pour rétablir un peu de vérité dans les discours politiques et médiatiques. Ils ont réalisé un travail considérable (aux deux sens du terme, volumineux et méritant d'être pris en considération) et ont contacté des centaines de journalistes des médias mainstream. Les rares réponses positives de journalistes ont été immédiatement annulées par les rédactions. Certains journalistes ont avoué avoir été menacés de licenciement s'ils citaient cette coordination de médecins indépendants. Côté institution, le Conseil de l'Ordre n'a jamais relayé les travaux de ces médecins et la Sécurité Sociale leur a laissé entendre un possible déconventionnement s'ils s'opposaient aux thèses gouvernementales¹. Comment ne pas parler de totalitarisme après de telles manœuvres ?

Le journaliste Christophe Barbier sur une chaîne d'information en continu déclarait un jour : « *L'éditorialiste est un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever* ». C'était dans une interview au sujet d'un projet de plan social pour lequel il énonçait la préconisation suivante : « *Les Français doivent renoncer à leur cinquième semaine de congés payés* ». Ben, voyons ! C'est cela être le tuteur du peuple !

Jusque dans les années 1970, la presse était globalement pluraliste : trois journaux affiliés au communisme tiraient à 2,3 millions d'exemplaires en 1945, le *Nouvel Observateur* n'hésitait pas à s'opposer au pouvoir et dénonçait la guerre d'Algérie dès 1955 en publiant l'article « *Votre Gestapo d'Algérie* ». Aujourd'hui le débat se limite à savoir si le journaliste d'information peut être aussi journaliste d'opinion...

Une fois l'argent aboli, personne n'aurait l'idée, et encore moins les moyens, de contrôler un média. Si un journaliste ne sera pas lu, c'est qu'il aura été mauvais, pas parce qu'il aura été censuré, interdit, étouffé !

1 Voir <https://youtu.be/ky7CjudtQc8>

Médias libres : Les médias dits libres ont explosé au XXI^e siècle. La financiarisation des médias a abouti à cinq grands industriels propriétaires de toute la presse écrite et des chaînes télévisées. Un journaliste non conforme à l'idéologie ambiante est vite exclu dans ce système, contraint d'ouvrir un média libre, à ses risques et périls : Médiapart, Agoravox, Reporterre, Mr Mondialisation, Alternatives économiques, Les crises, Politis, Investig'ac-tion, Le 4ème singe, L'âge de faire, Polony TV, Le Média..., sans compter les chaînes Youtube et les blogs, payants ou gratuits, il y en a pour tous les goûts.

Pour autant, cette liberté est tout de même à relativiser, car un média, même militant et subventionné par ses affidés, reste coûteux. Il y a maintes façon d'influencer une liberté d'expression quand il s'agit de s'assurer un salaire minimum, de payer des techniciens, un nom de domaine, des procès baillons dont on peut toujours être victime. L'autocensure existera tant qu'il y aura de l'argent en jeu. En outre, les frais que représentent une investigation sérieuse, une recherche documentaire effective et une présentation claire et pédagogique d'un sujet, ne serait-ce qu'en temps et en déplacements, aboutit vite à compenser les manques par des copier-coller issu des agences de presse ou des concurrents, chacun citant l'autre pour le meilleur et pour le pire.

On peut cependant espérer qu'à force de présenter des thèses non démontrées, des affirmations sans preuves, des citations sans vérifications ni contextualisation, les usagers de ces médias finissent par apprendre à décoder les informations, à en rechercher les sources, à développer un sens critique. Le comble, c'est que les médias mainstreams ont quasiment tous constitué des groupes chargés de signaler les pages web complotistes, les fausses nouvelles, les opinions trop divergentes. Le quotidien *Le Monde* s'est fait remarquer par ses équipes, *Les Décodeurs* et *Décodex*.

La première propose des analyses de l'actualité, celles qui seraient saines et celles qui seraient douteuses, voire dangereuse pour notre santé mentale. Ces censeurs autoproclamés laissent donc imaginer que *Le Monde*, au nom d'une vieille réputation de "journal de référence" aujourd'hui obsolète, ne se trompe jamais, ne produit jamais d'article erroné, tendancieux.

La deuxième se veut un outil de vérification de l'information. Le site que vous consultez est-il fiable ? L'équipe de *Décodex* se déclare garante de la vérité, au non d'une charte qu'ils ont eux-mêmes écrite. En un clic vous pouvez savoir si le site qui vous intéresse est plutôt fiable, réguliè-

rement imprécis, s'il diffuse des fausses informations trompeuses (orange), s'il est humoristique et doit être pris au second degré (bleu), ou franchement à déconseiller (rouge). On n'est pas très loin de l'*Index librorum prohibitorum*, cette liste établie par le Vatican des livres que les catholiques n'ont pas le droit de lire. Dans cette liste ont figuré Descartes, Voltaire, Balzac, Zola, Sartre..., mais pas le *Mein Kampf* d'Hitler !

Il est clair que ces décodeurs, eux mêmes attachés à un quotidien propriété du milliardaire Xavier Niel , 18^{ème} fortune de France, n'ont pas les mêmes motivations que le Vatican, mais de gros intérêts financiers à défendre. Il est clair aussi que de telles pratiques seraient parfaitement incongrues dans une société post-monnaire, et pour tout dire impossibles...

Médicament : L'actualité de 2020 n'a pas cessé de nous exposer, à longueur de page de journaux ou d'interviews, à des débats sur l'efficacité de certains médicaments ou leur nocivité. Des pétitions circulent nous invitant à soutenir ou condamner tel ou tel expert. Dans ce grand cirque médiatique, le peuple ne peut que patauger au milieu d'affirmations contradictoires, et s'il y a une chose certaine, c'est que la Science et les Institutions n'en sortent pas grandies.

Un seul exemple qui frise la caricature, le traitement préconisé contre la Covid19. A droite du ring, le professeur Raoult préconise l'*hydroxychloroquine* qui coûte 5€ et qui est utilisé avec succès depuis 40 ans. A gauche du ring, le gouvernement et ses experts préconisent le *remdésivir* qui coûte 2000€ réputé toxique pour le foie et les reins. Les uns considèrent le professeur Raoult comme un charlatan, les autres comme le premier chercheur mondial selon le classement *Expertscape* de mars 2020. L'UE a commandé du *remdésivir* pour un milliard d'euros et le laboratoire américain Gilead qui le fabrique avait déjà gagné 900 millions de dollars rien que sur le 3^{ème} trimestre 2020.

Des pétitions de soutien au Dr Raoult ont circulé déplaçant le problème de la valeur d'un remède à une question de personne. Le problème n'est pas le choix d'un médicament, encore moins de savoir si Raoult est de droite, riche ou mégalomane. Il est dans l'ensemble du système de santé qui est pollué par les profits financiers à la clé. Quand il y aura une pétition pour sortir la santé du secteur marchand, je signerai volontiers !

Les capacités de soin dans nos sociétés sont incroyablement sophistiquées et les progrès en un siècle semblent sans limites. Pourtant, une

grand part de l'humanité n'a pas accès aux soins les plus simples par manque de revenus, des chercheurs négligent les maladies dites orphelines, des Téléthons sont organisés chaque année pour compenser les manques des chercheurs, des ONG réalisent bénévolement ce que les collectivités devraient offrir à tous... Et dans ce contexte de flagrante injustice, des laboratoires pharmaceutiques réalisent d'immenses bénéfices sans aucune obligation de service, sans aucun contrôle. La production et la vente des médicaments dans le monde est une caricature du système marchand, un scandale auquel aucune solution ne semble réaliste.

Certains médecins affirment que 80% des médicaments sont parfaitement inutiles : certains sont inefficaces mais continuent à être vendus, d'autres sont efficaces mais prescrits à des malades qui n'en ont aucun besoin. Certaines maladies sont inventées de toute pièce pour plus de profits. Les laboratoires appellent cela *le façonnage des maladies*. Un marché ju-teux qui va de l'ostéoporose (qui n'est qu'un vieillissement naturel comme les rides sur la peau), à l'hyperactivité avec troubles d'attention des enfants, en passant par le cholestérol (le simple fait de placer le seuil souhaitable du cholestérol de 400 à 200mg/l) a augmenté le nombre des malades de 42,6 millions (86% de plus en quelques années). Les laboratoires dépensent en moyenne 25 000€ par an et par médecin pour inciter à la consommation d'antibiotiques, de vaccins, de neuroleptiques, voire de traitements de confort, sans aucune nécessité réelle.

L'exemple du laboratoire Gildead est typique. Il fabrique le Solvaldi, une molécule qui traite l'hépatite-C. En un an, il a ainsi réalisé 12 milliards d'euros de bénéfices. En France, chaque malade soigné avec le solvadi coûte 41 800€, aux États-Unis 77 000€. Au Bangladesh où l'on a copié la même molécule, 7€ suffisent ! La France pourrait utiliser la loi dite de "licence d'office" (*non commercial government use*) mais ne le fait pas pour protéger les laboratoires au détriment des malades. La Malaisie a osé utiliser la licence d'office et a obtenu un générique à 300\$ (un prix divisé par 40). Pourquoi donc la même opération n'a-t-elle pas été possible en France ou aux USA ? Simplement parce que la pression des industriels est telle que les gouvernements de l'OCDE hésitent à user de ce type de dispositif. En France, 70% de la dépense en médicaments pourrait être économisée par la Sécurité Sociale si le gouvernement le voulait. Il est plus simple d'accuser les citoyens de creuser le fameux "trou de la sécu" par des demandes de soins excessives.

Mais aucun gouvernement, quelle que soit la configuration politique dans laquelle il évolue, ne peut s'opposer au pouvoir de l'industrie la plus rentable, bien loin devant l'automobile, le luxe ou l'armement (950 milliards d'euros en 2016 !). Tout le monde reconnaît le scandale du lobby pharmaceutique, mais personne n'est en mesure de proposer un remède. En outre, la logique du système tend à concentrer de plus en plus ces monstres industriels. L'étonnant mariage entre Bayer et Monsanto n'est qu'une étape vers l'aboutissement logique de deux grands monopoles se partageant le marché mondial, en parfaite harmonie, tout en conservant l'alibi de la concurrence nécessaire (Bayern-Monsanto représente déjà 37% du marché mondial). Le problème n'est donc pas soluble dans le capitalisme, il faut bien se résoudre à l'admettre.

Imaginons maintenant que nous sortions du système, de cet échange marchand qui produit les pires effets pervers, pour entrer dans l'ère de l'accès, sans profits financiers ni question de valeurs. Les médicaments les plus chers ne sont jamais que des molécules susceptibles d'être reproduites par n'importe quel chimiste. Nul sur terre ne manquera de médicaments pour le paludisme (0,5 million de morts par an), le sida (1,8 millions), l'hépatite (1,8 millions), la dingue (0,5 million)... Les chercheurs vont s'intéresser à des maladies jusque-là négligées. Les gouvernements seront libérés des pressions financières et pourront enfin faire des choix politiques dans l'intérêt commun. En termes de santé public, la disparition de toute monnaie serait spectaculaire : plus de maladies professionnelles, moins de pollution, de stress, d'angoisses, une alimentation plus saine... Et l'on voudrait nous faire croire que le capitalisme est réaliste et la désargence utopique...

Mesure : Le cadre de l'accès direct abolirait, par construction, l'instrument de mesure et de comparaison qui, à la fois, crée et suit le marché, avec des effets aussi dévastateurs pour le quotidien des usagers que pour la planète. On n'assisterait donc pas tant à la disparition de la valeur qu'à la possibilité pour chacun d'attribuer une valeur, d'évaluer les choses selon le rapport personnel que nous avons avec elles, selon le sens, l'usage que nous en avons ou en faisons.

Au-delà de l'économie, le changement serait proprement anthropologique. La mesure en argent des objets, des matières, des humains ne s'ancrerait ni sur la quantité ni sur la qualité. Un kilo de plumes a plus ou moins de valeur qu'un kilo d'or selon l'usage impératif ou pas qu'on en a.

S'il s'agit de dormir, la plume a plus de valeur, s'il s'agit de produire un objet décoratif, les deux se valent. S'il faut remplacer une molaire, l'or est incomparable. Si nous éprouvons le besoin de jauger les qualités d'une personne, les biens qu'elle possède ne disent rien, ses capacités d'entraide ou d'empathie en disent long. Le même objet prend une valeur différente pour l'un ou pour l'autre en raison de sa signification symbolique, sa charge émotionnelle.

Il paraît donc évident que l'habitude de tout mesurer à l'aune d'un sentiment personnel changerait radicalement les mentalités individuelles et les relations interpersonnelles. Jusqu'à quel point et en combien de temps cette mutation peut s'opérer, nul ne peut le savoir tant qu'il n'est pas situation réelle. Mais que cela provoque une profonde mutation des mentalités, il faut être de très mauvaise foi pour en douter...

Méthanisation : Processus naturel de dégradation des matières organiques en absence d'oxygène qui produit du méthane et un résidu assimilable à du compost. Depuis des décennies, nous avons une technologie parfaitement au point, tant pour des petits digesteurs domestiques capables d'alimenter en gaz une cuisinière que pour des méthaniseurs industriels. A ce jour, on n'a connu qu'un seul exemple d'utilisation de cette technologie qui ait été pensé à grande échelle et sans dégâts écologiques, celui du Népal.

Ce pays importait jadis 100% de ses besoins énergétique sous forme de pétrole. Une grande partie de la population, surtout agricole, n'avait pas d'autre moyen pour se chauffer et cuisiner que d'utiliser le bois, avec à la clé une déforestation dramatique. Le gouvernement népalais a eu l'heureuse idée de vulgariser la fabrication et l'utilisation de petites unités de méthanisations conçues pour un niveau familial. Il en a financé une bonne partie pour convaincre la population des bienfaits du système, puis en a mis en vente des méthaniseurs artisanaux à un prix décent, amortissable en seulement trois ans ! Un succès qui aurait pu être suivi par les pays voisins si les lobbies pétroliers n'y avaient mis un frein.

Dans les pays occidentaux, les avantages de la méthanisations ne sont plus à démontrer mais en revanche, l'économie marchande à complètement perverti le système. Toujours obsédé par la taille des exploitations et par la rentabilité de toute entreprise, les usines méthanières ont pris des proportions ingérables, particulièrement au niveau des résidus. Par économie, on a favorisé les déchets de l'agro-industrie, fortement

contaminés par la chimie et on a présenté les résidus sortant de ces usines comme un parfait compost afin de mieux le vendre aux agriculteurs. Pour aseptiser une terre, puis la stériliser, il n'y a pas mieux que ces concentrés d'engrais, d'insecticides, de fongicides, de perturbateurs endocriniens, de métaux lourds...

Là comme partout, c'est le profit qui commande. Un paysan expliquait cela clairement : *"Entre un prix du lait non garanti qui, depuis un moment, est passé en dessous du prix de revient et un prix du gaz stable et garanti, il n'y a pas photo."* De là à abandonner la production du lait, à planter des graines susceptibles d'alimenter des méthaniseurs et dont on se moque bien de la qualité nutritive, il n'y a qu'un pas que beaucoup sont tentés de franchir. C'est un marché porteur déclarent les experts, l'avenir de l'agriculture. *L'équivalent de trois départements français devront bientôt être consacrés à 100 % aux cultures méthanières (avoine, orge, etc.) pour la seule production de gaz* précisent ces innovateurs géniaux. Ce nouveau marché est d'autant plus prometteur qu'il demande à l'agriculteur un gros investissement. Beaucoup ne pourront trouver le financement nécessaire, ce qui est bien car ceux-là pourront vendre facilement leurs déchets végétaux et leurs surplus de récolte à ceux qui possèdent de gros méthaniseurs, bien sûr à des prix encore plus bas que celui du lait ! N'est-il pas beau ce monde de bisounours technophiles !

Faute de pouvoir remettre en cause le système économique, des écologistes s'en sont pris au système de la méthanisation perçu comme aussi néfaste que le nucléaire ! Ce n'est qu'après l'abolition de l'argent que la méthanisation reprendra ses lettres de noblesse et pourra s'étendre. Les déchets organiques utilisés étant bien plus sains, les boues le seront aussi. Si des usines continueront à traiter des déchets pollués, elles chercheront d'autres usages pour les boues, la fabrication de parpaings pour le bâtiment par exemple. Mais surtout, les unités de productions seront adaptées aux besoins locaux, du niveau familial au niveau urbain en passant par le village ou la ferme, chose qui est impossible dans un cadre monétaire, profits obligeant !

Microcrédit : Les IMF (institutions de la micro-finance) ne prennent en compte ni le contexte néolibéral, ni le contexte patriarcal de l'oppression des femmes. Elles fonctionnent sur la base de multiples illusions : l'auto-emploi et la viabilité de la microentreprise dans des régions sinistrées et

dans un monde en crise ; l'accès à la consommation comme critère de sortie de la pauvreté ; l'accès à la finance sur "l'empowerment" des femmes.

Le microcrédit permet très rarement à ses bénéficiaires de créer des activités génératrices de revenus. Il crée au contraire plus de problèmes qu'il n'en résout. Au renforcement de la spécialisation des femmes dans des secteurs peu rémunérés, à l'allongement de leur journée de travail, s'ajoute la spirale de surendettement dans laquelle le microcrédit plonge les femmes. Tout cela se traduit alors par une exacerbation de la violence conjugale, une surcharge de travail, de stress, de fatigue et dans bien des cas la déscolarisation des enfants, la prostitution et des suicides ou tentatives de suicide.

L'outil microcrédit apparaît à l'évidence comme non adapté pour atteindre les buts qu'il s'assigne. Le microcrédit est bien un avatar du néolibéralisme, même s'il a été nobélisé.¹ À chaque personne de créer son emploi, même s'il n'en a pas le statut : une activité qui génère des revenus, cela permet de faire l'impasse sur les notions de salaire, de protection sociale, de temps de travail, d'hygiène, etc. C'est un travail atomisé, de sous-traitance à domicile, de commerce informel sur le trottoir. C'est le travail précaire par excellence et le degré zéro de l'emploi, au nom d'un faux développement qui provoque des souffrances accrues pour les femmes.

Dans la pratique on constate que bien souvent, les microcrédits servent à payer l'école privée du gamin, les soins de santé d'un des membres de la famille. C'est donc que les services publics sont devenus payants. Les pauvres n'ayant pas les moyens de payer, il faut bien assurer les profits de nouvelles entreprises privées assurant ces services en endettant les populations. L'argent disparaît ainsi des budgets publics et se transforme en dette privée...

Microgrid : Brooklyn Microgrid (BMG) est un projet de système électrique décentralisé communautaire à l'échelle d'un quartier. Le projet est soutenu par l'Etat de New-York, via New York State Energy Research and Development Authority (NYSERDA). Les objectifs annoncés du projet des *microgrids*, ces sortes de coopératives énergétiques, sont d'améliorer la résilience du réseau électrique face aux catastrophes naturelles, de développer

1 En 2007, la Banque de Suède a attribué le prix Nobel de la paix à Muhammad Yunus considéré comme le père du microcrédit avec sa Grameen Bank, la *banque du village*.

localement les énergies renouvelables et de favoriser l'efficacité énergétique ainsi que le "*Demand-Response*".

L'échange entre producteur et consommateur se fait à l'aide de "*smart contrats*" s'appuyant sur la technologie Blockchain Ethereum qui offre un registre infalsifiable et décentralisé des transactions. Il s'agit donc de permettre l'échange de l'énergie et de lui attribuer un prix, de façon directe et locale. Pour cela, il a fallu multiplier les compteurs privés (*smart meters*) et valoriser l'énergie produite grâce à un système de jetons. Si un producteur/consommateur produit davantage d'énergie verte qu'il n'en consomme, alors il dispose d'un excédent d'énergie. Ce surplus est revendu sur le réseau, en échange de jetons. Ces jetons sont ensuite échangeables localement. Ils constituent une monnaie locale d'énergie, avec un fonctionnement similaire au Bitcoin. À terme, BMG semble ambitionner de proposer à ses membres et aux institutions locales une alternative face aux fournisseurs d'énergie traditionnels comme ConEdison.

En effet, New York expérimente aujourd'hui le *Community Choice Aggregation*. Ce modèle encourage le développement de communautés énergétiques en laissant la possibilité aux gouvernements locaux d'acheter leur électricité aux communautés locales. Ce système permettrait à des initiatives comme BMG de se poser en réel concurrent face aux acteurs traditionnels de l'énergie. La technologie sera basée en open-source, générera en temps réel des données accessibles à tous les utilisateurs, et garantira un niveau de protocole de sécurité cryptographique digne des systèmes des cybersécurité militaires.

Les transactions de jetons d'énergie sont réalisées directement en peer-to-peer, sans intermédiaire centralisé, ce qui rend le système plus efficace et efficient. Force est de constater une réelle dynamique sociale, compte tenu de l'engouement des habitants du quartier. Ce qui attire ici, ce n'est pas tellement la technologie utilisée, mais plutôt la dimension collaborative et communautaire du projet. N'est-il pas sympathique, en effet, de savoir que lorsque je pars en vacances, l'énergie produite sur mon toit servira à alimenter le réfrigérateur de mon voisin ?

Tout ceci étant conçu dans un cadre "argentique" et marchand, le profit reste le moteur du système et tout est conçu par et pour un système marchand. Il ne nous intéresse qu'en raison de sa facilité à être converti dans une société post-monnaire. Il est fort probable que ce genre de système se développe aux premiers signes d'une abolition de la monnaie. Il est

déjà en cours à Lyon et en Allemagne et se met en concurrence directe avec les producteurs traditionnels comme EDF en France et NRV en Allemagne. Cette tentative d'alternative énergétique bien capitaliste est en ce sens intéressante car elle prouve qu'une activité aussi centrale que la production d'énergie ne serait pas forcément en péril si l'argent et l'échange marchand étaient abolis...

Milliards : A l'occasion de l'épidémie du Covid, l'Union Européenne a débloqué 540 milliards d'euros sur les 750 milliards annoncés pour relancer ou soutenir l'économie. Mais que représente 50 ou 100 milliards destinés à tel ou tel secteur ? Nous comprenons à peu près ce qu'est un million, nous savons qu'un milliard c'est mille millions, mais que fait-on avec 540 milliards d'euros ?

Pour se faire une idée de la différence entre million et milliard, il est utile de faire le parallèle avec le temps. Admettons qu'il y ait équivalence entre la seconde et l'euro : 60€ = une minute, 3 600 € = une heure, 86 400€ = un jour, un million = environ 11 jours, et un petit milliard correspond à 31 ans ! Donner un million ou un milliard à une entreprise, c'est comme accorder à quelqu'un 11 jours ou 31 ans de congés !

Quand on nous annonce que l'Europe va débloquer 750 milliards pour relancer l'économie post-covidienne, traduit en "*valeur temps*", nous parlons d'un peu plus de 23,2 millénaires. Quand on nous dit que l'État prévoit un budget de 84,2 milliards pour les hôpitaux, il s'agit de 2,6 millénaires et le "pognon de dingue" accordé au RSA, c'est 341 ans. Il est fréquent de lire des articles dans la presse mainstream sur les folles *exigences* des syndicats qui réclament le sauvetage des quelques centaines d'emplois d'une entreprise en difficulté. Il s'agit souvent de quelques mois en "*valeur temps*", mais exprimé en euros, le peuple comprend qu'il n'y a pas d'*argent magique*.

Si ces mêmes médias traduisaient tous les chiffres annoncés en temps, le peuple descendrait plus souvent dans la rue et comprendrait que s'il n'y a pas d'*argent magique*, il y a bien un *argent tragique* ! Il est difficile de croire que les journalistes ne se rendent pas compte que pour un Français moyen, le milliard ne veut rien dire, ne représente rien de ce qu'il connaît. Il est tout aussi impossible que personne dans cette profession n'ait eu l'idée de traduire million et milliard en jours, années et siècles, ou en centimètres et kilomètres. Ils l'ont bien fait à propos des masques pour nous

expliquer ce curieux mètre affublé du préfixe *nano-*, ce milliardième de mètre impossible à imaginer ! Hubert Reeves a bien su nous familiariser avec l'incroyable *année-lumière* correspondant à 9 461 milliards de km !

Minarchisme : Le minarchisme est une théorie politique appelant de ses vœux un État minimum, réduit dans de strictes limites de légitimité. Le terme a été créé par l'essayiste libertalien américain Samuel Edward Konkin (1947-2004). Les minarchistes se méfient de l'État, de ses prérogatives, de sa tendance à s'occuper de tout. Ils souhaitent réduire l'État aux seules fonctions de maintien de l'ordre, de justice et de défense du territoire, en somme un état-gendarme, un "*état-veilleur de nuit*". Cette théorie a été largement soutenue par l'économiste britannique Friedrich Hayek (1899-1992).

Vous remarquerez que l'État, tel que nous le connaissons, est souvent mis à mal dans ce dictionnaire, mais contrairement à Konkin et Hayek, il ne s'agit pas pour nous de confier les fonctions de l'État à l'entreprise privée, mais au peuple et pour ce faire, d'imaginer un gouvernement au service du peuple et non l'inverse. En plus, nous insistons beaucoup sur les contre-pouvoirs indispensables à toute institution et quel que soit son niveau d'exercice. Notre société post-monnaire n'a donc rien à voir avec un quelconque minarchisme...

L'écrivain Emmanuel Dockès a publié un livre intitulé *Voyage en Misarchie*¹ dans lequel il imagine une société ayant limité au minimum toute prise de pouvoir, et dont les institutions ne sont que des services ouverts à tous et contrôlés par tous. Il a suivi le même chemin que nous mais en partant du paradigme du pouvoir et non de l'argent. Mais il prouve que remettre un paradigme en cause, le pouvoir ou l'argent, change tout. Il démontre que les dérives libérales actuelles ne sont pas une fatalité et qu'il est possible de penser une transformation radicale de la société. La seule différence entre sa démarche et la notre, c'est que le refus de tout pouvoir n'induit pas la fin de l'argent alors que la fin de l'argent induit la fin du pouvoir...

Mines : La mine a toujours été synonyme de dégradation de sites et de pollution. Que l'on extrait un métal ou du charbon, il faut creuser, défoncer,

1 *Voyage en misarchie*, éd. Du Détour, 2019.

trier, entasser les déchets, consommer beaucoup d'eau et d'énergie. Il n'a cependant jamais été question de fermer toutes les mines et de se passer des matériaux utiles enfouis dans le sol.

Actuellement, la solution est de délocaliser les mines et de réserver l'extraction aux pays pauvres, aux salaires bas, peu soucieux de la santé de leurs ressortissants. Encore un conflit d'intérêt insoluble, l'extraction étant nécessaire mais toujours polluante. La crise environnementale nous est aujourd'hui bien clairement annoncée, et nous ne pouvons éviter d'imaginer ce que nous ferions de ce conflit insoluble dans un contexte a-monétaire.

Supprimer toute activité minière nous conduirait rapidement à des pénuries en cascade insupportables. Inventer des mines propres relève pour le coup de l'utopie. Réduire de moitié les besoins en matières premières, c'est en revanche possible sans toucher à l'essentiel, simplement en extrayant juste ce qui est nécessaire, pour une consommation strictement utilitaire. Mais c'est encore accepter l'autre moitié incontournable, une demi-mesure. Il reste la micro-mine locale, libérée des impératifs économiques et qui, de ce fait, peut prendre le temps de traiter les dégâts qu'elle occasionne au fur et à mesure de son fonctionnement. C'est impensable dans un monde soumis aux lois du marché, pensable dans une société a-monétaire.

Quantité de mines ont été abandonnées faute de profits suffisants, laissant derrière elles des terrils inexploités et inexploitablement actuellement. Or, on sait comment les exploiter ce qu'ils recèlent si le temps et la main d'œuvre ne comptent plus, comment utiliser la chaleur qui s'en dégage quand il s'agit de mines de charbon, comment les transformer en immenses "spirales aromatiques"¹ quand ils sont inertes. Les mines de petites tailles éloignées les unes des autres produisent en outre des pollutions plus aisées à contrôler, qui se diffusent dans l'environnement sous une forme plus douce qu'une aciérie actuelle ou une d'usine de traitement de la bauxite.

La fin de la productivité induite par la fin de l'argent et du profit, permettrait des modes d'extraction et de traitement, certes lents, mais légers, supportables pour la nature et pour l'homme. La plupart des traitements par la chimie, par exemple l'arsenic pour séparer l'or de la roche, peuvent être abandonnés au profit du tri par gravitation, par simple baratage. Une mine en fin d'exploitation serait toujours recyclée (création d'un

1 Spirales aromatiques : butte de terre que l'on dote en permaculture d'une spirale du genre coquille d'escargot pour cultiver diverses plantes aromatiques. La spirale offre des conditions d'exposition au soleil idéales selon le type de plantes.

lac pour les mines à ciel ouverts, de champignonnières pour les mines en galeries...). Pour cela, nous aurions du temps et une main-d'œuvre généralement motivée puisque ce sont les bénéficiaires des produits de la mine qui se chargeraient de réparer les dégâts qu'ils ont commis par nécessité...

A cela, on me répond généralement que toute mine implique un travail pénible et dangereux pour la santé et la vie même des mineurs. Qui sans argent accepterait un tel risque ? Tous les anciens mineurs que j'ai interrogé parlent au contraire de la fraternité qui se développe autour de cette activité, autant que les sports à risque, les aventures en terre inconnue. Les plus grands dangers viennent de considérations économiques, les plus grands risques sanitaires viennent de la nécessité de réaliser des profits financiers. Sans cela, les volontaires pour descendre dans une mine seraient aussi nombreux que pour traverser l'océan sur un petit voilier, grimper au sommet d'une montagne abrupte, faire du ski hors piste...

Mode : Manière de s'habiller, goûts divers partagés par le plus grand nombre à une époque donnée. La mode induit des codes, des tendances collectives qu'elle impose peu à peu à tous. On dit de celui s'habille selon la mode d'une décennie précédente qu'il se déguise. On dit de celui qui s'habille comme personne d'autre ne l'a fait avant lui, qu'il a été créateur de mode s'il est bien suivi.

Tout est devenu affaire de mode, la coiffure, l'art, le loisir, le style de vie. La mode serait restée une simple curiosité de l'espèce humaine si elle n'avait été marchandisée. L'argent impactant tout, elle représente un marché qui doit se renouveler de plus en plus vite. Si l'on peut parler de la mode du XVII^e ou du XIX^e siècle, on a parlé au XX^e siècle de la mode des années trente ou cinquante et au XXI^e siècle, chaque année la mode propose de nouveaux modèles de vêtements, des nouveaux standards esthétiques.

En définitive, la mode a perdu tout intérêt esthétique en faveur de sa rentabilité. Peut importe qu'un vêtement soit laid, fragile, malcommode, pourvu qu'il relance le marché. La mode des jeans troués en est la caricature. Si le tissu vieilli et déchiré avait été un nouveau concept esthétique, il aurait suffi d'attendre que le jean s'use de lui même. Mais pour en faire un nouveau marché, il a fallu fabriquer du tissu neuf qui soit ensuite usé et déchiré en usine et donc vendu plus cher que le tissu non dégradé. Cette plus-value justifie que des ouvriers soient contraints d'utiliser à mains nues des

produits détergents agressifs (responsables de cancers), de sabler sous pression les toiles sans masques (d'où le ombre de cas de silicose), que les eaux chargés de colorants et d'acides divers soient rejetées dans la nature sans traitement préalable (dégâts environnementaux garantis). Les Français consommeraient 63 millions de jeans par an. C'est un désastre écologique, un scandale sanitaire, une hérésie esthétique, mais c'est un progrès !

Une société sans argent nous ramènerait de facto à la mode comme simple soucis de se différencier, de se parer d'originalité, elle laisserait aux usagers le choix d'en changer souvent ou rarement. Les modes seraient même plus variées, plus locales et donc plus riches que celles qui sont imaginées par les grandes maisons de coutures et de prêt à porter à destination du monde entier. Les ouvriers des ateliers chinois, turcs, indiens, tunisiens qui usent et déchirent nos jeans au péril de leur santé s'en porteraient bien mieux !...

Mondialisme : Voilà bien un mot commode, un mot-valise dans lequel chacun peut y mettre ce que bon lui semble. Les uns y voient un gouvernement mondial dirigé par une élite intellectuelle et financière, d'autres y voient un état unique et supra national, certains l'entendent comme un internationalisme, c'est-à-dire une coopération harmonieuse entre États souverains. Les plus révolutionnaires osent même un altermondialisme qui serait tout autant mondialiste mais autrement...

Le flou d'un mot est toujours dangereux, surtout quand ce flou est instrumentalisé. Or celui-là est instrumentalisé par les pour et par les contre. Les pour jouent sur la peur d'une guerre mondiale ravageuse ou sur la nécessité d'une gestion globale de la planète pour une meilleure rentabilité. Les contre jouent sur la peur d'un gouvernement si centralisé et si concentré qu'il en deviendrait incontrôlable. Cette mondialisation, honnie ou souhaitée, sert aussi de bouc émissaire. Tous les maux de la terre lui sont attribués, qu'il s'agisse de dire que l'on y peut rien, comme on le dit de la gravitation universelle, ou de diaboliser les mondialisateurs responsables de tous les désordres.

Faudrait-il donc cesser d'en parler au risque de laisser s'installer la dictature d'une ploutocratie ? Au risque d'amalgamer tout et son contraire ? Au risque de promouvoir tous les démons nationalistes et identitaires ? Non, bien évidemment. Mais l'état du débat est devenu tel que nous en sommes réduits à radicaliser les positions, à le penser en termes de morale. La dichoto-

mie blanc-noir, progressiste-passéiste, mondialistes-nationalistes ne mène à rien. C'est là une raison de plus de dépasser les apparences et de poser les questions de fonds, de faire la généalogie de chaque idée ou concept, de contraindre sans cesse nos interlocuteurs à définir le sens des mots qu'ils emploient qu'il s'agisse de mondialisme, de souverainisme, de complotisme, de populisme...

La richesse et la diversité des formes de vie sont des valeurs en elles-mêmes et contribuent à l'épanouissement de la vie humaine et non humaine sur Terre. La pauvreté de la mondialisation réside dans l'uniformisation des usages. Les différences physiques tendent à se réduire, les effets de mode et les échanges culturels tendent s'uniformiser. Les costumes deviennent apatrides, la même musique est écoutée de Moscou à Los-Angeles, les mangas se vendent dans le monde entier, les romans de Victor Hugo ou de Balzac sont adaptés aux mangas. Il est plus facile de joindre au ami à l'autre bout du monde qu'au temps où il fallait passer par le "*22 Asnières*" pour appeler Brest ! La biodiversité des pratiques humaines est aussi importante que la biodiversité des espèces animales ou végétales. Le monde ne semble pas le regretter et c'est sans doute lourd de conséquences psychologiques, sociologiques, politiques, philosophiques, idéologiques...

Il est à craindre que la métamorphose espérée n'intervienne trop tard pour limiter la crise globale et ne manifeste ses effets que pendant et après la catastrophe, un peu comme le pacifisme n'empêche pas les guerres mais se développe dans leur sillage... Le découpage de l'espace terrestre en territoires nationaux est achevé. Il ne subsiste que des "conflits scories" datant des dernières guerres. Le conflit actuel entre Grecs et Turcs au sujet de la mer Égée et de la Thrace en est un bel exemple.

Ce conflit ravive les aspirations nationalistes d'un côté comme de l'autre, quand dans le même instant, la mondialisation renvoie l'idée de Nation au musée des antiquités. La mondialisation ne dissoudra pas ces scories dans un grand marché mondial et encore moins dans un Nouvel Ordre Mondial. Il restera toujours comme une nécessité vitale de définir ce qui est du dedans et ce qui est du dehors. On peut changer la nature et le sens d'une frontière, on ne peut la supprimer sans que les deux parties qu'elle séparait soient aussitôt dissoutes dans un magma informe et invivable. En effet, on ne peut à la fois penser l'homme comme un animal social et le priver de son besoin d'appartenir à un groupe et donc de se distinguer de l'autre groupe. Les Grecs et les Turcs ont beau rester de vieux ennemis intimes, ils n'efface-

ront pas les liens humains qui se sont créés depuis 1453, après la chute de Constantinople. Mondialisme ou pas, ils ne s'aimeront les uns et les autres que différents et dûment localisés.

La confiance dans ces conditions est introuvable, chacun se méfie de l'autre. Les intellectuels et les financiers sont, nous dit-on, les plus à même de gérer correctement la planète. Quant aux milliardaires, s'il le sont ce ne serait pas par hasard mais en vertu de leurs compétences ! Dormez tranquilles braves gens, le Nouvel Ordre Mondial veille sur vous ! En lieu et place d'un débat, nous jouons sur la peur : si vous ne voulez pas la mondialisation, vous aurez le chaos, la caverne et la bougie, la civilisation Mad Max. Si vous voulez la mondialisation, vous aurez un Big Brother mondial qui ne sera même pas identifiable. Nous rejouons ici le coup du choix entre la bourse et la vie. Dans les deux cas, on perd la bourse et la vie, seul change l'ordre de mise en acte !

Il n'est malheureusement pas sûr que le "Grand Reset" fasse un flop. Aussi barbare que l'on puisse considérer cette idéologie, il faut lui reconnaître un sens remarquable de la stratégie. La moindre des choses si l'on est profondément opposé à l'idéologie mondialiste, c'est d'analyser leur stratégie pour mieux la combattre. Les bénéficiaires de la mondialisation jouent avec brio sur l'ambiguïté des termes qu'ils choisissent pour avancer leurs pions. Quand nous entendons le mot mondialisation, nous pensons immédiatement à la fin des États-nations, à l'uniformisation des particularismes sociaux. Or, les habitués des rencontres de Davos n'ont aucun intérêt à ce type de globalisation. Ce qu'ils veulent, c'est uniquement la libre circulation des hommes, des matières et des capitaux. C'est ce qui leur permet de délocaliser les usines, de limiter leurs impôts grâce aux paradis fiscaux, de jouer sur les réglementations sociales pour un dumping social sans pitié, etc. Tout cela serait perdu pour eux avec un gouvernement mondial doté d'un unique droit international et d'une uniformisation des usages sous toutes les latitudes.

On connaît bien les effets pervers de ces "innocents" projets mondialistes. En ignorer les cheminements tortueux c'est se mettre à leur merci... Plus nous nous étripons entre souverainistes et européistes, entre populistes et pragmatistes, entre identitaires et communautaristes, plus ils ont les coudees franches. Plus les Japonais ressembleront à des Occidentaux, les Californiens à des Scandinaves via la mode, la musique, le tourisme de masse, plus il sera facile de nous imposer une unique idéologie, la

leur, et plus les cultures politiques singulières seront affaiblies...

Depuis le Davos 2020 et le livre de Klaus Schwab, il est clair qu'il sont en passe de devenir plus écologistes que les écologistes, plus sociaux que les socialistes. Ils s'engagent pour la limitation du réchauffement climatique pour plus de profits dans les taxes carbonées. Ils privatisent des forêts pour préserver la biodiversité, ils nous vendent de l'éolien et de la culture bio comme ils nous ont vendu des smartphones et des gadgets made in RDC. Ils commencent à trouver judicieuse l'idée d'un revenu universel ou du "quantitative easing for people". Quand les écologistes et les partis de gauche s'en rendront compte, il sera trop tard pour effectuer une marche arrière. Le Great Reset selon Schwab est doté d'un "effet cliquet" du même modèle que celui qui est compris dans les mesures sécuritaires face au terrorisme ou à l'épidémie. On ne retrouve jamais tout à fait ce que l'on a concédé par sécurité !...

Il y a 40 ans, Alain Minc, héraut autoproclamé, appelait cela *la mondialisation heureuse*. La mondialisation devenait une sorte de conte de fée. On sourira un jour en rappelant cette pauvre Laure Adler laissant échapper son émotion enthousiaste devant le symbole de tous ces humains, de toutes races, de tous sexes et de toutes conditions, regardant tous dans la même direction : l'éclipse de soleil. Une allégorie de la mondialisation fraternelle en quelque sorte ! Et même les grandes Institutions internationales sont traversées par cette opposition. D'un côté, l'ONU, forum de nations, ou la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui rappelle que *la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics*. De l'autre, une volonté de domination monétaire et financière symbolisée par le FMI ou la Banque Mondiale...

Monnaie : Le mot est entré dans le langage courant par le savant évêque de Lisieux, Nicolas Oresme (1320-1382). Au terme *numisma* (médailles), il a préféré celui de *monéta* (information, mémoire, anticipation). Pour les Encyclopédistes, la « *monnaie est un signe qui représente la valeur, la mesure de tous les effets d'usage et est donnée comme le prix de toutes choses* » (Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, tome XXII, Genève, 1778).

Ainsi, la monnaie est un protocole d'échange, un code résultant d'un accord social, une convention au sein d'une communauté pour utiliser quelque chose de normalisé comme moyen d'échange, qu'il s'agisse de co-

quillages, de bovins ou de billets verts, afin que les richesses puissent être mesurées et échangées entre les individus qui les produisent. Mais ce protocole montre aujourd'hui des signes avant-coureurs de fatigue. Depuis les accords de Bretton Woods, on compte pas moins de 145 crises bancaires, 208 krachs monétaires et 72 crises de dettes souveraines, soit 425 crises financières imputables à une *monoculture monétaire*, nous dit-on.

Soit, mais il serait nécessaire de comprendre ce qu'implique le terme de "signe", ce qui relève du signifiant et du signifié, ce que l'usage du signe produit lui-même, ce qu'il provoque individuellement et socialement, etc. Cela éviterait de limiter sottement la cause de ces crises à cette monoculture monétaire. Les crises ne datent pas de Bretton Woods et celle d'Athènes, est fort bien décrite par les penseurs du IV^e siècle avant J.-C.

La pensée économique divague lorsqu'elle prétend que l'argent dette entraîne la croissance exponentielle et que le retour à une monnaie saine nous ramènerait donc à la raison. L'Histoire nous apprend bien qu'il n'y a jamais eu de croissance qui ne soit pas exponentielle et que les peuples ayant une économie stagnante se sont toujours fait phagocytter par ceux qui visaient la croissance. Y a-t-il eu dans l'Histoire un système monétaire sans croissance ou une croissance qui n'aboutisse pas à une stagnation puis à la crise ? On peut logiquement en douter. Toute monnaie est ontologiquement destinée à croître, puis à décroître, puis à s'effondrer, qu'elle soit fondante, libre, symbiotique, complémentaire, virtuelle ou fondée sur l'étalon or. C'est la monnaie en elle-même qui pose problème, pas ses supports matériels, pas sa répartition, pas ses usages. Reste à savoir comment le faire admettre à ceux qui en ont fait leur fonds de commerce, à commencer par les économistes...

Faute d'admettre cette évidence, il paraît impossible de contourner *l'échange marchand*, d'échapper à la *valeur* au sens marxiste du terme, de cesser de tout comptabiliser y compris ce qui ne compte pas. C'est très logiquement ce qui nous a amené à considérer *l'accès* comme seule alternative aux crises qui s'enfilent l'une derrière l'autre, à chaque fois plus létales et plus globales... Certes, les individus qui aujourd'hui souhaitent une obsolescence de la monnaie sont nettement plus rares que ceux qui cherchent à la soigner. Il y a aussi des milliards de gens qui ne sont pas choqués par la peine de mort et cela n'en fait pas pour autant une bonne idée !

Cet obscurantisme qu'est devenu le système monétaire impacte tous les courants de pensée, comme l'argent impacte les moindres de nos actes

quotidiens. Quand Pablo Servigne à la suite de Kropotkine prône *l'entraide* comme autre loi de la nature et en opposition à la concurrence, il ne l'imagine pas dans un contexte a-monnaire mais dans la continuité de la monnaie. Il ne peut donc prendre en compte les tares ontologiques de la monnaie. Il est réduit à chercher l'issue dans l'adaptation morale ou raisonnable de l'homme. Il est probable que ce si beau concept d'entraide tel que le définit Servigne, comme le tout aussi beau concept de *commun* tel que défini par Pierre Dardot et Christian Laval restent longtemps inopérant....

Dans le débat sur l'abolition, la différence entre l'argent et la monnaie pollue constamment la réflexion. Beaucoup admettent une abolition possible de l'argent mais en aucun cas de la monnaie. Ils considèrent que l'argent est une marchandise réelle comme une autre et la monnaie un simple signe. D'autres, récusent toute distinction entre argent et monnaie, ces deux appellations étant considérées comme purement formelles ou, en tous cas, incompréhensible pour l'usager ordinaire. En achetant son pain, le client donne de l'argent et le boulanger rend la monnaie. Comment expliquer cette distinction philosophique quand le même objet était tantôt appelé argent, tantôt monnaie ?

Le philosophe Michel Lepsant, chantre des monnaies locales et autres alternatives au capitalisme, résume ainsi le problème : Le travail est la forme marchandisée de l'activité sociale ; la propriété est la forme marchandisée de la nature ; l'argent est la forme marchandisée de la monnaie. Selon ce philosophe, il est tout à fait pensable d'abolir le travail, la propriété, l'argent (formes marchandisées), il est absurde de vouloir abolir l'activité sociale, la nature, la monnaie. L'argument, proche du sophisme, est séduisant et propre à embrouiller les esprits. Il est techniquement possible d'éradiquer le travail, la propriété, l'argent sans supprimer l'activité sociale, la nature. On peut supprimer l'argent et la monnaie si l'on supprime l'échange au profit de l'accès.

On peut aussi retourner la proposition et se demander ce que serait cette monnaie sans argent, à quoi servirait une monnaie sans marchandise, à quoi ressemblerait une société non marchandisée conservant une monnaie. Sans doute pour les échanges internationaux, entre les différents pays. Le philosophe a omis de parler de l'échange dans sa liste de catégorie, et ce n'est pas anodin. Cette société faite d'activité, de nature et de monnaie, serait-elle sans échanges marchand ? Y aurait-il des échanges permis par la

monnaie évitant les profits, la thésaurisation, la spéculation et in fine la condensation sur une ploutocratie de cette monnaie ?...

Ce que l'on entend généralement par marchandisation, c'est l'extension des activités marchandes privées à des secteurs non marchands ou publics, c'est-à-dire la recherche de profits mercantiles dans des activités non marchandes. Le raisonnement du philosophe ne sert qu'à faire de la monnaie objet aussi incréé qu'incontournable, permettant des échanges sans marchandisation, c'est-à-dire sans profits mercantiles. Un vieux rêve aussi fou que la pierre philosophale et le mouvement perpétuel...

L'expérience a prouvé que toutes les tentatives pour conserver une monnaie, même assortie de tous les garde-fous imaginables pour éviter la spéculation et la condensation de la richesse, est à plus ou moins long terme voué au même destin que le libéralisme le plus prédateur. Les sophistes de la finance, en mettant la nature et la monnaie dans le même sac, nous condamnent à rester dans un système certes logique mais mortifère. Les tentatives pour créer une monnaie internationale, uniquement réservée aux échanges entre États, est toujours suivie par une monnaie complémentaire pour les investissements non marchand, pour ce qui concerne l'intérêt commun. Cela implique une Institution internationale (sorte d'ONU ou de FMI) sensée remettre l'économie sur ses pieds, d'en confier la gestion à une unique tête mondiale. Les Africains disent avec justesse que *le poisson pourrit par la tête...* L'enfer est pavé de bonnes intentions et le bon sens ancestral nous évitera l'enfer monétariste et ses pavés !

Monnaie fondante : Monnaie qui perd obligatoirement de la valeur avec le temps. C'est l'antidote de la thésaurisation, de l'accumulation spéculative, mais c'est aussi la vitamine de la consommation. On estime que les monnaies fondantes génèrent environ 3 à 4 fois plus d'échange (monétaire) qu'une monnaie classique. Dans une société qui frôle l'overdose de consommation au point de manquer bientôt de ressources essentielles, la mise en place d'une monnaie fondante, aussi sympathique soit-elle, serait suicidaire. Pourtant elle est régulièrement remise sur le tapis, sous les formes les plus variées.

C'est peut-être le système prôné par Bernard Friot qui paraît le plus réaliste puisqu'il repose sur une création monétaire adossée à la seule production de valeur. La quantité de monnaie mise en circulation serait en exacte concordance avec l'économie réelle, laquelle dégagée de la nécessité

des profits ne produirait que ce qui est nécessaire, selon une demande préalable. Mais si demain ce système était mis en œuvre, le jour suivant, d'autres auraient inventé tous les moyens possibles de contourner la destruction de la monnaie superflue. L'idée d'une monnaie fondante est une sympathique utopie qui n'a pas d'autre intérêt que de laisser croire à une économie marchande à visage humain...

Monnaie hélicoptère : Il s'agit de monnaie créée par les banques centrales (QE) mais redistribuée directement sur les comptes des particuliers (QE4P) pour relancer l'économie, ou de subventions données aux entreprises sans conditions autres que celles d'embaucher et d'investir. C'est encore une utopie de plus, née de l'incapacité de penser une société réellement post-monnaire. Le vieux rêve d'une monnaie suffisamment abondante pour satisfaire les besoins de tous implique l'imposition autoritaire de mesures empêchant l'accumulation des uns au dépend des autres. En théorie ce serait possible à condition que les gestionnaires de cette monnaie hélicoptère soient tous d'une pureté d'âme absolument irréprochable, tout comme les usagers. Brassens dans sa chanson "*L'Amandier*" dit à son *écureuil en jupon* qu'il l'autorisait à grignoter les amandes. La réponse est claire : "*Je te paierai*" me dit-elle, *à pleine bouche, quand les nigauds seront pourvus d'ailes et que tu sauras voler*"...

En 1941, les services secrets allemands décident de ruiner l'économie anglaise en l'inondant de 134 millions de fausses livres sterling : l'opération Bernhard. Il était question de parachuter ces billets sur le sol britannique pour provoquer une inflation. Si l'opération n'a pu être réalisée, elle démontre au moins qu'une monnaie hélicoptère n'est pas anodine et provoque plus de dégâts que d'avantages dans une économie...

Monnaie-juste : Le mouvement *Monnaie Juste* s'inspire du *100% Money* d'Irving Fisher (1867-1947) : « *Ainsi notre moyen national d'échange est maintenant à la merci des transactions de prêts des banques, qui prêtent, non pas de l'argent, mais des promesses de fournir de l'argent qu'elles n'ont pas.* » Le mouvement de la Monnaie Juste, créé en 2017, a pour but de faire de l'éducation populaire sur le problème monétaire, autrement dit sur l'injustice inhérente au système à réserves fractionnaires et à la solution de remplacement. Les mêmes légumes, sur le même feu et cuits dans la même

marmite donnant la même soupe, le mouvement s'éteindra en même temps que le système monétaire...

En attendant, beaucoup de laissent prendre au mirage d'une monnaie juste. L'économiste Bernard Maris a longuement défendue cette idée de monnaie juste, face au système monétaire dont il disait qu'elle était *une énorme supercherie*. Le système monétaire ne serait qu'une pure contingence de l'histoire, modelée au cours des siècles par l'appât du gain des banquiers. Si pour lui *la plupart de nos problèmes économiques, sociaux et même environnementaux viennent de ce système monétaire*, il laisse entendre que ce système est pervers mais qu'un **autre** système monétaire est possible. Beaucoup de militants sincères et actifs ont suivi le bon *Tonton Bernard*, comme l'appelaient ses collègues de Charlie Hebdo, et ne jurent encore que par lui.

C'est oublier ou n'avoir pas vu que Bernard Maris a été capable d'admettre des contradictions internes à son raisonnement, totalement insolubles dans un cadre monétaire et marchand, juste ou pas. S'il n'avait pas été tué par des terroristes le 7 janvier 2015 dans les locaux de Charlie, nul doute qu'il aurait eu le temps et le courage de pousser ces contradictions internes au bout de leur logique et se serait intéressé aux propositions des abolitionnistes de la monnaie, de toute monnaie...

Monnaies Locales Complémentaires (MLC) : De multiples monnaies alternatives aux monnaies légales ont fleuri et reflouriront jusqu'aux derniers jours du système marchand. L'argent étant considéré comme un outil neutre, peut être moralisé, relocalisé, géré dans le sens du bien commun, c'est le credo bien ancré dans les esprits, un credo bien utile aux monétaires, aux financiers, aux riches. A l'expérience, les MLC ont démontré l'une après l'autre que le principe même de l'argent induit les inégalités qu'elles prétendent éradiquer. Mais la peur de se passer de cet outil pluri-millénaire force à attribuer les problèmes aux utilisateurs de ces monnaies et non à l'outil. Malgré les multiples crises qui secouent le monde périodiquement, beaucoup restent accrochés à cette idée. Les MLC (il en existait plus de 5000 au monde en 2017) ont pour seul effet de retarder durablement l'effondrement de la regrettée société marchande.

Leur seul aspect intéressant est celui de la création d'un réseau localisé. C'est ce qui donne l'illusion d'une monnaie créatrice de liens. Des interactions monétarisées n'empêcheront jamais la division du travail, le

fétichisme de la marchandise, les inégalités de revenus. On ne crée pas davantage de liens sociaux sans changer ce qui sépare, divise, oppose. Tout dans une monnaie complémentaire nous enkyte dans la confusion. Ainsi, certains prétendent que la proximité entre ces monnaies et leurs usagers renforce la valeur d'usage. C'est oublier que la valeur d'usage n'existe qu'en opposition à une valeur d'échange, laquelle se mesure par le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise.

Quelques soient les arguments tendant à doter de vertus ces monnaies, elles ne s'appliqueront qu'à ceux qui participe peu ou prou à la production en échange d'un accès à la monnaie. Je n'ai jamais eu l'heur de rencontrer un seul chômeur SDF tenté par l'achat de sols, écus ou graines, en échange d'euros !... Il faudra bien abandonner les joies de l'imitation du système monétaire pour enfin s'adonner au sabotage de ce système, seule tactique qui puisse un jour pouvoir lire sans rire ce qui est écrit au fronton de notre mairie !

Un film présente une belle illustration des MLC : “*La monnaie miraculeuse*”¹, long métrage réalisé par Urs Egger en 2018, cinéaste allemand, sous le titre “*Das Wunder von Wörgl*” (La Merveille de Wörgl). Wörgl est une ville autrichienne du district de Kufstein, située dans la vallée de l'Inn au Tyrol. En 1932, l'Europe est ravagée par une crise économique sans précédent. Il n'y a plus de travail nulle part. Le village de Wörgl, en Autriche (dans la vallée de l'Inn au Tyrol), meurt à petit feu, faute de pouvoir faire repartir son usine. Le nouveau bourgmestre, Michaël Unterguggenberger, décide de créer une monnaie locale et relance l'activité de la commune. Il s'appuie sur le livre de Silvio Gesell, un théoricien monétaire allemand, influencé par Proudhon, initiateur de la monnaie franche (*L'Ordre économique naturel* publié en 1916). Cette réussite ne plaît pas à tout le monde. Certains habitants pensent en effet que seul le Parti national-socialiste peut sauver le pays. C'est notamment le cas du propre fils de Michael, qui s'oppose violemment à son initiative. La monnaie locale de Michaël, malgré son réel succès (ou à cause de son succès) sera vite interdite par voie de justice. L'histoire, sûrement romancée par le cinéaste, est toutefois bien réelle. Pudiquement appelée Certificat de travail

1 Film visible gratuitement sur <https://youtu.be/Zy56N2kE7lc>

(CT) cette monnaie a été reconnue fausse et illégal, et Michaël n'échappa à la prison qu'en raison de son état de santé et de son âge.

Une autre monnaie parallèle a connu un franc succès en Suisse, le Wir. Fondée en 1934 par un groupe d'industriels, elle rassemble aujourd'hui 60 000 PME et a pignon sur rue à Bâle. Mais à la longue, elle a traversé des crises fort semblables à celles toutes les monnaies classiques...

Les monnaies locales relèvent d'une fausse bonne idée. Elles sont séduisantes mais ne changent rien en profondeur. Elles créent des liens mais dans "l'entre soi". Elles rendent supportables des pratiques qui devraient être perçues comme insupportables. Elles détournent le militant des vrais problèmes et à ce titre elles sont admises par les banques et les États, tolérées par les économistes, initiées par des gens de la gauche révolutionnaire comme par des gens de l'extrême droite la plus réactionnaire. Cette "neutralité" devrait au moins faire douter de son efficacité politique...

Monnaie pleine : La monnaie pleine est un système qui oblige les banques à détenir des réserves correspondant à 100% des dépôts monétaires, (une couverture de 100%). Les banques ne pourraient prêter que ce qu'elles ont, vieux mythe qui existait déjà dans l'Antiquité.

Les économistes ont majoritairement combattu cette idée pourtant populaire au nom de la déflation. En effet, l'instauration d'une monnaie pleine revient à limiter les banques à 10% de leurs actifs actuels, c'est-à-dire à rendre la monnaie extrêmement rare donc chère, ce qui entraînerait la chute de la consommation, la paralysie des investissements, soit un remède aux effets secondaires pire que la maladie sensée être soignée...

Si le système de la monnaie pleine consistait seulement à remettre entre les mains des banquiers centraux (donc des fonctionnaires) le pouvoir de la création monétaire, nous pourrions comprendre la démarche. Mais le cadeau extraordinaire que les États ont fait aux banques privées n'est pas un effet du hasard, même pas une erreur stratégique qu'il suffirait de corriger. C'est une logique en marche qui, du capitalisme familial de la renaissance au néolibéralisme actuel, s'est poursuivie sans véritable autre choix que cette logique théorique, voire dogmatique. Si la monnaie pleine était remise en œuvre, il est évident que ce pas en arrière paraîtrait utile, au moins le temps que les deux pas en avant qui s'en suivraient montrent une fois de plus la logique en marche et la nécessité d'en sortir...

Monnaie verte : Faute d'admettre que l'argent est antinomique avec l'écologie, des économistes ont inventé l'extraordinaire oxymore *monnaie verte*. Ce rêve éveillé d'une monnaie écologique, aussi verte que le billet américain¹, aboutit à chercher en vain la sortie du capitalisme dans le cadre capitaliste. Pour sortir de cette quadrature du cercle, il n'y a malheureusement que la rupture.

Le capitalisme nous a possédés par des rêves : l'égalité, la fraternité, la liberté, la démocratie que le peuple confie sans crainte à ses représentants, mais aussi l'ascenseur social, le self made man, la gestion optimisée de nos vies personnelles, les 15 jours en Thaïlande à prix cassés et le Mac'Do en prime. Les anticapitalistes nous annoncent l'effondrement, la décroissance, une ascèse pudiquement appelée sobriété volontaire, et toujours le salariat qui nous attache à l'établi, la nécessité de se vendre pour avoir droit à la nourriture, à vêtements, à des toits passoires thermiques, etc.

C'est la vieille injonction paradoxale de la bourse ou la vie. Le regretté Guy Bedos répondait *la bourse, je m'en fous, j'ai choisi la vie...* Quant à Coluche, il affirmait que les chômeurs n'ont pas besoin de travail, mais de la possibilité de faire les courses. Les humoristes seraient-ils plus réalistes que les économistes ? A force de compliquer la sortie du capitalisme par crainte d'en éradiquer les fondements, il est normal qu'émergent des mouvements populaires informels, fourre-tout, sans références ni référents, mais puissants. Il est normal aussi que les militants alternatifs aient souvent du mal à accrocher derrière eux les wagons populaires...

Alors, une monnaie verte, une concurrence loyale, un commerce équitable, une industrie propre, une voiture non polluante, une exploitation aimable aux exploités, pourquoi pas. Tout est possible à qui refuse le réel, à qui joue avec les oxymores. Il est pourtant prétendu sérieux d'y croire, fou de récuser ces faux-semblants. Il est honorable d'inventer des monnaies impossible, Il est méprisable d'inventer une société sans argent...

Monopoly : Jeu de société américain inventé en 1904 et qui connut un grand succès commercial après la crise de 1929. Ce jeu sur parcours a pour

1 Le dollar américain est devenu un *billet vert* car les faussaires de cette époque ne savaient pas reproduire des coupures de cette couleur.

but, à travers l'achat et la vente de propriétés, de ruiner ses adversaires et ainsi parvenir au monopole. Les petits capitalistes en herbes sont dotés d'une somme de fausse monnaie, égale entre tous les joueurs. Ils peuvent ainsi acheter des maisons, des hôtels, des gares à des prix fixés par avance. Avec des dés, le hasard les font avancer de case en case, certains représentant la prison (on passait son tour), d'autres un impôt à rendre à la banque, d'autres une prime à ajouter à son capital. Chacun peut poser une maison, moyennant finance, sur une case acquise et ceux qui y passent par la suite payent un loyer variable selon le standing de la rue, du quartier.

Ce que très peu de joueurs perçoivent, c'est qu'à ce jeu, il n'y a jamais de gagnant. En effet, celui qui a ruiné tous les autres (généralement celui qui a osé emprunter à la banque sans modération) se retrouve dans l'impossibilité de continuer à jouer, dans une situation où les maisons n'ont plus de locataires, où les billets de banque accumulés ne peuvent plus rien acheter. Il est curieux de constater que le gagnant du jeu, n'ayant eu pour seule récompense qu'une immense solitude et une fortune totalement inutilisable, tente toujours de reproduire le même scénario en invitant les perdants de refaire une autre partie. Belle illustration de la folie du capitalisme qui sans cesse aboutit à une impasse, une crise, et rejoue pourtant sans cesse le même scénario...

Moralisation : Dans la grande pagaille actuelle qui ressemble fort à une *fin de régime*, les appels à la moralisation des pratiques sont constants : moraliser la vie publique, moraliser la fonction politique, moraliser la jeunesse, revenir aux valeurs républicaines... Or, la morale ne se conçoit que sous forme d'impératifs, individuels ou collectifs.

Il semble bien que la morale se *libéralise* au fur et à mesure que le libéralisme s'effondre. Chaque individu étant le propre entrepreneur de sa vie, c'est à l'individu que l'on demande d'être honnête, respectueux des usages et des codes, responsable. De façon très commode, on attribue le réchauffement de la planète à *mon* abus de climatisation, le cancer du poumon à *ma* cigarette, le délitement de la politique à *mes* votes ou à *mon* abstention, etc. Les militants font de même en disant que la seule révolution qui vaille est celle que l'on fait sur soi-même, que le Colibri avec sa goutte d'eau est le meilleur pare-feu de la forêt, que chacun doit *faire sa part*... Cette tactique déplaçant la responsabilité collective sur l'individu permet de ne pas remettre en question les structures sociales.

Or, un changement de structure change plus vite les mentalités que tous les discours moraux, que toutes les ascèses individuelles. Sans doute les *communicants* du capitalisme moribond en ont-ils conscience pour qu'ils résistent ainsi à toute réflexion sur les structures. Un exemple montre bien cette opposition, celui de la gratuité : de nombreux groupes militants organisent des *Grafiterias*, des marchés, des espaces fondés sur la gratuité. Ils y voient un moyen d'éduquer les gens à l'absence d'échange marchand, de les habituer à obtenir des biens ou des services sans contreparties. Fréquemment, on voit des gens ne pas oser prendre sans pouvoir payer, d'autres prendre le plus possible pour revendre ensuite, ou prendre trop sachant que la grafiteria est ponctuelle... Le changement de mentalité est lent, provisoire plus souvent que durable.

Si le système payant disparaissait au profit du gratuit, du jour au lendemain, les gens s'adaptent plus vite qu'on ne le croit et leurs anciens comportements de consommateurs disparaîtraient. Ce qui nécessite aujourd'hui des années de pédagogie, de discours, de conflits, se ferait en quelques jours, par nécessité. C'est le problème de tout basculement d'un système vers un autre. Il n'y a pas de transition, sinon un point de bascule. Au mieux peut-on mettre un pied d'un côté de la balançoire et un pied de l'autre, le temps de l'expectative...

Mortalité : Il meurt environ 57 millions d'humains chaque année, ce qui paraît scandaleusement anormal ! Mais que fait la Police ! On trouve sur le Net des listes de causes de mortalité classées par ordre d'importance, avec l'idée sous-jacente que l'on pourrait bien limiter les dégâts. Et en effet, 7 millions de décès sont dus à des maladies cardio-vasculaires dépendant d'une bonne hygiène de vie, 3,2 millions au tabac et à la pollution atmosphérique, etc. Mais nulle part je n'ai trouvé des chiffres tenant compte de l'âge. Parmi ces 57 millions annuels de décès, combien sont morts de la "maladie" nommée vieillesse ? Certes, la vieillesse est souvent associée à un diabète, un cancer, une infection respiratoire. Selon l'objectif démonstratif du statisticien, on peut compter tous les morts avec les symptômes d'une maladie ou seulement les morts prématurées causées par cette maladie, ce qui change tout.

Les progrès de la médecine, l'élévation du niveau de vie, les habitudes d'hygiène ont considérablement augmenté l'espérance de vie (85,3 ans en 2017 pour la France contre 45 ans en 1900). Il est donc normal que

les maladies de vieux (prostate, AVC, diabète, cholestérol...) soient proportionnellement en augmentation. La progression de l'espérance de vie induit une foi inébranlable dans la technologie et finit par nous donner le sentiment que la mort n'est plus inéluctable, qu'avoir 75 ans c'est *un peu jeune pour mourir*, que tout octogénaire est en droit d'avoir des activités de jeunes. Dans la réalité, nous vivons certes plus vieux, mais bien plus longtemps malades. C'est un choix individuel qui est peu débattu, et très cyniquement entretenu par l'industrie pharmaceutique. Pour eux, les vieux devenus seniors sont leurs meilleurs clients, les plus fidèles et les plus consommateurs.

Mais globalement, il est clair que la perception de la vieillesse, de la maladie, de la mort, s'est transformée très significativement avec le néolibéralisme, la financiarisation du monde. Sortir du capitalisme, éradiquer l'argent et l'échange marchand, changerait la philosophie ambiante, celle qui est non dite mais non moins opérante. On prétend que la philosophie sert essentiellement à se préparer à mourir, à l'inverse de l'argent qui fait rêver, puis croire, à l'immortalité. Logiquement son abolition changerait totalement nos représentations mentales...

Mais faute pour les élites et les gouvernants d'admettre que le système marchand nous met sérieusement en danger collectif, il est bien possible que les diverses crises, successives ou concomitantes, finissent par faire brutalement chuter notre espérance de vie. On le voit très concrètement en Grèce, ce laboratoire du néolibéralisme, où les conditions de vie économiques et sociales se sont à ce point dégradées que les Grecs ont perdu plusieurs années d'espérance de vie en dix ans de crises. Les chiffres ne sont pas très précis (et pour cause) et peu mis à jour, mais il semblerait que depuis 2006, les femmes grecques aient perdu 3,4 années, les hommes 2,7 années, ce qui est énorme, alors que dans le même temps les autres pays européens auraient gagné 1,7 année. Une telle chute dans l'espérance de vie est énorme et se fait sentir très concrètement par la population avant même d'apparaître dans les statistiques. Chaque famille a eu un proche qui s'est suicidé, qui est mort faute de soins prodigués à temps, suite à des maladies graves provoquées par une mauvaise alimentation, du stress, de l'angoisse.

Si un effondrement global devient inévitable et produit les mêmes effets que la crise grecque, c'est toute notre perception de la mort, de la maladie, de l'espérance de vie qui va en être bouleversée. Il serait bon d'y penser, d'inventer des réponses adaptées avant qu'il ne soit trop tard pour faire

autre chose que subir...

Moteur stirling : Inventé au début du XIX^e siècle par Roger Stirling, ce moteur a affiché des rendements "scandaleusement" élevés, trop inquiétants économiquement pour être vulgarisé (trop propre, trop économique, trop solide...). Le modèle Sterling a été dénigré jusqu'au début du XXI^e siècle mais pourtant utilisé dans les sous-marins, en Hollande pour les polders, par la NASA, par quelques équipes de chercheurs en milieux extrêmes (désert australien, Arctique...), dans l'informatique (refroidissement des big-datas et récupération de la chaleur).

Le moteur stirling est capable de transformer n'importe quelles différences de température sur un même lieu en travail mécanique et donc en électricité. C'est un moteur non polluant et silencieux puisque sans combustion interne, et qui peut fonctionner à partir de n'importe quelle source de chaleur, le solaire par exemple. Le modèle expérimental inventé par Roger Stirling a été perfectionné et développé tout au long du XX^e siècle, mais dans la plus grande discrétion ou avec les pires difficultés financières. On le trouve aujourd'hui à des prix allant de 25 à plusieurs milliers d'euros, comme gadget ou adapté aux technologies de pointe.

Il faudra sans doute attendre l'abolition de l'argent pour que ce génial moteur ressorte des oubliettes et qu'il fasse son apparition dans les maisons individuelles comme dans l'industrie. C'est aussi un bel exemple de technologie bridée par la nécessité de réaliser des profits financiers (pas assez ou trop rentable selon les points de vue). Dans une société amonétaire, il y a toutes les chances pour qu'il devienne un outil courant dans les pays à fort ensoleillement. En effet, couplé à un miroir parabolique, il peut tout à la fois fournir de l'énergie électrique, activer des machines, cuire les aliments. Il peut s'adapter aux besoins d'une famille, d'un village, ou, comme c'est le cas sur la *Plataforma solar* en Espagne, pour dessaler l'eau de mer de façon industrielle.

Motivation : L'argent est un puissant moteur. Sans lui, quelle sera le stimulant qui inciterait à se développer, à se dépasser, à innover ? L'argent crée la compétition, la concurrence crée la jungle, la jungle oblige à développer ses capacités de survie. Sans le moteur de l'argent, surtout si tout le monde bénéficie du nécessaire pour vivre, pourquoi ne pas s'installer dans

son fauteuil, attendre que sa ration alimentaire arrive ? C'est ce que l'on ne cesse de nous répéter dès que l'on propose une abolition de l'argent. L'adage disant que l'oisiveté est mère de tous les vices a façonné notre cerveau depuis tant de millénaires...

Cette maxime est en effet habile. Elle nous fait croire que seul l'effort, la souffrance, la volonté, l'hyperactivité sont source de vie, le contraire étant le péché par excellence, la bestialité du chat ronronnant, la férocité du loup errant. Elle nous fait croire que la sueur versée pour un patron est noble, que la douleur de l'effort est salvatrice, que le paradis est pour plus tard, que la puissance est un don de Dieu, que la gratuité est immonde et le don pervers. De quoi faire de nous de bons serviteurs, de bons adorateurs du Dieu croissance, des sujets dociles entre les mains des plus puissants. Astucieux ! S'il y a un risque à vouloir la désargence c'est celui de rendre les gens plus libres, plus heureux et plus créatifs, et donc moins malléables. Les citoyens de la cité sans argent risquent d'être ingouvernables ! On peut cependant espérer que d'autres moteurs, encore plus puissants et moins destructeurs, susciteront la création et l'entreprise : le plaisir de donner, le bonheur d'être reconnu...

Dans une société comme la nôtre où l'enseignement est, sur beaucoup de points, déconnecté des besoins réels de l'enfant, les travaux sur la motivation des enfants sont nombreux. Les enfants seraient de moins en moins capables de poursuivre leur effort sur le long terme, passeraient leur temps à papillonner d'une activité à l'autre, manqueraient d'un centre d'intérêt qui les pousse à se dépasser... Beaucoup plus rarement on se demande quelles motivations pourraient les entraîner. On les cherche pour eux au lieu d'écouter celles qu'ils manifestent. J'ai toujours trouvé que les enfants savent s'inventer de puissantes motivations quand il s'agit de jouer. Et la plupart du temps les stratégies qu'ils mettent en place pour prolonger le jeu en disent long sur leur potentiel. Encore faut-il que le moteur qui les mette en action soit conforme aux attentes sociales des adultes pour que leur potentiel soit lisible.

Si l'adulte est motivé par la seule nécessité de gagner sa vie, il n'est certes pas le mieux placé pour faire émerger des motivations chez l'enfant. Ne plus avoir à gagner sa vie, ne plus être en compétition perpétuelle, c'est-à-dire dans le risque de ne pas être le gagnant du jeu et de plus rien valoir, changerait autant les adultes que les enfants. Papillonner n'est pas idiot si en fin de compte on découvre une passion jusque là ignorée. Prendre le risque

de se tromper de cible et d'être en échec n'est pas traumatisant si rien n'empêche de changer de voie... Les discours psychologiques ou pédagogique évitent de poser la vraie question, celle de la forme de société la plus apte à libérer les individus des contraintes démotivantes. Et ce ne sont sûrement pas les sociétés monétaires !....

Moto : La moto, était un objet phallique par excellence, que l'on exhibe entre ses jambes, que l'on met en érection en roulant sur la seule roue arrière pour épater les femelles du trottoir ou intimider le rival pourvu d'une plus petite cylindrée. La moto consomme et pollue autant qu'une voiture, protège bien moins en cas d'accident, transporte moins de personnes et de bagages, coûte autant. En dehors de ses qualités de *pénétration* au sein d'un embouteillage, on peut se demander pourquoi elle suscite tant d'engouement. Livrer des pizzas ou de petits colis dans les villes surpeuplées ne suppose pas une puissance importante. Et sur route, a fortiori sur autoroute, elle ne présente aucun intérêt technique. C'est donc bien son côté phallique qui en fait un objet de désir, et les femmes motards n'échappent pas à cela.

La moto dans une société post-monnaire resterait un loisir, un sport mécanique, la plupart du temps confiné dans des lieux aménagés pour elle (pistes de cross, circuits de vitesse, chemins de randonnée spéciaux). Même suspectée d'être polluante, énergivore et futile, il est normal que la griserie du vent sur le casque, le sentiment de faire corps avec une machine, le folklore qui entoure cette pratique, permettrait à la moto de résister encore à toutes pressions, du moins quand elle ne mettrait pas en cause des nécessités vitales ou l'intérêt commun...

Moulins hydrauliques : Le moulin à eau est attesté depuis l'antiquité. Il a servi jusqu'à la fin du XIX^e siècle pour moudre les céréales, extraire l'huile, actionner les scies à bois et à pierre, rouir les fibres textiles, travailler les métaux (marteaux, forges, pilons), pour le tournage des bois, le pompage et l'animation des jets d'eau (Versailles), la fabrication du papier, et plus tard pour la production d'électricité. Il existait plus de 110 000 moulins en France à la fin du XIX^e siècle et on en a recensé 18 769 qui ont résisté à la modernisation, bien plus si l'on compte les moulins devenus gîte ruraux ou conservés au titre du patrimoine.

Le Premier Ministre Édouard Philippe, juste avant de quitter Matignon et en plein été 2020, a signé un décret en catimini pour tromper la vigilance des associations de défense des propriétaires de moulins. Ce décret permet à l'État de démolir une bonne partie de ces antiques moulins au nom de la continuité écologique des cours d'eau. Si ce massacre annoncé n'était pas tragique, on pourrait rire de ce bon gag ! Un moulin détourne une partie du cours d'eau pour en extraire de l'énergie mais la remet en service un peu plus bas sans nuire à l'ensemble de la rivière. A l'heure où la technologie permet d'optimiser ces moulins pour produire une électricité réellement verte ou pour économiser l'énergie fossile, ce décret est absurde. Sans doute y aura-t-il quelques combats pour sauver un vieux moulin déclaré historiquement important, quelques résistances pour défendre deux ou trois scieries artisanales ou un moulin à blé utilisé par un fermier-boulangier, mais le massacre aura sûrement lieu.

Quand on réalisera que l'eau est une ressource énergétique propre, quand certains tenteront de réhabiliter un artisanat lainier, papetier ou textile, il n'y aura plus de savoir-faire et plus d'infrastructures. On aura en outre perdu les outils d'une production électrique totalement verte et décentralisée (ce qui n'est pas le cas de l'éolien ou du solaire). Quand nous disons que l'argent pollue les esprits autant que les terres et les rivières, ce n'est pas une formule rhétorique...

Mouvements : *"Face à l'imminence d'une catastrophe écologique et financière, n'est-il pas temps de créer un nouveau mouvement humaniste et radicalement écologiste ?"* Depuis le début du XXI^e siècle, des phrases de ce genre sont écrites chaque jour sur tous les réseaux sociaux. Souvent, cela aboutit effectivement à la création d'un mouvement, parfois suivi d'actions concrètes. Mais le nombre même de ces groupes de réflexion, d'action, de protestation les rend inaudibles. Une folle énergie se perd ainsi en vains combats, avec en plus l'impossibilité de fédérer ces énergies, de les mettre en synergie.

Les collectifs a-monétaires ont mieux échappé à cette règle, même si chacun d'eux restent attaché à ses particularismes, à l'angle d'attaque qui lui est propre, mais au moins, ils ne sont pas en concurrence et ils ont dès le début coopéré entre eux. Dans nos relations avec les mouvements non-abolitionnistes, nous avons plus de chance de parvenir à des collaborations car nous ne les critiquons pas, nous ne leur demandons pas de se rallier la

bannière désargentiste, mais simplement de relire leurs propres aspirations, de chercher comment ils pourraient faire évoluer leurs idées particulières, leurs modes d'action, leurs objectifs avec l'apport d'une désargence. Demander aux autres un simple exercice mental, une expérimentation de ce qui pourrait leur être utile dans notre radicalité, ne met personne en danger, ne rejette aucune idée a priori. La seule chose qui bloque parfois c'est l'accusation de prolonger involontairement le système capitaliste, ce qui ne plaît guère à tous ceux qui se pensent anticapitalistes....

Multinationales : « *Les entreprises, surtout internationales, ont des moyens de plus en plus vastes et elles ont acquis, en Europe, la capacité de jouer la concurrence entre les États. [...] L'impact réel des hommes politiques sur la vie économique d'un pays est de plus en plus limité, heureusement.* » C'est ce qui réjouit Bernard Arnault, première fortune de France¹.

Les multinationales sont les grandes gagnantes du système et chaque crise, économique ou sanitaire, renforce leur puissance. Lors de la crise Covid, tous les groupes du CAC40 ont bénéficié d'aides publiques sans aucune condition ni contrepartie sociale. Au printemps 2021, ils s'approprièrent à verser plus de 51 milliards d'euros à leurs actionnaires quand dans le même temps, les faillites de petites entreprises s'accumulaient et le chômage explosait. Des records de profits ont été affichés par Total (7,6 milliards), Sanofi (4,8 milliards), Axa (3,7 Mds), LVMH (3Mds), Vivendi (2,8Mds)...L'énergie, l'industrie pharmaceutique, l'assurance, l'industrie du luxe, les médias..., voilà ce qui rapporte le plus en période de crise, avec un gouvernement qui promet d'aider son peuple "*quoiqu'il en coûte*" !²

L'histoire nous montre qu'une oligarchie qui s'installe finit toujours par concentrer autour d'elle tous les pouvoirs. Qu'il s'agisse d'une aristocratie de sang, de caste ou de classe, de représentants élus, de riches ou de notables, d'une élite intellectuelle, technocratique ou religieuse, et quelque soit le lieu, l'époque et le contexte politique. Le pouvoir oligarchique ne s'est jamais partagé. Aujourd'hui, cette aristocratie hégémonique est à l'évidence constituée par les grandes industries, les multinationales. Elles ont pris l'ascendant sur les médias en les achetant et en leur imposant un cadre de travail proche de la propagande. Elles dominent les gouvernements par

1 Bernard Arnault, *La passion créatrice*, éd. Plon, 2000

2 Pour plus de précisions, il est conseillé de suivre l'excellent *Observatoire des multinationales* (<https://multinationales.org/>)

le chantage à la dette, au chômage de masse. Les grands patrons de multinationales ont des entrées directes et constantes dans les instances décisionnelles des États et pèsent sur les élections dites démocratiques bien plus que les électeurs de base. Elles ont enfin un extraordinaire pouvoir de modelage des mentalités via des modes de vies dictés par la technologie. Les gouvernants ne gouvernent plus. Ils en sont réduits à l'usage d'une discrète dictature qu'ils justifient par le réalisme, la nécessité conjoncturelle et notre sécurité !

Que l'on observe les multinationales sous l'angle économique, social, environnemental, politique, on constate ce que nous ne cessons de crier : plus les profits font des dégâts, plus les dégâts font des profits et plus la richesse se concentre entre les mains des plus riches. Et rares sont ceux qui, parmi les élites intellectuelles, comparent cette pratique au fameux jeu du Monopoly ne pouvant logiquement aboutir qu'à un unique gagnant ayant capté tous les billets de la banque et tous les immeubles du jeu. Game over !

Multiplicateur : Le coefficient multiplicateur est le facteur par lequel est multiplié le prix d'un produit acheté hors taxe par une entreprise pour obtenir son prix définitif de vente, marge comprise. On peut également calculer ce genre de coefficient à n'importe quelle variable économique entre deux dates. C'est un outil d'évaluation économique sans doute pratique mais sujet à controverses.

Les coefficients multiplicateurs budgétaires (rapport de la dépense publique et de la production) ont été au centre de l'actualité après que le FMI ait reconnu, en janvier 2013, les avoir largement sous-estimés dans sa gestion de la crise grecque. Lorsque le coefficient est fort, une politique d'austérité n'a aucun effet positif et ralentit l'activité économique, ce qui diminue les recettes de l'État. C'est une double peine pour un pays en crise, la récession, plus les déficits publics ! Rappelons que la fameuse Troïka (UE, BCE, FMI) a imposé à la Grèce des plans de réformes structurelles drastiques durant une décennie, avec des résultats catastrophiques. Et plus il était évident que l'erreur était fatale, plus la Troïka réclamait encore plus d'austérité. Si le FMI a reconnu s'être trompée, la BCE et l'UE, l'Allemagne en tête, ont persisté dans l'erreur, ce qui laisse penser que la Chancelière Merkel, autant que Pierre Moscovici, le Ministre de l'Économie français de l'époque (puis Commissaire européen à partir de novembre 2014), avaient pour ambition de coloniser la Grèce et non de la sauver...

Quand il n'y aura plus d'argent, il n'y aura plus d'indicateurs économiques conçus par des économistes aux ordres. Il restera des observateurs qui, s'ils sont reconnus, à l'expérience, par une majorité de la population, analyseront le réel tel qu'il est non tel qu'il leur semble devoir être, qui suivront le bon sens et non des dogmes. Nul doute que le monde aille mieux et qu'il soit plus compréhensible par le commun des mortels...

Municipalisme : Le mouvement du *municipalisme* s'est étendu avec l'écologiste libertaire américain Murray Bookchin (1921-2006). Il prônait l'instauration de structures démocratiques directes en partant du cadre communal et de l'étendre ensuite sous forme d'une fédération de communes. La concentration des pouvoirs centraux au début du XXI^e siècle a donné involontairement de l'élan à cette thèse et de nombreuses communes de France ont tenté de s'engager dans cette voie, en redonnant le pouvoir aux assemblées citoyennes locales.

Ce mouvement se revendique clairement du "gradualisme révolutionnaire", une expérimentation concrète et locale qui puisse construire peu à peu les bases d'une société future. Ces expériences ont été des plus diverses, allant d'un vague réformisme socialisant (une démocratie participative), à la remise en cause des structures hiérarchiques des mairies (une démocratie directe). Assez généralement, les tentatives les plus radicales se sont heurtées à la résistance des niveaux supérieurs (les communautés de communes, les conseils départementaux et régionaux, les préfetures, l'État...), mais aussi à la résistance des habitants de ces communes. En effet, la démocratie ne s'improvise pas, mais s'apprend à l'usage, péniblement, lentement. Cela réclame un investissement en temps, en heures de réunions, en débats houleux, en responsabilités, auquel le citoyen ordinaire n'est pas coutumier, le tout sans garantie d'un avenir plus riant.

Mais l'idée est séduisante au point que je l'ai couchée sur papier et sous forme de fiction romanesque.¹ Après avoir inventé toutes sortes d'alternatives possibles en démocratie directe dans une commune imaginaire de 5000 habitants j'ai envoyé mon maire, fictif mais charismatique, en prison et n'ai gardé de l'expérience que le souvenir ému des habitants ayant souvenance de quelques bribes démocratiques acquise durant l'expérience et une nostalgie proche de celle des soixante-huitards après la reprise en main

1 *La Commune Libre de St-Martin*, JF Aupetitgendre, éditions libertaires, 2012.

du néolibéralisme...

Le municipalisme a repris de la vigueur avec les Gilets jaunes. Face à la surdité ostentatoire des pouvoirs publics, ces manifestants ont exp rim  très concrètement leurs capacité de délibération, d'invention, d'organisation. Dans le même temps, l'énorme opération lancée par les dits pouvoirs d'ouvrir des *cahiers de doléances* dans chaque commune a été scandaleusement enterrée. Des milliers de cahiers, des millions de pages dorment dans les préfectures sans que l'état en tire la moindre remarque ni analyse les revendications les plus communes. Beaucoup se sont souvenu alors que si le mot d'ordre de la dictature était *ferme la*, que celle de la démocratie moderne était *cause toujours* !

Comme je l'avais imaginé dans ma fiction municipaliste, il semble évident que l'expérience des Gilets jaunes laissera des traces profondes et durables. Le temps qu'ils ont passé à rédiger leurs cahiers de doléances a abouti à l'abstention massive et inédite des élections régionales de juin 2021. On ne peut indéfiniment tromper les peuples en leur faisant croire qu'ils sont souverains. Ils finiront par exiger leur souveraineté et par comprendre que ce n'est pas possible dans le système monétaire actuel...

Musique et argent : Quand les hommes ont commencé à imaginer la possibilité de moduler le timbre de la voix pour en tirer une mélodie, la musique était inventée. Ce fut le début d'un long chemin intellectuel. Le chant s'est d'abord partagé sur le mode de l'unisson. La deuxième étape qui n'est pas la moindre, fut de penser que l'on pouvait chanter à l'octave (la consonance la plus parfaite). Cette étrange découverte permet à une basse de chanter avec un ténor, un ténor avec une soprane, la même mélodie. Il ne faut pas croire que toutes les oreilles ont de suite admis cette excentricité. Pour beaucoup, chanter un do 3 et un do 4 en même temps relevait de la cacophonie. Cette technique a pu même être considérée contre nature puisqu'elle permettait à un homme et une femme de mêler leur chant. L' glise catholique l'a longtemps proscrite, tolérant uniquement le mélange d'une voix d'enfant mâle (ou de castrat) et d'homme. L'octave, c'est le dédoublement du même (la corde de violon coupée en deux parties égales donne l'octave, deux flûtes de 20 et 10 cm donnent l'octave, etc. Chanter à l'octave c'est donc noyer les deux identités en une seule, c'est quasiment érotique.

Puis un fou furieux a introduit la quinte, cette note d'une fréquence

tierce par rapport à la première. Le do est en tout point semblable au sol tout en étant différent de lui. Le son qui naît de cette union est quasiment incestueux. L'Église a fini par l'accepter par référence à la Sainte Trinité (Do le père, Sol le fils, l'accord de Quinte le saint esprit). Mais cette introduction dans le chant des possibilités musicales n'a pu se faire qu'au prix d'une longue éducation de l'oreille et d'une laborieuse élaboration théologique. La suite logique était d'introduire la tierce pour former un accord parfait (do-mi-sol). Le chemin était tracé pour inventer les accords de 7^{ème}, puis de 4^{ème}, puis de cinquième augmentée, etc.

Arriva enfin la fin de l'Histoire, l'invention de tous les accords possibles en partant des 12 demi-tons de la gamme, de toutes les combinaisons possibles de forme et de genre. Une catastrophe pour les compositeurs en herbe, incapables d'inventer du neuf avec le vieux système ! Les grands romantiques seraient-ils donc indépassables, comme le sont aujourd'hui l'économie de marché, le néolibéralisme, la concurrence libre et non faussée ?...

Comme il y a aujourd'hui des fous prétendant quitter le vieux système monétaire en bout de course pour entrer dans le nouveau cycle de la désargence, il y a eu Debussy pour s'affranchir des règles communes, Schönberg pour remplacer le bon ton par la série, Xenakis pour penser en terme de "masses sonores" et tant d'autres qui ont inventé ce que nous appelons la musique contemporaine.

Il est tentant de faire le parallèle entre l'évolution musicale et l'évolution de l'économie. Ce n'est pas parce que le modèle originel s'appuie sur une science acoustique, une mathématique très précise des vibrations, ce n'est pas parce que le modèle est vieux de plusieurs millénaires qu'il est définitif, indépassable. Le seul moyen pour qu'émerge une autre forme musicale après la perfection de Bach ou de Chopin, c'est de changer de logiciel.

Le seul moyen de sortir du système monétaire c'est aussi de changer de logiciel et ce n'est pas parce que c'est impossible que le changement tarde à venir. C'est parce qu'il est plus rassurant de chercher une nouvelle mélodie avec douze tons que de jeter les tonalités aux oubliettes, que de voyager dans des univers sonores radicalement différents. Il est plus simple de bricoler un Revenu Universel Inconditionnel que de supprimer la Monnaie. Ce qui s'est passé avec la musique peut tout aussi bien se faire avec le système monétaire et cela suscitera tout autant d'incompréhensions, de sarcasmes, de cris d'orfraies...

Mutualisation : Dans le capitalisme, on mutualise les charges mais on privatise les bénéfices. Ce système parfaitement injuste explique en grande partie l'accroissement exponentiel des inégalités que l'on connaît. De multiples tentatives de renversements ont été lancées, mais généralement pour réparer le système, non pour en changer.

Si, par exemple, la voiture individuelle était remplacée par des locations collectives (environ 30 voitures pour 500 personnes), assez étendues pour qu'il y ait toujours une voiture disponible pour chaque participant où qu'il soit, le coût des déplacements pourrait être réduit par dix. Des économies semblables sont possibles pour les appareils ménagers, les meubles, le chauffage, l'équipement électronique, etc., sans perte de confort. Peu de gens ont imaginé ce que donnerait l'accès sans condition à ces objets utilisés par tous. Les économies en seraient pourtant décuplées !

On a vu fleurir ainsi des systèmes de covoiturage, des ateliers communautaires, des logements partagés, des échanges de services et de biens où la mutualisation des moyens était la réponse logique au poids des charges. Ces initiatives, aussi partielles qu'elles soient, préparent l'avènement d'une société a-monnaire, malgré les limites encore imposées par le contexte marchand et les obstacles sciemment disposés par le système. La tentation de renverser le système capitalisme, en mutualisant les bénéfices et les charges, est de plus en plus visible. La mayonnaise prend, elle montre qu'il reste quelques espaces de liberté suffisamment attractifs pour se répandre, suffisamment anodins pour ne pas s'attirer les foudres du système...

Mythe : Les mythes de l'antiquité ont été inventés pour décrire métaphoriquement des situations humaines problématiques, pour répondre à d'insolubles énigmes naturelles. Les mythes s'opposent à la religion en ce sens qu'ils ne proposent ni dogmes ni morale. Nul n'est tenu de croire ou de ne pas croire en la réalité du mythe puisqu'il n'a pas pour objet de relater des faits, mais d'illustrer une idée. On ne croira pas plus que le renard de La Fontaine ait réellement convoité le camembert du corbeau ou que les filles de Danaos aient été contraintes de remplir éternellement un tonneau percé !

C'est toute la différence avec les religions monothéistes qui s'annoncent comme paroles de vérité, qui impose des dogmes, qui sanctionne tout écart dans les prescriptions. Or, l'économie qui a mondialement prévalu jusqu'à l'abolition de la monnaie a été construite, élaborée,

peaufinée dans un contexte judéo-chrétien, sur le modèle de la religion et non sur le modèle des mythes. Les dogmes économiques ne sont pas contestables, même s'il existe des "écoles", des exégèses apparemment contradictoires (querelles entre keynésiens et néoclassiques par exemple). Si les chrétiens se divisent en catholiques et protestants, les musulmans en sunnites et chiites, les économistes se déchirent sur des questions de forme mais gardent un fond commun que nul ne questionne.

C'est le principal obstacle à l'instauration d'une société de l'accès. L'échange marchand reste incontournable, une société civilisée sans argent reste une utopie, l'abolition du profit reste une mythologie proche de l'Éden, d'Adam et Ève ! Nous persisterions sur la voie mythologique des Grecs au lieu d'opter pour le monothéisme des chrétiens, il serait plus simple, en tous les cas moins conflictuel, de faire coexister plusieurs mythes contradictoires, d'en inventer de plus modernes. On peut ajouter autant de paraboles au livret de La Fontaine, autant d'histoires fabuleuses au mythe de Sisyphe, mais on n'ajoute pas un mot aux Évangiles au Coran !...

Mythes économiques : Le libéralisme vise à imposer des mythes à force de les répéter ab nauseam, c'est la thèse de Éloi Laurent dans, *Nos mythologies économiques* (éd.LLL., 2016). En préambule on pourrait critiquer l'emploi du terme de mythe pour évoquer des dogmes Le mythe tente de décrire une réalité complexe et souvent propose plusieurs lectures. Le dogme affirme ce qui doit être évident au plus grand nombre. Eloi Laurent cite quelques fameux dogmes (ou mythologies s'il le veut) mais chacun est à même d'en trouver d'autres :

«Une économie de marché dynamique repose sur une concurrence libre et non faussée... Il faut produire des richesses avant de les redistribuer... Les flux migratoires actuels sont incontrôlables et conduisent au grand remplacement de la population française... L'immigration représente un coût économique insupportable... Les marchés et la croissance sont les véritables solutions à nos crises écologiques... L'écologie est l'ennemie de l'innovation et de l'emploi... Nous vivons une révolution technologique sans précédent à laquelle il faut adapter nos structures sociales... On ne peut pas changer les règles européennes, il faut s'y conformer... Il faut imposer les réformes aux Français pour leur bien... L'Occident s'abîme dans un déclin inéluctable... L'identité nationale est menacée de disparition dans la

mondialisation... L'écologie est punitive... La transition énergétique est bien trop coûteuse... Parce qu'elles ne fonctionnent vraiment qu'à la petite échelle, les pratiques écologiques resteront marginales...»

La plus belle fausse vérité intégrée par une majorité des français a été inventée par Édouard Balladur, Premier Ministre en 1993-95, sous François Mitterrand (Éloi Laurent a oublié celle-ci). Dans l'été 1993, il nous explique que le système des retraites présente un déficit de 40 milliards de francs et que les actifs dont le nombre est en baisse ne pourront bientôt plus payer la retraite des non-actifs qui eux sont en augmentation. Il faut donc augmenter les années de cotisations, indexer les retraites sur l'inflation, créer un fonds de solidarité vieillesse. Présenté aussi simplement qu'une division scolaire de cours élémentaire, le plan Balladur a fait passer l'idée encore bien partagée aujourd'hui que les retraites étaient payées uniquement par les actifs. Cette manipulation grossière est devenu un des dogmes les plus difficile à démonter.

Des économistes, des hauts fonctionnaires de la finance, des cadres des caisses de retraites ont tenté de démolir le mythe Balladur, sans succès. Leurs explications sont trop complexes : la retraite ne dépend pas du nombre d'actifs mais de la productivité du moment, des "intérêts crédités aux salariés", du "taux technique des caisses de pension"... Balladur nous a vendu une équation bien plus claire : si on passe de 100 actifs pour 50 retraités à 100 retraités pour 50 actifs, la retraite ne peut plus être la même. Tout le monde comprend l'évidence de Balladur bien qu'elle soit parfaitement fausse... Malgré les sombres affaires de financement occulte, de commissions illégales sur des ventes d'armes, malgré les démêlés de Balladur avec la justice, le mythe Balladur fait toujours recette parce qu'il était plus simple que la réalité...

Une Société de l'Accès ne fait pas encore recette parce qu'elle est complexe et n'est pas en mesure d'affirmer quelles en seront les effets positifs et négatifs. Un dogme est plus rassurant qu'une hypothèse, un malheur connu plus supportable qu'un bonheur hypothétique, un mensonge grossier peut être présenté comme plus évident qu'une vérité complexe. Édouard Balladur mentait, le savait, mais il a convaincu presque tout le monde. La désargence s'appuie sur des constats vérifiables, sur des expériences connues et mille fois répétées, mais peu en sont encore convaincus. C'est dans l'ordre des choses, mais rien n'est définitif. Nos contemporains ont à leur disposition tous les outils scientifiques et pédagogiques pour com-

prendre que la terre est ronde, qu'elle tourne autour du soleil et qu'au-delà de notre univers d'autres mondes existent, mais il y a des milliers de "plastistes" convaincus, obstinément accrochés à l'univers d'Aristote et assimilant toutes les vérités scientifiques des astrophysiciens à un complot mondial orchestré par la CIA ! Un jour les économistes seront renvoyés à leurs chères études et des amateurs penseront qu'ils ont été mis au placard par les Illuminati, le complexe judéo-désargentistes ou des Aliens malfaisants...

Mythe fondateur : On sait l'importance du mythe fondateur, du récit collectif auquel chacun puisse adhérer sans perdre son essence propre. On sait la force des symboles qui, de l'aigle impérial de Rome au gilet jaune fluo du Rond-point en passant par la prison royale de La Bastille, ont transformé un objet ordinaire en étendard. On sait l'aspect décisif d'une avancée technologique (l'écriture, l'imprimerie, l'électricité, le numérique...) qui change les mentalités autant que les structures et rend obsolète ce que l'on croyait éternel. A l'évidence, c'est un nouveau récit qui nous manque le plus.

Pourtant, le récit est visiblement en train de se construire. Quand Anselm Jappe nous dit : « *L'abolition de l'argent et de la valeur, de la marchandise et du travail, de l'État et du marché doit avoir lieu tout de suite, - ni comme un programme "maximaliste" ni comme une utopie, mais comme la seule forme de réalisme* », il ouvre le premier chapitre du récit. Quand les collectifs pour une société a-monnaire imaginent, et pour certains expérimentent in vivo, comment cela pourrait réellement se mettre en place, quel moyen existant utiliser, quelles structures sociales resteraient nécessaires, quelles autres abolir, ils ouvrent un second chapitre. Les autres chapitres du récit fondateur d'un autre monde pourraient fort bien émerger si chaque étoile, que nous cherchons à regrouper en une constellation capable de renverser le colosse aux pieds d'argile, acceptait de questionner sa propre expérience.

En réalité, c'est ce que nous avons tenté avec la Désargence. Nous ne demandons pas à l'écologiste de changer de chasuble, mais de chercher ce qu'il adviendrait de ses pratiques et ambitions si demain nous n'avions plus l'outil monétaire à disposition. Nous ne demandons pas à l'anarchiste d'oublier les précieux ancêtres Proudhon, Bakounine ou Malatesta, mais quelles opportunités pour leurs idées s'ouvriraient en pareil cas. Nous ne demandons pas au décroissant de s'inscrire à notre club, mais de comparer les chances d'une décroissance avec et sans l'argent. Nous ne demandons

pas au consommateur lambda de se convertir en ascète mais de nous expliquer qu'est-ce qui pour lui est essentiel, qu'est-ce qu'il supporterait de perdre et à quelle condition...

Il est donc bon de s'interroger sur cette notion de récits. Quels sont ceux qui nous étayent actuellement ? Quels récits semblent émerger ? Quels sont les conditions pour qu'un récit devienne durablement partagé par le plus grand nombre ? Le récit que l'on m'a transmis dès l'école primaire est un roman, un joli conte dont les personnages sont nos ancêtres les Gaulois, Bayard le chevalier sans peur et sans reproche, Jeanne d'Arc boutant l'Anglais hors de France, Louis XVI enfin raccourci, les Sans-culottes suivant la Liberté si belle avec son sein dévoilé. Il est fait de glorieux empires, celui de Charlemagne l'inventeur de l'école, de Napoléon l'inventeur de l'Europe, de la colonisation apportant la civilisation aux sauvages. Il est fait aussi de héros littéraires comme Zola, Hugo, Saint Saint-Exupéry, Aragon, de héros politiques comme Jaurès, Blum, Jean Moulin... Cette liste peut varier de l'un à l'autre. Selon que l'on naît dans une famille de gauche ou de droite on peut préférer Chateaubriand ou Jaurès, Blum ou Proudhon. Selon que l'on naît à Calais ou Alger on peut se référer à Eustache de Saint Pierre ou au général Bugeaud. Mais de Marseille à Dunkerque, nous connaissons tous ces épisodes qui constituent une histoire commune.

A cette histoire s'incorporent aisément nos propres aventures, traversées de personnages et d'événements marquants, comme mai 1968, que l'on soit ex soixante-huitard, militants de la Manif pour tous, des Nuit-debout ou des Gilets-jaunes. Mais nous gardons tous un fond commun profondément incrusté dans notre inconscient. Il émerge aussi des nouveaux récits tels que celui de la collapsologie, plus généralement de l'environnement, celui des crises. Le néolibéralisme a apporté un récit dont il faut bien avoué qu'il est performatif par une naturalisation dont il abuse, par son réalisme pragmatique et sa capacité d'enrôlement social dans des comportements collectifs.

Si le passé nous offre moult épisodes capables de constituer un corpus accessible, le futur ne se laisse pas appréhender aussi aisément. Il ne nous apprend rien et nous limite aux hypothèses, généralement issues des expériences passées. Entre le risque d'imaginer un futur trop précis comme dans la science fiction et le risque d'extrapoler à partir d'événements aléatoires qui peuvent très bien ne jamais advenir, concevoir un récit, plausible et attractif tout à la fois, est une gageure si dangereuse que peu s'y risquent.

A ce jeu, seules les dystopies semblent réalistes. Et pourtant, c'est l'élément essentiel qui manque à la constitution d'un récit. Nous avons le symbole (ce pourrait être le gilet jaune), les possibles événements déclencheurs ne manquent pas, le récit est à faire pour constituer la trilogie source de toute révolution et de toute société nouvelle.

Le mouvement Mocica a pris ce risque sur son site,¹ et j'en ai fait de même avec un roman d'anticipation², *Le Porte-monnaie, une société sans argent*. Le Canadien Denis Blondin a écrit en 2003 *La mort de l'argent, essai d'anthropologie naïve*, (éd. La Pleine Lune, Montréal) suivant ainsi les traces de Edward Bellamy, *Cent ans après ou l'an 2000* (publié en 1888, traduction française sur Gallica). En janvier 2021 a été publié un nouvel essai sous le titre *Description du Monde de Demain* (éd. RJTP).³

Quand on a lu la comédie d'Aristophane, *Ploutos*, écrite en 408 av.J.-C., on comprend que l'argent, dès son origine à créé des problèmes, et que sans cesse des intellectuels en ont repris le thème. Il finira bien par en sortir un nouveau récit et au vu de ces tentatives contemporaines, nul doute qu'une version moderne et prédictive émergera...

1 <https://mocica.org/> Fondé par Jean-Philippe Huber, c'est un projet (économique, politique, environnemental, humain...), des grands principes (le partage sans contrepartie des ressources et des efforts, la mutualisation des connaissances...), des grandes étapes (le rassemblement, la préparation, l'établissement progressif de cinq niveaux d'exercice). Il n'est pas étonnant que, parti d'un petit groupe il y a quelques années, ce collectif compte aujourd'hui quelques milliers de sympathisants actifs dans une quinzaine de pays.

2 *Le porte-monnaie, une société sans argent*, éd. Libertaires (<https://editions-libertaires.org/?p=513>) ou en version numérique (<http://desargence.over-blog.com/2019/12/le-porte-monnaie.html>) version française et grecque.

3 Voir <https://www.editions-rjtp.com/accueil.htm>

N

Nation : Ce qui détermine une nation, c'est le sentiment complexe et ancien d'appartenance à une communauté politique. La nation induit automatiquement un dedans et un dehors, donc une frontière, ce qui ne s'oppose en rien à l'universalisme. Les humains sont des êtres aussi sociaux que grégaires. Quand ils sont contraints de s'éloigner de leur "nation", ils souffrent de nostalgie et s'acharnent à l'entretenir avec leurs plats nationaux et leurs danses folkloriques. Il existent bien quelques nomades, les semelles pleines de vent, mais ils sont Gitans, Roms, Manouches, Tziganes, Sinté..., et restent attachés à une nation particulière autant qu'à une ethnie ancienne et qu'aux folklores propres à leurs origines géographiques.

D'une chose fort naturelle, l'argent en a fait une perversion que l'on nomme nationalisme. L'exaltation du sentiment national finit par exclure l'étranger, le chauvinisme favorise l'ethnocentrisme, le patriotisme s'exporte au dépend du voisin. La nécessité de croître sans cesse et de réaliser des profits financiers quel qu'en soit le prix, ne peut éviter la guerre, de conquête ou de défense, le colonialisme, l'expansionnisme. Nos maîtres gouvernant échappent alors rarement à la tentation de jouer sur le juste sentiment d'appartenance à une nation pour enrôler les populations dans leurs délires xénophobes ou sécuritaires.

Parler de nation est suspect, se déclarer nationaliste a des relents "identitaire", même quand il s'agit d'un nationalisme de libération. Et forcément, toutes les catégories qui s'y rattachent comme la souveraineté, la religion, la culture, la frontière, le peuple, la communauté, l'ethnie, la patrie..., deviennent sources de conflit, de fracture, même à l'intérieur de la Nation.

Aucune posture politique n'échappe à ces fractures nationales et internationales, sans doute parce que aucune politique n'est encore dégagée de l'impératif catégorique de l'argent, du profit. Il serait temps que cela change, ne serait-ce que pour que l'on puisse accueillir dignement les millions de malheureux contraints de fuir leur nation et d'adopter une langue, des praxis et des structures mentales qui leurs sont étrangères.

Nationalisme : Le nationalisme procède d'une confusion entre un groupe socioculturel (la nation) et le projet politique (l'État). Il apparaît au XVIII^e siècle en même temps que l'État-nation perçu comme entité naturelle. On peut y voir un effet de l'industrialisation à laquelle la classe dominante a besoin de rallier une large faction populaire.

Le nationalisme est bien pratique en tant qu'il brise la solidarité de classe. Aujourd'hui, l'instrumentalisation de la xénophobie permet, par exemple, de stigmatiser les aides sociales qui seraient attribuées et captées par les immigrés. Cela vaut toujours mieux pour la classe dominante que de voir émerger la question sociale qui montrerait leur déconnexion vis à vis de la majorité du peuple et de ses intérêts.

Le nationalisme s'appuie sur les sentiments d'appartenance à une ethnie, une langue, une religion à la fin du XIX^e et en arrive vite à passer de l'amour de la patrie à la haine des autres nationalités. La concurrence imposée par l'argent n'y est pas étrangère. Partant de là, il était commode pour un gouvernement en difficulté de désigner un ennemi extérieur (tel pays qui manifeste des ambitions hégémoniques) ou intérieur (les travailleurs étrangers qui viennent manger le pain des Français, le Juif cosmopolite et donc anti-français, l'arabe qui n'a même pas la reconnaissance du ventre après tous les bienfaits qu'on lui a apporté !).

Au XX^e siècle, les mouvements de libération nationale (Indochine, Algérie, Sénégal...) ont terminé de dévoyer le nationalisme. Il est sûr qu'une France unifiée *de Dunkerque à Tamanrasset*¹ selon les termes du Général de Gaulle, ne pouvait qu'exacerber le sentiment national. Et la fin de la guerre d'Algérie a logiquement relancé l'extrême droite française avec la création du Front National en 1972 (actuellement Rassemblement National).

On aurait pu imaginer un nationalisme de bon aloi, limité à l'amour de la nation, à la fierté de participer à une histoire commune. Mais les excès passés ont définitivement rendu suspect tout nationalisme. Il aurait pu se muer en simple patriotisme, tel qu'on peut le voir dans des jeux olympiques où la glorification d'une nation ne se fait pas au prix du mépris des autres... Encore que là aussi, cela se fait par l'exclusion des perdants qui peuvent

1 Slogan lancé par De Gaulle à Alger, le 13 mai 1958 pour remercier les Français d'Algérie de l'avoir porté au pouvoir.

toujours espérer gagner quatre ans plus tard.

Souvent, les choses se gâtent quand un peuple se sent attaqué au point de craindre de perdre ce qui le constitue, un espace où il se sente chez lui, une culture qui le distingue des autres, une langue qui lui est propre, parfois une religion qui l'a marqué durant des siècles, une souveraineté... On voit bien comment que le nationalisme grec se développe et parfois se perd dans des replis identitaires quand il est attaqué sur tous ces points à la fois. C'est un mouvement qui renaît aujourd'hui, inédit depuis la fin de l'occupation ottomane, très loin des vertus xénophiles traditionnelle, du sens de l'accueil traditionnel, de l'esprit de tolérance face à la minorité turque restés sur le sol grec après la Grande Catastrophe¹.

L'abolition de l'argent, en limitant les conflits d'intérêts entre nations, permettrait de rejeter les sentiments nationalistes exacerbés au profit d'un simple sentiment d'appartenance à un ensemble culturel que l'on peut partager...

Naturalisation : Étrange terme qui est employé indifféremment pour évoquer une personne qui quitte son pays d'origine et adopte un nouveau pays (ou se fait adopté par lui) et l'idée de rendre naturelle une chose ou un concept qui a une existence inscrite dans le temps. Le libéralisme a utilisé à outrance la naturalisation de phénomènes historiques pour les immuniser contre toute critique. L'argent, la marchandise, la guerre, les inégalités sociales, les régimes politiques sont autant de choses ayant une date de naissance, précise ou vague, une évolution selon des contextes particuliers, et sont donc susceptibles d'avoir une fin. Cela paraît simple et évident et pourtant Mme Thatcher n'a pas été la seule à parler du TINA à propos d'un libéralisme dont Aristote ne pouvait avoir aucune idée.

Mais tout système qui produit des dégâts environnementaux, sociaux, économiques, sort automatiquement de la sphère dialectique dès l'instant qu'il est "naturalisé". Le travail n'est pas à remettre en cause parce qu'il a toujours existé, parce qu'il est naturel. La Bible nous dit qu'il a été créé par Dieu pour laver Adam et ses descendants du pêcher originel. Ève elle même dû accoucher dans la douleur et on a dit alors qu'elle était "en travail" . La punition est nécessairement accompagnée de sueur et de souf-

1 Nom qui est resté depuis la fin de la seconde guerre gréco-turque en 1923, de l'expulsion des 1,5 millions de Grecs d'Anatolie.

france, ce qui clôt le bec à tous les contestataires qui imaginent abolir le travail ou le rendre agréable. Et Dieu seul sait que ces contestataires ont été nombreux, depuis Ampélos¹, le bel adolescent amant de Dionysos dans l'antiquité grecque, à Guy Debord en passant par Paul Lafargue, auteur du "désastreux", *droit à la paresse* (1880).² Lorsque l'on détient un capital suffisant pour enrôler des travailleurs et les exploiter éhontément, comment ne pas se servir de ces siècles de culture du travail pour mieux asservir ses employés ?...

La même démarche de naturalisation, est utilisée pour l'argent, encore plus ancien que le salariat, pour le penser éternel. Elle justifie les dominations en tous genres, l'usage des polices et armées, les inégalités sociales, les massacres écologiques. Le capitalisme lui-même est en passe d'être naturalisé. Plus les dangers environnementaux deviennent patents, plus on identifie le capitalisme à une constante anthropologique, à un fait inéluctable de la nature. Pour beaucoup, il semble plus simple d'envisager la disparition de l'homme que d'affronter le constat qu'il faut mettre un terme à la production de richesses !

Nature humaine : Dans tout projet politique, toute projection d'une société idéale, la question se pose de savoir ce qui relève de la nature humaine, de son incontournable condition ontologique, et ce qui relève de la culture et qui est donc modifiable. Ce débat, aussi vieux que la philosophie, est avant tout fait de préjugés. Quel que soit le sujet abordé, apparaît immédiatement le clivage induit par la question "nature-culture".

Selon l'économiste Adam Smith par exemple, l'homme est un animal fainéant qui ne se meut que par son intérêt égoïste et par ses vices. *"Seul le fouet de la survie pour gagner de l'argent peut l'amener à créer des biens et des services"*. Selon Keynes, *"si la nature humaine n'avait pas le goût du risque, si elle n'éprouvait aucune satisfaction (autre que pécuniaire) à construire une usine"*. Pour Marx, *"la nature humaine est formée par la totalité des relations sociales"*. Dans nos débats sur une société post-monnaire, la première réaction des participants est de lancer des affirmations péremptoires : *"si tout est gratuit, ils vont tout prendre !..."* Ou bien :

-
- 1 Ampélos, un jeune satyre, mignon préféré de Dionisos qui offrit la vigne à son amant. En grec moderne les vignes se disent encore *ampélia*
 - 2 Paul Lafarge, *Le droit à la paresse*, (1842-1911) journaliste, essayiste, livre disponible en PDF sur Wikisource.

"sans argent, plus personne n'acceptera de participer à des tâches essentielles mais pénibles ou dégradantes !..."

L'idée d'une nature humaine fonctionne généralement comme une anthropologie performative qui sélectionne les individus par leur capacité à n'être mû que par l'intérêt égoïste. Partant de là, aucune sublimation, aucune création et donc aucune alternative n'est possible. C'est une posture comode qui justifie tous les TINA (*There Is Not Alternative*) et s'oppose à toute tentation réformatrice ou révolutionnaire. Au lycée, mes maîtres m'ont appris que, selon Rousseau, *"l'homme naît bon, et que la société le corrompt"* et que, selon Voltaire, *"tout homme naît avec un penchant assez violent pour la domination, la richesse et les plaisirs, et avec beaucoup de goût pour la paresse"*. La même querelle avait déjà divisé Racine et Corneille, celui qui voyait les hommes tels qu'ils devaient être face à celui qui les voyait tels qu'ils étaient.

La querelle n'est toujours pas close, et les remarquables avancées des neurosciences se sont avérées impuissantes à résoudre le problème. La vision que l'on a de la société, de la politique, du monde en est profondément orientée. Loin de vouloir apporter une réponse définitive à ce problème aussi vieux que celui de la poule et de l'œuf, nous nous contenterons de constater qu'il n'est guère opérant. Entre Corneille et Racine, Rousseau et Voltaire, Smith et Keynes, rien n'est joué et tout part à vau l'eau dans le monde.

En revanche, il est clair que le concept de nature humaine a été largement utilisé pour décrédibiliser tout opposant. Le réalisme est généralement conçu comme une prise en compte de la réalité d'une nature humaine, forcément mauvaise. Tous ceux qui prétendent dépasser cette mauvaise nature sont qualifiés d'optimistes béats. En même temps, ceux qui prétendent que toute révolution doit commencer par une révolution de soi-même, sont copieusement applaudis, meilleur moyen de rejeter toute responsabilité sur l'individu au bénéfice du système...

La "nature humaine" étant utilisée par les *réformistes* autant que par les *conservateurs*, tous décèlent et fustigent l'inégalité et l'injustice aux fondements même du capitalisme, mais dénie aux utopistes le droit d'imaginer autre chose. *"Comment les réflexions retenues, la création bridée, les rêves refusés, comment l'autocensure dans les idéaux et le fatalisme quant aux injustices quotidiennes peuvent-ils se considérer comme les garants de l'optimisme"*, se demandait Jean-Paul Sartre en son

temps. "*Le réalisme est une capitulation devant les atrocités de ce monde*" ajoutait-il. Il a malheureusement été très peu entendu sur cette question...

Il serait sage de sortir du cadre réputé civilisé et de voir enfin que d'autres cultures ont posé la question différemment. L'argument de la nature humaine qui empêcherait la réalisation d'un monde meilleur relève d'un ethnocentrisme méprisant, ignorant que certaines sociétés ont été construites sur des modèles pacifistes et égalitaires. Des anthropologues de renom, Margareth Mead (1901-1978) et Ruth Benedict (1887-1948) par exemple, ont pourtant passé leur vie à les étudier et à écrire sur elles, convaincues qu'il y avait sans doute matière à relativiser sur notre propre culture et à s'en inspirer un peu. L'homme *n'est pas, il fait* ou *est fait* ! L'argent *l'a fait*, une société post monétaire *le ferait* tout autre et ce n'est qu'à l'usage que l'on en prendra vraiment conscience. Il n'est pas absurde de penser qu'une abolition de la monnaie aurait pour conséquence de nous libérer du conflit d'intérêt entre nature et culture et, par voie de conséquence, celui de la nature humaine bonne ou mauvaise. Le lien entre ces catégories et l'argent ne semble pas évident, mais comme par hasard, quand des philosophes, des sociologues, des psychologues, des anthropologues imaginent une société a-monétaire, le dilemme s'estompe au bénéfice d'une vision plus holistique et plus équilibrée.

Le concept de nature humaine sert essentiellement à "naturaliser" tout et n'importe quoi. Si la violence, l'égoïsme, la compétition sont dans la nature humaine, elles sont là depuis que l'homme existe et par conséquent sont à jamais figées. Il s'agit donc d'adapter nos relations sociales, nos modes d'organisation à cette nature. La naturalisation est en somme bien commode pour interdire aux individus tout ce qui serait contraire à cette nature. Elle nous assigne définitivement dans des comportements conformes à une sorte de norme et permet de rejeter ceux qui ne s'y conforment pas dans la case des idéalistes, utopistes, originaux, voire des déviants !

Pourtant, la plupart de ceux qui parlent de nature humaine admettent en même temps des subdivisions de la catégorie humaine en classes, races, ethnies... La nature humaine ne serait à l'évidence pas la même pour un humain oriental ou occidental, noir ou blanc, bourgeois ou prolétaire. Cette contradiction entre l'universalité de la nature humaine (à moins de dénier la qualité d'humains à ceux qui nous sont différents) et les variants de la nature humaine (les autres étant humains mais pas comme

nous) devrait nous rendre très méfiants vis à vis d'un concept aussi flou.

Mais rien n'y fait, le concept est trop commode. Cette contradiction est particulièrement visible dans les questions modernes de genres. De l'opposition "naturelle" entre homme et femme, opposition éternelle, foi d'Adam et d'Ève, nous sommes passés au "complexe LGBTQ" sans perdre un pouce du débat originel. L'homosexualité est-elle dans la nature ou contre nature ? Changer de sexe ou se penser dans un autre sexe que celui de la biologie est-il une pathologie, un accident de la nature à corriger, un refus stupide de se conformer à ce que l'on est ? Si l'on peut comprendre que les avis soient partagés, les positions des uns et des autres dépendent souvent de la prémisse, naturalisée ou dénaturée....

Nécessité historique : Hannah Arendt (1974) mettait en garde contre tous les prophètes de la nécessité historique : « *Comment est-il possible qu'après coup il semble toujours que ça n'aurait pas pu se passer autrement ? Toutes les variables ont disparu et la réalité a un impact tellement puissant que nous ne pouvons pas prendre la peine d'envisager une variété infinie de possibilités* ». Dans un contexte d'effondrement, il est pourtant tentant d'échafauder une solution, de la déclarer nécessaire. Mais alors, cette solution qui seule est valable est donc inévitable. Si une chose est inévitable, pourquoi se battre pour qu'elle adienne ? L'affirmation de tout "*il faut*" induit la nécessité de ce *qu'il faut* et a l'exclusion de tout autre possible.

Si la nécessité démobilise, une réflexion sur la possible abolition de l'argent fouette notre imagination. Dans la démarche intellectuelle de désargence, toutes les variables restent présentes et la variété des possibilités est infinie. Si cela pourrait ressembler à une nécessité, ce serait alors une "nécessité ouverte", où chacun aurait son mot à dire, son originalité à préserver. La démarche est une nécessité, le produit de cette démarche reste heureusement aléatoire. Toute proposition d'un autre monde est donc utile, aucun des éléments de cette proposition ne peut être définitive....

Négoce : Étymologiquement, ce mot vient du latin *otium* (le loisir) précédé de la négation *-neg*. Le négoce, c'est donc le non-loisir, l'accaparement de l'homme par un travail, par des occupation basement matérielles. Le mot est un peu tombé en désuétude au profit du commerce. En revanche, la condition du *négociant* s'est chargée de sens, de valeur, de respectabilité.

Tout vient de l'Église chrétienne qui, craignant le diable, cherche à rendre l'occupation, le travail, indispensable à la santé morale. Sans un incessant ouvrage dans les mains, l'homme aurait le temps de penser, de se laisser tenter par le diable. Contrairement aux latins qui ont formé les mots *otium* et *negotium*, l'oisiveté reste pour nous la mère de tous les vices. D'ailleurs, l'oisiveté est un mot formé à partir *vitiosus*, vicié !

Ce que nous dit l'étymologie latine, c'est que le travail est un obstacle à l'épanouissement de l'homme, l'activité une chose qui n'a pas de prix. Le salariat est un servage, l'acte gratuit une libération....

Si l'école enseignait l'origine et l'histoire des mots, les enfants attacheraient plus d'importance à la littérature, à la philosophie, à la compréhension de la nature qui les entoure qu'à la comptabilité, à la technologie, au commerce ! L'écologie ferait plus d'adeptes que les économistes ! Les enfants seraient-ils moins sages, moins tentés par le diable qui, depuis quelques temps, se cache précautionneusement dans les détails ?...

Néolibéralisme : Stade du capitalisme qui a débuté le 15 août 1971, avec l'abandon de la convertibilité du dollar en or, autrement dit avec la fin du système de *Bretton Woods*. Dans le même temps, l'école de Chicago (une école de pensée néolibérale dont la figure emblématique est Milton Friedman) entreprenait un travail théorique visant à bâtir un corps de doctrine en rupture avec le keynésianisme. Le système américain a gagné, puisqu'il a été le seul à subsister, même dans les pays ayant gardé officiellement l'idéologie marxiste (Chine, Cuba, Vietnam...). Puisqu'il a gagné, on a donc appliqué ses règles (*libre échange, privatisations, dérégulation*) aux quatre coins du monde et l'on s'est mis à théoriser la globalisation.

Ce monopole intellectuel qu'a réussi à imposer le néolibéralisme sur la planète entière, même s'il n'a été possible que par défaut d'opposants, est cause d'une terrifiante uniformité d'analyse et de propositions. Penser autrement qu'à travers la doxa néolibérale est, depuis des décennies, un risque social et mental considérable. Comment peut-on avoir raison contre tous ? Si même les socialistes ont abandonné une part de leur programme social pour s'adapter au néolibéralisme, si nombre de communistes ont troqué la lutte contre le capital pour se concentrer sur la défense des droits de la classe ouvrière, il ne reste plus qu'un "altercapitalisme" opposable au néolibéralisme.

Le néolibéralisme s'est lui-même dégagé du capitalisme, du moins en apparence. L'avatar est si caricatural qu'il en a affadi l'original, l'a rendu transparent. Il est devenu arrogant comme l'élève dépassant le maître. Le réel quotidiennement nous met sous le nez que ce monopole idéologique est usurpé, que son arrogance mène aux pires excès. La seule façon de le combattre est maintenant de revenir à ses fondements, le capital, la propriété privée, l'argent, la marchandisation de tout. S'il y avait une chose à garder de l'Internationale du bon Eugène Pottier¹, c'est "*Du passé faisons table rase, Foule esclave, debout ! Debout ! Le monde va changer de base...*"

Le néolibéralisme étant la parfaite caricature du capitalisme, tout doit changer, aussi simultanément que structurellement. Ce ne sont plus ses diverses et partielles catégories qui sont en cause mais le pivot qui relie ces catégories. Réguler le marché, réglementer le salariat, redistribuer les profits, porter des ouvriers dans les instances décisionnelles, tout cela a été fait, aussitôt défait, puisque le pivot restait en place. Pour Marx, ce pivot était le capital. Depuis, le néolibéralisme nous a tous fait vivre comme des capitalistes à très faibles capitaux. Nous lui préférons le terme d'argent qui englobe autant les masses indécentes accumulées par les capitalistes que la première pièce que nous avons dans nos poches. Éradiquer l'argent, avec tout ce que cela entraîne, c'est de nouveau faire table rase. La table ne serait plus la même...

Neutralité : Que voilà un mot commode ! Nombre de politiques se veulent neutres (sans idéologie ou pragmatiques), de journalistes (objectifs et non militants), de scientifiques (comme si la science dispensait de conscience). Et l'argent bien sûr serait neutre, un simple outil. Jean Jaurès disait que "*la neutralité est un oreiller commode pour le sommeil de l'esprit.*" C'était à propos de l'éducation, mais c'est tout aussi valable pour l'argent.

Comment parler de neutralité au sujet d'un outil d'échange qui impacte à ce point l'intégralité de nos vies ? Comment penser à la fois un argent neutre et un pouvoir d'achat ? Peut-on avoir un quelconque pouvoir sur la société, même réduite à sa plus simple expression, sans argent ? Un seul pauvre a-t-il pu accéder un jour à un pouvoir politique sans l'appui d'une

1 Eugène Pottier, 1816-1887, poète révolutionnaire français, auteur des paroles de l'Internationale.

quelconque personne fortunée ? C'est sans doute cette idée de neutralité monétaire qui manifeste le mieux les résistances mentales que suscite l'évocation d'une abolition ou d'une disparition d'un tel outil. Les mêmes qui parlent d'argent neutre réclament toujours de l'argent pour réaliser leurs projets ! Un PH neutre peut exister (s'il est égal à 7), une monnaie, un enseignant, une personnalité politique, non !

Cette idée de neutralité de l'argent est contredite ainsi par ceux-là même qui refusent d'imaginer une abolition de l'argent au nom de sa neutralité. Étrange paradoxe... Si la monnaie créée ex nihilo par la dette ou par le Quantitative Easing des États, est capable de créer du pouvoir d'achat, elle est capable aussi de donner à celui qui la détient le droit de choisir entre un producteur ou un autre, donc le droit de choisir qui pourra vivre et qui fera faillite, de choisir l'acquisition d'un beau livre pour son enfant ou un jeu électronique violent, d'investir dans une action Bayer ou le maraîchage bio.

Alain Grandjean et Nicolas Dufrière¹ parlent de *droit fongible* c'est-à-dire qui est qualifié par une valeur et peut donc être remplacé par autre chose de valeur équivalente. Donc le médium argent rend toutes choses qualitativement égales puisque l'on peut échanger un bien commun issu de la terre (des champignons sauvages) contre une production polluante de même valeur (un bidon de *Roundup*). A moins de mettre un flic derrière chaque citoyen et un Bœuf-carotte derrière chaque flic, l'argent permettra toujours de choisir le *Roundup* plutôt que le champignon, si cela procure une meilleure plus-value. L'argent neutre est par essence anti-écologique. Il faut être économiste comme Grandjean et Dufrière pour chercher à inventer une *monnaie écologique*, à marier la carpe au lapin !

L'écrasante majorité des modèles économiques universitaires dont se servent les États et la finance sont construits sur l'hypothèse que la monnaie est une pure unité de compte qui n'interfère pas avec l'économie réelle (le chômage, la croissance, etc.). C'est imaginer, lorsque vous faites votre marché, que vous vous acquittiez directement du paiement de votre panier avec une réparation automobile (si vous êtes garagiste) ou une opération de chirurgie dentaire (si vous êtes orthodontiste). Autrement dit, ces modèles sont ceux de l'économie de troc où changer d'unité de compte monétaire ne

1 Alain Grandjean et Nicolas Dufrière, "*Une monnaie écologique*", éd. Odile Jacob, février 2020.

devrait pas avoir plus d'effet que de troquer des degrés Fahrenheit contre des degrés Celsius en thermodynamique. Mesurer un poids en kilogrammes, une distance en kilomètres, est aussi risqué que de mesurer une pratique sociale, une valeur humaine en argent... Les économistes sont des obsessionnels compulsifs du chiffre, de la comptabilité, ce qui tout sauf neutre...

Nœud Gordien : Expression issue de la mythologie grecque et désignant un nœud réputé impossible à dénouer, sinon en le tranchant d'un coup d'épée, ce que fit Alexandre le Grand. Le propre du nœud gordien, c'est qu'en tirant un fil, on ne fait que le resserrer ailleurs. Dans *la société em-mêlée* du début du XXI^e siècle, tout morceau de fil qui est tiré renforce le nœud d'un autre fil. Résoudre les déchets du nucléaire par le développement des éoliennes a compliqué la question des terres rares dont les éoliennes sont gourmandes, le manque de terres rares a conduit à construire des usines de récupération rejetant des gaz toxiques impossibles à filtrer, etc.

L'argent, en disparaissant, fonctionnerait comme l'épée d'Alexandre, et dénouerait des nœuds réputés indépassables depuis des siècles ! En outre, il est de plus en plus évident que nous n'avons pas le temps de dénouer les fils un par un. Quelques utopistes nous expliquent ce que sera le climat en 2100, les moins pessimistes parlent d'un effondrement d'ici trente ou quarante ans, les plus réalistes annoncent le début de la fin vers 2030. La plus élémentaire prudence serait de faire confiance aux réalistes et de se donner une à deux décennies pour renverser la vapeur. Peut-on raisonnablement inventer un autre monde, en convaincre une grande majorité puis le mettre en acte en si peu de temps ? Cela semble fou, sauf si nous tranchons le nœud comme le fit Alexandre. Si l'on ne peut convaincre le monde qu'il est possible de passer de l'échange marchand à l'accès, nous pouvons au moins préparer aussi précisément que possible la révolution copernicienne que cela représenterait. Nous pouvons affûter nos épées pour qu'à l'échéance, quelle qu'elle soit, il soit possible de se libérer instantanément du nœud capitaliste.....

Non-violence : Face à l'injustice, deux choix essentiels se présentent à nous, la violence et la non-violence. La violence n'est utile qu'à condition d'être dans un rapport de force favorable. A défaut, notre juste violence tourne vite au massacre. Elle sert d'alibi à l'adversaire pour justifier sa

propre violence et ne grandit jamais celui qui en use, ni d'un côté, ni de l'autre.

La non-violence à l'inverse est susceptible de désarmer l'ennemi, elle donne force et légitimité à celui qui l'adopte. Malheureusement, la non-violence perd beaucoup de son efficacité quand elle s'appuie sur de seules considérations morales. Nelson Mandela l'expliquait bien : « *Pour moi, la non-violence n'était pas un principe moral, mais une stratégie. Il n'y a aucune bonté morale à utiliser une arme inefficace.* »

Les débats entre non-violence ou violence sont pour la plupart stériles, les uns visant la morale, les autres l'efficacité. Autant donc laisser chacun décider en conscience de ce qui est bon, d'abord pour lui, et ensuite en fonction des circonstances particulières. Dans le camp des exploités, des foudres de guerre, des capitalistes, ces débats sont rares. Dans tous les cas la violence joue en leur faveur, leur violence et la violence induite de ceux qui la subissent. Pour eux, c'est un excellent moyen de diviser l'opposition, d'affaiblir l'ennemi en le laissant s'enfermer dans des choix moraux au moment où la stratégie devrait dominer...

Une abolition de l'argent et de tous les systèmes qui sont à son service ne peut que déclencher des réflexes de panique, et donc de la violence, un état de guerre. Mais en état de guerre, les chances sont plus fortes d'en revenir profondément meurtri ou de ne pas en revenir du tout que d'en réchapper grandi et apaisé. Notre réflexion sur un basculement aussi brutal que le passage au monde sans argent ne peut éviter de préparer dans le même temps des stratégies non-violentes. Et le meilleur moyen qui existe pour cette préparation, Gandhi, Martin Luther King, Nelson Mandela l'ont bien théorisé, c'est de précéder la lutte du récit d'un autre monde désirable. *"I have a dream..."*¹

Normalité : Toute société a tendance à s'inventer une normalité, ne serait-ce que pour marquer la singularité commune du groupe et pour se distinguer des autres. Cette tendance assez naturelle devient pathologique dès l'instant qu'elle s'accompagne d'une oppression normative. Le vilain petit canard reste bien canard mais devra payer cher ce qui le fait vilain.

1 *"Je fais un rêve..."* : Allusion au discours de Martin Luther King prononcé le 28 août 1963 devant le Lincoln Memorial, durant la marche sur Washington DC pour l'emploi et la liberté, après que la chanteuse de gospel Mahalia Jackson lui ait crié : *"Parle-leur de ton rêve, Martin !"*

La pathologie se manifeste d'abord par une dégradation verbale. Pour en donner un exemple neutre, il y a un joli mot latin, *villa*, qui a donné *ville*, mais qui signifie *maison de campagne*. Avec *villa*, on a formé le mot *villanus*, habitant d'une villa, d'une exploitation rurale. Très logiquement, le *vilain* a pris le sens d'homme des champs, en opposition avec le *gentilhomme*. La lutte des classe commence quand deux hommes, vivant dans la même campagne, sont dits vilain ou gentilhomme, serf ou seigneur, noble ou ignoble ! De là à passer à des catégories morales, il n'y a qu'un pas. Le vilain est malhonnête, laid, sale, bête et méchant. Le noble est honnête, d'un agréable commerce, beau, valeureux, méritant.

La même dégradation verbale est utilisé vis à vis des orientations sexuelles (homophobie), du genre (machisme), du métier (prolos), de la citoyenneté (peuple ou populace), etc. On peut être militant de gauche, défendre vaillamment toutes les minorités et traiter d'*enculé* le flic qui nous fait face dans une manifestation, sans avoir le sentiment d'insulter en même temps le copain *pédé* qui manifeste à notre côté. Il ne devrait pas y avoir de normalité sexuelle, de catégorisation sexuelle. Le terme même d'*homo-sexuel* devrait être banni, ce qui serait plus juste que de lutter contre l'homophobie. Chacun aurait la sexualité qui lui convient, nous serions tous des *êtres-baisant*, des personnalités *baisant* un peu, beaucoup pas du tout, comme ci ou comme ça, avec lui, elle ou nous, cela importerait peu.

Le patriarcat a entraîné la même dérive verbale. Pourquoi attribue-t-on la *paternité* et non la maternité d'une innovation à l'inventeur ? Pourquoi parle-t-on d'*humanité* et de *féminité* ? Pourquoi est-il si difficile de distinguer l'état de père et mère des *fonctions paternelle et maternelle* ? Les exemples de ce type pourraient se décliner à l'infini sur quantités de sujets. La vie sociale entraîne toujours des exclusions, des stigmatisations, des vilains petits canards et les nobles seront toujours plus méritants que les ignobles. Juger des qualités d'une société sur ses capacités de résistance à toutes les dégradations verbales, à toutes les catégories introduisant des notions de valeur, à commencer par la valeur marchande, serait bien plus productif que le calcul du PIB, du PNB, du QI et autres normes artificielles.

Et ce problème va se nicher dans des espaces dont personne ne parle. J'écris cet article pendant que des jeux *para olympiques* succèdent aux nobles Jeux Olympiques et je n'ai jamais entendu le moindre quidam réclamer la réunion de ces deux manifestations en une seule et même grande fête. S'il est possible de réunir sur un même stade un sprinter de 100 mètre

et un lanceur de marteau, pourquoi est-il impossible d'y réunir des marathoniens piétons et des marathoniens en fauteuil roulant ? Tant que cela ne sera pas fait, les homosexuels seront un fléau pour l'État, objets de mépris pour les hommes et les femmes "véritables", sujets d'effroi pour les parents, et l'écriture inclusive y participera à son corps défendant (à moins que l'on invente le neutre en français en plus du masculin-féminin). Tant qu'il y aura une société normale, il y aura des gens normaux, et donc des anormaux...

Normes : Nos sociétés libérales sont soumises à des normes strictes fixant les conditions de la réalisation d'une opération, de l'exécution d'un objet ou de l'élaboration d'un produit. Les travaux de normalisation internationale sont menés par l'Organisation internationale de normalisation (*International Organization for Standardization*, conventionnellement appelée ISO) qui publie des normes internationales destinées à harmoniser entre elles les normes nationales. Chaque norme trouve sa justification officielle dans l'intérêt commun : les normes alimentaires préservent notre santé, les normes industrielles garantissent une qualité des produits, les normes de sécurité nous évitent les accidents, les normes électriques évitent les courts circuits, les normes relatives à la tomate nous assurent de n'être jamais dérangés par la vue d'un fruit abîmé ou difforme...

Officieusement, les normes servent des intérêts avant tout financiers. Qu'un fonctionnaire décide que chaque appartement doit être muni d'un détecteur de fumées pour nous éviter d'être asphyxiés par un banal chauffe-eau, et un marché de plusieurs milliards est créé. Qu'un autre fonctionnaire soit convaincu par un lobbyiste que les détecteurs utilisés pouvaient être grandement améliorés et une nouvelle norme remplaçait l'ancienne et créait un nouveau marché. Qu'un technocrate rêve de compteurs de gaz et d'électricité intelligents et les compteurs *Linky* mafieuses¹. Comme les normes se mettent en place progressivement, on ne s'aperçoit pas immédiatement de leur absurdité, de leur inutilité réelle, des contraintes qu'elles imposent dans la vie quotidienne. Mais pour chaque activité, que l'on fasse du vélo ou que l'on porte un vêtement, que l'on organise un voyage avec des enfants ou que l'on soigne un patient, des

1 L'association *Stop Linky* a parfaitement recensé les abus de pouvoir des fournisseurs d'énergie, les dangers de ces nouveaux compteurs, les intérêts financiers en jeu...

milliers de normes sont appliquées sous peine de contrôles, de tracasseries administratives, puis d'amendes, voire de poursuites judiciaires.

Certaines normes sont devenues célèbres tant elles sont absurdes : celle qui impose un certain angle de courbure aux bananes ou celle qui fixe à 4,5cm le diamètre minimum d'un citron et une teneur en jus de 20%. Quand il s'agit de questions techniques, la norme frise parfois le délire : les clignotants de voiture seront "*situés à l'extérieur des plans verticaux longitudinaux tangents aux bords extérieurs de la plage éclairante des feux de route*". La norme, si l'on oublie l'argent, c'est normalement ce qui fonctionne utilement, se sont des mesures qui signalent les risques pour les usagers, des notes qui permettent de connaître ce qui doit être, dans la majorité des cas.

Mais l'argent permet d'acheter une norme pour créer un marché autant qu'un droit à la contourner. En 2018, un scandale éclata au sujet d'une entreprise pharmaceutique qui, pour fabriquer un médicament anti-épileptique, rejetait en pleine ville des gaz d'une toxicité redoutable en quantité 7 000 fois supérieure à la norme européenne, et ce pendant des années. Ce n'est que la mobilisation de militants écologistes soutenue par des études réalisées bénévolement par des médecins et des chimistes, qui ont soulevé le lièvre et contraint l'usine à produire plus proprement...

Plus graves encore sont les normes imposées aux humains quant à leur aspect physique, leurs comportements, leur outils conceptuels. Cette manie de la norme comme mode d'accès à de nouveaux profits s'est malheureusement étendue à la part intime de nos vies au point de transformer l'essentiel de la chirurgie réparatrice en chirurgie esthétique. Quiconque n'entre pas dans la norme est dévalorisé entraînant des discriminations, des complexes, de la dépression, donc un autre marché et dans le même temps un ressort publicitaire sur lequel les marchands jouent allègrement.

Dans une société débarrassée du système monétaire, il y aura bien des normes, mais non polluées par des intérêts financiers. Que l'on exige des constructeurs de voitures qu'elles ne soient pas des bombes roulantes se conçoit. Que l'on décrète impropres à la vente des carottes non calibrées, même pour en faire de la purée, que l'on ne puisse faire une soupe avec des poissons qui ne sont pas à la maille, alors qu'ils ont péri dans un filet, cela scandaliserait ceux qui aimeraient bien manger une purée ou une soupe. Si

tout ce qui est déclaré "hors norme" était récupéré, il est probable que plus personne n'aurait faim sur cette planète...

Quant aux normes appliquées aux humains, il est très probable qu'elles disparaîtraient. Être beau, mince, bronzé, musclé selon le modèle californien n'aurait aucun sens. Être trop gros ou maigre, trop jeune ou vieux, trop beau ou laid, trop fort ou faible, trop intelligent ou limité n'aurait plus aucun plus la même incidence sur l'équilibre psychique. La chirurgie esthétique perdrait ses clients, la plupart des coachs seraient inactifs, la pornographie redeviendrait ce qu'elle aurait dû rester, une simple outrance privée et non un marché fondé sur la frustration des autres. L'application abusive de normes deviendrait une pathologie et cesserait d'être une nécessité marchande, dès que le paradigme de l'échange marchand serait abandonné, dès que l'argent deviendrait obsolète. Rien que cela justifierait que l'on s'intéresse à l'idée d'une désargence !

Nourrir la planète : La question est devenue centrale dès le début du XXI^e siècle. Elle sert d'argument à l'agro-industrie (sans glyphosate, sans OGM, nous allons vers la famine...), aux décroissants (avec une telle consommation et un tel gaspillage, il sera impossible de nourrir dix milliards d'humains), aux climatologues (le réchauffement va réduire considérablement les surfaces arables et provoquer des famines)... Le problème reste un sujet de controverse, les uns considérant qu'il faut réduire la population, d'autres réduire la consommation, d'autres rationaliser la production pour tripler les rendements...

Dans le cadre du système monétaire, aucune de ces solutions ne peut être mise en place avec une réelle efficacité. A moins d'inventer une croissance sans dégâts croissants, de ne plus consommer à outrance sans brider le marché, la faim dans le monde est un fait incontournable, une malédiction naturelle, une calamité sans fin.

Il ne faut pas être grand clerc pour réaliser qu'une Société de l'Accès permettrait la multiplication des surfaces cultivables, l'optimisation de la moindre culture, la fin possible de tout gaspillage. En outre, la natalité se stabiliserait rapidement, si chacun était assuré d'un accès sans condition à tout ce qui lui est nécessaire, dans les limites bien entendu des stocks et de leur renouvelabilité. La société actuelle promet l'abondance et crée la pénurie pour maintenir à flot son marché. La Société de l'Accès promet une

grande sobriété pour obtenir une abondance de biens. Vous choisissez quoi ?...

Nouvel Ordre Mondial : (NOM) Un romancier britannique, H.G. Wells a inventé cette dénomination en 1940 dans son roman *The new World Order*. Cette expression est ressortie immédiatement après la guerre froide, avec la fin de la bipolarité capitaliste-communiste. Il devenait alors possible de penser un gouvernement mondial ou à défaut une gouvernance mondiale. Georges H. W. Bush, en 1990, l'a vulgarisé. Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a lui aussi parlé de nouvel ordre mondial en 2007. David Rockefeller s'y est référé à plusieurs reprises et sans ambiguïté possible. Mais beaucoup l'ont attribuée, sans aucun fondement historique, à des groupes de comploteurs. Complot ou pas, avec la mondialisation commerciale, l'expression est devenue courante.

Ce qui est moins clair, c'est la réalité qu'elle recouvre : un gouvernement unique de la planète ou une simple coopération entre des grands ensembles géostratégiques, lentement mise en place dès le début du XX^e siècle ? C'est sans aucun doute Rockefeller qui en a dit le plus long et avec le plus de précisions en 1991. Il parlait alors devant un parterre de journalistes internationaux de *projet pour le monde*, de *gouvernement mondial*, dirigé par une *élite intellectuelle et des banquiers mondiaux*, ce qu'il jugeait *préférable à l'autodétermination nationale*. Il ne pouvait plus être plus clair, d'autant qu'il s'exprimait en présence de membres de gouvernements de plusieurs pays, sachant très bien que ses propos allaient être repris et commentés. En général, un complot s'organise dans le silence et la clandestinité, pas dans une conférence de presse !

On ne peut aujourd'hui récuser le fait que les groupuscules complotistes existent autant que les vellétés de complots. Mais qui aurait été capable d'un tel habile montage, sinon ladite élite ? Compte tenu des événements politiques que nous connaissons maintenant, le plan soutenu par ces élites bancaires et intellectuelles n'est pas de la fiction. Leur rêve a pris corps, ses supporteurs avancent à petits pas constants, avec une ferme détermination.

En janvier 2021, la députée de la Drôme, Michèle Rivasi, a fait le forcing pour obtenir une transparence des négociations de la *Commission*

*Labos*¹ suite aux scandales liés à la crise sanitaire. Elle et ses collègues obtinrent de la Commission Européenne le droit de voir les dossiers concernant les laboratoires pharmaceutiques, dans une pièce bien close, sans avoir le droit de copier ou photographier les textes, dans la limite d'un seul dossier sur sept, lequel s'est avéré censuré (prix du vaccin noirci, montant du pré-achat de la CE barré, deux pages sur les responsabilités en cas d'effets secondaires disparues). Il n'y a toujours pas de transparence, et les députés ne peuvent avoir aucun contrôle sur la Commission Européenne. Vive la démocratie européenne ! On donne des milliards aux laboratoires sans savoir à quoi ça sert. Les vaccins ne sont pas sûrs, les vaccinés servent de cobayes, en priorité les plus vieux...

Michèle Rivasi a déposé une plainte auprès de la Commission pour non divulgation d'informations sur des questions sanitaires et ira en Cours Européenne de Justice si cela ne suffit pas... On peut imaginer la situation si les mêmes décisions doivent être prises par un gouvernement mondial ! Les pires craintes en terme de déni de démocratie sont prévisibles. Et sans accuser le Commission Européenne de fomenter un complot international, ou Michèle Rivasi de complotisme, on peut légitimement se demander qui sont les complotistes en matière de complot. Ou alors, tous les commissaires européens sont des Francs-maçons, infiltrés par des Illuminatis enjuivés et cosmopolites !

Après ça, on demande au citoyens de faire confiance aux gouvernements sur parole !!! La plupart des gouvernants sont muets sur leurs véritables intentions et miment des comportements vertueux. Franchement, peut-on croire des mimes sur parole ?... La Commission Européenne a montré bien des concordances avec un projet néolibéral mondialisé. Si une petite oligarchie autoproclamée, non élue, s'est arrogé le droit de décider sans le moindre contrôle des représentants, des Députés, si ses choix politiques favorisent essentiellement les grands industriels de l'agro-industrie, les géants du numérique, les prédateurs des laboratoires pharmaceutiques, c'est bien que le Nouvel Ordre Mondial est en route...

Il serait tout de même plus simple de se doter de vrais représentants, de les munir de mandats impératifs contrôlés par la base, de licencier toutes les Institutions sans contre-pouvoir, à commencer par la Commission Européenne ou la Cour de Justice Européenne à laquelle Mme Rivasi fait allu-

1 Commission européenne chargée de régler les contrats avec les laboratoires pharmaceutiques, de négocier les prix des vaccins, de contrôler leur fiabilité.

sion. Et dans le même temps, il serait tout aussi simple de supprimer cet argent qui a permis une telle concentration des pouvoirs...

Novlangue : Terme inventé par Orwell pour expliquer l'usage que la politique peut faire des mots, comment on peut en tordre le sens. Un bon usage de la novlangue permet à ses usagers de dire : *Si vous m'avez compris, c'est que je me suis mal exprimé !...* Aujourd'hui, la novlangue est pudiquement appelée *langue de bois*. Elle a été portée au rang d'art oratoire, elle s'est banalisée au point de ne même plus faire rire. Quelques exemples le démontrent.

On dit dialogue social pour luttes sociales, partenaires sociaux pour délégués syndicaux, flexibilité pour précarité, rigidité du droit du travail pour égalité des droits au travail, modernité pour libéralisme économique, mutation du travail pour ubérisation, SDF pour sans abri, mobilité pour instabilité, plan de sauvegarde de l'emploi pour licenciement collectif... Le militant de l'éducation populaire Franck Lepage a présenté une *conférence gesticulée* sur la novlangue qui ne manque pas de sel.¹ On y trouve même une méthode pour que chacun puisse parler de tout, en ne disant rien, mais d'une telle façon que cela paraît intelligent.² Si cela restait de l'ordre du jeu, on pourrait en rire.

Mais quand il s'agit d'un Ministre ou d'un Président, c'est plus grave. Frédéric Lordon s'insurgeait en mars 2019, lors d'une conférence à la Bourse du Travail : *« Vous et vos sbires ministériels venus de la start-up nation, vous détruisez le langage. Quand Mme Buzyn dit qu'elle supprime des lits pour améliorer la qualité des soins ; quand Mme Pénicaud dit que le démantèlement du code du travail étend les garanties des salariés ; quand Mme Vidal explique l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers par un souci d'équité financière ; quand vous-même présentez la loi sur les fake news comme un progrès de la liberté de la presse, la loi anti-casseur comme une protection du droit de manifester, on est dans la destruction du langage et du sens même des mots. Si des gens vous disent « Je ne peux faire qu'un repas tous les deux jours » et que vous leur répondez « Je suis content que vous ayez bien mangé », d'abord la*

1 <https://youtu.be/oNJo-E4MEk8>

2 [La langue de bois : la meilleure façon de se décrédibiliser \(bien-ecrire.fr\)](#)

discussion va vite devenir difficile, ensuite, forcément, parmi les affamés, il y en a qui vont se mettre en colère.»

Tout est dit, sauf qu'on ne voit pas bien ce qui pourrait empêcher la novlangue ou la langue de bois tant que les questions financières viendront polluer les débats, ce qui pourrait contraindre le personnel politique à parler vrai. Mais Lordon n'imagine pas pouvoir moraliser les questions financières à ce point et encore moins pouvoir supprimer l'argent. Il pourra donc s'in-surger encore longtemps...

Nucléaire : Sujet incessant de débats et de luttes, objet de frayeur pour beaucoup à la suite des graves accidents dans les centrales (Tchernobyl, Fukushima...), avec l'impossible traitement des déchets radioactifs. Le nucléaire reste toutefois le moyen le mieux établi en France dans le mix énergétique. Comment arrêter cette production d'énergie après un tel investissement financier ? Comment revenir en arrière après en avoir fait une panacée ? Comment envisager le démontage d'une centrale quand on en sait le coût, la complexité technique, les risques sanitaires ?

Nucléaristes et anti-nucléaires s'affrontent, parfois violemment, et rien ne laisse penser que l'on puisse s'en passer. C'est sans doute en France que le débat est le plus violent et que la question est posée bien plus sur le plan métaphysique que physique. Une véritable religion est assise sur le pactole des 70% de l'énergie électrique produite dans le pays...

Il est probable que rien ne serait prévu si une grande crise arrivait brutalement. Aucun plan technique, aucun recensement des ressources humaines susceptibles de prendre en charge le démantèlement de nos 58 réacteurs répartis entre 19 centrales. Aucune alternative aux pénuries possibles d'eau de refroidissement, de pétrole ou de gaz pour fournir l'électricité nécessaire à la mise en sécurité des réacteurs et des piscines de stockage, très peu d'études sérieuses sur le stockage de l'énergie, lequel implique une production importante et constante...

Le problème n'est toujours pas résolu, loin s'en faut. Le nucléaire est une patate chaude que les gouvernements tenteront encore longtemps de refiler à leurs successeurs. Sans l'enfumage constant des autorités pour camoufler les risques, sans les questions budgétaires qui limitent les moyens mis en œuvre, sans les délégations en cascades vers des sous-traitants honteusement exploités, sans un état des lieux, des propositions techniques,

des programmes à long terme pouvant faire sauter les préjugés, le nucléaire continuera à empoisonner les prises de décisions.

En cas de crise majeure et mondialisée, le danger est immense. La sécurité des centrales risquent d'être négligée, les entreprises sous-traitantes qui aujourd'hui assure la maintenance risquent de faire défaut. Le dérèglement climatique risque de compliquer sérieusement le refroidissement des centrales si l'eau commence à manquer. En cas d'effondrement, si tous les services de l'État sont désorganisés, qui va gérer ces bombes à retardement ?

Le plan énergétique proposé par les promoteurs d'une société post-monnaire est le seul jusqu'à preuve du contraire à proposer une solution globale. Une décentralisation forcée peut permettre la mise en place d'un système enfin démocratique qui relocaliserait les réseaux énergétiques et rendrait obsolète tout ce qui relève du gigantisme : centrales nucléaires, champs d'éoliennes, fermes photovoltaïques, etc. De nombreuses technologies aujourd'hui mise sous le boisseau pour des raisons financières émergeraient (stockage de l'énergie, micro-centrales hydrauliques et solaires, éoliennes individuelles, géothermie de surface, biodigesteurs locaux pour le gaz, etc.).

Dans une société sans argent, la rentabilité n'est plus un obstacle. Seuls subsistent les rapports de productivité et de coût en matières et en dégâts écologiques. Le gros problème du nucléaire comme de toute la production d'énergie, c'est d'avoir été conçue sur un mode centralisé. Ce modèle était parfaitement adapté quand l'énergie ne valait rien, quand l'environnement n'était pas perçu comme un problème, quand l'État coordonnait l'ensemble, ce qui est loin d'être assuré en cas d'effondrement.

Nous ne sommes pas loin de subir une rupture de ces systèmes sans qu'une autre solution n'émerge autre qu'une abolition de l'argent non programmée mais subie. Alors, les alternatives locales, les perspectives d'une fédération des organisations locales apparaîtront comme incontournables. On ne peut plus faire confiance aux pouvoirs en place mais on peut faire confiance aux gens de l'art pour s'adapter rapidement à un nouveau modèle...

Numérique : L'innovation du numérique a été disruptive (*qui arrive sans prévenir là où on ne l'attend pas*), globale (*touchant tous les secteurs d'activité humaine*), anthropologique (*qui modifie fondamentalement l'hu-*

main). En mai 1982, il y avait 235 ordinateurs branchés sur Internet, 30 ans après, il y en avait deux milliards et demi ! Avec les smartphones, iPhones, et autres gadgets miniaturisés, ce chiffre a explosé ! L'irruption du numérique dans notre vie quotidienne suscite autant de peurs que d'espoirs. Est-ce un irrémédiable drame écologique, le contrôle par d'un Big Brother de nos espaces intimes, l'abrutissement des masses..., ou la possibilité d'organiser enfin une vraie démocratie, de penser une autre organisation du monde plus égalitaire, un outil d'émancipation fabuleux... ?

Selon le rapport *Clicking Clean* publié le 10 janvier 2017 par Greenpeace, le secteur informatique représente aujourd'hui environ 7 % de la consommation mondiale d'électricité (l'équivalent de ce que consomme le secteur de l'aviation). C'est énorme, mais est-ce dû au numérique en général ou à l'usage qui en est fait ? Les rapports au sujet des dégâts des écrans sur les enfants se multiplient (perte de mémoire, de concentration, addiction aux images, autisme..., tout y passe). Mais cet usage abusif des écrans dès la plus tendre enfance est-il imputable aux écrans ou aux enjeux financiers qui poussent à l'addiction des jeunes consommateurs ? Qui des commerçants qui vendent du numérique ou des parents qui offrent sans contrôle et sans limite des écrans à leurs enfants sont les plus coupables ?

Je suis tombé par hasard sur une publicité qui présentait l'un de ses jeux en ligne comme *le jeu le plus addictif de l'année* ! Si l'addiction devient attractive, il ne faut pas s'étonner que les dépendances en tous genres soient banalisées ! On nous dit que Google en sait plus sur nous que nos proches, voire que nous-mêmes. C'est certainement vrai quand on sait que nos moindres clics sont analysés par des algorithmes. Mais sans la recherche de profits financiers, qui aurait intérêt à scruter ainsi nos activités numériques ?...

En outre, nul ne peut nier les formidables possibilités de travail, de loisirs, de recherche, d'apprentissage, de communication que nous offre le numérique. Serions-nous capables de nous en priver volontairement pour un intérêt supérieur ? On peut en douter, surtout pour les plus faibles. En effet, rares sont les adolescents qui accepteraient de lâcher le smartphone qui leur permet de communiquer en permanence avec les copains. Rares sont les enfants qui vont spontanément vers un livre plutôt que vers un jeu vidéo. Rares sont les automobilistes qui se passeraient de leur GPS, les mathématiciens qui reviendraient à leurs calculatrices, les décorateurs qui ne regretteraient pas leur logiciel 3D, les cinéphiles se privant du streaming, etc. Sup-

primer le numérique, et même le limiter, c'est risquer le lynchage immédiat !

Faisons donc avec, mais intelligemment, ce qui est possible. Les énormes banques de données qui polluent, qui consomment tant, qui permettent tous les contrôles de nos vies ne sont pas le fin du fin¹. Il y a la blockchain et bientôt l'holochain qui limiteraient les dégâts. Il existe déjà des alternatives aux GAFAM tout à fait opérationnelles. Les plus fers du numérique, sont souvent ceux qui interdisent les écrans à leurs enfants et organisent des écoles sans accès au numérique avant seize ans (c'est le cas dans la Silicon Valley). Reste l'éternelle question des profits financiers qui polluent tout ce qu'ils touchent y compris le numérique.

Imaginons des appareils (PC, smartphones, tablettes, caméras, photos, téléviseurs...) sans obsolescence programmée, qui durent des décennies et s'adaptent à l'évolution des logiciels sans devoir tout renouveler. Imaginons la fin des énormes banques de données, enfin dispatchées dans des blockchains, imaginons des réseaux sociaux et des moteurs de recherches en coopération, l'open source à tous les étages, un apprentissage enfin sérieux, qui nous permettent de maîtriser l'ordinateur au lieu d'être commandé par lui, de savoir ce qu'implique l'envoi d'un mail d'un téléchargement de film, d'une heure de vidéo. Un simple affichage de l'équivalent carbone en face de tout usage sur Internet donnerait à réfléchir. Un dispositif intégré à tout ordinateur (PC, bureau, smartphone) et signalant systématiquement les usages abusifs et inutiles pourrait être très pédagogique, à commencer pour les enfants et les jeunes. Imaginons la fin des copyrights et des brevets, la fin de la publicité qui pollue nos écrans, des équivalents d'Ethereum partout, la disparition des antivirus qui les ralentissent faute de hackers ayant intérêt à nous pirater... Aujourd'hui, cliquer, c'est polluer, mais rien n'est définitif !

Un rêve..., oui, qui ne pourra se réaliser qu'avec l'abolition du système marchand. Un autre rêve..., oui, qui pourra se réaliser quand suffisamment de monde aura compris que le modèle actuel est dépassé, obsolète, absurde... Rappelons tout de même que l'Internet a été conçu comme une plate-forme ouverte et a été offert à l'humanité par un ingénieur du CERN, Tim Berners-Lee, que l'Open source a été lancé par Aaron Swartz au prix de sa vie, que l'idée même de l'ordinateur a été inventée grâce à Alan Turing qui l'a aussi payé très cher. Si le numérique que nous utilisons

1 Voir l'excellent PDF : http://clementvallois.net/download/2015_01.pdf

quotidiennement et dans tous les domaines a été permis par des gens comme eux, désintéressés et généreux, il pourrait aussi y en avoir pour inventer la société post-monnaire et donc un numérique propre, libre et démocratique !

Pour démontrer l'intérêt du numérique, malgré les perversions où il a été entraîné par le système marchand, rien ne vaut un exemple. Je pense à son intrusion dans la généalogie amateur. On sait l'engouement des Français pour leur généalogie, mais on sait moins les obstacles qu'ils peuvent rencontrer. Il est facile de remonter plusieurs générations en suivant les indications des registres d'état civil, au moins jusqu'à la Révolution française. L'acte de décès donne souvent le lieu de naissance, l'acte de naissance donne le nom des parents, donc l'acte de mariage... Sauf qu'il y a des exceptions. Un enfant né de parents inconnus et déposé à l'hospice bloque la piste. Il suffit parfois d'un incendie, de l'inondation ou du bombardement d'un dépôt d'archives pour arrêter un bel arbre à la troisième génération. Et pour ceux qui sont issus de parents étrangers, il faut repartir dans le pays d'origine pour retrouver des sources, ce qui est possible en Italie, très compliqué quand il s'agit d'ancêtres Grecs ou Arméniens, quasiment impossible quand il s'agit d'Africains. Les plus chanceux finissent par remonter à une époque où l'écriture était différente, illisible sans une longue pratique paléographique, parfois en latin. Peu à peu, les documents se raréfient, ce qui demande une connaissance archivistique poussée. Pour cela, il y a les généalogistes professionnels, les pompiers de la généalogie, qui parfois débloquent les impasses des amateurs.

Quand le numérique est apparu, les amateurs s'en sont emparé pour mettre en commun leurs recherches, s'échanger des conseils, inventer des logiciels permettant de classer automatiquement les lignées et de les traduire en récits et en arbres. Des associations se sont créées, dotées de bourses d'échanges. Au bout de vingt ans, les amateurs sont pour beaucoup dotés de ces logiciels, reliés entre eux dans des associations et des sites internet, disposent de banques de données dépassant parfois en puissance les dépôts d'archives officiels. L'amateur en possession d'un acte écrit en latin du XII^e siècle, en serbo-croate ou en russe, trouve toujours un autre amateur qui sait le lire.

Il n'y a pas d'argent en jeu, les échanges sont gratuits. Il n'y a pas toujours de réciprocité, l'obtention d'un acte ne nécessite pas un autre acte en retour. Des bénévoles ont passé des milliers d'heures à effectuer des rele-

vés d'actes, à les classer. Au lieu de fouiller dans des milliers de pages de registres notariés, il suffit d'interroger la base de données pour savoir en quelques secondes où se trouve tel testament, le livret militaire de tel soldat, l'adresse exacte de la maison de l'arrière-grand-père, la photo du monument aux morts où l'oncle Jules est inscrit depuis 1918. Ces bénévoles ont parfois fait mieux que les archivistes professionnels en relevant tous les noms inscrits sur les monuments commémoratifs, sur les tombes des cimetières, dans les annonces d'état civil des journaux, etc. Pour les archives de France, de telles entreprises sont impossibles. Les archives représentent un minuscule pourcentage du plus pauvre des ministères, celui de la culture. Les bénévoles eux, ont réalisé cela en quelques années parce qu'ils ne demandaient rien, parce qu'ils étaient passionnés, heureux de servir et ne comptaient pas les heures.

Si nous transposons tout cela à la gestion des ressources et des besoins dans une société non marchande, on se rend vite compte que ce qui a été fait bénévolement par de parfaits amateurs, peut très bien se faire pour l'alimentation, les produits manufacturés, les services les plus divers, les compétences les plus pointues. Comme en généalogie, que je demande un acte de naissance, que je cherche à obtenir un *biglotron*¹ pour mes expérimentations scientifiques ou à savoir où et comment je peux obtenir ces asperges qui me font tant envie, la seule question, c'est, il y a ou il n'y a pas, c'est accessible ou pas, ma demande est raisonnable. ou pas. Dans tous ces domaines, les abus tombent d'eux même à l'eau si la demande n'est pas raisonnable. Demandez à un généalogiste de vous envoyer ce qu'il sait des ascendants de votre grand-mère, il vous l'enverra avec plaisir. Demandez lui de faire un arbre complet sur huit générations à partir de votre nom, il vous répondra aussitôt : "démerde-toi tout seul !" Dans une société post-monnaire dotée d'une base de données permettant l'accès aux matières, biens, services, etc. une régulation se fera de ma même manière, "raisonnablement" et en tout les cas bien plus raisonnablement qu'avec le médium argent...

Dans l'exemple de la généalogie, tout y est : le récolement des données, leur traitement, la mise en forme, la circulation des données, le tout dans un langage commun à tous les systèmes d'exploitation (le gedcom des généalogistes permet de transmettre un dossier constitué à partir de

1 Appareil inventé par l'humoriste Pierre Dac : <https://youtu.be/9bs1WVDkaRY>

n'importe quel logiciel de base) et quel que soit le niveau de partage de ces données (particulier ou organisme, producteur industriel ou agricole, scientifiques ou béotiens...). Ce que des généalogistes amateurs ont fait, des informaticiens de haut vol, des énarques, des logisticiens et des spécialistes pointus dans leur domaine peuvent le faire, qu'il s'agisse de la production de voitures ou de l'intérêt comparé de la carotte "chantenet jaune du Doubs" et de la "longue lisse de Meaux" ! Le système de la blockchain peut mutualiser les services, éviter les monstrueux big-datas genre Google, énergivores et incontrôlables, permettre la mise à jour permanente par qui s'en sent capable (comme avec wikipédia).

Numerus clausus : Expression latine signifiant *nombre fermé*. Elle désigne une curieuse pratique consistant à limiter le nombre de personnes admises à exercer une profession, la médecine par exemple. Officiellement, cette pratique permet de réguler le rapport entre le nombre des malades et le nombre de médecins. Mais comme les études de médecine sont longues, nul ne peut prévoir à l'avance les besoins en professionnels.

Le numerus clausus en France est appliqué dès la fin de la première année d'étude. Un concours fixe le nombre d'étudiants qui auront le droit de devenir médecin, pharmacien, dentiste, kinésithérapeute... En réalité, le numerus clausus permet surtout de protéger les revenus des médecins en entretenant leur rareté. Nous savons bien aujourd'hui qu'il faut souvent une semaine pour obtenir une banale consultation chez un généraliste, plusieurs mois chez un spécialiste, parfois plus d'une année chez un praticien renommé, sauf à payer grassement un passe-droit.

Si le numerus clausus était sérieusement établi, aurions nous des déserts médicaux comme aujourd'hui ? Aurions-nous des visites éclairs qui s'enchaînent de quart d'heure en quart d'heure comme chez certains praticiens ? Les professionnels de santé seraient-ils à ce point surmenés, parfois incapables de la moindre écoute ? Ce qui est étonnant c'est qu'il reste encore un peu d'humanité dans les rapports soignants-soignés, preuve que ce ne sont pas les humains qui sont en cause mais bien le système.

L'extrême difficulté du concours de première année a fini par sélectionner ceux qui ont le plus de mémoire (critère peu judicieux pour définir un bon médecin), ceux dont la famille est issue du même milieu et qui, dès l'enfance, ont été familiarisé avec le vocabulaire médicale (critère peu démocratique). Il faut aussi ajouter que la difficulté des études

médicales et le numerus clausus, justifie ensuite toutes les ambitions financières. C'est là une autre cause de la surpopulation médicale dans les zones favorisées et des déserts médicaux dans les zones difficiles...

Dans une société a-monnaire, qu'il y ait un ou cent médecins pour mille habitants ne changerait rien au niveau de vie de ces praticiens. Qu'un étudiant passe cinq ou dix ans à se préparer à son art n'aurait aucune incidence. Qu'un autre devienne médecin sans exercer régulièrement, voire pas du tout, ne serait ni un drame ni un gâchis. Ceux qui exerceraient le feraient essentiellement par vocation, rarement par hérédité ou intérêt matériel. Il est évident que la santé publique en bénéficierait grandement...

O

Objectifs : Pour qu'un chemin soit commode, mieux vaut savoir où l'on va. C'est la question à laquelle chacun de nous est convié à se poser avant d'entreprendre quoique ce soit, au risque de se perdre en chemin. Or, la question a évolué avec le changement de siècle. Les objectifs sont moins évidents, ce qui a fait dire à Guy Béart : "*L'avenir, c'était plus beau hier.*"¹

La plupart des militants, des penseurs, des gouvernants aussi, ne sont plus devant le choix entre deux ou trois options politiques. Il s'agit aujourd'hui de décider si nous préférons sauver des vies ou des biens, un conflit ou un confort, des espèces vivantes ou un système, le risque d'un changement ou celui d'une extinction de l'humanité, un avenir ou un instant, et le tout dans l'urgence. L'objectif, autant que la route à prendre, est devenu angoissant.

Le choix d'un objectif ne peut se réaliser dans l'absolu, sans capacité à penser le moindre futur. Comment demander à un enfant ce qu'il veut faire quand il sera grand s'il n'entend parler que de chômage, voire d'effondrement de la société ? Comment imaginer un monde meilleur quand on voit le présent se dégrader sans cesse et qu'on est quasiment sûr d'avoir un plus mauvais sort que la génération précédente ? Comment imaginer changer ce monde quand, à l'évidence, il faut tout changer en même temps ou accepter que rien ne change ?...

Les élites politiques et économiques semblent avoir déjà choisi : le monde peut bien s'effondrer, il restera toujours assez de ressources pour reconstruire quelques îlots paradisiaques pour survivre à la chute. Les peuples, les militants, les humanistes ne semblent pas avoir encore choisi ou ne sont plus en état de se fixer des objectifs au-delà du futur immédiat...

Objection de conscience : Les objecteurs sont des gens qui, par principe et en toute conscience, n'appliquent pas une consigne sans y réfléchir, la discuter et au besoin la refuser. Ils s'opposent tout autant à l'irresponsabilité qu'entraîne la soumission aux ordres. Il y a donc toujours eu des objecteurs de conscience, de Diogène de Sinope dans son tonneau, refusant même

1 Chanson de Guy Béart en 1977 dans l'album du même nom, 33T., Temporal-RCA

l'aimable compagnie d'Alexandre le Grand, le roi de Macédoine («*Ôte-toi de mon soleil !*») aux réfractaires refusant de participer à toute action militaire des années 1960, aux faucheurs d'OGM en 2003, aux instituteurs désobéissants de 2008, etc.

Il y aurait mille raisons de désobéir à l'ordre établi d'aujourd'hui, et pourtant, nous n'entendons que très rarement parler d'objection de conscience. Pendant que je rédige ce chapitre, le débat du jour qui occupe la place médiatique concerne le *passé sanitaire* que le gouvernement veut nous imposer. Nul doute qu'il y parviendra, qu'il l'étendra ensuite à toutes sortes d'usages, par petites touches successives qu'aucune en particulier ne méritera un soulèvement populaire. Le *passé sanitaire* est le type même de consigne qui mériterait une désobéissance farouche, au simple nom de notre conscience. Le débat est totalement inutile, autant qu'était inutile celui qui nous opposait au service militaire dans la France gaullienne sortant des "événements d'Algérie". Qui étions-nous en ce temps, sinon une poignée d'hurluberlus (une centaine au mieux) sans aucune cohésion idéologique, sans parti politique en soutien, sans nécessité vitale puisque nous n'avions plus aucune guerre en vue ? Dans un rapport de force à ce point défavorable, négocier se sert à rien. La seule issue est de dire NON et d'en assumer les conséquences, sereinement.

L'obstination des objecteurs finit tôt ou tard par payer car elle se paye cher et suscite la gêne du pouvoir, la sympathie du peuple Gaulois ! Le *passé sanitaire* donnera le droit d'aller au restaurant, au cinéma, au concert, au supermarché, d'exercer certaines professions (soignants, enseignant, pompiers...). Il suffit alors de se passer de tout cela pour rendre inopérant l'outil de contrôle social qu'on veut nous imposer. Nous étions 28 objecteurs à obtenir le statut d'objecteur en 1965, mais 14 610 jeunes effectuaient un service civil en 1996, et le service militaire était supprimé l'année suivante.

Il est légitime de vouloir se faire vacciner contre le Covid, il est tout aussi légitime de refuser l'usage d'un *passé sanitaire*, vacciné ou pas ! C'est même plus simple que l'était le fait de refuser l'armée dans les années soixante, vu le nombre de lois qui défendent un libre usage ou non-usage des traitements médicaux. Si les hôpitaux, les écoles, les pompiers perdaient 20 ou 30% de leurs effectifs pour objection, si les cinémas et restaurants perdaient 50 ou 60% de leur clientèle qui refuseraient de présenter leur QR Code, que pourrait faire le gouvernement sinon céder ?

Face au greenwashing des gouvernements contre à la crise environnementale, au pouvoir de l'agro-industrie qui nous impose une malbouffe généralisée, aux inégalités sociales qui se creusent dangereusement, quoi de mieux que l'objection tranquille mais déterminée. Les gouvernants ont besoin de l'accord signé des électeurs, les industriels ont impérativement besoin de consommateurs, les riches ne peuvent se passer de domestiques, d'employés, d'actionnaires. Nous sommes soumis au pouvoir oligarchique pour la simple raison que nous oublions d'objecter, La-Boétie le disait déjà en son temps...

En septembre 2021, la Cour de Cassation a estimé que les décrochages de portraits du Président dans les mairies ne relevaient pas de "l'état de nécessité" mais qu'elles étaient justifiées par la "liberté d'expression". C'est une demi-victoire pour les "décrocheurs" mais aussi une occasion ratée de placer leur action légitime sous l'angle de l'objection de conscience. L'action était illégale et en acceptant les conséquences au lieu de se pourvoir en cassation aurait été plus productif. D'un côté le pouvoir aurait reconnu son désaccord avec les militants, en clair que leur action (ou plutôt non action) en faveur du climat était suffisante, de l'autre côté, les militants auraient suscité l'approbation de nombre de citoyens pas assez convaincus pour agir eux-mêmes. Ils auraient eu un bon argument pour mettre en exergue que le pouvoir ne reconnaissait pas la "nécessité" de mesures climatiques et ainsi dévalué le discours présidentiel pseudo écologique...

Quand les citoyens auront compris la puissance de l'objection de conscience en tant que stratégie, ils défilent moins dans les rues, cesseront de demander aux responsables du désastre de produire une solution, ils susciteront l'adhésion ou au moins la sympathie de tous...

Objet transitionnel : Pouce, peluche, doudou ou tout autre objet fortement investi par l'enfant et lui assurant la transition entre la première relation orale à la mère et la relation d'objet. On parle aussi d'objets contraphobiques qui remplissent la même fonction chez les adultes, celle de détourner une angoisse, une phobie, une obsession sur un objet symbolique. Le sujet porteur d'une névrose phobique se rassure avec un gris-gris, une amulette, une cigarette, un objet familier qu'il a investi de pouvoir et lui permet d'affronter une situation délicate, anxiogène.

L'argent fonctionne très bien comme objet transitionnel ou contraphobique, mais il est très peu analysé comme tel. Sans doute est-ce

l'omniprésence et la surévaluation sociale de l'argent qui en est cause. L'usage du mot *viatique* qui désigne une somme d'argent que l'on donne à quelqu'un pour un voyage est également utilisé pour le sacrement donné à une personne en danger de mort. Dans les deux cas, il s'agit bien d'un voyage, qui nécessite l'acquisition d'un pécule suffisant pour en couvrir les risques. Que l'on donne un viatique au voyageur, un pécule au jeune qui prend son envol ou que l'on place symboliquement une pièce de monnaie dans la bouche du défunt, l'argent est toujours une assurance, un objet qui limite l'angoisse de l'inconnu.

Pas étonnant alors qu'une proposition abolitionniste soit immédiatement perçue comme une folie, une "mise en danger de mort sans intention de la donner", voire comme un projet criminel ! Pas étonnant que la seule idée de l'absence d'argent soit si difficile à supporter par certains et que cela entraîne parfois des comportements pathologiques. La crainte de perdre cet objet transitionnel réveille des symptômes d'angoisse, des obsessions d'accumulation, des stratégies compulsives incohérentes, ce qui ne facilite pas "l'entrée en désargence"...

L'enfant apprend à se passer de son doudou en le remplaçant par la relation parentale. Il cesse de jeter indéfiniment son jouet de son parc ou de sa chaise et d'attendre que les parents le ramasse quand il a compris que l'objet abandonné lui revient toujours, que sa mère peut disparaître de son espace visuel sans que cela soit un drame, que le risque de l'absence de l'abandon ne soit définitif. Il est donc nécessaire de donner le plus d'occasions possibles à tous les adultes d'expérimenter que l'absence d'argent n'est pas la fin du monde, que le paiement n'est pas la seule voie d'accès à ce qui nous manque. Si certaines alternatives ont un intérêt, c'est de fonctionner comme le doudou de leur enfance, comme le rejet compulsif du jouet. Alors, ils pourront commencer à penser, au moins comme une éventualité, une sortie de l'échange marchand, la gratuité, l'accès sans condition....

Obsolescence : Fait d'être périmé, nous dit le Larousse. Si beaucoup de choses ont une "date de péremption naturelle", l'obsolescence peut aussi être programmée pour renouveler les demandes d'un même produit. Les motifs pour remplacer abusivement un objet par un autre sont multiples : fonctionnel quand l'objet ne correspond plus aux usages courants, évolutif quand l'objet ne répond plus aux envies des usagers, mais aussi technique

quand un nouvel objet apparaît, réglementaire quand une norme pose de nouvelles règles. La question est toujours de savoir si l'obsolescence vient d'une nécessité pratique ou d'un intérêt financier, quelle que soit la forme de l'obsolescence. Si c'est évident pour une machine à laver conçue pour un nombre précis de cycles, une imprimante pour un nombre de copies, c'est moins clair pour une obsolescence technique quand une innovation peut fournir de meilleurs services avec un nouvel outil qu'avec l'ancien.

Il semble pourtant évident que l'intérêt de l'industriel est toujours de contraindre le consommateur à investir sans cesse dans du matériel plus moderne. Une norme conseillée par un lobbyiste aux administrations peut être présentée comme essentielle quand elle ne vise qu'à mettre sur le marché un nouveau modèle. Comment savoir ce qu'il en est quand un outil tombe en panne, qu'un nouveau logiciel apparaît et peine à être pris en compte par l'outil ancien, qu'une apparence extérieure cache une curieuse similitude quant à l'intérieur... ?

Le seul moyen de lutter contre une obsolescence programmée qui alimente artificiellement un marché, c'est de raisonner le marché et ses lois obscures. Et comment raisonner le marché sans supprimer la quête de profits et donc l'argent ? Si une chose mérite très sérieusement d'entrer en obsolescence, c'est bien l'argent qui nous oblige à réaliser des profits financiers...

L'obsolescence programmée est niée par la plupart des industriels. Ils ont toujours d'excellentes explications : l'usure due à l'usage intensif est inévitable, il est impossible de ne pas suivre les progrès techniques tout en restant concurrentiel, les besoins des usagers changent et ne pas s'y adapter, c'est perdre des clients... Mais nous savons tous qu'une machine à laver dure bien moins longtemps qu'il y a vingt ans, qu'une voiture moderne tombe en panne plus souvent que les vieux modèles, qu'une imprimante tombe généralement en panne peu de temps après la fin de sa garantie. Dans tout appareil, il y a toujours une pièce irremplaçable qui garantit le renouvellement de l'ensemble. La plupart des améliorations apportées à un outil rend le modèle précédent obsolète alors que la même amélioration pourrait souvent être intégré à l'ancien système. C'est évident dans l'informatique. Chaque génération de nouveaux smartphone nous vante les nouvelles "ap-plis" qui y sont intégrées sans jamais proposer la mise à jour de l'ancien.

Si l'on ajoute à cela l'obsolescence d'évolution (les nouveaux modèles vantés par la publicité, les phénomènes de mode), c'est un im-

mense gaspillage d'énergie, de temps, de travail, de matières premières qui n'a rien à voir avec la technologie, le savoir-faire, tout à voir avec les profits financiers, avec le marché.

Dans une société post-monnaire, l'intérêt se renverserait, aussi bien individuellement que collectivement. Quel intérêt pourrait trouver une équipe de techniciens à fabriquer une machine moins solide que celle des voisins ? Quel intérêt la collectivité aurait-elle à gaspiller des matières premières qui pourraient un jour manquer, à s'encombrer d'objets inutilisables, à accroître ses tâches de recyclage...? L'obsolescence programmée qui aujourd'hui est un quasi impératif économique, serait alors un symptôme de pathologie délirante qui serait vite recadrée par la vox populi !

Et contre toute évidence, résoudre ce problème ne soulève pas les foules. Pourtant, nous pouvons tous constater que nous payons très cher cette passivité. Quand nous changeons une ampoule, même une LED réputée durable, nous trouvons cela normal. L'ampoule de Livermore est une ampoule à incandescence de 60 watts qui brille depuis 1901. Elle ne produit plus qu'une lumière de 4W mais fonctionne toujours dans la caserne des pompiers, n°6, 4550 East Avenue, Livermore, Californie. Quand nous achetons un pantalon, même de grande marque, nous ne nous étonnons pas qu'il soit usé au bout d'un an. Tous ceux qui ont plus de 70 ans se rappellent que le pantalon de leur enfance servait ensuite au petit frère et quand celui-ci avait grandi, le cousin le finissait, sans toutefois que son fondement ait cédé au frottement des bancs de l'école... Nous finançons tous le marché en achetant des produits à durée de vie limitée, tout en sachant qu'à la fin, le produit frappé d'obsolescence revient plus cher que le même produit durable. Comme pour l'abolition de l'argent, nous optons pour le cours terme en sachant que le long terme est préférable !

Occupation : Ce terme a désigné dans l'Empire Romain, l'action d'occuper un lieu. Le premier occupant devient de droit le propriétaire du lieu et à ce titre, il peut ensuite user de ce bien, ou le céder, ou le faire fructifier à sa guise. Le mot latin *occupatio* désigne aussi bien l'occupation d'un sol que l'activité. *Propter occupationem hominum* (parce que les hommes sont occupés) signifie que la terre requiert de l'occupation, du travail, ce qui n'est pas très bien vu, car l'esprit est alors accaparé, possédé par de viles préoccupations, les activités saines étant la philosophie, l'art, la connais-

sance. Seul l'homme sans occupation, non absorbé par des travaux futiles, est libre. Il n'y a qu'une exception à cette idée, celle qui concerne les affaires publiques qui s'imposent à tous (*occupationes rei publicae*). Sénèque, dans son essai *La Vie Heureuse*, plaignait ceux qui, accablés par la richesse, sont esclaves de leur vie professionnelle.¹ Le temps libre (*optium*) des Romains s'oppose au *négoptium*, ce que nous appelons aujourd'hui le *négoce* !

Les choses n'ont donc pas toujours été comme elles sont aujourd'hui. Nous aurions pu garder l'esprit romain, valoriser l'occupation noble, et même l'étendre à toute la population comme nous le préconisons avec la *Société de l'Accès*, construire une société d'hommes libres, occupés seulement par des activités nobles, le service public étant équitablement partagé. Au lieu de cela, un grand renversement s'est opéré à la fin du IV^e siècle quand le système des monastères, importé d'Égypte par les Pères du désert, s'est répandu dans tout l'Occident.

Quand l'Empereur Constantin (272-337) a fait de l'Église chrétienne une religion d'État, les moines ont complètement renversé l'idée de l'occupation, du travail. En s'appuyant sur les premiers écrits du proto-christianisme, les moines ont inventé un système extrêmement rigoureux où le travail, de préférence pénible, seul rempart contre le diable, seul moyen de salut. Pour y parvenir, il fallait un contrôle permanent, via l'abbé du monastère pour les moines, via le prêtre pour les laïcs. Pour établir ce contrôle, il fallait un temps rigoureux et commun à tous, pour la prière, le travail, les repas, le repos. Aussi étrange que cela paraisse, ces rituels perdurent aujourd'hui, avec l'école (des heures de cours et de récréations ponctuées par une cloche ou une sonnette), dans la vie professionnelle avec des réunions de travail où chacun a droit au *chapitre* (*assemblée des moines*) mais où c'est le chef (*l'abbé*) qui à la fin tranche et décide, dans la correction des fautes par l'autocritique ou le bilan d'activité (*la confession*), dans la vie familiale avec la puissance paternelle, l'obéissance des enfants, le dévouement de la mère (dont l'idéal est d'être vierge), etc.

Aux XI^e et XII^e siècle, la population s'est considérablement accrue en raison de ce que les paléo-climatologues appellent *le petit optimum médiéval*. Le climat est doux, les récoltes sont bonnes, les épidémies sont plus rares. Le commerce prospère, la ville de Narbonne compte près de 30

1 Sénèque (4 av J.C./65 ap. J.C.) : *La vie heureuse*, 49 ap. J.C., traduction aux éd. Poche, Mille et une Nuits, 2000.

000 habitants et fait du commerce avec les Génois, les Espagnols. Entre cette ville et Béziers réside un moine franciscain, Pierre Olivi, fils de Jean. C'est un intellectuel qui a étudié la théologie à Paris en compagnie de Thomas d'Aquin et qui a lu Aristote. Les commerçants viennent souvent le consulter avant de rédiger leurs contrats pour savoir ce qui est juste ou pas, licite ou pas. Il finit par écrire le premier manuel d'économie que l'on connaisse en Occident et donne des cours. L'historien et économiste Sylvain Piron a exhumé ces vieux grimoires et en a fait une excellence exégèse.¹

Les questions que traite Pierre Olivi sont d'une étonnante actualité : Qu'est-ce que la valeur ? Est-il licite de vendre une chose plus cher que sa valeur ou de l'acheter moins cher ? Peut-il exister un "juste prix" ? La valeur d'usage est-elle aussi importante que la valeur naturelle ? Comment se définit la valeur d'une chose ?² A quoi s'applique l'interdiction de l'usure ? Peut-il y avoir usure sur l'argent si l'argent se consomme à l'achat d'une chose ? Si le capital investi par un marchand implique des pertes ou des valeurs ajoutées, comment seront-elles partagées équitablement ?³... On peut tirer immédiatement deux conclusions sur ces questions : dès que l'on sort de la simple économie du don⁴ pour entrer dans l'économie marchande, des problèmes de justice, d'égalité, de droits et devoirs apparaissent et quelque soit la pression sociale ou morale, les régulations sont impossibles. En deuxième lieu, les économistes, entre le XIII^e siècle et le XXI^e n'ont guère évolué. Ils se posent toujours les mêmes questions que le moine Pierre.

On est en droit de se demander pourquoi les travaux du moine sont si peu connus, pourquoi ils ont été cachés si longtemps par l'Église. La seule explication que l'on puisse trouver est du domaine religieux. Ce moine faisait partie d'un groupe dissident, les *Spirituels Franciscains* qui prênaient la plus stricte pauvreté, reprochaient à Rome de rechercher la

1 Sylvain Piron, *L'Occupation du Monde*, éd. Zones sensibles, 2018

2 Valour : Pour Olivi, la valeur se détermine en fonction de l'accessibilité de la chose, ce qui nous ramène au concept d'accès de la désargence et en fonction de la préférence individuelle, donc à la perception subjective de la chose. La valeur est donc un phénomène social.

3 On peut trouver tous ces textes sur <https://www.lesbelleslettres.com/livre/2422-traite-des-contrats>

4 Économie du don : voir *l'Essai sur le don*, de l'anthropologue Marcel Mauss, édité en 1923-24. réédité aux PUF en 2012

richesse et surtout, ils contestaient le droit du Pape à interpréter la règle de l'Ordre franciscain. Ces moines résistants ont été poursuivis, quatre d'entre eux ont été brûlés vifs à Marseille, les écrits de Pierre ont été mis à l'Index. Nous connaissons tous le personnage de Guillaume de Baskerville grâce à Uberto Eco, au film *Le Nom de la Rose* et à Sean Connery qui l'a magnifiquement interprété. Guillaume était un membre du groupe des Spirituels franciscains. On peut donc penser que Pierre de Jean Olivi a dû connaître les mêmes affres que Guillaume de Baskerville.

Dans le film *Le nom de la Rose*, on se souvient des moines fidèles à Rome qui censurent des livres, qui posent des règles non valides mais qui leur semblent représenter le désir de Dieu, qui encensent l'envoyé du Pape, qui jugent de demi fou le savant Guillaume. Rien n'a changé, Pierre de Jean Olivi a proposé des réformes qui seraient aujourd'hui révolutionnaires mais que personne n'écoute. Moralité, nos économistes contemporains suivent des méthodes de travail datant du XIII^e siècle, continuent à renier les thèses de Pierre de Jean, mais cherchent toujours un point d'équilibre entre des contraintes opposées. Ils se prennent pour des envoyés de Dieu quand ce n'est pas pour Dieu lui-même, ils font de la théologie qu'ils appellent science. Est-ce pour cela que les économistes sont les mieux payés parmi les intellectuels des sciences humaines ?...

L'économiste américain, Joseph Schumpeter (1883-1950) nous disait déjà que bien des erreurs auraient été évitées si on avait fondé l'économie sur la scolastique. Il faisait en ce sens l'erreur qu'il dénonçait lui-même, adapter le libéralisme au lieu de corriger l'erreur théorique du XI^e siècle. En effet, ses réflexions ont produit le mouvement *marginaliste*¹, donc le néolibéralisme, avec toutes les erreurs originelles du capitalisme. Décidément, Pierre de Jean Olivi était plus révolutionnaire et plus visionnaire. Au vu de l'enrichissement de l'Église et des problèmes posés par le commerce de ses contemporains, il en avait conclu que c'était là un signe évident de décadence par rapport au IV^e siècle. Il avait même calculé que cette décadence aboutirait à «l'apocalypse, vers le deuxième quart du XXI^e siècle» (sic). Étonnant, non ?...

Ne refaisons plus les mêmes erreurs. Le travail doit être réduit aux strictes nécessité, les occupations sont le fondement de notre humanité.

1 Marginalisme : Courant économique fondé sur l'utilité et la productivité marginales qui a fini par le *néolibéralisme*. Le changement de paradigme n'a pas eu lieu ! Voir <https://fr.wikipedia.org/wiki/Marginalisme>

L'argent fait de nous des esclaves, l'accès ferait de nous des êtres pensants. A nous de choisir vers quel camp nous voulons nous diriger...

Œdipe et les économistes : Dans la mythologie grecque, Œdipe incarne l'illusion pour l'homme d'échapper à son destin. Lorsque la Pythie lui annonce qu'il tuera son père et épousera sa mère, il fuit mais ne fait que précipiter les événements.

Les économistes de gauche ont un destin commun, celui de s'écrouler en même temps que le régime capitaliste qu'ils condamnent. S'ils arrivaient au pouvoir et prétendaient de mettre leur programme en œuvre, la "dictature des marchés" les placerait mécaniquement dans l'obligation d'engager une lutte à mort de tous les instants. Ils n'auraient plus une minute pour entreprendre quoique ce soit... Les gorgones¹ financières les auront vite pétrifiés, quand bien même ils réussissaient à éliminer Méduse, la seule part des Gorgones à être mortelle.

Les programmes politiques sont peints à l'aquarelle, les révolutions se peignent au couteau ! Toute alternative au capitalisme n'aboutit qu'à un "alter capitalisme". Éliminer Méduse et Eurale, en acceptant Sthéno, c'est accepter les Gorgones à peine affaiblies. Éliminer le néolibéralisme sans éliminer le marché, la marchandise, l'argent, l'État, c'est encore accepter un capitalisme à peine tronqué...

Le destin du capitalisme, c'est d'instaurer une puissante mini-oligarchie et un impuissant méga-peuple pour subvenir à ses besoins. Les capitalistes se réclamant d'une éthique n'échapperont pas à leur destin de capitalistes. Les gens de gauche qui rêvent de protection sociale et d'inclusion n'échapperont pas plus à leur destin s'ils veulent préserver une ou deux Gorgones, l'argent et l'échange marchand par exemple. Rompre avec le capitalisme, c'est nécessairement rompre avec tout ce qui relève de la monnaie, du capital, de la marchandise. Les économistes n'ont pas dépassé le stade œdipien (pas au sens psychanalytique mais au sens mythologique). Ils refusent obstinément d'envisager les tares de leur système comme Œdipe a refusé son destin. C'est aussi regrettable pour eux que ce le fut pour Œdipe car ce sont des gens qui ne manquent ni de capacités intellectuels, ni de sens du bien commun, ni d'honnêteté. Il leur manque juste de savoir séparer ce

1 Créature tricéphale de la mythologie grecque représentée par trois sœurs, Méduse (mortelle), Euryle et Sthéno (immortelles), ayant le pouvoir de pétrifier instantanément ceux qui les regardaient dans les yeux.

qui est inéluctable (le destin, les dégâts de la finance) et ce qui ne dépend que de notre volonté collective...

Offre et demande : En économie, il est souvent question d'une loi de l'offre et de la demande. C'est elle qui est sensée commander l'état du marché. Si l'offre d'un produit est supérieure à la demande son prix baisse, et dans le cas contraire son prix augmente. Jusque là, cela paraît juste. C'est plus complexe de savoir qui précède l'autre de l'offre et de la demande. En effet, la question varie avec les circonstances. Jusqu'au milieu du siècle dernier, la demande précédait l'offre. En clair, c'est parce qu'il y avait des besoins précis que les producteurs mettaient sur le marché, ce qui répondait à la demande. Aujourd'hui, il est évident que, très souvent, la tendance s'est inversée et que l'offre précède la demande. En clair, les producteurs mettent sur le marché des produits et se demandent ensuite comment faire pour que les consommateurs veuille bien les acheter. C'est même l'explication de l'accroissement exponentiel de la publicité. L'équilibre entre offre et demande est rompu pour de multiples raisons.

Si la quantité des demandes influent sur les prix, on sait maintenant que le prix influe aussi sur la demande. Plus un objet est cher, plus il nous paraît bon, plus il nous hausse dans la hiérarchie sociale. Les pauvres achètent chez LiDL, les employés à Carrefour, les cadres moyens vont chez Picard, les riches chez Fauchon. Il n'est pas étonnant que le secteur marchand qui ait engrangé le plus de profit durant la crise sanitaire de 2020-21 soit celui de l'industrie du luxe.

On sait aussi que le contexte psycho-social joue par ricochet sur l'offre et la demande. Quand il y a déflation et que les prix baisse, les acheteurs potentiels retardent leurs achats dans l'espoir de payer moins cher le lendemain. Faute de clients, les producteurs tentent de les attirer en baissant encore plus les prix (ce qui augmente la déflation) ou en investissant plus que de coutume dans la publicité (ce qui grève les budgets). En période de crise, on sait que les gens cessent de consommer et épargnent en prévision de difficultés potentielles. En cas d'inflation au contraire, les gens comprennent vite que les prix vont augmenter proportionnellement à la baisse de la valeur monétaire, que le pouvoir d'achat va diminuer. Il est donc prudent de réaliser les achats avant qu'ils ne deviennent inabordables. La demande augmente et les producteurs ont tendance à accélérer le mouvement en nous poussant à consommer encore plus pour compenser la perte de gain

(une rétroaction dangereuse de plus).

Tout cela n'a jamais empêché un économiste libéral de croire aux mains invisibles du marché régulateur. La psychologie ne brille pas par ses capacités à rationaliser et l'économie a une sérieuse tendance à s'emballer. En déconnectant l'offre et la demande de la valeur d'échange, une société amonétaire enverrait tout cela au musée des antiquités. Plus de prix, plus de valeur, cela signifierait que l'offre et la demande seraient dans une relation d'interdépendance non parasitée par des facteurs hétérogènes...

Oligarchie : Forme de gouvernance où le pouvoir est détenu, confisqué par un petit groupe dominant. Cette forme se divise en plusieurs catégories : aristocratie (issue d'une unique classe sociale), ploutocratie (financiers et gros industriels), technocratie (justifiée par l'expertise, la science, la technologie), gérontocratie (pouvoir excessif des vieux sur les jeunes), élitisme (scientifiques, penseurs, experts), politique (pouvoir capté par un parti, une famille, une dynastie), etc.

James A. Garfield, 20^{ème} président des États-Unis, assassiné en 1881, disait déjà : *"Celui qui contrôle le volume de la monnaie dans notre pays est maître absolu de toute l'industrie et tout le commerce... et quand vous réalisez que le système entier est très facilement contrôlé, d'une manière ou d'une autre, par une très petite élite de puissants, vous n'aurez pas besoin qu'on vous explique comment les périodes d'inflation et de déflation apparaissent."* S'il fallait prouver que la formation d'oligarchies est consubstantielle au capitalisme et non un avatar du néolibéralisme, cette citation y suffirait.

La puissance de l'oligarchie ploutocrate est, pour beaucoup, rendu possible par l'anonymisation de ses membres. La plupart se cachent derrière des marques, des noms de sociétés, des domiciliations complexes. L'employé d'une grande entreprise peut connaître son PDG (Président Directeur Général) qui est lui-même employé, mais rarement le ou les propriétaires de l'entreprise. Passé un certain stade de richesse, il n'est même plus possible d'en évaluer le montant réel. Cette oligarchie ne peut être accessible au commun des mortels : peu de résidences fixes, pas de contact possible par mail, courrier, téléphone (toujours filtrés par une équipe de sécurité), ce qui fait dire que les membres de cette élite sont comme des Dieux, omniprésents mais invisibles, omnipotents mais aux voies impénétrables, omniscients mais rarement partageurs !

Le propre de l'oligarque est de se prendre pour un Dieu. La seule différence entre un oligarque et Dieu, c'est que Dieu ne se prend pas pour un oligarque, dit le bon sens populaire ! Il est difficile, voire absurde, de nier le rapport direct entre l'argent et la constitution d'une élite oligarchique, quelque soit son appellation d'origine. Pouvoir et argent vont logiquement ensemble et l'abus de pouvoir est toujours présent, dès le plus bas niveau de pouvoir. Entre ces diverses oligarchies, se créent des alliances tacites, des groupements d'intérêts. Les technocrates ont besoin des ploutocrates, qui sont légitimés par des intellectuels, eux-mêmes pérennisés par la technocratie administrative.

Ces diverses oligarchies se réunissent dans des groupes de réflexions, des fondations (Davos, Bilderberg, congrès professionnels, think tanks), plus ou moins opaques pour le grand public, ce qui alimente les rumeurs les plus folles, les plus complotistes. Il est pourtant facile de suivre l'évolution de la doxa qui relie les invités de ces grands raouts mondains, qu'ils soient de droite ou de gauche. Leur influence dans la marche du monde est aussi évidente que les théories complotistes sont absurdes. Il est plus sage de décrypter les agissements de ces oligarchies puissantes en fonction de leurs intérêts propres. Qu'ils soient cyniques et opportunistes ne fait aucun doute. Qu'ils se sentent au-dessus des clivages politiques et des frontières est tout aussi évident. Il semble bien qu'une bonne part de l'idéologie et du projet qu'ils soutiennent pour l'évolution du monde soit très proche de ce qui est décrit dans le livre de Klaus Schwab et Thierry Malleret, *The Great Reset* et de l'idéologie de feu David Rockefeller qui annonçait la fin des démocraties et la venue d'un gouvernement mondial : "*La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés...*"

Toute oligarchie finit par avoir des comportements mafieux : violence, opacité, connivence, mais aussi luttes internes. C'est peut-être leur seul "talon d'Achille". Les mafias internationales de la drogue n'ont pu être affaiblies qu'à la faveur de leur propre concurrence. L'histoire de la *french connexion* le montre bien, et il est tentant de croire qu'il pourrait en être de même pour *l'international connexion* des oligarques. Mais comme la mafia de la drogue n'a fait que se déplacer de Marseille à Naples. La justice n'a jamais réussi à inquiéter sérieusement les Parrains, Guérini, Venturi, Mondolini, Aranci, jusqu'au bout soutenus par des politiques de droite

(Jean-Claude Gaudin) comme de gauche (Gaston Deferre qui assistait à l'enterrement de Guérini en 1967 ¹).

Si une abolition totale de l'argent advenait, il serait difficile pour une jeunesse n'ayant rien connu de la société monétaire, de comprendre le pouvoir de l'oligarchie et comment une petite classe de privilégiés pouvait s'imposer à tous, sans même avoir besoin de déployer une immense armée répressive. On voit mal comment se constituerait des oligarchies aussi puissantes sans l'outil monétaire...

Oppositions : Tout parti politique a ses opposants, toute philosophie a ses détracteurs. L'idée d'une société a-monétaire n'échappe pas à la règle. Nos opposants sont aimables, agressifs ou dubitatifs, c'est selon. Mais sur le fond, le gros de la troupe se trouve parmi les militants alternatifs qui depuis des années luttent pour une autre société plus écologique, ou plus sociale, ou plus inclusive... On pourrait penser que ceux-là sont les plus proches de nous, qu'ils devraient être les plus prompts à adhérer. Pourtant il n'en est rien.

Quand Hervé Kempf écrit un livre intitulé *Comment les riches détruisent la planète*, nous applaudissons. Puisque les riches sont les plus grands responsables des dégâts environnementaux, on pourrait penser qu'en ôtant aux riches leur principal outil de prédation, la planète irait mieux. Mais ni Hervé Kempf ni son excellent site *Reporterre* ne réagit à nos manifestations abolitionnistes. Ils font partie des opposants aimables !

Quand les décroissants ne cessent de dire qu'il faut décroître impérativement, ils savent bien que le capitalisme est fondé sur la croissance et que, s'il y a un jour décroissance, ce sera contre lui. Nous ne pouvons qu'être en plein accord avec eux. Pourtant, ce n'est pas réciproque. Nous avons beau leur demander comment pourrait-on décroître sans s'attaquer au capitalisme, s'attaquer au capitalisme sans remettre en cause le capital, au moins sous sa forme argent et échange marchand, ils restent dubitatifs. Certains d'entre eux admettent une certaine sympathie vis à vis d'une désarçance mais peinent à l'accepter sur le plan stratégique. C'est trop tôt, trop compliqué, les gens ne sont pas prêts à s'engager dans une telle révolution. Ils y viendront peut être, plus tard, quand les solutions alternatives auront échoué. Mais sur le fond, je classe en opposants dubitatifs les militants des

1 Selon le témoignage de Marie-Christine Guérini dans *la Saga Guérini*, ed. Flammarion 2003.

alternatives politiques, sociales, sociétales...,

Dans la catégorie des opposants agressifs, les pires opposants sont les monétaristes, soit qu'ils croient aux vertus du revenu universel, soit qu'ils prônent un monnaie alternative, locale ou du genre bitcoin. Ceux-là font souvent parti des opposants agressifs. Ils admettent volontiers que les monnaies locales ne changent pas grand chose à la finance mondiale, que la plupart d'entre elles ont une durée de vie limitée, qu'elle sont admises et légalisée par le pouvoir ce qui n'augure pas la révolution attendue, mais continuent à s'y accrocher avec toute la force dont ils sont capables.

Quant aux crypto-monnaies, leur côté technologique est si attrayant qu'elles font perdre beaucoup de sens logique. Le bitcoin serait une bonne protection en cas de crise monétaire nous disent-ils. Pourtant, les spéculations sur cette monnaie vont bon train, passant de la cote 26 965 le 23 mai 2021/18h15 à 25 365 à 23h30 du même jour, soit une décote de 1 610 points en 5h15 !¹ Quant à la Ğ1 (la June), dite monnaie libre, elle prétend être enfin une monnaie juste. Si l'un est en possession de 1000 Ğ1, l'autre de 100, par les échanges, peu à peu les deux comptes vont s'équilibrer et les deux auront 550 Ğ1. Cette affirmation est "démontrée" mathématiquement par son concepteur Stéphane Laborde (Théorie Relative de la Monnaie, ou TRM). J'avoue n'être pas très calé en mathématiques, mais je n'ai jamais réussi à comprendre comment se réalisait ce miracle. Plusieurs amis mathématiciens que j'ai consultés mettent en doute la validité de cette affirmation, à moins de prendre au plus riche pour renflouer le plus pauvre, et sans contrepartie... Il n'empêche que toutes ces alternatives monétaires douteuses, Revenu universel, monnaie locale et crypto-monnaie me semble être de magnifiques pièges, aussi attractifs qu'une escroquerie, n'en déplaisent à ces opposants, les plus rugueux et agressifs.

Enfin, il faut dire un mot de tout ceux qui craignent, avec une désarçonne, de perdre leur "bébé". Ceux-la sont certes opposants mais aussi ceux qui me sont le plus sympathiques. En effet, celui qui a milité toute une vie pour le pouvoir d'achat de la classe ouvrière admettra difficilement qu'il s'est trompé de cible. Celui qui s'est usé vaillamment dans un syndicat ou un parti de gauche, souffrirait certainement s'il acceptait que son combat n'a servi à rien. Il est tellement plus simple de charger les patrons de cette faute, de croire envers et contre tout que le communisme est encore une so-

1 Chiffres tiré du site <https://cryptonaute.fr/crypto-monnaie/bitcoin/>

lution. Peut-être faudra-t-il tout un travail de mise en perspective pour qu'ils comprennent que Marx, Proudhon, Jaurès, Blum et les autres n'étaient pas dans l'erreur. Ils disaient vrai dans leur temps, mais en imaginant qu'ils puisse revenir, ils ne tiendraient pas les mêmes discours. Même Louis Saillant, digne représentant de la CGT au sein du CNR, ne suivrait pas la même stratégie aujourd'hui. Tous ces braves gens ne se décidant pas à ressusciter, il faut bien admettre que pour leurs descendants les plus fidèles, la pilule est amère...

Si une désargence émergeait des désordres actuels, beaucoup se retrouveraient avec un savoir inutile, avec des armes d'un autre temps, avec une notoriété, une reconnaissance sociale devenue obsolète. Tous ceux-là seront nostalgiques de leur temps de gloire. Leur vie avait un sens, mais sans l'objet habituel de la lutte, ils devraient s'en inventer un autre, ce qui n'est simple pour personne. Il n'est pas besoin d'être puissant pour éprouver cette peur bien réelle du saut dans l'inconnu, y compris pour le plus humble, pour le plus honnête homme...

Organisations internationales : Les institutions internationales sont aussi nombreuses que stériles malgré leurs intentions de départ que l'on peut admettre louables. Censées résoudre les problèmes insolubles localement, elles semblent incontournables. L'ONU (*Organisation des Nations Unis*), avec son aura pacifiste et son logos en forme de colombe n'a jamais empêché la moindre guerre comme elle était censée le faire. Elle a même soutenu des interventions meurtrières (Irak, Syrie, Lybie...). Une curieuse procédure donne un droit de veto à chaque grande puissance et l'opposition d'un seul État a pu bloquer des décisions qui auraient été nécessaires, ce qui renforce encore l'impuissance de l'ONU (dans tout conflit, il y a toujours l'un des États membres à qui la guerre profite)...

L'UNESCO (branche de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture) pourrait avoir une action bénéfique dans ces domaines et sur les droits humains, mais les intérêts financiers en jeu sont trop importants pour ne pas susciter toutes les rapines et combines.

Les organismes financiers tels que l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), le FMI (Fond Monétaire International) ont essentiellement servi l'oligarchie responsable des désastres de la mondialisation, du néocolonialisme, du pillage des ressources par les plus gros. Le FMI a

défendu et défend encore ses modèles de développement économiques à base de relance et d'austérité successives, et ce en dépit de toute réalité.

L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), au moins dans ses intentions est louable puisqu'elle veille à la santé globale de l'humanité, lutte contre les épidémies et soutient les grands projets médicaux. Mais les sinécures offertes à ses délégués, représentants, employés, ont abouti à délaissier des urgences sanitaires au profit de la préservation de ces sinécures.

Tous ces organismes ont été une parfaite illustration du "principe de Peter" et de la perversion inéluctablement liée à l'argent. Un changement radical de régime mettrait fin à l'utopie d'une gestion mondiale par des organismes permanents et centralisés. Les conflits d'intérêt, les enjeux de pouvoir existeront toujours, mais au moins, l'abolition des profits monétaires pourrait produire des formes d'action et d'intervention plus efficace que les instances actuelles. Des comités dotés d'un mandat impératif pour un seul et unique conflit, sans qu'aucun membre ne puissent être nommé deux fois, choisis, élus ou tirés au sort en fonction de la certitude qu'ils n'auraient aucun intérêt autre que celui de servir et de vivre une expérience unique, ne pourront pas être pire que ces hauts fonctionnaires actuels. L'expérience vaudrait le coup d'être tenté....

Outil neutre : L'idée d'un argent qui ne serait qu'un outil neutre est l'argument récurrent pour s'opposer à toute désargence. "*Ce n'est pas l'outil qu'il faut changer, c'est la main qui le tient*" oppose-t-on aux abolitionnistes ! Cet argument montre l'incapacité à admettre que le système économique capitaliste ne s'est pas "financiarisé" par hasard ou par mauvaise volonté. Le capitalisme est structurellement spéculatif et le mythe persistant d'un capitalisme sans spéculation financière ne sert qu'à rassurer les partisans d'un capitalisme à visage humain ou moins inhumain. A cet égard, la Gauche ne vaut pas mieux que la Droite.

Le psychanalyste français Serge Viderman (1916-1991) qui a eu quelques pages étonnantes sur l'argent, fait remarquer que l'économie, et parfois la philosophie, dissertent sur la monnaie alors que la question de l'argent n'intéresse en général que les moralistes, les poètes, et les romanciers. Pas étonnant qu'il faille une disparition totale de l'argent pour que les gens puissent réaliser que c'est aussi une marchandise, et comme tel, susceptible d'être acheté et vendu comme n'importe quelle autre

marchandise. Quelques que soient les distinctions subtiles que l'on puisse concevoir entre argent et monnaie, échange et marché, le résultat est toujours le même, causer les désordres les plus cruels et mener mécaniquement l'humanité à des impasses infranchissables...

Oxymore : Figure de style réunissant deux termes antinomiques (un silence assourdissant, une sombre clarté...). Notre époque est caractérisée par l'acceptation d'oxymores, parfois involontaires, souvent intentionnels. La consommation désigne la fin d'un objet (la pomme une fois consommée n'existe plus). Cela n'empêche en rien que l'on parle de *consommation durable* ! La croissance est un état transitoire entre la naissance et la mort, mais nous continuons à espérer une *croissance infinie*. Le capitalisme est une forme de prédation qui se moque bien de l'environnement, mais il y a désormais un *capitalisme vert*. Le propre du productivisme est de favoriser la masse des productions au dépend de leur qualité et de notre bien-être. Cela ne nous gêne guère que l'on parle de *productivisme progressiste* ! La liste des oxymores passés dans le langage courant sans que personne n'en souligne l'absurdité est infinie...

Certains oxymores se cachent soigneusement dans des néologismes. C'est le cas des *transhumanistes*, qui prétendent nous sauver en augmentant les capacités des humains, alors que nous sommes, eux et nous, notoirement responsables des désastres environnementaux actuels. Augmenter le prédateur, c'est donc multiplier ses capacités de prédation, ce qui est l'inverse du progrès social que le transhumanisme nous promet. C'est aussi le cas de l'*auto-entrepreneuriat*, généralement associé à la liberté, à l'autonomie, à l'indépendance, quand la plupart de ces entrepreneurs sont exploités, pressurés, dépourvus de cadre légal.

Il n'est pas étonnant que cette manie pathologique d'user de l'oxymore hors du champ littéraire soit apparue avec la chute du système communiste (qui aurait pu devenir un *communisme à visage humain*), qu'elle ait contaminé les anticapitalistes (en recherche d'un *capitalisme de gauche*). Pas étonnant non plus qu'elle soit largement utilisée par le néolibéralisme qui est sans aucun doute une forme de dégénérescence du modèle marchand arrivé au bout de sa logique...

P

PAC : (Politique Agricole Commune) Il s'agit d'un plan européen d'aide à l'agriculture ayant pour but afficher de *consolider sa compétitivité par le maintien de dispositifs structurants*. Elle est également sensée *accompagner la transition écologique*, d'investir dans l'agriculture de demain, d'assurer la souveraineté alimentaire. Payée par les contribuables européens, la PAC se monte actuellement à 678 milliards d'euros. Le prochain plan sera en vigueur pour la période 2023-2027 et, au moment de la rédaction de cet article, les négociations font rage pour la répartition de ces fonds entre les différents secteurs de l'agriculture.

Deux syndicats s'affrontent, la FNSEA, syndicat défendant l'agriculture conventionnelle, productiviste et techniciste, et la Confédération paysanne, syndicat défendant la petite exploitation familiale et diversifiée, l'agriculture biologique. Deux mondes, deux visions de l'agriculture, deux objectifs contraires, deux intérêts inconciliables.

La PAC est une caricature du libéralisme : les plus gros producteurs sont favorisés par rapport aux plus faibles, l'agro-industrie pèse de tout son poids pour favoriser la culture industrielle d'exportation, le maraîchage et l'élevage traditionnel en sont quasiment exclus, et seul le discours sur la PAC à un quelconque rapport avec la transition écologique. L'agriculture française, dotée de 9,1 milliards d'euros par an est le plus gros bénéficiaire en Europe. On pourrait penser qu'avec tant d'argent, les petites exploitations seraient protégées. Il n'en est rien et plus de la moitié des paysans disposent d'un revenu annuel imposable inférieur à 4 248€, subventions comprises, soit moins de 354€ par mois (le salaire minimum des agriculteurs n'existe pas). Seulement 10% des exploitants touchent 40% des aides. Les principaux bénéficiaires des subventions sont les gros céréaliers et éleveurs bovins au dépend de l'agriculture paysanne.

Ces aides dépendent non seulement de la surface (proportionnelles au nombre d'hectares, cultivés ou pas), mais aussi des dossiers administratifs à remplir, si complexes et volumineux que la plupart des petits

exploitants peinent à les remplir faute de compétence et de temps. Les plus gros en revanche peuvent se payer l'aide de cabinets spécialisés et le soutien des élus. Les agriculteurs qui polluent le plus réclament des subventions pour s'engager dans un nouveau *écorégime*, transition qu'ils refusent depuis des années, et sans garantie de leur part qu'ils feront les efforts nécessaires pour réduire leur impact environnemental. En revanche, la plupart des agriculteurs qui ont opté pour le bio, le respect de l'environnement, l'on fait depuis des années sans aucune aide, voire contre l'administration et les critiques de la FNSEA.

On voit bien que les déclarations d'intention de l'Europe sont rassurantes sur le papier mais alarmantes dans la réalité du terrain. La PAC, dès le début, a tellement mal marché qu'on a divisé par trois en trente ans le nombre de paysans, que c'est la profession qui affiche le plus grand nombre de burnout et de suicides, et que les exploitations les plus polluantes ne cessent d'augmenter (+ 43 hectares en moyenne en 2000, +63 hectares en 2020), augmentation facilitée par la faillite des plus faibles.

Cette opposition entre agriculture industrielle et agriculture biologique se retrouve au sein même du gouvernement. Les agriculteurs bio sont considérés comme des contestataires, des marginaux, des gens hostiles au progrès quand les gros producteurs sont consensuels, modernes, compétitifs. La création d'une brigade de gendarmerie spécialisée dans la défense de la "bonne agriculture" est significative, officiellement pour *apporter une réponse globale et coordonnée à l'ensemble des problématiques de sécurité qui touchent le monde agricole*. Elle s'intitule la cellule "Déméter" et fonctionne depuis octobre 2019. Déméter était chez les grecs la déesse de l'agriculture, la mère de la terre et des moissons. Plus drôle encore, Demeter est le label de l'agriculture biodynamique depuis 1932 ! Cette cellule a été présentée comme un outil de prévention des risques pour les agriculteurs et porte le nom d'une agriculture qui est considérée comme utopique et rétrograde par le syndicat FNSEA. Dans la réalité, elle est chargée de protéger les gros productivistes des critiques qu'ils subissent de la part des consommateurs, des écologistes, des agriculteurs bio (*agribashing*) et de mettre le plus de bâtons possibles dans les roues des agriculteurs affiliés à la Confédération paysanne, considérés comme une *"structure criminelle organisée"*. Demeter vise en outre les Zadistes, les défenseurs des animaux, les anti-chasse, soit les *actions idéologiques*. Comme chacun sait, le gros céréalier est un honnête homme entreprenant et le maraîcher bio un *gauchiste violent*

et antisocial !

Le jour où l'argent sera aboli, les plus gros seront incapables de gérer leurs centaines d'hectares, leur terre sera inutilisable sans des intrants que plus personne ne voudra produire, les espèces qu'ils cultivent seront inadaptées aux besoins et à la demande des consommateurs. Les exploitations biologiques seront en revanche débordés de travail, mais seront aidés par des foules de bénévoles. Sans les subventions, ont verra enfin qui des deux systèmes est le plus rentable en termes d'approvisionnement, de santé publique, d'environnement et de paix sociale...

Pailles et poutres : *« Pourquoi vois-tu la paille qui est dans l'œil de ton frère, et n'aperçois-tu pas la poutre qui est dans ton œil ? »* Nous connaissons tous cet adage évangélique sans percevoir qu'il peut s'appliquer aussi bien aux systèmes sociaux qu'aux individus. Dans les débats sur ce que serait une société sans argent, il est fréquent que des personnes opposent à cette société des dangers, des tares, des inconvénients, parfaitement identifiables dans le modèle actuel. Ils voient la paille dans l'œil d'une société amonétaire et ne voient pas la poutre dans l'œil de la société marchande.

Sans argent, ce serait des razzias organisées par les plus forts à tous les étages. Question razzia, prédatons, inégalités, injustices, exploitations, colonisations, exclusions..., la société marchande n'est pas mal du tout. Il est même difficile de faire pire !

L'argent libère de la dette et sans lui nous serons dépendant les uns des autres. C'est vrai que dans une société capitaliste, tout le monde peut se libérer de sa dette et de ce fait, nul n'est obligé de se soumettre à l'autre pour vivre. Le salariat est le parangon de la liberté, le désargenté n'est jamais ostracisé.

Si tout était gratuit le gaspillage serait énorme. Là, on peut s'écrier *"touché !"* et même *"coulé !"* Dans le monde d'aujourd'hui, n'y a-t-il pas de gaspillage, pas de fruits ou légumes mangeables qui soient jetés, pas de poissons pêchés qui soient rejetés à l'eau, pas de plastiques qui traînent dans la nature ? Notre planète est devenue une immense poubelle mais s'il y a eu jadis quelques excès, la technologie moderne est propre. Il n'y a pas de débris spatiaux au-delà de la terre, pas le moindre morceau de satellite, de sonde, de fusée. Soyons sérieux ! Même les sommets de l'Everest sont de vraies poubelles malgré les difficultés qu'il y a à les gravir et la nouveauté de l'alpinisme dans ces contrées (moins d'un siècle)...

Paix : Nous sentons bien, dans le contexte géopolitique actuel, que s'en est fini de la paix dans le monde, de la sécurité dans les villes, de la protection des individus. C'est du moins un ressenti bien ancré dans les esprits et qui justifie des politiques sécuritaires qui nous auraient fait bondir il y a quelques décennies.

Dans la même journée, je lis dans la presse un article sur les *territoires perdus de la République*, ces banlieues peuplées de *racailles séparatistes*, un autre sur *l'acte de piraterie, de terrorisme d'état* du gouvernement Biélorusse qui n'hésite pas à détourner un avion commercial pour arrêter un opposant, le témoignage d'un Palestinien sur *le ciblage très précis des bombardements de Gaza par Israël*, visant prioritairement *des objectifs civils et des infrastructures sociales*, puis l'ex-dirigeante birmane prix Nobel de la Paix, Aug San Suu Kyi, qui doit comparaître devant un tribunal *pour avoir incité son peuple à défendre la démocratie...*

Si nous passions de la société marchande à la Société de l'Accès, il n'est pas sûr que nous puissions éviter quelques guerres, famines et résurgences de maladies oubliées. Mais on se rendra vite compte que ceux qui s'en sortent le mieux dans une situation de désorganisation totale, sont ceux qui se regroupent, qui mutualisent leurs compétences, qui pensent intérêt général et non intérêt privé. On se rendra compte également que la peur rend parfois sage, que l'égoïsme paye moins que l'empathie, que cette fameuse nature de l'homme est surtout conditionnée par un instinct très primaire de survie. Cet instinct permet, mieux que la violence, les qualités de partage et d'entraide. Les théories du "survisme" développées par les désargentistes avant la chute prendront certainement le pas sur les tentations "survivalistes" .

Nous constaterons alors que l'homme est fondamentalement resté plus animal qu'il n'est "animal dénaturé", plus social qu'individualiste. Les bancs de sardines humaines résistent mieux que les requins, les fourmis besogneuses construisent mieux que les prédateurs qui tous finissent superbement isolés et démunis. Nous constaterons également qu'il y a des limites à l'expansion d'un groupe humain. Si l'argent nous a conduit à agglutiner des dizaines de millions d'individus dans d'incroyables mégalo-poles, c'est par obligation et non par choix délibéré. Les villes aujourd'hui n'auraient jamais dû dépasser cinq mille habitants. Une organisation sociale, qu'elle soit administrative ou productive n'aurait jamais dû

s'étendre au-delà d'un rayon bien défini, contrôlable et pensable par tous. Le *too big to fail* se transformera inéluctablement en *too big to live* ! C'est à ce prix qu'une paix relative est concevable et nous nous demanderons un jour pourquoi nous avons refusé cette évidence pendant tant de siècles...

Palmiers à huile : L'huile de palme s'est invitée dans nos assiettes via l'industrie agro-alimentaire et dans nos voitures via le biocarburant. C'est un énorme marché qui se permet une publicité aussi agressive que mensongère.

Sur divers sites des producteurs, nous avons relevé douze arguments fallacieux : *Les entreprises de palmiers à huile utilisent des terres situées dans des régions éloignées, qui ne sont pas exploitées de manière efficace, ou qui sont qualifiées de marginales ou dégradées.* Ces terres sont pourtant habitées et exploitées, certes pas selon les critères productivistes des industriels, mais vitales pour les populations locales. A de très rares exceptions près, les revendications des anciens usagers ont été étouffées, parfois même par l'assassinat, le chantage, la ruse.

L'indemnisation versée pour la perte d'accès à la terre est adéquate. C'est un mensonge éhonté et les malheureux qui se sont laissés tentés par des indemnisations ou des échanges de terre ont vite déchanté. Les industriels de l'huile de palme ont usé de toutes les méthodes mafieuses pour rendre volontaires les départs des populations autochtones.

L'industrie de l'huile de palme contribue à la sécurité alimentaire. Si quelques paysans ont vu leur sécurité alimentaire s'améliorer, ce n'est que dans de ridicules exceptions confirmant la règle. Ceux qui ont échangé leurs cultures vivrières contre un emploi soi-disant stable et bien payé dans les palmeraies sont généralement plus en insécurité qu'avant.

Les plantations de palmiers à huile nécessitent un minimum d'eau et de produits chimiques. Il est possible que les palmiers nécessitent peu d'eau en début de plantation, mais la couverture du sol étant généralement éradiquée, le ruissellement est vite considérable et nécessite ensuite une lourde irrigation et un usage massif d'intrants chimiques. Personne n'a constaté en outre qu'une monoculture soit moins gourmande en intrants qu'une polyculture...

Les plantations de palmiers à huile préservent l'environnement et contribuent à atténuer le réchauffement climatique. Grossier mensonge ! Pour exploiter correctement des palmiers à huile selon les critères marchands, il faut défricher totalement des forêts tropicales, parfois primaires.

Il n'y a pas de préservation de la nature sans biodiversité. Comment croire qu'il est bon pour lutter contre le réchauffement de limiter la masse des végétaux et d'ôter aux sols toute protection contre le rayonnement solaire ? Il faut vraiment prendre les gens pour des imbéciles pour avancer de tels arguments !

Les entreprises disent qu'elles écoutent les communautés qui sont ou seront touchées par les plantations de palmiers à huile et qu'elles traitent leurs revendications. On sait bien que les producteurs d'huile de palme sont tous socialistes et respectueux des communautés autochtones. Seules les entreprises de l'industrie métallurgique ou minière licencient, externalisent leurs dégâts, c'est bien connu. Mieux vaut en rire !

Les plantations de palmiers à huile génèrent de nombreux emplois et contribuent ainsi à améliorer le taux d'emplois dans la région. L'huile de palme est une activité industrielle. Affirmer sauver l'emploi, c'est dire qu'un céréalier de la Beauce emploie plus de main d'œuvre qu'un maraîcher bio ! C'est croire qu'un supermarché ne détruit pas des centaines de petits commerces.

La participation des petits agriculteurs à la culture du palmier à huile dans les régions en expansion est pour eux une excellente alternative qui leur offre des avantages. Les petits agriculteurs vivaient sur des terres riches, propices à la chasse, à la pêche, à la cueillette. En devenant des manoeuvres salariés, ils perdent tous en qualité de vie, en savoir faire, en liens sociaux et in fine en revenus. Il faut être énarque ou de très mauvaise foi pour le nier.

Les plantations de palmiers à huile contribuent au développement des communautés et améliorent les services de base disponibles à la population (routes, cliniques, écoles). A l'évidence, les sociétés productrices réalisent très souvent quelques beaux aménagements sociaux : écoles, centres de soins, alimentation en eau potable, en électricité et équipements sanitaires. Sur papier glacé ou sur les sites commerciaux, c'est du plus bel effet. C'est en outre un argument de poids pour les populations impactées. A l'expérience, dès que la plantation est acquise, que le marché de l'huile est sécurisé, ces aménagements sociaux sont sous équipés voire carrément abandonnés.

Les entreprises de palmiers à huile contribuent au développement durable des pays. Ajouter le terme de durable à une entreprise c'est lui donner une caution écologique à frais nul. Comparer une forêt primaire qui date

de millénaires à une plantation qui est fragile face aux parasites, aux dérèglements climatiques, aux aléas du marché, relève de l'escroquerie, y compris sur le plan de la durabilité !

L'industrie de l'huile de palme applique un code de conduite avec des normes exigeantes. Les codes de conduites ne sont jamais ceux en vigueur dans l'État de l'exploitant mais dans ceux des pays exploités. Les codes du Nigeria, de la Malaisie ou de la Colombie sont-ils fiables, suffisants, applicables ? On peut en douter.

Les entreprises de palmiers à huile s'engagent à développer et à mettre en œuvre une politique de prévention de la violence à l'égard des femmes. Chapeau les publicistes ! De quel droit une entreprise étrangère viendrait donner des conseils aux gouvernants du pays d'accueil sur l'égalité homme-femme ? Les entreprises néocoloniales ont toutes les chances de susciter au contraire des réactions violentes qui ne pourront être contenues qu'à l'aide de milices ou de l'armée locale. Généralement, dans de telles situations, les premières victimes sont les femmes et les enfants...

La logique du système marchand, c'est d'exploiter au plus faible coût financier les hommes et la nature. Les producteurs d'huile de palme sont dans une totale conformité avec le système. Mais sentant bien que cette conformité va "déranger" d'autres personnes, ils se sentent obligés de se justifier, d'où cette argumentation stupide. Une société sans argent aura certainement sa logique et ses contraintes, mais on peut douter qu'elles en arrive à cette outrance, du moins au début de son exercice. Si cette société voyait le jour et perdurait quelques siècles, il est possible que sa logique, poussée à bout, induise aussi quelques outrances et qu'émerge l'idée d'en changer une fois de plus...

Panique : La crise sanitaire 2020-21 a semé la panique sur la planète. A l'origine le mot panique vient du Dieu Pan et désigne les forces invisibles et mystérieuses de la nature. Question invisibilité et mystère, ce virus inconnu, controversé, capable de réaliser l'impossible comme bloquer plusieurs mois l'économie mondiale n'est pas mal. L'instrumentalisation du Covid par le gouvernement autant que par les complotistes n'a fait qu'intensifier le sentiment de panique, cette terreur subite et violente qui trouble l'esprit et le comportement. Et chacun sait que ce trouble de l'esprit est contagieux, qu'il devient très vite collectif. Contrairement à la peur qui nous fait fuir le danger ou nous donne des ailes pour l'affronter, la panique empêche le

cerveau d'élaborer la moindre stratégie raisonnable et paralyse les corps. La panique engendre collectivement des effets de sidération.

Pour un gouvernement en butte à des contestations ou des révoltes, il est bien utile d'avoir un peuple en état de sidération. Le peuple grec en a fait la triste expérience. Après avoir battu tous les records européens de manifestations, grèves, mouvements d'opposition les plus divers, chacun s'est replié sur lui-même dans des stratégies de survie au quotidien, les plus faibles se sont suicidés en masse au point que le gouvernement a jugé bon d'interdire aux grands médias d'aborder ce sujet. On ne connaît ces suicides que par les journaux locaux ou régionaux, et encore faut-il décrypter leurs périphrases : *"Nous regrettons la perte de Yorgos X., cuisinier d'une taverne de Tr..., âgé de 45 ans, père de trois enfants. Les pompiers arrivés sur place n'ont pu que constater le décès..."*.

Jadis, dans beaucoup de cafés et tavernes grecs, on voyait des petites pancartes : *"Το καφέ και η ταβέρνα είναι το κοινοβούλιο και το ιατρείο"* (Le café et la taverne sont des parlements et des cabinets médicaux). Ce n'était pas un trait d'humour, mais une réalité. Ces établissements étaient aussi thérapeutiques que politiques. Aujourd'hui, dans les cafés et restaurants qui ont survécu, on ne parle que des mesures sanitaires, des touristes qui abandonnent la Grèce, des potins judiciaires concernant les turpitudes des ministres et des élus, du week-end prochain à la plage pour ceux qui ont encore l'énergie suffisante... A Athènes, un restaurateur a jugé bon d'afficher à l'entrée de son établissement : *"Ici, toute conversation au sujet du Coronavirus est interdite. Ici, on ne parle que de voyage, d'amour, de musique !"*

Ce constat, d'autres que moi l'ont fait et certains propos des politiques, bien que prudents, le laissent entendre. Circulez braves gens, il n'y a plus rien à voir ! Un ami grec m'écrivait que la révolution était déjà perdue, qu'aucune force d'opposition n'émergeait, et surtout que personne n'osait proposer d'autre alternative que de faire le dos rond en attendant sans y croire des jours moins sombres. Un effondrement tel que nous le décrivent les collapsologues, trouverait-il les ressources suffisantes pour éviter la guerre de tous contre tous, les suicides millénaristes, l'abandon dans le fascisme le plus radical ?... Si la peur dans les populations peut engendrer des désordres et gêner les gouvernements, la panique est bien commode pour ces gouvernements...

Pantouflage : Le terme de pantouflage désigne familièrement le fait pour un haut fonctionnaire de passer du service public à l'entreprise privée, puis du privé au public. C'est un mot issu de l'argot propre à l'école Polytechnique. Aujourd'hui, il est surtout utilisé à propos des personnels politiques qui, à la suite d'un échec électoral ou d'un remaniement ministériel, occupent des postes grassement payés dans le privé.

Les politiques et hauts fonctionnaires sont particulièrement recherchés dans les entreprises pour leur capacités de lobbyistes. Le Président Macron a été successivement, inspecteur des finances, rapporteur de la *Commission Attali*, banquier d'affaires à la banque Rothschild, secrétaire général à l'Élysée (avec une parenthèse pour monter une start-up), ministre de l'économie (le temps de réaliser quelques privatisations critiquables), chef du parti En Marche, et enfin Président de la République. Un tel parcours en dix ans lui a fourni un "carnet d'adresses" considérable, dans le privé et le public, ce qui explique son ascension et son poids politique. Un parfait exemple de *pantouflage* !

Depuis le 30 janvier 2020 et par décret, la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) est théoriquement qualifiée pour réguler le pantouflage. En pratique, on voit mal comment des hauts fonctionnaires pourraient juger impartialement leurs pairs. C'est comme si l'on demandait aux malfrats de nommer un comité de déontologie parmi leurs pairs, en espérant limiter les pratiques frauduleuses au sein de leur corporation. On imagine très mal un ex-directeur général du Trésor refuser un bon tuyau à l'entreprise qui l'a recruté, comme on imagine mal qu'un ministre en poste puisse longtemps refuser tout service à ses anciens collègues. Il faut être très naïf pour croire que la Haute Autorité soit totalement transparente, ou très cynique pour affirmer y croire en étant haut fonctionnaire.

Paradigme : Depuis le début du XXI^e siècle, le débat de fond face aux crises multiples qui se s'enchaînent a été celui de définir un *nouveau paradigme révolutionnaire*. La gauche ayant failli, la droite menant clairement la guerre de tous contre tous, et le centre de l'échiquier politique s'obstinant à proposer la même soupe, avec les mêmes légumes, les mêmes recettes, dans ma même marmite, le terme de paradigme semble bien adapté !

Après les *décolonisateurs de l'imaginaire*, les *réveilleurs de consciences*, ceux qui veulent *plus de liens et moins de biens*, on a eu le politologue Paul Ariès qui parlait de *la gratuité de l'usage et le renchérissement du mésusage*. Beaucoup cherchent un projet *désirable* et concret ou proposent le *revenu universel* qui assurerait à tous les besoins essentiels. Les historiens cherchent ce qui structure fondamentalement les sociétés et la plupart ne voient que des *interdits primitifs* : la royauté s'est fondée sur l'interdit du régicide, la bourgeoisie sur la sanctuarisation de la propriété privée, le capitalisme a élevé la gratuité au rang de tabou... C'est même pour cela que certains pensent que la gratuité est la faille et l'angle mort par lequel le système peut être abattu, *la fissure* qui peut être progressivement élargie, au point de faire société.

Les tenants de la désargence sont victimes de leur radicalité face à la "valse hésitation" généralisée et aux faux paradigmes. En revanche, cela nous a conforté dans l'idée que le paradigme essentiel à changer était bien celui de l'argent. C'est bien le pivot au centre de toute la mécanique capitaliste. Certes, on peut trouver trop ambitieux et même totalement utopique de vouloir tout changer en même temps (ce qui se passe quand on enlève le pivot d'une mécanique), de bouleverser un univers mental si ancien. Mais avons nous le choix ?...

Il est curieux de voir que l'usage du mot paradigme, issu au départ de la grammaire, reste aussi peu pensable dans la vie courante que les diverses déclinaisons de notre langue. On se soucie de son sens aussi peu que de la conjugaison du verbe ouïr. On parle ainsi de paradigme au sujet de l'écologie, de la santé, du parlementarisme, du climat, de l'égalité, sans imaginer un instant que chacun de ces termes recouvrent certes une part du réel mais en rien la totalité du réel. Que veut dire lutter pour le climat sans sortir du capitalisme, des inégalités sans s'interroger sur la propriété privée, du chômage sans évoquer les profits sur le travail des autres... Un paradigme est une chose qui impacte un système complet, qui modifie un mot comme ouïr, oie, oyez, ouïsse, comme aller, va, vont, alliez, irai, iras, allassions...L'argent prend trente six couleurs et odeurs, est multi-usage, se compte en centimes ou milliards, se consomme autant que le pain, est vital pour le SDF comme pour le PDG. L'argent est un véritable paradigme, un de ceux dont on rechigne à qualifier de paradigme parce qu'on le sent trop essentiel.

Curieusement, dès que l'on évoque un paradigme comme celui de l'argent, de l'échange marchand ou des profits financiers, le mot devient suspect. Pourtant, il n'est pas de vérité scientifique, politique, économique, aussi rigoureuse soit-elle, qui ne dépende des paradigmes à partir desquels le réel est observé. Ce qui devrait être le sujet central des débats est évacué, suspecté d'idéologisme. Seule la nécessité de répondre en urgence aux contraintes de reproduction matérielle de base, dans les pires conditions, fera passer l'humanité, de la recherche vaine d'un paradigme révolutionnaire à l'expérimentation au jour le jour d'une révolution paradigmatique...

Paradis fiscal : Les paradis fiscaux sont des lieux où les classes dirigeantes placent leur fortune pour échapper aux impôts de leur pays d'origine. Certains petits États se sont spécialisés dans cette fonction (Îles Caïmans, Panama, Singapour...). Sous la pression sociale, les grands États sont contraints de lutter contre les paradis fiscaux, ou du moins de faire semblant. Les enjeux sont tels que cette lutte reste d'une hypocrisie crasse.

Le meilleur exemple en est le Luxembourg, au cœur de l'Union Européenne. Totalement enclavé, ce pays de 2 586 km² (179^{ème} pays en terme d'espace), de 640 000 habitants (à peine plus que la ville de Lyon) n'a guère d'industrie, une agriculture insuffisante, aucune ressource minière ou énergétique, mais il est doté de la première place mondiale pour le PIB par habitant ! Ce miracle économique vient des entreprises étrangères qui y sont domiciliées pour les avantages fiscaux que cela représente.

Jean-Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg de 1995 à 2013, a largement contribué à faire de son pays un paradis fiscal. Il a érigé la concurrence fiscale déloyale en véritable modèle d'affaires au service des riches épargnants mondiaux. Cela ne l'a pas empêché d'être nommé Président de la Commission Européenne de 2014 à 2019 ! "*Docteur Jekyll et Mister Hyde*" l'a nommé Eva Joly dans son livre *Le Loup dans la bergerie* (éd. Les Arènes, 2016). Il faut croire que la majorité des pays européens y trouvent leur compte puisque ce sont les députés du Parlement qui élisent le président de la Commission.

On voit bien là l'hypocrisie généralisée dans les instances européennes, qui s'insurgent régulièrement contre les paradis fiscaux et nomment à la tête de la Communauté l'un des plus éminents promoteurs de ce système mafieux... L'UE a dressé une "liste noire" des paradis fiscaux

(15 pays) et une "liste grise" moins catégorique, nommant 34 pays, dont 7 européens : les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique, l'Irlande, la Hongrie, Chypre et Malte. Il est difficile de chiffrer les pertes pour les contribuables que représentent ces zones de non-droit. Les spécialistes parlent du chiffre approximatif de 430 milliards de dollars par an.

Il y a autant de définitions qu'il y a de paradis fiscaux. En quelques minutes, n'importe quelle société peut ouvrir une ou plusieurs succursales à Hong Kong, Monaco ou aux îles Caïmans, puis les camoufler derrière d'autres "sociétés écrans". Les opérations "offshore", le blanchiment d'argent sont ainsi quasiment intraçables. On peut voir dans certains de ces lieux, de curieux bâtiments où travaillent une poignée de petits employés, mais dotés d'immenses halls garnis de centaines de boîtes aux lettres. Des milliards de dollars circulent incognito d'un siège social à l'autre et les rares fonctionnaires sensés lutter contre ces pratiques aboutissent au mieux à fermer quelques sociétés, généralement déficitaires, qui réapparaissent le lendemain sous un autre nom. N'importe quel officine d'*optimisation fiscale* peut très légalement créer votre entreprise, établir des fausses factures, moyennant une commission, pour faire baisser vos revenus et donc vos impôts.

Si quelqu'un est capable de me décrire un seul système marchand capable d'éradiquer ces pratiques scandaleuses et dramatiques pour les plus démunis, je suis prêt à lui abandonner ma modeste retraite !... Si quelqu'un d'autre est capable de m'expliquer comment il pourrait y avoir des paradis fiscaux dans un système a-monétaire, je suis aussi preneur !...

Parcs nationaux : Pratiquement tous les États possèdent un ou plusieurs parcs nationaux, sortes de réserves, de zones protégées des atteintes humaines qui ravagent le reste de la planète. Ces parcs sont censés préserver une nature sauvage, avec sa biodiversité animale et végétale. Ils sont largement soutenus et financés par les organisations écologiques, acceptés et reconnus par l'ensemble des populations, sauf par celles qui y vivent depuis des générations.

En effet, si ces parcs sont généralement peu habités, la plupart du temps, les populations autochtones en sont chassées, parfois sur une simple pression économique, souvent par la force. Plus ces populations sont aussi *sauvages* que la zone que l'on veut *ré-ensauvager*, plus les conflits sont violents. C'est un paradoxe érigé en principe vertueux. Les objectifs

sont décidés par l'homme moderne qui ailleurs pollue et détruit à tout va au dépend de tribus ignorantes au point d'avoir préservé leur nature depuis des siècles. Certes il est louable de vouloir sauver les tigres de l'Inde, les éléphants d'Afrique ou la flore amazonienne, mais pourquoi en chasser ceux qui les ont préservés tant que l'homme blanc et capitaliste le leur ont permis ?

Bien sûr, tous les parcs nationaux ne sont pas aussi caricaturaux. Certains se sont appuyés sur les locaux, rémunérant leurs savoirs et le travail de préservation, de protection. C'est possible quand la création d'un parc limite son exploitation à la recherche scientifique et à un tourisme maîtrisé. En revanche, on a vu en Amérique latine, l'implantation massive de colons étrangers, eux-mêmes déplacés par l'accaparement des leurs terres lointaines au profit de l'agro-industrie. Ces nouveaux arrivants ne savent pas vivre avec les animaux sauvages, et il faut les en protéger au dépend de cette faune. On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs ! Les peuples locaux eux, n'ont jamais craint le jaguar ou le serpent, avec qui ils cohabitaient en harmonie.

C'est ainsi que l'on voit des associations écologistes participer activement à la défense du jaguar, du tigre ou de l'arbre à encens, quitte à exterminer des tribus entières. En outre, ces zones sanctuarisée dans un premier temps sont presque toutes devenues des attractions touristiques sillonnées par des hordes de pick-up, parsemées d'*écolodges* pour occidentaux en mal d'exotisme.

L'idée même de constituer un parc naturel deviendrait complètement obsolète si l'argent disparaissait. La planète entière redeviendrait naturelle, l'homme n'aurait plus l'obligation de l'exploiter sans limites, il n'aurait plus aucun intérêt à la saccager. L'espèce humaine sortirait parfois de sa ville, de son village, mais ils le feraient avec prudence et respect, et pour des raisons valables. L'homme, le jaguar et le *magnolia wolfii*¹ auraient droit de cité...

Partage : Le partage équitable a été l'enjeu du communisme, du socialisme, mais aussi des religions pour qui le partage remplace la justice. Les richesses du monde, appartenant à tous, doivent être partagées comme un

1 Il n'en reste que cinq individus en Colombie. Peut-être qu'un jour on s'apercevra trop tard que cette plante possédait une molécule essentielle pour la médecine.

gâteau entre convives. L'idée que les parts du gâteau soient inégalitaires, que le partageur favorise l'un plutôt que l'autre, a alimenté toutes les revendications sociales depuis la nuit des temps, depuis l'institution du jubilé dans la bible, jusqu'au 0,1% des plus riches dénoncé par Occupy-Street.

Un tel usage du mot partage montre bien que la notion est suffisamment floue pour s'adapter à tous les temps et toutes les situations et ne répond pas aux enjeux particuliers. Une société qui partagerait dans un monde aussi sophistiqué que le nôtre induirait un grand maître, porteur du couteau et de la pelle à gâteau qui, de facto, posséderait un pouvoir inique. Le conflit entre égalité et égalitarisme serait permanent. Dès que l'on parle de partage, entre en lice la notion de besoins (il y a de gros et de petits mangeurs) et avec elle des conflits d'intérêts infinis. C'était politiquement une fausse bonne idée qui peut mener autant au totalitarisme le plus sauvage qu'à une absurdité administrative établissant des normes de ressources et de besoins tatillonnes. Le stalinisme, les Khmer-rouges, les juifs des kibboutz étaient très égalitaristes et cela n'a empêché ni le Goulag, ni les crimes de masse, ni la lente colonisation de la Palestine. Ce sont les raisons qui ont conduit la désargence à complètement éliminer cette sympathique idée de partage !

La notion de partage perdrait une bonne part de sa pertinence par la généralisation de l'accès à tous les biens et services. S'il est normal de partager le pain entre *co-pains* lors d'un pique-nique, c'est un simple geste de sympathie, un rituel social qui jamais ne réclame une contre partie ou un souci d'équité. Que l'on partage les ressources pour que tout le monde en ait, c'est la moindre des choses, y compris avec des parts inégales quand les bénéficiaires sont objectivement inégaux. Généralement, le donneur reçoit moins que le receveur et en est ravi !

En septembre 2018, le charismatique député d'opposition François Ruffin fit un étonnant discours devant le parlement pour réclamer plus de partage, plus de redistribution. Non seulement Ruffin était brillant et convaincant, mais il vivait ce qu'il disait. Il fut le premier (à ma connaissance) à refuser son confortable salaire de député. Il s'est réservé l'équivalent d'un salaire d'ouvrier pour reverser le surplus à des associations. Mais rien n'y fait, le député Ruffin, malgré son talent, ne connaîtra jamais le juste partage du gâteau, à moins de se convertir à l'accès et d'en accélérer la venue!...

Partis politique : Les partis politiques, classés de l'extrême droite réactionnaire à l'extrême gauche révolutionnaire, sont censés représenter l'opinion du peuple dans sa diversité. C'est dans les partis que se recrute l'essentiel de la classe politique (maires, conseillers, députés, sénateurs, présidents...). Cependant, la formation aux carrières politiques de haut niveau passe la plupart du temps par des cursus scolaires précis (École Nationale de l'Administration, Sciences-Po, Polytechnique...) et c'est dès la période d'étude et en fonction des opportunités du moment que se décident les orientations politiques.

Ce système a été dénoncé dès 1940 par la philosophe Simone Weil, dans ses *Écrits de Londres*.¹ *«Jamais le peuple n'a l'occasion ni le moyen d'exprimer un avis sur aucun problème de la vie publique [...] Un parti politique est une organisation construite de manière à exercer une pression collective sur la pensée de chacun des êtres humains qui en sont membres. La première fin, et en dernière analyse, l'unique fin de tout parti politique, est sa propre croissance, et cela sans aucune limite. [...] La pensée collective est incapable de s'élever au-dessus du domaine des faits. C'est une pensée animale. [...] Les partis sont des organismes publiquement, officiellement constitués de manière à tuer dans les âmes le sens de la vérité et de la justice. [...] L'institution des partis semble bien constituer du mal à peu près sans mélange. Ils sont mauvais dans leur principe, et pratiquement leurs effets sont mauvais. La suppression des partis serait du bien presque pur.»*

Malheureusement, Simone Weil n'a été ni comprise ni entendue. Aucune argumentation, aucune analyse, aucune observation de la réalité n'a pu convaincre de l'inanité des partis politiques. Il faudra attendre l'abolition de l'argent et ces implications dans l'idée de hiérarchie et de centralisation, pour que les partis politiques tombent d'eux-mêmes en désuétude....

Patriarcat : Forme de société fondée sur la prédominance des mâles et de leur autorité. Elle s'oppose à la forme matriarcale, beaucoup plus rare. Il semble évident que depuis la plus haute antiquité, les sociétés dont nous sommes issus fonctionnaient sur le mode patriarcal. La figure patriarcale de Dieu s'est transmise au *patriarche*, puis à quiconque peut se prévaloir de la

1 Le PDF est disponible gratuitement sur http://classiques.uqac.ca/classiques/weil_simone/Ecrits_de_Londres/Ecrits_de_Londres.html

masculinité (à l'exception des religions créatrices de déesses). Entre le patriarche de la Bible, Abraham, et le patriarche Charles De Gaulle qui a *octroyé par ordonnance* le droit de vote aux femmes (le 21 avril 1944), cette domination des mâles a relevé d'un consensus largement partagé, y compris parmi les femmes.

Il est bon de se rappeler que la première femme bachelière, Julie-Victoire Daubié a été reconnue en tant que telle en 1861. Elle avait 37 ans et ce ne fut pas sans peine. Sans l'aide de son frère prêtre, elle n'aurait jamais pu recevoir un enseignement du grec et du latin, indispensables pour être bachelière, et sans l'aimable dispense accordée par le saint-simonien Arlès-Dufour, elle n'aurait pu s'inscrire aux épreuves du baccalauréat et obtenir un local spécial pour les épreuves (il était inconcevable qu'une femme se mêle aux jeunes bacheliers, elle les aurait totalement déconcentrés). Ses demandes répétées ont longtemps été jugées *outréculdantes et ridicules* ! Et sans l'intervention de l'impératrice Eugénie, le ministre Gustave Rouland n'aurait certainement pas signé le diplôme, malgré de très bons résultats. Quant à l'entrée d'une femme à l'École nationale supérieure de la police, il faut attendre Marcelle Monteil en 1976 qui sortit major de sa promotion en 1978, première femme nommée Commissaire de police, sous les quolibets de pas mal de journaux de l'époque.

Au-delà des anecdotes féministes, il faut bien avouer que l'analyse de Simone de Beauvoir reste la plus pertinente : *le féminin, dit-elle, est une construction sociale, selon un existentialisme circonstancié, et ne renvoie pas un donné naturel, biologique ou physiologique*. Ce qui induit que le patriarcat est tout autant une construction sociale, même s'il est suffisamment ancien et généralisé pour paraître naturel. Il y a donc un devenir autre, une possibilité de changer les choses, d'abolir ce patriarcat comme toute domination.

Roswitha Scholz enfonce le clou en précisant les causes de cet état de fait dans un livre traduit en français, *Le sexe du capitalisme, masculinité et féminité comme piliers du patriarcat producteur de marchandises*.¹ En effet, dans toute forme capitalisme, la socialisation se fait par la valeur. Le capital et la marchandise sont en relation étroite avec le rapport entre les sexes. La simple idée d'abolir le système marchand, l'argent, le salariat, ferait sauter l'essentialisation des sexes, la puissance masculine, le patriarcat.

1 Roswitha Scholz, l'une des principales théoricienne en Allemagne de la critique de la valeur, membre du groupe *Exit !* : *Le sexe du capitalisme, éd. Crises et critique, 2019.*

Pour donner quoi, c'est la seule question qui subsiste. La chose en serait si neuve, si productrice de transformation des rapports sociaux, qu'elle donne le tournis. Une société sans argent serait-elle aussi sans patriarcat ni matriarcat possibles ? Il faut vraiment aller très loin dans le temps et l'espace, pour trouver une communauté humaine exempte de toute domination fondée sur le sexe. Au mieux nous trouverons des sociétés matriarcales (voir l'article Zomia), mais des groupes humains sans aucune discrimination sexuelle, c'est une chose dont nous n'avons pas l'expérience. Il est tentant de l'essayer...

Patrie : Pays où on est né, auquel on appartient et pour lequel on a un attachement affectif (dictionnaire Larousse). Étymologiquement, c'est la terre des pères (ce qui donne la curieuse expression de *mère patrie*, la mère de la terre des pères, qui pourtant ne fait rire personne). En ce sens, la patrie se distingue de la nation qui s'établit sur le groupe se reconnaissant une histoire, une culture commune.

La Révolution française a quelque peu mêlé les notions de patrie, nation, peuple, dans le but de charger la Patrie d'une idée de combat, de sacrifice. Il s'agissait de défendre l'idéologie révolutionnaire en but aux ennemis européens et monarchiques. On est donc passé d'un sentiment personnel et sentimental à une volonté de souveraineté collective. Dans mon école primaire, on m'a fait chanter *vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine...* pour m'inculquer l'Amour de la Patrie. Vu de l'Algérie coloniale, mon sentiment d'être Français, en descendant d'un arrière grand-père paysan Berri-chon contraint de faire son service militaire à Oran, ne collait pas très bien avec ces lointaines provinces de l'Est !

Il a fallu que le nationalisme ordinaire des colons français venus d'Espagne, d'Italie, de Bretagne ou d'Arménie soit exacerbé par la guerre pour que mon sentiment patriotique me devienne suspect et que l'idée de patrie se réduise à *mon quartier*, à *ma plage*, à *mon collège*, à *mon cimetière* où mes grand-mères italienne et espagnole avaient été enterrées... Sans le parasitage de l'argent, il est vraisemblable que la notion de *patrie* revienne à son sens premier de simple *pays des pères* et que chacun s'en satisfasse....

Patrimoine : Les débats sur les systèmes monétaires possibles ont tendance à se focaliser sur l'argent et à oublier le patrimoine, que l'on parle des

États, des entreprises ou des particuliers. Or, le patrimoine est aussi important que l'argent dont on dispose. Un quidam, propriétaire d'une demeure de luxe entourée d'un immense parc, peut avoir des revenus classés sous le seuil de pauvreté, il ne sera pas pour autant un pauvre. Un État peut bien s'endetter autant qu'il veut, si en face de sa dette il peut aligner un patrimoine industriel, agricole, culturel conséquent, il n'en sera pas moins riche.

Le problème actuel est que les États oublient de prendre en compte leur patrimoine, le négligent au point de le brader pour sauver leur comptabilité. Quand bien même la Grèce arriverait à rembourser intégralement ses créanciers, après avoir bradé ses îles, ses sites archéologiques, ses mines et ses infrastructures, elle resterait toujours en négatif, et dépendante des nouveaux propriétaires de ses anciens "bijoux de famille".

Et c'est pourtant bien ce que lui a demandé de faire le FMI depuis 2010 ! Son port principal, celui du Pirée a été vendu à la Chine, enrichissant le nouveau propriétaire et appauvrissant l'ancien. L'aéroport d'Athènes a été vendu à l'Allemagne au motif que l'État avait besoin de renflouer ses caisses, mais depuis, l'entreprise allemande a oublié de payer les taxes dues à l'État Grec qui a perdu son aéroport et ses taxes.

Abolir l'argent tout en gardant le patrimoine est une demi mesure propre à conserver richesse et pauvreté. Or, le patrimoine, comme la patrie, est ce qui nous est transmis par nos pères, ou ce que l'on transmettra à nos descendants. L'héritage, c'est une pérennisation des biens acquis par le labeur, la chance ou la rapacité. Dans une société post-monnaire, il faudra bien que l'on instaure toute une gamme de pratiques visant à confiner la propriété à l'usage, le patrimoine à l'existence d'une unique vie¹.

Pêche : La surpêche pour le profit des énormes bateaux-usines et la pollution des mers et des océans est en passe d'anéantir l'essentiel de la ressource halieutique. Non seulement les techniques telles que les filets électrique détruisent toute vie autour d'eux, mais les normes commerciales définissant l'espèce et la maille des poissons induisent un énorme gaspillage. On estime que la quantité des poissons rejetés en mer pendant un an dans le monde pourrait nourrir l'Europe entière pendant deux ans !

La solution choisie pour remplacer le poisson sauvage, c'est nous dit-on, l'aquaculture. Or, il faut un kilo et demi de poisson sauvage pour

1 Voir chapitre *Héritage*

produire un seul kilo de poisson d'élevage. On a donc pris l'habitude d'alimenter les bassins de production avec de la nourriture industrielle à base de farines végétales bourrées d'antibiotiques. La qualité s'en ressent sérieusement et les conséquences sanitaires finiront par coûter plus que ne rapporte le système.

Avec une révolution monétaire, la pêche pourrait enfin être complètement réorganisée, les océans préservés. Elle reviendrait locale, les grands fonds et le grand large rempliraient leur fonction régénératrice. La fin des immenses chaluts traînants qui raclent et détruisent les fonds marins, permettrait l'installation de récifs artificiels (redoutables pour les filets d'aujourd'hui) et favoriserait la reproduction, la reconstitution d'espèces en voie de disparition. Partout où des réserves de ce genre ont été instaurées, on a constaté que la mer avait des capacités de résilience extraordinaires.

Il est évident que les modes de consommation du poisson changeraient considérablement. Les espèces jadis dites nobles ne seraient plus conditionnées sous forme de surgelés et distribuées d'un bout à l'autre de la planète. Si les Canadiens consommeraient beaucoup de saumons, les Français s'en passeraient au profit du maquereau, de la dorade, de la sole. Le poisson séché ou salé reprendrait du galon pour ses facilités de transport et de conservation. Mais surtout, les gens s'habitueraient à manger ce qui est disponible en fonction du lieu et du moment, réapprendraient à cuisiner ce qui jadis était négligé et rejeté...

Peine de mort : En 2019, 141 pays avaient aboli la peine de mort dans leur législation ou en pratique, mais 56 la pratiquent encore. En France, il a suffi de promulguer une loi pour stopper cette pratique barbare, malgré l'avis défavorable d'une majorité de citoyens. Cela permet de penser que si une loi qualifiait tout usage de l'argent comme un délit grave, les citoyens s'y plieraient et inventeraient rapidement un autre mode de fonctionnement. À quand un nouveau Badinter qui oserait réclamer une telle loi ?

Les pays pratiquant la peine de mort ne sont pas pour autant des pays barbares, peu évolués. Les USA, la Russie, le Japon, l'Égypte ne sont pas des États de seconde zone ! Et les États abolitionnistes ne se privent pas d'avoir des relations commerciales cordiales avec d'autres pays qui pendent, crucifient, fouettent ou amputent sans vergogne.

On peut alors se poser la question de savoir si une abolition de l'argent généralisée à l'ensemble des 197 États du globe changerait les

pratiques des pays soumis à la Charia comme l'Arabie Saoudite ou profondément marqués par des cultures de violence comme les USA ou le Japon. Rien n'est moins sûr... C'est une des limites de l'abolition de l'argent, une preuve, s'il en fallait une, que ce n'est en rien une panacée. Mais tout de même, les traditions propres à la Charia, les pratiques de lynchage après jugement sommaire d'un tribunal populaire façon western apparaîtraient vite désuètes. Dans la vie réelle, c'était les vols de chevaux et les attaques de diligences qui conduisaient certains à être pendus haut et court. C'est la domination patriarcale qui induit la plupart des sévices corporels dans l'Islam traditionnel. Et ce sont autant de choses qui se raréfient sans l'argent...

Performance : L'un des arguments récurrents à l'encontre des abolitionnistes, c'est celui de la performance. L'argent impose, pour n'importe quelle entreprise, des performances qui disparaîtraient immédiatement sans l'appât des profits financiers. Être performant, est une nécessité, un impératif catégorique, pour soi, pour ce qu'on fait, seul ou collectivement. C'est ce qu'on nous dit sans cesse, et pourtant, nous avons sous les yeux quantités de contre-exemples. Pour n'en citer qu'un, nous avons la belle histoire de Rajendra Singh. Elle nous a été relatée par la journaliste Bénédicte Manier dans son livre *Un million de révolutions tranquilles*:

Ce fonctionnaire de santé indien vivait dans l'État du Rajasthan, au centre d'une vaste zone de désertifiée par l'application de la *si performante* Révolution verte. Il travaillait depuis 1985 dans un village près de Jaipur, district d'Alwar. Dès son arrivée il constata la malnutrition des habitants, les problèmes d'eau potable, le fort exode rural. Le sol était sec et aride et les pouvoirs publics avaient définitivement abandonné la région à son triste sort, s'avouant incapables de proposer une quelconque solution technique malgré ses agronomes, ses hydrauliciens, ses experts de la révolution verte. Rajendra, lui, ne baissa pas les bras. Après consultation des anciens il découvrit une vieille technique de captation des eaux de pluie appelée *johad*, déclarée inefficace et insalubre par la science moderne.

Seul, il se mit à creuser rigoles et bassins et réalisa son premier johad en trois ans d'un travail épuisant. Les villageois constatèrent alors que le système de Rajendra fonctionnait et se mobilisèrent. Un quart de siècle plus tard, ils ont réussi à créer un réseau de 10 000 structures (bassins, canaux, barrages) qui desservent 700 000 habitants dans un millier

de villages. Les nappes phréatiques sont remontées, les rivières à sec se sont remplies d'eau, le paysage est devenu verdoyant, on y fait deux à trois récoltes par an. Cerise sur le gâteau, les poissons sont revenus dans les rivières apportant un complément alimentaire non négligeable.

Les autorités se sont alors précipitées pour encaisser la taxe sur la pêche qui est habituelle en Inde et se sont fait expulsés par les habitants qui ne devaient leurs poissons qu'à leur sueur et à leur persévérance, envers et contre tous, à commencer par les gens de la ville ! Où était l'argent là-dedans ? Rajendra n'en a payé comme prix que l'hostilité de son ministère de tutelle qui trouvait qu'il perdait son temps au lieu de travailler à sa fonction, les ricanements des scientifiques et, les premières années, le scepticisme des villageois...

Hors de tout système monétaire, l'idée de performance existerait peut-être mais ne serait fonction que du seul bien être procuré. Elle s'appliquerait bien plus à ce que font des individus ou des collectivités qu'aux personnes elles-mêmes. On dirait aisément que le système des johads est performant (utile et efficace) plus rarement que Rajendra Singh a réalisé une belle performance (hors du commun et méritante) !

Péril jaune : Le *péril jaune* est une expression apparue dès la fin du XIX^e siècle pour désigner la peur que les peuples d'Asie surpassent les *Blancs* et gouvernent le monde. L'idée naît du darwinisme social et la crainte que le Japon civilise l'immense Chine et deviennent ainsi la première puissance mondiale. Le conflit russo-japonais en 1904-1905 a renforcé cette crainte. Les *Jaunes* prouvent à cette occasion leur capacité à *s'approprier toute une civilisation longuement élaborée par des peuples d'une autre race* écrit le Petit Journal, l'un des quotidiens parisiens de l'époque le plus lu !

Alain Pierrefitte publie en 1973 *Quand la Chine s'éveillera...le monde tremblera* chez Fayard et reçoit un bel accueil (885 000 livres rien qu'en France). Quand Pierrefitte visitait la Chine à la tête d'une délégation parlementaire, c'était en pleine Révolution Culturelle. Aujourd'hui, la Chine s'est réveillée et inquiète tout autant. Les deux banques, *China Development Bank* et *Export-Import Bank of China*, détiennent à elles deux plus de créances à l'international que la Banque mondiale. Le système bancaire chinois est depuis 2016 le plus grand du monde par actifs, dépassant celui de la zone euro. *Gongshang Yinhang* plus connue à l'étranger sous le nom d'*Industrial and Commercial Bank of China* (ICBC), disposait en début d'année

2020 de 30 100 milliards de yuans d'actifs (l'équivalent de 3 900 milliards d'euros) somme égale à plus d'une fois et demi le PIB français. (BNP Paribas, ne pèse *que* 2 400 milliards d'euros).

La Chine, c'est une expansion financière accélérée, une financiarisation de plus en plus poussée de l'économie, mais sous le contrôle du Parti Communiste. Une gestion financière néolibérale gérée par un gouvernement dictatorial. Les nouvelles *routes de la soie*, les monopoles industriels que la Chine s'est constitués, en fait a minima un partenaire pour le reste du monde que nul ne peut négliger. La question qui subsiste est de savoir si le capitalisme à la chinoise va surpasser le capitalisme à l'occidental ou s'il va se retrouver dans les mêmes impasses structurelles.

Les choix stratégiques du PC chinois en matière économique montre des failles importantes mais aussi une résilience grandement facilitée par son centralisme. En somme, la Chine est en train de réaliser le mixte dont rêvent les mondialistes de Davos : un gouvernement central unique pour la planète, constitué d'une minuscule oligarchie d'experts éclairés, avec l'appui complaisant d'une petite classe bourgeoise gérant les affaires courantes, le reste constituant une populace infantilisée et contrôlée de très près... Il semble bien que la Chine soit plus proche des théories du *Great Reset*, du *Nouvel Ordre Mondial* de Davos que du néolibéralisme américain, ou de l'ordolibéralisme allemand !

La plus grosse crainte que l'on peut avoir n'est plus le péril jaune et notre colonisation par l'usine du monde, mais l'économie chinoise et en particulier la masse de dettes qu'elle a racheté. La Chine a d'énormes réserves de change investies en obligations américaines et européennes qui ne rapportent plus rien. Elle va devoir exporter ses capitaux. Elle est en train de financer les déficits extérieurs de la plupart des pays d'Asie pour relancer leurs économies domestiques, le tout en yuan, ce qui tend à en faire une monnaie forte. Les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets, la puissance même de l'économie chinoise la rapproche de son propre point de rupture.

Et si la Chine entrait en crise actuellement, cette crise locale deviendrait très vite une pandémie ! Quand j'ai débuté ma fiction économique en 2013 (*Le Porte-Monnaie, une société sans argent.*), l'hypothèse d'un blocage mondiale de toute forme d'économie n'était qu'une hypothèse de travail. Poser un tel postulat permettait seulement d'imaginer ce qu'il adviendrait de notre civilisation. Il se pourrait bien que l'hypothèse devienne réali-

té, que le postulat soit démontré par le réel...

Permafrost : Le 20 juin 2020, la ville russe de Verkhoïansk située au-delà du cercle polaire, a enregistré un pic de température à 38°C. Ce record faisait suite à plusieurs mois de chaleur exceptionnelle au cœur de la Russie Arctique. Entre l'hiver et l'été, ça leur a fait une amplitude record de 105°C (-67° /+ 38°). Ce même 20 juin, il faisait 28°C sur les plages grecques de l'Épire. Cette simple anecdote devrait nous faire penser que le dérèglement climatique s'accélère et devient incontrôlable. Quant aux objectifs officiels des pays développés qui hésitent entre un maintien du réchauffement à 1,5 ou 2 degrés, cela relève de la mascarade. Jadis on me demandait *si je ne craignais pas d'avoir chaud en Grèce*. Aujourd'hui on peut me dire *quelle chance d'aller en Grèce, vous aurez un peu de fraîcheur !* Comment les États pourront-ils gérer ces bouleversements ? Comment l'homme pourra supporter de telles variations de température ?

Il est curieux de constater que le permafrost (ou pergélisol) est rarement cité parmi les risques majeurs. Même le GIEC l'a oublié dans ses prospectives. Cette couche de terre gelée recouvre un cinquième de la surface émergée, principalement au Groenland, en Alaska et Sibérie. La couche supérieur dégèle plus ou moins en été mais la couche comprise entre 10 et 15 mètres est constamment sous le point de congélation. Or, cette couche stable et imperméable commence à fondre, provoquant de vastes gouffres d'effondrement et libérant une quantité de CO₂ qui y était stocké depuis des millénaires. Nul ne sait exactement en quelle quantité mais on parle en milliards de tonnes, soit vraisemblablement deux fois ce que notre actuelle atmosphère contient. Cet oxyde de carbone libéré dans l'air accélère le réchauffement climatique, lequel accélère la fonte du permafrost. C'est typiquement une boucle de rétroaction active incontrôlable et qui ne peut que s'accélérer. Certains spécialistes affirment que la fonte du permafrost pourrait se généraliser d'ici dix ans et faire basculer toutes nos prévisions climatiques. Une étude canadienne a montré que le permafrost fond avec une intensité qui n'était attendue selon les prévisions qu'en 2090. Le risque d'emballlement du climat mondial est donc éminent. Cette bombe à retardement n'a pas été prévue et ce n'est que depuis 2019 que les scientifiques commencent à l'intégrer dans leurs études.

Cerise sur le gâteau, cette couche gelée recèle des bactéries totalement inconnues, des virus potentiellement dangereux vieux de dizaines de

millénaires et qui n'attendent que le dégel pour se réveiller. En Sibérie, des spores d'anthrax vieilles de 70 ans ont été libérées au dégel du cadavre d'un renne provoquant la mort de plusieurs personnes. Nous ne sommes donc pas dans la science fiction, dans un film catastrophe à l'américaine !

Voilà de quoi alimenter la grande peur du début du XXI^e siècle ! Bien d'autres sujets pourraient susciter pareil émoi, mais tout se reporte sur le climat, sans doute parce que dès 2014, l'OMM (Organisation Météorologique Mondiale) annonçait au congrès de Montréal des turbulences aériennes accrues, des épisodes polaires et des caniculaires toujours plus extrêmes, des vagues géantes dans les océans, etc. Les conséquences annoncées étaient un accroissement considérable des migrations, la destruction de milliers d'écosystèmes et d'espèces, des catastrophes naturelles au coût impossible à prévoir... C'était la première fois qu'une majorité de scientifiques disait que le phénomène était d'ores et déjà irréversible et incontrôlable, ne laissant comme seul choix l'adaptation ou la disparition. Si le permafrost fond et libère en dix ans deux fois plus de CO₂ que nous en avons déjà envoyé dans l'air, le bel édifice conceptuel du néolibéralisme, et plus généralement du système économique, risque d'exploser et mettre les idées d'abolition de l'argent à l'ordre du jour !

Pourtant, la solution d'une désargence n'est toujours pas suggérée par les élites intellectuelles. Les grandes inquiétudes restent relatives au transport maritime sans lequel l'économie mondiale s'effondrerait, aux migrations de masse, quand ce n'est pas aux élections. Des vagues énormes (plus de 40m de hauteur) ont été déjà observées et signalés par les marins, alors qu'avant, celles de 20m étaient exceptionnelles. Mais l'homme ne réagit qu'à ce qui lui est immédiatement perceptible et le touche personnellement, quand un bateau financé à grand frais disparaît sous une vague ou que l'une d'elle dévaste son rivage et sa résidence secondaire !

Malgré l'émergence de la question du permafrost, il y a constamment une confusion entre réchauffement et dérèglement climatique. Dans le premier cas, on parle d'une moyenne, de la somme des températures observées divisée par leur nombre. Le climat ne change pas uniformément que l'on soit en mer, en plaine ou en montagne. Une augmentation globale de 2° peut signifier +1° ou +10° selon les cas. Dans le deuxième cas, cette même augmentation de 2° peut signifier sur un même lieu, un réchauffement de 20° en été et un refroidissement de 20° en hiver par rapport au climat actuel. Ce sera la fin du climat tempéré qui a fait notre prospérité. En outre, l'aug-

mentation de la température ne suit pas une courbe régulière. Plus il fait chaud ou froid, plus la couverture végétale souffre, s'affaiblit et augmente la tendance.

Malgré cela, nous continuons à vivre sans rien changer à nos habitudes. S'adapter au dérèglement climatique, cela veut dire changer radicalement les modes de production, de consommation, d'échanges, en complète contradiction avec un modèle capitaliste conçu dans un tout autre contexte. Or, depuis la révolution industrielle, ce modèle n'a pas brillé par ses facultés d'adaptation. La recherche du profit comme fin ultime de toute entreprise humaine n'a pas changé mais s'est renforcée. Et c'est bien cela qui pose problème. Il n'y a pas d'abolition du profit dans ce schéma, pas même une atténuation possible. Aucun des modèles économiques actuels, de droite ou de gauche, productiviste ou écologique ne répond à l'enjeu environnemental.

Il faudra bien d'ici peu penser un modèle innovant et peut-être accepter la logique disparition du profit, donc la sortie du capitalisme, donc de l'économisme marchand. Nous passerons alors de la case utopie à la case réalisme, pragmatisme !...

Perspective (*mise en...*): La mise en perspective est la seule façon de percevoir une chose dans sa complexité et sa réalité. Une des pires fautes de la période marquée par le Covid 19 a sans doute été le manque de mise en perspective, et ce dans tous les domaines. Un effrayant décompte des morts nous a été asséné chaque jour durant toute la crise. Or, le nombre de morts dues au Covid19, depuis le début et dans le monde entier, correspond à quoi par rapport au nombre de morts dues à la pollution ou à la faim en temps normal sur la même période ? Qui a osé comparer le nombre des décès des années précédentes durant ces mois d'angoisses ? Comment a été séparé le nombre des morts Covid et non Covid ? Il en est de même quant aux causes possibles de cette épidémie, aux différentes stratégies développées ici ou là, aux effets positifs et négatifs d'un confinement.

Faute de mise en perspective, le fait brut empêche de réfléchir, de relativiser, de comprendre, de choisir une stratégie plutôt qu'une autre. Un tel événement ne peut être sans rapport avec l'économie, la saison, les enjeux financiers, la politique, le contexte sociologique... Mais quiconque s'est aventuré sur ce terrain a aussitôt été qualifié de complotisme. C'est devenu caricatural au sujet des dissensions au sein de la communauté scienti-

fique. Nous avons assisté à des joutes d'une violence inouïe entre des écoles de statisticiens, entre les praticiens et les universitaires, entre les généralistes et les spécialistes, entre ceux du privé et ceux du public, mais rarement à des mises en perspective. En toute autre circonstance, et sur quantité d'autres sujets, le fait aurait été souligné et les points de vue divergents auraient pu se développer pour le bonheur de tous.

Nous pouvons remarquer les mêmes effets délétères du manque de perspectives dans le domaine de l'économie, de l'environnement, de la politique, et bien sûr dans le débat sur l'utilité sociale d'user d'un convertisseur universel pour échanger des biens et des services dont la valeur a été artificiellement déterminée. C'est cette même absence de mise en perspective qui nous fait prendre pour insoluble le fait que, dans la plupart des grandes métropoles du monde, il y ait plus de logements vides que de SDF. C'est la même absence de perspective qui nous fait croire à des TINA, nous fait penser qu'une désargence est impossible...

Pessimisme-optimisme : L'humour de l'ère soviétique a laissé cette blague célèbre : "*Cela ne peut être pire*", dit le pessimiste, "*Mais si, mais si*", rassure l'optimiste. L'accusation de pessimisme est souvent renvoyée à celui qui questionne les fondements. Car questionner les fondements suppose une destruction de l'existant. Et, alors même que cette destruction serait créatrice, certains la perçoivent avant tout, par omission volontaire ou non, dans sa seule négativité. Et quand ils acceptent de voir sa positivité, leur peur de l'inconnu, leur crainte du changement, leur incrédulité quant à sa possible atteinte, en somme leur pessimisme, vient leur faire dénigrer la réflexion tout entière et imputer à l'autre l'entrave qui les caractérise.

Questionner les fondements du système marchand, admettre l'impossibilité d'échapper à l'échange, à la valeur et donc à l'argent, nous amène vite à démasquer l'autoritarisme et l'élitisme du système. Mais on nous reproche d'aller trop loin, on prétend que l'homme est foncièrement mauvais selon une soi-disant *nature humaine* qu'on sait pourtant depuis longtemps être un mythe. On nous oppose que la volonté de pouvoir et de puissance prendra toujours le pas sur l'horizontalité, que rien ne se fera sans argent. Avec nous, on fustige l'inégalitarisme et l'injustice aux fondements même du capitalisme, et parfois, on lutte pour que soit abolie cette économie marchande qui rackette et rançonne les hommes. Mais de là à accepter l'idée d'un accès pour tous, sans barrière, du simple fait de notre condition d'être

humains, à tout ce qui nous fait vivre et jouir... Et à ce titre, nous serions pessimistes ?!

La majorité admet que l'argent dirige et pollue le monde et tous les aspects de nos vies, mais on nous objecte que tout n'est peut-être pas à jeter, qu'on peut peut-être le moraliser, ou atténuer ses effets néfastes, qu'il faut bien accepter quelques inégalités sociales, que les réduire serait déjà bien et que jamais nous ne pourrions les éradiquer car les élites ne l'accepteront jamais et qu'on ne pourra les y contraindre. Et ce serait ceux-là les optimistes ? Rien n'y fait, les abolitionnistes de l'argent sont tout à la fois pessimistes et idéalistes, et sont sommés d'être réalistes et raisonnables. Au mieux on nous invite à voir le bon côté des choses. Mais chez ces avocats des douces réformes, froids devant l'intolérable et trop sages devant le désirable, qui nous sermonnent quant à notre radicalité et nous reprochent notre pessimisme, il est bon de leur rappeler Orwell et son roman *1984*, avec le slogan de Big Brother : *"le rêve c'est le pessimisme, la résignation c'est l'optimisme !"*

L'optimiste économiste Bernard Lietaer a publié en 2016 *Réinventons la monnaie* (éditions Sciences Sociales). Il y enfonce une porte ouverte bien banale, à savoir que *"notre système actuel engendre la rareté et la concurrence."* Ancien haut fonctionnaire de la Banque nationale de Belgique, cofondateur de l'euro, membre du Club de Rome, enseignant à Berkeley, Lietaer prône les monnaies complémentaires, persuadé de leur intérêt. Cela peut sembler étrange après un tel parcours, mais son erreur est contenue dans la courte citation sus-citée : la rareté et la concurrence ne sont pas engendrées par le système actuel, elles ont fondé le système, dès le départ. Elles ne sont pas l'oméga mais l'alpha de l'économie. Et dans ce cas, rien ne sert d'inventer une variante monétaire partant des mêmes prémisses. Moralité, ne jamais faire confiance en un expert, son angle de vue est nécessairement lié à l'étroitesse de son expertise, de son expérience !

La perspective d'un possible effondrement a divisé en deux postures opposées les pessimistes et les optimistes, ceux qui se persuadent qu'il y aura un vie après l'effondrement et qu'ils feront partie des survivants et ceux qui acceptent l'idée d'une extinction de l'espèce humaine. Une vieille blague juive des années quarante disait que les juifs optimistes avaient terminé leur vie à Auswirth-Birkenau et les pessimistes à New York ! Il est plus prudent d'être pessimiste, de se persuader que l'option d'une extinction est très possible et qu'il serait vital de s'exiler en désargence. Partir de cette

hypothèse, c'est décider de sa survie, c'est envisager une autre forme de société possible, la mettre en œuvre dès aujourd'hui. Croire envers et contre tout en une solution technologique, une révolution des mentalités, un homme providentiel qui nous remettrait sur le bon chemin, c'est attendre passivement la "nuit de cristal", c'est se garantir une totale impuissance au pire moment.

Pétitions : Chaque jour, je reçois une ou plusieurs pétitions qui chacune se justifie. Les motifs de colère et d'indignation ne manquent pas. Une des dernières en date : « *Total s'apprête à étendre ses activités dans l'Arctique. Et le pétrolier est sur le point d'obtenir des fonds de l'État français pour le faire...L'argent public continue de financer la crise climatique au lieu d'être investi dans un véritable Green New Deal juste pour tous...Le système financier alimente l'effondrement climatique qui détruit nos vies et notre avenir commun....* » Tout est juste dans ce plaidoyer et nous sommes tentés de signer, sans trop y croire cependant.

Car *l'accusé*, en l'occurrence Total, et son financeur étatique savent très bien que l'Arctique est fragile, qu'il conditionne fortement l'état de toute la planète, que des millions de gens réprouvent l'hégémonie du pétrole. Mais ont-ils vraiment le choix ? Ne sont-ils pas les jouets d'une logique que les signataires de pétitions eux-mêmes acceptent dans leur vie pratique et quotidienne ?

La pétition est la parfaite illustration de l'impuissance dans laquelle nous réduit le système marchand. Nous demandons l'arrêt du nucléaire sans accepter de se priver d'électricité, nous prenons notre voiture pour aller manifester en faveur de l'arrêt des recherches pétrolières, nous nous indignons de élevage intensif tout en achetant de la viande à bas prix dans des supermarchés... Et si les puissants écoutaient nos pétitions, nous pétitionnerions alors pour sauver nos emplois, notre pouvoir d'achat, nos appareils connectés que les précédentes pétitions auraient mis en danger !

Dans une société a-monnaire, plus besoin d'emploi, de pouvoir d'achat, d'appareils numériques en perpétuel évolution. Plus besoin de se battre contre des entreprises et des États qui nous sont inaccessibles et si loin de nos conditions de vie. S'il y avait une pétition à signer, ce serait celle qui réclamerait la suppression *de l'argent et de la valeur, de la mar-*

*chandise et du travail, de l'État et du marché*¹ et qui serait adressée à tous les citoyens, du SDF au milliardaire, du manœuvre au Président (en tant que citoyen et non de président), juste histoire de se compter, de se sonder !

S'il y avait aujourd'hui une pétition à faire circuler, elle serait adressée à tous les signataires potentiels. Elle expliquerait que rien ne sera résolu si nous ne sommes nous-mêmes résolus à ne plus être asservi par l'argent. Elle demanderait à tous, du plus humble des citoyens au plus prestigieux des potentats, de hâter le saut dans la modernité, la seule qui soit viable, dans une société post-monnaire. Chacun peut y faire sa part comme disent les Colibris, en proposant une idée, en pointant du doigt une vieille impasse, en acceptant le débat, en changeant son mode de vie, en cessant de vendre et d'acheter ce qui n'est pas immédiatement vital, en sabotant le vieux monde, en promouvant de nouvelles pratiques, en cessant de voter pour ne pas avoir à s'engager, en ne n'écouter plus aucun média qui soit financé autrement que par ses abonnés, en occupant les ronds-points mais cette fois pour construire et non réclamer, etc.

Peuple : Qu'il se soit constitué par le sang, le sol ou l'histoire, le peuple est l'ensemble des gens qui se reconnaissent comme tels. Jean-Paul Curnier² nous explique que *"le politique s'est assujéti à la réalité économique au point que le pouvoir est dirigé sans conscience. Étant toujours soumis à la délégation du peuple, il était donc nécessaire de disloquer ce peuple. Il est désormais vu comme essentiellement négatif au point que toute référence au peuple est devenue populiste. Le peuple ne peut comprendre la complexité du monde et les gouvernants ne font qu'obéir aux impératifs de la réalité. L'intelligence n'est plus nécessaire aux dirigeants, suspecte chez les dirigés."* Et il en conclut que *"chacun est seul, individualisé, face à un pouvoir absolu et incompréhensible. Le sentiment d'impuissance total crée la peur et donc le consentement, la soumission."* Tout est dit dans ce texte...

Le terme de Peuple, avec une majuscule, a été d'autant plus utilisé qu'il a été dévoyé. Aujourd'hui, le terme de peuple qui représente une entité sociale partageant une culture, une histoire, des lois communes, est devenu dans les esprits "la populace" et quiconque défend le peuple est taxé de populisme. Le peuple ne comprend rien à la complexité du monde, aux

1 Voir Anselm Jappe, *La société Autophage*, éditions La Découverte, 2017, p. 236.

2 Curnier Jean-Paul, *Prospérités du désastre*, éd. Lignes, 2014.

impératifs de la réalité à laquelle sont confrontés les politiques. Les experts ont remplacé la pensée du politique et du peuple ! Sachant que les peuples se mettent parfois à réfléchir, surtout quand ils se constituent en une communauté, ce qui est bon pour le libéralisme est tout ce qui désagrège les velléités de communauté, ce qui est mauvais, c'est tout ce qui tend à les rassembler. Pris individuellement, l'homme n'a plus que la peur comme moteur, et la soumission à une instance qui le dépasse comme issue.

A partir du simple mot de *peuple*, on voit que le leitmotiv de la désargence, "*redonner aux usagers la maîtrise de leurs usages*", est de plus en plus d'actualité. Le peuple s'oppose à l'élite, comme l'eau s'oppose au feu. Cela signifie que le peuple est incapable de produire de l'intelligence, du génie, que l'élite est indispensable au peuple, vitale pour sa survie. Qui nous l'a fait croire quand tant de contre-exemples nous prouvent le contraire ? Nous connaissons tous des gens du peuple qui ont éclairé le monde, des élites en pleine déconfiture, coques vides ne tenant plus que par l'apparence. Le peuple est capable de produire des élites, les élites font partie du peuple. L'humanité n'est qu'un immense chaudron où cohabitent l'eau et le feu, seul l'esprit marchand met la pagaille dans le chaudron...

Philanthropie des riches : « *Mark Zuckerberg et son épouse Priscilla Chan s'engagent à donner 3 milliards de dollars, via leur Fondation, pour éradiquer de nombreuses maladies* » (titre de journal). Il est de bon ton chez les milliardaires de créer des fondations visant à réduire les inégalités qu'ils ont provoquées. Leur credo : *l'initiative privée, qui a prouvé son efficacité sur le marché* (sic), est aussi *la mieux à même de résoudre les grands problèmes sociaux de la planète* (re-sic).

Avoir autant de biens quand tant d'autres en sont si démunis ne peut être justifié par autre chose que le mérite. Ce n'est pas neuf, les riches de l'ancien régime justifiaient leur position en lançant des petites pièces aux pauvres de la rue, évitant ainsi l'enfer, d'où l'expression encore en usage aujourd'hui, "*jeter l'argent par la fenêtre*" ! La philanthropie fournit une justification de la richesse. Cette posture humanitaire ressemble étrangement au système des compensations écologiques : Je pollue d'un côté mais je préserve ailleurs. Financer des zones préservées m'autorise à polluer comme réduire les inégalités par ma fondation m'autorise à sous prolétarianiser ailleurs.

Que l'on jette son argent par la fenêtre, que l'on finance une ONG,

où que l'on préserve un petit coin d'Amazonie, le geste reste tout de même une insulte à ceux qui sont sensés profiter de cette manne, même si le geste est habillé d'une rhétorique distributive ou de l'hypocrite partage équitable ! Mais à l'époque dite moderne, cette philanthropie prend un aspect plus politique que religieux, à moins que la politique soit une nouvelle religion...

La fondation Bill et Mélinna Gates rivalise de générosité avec la fondation Chan-Zuckerberg qui finance l'OMS via des campagnes de vaccination en Afrique. Si on met en perspective ces milliards distribués par les maîtres de Facebook et Amazon et les positions politiques qu'ils ont pris quant au "Nouvel Ordre Mondial", on est en droit de se demander ce qu'il y a d'humanitaire dans leurs engagements respectifs....

Supprimer l'argent tuerait les Fondations et les pauvres n'auraient plus besoin d'humanitaires. J'appelle cela de l'émancipation, mais les émancipateurs actuels n'y croient pas. Serait-ce en raison du prestige que l'on tire à aider l'humanité qu'on refuse de voir l'évidence ?....

Photosynthèse : Nos sociétés modernes présentent tous les aspects d'une boulimie énergétique pathologique. Plus les progrès techniques évoluent, plus ils exigent de l'énergie, plus le niveau de vie s'élève, plus nous consommons de l'énergie. Les ressources énergétiques n'étant pas infinies, nous courons vers la pénurie d'énergie avec l'inconscience des moutons de Panurge.

Pourtant la nature consomme bien plus d'énergie que nous avec la photosynthèse. Si nous étions capables d'utiliser le même procédé qui produit les végétaux, nous aurions une énergie en quantité infini, sans pollution et de manière décentralisée. Depuis 450 millions d'années, les végétaux transforment du CO₂ en le combinant à la lumière du soleil. Le résultat, c'est de l'oxygène et du sucre, donc de l'énergie ! Nous ne sommes pas près de manquer de carbone et d'énergie solaire, mais nous ne savons pas reproduire ce que font naturellement les plus modestes représentants du phytoplancton !

Pour l'instant, nous savons utiliser les produits de la photosynthèse (céréales ou algues) pour fabriquer du biocarburant mais tous les procédés connus restent plus coûteux que l'atome ou le pétrole et détournent trop de terres normalement dévolues à l'alimentation humaine. On sait également reproduire la première phase de la photosynthèse qui consiste à capter l'énergie solaire pour séparer l'hydrogène de l'oxygène, soit une électrolyse

qui elle même réclame beaucoup d'énergie. Si les recherches sur ce sujet sont nombreuses et fascinantes, elles sont loin d'aboutir à des applications industrielles à grande échelle. Il n'est pas exclu qu'un effondrement soit plus probable que la maîtrise de la photosynthèse. C'est dommage car une seule journée de soleil suffirait aux besoins de l'humanité sur une année !

Il est curieux de mettre en parallèle l'énergie que nous mettons à en produire puis à la gaspiller, la puissance de la science moderne et des technologies et la situation dans laquelle nous sommes englués. Un médecin, à propos de la gestion de la crise sanitaire, a écrit un livre intitulé *Y a-t-il une erreur qu'ils n'ont pas commise*¹. On pourrait écrire un même livre, doté d'un même titre, à propos de la gestion de la crise énergétique ! Il apporterait sans doute beaucoup d'eau au moulin d'une désargence...

Pisciculture : La pêche intensive détruit peu à peu les ressources halieutique naturelles. Mais la demande de poissons augmente sans cesse. La réponse logique serait de préserver les mers, de créer des zones protégées de reproduction, d'interdire les chaluts destructeurs des fonds et les filets électriques meurtriers, voire interdire la pêche des poissons femelles (les dauphins savent faire cette sélection quand ils encerclent un banc de poissons avec leurs bulles, les hommes pas encore).

La réponse capitaliste c'est l'élevage de poissons. Mais les poissons se nourrissent de poissons, de plancton, d'algues. La solution est donc de fabriquer des farines de poissons. Or, on s'aperçoit qu'il faut 1,5 kg de poisson pour produire 1 kg de poisson d'élevage. Dans un premier temps, la pisciculture étant considérée comme une avancée technologique majeure, a été grassement subventionnée. Mais malgré cela, la rentabilité n'est pas suffisante. On a remplacé alors les farines de poisson par des farines et des huiles végétales. Les poissons sont en moins bonne santé mais les laboratoires innovent dans des traitements efficaces pour les poissons, mais qui influent négativement sur l'alimentation humaine. Peu importe ! Après tant d'investissements, un retour en arrière serait douloureux.

En plus, pour fabriquer ces farines et huiles végétales, il faut bien utiliser des terres agricoles, lesquelles nourriront non plus les humains mais les poissons. Oui, mais les humains mangent aussi les poissons... Basta ! Le système marchand rend fou ! Nous avons des pêcheurs compétents et res-

1 Livre écrit par le professeur Christian Perronne, éd. Albin Michel, 2020

pectueux de la nature, ils ne gaspillaient pratiquement pas, ils nourrissaient le monde de façon durable et suffisante et pour un prix abordable par les peuples. On les a consciencieusement éliminés, vive le progrès !...

La mondialisation n'a rien arrangé. Lors de l'embarquement à bord d'un ferry pour la Grèce, j'ai vu un immense camion transportant des bassins remplis d'alevins destinés à la pisciculture grecque. Interrogé, le chauffeur portugais du camion m'a expliqué qu'il était moins cher pour les Grecs d'acheter les alevins à l'étranger que de les produire eux-mêmes. De la région de Porto au Portugal jusqu'à Ancône en Italie, ce camion-vivier aura donc parcouru 2 360 km (environ 23h de route), puis 723 km d'Ancône à Igoumenitsa, en Grèce sur le ferry (17h de traversée). Les alevins sont fragiles et ne doivent pas être stressés par un tel voyage. Le camion-viviers doit donc conserver une température de l'eau et son oxygénation stable. Durant les temps de poses sur l'autoroute, les longues attentes sur les quais du port, les pompes et climatiseurs fonctionnent sans une minute d'arrêt. Et tout cela reviendrait moins cher que de produire localement des alevins ?... Le monde est devenu fou, du PDG de société internationale de poissons d'élevage, jusqu'à son chauffeur routier !

Pivot : Base essentielle sur quoi tout repose, clef de voûte, axe. C'est exactement la fonction que remplit l'argent. L'image du *pivot de l'argent* est largement utilisée par les tenants d'une désargence qui, systématiquement, tentent de montrer comment n'importe quel sujet ou objet de la vie quotidienne, du plus prosaïque au plus poétique est impacté par l'argent. Rien ni personne n'y échappe, pas même les quelques individus qui tentent de s'en débarrasser.

Quelques aventuriers peuvent se vanter de vivre sans le moindre sou pendant des années, y compris en voyageant ou en exerçant diverses activités. Ces exploits sont "extra ordinaires", ce qui rappelle sans cesse que le reste est "intra-ordinaire". Ils n'échappent donc pas totalement à l'empreinte de l'argent et ne sont que la pellicule négative d'une image en positif de la réalité... C'est cette difficulté à sortir d'un cadre aussi contraignant que celui de l'argent qui mit en exergue le slogan devenu célèbre de Jean-Paul Lambert : "*On arrête de ruser, on abolit !*"

Toute stratégie qui rend ordinaire ce que l'on voudrait rendre obsolète relève en effet de la ruse intellectuelle ou de l'aveuglement.

D'ailleurs, le chantre de la gratuité, Benjamin Lesage¹ explique avec force détail dans son livre comment, en compagnie de deux copains, ils ont été des Pays bas au Mexique en passant par l'Afrique du nord, en s'en remettant à ceux qu'ils croisent sur la route pour la nourriture, l'hébergement, le transport, le tout complété par l'échange et la récupération. C'est fort sympathique, humainement enrichissant, mais voit bien que l'échange est encore là. Il faut bien qu'une personne paye les charges de sa maison pour héberger les voyageurs, qu'il travaille pour les nourrir, qu'il y ait des salariés, des usines, des matières premières pour monter sur un vélo offert. Sans l'argent, le commerce, l'usine, pas d'échange possible, même un échange de bons procédés. En outre, ces trois sympathiques jeunes hommes ont eu beaucoup de chance. Sans un sou en poche, comme ils disent, ils auraient pu mourir de faim, de soif, d'une banale appendicite sans la générosité des gens qu'ils rencontraient.

Si Benjamin Lesage en est arrivé à souhaiter une généralisation de son système et à prôner une société sans argent, il continue à la penser dans le cadre capitaliste qui lui fournit a minima ses généreux donateurs. Sa démarche est intéressante, préfigure *l'économie de demain* sans argent. Mais c'est possible pour une personne, avec deux copains si on le veut. Au-delà, et a fortiori entre deux pays, cela ne dit rien sur la possibilité des échanges sans monnaie. Étant intelligent il y viendra, mais en attendant, il ruse !...

Plan B : L'effondrement progressif du système monétaire a été accompagné par l'émergence de multiples *Plan-B* proposant de nouveaux modèles économiques et politiques : relocalisation de l'économie, gratuité étendue, placements éthiques, Amaps, SEL, trocs, banques de temps, crypto monnaies, distributisme, Revenus d'existence.... La liste de ces alternatives est considérable, sans qu'aucune ne remette réellement en cause les fondements du système.

Sur le plan politique plusieurs Plan B ont été proposés dont les plus célèbres, celui du Grec Alékos Alavanos qui proposait la sortie immédiate de l'Europe et de l'euro, celui du Français Jean-Luc Mélenchon qui propose toujours une nouvelle constitution nationale et une Europe radicalement transformée, démocratisée. On peut aussi citer Die Linke en Allemagne, Podemos en Espagne... Aucun de ces Plans B n'a réussi à percer jusqu'à

1 Benjamin Lesage, *Sans un sou en poche*, éd. Flammarion, 2015.

présent, sans doute parce qu'ils laissent entendre qu'un Plan A reste une option quand tout démontre qu'une sortie complète du système politico-économique n'est pas une option mais le seul réalisme possible.

Toutes ces propositions anticapitalistes, altermondialistes, écologistes, libertaires, autogestionnaires..., gardent en tête l'esprit marchand, une forme de capitalisme à visage humain, un système démocratique représentatif et non direct. Il faudra beaucoup de temps et de réflexion pour comprendre qu'instaurer un label de qualité (bio, équitable, local...) n'est pas autre chose qu'accepter tacitement que l'on puisse produire et vendre des produits non labélisés d'une qualité déplorable et produire un Plan B en politique, c'est accepter que le plan A puisse être acceptable !

Il faudra encore beaucoup de temps aux casseurs de pub pour entendre que leur légitime lutte anti publicité ne change rien au principe de la concurrence, aux promoteurs de monnaies locales qu'ils deviennent de facto des banquiers et des agents de change, aux fanatiques du troc et de la récupération qu'ils préservent l'échange, lequel est tellement plus simple avec un convertisseur universel. Il faudra beaucoup de temps à tous ceux-là pour entendre l'oxymore dans les expressions telles que économie sociale et solidaire ou commerce équitable...

C'est même vrai au sujet de réformes structurelles. « *A vouloir faire rentrer la justice dans les finances, ce sont les finances qui rentrent finalement dans la justice* » écrivait Bernard Charbonneau (penseur français, 1910-1996, acteur important de *La Gueule Ouverte*¹)....

Planification : Mes amis de droite me disent que le marché est le meilleur des régulateurs, mes amis de gauche veulent me démontrer que l'économie doit être planifiée. Dans les deux cas, l'argent implique un grand argentier. En effet, comment imaginer une monnaie qui pourrait être frappée par le premier venu ? Comment serait possible l'usage d'un convertisseur universel quelconque (coquillages, or, écriture numérique..) sans que personne ne soit habilité à nommer la valeur de l'unité de compte. Les partenaires de l'échange marchand seraient plongés à tout instant dans une soupe aléatoire propre à créer la pire pagaille !

1 *La gueule ouverte* : Journal écologiste et pacifiste fondé en 1972 par Pierre Fournier, journaliste à Charlie Hebdo. A la surprise générale, le premier numéro s'est vendu à plus de 70 000 exemplaire. Il a cessé en 1977, mais a été relancé en 2017 en version papier et numérique, avec pour sous titre *La fin du monde, et après ?*

Dès que l'on use d'une monnaie de compte, on est en effet contraint d'organiser une gestion centralisée, que ce soit à une petite échelle (comme pour une monnaie locale), à l'échelle d'une nation (monnaie nationale) et a fortiori au niveau international (les devises). Qui dit gestion centralisée de la monnaie dit grand argentier, ministre des finances et FMI. Qui veut une démocratie directe, c'est-à-dire une possible prise de décision également répartie entre chaque individu composant cette société démocratique, aura donc du mal à confier à quiconque l'immense privilège de contrôler la monnaie. Il y a un conflit d'intérêt impossible à résoudre entre l'usage d'une monnaie et le refus du pouvoir, à moins d'imaginer un grand argentier qui aurait un mandat impératif à très court terme et qui serait en permanence sous le contrôle d'une armée d'observateurs scrupuleux et intègres.

Les plus puristes anarchistes eux-mêmes n'ont pas osé proposer de solution concrète à ce conflit d'intérêt. Et pourtant le problème est de taille, car l'institution d'un grand argentier entraîne la constitution d'un État, de l'armée et de la police chargées de pérenniser cet État, d'une immense hiérarchie de fonctionnaires chargés de mettre en œuvre les constants mouvements entre l'Argentier et le peuple, dans un sens ou dans l'autre. Si l'on dépasse un tant soit peu le cadre de la petite communauté humaine, du clan, du collectif, de l'association, ces mouvements vont nécessiter une égale cohorte de fonctionnaires chargés de transporter, contrôler, assurer, protéger, répartir, subventionner, taxer...

L'argent coûte cher en hommes, en temps, en organismes, en bureaux et offices, donc en argent ! Comme disait Woody Allen, *c'est bien beau, l'argent, mais c'est devenu hors de prix !* La planification budgétaire, industrielle, économique est donc intimement liée à l'usage de l'argent sans lequel l'échange marchand est impossible. Est-ce à dire qu'une société qui voudrait se libérer de l'argent et de l'échange marchand, qui se fonderait uniquement sur la gestion de l'accès, serait incapable de planifier quoi que ce soit ?

C'est toute la différence entre la planification et la maîtrise des usages. Une entreprise dans un système monétaire est contrainte à planifier son approvisionnement, sa production, ses moyens de production et de vente, ses investissements. Une SCOP, peut être sans hiérarchie, avec une rotation régulière des fonctions, une délibération en commun avant toute décision importante, mais fait la même chose qu'une entreprise classique, avec les mêmes outils. La différence semble alors être dans les contre-pou-

voirs qui se diluent dans un cadre monétaire, qui s'instaure de facto dans une SCOP (avec les limites cependant qu'impose le système capitaliste à toute cogestion). Il semble bien que ce ne soit pas la taille qui détermine la capacité à limiter les effets pervers de la planification, mais bien l'argent.

La Société de l'Accès que nous préconisons n'aura donc pas de plan quinquennal, pas de grand argentier, mais bien des stratégies déterminant le plus sûr moyen d'atteindre ses objectifs. On me dit que c'est un beau système en théorie mais qu'il est lent, bavard et conflictuel à l'expérience. Certes, il en sera ainsi au début car la pratique de la délibération, de la démocratie n'est pas innée mais acquise. Elle est impossible à acquérir quand on est en permanence soumis à une planification venue d'en haut, vis à vis de laquelle nous n'avons d'autre choix que de nous y adapter. Il faudra apprendre, ce qui ne se fait qu'en pratiquant, comme la musique..., ou la forge dit-on dans le peuple.

La question de la planification, comme tant d'autres, montre clairement que les catégories pouvoir, hiérarchie, centralisme, délégation, division du travail, etc., sont intimement liées les unes aux autres par l'argent. On pourrait même juger de l'intérêt d'une alternative (ZAD, Scop, gratiféria...) à l'aune de sa capacité à mettre ce lien en exergue ! Peu voient dans le capitalisme qui, il est vrai paraît cohérent, que l'on retrouve sans cesse des enchaînements inéluctables (plan = pouvoir = centralisation = concentration = délégation des pouvoirs = hiérarchies, etc). Il est impossible de briser l'enchaînement sans compromettre la chaîne, tout en sachant bien que la chaîne n'est jamais plus solide que le plus faible de ses maillons. Il faut donc sans cesse la consolider sur le mode autoritaire ce qui induit une autre chaîne qui s'entremêle à la première (insécurité = lois = État = police d'État = répression de toute contestation, désordres, plus de police, etc...)

Plastique : Le plastique est le résultat d'une longue recherche pour produire des matériaux de substitution. En 1862 on invente la Parkésine à partir de cellulose végétale pour imiter le caoutchouc. Puis est arrivé en 1870 le celluloïd pour les boules de billard (l'ivoire devenait déjà rare). En 1907, on invente la bakélite pour les boîtiers de téléphones, les manches de casseroles. En 1926, le BTP s'empare de cette technologie avec le PVC. Les polyamide sont découverts en 1935 et prennent une dimension industrielle avec la fabrication des parachutes durant le seconde guerre. C'est au début des années 1950 que les plastiques commencent à envahir notre quotidien,

jusqu'à la folie actuelle du "sixième continent". Rassemblés en un seul paquet, les 24 400 milliards de microplastiques qui polluent nos océans (550 000 tonnes environ) représenteraient l'équivalent du continent australien !

Malheureusement, ces microparticules de plastiques sont de parfaits supports pour les pathogènes, ils se déposent sur les fonds marins dont on ne sait quasiment rien, ils se dispersent avec les courants d'un continent à l'autre. Il y aura bientôt plus de plastiques que de poissons dans les mers et océans.¹ Les déchets plastiques sur terre (voire enfouis sous terre) n'ont pas fait l'objet d'un recensement aussi précis que pour les océans, du moins à ma connaissance, mais le problème est sans doute pire.

Cette matière, réellement "démocratisée" il y a un demi-siècle, regroupe l'essentiel des incohérences capitalistes. Elle n'a rien d'essentiel et cela ne l'empêche pas d'être omniprésente. Elle pollue sur le long terme sans que personne n'ait réellement pensé les moyens de réparer les dégâts. Elle est fabriquée à partir du pétrole (20% de la consommation mondiale), ressource énergétique qui se raréfie et qui est responsable d'un dérèglement climatique irréversible. Elle reste dans la plupart des cas fragile, laide, non recyclable, mais rapporte beaucoup en terme de profits financiers. Elle suit une courbe de croissance exponentielle (de 204 à 359 mégatonnes entre 2002 et 2017), malgré les mesures prises au niveau international pour en réduire la consommation, dans le cadre de la lutte pour la biodiversité.

La seule solution envisagée, c'est la production de plastiques biodégradables. Mais les industriels ont mêlé sous ce label, ce qui est bioplastique et biodégradable, la première catégorie étant fabriquée à partir d'une source biologique mais pas dégradable pour autant ! Le génie humain est sans limite quand il s'agit de tromper le monde pour plus de profit...

Une Société de l'Accès est la seule véritable solution pour éradiquer ou au moins réduire la prolifération de cette matière incontrôlable, la seule capable de redonner un peu de cohérence à notre existence, parce que la seule à éviter l'écueil principal, le profit financier, l'argent...

Plongeur : La métaphore du plongeur aide à comprendre le passage

1 Pour ceux qui cherchent des renseignements précis, le dernier rapport de l'ONU (2015) sur le sujet est édifiant (en anglais, 520 pages) : <https://www.un.org/regularprocess/sites/www.un.org.regularprocess/files/2011859-e-woa-ii-vol-ii.pdf>

d'une société marchande à la Société de l'Accès. Imaginons le monde marchand en forme de plongeoir. Le système est vieux, branlant, la planche menace de s'écrouler. Les deux pieds au bord de la planche, nous savons bien que toutes les solutions sont vaines, sur le plan économique, écologique, environnemental, énergétique... On sait que dans dix ans, vingt au plus, nous serons obligés de plonger dans un autre monde. Cet autre monde d'en bas, étrange, liquide, inquiétant, nul n'est vraiment capable de nous dire ce qu'il permet avant d'avoir plongé. Brûlant ou glacé ? Propre à s'écraser à l'arrivée ou laissant la possibilité de nager ?

Très peu plongeront sans crainte si on ne leur explique pas comment nager dans le nouvel élément. Notre rôle à nous (mais pas à nous seul, chaque citoyen est concerné) est de montrer qu'après le plongeon hors du système capitaliste, extractiviste, productiviste..., on peut imaginer le crawl, la brasse, la nage papillon... Pour sortir de la métaphore, il faut préparer les gens au grand saut, et comme nous ne pouvons être sûr de rien, il vaut mieux plusieurs options, une Société de l'Accès selon moi, une société de l'utilité sociale ou du commun selon d'autres, le convivialisme ou la cité naturelle pour d'autres encore...

Mais rester sur le plongeoir jusqu'à ce que la planche casse et que l'on soit précipité sans bouée, sans nage appropriée, sans même avoir le temps de prendre son souffle avant de chuter, c'est de l'inconscience. Ceux qui se préparent au grand saut sont pourtant traités d'utopistes, ceux qui prennent le risque d'une chute brutale et improvisée seraient des réalistes, des pragmatiques !

Point de vue : Une même chose peut être vue sous des angles opposés. Le chiffre six vu dans un sens est un 6, vu de l'autre un 9. Pour chacun des deux observateurs, ce qu'il voit est la réalité et l'autre se trompe. Le seul moyen de sortir de la contradiction, c'est d'accepter les deux hypothèses et d'examiner les effets qu'elles produisent. Tout ce qui est dogme, croyance, évidence peut produire des effets désastreux si l'on ne s'astreint pas à l'examiner sous des angles multiples.

Le capitalisme est construit sur des évidences qui se sont confortablement installées dans un point de vue unique et ne sont donc jamais remises en cause. Les conflits d'opinion qui en résultent sont irréductible. Plus la société se rapproche d'un probable collapsus, plus les débats stériles se multiplient. Le droit d'avoir chacun son *point de vue* et l'intolérance vis-

à-vis du point de vue de l'autre font perdre beaucoup de temps et causent beaucoup de dégâts.

L'abolition de la monnaie ne sera pas permise par l'intelligence des protagonistes ou par l'habileté rhétorique de l'un ou l'autre, mais, comme dans toutes les grandes révolutions, elle s'imposera ou pas, sans que nul ne puisse ni s'y opposer ni la promouvoir radicalement. L'arrivée du train à vapeur a connu les mêmes débats pour ou contre, les mêmes rancœurs de ceux qui y perdaient leur métier (cochers, voituriers, maréchaux-ferrants...), de ceux qui piaffaient d'impatience devant ces réactionnaires anti-progrès, et avec autant de violences que deux compères se battant face à un 9 ou un 6 !

L'argent est un neuf pour ceux qui y voient un outil aussi commode qu'indispensable, un six pour ceux qui ne voient que les dégâts induits par l'outil. La croissance est une bonne chose pour l'un, un désastre pour l'autre. L'écologie est punitive ou un espoir. Six ou neuf, tout est là...

Police : Avec les Gilets jaunes, les manifestations pour le climat, contre la réforme des retraites, contre le passe sanitaire, le débat sur la police et ses exactions a souvent fait appel à l'expression *police républicaine*. On peut se demander si cette vertueuse police au service du peuple, lui assurant paix et sécurité, est une survivance du passé ou un mythe utilisé pour justifier que le pouvoir use et abuse de son bras armé.

De Gavroche à Rémi Fraisse, du Préfet Mouquin (l'inventeur du *massage* en 1906) au préfet Lallemand, c'est toujours la même histoire. Qui serait capable de citer une seule manifestation où des policiers républicains auraient tourné leurs carabines? Les militaires l'ont fait (par exemple le 17^{ème} Régiment d'Infanterie de ligne à Béziers en 1907¹). Des policiers, j'en doute. Ils ont toujours obéi, qu'il s'agisse de rafler des Juifs, de "casser du Bougnoule" ou de matraquer des militants. Souvent on se rappelle avec tendresse qu'ils étaient autrefois les "gardiens de la paix. C'est oublier un peu vite que le peuple les appelait "les cagnes ou les Condés ou la Rousse",

1 Cet épisode a été suffisamment exceptionnel pour susciter la chanson *Gloire au 17^e* écrite par Montéhus sur une musique de Raoul Chantegrelet et Pierre Doubis. Ce régiment composé de réservistes et de conscrits du pays, au matin du 21 juin 1907, après que Clemenceau ait fait tirer sur les manifestants de Narbonne, les 500 soldats du 17^e se révoltent, quitte leur caserne de Sète avec armes et munitions, s'installent sur les allées Paul Riquet, la crosse en l'air et fraternisent avec la population de Béziers. L'ampleur de la mutinerie a fait reculé le pouvoir. Les mutins ont été envoyé à Gafsa (Tunisie) dans un bataillon disciplinaire mais sans autres sanctions.

mots issus de l'argot et qui rappelle leur violence et leur vénalité¹.

Il y a pourtant, me dit-on, des policiers de gauche, des syndicats de police socialistes, des individus vertueux qui respectent les droits humains et ont une éthique tout à fait louable. C'est sûrement vrai, mais à quel prix et dans quelle proportion ? Combien arrivent à résister à la pression de leurs collègues, de leur hiérarchie ? Combien osent désobéir à l'ordre inique au risque d'être nommés au fin fond de la Guyane ou de finir dans des placards, très loin de la situation des héros de séries policières qui ont pu les faire rêver ?

Nul n'est obligé d'obéir en toutes circonstances. "*Un homme, ça s'empêche*" disait le père d'Albert Camus²... Si un policier souffre de voir des braves gens se faire massacrer par des *gardiens de la paix*, il peut démissionner, *s'empêcher* ! Il perdra la sécurité d'un salaire, certes, mais en quoi serait-ce plus héroïque que la prise de risque du manifestant ? Il me semble absurde de se plaindre de ses choix personnels, et j'ai du mal à comprendre ceux qui crient parfois "*La police avec nous*". Je préfère, et de loin, l'injonction "*Policier, démissionne*", ou le rappel "*Gloire au 17^{ème}!*"...

Aujourd'hui, nationale, militaire ou municipale, la police est considérée comme indispensable et pourtant honnie par une bonne part des citoyens. Certains corps spécialisés sont particulièrement craints : La brigade anti criminalité (BAC), corps d'élite spécialisée dans le grand banditisme avait des pratiques dites de *cow-boys*, les compagnies républicaines de sécurité (CRS) et gardes mobiles, dotés d'une sombre réputation dans la répression particulièrement violente des mouvements sociaux. Les abus de pouvoir sont constants : délit de faciès, arrestations arbitraires, violences, mises en garde à vue abusives, ripostes disproportionnées, non-respect des règlements, corruptions...

Il existe bien une police des polices (l'IGPN surnommée *bœuf-carottes* pour leur réputation de cuisiner longtemps les suspects) mais qui elle-même est décrédibilisée par sa propension à couvrir les collègues plutôt que de défendre les droits des justiciables.

Comment en est-on arrivé à une telle situation ? Le recrutement des policiers est-il douteux ? Le gouvernement instrumentalise-t-il les policiers pour susciter un climat de peur ? L'encadrement des policiers est-il

1 Dans l'argot *Cogner* = taper sur un clou, *Condé*= celui qui autorise ou celui qui dénonce, *Rousse*= ceux qui patrouillent de nuit.

2 Allusion au livre d'Albert Camus, *Le premier homme*, éd. Gallimard, 2000.

défectueux ? Les historiens mettent plutôt en avant des conditions d'exercices peu à peu perverties par des impératifs financiers, par une logique purement comptable de ces services. Les normes néolibérales appliquées à un corps de police ne peuvent donner que ce résultat : nécessité de faire du chiffre, d'attester d'un nombre suffisant d'arrestations, de contrôles, d'enquêtes réussies, flexibilité du personnel afin qu'il n'ait aucun lien affectif avec la population, mise en concurrence des services, des personnels d'un même service, privatisation de certains secteurs...

Et pour couronner le tout, la justice est elle-même soumise aux lois budgétaires capitalistes : baisse budgétaire sur le personnel administratif, sur la prise en charge des personnes sanctionnées, sur les établissements pénitenciers... Les policiers se plaignent sans cesse d'arrêter des délinquants et de les retrouver libres le lendemain faute de place en prison ou de peines de substitution. Une police agressive et une justice laxiste, de cela nous pouvons remercier l'outil commode de l'argent !

En mai 2021, un policier était tué dans l'exercice de ses fonctions par un malfrat. Des manifestations monstres ont envahi les rues, des ministres se sont déplacés pour soutenir le moral des troupes, les médias se sont déchaînés pour dénoncer l'insécurité croissante des policiers dont la fonction essentielle est de nous protéger. Or, il y a huit fois plus d'ouvriers du BTP que de policiers qui meurent au travail. Les patrons du BTP tuent huit fois plus que les flics-voyous, dans le silence total et complice des médias. Pour un policier tué, on réclame des *peines plancher* et la rigueur des juges, quand, pour un ouvrier tué en construisant nos routes et nos maisons, il n'est question ni de scandale ni de rigueur judiciaire pour les patrons. Tous les hommes sont libres et égaux en droit ! Par tous ces exemples, on voit bien que c'est le système qui est en cause et que les hommes subissent la pression du système, pas l'inverse.

Dans un monde post-monnaire, une police serait forcément de proximité, elle ne serait pas professionnelle mais mandatée par une communauté pour une action précise, limitée dans le temps, quand le besoin s'en fait sentir. Il ne pourra se constituer aucune police, aucun service d'ordre sans contre-pouvoir afin que nul ne soit tenté d'abuser de sa position. L'action menée par une équipe de police serait impérative en ce sens qu'elle serait préalablement définie avec précision, que les acteurs devraient en rendre compte et seraient démis de leur fonction s'ils ne représentaient plus les intentions de la communauté. Et surtout, la fonction de police serait

toujours une charge librement acceptée et n'apportant aucun autre avantage à celui qui l'exerce que la reconnaissance des autres ou le sentiment d'avoir été utile.

Maintenir l'ordre à la demande d'une communauté est toujours un risque en ce sens que cela implique une violence potentielle qui serait légitime. Les meilleurs peuvent se laisser griser par cette légitimité. On a déjà vu des policiers populaires, défendant en théorie de justes droits, se laisser aller à des lynchages, à des répressions disproportionnées et à de basses vengeance. La principale institution qu'une désargence entraînerait sera la fin du salariat. Le volontariat dans les actions de police éviterait de coincer des gens dans une fonction pour laquelle ils sont inadaptés et limiterait les risques de dérapage. Pour autant, tout n'en serait pas pour autant réglé définitivement. Ce serait cependant mieux que l'institutionnalisation de cette fonction que l'argent et la centralité du pouvoir implique...

Politique : Voltaire disait déjà que la politique était *le moyen, pour des hommes sans principe, de diriger des hommes sans mémoire* ! Les principes sont aujourd'hui remplacés par les lois du marché, par l'économie. La plupart des médias, *chiens de garde* du système, dit-on, prennent grand soin de ne jamais mettre un événement, un discours, un programme en perspective, d'en faire la généalogie. Ce que le politique dit peut être en pleine contradiction avec ce qu'il a dit hier. Il peut appuyer une démonstration avec des éléments du passé travestis, sans que personne n'aille vérifier, faute de temps.

Les escroqueries intellectuelles sont utilisées sans vergogne, donnent du grain à moudre aux humoristes, mais très peu de penseurs rappellent que tout est politique, y compris les choix économiques, l'échange marchand, l'écologie, la santé... Et pourtant, si tout est politique, la politique n'a pas de moyen autonome d'intervention. Elle doit toujours se servir de l'argent, doit financer les moindres décisions qu'elle prend. Quand la politique sera à la fois (mais seulement) l'outil de régulation des conflits et l'établissement des choix à long terme, quand ces choix seront posés par un consensus local, régional, national ou international, toute référence à une politique, dans un quelconque document sera replacé dans son contexte et son histoire par les commentateurs, sous peine d'amateurisme...

Ce dictionnaire a été clos quelques mois avant l'élection présidentielle des 10 et 24 avril 2022. Parmi les candidats qui tous promettent la

lune évitent soigneusement les sujets qui fâchent, une femme se détache du lot, ce qui est tout de même à signaler. Dès le début de la campagne en septembre 2021, elle a marqué sa différence. Écologiste, féministe, anticapitaliste, Sandrine Rousseau ne promet pas la lune mais nous avertit que nous risquons très concrètement un effondrement global qui ne serait pas une partie de plaisir. Elle a été immédiatement qualifiée de radicale, ce qui signifie pour les médias utopique, inconsciente, dangereuse, révolutionnaire... Elle n'a pas nié sa radicalité et a expliqué qu'il y a des moyens concrets de réduire le chômage, pas de l'éradiquer, que l'effondrement peut être évité mais avec une perte notable de confort, que la tâche est immense et devra s'opposer à l'Europe, au Grand Capital, au conservatisme de tous bords. Enfin une candidate qui promet un changement des mentalités autant que des structures économiques, bref de la sueur, des dangers, des efforts, des pertes d'avantages que l'on croyait acquis. C'est assez rare et courageux pour qu'on le signale. Reste à savoir si elle passera le cap des primaires et si elle obtiendra les 500 signatures d'élus.... D'ici que tout cela soit connu, il peut se passer tant de choses que nous ajouterons un article à son nom dans la partie Noms Propres.

Pollution : Voilà bien le sujet qui préoccupe tout le monde, car sans frontières et transversal à toutes les classes sociales. Certes, les riches sont généralement logés loin de la pollution industrielle ou agricole, les beaux quartiers sont dans les espaces les mieux aérés et les plus protégés du trafic routier. Mais ils partagent avec nous la pollution diffusée par les innombrables molécules de synthèse que nous respirons, ingérons ou appliquons sur notre peau, avec lesquels nous sommes en contact fréquent, quotidiennement: crèmes, plastifiants, pesticides, dioxines, retardateurs de flammes, dans les voitures, les téléphones portables, les ordinateurs, les vêtements, le mobilier, etc. Aux États-Unis, le *Toxic Substances Control Act* en a répertorié 84 000, chiffre sous-estimé car curieusement, les pesticides, les additifs alimentaires et les cosmétiques n'entrent pas dans cette liste !

Pourquoi tant de produits ajoutés sinon pour les profits financiers que l'on peut en tirer ? On sait très bien que ces produits entraînent quantités de maladies, perturbent le fonctionnement hormonal et neurologique. On a calculé que les pathologies associées coûtent plus de 150 milliards par an à l'UE, mais rien y fait. Demander un minimum de bon sens à l'industrie, c'est lui demander de se tirer une balle dans le pied et croire que cela va lui

être agréable ! Rappelons une fois de plus que plus les profits font des dégâts, plus les dégâts font du profits. Tant que nous serons dans un système marchand il faudra faire des profits, et il y aura de la pollution.

A toutes ces pollutions visibles et connues, il faut ajouter les effets sciemment occultés par l'industrie. On sait actuellement que les cocktails de substances chimiques ont des effets différents, qualitativement et quantitativement de chaque produit particulier. Mais, si l'on tient compte des 84 000 substances repérées par le service de prévention américain, on imagine le nombre de combinaisons qu'il faudrait tester pour comprendre les effets cocktail. C'est un investissement tel qu'il est impensable dans un monde marchand soumis à l'impératif du profit. Un capitalisme sans pollution, c'est une nuit sans sommeil, des vacances au travail ou du travail en vacance, de la gymnastique immobile, au mieux un repas sans fromage, et in fine, une pollution durable !...

Pompes funèbres : Profession chargée de l'organisation des obsèques. Jadis confiées aux municipalités, les obsèques ont été privatisées et sont devenues des *pompes à fric*, un marché d'autant plus juteux que rares sont les clients décédés qui reviennent se plaindre, et que les proches, fragilisés en ces moments de deuil, sont prêts à tout pour offrir une sépulture décente au défunt !

Les grandes compagnies de pompes funèbres proposent des prestations extravagantes : cercueils de chêne avec intérieur satin, poignées en cuivre pour le transport, thanatopraxie pour que la mort soit présentable, corbillard style limousine de star américaine, fleurs et couronnes, cérémonies religieuses ou civiles, caveaux en marbre pour les inhumations ou urne finement ciselée pour la crémation, voire transformation des cendres en diamant par chauffage et compression pour les plus riches...

Les entreprises, même les plus sérieuses, tentent d'imposer aux familles les factures les plus lourdes possible. On peut voir d'humbles familles ouvrières s'endetter pour dix ans avec des enterrements ruineux, ne réalisant qu'après coup qu'ils se sont laissés abusés, qu'ils ont cédés à des chantages affectifs, qu'ils n'ont pas eu le moyen de choisir un enterrement à leur mesure. Une indécente escroquerie en bande organisée...

La pratique la plus subtile, est celle des *contrats obsèques* que les gens souscrivent de leur vivant afin de ne pas en laisser la charge à leurs enfants. Les contrats sont souvent obscurs mais paraissent modestes quand ils

sont payés par mensualités et surtout en viager, c'est-à-dire chaque mois jusqu'au jour du décès. On a vu de pauvres vieux ayant payé 15 000€ de cotisations pour des obsèques coûtant 4 000€ sans aucun recours possible par les héritiers ! La marchandisation de la mort est sans doute un des aspects les plus froidement calculateurs du libéralisme. S'il n'y a plus d'enterrements de première, seconde et troisième classe, les écarts entre l'enterrement de luxe et l'enterrement d'un indigent, rappellent tout de même bien ce que lutte des classes veut dire. Et quand une vedette décède, le cérémonial peut friser le délire. L'enterrement de Johnny Halliday en décembre 2017 fut grandiose : en présence du Chef de l'État, un exceptionnel défilé de motards, une grande messe à la Madeleine suivi par 15 millions de télé-spectateurs, une inhumation au cimetière de l'île Saint-Barthélemy dans les Caraïbes, et qui s'est clos par une guerre très médiatisée entre les héritiers de cette famille décomposée, six fois recomposée.

Une partie du coût de cette mise en scène aurait été payée par le gouvernement nous disent quelques mauvaises langues (il serait question de 1,4 millions). Nous ne savons pas le coût réel de cette cérémonie, c'est peut être mieux. La comparaison qui a été faite par plusieurs personnalités avec l'enterrement de Victor Hugo n'est pas en faveur de notre temps : plus de deux millions de gens ont suivi le corbillard de Hugo le 1^{er} juin 1885, simplement voilé d'un drap noir, ce que l'écrivain avait prévu dans son testament : « *Je donne cinquante mille francs aux pauvres. Je désire être porté au cimetière dans leur corbillard.* » Autre temps, autres mœurs...

Quand les profits financiers n'existeront plus, espérons que les obsèques redeviennent ce qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être, des moments d'intimité, d'hommage, d'accompagnement des proches qui n'ont rien à faire de poignées en cuivre et de lincaux satinés !

Populicide : Ce terme est apparu pour la première fois sous la Convention thermidorienne (1794), sous la plume du révolutionnaire Gracchus Babeuf, pour désigner les exactions commises pendant la guerre de Vendée sur les Chouans. Le terme populicide est repris fréquemment aujourd'hui mais plus pour rappeler Babeuf lui-même que pour stigmatiser l'extermination systématique d'un peuple de Chouans.

Pourtant, ce terme pourrait parfaitement être appliqué à nombre d'événements bien contemporains. La Grèce a été pressurée à un point tel que le nombre de suicides, de malades décédés faute de soins, d'accidents

mortels dus à des psychismes en déroute aura sans doute fait plus de morts que l'occupation allemande (1941-45). Le traitement de la crise sanitaire de la Covid fera en France plus de morts que le virus lui-même. Les historiens finiront par en faire le calcul et prouver ce qui aujourd'hui ne peut être qu'intuitif.

La crise économique grecque et la crise sanitaire française ont considérablement brisé les liens sociaux, détruit les solidarités, annihilé les résistances, bridé la sociabilité. Ces deux cas, pour ne citer qu'eux, vont induire des dommages collatéraux inouïs mais difficilement traduisibles en relations de causes à effets. On se doute pourtant que les morts directes ajoutées aux dommages polymorphes et collatéraux auront dangereusement affaibli un peuple et que le terme de populicide est bien d'actualité.

La mondialisation qui a peu à peu transformé la planète en un immense Monopoly pour multinationales en quête de profits financiers sera très certainement analysée comme un populicide mondial d'ici quelques années. Il en sera de même au sujet de la crise environnementale qui va jeter sur les routes de l'exil des millions de réfugiés climatiques, de miséreux privés d'eau et de terre arable dans leurs pays. « *Quand les populicides ne font pas de bruit, c'est que la populace est en passe de remplacer le peuple* » a écrit Michel Onfray avec lequel, pour une fois, je suis d'accord !¹

Il n'est pas impossible que Gracchus Babeuf retrouve d'ici peu une notoriété et une audience que sa décapitation à Vendôme le 27 mai 1797 au nom de la Révolution ne laissait pas prévoir. Babeuf avait préfiguré le communisme et l'anarchisme au XVIII^e siècle, il pourrait devenir la figure emblématique d'une société post-monnaire avant le milieu du XXI^e siècle...

Populisme : Anathème utilisé pour disqualifier tout opposant en désignant celui qui tenterait de caresser le peuple dans le sens du poil pour en tirer un profit politique ou simplement pour acquérir une audience à peu de frais. Cela laisse entendre que le peuple dont il est question est influençable et assujéti aux affects les plus vils. C'est donc une insulte qui fait coup double : salir celui qui pense et rabaisser le peuple au rang de populace. Il est donc bon d'en faire la généalogie pour comprendre ce que populisme veut dire.

Il semble que l'acceptation actuelle du terme soit apparu en 1975

1 Opinion exprimée par Michel Onfray dans sa chronique mensuelle dans sa chronique du 15 septembre 2015.

via François Duprat, militant d'extrême droite et essayiste, numéro deux du Front National. Jean-Marie Le Pen avait loué dans un discours une *droite nationale, sociale, populaire et latino-américaine*, Duprat en fit une formule englobant tout cela sous le terme de populisme. Pour tous les démocrates, l'extrême droite française est ainsi devenue "populiste".

Léon Lemonnier, écrivain et critique littéraire en avait déjà fait usage en 1929 pour désignait une *nouvelle école littéraire* soucieuse de raconter la vie des gens modestes. Lui-même avait emprunté le terme à Grégoire Alexinsky qui stigmatisait en 1912 les thèses de type socialiste qui venaient de Russie. Il est déjà clair que la notion de populisme peut servir aussi bien la droite pour critiquer la gauche que l'inverse.

À l'époque de Hugo et Zola, la même ambiguïté se retrouve entre ceux qui avaient une haute idée du peuple, et ceux qui s'en méfiaient. Ce mot, décidément, attrape tout et son contraire, la démagogie ou l'arnaque intellectuelle des représentants du peuple, en passant par le communisme et la droite nationaliste. En 1931, a été décerné pour la première fois le *Prix du roman populiste* à Eugène Dabit.¹ Ce prix littéraire existe toujours (dernier lauréat 2021, Samira Sedira pour *Des gens comme eux*). En 2012, le jury s'est contenté d'ajouter à son intitulé *prix Eugène Dabit du roman populiste*, ce qui est courageux au moment où *populiste* devenait clairement une injure.

Aujourd'hui, quiconque est contre la doxa, critique l'Union européenne, le libéralisme, la croissance, ou manifeste une sympathie pour un mouvement populaire est aussitôt classé sous l'étiquette populiste, au point qu'une auto censure s'est établie. Pour ne pas être aussitôt disqualifié, les journalistes évitent certains mots ou sujets qui pourraient leur valoir une mise au placard médiatique voire un licenciement. Cette insulte peut s'adresser à Marine Le Pen autant qu'à Jean-Luc Mélenchon ou à un chercheur universitaire (ce dernier sera en plus islamo-gauchiste s'il entre de gré ou de force dans la case populiste). C'est commode pour le pouvoir en place, ça empêche de penser, et pire, ça brouille tout dans un *gloubi-boulga*² intellectuel que plus personne ne comprend.

1 Eugène Dabit (1898-1936) est un écrivain prolétarien, auteur à succès de *L'Hôtel du Nord* dont sera tiré le film de Marcel Carmé avec Arletty et Jouvett.

2 Gloubi-boulga : plat préféré du dinosaure Casimir, héros d'une série télévisée pour les jeunes enfants (*L'île aux enfants*) datant de 1974. Cet infâme repas, composé de moutarde-chocolat-banane-saucisse crue..., faisait rire les enfants.

Je me suis demandé si le fait d'abolir l'argent calmerait ce jeu sémantique malsain. Certes, en redonnant aux usagers la maîtrise de leurs usages, en ramenant l'État à une gouvernance ponctuelle et circonstanciée, en libérant les médias de la pression financière, le joli mot de peuple reprendrait le sens qu'il avait pour Victor Hugo : « *Le peuple seul a l'instinct du génie...* » Hugo faisait bien la différence entre peuple et populace : « *La populace ne peut faire que des émeutes. Pour faire une révolution, il faut un peuple.* » Cela veut bien dire que le peuple pense, et que la populace réagit. Quand on dénie au peuple la capacité ou le droit de penser, on le rabaisse volontairement et injustement au rang de populace !

Postulats économiques : Ils sont nombreux les postulats économiques qui sont considérés comme des évidences sans jamais être démontrés. Les économistes qui s'y attaquent sont considérés comme hétérodoxes et taxés de charlatanisme, d'idéalistes, de négationnistes, voire de comiques. Seulement 5% d'entre eux accèdent à des postes de responsabilités ou à des postes universitaires ! En voici une petite recension non exhaustive, loin s'en faut :

- La mondialisation est optimale, notamment pour les consommateurs qui en sont les grands gagnants.
- Le secteur financier est d'autant plus efficace qu'il est dérégulé.
- Les chômeurs retourneraient plus vite au travail si on diminuait leurs allocations chômage.
- L'homme est un agent parfaitement rationnel, et surtout très matérialiste.
- Le profit financier est le meilleur moteur de l'activité humaine.
- La croissance est obligatoire sous peine de récession.
- Le PIB, le taux d'inflation, la productivité, la compétitivité, etc. sont des indicateurs de la santé d'un État.
- L'accumulation du capital est la seule voie possible pour aller vers le progrès.
- Le capitalisme est indépassable et ne peut supporter que des régulations.
- Sans perspective de gains, pas d'investissement, et donc pas de production ni de consommation.

On est en droit de se demander comment tant de contre vérités, tant

de postulats confondus à des axiomes peuvent être soutenus par tant d'éminents spécialistes et aussi durablement. On peut s'étonner que les recherches et prospectives des désargentistes soient critiquées par ces spécialistes sur la base des erreurs logiques qui affectent l'économie marchande. Si nous posons le postulat d'une société exempte d'argent et d'échanges, ce n'est pas en croyant poser un axiome (dans ce cas nous n'aurions rien d'autre à faire que d'attendre que cela advienne). Si nous proposons une autre conception de la société, du progrès, des usages, ce n'est pas en évoquant d'autres dogmes, mais en imaginant d'autres modèles, bien concrets, fondés sur des analyses autant que sur l'expérience passée, en se méfiant comme de la peste de tout ce qui pourrait ressembler à une panacée...

Pourboire : *"Le pourboire est une somme d'argent remise par le client à un travailleur salarié. Même s'il reste traditionnel dans certains corps de métiers (garçon de café, ouvreuse de cinéma, pompiste, etc.), il est toujours facultatif et laissé à l'appréciation du client".* C'est l'explication que donne le gouvernement français sur son site "économie.gouv". Le dictionnaire parle d'une gratification en plus de la rétribution normale d'un service. Edmond de Goncourt, dans son *Journal* (1887) précise que *cette générosité essentiellement française, prouve l'humanité d'une nation et ajoute au salaire un peu de joie, de bonheur, d'ivresse.* Dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, un restaurateur aurait eu l'idée de mettre sur le comptoir un pot sur lequel était inscrit : *To Insure Promptness*, pour assurer la rapidité (du service). L'acronyme TIP est devenu un mot traduit en français par *pourboire*.

Laisser un pourboire au serveur du café, cela suppose que le salaire est trop faible pour que le serveur puisse se servir lui-même à boire, activité que l'on sait essentielle, bien avant la nourriture, le logement, l'entretien d'une famille. Cela suppose aussi qu'il est normal qu'un salaire soit trop bas pour boire à son aise et que la générosité des uns doive compenser la cupidité patronale.

Il est devenu d'usage de laisser 10% du prix de la consommation sur la table du café ou du restaurant. C'est ce qui permet de maintenir les bas salaires des serveurs au motif qu'ils sont compensés par les pourboires. Peu se demandent si en absence de pourboires, les salaires n'auraient pas augmenté et si la "générosité" des clients ne sert pas d'alibi. Après tout, si le prix des consommations était augmenté de 10%, les patrons pourraient

payer 10% de plus en salaires. Ce pourcentage se répercuterait sur les retraites comme sur les taxes et impôts pour le bien de tous. L'inconvénient de la suppression des pourboires, c'est que l'on perdrait un important marqueur social. Le pauvre laisse un maigre pourboire, le riche un gros pourboire, le flambeur un royal pourboire, et chacun est ainsi classé, étalonné. Beaucoup restent attachés à ce marqueur social, parfois le seul privilège qui reste au pauvre par rapport au plus pauvre.

Décidément, l'argent fait feu de tout bois pour figer les inégalités sociales...

Pouvoir : Le pouvoir est une drôle de chose dont il faut bien se demander pourquoi on le recherche tant, comment on l'obtient, comment on le préserve, comment on l'exerce ? On dit souvent que le pouvoir corrompt les meilleurs, les anarchistes disent qu'il est addictif, que quiconque se le voit confier risque fort de ne plus jamais vouloir le rendre ! Mais rares sont ceux qui sont devenus président de la République ou d'une Société de pêche à la ligne, PDG d'une multinationale ou haut fonctionnaire, sans l'avoir un peu cherché.

Il semblerait bien qu'il y ait une sorte de pathologie à rechercher le pouvoir ou à le conserver. Il est difficile de ne pas faire le rapprochement avec le "pervers narcissique" qui jouit du pouvoir qu'il prend sur l'autre, qui ne peut contrôler cette jouissance et donc n'a plus aucune limite. Le capitalisme a su utiliser cette pathologie avec cynisme et brio, et la plupart des hommes politiques, des chefs de grandes entreprises, des hauts fonctionnaires en montrent les symptômes, parfois discrets, parfois outranciers.

Certes la recherche du pouvoir ne concerne pas que les personnalités haut placées. On retrouve cette maladie dès l'école primaire, chez les chefs de rayon des supermarchés, dans le cadre familial, dans tout système hiérarchique... Toutes les gradations étant possibles, la plupart des cas passent inaperçus et ne montrent guère d'efficacité. Quand la pathologie est là, bien installée chez un chef d'État ou chez un petit chef, les ennuis commencent, avec là aussi, une intensité de pouvoir plus ou moins grande selon que la victime est un collègue ou un peuple.

Il est possible cependant d'imaginer une société organisée autour de l'idée que le pouvoir est ontologiquement pervers. Le rôle de la politique, du droit, de l'éducation sera alors de le limiter au mieux. C'est le sujet du roman d'Emmanuel Dockès, *Voyage en misarchie* (éd. du Détour, 2019).

Malgré la tendance naturelle à écouter avec indulgence ceux qui ont accepté le pouvoir à haut niveau avec les inconvénients afférents, il faudra bien un jour que le peuple apprenne les dangers de la prise de pouvoir auxquels si peu échappent. Les plus rigoureux, les plus imbus de droiture et de morale s'y sont fait prendre. Nul ne peut être héroïque ou saint en permanence et durablement. Tout discours politique doit être par principe mis en doute, suspect d'un abus quelconque et on peut en dire autant du discours du savant, de l'expert, du spécialiste.

C'est une question de santé mentale qui nécessite un long apprentissage, des outils de décryptage, des exercices de rhétorique. L'école pourrait le faire si elle n'était pas encadrée d'en haut par des ministres rompus à ces techniques et qui n'ont aucun intérêt à se retrouver face à un peuple éduqué. Il faudra donc attendre qu'une désargence ait fait son œuvre et que les usagers éprouvent fortement le besoin de reprendre la maîtrise de leurs usages !

Pouvoir d'achat : La dégradation du pouvoir d'achat s'est fortement accélérée à partir du passage à l'euro au 1^{er} janvier 1999. La facture d'un paquet de cigarettes, d'un repas ordinaire au restaurant, d'une séance de cinéma et d'une tournée au bistrot pour 6 personnes revenait en 1996 à 50 francs (prix relevés dans le carnet de compte d'un consommateur de l'époque). Les mêmes dépenses en euro de 2020 reviendrait aujourd'hui à 46 €, la qualité en moins. Traduit en francs, cela revient à 228,36 fr et passer d'une facture de 50 fr à 228,36 fr en 22 ans, c'est une belle augmentation du cpût de la vie ! A salaire égal, nous vivions bien mieux en 1998 qu'en 2020, les promesses du traité de Lisbonne en 2005 étaient de la pure propagande !

Le calcul d'un pouvoir d'achat est curieusement variable selon les économistes. Les uns nous annoncent une baisse de 2% dans l'année quand d'autres l'évaluent à 5%. Nul ne peut savoir comment est calculé le coût de la vie. Généralement assimilé au "panier de la ménagère", il faut bien que l'on choisisse parmi des milliers de produits ceux qui paraissent les plus indispensables ou les plus courants. Fait-on entrer dans ce panier les seules dépenses incompressibles relatives au logement, aux transports de la maison au lieu de travail, au chauffage ou y ajoute-t-on le prix des bijoux, du yacht, de la cotisation au club de golf ?

L'INSEE calcul l'indice du coût de la vie d'après les prix à la consommation, les coûts de production dans la construction, la consommation des ménages... Les produits consommés, durables ou fongibles, ne sont

pas précisés. On sait seulement que les diverses fonctions sont révisées tous les cinq ans (dernière mise à jour le 14.09.2018). Tout est fait pour que le "panier de la ménagère" reste un objet non identifiable. Que celui qui a une parfaite connaissance du contenu du panier de la ménagère veuille bien me contacter !

Il serait pourtant simple de trouver un ménage avec enfants ayant pour seul revenu un SMIC qui accepterait volontairement de communiquer l'intégralité de ses dépenses sur une année. Un smicard s'accorde très peu de dépenses "non essentielles", y compris sur le terrain du loisir, de la culture, des déplacements et communications ! La comparaison d'une année sur l'autre de ces dépenses donnerait un indice enfin réaliste et compréhensible pour les béotiens ordinaires. Comment se fait-il que nous nous contentions des mystérieux calcul de l'INSEE, qu'aucun haut fonctionnaire n'ait pensé une chose aussi simple et pratique ? Comment s'étonner ensuite que certains "complotistes" y voient des intentions cachées, des pratiques d'enfumage ?

Sans argent, ces comptes d'apothicaire, ces calculs de pourcentage pour évaluer notre revenu réel au fil du temps, deviendraient totalement inutiles. La seule question qui se poserait, serait de savoir si cette année, la production a été plus ou moins suffisante par rapport à la demande, si l'an prochain il faudra prévoir de la réduire pour éviter le gaspillage ou de l'augmenter pour satisfaire tout le monde....

Le pouvoir d'achat est depuis longtemps l'horizon indépassable des mouvements de gauche et des syndicats et le restera encore longtemps. Il n'y a pas une manifestation professionnelle qui n'ait pas quelques calicots réclamant la défense du pouvoir d'achat. On sait tous pourtant que ce pouvoir n'a cessé de fondre depuis l'alignement du socialisme sur les thèses libérales. Il suffit de garder une note de supermarché et de refaire les mêmes achats un an plus tard jour pour jour. La différence saute aux yeux, même si ces achats ne sont qu'une petite partie des charges qui nous sont imposées. Combien de temps va-t-on réclamer justice à ceux-là même qui ont provoqué cette dégradation ? Combien de temps encore ferons-nous du pouvoir d'achat l'alpha et l'oméga du bien être social, donnant ainsi raison aux grands maîtres du capitalisme ? Combien de temps encore associerons-nous, d'une façon aussi incongrue, pouvoir et achat pour parler du pouvoir d'acheter de ce qui nous est indispensable ? Si c'est indispensable, nous devrions y avoir accès. S'il faut payer, c'est qu'on peut s'en passer. Où donc est le pouvoir ?...

Pragmatisme : Albert Einstein disait à propos de la politique de son temps: « *La théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne. La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi. Ici, nous avons réuni théorie et pratique : Rien ne fonctionne... et personne ne sait pourquoi !* » C'est exactement ce que nous constatons aujourd'hui, rien ne fonctionne et personne ne sait pourquoi. C'est une formule qui, si on la considère comme vérité du moment, contredit tous les pragmatistes qui voudraient nous faire croire que ce qui fonctionne est bel et bon, que la théorie est inutile, que l'idéologie ne fait que brouiller les cartes.

Face à notre tentative d'élaborer une société post-monnaire, les pragmatiques et les réalistes ont beau jeu de nous opposer le bon sens et l'intérêt du replâtrage à court terme, l'impossibilité d'innover radicalement. Souvent j'ai été interrompu dans mes explications par un tonitruant : "*C'est beau mais demain, on fait quoi ?*" ou un "*laisse tomber la théorie et dit nous comment gagner plus pour la fin du mois !*" et l'imparable "*si c'était possible, ce serait bien.*" Il faudra que l'effondrement nous tombe dessus sans crier gare pour que ces arguments cessent et que, dans l'affolement le plus complet, les *pragmatiques* commencent à écouter le champ des possibles qu'on leur montrait jadis !

Prédation : Le Larousse définit la prédation comme *un mode de recherche alimentaire consistant à capturer une proie vivante et à l'ingérer*. On est là dans le domaine animal. Pour les humains, il s'agit *d'un mode d'acquisition de la nourriture de l'homme du paléolithique et partiellement du mésolithique qui vivait de la chasse et de la cueillette*. Il est intéressant de voir que le très consensuel Larousse renvoie la prédation aux animaux et à l'époque préhistorique ! Nous, modernes bipèdes, en serions préservés...

Le rapport sur la colonisation demandé par le président Macron à l'historien Benjamin Stora est assez explicite sur la prédation exercée sur les peuples colonisés. Notre richesse vient essentiellement du pillage des colonies. Ce n'est pas neuf et les Conquistadors ont les premiers établi la richesse de la péninsule ibérique sur le dos des Amérindiens. Les Mongols, les Huns, bien avant les Ibères, se sont montrés d'excellents prédateurs. Les Francs, cette population nordique inculte et violente, se sont montrés capables d'une prédation cruelle sur les peuples du sud, ceux de la Septi-

manie, au motif qu'une poignée de Maures s'y étaient installés. Ces Maures avaient amené avec eux un savoir médical, agricole, poétique essentiel. Avant les Maures, il y avait eu les Wisigoths qui avaient apporté une philosophie de qualité, le code de justice d'Alaric bien supérieur au droit des Francs, la Loi Salique et même, sur certains points, que le droit romain.

Comme nos prédateurs de l'intérieur actuels, les néolibéraux et mondialistes, les Francs ont tué, pillé, mis à sac des villes prospères et l'Histoire en a fait des civilisateurs ! L'école m'a appris que Charles Martel avait arrêté les arabes à Poitiers, que ses armées avaient tué quelques milliers de Sarrasins lors de la bataille de Monfrin près de Nîmes. On sait aujourd'hui qu'il s'agit d'un pur roman, que le duc de Provence en 734 a offert Arles et Avignon aux Sarrasins, occupants bienveillants, pour tenter d'éviter son intégration au royaume Franc de Charles Martel, dont la réputation de prédateur barbare était bien connue...

La décolonisation moderne n'a pas libéré les colonisés de toute prédation. Le paysan Burkinabé crève de faim à côté de nos poulets congelés moins chers que ceux qu'il peut lui-même produire. Or, dans le système actuel, si le paysan français ne produit plus autant de poulets, c'est lui qui meurt de faim. Les smartphones ne se seraient pas généralisés en France sans la prédation de terres rares venues de loin. Le système marchand a donné à l'homme prédateur des moyens que l'homme du paléolithique n'avait pas. C'est la seule chose qui ait changé ! La prédation érigée en art de vivre aboutit au risque d'extinction de nombres d'espèces végétales et animales, au point d'annoncer notre propre extinction. Il faut croire que la prédation rend fou puisqu'elle conduit au suicide collectif organisé...

Prédiction : La quasi-totalité des modèles économiques supposent que tous les agents économiques entretiennent ce que les économistes ont baptisé des *anticipations rationnelles* pour parler d'une aptitude à prédire l'avenir ! Pourquoi les économistes néo-classiques adoptent-ils une hypothèse aussi manifestement surréaliste ? La plus sincère est probablement qu'ils ne savent pas comment faire autrement.

Une version plus sophistiquée en appelle au *principe d'incertitude d'Heisenberg*¹: la parole publique des économistes serait performative, au

1 Werner Heisenberg, physicien allemand (1901-1976), prix Nobel en 1932 pour sa mécanique quantique.

sens où elle ferait advenir ce qu'elle annonce. Du coup, si un économiste s'avisait de raisonner avec un modèle où les agents économiques font des erreurs d'anticipation, il s'exposerait à des déconvenues car, en rendant ses conclusions, il modèlerait les anticipations des agents économiques à partir de conclusions qui ne sont correctes qu'à condition que lesdits agents se trompent !..

Voilà une formulation qui décrit bien le dilemme des économistes. Quand ils annoncent une prévision à la hausse ou à la baisse, ils induisent des réactions immédiates chez les porteurs d'actions. Dans une période où les fluctuations suivent des mouvements de yoyo, rien ne peut assurer que l'analyste dit vrai et que les acteurs financiers vont suivre les indications de l'analyste ou spéculer sur une proposition contraire. Nul n'est rationnel dans ce jeu de loterie boursière, ni l'analyste, ni l'actionnaire. Les mathématiques, même quantiques, ne sortiront jamais les acteurs de cette incertitude.

Or, les cours de la bourse ont un impact réel sur l'économie, sur la vie des gens, sur les choix politiques. Ils permettent la croissance de l'un la faillite de l'autre. La conjonction d'une *incertitude* permanente des marchés et de la nécessité toute aussi permanente de réaliser des profits pour survivre ne peut être évitée, quelque soit la forme de régulation que l'on puisse imposer. Tant qu'il s'agissait de fixer un prix sur du blé, des tulipes ou des draps, les risques étaient limités. Quand des milliards de transactions financières se font à la nanoseconde sur la planète entière, cela revient à jouer nos vies, nos ressources, notre environnement au 4-21 ou au poker, à confier notre richesse au Bandit manchot.¹

S'il y avait un moyen quelconque d'établir un minimum de rapport entre le réel et une place boursière, en plusieurs siècles on l'aurait trouvé, ce qui n'est pas le cas. Le seul moyen de revenir au réel est de supprimer l'argent et ses bandits manchots...

Prémisse : Une prémisse fautive est une proposition qui forme la base d'un argument. Si la prémisse n'est pas correcte, la conclusion qui en découlera ne peut être qu'erronée. Or, c'est bien ce qui se passe dans la plupart des débats sur l'alimentation, sur l'agriculture, sur l'écologie en général. Au-delà de toute opinion politique, technique ou philosophique, il est évident que

¹ Bandit manchot : Machine à sous, munie d'un bras sur le côté, ne demandant ni adresse ni stratégie, créé à la fin du 19^e siècle (*manchot* à cause de l'unique bras, *bandit* parce que la machine rapporte beaucoup plus à son propriétaire qu'à n'importe quel joueur.

nourrir une planète avec une population en constante progression, avec des terres sans cesse arrachées à l'agriculture, une mondialisation qui multiplie les transports des productions et les lieux de transformation, cela relève de la quadrature du cercle. La prémisse fausse, c'est l'idée que le système marchand, qui nous conduit logiquement à cette quadrature du cercle, pourrait se moraliser, que l'écologie serait compatible avec le capitalisme !

Les exemples de cette curieuse logique, qui habite autant les militants écologistes que les éminents membres de la COP 23, pourraient remplir des livres entiers. Il n'y a plus assez de saumons sauvages pour répondre à la demande du consommateur, d'où la création d'immenses parcs d'élevage qui nécessitent un kilo et demi de farine de poisson pour obtenir un seul kilo de saumon. Logique ! L'eau potable se fait rare tant l'usage d'intrants dans l'industrie agricole pollue, mais, heureusement, nous avons de l'eau minérale dans de belles bouteilles plastiques qui nécessitent trois litres d'eau pour en fabriquer une seule. Logique ! Si, malgré sa couleur rouge, le « tomato ketchup » n'a pas le goût de la tomate, c'est que sa teneur en concentré varie entre 30 % et... 6 % selon les fabricants, pour 25 % de sucre en moyenne. Les pires ketchups représentent l'aboutissement d'un siècle de "progrès" agroalimentaire. Et en moyenne, chaque Terrien absorbe 5,2 kilos de tomates transformées par an. Logique !...

Sans la dictature de l'argent et du profit, le moindre coin de terre pourrait être cultivé et nourrir celui qui en prend soin. Toute personne jouissant d'un modeste balcon pourrait adopter une poule qui lui donnerait généreusement des œufs frais et bios et limiterait ses déchets organiques. Sans le profit, quel intérêt aurions-nous à désertifier des centaines d'hectares de forêts, à affamer les autochtones pour une huile de palme de mauvaise qualité destinée à l'industrie du plat cuisiné ? Quel paysan accepterait le risque des épandages de perturbateurs endocriniens sur des légumes qu'il n'ose même pas proposer à ses enfants ? Quel écologiste européen consentirait à consommer un citron garanti bio made in Afrique du Sud ? La seule justification au plat cuisiné, à la conserve industrielle, au surgelé, c'est le temps que nous devons perdre pour gagner notre vie et que nous ne pouvons consacrer à cuisiner nous-mêmes. Hors d'un système marchand, trois heures de travail quotidien suffirait à produire l'essentiel.

Quant au réchauffement climatique dont on nous affole, il se réduit aux fameux gaz à effet de serre et nous fait dissenter sur les pets des vaches. Ces pauvres bêtes devraient être éradiquées, remplacées par des steaks de

soja. Plus de vaches, ni sauvages, ni d'élevage ! Enlever un maillon de la chaîne alimentaire n'est pas un souci, nous en avons déjà éradiqué une bonne moitié... A l'intégrisme productiviste et extractiviste des trente glorieuses succède l'intégrisme du véganisme, deux outrances qui découlent directement de la prémisse fautive. Le véganisme nécessiterait un immense travail de persuasion, voire de propagande, pour amener les Grecs à se passer de leur souvlaki, les Portugais de leur bacalhao, les Chinois de leur canard laqué, les Bourguignons de leur bœuf éponyme. Il faudra dire au malheureux, financièrement réduit au bol de riz quotidien, que c'est trop tard, qu'il ne goûtera jamais la viande des riches. Il faudra dire au curieux qui jamais n'a consommé d'autruche ou du caviar, que ce n'est plus de saison. Il faudra dire au pêcheur des Îles Sous Le Vent que son poisson est désormais tabou et qu'il devra quitter son paradis ou y importer des céréales. Logique !

Toujours dans cette logique marchande, de nombreux experts font de savants calculs pour savoir si l'on peut produire suffisamment de produits bio pour sept milliards d'humains, et bientôt dix. Nous avons pourtant un célèbre paysan autrichien¹ qui dans une zone appelée *la petite Sibérie* a prouvé depuis longtemps que, dans sa montagne enneigée, les cerisiers y produisent bien, que ses tomates y mûrissent, que la permaculture permet des prodiges. Nous avons des Japonais qui ont mis au point une technique circulaire, sans chimie ni déchets, où les canards engraisent la terre, où les vers de terre s'occupent du labourage, où les légumes eux-mêmes font le ménage parmi les insectes prédateurs, le tout sur de petits terrains hyper productifs. Nous connaissons des Africains qui ont créé d'immenses forêts sur des zones désertiques, sans un sou, sans technologie high-tech, souvent contre l'avis de tous. Nous savons les ravages commis en Inde par la fameuse "Révolution verte" et les étonnants résultats d'une poignée d'écologistes locaux pour renverser la vapeur. Nous savons que la route pavée d'argent mène à l'absurdité, et in fine à la catastrophe. Nous savons que les meilleures solutions ont été expérimentées par des amoureux de la nature, par des fous ignorant le profit, que l'alliance des connaissances en biologie et des savoir-faire traditionnels est possible.

Nous savons tout cela, nous savons que le changement est contraire

1 Le Krameterhof, la ferme de Sepp Holzer dans le Lungau, accrochée au mont Schwarzenberg à 1500m d'altitude, au sud de Salzbourg, un laboratoire de la permaculture depuis 1962.

à la logique du profit, nous savons que tout serait plus simple si les productions alimentaires étaient distribuées gratuitement au lieu d'être vendues.

Mais, convaincus par l'idée que le capitalisme, l'échange marchand, l'argent sont la fin de l'Histoire, nous nous acharnons à imaginer des sparadraps, à militer pour réparer, à décroître pour limiter les dégâts, mais sans toucher à cet outil d'échange qui ne peut vivre sans croître. Un euro, un dollar, un bitcoin, tout autant qu'un cauri, n'a de valeur que si, après l'échange, il s'est transformé en deux euros, deux dollars... Une décroissance usant d'un outil croissant est pour le moins suspecte. L'écologiste réclamant plus de subventions pour le bio ou une loi contre le glyphosate est aussi incohérent que le céréalier qui fait vivre son enfant en milieu pollué. Et les politiques qui promettent de limiter le réchauffement à deux degrés sans poser le problème de l'argent sont tout simplement des hypocrites... ou des "mal-comprenants".

Le temps est venu de changer notre fusil d'épaule. L'expérience est là, du logiciel libre à l'écologie *Made in India*¹. La théorie est là aussi : Anselm Jappe² conclut son dernier ouvrage, *La Société Autophage*, en déclarant : « *L'abolition de l'argent et de la valeur, de la marchandise et du travail, de l'État et du marché doit avoir lieu tout de suite, - ni comme un programme "maximaliste" ni comme une utopie, mais comme la seule forme de "réalisme"*. » Le réalisme en effet est d'accepter que nous allons vers un effondrement général qui sera vraisemblablement financier, puis commercial, avant de devenir culturel, social. La seule chose qui soit vraiment nouvelle est l'échéance qui est passée, en peu de temps, de cinquante ans avec le Club de Rome à une petite décennie, si l'on en croit Pablo Servigne³ ou les ex-dirigeants de la BRI.⁴ Que manque-t-il, alors ?

Il manque uniquement la pratique d'une réflexion qui postule l'obsolescence de l'argent et autorise ainsi à imaginer, bout par bout, l'immense champ révolutionnaire qu'induirait l'abandon d'un objet aussi impactant que l'argent. Mais cette pratique, encore marginale il y a peu, s'ébauche un peu partout sous des formes diverses : que serait une société sans publicité ? Qu'advierait-il si chacun était garanti d'avoir de quoi vivre (avec un Re-

¹*Made in India*, Bénédicte Manier, Ed. Premier Parallèle, 2015

²*La société autophage*, Anselm Jappe, éd. La Découverte, 2017

³*Comment tout peut s'effondrer*, Pablo Servigne et Raphaël Stevens, éd. Seuil, 2015

⁴*Revolution required*, Hervé Hannoun et Peter Dittus, Independently published, 2017

venu d'existence ou un accès sans condition) ? Qu'arrivera-t-il quand le salariat sera le privilège d'une minorité face à une grande majorité de gens superflus ? Que deviendraient la culture sans droits d'auteurs, l'État sans impôt, le Café du Commerce sans les prix, la propriété sans notaires pour la consigner ? Qui fera les tâches ingrates, dégradantes, dangereuses ? Qui réparera mon robinet qui fuit ?...

L'argent simple outil obéissant aux mains de celui qui le détient est une prémisse fausse. Moraliser ces mains ou les contraindre à la vertu est tout autant une prémisse fausse. Mettons-nous au travail pour que la seule issue possible, la seule prémisse fonctionnant, celle de la désargence, soit enfin rédigée !

Prévention : Dans une société aussi marchandisée que la nôtre, la prévention des risques sanitaires, environnementaux, sécuritaires est sans cesse évoquée, jamais mise en œuvre. C'est le domaine où la *langue de bois* sévit avec le plus de brio et d'imagination. Dame, la prévention représente un coût sans retour sur investissement assuré, quand le soin permet des profits financiers, avec l'assurance de la pérennité du marché. S'il n'y avait pas du tragique à la clé, ce serait risible.

Comment expliquer autrement par le conflit entre coût et profit le fait que l'État tolère la vente de tabac, d'alcool, d'intrants agricoles cancérogènes, de plats cuisinés responsables d'une alarmante obésité ? Comment expliquer que les éducateurs de rue, la police de proximité, les animateurs socio-culturels aient quasiment disparus de certaines banlieues au point qu'elles soient devenues des "zones de non droit" ¹? Comment justifier que l'on préserve moins de zones naturelles qu'on en détruit, qu'on tolère des millions de "passoires thermiques" au lieu de financer la construction de maisons énergétiquement neutres ?

Recenser toutes ces absurdités pourrait faire l'objet d'un énorme ouvrage et, à force de renoncer à toute prévention pour plus de profits, faire machine arrière semble totalement utopique. Les charges sociales *qui coûtent un pognon de dingue*, comme nous l'a expliqué le président Macron, ne sont que la conséquence de décennies de préventions occultées et

1 Notons au passage qu'une zone de non droit désigne une zone où le droit n'est plus respecté quand c'est une zone où le droit a renoncé à s'exercer. L'expression accuse logiquement l'État déficient et non le citoyen désobéissant, ce qui n'est pas le but recherché !

de soins optimisés sur le mode comptable.

J'admire les militants qui luttent avec obstination et abnégation pour adoucir les dégâts les plus criants sans poser la seule question de fond qui vaille : comment sortir de cette logique comptable pour entrer enfin une logique qualitative. Le problème, c'est que la sortie du système ne peut être efficiente sans sortie de l'argent, du profit, de l'échange marchand, ce qui revient à tout changer. Or, nous préférons encore user des montagnes de boîtes de sparadraps pour endiguer l'hémorragie plutôt que d'admettre que l'argent est le sang du capitalisme, son liquide vital et qu'il n'y aura pas de prévention suffisante tant qu'il y aura du profit à réaliser...

Pourtant, la prévention est le meilleur des soins, à tout point de vue et sur n'importe quel sujet. Qu'il s'agisse de santé, de sécurité, d'énergie, d'environnement, il est plus simple de ne pas détruire que de reconstruire. Un enfant éduqué dans le respect de sa personnalité, dans un cadre d'entraide et d'empathie, doté le plus tôt possible d'outils cognitifs et relationnels adéquats, évite la plupart des problèmes à venir. Apprendre à écrire est facile et rapide à six ans, compliqué à vingt ans et quasiment impossible passé la cinquantaine. On ne guérit jamais totalement de son enfance et l'enfance est le socle de base de tout le restant de vie. Détruire une forêt se fait en quelques jours mais il faut trente ans pour la reconstituer imparfaitement. Augmenter la température du climat à grand coup de gaz à effet de serre est aisé, l'effet cliquet rend toute réparation incertaine.

Comment une civilisation aussi sophistiquée que la notre a-t-elle pu oublier ces simples principes de prévention ? N'y a-t-il pas un rapport évident entre ce fait et la nécessité de réaliser des profits financiers ? Pourquoi l'idée d'abolir l'argent pour enfin prévenir au lieu de guérir peine-t-elle encore à émerger ? Nos enfants se le demanderont et nous qualifieront de sauvages incultes s'ils le comprennent à temps...

Prison : L'outil répressif de la prison nous paraît incontournable et, aussi coercitif soit-il, aussi éloigné de l'idée démocratique, aussi inefficace qu'il apparaisse dans les statistiques, nous n'imaginons pas faire autre chose que l'humaniser. Des observatoires des prisons ont été mis en place, des comités d'anciens détenus militent, quelques expériences alternatives ont été créées. Mais rarement l'aspect financier du système, des condamnations, des peines, des fautes qui les ont induites, est évoqué. Au mieux parle-t-on des 62 673 détenus entassés dans 60 583 places disponibles (chiffres officiels de

janvier 2021). Dans les maisons d'arrêts, le taux actuel de remplissage est de 120%.

Revenons donc un instant sur les quatre objectifs de la prison : la protection de la société, la punition des actes délictueux, l'amendement du coupable et sa réinsertion. La protection de la société est en effet indispensable quelle que soit la forme de société que l'on veut préserver ou que l'on envisage de construire. De quoi alors se protège-t-on réellement ? Les statistiques officielles nous donnent la réponse par les pourcentages des motifs d'incarcération :

- agressions sexuelles	21,8%
- Vols simples.....	16,5%
- coups et blessures.....	17,4%
- stupéfiants.....	14,9%
- homicides volontaires	8,9%
- homicides involontaires.....	5,3%
- escroqueries.....	7,0%
- infractions à la législation des étrangers...	1,9%
- autres motifs	6,3%

A ces chiffres, il faut ajouter que la population carcérale est composée de 49,8% d'ouvriers contre 3,3% de cadres, que 43,3% des détenus ont arrêté leurs études entre 16 et 17 ans, que la proportion de noirs et maghrébins, non calculée en France par pudeur anti- raciale, est sans doute la preuve la plus flagrante du caractère discriminatoire de notre société.

Ce qui saute aux yeux dès que l'on étudie les prisons à la lumière de l'argent, c'est que l'essentiel des délits ont un rapport avec lui. La moitié des agressions sexuelles sont liées aux conditions sociales désastreuses des familles, à l'industrie pornographique, au symbolisme phallique de l'argent. Un magistrat nous avouait que, selon son estimation personnelle, les condamnations qu'il avait prononcées étaient à 80% liées à l'argent, à la précarité financière ou à la soif d'appropriation qu'il provoque.

Dans un monde sans argent, le vol n'existerait plus que sous la forme de kleptomanie. Le trafic de stupéfiant, la prostitution, l'escroquerie, disparaîtrait aussitôt. Il resterait bien sûr quelques meurtres induits par la folie, la jalousie, la frustration, quelques saccages ou détournements d'objets d'usages par vengeance, pour le goût du risque et de l'interdit... Mais nos 191 établissements pénitenciers seraient pratiquement vides. Les nouveaux détenus, mis à l'ombre pour cause de comportements déviants, abus sur per-

sonnes en état de faiblesse, crimes passionnels, etc., pourraient être alors réellement encadrés, soignés, conseillés, réinsérés, autant de choses actuellement impossibles faute de moyens. Si l'on en croit le juge cité ici, ces détenus seraient 12 535, très à l'aise pour choisir leur cellules prévues pour 60 583 places ! On peut donc conclure sans risque de se tromper que notre société se protège en premier lieu des méfaits induits par l'usage de l'argent. Mais si les voix sont nombreuses pour s'insurger contre les délinquants, pour promouvoir une protection plus adaptée ou plus efficace, rares sont ceux qui décident de s'attaquer à la cause première de cette délinquance, cause que nous désignent avec évidence les statistiques.

La prison, dit-on, assure la punition du délinquant, autant qu'elle soulage la victime. Cela pourrait être vrai si l'on oubliait tout ce qui s'est passé en amont au niveau judiciaire. La plupart des détenus ont le sentiment que leur peine est injuste. Comment en vouloir en effet au voleur de bicyclette qui purge ses six mois fermes en voyant d'autres détourner des millions sans grands risques ? Il suffit d'observer une seule journée ce qui se passe dans n'importe quel tribunal de province pour constater qu'il y a deux poids deux mesures, lesquels s'établissent à l'aune du revenu mensuel. Une peine jugée injuste ne remplira jamais sa fonction de réparation. Bien au contraire, elle pousse à la récidive. Quand on sait que la grande majorité des détenus ont connu leur première incarcération étant adolescents, la peine qu'ils auraient jugée logique et méritée dans les jours qui suivent l'acte délictueux devient incohérente et insupportable quand elle est appliquée des mois après. Or la justice est lente, non parce qu'elle se veut sereine comme on aime à le dire, mais parce qu'elle manque cruellement de magistrats, de greffiers, d'avocats commis d'offices, et ce pour une unique raison budgétaire. La majorité des adolescents incarcérés seront donc des récidivistes pour une simple question d'argent.

Si l'on examine le problème du point de vue de la victime, nous arrivons vite au même constat. La complexe et coûteuse machine judiciaire pèse autant sur la victime que sur le coupable et nombreux sont les témoignages des justiciables qui sont sortis épuisés d'un cauchemardesque parcours judiciaire qui était sensé leur permettre de faire le deuil du proche assassiné, de digérer les dommages d'un vol, d'une escroquerie.

Un coupable doit être puni pour se laver de sa faute et la peine est censée permettre la remise en liberté d'un homme neuf, réputé sans tache. Au lieu de cela, le passage par la case prison, même dans les jeux de société, marque un temps d'arrêt, un retard imposé. C'est donc un handicap au moment d'un nouveau départ, alors qu'un coup de pouce, un soutien, serait indispensable pour rétablir l'équilibre des chances. Quelle raison autre que la raison budgétaire expliquerait que notre société affiche le désir de libérer le coupable de sa dette et fasse tout le contraire en imposant une double peine, une incarcération suivie d'une exclusion sociale ? Un détenu doit pouvoir reprendre une vie normale une fois sa peine accomplie. Cela serait possible en désargence mais comment s'intégrer dans le marché du travail quand la continuité dans la carrière est un atout indispensable. Trouver un travail quand on affiche une période de plusieurs mois d'incarcération sur son CV ou que l'on laisse cette période en blanc n'est pas évident. Aujourd'hui, seul compte ce qui se compte. En désargence, une activité ne dépendrait que de l'intérêt de cette activité, des compétences annoncées, de la disponibilité des matériaux et de leur renouvelabilité.

Les statistiques prouvent que ces quatre objectifs n'étant jamais atteints, la récidive est la règle, la réhabilitation l'exception. Nous pourrions donc considérer que la prise en charge des déviances sociales relèvera de la quadrature du cercle tant que nous serons dans un système monétaire. Et c'est bien logique puisque cela revient à vouloir prévenir, soigner, réparer avec l'outil même qui serait responsable de ces dégâts, comme si l'on s'acharnait à polir un bois avec la râpe qui l'a entaillé... L'argent, qui pousse à punir les actes qu'il a lui-même induits en provoquant la frustration de ceux qui en sont privés, la jalousie de ceux qui en ont moins, la tentation de dominer l'autre, l'insatisfaction chronique du consumérisme, etc., cet argent est fou, nous rend tous fous !

On dit souvent qu'une société se juge à l'état de ses prisons, à ses réponses pénales. Et l'on voit bien comment des sociétés fondées sur la communauté ont des réponses radicalement différentes que celles qui sont fondées sur l'échange marchand. Au Rwanda, les crimes de 1994 ont été punis diversement selon le jugement des tribunaux légaux ou coutumiers. On a vu par exemple des coupables contraints par un conseil coutumier, de partager l'usufruit d'une vache avec leur victime, de mutualiser entre eux les soins de l'animal autant que sa production de lait. Étrange peine qui revient à obliger le coupable à vivre avec sa victime, à enchaîner la victime à son

bourreau par des liens vitaux ! Ce n'est cependant pas plus absurde que d'envoyer le coupable en prison pour quelques années... Nul doute qu'une société sans argent trouverait pour le reste des délits incontournables, des solutions originales, jamais encore expérimentées et donc difficilement imaginables aujourd'hui.

Privatisation : La privatisation des services publics a été imposée par l'Union Européenne au nom du libéralisme, d'un dogme non démontré et contraire à toute expérience selon lequel le privé est plus performant que le public. La SNCF a été morcelée en secteurs, les plus coûteux comme le transport des passagers et l'entretien des infrastructures restent publics, les plus rentables comme le fret étant privatisé. L'unique service SNCF a été mis en concurrence avec d'autres compagnies privées européenne. Qui-conque a utilisé des réseaux ferroviaires étrangers privatisés (au Royaume Uni par exemple) sait que le voyageur est perdant, que le réseau s'est dégradé, la sécurité n'est plus prioritaire...

La poste a suivi la même stratégie en entrant dans une logique commerciale, en s'ouvrant à des filiales privées : Chronopost, Colissimo...D'un service public, on a fait un Groupe sous-traitant à des filiales, doté d'une banque de dépôts et de prêts classique. Il suffit d'entrer dans un bureau de poste pour sentir que l'ambiance est celle d'une entreprise commerciale, plus celle d'une administration.

La Française des jeux et la société ADP (aérodromes de Paris) sont désormais privés, la plupart des autoroutes appartiennent aux grands du BTP, GDF (gaz de France, le chauffage des pauvres) est devenu Engie et les prix ont flambé. EDF devrait définitivement s'ouvrir à la concurrence selon ce même schéma de privatisation des secteurs rentables (distribution, hydraulique, éolien) et de nationalisation des secteurs déficitaires (nucléaire, réseau...). En somme, l'État a financé la mise en œuvre de ces services publics (via le contribuable), et les brade ensuite au privé qui se frotte les mains devant ce cadeau royal.

On peut se demander comment ces opérations ont pu se dérouler sans grosse difficulté alors que les usagers étaient perdants, les salariées y perdaient les avantages sociaux acquis depuis le CNR, et que nul n'était capable de prouver la moindre amélioration de fonctionnement. Pourtant les syndicats et représentants du personnel se sont bien battus, des grands partis ont financé des audits et protesté contre ces privatisations. Rien n'y fait car

les procédés sont foncièrement antidémocratiques. Pour EDF, le *projet Hercule*, élaboré par la Commission Européenne, est exemplaire. Il exige l'ouverture à la concurrence de l'EDF. Ce projet n'a jamais été débattu par les députés et sénateurs. Les négociations restent confidentielles et ne concernent que la CE, le ministère des finances et des fonds souverains et privés intéressés par la privatisation. Les syndicats en sont réduits aux propositions et le PDG d'EDF lui-même, Jean-Bernard Levy est exclu de ces négociations.

Aux dernières nouvelles, les syndicats ont appris, via une lettre de leur PDG (et non du ministère), que le projet Hercule était reporté. En réalité un document non daté et non signé émanant du Gouvernement a fuité et ressemble comme deux gouttes d'eau au projet Hercule. On y retrouve toutes les thèses et propositions des fonds d'investissements, privés comme Blackrock ou publics comme ceux du Qatar et de la Norvège. Le pactole qu'ils visent est tel que ces investisseurs useront de tous les moyens pour l'obtenir. Le Gouvernement français s'est donc contenté de supprimer officiellement le plan Hercule pour le mettre en œuvre sous un autre nom et sans débat. Les usagers d'EDF et les syndicats n'ont pas leur mot à dire, preuve que l'on est bien en "démocrature" et que le pouvoir appartient au seul pouvoir exécutif, lequel est aux ordres de la Commission Européenne et de la grande finance !

D'où l'intérêt de sortir à la fois de l'Europe et de la finance telles qu'elles fonctionnent actuellement. Soit les économistes nous inventent un mode de régulation efficace (ils en parlent depuis plus d'un siècle sans une seule proposition réaliste), soit on met tout en œuvre, chacun à son niveau de compétence et dans son domaine propre, pour rendre ce système obsolète...

Prix : Le prix d'un objet ou d'un service est fonction de tant de variables qu'il apparaît toujours sujet à caution, insuffisant pour l'un, excessif pour l'autre, injuste pour tous. C'est particulièrement vrai quand il s'agit de fixer le prix d'un travail, les revenus d'un petit agriculteur par exemple. Un projet de loi a été présenté le 31 janvier 2018 en Conseil des ministres sur ce sujet : « *Chaque agriculteur doit être rémunéré au juste prix payé. Ils ne demandent pas des aides mais de ne pas être le seul secteur où la vente à perte est devenue la règle.* » Tout dans cette formulation est suspect. Le

juste prix payé, est-ce du revenu d'activité que l'on parle ou du prix de vente de la production agricole ? Si le paysan réclame de *ne plus être le seul à vendre à perte* veut-il dire qu'il serait bon que d'autres professions soit dans le même cas ? Si la vente à perte est devenue *la règle*, pourquoi parle-t-on des agriculteurs et non de cette règle visiblement inique, contraire à d'autres lois du droit commercial ? Voilà bien comment une question récurrente et apparemment insoluble dans le contexte marchand est mal posée pour éviter qu'une réponse logique y soit donnée.

La recherche constante d'un profit maximum donne toujours l'avantage à celui qui est en position de force : l'industriel sur le producteur agricole, le donneur d'ordre sur la femme de ménage, la plate-forme numérique sur le livreur, etc. Les suicides, et les burn-out en témoignent. Ce dumping social est organisé dans tous les pays mais aussi entre pays. Une ouvrière textile est payée 1 217€ net par mois en France, 8 000 takas (83 €) au Bangladesh. Comment empêcher un industriel de s'y délocaliser ? la production n'a rien à voir avec le bien commun, seulement avec le profit, et dans l'esprit de tous, c'est la relation commerciale qu'il faut sauvegarder !

Dans le *juste prix*, personne ne pense à inclure les dégâts environnementaux externalisés, lesquels dégâts affectent en priorité les plus faibles, les plus démunis. Personne ne pense à placer le critère de qualité dans une production faite pour le seul profit. Comme les plus pauvres achètent, par nécessité et systématiquement ce qui est moins cher, ce sont les plus exposés aux risques sanitaires.

Il ne peut être question de *juste prix* dans une relation commerciale. Pourtant, très peu de gens font le lien avec la nécessité de sortir de cette relation perverse, voire mortifère, pas même les militants les plus actifs de la justice sociale. Étrange !

Puisque tout a un prix permettant d'évaluer l'égalité des échanges, le prix d'un tee-shirt devrait correspondre peu ou prou au coût de sa fabrication, des diverses transactions marchandes qui jalonnent le circuit et enfin des taxes et impôts. Nous devrions retrouver en plus de ces éléments le coût énergétique, les salaires de tous ceux qui participent à la chaîne de production, les incidences écologiques que, in fine, quelqu'un devra payer. Or nous sommes tous capables d'acheter sans sourciller un tee-shirt à 5€. Il serait donc judicieux de faire la généalogie du tee-shirt, comme de quantités de produits de consommation courante, ne serait-ce que pour savoir qui se fait exploiter, qui s'enrichit indûment, ce qu'il reste de juste dans ce juste prix.

Mais l'affaire est complexe et peu d'experts s'y sont risqués. Il y bien un commerce équitable qui prétend moraliser le marché mais les critiques ont vite fusées, y compris de la part de certains de ses fondateurs qui ont vu leur généreuse idée se plier lentement mais inexorablement aux intérêts de la grosse industrie mondialisée.

Un tee-shirt est en grande partie constitué de coton, cette fameuse plante textile qui a justifié si longtemps l'esclavage. Les principaux pays producteurs sont la Chine, les USA, l'Inde, le Pakistan, le Brésil, qui tous se sont employés à industrialiser cette culture avec force intrants chimiques (25% des pesticides vendus dans le monde sont destinés au coton, 1,5 litre de pesticide pour un seul tee-shirt).¹ On estime à 22 000 personnes par an le nombre des personnes tuées à cause de ces pesticides selon l'OMS, et une grande quantité d'eau est nécessaire (2 500 litres d'eau pour produire un tee-shirt). Les opérations de traitement sont nombreuses : égrenage (séparation des graines et des fibres), formation des balles de 200kg environ, nettoyage des fibres, cardage, filage, tissage et conditionnement en rouleaux.

Puis les tissus sont coupés et assemblés en ateliers de confection. Dans le *commerce équitable* au Brésil, les couturières touchent 0,50€ par tee-shirt contre 2€20 en moyenne mondiale pour le marché conventionnel. Il faut environ 33gr de fil soit 1,3kg de coton brut. Pour le cueilleur, un seul tee-shirt représente 400 capsules à ramasser !²

Quand on parle de prix, il est nécessaire de distinguer le prix et la valeur. Le prix, c'est la somme marquée sur l'étiquette, laquelle est rarement équivalente à sa valeur réelle et encore moins à la valeur subjective que l'on attribue à l'objet. Un prix influe en outre sur la valeur de l'objet. Quantité de tests prouvent qu'un même produit est dévalorisé par un prix bas et survalorisé par un prix élevé. C'est flagrant dans le commerce du luxe où l'objet fait fonction de marqueur social. Une montre de luxe ne donne pas plus l'heure qu'une montre ordinaire, une chaussure de luxe n'est pas forcément plus belle ou plus confortable qu'une chaussure de série, et très souvent seule la marque justifie l'écart de prix. Dans une société où le profit financier est l'ultime but de tout un chacun, le prix artificialise totalement la valeur réelle des biens et des services.

Dans une société a-monnaire, donc sans prix, il resterait la valeur,

1 Voir documentaire https://youtu.be/0ujODHQeE_Y *Petite histoire du tee-shirt*.

2 Voir *Les aventures d'un tee-shirt dans l'économie globalisée*, Pietra Rivoli, éd. Fayard, 2007

valeur d'usage ou de circonstance, valeur sentimentale ou symbolique.

Production : Dans un monde marchand, la production est étroitement liée au bénéfice que l'on peut en tirer. De ce fait la question de ce que l'on produit, de l'utilité sociale, de la qualité des produits, de leurs conséquences environnementales, des conditions de travail importe peu. Fabriquer des jouets ou des armes, des aliments sains ou malsains, dans des conditions de travail dangereuses ou agréables importe peu. Comment demander aux producteurs de réduire leurs marges bénéficiaires pour produire mieux quand seul le profit compte ?

La survie de l'entreprise elle-même dépend de ce profit qui permet de supporter la concurrence, de payer les salariés, les taxes et impôts, d'investir, d'innover. Les questions sociales et environnementales ne peuvent que s'effacer devant l'impératif catégorique du profit. La morale, l'éthique, le bien commun s'effacent devant le réalisme financier. Ce n'est qu'à la condition d'être libérée du profit qu'une production pourrait s'interroger sur le pourquoi, le comment, sur son utilité. L'intérêt du chef d'entreprise est en conflit permanent avec l'intérêt des travailleurs.

La lutte des classes est donc incontournable dans un système marchand et se termine toujours à l'avantage du capital. Quand l'inverse se produit, c'est que le rapport de force s'est inversé momentanément (cas du CNR en 1945), ce qui est purement factuel et provisoire. Les acquis sociaux seront toujours grignotés peu à peu pour "revenir à la normal". Il est rare en effet qu'un chef d'entreprise puisse durablement tenir à la fois l'exigence du profit, de la compétitivité, du social, et d'une saine production, surtout dans un contexte de mondialisation qui met les travailleurs eux-mêmes en concurrence.

La seule issue est de penser une forme sociale qui n'ait pas à subir ces impératifs contradictoires, donc de supprimer la question du profit. Et la seule façon d'y parvenir est de supprimer l'argent, l'échange marchand. C'est d'une logique implacable mais qui se heurte à la nécessité de renverser l'ensemble du processus, dans le monde entier et si possible simultanément. On comprend alors que cela fasse peur, que l'on crie à l'utopie, même chez ceux qui ont parfaitement perçu la nécessité du renversement....

Quand on a compris ça, on comprend aussi que la production et la consommation forme un couple indissociable de deux fonctions du capitalisme. Ces deux fonctions ne sont que les supports de la valorisation, leur

seul objectif est le profit. Dans la plupart des grands discours politiques, on peut retrouver la sentence classique : «*la production et la consommation sont obligatoires et expriment le patriotisme des individus*». C'est ce qu'à dit Bush au lendemain de l'attaque des tours jumelle du World Trade Center, c'est ce que nous répète Macron quand il nous parle de Sartup Nation. Pourtant, c'est après avoir accepté cette "*obligation*" qu'on nous parle de liberté du marché et de la royauté du consommateur, du client roi !...

Un fois de plus, il est évident que seule une abolition de l'argent, de l'échange marchand permettrait d'imaginer la sortie de ce genre de contradiction, la sortie de l'économie, de sortir enfin des alternatives économiques.

Productivité : En novembre 2020, un économiste atterré bordelais¹ nous annonçait que la productivité stagnait. Nous sommes heureux d'apprendre cette nouvelle qui date d'au moins trente ans !

On définit généralement la productivité par la quantité produite par heure de travail. Or, il est visible qu'après une fulgurante ascension, la productivité, du moins globalement, décroît par rapport aux Trente glorieuses, dans nombre de domaines. Longtemps camouflée par l'irruption du numérique et la robotique on voit bien aujourd'hui que la courbe s'effondre inéluctablement. Les raisons de cette baisse de productivité globale sont multiples et complexes mais on peut au moins admettre que nos sociétés se sont tertiariées et que la production s'est délocalisée.

C'est le moment de réfléchir un instant aux fameux indices économiques dont les médias nous abreuvent à longueur de chroniques. Tout n'entre pas dans le cadre de la productivité. Un métier de services à la personne par exemple ne produit rien en une heure. Ou du moins cette production faite de liens, de bien-être, de soins n'est pas comptabilisable. A l'inverse une usine produisant du glyphosate détruit les sols et la santé des populations, elle met en réel danger les insectes pollinisateurs, mais peut se compter, en tonne et en dollars. Rien ne nous empêche donc d'imaginer une société parfaite, sans glyphosate mais fournissant de multiples services improductifs. Dans un tel cas l'effondrement de la courbe de productivité serait applaudi comme la grande victoire du siècle !

1 Matthieu Montalban, dans *Les clés de l'éco*, du 10.11.2020, <https://lacledesondes.fr/emission/les-cles-de-l-%C3%A9co>

Le même économiste atterré nous rappelait que la baisse de productivité liée à la crise du Covid 19 allait mécaniquement entraîner une limitation des plans de relance. Or, le capitalisme n'a que deux échappatoires face à une crise : la relance ou l'austérité. Si la relance tombe à l'eau que reste-t-il sur le bateau ? Le mythe capitaliste affirme comme une évidence que *la hausse de la productivité a permis à la fois d'augmenter les revenus, réduire le temps de travail et ainsi d'améliorer globalement les conditions de vie*. Il paraît évident que cette loi ne fonctionne plus et que plus grand monde continuera à croire au mythe si l'on excepte les économistes. Triste époque !

Le terme même de productivité prendrait un tout autre sens dans une société post-monnaire. Est productif ce qui augmente la qualité de vie au moindre coût énergétique, avec le moins de matières possible. Dans une telle optique, une simple aide ménagère deviendrait plus productive qu'un céréalier de la Beauce !...

Profits : Les profits financiers sont devenus le but ultime de toute activité humaine. S'il est toujours possible de trouver de-ci de-là quelques secteurs où l'intérêt n'est pas financier, force est de reconnaître que depuis les tous débuts de l'échange marchand, le prérequis du profit n'a cessé de s'imposer et que l'espace qui lui échappe se réduit comme peau de chagrin. Certains esprits retors tentent régulièrement de nous inventer des formes d'échanges marchands sans profits, équité impossible dans l'échange au-delà de deux personnes.

Aucun travail ne mérite un effort qui ne produise pas un bénéfice quelconque, tout travail mérite salaire ou gain. L'escroquerie intellectuelle du "gagnant-gagnant" ne peut germer que dans des esprits malades. Si l'un gagne, c'est que l'autre perd. Si les deux gagnent, c'est nécessairement sur le dos d'un troisième. Seule une vision globale et faisant fi de toute microéconomie permet d'occulter les perdants. C'est pourtant cette escroquerie mentale qui constitue l'ensemble du système marchand, qui le justifie, qui permet de penser un honnête commerce. C'est la même escroquerie qui fait porter la responsabilité de la pauvreté sur les seules épaules des pauvres.

Les profits financiers, devenus incontournables, justifient tous les dégâts sociaux et environnementaux qui éclatent aujourd'hui au grand jour. C'est aussi ce qui marque la limite de l'écologie : *"plus les profits font des*

dégâts, plus les dégâts font du profit" criait Jean-Paul Lambert dans ses écrits. Comment sortir de ce cercle vicieux pourtant bien visible sans remettre en cause les profits et donc l'échange marchand ? Comment échapper à l'échange marchand sinon en le privant de son unique médium, l'argent ?...

Progrès : La notion de progrès est l'instrument idéal pour truquer les débats. On l'a vu avec l'injonction caricaturale de choisir entre la 5G et la lampe à huile. Or, les questions à se poser à l'évocation du progrès, c'est : le progrès en quoi ? Les progrès d'un virus seraient-ils un bien ? En quoi le smartphone améliore-t-il la vie humaine ? Parle-t-on de progrès technique ou d'amélioration de la condition humaine ?

Il peut y avoir un fort développement technologique combiné à une régression morale, mais aussi un progrès social qui n'a cure du développement technique. On a même le droit de rêver un progrès social qui ne soit pas exempt de progrès technique. La très grande majorité des souffrances humaines n'est pas causée par la nature sauvage ou la nature humaine, mais par l'organisation de la vie sociale. Or, ce qui est social, donc fait par l'homme, est considéré comme naturel, et donc absolument immuable. En revanche, les limites que la nature pose effectivement à l'homme (par exemple le fait que l'homme soit mortel) sont considérées comme si elles étaient sociales : toujours provisoires, en attente de trouver une solution technique, coûte que coûte. Ainsi, les pesticides, le nucléaire, les vaccins bourrés de nanoparticules représentent le progrès et l'écologie, la décroissance, la culture bio représentent la lampe à huile !

Le progrès dans une société a-monnaire serait forcément dégagé des impératifs financiers, des questions budgétaires, de la concurrence et de la compétitivité. Si l'argent a conditionné tout progrès à la rentabilité, le progrès pourrait enfin être conditionné au bien-être de tous et aux capacités réelles des ressources. Les bonnes questions citées ici sont mécaniquement éludées avec l'argent et s'imposeraient tout aussi mécaniquement dans une société sans argent ni profits.

Pour le monde antique, l'histoire des hommes était cyclique alors que l'idée de progrès a donné une direction à l'histoire qui est devenue linéaire et à sens unique. Pour l'ethnologue-philosophe Claude Lévi-Strauss, le progrès est un mythe. C'est pour lui un concept sans cohérence, une vision à court terme, une croyance optimiste en l'histoire liant avancement

scientifique et progrès moral. Il y a eu un amalgame entre l'accumulation des connaissances, l'accroissement des richesses et l'amélioration des conditions de vie, à un point tel que le contraire du progrès n'a même pas été envisagé. Le géographe anarchiste Elisée Reclus a dû inventer le mot « regrès » pour créer son antonyme.

Sommes-nous une espèce animale ratée, pathologique, alors que les autres animaux sont fonctionnels, construits pour durer, avec sans doute moins de cervelle, mais moins d'excès et de démesure, avec peu de culture et beaucoup d'instinct pour éviter de se perdre comme nous dans des idéologies fumeuses ?... Nous avons développé la culture au détriment de nos instincts à un tel point que nous en arrivons à ne plus savoir très bien ce qui est bon pour nous...

Dans son livre *Tout est prêt pour que tout empire* (Seuil 2017), Hervé Kempf écrivait que jusqu'alors, *selon une idée communément admise, le terme « progrès » supposait que la situation générale de l'humanité ne pouvait aller qu'en s'améliorant*. Mais, avec la catastrophe écologique, *il devient évident que l'action humaine détruit les conditions de son épanouissement et que la tâche de l'avenir consiste à éviter cette destruction...* Pour Hervé Kempf, *une guerre civile mondiale est engagée contre le commun des mortels sans lui avoir été déclarée le moins du monde...*

L'histoire de l'humanité est faite de ces suites d'avancées intellectuelles, qui entraînent un progrès, font apparaître ensuite leurs limites, puis meurent sous le poids de leurs péchés originels et sont remplacées par d'autres avancées radicalement opposées, tout en laissant, en héritage au nouveau système, des traces archéologiques de leur existence (les ruines du Parthénon laissées par les Grecs, le calcul en base 60 laissé par les Sumériens...). Il n'y a pas de sens de l'histoire que l'on puisse comprendre et anticiper, mais une évolution incontrôlable qui va de renaissances en écroulements successifs, par cycles.

La seule question est de savoir ce qu'il faut réparer et ce qu'il faut accepter comme limites à la résilience... Faute de quoi, toutes les analyses du présent, aussi brillantes soient-elles, restent pauvres en solutions. Le moraliste Vauvenargues (1715-1747) disaient à ses contemporains "*soyez heureux, c'est là le secret du bonheur*". La grande majorité des penseurs proposent des conseils de cet acabit, mais eux, sans en rire !

La plupart du temps, la confusion est totale entre croissance et progrès. Nous comptabilisons la valeur quantitative de la croissance et nous l'associons au progrès si elle est positive, au déclin si elle est négative, sans évaluer si la croissance est utile ou parasitaire. La logique voudrait pourtant que l'on n'évalue que la valeur qualitative de la croissance, pour l'ensemble de la collectivité, en termes de bonheur, de connaissance, et surtout pas en terme de profit. L'agriculture industrielle, c'est une réussite commerciale pour les grands exploitants et une catastrophe pour les populations. Mais rares sont ceux qui la considèrent comme une régression par rapport à l'agriculture familiale qui pourtant offre un rendement maximal, une qualité optimale. Les jardins ouvriers et les toutes petites exploitations disparaissent des comptes, ne font pas entrer de taxes et se retrouvent de plus en plus pénalisés, sont parfois détruits pour archaïsme ! C'est la même logique en industrie où le regard financier actuel, avec ces œillères de croissance, réussit à rendre rentables des technologies dangereuses pour tous...

Projection : Opération mentale par laquelle une personne attribue à quelqu'un d'autre ses propres sentiments. Cette notion, très courante en psychologie, a rarement été utilisée en économie. Pourtant tous les débats sur l'argent, la monnaie, la finance et a fortiori la désargence, ont été généralement riches de projections en tout genre.

Sans argent, les échanges se transformeraient vite en razzia : En revanche, l'économie moderne n'a jamais opéré la moindre razzia sur les pays africains, les musées occidentaux ne recèlent aucun objet étranger qui ait été volé....

L'argent libère de la dette : En effet, tous les États endettés sont parfaitement libres de leurs choix politiques, tous les particuliers ayant usés de prêts à la consommation sont parfaitement libres d'accueillir chez eux les huissiers...

Sans l'argent, le monde serait ingérable : Alors qu'avec l'argent, nous n'avons pas de prisons surpeuplées, de banlieues pourries, de chômage massif, de trafics incontrôlés, d'évasion fiscale, de famines, de dérèglement climatique et de biodiversité en danger....

Dans une société sans argent, plus personne ne travaillerait, ce qui est impensable dans un monde d'argent. On n'y voit aucun chômeur, aucun dilettante, aucun rentier oisif, aucun marginal vivant de mendicité....

Pourquoi donc l'idée même d'imaginer un monde sans argent déclenche-t-elle automatiquement la peur insensée de malheurs hypothétiques et occulte ces mêmes malheurs pourtant bien visibles et bien dramatiques du fait de l'argent ? Pourquoi une désargence provoque-t-elle la projection des tares du vieux monde sur la vision d'un nouveau monde ? Pourquoi l'évocation d'un problème bien réel qui serait à l'évidence résolu par l'abolition de la monnaie (la prostitution et le trafic de drogue de drogue par exemple) suscite-t-elle aussitôt la peur de maux encore plus graves ?

Sans doute pour la même raison explicitée par la psychanalyse : pour échapper à une émotion intolérable, pour éviter de résoudre un problème qui nous dérange en l'attribuant à un autre. Comme disent les avocats quand ils s'opposent au procureur : *Objection, votre honneur !*

Prolétaires : Partie de la population n'ayant que sa force de travail à vendre pour subsister. C'est la conscience de former un groupe social à part, une classe disait-on, qui a suscité les premières révolutions socialistes et communistes. Dès la fin du XX^e siècle, des intellectuels se sont ingéniés à rendre cette conscience de classe désuète en transformant les prolétaires en employés, les syndicalistes en partenaires sociaux, les ouvriers en actionnaires...

Le glissement sémantique s'est fait lentement mais systématiquement. La classe ouvrière a été réduite à la portion congrue en faisant passer quantité d'ouvriers dans le secteur tertiaire, celui des services (tel un manutentionnaire dans un entrepôt où rien n'est fabriqué, une caissière de supermarché, etc.). Rien ne change dans la condition ouvrière, mais tout change dans la perception que l'on s'en fait, et même dans la perception que les intéressés ont de leur propre définition. La condition ouvrière s'est alors dévalorisée au point que rares sont ceux qui revendiquent encore cette appellation de prolétaire, quasiment devenue dégradante.

La multiplication des magasins de bricolage et des tutoriels pour réaliser la moindre réparation, le moindre travail manuel ont achevé de dévaloriser les professions manuelles. Être menuisier, plâtrier, peintre, carreleur, plombier est devenu à la portée de tous, ne nécessite plus de formation, d'apprentissage, même quand le résultat du bricolage nécessite l'intervention d'un professionnel pour réparer les dégâts.

Sans argent, il y aura sans doute des classes, non monétaires certes, mais fonctionnant sur le même mode qu'avant et entraînant elles aus-

si des luttes de classes. Elles diviseront les spécialistes des généralistes, l'ouvrier de celui qui produit une œuvre, l'enseignant et l'enseigné, le chercheur et le bricoleur, l'artiste peintre et le peintre en bâtiment... Se constituer en tant que personne nécessite de se distinguer d'un tout. Mais si là s'arrête l'enjeu, on peu espérer un climat social quelque peu apaisé...

Propriété d'usage : La propriété d'usage s'oppose à la propriété privée ou public en ce sens qu'elle ne se réfère pas à une possession mais au droit de réserve d'un individu sur un bien en raison de ce qu'il en fait d'utile, de bien. Si la propriété privée préserve l'intérêt particulier, la propriété d'usage préserve l'intérêt commun. L'intégralité des lois actuelles ont été conçues dans le cadre de la propriété privée, pour la favoriser, la défendre, la définir. Pour rendre un monde post-monnaire vivable, c'est l'intégralité des codes de justice qu'il faudra réécrire en fonction du nouveau paradigme, celui de l'usage.

Passer de la possession à l'usage n'a jamais signifié passer d'un monde en conflit permanent à un monde de paix. Bien au contraire, les conflits issus de la propriété d'usage ont été longtemps violents, complexes, difficiles à trancher. Il y a des abus d'usage comme il a des abus de propriété. Un quidam qui occupe une terre, un atelier, ou tout autre bien immobilier sans en tirer les produits que la communauté est en droit d'en attendre, reste-t-il légitimé à invoquer le droit d'usage ? Celui qui propose de prendre en charge ce bien pour en tirer de bien meilleurs avantages est-il légitimé à revendiquer un droit d'usage prioritaire sur ce bien et donc d'en chasser l'occupant précédent ?...

Ce genre d'exemple de conflit potentiel en l'absence d'un code précis et clair, se multiplierait à l'infini jusqu'à ce que soit admis une norme commune qui relie les hommes entre eux, leur permette de se libérer de ces liens quand ils le souhaitent, d'en refonder d'autres ailleurs, etc. Un travail de titan puisque rien n'a été fait ou presque dans ce sens. Il faudra sans doute refaire le chemin de tout droit coutumier qui consiste à prendre les situations conflictuelles au fur et à mesure qu'elles se présentent, les mettre en débats, expérimenter plusieurs solutions pour en tirer celle qui semble la plus intelligente. Avec l'outil numérique, il serait simple de faire participer le maximum de gens à cette élaboration, de comparer les solutions trouvées un peu partout pour une même question et ainsi de laisser un droit d'usage se constituer, à l'usage !

Prostitution : Le plus vieux métier du monde dit-on, comme pour laisser croire qu'il serait éternel. Pourtant, la plupart des sociétés ont tenté de lutter contre la prostitution, soit pas la prohibition pure et simple soit par l'encadrement dans des maisons spécialisées, dites closes. Il faut bien admettre que les systèmes les plus répressifs (tels ceux des pays soumis à la charia qui punissent de lapidation la moindre déviance), autant que les systèmes les plus permissifs n'ont jamais résolu le problème.

En effet, tant que des personnes sont dans une précarité matérielle dramatique, la tentation de survivre en marchandisant leur corps est compréhensible. Tant que les inégalités de richesses donnent un pouvoir démesuré aux riches envers les plus pauvres, il est inévitable que certains en abusent. Tant qu'un service, fut-il sexuel, est doté d'une valeur et susceptible de produire de la valorisation capitaliste, le proxénétisme ne peut qu'être florissant.

C'est un sujet que nous mettons souvent en avant quand le débat en vient à une désargence, car c'est l'exemple parfait d'un problème insoluble dans un cadre monétaire. Il n'y a pas que l'argent qui puisse permettre l'échange d'une faveur sexuelle. Se faire remplacer dans une tâche indispensable peut aussi bien servir de prix à la dite faveur. L'échange de sa ration de nourriture contre une gâterie ne peut ni être contrôlé ni être interdit. La prostitution sera toujours possible dès qu'un échange de bons procédés subsistera. Nos opposants rivalisent d'ingéniosité pour nous convaincre que la prostitution sera toujours utilisée pour un profit quelconque.

Pourtant, si l'échange marchand était remplacé par l'accès direct, les habitudes, les modes de pensées changeraient plus vite que l'on croit, plus radicalement aussi. L'habitude d'échanger tout et n'importe quoi induit le commerce de l'intimité. L'accès à tout ce qui est essentiel ramènerait peu à peu le problème à l'usage personnel que l'on fait de son corps. On a le droit d'en ouvrir l'accès ou de le fermer à qui bon nous semble, le droit d'en user ou pas à sa guise... Ce que l'on appelle prostitution peut subsister mais à titre de droit, jamais frappé d'obligation ou de contrainte. Et cela change tout, surtout pour ceux qui aujourd'hui font profession d'exploiter ce que d'autres acceptent de faire de leur corps !

Le proxénétisme est davantage sanctionné par la loi française que la prostitution. Ce n'est pas un hasard. Le proxénète est celui qui fait, d'un échange de bons procédés entre adultes consentants, un acte commercial en échangeant une protection ou un management contre de l'argent. Et s'il y a mille façons d'imaginer une contre partie à un service sexuel, cela semble beaucoup plus difficile dans le cas du proxénète. Une abolition de l'argent, c'est à n'en pas douter la fin du proxénète... Cela signifie que les personnes qui se prostitueraient ne seraient plus contraintes de le faire, n'auraient donc aucun besoin d'un protecteur ou d'un manager.

Il reste bien la question des déséquilibres sexuels, des divers pathologies qui entraînent des comportements inadéquats (harcèlement sexuel, viols, exhibitionnisme, pédophile...). Il n'y a aucune raison pour qu'une structure sociale, aussi saine soit-elle, éradique ce qui relève de pulsions négatives et pathologiques. En revanche, la liberté de mouvement et de choix de vie, la sécurité que représente l'accès aux choses essentielles, tout cela va donner bien plus de pouvoir aux victimes d'échapper à la prédation des déviants sexuels. Passer de l'échange marchand à l'accès est sans aucun doute la meilleure réponse que l'on puisse apporter à ce genre de difficultés.

Protectionnisme : Politique économique d'un État consistant à protéger ses producteurs contre la concurrence des producteurs étrangers. Le protectionniste protège les emplois du pays, permet d'équilibrer la balance commerciale et ainsi de défendre le niveau de vie global des populations. Les outils du protectionnisme sont les barrières douanières, les taxes sur certains produits étrangers, les aides à l'exportation par des subventions et des incitations fiscales. Le protectionnisme s'oppose au libre-échange et donc à la mondialisation et au néolibéralisme. La croissance, l'augmen-

tation du niveau de richesse, étant le but ultime du modèle politique dominant, peu à peu ce terme est entré dans la catégorie des anathèmes. Toute politique douanière, toute aide d'un État vis à vis d'une activité économique est considérée comme du protectionnisme, comme une entrave à la concurrence libre et non faussée, comme un dangereux archaïsme.

Il y a beaucoup d'hypocrisie dans cette façon de penser la macroéconomie. La moindre taxe sur un produit d'exportation soulève immédiatement les critiques acerbes des économistes orthodoxes. Ces mêmes experts trouvent normal qu'une subvention protège une entreprise exportatrice, finance sa recherche et ses innovations, facilite les délocalisations. Les mêmes qui se réjouissent de la signature d'un accord commercial de libre-échange, s'insurgent contre la concurrence déloyale que cet accord aura permis.

Pour le coup, le conflit entre idéologie et pragmatisme que nous avons souligné ici dans plusieurs articles, montre bien ses limites internes. On ne peut à la fois vouloir une mondialisation de l'économie sans accepter la concurrence et, à terme, que le plus puissant phagocyte les plus faibles. On ne peut concilier l'intérêt particulier d'une nation et l'intérêt général du commerce international. On peut alors se demander à quoi jouent les économistes qui refusent de choisir entre le dumping social, fiscal, salarial de la mondialisation et la croissance de leur pays, entre la protection de nos productions et la libre concurrence. Pourquoi n'avouent-ils pas qu'il y a un conflit, antinomie, que leurs propositions sont généralement oxymoriques ?

Sans doute parce que cela les conduirait à remettre le système en cause. Leur système a été conçu pour des cadres nationaux, au mieux impériaux, mais pas pour la planète entière, gérée par un unique gouvernement. Ils ont donc choisi pour la "mondialisation des nationalismes économiques", le beurre et l'argent du beurre... Au moins, l'idée d'une abolition de la monnaie, la vision d'une société post-monnaire, a le mérite de se confronter au réel, de reconnaître le conflit quand il est systémique, de changer le système au lieu de camoufler le conflit...

Psychiatrie : La folie est toujours évoquée dans tous les débats sur la suppression de l'argent. Il y aura toujours des troubles mentaux, capables de pervertir les meilleurs systèmes, des gens dangereux qui nous obligeront à réinventer une police, des prisons, des hôpitaux psychiatriques de force. Les plus bas instincts de violence, de prédation, de domination, de jalousie ren-

dront toujours la vie sociale compliquée et nécessiteront un cadre puissant qui nous garantisse la sécurité. Mais est-ce une raison pour éviter de se poser la question d'une possible société sans argent au motif qu'on y retrouverait quelques pathologies identiques ? Puisqu'il est utopique de penser une société exempte de troubles psychiatriques il faut bien imaginer ce que l'on peut en faire, que le cadre soit monétisé ou démonétisé.

Il n'est simple pour personne de vivre avec des psychotiques profonds, des pervers, des autistes, des névrosés sévères. Mais si l'on interroge ceux qui travaillent actuellement auprès de ces personnes, on trouvera bien plus de gens qui aiment leur métier, qui expriment de la sympathie pour leurs patients que de gens qui n'ont d'autre motivation que leur paye en fin de mois. Tous vous diront que le métier est gratifiant, même si des moments de crises restent éprouvants. Les handicapés les plus perturbés sont aussi capables de reconnaissance, d'amour. Ils ne font pas que recevoir, ils offrent aussi, à leur manière ou selon leurs moyens, souvent plus que les gens ordinaires. Quand on entend des plaintes de la part des soignants, c'est essentiellement sur les manques de moyens, sur les méthodes thérapeutiques imposées d'en haut et jugées contestables, sur le désintérêt des décideurs politiques quant à la prévention...

Il n'y a aucune raison de penser que la suppression de l'argent va limiter la prise en charge des souffrances psychiques, bien au contraire. Quel éducateur n'a pas rêvé de pouvoir prendre en charge un tout petit groupe de malades, sur des temps réguliers mais assez courts pour ne pas s'épuiser, avec les outils adaptés ?... Quel soignant n'a pas rêvé de partir avec son groupe pour lui offrir une belle promenade en mer, une excursion en montagne, un concert *au dessus d'un nid de coucou*¹ sans être obligé de déposer un projet et une demande de subvention, de tenir une comptabilité, d'être raisonnable dans les dépenses ? Quel psychiatre n'a pas rêvé de prendre son temps pour accompagner un patient dans son délire plutôt que de l'assommer de neuroleptiques, voire de l'enfermer dans une cellule capitonnée, revêtu de ces infâmes camisoles de contention ? Combien de situations tragiques ne sont dues qu'à des problèmes financiers ?

En 2021, date à laquelle j'écris cet article, l'état de la psychiatrie est épouvantable. De restriction budgétaire en réduction de personnel, la

1 Allusion au film *Vol au dessus d'un nid de coucou*, de Miloš Forman, avec Jack Nicholson, 1975.

prise en charge des patients est devenue une gageure menant la plupart des praticiens au burnout. Une surdose de médicament coûte moins cher que l'accompagnement par un ou deux infirmiers. Le soin en ambulatoire est plus économique que l'hospitalisation mais toujours en manque de moyens. Tout est revu régulièrement à la baisse dans le sens d'une économie budgétaire. Il est même étonnant que le système entier n'explode pas sous cette pression, preuve que l'ensemble du personnel psychiatrique travaillent par amour de leur mission bien plus que pour les avantages financiers qu'elle leur procure.

Et pour couronner le tout, l'instrumentalisation de la crise sanitaire, avec son lot de nouvelles alarmistes, son refus obstiné du soin au bénéfice du vaccin, l'usage intensif du confinement, des gestes barrières, des couvre-feux, ont sérieusement augmenté les suicides, les dépressions et aggravé notoirement toutes les pathologies préexistantes. La santé mentale est définie par l'OMS en ces termes : « *On définit la santé mentale comme un état de bien-être permettant à chacun de reconnaître ses propres capacités, de se réaliser, de surmonter les tensions normales de la vie, d'accomplir un travail productif et fructueux et de contribuer à la vie de la communauté* ». Le bien-être serait donc la norme hors de laquelle nous serions susceptibles d'être pris en charge !

Cette définition de l'OMS ressemble aux publicités télévisées dans lesquelles tout le monde apparaît satisfait de son sort, débordant d'intelligence et pétri de beauté. En cas de manque, il y a toujours un objet réparateur. Les tristes, les vieux, les laids, les abandonnés, les mal aimés, font preuve d'une irresponsabilité notoire. A quoi cela sert que *Ducros se décarcasse*, que *Garnier efface vos rides*, que *Volvo vous redonne l'amour de la conduite...* ? Le non-état de bien-être n'est plus une souffrance, mais une faute de goût, pour ne pas dire une preuve de mauvaise volonté, un comportement asocial. Chacun doit reconnaître ses propres capacités et s'il ne le fait pas, c'est certainement qu'il ne le souhaite pas vraiment. Si l'on est exploité, pressuré, asservi et non pas chef d'entreprise, c'est bien parce que l'on n'a pas voulu en payer le prix. Il n'y a plus de handicap aujourd'hui qui ne soit surmontable, camouflable par des prothèses, corrigé par un bon coach. Notre mission sur terre est de se réaliser. Jadis, cette réalisation était un long et tortueux chemin, parfois orienté par des maîtres à penser, une question que l'on se posait quand par *manque de savoir vivre*, nous passions l'arme à gauche... Maintenant c'est une injonction de l'OMS. « *Réalise-toi*

sous peine de psychiatrie ! »

Passer des tonnes de marchandises sous la douchette du supermarché est pour la caissière un signe évident de santé mentale. Grimper des cols sur un vélo comme un forcené pour avoir droit à un beau maillot à pois rouges, c'est une grande marque de santé mentale. S'empoisonner consciencieusement en répandant de coûteux perturbateurs endocriniens est pour le céréalier une manifestation limpide d'un cerveau en bon état de marche...

Mais qu'importe tous ces petits travers du système. L'essentiel est de contribuer à la vie de la communauté. Mais quelle communauté le céréalier, la caissière, le cycliste font-ils vivre ? Celle des plus riches, celle de l'oligarchie des 1% ou la leur ? Travailleraient-ils à en perdre la raison s'ils n'y étaient contraints par ce même système qui les qualifie de fous quand ils décrochent ? Jamais nous n'avons vu l'OMS s'inquiéter de l'exclusion sociale que provoquent les profits monétaires, des accès pathologiques d'euphorie et dépression des places boursières, des obsessions cumulatrices du capital, de l'usage immodéré d'objets contra phobiques encensés par la publicité, de la dépendance totémique aux exigences du marché, etc. Serait-ce le signe que l'OMS est au service d'une cause qui n'aurait rien à voir avec la santé ? Cette noble institution serait-elle atteinte d'un délire pervers pour nous imposer des confinements, des couvre-feux, des limitations de déplacement, le port d'un ausweis autosigné ?

Quand la désargence sera en route et que tous les fonctionnaires de l'OMS se retrouveront sans solde, il sera bon de rédiger une nouvelle définition de la santé mentale. On pourrait proposer par exemple : *« On définit la santé mentale par l'absence de comportements individuels ou sociaux entraînant une souffrance grave chez celui qui s'y adonne ou met l'autre en danger... »* Avec une telle définition, l'obsessionnel, le dépressif, le compulsif, le maniaque pourra vivre sa douce folie à son gré tant qu'elle ne l'entraînera pas dans une douloureuse pathologie ou ne nuira pas à la liberté d'expression de l'autre. En revanche, l'asocial qui voudra s'accaparer plus que de raison au dépend de son voisin, qui cherchera à nuire systématiquement, pourra toujours être envoyé se faire soigner en compagnie des anciens fonctionnaires de l'OMS, de l'OMC, du FMI ...!

Dans une société de l'accès, non seulement l'entourage immédiat aurait le temps et les moyens de soutenir les plus faibles, mais le spécialiste formé dans le domaine très particulier de la psychiatrie et des médecines préventives serait au moins dégagé des contraintes matérielles pour agir !

L'hôpital serait désenclavé, intégré dans la vie sociale globale, les soins seraient plus souvent de l'accompagnement que de la contention chimique (réservée à l'urgence), et surtout, l'idée d'un droit à la *neurodiversité* ayant fait son chemin (comme cela a été fait au sujet du droit à la diversité sexuelle), la cohabitation entre des personnes aux comportements les plus divers serait bien apaisée. Les angoisses ou les obsessions pourraient produire de bons écrivains ou de bons peintres. On a déjà connu un temps où le Ravi du village rendait à tout le monde de menus services, un temps où les neuroleptiques n'étaient pas encore un marché juteux, où les hypersensibles n'étaient considérés comme des anormaux mais comme d'excellents musiciens, conteurs, conseillers, pédagoges...

Publicité : La publicité est omniprésente dans nos sociétés modernes. Issue des *réclames* de la fin du XIX^e siècle qui avaient un simple souci d'information, elle s'est peu à peu rapprocher de la *propagande* et en a utilisé tous les travers. Le journaliste australien John Pilger¹, écrit : "*La propagande est plus efficace lorsque notre consentement est fabriqué par l'élite éduquée - Oxford, Cambridge, Harvard, Columbia - qui fait carrière à la BBC, au Guardian, New York Times, Washington Post. Ces médias sont réputés pour être progressistes. Ils se présentent comme des gens éclairés, des tribuns progressistes de la morale ambiante.*"

Quand aux publicistes ils ont abandonné toute pudeur pour présenter clairement leurs tactiques de manipulation des masses comme un art nécessaire et moralement justifiable. Le plus bel exemplaire en est Edward Bernays, le neveu de Sigmund Freud qui est considéré comme le père de la publicité moderne.

Bernays a fait ses premières armes en 1917 en retournant l'opinion américaine qui était contre l'entrée en guerre, par tout un arsenal mental ! Il a inventé ensuite le breakfast à l'américaine (œufs et bacon) à la demande de l'industrie agroalimentaire. Il a commandé une fausse étude scientifique qu'il a divulgué auprès de 4 000 médecins dûment récompensés. En quelques années son breakfast est devenu une institution américaine. Dans les années 1920, les fumoirs étaient réservés aux hommes, au grand dam des industriels du tabac. Bernays a fait de la cigarette un symbole du pénis

1 John Pilger (1939-) journaliste, correspondant de guerre et scénariste australien vivant à Londres.

et du pouvoir masculin, puis il a utilisé ces mêmes symboles auprès des féministes. Il scénarisa un défilé de femmes le dimanche de Pâques 1929 à New York, fumant des cigarettes appelées *torches de la liberté*, le tout filmé et photographié par une meute de cinéastes et journalistes. Le magazine Vogue a été largement mis à contribution, Hollywood s'est cru obligé de contraindre des actrices à jouer des scènes cigarette au bec. La vente de cigarette a doublé en quelques années, grâce aux *torches de la liberté* !

Aujourd'hui le budget mondial de la publicité est plus important que celui que nécessiterait l'éradication de la faim et du manque d'eau potable dans le monde, et personne ne s'en offusque. C'est devenu l'un des postes les plus polluants et le plus énergivore de l'industrie, rarement attaqué par la mouvance écologique si l'on excepte les *Briseurs de pub*. Les techniques publicitaires ont envahi les sphères politiques et culturelles et aucun gouvernement ne se passerait d'un *cabinet de communication*, aucun artiste ne se passerait d'une agent pour *s'offrir plus de visibilité*. Le phénomène est tel qu'il ne peut plus être régulé, et encore moins disparaître autrement que par une abolition de l'argent et des profits financiers...

La publicité est un système de communication de masse visant à fixer l'attention d'une cible visée (consommateur, utilisateur, usager), afin de l'inciter à adopter un comportement souhaité, généralement l'achat d'un produit. La *Pub* concerne les biens de consommation, les services mais aussi les hommes et femmes, les lieux touristiques, une organisation gouvernementale, des événements sportifs ou culturels, l'essentiel étant toujours de s'accaparer un *marché*. Elle est par nature mensongère, elle fait d'un dentifrice un produit odontologique miracle, un extraordinaire moyen de séduction et d'intégration sociale. "*Vos dents blanches sont votre meilleur atout...*", "*Votre haleine fraîche vous fera aimer...*" La pub s'habille d'arguments scientifiques comme le voleur met une cagoule : "*testé par les meilleurs laboratoires...*", "*contient du fluor stanneux stabilisé qui réagit aux spécificités de vos dents...*". La pub joue sur les ressorts les plus malsains, de la frustration sexuelle au manque d'estime de soi.

La pub est omniprésente : à la télévision, dans les journaux, les radios, sur le Web, dans la rue, dans les boîtes aux lettres... Le pire, c'est que cette publicité mensongère, coûteuse, inutile mais envahissante, terriblement consommatrice de papier, d'énergie, de technologies, est payée par le consommateur, lequel n'a jamais rien demandé et n'en a strictement aucun besoin ! En effet, le coût de la pub est toujours répercuté sur le prix

des produits (surcoût de 10 à 50% selon les cas). En outre, dans la comptabilité des entreprises, le coût de la publicité entre dans les frais, donc en diminution du chiffre d'affaire, donc en déduction des impôts et à leur dépend. Les États ne pouvant diminuer leur assiette fiscale, ce qui est ainsi déduit de l'impôt des grandes entreprises via la publicité est réparti sur l'ensemble des impôts sur le revenu des particuliers, de ceux-là même qui supportaient cette publicité non désirée !

Le budget de la pub est énorme (500 milliards de dollars dans le monde en 2017), alors que les besoins les plus essentiels et les plus urgents restent insatisfaits. De ce fait, le coût de la publicité n'a jamais été réellement évalué et encore moins son coût écologique. Des chiffres précis jetteraient le trouble dans les esprits tant ils seraient jugés délirants. Pendant que l'on fait, à la télévision, la promotion des économies d'énergie au sein des familles (*éteignez vos lampes dans les pièces inoccupées, fermez vos ordinateurs en veille...*), un simple panneau publicitaire lumineux, comme il en existe des millions dans les rues des villes, consomme autant que deux familles, cuisine et chauffage compris !

Ces aberrations subsisteront tant qu'il y aura l'argent, le profit, les lois de marché. Trop d'intérêts sont en jeu, ne serait-ce que les millions d'emplois générés par la pub, depuis le petit distributeur de flyers dans les boîtes aux lettres, jusqu'au PDG des grandes firmes publicitaires. En 2012, le patron de Publicis, Maurice Lévy, s'est vu attribuer un bonus de 16 millions d'euros, soit l'équivalent de plus de 1000 années de SMIC net, scandale vite étouffé par le lobby français de la publicité. L'abolition des profits monétaires entraînerait la mort subite de la publicité, ce qui changerait radicalement le paysage urbain et médiatique, l'aspect des emballages, la présentation des produits mis en circulation. La fin de la pub ferait baisser la consommation de papier, d'eau, d'énergie, de métaux et terres rares, elle réduirait considérablement la production de gaz à effets de serre, de pollutions diverses.

Sans la publicité commerciale, la publicité politique, sociale, sanitaire prendrait un sérieux coup dans l'aile. En 1918, la publicité sanitaire contre la tuberculose c'est couplée astucieusement à la publicité politique. Des affiches déclaraient: *"L'aigle boche est vaincu, la tuberculose doit l'être aussi."* Ce déplacement de la haine du boche vers la haine de la maladie a permis autant de convaincre le peuple de se faire vacciner que de préparer la seconde guerre mondiale après la crise financière de 1929. La

haine du virus Covid en 2021 nous a très bien préparé à la nouvelle société de surveillance, justifiera la crise économique qui suivra, dédouanera sans difficulté les politiques de toute responsabilité sur le dos d'un virus pourtant incapable d'intention. Ce qui a changé entre 1918 et 2021, c'est que l'ennemi n'est plus le Boche, mais l'autre, quel qu'il soit, puisque chacun de nous est un danger mortel en puissance. Dans une excellente vidéo, l'historienne Virginie Girod nous a fait la généalogie de la propagande sanitaire. ¹

Public-privé : Il s'agit d'une opposition induite par l'usage de l'argent du même type que l'opposition payant-gratuit. Le libéralisme a transféré l'essentiel de la sphère publique (ce qui est organisé et financé par la collectivité) vers la sphère privée (accaparée et gérée par des individus). Une étape intermédiaire a été inventée avec le PPP (Partenariat Public Privé) visiblement pour rendre ce transfert progressif au point de devenir invisible. Cette astuce a permis au privé d'investir dans les secteurs rentables puis d'empocher les bénéfices, et de laisser l'État investir dans les secteurs non rentables et y perd de l'argent.

Ainsi, le privé apparaît efficient, rationnel, bon pour la société, tandis que le public est évidemment coûteux, inopérant, socialement incohérent. Une fois la privatisation intégralement installée, dans tous les secteurs économique, y compris sur les biens communs réputés inaliénables, on s'apercevra du piège, mais trop tard pour revenir en arrière. Il ne restera pratiquement plus que l'air, de toute façon irrespirable, à échapper aux privatisations !

Dans les textes officiels, le "PPP" (partenariat public-privé) ressemble à un contrat gagnant-gagnant : L'État fait appel à des prestataires privés pour gérer un équipement ou un projet en échange du financement de l'opération. Un entrepreneur de BTP privé peut ainsi construire un hôpital public dont il gèrera ensuite les activités non médicales. Les types de contrats sont des plus divers, par exemple en rendant privé le bâti de l'hôpital, pour lequel le gouvernement payera un loyer annuel à long terme. L'entreprise construit le bâti avec des fonds d'État, et l'État paye ensuite un loyer à l'entrepreneur !

¹ Voir <https://youtu.be/JHZPE69RIKk>

Les fonds de pension sont de plus en plus nombreux à investir ainsi dans des infrastructures (autoroutes, ponts, bâtiments publics, station d'épuration, etc.). Il est rare que les contrats soient intégralement publiés. Au sujet des autoroutes françaises par exemple, quand les parlementaires, les journaux ou partis d'opposition ont compris l'incroyable cadeau fait aux entreprises au dépend du contribuable, il était trop tard et aucun contrat n'a été modifié. En gros, l'État a payé très cher les constructeurs d'autoroutes, lesquels ont en plus encaissé les revenus de péages et de commerces sur les aires de stationnement. Certes, ce sont les entreprises qui sont responsables de l'entretien du réseau, mais ces frais ne justifient pas un tel rapport financier...

Voilà encore un problème de plus qui ne peut se résoudre dans un cadre monétaire, avec des collusions incontrôlables entre intérêt public et privé. En revanche, dans un cadre a-monétaire, un tronçon d'autoroute, un hôpital, un pont trouverait vite les matières, la main d'œuvre et les compétences pour bâtir, entretenir, gérer l'usage de ces biens publics, si toutefois ils étaient vraiment déclarés utile et désirés par tous...

Pyramide : Le modèle géométrique de la pyramide a longtemps été la représentation symbolique du divin. Theillard de Chardin (*jésuite, philosophe français, 1881-1955*) écrivait : "*...car, par nature tout ce qui est foi monte; et tout ce qui monte converge, inévitablement.*" Dieu est au plus haut, la foi élève l'homme vers Dieu et plus on s'élève, moins on est nombreux mais plus près de la perfection. Il était logique que toutes les représentations du monde ressemblent à cette pyramide, qu'on la retrouve aussi bien dans la vallée des rois en Égypte, dans les ziggourats mésopotamiennes, dans les temples maya que sur le dollar américain !

Il est normal aussi que toutes les institutions humaines (Églises, États, entreprises, écoles...) ait adopté ce même schéma divin, y compris dans les structures matérialistes et athées. Ce schéma de pensée est trop incrusté dans nos cerveaux pour que l'on puisse en changer sur une simple décision personnelle ou législative. En revanche une innovation technique aussi prégnante et généralisée que le numérique peut changer radicalement nos mentalités en une ou deux générations.

Il est clair que le numérique met à mal cette construction mentale en lui substituant le pouvoir latéral, la décentralisation du type polycellulaire comme dans tout organisme vivant et non divin. On a sous-estimé

le pouvoir du smartphone et des réseaux sociaux dans leur capacité à briser la pyramide, sans doute autant que l'on a surestimé leur pouvoir addictif et leur potentialité de surveillance dictatoriale. En effet, le pouvoir immédiat et constant de donner son avis sur tout, de s'autoriser à affirmer, à savoir, à penser par le biais d'un tweet, d'un message Facebook, d'un commentaire de blog, ce pouvoir a tué l'expert, le sachant, le penseur, l'éditorialiste, l'essayiste. Sans plus aucune hiérarchie, *JE* me permets de vous dire ce qui me passe par la tête, sans justifications ni références, simplement parce que j'ai, *main-tenant*, un petit appendice ouvert sur le monde entier qui m'y autorise. J'écris un livre que personne ne veut lire et encore moins éditer, *no problem* ! Je le mets en ligne sur un site gratuit, sans contrôle ni conseil.

Le pire et le meilleur est à attendre de cette nouveauté. A s'affoler du pire, on a oublié le meilleur, le fait que le réel existe toujours et que si j'écris des âneries personne ne les lira, sauf celui qui un jour voudra me nuire et ressortira mes délires dont j'aurai honte. Si au contraire je sou mets une idée lumineuse à laquelle personne n'avait pensé, ce petit smartphone si critiquable me donne la possibilité de la confronter à des millions d'autres pensées. Plus besoin d'Académie, de Comités de censure ou de promotion, l'idée est bonne, elle fait le tour du monde ; elle est mauvaise, je la remballerai. Combien de Mozart ont-ils été assassinés dans l'œuf faute d'avoir eu un tel outil en main ?...

Q

QE et QE4P : Deux acronymes pour Quantitative Easing (en français assouplissement quantitatif) et Quantitative Easing For People (QE pour le peuple) qui sont d'autant plus d'actualité qu'une crise financière approche. En gros, le QE est la capacité d'une banque centrale à acheter des actifs à une banque en difficulté, en échange de liquidités. C'est le pendant non conventionnel de la fameuse *planche à billet*.

Cela procède de l'idée qu'une banque de quelque importance ne peut faire faillite sans entraîner des réactions en chaîne sur toute l'économie. C'est ce qui est résumé par l'expression *too big to fail*, trop grosse pour qu'on prenne le risque de la voir faillir. Pour répondre à la crise de 2008, le QE a été utilisé en masse par de nombreuses banques centrales, BCE comprise.

Quelques députés européens, réalisant que les liquidités données aux banques s'exfiltraient trop facilement dans l'économie spéculative au lieu de soutenir l'économie réelle, ont imaginé le même système, le QE4P, mais cette fois en offrant ces liquidités directement aux consommateurs, par des versements sur leurs comptes courants, le tout organisé par l'État (de l'argent pour le peuple). Le QE4P a été présenté comme une création monétaire démocratique, opposée à la création oligarchique, le QE. Les deux systèmes sont contestables et contestés par la plupart des économistes, mais acceptés comme planche de salut en cas d'urgence.

En réalité, la science économique se montre incapable de démontrer, expérience à l'appui, ce que ces systèmes de rééquilibrage économique donnent à long terme (inflation ou déflation), si les dettes ainsi créées devront être remboursées, partiellement effacées ou annulées et à partir de quel seuil. Un pays peut-il créer de la dette au-delà de 200% de son PIB ? Peut-on annuler une dette sans priver le pays endetté de toute possibilité de relance ? Est-il possible et sensé pour un État de se priver de l'endettement ?

Pour une science pluriséculaire, si fière de son savoir et de ses com-

pétences, il est étrange que des questions de bases comme celles-ci ne puissent obtenir un quelconque consensus au sein de cette *communauté scientifique*. Cette communauté savante en est réduite à un tâtonnement expérimental sans cesse recommencé. Il est logique alors de penser que la question de la monnaie n'est abordable que si on cesse d'autonomiser l'économie en l'intégrant à un champ scientifique plus large, ou mieux en la réintégrant dans le champ des sciences sociales (sociologie, anthropologie, philosophie...).

Le QE est censé rassurer les banques, relancer la production et réduire le chômage. En réalité, il a surtout abouti à augmenter considérablement la quantité de monnaie en circulation, à gonfler artificiellement le bilan des banques centrales, sans pour autant éviter l'inflation. C'est le Japon qui le premier s'est lancé dans une vaste opération de QE entre 2001 et 2006. Puis, avec la crise de 2008, le système a été adopté par les USA, l'Union européenne, la Suède, le Royaume Uni... L'opportunité et l'efficacité de cette politique monétaire divise en deux clans les économistes, les uns affirmant que le QE a permis de sortir de la crise, les autres qu'il ne fait que préparer la crise suivante.

Quant au QE *for people*, il n'a pas encore été réalisé au moment où j'écris. Ceux qui en parlent le plus sont ceux qui croient que la prochaine crise économique sera systémique et qu'il n'y aura pas de solution dans les conditions actuelles. Les opposants parlent de *monnaie hélicoptère*, pour dénoncer qu'on distribue de l'argent au peuple, sans condition, comme si on le jetait par la fenêtre d'un hélicoptère.

Techniquement, rien n'empêcherait la BCE de faire pour les peuples ce qu'elle a fait pour les banques : créer des quantités énormes de monnaies et les redistribuer directement aux particuliers. L'idée est de relancer la croissance par la consommation en redonnant un pouvoir d'achat aux chômeurs, aux exclus du système, aux travailleurs pauvres... Une sorte d'impôt inversé ! Les gens ramassent l'argent, le dépensent, ce qui permet de faire repartir l'inflation en territoire positif et relance la production.

Évidemment, il y a toute les chances pour qu'une mise en œuvre d'une telle mesure démontre une fois de plus qu'on ne peut réformer le système monétaire. On le quitte ou on accepte son utilité et ses tares (un paquet cadeau non négociable...). L'argent "hélicoptère" versé directement sur les comptes courants des particuliers serait très rapidement capté par la finance purement spéculative. L'argent doit circuler de main en main, de

transaction en transaction. Certains économistes calculent déjà comment réduire la rotation monétaire au plus court pour capter cette manne au profit de la pure spéculation.

En caricaturant à peine, après le premier achat effectué avec cette monnaie tombée du ciel, elle se condenserait immédiatement entre les mains des actionnaires, puis dans celles de la finance internationale, augmentant encore les inégalités sociales que cette mesure est censée combattre. En outre, dans un contexte où le problème environnemental devient crucial et réclame une réduction drastique de la production, financer la consommation n'est peut être pas l'idée la plus cohérente !

R

Racisme : Fait d'attribuer à la race, l'origine ou la croyance, une essence propre et de la charger de maux divers. Cette posture incongrue, courante dans notre monde moderne pourtant technologique, s'explique par la nécessité de détourner les injustices criantes, quand il nous est l'impossible de comprendre une évolution trop rapide et trop complexe. Si un pauvre juif exclu, un pauvre blanc exclu, un pauvre noir exclu ou un pauvre musulman exclu souffre, ce serait parce qu'il est juif, blanc, noir ou musulman, non parce qu'il est exclu. Associer ainsi une race, une religion, une origine ou une condition sociale détourne le problème... C'est le principe du *bouc émissaire*, qui ne dit rien sur le bouc mais en dit long sur le sacrificateur !

Le sentiment de vivre une fin de régime, l'incapacité quasi généralisée à se projeter dans l'avenir a suscité un développement exponentiel du racisme ordinaire. L'autre devient de plus en plus l'ennemi : la race met en péril notre culture, la religion est nécessairement hégémonique, la couleur de peau toujours suspecte, l'orientation sexuelle dérangement, la classe sociale prédatrice. La crise sanitaire de 2020-21 a renforcé encore plus le racisme et l'a même étendu à des catégories sanitaires. Les vaccinés se sont mis à insulter les non vaccinés, ces inconscients qui mettent l'humanité en péril. Les non-vaccinés bêlants se sont élevés contre ces moutons qui se font volontairement fait tondre. Les vieux se sont méfiés des jeunes inconscients du danger qu'ils représentent, les jeunes accusant les vieux d'avoir favorisé les dégâts environnementaux et ouvert grand la porte au virus pour conserver leur minable confort.

Les questions de sécurité ont toujours fait le lit du racisme. Que l'on craigne pour sa santé ou sa vie, pour ses biens et la stabilité économique du pays, pour la fin de la croissance ou l'enrichissement scandaleux d'une petite minorité, nommer des coupables, jeunes, vieux, blancs, noirs, athées ou religieux, complotistes ou transhumanistes, homos ou hétéros, peu importe pourvu qu'ils soient identifiés. Les parallèles avec ce qui a provoqué les divers génocides qui ont émaillé le XX^e siècle, sont peu

évoqués : Juifs, Arméniens, Grecs d'Anatolie, Tutsis, Bosniaques, Kurdes, Cambodgiens..., on ne manque pas de sujet d'études. Or, la plupart des peuples responsables de ces génocides ou témoins passifs n'étaient pas des malades mentaux, des barbares assoiffés de sang. C'était des gens ordinaires, souvent bons avec leur entourage, parfois cultivés, simplement pris dans un engrenage qu'ils ne maîtrisaient pas. Il faut donc bien se demander, en permanence, si le prochain génocide, surtout dans un contexte d'effondrement global, n'est pas en train de se préparer.

La peur, l'incompréhension, l'absence de projet collectif créent un vide mental qui n'attend qu'un événement déclencheur pour être comblé par un racisme ordinaire. S'il est possible, pour la très grande majorité d'entre nous, de nous préparer à l'irréparable, pour nous préserver de la tentation sacrificielle, une fois le processus génocidaire enclenché, il faut être un fou ou un héros pour s'y opposer. Plus rien ne peut ensuite empêcher l'épuration ethnique, la guerre de religions, la guerre civile, chacun défend sa peau et celles de ses proches. L'empathie devient suicidaire. En revanche, si un projet de société vient à temps pour expliquer comment on a pu en arriver là, comment on peut contourner les impasses qui nous affolent, les capacités à soigner ce monde malade dont nous disposons sans le savoir encore, alors il sera plus difficile d'enrôler des hordes de barbares racistes...

Radicalisation : Le terme de radicalisation est entré dans le langage courant au sujet de l'islamisme et s'est peu à peu appliqué aux divers mouvements contestataires. En décembre 2020, le ministère anglais de l'éducation a imposé aux écoles de n'utiliser dans le programme scolaire aucun document qui remette en question la légitimité du capitalisme. L'opposition au capitalisme a été décrite comme une position "politique extrême". A croire que le gouvernement britannique est en train de se radicaliser !

Les responsables britanniques de l'éducation ont considéré la promotion d'alternatives au capitalisme comme une menace pour la liberté d'expression, mais aussi comme une approbation d'activités illégales, et donc – inévitablement – comme une preuve d'antisémitisme (sic!). Il y a tout lieu de croire que ces mesures désespérées et draconiennes mises en place pour consolider un système suicidaire de plus en plus discrédité, ne sont pas près de prendre fin. Elles vont certainement empirer.

En France les lois sécuritaires ont interdit toute photographie d'agents des forces de l'ordre dans l'exercice de leur fonction, y compris

par les journalistes. Elles ont rendu obligatoire le passe sanitaire, elles se sont imposée dans les esprits avant même que les lois successives ne soit votée. L'État capitaliste s'est entêté au sujet de ces lois contre l'avis d'une grande majorité populaire, contre l'opposition des journalistes, les mises en garde de l'ONU, les protestations de la Ligue des droits de l'homme, contre des juristes qui en relevaient toutes les contradictions avec la Constitution et nombres de lois protégeant la liberté de pensée... A défaut de se faire accepter par les peuples, le capitalisme criminalise toute critique, toute dénonciation. Serait-ce alors que le capitalisme est en train de se radicaliser ? Si l'on en croit les quelques penseurs qui expliquent la radicalisation des musulmans (parfois fraîchement convertis), des jeunes de banlieues, des mouvements politiques extrémistes, c'est le même sentiment de fin de cycle qui pousse l'État à se radicaliser.

Plutôt que de parler de la radicalisation des musulmans, nous ferions mieux de parler d'islamisation des radicalismes. Cela expliquerait que des jeunes français de souche, éduqués dans la chrétienté, se retrouvent à faire le djihad en Syrie. Cela expliquerait tout autant l'extrémisme de certains végans, fraîchement convaincus du sort tragique des poulets, qui s'en prennent au boucher ou à l'éleveur. S'il serait sain que nos animaux d'élevage soient mieux traités, il serait tout aussi sain que les végans et les carnivores cohabitent autrement que dans la guerre civile ! Cela expliquerait tout autant le nombre de gouvernements qui jettent aux orties Constitution, lois et contre-pouvoirs pour légaliser des lois liberticides.

Radicalité : Nous ne sommes pas les seuls à sentir que notre système politique actuel est à bout de souffle. La palette des options, de l'extrême droite à l'extrême gauche, n'aboutit plus qu'à des suffrages par défaut (votes en faveur du moins disant), à des pouvoirs impuissants (à l'exemple du Syriza grec), à des programmes inapplicables. Paradoxalement, nous n'avons jamais entendu autant parler de radicalité, là où le terme devrait être suspect ! En quoi le mouvement Syriza, englué dans des pratiques néolibérales brutales, peut-il être qualifié de radical ? En quoi Podemos, lui aussi englué dans des alliances impossibles de partis, est-il encore radical ? La gauche française dite anti-systémique, a elle-même fini par préférer une insoumission de façade, pour camoufler la radicalité qu'elle revendiquait il y a peu.

Le terme de radicalité signifie, au moins étymologiquement, que

l'on s'attaque aux causes premières, aux racines du mal dénoncé, à ses origines. On entend dans le mot, le désir d'aller au bout de l'action sans exceptions ni compromis, de sortir des chemins battus, de ne proposer que du neuf, de l'innovant. Mais les mots déteignent au lavage de la politique et les gauches radicales risquent de terminer comme le Parti Radical du siècle dernier, ou le socialisme de Hollande, dans un consensus mou habillé de réalisme politique. Ne restera bientôt plus de radicalité que dans les petits groupes isolés, marginaux, aux effets ponctuels : les Anarchistes, les Indignés, les Nuit-Debout, les Gilets jaunes..., et certains musulmans dont on se plaît à dire qu'ils se radicalisent. Le fait n'est pas anodin et, sans chercher complot là où il n'y a que stratégie, il serait commode pour nombre de politiques que la radicalité se confonde avec l'extrémisme.

La révolution bourgeoise de 1789 nous a volé le mot démocratie en l'associant aux gouvernements représentatifs. Le capitalisme nous a volé le mot libéral en l'accolant à l'économie. Le néolibéralisme est en passe de nous voler celui de radicalité en le teintant de danger, de violence et de haine. Il ne reste pour l'instant que des radicalités usurpées par des faussaires faisant passer des causes secondaires pour premières, par des manipulateurs faisant croire à des révolutions qui ramènent au point de départ, usurpées enfin par détournement de sens.

Contrairement au radicalisme religieux qui s'accroche à une tradition, au radicalisme des gauches européennes qui imposent un tabou sur nombre de questions de fond (et la monnaie en est une si elle n'est pas la principale), au radicalisme de minorités qui perdent tout pouvoir par excès de pureté (l'écologie en a montré de beaux exemples), la désargence propose non seulement une grille de lecture de tous les problèmes qui se présentent à nous, mais une posture intellectuelle qui ouvre le champs des possibles, des réponses pratiques qui libèrent l'imaginaire individuel et collectif.

Jusqu'à présent, sur le "marché de l'utopie", quelles sont les propositions pour s'opposer au formidable rouleau compresseur de l'oligarchie mondialisée dite libérale ? Le *Convivialisme* qui n'explique pas ce qui rend convivial ? Le *Distributisme* genre revenu d'existence ? La coalition des *Colibris* façon Pierre Rabhi ? Un énième programme de gauche habillé d'insoumission ? Une Décroissance qui se refuse à se donner les moyens de coercition pour empêcher les riches de piller la planète ? Et pourquoi pas la Désargence dont la radicalité est évidente, dont l'exercice pratique peut

commencer de suite, qui met en évidence la folie de notre monde autant que les potentialités d'une société libérée de l'argent...

A espérer que les choses s'arrangent, que des innovations technologiques nous sortent du pétrin, qu'un homme providentiel nous montre la voie, que la raison l'emporte ou que l'homme devienne bon, nous sommes arrivés au seuil du tolérable, en situation d'urgence. Et c'est l'urgence même qui donne force à cette proposition, qui la rend crédible quand elle paraissait folle il y a peu. Elle pourrait bien être l'élément catalyseur de ces soubresauts sporadiques qui émergent ici et là dans nos sociétés, de plus en plus fréquents, de plus en plus radicalisés, de plus en plus virulents faute d'avoir encore quelque chose à perdre !

Rapport de force : De la façon d'entrer dans un rapport de force dépend l'issue du conflit. A l'évidence, le capitalisme est toujours en position de force ayant capté tous les pouvoirs économiques, politiques, médiatiques, répressifs. Le sentiment d'impuissance des peuples face au rouleau compresseur néolibéral est devenu quasi général. La puissance qu'il a démontré à l'occasion du virus Covid, en assignant à résidence des populations entières et en bloquant des pans entiers de l'économie, semble avoir annihilé toute révolte possible. Il serait plus judicieux de poser la question du rapport de force sous l'angle de ce qu'il y a à perdre et à gagner. Dans un rapport de force, c'est toujours celui qui n'a rien à perdre qui gagne, celui qui a le plus à perdre qui cède. Toutes les révolutions ou avancées sociales connues le prouvent.

Or, qui a quelque chose à perdre dans un changement radical de société sinon les nantis, ceux qui ont produit les désordres actuels, qui ont sacrifié l'équilibre mondial à leur furieux délire d'accumulation ? La crise sanitaire et la crise financière qui inévitablement suivra représente une "fenêtre de tir" qu'il faudrait saisir. Ils nous ont confinés, poussés à la faillite, intoxiqué de fausses statistiques et de discours biaisés par les intérêts financiers, soit ! Mais leur relance ne peut se faire sans nous. Leur capital n'est rien d'autre que le fruit de notre travail. Sans nous, ils ne sont rien. Günther Anders proposait de "*renverser le sens de la menace*" mais nous avons nous-mêmes trop à perdre pour être menaçants. Mieux vaut refuser de jouer selon leurs règles.

Mais pour cela, il faut un autre jeu, doté d'autres règles, et cela reste à inventer. Faute de quoi, nous serons toujours piégés dans des cercles vi-

cieux. Seule l'abolition de l'argent pourrait mettre tous les rapports de force en jeu sur la même ligne de départ. L'argent, c'est aussi le pouvoir. Ceux qui le possèdent maîtrisent aussi les médias, les organisations professionnelles et politiques, la force armée et policière, l'éducation, l'expertise des intellectuels... Face à eux, une poignée d'individus non organisés, sans moyens techniques, sans notoriété, tournent en rond dans un bocal ridiculement petit et agité de points de vues contradictoires (pas la même vision de l'Homme, pas la même philosophie, pas toujours le même objectif...). Jamais les poissons du bocal ne parviendront à convaincre que les immenses bancs de poissons marins ont tort et eux raison !

Ce n'est pas la conviction des gens tournant dans le bocal de la civilisation sans argent qui pèsera dans la balance mais l'évidence de leur idée. S'ils sont dans le sens de l'histoire, leur influence sera inéluctable et quand le banc de millions de sardines se trouvera face à un prédateur trop gourmand, quand l'eau qui les fait vivre s'asséchera, ils seront prêts à écouter ceux du bocal. Nul ne sait quand cela arrivera, mais la folie serait de ne pas préparer un avenir possible. Quand les problèmes deviennent insurmontables et qu'aucune solution n'apparaît, l'homme a tendance à se ruer vers la falaise des moutons de Panurge, vers le suicide collectif d'une guerre mondiale, vers le repli identitaire et intégriste de la religion.

Le saut de la falaise, la guerre mondiale ou la croisade religieuse ne pourront être atténués que si, en amont, quelques uns ont pensé une autre issue possible, même s'ils ont été traités d'utopistes farfelus pendant tout le temps précédant la chute ! Et l'issue, la porte d'entrée d'un "renversement de sens" dans le rapport de force, pourrait bien être la perception de l'argent. S'il s'insinue petit à petit l'idée que l'argent est l'erreur fondamentale, la cause principale de nos problèmes, que l'on peut s'en détourner, le snober, s'il devient culturellement ridicule de lui obéir, de l'adorer, de le convoiter, les maîtres perdront à la fois la carotte qui nous faisait collaborer et le bâton qui nous faisait marcher droit.

Rapport Meadows : Du nom des scientifiques américains Dennis et Donella Meadows, ce rapport conclut dès 1972 à la fin probable de la civilisation industrielle¹. En 2012, Meadows reprit cette étude, l'actualisa et conclut à une fin probable vers 2030. Ce rapport a sans doute favorisé

1 Rapport Meadows : *The Limits to Growth*, A Potoomac Associates Book, 1972.

l'émergence d'une réflexion mondiale sur l'avenir de l'humanité, sur les risques majeurs d'un probable effondrement. On peut saluer la clairvoyance des époux Meadows qui osèrent, quand tout laissait croire à un progrès linéaire et infini, annoncer l'impensable, l'effondrement de toute cette belle architecture.

Ce rapport est souvent cité mais rarement lu par les commentateurs. On trouve même des commentaires sur le Club de Rome qui différerait du rapport Meadows, alors que ce Club n'est que le fruit du travail de l'équipe Meadows. D'autres ont confondu pic pétrolier et fin du pétrole que le groupe *aurait* prédit pour l'an 2000, ce qui n'est pas arrivé. On ne trouve aucune trace d'une telle affirmation dans les textes du Club de Rome, mais on l'utilise toujours pour décrédibiliser ce travail pourtant sérieux. Comme tous bons scientifiques, les membres du Club de Rome ont réalisé un modèle mathématique et informatique, déterminé quelques dizaines de variables caractéristique du système complexe terre, décrit des relations de type boucles de rétroaction, effets domino et cliquets.

Tout cela reste une hypothèse qui, toute intéressante qu'elle soit ne peut prendre en compte toutes les variables et ne peut s'affirmer totalement prédictive. A titre d'exemple, l'équipe Meadows a complètement oublié ou occulté la fonte du permafrost, ce qui rend ses conclusions plus optimistes qu'elles devraient. Si donc certains ont eu le sentiment que cette étude était catastrophiste, exagérée, orientée idéologiquement, on pourrait tout autant affirmer qu'elle était en-deçà de la réalité.

Les courbes établies sur les principales variables entre 1900 et 2100 sont étrangement identiques et toutes nous prouvent que la tendance globale est plus à l'effondrement qu'à la résilience. Toutes montrent que la croissance provoque l'effondrement du système. Or, le capitalisme est incapable de se passer de la croissance. Il n'est pas adapté à une stagnation et encore moins à une décroissance. Le rapport Meadows signe donc la fin inéluctable du modèle capitaliste encore plus clairement qu'il ne s'alarme sur l'environnement en danger et la survie de l'espèce humaine. C'est sans doute pour cela que si peu ont lu le rapport Meadows. Ils auraient été contraints d'admettre, au moins intellectuellement, qu'il faut aller vers une société post-capitaliste, si ce n'est vers une société post-monnaire...

Heureusement, d'autres scientifiques ont apporté de l'eau au moulin des Meadows, proposé d'autres variables, d'autres approches possibles. S'il n'y a toujours pas de consensus et que des climato-sceptiques, des

cornucopiens et autres aveugles volontaires refusent de voir l'évidence, il devient de plus en plus clair qu'ils ne s'appuient pas sur la science mais sur des convictions, des croyances, voire de la mauvaise foi...

Rareté : La rareté justifie l'étalonnage de la valeur et donc l'argent, autant que l'argent fabrique artificiellement la rareté, ne serait-ce qu'à des fins spéculatives. Ce qui est rare, est toujours susceptible d'être convoité par beaucoup de monde. On en a même fait une loi, celle de l'offre et de la demande. Si la demande est plus importante que l'offre, le prix monte, si l'offre dépasse la demande, la valeur de l'objet convoité s'écroule. Tout commerce se fonde sur cette apparente évidence.

De là à faire gonfler artificiellement la demande, à imposer une rareté, à limiter l'offre sans raison, il n'y a qu'un pas, lequel est régulièrement et allègrement franchi, en toute bonne foi ou sans aucune vergogne, en complète contradiction avec le bien commun qu'un commerçant peut par ailleurs invoquer. Le petit commerçant, celui qui est indispensable au bon fonctionnement de la communauté, qui se veut scrupuleusement honnête, ne peut que s'insurger contre de telles suspicions. Pourtant, s'il ne décide pas de lui-même de fausser l'échange pour un plus grand profit, il ne peut échapper à cette loi de l'offre et de la demande et participe de facto au système. Le prix qu'il affiche sur un produit dépend forcément de tous les trafics effectués en amont de la chaîne de production. Va-t-il refuser de vendre un pain ou de le vendre à perte sous prétexte que le céréalier, le minotier, le transporteur, ont tous avant lui spéculé sur la production de farine ?

Avec la financiarisation totalitaire de toute l'économie, le jeu s'est encore compliqué. L'exemple du pétrole est significatif. L'évolution du prix du baril de brut entre 1970 et 2020 ne suit absolument pas celle de la production. On vu le prix du baril s'envoler quand l'offre sur le marché était abondante, s'effondrer dans des périodes de restriction. Ces variations sont dues aux enjeux géopolitiques bien plus qu'aux réserves réelles de pétrole dans le monde, ce qui prouve que la rareté a cessé d'induire logiquement la valeur. En septembre 2021, on nous a annoncé une hausse considérable du prix du gaz (+12,6%). Il s'agit de la quatrième hausse en quatre mois. Les médias nous ont parlé de la "hausse historique" des prix du gaz sur le marché mondial qu'il fallait bien répercuter sur le prix à la consommation. Les plus précis nous expliquent que *la demande est tirée par la reprise*

économique mondiale, à la faveur de l'amélioration de la situation sur le front de la pandémie de Covid-19. On a pu lire aussi que le prix restera stable jusqu'à la fin de l'hiver 2022 et reviendra à la normale au début de l'été. Certes, la France importe 99% de son gaz naturel et ne peut que subir la volonté des pays producteurs, lesquels, nous dit-on, ont subi un hiver rigoureux et des incendies en été. Or nos importations de gaz viennent de Norvège (39%), de Russie (20%) des Pays-Bas (10%), de l'Algérie (7%), du Nigeria (6,5%), et d'autres pays (17,5%). Il paraît difficile d'attribuer cette hausse historique à des causes aussi précises dans une telle diversité des sources. A l'évidence, il faut chercher les causes ailleurs que dans la demande ou la raréfaction.

Mais cette question de rareté est un argument favori des défenseurs de la monnaie. Pourquoi un pays détenteur d'une matière première rare (pétrole, gaz, scandium, yttrium, lanthanides...) s'empêcherait-il de profiter des richesses de son sous-sol pour faire pression sur d'autres, pour en obtenir des privilèges indus ? Pourquoi en céderait-il gracieusement une partie et se priverait-il de la puissance qu'il pourrait en tirer ? Tout mettre en accès libre semble impensable. L'argument est logique et entendable. Il est vrai que les revenus annoncés en bourse sur ces éléments indispensables à l'informatique peuvent atteindre des sommets, jusqu'à de 500% de la mise par an ! Sauf que des pays intégralement autonomes, en énergie, en matières premières, en technologie, en productions alimentaires ou manufacturières, cela n'existe plus depuis longtemps, depuis que l'activité humaine s'est dégagée de la stricte économie de subsistance pour pratiquer l'échange marchand ! Que ce soit dans un cadre monétaire ou a-monétaire, un pays qui capterait pour son seul profit une richesse dont tous les autres seraient dépourvus se mettrait au ban des relations internationales ou se verrait soumis à un blocus le contraignant à se passer de tout ce qui ne peut être produit chez lui.

L'exemple afghan est à ce titre intéressant. Ce petit pays totalement enclavé et au relief aussi ingrat que son climat s'est trouvé au cœur d'enjeux géopolitiques qui les dépassaient. Ils ont bénéficié du qualificatif de carrefour d'accès à l'Asie et ce titre ont été colonisés par les anglais jusqu'en 1921. Cette situation de carrefour les a doté d'une vaste culture issue de toutes les religions, langues et ethnies. Une réputation de liberté d'esprit, d'ouverture sur le monde a attiré chez eux une faune de marginaux qui en ont fait leur paradis avec d'autant plus de joie que la culture du pavot

y était florissante. En 1979, les Soviétiques interviennent militairement et assassinent leur président, Hafizullah Amin. Dans le cadre de la guerre froide, le bloc occidental arme les Moudjahidines avec le soutien du Pakistan, de la Chine, de l'Iran. Ils reprennent alors une pseudo autonomie, sans cesse bousculée par l'étranger. En 1994 émerge le mouvement des Talibans qui prend vite de l'ampleur en réponse à ces décennies de désordre. En 2001, le régime taliban est défait par une coalition internationale menée par les USA avec des motifs douteux. La suite est bien connue est se termine par la déroute des forces alliées, leur départ en catastrophe du territoire afghan, laissant derrière eux des milliers de "collaborateurs" promis à des morts violentes, leurs familles avec, et le retour de la Charia. Mais qu'allaient-ils faire dans cette galère, aurait dit Molière ! Dame, s'assurer un futur approvisionnement en lithium dont les Afghans regorgeraient (information encore non vérifiable) ou d'autres ressources minières indispensables pour la transition écologique, et dont la demande va bientôt exploser au niveau mondial. Peu importe les démocrates afghans, la Charia, la condition des femmes pourvu que le lithium soit accessible ! Pour les peuples représentés par ces gouvernements prédateurs, un discours humanitaire est déjà prêt pour camoufler les intérêts économiques...

Contrairement aux phantasmes sciemment entretenus par le cinéma hollywoodien, il y a de grandes chances pour que, dès l'abolition volontaire de la monnaie ou sa disparition subie, le problème serait tranché rapidement, ne serait-ce que pour éviter des opérations de razzias perpétuelles sur ces ressources rares. L'intérêt le plus égoïste qui se puisse, resterait de mettre en accès libre ce dont on dispose en quantité. Comment imaginer en effet qu'un État doté d'une technologie rare, d'un métal indispensable et précieux ou d'une énergie abondante garderait tout pour lui seul ? Il se retrouverait rapidement attaqué, envahi par tous ceux qui en manqueraient cruellement. L'argent a plongé le monde dans la folie la plus meurtrière, l'abolition de l'argent rendrait l'intelligence aux plus égoïstes !

Ravaudage : Le Larousse donne comme définition, *raccommoder à l'aiguille*. Ravauder une société complexe, c'est un peu ce que fait la couturière qui comble les trous d'usure dans un tissu en reconstituant, à l'aiguille, la trame et la chaîne, travail lent, minutieux, mais incapable à restituer durablement la qualité originelle du tissu. Le mot *complexe* qui caractérise si

bien nos sociétés vient du latin *complexus* qui désigne le tissage ! L'étymologie met au jour de curieuses analogies.

La plupart des alternatives que nous connaissons et louons relèvent du ravaudage, du lent et minutieux tissage à l'aiguille d'un tissu social usé jusqu'à la corde. Rarement les alternatives visant à réparer un tissu social donnent un résultat durable et satisfaisant. Les actions humanitaires ravaudent les peuples en situation de famine sans jamais éviter la famine suivante. Elles soignent les blessés des zones de conflits aussitôt remplacés par d'autres blessés... En somme, la seule véritable efficacité de l'humanitaire est de donner bonne conscience à ceux qui l'aident ou la pratiquent. Ce n'est pas rien mais ce n'est pas plus qu'un ravaudage qui fait passer du vieux pour du neuf, qui sauve les apparences au lieu de soigner les causes...

Le ravaudage et le rafistolage sont devenus les deux mamelles du capitalisme. En effet, la seule obsession du capitalisme est de réaliser du profit, de faire deux euros avec un euro, *quoiqu'il en coûte* nous dirait Macron. Dans ce cas, peut importe les dégâts que l'on provoque si ces dégâts font du profit. Le PIB, mesure sacrée de la bonne santé du pays, est calculé en multipliant la masse monétaire par sa vitesse de rotation. Si on traduisait cela en langage courant et au niveau d'un ménage, leur PIB serait leurs revenus multipliés par le nombre de transactions effectués à partir de ces revenus. C'est une vision pour le moins restrictive du bien vivre, de la santé d'un ménage. C'est aussi absurde que de définir la valeur artistique d'un tableau par ses hauteur et largeur, multipliées par l'âge du peintre ! Tous les économistes le savent mais continuent à se référer au PIB, à la rotation et à la masse monétaire. Donc, ils persistent à produire les catastrophes humanitaires, à faire tourner l'argent, à réparer les misères les plus criantes, tout en dégageant des profits.

Le parcours des aliments récoltés par la Banque Alimentaire est édifiant. En novembre 2015 et pour le seul département de l'Isère, 3 000 bénévoles ont participé à la collecte annuelle, et Emmaüs mettait ses camions à disposition pour le transport des 250 tonnes d'aliments, achetés dans les supermarchés par les clients et distribués par les bénévoles. Une armée d'autres bénévoles ont donner de leurs temps pour trier, classer, ranger. Les grandes surfaces et l'industrie agroalimentaire étaient tout autant généreux. En plus du chiffre d'affaires exceptionnel qu'ils réalisaient ce jour là, il se faisait de la publicité en offrant ce qu'ils avaient en stock et se vendait mal ou arrivait à leur date de péremption. L'argent tourne, ce qui crée de l'ar-

gent, tout en économisant sur les frais de transport de stockage, de main d'œuvre. Vive le bénévolat ! Se pose-t-on les questions de surproduction, de l'exploitation des bénévoles, de la qualité de la nourriture ainsi redistribuée aux plus démunis ? Non ! Le ravaudage est toujours un bon coup de marketing...

Réalisme politique : Tout homme politique quelque peu crédible se réclame du réalisme. Quand il propose une contrainte budgétaire, c'est toujours assorti d'un appel au réalisme. Quand deux méthodes ou programmes s'opposent, le plus pragmatique a toujours plus de chance de convaincre. En revanche quand un plan échoue, ce réalisme annoncé n'est jamais remis en cause. L'échec est dû au gouvernement précédent, à une conjoncture plus difficile que prévue...

Ce rappel constant au réel et au réalisme est assorti de l'anathème d'utopique collée à tout ceux qui renvoient le réaliste à ses échecs. Abolir l'argent et le travail est bien entendu l'utopie suprême. Pourtant, dès le début du XXI^e siècle, deux choses ont bien été réalisées par le capitalisme lui-même : le chômage de masse et l'argent magique. C'est une réalité en acte et non une spéculation sur l'avenir. Ce qu'il reste à faire aujourd'hui c'est d'imaginer une société fondée sur autre chose que l'argent et le travail, sur un autre paradigme. Mais jusqu'au bout, le réaliste sera celui qui lutte contre le chômage et tente de moraliser l'argent, pas celui qui construit une société active mais sans argent...

L'épidémie Covid aurait été une bonne occasion de réfléchir au réalisme politique. C'est en son nom que des politiques sanitaires les plus diverses ont été adoptées, avec des résultats qui, à l'évidence, n'ont pas donné les résultats escomptés. Pourquoi la vaccination massive des Israéliens n'a-t-elle pas donné un meilleur résultat que le faible taux de vaccination des Grecs ? Pourquoi est-il si difficile de juger de l'efficacité des mesures de confinement ? Pourquoi la médecine classique a-t-elle été déclarée incompétente au bénéfice de la réanimation en hôpital ? Chaque pays a ainsi fait des choix stratégiques, et nul ne sait lequel a eu raison sur tel point, tort sur tel autre. Le réel, quand on le prend par petits bouts et non dans sa totalité ne dit rien de bien précis.

Il en est de même avec l'argent, la valeur, le marché. Par petits bouts, ils ne nous disent rien qui vaille, dans leur globalité, ils nous rendent

révolutionnaire. C'est sans doute ce qui explique le refus obstiné de toute vision globale !...

Recherche scientifique : Le chercheur Alexandre Grothendieck (1928-2014)¹ posait une question intéressante et rarement évoquée : « *Pourquoi faisons-nous de la recherche scientifique? Pour la plupart de mes collègues, cette question est si simplement extraordinaire qu'ils se refusent même de l'envisager.* » Grothendieck a interrompu son activité de chercheur quand il s'est rendu compte qu'il y avait des problèmes si urgents à résoudre concernant la survie qu'il lui semblait de la folie que de gaspiller des forces à la recherche pure. La science actuelle, selon lui, ne sert à remplir directement aucun des besoins communs aux gens que nous connaissons. Il y a aliéné parfaite entre nous-même et notre travail, constate-t-il. « *Pas une seule fois mes connaissances de scientifique ne m'ont servi à comprendre comment permettre la survie de l'espèce humaine...* » et plus loin : « *A l'intérieur de la civilisation occidentale ou de la civilisation industrielle, il n'y a pas de solution possible. L'imbrication des problèmes économiques, politiques, idéologiques et scientifiques est telle qu'il n'y a pas d'issues possibles* »...

On nous objecte souvent qu'il serait impossible de créer des pôles importants de recherches scientifiques tels que la NASA, le CERN. Pourtant, le CERN a été reçu comme une utopie quand Louis de Broglie en a présenté le projet en 1946. Il lui a fallu dix ans de négociations pour obtenir enfin le terrain et le budget nécessaire au lancement du Centre Européen pour la Recherche Nucléaire. Regroupant douze nations au départ, il a fini par regrouper 23 États membres et 3 197 personnes à temps plein. D'autres participent au CERN sur des programmes de recherches occasionnels : 13 000 scientifiques venus du monde entier. Sur le plan matériel, c'est bien sûr plusieurs immenses accélérateurs de particules, quantités d'appareils sophistiqués, plusieurs centaines de laboratoires. Les données extraites des expériences faites au CERN sont traitées par 41 000 processeurs appartenant à plus de 240 organisations réparties sur 45 pays.

¹**Alexandre Grothendieck** est un mathématicien français, né le 28 mars 1928 à Berlin et mort le 13 novembre 2014 à St-Lizier, près de Saint-Girons (Ariège). Il est resté longtemps apatriote tout en vivant principalement en France; il obtient la nationalité française en 1971. Il est considéré comme le fondateur de la géométrie algébrique et, à ce titre, comme l'un des plus grands mathématiciens du XX^e siècle.

Le WWW (*World Wide Web*) nous est parvenu grâce au CERN, offert à l'humanité entière par son principal inventeur, Tim Berners-Lee, un chercheur anglais. Un scientifique ayant collaboré au CERN m'expliquait que ce don était bien dans l'esprit de "la maison". Les données issues du CERN sont partagées entre tous et si demain l'argent venait à disparaître, *le CERN continuerait à fonctionner*, m'a-t-il avoué, sans pour autant croire à une telle éventualité.

C'est aussi au CERN qu'a été inventé le néologisme de "coopétition" (coopération et compétition). Ce n'est pas anodin ! Les gens du CERN sont passionnés et c'est la passion qui permet aux volontés de tendre vers un objectif partagé et c'est au nom de l'objectif que sont prises les décisions. C'est au nom de cet objectif que la remise en question de chacun est possible. Les chercheurs du CERN sont trop passionnés par leur course aux particules élémentaires pour s'occuper d'une société post-monnaire, mais nul doute que si elle advenait, ils prendraient le train en marche sans problème...

Le propre d'une hypothèse scientifique c'est d'être réfutable et les certitudes ne font pas partie du domaine scientifique. Mais ce principe est si peu à la mode que médias et politiques nous inondent de postures contraires sans sourciller, chacun prétendant posséder la vérité. Le monde scientifique lui-même est contaminé. Un chercheur pose une hypothèse, en fait l'expérience en laboratoire pour la confronter au réel. Si l'expérience semble satisfaisante, on la reproduit plusieurs fois pour être sûr du résultat. Il est même conseillé de la faire reproduire par d'autres chercheurs pour en vérifier la reproductibilité.

Or, une étude suisse effectuée sur les grandes revues scientifiques a montré que ce taux de reproductibilité était de 15 à 25%. Ce qui veut dire que la grande majorité des publications dans ces revues, généralement liées à des intérêts économiques, sélectionnent des études non valides ou incomplètes. Ce sont ces principes de base de la recherche scientifique, fondement de la plupart de nos connaissances actuelles, qui sont négligées en économie politique. La rationalité moderne s'appuie sur des dogmes, des croyances, au même titre que la religion. Il y a donc de bonnes raisons de s'inquiéter et d'oser une généalogie de ces croyances quant à l'argent, l'échange marchand, l'économie en général et l'usage politique qui en est fait en particulier.

Le propre d'une saine philosophie, c'est d'aider l'homme à vivre et

surtout à mourir. Hors de cet objectif, elle n'est que verbiage, élaboration de concepts qui tirent leur validité de leur formulation absconse. Les économistes, qui souvent se targuent aussi de philosophie, ont ainsi élaboré un vocabulaire ésotérique qui échappe au *vulgum pecus* et les protège de tout questionnement. Ils ont réussi l'exploit de nier à la fois les principes fondamentaux de la science et ceux de la philosophie. Dans un monde sans argent, c'est à dire libre de choisir ses activités, ses domaines de recherches, libre d'accéder à tous les moyens matériels et à tous les outils disponibles, il est probable que la recherche scientifique reprendrait sens et vigueur, la philosophie aussi...

Récupération : Réutilisation pour un second usage d'un objet, d'une idée, d'une entreprise. Cette vieille pratique s'est développée proportionnellement et parallèlement à l'évolution du capitalisme. La récupération d'objets usagers a pris un immense essor avec l'accroissement de la consommation. Tant de choses sont jetées que les chiffonniers, brocanteurs et autres récupérateurs en ont fait parfois d'importants profits. Ceux qui récupèrent les métaux, surtout les non-ferreux, sont souvent devenus de véritables entrepreneurs industriels. Le bas de l'échelle (les récupérateurs de papiers, cartons et chiffons...) est resté l'apanage des marginaux, des exclus du système. En 1954, l'abbé Pierre leur a donné des lettres de noblesse en organisant les communautés des *Chiffonniers d'Emmaüs* qui récupéraient tout ce qui était susceptible d'être transformé, recyclé, revendu. Les profits engrangés ont permis la création de logements sociaux et l'aide financière aux plus démunis, jusqu'à devenir une énorme entreprise présente dans plusieurs pays.

Mais le grand récupérateur du siècle est le capitalisme lui-même, non au sujet des métaux ou du papier, mais au niveau des idées et des entreprises. Dès qu'une initiative tant soit peu marginale, originale et surtout sociale est lancée, le capitalisme a toujours réussi à la phagocyter, à la récupérer pour la faire entrer dans son cadre économique. Quand on compare les statuts des premiers crédits agricoles de l'époque de la loi Méline en 1894, et ce que cela a donné un siècle plus tard, on voit bien qu'il n'en est resté qu'un slogan "*le bon sens à côté de chez vous*" ! L'idée était trop belle, trop généreuse pour la laisser aux mains d'idéalistes !

Il en a été de même avec toutes les coopératives de consommation (Grimaud et Cie en 1792, La Société du Devoir Mutuel en 1828, les

magasins Derrion en 1834, la FFNCC de Charles Gide en 1912...) qui toutes ont accouché de nos splendides supermarchés ! L'un des plus grands récupérateurs d'idées du XXI^e siècle est sans conteste Emmanuel Macron, président français à partir de 2017. Le 9 juillet 2018 devant le congrès réuni à Versailles, il réussit le tour de force de ressusciter *l'État providence* et de le recycler en outil de dérégulation néolibérale. Près d'un siècle durant, l'État providence a été l'idée phare de la gauche sociale. Le capitalisme étant créateur d'inégalités, d'injustice, d'exclusion, seul l'État était en mesure de redistribuer les richesses, de soutenir les plus démunis, d'assurer la survie matérielle, culturelle et sanitaire de tous. Or l'État ne pouvait assumer cette tâche providentielle sans l'impôt, ce qui dérangeait les néolibéraux pour qui chacun doit être responsable de sa vie. L'État n'a pas à corriger les différences de revenus, de culture, d'énergie, disaient-ils.

Dans ce discours de 2018, Emmanuel Macron reprit à son compte l'expression d'*État providence*, c'est à dire un État aidant le plus faible, corrigeant les effets nuisibles du système. Il lui a pourtant donné un tout autre sens, celui d'un État dont la fonction serait de donner autant de chances à chacun. Ensuite, le marché fera le tri ! L'État est là pour favoriser l'activité économique qui seule fait la richesse. Ce n'est qu'une fois cette richesse acquise que l'on peut penser à une redistribution. Ceux dont le destin est l'échec devront alors l'assumer en acceptant ce que leur laissera le marché. En somme, l'idée fut de prendre un terme typiquement attaché à la gauche sociale et de lui donner un sens antisocial. La mise en avant de *l'État providence selon Macron*, son entrée dans le langage journalistique puis commun, risque fort de marquer la fin de toutes les protections sociales, la fin de toute solidarité organisée !

La tactique est en somme la même que celle qui donna naissance à la démocratie représentative défendue par la bourgeoisie de 1789 pour que le mot *démocratique* ("*ce que la France ne saurait être*" disait le révolutionnaire Seyiès), n'ait plus aucun sens. Un chef d'œuvre de récupération, de recyclage linguistique ! Mais il faut croire que l'expérience, l'Histoire n'ont aucun intérêt en économie. Il est curieux de constater que chaque période du capitalisme a produit son *distributisme* particulier, chaque parti en a évoqué l'idée, et l'homme du peuple en a toujours rêver

depuis Robin des Bois¹ et Jacques Bonhomme² et plus récemment avec Marius Jacob³. !

Ceci dit, une redistribution, sous quelque forme que ce soit et sans changer en même temps le régime fiscal, aurait abouti à ce que l'argent pris aux plus riches fasse de facto baisser leur taux d'imposition d'un montant supérieur à ce qui leur aurait été pris ! Il y a des idées séduisantes qui face à la réalité deviennent vite absurdes. Insoluble problème que la désargence a contourné par son concept d'accès... La récupération, des métaux non-ferreux a ses limites et on ne peut les recycler éternellement et en égale quantité. C'est physiquement impossible. Et les plus belles idées s'avèrent pitoyables quand elles restent dans le cadre marchand. On ne comprend rien de la relativité avec les outils qu'utilisait Pythagore !

Redistribution : Si on prenait aux riches, ça ferait combien pour les pauvres ? C'est la question que pose l'économiste français Jean Gadrey. c'est ce que demande avec une belle constance les réformateurs du café du commerce. Il faut dire que la richesse des plus riches se calcule en tant de milliards que nous peinons même à nous imaginer ce que cela représente.

Jean Gadrey, en bon économiste, s'est donné la peine de traduire ces inégalités. Il propose ensuite plusieurs scénarios à partir de l'hypothèse que l'on prélève 10% des revenus des plus riches pour les transférer au 10%

-
- 1 Robin des bois est un personnage fictif, issu d'une tradition orale mise en texte littéraire au XIV^e siècle par William Langland. La seule chose qui soit authentique, c'est que Robin fut un bandit au grand cœur, détroussant les riches pour nourrir les pauvres.
 - 2 Jacques Bonhomme, né à Beauvais, de son vrai nom Guillaume Caillet (ou Carle selon les médiévistes), meneur de la grande Jacquerie paysanne. La répression menée par Charles le Mauvais fut terrible (carnage de Mello le 9 juin 1358). Jacques Bonhomme est mort supplicié puis décapité.
 - 3 Marius Jacob (1879-1954), anarchiste français, adepte de la *reprise individuelle*. Il signe ses cambriolages avec ces mots : *Dieu des voleurs, recherche les voleurs de ceux qui en ont volé d'autres*. Marius donne tout ce qu'il vole à ceux qui en ont besoin et mène un train de vie relativement sobre. Lors d'un cambriolage, il s'aperçoit qu'il s'agit de la maison de Pierre Loti. Il remet tout en place après avoir écrit : *Ayant pénétré chez vous par erreur, je ne saurais rien prendre à qui vit de sa plume. Tout travail mérite salaire. PS : Ci-joint dix francs pour la vitre brisée et le volet endommagé !* En 1906, il est condamné au bagne de Cayenne et y passe 18 ans dont 11 en cellule. Il y entretient une longue correspondance avec Albert Londres. Voir sa biographie de J.M Delpech, *Alexandere Jacob l'honnête cambrioleur*, éd. Atelier de création libertaire 2008, ancien directeur de recherche au CNRS,

les plus pauvres. Le résultat, c'est que les plus pauvres qui gagnent en moyenne 641€ par personne passent à 1079€, soit un gain de 66%. Intéressant. On peut aussi élargir la base au 20% des plus pauvres. Résultat, on améliore le sort des 10% les plus pauvres de 44% et le sort des 10% un peu moins riches de 15%. Pas mal non plus. Jean Gadrey semble donc avoir raison, sur la stricte mathématique en tous les cas.

En bonne logique capitaliste une telle augmentation du pouvoir d'achat boosterait la consommation (les plus pauvres épargnent guère, contrairement aux riches). Donc les prix des produits de première nécessité (alimentation, chauffage, vêtements, hygiène, etc.) et des charges incompressibles (loyer, transports, soins...) pourraient augmenter. Si les prix augmentent proportionnellement à l'augmentation du pouvoir d'achat, les pauvres seront toujours aussi pauvres. Mais alors où est passé l'argent qu'ils auront reçu des riches ? Dans ceux qui produisent ces biens de consommation et qui louent des appartements, les riches ! Comme Boris Vian faisait dire à son Tonton bricoleur en bombes atomiques, *"Y'a quelque chose qui cloche la-dedans, j'y retourne immédiatement !"*

Ceci explique sans doute que tant d'économistes humanistes aient prétendu venir en aide aux plus pauvres et que les pauvres soient toujours aussi pauvres... Les riches seront toujours les mieux placés pour faire des lois de riches et pour capter le peu de richesse des pauvres. Tout système monétaire avantage ceux qui gèrent la monnaie, tout système marchand favorise le commerce au dépend du client. A moins d'imaginer l'ensemble des financiers et des marchands, soudainement et miraculeusement devenus probes...

Réel : Le réel, *"c'est la superposition de tous les imaginaires possibles"* nous dit Alain Connes¹, ce mathématicien français qui a révolutionné la théorie des algèbres. En somme, "l'imaginaire de la désargence" fait partie du réel et se superpose mentalement à tous les autres imaginaires économiques plus connus. On peut en faire la critique, nier son intérêt ou sa faisabilité, mais l'ignorer n'est pas bon signe !

Mais le réel est un concept en voie d'extinction au sein de l'espèce des concepts. Peut-être est-ce en raison de la définition qu'en donnait Lacan

1 Alain Connes, mathématicien français, médaille Fields en 1982, né à Draguignan en 1947.

(le réel c'est quand on en prend plein la gueule!). Tant de chose nous en mettent plein la gueule dans ce monde de brutes... Entre l'environnement qui se dégrade, la démocratie qui s'apparente de plus en plus à la *démocrature*, les virus qui ne cessent de produire des variants, les inégalités qui n'ont plus guère de caractère soutenable, l'énergie qui menace de manquer quand nous en avons de plus en plus besoin, et quelques autres *joyeusetés* contemporaines, on peut comprendre que le réel fasse peur, que nos gouvernants soient de plus en plus "hors-sol", nos élites de plus en plus délitées. Raison de plus pour aller chercher dans le cerveau des mathématiciens, astrophysiciens et autres biologistes ce que les sciences humaines peinent à nous offrir...

Jean Tirole, prix Nobel d'économie en 2014, a osé écrire "*Dans le conteste d'eurosepticisme actuel, il est utile de rappeler que l'action européenne a réduit les écarts de revenu et que, même en tenant compte des calamiteuses dernières années, les institutions européennes ont dans l'ensemble contribué à la croissance...*"¹ Voilà qui éclaire ce que réel veut dire ! On peut être nobélisé, jouir d'une réputation mondiale et constater en 2018, contre toute expérience concrète, que l'Europe a réduit les inégalités et contribué à la croissance !...

Par chance, tout un chacun peut lire aussi Joseph Stiglitz. Lui aussi nobélisé en 2001, il explique que "*l'euro a conduit à une aggravation de l'inégalité. Avec lui, les pays faibles sont devenus plus faibles et les pays forts encore plus forts.*"² Voilà ce qu'on appelle une science exacte qui produit des expertises claires et indiscutables !!!

La conclusion saute aux yeux : l'économie ne décrit pas le réel mais prescrit ce que doit être le réel. Au lieu de parler de science économique nous devrions parler de *scientologie économique* (la scientologie se définissant elle-même comme un ensemble de croyances et de pratiques). C'est toute la différence qu'il y a entre la sociologie qui décrit la réalité des groupes humains et l'économie qui impose des comportements aux "agents économiques". Le seul moyen de revenir au réel est d'abandonner l'économie pour revenir à la science...

1 Extrait de *Économie du bien commun*, chap.12/1, PUF, 2018.

2 Extrait de *Comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe*, préface, éd. Acres Sud, 2016.

Réformisme : Posture consistant à améliorer une situation en évitant soigneusement tout changement sur le fond. C'est ce qui a fait dire à Albert Einstein "*C'est pure folie de faire sans arrêt la même chose et d'espérer un résultat différent.*" C'est généralement au nom du réalisme que le fond est sacrifié à la forme. Pour beaucoup, la sortie du système monétaire est pure folie. On réclame une lente progression vers le monde meilleur, sans éclats ni bouleversements, on pense plus pédagogique la multiplication des étapes que le grand saut dans le vide.

Rien n'est plus vain que de vouloir entraîner un réformiste sur le chemin de la Révolution. Rien n'est pourtant moins évident que les petits pas prudents soient plus aisés que le grand saut. Mais la glose et la rhétorique ne font que cristalliser les esprits et figer les postures. C'est sans doute la plus évidente difficulté pour les militants de la désargence, face à tous ceux qui hésitent devant le saut à faire, un pied pourtant près à s'élanter, figés dans la posture du *Pas suspendu de la cigogne*¹. Il suffirait d'une dizaine d'année de préparation mentale, d'expérimentations bien mises en exergues, d'exercices logiques d'analyses des problèmes, pour qu'au moment de l'effondrement du système, il paraisse évident au plus grand nombre que la solution est dans l'abolition et pas dans une énième réforme. Cela éviterait bien des souffrances au passage d'un régime à l'autre, si ce rêve devenait réalité...

Relance : Le capitalisme XXI^e siècle balance, encore et toujours, entre austérité et relance. Le gouvernement Macron et son ministre des finances Bruno Lemaire ont démontré avec brio lors de la crise sanitaire de 2020-21 que l'on pouvait passer de l'une à l'autre méthode, sans "mobile apparent" et avec autant d'inefficacité !

A un mois d'intervalle, le président a pu dire aux personnels hospitaliers "*qu'il n'y a pas d'argent magique*" (austérité) et son ministre nous annonce avec fierté un plan à hauteur de 100 milliards pour compenser la crise sanitaire (relance) ! La banque de France de son côté annonce une hausse de 5% du PIB en 2021 après une chute de 9% en 2020. Comme le dit

1 Allusion au film de Théo Angelopoulos, 1991, fable allégorique sur l'attente des migrants à la frontière Gréco-Albanaise.

l'économiste Gilles Rabeaud , *il est difficile de faire des prévisions, surtout lorsque cela concerne l'avenir !*¹

En janvier 2021, il était pourtant visible que le chômage explosait, que la pauvreté s'était accrue et que le plan France Relance annoncé, quand bien même il serait efficace, mettrait plusieurs années avant de rattraper la situation antérieure à la crise sanitaire. L'État ne peut dépenser l'argent sans contrôles administratifs, sans appliquer les règles comptables aussi nombreuses que complexes. Un spécialiste de ces questions explique que sur les 100 milliards annoncés, si l'État arrivait au bout d'une année à avoir dépensé 30 milliards, ce serait un exploit, un record de célérité administrative. Cette somme apparemment énorme, a donc pour principal effet immédiat, un effet d'annonce. En réalité, elle ne prouvera son utilité que dans cinq ou six ans. Tout gouvernement a une "inertie monétaire structurelle" et une entreprise qui reçoit une aide financière du gouvernement ne peut utiliser cet argent en moins d'un an minimum. Certains feront faillite malgré l'aide gouvernementale en raison de cette inertie inévitable.

La crise économique discrètement annoncée depuis 2019 a été passée sous silence par le gouvernement, les médias, les économistes audibles, et rarement évoquée par les médias alternatifs. La puissance de "l'enfumage sanitaire" mis en œuvre a parfaitement occulté l'économie. Les cent milliards ne vont pas renflouer l'économie de base, celle de la consommation, mais vont vite être récupérée par la classe supérieure, comme on l'a vu en Grèce. Après dix ans d'austérité et de relance en alternance, 80% de la population ne peut plus consommer, n'a plus de travail et 20% se sont enrichis. Or une économie de marché, ne peut se passer de clients et la perte de 80% des dits clients fini tôt ou tard par bloquer le système.

A la pandémie succédera une crise financière mondiale, ce qui fera toute la différence avec les précédentes crises. Faute de soutien d'une grande puissance (Chine, USA, Allemagne...) capable d'aider les États en défaut, faute de soutien des grandes organisations mondiales (OMC, FMI, Banque mondiale) qui ne vivent que des subsides des États, le système ne peut que s'effondrer. La relance provoquera l'inflation, l'austérité provoquera une baisse de la production alimentant l'inflation qui limitera un peu plus la production... Un cycle infernal, une boucle de rétroaction négative impossible à contrôler. Les stratégies mises en place un peu partout dans le

¹ Dans une interview pour *Le Média*, 30.12.2020: <https://youtu.be/nXZy3xJa4>

monde par les gouvernements, démontrent clairement la réalité de cet enchaînement. S'ils avaient la moindre solution alternative, ils s'empresseraient de la proposer au lieu de s'enfermer dans un déni de réalité...

Dans ce contexte, il n'y a pas trente six solutions mais deux : l'arrivée au pouvoir d'une dictature néofasciste ou le Nouvel Ordre Mondial d'un côté, une révolution copernicienne de l'autre côté qui propose un autre modèle politique, économique, social, par exemple une Société de l'Accès...

Relocalisation : L'argent induisant la recherche du profit et donc de la concurrence, la concentration de la production est inévitable. Chaque entreprise est contrainte de produire au plus près de la matière première, là où la main d'œuvre est la moins chère, où les charges fiscales sont les plus légères. La délocalisation étant l'unique issue économique, la concurrence éliminant peu à peu les moins rentables, toutes les filières locales disparaissent peu à peu.

Certains groupes de résistants ont tenté de reprendre en main des circuits complets de productions comme celle allant de l'élevage du mouton au pull-over en passant par le cardage, le filage, la teinture de la laine. Mais le système capitaliste n'est pas fait pour eux et il les soumet à de telles contraintes qu'ils ne peuvent produire que des objets, certes de qualité, mais réservés à une classe aisée ou particulièrement militante.

Dès la disparition de la monnaie, la tendance s'inverserait, mais non sans mal car il n'existe plus assez de tondeurs de mouton, de cardeurs, fileurs, teinturiers, tricoteurs... Dans beaucoup de domaines des savoir-faire ont disparu. Des machines et des outils devront être réinventés. Le goût et l'esthétique devront être reconstruits. Le détricotage du monde globalisé s'avérera bien plus complexe que ce qu'imaginent les altermondialistes, les anticapitalistes, les fanatiques du circuit court, du local. Beaucoup de choses sont encore à inventer. Si la délocalisation est fulgurante par nécessité, la relocalisation demandera un temps et une énergie considérable.

Une des pires conséquences des délocalisation est d'avoir confié aux pays émergents l'intégralité de la production des microprocesseur, des circuits imprimés. Les voitures produites en France, l'électroménager, les machines outils, la médecine et quantité d'appareils de la vie courante ont besoins de composants électroniques pour lesquels nous n'avons plus aucune unité de production, plus de savoir faire, rarement les matériaux nécessaires. Si on imagine que les pays asiatiques, pour une raison ou une

autre, bloquent brutalement toutes les exportations de ces pièces essentielles, on arrive vite à calculer le nombre de journées au-delà desquelles nous serions paralysés. La chute sera brutale et rapide. L'électronique est partout, de la gestion des centrales nucléaires au banal digicode qui nous donne accès à notre logement. Nous sommes dans une situation de dépendance totale et nous avons accepté cette dépendance sans prévoir la moindre solution de rechange à court et moyen terme. C'est une folie qui en dit long sur la viabilité du système capitaliste...

Répétition : En psychologie, la répétition est une sorte d'exorcisme individuel. Quand un problème rend la vie insupportable, celui qui en souffre et n'y voit aucune issue est souvent amené à reproduire le trauma dans l'espoir qu'il arrive à l'appriivoiser. L'enfant abandonné aura tendance à se faire sans cesse abandonner par ses amis, ses employeurs, ses conjoints, sans jamais se rendre compte qu'il est lui-même à l'origine de ces abandons (à l'exception bien sûr de l'abandon initial). L'enfant battu aura tendance à provoquer sans cesse la violence de l'autre, comme si une violence de plus finirait un jour par faire déborder le vase emportant le trauma avec l'eau du vase.

C'est un fonctionnement que l'on peut aisément attribuer aux économistes du capitalisme finissant. Leur tendance à reproduire les mêmes schémas de fonctionnement, produisant sans cesse les mêmes effets, finit par devenir évidente au plus grand nombre, sauf aux économistes. La crise de 2008 a été la conséquence d'un crédit immobilier offert à des personnes incapables de rembourser leur crédit. On aurait pu s'attendre à ce que l'expérience serve de leçon. Pourtant, les mêmes économistes américains ont refait la même erreur quelques années plus tard avec les voitures, pensant cette fois sauver l'industrie automobile ! Les crédits étudiants, les actifs pourris des banques, les micro-crédits, sont autant de risques d'explosion. On appelle cela des *bulles*, métaphore laissant penser que leur éclatement est inévitable mais sans gravité.

C'est ce qui finira sans doute par alerter les gens de bons sens : l'économie capitaliste est atteinte d'une grave pathologie mentale déguisée sous des atours logiques, mathématiques, scientifiques... Croire que la répétition des mêmes actions conduira vers une solution est malheureusement partagée très équitablement entre les tenants du pouvoir et les opposants au pouvoir : je te tiens, tu me tiens par la barbichette....

Reproduction matérielle : Frédéric Lordon nous explique que *"...à partir du moment où les hommes ont été privés de la possibilité de pourvoir par eux-mêmes aux nécessités de leur reproduction matérielle, ils n'ont plus eu d'autre solution de survie que d'en passer par l'échange marchand, donc accéder au médium de l'échange marchand qui est l'argent".¹*

En clair, dès l'instant que l'on ne peut plus faire soi-même tout ce qui est nécessaire à notre survie, on est obligé d'en passer par l'argent. Donc, toute société n'ayant pas inventé ni utilisé une quelconque monnaie d'échange est condamné à mourir. On voit bien qu'il suffit de retourner l'ordre de cette affirmation pour la rendre absurde puisque certains peuples ont réussi à survivre jusqu'à nos jours sans argent.

Ce concept de reproduction matérielle nous a été donné par Karl Marx (*Le Capital, I.*) mais à partir de l'analyse de la société déjà industrialisée du XIX^e siècle. Marx parlait essentiellement à la classe ouvrière qui, contrairement aux paysans avait perdu la capacité de produire ce qui était nécessaire à sa survie. Marx ne pouvait penser une société sans argent, impossible à l'époque aussi bien culturellement que techniquement.

La réalité du monde de Marx n'était pas la réalité d'aujourd'hui. Marx ne pouvait avoir eu connaissance du mode de fonctionnement des Inuits. Sir John Franklin y était bien parti en 1845, mais n'en est jamais revenu. Et les quelques récits de pêcheurs et aventuriers étaient connus mais plus que fantaisistes. Il y était plus souvent question des techniques de chasses jugées primitives et de la fameuse hospitalité sexuelle des Eskimos que de leurs structures sociales et économiques.

Il semble donc bien que Lordon ait lu Marx de manière anachronique. Il y a eu plusieurs options pour assurer la reproduction matérielle et non pas une seule consistant à inventer un médium à l'échange marchand. Poser l'invention de l'argent comme un choix ou une fatalité ne revient pas au même. La position de Lordon est habile en ce sens qu'elle nous met devant un choix impossible. Partant du contexte social actuel, si la reproduction matérielle recouvre la totalité des activités humaines, de la cuisson de son pain au lancement d'un satellite de télécommunication, alors il n'y a pas de possible société sans échanges, donc sans argent. Si la reproduction ma-

1 https://www.youtube.com/watch?v=J2wf_T32STc

térielle se cantonne à produire, transformer, consommer ce qui est biologiquement vital (boire, manger, se protéger des intempéries et quelques autres choses identiques), alors c'est possible mais au prix du renoncement à tout ce qui est quelque peu technique et qui demande la collaboration d'un groupe important. Dans les deux cas, une société sans argent selon Lordon représente une régression d'une telle quantité de siècle qu'elle en devient inadmissible.

Cela mérite de décortiquer tous les termes et présupposés de Lordon. *A partir du moment...*, cela signifie qu'il y a eu un moment, un point de bascule. Nous serions donc passé d'un temps où chacun produisait pour lui-même tout ce qui assurait sa survie à un temps collectif. C'est en soi une absurdité, l'homme préhistorique avait ses spécialistes, ses artistes, ses chasseurs, ses guerriers et il est difficile d'imaginer que tous étaient capables d'assurer lui-même toutes ces fonctions. Les peintures de la grotte de Lascaux montrent une telle homogénéité de style que l'on ne peut imaginer une œuvre collective sur une telle surface que l'artiste du moment ait pu faire cela "à temps perdu", entre la chasse, la cueillette, la surveillance des petits. Les animaux eux-mêmes travaillent en collaboration et spécialisation, et parfois entre espèces différentes.

Où les hommes ont été privés de la possibilité de pouvoir... Si les hommes ont été privés, c'est qu'ils ont été contraints. Par qui, par quoi ? Sans doute fait-il allusion à la première grande industrialisation, entre 1820-1830, qui a poussé un grand nombre de paysans à quitter leurs cultures vivrières pour travailler contre salaire dans les manufactures. Là on comprendrait mieux le terme *privés*. Tout a été fait pour attirer les paysans vers la ville, à commencer par l'école qui introduit des horaires fixes pour accoutumer les jeunes habitués au temps variable du climat, à la hiérarchisation du travail alors qu'à la ferme tout le monde est appelé à tout faire. Là effectivement, la reproduction matérielle passe par le salariat, ce qui change tout. Mais avouons tout de même qu'à l'échelle de l'humanité, le milieu du XIX^e siècle est un passé récent. Et ce n'est qu'à la deuxième révolution industrielle (électricité, chemin de fer, industrie lourde...) que les choses se sont réellement cristallisées.

C'est seulement au début du XX^e siècle que la plupart des français n'ont *plus eu d'autre solution de survie que d'en passer par l'échange marchand*. Les registres de notaires prouvent à longueur de pages que jusque là, la plupart des ouvriers et paysans n'ont eu qu'un accès extrêmement limité

au médium de l'échange marchand, qui est l'argent. Si c'est à partir de ce moment que le médium argent est devenu l'unique objet de l'être humain, alors oui, c'est un renversement radical qui s'est produit, mais tardivement, sous une incroyable pression des manufacturiers et des marchands. C'est vraisemblablement à ce moment que l'argent est devenu aussi central et généralisé du plus bas au plus haut de l'échelle sociale, faisant effectivement perdre aux humains beaucoup de leurs capacités de survie.

Est-ce pour autant qu'il n'y aurait pas un type d'organisation sociale sans division du travail ? Cette répartition des tâches implique-t-elle obligatoirement l'argent ? Est-ce l'unique et meilleure solution ? Lordon sait bien que l'échange marchand n'est pas sans problèmes, puisqu'il écrit : "*la division du travail engendre une division du pouvoir qui, en retour, vient parasiter la division du travail. Il n'est pas nécessaire d'avoir passé beaucoup de temps dans les institutions-organisations pour s'apercevoir que les enjeux de pouvoir y perturbent sans cesse les enjeux fonctionnels...*"¹ Le pouvoir et l'argent étant intimement liés, on voit mal comment sortir de l'impasse *lordonienne* sans remettre en cause l'argent, le salariat, l'institution, le travail, et quelques autres catégories utiles au temps de Marx ou de Spinoza, obsolètes aujourd'hui....

Réseaux sociaux : L'émergence des réseaux sociaux a donné la parole à tout le monde, pour le pire et le meilleur. Facebook (2004), Youtube (2005), Twitter (2006), WhatsApp (2009), Instagram (2010)..., représentent la part la plus visible de l'iceberg. Il faut y ajouter la possibilité de commenter tous les articles de presse numérique et de blogs. Aux spécialistes les plus pointus et faisant autorité parmi leurs pairs se mêlent ceux qui n'ont rien à dire mais le font savoir, ceux qui en profite pour jeter leur fiel à la face du monde, ceux qui parlent avant d'avoir réfléchi. Oscar Wilde écrit dans "*Les ailes du paradoxe*" : «*J'adore parler pour ne rien dire. C'est le seul domaine où j'ai de vagues connaissances.*»

A contrario, l'irruption des réseaux sociaux ouvre un champ démocratique réellement innovant. Enfin le peuple peut dire ce qu'il pense, sans passer par une instance représentative. La surdité des élites intellectuelles et gouvernementales a creusé un fossé infranchissable entre représentants et représentés. Le fossé est tel que le peuple n'accorde plus guère de confiance

1 Frédéric Lordon, *Vivre sans ?* p.16, éd. La Fabrique, 2019

aux "sachants", quels qu'ils soient. Le maître d'école qui ne dit pas la même chose que le réseau social est nul. Le scientifique qui affirme que la terre est ronde nous ment ou s'est laissé bernier par la CIA. Quant aux politiques, un simple montage vidéo peut enchaîner leurs errances, leurs contradictions, leurs promesses non tenus, au point de les rendre parfaitement ridicules.

Que les réseaux sociaux soient sources de multiples problèmes est évident. Pour ceux qui les fournissent, c'est un moyen de contrôle et de manipulation incroyablement puissant. Si, pour l'instant, ils servent essentiellement à dégager un profil commercial des usagers, on sait bien que demain, ils pourront rayer du champ social celui qui n'entre pas dans le moule officiel. Orwell a inventé l'écran inversé permettant à Big Brother de pénétrer dans l'intimité de chaque maison, et nous y sommes ! Il n'est pas sûr que le bénéfice démocratique soit plus important que le risque totalitaire. Dans un monde fondé sur le commerce et le profit financier, il semble évident que nous sommes perdants et que l'échange d'idées sur les réseaux sociaux est un piège de plus pour nous dominer, nous asservir.

Quand nous imaginons un monde débarrassé de ces encombrants impératifs économiques, les mêmes outils de communication seraient utiles. Ces nouveaux outils existent : Reddit (2005), Diaspora (2010), MeWe (2012), Vero (2015), Mastodon (2016)... Mais l'argent donne aux plateformes commerciales des moyens que les autres n'ont pas. Facebook compte 1,7 milliard d'utilisateurs actifs quand Reddit n'en a que 52 millions. Les réseaux alternatifs sont pour la plupart pollués par des annonces publicitaires (il faut bien vivre!) même si les usagers peuvent désactiver la publicité. Enfin, certains réseaux se sont spécialisés dans les milieux ouvertement complotistes (Qanon par exemple). Tout n'est donc pas parfait, mais nous sommes dans une société marchande qui fausse toute alternative qui se voudrait éthique. Une abolition totale de l'argent changerait la donne.

En attendant, même les plus vertueux des plus anticapitalistes sont contraints d'utiliser les réseaux sociaux commerciaux susceptible de toucher rapidement et efficacement le plus grand nombre. Un réseau alternatif pur et dur n'atteint que ceux qui sont déjà convaincus et militants....

Ressources : Les ressources et les besoins sont les deux faces d'une même médaille. Une demande ne peut être satisfaite que s'il y a les ressources nécessaires, et les ressources ne sont utiles que si elles correspondent à une demande. Si tous les Français réclamaient unanimement le droit de se trem-

per chaque matin les pieds dans la mer, les 5 401 km de littoral n'y suffiraient pas, d'autant que 2 269 km de côtes sont rocheuses, dont 13% sous forme de falaises. Si toute la population française se concentrait sur une bande littorale de 5 km de large, nous passerions d'une moyenne française de 105 habitants au km² à une densité égale ou supérieure à celle de Paris, soit 21 067 habitants au km², ce qui est strictement impossible compte tenu des installations portuaires et industrielles déjà implantées. A l'inverse, la France peut bien produire une grande quantité de lavande par an, elle serait en surproduction si elle n'en exportait pas une bonne part sous forme de parfums et d'huile essentielle.

Une autre façon de considérer les ressources est de les mettre en rapport avec la population. Actuellement, la production mondiale est censée répondre aux besoins de 7,79 milliards d'humains. Beaucoup se demandent d'ailleurs comment il sera possible de nourrir 9 à 10 milliards avec la même planète alors qu'elle devient de moins en moins productive (désertification, réchauffement, montée des eaux, artificialisation des sols (sur un mur de Paris on a pu lire : « *Coulez du béton, on crèvera la dalle !* »)... Il n'est pas étonnant que les projections *eugénistes* fleurissent en ce moment. Avec beaucoup de cynisme, les tenants d'un Nouvel Ordre Mondial expliquent que répondre aux besoins de huit milliards d'individus relève de la gageure, alors que les mêmes ressources réparties sur deux milliards feraient des survivants des gens comblés. Il suffit donc d'éliminer six humains sur huit pour que les survivants vivent heureux, satisfaits et que soit résolues les questions de réchauffement planétaire, d'épuisement des ressources en matières et énergie, de répartition du travail, etc.

Cette réponse comptable et logique est sans doute le risque majeur que produit l'insolente inertie des humains face à cet enjeu. Il n'y a pas une grande variété de solutions pour effectuer cette remise en proportion viable des ressources et de la demande : une troisième guerre mondiale suffisamment meurtrière, une guerre économique qui laisserait les trois quart des individus à la marge, quelques bonnes pandémies et famines qui élimineraient peu à peu ce trois quart en surplus.

Insensé, inacceptable, génocide de masse, dites-vous ? Sans doute... Mais nous avons laissé se constituer une petite minorité de riches, de technocrates, de politiciens, hors sol, cyniques et incapables de la moindre empathie qui y pensent très sérieusement. Ces mêmes oligarques ont même inventé le *complotisme* pour stigmatiser tous ceux qui se mettraient en travers

de leur chemin, de leur folie eugéniste. Vous avez aimé la guerre de 14-18 comme le chantait Georges Brassens, vous allez adorer l'extermination des derniers de cordée, des sans-dents, des accidentés de la conjoncture !

Il y a tout de même plus simple nous disent certains économistes, par exemple le quantitative easing for people (QE4P), la planche à billets tournant avec suffisamment de vigueur pour alimenter le peuple en euros, yuans ou dollars et en aliments de synthèse à bas coûts (soleil vert ou steak artificiel produits en laboratoire). Soit, c'est aussi une solution : les trois quart de l'humanité servant de réserve de main d'œuvre, financée par la QE4P version salaire à vie, alimentée par une agro-industrie rationnelle, avachie sur des divans Ikéa et abreuvée par Netflix ! Oui, c'est possible... Un génocide à bas bruit, soft et indolore... Ne riez-pas, le Forum Économique Mondial de Davos en 2021 a pour thème la Grande Réinitialisation (Great Reset), pour un avenir *plus juste, plus durable et plus résistant*, pour initier un nouveau *contrat social centré sur la dignité humaine et la justice sociale* ! C'est écrit noir sur blanc dans leur programme...

Pour élaborer le Great Reset, il y aura à n'en pas douter du beau monde, De Georges Soros à Klaus Schwab en passant par Christine Lagarde, pour résoudre l'équation *Ressources sur Demandes* ... Et, cerise sur le gâteau, les jeunes composant les 420 *hubs* et les 11 000 *Global Shapers* dispersés à travers le monde pourront dialoguer avec les membres de Davos via Internet. Je rêve d'être invité par Schwab à Lucerne en mai 2021 (rêve fou), d'avoir des oreilles d'ours polaire et des yeux de caméléon, deux animaux réputés pour avoir les meilleures vue et ouïe sur la planète (encore plus fou), d'avoir les moyens de me payer les frais de bouche et de literie dans un hôtel de luxe (délire absolu) et de raconter aux copains en rentrant les projets des grands maîtres du monde. Mais là, le rêve se transformerait ensuite en cauchemar !

Ressource humaine : L'humanité a eu depuis longtemps une haute opinion d'elle-même, en tant qu'espèce privilégiée des Dieux qui lui avaient donné le droit de conquête et de domination sur toutes les autres, puis en tant que génial inventeur du feu et de toute la technologie qui en découle. Sa destinée *prométhéenne* l'autorise aux prédatons les plus folles et rien ne peut l'arrêter, pas même la nature. L'homme paraît doté de ressources infinies.

Comment a-t-il pu imaginer sa propre conversion volontaire en ressource ? Comment a-t-il pu se penser comme un bien meuble, esclave docile du profit qu'il a lui-même inventé ? Le travailleur est devenu une ressource humaine comme il y a des ressources énergétiques ou hydriques. De maître, il est devenu sujet et traité comme tel, par un *directeur des ressources humaines (DRH)*, bon à être pressé comme un vulgaire citron, jeté après usage comme une vieille savate.

L'accident du travail est donc devenu un dommage collatéral, le *burnout* une simple limite facilement contournable par les robots. Le Droit **du** travail s'est mué en Droit **au** travail, que les humains quémangent timidement à ceux-là même qui les en privent. Si une désargence se produisait, parler d'un homme comme d'une ressource serait une insulte, tolérer un burnout après une activité relèverait de la pathologie sociale et ferait scandale !

Puisque l'homme n'est plus maintenant qu'une vulgaire ressource, il est logique que la fonction de DRH soit d'en tirer le maximum de profit. Le travailleur n'est utile qu'à la condition d'être un outil efficace de valorisation capitaliste. A défaut, il est jetable, recyclable ou pas. Jadis un directeur du personnel était le gestionnaire des personnes constituant l'entreprise, l'huile qui permettait à tous les rouages de fonctionner correctement. Le DRH est un comptable qui évalue la valorisation produite par la ressource, trieur sans état d'âme du bon grain et de l'ivraie, pressoir chargé de sélectionner le fruit à jus et le fruit sans jus. Un comptable ne juge pas, il additionne ou retranche sans état d'âme, dans le seul but d'arriver au résultat positif entre dépenses et recettes.

La tendance dans les grandes entreprises est aujourd'hui d'utiliser les services d'un *Directeur des opérations de transition*¹ quand la ressource produit moins de profits et qu'il faut optimiser les marges, d'un *responsable de la stratégie opérationnelle* quand la ressource n'est plus tout à fait conforme aux prescriptions de l'entreprise, un *pilote de mission* quand la ressource rechigne à s'adapter à de nouvelles conditions de travail. Dans les cas difficiles de cession d'entreprises, de restructuration de l'activité et des ressources humaines, de redressement, il est bon d'engager des équipes externes spécialisées en management relais, des équipes de *Reactive Executive*. Mon Dieu qu'il est beau le progrès...

1 Dans la novlangue managériale, un COO, *Chief Operating Officer* !

Ressources naturelles : En plus d'avoir inventé les *ressources humaines*, le capitalisme a inventé les ressources naturelles. Si la nature nous rend des services et met des matières à notre disposition, c'est bien pour que l'on s'en serve ! Le seul problème, c'est que ces ressources ne sont pas inépuisables et que ces services ne sont que des éléments d'un tout que l'on ne peut s'accaparer sans mettre ce tout en danger, et donc à terme, mettre l'espèce humaine également en danger.

Les industriels qui voient tout en terme de profit ne se sont pas privés d'extraire, de détourner, d'instrumentaliser la nature, et les environmentalistes leur ont fait la guerre. Cette guerre est pour l'instant perdue par les environmentalistes qui, comme toujours, se sont laissés récupérer par le capital. Ils ont été amenés à suivre un raisonnement pervers : puisque la nature n'exige pas de prix en retour de nos prédations, donnons un prix à la nature, à ses biens et ses services. Ainsi les pollueurs devront payer les dégâts qu'ils produisent et deviendront plus prudents, les écologistes seront payés pour leur protection et mettront plus de cœur à l'ouvrage.

Il n'y aura donc plus besoin d'une politique globale en matière environnementale et les individus, quelque soit leur niveau de prédation, deviendront plus vertueux. Chacun sera individuellement responsable de ses actes, comme il l'est déjà au niveau économique en tant qu'entrepreneur de sa propre vie. On voit déjà les effets de cette vision du monde à travers la taxe carbone qui est devenue un droit à polluer et n'a en rien amoindri le problème. La notion de *capital nature*, de *service rendu par la nature*, fait de l'écologie un simple instrument de marché. En voulant réguler les dégâts du capitalisme, on est en train de doter le capitalisme d'un outil supplémentaire de prédation.

Cette vision des problèmes environnementaux est en outre totalement anthropocentrique et utilitariste. La nature ne peut se tronçonner en secteurs particuliers (l'énergie, les minerais, la biodiversité, le carbone...). C'est un tout qui résiste à la segmentation ou périt. Il est curieux de constater que nombre d'environmentalistes, d'écologistes se sont laissés piéger dans cette logique capitaliste, même si par ailleurs ils se déclarent anticapitalistes !... Ils avaient pourtant quelques beaux exemples de cette stratégie, par exemple avec les semences. Depuis le début du XX^e siècle, l'agriculture prise dans la logique marchande et productiviste a tendu vers la privatisation des semences. Le résultat, c'est que la biodiversité agricole a perdu

75% de sa richesse. En remplaçant les petites fermes paysannes par des exploitations de centaines d'hectares, on a ruiné les sols, perdu des semences rustiques indispensables et sacrifié une bonne proportion de paysans. C'est le progrès, c'est le choix dont nous parle encore Emmanuel Macron : celui de la 5G ou du modèle Amish. Non, Monsieur Macron, entre la 5G et les Amish, on peut choisir la désargence, la Société de l'Accès !...

Restauration : Les métiers de la restauration (restaurants, brasseries, fast-foods, sandwicheries, etc.) ont toujours été des métiers fatigants, contraignants, en plus d'être soumis à des contraintes budgétaires de plus en plus lourdes. Quand nous posons la question d'une désargence à un homme du métier, la plupart de ses professionnels y sont opposés, à quelques rares exceptions près. Pourquoi prendre tant de risques et perdre autant d'énergie pour offrir sans contrepartie un service à des gens qui pourraient tout aussi bien cuisiner eux-mêmes ? Les patrons de bars et les barmans sont aussi de cet avis. Si chacun peut aller chercher une boisson dans un dépôt alimentaire et la consommer chez lui, pourquoi s'obliger à rester derrière un comptoir, à courir de table en table pour servir des clients parasites ?

Les choses ont quelque peu changé à l'occasion des divers confinements covidien. Ces établissements sont restés fermés de longs mois et les clients se sont aperçus qu'aller au café boire un verre entre amis n'était pas la même chose que de boire chez soi. On a vite réalisé que la sortie au restaurant permettait de rompre la monotonie, l'ennui inséparable d'une activité qui se répète inéluctablement deux fois par jour, chaque jour de l'année. On s'est aperçu que les rencontres hors du cercle habituel des amis réguliers étaient devenues rares. Du côté des professionnels, les premières questions sont venues des restaurants de qualité, ceux pour qui la motivation essentielle était l'amour de l'art, le partage d'un savoir-faire rare, le plaisir de voir les yeux des dégustateurs s'allumer, d'entendre leurs commentaires... Certains restaurateurs ont commencé discrètement à organiser des repas sur la demande de la famille ou d'amis. Les cuisiniers ne sachant guère faire autre chose gardaient la nostalgie de ces "coups de feu", de cette ambiance, de cette équipe qui souvent s'est constituée et soudée au fil des ans. Ces travaux clandestins, gratuits et généralement au domicile d'un des convives leur a fait entrevoir que, si demain, le commerce était obsolète faute d'argent, ils continueraient à exercer leur art avec un grand plaisir, les

fins de mois compliqués, les tracasseries administratives, les clients pé-nibles en moins,

La question de l'approvisionnement, des salaires, des impôts et taxes diverses, des normes disparaîtraient avec l'argent, et c'est par plaisir que beaucoup d'établissements reprendraient du service. Quand on peut accepter ou refuser une demande, quand la présence quotidienne n'est plus indispensable, quand rater un plat n'est plus un drame, il ne reste plus que le bon côté du restaurant, de la brasserie, du café. Les seuls à disparaître définitivement seraient certainement les lieux de restauration rapide, les chaînes de firmes comme McDonald's, Burger King, Quick et compagnie. Nul n'a jamais trouvé un quelconque plaisir à fabriquer des hamburgers en série, normalisés au gramme près, sans aucune recherche de qualité, pour une clientèle toute aussi normalisée.

En revanche, l'habitude de consommer de temps en temps des sandwiches, des burgers, des cornets de frites, des pizzas sur le pouce et à n'importe quelle heure est trop ancrée pour disparaître. Ces "en-cas" se trouveront certainement ici ou là, tenus par des spécialistes qui prennent le temps d'inventer des nouvelles formules, de lancer des modes dans leur quartier, juste pour le fun, plus toujours présents, plus jamais rapides...La publicité où l'on voyait un client demander au pizzaiolo "*Mario, toujours pas de pizza au caviar ?*" préfigurait à son insu ce que pourrait être une baraque à pizza dans la société post-monnaire !

Retraites : Sorte de salaire versé au travailleur devenu trop vieux pour assurer sa tâche. C'est une avancée considérable socialement que nous devons au Conseil National de la Résistance (1944). Avant, les anciens étaient pour la plupart à la charge de leur famille, souvent dans une misère noire pour les familles ouvrières.

Chaque travailleur cotise durant toute sa carrière professionnelle pour alimenter la caisse de retraite. C'est ce que l'on appelle la retraite par répartition. La durée du temps de cotisation a été de 37 ans, puis 40 ans, puis 43 ans. L'âge légal de départ en retraite est également sans cesse reculé puisque les gens commencent à travailler de plus en plus tard. La somme reçue à la retraite, proportionnelle au salaire d'activité, n'a cessé de diminuer, au motif que la proportion entre les actifs et les retraités s'est inversée progressivement. La pyramide des âges montre que le nombre de

jeunes diminue, celui des retraités augmente en même temps que l'espérance de vie.

C'est ce qui a motivé la "guerre des retraites" depuis 1980. Avec l'entrée fracassante du néolibéralisme, la retraite par répartition a été systématiquement critiquée au profit d'un système de retraite par capitalisation. Ce système privé est en apparence simple : le salarié paye une cotisation à une caisse privée, et sa retraite est ensuite calculée en fonction de ses versements. C'est un système qui pénalise tous ceux qui n'ont su être prévoyants ou n'ont pas eu les moyens de cotiser suffisamment. Les fonds de pension qui gère ces retraites sont généralement les seuls bénéficiaires car ils se trouvent vite à la tête d'un capital énorme permettant toute une gamme de spéculations. Ceux qui risquent le plus sont les cotisants qui, en cas de faillite du fonds de pension, se retrouvent du jour au lendemain démunis de toute ressources.

Les multiples réformes engagées par les gouvernements successifs ont largement joué sur la pseudo inégalité des *régimes spéciaux*. Certaines corporations avaient négocié des conditions spéciales en fonction de la pénibilité du travail, de la faiblesse des salaires. Le jeu du pouvoir a été de dénoncer les régimes spéciaux comme injuste et de les aligner sur le régime général avec des cotisations au moins-disant. Tout le monde y perdait, d'un côté ou de l'autre. On peut citer la réforme de 1953, la loi Boulin en 1971, les lois Auroux en 1982, la réforme Balladur en 1993, le plan Juppé en 1995, la réforme Fillon en 2003, la réforme de 2007, la réforme Woerth en 2010, celles de 2013 et 2019, chaque fois ponctuées de grèves et de manifestations.

Avec le gouvernement Macron, les syndicats et une partie de la presse sont montés au créneau au sujet du Fonds de pension américain BlackRock. Considérée comme le plus gros acteur de la *finance de l'ombre* dans le monde, l'entreprise est considérée comme aussi puissante que beaucoup d'États. Le Président pour la France de cette multinationale a été si souvent reçu à l'Élysée par Emmanuel Macron, que beaucoup ont pensé que les vrais décideurs de la réforme des retraite était Larry Fink (PDG américain de BlackRock) et Jean-François Cirelli (président des filiales France, Belgique, Luxembourg).

L'argument des gouvernants mérite d'être explicité étant symptomatique de l'état d'esprit capitaliste. Une retraite par répartition dépend logiquement de la productivité des entreprises. Or, celle-ci n'a jamais cessé

d'augmenter. Logiquement, les retraites auraient donc dû progresser selon le même rythme. Mais cela aurait limité les profits des patrons et des actionnaires. On a donc réussi à faire croire aux retraités que la retraite leur était payée par les actifs, lesquels étaient de moins en moins nombreux, tandis qu'eux, vivaient "égoïstement" de plus en plus vieux. Moins de cotisations à diviser par plus de bénéficiaires, le calcul paraît simple, la retraite doit être rognée. Ce discours mathématiquement faux, économiquement fallacieux a été parfaitement intégré par une grande majorité et peu ont rappelé qu'il était absurde. Comment a-t-on fait en 1945 quand la première année de retraite a été payée avant que la moindre cotisation ait été versée ? Au nom de quoi les retraites des Trente glorieuses ont été augmentées sans aucun rapport avec le volume des cotisations versées par les actifs ?...

Il faut toutefois reconnaître que les retraites sont terriblement inégalitaires. Il serait logique que, passé un âge à déterminer, chaque citoyen touche une retraite suffisante pour vivre, égale pour tous, quel qu'ait été son niveau de carrière. Les plus pauvres auraient une retraite au moins égale au salaire minimum, les plus riches auraient toujours le moyen de se constituer un pactole durant leur vie active. Au nom de quoi une personne peut toucher une retraite dix fois supérieure aux plus basses retraites ? Au nom de quoi un Président de la République reçoit à vie une indemnité de 6220€ par mois (sans compter les avantages matériels) en plus des retraites qu'il a acquises avant et des salaires qu'il touchera après son mandat ? Au nom de quoi un intellectuel qui peut travailler jusqu'à 70 ans en tire de substantiels avantages au moment de sa retraite, quand le maçon qui est usé avant 50 ans et ne profitera pas longtemps de sa retraite reçoit si peu ? Au nom de quoi les petits artisans et commerçants, les autoentrepreneurs, les petits agriculteurs payent leurs cotisations plus cher que les salariés tout en recevant moins à la retraite ?...

Soyons sérieux, sans une révolution monétaire et une mise en accès sans conditions de tout, pour tous et durant toute l'existence, nous n'allons pas vers des beaux jours La Grèce de la fin de la deuxième décennie, rongée par les ponctions iniques de l'Europe et des banquiers, grevée de dettes insoutenables et illégitimes, a montré à quel point la barbarie monétaire pouvait pousser un peuple vers la misère...

Retraités : Personne âgée qui a acquis, par son travail, une rente lui permettant de vivre sans obligation d'exercer la moindre activité. Plusieurs

études sociologiques montrent que les retraités débordent pourtant d'activités, participent à quantité d'actions bénévoles, sont généreux dans leurs engagements caritatifs. Ce qui renvoie à l'argument récurrent de nos opposants : sans salaire, personne ne va plus s'investir dans aucune activité, l'égoïsme généralisé va prévaloir. Or, nos retraités n'ont aucune motivation financière à leurs activités. Souvent, elles leur coûtent même de l'argent. Qu'est-ce qui les pousse à s'engager, à payer de leur personne, à sacrifier leur temps pour de multiples causes ? Pourquoi ces vertus sont déniées quand on imagine des gens vivant dans une société sans argent, ayant accès à tout sans condition ?

Les lieux de vacances, de loisirs sont des lieux qui, par définition, concernent des gens qui ont quitté le paradigme du travail salarié temporairement, parce qu'ils sont en congés. Qui peut nier que les comportements sociaux des vacanciers, leurs modes de relations, leurs capacités à collaborer sur un objectif commun, à partager du temps, des services, des idées, des biens, sont radicalement différents de ceux qu'ils ont durant les périodes de salariat ? Les gens n'ont pas changé de nature, ils ne sont ni pires ni meilleurs sous prétexte qu'ils sont hors salariat. Ils répondent simplement à des stimuli inhabituels par des réponses qu'en d'autres circonstances ils récuseraient.

C'est exactement ce qui se passerait au moment d'un grand renversement de paradigme. Des comportements inaccoutumés apparaîtraient. Des réflexes de solidarités émergeraient là où il n'y avait qu'individualisme. L'empathie deviendrait ordinaire quand jadis, et pour les mêmes, elle était absente de leur langage courant ! Si on étudiait plus rigoureusement les conséquences très concrètes des circonstances et des structures sociales sur ce que l'on appelle généralement la nature humaine, l'idée d'une désargence gagnerait sans aucun doute quelques années, on risquerait moins de s'agiter dans l'urgence et la panique...

Rêve : Que le rêve soit éveillé ou pas, conscient ou inconscient, il semble bien essentiel à l'équilibre des humains autant qu'aux animaux. Un humain qui ne rêve pas est un handicapé de l'âme, un enfant qui ne rêve pas son avenir inquiète les adultes. Lors des manifestations contre la loi El-Khomeri et les "Nuits debout" de 2016, un slogan a émergé et s'est répandu comme une traînée de poudre : *"Ils nous empêchent de rêver, on va les empêcher de dormir !"*

Le gouvernement, avec sa *loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels*, a mis en exergue la crainte viscérale du peuple de perdre tout espoir d'un monde meilleur, de se découvrir un jour sans rêve possible. Les peuples sont capables de supporter des situations terribles, des austérités drastiques, des dictatures sanglantes, le mépris des classes dirigeantes, mais ne supporteraient pas la privation de rêve. Le rêve, c'est la possibilité de se projeter dans l'avenir, d'imaginer que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Sans cette capacité imaginative, aucune personne, aucune société ne peut avancer, changer sa condition, c'est une condamnation à perpétuité à rester le même. Dans ces conditions, il n'y a pas de lutte possible, pas d'espérance pensable.

C'est ce que les gouvernements actuels sont en train de nous imposer. Faute de solutions aux multiples impasses, ils jouent sur la sidération qu'induit en nous le sentiment qu'il n'y a plus de rêve possible. L'intitulé de la réforme du travail cité en exergue de ce chapitre est caractéristique. S'il faut une nouvelle *loi relative au travail*, c'est bien parce que toutes les autres lois sont devenues obsolètes et que le travailleur n'est plus protégé. C'est donc un siècle de luttes sociales qui ont été mises au panier. S'il faut *moderniser le dialogue social*, c'est bien parce que plus personne n'entend le les autres. S'il faut sécuriser *les parcours sociaux*, c'est bien parce qu'il n'y a plus de trajectoire unique, plus d'emploi pérenne. Pour rassurer les travailleurs, le gouvernement énonce tous ce qui les met désormais en danger ! Curieuse conception de la prise en charge, du soin, de la recherche du bien être social...

La génération des jeunes de moins de vingt ans est sans doute la première à éprouver la certitude que sa situation sera moins bonne que celle de ses parents. La génération des parents n'a plus aucune possibilité d'imaginer que leurs enfants vivront mieux qu'eux. L'ascenseur social est bloqué au deuxième sous-sol. Le bout de l'impasse nous condamne à "perpette" !... Et l'on voudrait que les jeunes s'engagent en politique, qu'ils votent, qu'ils s'intéressent à la marche du monde, qu'ils se projettent dans des destins ambitieux, ou pire, qu'ils collaborent et pactisent avec le système qui a tué leurs rêves. La tentation est grande pour eux de s'enfermer dans un monde virtuel, un monde de jeu vidéo où l'on peut mourir cent fois et cent fois renaître sous un autre avatar. Elle est tout aussi grande la tentation de jouir de l'instant sans se poser de question, de profiter d'aventures sans lendemain

mais qui meublent un immense vide. Ceux qui sont nés dans un monde pourvu d'un devenir pensable ne comprennent pas les jeunes et les élites glosent sur la "fracture générationnelle"...

Il est même étonnant qu'il reste encore des jeunes qui s'engagent dans des associations ou collectifs, qui manifestent dans la rue, qui ne mettent pas le feu aux symboles de cette société qui les prive de rêve. Étonnant qu'il inventent encore des réseaux autonomes, des ZAD, des modes de vie décalés. Quand j'étais petit garçon, je rêvais d'être océanographe (comme Cousteau), de faire le tour du monde, de devenir prophète, ou pianiste, ou juge pour enfants (le roman de Gilbert Cesbron m'avait fait rêver)..., et les adultes qui m'entouraient en riaient, mais avec bienveillance. Quels peuvent être les rêves de l'enfant à qui on annonce un effondrement civilisationnel dans un proche avenir ?...

Il est temps d'empêcher les adultes de dormir ! Ayant réussi tant bien que mal à vieillir sans être adulte, je rêve encore d'une abolition de l'argent, d'une société post-monnaire, et dans les moments de fièvre, j'invente un autre monde et je l'écris au cas où un jeune croiserait mes textes et s'autoriserait à rêver à nouveau...

Revendication : Réclamation tendant à faire reconnaître en justice un droit contesté par un tiers, de réclamer un dû, l'exercice d'un droit. *Vindicare* dans le droit romain est passé dans le langage courant avec l'état social de notre temps, Il ne faudrait donc pas oublier qu'une revendication n'est pas la demande ordinaire d'un avantage quelconque, mais le rétablissement d'une justice contredite par les faits. Il est donc curieux que nos gouvernants actuels s'offusquent de tant de légitimes revendications. Ils se targuent de vouloir notre bien, mais refusent d'entendre ce qui nous est dû. La liberté, l'égalité, la fraternité, sont des notions inscrites dans la Constitution, tout autant que le droit au logement, aux soins, à l'éducation, à la satisfaction des besoins essentiels. En cela, les politiques sont pour l'essentiel hors la loi.

Réclamer ce qui est dû à ceux-là même qui nous dénie ce droit tout en se disant nos représentants relève donc de la naïveté. Si les gouvernants nous privent d'un droit constitutionnel, ils relèvent du pénal. En ce sens, revendiquer l'accès à une survie financière, à un logement décent ou à n'importe quel autre chose indispensable prévue par la loi revient à revendiquer la récupération d'un objet volé auprès d'un voleur, la réparation d'un dommage physique ou psychique par celui qui l'a causé devant les juges

prévus à cet effet. Comment ce fait-il que tout le monde trouve normal de descendre dans la rue, de faire grève ou de pétitionner au lieu de porter plainte pour non respect de la loi ? Quand des malfrats viennent piller notre maison, nous courons déposer une plainte au commissariat. Quand l'État envoie un huissier dévaliser la maison d'un endetté, auprès de qui pourrait-il porter plainte ? Quand un gouvernement met en vente un bien public sans valider ce choix par un référendum, qui penserait déposer une main courante au commissariat ? D'ailleurs, quel commissaire accepterait d'enregistrer une plainte contre le Président Macron ou contre l'un de ses ministres pour non respect de la loi ?

Le droit au logement opposable (DALO) a été instauré par la loi du 5 mars 2007. Il vise à garantir le droit à un logement décent et indépendant à toute personne qui n'est pas en mesure d'y accéder par ses propres moyens ou de s'y maintenir. Le Dallo est un droit pour toute personne éligible. Est considéré comme éligible, rappelons-le, toute personne pouvant potentiellement être élu pour un quelconque mandat. Tout Français doté de papiers en règle, non déchu de ses droits par la loi, étant dans sa majorité légale, a donc droit à un logement décent. Comment se fait-il qu'un SDF venant se plaindre au commissariat d'être à la rue soit, au mieux, éconduit poliment sans qu'aucun politique, ministre, administrateur, préfet, policier, n'en soit tenu pour responsable ? Comment se fait-il que les membres d'associations se battant pour ce droit, soient souvent traduits devant un juge et jamais le Préfet, le Maire, le Ministre en charge du logement. Au fait, et pour soulever une autre curiosité du système, une chose aussi essentielle que le logement est sous le giron du *Ministre de la transition écologique et solidaire*. C'est une reconnaissance du fait qu'il faudra une transition, donc beaucoup de temps, entre la situation actuelle des SDF et l'application de la loi sur le logement. C'est aussi reconnaître que cela dépend moins de l'État que de la solidarité, laquelle s'impose généralement entre citoyen et non entre les citoyens et l'État. Nous ne faisons pas assez attention aux mots qu'utilisent nos dirigeants. Ils sont révélateurs de leur fond de pensée !

Arrêtons donc de revendiquer auprès de ceux qui ont créé les situations inacceptables aux termes de la loi, portons plainte auprès du TGI le plus proche, déposons des mains courantes dans les commissariats. Si nous déposons plainte au nom de tous les gens qui sont contraints, au mépris de la loi, de vivre dans des taudis ou dans la rue, de recourir au Secours Populaire ou Catholique, aux Resto du cœur, à Emmaüs, aux services commu-

naux d'action sociale, etc., la justice va être débordée en quelques jours, incapable de répondre aux demandes, ni même de classer les plaintes, faute de greffiers. Ce serait un acte de sabotage qui, en tant que tel, ferait vite du bruit. Ce serait une action sans doute aussi redoutable que l'occupation des ronds-points, mais l'une n'empêche pas l'autre !...

Revenus : Total des gains potentiellement disponibles pour un individu. Le revenu pose problème quand il est scandaleusement élevé ou scandaleusement réduit. Le revenu est essentiel dans le regard que les uns portent sur les autres. Si l'on constate que la générosité se trouve là où il y avait peu d'argent, on constate aussi que c'est l'argent qui donne de la valeur à l'individu. Le manque de revenu dans une société marchande entraîne très rapidement la chute en cascade de tous les acquis : logement, travail, considération, accès aux soins, aux aides..., cercle vicieux dont il était extrêmement difficile de sortir. Le signe monétaire étant le "signifiant à tout faire", ne plus en posséder revient à ne plus rien signifier du tout, à devenir "insignifiant" !

A cet insignifiance banalisée s'oppose le terme récent d'*agent économique*. Est agent économique quiconque participe à la rotation monétaire, en temps que producteur, vendeur, acheteur, pourvoyeur, demandeur. Pourquoi avoir inventé une telle catégorie si nul ne peut refuser d'en faire parti ? Quand bien même je déciderais de ne jamais avoir la moindre pièce en poche, je serais contraint de me servir de la poche de ceux qui m'hébergeraient, me nourriraient, me fourniraient quelques vêtements usagers. L'argent que je ne dépenserais pas, d'autres le dépenseraient pour moi. Je serais donc un "agent économique par procuration".

Jusqu'en 1992, chaque citoyen était tenu d'avoir une petite somme d'argent sur lui en se promenant sur la voie publique. C'est la même année que la mendicité et le vagabondage ont été supprimé du code pénal. Le fait de n'avoir rien en poche n'est plus considéré comme du vagabondage, comme un délit. On pourrait se réjouir que faire la manche n'est plus tout à fait un délit (pas tout à fait car il reste mille autres façons de pénaliser la mendicité). On peut aussi penser que cette pseudo liberté de mendier est une forme de banalisation de ce qui jadis était de l'ordre du pénal. Or, banaliser une chose, c'est la faire entrer dans la normalité. On peut être rassuré, si quelqu'un n'a d'autre moyen de survie que la mendicité, c'est normal, acceptable, juste imputable au SDF qui s'y livre !

On voit bien là toute l'hypocrisie du système qui nous perçoit tous comme des agents économiques dotés de revenus, même quand on n'en a aucun. C'est une élégante manière de signifier aux plus pauvres d'entre nous qu'ils sont effectivement insignifiants, sans valeur, acteurs de rien, comptant pour du beurre...

Revenu d'existence : Il est des intitulés qui rendent suspects bien des alternatives sympathiques. C'est typiquement le cas du revenu d'existence. Il sous entend qu'une vie ait besoin d'un revenu pour exister. La vie devrait donner droit à tout ce qui est nécessaire à son épanouissement, de quoi entretenir le corps et l'esprit, la sociabilité et l'amour. Qu'il faille travailler pour cela, qu'il faille le mériter, voire perdre son temps à gagner ce droit est un non sens, pour ne pas dire l'horreur absolue.

Le simple fait d'être salarié ou entrepreneur pour manger est une aberration. Mais, même chez les rares personnes qui militent pour une désargence, même chez ceux qui vivent fort mal un manque constant de moyens, on continue à exiger une contre-partie à ce qui est vital. Il faut vraiment être d'une vulnérabilité extrême ou d'une dépendance totale comme l'enfant qui vient de naître pour que l'on n'exige pas quelque chose en compensation du pain ou du biberon quotidien. Les animaux sont parfois plus humains que l'espèce humaine.

La joie de servir, le plaisir de donner du plaisir, n'est-il pas suffisant qu'il faille encore être payer pour cela ? Est-il sain de mesurer l'apport de chacun à sa communauté pour déterminer les droits de l'un ou de l'autre ? Nul n'aurait droit à un peu de paresse pour faire partie d'une communauté ? Et au nom de quoi l'effort d'un terrassier serait plus ou moins digne de récompense que l'effort de l'écolier ou du technicien de haut vol ?

On me rétorque que cette vision est simpliste et que l'urgence nécessite parfois toute une chaîne de compétences qui ne s'acquière pas sans sacrifices. Certes, celui qui fait une crise cardiaque a le besoin immédiat d'une intervention de pompiers fidèles au poste, d'un ambulancier, d'un médecin de garde à l'hôpital, de chirurgiens capables de l'opérer, d'infirmières pour le préparer... Sans argent, qu'est-ce qui nous garantira que les pompiers ne seront pas en train de fêter un anniversaire, que le chirurgien ne sera parti à la pêche, que l'ambulancier n'aura pas trop bu pour être en état de conduire, qu'un quelconque maillon de la chaîne ne fasse pas défaut quand les soins sont vitaux dans l'heure qui suit l'infarctus ?

C'est avoir là une bien piètre vision des humains et de leur capacité à s'organiser pour garantir cette chaîne de compétences. Quand une catastrophe naturelle s'abat sur une communauté et que tous les services encadrés par la loi font défaut, on voit vite que les communautés savent s'organiser, prendre des responsabilités, sacrifier toute autre activité à l'urgence. L'entraîneur bénévole d'une équipe de foot minime ou cadet fait rarement défaut quel que soit le temps, sa vie personnelle et ses intérêts privés, alors que rien ne l'y oblige et qu'il n'en tire aucun bénéfice. Il aura plutôt comme retour sur investissement, des critiques sur sa pédagogie, des ricanements quant à ses résultats, des frais pour ses déplacements et pour son propre équipement...

La grande majorité des pompiers actuels sont bénévoles (plus de 20 000 en France), l'indemnité qu'ils reçoivent par intervention ne couvre pas le manque à gagner dans leur travail alimentaire (à peine plus de 7,92 € de l'heure en 2020), ils prennent des risques parfois inouïs, et n'en sont pas moins motivés pour autant. Hors du cadre monétaire, ils auront plus de temps, plus de facilité d'entraînement et de formation, du matériel certainement mieux entretenu qu'avec les budgets d'État. Les médecins sont aujourd'hui formés par des concours qui sélectionnent le fils de médecin, celui qui a une mémoire d'éléphant pour passer le concours de première année, lequel est rendu terriblement sélectif en raison d'un *numerus clausus* qui ne s'explique que par des intérêts financiers. Hors argent, nous aurions dix fois plus de médecins, qui seraient dix fois plus motivés et passionnés, et, cerise sur le gâteau, une organisation hospitalière qui serait centrée sur l'humain et non sur la logique comptable. A bien y réfléchir, je crains plus l'infarctus en milieu "argentin" que dans une société démonétisée !....

Révolution : Les Révolutions ont jusqu'à présent été initiées par des réflexions philosophiques (le siècle des lumières), des innovations disruptives (l'écriture, le zéro, l'imprimerie, le numérique...) ou des acmés populaires. Le temps est donc primordial pour que les conditions d'une révolution soient réunies. Or, la grande nouveauté du XXI^e siècle, c'est que nous sommes pressés par une urgence environnementale et économique qui interdit de penser en termes de siècle. Au-delà de deux à trois décennies, nul ne peut prévoir ce qui peut advenir. Nul ne peut affirmer ou infirmer que la planète sera encore habitable. Il n'est donc plus temps de tergiverser. Plus on accepte des inconvénients mineurs, plus on se prépare des inconvénients

majeurs. Plus nous serons dans la radicalité (au sens de la recherche des racines du problème), plus nous aurons une chance de s'adapter au temps actuel.

Il est curieux de constater que plus l'échéance se raccourcit, plus les élites se mettent à craindre la radicalité, à la traquer à tous les niveaux, politiques, économiques, sociaux... Si le climat change plus en une décennie qu'il ne changeait jadis en un siècle, nous devons devenir des gens pressés. Le raisonnable devient folie, l'impossible est un mot à exclure de nos pensées, la patiente pédagogie est à reléguer aux privilèges d'antan.

Toute expérience innovante est bonne à observer, ce qui ne plaît pas aux élites installées, pour qui la dissidence est toujours une trahison. Il faut nous habituer aux risques imposés par l'État de droit devenu État de contrôle, se défier des médias complaisants qui leur servent de chambre d'écho, et sans doute supporter gardes à vues et prisons qui vont se généraliser pour tout marginal, tout rebelle. Les lois sécurités de 2020 sont les premiers signes de la résistance élitiste. Les réponses opposées aux Gilets jaunes, aux Extinction-Rebellion, aux ZADistes et Désargentistes sont les signes avant-coureurs d'une radicalisation d'État devenant norme...

« *Sauf les demeurés, tout le monde comprend maintenant qu'on ne se tirera pas véritablement de la situation présente par des rustines de politique monétaire ou de report de taxes* », c'est Frédéric Lordon qui le dit. Il pose même les questions de fonds telles que « *il n'est pas temps de sortir de l'économie ou choisir entre l'économie ou la vie !* Il ajoute même quelque part : « *À l'image du capital financier, la valeur d'échange ignore la qualité. Elle exprime tout entière sa logique dans la quantité d'argent... S'il faut sortir de quelque chose, en effet c'est de ça.* »

En l'entendant, on ne peut éviter de se dire que la Révolution a changé de visage. Dans le même temps, on se demande si Lordon qui devrait être notre allié objectif si l'on prend ces propos à la lettre, se moque de nous ou se pense pas ce qu'il dit et écrit. Il ne s'agit plus d'être anticapitaliste, d'imposer la dictature du prolétariat, de socialiser les échanges marchands, mais bien de supprimer l'argent, donc l'échange marchand, l'État, le marché... Le problème n'est plus théorique, il est mental. Comment en effet faire accepter une telle révolution anthropologique quand on sait qu'elle passera inévitablement par une période de grand désordre ? Anthropologie et entropie sont désormais liées !

Comment ne pas chercher alors ce qui a permis les grandes révolu-

tions précédentes ? Les quatre éléments permettant une vraie révolution sont bien connus et les historiens les ont bien décrits : des situations explosives (famines, inégalités, gouvernances insupportables), des détonateurs (une loi inique de trop, une jacquerie, un sentiment d'impasse qui se généralise), un récit fondateur (une utopie, une philosophie alliée à une nouveauté disruptive), un symbole (la Bastille, la marche du sel de Gandhi, les grèves des transports par les noirs des USA, le gilet jaune qui semble devenir un signe de ralliement international).

Il se trouve que nous avons déjà trois de ces éléments et qu'il ne manque vraiment que le récit. J'entends par récit, la projection d'un monde meilleur qui soit suffisamment réaliste pour enrôler des masses et suffisamment jubilatoire pour que les masses en prennent le risque. Il faut bien avouer que les récits décroissants, alternatifs, politiques, écologiques, et encore pire collapsologiques, ne sont guère jubilatoires et ne risquent pas d'avoir l'impact qu'ont eu les Lumières sur la Révolution de 1789, les écrits de Marx et Hegel sur la Révolution d'octobre 1917... Il serait temps de s'y mettre à l'heure où tout le monde s'interroge sur le monde post-covid !

Le mot *Révolution* est souvent doté des qualificatifs les plus variés. Parmi les dizaines de désignations particulières, nous nous arrêtons sur la différence entre une révolution copernicienne et une révolution anthropologique. Les mots ne sont pas anodins ! La révolution copernicienne est celle qui change la perception que l'on a du réel et par là, change nos mentalités. Dans le cas de Copernic, penser notre planète comme le centre de l'univers ou comme un simple satellite parmi d'autres du soleil n'est pas rien et relativise notre propre place dans cet univers.

La révolution anthropologique, celle de la machine à vapeur par exemple, change notre mentalité via des pratiques nouvelles, ce qui induit des choix individuels et collectifs influant sur notre environnement. Qualifier la révolution qu'impose le risque d'effondrement de copernicienne, c'est changer l'environnement social pour que l'homme change, la qualifier d'anthropologique, c'est penser que l'homme en changeant va changer le monde. Changer le monde pour que l'homme change ou changer l'homme pour que le monde change, ce sont deux démarches opposées, deux perceptions politiques, deux stratégies dont rien ne dit qu'elles soient compatibles... Au lieu de chercher des fractures sociales, numériques, générationnelles pour mieux les pérenniser, nous ferions mieux de réfléchir aux fractures qui nous divisent collectivement mais aussi qui nous tiraillent in

vivo, à l'intérieur de nous-mêmes...

Révolution industrielle : Les révolutions industrielles successives partent toutes de découvertes fabuleuses : l'extraction du fer, l'alliage de métaux (bronze), la roue, le palan, la boussole, l'horloge mécanique, la machine à vapeur, le chemin de fer, l'électricité, l'ordinateur, et maintenant, l'intelligence artificielle. Ces inventions ont toutes transformé le monde au point de marquer des ères spécifiques, avec un avant et un après.

Certaines ont agi discrètement et sont rarement évoquées. C'est le cas de l'horloge mécanique entre le XII^e et le XIII^e siècle. Toute l'histoire de la vie, mais aussi l'industrie dans le sens large d'entreprise, est bâtie sur la mesure du temps, le rythme et la cadence. Un temps rationalisé, linéaire, quantifié et mathématique, a remplacé les rythmes journaliers et saisonniers qui régissaient les sociétés anciennes. Les moines ont largement participé à ce mouvement, d'abord en introduisant dans leurs monastères ces mécaniques bien plus précises que les cadrans solaires, les sabliers et autres clepsydres qui faisaient dire aux Romains "*chacun voit midi à sa porte*". Une société où chacun s'organise en fonction de l'heure particulière qu'il croit juste ne peut être semblable à une société où tous savent quelques heures précises du jour. Les moines et les prêtres l'ont vite compris et sonnaient vigoureusement *laudes, prime, tierce, sexte, none vêpres et complies*, afin qu'aucun paysan, artisan, commerçant n'ignore les temps de travail, de repos et de prière.

Toute révolution technologique induit de même des bouleversements anthropologiques et fracture les sociétés entre ceux qui cherchent à conserver, prolonger ou restaurer l'avant, et ceux qui veulent rejeter l'ancien monde au nom de la modernité. Un simple étrier change beaucoup de choses. Ce sont certainement les nomades de l'Asie centrale qui l'ont importé en Occident. Or, l'étrier révolutionne totalement l'art de la guerre en apportant une meilleure stabilité au cavalier, en permettant aux archers de se tenir debout, aux lanciers d'augmenter la précision et la force de leurs jets. L'étrier a suscité une polémique aussi clivante que celles qui nous divisent aujourd'hui autour du nucléaire et de l'éolien ! Il a également participé à la formation de classes sociales (cavaliers et fantassins, nobles et roturiers...).

Le même débat s'ouvre en ce moment avec l'intelligence artificielle : le blog de Deep-Mind, la filiale IA de Google, a récemment annoncé

la création d'un comité d'éthique pour analyser et assumer *la responsabilité de l'impact éthique et social des travaux* sur l'IA. Les nouvelles technologies et la perspective d'un effondrement probable risque fort de nous contraindre à penser les nouvelles révolutions industrielles selon des critères n'ayant plus rien à voir avec ceux des siècles précédents. Les critères actuels sont propres au système économique en vigueur, ils sont fortement teintés de déterminisme. Il est impossible dans le cadre mental actuel de croire au libre arbitre, c'est-à-dire à la possibilité de choisir entre plusieurs options (avec ou sans argent, avec ou sans échange marchand, avec ou sans croissance, fédéraliste ou mondialiste, humaniste ou transhumaniste, etc.).

Quantité de choix différents auraient pu être fait, sur quantité de sujets, ce qui aurait changé la face du monde. On a, par exemple, concentré toute notre attention sur le charbon et l'invention de la machine à vapeur. Or cette technologie était dangereuse, polluante, peu rentable économiquement au regard d'autres alternatives. On aurait très bien pu faire semblable élaboration historique en se concentrant sur l'énergie musculaire. Singer qui inventa la machine à coudre à pédale au XIX^e siècle a suscité tout autant une véritable révolution : production décentralisée mais mondiale (300 000 représentants dans le monde), la possibilité de travailler à la maison (comme l'a fait récemment le télétravail).

Autre exemple, le vélo au début du XX^e siècle était le moyen de transport le plus courant (plus de 10 millions de vélos en France). C'était une technologie de pointe qui a induit quantités de découvertes essentielles : le roulement à billes qui aujourd'hui est omniprésent, la chaîne à maillons, le pneu, le dérailleur, etc. Sans le dérailleur, on n'aurait pas inventé aussi vite la boîte à vitesse !

Imaginons une société qui aurait privilégié l'énergie musculaire, la machine à coudre, le vélo..., et aurait abandonné pour des raisons économiques et environnementales la machine à vapeur. Aurions-nous été confrontés au même chômage de masse, à la même destruction des ressources naturelles, aux mêmes pollutions... ? Nous avons donc bien fait des choix qui auraient pu être tout autre. Nous aurions pu choisir la mise en accès plutôt que l'échange marchand, comme l'ont fait les Sans, les Inuits, les Jarawas. Nous aurions pu choisir l'animisme des Amazoniens plutôt que l'anthropocentrisme judéo-chrétien, et la planète serait dans un autre état... En revanche, une fois qu'un choix a été fait, il est vrai qu'un déterminisme

est à l'œuvre, nous coince dans un système pour des lustres et réclame, on l'a vu, une douloureuse révolution anthropologique pour changer de cap...

On définit aujourd'hui la richesse comme l'accès à des objets, comme une identification liée à la personne physique (le riche) ou morale (le pays riche). En même temps, le riche est toujours soupçonné de rapacité, le pays riche de prédation. C'est également le résultat d'un choix. La richesse aurait pu désigner l'accès à des soins de qualité, à des activités créatrices, à l'intégration de qualités particulières, morales, intellectuelles, artistiques, etc. Hors de toute comptabilité de valeurs, la notion de richesse pourrait se décentrer de l'aspect matériel et prendre un sens global. Il ne viendrait plus à l'idée de parler de la richesse d'un être humain en fonction de ce qu'il est, et encore moins de ce qu'il a. Ce qu'*il fait* passerait au premier plan, ce qui représenterait une révolution sans doute aussi importante que le fut la fin de l'esclavage organisé ou l'égalité juridique des sexes !

Richesse : Beaucoup espèrent un enrichissement personnel, les États se mesurent et se classent en termes de richesse, les jeux de loto, bingo, jackpot et autres miroirs aux alouettes sont là pour faire rêver les exclus de la richesse. Mais d'où vient la richesse quand ce n'est pas du hasard ? La richesse viendrait de l'entreprise et seulement de l'entreprise, de la participation à l'entreprise ! Voilà un dogme bien établi, jamais remis en cause, et très commode pour justifier le primat du libéralisme et la légitimité de l'entrepreneur. La comptabilité de cette richesse est la colonne vertébrale de notre mode de vie et seuls comptent les résultats économiques. La seule liberté reconnue et intégralement autorisée est la liberté économique.

Pour que nous puissions collectivement poursuivre nos rêves de richesse, nous sommes prêts à peler la surface de la terre, à assécher les rivières et les lacs, à coloniser les plus faibles, à sacrifier la part improductive de l'humanité. C'est le prix à payer pour le confort et l'abondance. Il serait temps de repenser et reformuler les droits humains, qui ne sont plus, et depuis longtemps, ceux de "citoyens"...

Il est temps de se demander enfin : qu'est-ce que la richesse ? Que signifie ce mot si commun que l'on évoque et invoque à tout bout de champ ? Le Larousse nous en parle comme d'une possession importante de biens ou ce qui qualifie un objet de valeur. Il s'agit donc d'abondance et de valeur, d'une quantité qui se confond avec un rapport qualitatif. C'est en soi

un première contradiction qu'un même mot désigne une accumulation (un riche musée regroupe beaucoup d'objets) et une qualité exceptionnelle (ce qui rend un objet de musée unique ou rare). On retrouve cette contradiction dans le travail : le capitalisme nous pousse à réduire le temps de travail au minimum (mécanisation, informatisation, rentabilité...) et nous demande de faire, de ce temps de travail, l'unique source et mesure de la richesse. C'est même ce qui a amené le Président Sarkozy à lancer son *travailler plus pour gagner plus !*

Quand nous imaginons un monde sans argent, sans profits, sans nécessité d'accumulation, la notion de richesse apparaît bien différente. Le BNB (bonheur national brut) remplace le PNB (produit national brut), le sens que porte l'objet ou l'acte prend le pas sur la valeur d'échange. Et tout change, immédiatement, fondamentalement. C'est à se demander pourquoi et comment l'erreur initiale d'instaurer l'échange marchand comme seul moteur de l'activité humaine persiste avec tant de force. Il suffirait de quelques semaines d'expérimentation de l'accès pour qu'apparaisse aussitôt l'absurdité et la morbidité de ce que nous croyons à tort incontournable et naturel. La richesse deviendrait vite ce qui se partage, ce qui profite à tous, et incroyable, ce qui se multiplie par l'échange au lieu de se diviser comme dans l'échange marchand. C'est ce que dit fort justement Idriss Aberkane au sujet de *l'économie du savoir*¹. Pourtant, toute la puissance intellectuelle d'Aberkane ne l'empêche pas de rester profondément ancré dans le système marchand et capitaliste, dans le profit et la mise en concurrence. C'est le grand mystère de l'argent !..

Rire : Il est d'usage de penser que le rire est le propre de l'homme et qu'il demande une certaine distanciation avec l'objet du rire pour s'exprimer librement. On dit que les nourrissons ne rient pas mais ont simplement des expressions qui y ressemblent, des "rictus digestifs" par exemple. Le chien, le cheval, le singe ont des mimiques qui font penser au rire, mais l'avouer nous dégraderait au rang de l'animalité, chose peu plaisante. Le rire serait-il donc indissociable de la culture et donc réservé aux humains ?

Le rire étant un éclat sonore incontrôlable, on peut supposer que l'un des premiers anthropothèques s'est un jour tordu de rire en voyant un

1 Il fait remarquer qu'un seul pays au monde s'est doté d'un ministère de la connaissance. Et de ce fait, avec 3 fois moins d'habitants et 171 fois moins de territoire, la Corée-du-Sud exporte plus que la Russie !

membre de son clan buter sur une pierre et s'étaler dans la boue, mais aucun paléontologue n'en trouvera trace. En revanche, le rire a palier la distanciation physique du numérique avec des émoticône, des smileys. Les divers intégrismes religieux ou ethniques ont parfois interdit de rire de n'importe quoi avec n'importe qui. Le rire est la marque du diable disaient les moines du XIII^e siècle. La fonction du rire a viré au jaune ! La perspective d'un probable effondrement civilisationnel n'incite plus au rire. Les humoristes s'autocensurent, la satire est devenue outrance.

Quel responsable politique osera intégrer dans son programme un soupçon de rire face au tragique de la situation ? Peut-on imaginer une société meilleure qui ne penserait pas la place du rire ?... La dégradation du rôle social de l'humoriste, du caricaturiste, du chansonnier, du saltimbanque devrait servir d'avertissement très sérieux. Ce qu'ont déclaré les Pierre Dac, Pierre Desporges, Guy Bedos, Raymond Devos et tant d'autre, est devenu politiquement incorrect. Tous seraient poursuivis en justice pour diffamation, vilipendés par la presse pour outrance, racisme, homophobie, complotisme, souverainisme, leurs auditeurs eux-mêmes se retiendraient de rire ! Le rire a sauvé des prisonniers, des condamnés, des génocidés et des ostracisés, dans les pires moments de l'humanité, dans l'hubris le plus total. Un effondrement nous redonnera-t-il le goût du rire ?...

Rotation monétaire : Indice économique mesurant la vitesse de rotation de la monnaie, c'est-à-dire le nombre de fois qu'une unité de compte passe d'une main à l'autre sur un temps donné. Plus cette rotation est rapide, plus elle indique la vitalité des échanges marchands. Quand l'économie stagne, la rotation est faible et inversement. La masse monétaire multipliée par sa vitesse de circulation est égale au PIB.

C'est une des caractéristiques les plus curieuse de l'économie classique, mais aussi l'une des plus importante. Elle induit la nécessité de la croissance, des profits, autant que les niveaux d'inégalités sociales. Une vélocité forte tire des prix à la hausse et fait donc baisser la valeur de la monnaie (inflation). Un riche fait circuler la monnaie plus vite que les pauvres. Un État a donc logiquement intérêt à favoriser les riches, quitte à provoquer de la pauvreté chez d'autres.

Si la masse monétaire d'un pays baisse de moitié mais que sa vélocité quadruple, la consommation double. Pour augmenter la vélocité il faut dépenser plus et donc gagner plus... On voit vite, en partant de cette no-

tion de rotation monétaire, comment la concurrence, l'exploitation des uns par les autres, le consumérisme sans réserve quant à l'environnement, la croissance, etc., dépendent de cette vélocité. Comment briser ce cycle infernal de course vers une rotation maximum dès l'instant que l'on accepte le principe de l'argent et de l'échange marchand ? Comment imaginer une société qui échappe à cette fatalité, sinon en inventant un autre moyen de produire et de consommer sans qu'il y ait de rotation monétaire ?... Pourquoi donc les économistes patentés qui peuplent les plateaux de télévisions et les colonnes des journaux en parlent-ils si rarement ?...

Rupture : Le modèle de société dans lequel nous baignons conditionne l'ensemble de notre pensée. Yves Cochet décrit le modèle capitaliste, en montre les limites et conclut que nos capacités d'innovations sont à la hauteur du modèle, avec ses mêmes potentialités et impasses.¹ Il défend ensuite un modèle de rupture. Deux idées semblent intéressantes à réfléchir dans le cadre de la désargence :

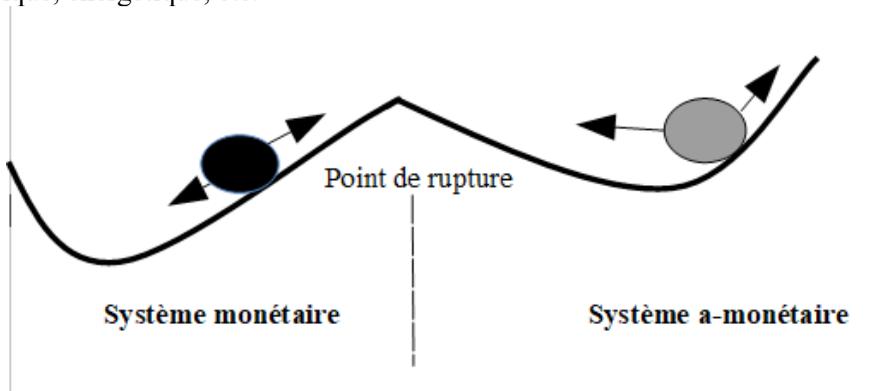
La physique et les mathématiques montrent que le passage entre deux états est rarement progressif et bien plus généralement caractérisé par la rupture. Si on prend pour exemple les états de l'eau, solide-liquide-gazeux, il n'y a pas de transition. Le passage d'un état à l'autre est brutal et rapide. Il est en effet difficile de parler de transition pour passer de zéro degré Celsius à plus ou moins un degré. Il est aussi difficile de parler de transition entre l'eau liquide et la vapeur dès les 100°C. Dans les jolies courbes exponentielles que nous présentent le GIEC ou le Club de Rome, il est tout aussi évident qu'il y a bel et bien un point de rupture précis à partir duquel nous passons de la croissance à l'effondrement, d'un climat viable à l'enfer. Le passage du progrès continu à la chute ne peut intégrer l'idée de transition. La courbe monte et, à un point x bien précis, elle retombe. Il en sera de même du système monétaire qui va croissant et, passé un certain seuil, s'écroulera.

Cette façon de penser l'évolution de nos sociétés s'appuie également sur le modèle physique du bassin d'attraction. Tout système complexe induit une force d'inertie qui contraint les éléments qui le compose à oscil-

1 Voir <http://www.youtube.com/watch?v=NVst8gx98c8> et <http://economiedurable.over-blog.com/article-croissance-decroissance-rupture-les-trois-modeles-de-pensee-selon-yves-cochet-124833525.html>

ler dans un sens ou dans l'autre mais toujours dans le même bassin. Si la bille symbolisant ici la société monétaire oscille trop fort, elle va passer d'un bassin à l'autre par une rupture brutale pour se retrouver dans un modèle post-monnaire qui ne répond plus aux critères du bassin précédent. Il n'y a pas de transition possible. Celui qui saute du haut d'un plongeur n'a pas le temps de penser à la nature de l'eau. Il va y entrer violemment et n'en sortira indemne qu'à la condition d'avoir longuement préparé la rupture.

C'est le risque de l'impréparation que nous prenons en refusant d'imaginer un modèle autre que celui du capitalisme, de l'échange marchand, de l'argent. Le risque de plonger du jour au lendemain dans un bassin d'attraction a-monnaire après cinq mille ans de comptes d'apothicaires ! Il est pourtant évident que tôt ou tard, notre système monétaire atteindra son plus haut niveau de désordre, ces désordres prenant simultanément des formes variées, environnementale, économique, sociale, culturelle, politique, énergétique, etc.



Tant que nos sociétés sont dans le système monétaire, il peut y avoir des crises, des effets de balanciers de droite ou de gauche, mais rien ne change fondamentalement. Si la boule noire, pour une raison ou une autre (crise écologique, financière ou géopolitique), passait un jour le seuil du point de rupture, elle redescendrait dans l'autre bassin d'attraction. Elle aurait elle aussi des mouvements de droite ou de gauche, des montée et des descentes, des périodes de stabilité ou de crise, mais elle resterait irrémédiablement dans le nouveau bassin. Le fait d'être dans l'un ou l'autre bassin d'attraction change radicalement la couleur de l'objet qui s'y trouve, la na-

ture de la société. La rupture entre les deux bassins ne peut être que brutale (quelques jours) et l'on ne peut rien comprendre ni expliquer d'un bassin, avec la connaissance que l'on a de l'autre bassin.

Le passage d'une société monétisée à une société sans argent rend sceptiques la plupart de ceux qui découvrent cette idée, a priori saugrenue, d'abolir l'outil multi millénaire et si commode de l'échange. On peut bien entendu prétendre qu'une désargence viendra par nécessité, quand les impasses structurelles du climat, des inégalités sociales, de l'économie, de l'environnement, et de tant d'autres secteurs en péril, seront à ce point dramatiques, qu'elles nous contraindront à inventer une forme radicalement nouvelle de gestion du monde. Mais nul ne peut affirmer quand et comment ce point de rupture sera franchi. Beaucoup voient cette rupture comme la promesse d'immenses foires d'empoigne telles que décrites dans les innombrables dystopies hollywoodiennes (Elysium, Les fils de l'homme, Gattaca, Dark City...). On se dit alors que tout cela est impossible, que l'humanité trouvera les moyens technologiques, les réformes suffisantes, pour sauvegarder cette civilisation que nous voulons, naïvement mais résolument, éternelle.

Si ce saut de système semble un problème mental insurmontable et incite encore la majorité à nous classer dans la case utopie, il faut toutefois se rappeler les multiples innovations technologiques qui ont bouleversé nos modes de pensée. Ce que la miniaturisation des composants électroniques a rendu possible en quelques décennies, une crise financière mondiale, se conjuguant avec une crise environnementale grave (plus de 3°C sur la planète par exemple) pourrait bien nous contraindre à penser autrement que dans un bassin d'attraction monétaire, nous entraîner dans un autre bassin d'attraction où tout serait différent...

S

Sabotage : Face à un régime politique ou économique aussi dominant et hégémonique que le capitalisme, l'opposant n'a pas beaucoup de choix stratégiques. On peut opter pour la modification du système de l'intérieur ou de l'extérieur. La grande majorité opte pour l'intérieur car c'est apparemment plus facile. Les catholiques militants et insatisfaits des positions officielles de leur hiérarchie pensent faire évoluer les mentalités jusqu'à changer lentement les structures de leur Église. Ils croient être mieux entendus en acceptant les formes et les usages de l'institution. Il n'y a guère de précédents historiques, mais y croire soulage la conscience et donne un but à l'existence.

Le même problème s'est posé aux antimilitaristes au temps du Service militaire obligatoire. Se déclarer Objecteur de conscience, c'était opter pour la prison ou l'exil avant le statut des objecteurs¹, faire le double du temps légal après le vote du statut, risquer l'interdiction d'exercer le moindre emploi dans la fonction publique. C'était, nous disait-on, se priver de toute confrontation à la hiérarchie militaire, rater une bonne occasion de convaincre les conscrits de l'absurdité militaire. Personne n'avait pourtant observé qu'un appelé sous les drapeaux ait pu avoir la moindre influence sur l'Institution militaire, mais la plupart des anti-militaristes y ont cru.

Les militants encartés dans un parti politique sont souvent les meilleurs critiques des dérives de leurs partis. Ceux qui quittent le Parti sont pourtant bien plus rares que ceux qui espèrent de leurs dirigeants de meilleurs choix. Que l'on observe le PC, le PS, les syndicats ou tout autre groupe politique, il est plus facile de constater une terrible force d'inertie qu'une capacité à se remettre en cause.

Il en est de même pour le capitalisme et rares sont les économistes,

1 Le statut des objecteurs a été instauré en France en décembre 1963, sous le gouvernement de De Gaulle qui en disait : *"Un statut de l'objection de conscience d'accord, mais le moins possible d'objecteurs."* De fait, tout a été fait les premières années pour que l'obtention de ce statut soit le plus compliqué et risqué possible...

les entrepreneurs, les anticapitalistes qui ont pu agir, sinon dans des expériences marginales servant d'alibis moraux aux défenseurs du système. La plupart s'y usent physiquement et moralement, sont impuissants à bouger le Mammouth. Toutes ces Institutions, Église, Armée, Police, Partis, État, etc., ont des capacités inouïes à broyer l'opposant, le réformateur, le militant, et même l'original innovateur. On ne change pas un système complexe de l'intérieur, aucun outil ne fonctionne dans ce genre de tâche. Il ne reste donc que la contestation de l'extérieur, ce qui implique l'acceptation de faire partie d'une petite minorité puisque la plupart choisiront l'intérieur rassurant. Or, une "démocratie" telle qu'elle a été construite jusqu'à présent est sans doute capable de soutenir une majorité mais en rien susceptible de soutenir et protéger la minorité. C'est ce que disait très justement Camus¹.

Si on cherche dans l'Histoire quelles sont les oppositions qui ont abouti à un quelconque changement de fonds, il n'y a guère que le sabotage qui ait connu le succès. Les grandes révoltes populaires, 1789 et 1871 en France, 1917 en Russie, ont vite été récupérées par un autre pouvoir tout aussi oppresseur que le précédent. La puissance de l'idée, que l'on pense à La Boétie, à Voltaire ou à Chomski, n'a pas empêché le capitalisme le plus sauvage de gagner la bataille. Le réformisme du Conseil National de la Résistance, en 1944, s'est fait tranquillement grignoté de 1981 à aujourd'hui jusqu'à devenir une coquille vide. Pourtant, les membres du CNR étaient pour la plupart issus de la Résistance et avaient acquis une culture du sabotage très efficace face au puissant III^e Reich.

Le sabotage consiste à mettre hors d'usage du matériel, des machines, des installations, à désorganiser une entreprise, une Institution, à détourner les idées fondatrices du système pour les rendre absurdes, inopérantes. J'aime bien ce mot populaire, issu du Picard *chaboter* et qui signifie faire du bruit avec ses sabots, ou en provençal, agiter, secouer. Qui, aujourd'hui, fait du bruit dans la société marchande, agite l'État au point de le mettre dans tous ses états ? Les Gilets Jaunes ont été un bon début, mais faute de culture politique et militante, ils n'ont pas su éviter le piège de la Convention pour le climat et surtout le piège de la "sécurité covidienne". Auront-ils la force de remonter au créneau après deux années de silence ?

Quelques démarches individuelles sont franchement dans le sabotage : certains Zadistes, les "casseurs de pub", Green Peace, certaines villes

1 Camus : *"La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité."* Carnet III, écrits entre 1951 et 1959, éd. Gallimard. Folio 2013.

en transition, les communes libres gérées par des assemblées citoyennes sans maire ni conseillers élus, quelques survivalistes qui ont fait sécession. On peut ajouter à cette liste non exhaustive de nombreux décroissants et écologistes qui sont dans "le pas de côté" ou l'idée d'une grève générale qui bloquerait le système économique. Nous sommes de plus en plus nombreux à rêver d'une grève générale, sans manifestations de rue pour réclamer quoique ce soit au système en place, mais des rassemblements dans l'espace public pour se compter, se connaître, se reconnaître comme susceptibles de pouvoir compter les uns sur les autres..

La seule concession serait peut-être d'organiser l'élection d'une personnalité qui n'aurait comme seul programme de préparer une Constituante et de rendre aussitôt le pouvoir à qui de droit dès les conclusions de cette Constituante. Après tout, les Belges nous ont prouvé en juin 2007 que leur pays pouvait survivre sans gouvernement durant 194 jours ! Ils ont récidivé en juin 2010 après les élections législatives, en mettant 18 mois à constituer un gouvernement. Où l'on voit bien qu'il n'y a pas d'issue à l'intérieur du système, c'est qu'une nouvelle crise a privé les Belges d'un gouvernement du 9 décembre 2018 au 1er octobre 2020 et qu'au moindre problème, une autre crise est probable. Des périodes aussi longues *d'ingouvernabilité* prouvent que l'administration est capable de gérer les affaires courantes sans qu'aucune décision politique ne soit prise. Ce qui laisse le temps d'organiser un vrai travail de fonds pour tout changer, et pourquoi pas entrer dans une Société de l'Accès !

Salaire à vie : *« Le principe du "salaire à vie" est opéré par la cotisation collectée et redistribuée par les caisses, en particulier la "caisse de salaire" qui, comme son nom l'indique, reverse aux personnes leur rémunération sans égard pour aucune autre donnée que leur niveau de qualification [...] un "sans égard" qui ne sera d'ailleurs pas sans poser quelques problèmes s'il signifie une parfaite inconditionnalité... »* (Frédéric Lordon)

Ah, la conditionnalité !... Payer pour avoir le droit de manger, travailler pour avoir de quoi payer, est en contradiction avec l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme : *« Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. »* Peut-on vivre sans avoir de quoi manger ? Peut-on être libre si l'on doit échanger son temps, sa force, son corps son cerveau pour vivre ? La conditionnalité est la conséquence directe du passage de la cueillette à l'agriculture, de la prise au tas à l'échange mar-

chand, du gratuit au payant. Il n'y a pas d'autre façon de résoudre cette contradiction que de passer à l'accès.

Les systèmes de revenus universels, salaires à vie et autres les formes que cela peut prendre, sont du même niveau de changement que le "capitalisme tronqué, l'alter-capitalisme". C'est la reconnaissance de cela même que l'on veut combattre, la condamnation au cantonnement dans la réparation quand il faudrait penser libération. C'est l'acceptation de l'idée que l'humanité n'est pas digne de confiance et qu'il lui faut une carotte (un salaire) et un bâton (l'exclusion) pour qu'elle daigne se mettre en action pour le bien commun...

Salariat : *"Le travail, c'est l'opium du peuple, je ne veux pas mourir drogué !"* disait Boris Vian. Tout le monde critique le système du salariat, mais tout le monde s'accorde à le penser incontournable. Beaucoup d'intellectuels nous ont démontré que c'est le seul moyen d'enrôler les individus dans des tâches collectives, de faire accepter des travaux inutiles, dégradants ou pénibles mais nécessaires. La place prise peu à peu par l'argent dans l'intégralité de nos vies ne laisserait pas d'autre choix que de créer soi-même son salaire, de le quémander auprès d'un patron ou de vivre dans la misère la plus totale.

De l'extrême droite à l'extrême gauche, il est impossible de penser une abolition du salariat. Nous pouvons juste espérer le rendre plus humain, plus juste qu'il ne l'est aujourd'hui. Le néolibéralisme à beau mettre à bas toutes les régulations acquises, inventer des conditions salariales de plus en plus proches de l'esclavage, personne n' imagine y mettre fin. Même les anarchistes les plus puristes admettent que vendre son temps, ses bras et son cerveau contre un peu d'argent est un fait incontournable. Sauf les militants de la désargence !...

Comment sortir de l'aliénation du salariat sans sortir de la société marchande, donc de l'argent ? L'argent étant le seul moyen d'accéder aux biens les plus basiques, nous sommes conviés à accepter notre condition, de supporter la forme de prostitution qui consiste à se vendre sur le marché du travail. La manœuvre est habile qui consiste à nous coincer dans un système fermé pour le plus grand bénéfice de la minorité qui échappe au salariat en salariant les autres. Tout est donc fait pour que l'échange marchand ne soit jamais discuté au motif que l'échange est naturel, pour les arbres, les fourmis, les cachalots comme pour les humains.

Personne ne nous explique, si l'on excepte Kropotkine, Pablo Servigne et quelques autres, que la vache broute son herbe et offre à la terre quelques bouses, que l'arbre fournit des sucres à des champignons, lesquels donnent à l'arbre azote et phosphore. L'échange marchand serait donc naturel chez l'homme, quand dans la nature, on ne trouverait que des échanges de bons procédés ! Il y a là un vice de forme dans nos raisonnements, déconcertants dès que l'on y réfléchit un peu.

La Société de l'Accès ne propose ni plus ni moins que d'inventer entre humains des modes d'échanges au moins aussi intelligents que ceux de l'arbre et du champignon, ou de la vache et de l'insecte coprophage. Il serait si simple pour des humains dotés de grandes connaissances et d'une technologie hors pair que l'un produise des champignons, l'autre du sucre, le troisième de l'azote, d'autres des tomates, des briques, des pantalons, des vélos ou des serviettes éponges, que l'on supporte même quelques parasites ne produisant rien tout en consommant, et qu'à la fin plus personne n'ait faim, soif ou froid !

Santé : Pourquoi l'État français nous vend-il des paquets de cigarettes sur lesquels il indique que fumer tue ? Pour le profit qu'il en tire en taxes. Pourquoi les entreprises du bassin de Fos sur Mer continuent de décimer allègrement les familles de leurs employés par cancers, maladie allergiques, déficiences respiratoires ? Pour plus de profits. Pourquoi l'industrie alimentaire ajoute-t-elle du sucre, du sel, des colorants, des conservateurs dans les plats cuisinés ? Pour plus de profits. Pourquoi supprime-t-on les trains de campagne, les bus de ville, en obligeant les gens à aller travailler en voiture ? Pour plus de profits. Faut-il rendre les pouvoirs politiques plus vertueux ou supprimer toute possibilité de faire du profit sur la santé des gens ?...

Il n'y a pas de politique de santé publique qui tienne la route dans un contexte marchand. Ce n'est malheureusement plus à démontrer et tout le monde le sait, à l'OMS, au sein des gouvernements et au comptoir du café du commerce. Comment se fait-il que ces profits ne soient jamais remis en cause, que le monde marchand soit considéré comme naturel ? Comment se fait-il que si peu de gens aient imaginé sortir de cette impasse en instaurant l'accès, la gratuité ? A bien y réfléchir, c'est étrange. Nous sommes comme des mouches qui se heurtent aux parois d'un bocal mais ne cessent d'y tourner en rond. Nous ne manquons pourtant pas d'esprits brillants, de génies créateurs. La fatalité devrait normalement être accouplée à l'acci-

dent, à la catastrophe naturelle, pas à ce que l'homme a lui-même créé et dont il peut se défaire. Sans doute est-ce le temps qui joue contre l'évidence. Voilà trop de siècles que l'argent nous a possédés et que les possédés nous l'ont fait croire éternel...

Nous sommes dans une société d'hypocondriaques où le moindre petit pépin mérite la visite chez le généraliste, lequel ne prendra pas de risque et se couvrira par des analyses biologiques et des examens chez des spécialistes. A force de vivre dans une société malade, tout nous apparaît comme une maladie, même la vieillesse. De ce fait, on ne cesse de se souhaiter la santé, comme la chose la plus importante, la seule qui mérite d'être souhaitée. Même à l'apéro, et même si les tournées se succèdent exagérément, on s'exclame *Santé !* La maladie en famille est de plus en plus rare et généralement limitée aux petits bobos. On s'est donc déshabitués à côtoyer la maladie qui nous semble insupportable, incongrue, anormale. L'hôpital n'est pas fait pour les chiens. La mort est devenue un total manque de savoir vivre et la maladie une scandaleuse anomalie.

C'est vrai que les progrès de la médecine nous apportent un incontestable confort, une espérance de vie qui aurait été inespérée un siècle plus tôt. Il n'en reste pas moins que la faiblesse, la dégradation et in fine la mort fait partie, pour encore un peu de temps, de la vie. L'effondrement qui arrive et risque de paralyser tous les services encadrés par l'État risque fort de nous rappeler quelques principes de bases incontournables...

Santé publique : La santé publique s'appuie sur un code de déontologie datant de l'antiquité grecque. Tout jeune médecin jure de se conformer au Serment d'Hippocrate : *« Mon premier souci sera de rétablir, de préserver ou de promouvoir la santé dans tous ses éléments, physiques et mentaux, individuels et sociaux. »* Comment est-on passé de ces judicieuses recommandations, d'un engagement moral fondé sur la vergogne, au Big Pharma ? C'est un mouvement qui s'est initié avec le développement du technicisme et s'est enkysté avec le néolibéralisme.

La technique en effet a produit des outils si complexes mais si efficace qu'ils ont fait passer la médecine de l'art à la science. Le serment d'Hippocrate, en prenant en cause l'état physique, mental, individuel, social des patients fait de la médecine un art, du médecin un spécialiste de la relation humaine et du soin une vision holistique de l'homme. La technique transfère le diagnostique et le choix du traitement de l'homme à la machine.

Si un IRM est capable de donner une vision précise et parfaite d'un symptôme, il ne peut intégrer le mode de vie, l'histoire du patient, l'alimentation, les relations sociales du patient.

Le développement de la recherche médicale produit des médicaments efficaces pour chaque symptôme et habitue le médecin à associer directement symptôme et remède, à négliger les causes indirectes du mal. Le néolibéralisme, en appliquant les règles de management de l'industrie à la médecine, a rationaliser, optimiser, financiariser les actes médicaux. Gérer un hôpital comme une usine de production de sardines en boîte ne favorise pas la relation médecin-patient et la crise du Covid a largement mis cette situation en exergue.

Quant à l'industrie pharmaceutique, on peut difficilement lui reprocher de se comporter comme une usine de sardines en boîte. Elle n'a et ne peut avoir d'autre but que le profit. La santé publique est donc devenue un marché. La prévention, l'approche holistique du patient est une réduction du marché. La maladie chronique est la garantie d'une pérennisation du marché. Soigner les personnes atteintes du Covid avec des remèdes qui ne coûtent rien ou presque rien est un non sens. Attiser l'état de panique à propos d'un virus, c'est s'assurer une consommation accrue de médicaments. Tout cela relève d'une logique marchande imparable et il est impossible d'en sortir sans remettre en cause le principe même de l'échange marchand. La gestion des pandémies, le Big Pharma, le capitalisme en général ne peuvent éviter ces dérives, à moins de sortir de l'échange marchand et de passer à l'accès...

L'État, étant lui-même colonisé par la finance, n'échappa pas à sa dérive. De la Santé Publique ne subsiste que la résolution des symptômes par la chimie, la marchandisation des actes médicaux, la mécanisation des diagnostics. La prévention n'a aucun effet chiffrable à cours terme et tombe de plus en plus en désuétude. Les praticiens soumis aux règles comptables sont évalués sur le nombre de leurs consultations, sur leur rythme et in fine sur le profit qu'ils en tirent. Mais comme ils ne sont en rien responsables des choix politiques qui ont induit cet état de fait, que ces pratiques leurs sont imposées, que désormais la liberté de prescrire leur a été ôtée, qu'ils en souffrent autant que leurs patients, ils peuvent continuer à réciter : *«Que les hommes et mes confrères m'accordent leur estime si je suis fidèle à mes promesses. Que je sois déshonoré et méprisé si j'y manque.»* Le serment d'Hippocrate n'est plus qu'un rituel désuet...

Sciences : Il y a longtemps qu'il est d'usage de différencier les sciences dures (les mathématiques, la physique, la chimie...) des sciences humaines (la politique, la psychologie, la médecine, l'anthropologie...). Si toute science se fonde sur le doute, les sciences dures aboutissent à des certitudes, au moins temporaires, comme deux et deux font quatre. Les sciences humaines s'en tiennent à des hypothèses, aussi étayées soient-elles. Dès le début du XX^e siècle, un glissement s'est produit faisant passer certains pans des sciences humaines dans le domaine des sciences dures (dites aussi exactes).

L'économie en est un bon exemple. Les options économiques qui procédaient jadis d'une vision du monde, d'une morale, d'une métaphysique, sont devenues des lois mathématiques qu'il est devenu impossible de contester. Les débats entre économistes se résument la plupart du temps en un duel de chiffres, de formules, de postulats au point que l'on oublie que la philosophie sous-tend la statistique.

Comment s'étonner alors que les peuples s'éloignent du politique, qu'aux élections régionales de 2021 (donc pour les instances les plus proches du peuple), deux tiers des électeurs se soient abstenus ? Cette dérive a été malheureusement contagieuse et l'on voit de plus en plus clairement le glissement abusif des sciences humaines vers les sciences dures, comme le résultat d'une logique comptable et marchande.

Les sciences dures ne peuvent fonctionner comme la politique. Imagine-t-on faire un référendum pour savoir si la gravitation était compatible avec la relativité ? Est-ce que des chambres élues ou autoproclamées se sont réunies pour décider de l'intérêt d'ajouter à l'immense arsenal mathématique que nous possédions, des quantas obscurs et abscons ? Il y a bien des académies, des revues prestigieuses, des récompenses pour noter les travaux scientifiques, les agréer ou les descendre en flammes. Mais il faut bien reconnaître que ces honorables instances se sont toujours trompées avec une belle constance et que jamais la science n'a cessé d'évoluer, avec ou sans elles, souvent contre elles.

Le nombre des découvertes fondamentales, le nombre d'inventions radicalement porteuses de révolutions est cependant considérable et sans que jamais une structure hiérarchisée ni pouvoir décisionnel ne leur ait tracé la route, sans que jamais un référendum, un scrutin quelconque ne soit venu sanctionner leurs travaux. Certains d'entre eux n'ont même pas eu besoin du

soutien de quelques riches protecteurs : une baignoire a suffi à Archimède, un pommier à Newton, ou un tableau noir à Arbogast pour nous imposer le système des poids et mesures. Les puissants de ce monde se sont toujours méfiés de ces marginaux, poussant Socrate à se suicider, Galilée à abjurer sa théorie, menant Bruno Giordano au bûcher, Alan Turing à la castration chimique puis au suicide en 1954 (être le père de l'informatique n'autorise pas l'homosexualité...).

Alors pourquoi ne pouvons-nous pas transposer le modèle scientifique à la politique ? Le savant étudie le réel, seul dans son coin ou en équipe. Il confronte ses hypothèses à une expérimentation concrète, se trompe, recommence, annonce sa découverte quand elle lui semble intéressante. Il y a les pour et les contre, les climato-sceptiques et les tenants du réchauffement. Il y a les aventureux qui foncent et les prudents qui se méfient des applications possibles. Tout ce monde prend le temps de se confronter, de se battre, de se contredire, de se tromper de voie, de se perdre en conjectures absurdes. Et alors ! La science n'avance-t-elle pas ? Le progrès est-il impossible ? L'originalité est-elle une tare ?

A l'inverse, nos hommes politiques qui affirment et se trompent aussi souvent, qui décrètent sans aucune expérimentation ni réelle confrontation avec l'adversaire (sinon dans des querelles de partis), qui se font élire, ni en raison d'une compétence, ni d'une inventivité ou d'un dévouement à la cause commune, mais sur des promesses qu'ils ne sont pas tenus d'honorer et des théories que nul ne peut confirmer, ces hommes là se targuent d'importance et de grandeur. Que ne regardent-ils pas en direction des savants pour voir comment ceux-ci fonctionnent !...

Il serait temps de considérer l'hypothèse d'une désargence non sous l'angle de vue de la politique, qui fige la réflexion dans un cadre auquel plus personne ne croit, mais avec l'ouverture des scientifiques, pour qui rien n'est définitif, tout est sujet à controverse et à expérimentation, et qui ne confondent pas postulat et axiome !

Sécession : Les riches ont largué les amarres : ils ont fait sécession du reste de la société. Ils se moquent bien des peuples, de l'humanité et nombreux sont ceux qui envisagent sans vergogne un monde à deux vitesses, les sachants et les esclaves, les hommes superflus et les premiers de cordée. La gentrification des villes, les projets de camps retranchés de luxe pour milliardaires, les voyages commerciaux dans l'espace de Jeff Bezos ou de Ri-

chard Branson en sont la préfiguration.

Quand donc ferons nous, à notre tour, sécession du monde des riches ? Quand les laisserons-nous se débattre dans leur solitude, après leur avoir coupé l'herbe sous les pieds en leur ôtant toute possible accumulation de capital ? Il est pourtant simple de faire sécession, Étienne de la Boétie ne cesse de nous le dire depuis 1576. Soyons résolus à ne plus nourrir les riches et nous voilà libres. La revue Forbes nous donne chaque année le *Top 20* des milliardaires, leur classement selon leur fortune et les entreprises qu'ils dirigent. Comment vingt personnes peuvent-elles dominer 7,8 milliards d'individus ? Comment s'établit une telle disproportion dans le rapport des forces ?

La réponse est simple : c'est en rendant nos conditions de vie dépendantes de l'argent que ces gens là nous tiennent. Les éliminer, serait désorganiser tout ce qui fait société, se priver de tout approvisionnement de base, de toute énergie, de toute sécurité. Voilà ce qu'ils ont réussi à nous faire croire, contre toute logique et toute expérience. Les vingt personnalités cités par la revue Forbes ont pour seule arme ce système, ce schéma de pensée construit par des siècles de domination patriarcale. Couper cette herbe sous les pieds des milliardaire est la meilleure façon de faire sécession, sinon la seule !

Il est curieux de constater que l'esprit de sécession qui anime les grands de ce monde, à commencer par la sécession vis à vis des peuples qu'ils ignorent, méconnaissent, méprisent, ne les empêche pas de s'insurger violemment devant toute sécession venue du peuple. Critiquer le style de démocratie actuel, c'est être anti républicain alors que le mot vient de la *res publica*, la chose publique. En somme, dire à un abstentionniste qu'il est anti républicain, c'est lui dire qu'il est contre tout ce qui relève de la chose publique, c'est-à-dire contre le peuple. Dire à un jeune de banlieue qu'il est *séparatiste* c'est affirmer qu'il refuse la France alors que c'est la France qui l'a refusé en le confinant dans un cadre pour le moins délétère. Dire à un écologiste quelque peu radical qu'il est sectaire, c'est lui dire qu'il est contaminé par une église dissidente, par des croyances ou des philosophies ésotériques, même s'il appuie ses déclarations sur des travaux scientifiques de pointe. Dire à un militant pour une société post-monnaire qu'il est nihiliste puisqu'il récuse l'argent, l'échange marchand, l'État, c'est lui dire qu'il remet en question toutes causalités, intentionnalités, normativités alors qu'il ne cesse de crier que ces valeurs seraient à remettre au goût du jour... En

somme, les défenseurs du capitalisme projettent sur leurs adversaires ce qui les conduit à sacrifier, sur l'autel du profit, le bien être de la grande majorité et à terme l'équilibre de la seule planète à notre disposition...

Sécurité : Nos sociétés modernes, et principalement celles qui n'ont connu ni guerres, ni famines, ni pandémie gravissimes, sont obnubilées par leur sécurité. Tout ce qui nous protège contre les autres et contre nous-même est bon à prendre. Il est évident que cette surenchère sécuritaire est le fruit d'un long travail de lobbying. Notre sécurité, c'est leur marché. Pour que ce marché soit rentable, il ne faut surtout pas que les accidents disparaissent. Nous aurions alors un sentiment de sécurité qui tuerait le marché.

La voiture peut tuer, c'est évident. La sécurisation des voiture est donc un juteux marché. En cas de choc, l'airbag et la ceinture de sécurité nous sauvent. Donc, nous pouvons rouler plus vite, avec moins de concentration, en toute sécurité. N'allez pas dire qu'en remplaçant l'airbag par des pointes en acier, nous roulerions avec une prudence telle que les accidents seraient rares. Le marché serait perdu !

La sécurité impose des normes et des réglementations strictes. Jadis, il suffisait de nouer deux cordes à une branche d'arbre, d'y placer une planche et nous avions une excellente balançoire. Aujourd'hui, placer une balançoire dans un parc public exige le respect du diamètre des cordes, de la hauteur de la planche en fonction de l'âge des usagers, un sol sécurisé en cas de chute, des panneaux assurant des précautions prises par les autorités dans la réalisation du projet, un autre stipulant que le maire n'est pas responsable d'un mésusage. N'allez pas dire qu'il y avait moins d'accidents avec une balançoire bricolé qu'avec l'engin high-tech du parc municipal, vous mettriez au chômage des centaines de techniciens !

J'ai connu une époque où l'organisation d'une colonie de vacances, d'un camp d'adolescents pouvait se bricoler, ce qui permettait à quantité d'enfants d'ouvriers d'avoir des vacances éducatives et distrayantes. Heureusement, ces activités sont aujourd'hui sécurisée par la formation et les diplômes des encadrants, les normes sanitaires, le matériel adapté aux âges des participants. Bien sûr, tout cela à un coût, et sans les subventions des communes, des comités d'entreprises, seuls les parents aisés peuvent y envoyer leurs enfants. Les autres n'auront qu'à jouer au foot devant leur immeuble, en toute sécurité...

La sécurité induit des contrôleurs, des vérificateurs, des "sanction-

neurs" pour les déviants et bien sûr toute la politique qui va avec. N'allez pas dire que trop de sécurité tue la sécurité vous mettriez le marché en péril et en plus vous décrédibiliseriez la seule politique qui garantisse la paix sociale.

La sécurité ne s'achète pas seulement au prix de notre liberté, elle empêche toutes sortes d'activités intéressantes d'être proposées à ceux qui en auraient le plus besoin. C'est le progrès !...

Sédimentation : Processus mécanique dans lequel des particules cessent de se déplacer et se réunissent en couches successives. C'est ce qui se passe au fond des océans, dans les grottes avec la formation de stalagmites et de stalactites. Les concrétions de la calcite contenue dans l'eau, en tombant goutte à goutte, forment ces étranges colonnes montantes et descendantes, à la vitesse d'un centimètre par an, parfois quelques millimètres par siècle. C'est l'illustration parfaite d'effets mécaniques mineurs qui, avec du temps et de la patience, finissent par constituer de grandes choses.

L'effet mécanique inverse, celui de l'érosion, est tout aussi étonnant. Nous avons tous vu dans les torrents de montagne des gours creusés dans la roche par l'action de l'eau. La résistance du granit n'est rien au regard de la constance de l'eau qui le caresse durant des siècles.

Ce sont bien ces effets de sédimentation-érosion que produisent l'argent et l'échange marchand sur les sociétés humaines et leur donnent, à la longue, un aspect qui semble naturel. Sur le temps court, il est impossible de percevoir l'action de l'eau sur la roche, de la calcite qui se cristallise au fond d'une grotte. Nous ne pouvons le constater qu'a posteriori et il ne viendrait à personne de prévoir qu'une dalle de béton recevant quelques gouttes d'eau par jour sera méconnaissable dans quelques siècles.

Le capitalisme a parfaitement compris ces mécanismes et s'en inspire. Si personne n'est capable de prévoir les conséquences à très long terme d'un choix économique, nul ne pourra en être responsable. Si un groupe de personnes vise un objectif invouable, dans son intérêt personnel et en contradiction totale avec le bien commun, il suffit qu'il le mette en place "au goutte à goutte". Aucune goutte ne déclenche de réaction, et quand les effets se feront sentir, la sédimentation et l'érosion sera telle qu'aucun remède permettra de les corriger.

Il est aujourd'hui évident que, mécaniquement, il ne pouvait y avoir des échanges marchands sans recherche constante de profits financiers. Il

est évident que, tout aussi mécaniquement, la nécessité de réaliser des profits financiers entraînerait des inégalités sociales et donc des désordres mettant en péril ces profits. Empêcher une stalagmite de se constituer, de monter jusqu'au plafond de la grotte ne peut se faire qu'en empêchant l'eau de transporter la calcite (en empêchant l'argent d'être soumis à la rotation monétaire) ou de dynamiter la stalagmite (le système bancaire) une fois par siècle !

Il n'y a pas plus d'alternatives à l'érosion du tissu social, à la sédimentation d'idées fausses dans un système capitaliste et marchand qu'il n'y a de solution pour que l'eau n'use plus le granit, et que la calcite, molécule après molécule, ne finissent par produire ces cathédrales minérales que nous aimons tant visiter... C'est aussi la raison pour laquelle nous avons du mal à nous méfier des illustres ancêtres penseurs qui ont tiré de fort justes analyses de ce qu'ils voyaient mais ne pouvaient prévoir le résultat que cela donnerait plusieurs siècles après. Peut-on accuser Aristote, Voltaire, Marx, Proudhon de n'avoir rien dit sur le quantitative easing, pratique inimaginable en leur temps ? On peut en revanche accuser un penseur de notre temps de ne pas remettre à l'heure des pendules que ces anciens ne connaissez pas...

Semences : La guerre des semences est un processus engagé par les cinq multinationales qui détiennent plus de la moitié du marché des semences et tend à la privatisation des graines. Ce processus enclenché par ces géants de l'agrochimie risque de mener à la standardisation des semences et par conséquent de la nourriture que l'on retrouve dans nos assiettes. La grande excuse et le grand argument mis en avant par ces multinationales est toujours le même : régler le problème de nutrition de la population croissante, rentabiliser les cultures. Autant dire qu'avec le nombre de techniques frauduleuses utilisées, de pollutions de l'environnement et d'étranglements des paysans par la dette, nous nous permettons de douter de cet argument philanthrope. Les semences, c'est le garde-manger de l'humanité. Posséder ce garde-manger, c'est un pouvoir immense, intolérable.

Il est étrange qu'une poignée d'individus aient la capacité de s'approprier ce garde-manger et d'être, de fait, en position de l'ouvrir ou le fermer selon leur bon vouloir. Faudra-t-il attendre qu'ils se servent de cette arme et créent artificiellement des famines pour réagir ? (On a déjà connu dans l'histoire des famines provoquées à des fins politiques...). En outre,

rien ne dit que ces semences non conventionnelles seront correctement conservées. Il est probable, surtout avec le dérèglement climatique, que les semences officielles ne résistent pas au dérèglement. Sans les semences rustiques, il risque d'être difficile de s'adapter. Combien de temps nous faudrait-il pour comprendre que l'argent permet ce genre de captation et qu'il n'y a pas de solution durable hors d'une sortie totale du système de l'échange marchand, par une "désargence"?...

Le groupe "Open Source Seeds"¹ est une initiative qui couple des semenciers, des paysans, des juristes. Il constitue une véritable déclaration de guerre au système marchand néolibéral. Les trois principales multinationales qui ont capté le marché des semences ne peuvent accepter sans risques une telle concurrence. Une graine est un objet révolutionnaire en soi dans la mesure où elle peut se reproduire sans frais à des centaines voire des milliers d'exemplaires et donc aboutir à l'accès libre pour tous. Une graine, c'est une imprimerie qui met au chômage des milliers de copistes (les techniciens de l'OGM), c'est un logiciel qui rend superflu des millions de comptables (l'agro-industrie), c'est la disparition de cette valeur qui augmente avec la rareté et la demande, qui diminue avec l'abondance et l'offre, c'est la mort du capitalisme. Étrange qu'une poignée de semenciers puissent œuvrer depuis des décennies pour asseoir leur monopole mondial sur les graines. Ils n'hésitent pas à scier la branche sur laquelle ils sont assis à court terme pour que leur système ne s'écroule pas trop vite !...

Sémantique : Étude du sens, de la signification des mots. Dans une période de troubles où la *Novlangue* fait recette, on finit par oublier l'importance du choix des mots, y compris ceux qui servent aux luttes propres à sortir de ces troubles. Ainsi, on a vu émerger le terme d'*anthropocène* pour qualifier le dérèglement climatique dû à l'homme. Soit, mais l'homme est-il responsable de ce dérèglement ? Étant homme, je me sens concerné, responsable, malgré des années de combat pour l'environnement. Pourquoi alors ne pas parler de *capitalocène* puisque le vrai responsable est à l'évidence le capitalisme ?

Le dérèglement n'a pas commencé avec le capitalisme. L'homme du Moyen âge aussi polluait, surtout depuis qu'il a fait du commerce l'alpha et l'oméga de son existence. Pourquoi alors ne pas parler de *mercantocène* !

1 Voir le site <https://osseeds.org/>

Sans doute ne suis-je pas assez connu pour fabriquer un néologisme qui soit repris ou pas encore assez atteint par cette pathologie moderne....

La sémantique moderne a détourné à ce point le sens des mots qu'il est difficile de se comprendre dans un débat. La plupart des changements sémantiques visent à stigmatiser ou à édulcorer leur sens. Il n'y a qu'en reposant l'influence de la marchandisation que nous ferons enfin la distinction entre Sans-abri et SDF, syndicaliste et partenaire social, exclu et exploité, croissance négative et récession, chef du personnel et DRH, entrepreneur et patronat, paysan et exploitant agricole, politique et gouvernance, mobilité et instabilité, citoyen et partie prenante, grève et prise d'otages, senior et vieux, peuple et société civile, contrôle et vidéo surveillance, etc. La liste est devenue infinie, quasiment impossible à dresser...

On imagine assez bien le travail qu'induirait pour les sémiologues, linguistes, philologues, phonologues, lexicologues, historiens philosophes la fin de l'influence de l'argent sur le langage commun, l'introduction de la gratuité à tous les étages. On sait comment la simple disparition d'une profession, d'une technique entraîne la disparition de mots, d'expression, comment l'apparition d'une nouvelle technique nécessite la création de nouveaux mots, ce que raconte le choix de ces nouveaux mots....

Seniors : Jadis, les seniors étaient des vieux beaucoup moins vieux que les nôtres. Ils vivaient auprès de leur famille et non dans des EPHAD.¹ Ils étaient généralement respectés par ceux qui les entouraient et non infantilisés par des soignants condescendants, ou au mieux surbookés. Nous avons fait d'énormes progrès !

Mais comment y échapper ? Comment rester à la maison auprès de l'ancêtre quand il faut gagner sa vie ? Comment être aidé dans cette noble tâche quand les médecins de ville ne se déplacent plus, quand les *aides à la personne* passent en courant tant ils ou elles sont ubérisées, quand leur travail est prolétarisé, supervisés par des commerçants et des informaticiens qui eux seuls contrôlent l'organisation du travail (une aide soignante qui prend le café et bavarde un quart d'heure avec une vieille dame est en faute professionnelle!).

Les seniors vivent de plus en plus vieux, mais aussi de plus en plus longtemps malades. Les descendants se retrouvent donc avec une charge

1 EHPAD : Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes.

épuisante et qui n'en fini pas de durer. On dit d'eux qu'ils sont devenus égoïstes, individualistes, incapables d'empathie vis à vis de leurs vieux. Les mêmes qui nous culpabilisent ont organisé cette situation impossible, ce qui est un comble. Mais qui en prend conscience ? Qui réalise que tout a commencé par un changement sémantique, nos vieux devenant seniors ? Qui s'étonne du système marchand qui oblige des mères de famille à courir de senior en senior pour un salaire de misère après avoir déposé leur propre senior dans une EPHAD qui leur coûte les yeux de la tête ? Qui résiste à l'idée saugrenue d'une mort qui ne serait jamais naturelle, même passé un certain âge ? Qui se demande s'il est sain de penser que nos vieux doivent rester actifs, intellectuellement, sexuellement, socialement jusqu'à leur dernier souffle, y compris quant à leur simple habillement ?

Le vrai progrès qui reste à faire est de revenir à une norme naturelle dans les relations intergénérationnelles sans perdre les acquis de la science et de la technique. Est-ce possible dans un monde marchandisé ? On peut en douter...

Services publics : Voilà bien un sujet qui mériterait de larges débats dans les médias et qui pourtant est soigneusement évité. Voilà quarante ans que dans l'expression *services publics* on n'entend que le mot *services* et qu'on oublie *publics*, ce qui induit que les services puissent devenir *privés*. Le dogme étant l'extension infinie du marché, aucun domaine ne doit échapper au marché. Les services pour le bien commun seraient bien mieux rendus par le privé que par le public. Cette affirmation contredit toute observation, toute expérience, mais pour le libéralisme, un monopole est un danger pour la libre concurrence et le service public est un monopole d'État. Peu de journalistes rappellent que le monopole des GAFAM ne dérange pas grand monde. Mais quand il s'agit d'un monopole d'État, il est urgent d'y remédier.

En 2002, Jacques Chirac et Lionel Jospin sont allés, main dans la main, signer le Sommet de Barcelone qui entérine la libéralisation des services publics en Europe. L'Union Européenne a dès lors pour fonction de lutter contre les monopoles d'État. On retrouve l'aboutissement de ce choix politique dans le gouvernement Macron avec la réforme de la SNCF, des retraites, le démantèlement d'EDF, la privatisation de ADP et de la Française des jeux, etc.

C'est donc bien dans un rapport de force avec l'UE qu'il faudrait

lutter contre le massacre des services publics, a minima au nom d'une exception française dans le contexte européen. Le service public fait partie de l'ADN de la France, ce que l'Allemagne ne veut admettre. Or, le service public à la française avait pour but essentiel de rééquilibrer les inégalités entre les citoyens. Chacun doit pouvoir accéder aux biens de première nécessité ce qui, dans un contexte de marché, est impossible (accès aux transports, à l'école, à l'énergie, à l'eau, à la santé, etc.). L'argent est constamment utilisé pour justifier la casse du service public. L'État est en dette, le service public coûte *un pognon de dingue*, il y a trop de fonctionnaires, pour qu'un service fonctionne il faut qu'il soit rentable...

On pourrait penser qu'un gouvernement de gauche, convaincu de la nécessité d'un bon service public, pourrait renverser la vapeur. C'est oublier la puissance de l'Union Européenne qui s'est dotée de structures politiques et financières capables de s'imposer aux États membres. C'est oublier que la Loi européenne prime sur la Loi nationale. C'est oublier que l'UE n'a plus aucune légitimité, ayant trahi tous les engagements qu'elle avait pris pour nous inviter à y adhérer : la fin du chômage, la paix sociale, la croissance, etc.

Officiellement, la commission fait des *recommandations* aux gouvernements nationaux, elle ne pose pas de *contraintes*. Il s'agit juste d'assurer "*le bon développement du marché commun*" ! Cette distinction entre recommandation et obligation apparaît significative de l'état d'esprit euro-péiste quand on a compris que de l'application des *recommandations* dépend le versement des fonds européens aux États membres. La Commission Européenne agit un peu comme le bandit qui pointe un revolver sur la tempe d'un passant en lui *recommandant* de lui donner son argent. Le passant va obéir, sans qu'il ait l'obligation légale de le faire. En résumé, la Commission Européenne fonctionne à peu près comme une mafia.

Le propre des systèmes mafieux, c'est de n'avoir d'autre objectif que l'accumulation de la richesse entre les mains d'un parrain. La seule chose qui puisse contraindre une mafia à cesser ses activités prédatrices, c'est de l'empêcher de gagner de l'argent. La seule chose qui puisse empêcher un système politique comme l'UE de coloniser les États membres, c'est également de lui ôter son outil, l'argent. Une fois compris cela, il paraît vain de lutter contre l'Europe, de s'acharner à défendre les services publics, sans remettre en cause le système financier et marchand. L'argent est l'arme absolue du pouvoir et on ne peut contraindre les forces au pouvoir

tant qu'on leur laisse cette arme absolue. C'est simple, logique, parfaitement corroboré par les faits et pourtant la grande majorité de l'humanité trouve qu'il est bizarre de penser une abolition de l'argent...

Pour ceux qui verraient dans ces propos un mauvais procès d'intention, il est bon de relire le chemin parcouru depuis l'entrée fracassante du néolibéralisme dans la politique française. Il était notoirement reconnu dans la plupart des pays que la France s'était dotés de services publics compétents et intègres. Les Français étaient fiers de leurs institutions sociales et la plupart rêver de voir leurs enfants devenir *pensionnés*, terme utilisé jusqu'à la première guerre mondiale pour désigner le fonctionnaire qui touchait une pension de l'État. Ce rêve si bien partagé venait du respect qu'inspirait la fonction publique bien plus que du fait d'avoir un salaire garanti.

En quelques années le fonctionnaire fainéant, sans ambition, tricheur, mesquin a été la risée du français moyen. Toute démarche administrative a été comparée au parcours du combattant. C'est le résultat d'une tactique bien décrite par quelques *fonctionnaires* militants. On peut empêcher le bon fonctionnement de n'importe quelle entreprise en cassant tout esprit de corps, en introduisant des réformes permanentes, inutiles et surtout invalidantes, en réduisant les budgets, etc. Quand un service public devient inopérant, coûteux, désorganisé, on le compare alors à un service privé qui à équivalence de moyens serait performant, rentable et vertueux.

Quand les Français croient qu'ils payent l'électricité trop cher, que La Poste n'est pas sérieuse, que les trains sont toujours en retard, que les caisses de retraites sont toujours déficitaires, il est facile ensuite de leur faire accepter la privatisation d'EDF, de la Poste, de la SNCF, des retraites. Quand le Ministre de l'Éducation Nationale (J.M. Blanquer) promet cinq fois de suite une forte augmentation des salaires des enseignants et n'en applique qu'une seule (et encore tronquée de l'essentiel), quand ce même ministre charge les enseignants de tâches administratives inutiles, change les programmes tous les ans, leur interdit toute initiative pédagogique, les parents ne se plaignent pas du ministre qui a fait tant de belles promesses mais des enseignants qui ne pensent qu'à leurs vacances. On peut ensuite financer l'école privée, bien plus efficace...

Sextoys : Les sextoys ont toujours existé, on en voit dans les musées archéologiques. Il n'y a rien à redire aux moyens que les humains inventent pour se donner du plaisir. En revanche, il suffit de taper ce mot sur un mo-

teur de recherche pour constater que c'est un marché florissant, occupé par des firmes les plus diverses.

Durant les confinements Covid, la vente de ces objets a augmenté de 136 %. Le marché mondial, d'environ 25 milliards d'euros, serait en pleine croissance. Pourquoi pas, mis à part que c'est un marché, donc une publicité mensongère, l'exploitation des misères sexuelles, l'esprit de compétition qui s'immisce jusque dans des relations humaines intimes. Laisser une telle technologie aux mains des marchands, c'est faire du sexe une simple technique, une activité à rationaliser, optimiser, quantifier, normaliser. Un sextoxy alors n'a plus pour fonction d'être utile ou agréable mais de produire de la valeur sous forme monétaire.

Le sextoxy est dans la droite ligne du transhumanisme qui part du principe que l'humain est imparfait et qu'il faut l'augmenter des outils adéquats. La conséquence immédiate, c'est de considérer comme un handicapé l'humain normal, non augmenté. Si on ajoute à cela la pornographie qui nous propose des hommes dotés d'organes hors norme, des femmes aux capacités de jouissances inouïes, que les enfants y ont accès de plus en plus tôt avec des sites qui se contentent de demander à l'utilisateur s'il a plus ou moins 18 ans, les sextoxy vont provoquer des dégâts irréparables. C'est fort dommage car ce sont des objets de plaisir qui peuvent être thérapeutiques dans nombre de situations, et sans aucun effet délétère pour ceux qui ont par ailleurs une sexualité épanouie.

Une sexologue a présenté des godemichés à des collégiens pour ensuite analyser leurs réactions. Les garçons comme les filles ont opté pour des modèles de loin supérieurs au format moyen des Européens. La norme subjective est devenue une supposée norme biologique, une fausse réalité. Sans préjuger de l'expérience de ces jeunes adolescents et adolescentes, de leurs phantasmes naturels, de l'influence du regard des autres dans le groupe testé, il est évident que les filles vont être déçues, les garçons complexés et que les deux seront assez frustrés et formatés pour abuser de sextoxy. Plus les profits font des dégâts, plus les dégâts font des profits !...

Simultanéité : La question se pose de savoir si une partie de l'humanité (nation ou groupe de nations) pourrait prendre le pari de se passer de tout moyen d'échange quand une autre partie continuerait à en être pourvue. Le pays innovant ne se retrouverait-il pas en situation de vulnérabilité extrême par rapport à l'autre ? Le pays possédant un monopole sur une ressource ou

une production ne serait-il pas tenté d'exercer toutes sortes de chantages sur ceux qui en sont dépourvus ? La société qui la première ouvrirait l'accès aux biens et services disponibles ne serait-elle pas immédiatement victime de l'attrait qu'elle susciterait chez tous les laissés pour compte de la planète et ne devra-t-elle pas se protéger dans ses frontières, excluant encore plus de monde que ne le faisait l'argent ?

Certains d'entre nous pensent qu'un pays classé parmi les plus riches (France, Allemagne, USA, Russie...) pourrait, avec un minimum de préparation, sauter le pas d'une abolition de toute monnaie. Ce serait sans doute au prix d'une autonomie à retrouver. Si du jour au lendemain, nous cessions de payer l'importation d'uranium, nos centrales atomiques seraient vite arrêtées. On imagine mal la France se passer de pétrole, de composants électroniques, de café... Encore qu'il soit possible de coordonner avec des pays producteurs des accords d'aides mutuelles puisque nous avons des produits et services exportables dont ces pays amis pourraient obtenir sans grever leur budget.

D'autres pensent qu'il faudra, pendant un temps, se garder une monnaie ne servant qu'aux échanges internationaux. Il est vrai aussi que la France pourrait un temps puiser dans ses réserves de change en devises étrangères et or qui pourraient servir à l'import-export. C'est environ 230 000 milliards de dollars en janvier 2021, essentiellement en bons et obligations des Trésors d'États étrangers. Il est en revanche difficile d'évaluer combien de temps ces milliards de réserves nous permettraient d'importer l'essentiel des besoins que nous ne pouvons assumer.

Il est tout aussi difficile de prévoir la réaction des autres pays face à une abolition de la monnaie sur un seul État, unilatéralement. Il est possible qu'il y ait des mesures de rétorsion comme c'est encore le cas avec l'Iran pour la question du nucléaire, de la Russie ou de l'Ukraine pour des questions de Droits de l'Homme, de l'Afghanistan pour punir les Talibans d'avoir gagné la guerre. Il est fort probable qu'une abolition unilatérale de la monnaie en France soulèverait nombre de protestations, à commencer par l'Europe dont la France serait immédiatement exclue faute de payer sa contribution (26 864 milliards d'euros en 2021 !). J'ignore totalement si un économiste (ce que ne suis pas) a un jour posé une telle hypothèse en la chiffrant, mais cela ne manquerait pas d'intérêt.

Il est aussi possible que des secteurs bien plus prosaïques de l'économie serait mis à bas en quelques jours avec une abolition non pro-

grammée. Sans les importations de nourriture, combien de Français seraient affamés au bout de trois jours ? Combien d'unités de productions seraient à l'arrêt faute de matières premières ou de composants divers au bout d'une semaine ? Combien de jour un grand hôpital peut-il survivre sans argent ?...

Il est donc plus raisonnable d'imaginer qu'au moins un groupe de pays (une union méditerranéenne par exemple) prennent l'initiative en même temps pour avoir au moins un secours mutuel. Imaginer une démarche commune avec la France, l'Espagne, l'Italie, la Grèce et le Maghreb n'est pas complètement utopique. D'autres y ont pensé avant moi pour d'autres raisons, pour sortir de l'Union Européenne par exemple. Mais il est plus que probable que le système monétaire mondial se mette lui-même en difficulté et finisse par se paralyser sans réforme possible. Passer à l'accès ne serait alors plus une option mais une simple question de survie...

Situation prérévolutionnaire : Les politologues sont formels sur un point : il n'y a jamais eu de révolution systémique sans que le système soit empêché de fonctionner. Il n'y a donc que deux issues : attendre que le système ne fonctionne plus ou l'empêcher de fonctionner.

Dans le premier cas, nous risquons d'attendre longtemps car le système garde des ressources presque infinies. Il a le pouvoir de nous assigner à résidence (le coronavirus nous l'a prouvé), de nous manipuler avec des consultations populaires (voir les référendums, les Grenelles de l'environnement, les tables rondes avec les Gilets jaunes, les rencontres sur l'alimentation, etc.), qui toutes ont accouché de souris !

Dans le deuxième cas, les moyens pour y parvenir ne sont pas légion : le boycott et le pourrissement. Il s'agit de boycotter tout ce qui peut l'être qui soit important pour le système à abattre : les élections pour le politique, la consommation pour l'économie. Mais le boycott a pour faiblesse d'être par nature individuel. S'il est efficace à grande échelle, encore faut-il convaincre un nombre suffisant de boycotteurs. Reste alors le refus de soigner le système pour le laisser pourrir de lui-même. S'il est évidemment absurde de soigner un système qui nous détruit, il est souvent difficile de différer des urgences bien concrètes (aider des migrants, des sans-abris, des chômeurs, soigner les malades...).

C'est le grand paradoxe de notre époque : en combattant le capitalisme, nous lui donnons des armes ! Le système trouve ainsi des alliés au sein même de ses pires ennemis. On peut se demander si les conquêtes syn-

dicales ou les associations humanitaires ne sont pas responsables du fait que nous soyons toujours dans une société marchande, capitaliste, ravageuse...

C'est en ce sens que peu de discours, même parmi les authentiques révolutionnaires, font état d'une situation prérévolutionnaire. Peu nous expliquent d'où vient cette situation, ce qui la provoque, à quel signe on peut la sentir venir, quelles stratégies l'attirent ou la freinent. C'est pourtant une question d'importance, mais elle ne semble pas émouvoir beaucoup nos élites intellectuelles. Les historiens au moins pourraient se servir du passé pour en tirer quelques leçons que l'avenir par définition nous refuse...

Slogans : Dans la société du zapping, du Tweet réduit à 280 caractères (257 s'il y a un lien), du SMS bourré d'abréviations, le format slogan est passé de la formule à la démonstration. Le slogan est une phrase courte et percutante destinée à faire passer un message, qu'il soit politique, publicitaire ou médiatique. Avant de définir un instrument de communication de masse, le mot est venu de l'anglais et désignait au XVI^e siècle le cri de ralliement d'un groupe, d'un clan.

La forme slogan est faite pour retenir l'attention, pour provoquer des réactions immédiates et utilise souvent la poésie (*sous les pavés, la plage*), l'humour (*Tous pour un, un pour tous, trois pour cent*), le jeu de mot (*Avec ce régime, nous allons tous maigrir !*). Mais retenir l'attention ne suffit pas si la réflexion ne suit pas. Le slogan est une phrase choc, le choc donne à penser autant qu'il limite la pensée...

Les multiples manifestations de masse de ces dernières années ont montré la faculté incroyable du peuple à inventer des slogans percutants. Moins évidente est la faculté à penser le récit cohérent d'un autre monde, la stratégie pour y parvenir, la pédagogie pour transmettre les idées neuves. Mais le mouvement des Gilets jaunes a montré une indiscutable envie de tenter l'aventure propre à transformer les mouvements d'humeur, de ras-le-bol en formation accélérée. L'impossible est en train de devenir probable, le slogan pourrait être la porte d'entrée, le seuil de la réflexion. Amateurs n'hésitez pas !...

Smartphone : Il se vend 54 smartphones par seconde dans le monde. C'est au prix de l'exploitation des enfants, de désastres écologiques, de l'évasion fiscale, d'atteintes démocratiques... C'est en ce sens le symbole des

limites soutenables de la mondialisation.

Pour fabriquer un smartphone il faut extraire des métaux rares, principalement au Congo et en Chine (55 métaux différents : antimoine, gallium, cobalt, lithium, coltan, tantale, néodyme...). Les conditions d'extraction sont épouvantables et environ 40 000 enfants de cinq à douze ans sont exploités pour moins de un euro par jour. Tous les producteurs de smartphones sont en concurrence pour vendre au plus bas prix. Le smartphone est un pur produit de la mondialisation néolibérale et en révèle les failles, en particulier celle de l'organisation de la chaîne de valeur globale pour gagner en parts de marché. De fait, le morcellement de la production est telle qu'on est incapable de définir où est fabriqué le smartphone que l'on achète (un smartphone fait en moyenne 4 fois le tour de la terre avant d'être vendu). La mondialisation, c'est aussi une affaire culturelle et le désir de posséder un smartphone a été savamment programmée. Le dumping (social, environnemental, fiscal démocratique...) est à tous les étages : extraction des métaux, traitement, assemblage, transport, publicité...

Les solutions sont toutes boiteuses. On peut se passer de smartphone, mais il est en passe de devenir indispensable dans la vie quotidienne. On peut acheter un smartphone dit équitable, mais ceux qui sont sensé respecter l'environnement sont loin d'être irréprochables. On peut exiger des téléphones plus solides et plus durables (une longévité d'un an et demi en moyenne actuellement), imposer une régulation venue d'en haut par les instances internationales (OMC)... Aucune de ces solutions n'est réaliste car les usagers ne voudront pas perdre les avantages de leur smartphones, les producteurs ne voudront pas perdre leur marges bénéficiaires, les gouvernants ne voudront pas perdre le soutien politique des producteurs.

Les solutions proposées ne sont pas crédibles, parfois risibles comme celle de Frédéric Lordon qui rêve de « *la constitution d'entités politiques authentiquement souveraines, seules à même d'être dotées de la force capable de s'opposer à la force du capital* » !!! Qui va pouvoir constituer cette force ? Ceux qui profitent du système actuel ? Les peuples tous unis contre les puissants ? Des politiques enfin vertueux ?... Comme dit la sagesse populaire au café du commerce : *Si ma Tante en avait ce serait mon Oncle, et si les poules avaient des dents...*

La seule issue, c'est d'accompagner la chute du capitalisme en ne le réparant plus, puis de reconstruire un monde post monétaire. L'effondrement environnemental et économique annoncé en est une excellente oc-

casion ! Ne la ratons pas....

SMIC socialisé : L'imagination des réformateurs est infinie. Plusieurs économistes actuels défendent l'idée d'un SMIC socialisé. « *La seule perspective donnée à la résorption du chômage est encore et toujours la croissance, une croissance aveugle qui détruit notre climat et les écosystèmes. Mais cette croissance se réduit décennie après décennie. La récession provoquée par la crise sanitaire a fait resurgir la pauvreté au premier plan et augure mal de la croissance des prochaines années* », nous dit un généreux blogueur¹, ancien cadre de l'industrie informatique et promoteur du SMIC socialisé.

Le SMIC actuel est de 1209€ net et ne concerne pas les travailleurs indépendants et les autoentrepreneurs. C'est peu pour les individus, c'est beaucoup pour l'État. Les défenseurs du SMIC socialisé proposent de calculer, pour chaque entreprise, la différence entre les encaissements de ventes et les paiements d'achats des entreprises, d'en prélever le montant nécessaire pour financer l'extension du SMIC. Il s'agit donc de mutualiser les profits financiers pour les répartir ensuite dans l'emploi, quel que soit le type de travail effectué (saliariat, indépendants, libéraux, commerçants...).

Que ne ferait-on pas pour établir une justice sociale sans toucher à la nécessité de produire des profits financiers ! Voilà des siècles que des gens en rêvent sans jamais y parvenir. Des siècles que toutes les tentatives pour s'en rapprocher sont régulièrement mises à mal par le pouvoir que donnent ces profits financiers. Des siècles que l'on tente de mettre des rustines au tonneau budgétaire des danaïdes !

S'il y a une évidence dans ces projets socialisants, c'est qu'ils ne tiennent pas compte du réel, c'est-à-dire du fait que l'argent tend mécaniquement à se condenser et qu'en se condensant, il donne le pouvoir, pour celui qui le détient, d'établir les règles du jeu qui le favorisent. Tant qu'il y aura la possibilité de réaliser des profits financiers, il y aura inégalité sociale, et tant qu'il y aura de l'argent, il y aura du profit. C'est dans l'ADN de l'argent ! Vous refusez de tenir compte de cette réalité, soit. Il faudra que vous acceptiez pendant encore longtemps qu'il y ait des milliardaires et des smicards, des actionnaires et des chômeurs...

1 Benoît Borrits : <https://www.economie.org/blog/eradiquer-le-chomage-et-la-precarite-cest-possible-le-smic-socialise/>

Société : La plupart des débats sur l'argent nous ramènent à la distinction entre les sociétés complexes et les sociétés primitives, les premières nécessitant l'usage de l'argent, les deuxièmes n'ayant pas encore découvert les bienfaits de cet outil d'échange. Il ne pourrait donc pas y avoir de société complexe sans argent, et à l'inverse, une société serait primitive faute d'avoir inventé l'argent ou de l'avoir négligé. Cette vision d'une humanité qui suivrait une unique voie évolutive, partant des chasseurs-cueilleurs pour aboutir au capitalisme via le médium de l'échange, est si bien intégrée dans nos cerveaux colonisés que beaucoup n'en voient plus l'absurdité.

La première contre vérité, c'est que les sociétés dites primitives seraient moins complexes que la notre. Les anthropologues et ethnologues se disputent souvent quant à l'interprétation des observations des uns et des autres, incapables de se mettre d'accord sur le sens des usages, des modes d'organisation, des rituels, des cultures. La complexité n'est pas seulement dans le fatras de nos appareils connectés ou dans la sophistication des cotations en bourse. Elle peut être aussi dans l'établissement d'une hiérarchie de valeurs, dans l'ingéniosité d'un mythe, dans le code moral et juridique qui caractérise une société dite primitive.

La deuxième contre vérité est de croire, contre toute évidence, qu'il n'y aurait qu'une évolution possible dans l'histoire de l'humanité qui finira tôt ou tard en une forme unique de civilisation. La réalité, c'est que chaque société humaine a fait des choix théoriques, consciemment ou pas, qui conditionnent tout le reste. L'échange marchand et son médium argent est l'un de ces choix, comme l'est aussi celui de penser le temps comme une ligne continue ou comme un cycle, choix qui oppose profondément l'Orient et l'Occident. On peut penser aussi que le choix entre monothéisme et polythéisme change radicalement les structures sociales et les individus. C'est ce que l'on appelle des paradigmes, ces concepts jamais explicités, que chacun croit éternels et meilleurs que ceux du peuple voisin, mais qui sont des choix si anciens qu'on ne les perçoit plus comme des créations humaines.

Dès l'instant que l'on change de paradigme, on change de société. Passer d'une société patriarcale à une société matriarcale, c'est changer radicalement le cadre et tout ce qu'il contient. Passer d'une société monétisée à une société post-monétaire, c'est accepter de tout remettre en cause. C'est en cela que le projet est aussi fou que prometteur. Quelque soit le paradigme que l'on remet en cause, la société est toute autre. Dans son roman *"Voyage*

en misarchie" , Emmanuel Dockès¹ imagine un pays, l'Arcanie, qui aurait posé comme fondement le refus de toute autorité, la défiance de tout pouvoir. De la structure familiale à la forme étatique en passant par les rapports individuels (échanges marchands, amoureux, culturels...), plus rien ne ressemble à ce que nous connaissons. C'est aussi ce que proposent les tenants d'une société post-monétaire. Si on lit à la suite l'équivalent monétaire du voyage en misarchie, "*Le porte-Monnaie , une société sans argent*"² on peut comparer le résultat et constater que les changements de deux paradigmes différents entraînent des effets similaires ou opposés, mais que dans les deux cas, nous sommes bien dans un autre monde.

Ce qui en résulte, c'est bien le constat que les choix de départ, aussi anciens et intelligents soient-ils, sont bien des créations humaines et qu'à ce titre, rien n'empêche d'en changer volontairement ou sous le coup de la nécessité si le système initial est arrivé au bout de sa logique. C'est en tous les cas ce qui différencie l'utopie de la dystopie. L'utopie part d'une société essoufflée pour proposer un paradigme permettant de changer de cadre, la dystopie part d'une société malade et en décrit la chute. L'utopie est une promesse, la dystopie un avertissement...

Enfin, pour revenir au point de départ de cet article, il est évident que tout système tend à se complexifier jusqu'à devenir insoutenable au point qu'il faille en changer. C'est vrai dans les sciences, la philosophie, la technologie. Pour en donner un exemple, le code Napoléon, modèle juridique pour beaucoup de pays est devenu un mille-feuilles inextricable qui contredit l'un de ses principes de base. Si nul n'est sensé ignorer la loi, il faudrait que tout citoyen soit au minimum licencié en droit !

Société anonyme : (SA) Société par actions dans laquelle la responsabilité de chacun des associés est limitée au montant des actions qu'il détient. Ce type de société est parfois à "responsabilité limitée" (SARL). Elle n'est pas au nom d'une personne mais d'un groupe et sa responsabilité est limitée au montant de l'apport financiers des associés. Ces sociétés sont devenues si communes et nombreuses que plus personne ne s'interroge sur leur anonymat, sur leur responsabilité limitée.

1 Emmanuel Dockès, *Voyage en misarchie, essai pour tout reconstruire*, éd. du Détour, 2019.

2 JF Aupetitgendre, *Le Porte-Monnaie*, Éditions Libertaires, 2013

Certes, les associés d'une société, qui eux ne sont pas anonymes, engagent leur responsabilité pénale en tant que représentant de la société. Mais la distinction entre personne physique (l'actionnaire par exemple) et personne morale (l'entreprise en tant qu'entité juridique) n'est pas innocente. Elle permet de reconnaître une "personnalité" à une entité sociale, elle a "l'avantage" d'isoler le patrimoine des personnes physiques et de le mettre à l'abri de poursuites de la justice ou des créanciers. D'un côté le droit rend responsable de ses actes chaque citoyen, au besoin en lui réclamant le paiement des dommages qu'il commet, d'un autre côté, il le dégage de toute responsabilité au dépend de la personne morale qu'il représente. Pour un même fait, une personne physique peut se retrouver en prison quand la personne morale restera libre. *"Ce n'est pas moi, Monsieur le Juge, c'est ma société..."* Il n'y a pas que par les assurances que la responsabilité des individus est contournée !

Société marchande : La marchandisation est l'ultime finalité de nos sociétés modernes, l'alpha et l'oméga de tout ce qui les compose, au point qu'elles semblent ne pouvoir survivre à l'effondrement du système. Gaël Giraud, chef économiste à l'agence Française de développement, pourtant bien consensuel sur les dogmes de ces sociétés résume bien la situation : *« Nous sommes en train de vivre l'effondrement de la société marchande. Deux signes qui ne trompent pas : l'accumulation de la dette privée (dette des ménages et des entreprises non financières). Cette dette bloque les investissements. Au niveau global de l'économie mondiale, on ne voit pas comment nous échapperions à une crise majeure. Les entreprises vont être obligées de vendre un part de leurs actifs pour rembourser leur dette et donc cette masse d'actifs sur le marché va fortement se dévaluer. En cas de tsunami financier, il n'y a que deux solutions : renflouer les banques aux frais du contribuable ou laisser tomber les banques aux frais de leurs actionnaires. De toute façon, c'est un effondrement pour les classes moyennes et pauvres. »*

En effet, pour ne prendre que l'exemple français, les quatre principales banques, BNP Pariba, BPCE, Société générale et Crédit Agricole, font courir à l'économie réelle un risque majeur en ce sens qu'en cas de pertes sur le secteur marché, elles se refinancent sur le secteur dépôt. Le bilan de la seule BNP, est de la taille du PIB français, donc en cas de faillite, l'État serait incapable d'honorer la loi et de garantir les dépôts de

moins de 100 000€. C'est ce qui pousse La BCE et la BRI à envisager la suppression du cash au profit d'une monnaie électronique, ce qui permettrait de ponctionner tous les comptes dépôts des clients dès le premier euro de 10, 20, 30% selon l'importance de la crise !

Pour l'instant, personne ne croit possible l'instauration de cette sorte d'impôt déguisé. Mais nombre de financiers répondent que, de toute façon, la Chine, avec son pouvoir dictatorial l'imposera au monde entier. « *En attendant, il faut se construire des quartiers protégés dans des zones clémentes...* » disent-ils !

L'ingénieur Jean Marc Jancovici dit la même chose mais en partant de l'énergie : « *Le postulat d'une économie sans physique et sans mathématique a été posé il y a deux siècles et aboutit à l'effondrement général de l'ensemble du système. Cette idée est très perturbante et remet en cause plein de choses qui sont considérées comme acquises, et pas seulement des choses accessoires ou superflues, mais aussi des choses aussi essentielles que la santé, la sécurité...* »

La marchandisation sans limite touche logiquement tous les secteurs (financiers, énergétiques, industriels, sociaux...). L'ampleur de la crise annoncée ne peut se résoudre qu'avec un changement radical du socle conceptuel, ce que seuls les mouvements a-monétaires, malheureusement, admettent. Si d'autres personnalités critiquent sévèrement le capitalisme, c'est le cas de Frédéric Lordon, Gaël Giraud, Jancovici et tant d'autres, pratiquement tous épargnent l'essentiel de ce qui les amène à la critique, l'argent, l'échange marchand. Et quel que soit le bout par lequel nous prenons le problème, ces deux seules catégories nous entraînent inéluctablement à l'effondrement. Poser comme impératif catégorique l'aspect social (Lordon), poser des limites sévères dans les usages monétaire (Giraud), ré-introduire dans l'économie les évidences énergétiques (Jancovici) n'empêchera jamais la condensation de l'argent, la recherche de profits personnels dans l'échange...

Sociétés primitives : Les sociétés primitives ont fasciné autant qu'elles ont intrigué. La cour de Louis XIV nous en a laissé de belle trace avec l'accueil réservé en 1669 à Soliman Aga Mustapha Raca, ambassadeur du Sultan de l'Empire Ottoman Mehmed IV, caricaturé par Molières en Mamamouchi !

Rien n'a changé et les peuples de l'Amazonie, les Pygmées

d'Afrique ou les Jarawas des îles Adaman sont nos Mamamouchis modernes. Au mieux, nous les appelons "peuples premiers" au lieu de primitifs, quand il faudrait parler de "peuples précurseurs" tant ils ont à nous apprendre. Sur le rapport de l'homme et de la nature, sur la notion de propriété, sur l'égalité des sexes, ses peuples dits primitifs ont un pas d'avance sur nous. Ils sont au moins la preuve vivante que les choix de société peuvent être légitimement questionnés, transformés, remplacés par d'autres.

Un événement récent est passé à la trappe médiatique : des militants zapatistes et des collectifs amérindiens ont organisé dès janvier 2020 la "conquête inversée", le débarquement d'une délégation sur le territoire européen. Ils sont porteurs d'une *Déclaration pour la vie* exposant les raisons de leur voyage, essentiellement pour proposer un modèle social permettant de sortir du capitalisme. La première partie de la délégation a pris la mer en mai 2021. Ils ont annoncé un grand rassemblement à Madrid pour le 13 août, 500 ans jour pour jour après la chute de l'empire aztèque et le début de la colonisation des terres mexicaines.

Pour avoir des informations sur cet événement, pourtant plus important que la coupe du foot européen ou que le lancement de la campagne électorale présidentielle de 2022, il faut aller sur les sites militants, ceux des zadistes, anarchistes, anticapitalistes, pour la plupart quasi confidentiels... La perte de tout sens hiérarchique dans les choix éditoriaux est aussi le signe d'une très mauvaise santé de notre monde ! L'initiative de ces militants amérindiens n'est pourtant pas anodine. Ils posent le vrai problème en dénonçant la fuite en avant des sociétés occidentales, le refus de s'attaquer aux fondements de leur civilisation, en niant que d'autres choix politiques sont possible. Ils ne nous proposent même pas leur modèle, pas même les Zapatistes, mais nous demandent de poser des limites à nos prédatons humaines et environnementales, par les moyens que nous voudrions bien choisir, pourvu qu'ils ne soient pas de simple caches-sexes... Leur "conquête inversée" aurait mérité la une de quelques uns de nos journaux, au moins avant les élections présidentielles françaises de 2022 !

Solvabilité : Qu'il s'agisse d'un État ou d'un individu, il est impératif qu'il soit solvable, c'est-à-dire en capacité de respecter ses engagements financiers. Ce principe est rarement nié, ni par les économistes, ni par les moralistes. Et pourtant il s'agit bien d'un curieux paradoxe qui donne implicitement une définition de l'homme : *l'homme, par principe, est sol-*

vable. D'où la proposition inverse : *un individu tout a fait insolvable ne peut plus être tout à fait humain !* Et pour aller un peu plus loin, *moins un homme est solvable, plus il s'éloigne du statut d'homme.* Dans cette logique, seul un être capable de gagner de l'argent peut être un sujet de droit. L'homme se socialise à travers le marché, naturellement, comme l'abeille produit du miel et ne vit que par cette production.

Partant de ce principe, un État qui ne peut plus honorer ses créances, comme cela été le cas en Grèce, n'est plus considéré comme tout a fait majeur, autonome, souverain. Il est mis sous tutelle, et ce mot a été utilisé par la Troïka sans qu'il choque le moins du monde, pas même les "partenaires européens" de la Grèce. On a oublié le principe pourtant bien partagé de l'État qui ne peut être en faillite comme une personne, une famille, une entreprise. La dette grecque pourtant insoutenable, illégitime, odieuse devait être remboursée, à n'importe quel prix social, sanitaire, culturel.

Ce qui est plus curieux encore, c'est que la même logique se retrouve chez beaucoup de militants sincèrement "*droit-de-l'homme*", parfois même libertaires qui, découvrant les projets d'une société post monétaire, nous posent la question de la réciprocité : Comment ceux qui ne participent pas à l'effort collectif peuvent avoir les mêmes droits que ceux qui leur permettent de manger, de se loger, de se vêtir... ? L'accès doit être conditionné à la participation sociale d'une manière ou d'une autre. Il faut donc instaurer des cartes de crédit, cartes d'alimentation et autres certificats civiques, ouvrant l'accès ou pas, des instances qui jugeront si tel ou tel citoyen mérite d'être nourri, d'entrer dans un magasin d'approvisionnement. Si un marginal refuse toute activité dont la communauté a besoin, qu'il cultive lui-même ses patates, qu'il tisse ses pantalons, se construise une cabane dans les bois, et ne se mêle pas de la *res publica* !

La plupart des militants qui, très honnêtement et très sincèrement, réintroduisent cette notion de solvabilité dans un cadre a-monétaire, n'ont pas conscience qu'il s'agit là d'une scorie de l'échange marchand, un reste d'esclavagisme dans la tête des humanistes, une sédimentation productiviste dans les réflexes anarchistes, un boulet encore accroché aux pieds des écologistes pourtant si férus de nature !

Somnifères : La consommation de somnifères en France est énorme : plus de 46 millions de boîtes d'hypnotiques ont été vendues en 2015. Nous

sommes les plus gros consommateurs de somnifères en Europe ! En général, les troubles du sommeil sont associés à un mal-être global, psychique ou social. Une société sous hypnotique est une société malade, mais dont l'industrie pharmaceutique est florissante. En somme, le choix politique est entre la mise au chômage de milliers de travailleurs du secteur pharmaceutique ou la préservation des troubles psychiques...

Il est donc logique que les pouvoirs en place tentent de déranger le sommeil du peuple au lieu de lui offrir des conditions d'une vie saine. Mais pour que le peuple n'en soit pas trop conscient, il y a les somnifères politiques qui sont eux aussi en constante progression. Les peuples sont endormis par une publicité mensongère, des informations attractives en lieu et place d'une réflexion, par des "fakes-news d'État" servies ad nauseam et des promesses jamais tenues. Le sommeil artificiel par la politique et les médias pour le jour, Big pharma pour la nuit. Dormez-braves gens, le système veille sur vous !

Drôle de paradoxe qui amène les dirigeants politiques à tout faire pour endormir leurs citoyens et à exiger d'eux qu'ils soient bien éveillés pour produire, consommer, voter...

Souveraineté : Comment le joli mot *souveraineté* est-il devenu péjoratif, ou même dans la bouche de François Hollande, synonyme de déclin ? Comment a-t-il perdu sa valeur émancipatrice, celle qui portait la pensée philosophique il y a deux siècles, celle qui a menait le peuple français vers la Révolution de 1789, celle qui porte encore quelques résistants en France ? Par quel cheminement monstrueux deviendrait-il la propriété de l'extrême droite ?

Les échanges à Bruxelles à l'occasion de la crise migratoire de 2016 ont conduit François Hollande à invoquer la « *souveraineté européenne* ». Ainsi, le débat était posé dans des termes clairs. S'exprimant devant une enceinte internationale (le Parlement européen), le Président de la République française estimait que la seule souveraineté est d'ordre européen. C'est une sémantique absurde quand elle est appliquée à un espace sans peuple (il n'y a pas de peuple européen), ridicule quand elle émane de quelqu'un qui défend un traité transatlantique qui nie la validité de toute souveraineté.

Pour un minimum de cohérence, tous ceux qui s'élèvent contre le souverainisme, devraient militer pour l'abolition de l'article 3 de la Constitution française qui déclare que « *la souveraineté nationale appartient au*

peuple » et amender la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen qui dit aussi que « *le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation* ». Il conviendrait tout au moins de demander au peuple français s'il souhaite voir disparaître sa propre souveraineté, surtout lorsqu'on se prétend démocrate. Rappelons que la seule fois où une question de cet ordre lui a été posée, c'était en 2005 à l'occasion du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen. La réponse fut NON. Les forces politiques françaises dominantes s'arrogèrent le droit de bafouer ce résultat dans un Congrès inique¹. Et pourtant, la souveraineté porte à la fois la liberté individuelle et la volonté collective. Et la démocratie n'est que l'autre nom de la souveraineté populaire.

La question de la souveraineté est l'impensé du débat politique, le tabou qu'on cherche à ne pas briser. Il devient d'intérêt public de l'aborder clairement et sereinement si l'on ne veut pas voir le débat s'enliser entre europhobes de droite ou gauche et les europhiles obsessionnels. Rappelons-nous le discours de Pierre Mendès-France appelant à voter contre le traité de Rome.

A y regarder de plus près, ce qui semble gêner dans la souveraineté, qu'elle soit nationale ou populaire, c'est la logique marchande, c'est la liberté d'entreprendre, quel qu'en soit le prix et le sacrifice. Le marché est prioritaire par rapport à la souveraineté. Ce n'est jamais dit clairement mais il est évident que c'est un état de fait. Il était donc normal qu'au bout de cette logique, on qualifie de *souverainiste* quiconque s'oppose à la souveraineté individuelle du marchand !

Souverainisme : Quiconque lit un journal des années 2020 trouvera cités en abondance les *souverainistes* qui menacent la démocratie, qui véhiculent des idées conservatrices désuètes, qui se replient sur eux-mêmes. Évidemment, la souveraineté prise au sens traditionnel, comme la capacité d'un individu ou d'une collectivité à se gouverner soi-même, sans autorité supérieure, ne paraît pas si dramatique et le *souverainisme* n'est pas une insulte. Comment ce glissement sémantique s'est-il opéré ?

Est aujourd'hui nommé souverainiste quiconque s'oppose à l'Europe, pourtant devenue antidémocratique, et à la mondialisation qui ruine plus de monde qu'elle n'en enrichit.

1 Congrès de Versailles réunissant le Parlement et le Sénat qui annule le référendum du 29.05.2005 et aboutit à la signature du traité de Lisbonne le 13.12.2007

La transformation sémantique d'un mot positif en anathème est l'une des tactiques habituelles de l'oligarchie, tactique bien décrite par Orwell. Par exemple, un *libéral* de 1950 était un homme de gauche qui luttait pour l'émancipation des masses, pour la libération des colonisés, pour la justice sociale. Un *libéral* de 2020 est un homme de droite, luttant pour la libération des marchés et du travail, pour la concurrence libre et non faussée, pour la mondialisation et la privatisation à outrance !

Le gros intérêt de ces mots-valises à géométrie variable, c'est leur imprécision. Ainsi, un citoyen convaincu que l'Europe est une bonne idée dévoyée par des intérêts privés est tout autant souverainiste que celui qui n'y croit absolument pas et désire revenir à l'État-nation à ses yeux mieux gérable...

Spécialisation : Avec l'argent et ses corollaires de compétition, concurrence, rentabilité, optimisation..., la spécialisation est devenue une nécessité, à tous les niveaux de capacité, dans tous les étages des hiérarchies. En outre, la connaissance s'est étendue à un point tel que nul n'est capable d'avoir un réel savoir encyclopédique. Chaque spécialité s'est elle-même divisée en sous-spécialités, chacun campe dans son petit domaine et ne peut prétendre critiquer ce que fait le voisin dans son domaine de prédilection. Tout au plus pouvons-nous organiser des transversalités entre des spécialisations différentes pour que chacun puisse interroger l'autre, lui amener des points de vues hétérogènes.

Avec ou sans argent, le spécialiste fait autorité sur ceux qui ne partagent pas la même spécificité. Quand le spécialiste énonce une sentence, il est difficile de le contredire, quand bien même on aurait le vague sentiment qu'il se trompe, qu'un élément de raisonnement lui a échappé dans sa démonstration. Avec l'argent, l'autorité du spécialiste s'est exacerbée car on ne peut prendre le risque de faire confiance à une intuition, surtout venant d'un amateur. Toute recherche, toute étude, est avant tout un budget, un investissement et elle a peu d'intérêt sans un retour immédiat sur son investissement, c'est une catastrophe financière en cas d'erreur. On peut évoquer une juste prudence, mais c'est essentiellement une crainte bridant toute aventure intellectuelle, toute originalité hasardeuse.

Sans l'argent, sans impératif de profits, des entreprises hasardeuses seraient tentées. Le temps nécessaire à la vérification d'une intuition de béotien, d'une remarque issue d'un autre champ du savoir, ne se

mesurant plus en argent, importerait moins. Certes, des "pollutions" subsisteraient, de type égotiques (le spécialiste étant aveuglé par la fierté de sa recherche), prudentielles (la confrontation constante avec les autres spécialités et avec les usagers exacerbant le principe de précaution), organisationnelles (les banques de données intégrant autant la recherche fondamentale que les usages les plus courants pourraient subir un encombrement tel qu'il faille repenser l'usage des données).

Si la spécialisation n'était plus un impératif, mais un choix personnel, le spécialiste serait plus accessible et plus ouvert au débat, la recherche avancerait plus vite. L'argent empêche plus qu'il ne permet, même chez le spécialiste...

Spéculation : Fait de tirer profit des variations du marché. La spéculation est vieille pratique : un meunier, possédant un outil de travail assez efficace pour que chacun trouve intérêt à faire moudre les grains à son moulin, faisait payer son service par un pourcentage de grain. Si une année était favorable, il avait un surplus de grains en réserve. Si l'année suivante des orages détruisaient les récoltes, il avait encore des grains pour réensemencer les champs. Il pouvait alors fixer à ses grains des prix exorbitants sans que personne ne puisse y redire. Ainsi enrichi, il avait le pouvoir de prêter au voisin contre intérêt et devenait encore plus riche. Il pouvait plus tard acheter la terre, y mettre un métayer, et vendre son propre grain transformé en farine. Plus tard encore, il pouvait louer son moulin à un autre meunier et, in fine, ne rien faire d'autre que recevoir le bénéfice du travail des autres. C'est ce que l'on a appelé *le capitalisme*.

Au bout de ce cycle logique, il y a le néolibéralisme qui pousse la spéculation à un point tel qu'elle devint la cible principale des opposants, *unique objet de leur ressentiment*¹. L'idée qu'il faille contrôler la spéculation, réguler ses bénéfiques, voire imaginer une société marchande sans spéculation possible est donc devenue centrale. Le rêve d'un *capitalisme à visage humain* est bien ancré dans les esprits. C'est ce qui ralentit le plus durablement la marche vers une société a-monétaire...

1 Allusion à Camille dans Horace de Corneille acte IV, scène 5, *Rome, l'unique objet de mon ressentiment ! Rome, à qui vient ton bras d'immoler mon amant...*

Ces tentatives louables de moralisation, font oublier que l'argent, ou plus exactement la *valeur* donnée à un bien ou service, est, par construction, spéculative. Vouloir éradiquer la spéculation sans évacuer la valeur, l'argent, la comptabilité, le chiffrage, c'est vouloir assécher une rivière sans en tarir la source, c'est vouloir éteindre un incendie en l'arrosant d'essence ! Il faudra sans doute une immense crise monétaire pour se rendre à cette évidence...

Plus quotidiennement, la pratique commerciale consiste à acheter à bas prix un objet à celui qui a besoin de s'en débarrasser pour le revendre plus cher à celui qui n'en a pas forcément besoin ! Le bénéfice réalisé au passage, ce que l'on appelle la plus-value, relève tout autant de la spéculation. Cette action hautement immorale est considérée, non seulement comme louable, mais comme incontournable.

Avec l'instauration du néolibéralisme et de la mondialisation, la spéculation est devenue un véritable fléau. L'histoire a particulièrement retenu l'exemple du financier Georges Soros. Cet homme a construit sa fortune en 1992 en faisant sauter la banque d'Angleterre. Il vendit à perte de la livre sterling en grande quantité, créant ainsi une panique artificielle chez tous les autres financiers internationaux qui prirent peur et lui emboîtèrent le pas. En quelques jours le gouvernement anglais se vit contraint de dévaluer la livre de 15%. C'est ce que Soros espérait, ce qui lui a fait gagner quelques milliards d'intérêts au passage.

Il réitéra le même stratagème avec la Grèce en 2010 en compagnie de cinq autres fonds spéculatifs, autour d'un repas dans un grand restaurant new-yorkais. Là, il visait l'Europe, la Grèce n'étant pour lui qu'un pion négligeable en périphérie de l'Europe. Comment cet homme a-t-il réussi à ne pas finir dans une prison de Londres, ou pendu dans une rue d'Athènes par les milliers d'épargnants qu'il avait mis sur la paille ? Cela reste un mystère...

L'économie spéculative, la finance, est opposée à l'économie réelle, aujourd'hui comme au bon vieux temps d'Aristote qui opposait l'œconomie à la chrématistique. Pour beaucoup, tous les problèmes viendraient de la finance et pas de l'économie. Même ceux qui proclament dans de laborieux ouvrages vouloir *sortir de l'économie* ne font en réalité que s'attaquer aux actionnaires, à la bourse, au marché monétaire. C'est ne pas voir qu'une telle permanence d'un problème, allant de la Grèce aristotélicienne du IV^e siècle avant notre ère au XXI^e siècle ne peut provenir que d'une cause

profonde, structurelle, et, en tous les cas, dépassant de très loin l'opposition entre capitalisme et communisme, libéralisme et Keynésisme.

Spiritualité : Dans l'angoisse que produit la brusque prise de conscience que l'espèce humaine a consciencieusement scié la branche sur laquelle elle était assise, que la nouveauté de la collapsologie nous ramène au réel, beaucoup se tournent vers la spiritualité comme issue possible. Tant de belles âmes nous ont précédé !

On peut aimer le personnage fantasmé du Christ qui nous convie à l'amour, aimer la folie d'un Saint François d'Assise qui converse avec les oiseaux, admirer la foi d'un Gandhi qui prône l'usage d'un rouet pour chasser l'Anglais, on peut penser qu'une bonne respiration abdominale façon tibétaine conduit à la sérénité... Mais vingt siècles de christianisme nous laissent dans la panade, les oiseaux d'Assise sont en voie d'extinction, l'Inde n'a toujours pas compris le message du Mahatma et les moines tibétains (même dotés d'un doctorat en génétique comme Mathieu Ricard) n'ont pas fait reculer d'un pouce la folie humaine. Pierre Rabhi a beau être séduisant, avoir de l'entregent, un sens aigu de la communication, ses Colibris vont se faire griller au-dessus de l'incendie !

Il n'en reste pas moins que toutes ces spiritualités sont utiles, voire essentielles, mais dans un tout autre domaine que celui d'une révolution copernicienne. Ce sont des démarches individuelles et non reproductibles. N'est pas Dalaï Lama qui veut et arriver au niveau de conscience d'un François d'Assise nécessite un long cheminement. Et on sait tous qu'il ne suffit pas d'être franciscain pour oser se présenter nu devant son évêque et vivre de mendicité. De son vivant déjà, l'esprit de François était travesti pas ses premiers moines qui s'empressèrent de bâtir de somptueux monastères au lieu de mendier ! Il en sera de même de tous les beaux parleurs qui en appellent à la conscience, à la morale, à la spiritualité...

La spiritualité n'a pas pour fonction de changer le monde, même quand elle donne force et puissance à un projet politique comme ce fut le cas de Gandhi. Sa technique non-violente a chassé le puissant royaume anglais, certes, mais sa spiritualité a été oubliée, à peine ses cendres dispersées dans les fleuves du monde, le Nil, la Volga, la Tamise, comme il l'avait souhaité. L'Inde d'aujourd'hui se déchire entre hommes et femmes, musulmans et hindous, riches et pauvres. L'Inde, *une anarchie qui fonctionne*, disait J.K. Galbraith, millions de candidatures ex ambassadeur

américain et économiste, est en conflit permanent avec le Pakistan, la Chine, le Cachemire, le Bangladesh, le Sri Lanka, le Népal. Le chef du gouvernement, Narendra Modi (élu en 2014) est sans cesse stigmatisé pour ses positions nationalistes, racistes, conservatrice, ses constantes atteintes aux Droits de l'Homme, la corruption qu'il a laissé se développer dans le pays, ses choix économiques anti-sociaux, la misère qui reprend du poids après une évidente croissance globale qui avait fait de l'Inde un "pays émergent". Un simple chiffre peut caractériser la politique de Modi : en 2018, la compagnie de chemin de fer a reçu 19 millions de candidatures pour 63 000 postes qui étaient à pourvoir ! Quand on connaît le niveau des salaires des employés du train, cela donne une idée du niveau social de la population !... Gandhi, revient, ils ont tout oublié...

Sport : Le sport a été complètement dénaturé par l'emprise de l'argent. Les sports les plus populaires (football, basket, cricket, base-ball, cyclisme...) sont peu à peu devenus des enjeux économiques effarants. Un bon joueur peut gagner plus en un match que d'autres en une vie de labeur. Chaque saison, les clubs vendent et achètent leurs joueurs comme du bétail de luxe. Un grand club est généralement la propriété d'un magnat de l'industrie, parfois étranger, comme le PSG (Paris Saint-Germain Football Club) acheté par une société Qatari.

Dans un championnat, à de rares exceptions près, le gagnant est celui qui est soutenu par le plus gros investisseur. Pourtant, les foules continuaient à remplir d'immenses stades (les 20 plus grands stades du monde totalisent 1,15 millions de spectateurs par match). Les Tifosis et les Hooligans continuent à s'enthousiasmer pour la réussite de tel ou tel vedette du ballon, à parier sur des résultats faussés par les intérêts financiers en jeu. L'esprit sportif (courage, adresse, sens de l'équipe, dépassement de soi...) a été remplacé par la tricherie, le dopage, l'individualisme, au point que le sport est devenu une activité juste bonne pour la populace, conspuée par la majorité des intellectuels.

Sans l'argent, le sport ne serait plus un enjeu mais un jeu. Beaucoup de règles seraient modifiées. Un collectif d'anarchistes amateurs de foot, ont fait des propositions intéressantes dans un ouvrage devenu célèbre : *Éloge de la passe : changer le sport pour changer le monde.*¹ En

1 Éditions libertaires, 2012.

attendant que cela advienne, quand un sportif accomplit un exploit, on se doute que c'est le résultat d'un long entraînement, de beaucoup de chance et d'un talent hors norme. On oublie la plupart du temps que c'est aussi le produit d'un surentraînement qui a laissé des centaines de jeunes sur le carreau, l'usage de produits dopants et d'un matériel sophistiqué ou à la pression exercée par un agent commercial...

Il suffirait que l'argent disparaisse pour que le sport retrouve ses lettres de noblesse, pour que l'on puisse faire enfin *l'éloge de la passe* au lieu de chanter l'ode à la compétition. Il suffirait que le profit soit aboli pour que cesse l'injuste hiérarchisation des sports (financière autant que médiatique), qu'un footballeur soit traité comme un gymnaste, un hockeyeur comme un patineur sur glace, un danseur d'opéra comme un basketteur...

Start-up : Entreprise dite moderne, connectée, high-tech, à la mode. Le président Macron dans ses discours vante souvent les beautés de la start-up et voudrait faire de la France une "start-up nation".

Une économie *collaborative*, à la pointe de l'innovation, des *open space* cools et bienveillants, un *business* qui va changer la France, voire le monde..., c'est le nouveau modèle d'entreprise à soutenir. La réalité, c'est que le "Chief executor officer" (CEO) tire seul les revenus substantiels de cette activité, qu'il affiche sur les réseaux sociaux son mode de vie ostentatoire (loft en centre-ville, vacances au bout du monde, restos chics et bars branchés...), et que les employés, souvent très diplômés, sont payés aux alentours du Smic, voire moins.

Cette situation est acceptée par la majorité des salariés tout simplement parce que les fondateurs de startups incarnent un modèle à suivre, qui fait rêver. Cela ouvre la porte au chantage affectif et crée un entre-soi : « *Il faut incarner les valeurs de l'entreprise ! Tes collègues sont tes amis, alors pourquoi partir tôt le soir puisque tes amis sont encore au bureau ? Reste boire un coup avec eux !...Notre but ? Révolutionner le monde. Alors retrousse tes manches et amuse-toi !* ». C'est ce qu'a écrit la directrice des ressources humaines d'une startup !

Le modèle fait pourtant rêver parce qu'il est dans l'air du temps. Ce piège mortel pour toute vie sociale finira par tuer toute velléité d'entreprendre et par accélérer la chute du système capitaliste. En attendant, on fait semblant de ne pas voir le nombre de burnouts, de démissions en

catastrophe, de recyclages dans des modes de vie plus soft et surtout, la très courte longévité de ces startups...

Statistiques : Les statistiques sont devenues incontournables dans nos sociétés modernes. En France, tout le monde se réfère à l'INSEE (Institut National de la statistique et des études économiques). Les politiques se doivent d'appuyer chacune de leurs propositions d'une statistique étayant leurs dires. Un chiffre est incontestable, deux et deux feront toujours quatre, il n'y a pas à discuter, circulez ! Cette manie de comptable pourrait être utile si les statisticiens, et surtout les usagers de l'Insee, étaient honnêtes, s'ils expliquaient comment ils ont obtenu ces chiffres. Faute de quoi, n'importe qui peut faire dire à un chiffre absolument n'importe quoi.

Un seul exemple suffit : en mars 2021, le gouvernement nous annonce une surmortalité de 14% due au virus du Covid. L'information brute est alarmante, extraordinaire. Sachant qu'il y a eu 667 400 décès en France l'année précédente, il faut en déduire que la Covid a tué 93 436 personnes de plus. Voilà comment faire peur avec un chiffre faux fabriqué à partir d'autres chiffres justes ! Comment calcule-t-on une surmortalité, c'est-à-dire le nombre de morts dépassant la quantité de morts attendues ?

Le nombre de personnes décédées nous est donné par l'Insee mois par mois, avec une mortalité globale de 1%. Mais on découvre vite que ce pourcentage est variable en fonction des saisons ou d'événements particuliers. Avec une moyenne de 1%, il peut y avoir une sous-mortalité de 0,1% plusieurs mois, une surmortalité de 10% sur un mois particulier. On sait aussi que la mortalité augmente proportionnellement au vieillissement global de la société. Si on faisait une statistique de mortalité à partir des personnes de plus de 90 ans, on pourrait annoncer une surmortalité de 60% par rapport aux jeunes et faire peur en déclarant que nos vieux sont en grand danger ! Si l'on veut faire peur aux futurs parents, on peut présenter des chiffres de mortalités infantiles qui vont du simple au double. Le taux officiel est de 3,5 pour 1000 mais s'il ce même taux est calculé sur les tranches d'âge 0-4 ans, 5-9 ans, 10-15 ans ou toute autre tranche et combinaisons, on obtient des résultats étonnamment différents.

On peut tricher, à partir de chiffres avérés, par le mode de transcription en tableaux, camemberts, courbes. On peut en tirer des conclusions absurdes (100% des divorces sont dus au mariage!). On peut découper des tranches dans le temps ou les quantités qui changent

complètement la lecture des résultats. On peut abuser des pourcentages d'augmentation ou de diminution (En juillet, le chômage a diminué de 30% peut signifier qu'il y a eu de l'embauche, que les emplois saisonniers faussent tous les ans les moyennes, que nombre de travailleurs licenciés en juin ont pris leurs congés en juillet avant de chercher un autre emploi, etc.). La statistique a ses règles, ses méthodes, sa déontologie. Quand des enjeux politiques ou idéologiques s'en mêle, toute statistique est à utiliser avec prudence.

La multiplication des chiffres ne voulant rien dire mais faisant peur a été telle depuis l'irruption du Covid que l'on peut légitimement se demander à qui profite le délit de manipulation. Pourquoi transformer une banale épidémie en catastrophe mondiale ? Pourquoi le simple fait de poser la question et d'expliquer que les chiffres annoncés ont été biaisés nous classe immédiatement dans la case complotiste ?... A chacun d'y répondre en consultant le site de l'Insee, une calculette à la main.

Stratégie : Le dessinateur Xavier Gorce¹ illustra un court dialogue. Un personnage nous dit : *C'était mieux avant...* Un autre personnage lui demande ; *C'était quand avant ?* La réponse du premier est bien d'actualité : *Quand je croyais encore que ce serait mieux après !*

Pour la première fois dans son histoire, l'humanité est confrontée au risque d'une fin uniforme de toutes les communautés. C'est inédit. Plus rien ne semble possible après la chute pour reconstruire sur les ruines. C'est ce qui explique que l'imaginaire soit en péril. S'il reste un espoir, un message pensable pour les jeunes générations, c'est de retrouver le contact avec la réalité, mais la réalité est de plus en plus difficile à regarder en face.

Toutes les stratégies anciennes étaient fondées sur la résilience, la réparation et l'innovation technologique. Or, nous découvrons que nous avons réagi trop tard, que des effets cliquets rendent nombre de situations irréversibles, nous contraignent à innover dans des systèmes et des technologies dont nous ignorons tout. Or, les stratégies proposées actuellement sont très loin de la révolution anthropologique que l'on devrait souhaiter. Les alternatives politiques, écologiques, altermondialistes, philosophiques, sociologiques, etc., sont encore trop ancrées dans le passé, insuffisamment

1 Dessinateur de presse pour Le Monde, créateur des personnages en forme de pingouins, les "Indégivrables" !

innovantes. Le progrès sous forme d'un "retour en avant" n'est pas pensable. C'est sans doute la force de la proposition d'abolir la société marchande qui, en se projetant dans une société de l'accès, opte pour une direction inédite, des outils à inventer, une grammaire à construire au fur et à mesure de l'expérience...

Les questions stratégiques ne datent pas d'hier. La mythologie grecque nous en donne de beaux exemples avec Antigone et Andromaque. Antigone, la résistante, n'accepte aucune compromission et préfère mourir enterrée vivante plutôt que de renoncer à une sépulture pour son frère. Andromaque, la pragmatique, accepte d'épouser Pyrrhus pour sauver son fils, mais se suicide dès que la cérémonie nuptiale est terminée. Les deux meurent à la fin, la première de la main du tyran, la deuxième par suicide.

Ces deux positions sont contradictoires et nous sommes contraints de choisir l'une ou l'autre. Les émules d'Antigone mourront sur la barricade, les fidèles d'Andromaque se tireront une balle dans le pied en acceptant de négocier avec le pouvoir. Entre Andromaque et Antigone, je choisis résolument Diogène : il fait un pas de côté en logeant dans un tonneau plutôt que dans un HLM, refusant les proposition du Prince tout en exigeant de lui qu'il s'écarte de son soleil, le tout au grand jour, dans la rue, provocateur et bon vivant, rebelle et saboteur !

Les deux grandes erreurs stratégiques, c'est de croire que l'on pourra obliger les dirigeants politiques et les principaux acteurs économiques à réagir ou de croire que la conversion individuelle peut changer la situation dans le temps très court qui nous est imparti. Les très riches et les politiques (les élites en général) seront les derniers à changer de cap, toute l'histoire des civilisations le prouve. De l'autre côté, une société n'est pas une simple somme d'individus. Les capacités d'engagement des individus sont freinées par l'inertie de la masse. L'Histoire montre qu'il n'y a pas de révolutions individuelles qui se soient rapidement agrégées dans l'usage commun.

Dans le rapport des forces actuel, les tenants du pouvoir ont des tactiques bien rodées : le détournement (parler du salaire des footballeurs, du terrorisme ou du Covid fait oublier l'imminence de effondrement), le déni (qui peut être bien plus subtil que les climato-sceptiques), la culpabilisation associée à des solutions dérisoires (fermer le robinet quand on se brosse les dents ou éteindre la lumière en sortant d'une pièce...), le détournement des causes (la fonte de la banquise vient du pet des vaches), la novlangue pour empêcher de penser (énergie verte, croissance durable...).

Dans le camps des contestataires, on s'entête à rêver d'un local qui ferait tâche d'huile (ZAD partout, chacun fait sa part...), on perd son temps à pétitionner auprès de gens sourds et *non-lisants*, à réclamer aux responsables du problème de produire des solutions.... "*Qui se met en chemin et se trompe de route ne va pas où il veut mais là où le mène le chemin qu'il a pris*" disait l'anarchiste italien Errico Malatesta.

Le début du XXI^e siècle est marqué par la question stratégique. L'idée d'une accumulation des impasses systémiques menant à un probable effondrement remet en cause toutes les stratégies habituelles, faute de temps disponible, de moyens, de poids dans le rapport des forces. La convergence des luttes, la prise de conscience du plus grand nombre, la propagande par le fait, rien n'est suffisant.

Si les travaux des *désargentistes*, des collectifs *a-monétaires*, les pratiques alternatives autour de la gratuité préfigurent le passage à la Civilisation de l'Accès, ce n'est que le dos au mur de l'impasse, à reculons, que s'effectuera le passage d'un système à un autre. En 2017, Anselm Jappe écrivait : "*Il n'y a aucun modèle du passé à reproduire tel quel, aucune sagesse ancestrale qui nous guide, aucune spontanéité du peuple qui nous sauvera avec certitude. Mais le fait même que toute l'humanité, pendant de très longues périodes, et encore une bonne partie de l'humanité jusqu'à une date récente, ait vécu sans les catégories capitalistes démontre au moins qu'elles n'ont rien de naturel et qu'il est possible de vivre sans elles...*"

Mais le bon sens n'est pas forcément la chose la mieux partagée...

Stratégie de l'archipel : Parfaitement illustrée par l'écrivain Alain Damasio¹, la stratégie de l'archipel consiste à "*créer une pluralité d'îlots, d'archipels, comme la seule manière de retourner le capitalisme*". Damasio décrit dans *Les furtifs* une population ayant totalement accepter les logiques de contrôle, le transhumanisme assumé des élites (*l'IA va résoudre tous nos problèmes*), le naming (*création de noms de marques*) qui

https://www.bastamag.net/Alain-Damasio-Les-Furtifs-La-Volte-ultra-liberalisme-ZAD-pouvoir-alienation?utm_source=Base+de+donn%C3%A9es+Basta+%21&utm_campaign=6eadc4445b-EMAIL_CAMPAIGN_2019_03_14_01_18_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_d3aba6cc82-6eadc4445b-82451195

change le langage commun. Le capitalisme n'a plus vocation à gérer la totalité de la société. Il gère des poches de profit, et les autres se débrouillent ! Dans ce contexte de *démocrature*, la seule ressource est de créer des îlots de résistance (ZAD, zones de gratuité, invasion des ronds-points, action directe...).

Il manque juste à cette stratégie un point de mire, un objectif qui pousse à la création de ces îlots et surtout à leur assemblage en archipel, un récit fondateur qui permette de passer de la dystopie à l'utopie en marche. Pour que des îles forment un archipel il leur faut un minimum de cohérence, un climat commun, une culture commune. Même une grande île est capable de se scinder en deux entités opposées ou simplement différentes. C'est le cas de la grande île des Caraïbes qui s'est divisée entre Haïti et la République dominicaine, l'une d'influence britannique l'autre d'influence française. Que l'on regarde ces deux pays sous l'angle politique, économique, géographique, le résultat n'est en rien comparable. Une simple vue par satellite des deux entités le prouve.

A la différence, les deux îles de la Martinique et de la Guadeloupe forment incontestablement un archipel : même paysages, même langue, même structure administrative, mêmes intérêts... Si on imagine une concentration d'îlots alternatifs sur une même région, rien ne dit que cela formera un archipel. Le Quercy est devenu depuis quelques années une région d'accueil pour toutes sortes de communautés plus ou moins en rupture avec le système général de la France. Certaines se fédèrent, d'autres s'opposent et seraient bien capable d'entrer en guerre dans les mêmes modalités que les Irlandais du Nord et du Sud, catholiques et protestants. L'idée de constituer des îlots alternatifs n'est l'apanage ni de la gauche révolutionnaire, ni de la gauche anarchiste, ni des écologistes, ni de l'extrême droite, voire de sectes complotistes du genre QAnon et One Planet. Or, on trouve tout et son contraire dans le Quercy, comme on l'a vu aussi dans les Cévennes des années 1970.

Il reste que cette image de l'archipel a le mérite de ne rien dire sur chacune des îles, n'induit pas de hiérarchie ni préséance entre elles, juste une juxtaposition qui finisse par faire sens et intérêt commun.

Stratégie de la ruse : Face aux propositions des groupes les plus révolutionnaires, qu'il s'agisse de la décroissance, de la critique de la valeur dis-sociation ou de la désargence, la stratégie la plus insidieuse est certainement

celle de la ruse intellectuelle. S'en est venu un slogan : *Arrêtons de ruser !*

Dans le mouvement de la désargence, nous avons relevé cette tendance à la ruse dans notre propre démarche. Au début de notre réflexion, il nous est vite apparu qu'il n'y avait pas d'autre issue que de sortir, préalablement à tout, du système marchand et monétaire. Mais face à l'énormité de cette évidence, nous avons tous cherché, les uns après les autres, une alternative plus "raisonnable".

Retombant sans cesse sur la même issue, et après avoir rusé mille fois pour y échapper, il nous a bien fallu accepter l'inacceptable. Il n'y aura pas d'écologie, pas de justice sociale, pas de paix possible, tant que nous serons contraints par les impératifs de croissance et de profits. Nous ne sortirons de la croissance et des profits qu'en évitant tout échange marchand, y compris au niveau mondial. Les ruses de nos adversaires qui nous entraînaient dans des débats sans fin sur l'argent simple outil, sur la distinction entre monnaie et argent et autres arguties de jésuites ou de rabbins, ne peuvent qu'être à l'image de nos propres ruses. Il faut donc attendre que les autres en passent par les mêmes chemins tortueux et semés d'embûches...

Mon père était pilote de chasse, et à son époque, le mur du son était réputé infranchissable. La communauté scientifique s'accordait à dire que n'importe quel avion exploserait en vol s'il y parvenait. Il a fallu la guerre et l'arrivée du fameux Spitfire pour que certains pilotes aient, par accident, l'expérience du mur du son et que des scientifiques l'admettent. Il a fallu ensuite la vulgarisation des avions à réaction pour confirmer, à l'expérience, les affirmations des pilotes de Spitfire ! Le "*mur des sous*" semble aujourd'hui infranchissable, mais il y a mille raisons pour que cette idée s'avère fautive d'ici peu. Il n'y a pas de raisons que des "pilotes" ne tentent des systèmes de gratuité, comme les pilotes de Spitfire qui, en 1945, avaient affirmé avoir vécu le passage du mur après une descente en piquet de plusieurs milliers de pieds, sans pour autant exploser.

À l'expérience, nous savons que l'acceptation d'une possible abolition de l'argent suffit à rendre notre regard différent sur n'importe quel sujet. Nous sommes sortis des impasses pour entrer dans l'inconnu au début, avec de nombreuses zones d'ombres qu'il fallait éclairer et des fulgurances qui nous laissent pantois. Puisque tout était à repenser, chacun était désormais expert à sa manière d'un point particulier ou de plusieurs. Non seulement notre imagination reprenait du pouvoir, mais ce pouvoir

pouvait revenir enfin à tous, car tous nous sommes experts en un domaine. Il est long le temps nécessaire pour cesser de ruser intellectuellement avec nos propres préjugés. Mais une fois franchi *le mur des sous* tout devient plus évident. Nous avons cru certaines choses impossible et découvrons que l'impossible est faisable, jour après jour, de situation pourrie en injustice flagrante....

Streaming : De l'anglais *to stream*, diffuser en continu. Procédé qui permet de télécharger sur son ordinateur privé des vidéos, des films ou des bandes son, parfois gratuitement mais la plupart du temps moyennant un peu d'argent. Le streaming représente 63% du trafic Web, ce qui représente une débauche d'énergie considérable. C'est cependant le seul moyen de subsistance via les droits d'auteurs pour beaucoup d'artistes, musiciens, cinéastes, vidéastes, documentalistes, et un marché incroyablement juteux pour les producteurs. Sans argent ni profit possible, le système tomberait rapidement en désuétude puisque toute production artistique pourrait être mise en accès libre et copiable sur tout support à l'infini.

Comme si c'était la chose la plus importante à régler dans un contexte d'effondrement, cette question écologique vient parasiter tous les débats sur l'intérêt ou pas d'une société post-monnaire. Les uns veulent supprimer tout usage du numérique et oublient tous les avantages d'un tel outil, les autres pensent gérer la circulation des images, des films et des sons comme si l'énergie était sans limite, comme si tout streaming était absolument indispensable. Quand on dit que l'argent induit l'hubris généralisé, c'est là un bel exemple. En attendant, ce genre de question empêche que la raison revienne...

Car la raison, c'est que jamais une société s'est volontairement privé d'une technologie volontairement, même quand il s'agit de l'horreur absolue comme l'armement nucléaire. L'argument habituel est de dire que le nucléaire n'a servi qu'une seule fois (Hiroshima et Nagasaki) et que cela a suffi pour que personne n'ose ensuite l'utiliser. Pourtant, cela n'a jamais empêché quiconque de poursuivre les travaux sur l'arme nucléaire, le fameux TNP (traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé en 1968) est une vaste escroquerie. Si le traité engageait la plupart des pays en capacité de produire des armes nucléaires à en pas les utiliser, au nom de quoi continuent-ils à en produire ? Que signifie cette étrange dissuasion qui n'US ! écessite une prolifération ? Comment des pays ont-ils pu depuis

1968 se doter de cette puissance (Israël, Inde, Pakistan, Chine, Corée du Nord....) ? C'est aussi oublier les victimes civiles des essais nucléaires qui depuis 1946 n'ont pas cessé, qui ont notoirement provoqué des millions de victimes. La France a fini par reconnaître du bout des lèvres que quelques Tahitiens habitant près des atolls ont souffert de cancers et autres maladies dues aux explosions expérimentales. Israël n'a toujours pas avoué avoir l'arme nucléaire alors que c'est un secret de polichinelle.

L'argument d'une technologie dangereuse qui ne serait pas utilisée ou qu'une décision internationale serait respectée ne tient pas une seconde, qu'il s'agisse de nanotechnologie, d'intelligence artificielle, de robotique, de biotechnologie. Les intérêts financiers sont trop puissants. Personne n'arrêtera le premier qui sera capable de modifier l'ADN d'un fœtus pour produire un homme augmenté dix fois supérieur en tout aux capacités ordinaires. Il ouvrira pourtant une boîte de pandore bien pire que la bombe à uranium 235 surnommée *Little boy* lancée depuis le bombardier B 29 des USA !

Subventions : Aide financière directe ou indirecte allouée par l'État et ses administrations, à des personnes ou des organismes privés ou publics. Ces sommes allouées sont généralement non remboursables et répondent théoriquement à des besoins légitimes et utiles aux collectivités. Elles se justifient par des besoins d'équipement et d'exploitation ou pour soutenir des entreprises utiles mais déficitaires.

Dans la réalité d'une société marchande, les subventions sont devenues une intarissable source de trafics et l'un des meilleurs instruments permettant de creuser les inégalités. Les exemples sont si nombreux qu'ils feraient l'objet d'une trop longue étude. Jusqu'à quel point un objectif peut être qualifier d'intérêt général ? Qu'il s'agisse de construire une autoroute, d'animer un club de sport ou de soutenir un gros céréalier de la Beauce, la question se pose. Et quand bien même l'intérêt général serait évident, qui définit les priorités entre la subvention d'une corrida ou d'un jardin d'enfants, d'une culture bio ou conventionnel, d'une troupe théâtrale ou de l'aide aux handicapés ?... Dans un monde marchand, le bénéficiaire de la subvention est la plupart du temps celui qui a su faire un travail de lobbying dans l'air du temps ou électoralement utile pour les politiques en place.

Quantité de sujets sont ainsi débattus, rebattus, reportés, au gré des influences et de la qualité des projets présentés sobrement ou sur papier

glacé avec photos, tableaux Excel et graphiques attractifs. L'argument de la concurrence est utilisé pour tout et son contraire : pour une exception culturelle à la française quand il s'agit du cinéma face aux grands majors mondiaux, ou pour dénoncer des subventions faussant la sacro-sainte concurrence. On peut douter qu'il y ait une équité quelconque dans le cadre marchand, on peut aussi rêver que plus aucune question d'argent ne vienne s'immiscer dans un projet qui semble raisonnable au plus grand nombre.

Ce qui est vrai au niveau local ou national l'est aussi au niveau international. Certains pays peuvent être subventionnés par des organismes mondiaux (ONU, FMI, OMS etc.) s'ils sont en difficulté. Mais dans un cadre marchand où tout est soumis à contre-partie, ces pays payent souvent très cher l'aide qu'ils ont reçue, via des réformes structurelles imposées, via l'obligation de dilapider leur patrimoine au profit de tel ou tel autre pays. Voilà une fois de plus une forme d'échange qui ne peut se contrôler, se réguler, sinon dans un rapport de forces toujours en faveur du plus puissant, ce qui contribue une fois de plus à la condensation de l'argent...

Les subventions sont souvent déguisées sous des appellations abscones comme le CICE, le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'emploi. Mesure phare du quinquennat de François Hollande, ce crédit d'impôt est accordé aux entreprises censées embaucher du personnel ou engager des frais dans la recherche et l'innovation. Il représente un cadeau de 1% du PIB du pays (plus de 20 milliards) sans aucun contrôle de l'usage de l'argent aucune évaluation des résultats. Il est si complexe qu'il ne profite qu'aux grosses entreprises alors que ce sont les plus petites qui en auraient besoin. La plupart du temps, il a servi à renflouer des trésoreries déficientes, augmenté les revenus des actionnaires et n'a créé aucun emploi. Une quantité de crédits ainsi donnés sur des projets de recherches ont disparu dans la nature sans que les bénéficiaires n'aient produit la moindre innovation. Avec la même somme d'argent on estime à 125 000 emplois qui auraient pu être directement créés par l'État !

Ce genre d'escroquerie en bande organisée ne disparaîtra qu'en supprimant les subventions et pour ne plus avoir besoin de subventions, il n'y a pas d'autre moyen que de supprimer l'argent et l'échange marchand, de passer à l'accès...

Sugar Daddy : Opération publicitaire incitative à la prostitution lancée par une entreprise norvégienne dans les années 2015-2020. Avec des

stratégies agressives, ils s'installaient parfois devant certaines facultés de France. Il s'agissait de mettre en relation des personnes adultes riches et des jeunes étudiantes ou étudiants en difficultés financières. Un mode moderne de "facilitation des mises en relation" qu'on appelait jadis de la prostitution et du proxénétisme.

Une enquête chez les étudiants indiquait que, dans l'ensemble, ils n'étaient pas choqués, "*chacun fait ce qu'il veut*"... Sachant que toute cette génération a été éduquée par le porno envahissant le Web, que le travail est de plus en plus une forme d'esclavage, que le consumérisme est le modèle dominant, le rapport au corps et à l'intimité s'est transformé, il s'est adapté à la société de consommation. Se scandaliser de cette publicité en oubliant que l'ensemble de l'organisation sociale aboutit à ce phénomène relève donc d'une hypocrisie assez fascinante...

Depuis cette innovation, l'idée s'est bien répandue. Le site Seeking Arrangement, pour n'en nommer qu'un, a été qualifié en 2020 par le New York Times de plus grand réseau pour Sugar Daddies et Sugar Babies, le plus sûr, le plus efficace ("*quatre femelles pour un mâle*" sic) ! Le must "*pour des bienfaiteurs fortunés et des filles attirantes*" dans des "*relations mutuellement avantageuses*" !

Toute question de morale et puritanisme mis de côté, je doute qu'il y ait beaucoup de Sugar Babies si les Sugar Daddy perdaient l'usage de l'argent. Et dans ce cas, il n'en resterait que des couples un peu particulier, lui en hiver, elle au printemps comme le chantait Reggiani !

Supermarché : Le phénomène de condensation propre à l'argent a induit la concentration de toutes les activités, y compris celle de l'approvisionnement. Les centres villes se sont quasiment vidés de tout commerce à l'exception du commerce de luxe et de quelques boutiques de dépannage (épicerie ouvertes 24h sur 24, 7 jours sur 7, généralement tenues par des immigrés d'Afrique et d'Asie). L'approvisionnement se fait dans d'immenses zones commerciales, des super et hyper marchés, entourés de galeries marchandes et de commerces spécialisés (électroménager, meubles, literie, loisirs...). Des parkings de plusieurs milliers de places sont mis à disposition ainsi que des chariots pour le transport des marchandises du

1 *Il suffirait de presque rien*, paroles de Jean Max Rivière, musique de Gérard Bourgeois,

magasin à la voiture (généralement dotés d'une chaîne qui libère le chariot contre une pièce de monnaie).

L'habitude de *faire les courses* au supermarché une fois par semaine, avec le sentiment que c'est pratique et à des prix intéressants, a fait de ces temples du commerce des institutions incontournables. C'est devenu pour beaucoup une activité rituelle, aussi ludique qu'utilitaire. Pour d'autres, et ce de plus en plus, ce sont les plus grands pièges à Gogos que le système ait inventé. Ces caricatures du *grand* considéré comme un *mieux* sont aussi décriées que banalisées, voire perçues comme des commerces essentiels. Quand que des milliers de petits commerces ferment pour cause de Covid, de faillite, de concurrence déloyale, les supermarchés vendent librement les mêmes produits.

Durant la pandémie, qu'un fleuriste risque la faillite pendant qu'un supermarché vend des fleurs a fini par choquer les plus hermétiques à l'indignation. On a donc demandé aux grandes surfaces de ne vendre que de l'essentiel et de fermer les rayons de produits non essentiels. Dans un système où la valeur marchande est la seule chose qui détermine ce qui est essentiel et non l'usage, on a vu des situations cocasses : des coiffeurs fermés mais des toiletteurs pour chien en activités, des sous-vêtements au rayon non essentiel et des truffes au rayon essentiel... Voilà qui en dit long sur les hiérarchies de valeur dans le monde capitaliste !

Les supermarchés n'ont pas cassé que les seuls commerces de proximité. Ils sont responsables de la faillite de beaucoup de petits producteurs. Jamais un maraîcher bio ne pourra assurer les quantités de légumes exigées par les supermarchés, avec une telle régularité et au prix qui leur sont imposés. Les légumes bio que l'on trouve dans les grandes surfaces ne peuvent venir que d'un "bio industriel", lequel est contraint de se mécaniser à outrance, d'employer de la main d'œuvre à bas coût, dont les exploitants risqueraient de perdre le marché si une épizootie ou un accident climatique venait briser la régularité de la production. Nous trouvons donc en gondoles du bio sous serre, pas toujours garanti vierge de tout intrant chimique, hors saison, et calibrés à un point qui permet d'imaginer un gaspillage monstre.

Mais aucun économiste ne propose de revenir à l'exploitation familiale, au magasin de proximité indépendant, au client se satisfaisant de ce que la saison et la seule nature permet. S'en serait fini de la rentabilité, du profit, de l'exploitation de l'homme, fini du capitalisme. L'horreur !....

Surveillance : Il est devenu banal de parler de "société de surveillance" et la crise sanitaire de 2020-21 a renforcé la perception du phénomène. La surveillance des gouvernants sur les gouvernés a atteint là des sommets inimaginables avant la crise : l'assignation à résidence, le couvre-feu et la limitation des distances de déplacement n'en étant que la partie la plus visible. La surveillance entre citoyens nous a rappelé le bon vieux temps de l'occupation nazi. Une politique de la peur nous a incité à rester sur nos gardes, à signaler aux forces de police tous les comportements, toutes les attitudes suspectes et les plate-formes de signalement en ligne ont proliféré. Les lettres anonymes ont afflué dans les commissariats pour dénoncer les voisins réfractaires aux mesures sanitaires comme on dénonçait les juifs et les résistants à la milice (le même processus avait été expérimenté juste avant la crise à propos de l'islamisme, provoquant des perquisitions, voir des arrestations, souvent dramatiques, rarement suivies par la justice).

On aurait espéré un troisième type de surveillance, celui du peuple sur les gouvernants. Mais au moment où j'écris cet article (février 2021) le peuple porte bien son masque, espère une rapide vaccination, accepte le couvre-feu et le télé travail, en bougonnant, certes, mais dans une sage prudence ! Les médias ont été parfaits dans leur fonction de déplacer toute responsabilité des gouvernants vers les individus, les premiers ayant fait tout ce qui était en leur pouvoir, les seconds se conduisant de façon irresponsable ¹ !

A la décharge des médias, il faut souligner que nombre de journalistes ont été menacés de licenciement s'ils entraient en contact avec des opposants comme ceux de la "Coordination Santé Libre"², ce collectif de médecins dénonçant les positions officielles. Dans un contexte de crise de l'emploi, on peut comprendre que beaucoup ait hésité à risquer leur place.

L'expression *société de surveillance* est en elle-même une façon édulcorée de parler de *société de contrôle*. L'aboutissement de cette politique est bien illustrée par le passe sanitaire, ce document attestant de la bonne soumission de tous les citoyens. Comme au temps de l'Occupation allemande, la France est divisée en deux camps, celui des bons français

¹ https://youtu.be/iozo6_4jW4A

² <https://www.csl.ovh/>

obéissants, responsables, collaborant à la "guerre contre le virus" et celui des asociaux, irresponsables, coupables de mettre les autres en danger.

Le QR code du passe sanitaire peut intégrer quantité d'informations, bien au-delà des stricts renseignements sanitaires (dates de vaccination, de tests, de contaminations). Nul ne sait ce que l'on pourra y adjoindre et l'usage qui en sera fait. On sait aussi qu'un tel outil de contrôle social, une fois en place, a toutes les chances d'être prolongé par tous les gouvernements successifs et deviendra vite effrayant d'efficacité si les circonstances virent à la dictature. Et nul n'est raisonnablement capable d'affirmer qu'une dictature est impossible dans une société de culture démocratique. Les exemples ne manquent pas pour nous inciter à la prudence...

Je relie ce chapitre en septembre 2021 au moment où l'on nous annonce la prolongation du passe sanitaire jusqu'à l'été 2022 et son extension aux jeunes de 12 à 18 ans. Il n'était donc pas exagéré de penser que ce passe suivrait la même trajectoire que le plan "vigie pirate" ou que le "Patriot Act" des Américains. La dynamique du provisoire a toujours tendance à entrer dans la norme. Une fois que les citoyens en ont pris l'habitude, cela devient acceptable. Plus personne ne s'étonne qu'il faille se vacciner contre la fièvre jaune pour aller dans les pays tropicaux, contre la typhoïde ou l'encéphalite dans d'autres pays. On ne s'étonnera pas plus d'un vaccin contre le Covid pour aller en Italie, même hors pandémie. La première surprise étant passée, il n'y aura aucune difficulté à nous confiner ou nous priver du droit de se déplacer au-delà d'un certain périmètre à la prochaine épidémie, même bénigne. On s'est habitué à tant de choses qui n'étaient pas obligatoires mais seulement conseillées pour notre bien : la ceinture de sécurité, le casque en vélo, le siège enfant, le triangle et le gilet en cas de panne, le détecteur de fumée, etc.

Tant que l'on est en démocratie, à la rigueur en *démocrature*, le danger est minime, mais on imagine très bien l'usage que peut faire un gouvernement fasciste de toutes ces réductions de libertés, et même un gouvernement seulement en grande difficulté économique, discrédité aux yeux de ses électeurs. Qui peut dire dans le contexte actuel que ces dangers sont des phantasmes ?...

Survisme : École de psychologie qui s'attache à décrire comment est traitée l'information dans le cerveau dans l'optique d'un sentiment de survie à

partir d'un instant T. Il s'agit de comprendre quelles informations sont présentes dans notre tête, l'importance de chacune d'elles, pour établir les interactions entre les différentes valeurs qu'elles représentent.

Cette théorie psychologique s'appuie sur la question de notre survie individuelle vue comme centrale dans la compréhension de nos comportements. "*On fait toujours ce qui nous semble assurer notre survie, et on ne fait jamais ce qui nous semble ne pas assurer notre survie*". Le survisme explique tout ce qui motive nos agissements, qu'ils soient pathologiques ou sains, par cette nécessité de survivre. Une obsession est alors expliquée par la domination, consciente ou inconsciente, d'une information particulière au dépend de toutes les autres. Dans la famille des TOC (trouble obsessionnel compulsif) par exemple, l'obsession de la propreté est la sélection par notre cerveau de toutes les informations reçues à travers l'unique filtre de la propreté, de l'hygiène à l'exclusion de tout autre raisonnement. L'information "propreté" équivaut à "maîtrise pour ma survie." Le cerveau met alors le sujet en alerte au moindre indice de saleté, en lui donnant le sentiment, hors de toute réalité, d'être gravement en danger. La seule issue est alors de comprendre le mécanisme cérébral qui nous pousse à associer notre survie à l'objet de l'obsession.

Cette façon d'analyser les comportements humains explique assez bien notre rapport à l'argent qui, par de multiples facettes, ressemble à un trouble obsessionnel compulsif. Le manque d'argent met notre survie en péril, l'acquisition de l'argent n'a aucune limite et ne satisfait même pas le milliardaire, sa préservation est vitale et nous rend agressifs vis à vis de tous ceux qui se mettent en travers de notre pouvoir d'achat. De ce fait, l'idée d'une abolition de l'argent est insupportable. C'est aussi ce qui explique que l'argent empêche la réalisation de plein de choses, bien plus qu'il n'en permet, mais que nous pensons le contraire en dépit du réel...

Survivalisme : En 2017, cinq milliardaires issus de la finance internationale ont payé un pont d'or à un universitaire américain pour une heure ou deux d'entretien sur ce qu'ils appelaient *l'événement*, entendons l'effondrement de la société industrielle. Ils voulaient savoir quelles possibilités ils avaient de s'en sortir, quelles stratégies ils pouvaient mettre en place grâce à leurs milliards. Il était donc évident que ces cinq financiers internationaux ne croyaient plus possible l'évitement de *l'événement*. Ils

projetaient alors de se protéger des hordes sauvages, des pénuries, des dérèglements climatiques, dans des lieux hautement protégés. Pendant que les peuples s'entre-déchireraient, les riches patienteraient dans des bunkers, des îles, des sommets inaccessibles avec toutes les garanties technologiques imaginables.

On aurait pu s'attendre à ce que cette nouvelle alerte les peuples. On aurait dû croire ces gens placés au cœur du système, en possession de tous les moyens d'information, de tous les possibles calculs de risques. Mais on a préféré y voir un délire technologique de riches, une extravagance d'enfants gâtés, voire une stratégie commerciale pour vendre du "matériel survivaliste". Il en a été de même quand deux cadres de la Banque des Règlements Internationaux, la banque des banques centrales, ont annoncé une crise financière majeure sur l'ensemble de la planète, une hyperinflation généralisée. On a préféré penser que ces deux personnages cherchaient simplement à faire peur pour mieux vendre leur livre.

À l'opposé des milliardaires, il y a les "Rambo solitaires" qui s'imaginent tirer leurs marrons du feu de l'effondrement en s'armant, en étudiant les techniques de chasse et de cueillettes, en apprenant à faire du feu sans allumettes. C'est même devenu un juteux marché pour ceux qui organisent les stages de survie ! Entre le milliardaire bunkérisé et le Rambo solitaire, il y a ceux qui recherchent autosuffisance totale sur un petit bout de terrain, persuadés qu'il arriveront à tout produire sans se faire piller par les hordes sauvages.

Le film *Captain Fantastic*, de Matt Ross (2016, 1h58), présente un père dévoué qui a consacré sa vie toute entière à faire de ses six jeunes enfants d'extraordinaires adultes, au fin fond d'un bois. Mais quand le destin frappe sa famille, ils doivent abandonner ce paradis qu'il avait créé pour eux. La découverte du monde extérieur va l'obliger à questionner ses méthodes d'éducation et remettre en cause tout ce qu'il leur a appris. C'est une belle illustration des limites du survivalisme.

En outre, l'idée de s'en sortir, seul ou dans un petit groupe, face au reste de l'humanité est un rêve aussi individualiste que le capitalisme qui aura produit l'effondrement. S'il y a des issues possibles, il faudra les chercher dans la coopération, l'entraide, et non dans la survie individuelle...

Syndicat : Groupement professionnel ayant pour but de défendre les intérêts des travailleurs de leur secteur. Il y a des syndicats de toutes sortes :

d'ouvriers et de patrons, de paysans et de fonctionnaires, et pour chacun de ces secteurs, des syndicats de droite et de gauche, conservateurs ou progressistes. Au XX^e siècle, certains syndicats étaient puissants et combatifs. Les travailleurs leur devaient l'essentiel des acquis sociaux : hausse des salaires, code du travail et conventions collectives, sécurité au travail, réduction des horaires, congés payés, etc.

Ils ont commencé à perdre leur influence quand ils sont devenus des *partenaires sociaux*, quand le libéralisme faisant loi, ils se sont mis à négocier avec les patrons et l'État au lieu de revendiquer, d'imposer, d'exiger. Le partenariat a été astucieusement présenté comme un progrès, comme un retour au réalisme économique, les deux partenaires, faussement à niveau égal de pouvoir, ne demandant pas de réformes dangereuses pour l'entreprise du côté syndical, œuvrant pour le bien-être de tous du côté patronal. Avec le recul, cette posture semble bien naïve. Le modèle allemand était sans cesse évoqué avec une réussite économique qui n'avait rien à voir avec la question syndicale, une pseudo collaboration fructueuse entre patronat et syndicats, en oubliant le nombre de travailleurs pauvres, sans aucune mise en perspective des deux économies française et allemande. Ce discours a été une supercherie grossière mais efficace.

Le piège tendu aux syndicats était si gros qu'il n'y a qu'une explication plausible à cette mascarade : les syndicats n'avaient plus foi en la lutte des classes après la chute du communisme et l'alignement des socialistes sur le libéralisme. Dans la deuxième décennie du XXI^e siècle, moins d'un dixième des travailleurs sont syndiqués et leurs cadres visent essentiellement les avantages de leurs délégations. La lutte des classes semble dès lors gagnée par l'oligarchie.

Face à cet échec patent, les syndiqués pourraient reprendre du service et du mordant dans le combat de l'abolition de l'argent, dans une lutte systémique et non plus sectorielle, mais coincés dans leurs idéologies dépassées, emmêlés dans des négociations impossibles, ils se cramponnent à des slogans obsolètes : le pouvoir d'achat, la précarité, la lutte contre le chômage et les délocalisations, la moralisation de la finance, etc. Quand l'ultime crise arrivera, les syndicats se réveilleront trop tard, discrédités et sans troupe suffisante, sans légitimité. Ils auront été remplacés par les mouvements informels, spontanés, sans cadres, hiérarchie et mots d'ordres. A moins que les syndicalistes réalisent que l'enjeu a changé, qu'il s'agit

d'abolir l'argent et la valeur, la marchandise et le travail, l'État et le marché...

Syndrome de la grenouille : Parabole typique de notre temps : Des grenouilles jetées dans une marmite d'eau bouillante sautent en l'air et les plus agiles évitent le supplice. En revanche, les mêmes grenouilles plongées dans une eau tiède que l'on chauffe peu à peu, finiront toutes cuites. Elles se diront que l'eau chaude a des avantages, puis que l'eau très chaude ne peut que se refroidir..., jusqu'à ce qu'elles n'aient plus aucune force pour s'échapper de la marmite. Ainsi fonctionne le libéralisme, en nous prenant pour des grenouilles.

La dernière manifestation du syndrome de la grenouille a été évoqué à partir du passe sanitaire vu comme un nouveau seuil de la température de la marmite. Nous avons accepté les masques, certes utiles dans les lieux clos et dans des concentrations humaines, mais délirants sur des plages désertes, sur des chemins de montagne, dans une chorale d'enfants... Nous avons accepté l'obligation du vaccin déguisée en incitation, des confinements à répétition, l'absurde autorisation de sortie motivée et signée par le porteur lui-même, le passe a été le réchauffement de trop qui a fait sauter des milliers de grenouilles hors de la marmite. Tans pis pour ceux qui l'ont accepté en croyant que le passe les protège, que ce n'est pas plus grave que le certificat de vaccination que l'on utilise pour se rendre dans un pays tropical. Au prochain réchauffement, ils seront cuits, bouillis, définitivement soumis au pouvoir, collaborateurs de ce qui les détruit...

Syndrome de gribouille : Un nouveau groupe de réflexion a émergé cette fin 2021 qui s'intitule "*L'appel des éconologistes*".¹ Nous ne pouvons que souscrire à ce projet. L'analyse est parfaite et il faudrait être aveugle ou de très mauvaise foi pour ne pas constater que le système économique actuel nous mène droit dans le mur. En revanche, la conclusion est curieuse : "*Nous avons besoin d'un système monétaire pour une société de la préservation, de la régénération et de la résilience. Soumis à la rentabilité financière, aucun de ces objectifs n'est atteignable avec l'outil monétaire actuel.*"

1 Voir <https://econologiste.org/>

C'est typiquement ce que j'appelle le syndrome de Gribouille ! Gribouille se jette à l'eau pour éviter d'être mouillé par la pluie. Les économistes cherchent une "architecture monétaire" qui n'induit pas l'extractivisme, le productivisme, l'accumulation capitaliste et les inégalités sociales. Depuis que l'argent existe, des esprits forts y réfléchissent, depuis Aristote (384-322 av. J.-C.) pour ce qui est des écrits. On sait, depuis la découverte de la stèle où est gravée le Code Hammourabi (datée d'environ 1750 av. J.-C.) que l'argent se condense toujours entre les mains d'une "ploutocratie". Or, depuis tout ce temps (37 siècles !), nous n'avons aucun exemple de société marchande, de système monétaire qui ait peu ou prou éradiqué cette tare, ni d'ailleurs les trois autres tares citées.

La logique voudrait que l'on reconnaisse ces tares pour ce qu'elles sont : des effets ontologiquement liées à l'économie, qui subsistent quoique l'on fasse dans le même cadre, des défauts ou inconvénients que l'on ne peut séparer de l'objet, comme on ne peut séparer l'eau du fait qu'elle mouille.

Il n'y a aucune différence de logique entre Gribouille qui se met à l'eau pour ne pas se mouiller et les économistes proposant un système monétaire qui évite les effets du système monétaire. La question est donc de savoir comment il est possible que d'honnêtes intellectuels soient atteints par ce syndrome, ne voient pas ce qu'il y a d'illogique dans leur raisonnement. Comment peut-on croire, après 37 siècles d'expériences, qu'il puisse exister une monnaie qui n'induit pas des inégalités sociales et des massacres environnementaux ? Quelle serait cette nouvelle monnaie éradiquant ses propres tares structurelles ? N'est-ce pas utiliser l'outil délétère pour compenser les effets de même outil ?

Vraisemblablement, ces intellectuels ont posé une fois pour toute que l'échange marchand est une donnée incontournable. Partant de là, il est évident qu'il n'y a pas d'échange commode sans convertisseur universel, sans l'argent. Si l'on pose comme loi physique, mathématique que l'argent est d'une nécessité vitale, on ne peut pas plus penser son abolition que l'on ne peut imaginer l'abolition de la gravitation. Nous serions donc condamnés à faire avec et il faut donc toute la puissance rhétorique des universitaires pour imaginer l'impossible, une eau qui protège de la pluie, une gravitation qui permette enfin aux humains de voler sans machine, une monnaie qui soit juste et écologique...

Il existe aujourd'hui des "platistes" qui déploient des trésors d'ingéniosité pour nous démontrer que la terre est plate, que nous sommes victimes d'un complot fomenté par la CIA et que Copernic avait tort. La simple idée qu'une erreur ait pu être commise il y a 37 siècles, qu'elle ait perduré tout ce temps malgré nos découvertes scientifiques et technologiques fabuleuses, malgré des générations de philosophes, est proprement impensable. *Et pourtant, la terre tourne* aurait dit Copernic en sortant de son procès et après avoir renié sa théorie pour sauver sa peau. *Et pourtant, l'argent était une fausse bonne idée* disent les désargentistes en entendant les éconologistes !

Syndrome de Robin des bois : Plus nous avançons dans l'évolution du capitalisme, plus les inégalités sociales se creusent, suscitant le syndrome de Robin des bois : *prendre aux riches pour donner aux pauvres*. L'économiste Jean Gadrey s'est livré au jeu du calcul très précis de ce rééquilibrage dans la revue *Alternatives économiques* en janvier 2010. Sa conclusion était très claire, Robin des Bois avait raison de prendre aux riches pour nourrir les pauvres.

Cet exercice théorique prouvait, chiffres en main, qu'en réduisant de façon modérée les hauts revenus (10% des revenus pris sur 10% des plus riches), on pouvait éradiquer la pauvreté en France, améliorer la situation matérielle de ceux qui sont un peu au-dessus du seuil de pauvreté, sans toucher aux revenus de l'immense majorité, et sans invoquer le besoin de croissance.

Alors pourquoi n'a-t-on pas écouté Jean Gadrey ? Pourquoi le peuple n'est-il pas descendu dans la rue pour réclamer les 10% des colossales fortunes des 10% les plus riches ? Pourquoi les partis de gauche, anticapitalistes et engagés dans la lutte des classes, ne s'en sont pas saisis ? Pourquoi les partis d'extrême droite, si facilement populistes, n'en ont pas profité ? Étonnant, non ?...

L'explication tient sans doute dans le fait que cette mesure eut été un pied mis dans l'entrebâillement de la porte et que d'autres réformes s'y seraient engouffrées, mettant en péril l'ensemble du château de cartes des partis, des gouvernements, de la propriété privée, peut-être même de la marchandisation, de l'argent lui-même. Le risque était sans doute trop grand ! En outre, une telle mesure ne ferait que remettre les compteurs à zéro, lesquels enregistreraient immédiatement un nouveau creusement des

inégalités, dans une progression telle que nous aurions très vite des miséreux en masse face à une poignée de milliardaires. Avec le même outil, on produit toujours les mêmes effets ! *«Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et en un tour de mains ils créeront assez d'argent pour la racheter.»* (Sir Josiah Stamp¹)

Syndrome du Titanic : Le naufrage du Titanic est une bonne représentation de l'effondrement². A 23h15, la mer est calme, l'orchestre des premières classes mène le bal, le capitaine est serein. Cela correspond à la période des Trente glorieuses. A 23h40, l'officier de quart aperçoit l'iceberg mais il est trop tard pour dévier le bateau et éviter l'obstacle. C'est le temps du rapport du club de Rome en 1972 qui annonce un obstacle infranchissable, le dérèglement climatique. Quelques secondes plus tard, le Titanic heurte l'iceberg, Pinochet est au pouvoir, le premier choc pétrolier se fait sentir, mais les gouvernements sont dans des salons de luxe. Le capitaine réunit ses officiers, le concepteur du bateau visite les cales et constate que les caissons étanches se remplissent d'eau. On organise la conférence de Kioto, les COP, on bavarde et arrive la crise des subprimes de 2007. La messe est dite, la banque mondiale annonce le naufrage de l'économie mondiale pour 2025. A 24 heures, le bateau coule comme prévu, en 2025 ! Il est probable que les gouvernements tenteront juste de sauver quelques meubles (eux et leurs proches) dans les rares canots de sauvetage. L'heure ne sera plus à la procrastination, mais au chacun pour soi !

La seule solution immédiate, c'est le totalitarisme qui organise la mise à l'eau des canots de sauvetage pour les premières classes, la distribution de gilets de sauvetage pour les moins riches et la noyade de tous les autres qui auront été enfermés dans les cales troisième classe. L'histoire du Titanic serait à relire et méditer, au moins un peu avant le choc avec l'iceberg....

Système : Ensemble d'éléments considérés dans leur relation à l'intérieur d'un tout fonctionnant de manière unitaire. Le terme de système est sans

1 Sir Josiah Stamp a été directeur de la Banque d'Angleterre de 1928 à 1941.

2 Voir l'interview du philosophe bruxellois Michel Weber,
<https://youtu.be/GH9BHNvwogE>

cesse évoqué qu'il s'agisse de système philosophique, scientifique, d'organisation sociale, du cosmos, du vivant... Parlant du capitalisme, de l'univers marchand, de l'argent, de l'environnement, il s'agit d'un système à ce point complexe qu'il devient difficile d'en appréhender tous les éléments et toutes les interactions entre ces éléments. Un système complexe se dérobe à l'expérience comme à l'analyse. Nous finissons donc par nous attacher aux effets du système et par oublier ses fondements. C'est particulièrement vrai par rapport à l'économie, et les intellectuels n'échappent pas à cette règle.

On peut légitimement se demander pourquoi si peu de commentateurs s'attaquent au fonds et se contentent de gloser sur la surface, sur les apparences. Nous avons pourtant tous les outils pour ce faire, des siècles de tentatives avortées pour améliorer le système, une multitudes de sous systèmes politiques, culturels, historiques. Rien y fait, le système économique qui nous domine résiste à l'analyse systémique. Dès qu'une idée aussi partielle, superficielle émerge, les spécialistes autant que le pauvre peuple se ruent dessus. Cela a été le cas pour la dette et la création monétaire.

La dette des États, la dette mondiale, la dette bancaire, la dette privée, voilà un ennemi commode. Tant qu'on se bat pour savoir si toutes les dettes doivent être remboursées ou annulées, que l'on produit des analyses oiseuses sur la perception historique, religieuse, philosophique de la dette, sur le modèles anglo-saxons ou latin, catholiques ou protestants, occidentaux ou orientaux, on passe à côté de l'essentiel. La dette augmente, plus personne ne sait ce qu'il faut en faire, nul ne sait comment nous en sommes arrivés là.

La création monétaire est confiée aux banques privées après avoir été le domaine réservé du prince, du gouvernement. Voilà le mal absolu pour les uns, la logique en marche pour les autres. Le débat est définitivement clivé entre deux "écoles", sans écoute ni dialogue possible. Pendant ce temps, le capitalisme poursuit sa marche inexorable vers l'oligarchie mondialisée et la destruction de la seule planète disponible. La question n'est plus de savoir qui se chargera de la création monétaire mais pourquoi faut-il qu'il y ait création monétaire. Pour l'échange me dit-on. Élémentaire mon cher Watson ! Mais pourquoi faut-il échanger selon le vieux principe marchand de l'œuf et du bœuf ? Qui a décrété que le bœuf

avait toujours plus de valeur que l'œuf ? Pourquoi jamais ces questions de fonds ne sont-elles posées ?

Sans doute parce que les réponses remettraient en cause 37 siècles de croyances, lesquelles ont donné une garantie de pérennité aux pouvoirs d'une minorité. A poser les questions de fonds, on comprend très vite que ce tout que l'on appelle système est un véritable piège à gogos, qu'il ne repose sur rien d'autre que des raisonnements tordus et sur la crédulité ou la servitude volontaire de la majorité...

Systèmes agiles : Ce terme issu du numérique et des logiciels libres désigne des modèles capables de se transformer rapidement au fil des nécessités, des erreurs et du contexte. Ce terme a été initié dans le *Manifeste Agile*, rédigé en 2001 par dix-sept spécialistes du logiciel pour unifier leurs méthodes¹. Ces systèmes sont modifiables directement par les usagers, tant sur la forme que sur le fond et à tout moment. Symboliquement, ils ont eu beaucoup d'influence dans la résistance des systèmes figés qui étaient la règle des industries, des États, des institutions.

Leur démarche était intéressante puisqu'elle s'opposait à la marchandisation de l'industrie numérique, au monopole des grandes sociétés et redonnait le pouvoir à l'utilisateur. Ils ont, en ce sens, largement contribué à l'évolution des mentalités. Il faut cependant remarquer que les pionniers du logiciel agile se sont fait vite récupérer. Ce que des bénévoles avaient construit pour le fun est aujourd'hui utilisé par Microsoft, Apple, Google pour en tirer d'énormes profits. Certains résistent comme Ward Cunningham, l'inventeur du *wiki* que nous utilisons tous quotidiennement et gratuitement...

S'il y a une chose que nul ne peut plus nier aujourd'hui, c'est que le système capitaliste, marchand, économique est tout sauf un logiciel agile. Il n'a été modifié qu'en surface depuis 37 siècles. C'est un modèle d'immobilisme, de bégaiement, de répétition. Le décalage entre les systèmes agiles et les systèmes figés se creuse de plus en plus en faveur des premiers. C'est l'évidence, malgré les tentatives parfois réussies de récupération par les seconds. Nous voyons bien que, lentement mais inexorablement, l'économie fondée sur les seuls profits va vers la faillite,

1 *Manifeste pour le développement agile de logiciels*,
<https://agilemanifesto.org/iso/fr/manifesto.html>

que la démocratie fondée sur la délégation de pouvoir rend tout le monde impuissant, les peuples et les gouvernants, que la gestion du local est devenue antinomique avec le global et que cette stupide lutte va détruire nos villes autant que la planète. Nous sommes dans un système figé quand nous avons grand besoin d'agilité, de réactivité, de la bonne volonté de tous et non des seuls "représentants", pour la plupart autoproclamés. Pas étonnant que l'on entende parler de plus en plus souvent de "systèmes instables" !

Il existe déjà des quantités d'outils permettant de créer des systèmes agiles adaptés à toutes sortes de gestions (Monday, Wrike, Forecast.app, Smartsheet, etc.), la plupart conçus dans le cadre commercial, permettant aux "clients" d'intervenir dans le fonctionnement du système qu'ils utilisent, généralement destinés à obtenir plus de compétitivité, plus d'adaptabilité dans un marché en perpétuel mouvement, donc compatible avec le capitalisme. Mais dans un contexte post-monnaire, non seulement ces systèmes s'adapterait instantanément, mais ils prouvent dès à présent que l'idée de sortir de l'économie pour passer à l'accès est novatrice, réaliste...

Systèmes instables : En mathématique et en astrophysique, on parle de systèmes instables pour désigner des systèmes dynamiques soumis à des perturbations constantes. L'astrophysicien Aurélien Barrau, en 2018, se sert de ces modèles théoriques pour démontrer scientifiquement que la société de son temps était à l'évidence un système instable qui ne pouvait donc aboutir qu'à un crash. En effet, que l'on parle d'écologie, d'économie, de politique, de ressources énergétiques, la situation ressemble fort à une situation dans laquelle toute initiative pour en sortir peut sembler se rapprocher d'une solution sans jamais parvenir à une véritable issue, et cela à l'infini, comme deux courbes asymptotiques.

Dans un système instable, on peut prévoir l'inévitable crash, mais sans pouvoir l'éviter. Cette analyse est la vision mathématique de l'effondrement global et la preuve par $a + b$ que le changement de système est incontournable, qu'il n'y a pas de réalisme hors d'une sortie de l'état de système instable. Tout mathématicien sait que deux courbes asymptotiques se rapprochent sans cesse sans jamais se rencontrer. De même, la société monétaire tend sans cesse à promouvoir l'égalité, la prospérité, la démocratie, le progrès, etc., avec d'autant plus de force que toute initiative ne fait que l'éloigner de ces légitimes ambitions...

La question qui se pose alors est de savoir pourquoi les élites qui œuvrent dans les hautes sphères du pouvoir n'ont pas adhéré à cette réalité mathématique au risque de se perdre eux-mêmes. Certains ont des enfants auxquels ils vont laisser un monde en guerre, pollué, menacé d'extinction. Tous ne sont pas cyniques, fous ou égocentriques au point d'accepter un tel désastre. L'explication est sans doute le manque d'imagination. Le théoricien marxiste américain Fredric Jameson écrit une phrase qui résume assez bien ce dilemme : "*il est plus facile d'envisager la fin du monde que celle du capitalisme*". L'ambiguïté de cette citation a fait le bonheur de tous, des capitalistes comme des anticapitalistes, les uns pour dire que le seul réalisme était le capitalisme, les autres pour dire que les collapsologues, les déclinistes et autres écologistes démissionnaient de la lutte des classes, de l'instauration d'un autre communisme, plus libertaire ou à visage humain... Mais le nombre d'individus capables de faire face à l'évidence ne cesse d'augmenter. Le monde est en perdition et il faudra bien dépasser la difficulté à penser un autre monde dans un système différent, avec des outils nouveaux, sans aucune référence au passé...

Aurélien Barreau expose la situation, en scientifique, dans une courte vidéo de 3 minutes qu'il faudrait passer en boucle à toutes les personnes dotées de quelque pouvoir avec la mention "enfoncez-vous ça dans la tête !" <https://agilemanifesto.org/iso/fr/manifesto.html>

Tabac : En cigarettes, roulées à la main, prêtes à l'emploi ou en pipes, le tabac tue, nul ne le nie, même s'il tue lentement. C'est d'ailleurs écrit sur tous les produits commercialisés, et en février 2021, le président Emmanuel Macron nous a longuement rappelé que le tabac et l'alcool nous mettaient en danger. En pleine crise Covid, le propos ne manque pas de sel ! Qui vend le tabac ? Qui le contrôle ? Qui encaisse des taxes sur le produit de la vente sinon l'État, avec la bénédiction de son pouvoir exécutif ?

La loi est très claire sur le sujet, l'État est susceptible d'être accusé d'un *délit de mise en danger de la vie d'autrui*. On parle d'infraction non intentionnelle lorsque la personne ayant commis l'infraction n'avait pas forcément l'intention de la commettre. Le Président n'a jamais suggéré que le tabac pourrait être interdit en tant que produit nocif pour la santé. Mais admettons qu'il n'ait pas non plus l'intention de mettre en danger les Français qui consomment 49 000 tonnes de tabac en une année.

Il reste à considérer la mise en danger involontaire. Soyons bon et considérons qu'il est de la responsabilité du fumeur d'acheter des cigarettes vendues par l'État, en toute connaissance de cause puisque c'est marqué sur les paquets. N'empêche que la loi précise qu'en absence d'intentionnalité de nuire, la responsabilité pénale sanctionne le comportement imprudent de l'auteur de la mise en danger. L'article 223-1 du code pénal sanctionne une personne si elle a exposé une autre personne à un risque de mort ou de blessure. Est-ce que le fait d'autoriser par la loi la vente légale de cigarettes ne serait pas considéré comme un risque potentiel ? Il faudrait pour cela que le Gouvernement démontre qu'il estimait l'avertissement inscrit sur les paquets comme suffisant...

S'il n'y a pas *de crime ou de délit sans intention de le commettre* (art. 121-3), c'est à condition toutefois que l'auteur des faits *n'ait pas accompli les diligences normales compte tenu de ses missions, de ses fonctions, de ses compétences...* Or, si l'État est capable d'interdire l'usage, la préparation et la vente de l'héroïne et de la cocaïne, il est tout aussi capable d'interdire la cigarette. Le législateur a dû penser à protéger les Présidents de la République puisque la loi précise que *les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il*

est établi qu'elles ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer.

Peut-on dire que le Gouvernement viole délibérément une obligation de prudence ?... Chacun en jugera. Personnellement, je pense que la responsabilité de l'État ne serait pas engagée s'il ne percevait pas la TVA et la DCT (droit à la consommation au tabac), soit environ 6,50€ sur un paquet acheté 10€ par le consommateur. La coquette somme de deux milliards d'euros par an laisse penser, au minimum, à un conflit d'intérêt entre les besoins d'argent de l'État et la santé du consommateur. Ces deux milliards annuels méritent d'ailleurs que l'État contrevienne aux règles fiscales qu'il a fixé, à savoir qu'une taxe ne peut elle-même être taxée (dans le cas du tabac, les 20% de TVA sont ensuite taxés à 80% par la DCT).

Laissons tomber la loi puisque elle est faite par l'État qui ne se l'applique pas à lui-même. Les gens savent bien que fumer est dangereux, mais fument toujours, les skieurs savent que le hors piste est dangereux mais s'en fichent, l'obésité est pour beaucoup due à l'industrie agro-alimentaire mais rares sont ceux qui se privent de plats surgelés, de conserves et de hamburgers. Et si l'État interdisait tout cela, avant même qu'il y ait une révolution, il y aurait une crise financière. La malbouffe, c'est un secteur industriel non négligeable en termes de chiffres d'affaires et d'emplois !

S'il est vrai d'autre part que les fumeurs coûtent cher à la Sécurité Sociale, leur interdire de fumer coûterait encore plus cher à l'État. L'usage du tabac n'est pas une simple mode, un vice inutile. Comme tout placebo, il agit comme rééquilibrant nerveux, antidépresseur, objet contra-phobique, non médicalement certes, mais il est bien réellement utile pour ceux qui s'y adonnent. Une stricte interdiction du tabac surchargerait les hôpitaux psychiatriques et les cabinets médicaux, augmenterait les violences familiales et les divorces, susciterait immédiatement un marché clandestin exigeant une armée de policiers, de douaniers et d'éducateurs, comme pour la drogue.

L'État se trouve donc face à un problème insoluble. Ce qu'il gagne en augmentant le prix de vente du tabac et en investissant dans des campagnes de prévention, il le perd en alimentant un état psychologique qui favorise le tabagisme. Ce qu'il économiserait par la prohibition, il le perdrait en répression. Dans une société post-monnaire, il y a tout lieu de croire que

la fin de la mise en concurrence, la fin de l'insécurité matérielle, de la pression du temps passé à gagner sa vie adoucirait immédiatement bien des états psychiques et rendrait le tabagisme bien plus gérable. En outre, les fumeurs obsessionnels auraient certainement la possibilité de cultiver eux-mêmes leur tabac, de le sécher, de le conditionner et peu imaginerait d'y inclure des agents de saveurs, de la nicotine synthétique et autres additifs toxiques. Le tabac tuerait moins vite !...

Tactique : A la question stratégique, comment éviter l'épouvantable chaos qui s'annonce, s'ajoutent les questions tactiques : faut-il avancer pas à pas ou donner un grand coup de pied dans la fourmilière ? Les tenants d'une abolition totale du système marchand et monétaire seront considérés comme des utopistes par les progressistes qui prônent d'en passer par une économie sociale et solidaire, par un revenu universel, et eux-mêmes accuseront les progressistes de prolonger un système qui ne peut plus se réformer et qui s'accrochera coûte que coûte à ses pratiques mortifères. Les écologistes modérés proposeront de faire payer les dégâts par les pollueurs en attendant mieux, les radicaux exigeront des lois strictes associées à de lourdes peines pour les contrevenants. D'autres argueront d'une nécessaire pédagogie pour former les peuples à la démocratie, à l'économie solidaire, à l'entraide, et il leur sera reproché de négliger la puissance de formatage du cadre capitaliste.

Avancer à petits pas réalistes ou frapper un grand coup, attendre que le capitalisme s'effondre sur lui-même ou le mettre à terre en sabotant sa machinerie... Accepter la violence (puisque l'on est dans un rapport de force et que l'adversaire n'hésite pas à légitimer sa violence institutionnelle) ou user de non-violence comme seule voie qui ne détruise pas le citoyen en même temps que l'adversaire... Il est probable qu'avant, pendant et après une Révolution, ces questions continuent à se poser et qu'elles marqueront longtemps les limites du consensus.

Il faut bien reconnaître que le système néolibéral n'a pas ce genre d'état d'âme. Il a construit un plan, l'a appliqué avec une belle constante. Face au rouleau compresseur capitaliste, le flou d'une opposition perdue dans des choix stratégiques et tactiques risque fort de s'estomper au fur et à mesure que l'urgence se fait sentir. L'astrophysicien Aurélien Barreau fustige les intellectuels qui parlent d'une transition à mettre en place, quand les scientifiques parlent d'effondrement pour dans dix, vingt, trente ans. Pour

lui, tout ce que nous ne faisons pas dès aujourd'hui rend la chute un peu plus inéluctable. Dès aujourd'hui, il faut décroître, en commençant par soi-même quand on a les moyens de réduire un tant soit peu notre consommation. Dès aujourd'hui, il faut privilégier ce qui est gratuit, limiter au maximum notre propre "circulation monétaire". Dès aujourd'hui, il faut respecter la nature, par notre alimentation, par nos modes de vie, par la limitation de notre participation aux industries polluantes... Au moins, ce parti pris, les post-monétaires sont cohérents, vont dans le sens des préconisations d'Aurélien Barreau....

Technicisme : (ou *solutionnisme technique*) Tendance à accorder à la technique une place prédominante dans l'ensemble des activités humaines, à penser que tout problème trouve toujours une solution technique, comme le moteur à réaction a permis de franchir le mur du son réputé infranchissable. Beaucoup s'accrochent à cette idée pour éviter les solutions qui dérangent.

L'exemple des abeilles est le plus parlant. Pour produire plus à moindre coût, on utilise des pesticides, des fongicides, des herbicides, des engrais qui tuent les insectes, dont les abeilles et les autres pollinisateurs. Or, la pollinisation est indispensable à la survie des humains qui, sans elle, se retrouveraient sans fruits ni légumes en quelques mois.

La logique aurait été de supprimer cette chimie contraire à la pollinisation naturelle, au risque de mettre en faillite l'industrie chimique et au chômage ses millions d'employés. La solution proposée en 2018 fut l'utilisation de *drones pollinisateurs* ! Ces drones, recouverts de poils enduits de gel ionique, étaient réputés capables de détecter les fleurs, de capturer le pollen, de le déposer sur le pistil d'autres fleurs... C'était une technologie limitée à de petites surfaces, d'un prix de revient exorbitant et tellement moins efficace que l'abeille que s'en était risible. Elle a bien été utilisée au Japon et en Californie mais a surtout servi à entretenir le mythe du technicisme qui pourrait toujours compenser les dégâts qu'il causait, et permettait que l'on ne s'inquiète de rien...

Il en est de même pour les questions énergétiques. L'alternative au pic pétrolier, c'est le nucléaire. L'alternative au nucléaire, c'est l'éolien et le solaire. Qui, dans ce contexte, ose déclarer que la seule énergie propre est celle que l'on n'a pas utilisée ? Il suffirait pourtant de supprimer quelques activités inutiles comme la publicité, l'éclairage des magasins et entrepôts en dehors des heures d'ouvertures, le transport intercontinental de tout ce

qui peut se produire sur place, l'emballage totalement superflu de tout ce que nous consommons pour réduire de moitié nos besoins en énergie.

Mais rien n'y fait, il faut encore et toujours plus d'énergie et toujours fabriquer plus de machines énergivores. Après le charbon, le gaz, le nucléaire, on cherche dans la fusion nucléaire, dans le moteur quantique. Et pourquoi pas dans le mouvement perpétuel ? Il n'y a pas de progrès hors de la technique dit-on. Et on voudrait que l'on prennent nos décideurs au sérieux !... Quel courant de pensée actuellement parle de réduire de moitié nos besoins énergétiques, de supprimer les profits financiers en échange de bien-être, d'abandonner la démocratie pour que le *démos* actuel ait enfin un peu plus de *cratos*... ?

Technocratie : La technocratie et ses technocrates sont régulièrement vilipendés par les citoyens ordinaires qui voient dans cette classe sociale très particulière le comble de l'incompétence et de l'inutilité. Deux principes, illustrent bien cette défiance. Le principe de Peter et celui de Dilbert. Pour le premier : *"Dans une hiérarchie, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence"* et pour le second : *"Les gens les moins compétents sont systématiquement affectés aux postes où ils risquent de causer le moins de dégâts : ceux de managers."*

L'Union Européenne, avec ses 43 000 fonctionnaires et agents assimilés, conseillés par les 37 800 lobbyistes (*selon Transparency International*) a exacerbé la défiance populaire en nous inondant de normes et de règles allant de la courbure réglementaire des bananes à la couleur autorisée du petit pois congelé, en passant par l'interdiction de l'usage d'escabeaux pour les travailleurs de moins de 18 ans ! Cette pratique n'est pas neuve et j'ai trouvé une description de la nourriture réglementaire des bagnards de France pour une journée en 1823 : *"2 dl ½ de fèves, 10 gr de sel, 917 gr de pain noir, 48cl de vin"* ! Quel obscur cerveau avait calculé et décidé de mesures aussi précises qu'absurdes. Le grand progrès depuis Louis XVIII c'est d'avoir mis des technocrates au pouvoir !

On peut rire des technocrates, on peut défiler dans la rue pour les contraindre à plus de raison, mais il vaut mieux s'interroger sur la production des technocrates. Car enfin, ces gens là sont bien formés pour obtenir leur titre de technocrates, leurs employeurs trouvent bien un quelconque intérêt à leurs activités technocratiques, le peuple applique bien sagement les injonctions que ses "sachants" préconisent. Les technocrates ne sont pas une

espèce vivante parmi les autres aussi naturelle que le lièvre ou le lilas.

Personne n'a décidé un jour d'inventer les technocrates. Leur naissance spontanée vient donc du système et on peut en conclure que tant que le système perdurera, il y aura des technocrates. Dans un autre système, par exemple celui de l'Accès, je laisse le lecteur imaginer d'où, comment, et pour faire quoi, une caste de technocrates pourrait-elle émerger. A l'évidence, ce qui est advenu logiquement dans le cadre de l'argent, semble bien plus difficile à concevoir dans un cadre a-monnaire....

Technologie: Y a-t-il un exemple d'une technologie qui ait été bien au point mais pas utilisée par l'humanité pour des raisons éthiques, morales, sociales... ? Je crains que non, et dans ce cas, il faudra faire avec l'intelligence artificielle comme on a fait jusqu'ici avec la bêtise humaine. Et la question alors n'est pas *c'est bien ou pas bien* mais *on en fait quoi*.

La technologie nous a fait faire des pas de géants dans le progrès autant que dans le déstructuration des tissus sociaux et dans la destruction de l'environnement. Pour autant, peut-on être technophobe et refuser toute nouveauté ? Pourquoi donc sommes-nous en train de nous diviser entre deux postures stupides, celle de n'accepter aucun outil moderne et celle de les accepter tous ? Le nucléaire, la recherche spatiale, le numérique, la médecine, la statistique, l'avion, tout est matières à *-philie* ou *-phobie*, amour ou peur panique. La seule question qui se pose est celle de la maîtrise de la technologie. Un smartphone est aussi utile pour appeler les secours quand on est perdu en montagne qu'il est nocif quand il est laissé sans contrôle entre les mains d'un enfant de dix ans. On trouve évident d'interdire la conduite d'une voiture aux moins de dix-huit ans mais normal de laisser à l'enfant la possibilité de découvrir le porno avant dix ans.

La technologie est utile, le savoir ancestral aussi. On peut maîtriser l'énergie atomique ou tirer sa propre énergie d'un moulin à vent rebaptisé éolienne ou son gaz d'une fosse sceptique rebaptisée bio-digesteur ! La technologie peut éviter le "technologisme", le bon usage des matières premières peut exclure "l'extractiviste", l'agriculture s'informatiser mais rester paysanne. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'une technologie une fois commercialisée et vulgarisée, elle ne peut être maîtrisée par tous si elle n'est pas conçue dotée de garde-fous.

Nous ne sommes pas plus avancé au sujet des enfants confrontés au porno que nous le sommes au sujet du transhumanisme pour les adultes. Les

injonctions des technophobes sont aussi vaines que les anathèmes des technophiles. Nous attendrons d'être coincés par des innovations aussi géniales qu'affolantes, des inventions d'apprentis sorciers pour réaliser que tout se joue en amont. Quand le fleuve technophile déborde plus personne ne peut l'arrêter. Que faire si les Chinois (et pas qu'eux) mettent sur le "marché" des individus augmentés, aux QI de 250, programmés pour n'avoir aucune retenue éthique mais une obéissance totale à leurs concepteurs... La dystopie n'est pas loin, beaucoup travaillent à sa réalisation. Lutter contre eux sera impossible, il fallait si prendre plus tôt !

La seule chose qui puisse limiter le risque permanent de dérapage technologique, c'est de se décentrer de la technologie reine pour lui substituer le bonheur, l'équilibre, le partage, la convivialité. Il ne reste plus qu'à choisir entre le système social le plus apte à favoriser cette substitution. Vous aurez compris que pour nous c'est système de l'accès. Chacun à le droit d'en préférer un autre, mais à condition qu'il réponde au moins aussi bien que l'Accès à cette ambition...

Temps : Plus la modernité nous permet, en théorie, de gagner du temps dans nombre de nos actions, plus le temps libre semble se faire rare. Cette accélération permanente n'épargne personne, aucune domaine de nos vies. Si elle affecte autant chacune et chacun de nous, c'est qu'elle régit en profondeur les structures des sociétés, au point de nous faire perdre de vue ce qui constitue l'essentiel, et de constituer une menace mortelle pour l'avenir de la démocratie et de la planète.

La modernité, c'est un rapport au temps qui s'est emballé avec l'ordinateur, outil addictif par excellence, avec l'ensemble des machines censées nous faire gagner du temps (machine à laver, micro-onde, mixer, aspirateur et autres outils de bricolage). La mutation est colossale, nous sommes entrés dans un nouveau monde qui, pour une bonne part, n'a pas été pensé. Les progrès technologiques ont été plus vite que la pensée...

La politique n'a pas échappé à cette accélération du temps. Le temps politique vit dans la préparation de spasmes électoraux autour desquels tout se contracte et lors desquels tous les problèmes doivent trouver une réponse. Peu à peu, il s'est progressivement créé un hiatus entre l'émergence des problèmes de long terme, complexes, structurels, parfois mondiaux, et des urgences économiques, sociales, démocratiques dont le non-traitement immédiat est perçu comme insupportable par l'opinion publique.

Les grandes questions politiques sont aujourd'hui le climat, la dette publique, la régulation financière internationale, les inégalités mondiales, le vieillissement des populations qui met en cause la pérennité des systèmes sociaux, etc. Mais les politiques nationales ne parviennent pas véritablement à s'en saisir car leur dimension (spatiale et temporelle) dépasse l'horizon politique électoral. Un chef d'État élu pour quatre ans passe beaucoup de temps à découvrir l'héritage de son prédécesseur et beaucoup de temps à préparer sa réélection. Entre les deux que lui reste-t-il ? Au mieux deux années pour régler des problèmes structurels graves...

Les enfants sont de plus en plus "surbookés" avec l'accumulation des tâches scolaires et des activités extra-scolaires. Ils n'ont plus guère l'occasion de s'ennuyer et y perdent à la fois en créativité et en apprentissage de la frustration. Les adultes sont toujours pressés et y perdent quantités d'occasions de prendre soin de l'autre, de contempler ce qui les entoure, d'entendre même ce qui devrait leur être essentiel. Même l'instauration des 35 heures de travail hebdomadaire, pourtant un réel progrès par rapport à l'ancienne astreinte de 45 à 50 heures en usage il y a moins de cinquante ans, n'guère améliorer le mode de vie des travailleurs.

Il est logique alors que les médias offrent des informations pré-digérées et sommaires à leurs lecteurs. Les bandeaux défilants en bas d'écran des chaînes d'information en continu en sont la plus belle illustration. Un livre n'est vendable qu'à la condition d'être conçu pour être avalé, dévoré. Adieu les longues descriptions qui entrecoupaient les récits d'un Victor Hugo, les digressions d'un Flaubert, les interminables phrases d'un Proust, les 27 volumes et 779 chapitres de Jules Romains¹... Des peuples qui n'ont plus le temps de lire ce genre de littérature n'aura jamais le temps de faire une révolution, ceci explique peut-être cela....

Temps libre : On dit souvent que le temps, c'est de l'argent. D'ailleurs, il faut sans cesse courir pour l'économiser. Tout travail est évalué en heure, chaque heure étant d'une valeur précise en fonction de la profession, des études nécessaires à son exercice, de la rareté des professionnels, etc. L'homme moderne, à cheval sur le XX^e et le XXI^e siècle est toujours pressé, même pour *faire ses courses* comme l'on dit quand il faut s'approvisionner,

1 Le plus long "roman fleuve" de la littérature française, *Les hommes de bonne volonté*.

au point que sa *course* se poursuit dans le temps libre, c'est-à-dire en dehors de toute contrainte réelle de temps, sous label *jogging* !

On court après tout : au plus pressé, à sa perte, après la gloire, pour expédier les affaires courantes, et tout ça pour augmenter son compte courant, pour gagner du temps. Comme l'expliquait l'excellent Raymond Devos¹, quelques contestataires finiront par organiser des *marches* de protestations, mais seront vite dépassés par ceux qui courent ! L'expression *temps libre* finira par tomber en désuétude. Les machines sensées nous épargner beaucoup d'effort et de temps nous ont privés de temps libre. Même les enfants sont *surbookés* par des activités parascolaires essentielles. Le moindre instant doit être comblé et peu importe l'intérêt de ce qui le comble. La pause est honteuse et le burnout la norme !

Un chômeur est logiquement quelqu'un qui dispose de beaucoup de temps libre. C'est un avantage conséquent par rapport à ceux qui travaillent et y perdent la possibilité de ne rien faire. Pas étonnant que le travail manque de plus en plus et que le chômeur soit à ce point déconsidéré. Dame, il n'a pas à courir et il est indemnisé pour cet avantage ! Certes, le système n'a pas les moyens de donner du travail à tous et c'est cela qui est indemnisé. Logiquement, il faudrait que le chômeur passe l'intégralité de son temps à courir à la recherche d'un emploi, qu'il n'ait plus une minute à lui. De là à le contraindre à chercher l'introuvable, de faire des stages qui ne lui servent à rien, à remplir des dossiers d'embauche que personne ne lira, il n'y a qu'un pas que l'ANPE a joyeusement franchit. L'usage par le chômeur de temps libre illicite est donc puni de radiation, ce qui permet au Gouvernement d'afficher seulement deux millions de chômeurs dans ses statistiques...

Temps de travail : Le temps de travail au Moyen Âge, c'était généralement du lever au coucher du soleil (6h-20h en été, 8h-17h en hiver). « *La clarté de la nuit, dit le statut des potiers d'étain, n'est mie si souffisanz qu'ils puissent faire bone œuvre et loïal* » (article d'une charte de potiers d'étain du XV^e siècle). Le travail effectif ne devait dépasser en aucune saison 14 heures. En effet, les règlements ou la coutume accordaient à l'ouvrier deux repos d'une durée totale d'environ 1 heure 1/2 pour prendre ses

1 Voir la vidéo sur <https://www.dailymotion.com/video/x5jwh> elle mérite réflexion !

repas. Les valets avaient leurs *vesprées* (leurs soirées). Mais si le maître avait *métier* (besoin d'eux), il pouvait les allouer par contrat spécial pour la durée de la vesprée, après s'être entendu avec eux sur le prix. La journée ouvrable était ainsi, moyennant un salaire supplémentaire, allongée de deux ou trois heures.

Le travail était entièrement suspendu certains jours consacrés au repos et à la célébration de cérémonies religieuses. Il en est ainsi tous les dimanches de l'année. L'interdiction du travail se retrouve dans tous les registres des métiers et une non observance de la règle était sanctionnée par de sévères pénalités. On lit notamment dans les *Registres du Châtelet*, à la date du 17 mars 1401 : « *Condémmons Jehan le Mareschal esguilletier en 10 sols tournois d'amende pour ce que dimanche passé il exposa esguillettes en vente*¹ ».

Les jours de fêtes religieuses étaient également chômées et elles étaient nombreuses. Le statut des talemeliers² en énumère la longue liste : Les fêtes de l'Ascension et des Apôtres, le lundi de Pâques et la Pentecôte, la Noël et les deux jours qui suivent Noël, l'épiphanie, l'annonciation, la purification de la Vierge, l'assomption, l'annonciation, la Toussaint... Étaient fêtées les saintes Geneviève, Marie-Madeleine et les saints Jacques le Mineur, Philippe, Jacques le Majeur, Christophe, Pierre, Laurent, Barthélémy, Denis, Nicolas, Martin... , auxquels il fallait ajouter les saints patrons propres aux paroisses, villes et confréries. Au total, un minimum de 27 fêtes incontournables. En somme le travail était complètement suspendu chaque année pendant environ 80 à 85 jours.

La réalité sur le terrain, compte tenu des particularités locales, c'est que le nombre de jours chômés était au total de 142 par an. Pour de nombreux métiers, il faut ajouter les périodes de chômage forcés (intempéries, événements politiques, accidents...). Aujourd'hui on compte 2 jours chômés par semaine (2x47= 84) + 5 semaines de congés payés (35) + 11 fériés, soit un total de 130 jours chômés. On peut donc assurer que le travailleur du Moyen âge travaillait un peu moins que celui du XXI^e siècle mais que les conditions globales de son travail étaient évidemment beaucoup plus rudes. Le travail des enfants commençait dès qu'ils étaient capables d'une activité

1 L'esguilletier fabriquer des aiguillettes, des cordons tressés, des ganses et des lacets pour chaussures et vêtements.

2 Talemeliers : ceux qui tamisent la farine.

suivie, les vieux travaillaient jusqu'à leur dernier souffle, et l'incapacité de travailler induisait la misère la plus totale sans aucun recours possible.

Toutes les sociétés dites primitives qui ont pratiqué la chasse et la cueillette sont arrivées à une moyenne de trois heures par jour pour assurer leur subsistance et fabriquer les objets qui leur étaient nécessaires. Les sociétés agraires, de l'antiquité au Moyen Âge, ont pratiqué des activités, certes éreintantes, mais très modérées dans le temps.

La situation des travailleurs s'est sérieusement dégradée avec l'industrialisation (la fabrique a des horaires que la nature n'a pas). Le capitalisme a ensuite complètement dénaturé les activités humaines en les soumettant aux lois du marché, à la productivité, aux profits financiers : conditions de travail proches de l'esclavage, des journées de 12 à 16 heures pour les hommes, 12 heures pour les femmes, 10 heures pour les enfants de 9 à 12 ans...

Par peur du communisme qui contaminait les bons ouvriers et s'installait aux portes de l'Occident, les réglementations imposées en 1945 par le Conseil National de la Résistance (CNR) ont grandement adouci le sort des travailleurs, mais dès 1974, le capitalisme n'a eu de cesse de reconquérir ses droits d'exploitation de la *valeur travail*. Même lorsque le chômage de masse est devenu la norme mondiale au XXI^e siècle, le mythe de la valeur-travail a été prôné comme l'horizon indépassable. Il faudra une abolition de l'argent pour que l'on revienne au bon sens des chasseurs cueilleurs !

Quand la semaine de 35 heures s'est imposée en France au nom du partage du temps de travail (loi Aubry en 2008), on aurait pu penser que les conditions de travail en seraient bien adoucies. C'est en réalité l'inverse qui s'est produit, y compris dans la fonction publique. Il semble bien que le travailleur salarié soit toujours perdant, quelque soit la réglementation du moment et du lieu.

La seule chose qui changerait réellement le rapport au temps c'est bien le passage du salariat à l'activité choisie, l'accès aux biens sans conditions...

Terres rares : Groupe de métaux assez répandus sur la planète mais en faibles concentrations. Les terres rares sont un enjeu considérable avec l'explosion des technologies numériques. Sans terres rares, pas d'intelligence

artificielle, pas d'Ipad, pas d'écrans plasma, impossible de produire une voiture hybride, à pile et combustible, pas d'ampoules basse consommation...

La recherche et l'exploitation des terres rares est cause de nombreux conflits internationaux, de scandales spéculatifs, de misères pour les pays pauvres et, malheureusement pour eux, dotés de gisements lucratifs pour d'autres. L'abolition de l'argent n'est pas une panacée, mais il faut bien reconnaître qu'elle allégerait ce problème. Des gisements peu productifs dans un cadre monétaire, sans obligation de profits, pourraient être exploités. La demande en terres rares se rétracterait sérieusement avec l'abandon de l'obsolescence programmée et la mise à disposition d'appareils durables et réparables, avec les systèmes de récupération devenus possible hors salariat...

Ce qui suscite aujourd'hui une grande inquiétude et nous donne une bonne raison de prédire l'effondrement général, pourrait s'avérer être un faux problème. Les terres rares ne sont rares que dans un cadre marchand et leur raréfaction est due essentiellement au mode de fabrication et de consommation marchandisé des objets pour lesquels ces métaux sont indispensables...

Théorie queer : Théorie sociologique et philosophique qui postule que la sexualité, mais aussi le genre (masculin, féminin ou autre) d'un individu n'est pas déterminé exclusivement par son sexe biologique (mâle ou femelle), mais également par son environnement socio-culturel, par son histoire de vie et par ses choix personnels. Rattachée au post-structuralisme, elle propose une critique des discours sur le genre, sur l'orientation sexuelle et propose d'autres approches, via la symbolique ou l'expérience personnelle par exemple.

Des variances importantes peuvent exister chez ces théoriciens. S'appuyant sur l'idée de Simone de Beauvoir qu'on *ne naît pas femme mais qu'on le devient*, Judith Butler a été la première théoricienne queer à aborder cette séparation entre sexe anatomique et genre psychologique. Cette recherche s'est vite orientée vers une résistance aux essentialismes et aux prétentions totalisantes. Il s'agit de repenser les identités en dehors des cadres normatifs de nos sociétés.

Apparemment, cette théorie n'a rien à voir avec la question monétaire et la prétention des "désargentistes" à préparer un monde post-monétaire. Et pourtant, on retrouve dans les deux cas, le même combat contre

l'essentialisation, les cadres normatifs, l'exclusion des déviants, le totalitarisme que produisent l'argent et le système marchand, autant que la sexualité binairement clivée du couple hétérosexuel...

Thésaurisation : Détention improductive de valeurs (monnaie, actions, pierres précieuses, or, immeubles, œuvres d'art...). Le système marchand en fin de cycle, a été poussé jusqu'à la caricature quant à cette manie pathologique d'accumuler des richesses sans intention de servir la communauté. En 2017, le patron d'Amazon, Jeff Bezos, est passé en tête des plus riches de la planète avec une fortune estimée à 100 milliards de dollar. Le seuil de pauvreté absolue ayant été fixé à 2 dollars par jour et par personne, on peut donc calculer que, pris d'une crise soudaine de prodigalité, Jeff Bezos pourrait nourrir à lui tout seul un milliard d'affamés sans mettre sa fortune en péril. De tels excès font beaucoup pour répandre l'idée d'une nécessaire abolition de l'argent !

La thésaurisation a longtemps été présentée comme un élément de sagesse, symbolisé par la fourmi et l'écureuil qui assurent leur avenir, pendant que la cigale joue du bouzouki et boit du raki. Mais toute vertu poussée à l'extrême devient pathologique. Entre l'économe et l'avare, le généreux et le prodigue, le prudent et le lâche, il n'y a qu'une question de degré. Il est clair que la gestion de la maison, l'économie, en est arrivée aux plus flagrants désordre, à l'hubris qui met sa survie en jeu. Elle est passée de la saine prévoyance à la syllogomanie.¹

Le milliardaire français Bernard Arnault possède un hôtel particulier de 2 000 m² à Paris, un château près de Rambouillet, une villa à Saint-Tropez, une villa de luxe de 4 300 m² entourée d'un parc de 129 hectares près de Londres, une île de 54 hectares aux Bahamas, un domaine de 10 hectares en Bourgogne, et s'il ne sait plus où loger, il peut toujours occuper son yacht *Symphonie* de 101m de long, doté d'une plate-forme pour hélicoptère, une piscine à fond transparent, un practice de golf et huit suites pour ses invités. Si une telle accumulation ne ressemble pas à une syllogomanie, les mots ne veulent plus rien dire surtout quand Emmaüs, dans son rapport 2020, estime à 700 000 le nombre des SDF européens !

¹ Trouble psychique proche de la schizophrénie qui pousse à accumuler n'importe quels objets, y compris les plus dangereux ou nocifs et rend impossible tout rejet, tout tri sélectif, tout abandon.

L'argent aboli, la seule thésaurisation pourrait s'effectuer sur les biens matériels, si tant est que la propriété d'usage en laisse le loisir. Quand bien même il serait possible d'avoir l'usage de dix maisons de cinq voitures, de vingt bateaux, quel avantage pourrait en tirer le syllogisme ? Quant aux produits de consommation, accumuler des tonnes de sucre, de café, de pommes de terre quand on peut en obtenir à loisir jour après jour cela soulèverait l'hilarité générale...

TINA : L'acronyme TINA vient d'un discours de Margaret Thatcher (1925-2013), première ministre du Royaume Uni, ayant déclaré *There Is No Alternative* (il n'y a pas d'alternative) en parlant du néolibéralisme. Cette fin de l'histoire annoncée par Thatcher a été reprise abondamment par les tenants du libéralisme, qu'ils soient politiciens, économistes ou journalistes, au point de s'imposer comme un postulat. Les anticapitalistes eux-mêmes se sont laissés contaminer en passant progressivement d'une pensée de gauche à l'acceptation des lois du marché.

A partir de Thatcher, il ne s'est plus agi que de moraliser l'intolérable, de donner un *visage humain* au capitalisme. La gauche qui aurait dû spontanément adhérer à l'idée d'une désargence en a été l'opposante féroce, incapable de penser une alternative raisonnable. A l'inverse, cet acronyme, nous l'avons transformée en TIMA, *There Is no Monétaire Alternative*.

Le TINA ressemble fort à une bien plus ancienne injonction, largement entrée dans l'inconscient collectif, *there is no free lunch*. Il n'y a pas de repas gratuit, induit l'idée qu'il faille une contrepartie, en argent ou en corvée, au droit de manger. Durant des millénaires, les humains ont eu accès à des repas gratuits par la chasse, la pêche, la cueillette ou l'agriculture vivrière. Il y a donc une alternative au capitalisme comme il y avait une alternative dès le début des chasseurs-cueilleurs, dans l'agriculture et l'élevage, comme il avait ensuite une alternative à l'exploitation individuelle de la terre et des animaux.

Quand des "anti-capitalistes" vantent la forme vivante du capital, le travail, ils se réfèrent à une idéologie, celle qui fait que l'on ne travaille plus pour vivre mais que l'on vit pour travailler. Ils s'inclinent devant le dieu Ploutos et sa religion du travail. Toute la scolastique économique n'a pas d'autre sens que de défendre la religion du travail.

C'est ce qui se passe aujourd'hui autour du monde de la finance et de manière secondaire des multinationales avec production d'une idéologie

qui se traduit en production de valeur d'échange fictive destinée à captée une valeur d'usage qui est bien réelle. Les méthodes de prédation relèvent alors des méthodes mafieuses d'opacité (paradis fiscaux, complexité,...), de corruption (lobbying), de mensonge (propagande véhiculée par des médias achetés) et d'omerta¹ (la critique de la création monétaire est par exemple accusée de complotisme, voir d'antisémitisme), avec au centre du dispositif, la création monétaire ex-nihilo par des banques commerciales...

Il semble fou d'imaginer une histoire de société qui soit sans fin, définitivement fixée dans une forme indépassable, mais le néolibéralisme l'a fait ! Et cette folie perdure toujours, reste bien partagée par les grands prêtres de l'économie, malgré la chanson de Renaud qui affirme que toutes les femmes sont aimables , à part peut-être *Mme Thatcher*²

Toboggan : Comparaison n'est pas raison, surtout en Histoire. Certains ont assimilé le QR-code du passe sanitaire à l'étoile jaune imposée aux Juifs. Cela a scandalisé beaucoup de gens qui trouvaient que mettre sur le même plan un QR-code et l'étoile jaune, c'était mettre sur le même plan, la Shoah et les maigres inconvénients de ne pas avoir accès à des cinémas, des hôpitaux, des restaurants. Effectivement, l'aboutissement de l'étoile jaune a été l'élimination physique de quelques millions de personnes, alors qu'il suffit de faire un test pour avoir accès à tout. Nous sommes encore très loin du génocide des Juifs, des homosexuels, des Tziganes, des handicapés, mais nous allons dans la même direction, celle de la discrimination.

De même, certains ont crié à la dictature en constatant la censure massive des opposants au traitement de la crise covid par le Gouvernement. Ils ont même fait le rapprochement avec l'autodafé du 10 mai 1933. Nous sommes encore loin de cette chasse aux sorcières lancée par les Nazis, mais cela va dans le même sens, un alignement de l'opinion publique derrière un pouvoir en place. Dire que nous sommes dans une période "pré-fasciste" n'est pas la même chose que de se dire gouverné par un gouvernement fasciste. En revanche, se priver de l'Histoire, d'une réflexion sur la genèse du fascisme, c'est prendre le risque de réagir trop tard, quand le fascisme est en place et qu'il faut être héroïque pour s'y opposer. L'histoire allemande nous apprend qu'il faut lutter dès le début, qu'il est facile d'arrêter sa chute

1 Dans son ouvrage intitulé « la médiocratie », Alain Deneault insiste sur la démocratisation des pratiques et du vocabulaire de la mafia : il faut « jouer le jeu »,...

2 Renaud Séchan, *Miss Maggy*, album Mistral Gagnant, 1985.

quand nous sommes en haut du toboggan et que, plus on glisse, plus il nous faut de la force pour arrêter la chute.

Hitler a bénéficié de lois mises en place par des gouvernements démocratiques. Tous les Allemands n'étaient pas des partisans du National-socialisme. Tous les SS n'étaient pas des bourreaux sanguinaires, tous les soldats de la Wehrmacht n'étaient pas racistes et homophobes, mais tous ont fait comme s'ils l'étaient, la plupart pour survivre. Si un régime fasciste se met en place en France, nous ne ferons pas mieux que les Allemands sous Hitler. Nous nous laisserons glisser sur le toboggan de l'horreur pour sauver notre peau.

Il est bon, de temps en temps, de se rappeler notre expérience du toboggan de notre enfance. Nous savons tous que dès que nous lâchons le bord de la goulotte, nous dérapons, et plus nous dérapons, plus il est difficile de s'arrêter. Il est bon de se rappeler ce que nous disait Hannah Arendt après avoir assisté au procès d'Adolf Eichmann le 11 avril 1961 : Eichmann n'était pas une brute vociférante bouffie de haine mais *un petit monsieur, obsédé par la paperasserie, calme et méticuleux, un bureaucrate glacial et précis*, bref, *un homme ordinaire ayant commis des crimes extraordinaires*. C'est pourquoi Hannah Arendt parlait de *la banalité du mal*. Ceux qui s'offusquent de la comparaison entre le passe sanitaire et la shoah feraient bien de se demander s'ils ne sont pas des gens ordinaires capables de crimes extraordinaires !

On peut aussi se poser la même question vis à vis de l'argent dont on sait qu'il nous entraîne mécaniquement vers une société inégalitaire, prédatrice et liberticide. Sur le toboggan monétaire, nul ne peut arrêter la chute. Il nous faut changer de jeu et non aménager ce toboggan...

TOR : Acronyme pour *The Onion Router* (le router en oignon)¹. Il s'agit d'un réseau informatique superposé, mondial et décentralisé. Il se compose d'un certain nombre de serveurs, appelés nœuds du réseau (une unité de base d'un réseau) et dont la liste est publique. Le réseau TOR est organisé en groupement associatif sans but lucratif. C'est un moyen de contourner le contrôle, le pistage, la surveillance et la censure. Le projet Tor a reçu le prix du logiciel libre 2010, dans la catégorie projet d'intérêt social.

Le bon côté de Tor c'est qu'il nous évite le traçage par le e-com-

1 Tor : voir le site [Le Projet Tor](http://LeProjetTor.com) | [Téléchargement \(torproject.org\)](http://Téléchargement(torproject.org))

merce et les banques de données. Le mauvais côté, c'est qu'il permet d'entrer dans le *Dark Net*, la part obscure du Web utilisée par les réseaux de trafiquants, de pédophiles et la plupart des mafias. Tant qu'il y aura de l'argent, il y aura des trafics et des mafias. Mais dans une société post-monnaire, le système TOR présenterait bien des aspects intéressants. En premier lieu, il est coopératif et donc démocratique puisqu'il est géré par les usagers et que ces usagers ont le contrôle de leurs usages. Ensuite, il permettrait d'utiliser une partie de chaque ordinateur particulier comme zone de stockage (avec la puissance de nos PC, nous utilisons rarement plus de 30% de sa mémoire) et à terme, il pourrait remplacer les énormes banques de données énergivores et au contrôle impossible. Le réseau remplace le centralisme et, même si le cheminement de lien en lien risque d'être plus long que le recours aux big data, il n'y a pas d'obstacle majeur à la circulation des données, aux échanges de savoir.

Vu à travers le système TOR, la comptabilité post monétaire, qui consiste à recenser les produits disponibles, les savoirs et les compétences et à les confronter aux demandes des particuliers et des collectivités, est aussi valable au local qu'à l'international. Là aussi, on voit que l'impossible basculement dans une société a-monnaire devient réaliste... Rien n'est encore au point dans ce domaine, ni la *blockchain*, ni l'*holochain* ni le système Tor, mais nous savons tous les limites de l'organisation pyramidale et les avantages des systèmes en réseaux. Notre propre corps fonctionne ainsi : on n'imagine pas que les cellules soient totalement autonomes, il n'y aurait pas de liens entre elles. On n'imagine pas qu'elles soient toutes porteuses des informations et des connections des autres cellules, cela demanderait une énergie proche de celle du soleil. Mais chaque cellule de notre corps trouve les informations qui l'intéressent, les connections suffisantes pour son bon fonctionnement. Tor est la représentation numérique de la réalité biologique du fonctionnement du vivant, sobre en énergie, efficace, suffisant, sans déchets¹...

Totalitarisme : Régime politique à parti unique, n'admettant aucune opposition organisée et dans lequel l'État tend à confisquer la totalité des ac-

1 Voir les explications de J. François Noubel au sujet de l'holochain sur <https://youtu.be/qXdB311Gt64>

tivités de la société.

La Chine, toute capitaliste qu'elle soit, reste un pays totalitaire. Jack Ma, milliardaire chinois, patron de la vente en ligne *Alibaba*, possède des médias indépendants (dont le *South China Morning Post*, publié à Hong Kong depuis décembre 2015). En Chine nul n'est indépendant : Jack Ma a disparu durant trois mois, et a réapparu sans explications, pour faire une vidéo mi-décembre 2021. En tenue très simple et s'adressant aux paysans, il y vante les mérites du gouvernement chinois qui tente de réduire les inégalités sociales et soutien les classes populaires, projet phare du bon petit père des peuples Xi Jinping. « *La Chine (...) est entrée dans une nouvelle phase de développement et progresse vers la prospérité commune* ». D'opposant, Jack est passé collaborateur zélé, le titre *Alibaba* a fait un bon de 9% à la bourse de Hong Kong... C'est un remake de la Révolution Culturelle. Le bon petit soldat Jack Ma s'est dit *plus déterminé que jamais à aider l'éducation et le bien public*. La Chine a rappelé ainsi qu'elle peut dominer n'importe qui !

A l'inverse, la démocratie française s'est fondée en 1789 sur l'idée d'un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Depuis, Noam Chomski nous a démontré en 1998 et en 672 pages que *la fabrique du consentement* aidant, nul n'est à l'abri du totalitarisme. La peur est un bon moyen d'entrer en totalitarisme. Elle est toujours assortie d'une proposition sécuritaire, donc d'une privation de liberté en échange d'une protection. En France, nous avons bien aimé le terrorisme justifiant le plan "vigie pirate", les contrôles policiers renforcés, les procédures judiciaires facilités. Nous avons eu droit au Gilets jaunes assortis des black-blocks nous "prenant en otages" et l'usage d'armes de guerre sur des manifestants, les milliers de garde-à-vue injustifiées, quelques amputés et éborgnés ont été ainsi justifiés.

Mais cela n'a pas suffi et nous avons ensuite adoré la crise sanitaire : couvre feu, confinement (assignation à résidence), autorisations de sortie (auswais), masques (bâillons), fermeture des commerces et services "non essentiels", fin de la liberté médicale de prescrire, passeports vaccinaux (non obligatoires mais ouvrants de multiples droits d'accès), lois d'exceptions et état d'urgence, criminalisation de toutes les contestations... On sait bien qu'après l'urgence, il subsiste toujours quelques beaux restes des restrictions d'urgence.

La crise de la Covid a été gérée par des experts, pour l'essentiel en

conflits d'intérêts avec les big-pharma, les mensonges d'État se sont succédé, le parlement a été exclu des débats, le tout avec un matraquage médiatique digne des plus belles heures du national-socialisme ou du stalinisme. Nous avons été abreuvés de chiffres sans avoir les clefs pour les analyser, d'informations qui se sont avérées truquées, d'effets de langage propre à nous faire accepter l'inacceptable. La réaction des citoyens a été quasiment nulle, celle des personnels et partis politiques d'opposition inexistante. Le coup de la solidarité de toute la classe politique face à l'urgence sanitaire a fonctionné à la perfection, faisant accepter par les élus d'opposition des mesures qui en tout autre temps auraient poussé le gouvernement à la démission. Quiconque aurait été interrogé en 2019 sur la possibilité de faire accepter de telles mesures liberticides aurait jugé la chose impossible. La peur couplée à une bonne propagande est décidément une arme politique redoutable... La crise sanitaire a prouvé l'incapacité totale des élites à reconnaître ses erreurs. Elle a prouvé que l'urgence sanitaire pouvait très vite muter en dictature sanitaire.

Le XX^e siècle a été profondément marqué par deux totalitarismes, celui du fascisme et celui du communisme. Leurs millions de victimes en ont fait le mal absolu, *la bête immonde* que l'on craignait de voir ressurgir à tout moment. Or, ces deux totalitarismes se sont effondrés presque partout au XXI^e siècle ne laissant place qu'au capitalisme et à la démocratie représentative, catégories qui ont été érigées en rempart contre le totalitarisme. Il est ainsi devenu impossible d'être anticapitaliste ou de refuser le vote et la délégation de pouvoir sans être soupçonné de totalitarisme ou d'en être l'allié objectif !

En même temps, les mouvements se revendiquant franchement partisans d'un régime totalitaire ont pris une importance inquiétante, surtout en Europe. Ils ont été mis en valeur par le système libéral lui-même qui s'en servait de repoussoir. En France, le procédé en était devenu caricatural. L'extrême droite sans cesse invitée sur les plateaux de télévision et sur les radios se retrouve au second tour des élections. Les électeurs n'ont d'autre choix que d'élire un candidat néolibéral dont ils exécrèrent le programme ou d'élire un candidat d'extrême droite présenté comme le mal absolu (on peut d'ailleurs s'étonner qu'un mouvement politique clairement désigné comme antidémocratique et antirépublicain, n'ait pas été interdit, ce qui confirme bien la thèse de son instrumentalisation par la droite conservatrice). Le

piège était parfait pour aboutir à l'élection, à 80% des voix, du candidat Macron ne représentant en réalité que 15 ou 20% de la population.

Le poids de cette peur du totalitarisme explique les réticences des peuples à oser penser un système non capitaliste et non représentatif, pour admettre qu'une sortie du système monétaire est la seule option réaliste. Pour y parvenir, il faudra d'abord passer par la phase d'une prise de conscience que le troisième totalitarisme est objectivement le capitalisme. Combien de morts peut-on attribuer à la libre concurrence, à la captation par les riches, aux disettes induites par la spéculation, à l'exploitation de la force de travail... ? Combien de guerres n'ont eu d'autres raisons que les ressources naturelles que certains voulaient s'accaparer ? Combien de libertés fondamentales ont été sacrifiées sur l'autel du profit ? Certainement plus que les deux totalitarismes officiels réunis. Mais l'assassin criait si bien au meurtre qu'on le croyait sincère...

Michel Weber¹ caractérise le totalitarisme comme l'absence de séparation entre la sphère publique et privée. Tout ce qui y est géré par les individus, le privé, est organisé et contrôlé par l'État : ce qu'il faut manger, comment se laver, circuler, avoir une vie sexuelle, etc. Exactement ce que l'on a vu avec la Covid : les masques, le confinement, le couvre feu, les autorisations de sortie, etc.

Dans une conférence en avril 2021, l'anthropologue médical Jean-Dominique Michel, faisait un parallèle entre la période hitlérienne et la crise Covid. Retranscrit de mémoire, il nous dit : Ce qui a rendu possible la seconde guerre mondiale c'est que personne n'a pris au sérieux *Mein Kampf*. Si c'était aussi terrible en Allemagne, disait-on, les médecins, juristes, socialistes et beaucoup d'autres réagiraient.

Aujourd'hui, si on écoute ce que disent les responsables de la santé, les décideurs politiques, des idéologues du style Bill Gate ou Schwab, on constate que du premier confinement au passeport vaccinal, nous suivons la même dangereuse pente que l'immense majorité des gens ne repèrent pas. Le délire sanitaire actuel se fait passer pour raisonnable. Tout se passe comme lorsque nous sommes face à un pervers narcissique face auquel la diplomatie, la complaisance, le laisser faire ne sont d'aucune utilité. Nous avons laissé passer des couleuvres de plus en plus grandes, et nous finissons par tous devenir des multiplicateurs de l'abus et de la maltraitance. Nous

1 Michel Weber, (1963-) philosophe belge, *Covid ou la vérité du mensonge sanitaire*, éd. Chromatika 2020.

devenons sans nous en rendre compte des SS, certes de bonne foi, dotés de sens moral. Les pervers au pouvoir ont réussi à faire faire à quantité de gens biens des choses contraires à leurs valeurs, en leur faisant croire que c'était nécessaire et bien.

Ceux qui aujourd'hui dénoncent les anti-masques, les anti-vaccins, les complotistes contestant le comité scientifique, les anti passe-sanitaire sont dangereux car ils empêchent de penser le réel. John Ioannidis¹, le plus célèbre épidémiologiste, le plus cité, a prouvé que le confinement n'a aucun effet sur l'épidémie mais, au contraire, est destructeur pour la santé mentale et physique. L'essentiel des dégâts de cette crise est d'origine iatrogène et médiatogène (produits par les réponses sanitaires et le traitement des médias) plus que par le virus. *"Si dans le cochon tout est bon, dans l'info Covid tout est faux !"*

Et, cerise sur le gâteau, toute référence à l'expérience nazi soulève désormais un tollé général. Comparer le passe sanitaire à l'étoile jaune, c'est être d'extrême droite, c'est nier la Shoah, c'est insulter les victimes juives, tziganes, homosexuelles des camps d'extermination. Même le média libre Médiapart s'est fait prendre au piège et censure désormais tout article faisant une quelconque comparaison entre le totalitarisme nazi et le totalitarisme sanitaire.² Selon une plaisanterie devenue classique, *la dictature, c'est ferme ta gueule et la démocratie, cause toujours*. Si l'on ne peut plus réfléchir au passe sanitaire, qui va à l'encontre d'une bonne dizaine de textes législatifs, en le comparant à la stigmatisation par l'étoile jaune, est-on encore en démocratie ?...

Tourisme : Le Larousse définit le tourisme comme *l'ensemble des activités et des techniques mises en œuvre pour les voyages et séjours d'agrément*. Il recouvre aujourd'hui quantités d'activités, les plus variées et auxquelles participent comme professionnels ou usagers toutes les classes sociales. Il y en a pour tous les goûts, pour les masses populaires comme pour

1 John Ioannidis (1965-) médecin et chercheur, université de Standford (USA). Voir Le Monde 2014 : https://www.lemonde.fr/passeurdesciences/article/2014/10/29/un-chercheur-denonce-l-inutilite-de-nombreux-travaux-scientifiques_5999134_5470970.html

2 Article du 15.07.2021 rédigé par l'équipe de modération : *«Au-delà du fait qu'elle n'est souvent pas pertinente, cette tactique minore les horreurs de crimes contre l'humanité»...*

les riches, tourisme vert et durable pour les écolos, sexuel pour d'autres, local ou exotique, humanitaire ou culturel selon les goûts. Dans certains pays (Grèce, Portugal, îles Canaries ou Seychelles...) c'est le tourisme qui représente la plus grosse part du PIB.

Si le tourisme de luxe s'est développé dès le milieu du XIX^e siècle pour l'aristocratie, avec pour la France Biarritz, Nice, Deauville, Chamonix..., l'instauration des congés payés, en 1853 pour les fonctionnaires a ouvert le tourisme à la classe moyenne. Pour les autres, ce que l'on appelle le tourisme de masse s'est développé sous le Front populaire de 1936. C'est dans les années 1960 que que les grandes concentrations touristiques sont nées, avec la création des villes de vacances du littoral, les stations de ski en montagne. C'est donc une institution relativement récente.

Dans la réalité, le tourisme de masse n'est pas également partagé par l'ensemble des classes populaires. On oublie généralement que nombre d'enfants (pour ne citer que la France) arrivent à l'âge adulte sans avoir jamais vu la mer, même parmi ceux qui habitaient à moins de 100 km d'elle, ou sans avoir parcouru un sommet enneigé. S'il y a un domaine où les inégalités sociales sautent au yeux, c'est bien celui du tourisme.

Le tourisme pourrait être considéré comme un temps de découverte de l'autre, de ressourcement, de rupture dans la quotidiennement. Ce serait en soi une bonne idée, sauf que les enfants de bourgeois découvrent des pays étrangers, visitent des musées, font des activités sportives variées quand les enfants de pauvres découvrent le camping surpeuplé caricaturé par le film sur *Le camping*¹ où la vie n'y est qu'une transposition des habitudes culturelles du quartier d'origine.

Il est évident que le *marché du tourisme* a totalement contaminé ce que pourraient être des vacances touristiques. Dans une société post-monnaire, il n'y a plus aucune raison de calquer les vacances sur les impératifs professionnels, sur les congés scolaires. L'effet masse se verrait moins. Il n'y aurait plus aucune raison pour que les styles de tourisms soient à ce point calqués sur les cultures de classes. Il n'y aurait sans doute plus ces "aménagement" touristiques avec faux palmiers, souvenirs en plâtres, parasols et transats. L'impossibilité de louer ou acheter une

1 Film de Fabien Onteniente, 2006, suivi de *Camping 2* et *Camping 3*. 2010 et 2016.

résidence nous contraindrait à trouver des "accueillants" et donc à créer du lien. Le sujet mériterait une étude prospective à lui tout seul....

Toxicomanie : La toxicomanie a toujours posé des problèmes, pour la plupart récurrents et insolubles. La société a essayé de soigner, de prévenir, de contenir ou de réprimer sans aucun résultat probant. Il serait plus judicieux d'écouter ce que les toxicomanes ont à nous dire sur le système monétaire et singulièrement sur le capitalisme. En effet, les toxicomanes par leurs comportements, leurs stratégies, leurs souffrances, leurs dérives, sont une parfaite illustration des agissements, des théories, des aléas, des dérives du capitalisme.

Le propre du toxicomane est d'user d'une molécule chimique pour éradiquer une difficulté qui l'encombre, un peu comme mettre du Roundup dans un champ où quelques mauvaises herbes nous embarrassent, ou encore, mettre un peu de *flexisécurité* dans le travail pour sauver l'économie.

Le toxicomane sait que son produit est à haut risque, mais il jure ses grands dieux qu'il maîtrise la situation, qu'il est parfaitement équilibré dans sa démarche, un peu comme un trader voulant nous faire croire qu'il maîtrisait ses spéculations, que tous ses risques sont calculés et que personne n'avait rien à craindre.

Le toxicomane comprend très vite le problème de l'accoutumance. Plus il prend une molécule particulière et plus son corps réclame des doses importantes. Les cycles de manque et de satiété deviennent de plus en plus courts, jusqu'à devenir continus, jusqu'à l'overdose finale, un peu comme les cures de relance et d'austérité ou comme les cycles boursiers qui balançaient sans cesse de l'euphorie à la dépression, jusqu'à la crise financière finale. L'expression symptomatique *actif toxique* désigne des instruments de placements ou actifs financiers, basés sur les subprimes, entraînant une forte dépréciation des bilans, voire la faillite, des institutions financières qui les détiennent en portefeuille. Comment ne pas faire le parallèle avec le produit du toxicomane ?

Le toxicomane, à force de jongler avec des besoins énormes (la drogue coûte cher) développe très vite une capacité à tromper son monde, à le séduire, à l'entraîner dans une collaboration malsaine. Les parents payent la drogue, le conjoint recolle sans cesse les morceaux. Son génie manipulateur lui permettait même de fraterniser avec le policier et de

déstabiliser son éducateur en le plaçant en position de gendarme ! Le PDG d'une grande entreprise et l'homme politique puissant ne fait pas autre chose : ils apprennent vite à leurrer le monde, à le séduire, à le rendre complice de ses agissements, à lui faire aimer les dégâts qu'ils commettent. Ils appellent leur rapacité de l'*efficacité*, leurs mensonges du *réalisme*, leurs dictatures des *démocraties*, leurs fraudes de l'*optimisation* et leurs victimes des *assistés* !

Le toxicomane révulse et fascine. Une scène de prise de drogue dans un film fait vendre le film. Un article sur la déchéance du *toxico*, sur la cruauté du trafiquant, sur la rouerie du dealer fait vendre le journal. N'est-ce pas le cas du capitaliste qui fascine par sa puissance, sa désinvolture, son cynisme mais que l'on charge de tous les maux, que l'on désigne comme coupable de tout, même d'avoir inventé le capitalisme ?...

Personne n'a jamais guéri un toxicomane en changeant son produit, en le moralisant, en lui proposant une alternative et jamais personne non plus n'a guéri le capitalisme. L'abstinence pour le toxicomane, l'abolition de l'argent pour le capitalisme, est la seule issue possible ! Dans les dernières décennies du XX^e siècle, plusieurs équipes européennes spécialisées dans la toxicomanie avaient tenté d'imposer une charte dont l'article premier était "*La toxicomanie doit être considérée comme un état transitoire*". C'était affirmer que l'on pouvait en sortir et que toute thérapie pérennisant cette pathologie était condamnable. Il eut été judicieux d'entendre cela et de l'adapter au capitalisme. "*Le capitalisme est un état transitoire*" aurait signifié qu'il est nécessaire d'en sortir et que toute tentative de s'adapter à lui est criminelle !

L'aspect psychologique ou neuropsychiatrique de la toxicomanie ne sera pas éradiqué par l'abolition de l'argent. Mais le trafic, le deal n'auront plus de sens, l'héroïne n'aura pas plus de valeur que le jus de citron. La toxicomanie pourra enfin être traitée pour ce qu'elle est, le symptôme d'un mal-être insupportable sans l'aide de l'entourage, sans un contexte social permettant l'empathie et la solidarité...

Trabant : La Trabant 601 est une automobile fabriquée entre 1964 et 1990 en Allemagne de l'Est sous le régime communiste. Après la chute du mur de Berlin (septembre 1990) et la fin du Communisme, elle est devenue une voiture culte, comme plus tard la Volkswagen ou la Citroën 2CV. La Trabant était célèbre pour ses problèmes de démarrage, son inconfort, sa

faible puissance et surtout par le fait d'un modèle unique, standardisé, alors que dans le monde entier, chaque marque avait une gamme étendue de modèles variant en puissance, en confort, en aspect.

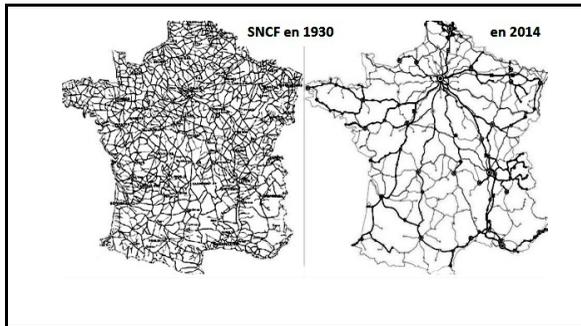
Dans les débats sur l'abolition de la monnaie et la rationalisation d'une production a-monétaire, les gens craignent souvent l'uniformisation des modes de vie, une *société à la Trabant*, dit-on ! C'est là penser un système avec les critères d'un monde ancien, comme si l'on tentait de comprendre la société moderne en oubliant que le numérique existe. La suppression de la monnaie nous obligerait à tout repenser, à user d'autres modes de pensée.

C'est là un curieux argument quand on sait que l'industrie tend à produire en masse des objets standardisés et que l'artisanat crée des modèles originaux, souvent d'une grande inventivité. On sait aussi que la littérature de masse (romans de gare, polars, roman sentimentaux...) produit à la chaîne des romans standardisés, au style parfaitement homogène, calibrés pour entrer dans la norme commerciale et graphique de l'éditeur. La bonne littérature est produite de façon aléatoire, les auteurs suant sang et eau pour se démarquer des autres productions, généralement sans aucun impératif de format, de style qui leur soit imposée au préalable.

Contre toute raison et toute expérience, on nous prédit un monde à la Trabant si l'argent disparaissait. Outre que l'objection paraît bien anodine par rapport à l'enjeu que nous posons prioritairement (le risque d'effondrement), elle finit par être lassante....

Train : Jadis géré intégralement par la SNCF (*Société Nationale des Chemin de Fer*) le train a subi de plein fouet l'apparition du libéralisme économique. L'État a tout fait pour rendre cette entreprise non rentable : privatisation du secteur bénéficiaire, celui du transport des marchandises, augmentation constante du prix des billets, investissements ruineux et inutiles dans les trains à grande vitesse (par exemple l'extension du TGV Paris-Bordeaux en 2017 qui a coûté 7,8 milliards pour un gain en temps d'une heure!). Une fois le déficit bien installé, l'État annonça qu'il fallait supprimer le "statut des cheminots" et ouvrir la SNCF à la concurrence. Ce statut avait été acquis au fil des ans, surtout à partir du CNR et s'est amélioré de haute lutte jusqu'en 1983, la fin de l'État providence. En réalité, le statut des cheminots n'avait rien d'un privilège mais une bonne propagande avait rendu indéboulonnable cette contre-vérité. Au nom du

réalisme économique, toutes les petites lignes secondaires furent abandonnées, le réseau mal entretenu s'est dégradé. L'image qui a été gardée de cette gabegie, est le fameux cimetière des trains dans la banlieue rennaise, où des milliers de locomotives et de wagons en parfait état de marche sont abandonnés à la rouille et au pillage des récupérateurs de métaux. La comparaison d'une carte de la France ferroviaire de 1920 et celle d'aujourd'hui, est édifiante. D'un maillage parfait du territoire, on est passé à un schéma presque exclusivement en étoile, chaque ligne convergeant sur Paris. Un épouvantable gâchis au moment où les réductions d'émissions carbonées devraient faire du train le moyen de transport privilégié.



Le train, dans une société a-monnaire, donc sans nécessité de faire du profit, redeviendrait certainement un *Service National du Chemin de Fer*. Les cheminots changeraient de nom mais pas d'acronyme, en hommage à leur ancienne entreprise qui fonctionnait si bien et dont ils étaient si fiers. Un train français n'arrivait jamais en retard, foi de cheminot. La nouvelle SNCF pourrait être constituée en collectif de volontaires. Elle serait gérée sur le modèle du maillage ferroviaire (un maximum de trajets possibles, de gares desservies, de fréquence nécessaire). Les secteurs sont fédérés selon le modèle informatique de l'holochain, ce qui permettrait de savoir en temps réel (pour les membres du collectif comme pour les usagers) les travaux à réaliser, les disponibilités en hommes et matériel...

Hors de l'impératif financier, il deviendrait stupide de mobiliser un train entier pour vingt passagers, stupide aussi d'entasser cinq cent per-

sonnes dans des wagons prévus pour deux cent. Il n'y aurait plus besoin de train à heures et jours fixes, et sur toutes les lignes. Pour l'entretien des voies, la sécurité du réseau, la disponibilité des trains, il ne manquerait pas volontaires. Cette maintenance, organisée au niveau local, en général par des personnes habitant près des voies, trouverait rapidement preneur. La seule obligation de ces équipes d'entretien et de chauffeurs serait d'assurer une permanence constante et celui qui s'y est engagerait devra organiser son remplacement s'il désire s'absenter ou de prévenir le central le plus proche qu'il risque d'y avoir carence. Le train redeviendrait le moyen le plus commode de voyager ou de transporter des charges importantes.

Transhumanisme : Idée d'une amélioration infinie qui permettrait, par la technique, de changer l'humaine condition, la nature humaine.

Le propre du transhumanisme est de s'insinuer dans tous les domaines et les mettre en synergie, en convergence. Le sigle NBIC (pour Nanotechnologie, Biotechnologie, Information, Communication) est en passe d'entrer dans le langage courant ! Cette convergence donne naissance à des techniques puissantes et intrusives, aussi dangereuses pour l'humain que pour la nature, mais rarement analysées dans leur globalité et pour l'idéologie qu'elle sous-tend. Le débat qui a eu lieu autour de la 5G en 2020 est symptomatique. On a parlé de la concurrence agressive des Chinois, des risques sanitaires de cette technologie, de l'intérêt financier que l'on pourrait en tirer, de la pédagogie susceptible de la faire adopter par le plus grand nombre, mais presque aucun mot sur le fond, sur le transhumanisme, sur la globalisation des communications, sur l'impact politique, sur l'idéologie qui se cache derrière le sigle 5G.

L'impact du déploiement des technologies NBIC pose pourtant des questions inquiétantes. Nous ne sommes plus face à une évolution lente et progressive de la technologie mais à des successions de tsunamis nous apportant sans le moindre garde-fou un pouvoir démiurge. Les frontières traditionnelles entre l'homme, l'animal, la machine vont être franchies. Les premières expérimentations par modifications génétiques faites sur des animaux pour augmenter leur QI ont été faites et réussies. La santé, l'éducation, les neurosciences et l'intelligence artificielle vont fusionner. La Silicon Valley investit des milliards dans le prolongement de la vie (150 ans, 200 ans, il n'y a plus de limites) C'est à la fois une question écologique, politique et idéologique.

En Chine, 50% des gens interrogés sont favorables aux manipulations sur le fœtus pour avoir des bébés plus intelligents. Le transhumanisme n'est pas perçu de la même manière par les différentes cultures et les idéologies, mais dans tous les cas, il produira des effets révolutionnaires que nous aurons énormément de mal à réguler. Le monde qui vient ne sera pas un monde tranquille. Si une partie de l'humanité devient quasiment éternelle, et est augmentée avec des QI à plus de 200 et des outils informatiques démesurés directement connectés aux cerveaux par implants de nanoparticules, ce sera quasiment un changement de civilisation. Les technologies NBIC entrent alors en synergie avec l'idéologie mondialiste d'un gouvernement par une élite ayant un contrôle total sur une masse d'humains superflus et sans aucun pouvoir.

Elon Musk, le fondateur de Tesla, expliquait il y a peu de temps : *"J'ai bien peur que l'intelligence artificielle nous dépasse. Les plus empathiques des êtres humains seront peut-être nourris comme je nourris mes labradors, et les moins empathiques seront éliminés par l'intelligence artificielle."* Que fait-on d'un monde où il y a une explosion de l'intelligence chez une minorité, les autres restant "en l'état" ? Il n'y pas de réponse, même pas de vraie réflexion. C'est une bombe éthique et politique. Le monde qui vient peut être utopique ou dystopique. Qu'allons nous faire de ces technologies ?

Nous sommes dans la même situation vis à vis de l'environnement, du système financier, marchand et du transhumanisme : à la veille d'un changement de civilisation dont nous ne voulons voir ni la réalité, ni les conséquences. La prudence la plus élémentaire serait d'anticiper, d'inventer dès maintenant ce que pourrait être le monde de demain, comment limiter les dangers de ces trois mutations anthropologiques à défaut de pouvoir les maîtriser. Jamais un problème n'a été résolu par le déni du problème. La démarche intellectuelle de la désargence, a au moins l'intérêt de proposer une autre vision du monde, de proposer une voie autre que le déni. Elle a aussi pour intérêt de permettre d'aborder, en même temps que la gestion économique du monde, une gestion des deux autres points, celui du transhumanisme et celui de l'environnement. Le risque évident d'effondrement global à partir de l'économie ou de l'environnement, autant qu'à partir de la folie démiurge du transhumanisme, c'est in fine de d'être nourris comme les labradors de Elon Musk ou de disparaître. La moindre des choses serait d'analyser la voie de la désargence, même si ce n'est que pour la critiquer

au nom d'une autre voie, car à l'évidence, les partis politiques, les grandes idéologies classiques, les grands mouvements sociaux connus ne sont pas à la hauteur de ces enjeux inédits. Ce n'est pas une critique, c'est un constat. Ce n'est pas l'expression d'un orgueil d'innovateur, c'est un appel à l'aide, un cri : Ce qui risque d'arriver n'est pas un orage passager mais un tsunami ravageur....

Transition : Le monde de la contestation est aussi divers et actif qu'il est impuissant, du fait même de sa diversité. L'usage si fréquent des termes de grand refus, retrait, soulèvement, insurrection, sécession, grand soir, lutte, combat, pas de côté... en dit long. Chacun d'eux suggère une stratégie particulière, des tactiques parfois antinomiques. De là à penser que la convergence des luttes est un vieux rêve illusoire, il n'y a qu'un pas...

Le propre des transitions d'une époque historique à une autre, c'est que nul n'en a décidé l'heure, nul n'a choisi l'étincelle qui a mis le feu aux poudres, nul ne savait ce que serait exactement l'après-explosion, quels qu'aient été les jolies prémices que l'humanité ait pu élaborer. Qui aurait pu prédire que l'introduction de l'*horologia* dans les monastères du XIII^e siècle allait modifier si fondamentalement la perception du temps et l'organisation du travail ? Qui aurait osé dire que l'imprimerie de Gutenberg vers 1455 provoquerait la Réforme de Luther en 1521 ? Qui aurait pu prévoir que la énième famine de 1788 entraînerait la chute de la royauté, la symbolique prise de la Bastille, la récupération bourgeoise de la colère populaire ? Qui aurait pu dire que l'arrivée sur le marché en 1972 de l'HP 9820 PC, premier ordinateur individuel, aboutirait à 5 milliards de smartphones en 2019 ?

Les excellentes raisons qu'on a eu d'en finir avec l'esclavage, avec l'obligation d'avoir la même religion que le roi, avec le géocentrisme, avec les naissances non désirées, n'ont été comprises et acceptées qu'à partir du moment où ce qu'on allait mettre à la place, et qui se mettait en fait déjà en place, a été reconnu. Nous persistons à appeler cela une transition. On voit ce que cela donne au sujet de l'environnement au sujet duquel un consensus est en train de s'installer sous forme de *transition* énergétique ou transition écologique. S'il s'agit de passer d'un stade à l'autre dans une lente transformation, la bataille est perdue avant même d'avoir commencé. Quoiqu'il arrive, quoique nous entreprenions, les deux degrés de réchauffement seront dépassés.

A la transition, la résilience, l'alternative, la désargence oppose plutôt la *rupture*. Rien à voir avec la destruction créatrice d'un Schumpeter pour qui la destruction était une action volontaire amenant les conditions d'une création. La désargence annonce comme inévitable et nécessaire une rupture sans transition qui seule peut préparer l'après. Toutes les transitions imaginées partent de principes pédagogiques, lents et respectueux de la lenteur et des réticences des gens. On invoque également le principe de précaution : dans le doute quant à la faisabilité d'une rupture brutale comme la désargence, il faudrait tenir compte du contexte, être réaliste et prévoir des étapes. De ce fait, toutes ces tentatives réformistes et progressives traînent derrière elles des scories qui, au moment de l'ultime crise, celle où plus rien ne pourra fonctionner normalement, se révéleront pesantes, dotées d'une force d'inertie impossible à contourner. La fameuse transition énergétique en est la plus belle démonstration.

Transition énergétique : Locution passée dans le langage courant dès la fin du XX^e siècle, mise à toutes les sauces et utilisée à tort et à travers. L'historien des sciences Jean-Baptiste Fressoz¹ en a fait une belle analyse. Historiquement, il n'y a jamais eu de transition énergétique mais accumulation des technologies. Le charbon n'a pas remplacé le bois, le pétrole n'a pas remplacé le charbon, pas plus que le solaire et l'éolien ne remplaceront le nucléaire. Les technologies modernes s'ajoutaient aux anciennes en provoquant une trace supplémentaire de carbone, ne serait-ce que celle émise par l'énergie grise lors de leur mise en fonction. La notion de transition est une vue de l'esprit qui ne se réfère à aucune expérience, à aucun effet du réel.

Il émet une hypothèse séduisante pour expliquer l'émergence et le succès de cette locution. Les premières occurrences en 1973 sont en langue anglaise et viennent en remplacement de *crise énergétique* qui faisait référence à l'angoisse très profonde en Amérique suite au pic pétrolier qui était imminent. Contre les discours pessimistes et alarmistes des scientifiques et de certains politiques (y compris ceux du président Jimmy Carter et de Al Gore), des communicants inventent l'expression *transition énergétique* pour rassurer, pour convaincre que l'on avait des solutions, que

1 Fressoz : chercheur au CNRS auteur de plusieurs ouvrages, dont *L'Apocalypse joyeuse*, Seuil, 2012.

ce n'est qu'un problème de management technique et économique. L'apparition de la *transition* ne vient donc pas de l'écologie mais des milieux les plus conservateurs du système énergétique, du productivisme, chez les défenseurs du nucléaire, du gaz de schistes, de la liquéfaction du charbon...

Cette thèse sur une expression inventée par des capitalistes pour entraîner les écologistes dans une voie de garage à *l'insu de leur plein gré* est restée une très belle illustration de la complexité qu'il y a à sortir d'un système ancien et à inventer un nouveau monde...

Transition politique : *"Ce n'est pas en perfectionnant la chandelle qu'on a inventé l'électricité et ce n'est pas non plus en perfectionnant le système monétaire qu'on résoudra les questions d'injustices, d'inégalités, d'exclusions."* (Jean-Paul Lambert¹).

Le passage d'une société "argentique" à une société sans argent rend sceptiques la plupart de ceux qui découvrent cette idée, a priori saugrenue, d'abolir une chose multi millénaire et ce si commode outil de l'échange. On peut bien entendu prétendre qu'une désargence adviendra par nécessité, suite à un effondrement global. Mais nul ne peut affirmer que ce point de rupture sera un jour franchi et s'il est franchi, de quoi il sera suivi. Il est plus tentant de penser que l'humanité trouvera les moyens technologiques, les réformes suffisantes, pour sauvegarder cette civilisation que nous voulons, naïvement mais résolument, éternelle.

On peut aussi tenter d'imaginer comment pourrait s'opérer une transition douce, une lente et progressive marche vers cet idéal dont nous n'osons même pas rêver. Après tout, il est des révolutions qui ont radicalement changé la face du monde sans même que le monde ait perçu ni leur apparition, ni l'ampleur de la mutation qu'elles allaient provoquer. Il est intéressant de ce point de vue de repenser l'histoire de l'imprimerie. Au II^e siècle, les Chinois ont développé et largement répandu l'art d'imprimer des textes, essentiellement en raison de la complexité de l'écriture idéographique et grâce à l'innovation technique du papier, introduit en Espagne vers le XI^e siècle, qui, contrairement au papyrus ou au vélin, permet l'impression. Si au XV^e siècle, l'Allemand Gutenberg découvre cette technique, la perfectionne, imprime son premier livre (1451), c'est à la suite de décou-

1 Lambert J P l'un des précurseur français de la Désargence.

vertes majeures issues des quatre coins du monde. Pour accéder aux technologies étrangères, il a fallu que les Européens reprennent et adaptent la boussole (sans doute venue des Vikings) et apprennent des Arabes à calculer la latitude en mesurant la hauteur des étoiles par rapport à l'horizon. Il a fallu inventer la *caravelle*, inspirée des petites barques de l'Algrave, au sud du Portugal, qui remontaient si bien au vent. La caravelle a permis de passer d'une navigation essentiellement côtière aux voyages au long cours. Depuis le Moyen Âge, le commerce international nous permettait d'accéder aux épices, aux soies d'Orient, mais elles transitaient par l'Empire Ottoman, étaient vendues aux marins italiens avant d'être redistribuées. L'appât du gain a poussé les marchands européens à prendre à revers le monde turcomusulman, à s'approvisionner directement en Orient. On voit bien que l'invention de Gutenberg est le résultat d'une convergence d'intérêts marchands, de contraintes géopolitiques (la chute de l'Empire Byzantin en 1453), de technologies disparates (la boussole, la voile latine, les membrures de coques assemblées sur la quille, le couple bielle-manivelle...), des découvertes aventureuses de Christophe Colomb et de Magellan, de géniaux personnages comme l'ingénieur Léonard de Vinci, le cosmographe Pierre d'Ailly ...

Il a fallu beaucoup de temps pour que s'impose l'invention de Gutenberg, un rude combat pour convaincre ses détracteurs et trouver les investisseurs nécessaires. Curieusement, on retrouve à peu près les mêmes réserves que l'on entend aujourd'hui autour du numérique. Très vite, les pouvoirs autoritaires ont perçu la dangerosité de l'imprimerie, ce nouveau média qui allait permettre à tous les opposants de répandre leurs messages protestataires. Charles VII (le précurseur de la Gendarmerie nationale, de l'impôt foncier, de la gabelle, et de la TVA !) s'en inquiétait. L'Église craignait la diffusion des hérésies et, dès 1486, l'évêque de Mayence créait la première censure ecclésiastique sur les livres imprimés.

Les imprimeurs ont été très mal accueillis en France par les libraires qui craignaient la ruine de leur commerce, lesquels ont largement été soutenus par les ateliers de copistes menacés de disparition par cette *invention du diable*. Louis XI en revanche comprend l'intérêt politique et militaire qu'il peut en tirer et, pour les mêmes raisons que la NASA a favorisé l'informatique, il offre sa protection aux imprimeurs. Dans le milieu intellectuel, on voit des universitaires enthousiastes comme Guillaume Fichet qui installe un atelier d'imprimerie au sein de la Sorbonne. Mais les premiers impi-

meurs qui vinrent d'Allemagne à Paris furent en revanche traités de sorciers, parce que le peuple, habitué à l'incorrection des livres recopiés par les scribes, ne pouvait comprendre comment on arrivait sans sortilège à produire, en si grand nombre, des textes expurgés. Longtemps après Gutenberg, des esprits chagrins ont maintenu que le livre imprimé, de par sa rapidité d'exécution, allait multiplier les ouvrages de mauvaise qualité, voire de mauvaises mœurs, que la faculté de penser en serait détériorée, que la mémoire serait tuée par la lecture, ce qui a poussé Montaigne à déclarer "*qu'une tête bien faite vaut mieux qu'une tête bien pleine*".

On peut remarquer toutefois que ces critiques n'y ont rien fait, que l'imprimerie s'en est trouvée renforcée au point de susciter une autre innovation : bien avant Amazon, l'imprimerie est la première industrie qui ait mis au point des réseaux de distribution. Les imprimeurs ont pris l'habitude d'échanger une partie de leur production avec des correspondants. Cette organisation commerciale, qui supposait des voyages incessants, une comptabilité et une correspondance méticuleuse, permettait d'écouler plus vite le stock et de varier les titres que chaque boutique proposait à ses clients, tout en récupérant l'argent investi.

Les conséquences de cette machine à reproduire furent immenses et fulgurantes : à la fin du XV^e siècle, on a imprimé environ 25 000 titres, ce qui correspond, avec des tirages à 500 exemplaires, à douze millions de livres, puis 22 millions au XVI^e, jusqu'à un milliard au XVIII^e siècle. L'imprimerie contribue à fixer les textes et permet de répandre les idées, notamment celles des humanistes, puis celles de la Réforme. Elle permet l'écllosion de la Renaissance, puis de la presse et d'une révolution scientifique sans précédent. Enfin, l'imprimerie a fait entrer l'alphabétisation dans une courbe exponentielle.

Si aujourd'hui l'abolition de la monnaie ne suscite que le rire ou la peur, elle pourrait s'imposer avec autant de force que *l'imprimerie du diable*, y compris par le vecteur d'un parti politique. Imaginons un parti bien installé dans les catégories et les habitus du siècle dernier qui, pour une raison quelconque, se mettait à suivre les idées forces de Raoul Vaneigem : « *il m'est odieux de suivre, autant que de guider* », « *la gratuité est l'arme absolue de la vie contre l'économie* »... Après tout, le productiviste Jean-Luc Mélenchon est bien devenu subitement écologiste, alors pourquoi pas, lui ou un autre ne se convertirait-il pas à la désargence ?

Dans cette hypothèse, pas plus saugrenue qu'une autre, l'homme

politique en question chercherait toutes les mesures qui nous rapprocheraient du monde selon Vaneigem, sans pour autant faire table rase du passé dont il fait encore partie intégrante. Les mesures possibles sont nombreuses. Les magasins gratuits qui fleurissent ici et là pourraient être favorisés et non soumis à des tracasseries administratives. Le gaspillage pourrait être déclaré immoral et illégal, ce qui obligerait les supermarchés à redistribuer les produits périmés au lieu de condamner les *voleurs de poubelles*, les médicaments non vendus seraient acheminés dans les zones en demande comme la Grèce au lieu d'être incinérés au rythme de 14 tonnes par an. Les jardins partagés et autres *Incroyables comestibles* seraient à l'honneur et les municipalités contraintes à fournir les terrains vacants. Les industriels seraient tenus de mettre au point des sources individuelles d'énergie (éolien, solaire, biomasse...), l'État les subventionnerait, les centrales nucléaire d'EDF disparaîtraient. Les gros céréaliers et producteurs industriels de viande et de lait verraient leurs subventions se tarir au profit des exploitations locales, familiales, économes en intrants et soucieuse de la qualité...

La liste serait longue des réformes possibles avant même que l'on songe à changer de système. Mais comment imaginer qu'une telle ambition ne changerait pas les mentalités, ne donnerait pas des ailes aux innovateurs ? Comment imaginer que l'envie ne nous prendrait pas d'aller plus loin, de généraliser au monde ce qui marche si bien localement ? Ce simple changement de cap pourrait bien faire apparaître que tout est possible si l'on change aussi de navire et de mode de propulsion, si l'on envoie l'outil-argent aux oubliettes de l'Histoire, comme l'imprimerie, à terme, a rendu désuets les rois, les clercs et la plume d'oie ... !

Transports : L'accès à la mobilité s'est très vite accompagné, dans l'histoire, d'une domination politique, d'une exploitation économique, d'une aggravation des inégalités. L'ouverture des grandes routes marchandes a permis l'enrichissement des Carthaginois puis des Vénitiens. Les techniques de navigations ont permis la colonisation et ses quelques beaux génocides. Les avions et super-tankers ont permis la mondialisation.

Pour camoufler les effets délétères de la mobilité, elle est présentée comme un droit fondamental, un symbole de liberté, un luxe pour les uns, une contrainte et une fatalité pour les autres... Et que dire du contraste tragique entre le flux des touristes qui se rendent dans les pays pauvres et le

flux inverse des émigrants qui, poussés par la misère quittent leur pays au péril de leur vie ?...

On est entré dans l'ère de l'hyper mobilité dès le XX^e siècle. Parce que chaque déplacement était susceptible de générer du profit, le capitalisme a créé le besoin, voire l'obsession du mouvement permanent (tourisme, urbanisme, délocalisations, travail, etc.) On estime à 123 millions les déplacements quotidiens motorisés en France. Le trafic mondial de voyageurs a été multiplié par trois en un siècle, par 1000 pour les marchandises. Chaque individu parcourt en moyenne 5 500 km par an (80% en auto). Le coût des transports est devenu faramineux en argent et en vies : 1 million de morts accidentelles, 50 millions de blessés. Rien qu'en France, 400 000 décès par an sont dus aux particules fines émises dans les embouteillages et transports inutiles, les nuisances sonores ne sont jamais prises en compte et chaque année, 90 000 hectares de terres cultivables disparaissaient en France sous le bitume.

Dans une société post-monnaire, ce coût serait de facto réduit de moitié ou plus, ne serait-ce qu'en raison des trajets professionnels devenus obsolètes, de la relocalisation des activités, de la mutualisation des véhicules. En outre, les moteurs vont se diversifier (électriques, à hydrogène, à gaz, voire à fusion froide...). Si nous avons une chance d'échapper à un réchauffement climatique de plus de trois degrés, la baisse de la pollution due aux transports n'y sera pas pour rien.

Les essais de transports urbains gratuits qui ont été expérimentés dans plusieurs grandes villes sont intéressants. Dans la plupart des cas, l'idée d'une dégradation du service public, d'un accroissement considérable des coûts, d'une irresponsabilité des usagers, prédominait et la majorité s'accordait à dire que l'expérience tournerait vite court. *“Plus on en donne, plus ils en veulent... La gratuité pour le nanti, c'est une injustice par rapport au pauvre et chacun devrait payer selon ses moyens... Sans contrôleurs, les bus vont vite se dégrader...”*

À l'expérience, la réalité est tout autre. À Aubagne où les bus sont gratuits depuis 2009, la hausse de fréquentation en est à 170%, ce qui a considérablement limité la circulation des voitures particulières et donc la pollution. Le coût global par voyageur a été divisé par deux. Les incivilités ont considérablement diminué. En revanche, la gratuité a eu un effet inflationniste. Elle pousse à prendre le bus pour des déplacements que l'on aurait pu faire à pied, à consommer en centre-ville au dépend des quartiers...

Mais l'expérience d'Aubagne reste limitée par le cadre d'une fausse gratuité, le service reste payé par la collectivité. Dans une société amonétaire, il n'est pas sûr que l'aspect inflationniste subsiste. La ruée des banlieues vers les commerces du centre ville n'aurait plus de sens, nombre d'activités seraient relocalisées dans les quartiers, etc. Mais ce qui est certain, c'est qu'un changement de méthode entraîne de facto un changement de comportements et donc une réflexion, une possibilité de comparaison, d'évaluation des nouvelles pratiques. Les enjeux, les objectifs, les incidences, tout ce que l'habitude nous amène à considérer comme naturel, incontournable, éternel, ne peut être considéré et compris que dans la radicalité du changement.

Transport maritime: Towt, est une société finistérienne de transport de marchandises à la voile. Depuis 2011, la société Trans Oceanic Wind Transport¹ affrète une dizaine de deux ou trois-mâts pour le transport de marchandises sur les mers et océans du globe. Les départs se font de Douarnenez, Brest ou encore La Rochelle. Les voyages par étapes durent environ cinq mois, des côtes françaises jusqu'aux Caraïbes. Au départ, des produits français, souvent du vin ou des conserves, sont revendus dans les commerces des îles antillaises. Une fois sur place, les marins se réapprovisionnent en produits locaux : du chocolat et du café en République dominicaine, du rhum aux Antilles ou du thé sur l'archipel des Açores sur la route du retour.

L'entreprise explique sur son site : « *On n'émet un peu de CO2, puisqu'on a du gaz pour cuisiner et des moteurs d'appoint au cas où. Mais on essaye de réduire drastiquement notre bilan carbone.* » Contrairement à tout ce que les gens raisonnables avaient prédit, l'entreprise ne cesse de s'agrandir, elle achète de nouveaux voiliers, finance des prototypes à haute technologie susceptibles de concurrencer les super tankers : un trois-mâts beaucoup plus grand, 70 mètres de long, avec une cale d'une capacité de 1.000 tonnes pour chaque traversée. "*Le but est de faire des économies d'échelle, de diviser le coût du transport par sept, de baisser les prix et de devenir concurrentiels.*" Le transport maritime à la voile est plus réduit que celui des immenses tankers, mais qu'est-ce qui est vraiment nécessaire dans ces cargos actuels ? La voile est plus lente mais, hors d'un modèle productiviste, quel intérêt d'aller vite ?

1 Voir le site <https://www.towt.eu/>

Aujourd'hui, le transport maritime classique représente plus de 50.000 navires en mer propulsés au fioul. Il émet plus de 3 % des émissions mondiales de CO₂ à lui seul, sans même compter les rejets de dioxyde de soufre, de particules, et les dégazages sauvages et autres déversements en mer, combustible ou cargaisons accidentellement perdues.

La mondialisation a induit des flux de marchandises constants d'un bout à l'autre de la planète. La solution la plus rapide, économique et écologique que la société marchande a pu inventer, ce sont les porte-containers, immenses navires sans pont, chargés de caissons de taille standardisée qui ont remplacés les classiques cargos du siècle dernier. Plus de 120 000 porte-conteneurs sillonnent les mers ce qui génère une pollution énorme car ils fonctionnent avec un fuel lourd spécial. Le système de transport des marchandises est si artificiel, si faussé par des règles absurdes, qu'il est moins coûteux d'expédier une marchandise de Hong-Kong à Anvers que d'Anvers à Lyon !

Pour ceux qui restent sceptiques quant à la faisabilité d'une société non marchande, des sociétés comme la Towt préfigure ce qu'il pourrait advenir des flux de matières et productions sans le moindre kopeck !

Travail : *"L'arbre que je déteste est le bouleau, mon père est mort en y allant"* me disait un ami anarchiste. Dans une société marchande, le travail est, par nécessité, une donnée aussi incontournable que la gravitation l'est en physique.

C'est si vrai que le travail n'est jamais étudié en temps que tel. Il faut aller sur des sites alternatifs comme Palim-Psao, sur des revues quasi confidentielles comme la *Revue Streifzüge* pour trouver des phrases telles que celles qui suivent : « *La religion pratiquée du Travail est un scénario auto-agressif et autodestructeur dont nous sommes les prisonniers, à la fois matériellement et intellectuellement. Le dressage au travail a été, et demeure, un des objectifs déclarés de la modernisation occidentale [...]* *L'échange est une forme barbare du partage. [...]* *Nous sommes des calechettes dressées. L'argent nous coupe de nos possibilités, il ne permet que ce qui est lucratif en termes d'économie de marché. [...]* *La libération, cela signifie que les individus reçoivent leurs produits et leurs services librement selon leurs besoins. Qu'ils se mettent directement en relations les uns avec les autres et ne s'opposent pas, comme maintenant, selon leurs rôles et leurs intérêts sociaux. [...]* *La perspective sans la critique est aveugle, la*

critique sans la perspective est impuissante. La transformation est une expérience dont le fondement est la critique ayant pour horizon la perspective. [...] "Réparez, ce qui vous détruit" ne peut être notre mot d'ordre. »¹...

Le travail a depuis longtemps été sacralisé comme la vertu cardinale qui donne un surplus d'humanité à l'homme, qui permet aux sociétés de se développer. Conjointement, il a aussi été associé sans cesse à son étymologie douteuse de *tripalium*, cet instrument de torture utilisé dans l'Empire romain. Mode d'oppression et d'aliénation autant que valeur sociale sacralisée, le travail est si intimement lié à l'argent, à la nécessité de s'y adonner pour assurer sa survie, pour acquérir un quelconque pouvoir, pour être reconnu socialement, qu'il ne peut plus être remis en cause.

Le travail a fait consensus dans les organisations religieuses aussi bien que laïques, dès qu'il a quitté sa fonction purement nourricière. Les Églises, généralement liées au pouvoir politique, ont sanctifié le travail pour le faire accepter, dans sa pénibilité, parfois jusqu'à l'absurdité, comme le moyen premier de rédemption. Mais plus étonnant, le mouvement ouvrier a poussé encore plus loin la sacralisation du travail sous la forme paradoxale d'une mythologie laïque. Le travail qui libère, émancipe, canalise les pulsions négatives a été défendu par les syndicats, les partis politiques, les idéologues de tous bords. Il était normal alors que le capitalisme s'en empare, y introduise la hiérarchie, les valeurs de créativité, d'innovation, d'initiative dans un patchwork vertueux donnant au travail un caractère universel et naturel. Le discours religieux fondé sur la faute originelle à payer et le discours ouvriériste fondé sur l'émancipation du prolétaire sont entrés dans une parfaite synergie avec celui du capitalisme qui en réalité ne pense le salariat comme une simple promesse de plus-value.

Il n'est alors pas étonnant qu'il soit si difficile de passer du travail contraint à l'activité choisie même si une crise financière majeure est annoncée. Personne, ou presque, ne pose la question de fond de savoir à quoi sert le travail, quel usage en fait-on. La légende du travail sert de vérité révélée ! Le mouvement ouvrier lui-même s'est acharné à oublier que le travail salarié n'est producteur que de marchandises, de capitaux et de profits.

¹ Revue Streifzüge, <https://www.streifzuege.org/2014/ne-rparez-pas-ce-qui-vous-dtruit/>

En compulsant les textes produits par ces mouvements, les historiens chercheurs d'une société post-monétaire se demanderont comment la classe ouvrière a pu supporter d'être un simple produit marchand, jetable, échangeable, corvéable, comment ceux-là même qui prétendaient la défendre acceptaient les lois de ce marché d'esclaves salariés.

En tant que libertaire, j'applaudis dès que j'entends le mot *émancipation*. En tant que travailleur ayant accompli ses quarante annuités réglementaires, je sursaute dès que j'entends ce mot associé au *travail*. Émanciper le travail ou pire, s'émanciper par le travail, sont des idées aussi tragiques que d'imaginer un développement durable, une croissance soutenable, un commerce équitable, un communisme à visage humain, un capitalisme libertaire...

Travail abstrait : Catégorie propre à la théorie marxiste de la valeur en opposition aux thèses de Ricardo et Smith. La valeur d'une marchandise est définie par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Ce travail est défini par Marx comme Travail abstrait, soit la quantité de travail incorporé à la marchandise. Cette catégorie s'oppose au travail ayant une utilité mais sans production de marchandise, un service par exemple. Décorer son intérieur, cuisiner son repas ne produit pas de marchandise susceptible d'être échangée. C'est aussi le cas des travaux collectifs (la construction d'un pont, d'un canal qui n'a pas vocation à être échangé ultérieurement. Ce concept pouvait être clair à l'époque de Karl Marx mais s'est sérieusement complexifiée avec le néolibéralisme.

L'obsession libérale de tout transformer en marchandise, y compris les biens communs et les usages individuels a rendu un peu artificielle la distinction entre travail abstrait et travail concret. Elle n'a pourtant rien perdu de sa pertinence pour comprendre l'économie moderne.

Le travail concret produit de la valeur d'usage. Un instituteur n'a rien à voir avec une quelconque marchandise mais permet aux élèves de maîtriser l'usage de la langue, de l'écriture, du calcul, de l'art, des relations sociales, ce qui n'est pas rien. En revanche le travail abstrait d'un tourneur-fraiseur produit prioritairement de la valeur d'échange, des objets destinés à entrer sur un marché. Cette distinction se trouble quand un bien immatériel comme un logiciel, un savoir, une compétence devient une marchandise

susceptible d'être échangée sur un marché. Au temps de Marx, personne ne parlait de "marché du travail" et encore moins de "ressources humaines". Le travail et les travailleurs deviennent de plus en plus des marchandises qui se vendent et s'échangent,, dont la valeur marchande fluctue en fonction des modes, des circonstances, voire de spéculations plus ou moins occultes...

Un cadre exerçant un "bullshit job" dans les bureaux d'une entreprise chimique ou métallurgique entre-t-il dans la case "travail abstrait" ou "travail concret" ? Lui-même étant une marchandise cessible par son PDG à une autre entreprise, un bien meuble comme aurait dit le "Code noir", classe-t-il ses employeurs dans une case ou dans l'autre ? Un capital qui s'échange sur le marché des valeurs via un trader fait-il de ce "travail" une valeur d'échange ou d'usage, un travail abstrait ou concret ?... Il n'y a que les philosophes marxistes de la valeur qui soient susceptibles de jongler avec ses termes sans aucune hésitation ?

Travaux dégradants : Certaines tâches essentielles sont pénibles, salissantes, désagréables, au point de donner un sentiment de dégradation personnelle à ceux qui les exercent. Dans les débats sur l'abolition de l'argent, cette question revient sans cesse : un travail dégradant ne trouvera jamais suffisamment de volontaires pour l'exécuter sans argent ou avantage matériel quelconque. C'est le cas des éboueurs, des égoutiers, des vidangeurs, métiers que la plupart rechigneraient à pratiquer, à moins d'y être contraints par la force ou la nécessité vitale.

Les hasards de la vie m'ont donné l'occasion d'expérimenter un tel dilemme. Nous étions dans un centre de soins pour toxicomanes, en pleine campagne, avec pour principe de faire le maximum de choses par nous-mêmes, en partage entre accueillis et accueillants. Le bac à graisse de la cuisine collective était souvent pleine et nécessitait une vidange régulière. Qui-conque a un jour fait ce genre d'opération avec des seaux et des pelles sait l'horreur que cela représente. L'odeur est si violente qu'elle soulève le cœur et si persistante qu'on la garde sur soi des jours entiers.

Nous demandions alors trois volontaires, un éducateur et deux accueillis. Il n'y avait rien à gagner sinon le fait de pouvoir réutiliser la cuisine rapidement ou de se contenter de sandwiches jusqu'à ce que des volontaires se désignent. Cette dernière option ne s'est jamais présentée et il nous a fallu admettre que cette "sale corvée" a toujours été thérapeutique. Ceux qui s'en chargeaient étaient de suite parés d'une aura glorieuse, recevaient

les félicitations des autres, obtenaient une place sociale au sein du petit groupe des toxicomanes tout à fait particulière. Tous ces volontaires y gagnait en confiance en soi, en chaleur humaine, en distinction et allait mieux bien plus vite que ceux ayant évité la corvée.

Cette expérience m'a convaincu que dans une société sans salaire, sans argent, sans troc, les ordures à ramasser, les égouts à inspecter, les bacs à graisse à vidanger et autres travaux peu ragoutants trouveront toujours preneurs pour la reconnaissance sociale qu'ils procurent. Tous ne s'y soumettront pas, c'est sûr, mais le travail se fera tôt ou tard. Nous avons tous besoin d'être reconnus et admirés par nos pairs, c'est le plus beau salaire que l'on puisse imaginer...

Troc : L'idée du troc précédant la monnaie est un mythe inventé par Adam Smith dans *La Richesse des Nations* en 1776. Cette représentation est dénuée de tout fondement historique mais fait toujours recette, essentiellement par incapacité à penser la moindre société évoluée sans échanges marchands. Jean Michel Servet a publié en 2001 un article intitulé *Le troc primitif, un mythe fondateur d'une approche économiste de la monnaie*.¹ Il y déclare que "le XVIII^e siècle a été un temps de rencontre des mondes sur plusieurs continents [...] et les colonisateurs ont inventé un mythe ayant prétention de décrire l'origine unique de la la monnaie à partir du commerce".

En effet, si l'on reprend les nombreux textes économiques des siècles précédents, qu'ils soient scolastiques ou mercantiles, nulle part il n'est question de troc. Au mieux, on trouve qu'avant la monnaie existait la "permutation", mot emprunté à la "metadosis" d'Aristote (μετάδοσις). Or la metadosis d'Aristote est clairement non marchande et évoque juste une réciprocité de l'échange, réciprocité qui n'est pas nécessairement matérielle. Elle peut être sociale ou symbolique pour un élément de l'échange, matérielle pour l'autre... De ce fait, on peut à peine y voir parfois un peu de "proportionnalité" dans l'échange, mais en aucun cas dans le sens de la valeur économique.

Les rares occurrences du mot troc (*parfois au féminin, la troque*) font référence aux marchands : En 1753, à la Foire Saint-Laurent de Paris, on joue *Les Troqueurs*, un opéra comique d'Antoine de Dauvergne (le

1 Revue numéristique, 2001, pp.15-32

thème en est l'échange de leurs fiancées par deux amoureux!).

Et malgré cela, le troc reste avec entêtement l'argument massue qui arrive sans cesse : se passer d'argent, c'est revenir au troc, c'est échanger des poules contre un bœuf, un savoir contre du lard. Expliquer que ce n'est pas le troc qui a historiquement précédé l'argent mais l'autosuffisance, c'est totalement impossible pour presque tout le monde. Les archéologues et les anthropologues ont beau avouer ne jamais avoir trouvé un seul exemple authentique de trocs pré-monétaires, rien n'y fait. Même l'étymologie a été mise au service de la finance moderne : capital qui vient de cheptel, pécuniaire de pécus, bœuf, etc., ce qui est loin d'être démontrer. Le vrai changement n'est pas le passage du troc à l'argent mais celui de l'écriture et le calcul qui permettent d'inscrire sur un support quelconque des valeurs différenciées.

Quelques économistes ont ensuite analysé les possibilités matérielles d'un passage à un troc moderne, à un immense Service d'Échange Mondialisé (SEM). Ils sont arrivés à la conclusion que la *valeur* résiste très bien au troc et qu'un échange de valeur revient à créer un système monétaire qui ne dit pas son nom. Dès l'instant qu'un kilo de poireaux vaut trois kilos de pommes de terre, si l'échange se fait entre plus de trois personnes, il serait absurde de ne pas réinventer un convertisseur universel, de faire entrer par la fenêtre ce que l'on s'évertuait à mettre à la porte ! L'idée de l'accès développée depuis des années par les *désargentistes* est la seule solution, d'autant plus viable que le numérique nous avait offert tous les moyens pratiques de la mettre en acte. Adieu donc l'idée d'un troc...

Trou de la Sécu : Le fameux "déficit de la Sécurité Sociale", le trou de la Sécu, est une légende urbaine, un mythe, une mystification, un mensonge, une manipulation dialectique et comptable qui dure depuis des décennies. Combler le *trou de la sécu* a été et reste encore l'obsession des gouvernements successifs, le leitmotiv dans la plupart des partis, une sorte de tonneau des Danaïdes. Pourtant, il est difficile de ne pas voir que le trou n'existe pas, sinon dans l'imagination féconde de politiciens-escrocs.

La Sécurité Sociale a été créée par le Comité National de la Résistance (CNR). Née dans les maquis de la résistance, la Sécurité Sociale sera donc instaurée par le Gouvernement de Gaulle qui, confronté à la mauvaise foi du patronat devant l'avancée sociale de la création de la Sécurité Sociale, et pour mettre un terme à cette obstruction des réactionnaires, fit

voter deux ordonnances, les 4 et 19 octobre 1945, créant l'organisation et fusionnant toutes les anciennes assurances (maladies, retraites), créant ainsi une nouvelle forme de prise en compte du social, avec gestion par des partenaires sociaux et financement par des cotisations à la charge des employeurs et des salariés. Ce fut une refonte totale du système des assurances des années trente, et la reconnaissance du rôle des mutuelles, ainsi que de certains régimes dits *spéciaux* datant d'avant-guerre.

Les patrons ont, dès le départ, exprimé le sentiment qu'ils seraient spoliés d'un marché qui leur échapperait et qu'ils pensaient leur revenir de droit. La guerre menée par le patronat contre la Sécurité Sociale ne s'est jamais démentie, le patronat n'a jamais déposé les armes, bien au contraire, il s'est raffermi dans ses positions. L'UE et Maastricht leur offrit plus que jamais, l'occasion de reprendre leur guerre de tranchée et leur revanche !

Mais il se trouve que l'existence même de la sécurité sociale est inscrit dans la Constitution : « *Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, pour les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires. Elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté* ». Ne pouvant revenir sur cet article de la Constitution, le patronat à peu à peu rogné la part de cotisations qui lui *revenait de droit*, pour le coup ! En 2014, le rapport de la cour des comptes publiait : « *le trou de la Sécurité sociale aurait atteint (le régime général plus le fonds de solidarité vieillesse), 16 milliards d'Euros* ». Mais ce rapport complétait son information par ceci : « *Le montant de la « fraude patronale » aurait atteint 20 à 25 milliards d'Euros en 2012* ». L'État est complice de détournement depuis au moins l'arrivée de Mitterrand au pouvoir.

En effet, ne sont pas reversées : les taxes sur le tabac (7,8Mds), les taxes sur l'alcool (3,5Mds), les primes d'assurances automobiles (1,6Mds), les taxes sur les industries polluantes (1,2Mds), la part de la TVA (2 Mds)..., plus les retards de paiement des entreprises (1,9 Mds), soit un total de 18 milliards d'euros (chiffres de 2014) ! Comme c'est curieux ! Est-ce un trou de 16 Mds ou un bénéfice de 2 Mds ?...

Tout le monde sait que l'État n'est pas une entreprise, qu'il n'a pas pour fonction de réaliser des profits financiers, qu'il y a même des caisses de réserves qui ne sont jamais utilisées (on parle de 24 milliards d'euros...).

Le gouvernement, les patrons, les économistes, les assureurs le savent, mais pas le peuple pour qui l'on a inventé des fausses lois du Marché, une théorie basée sur du vent, suffisamment diffusées dans l'opinion publique pour que nous commencions à y apporter du crédit. Les travailleurs ont en outre été culpabilisés, accusés de creuser ce trou fictif par des demandes de soins abusifs, des fraudes aux prestations sociales.

Rappelons enfin que la Sécurité Sociale, c'est l'assurance maladie mais aussi nos retraites et nos indemnités de chômage, soit un énorme pactole qui intéresse au plus haut point le grand patronat, les fonds de pensions et autres entreprises privées !...

Trusts : Entente entre plusieurs entreprises pour établir un monopole de fait, pour concentrer le pouvoir de multiples entreprises au profit d'une seule personne. En 1890, les Américains ont adopté la *Loi Sherman* qui déclarait frauduleuse toute tentative de monopolisation d'un commerce. Cette loi est la parfaite illustration de l'inefficacité d'une réglementation face à la faculté de concentration de l'argent entre des mains de moins en moins nombreuses.

Un siècle plus tard, le gouvernement Biden tente une nouvelle loi *antitrust* pour lutter contre les *abus de position dominante des entreprises Amazon, Apple, Facebook, Google et Microsoft*. Ces entreprises ont réalisé plus de 500 acquisitions d'entreprises depuis 1998 et ont de fait un écrasant monopole sur l'écosystème numérique. Elles sont devenues un gouvernement parallèle, plus puissant que l'État et sont donc susceptible d'imposer des politiques intérieures et extérieures contraires aux projets gouvernementaux.

Le monopole des *big-techs* est-il plus soluble dans une loi qu'en 1890 ? On peut en douter quand on a compris que le problème de venait pas des Zuckerman, Gates, Bézos, and co, mais du système monétaire lui-même. Aucune loi ne pourra éradiquer durablement les effets mécaniques de l'argent. On peut tenter de les ralentir, de les pénaliser, rien ne changera sur le long terme. Les plus horribles supplices ont été appliqués aux faux monnayeurs, depuis la nuit des temps, sans jamais l'empêcher totalement. Si l'argent produit mécaniquement les *big-techs*, les monopoles, les lobbies, les gouvernements aux ordres, il serait temps de l'admettre et de passer de la réforme à l'abolition de cet "*outil neutre*" !

Il est étonnant de constater qu'en dépit de toute expérience, le

gouvernement Biden se lance dans une nouvelle guerre contre les trusts. Ce même gouvernement continue, comme ses prédécesseurs, de confier aux GAFAM *des projets structurants pour pour lesquels il se place comme simple client, certes privilégié, mais néanmoins dépendant de ces acteurs*, nous dit l'économiste Ophélie Coelho.¹ L'opposition des gouvernements au phénomène de trust, tous pays confondus, sont des oppositions de façade et les programmes politiques de leurs opposants, qui pour l'essentiel prétendent faire mieux, se gardent bien de proposer une autre méthode moins complaisante. S'il n'y a pas d'autre méthode que l'abolition de l'argent, on les comprend !..

Twitter : Réseau social créé en 2006 par quatre informaticiens américains (Jack Doese, Evan Williams, Biz Stone et Noah Glass) dont le siège social est à San Francisco. Leur objectif était de permettre aux utilisateurs de bloquer entre amis et de partager des contenus photo et vidéo. En octobre 2013, Twitter entre en bourse et en 2017, il affiche 313 millions d'utilisateurs actifs par mois, 500 millions de tweets par jour.

Le système Twitter est efficace. Il limite les messages (des tweets ou twitts, textuellement des "gazouillis") à 140 signes, 280 pour certains utilisateurs, mais chaque tweet peut être "retwitté". Un logiciel permet de repérer les sujets les plus souvent twittés et retwittés, ce qui crée une sorte d'effet boule de neige. Plus le nombre de vues d'un tweet augmente, plus lecteurs le partagent. La presse mainstream c'est emparé de ce réseau pour repérer les sujets mis en avant et s'adapter ainsi aux intérêts de lecteurs, ce qui crée à nouveau un effet de condensation : les tweets les plus en vue sont encore plus partagés, les moins fréquents disparaissent. Pour créer artificiellement des effets de mode, des intérêts artificiels, il n'y a pas mieux. Si un journal désire mettre un événement en exergue, il lui suffit d'utiliser un logiciel qui fait passer un tweet anodin en boucle via des faux comptes tweeter. L'événement anodin devient statistiquement un fait majeur en quelques jours ! Twitter fait l'information, oriente l'intérêt des population.

La même même plate-forme sans argent perdrait vite cet aspect outil de propagande...

1 Dans un article de l'Institut Rousseau : <https://www.institut-rousseau.fr/les-etats-unis-les-big-techs-et-le-reste-du-monde/>

U

Uberisation : Mot dérivant de la société américaine UberCab qui a commercialisé des plate-formes mobiles pour mettre en contact des chauffeurs avec voiture et des clients. Cette pratique a fait une concurrence pour le moins déloyale aux taxis qui, pour exercer, doivent payer une licence et beaucoup d'impôts. Le même système a vite été utilisé dans la location de logements de vacances de gré à gré (*peer to peer*). Le plus important, *Airbnb*, met l'hôtellerie classique en difficulté. Peu à peu, ce modèle complètement dérégulé et ne fonctionnant que sur l'auto entrepreneuriat, a séduit les capitalistes libéraux qui y ont vu le moyen de casser définitivement toute organisation du travail.

Tout est peu à peu *ubérisé*, malgré les nombreux témoignages des victimes de cette individualisation des échanges commerciaux. Les seuls gagnants de ce système sont les promoteurs de ces plate-formes qui, pour des investissements minimes, peuvent faire travailler quantité de gens moyennant un petit pourcentage sur chaque opération. Le chauffeur, le livreur, le prestataire de service s'épuise vite pour de maigres revenus quand le promoteur travaille peu pour de juteux profits.

Quand la révolution monétaire éclatera, l'ubérisation sera de facto éliminée. L'ubérisation étant en train de gagner des secteurs aussi vitaux que la santé ou l'enseignement, il est urgent que cette révolution se mette en marche...

Uchronie : Genre littéraire qui consiste à réécrire l'Histoire en en modifiant un élément. Ce néologisme a été créé par le philosophe français Charles Renouvier (1815-1903). Que se serait-il passé si Napoléon avait gagné la bataille de Waterloo, si Cléopâtre n'avait pas eu un si beau nez ? Si Staline était mort d'une leucémie à l'âge de 30 ans, le communisme aurait-il duré jusqu'en 1989 ? L'uchronie, ou utopie dans l'Histoire, ou *alternate history* pour les anglais, est bien entendu un jeu de l'esprit mais peut servir,

comme les utopies, à repenser l'enchaînement des événements avec leurs causes et leurs effets.

Puisqu'il s'agit d'un jeu littéraire, il serait dommage de s'en priver. Ainsi, on pourrait imaginer ce qui serait arrivé si une culture aussi sophistiquée que celle des Sumériens avait émergé en Afrique parmi des population organisées sans argent, sans marchandise, sans pouvoir centralisé. L'hypothèse n'est pas totalement absurde puisque l'Afrique a su développer des Empires, des technologies de pointe, de vraies cultures. Et si, le modèle des Sans ou des Jarawas avaient fait école dans l'univers Gréco-romain... Ils auraient pu garder leurs ambitions universalistes voire hégémonique et, partant de là, nous transmettre un autre droit que le droit romain, une autre structure sociale que la structure marchande.

Nous laissons le lecteur imaginer d'autres scénarios puisque c'est si facile. Le jeu ne prouve pas grand chose sinon que les grands choix qui ont décidé de l'orientation de l'Occident ont tenu autant à des effets de hasard, à des circonstances fortuites qu'à une pensée brillante et homogène. On peut aussi en déduire que ce qui a été fait peut toujours être fait autrement, qu'aucun système n'est éternel, que des erreurs peuvent être durablement partagées par une grande majorité, sur des espaces considérables. Il n'y a donc aucune raison de ne pas imaginer un monde radicalement différent de celui auquel nous sommes accoutumés...

Unités sociales : En sociologie, une unité sociale désigne la cohésion intérieure et extérieure d'un groupe. L'un des arguments les plus récurrents dans le débat sur la désargence est, sans aucun doute, la question de la taille de l'unité sociale de base autour de laquelle pourrait se construire une société non marchande efficace. A petite échelle et dans un relatif isolement (une communauté soudée par un projet commun, un petit groupe d'insulaires...), tout le monde convient de sa faisabilité. Au niveau d'une métropole, d'une région, d'un pays et encore plus de la planète, cela paraît résolument utopique.

Il est vrai que toutes les expériences connues de société sans argent ont été portées par des communautés restreintes : Inuits, Amérindiens, Sans, Jarawas pour les peuples, phalanstères, familistères et autres Zads pour les communautés expérimentales. C'est le même problème que pour la démocratie directe qui se complique dès que le nombre augmente. Il y a des seuils au-delà desquels il faut se fédérer et au niveau des grandes nations, et

à fortiori de la planète, cela induirait quantités de délégations successives et donc une lourdeur et une lenteur administrative extrême pour la moindre décision à prendre.

Une désargence serait donc confinée au domaine du local et ne serait pas pensable au niveau international. Seule l'expérimentation permettrait de dépasser ce clivage réputé indépassable. Pourtant, nous ne manquons pas d'exemples très concrets où une organisation complexe est réalisée à grande échelle. Les équipes scientifiques de grande ampleur, telles que celle du CERN, ont très concrètement mis en place des structures impliquant des acteurs du monde entier, des laboratoires dispersés, et elles ont prouvé que l'argent empêchait plus souvent qu'il ne permettait ce genre de collaboration mondiale sophistiquée (voir article sur le sujet à la rubrique *Recherche scientifique*).

Ce qui a changé radicalement la donne sur cette question d'échelle, c'est l'irruption du numérique avec ses moyens de transmission, de communication, de partage des tâches, de collaboration à distance. Sans cette formidable technologie, l'idée d'une abolition de la monnaie serait sans aucun doute restée du domaine expérimental, confinée à de petits groupes communautaires. Ce qui est vrai pour la démocratie l'est aussi pour une possible désargence. Si nous pensons la démocratie avec en tête le modèle de l'agora grecque, on imagine mal plusieurs milliards d'individus votant une loi à main levée ou avec des ostrakons¹. Avec l'informatique obtenir l'opinion d'une telle masse d'humain est un jeu d'enfant. Il est même possible d'utiliser des systèmes de vote aussi sophistiqués que celui de Condorcet. Réunir des délégués en grand nombre venus des quatre coins de la planète n'est plus un problème avec les visioconférences.

Une société post monétaire sans ces outils relève en effet de la quadrature du cercle. Mais oublier les possibilités de l'outil numérique pour rendre impossible une société post-monétaire relève en revanche de la mauvaise foi...

Union Européenne : L'Union Européenne apparaît de plus en plus comme faisant partie des impasses structurelles qui nous mènent dans le mur. Olivier Delorme, Stathis Kouvelakis, François Asselineau et beaucoup

¹ Ostrakon : dans l'antiquité grecque, morceau de poterie servant de support pour écrire. L'ostrakon était utilisé pour voter, pour donner son avis lors d'un procès (ostrakon a donné le mot ostracisme), ou comme pense-bête.

d'autres voient même l'UE comme le préalable à abolir avant toute autre action. A chaque allusion à une désargence, ces gens là nous opposent qu'il est plus urgent d'abolir l'UE que la monnaie. L'argument est stratégiquement understandable. La seule chose que l'on puisse opposer c'est que l'abolition de l'argent induit de facto la fin de l'UE, alors que l'inverse n'est pas vrai. Il semble bien que seule l'Histoire donnera raison aux uns ou aux autres. Il n'en reste pas moins qu'une alliance entre *Europhobes* et *Désargentistes* serait la bien venue, dans un cas comme dans l'autre. Les deux options ont souvent en commun la volonté de sortir de l'emprise du Capital.

Il reste que toute politique, même anticapitaliste, qui refuse la rupture avec l'UE (ou se cantonne à un plan B) et ne se donne pas les moyens de mener cette rupture à bien est vouée à l'échec (Tsipras l'a largement prouvé). Mélenchon de ce point de vue-là, avec sa *révolution citoyenne* qui s'opère par les urnes, est en décalage complet non seulement par rapport à certaines leçons théoriques fondamentales du passé, mais aussi par rapport à des situations très récentes. C'est vraiment dommage d'entendre, dans les discours de Mélenchon, quantité d'idées authentiquement révolutionnaires contredites aussitôt par des semblants de *ruptures*, des fermes volontés de *renverser la table de l'Europe...*

C'est ne pas voir, ne pas admettre que la table européenne est arrimée au néolibéralisme, auquel est arrimée l'Allemagne, pour laquelle est fait l'euro... Le système monétaire global renforce logiquement cette prédominance de l'Allemagne sur le reste de l'Europe. L'euro étant calqué sur l'ancien Mark, il est sous évalué pour les Allemands (-18%), surévalué pour les vingt-six autres États (+6,8% pour la France)¹. De ce fait, la France accuse un déficit extérieur de plus de 20 milliards quand l'Allemagne enregistre pour la même période un excédent de 261 milliards. Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que l'Allemagne soit plutôt europhile et la France de plus en plus europhobe ! On imagine bien que l'écart dans les balances commerciales augmente proportionnellement si l'on parle de l'Espagne, de la Grèce ou de la Roumanie...

Comment l'Europe a pu tenir un semblant de cohésion avec de telles inégalités financières, comment les 26 pays non allemands ne se sont-ils pas ligués pas pour mettre l'Allemagne au pas et exiger d'elle qu'elle mutualise charges et profits, quelle cesse d'abuser de sa position domi-

1 Chiffres fourni par le FMI pour 2017.

nante ? La seule explication, c'est que le pouvoir est indissociablement lié à l'argent. L'Allemagne a l'argent, elle a donc aussi le pouvoir et jamais elle ne cédera face aux autres. Il est si simple pour elle de les accuser de mal jouer, mal gérer, trop dépenser...

Les économistes n'ont pas de solution au problème. Les uns pensent rééquilibrer l'inégalité interne à l'UE, par la bonne volonté, un intérêt commun, d'autres par une monnaie internationale servant à tous les pays de l'UE couplée à des monnaies locales, d'autres de passer outre le système de cotation monétaire et d'opter pour une moyenne commune pour les importations et exportations... Ces spécialistes hautement qualifiés ne se mettront jamais d'accord, aucun des 27 États n'acceptera de lâcher un pouce des avantages acquis, l'UE n'est pas en position de force pour imposer une règle internationale plus juste... Le seul réalisme, c'est de revenir aux États-nations, ce qui n'empêche pas toutes sortes de collaborations et alliances ponctuelles, ou de supprimer l'argent qui visiblement induit tant de comportements individualiste. Le réalisme politique n'est plus un simple pragmatisme mais l'acceptation d'un renversement radical du système. Comme le mot de radicalité, qui normalement signifie ce qui se rapporte à la racine du mal, est aujourd'hui entendu comme extrémisme, ce n'est pas gagné... Ce sera sans doute possible quand la crise de trop fera exploser le vieux système !

Urgence : Caractère de ce qui requiert une action, une décision immédiate. Dès le début du XXI^e siècle, les impasses structurelles qui s'annonçaient auraient dû nous mettre dans une situation d'urgence, nous pousser à prendre des décisions rapides. Au lieu de cela, ce qui domine c'est la sidération, l'hésitation, le doute quant à l'urgence même.

En juillet 2021, l'Allemagne, la Belgique ont subi un épisode orageux meurtrier. Il est devenu évident qu'un tel phénomène météorologique n'était pas prévisible, que les infrastructures n'avaient pas été prévues pour de tels excès, que la cause de ce dérèglement était le réchauffement climatique et qu'il fallait prendre des mesures immédiates et radicales, dès 2030, 40, ou 50 pour les plus optimistes. En somme, aucun des gouvernements européens n'a eu le courage de prendre la moindre décision immédiate qui s'imposait. Le réchauffement climatique ne ralentira sa progression que si nous limitons drastiquement nos productions agricoles et industrielle et nos consommations d'énergie, ce qui est totalement contradictoire avec le sys-

tème marchand qui ne vit que par la croissance. Cela signifie non seulement un changement de politique pour les gouvernants mais aussi un changement de mode de vie pour les citoyens. Ni les uns ni les autres n'y sont prêts. Il faudra franchir encore beaucoup de seuils irréversibles, subirent de nombreuses catastrophes naturelles pour l'admettre...

Il faudra même que les militants les plus vertueux, ceux qui s'acharnent à réparer les dégâts, admettent que les alternatives ne servent qu'à aggraver le problème. Remplacer l'énergie thermique ou nucléaire par l'éolien et le solaire permet de ne pas réduire nos besoins énergétiques. Préserver la forêt ne sert à rien si nous acceptons de consommer de l'huile de palme, du soja et des bovins brésiliens et argentins. Protéger les ressources halieutiques est ridicule si on continue à déverser dans les mers autant de plastiques et de produits chimiques. Où sont les militants capables d'entendre cela, les politiques susceptibles de le traduire dans un programme électoral, les industriels prêts à abandonner les fabuleux profits que le capitalisme leur offre ? Si les poules avaient des dents..., si les soldats étaient troubadours..., si tous les gars du monde se donnaient la main...

Notre modèle de société, aussi implacablement efficace qu'il ait été pendant quelques siècles, parvient maintenant aux limites de son fonctionnement, des limites que personne ou presque n'a soupçonné si proches et si nettes, au moment même où les pays communistes succombent eux aussi à l'ivresse d'un mode de vie impliquant voitures, écrans plats et voyages au loin, ou les quelques riches des pays émergents sont encore pires que nos grandes familles traditionnelles. Le Qatar, les Émirats arabes en sont un bel exemple.

Il faut bien reconnaître que le sentiment d'urgence est parfois contredit par l'Histoire. Marx, était convaincu que le capitalisme s'effondrerait à la fois sous le poids de ses contradictions internes et sous les coups de boutoirs de la dictature du prolétariat. Mort en 1883, il n'a pu vérifier sa thèse. Schumpeter, très pessimiste sur l'avenir du capitalisme, s'est tout autant trompé. Mort en 1950, il aura à peine entrevu les Trente glorieuses. Si les abolitionnistes de l'argent ont la même intuition en 2020, nul ne peut dire s'ils auront le temps d'expérimenter leur société en grandeur nature et en live !

Consommer moins, produire mieux, décroître est devenu une nécessité vitale. Mais il est évident que le système capitaliste n'a pas été conçu pour cela. L'économiste Frédéric Lordon trouve des solutions dans l'écono-

mie, mais ne semble pas tenir compte de l'urgence environnementale. Le scientifique Aurélien Barrau a une conscience aiguë des données scientifiques mais ne voit pas que l'économie nous met dans une impasse. Si l'on accepte l'urgence, il paraît fou d'espérer des actions individuelles suffisantes. Il est tout aussi fou de penser que les dirigeants politiques, formatés par le système, soient en état de réagir. Il ne reste plus que la préparation d'une solution radicale qui serait prête quand un changement profond de système deviendra d'une urgence immédiate enfin perceptible par le plus grand nombre.

Pour l'instant, seuls les abolitionnistes de l'argent, les tenants d'une société post-monnaire donnent une réponse concrète face à cette urgence, mais trop tôt pour être entendu...

Usage : On parle très peu d'usage dans le capitalisme, sauf au moment des grèves. Quand les transports sont bloqués par des revendications syndicales, les médias s'empressaient de déclarer que *les usagers sont pris en otages* ! Après avoir été considérés comme des *clients* à respecter, puis comme des *consommateurs* ayant le droit inaliénable à être transportés, nous devenons *otages* et l'on fait référence à un droit d'usage. Un double oxymore : si le droit à être transporté est inaliénable, en vertu de quoi faut-il le payer ? Si la grève nous met en situation d'être instrumentalisés en vue d'un profit personnel (une augmentation de salaire) comme l'otage est monnayé contre une rançon, comment peut-elle s'entendre dans un service public, financé par les impôts de ces mêmes otages ?

Une des rares allusions juridiques à l'usage est nommée *usufruit*. Il est possible dans le droit actuel d'user légalement d'un bien immobilier sans en avoir la propriété, quand par exemple, un père lègue de son vivant sa maison à son fils, tout en continuant à en jouir comme s'il en restait propriétaire. Généralement, le père occupant la maison en paye les charges et le fils ne peut aliéner le bien tant que le père est en vie. Hors de ce cas particulier, l'usage s'oppose irrémédiablement à la propriété privée.

Usage et fonction ne sont pas des catégories naturellement associées. La fonction d'une arme à feu est de tuer. On peut la détourner pour des usages festifs, dans un stand de tir à la fête foraine, pour faire du bruit et éloigner les oiseaux du champ fraîchement semé, pour décorer le dessus de cheminée dans le salon. Mais l'arme à feu restera toujours l'outil idéal pour se débarrasser du voisin encombrant ou pour inviter le lapin à ac-

commoder notre moutarde. L'arme à feu restera toujours une potentielle source d'accident et d'attentat, un possible moyen de pression. Il faut être fou ou américain pour défendre l'idée qu'une arme à feu est absolument indispensable et qu'elle n'est pas responsable de la violence humaine. Si l'on peut espérer qu'un bon usage soit fait d'un quelconque objet, on ne peut espérer que la fonction pour laquelle il a été créé disparaisse totalement. Quand bien même les fusils seraient uniquement fabriqués pour chasser le lièvre ou le sanglier et qu'une loi interdirait toute autre cible, les meurtres commis par ce moyen ne cesseraient pas pour autant, pour la simple raison que le fusil est mécaniquement un engin de mort.

Pourtant, ce raisonnement simple ne s'applique jamais à l'argent dont on reconnaît volontiers qu'il est le nerf de la guerre, mais sans jamais admettre qu'il est mécaniquement porteur d'inégalités, de pouvoirs abusifs, de meurtres indirects, de génocides économiques. On s'entête à vouloir moraliser l'usage de l'argent comme si une soudaine sagesse de l'humanité effacerait la fonction meurtrière. On espère en limiter législativement l'usage au rôle de convertisseur d'échanges, comme si l'on pouvait empêcher le cupide de spéculer, l'avare de thésauriser, le mégalomane de se payer une élection, le faux-monnayeur de fabriquer de l'argent-dette !

Cette confusion entre usage et fonction paraît absurde, mais c'est la seule porte de sortie intellectuellement possible à celui qui croit encore à l'éternité, à l'universalité de la monnaie. Faute d'imaginer un monde sans argent, on invente un argent fictif débarrassé de ses tares originelles. Ainsi, certains prétendent que l'argent est un outil de pacification : véhicule des transactions, il pacifie les rapports et les conflits en offrant aux hommes un moyen de résoudre les dommages commis ou subis, de compenser les pertes ou les fautes. Mais si l'on dressait un tableau en deux colonnes, d'un côté les conflits dus à l'argent et de l'autre les conflits résolus par l'argent, il est évident que la première colonne se remplirait bien plus vite que la seconde !

C'est en somme la même tactique qu'utilise l'homme politique quand, face à l'insoluble problème du chômage, invente le mot de *flexisécurité* pour n'y rien changer ! Plus les impasses se profilent à l'horizon de l'économie, de la biodiversité, du climat..., plus les experts seront prolixes en néologismes et plus il nous sera évident que l'argent tue autant que l'arme à feu, qu'il n'est pas plus immortel que la plume Sergent-major. Alors, il paraîtra évident que l'humanité peut avoir accès aux ressources naturelles et aux produits de notre industrielle activité, comme l'on a, de tout

temps, eu accès à l'air que l'on respire...

Usine : Les caractéristiques des usines modernes, c'est la concentration et la robotisation. La concurrence a peu à peu regroupé toutes les unités de production d'un même secteur sur des sites uniques, généralement délocalisés dans les pays à bas salaires et progressivement vidés de leurs employés, mis à part ceux qui sont chargés de la surveillance et de la maintenance des machines. Avec la robotisation et l'homme devenu superflu, avec le nombre de chômeurs maigrement assistés, ceux qui obtiennent un poste en usine sont prêts à tout accepter pour conserver le privilège d'un salaire temporaire.

Zola a décrit la condition ouvrière du XIX^e siècle en la résumant d'un terrible mot, *L'Assommoir*. Se faire une idée des conditions de vie au sein des unités de productions du XXI^e siècle, comprendre comment les travailleurs sont amenés à les accepter sans réagir est devenu plus difficile. Les ouvriers de Zola étaient certes dans une insécurité totale et le bon Coupeau en paye le prix fort. Mais celui qui travaillait dur pouvait s'en sortir comme ce fut un temps le cas pour Gervaise. Les enfants des ouvriers et employés d'aujourd'hui sont assurés d'avoir moins de chances que leurs parents, une première dans l'histoire de l'humanité.

Les ouvriers de Zola vivaient dans une communauté qui avait ses parts d'ombres mais un sentiment de classe, une culture populaire, une tradition de solidarité. Aujourd'hui, chacun se doit d'être l'*entrepreneur de sa vie*, en concurrence perpétuelle avec tout le monde, y compris ses proches, contraint très souvent d'exercer des activités professionnelles dénuées de sens (des bullshit jobs), et finit toujours par devenir inutile, superflu. Penser le temps de Zola comme *le bon vieux temps* est aussi stupide que de penser qu'il y a eu un progrès social entre l'Assommoir et l'ubérisation moderne. Les Trente glorieuses ont été une simple parenthèse et n'a servi qu'à nous faire croire au progrès.

Si l'usine est indispensable pour offrir à tous un minimum de bien-être et de confort, il faudra bien se résoudre à sortir de l'aliénation du salariat, du profit à tout prix, de la concurrence à tous les étages. Comment y parvenir dans un cadre monétisé, sans remettre en cause les grandes catégories propres au système marchand ?

Il est pourtant possible de penser des usines ne produisant qu'à une demande précise et justifiée d'usagers, des travailleurs qui choisiraient librement leur activité, qui auraient de quoi subvenir aux nécessités de leur reproduction matérielle qu'ils soient en activité ou pas. Il n'est pas fou de penser que toute production soit systématiquement soumise à quelques questions de base : pourquoi produire et comment produire, est-ce essentiel ou superflu, intéressant pour le bien commun ou pas, en cohérence avec l'environnement ou pas. Le sort des usines, des travailleurs et des usagers serait tout de même plus enviable que celui de Gervaise et que celui des ubérisés...

Utilitarisme : Courant de la pensée libérale qui tend à faire de l'économie le sens unique de toute la vie sociale. En simplifiant, l'utilitarisme consiste à considérer les humains comme des individus rationnels. Une action, une règle, un choix politique se juge uniquement aux effets que cela produit. S'ils sont positifs pour le plus grand nombre, le bien être individuel n'est pas pris en compte. C'est le principe du pragmatisme qui permet de juger de tout, actions et auteurs de ces actions, sans tenir compte de la morale, des intentions sous-jacentes. De cette vision découle le concept d'*homo oeconomicus*, l'homme qui cherche toujours à atteindre des objectifs de la meilleur façon possible, qui maximise sa satisfaction et minimise les obstacles et ses peines.

Ce mythe de *l'homme économique* se révèle par exemple dans l'expression d'Emmanuel Macron sur les *premiers de cordée*, seuls capables de maximiser leurs potentiels et sachant tirer les *suiveurs* vers l'économie parfaite. Le caractère hors sol de cette idéologie se perçoit quand le même Macron explique à un chômeur *qu'il suffit de traverser la rue* pour trouver du travail. Il est certain que nul commerçant n'oserait refuser un travail au chômeur accompagné du Président, mais il est tout aussi certain que ce même chômeur ne trouvera pas le moindre emploi, même en faisant cent fois le tour de tous les commerces du quartier.

L'influence de l'utilitarisme néolibéral n'est pas à négliger tant il est parvenu à intoxiquer les esprits les plus contestataires, y compris parmi les militants pour une société post-monétaire. On retrouve ainsi cette idée que l'accès aux biens et services doit être lié à la preuve d'une utilité sociale. On réinvente alors des cartes d'alimentations obtenues par un travail (donc un salaire déguisé), des hiérarchies fondées sur l'utilité sociale (donc des

classes sociales), des incitations à privilégier l'intérêt commun par rapport à l'intérêt particulier (donc de l'exclusion)... Que certains tentent de faire entrer par la fenêtre ce que nous nous acharnons à mettre à la porte suscite de houleux débats, preuve qu'il ne suffit pas de vouloir abolir l'argent pour ne plus avoir une calculette dans la tête !

Utilité : Caractère, qualité de quelque chose ou de quelqu'un qui sert à quelque chose. C'est ce que nous dit le Larousse, et c'est bien peu...Utile pour quoi et qui ? Un travail inutile est utile pour celui qui n'a que ça pour survivre. Le repos est-il moins utile que l'effort ? A quoi peut bien servir une cantate de Bach, une toile de Soulage ? L'épidémie de la Covid a fait surgir ce même genre d'absurdité avec le terme "*essentiel*" qui a classé en utile et inutile quantités d'activités qui pourtant avaient au moins l'utilité de fournir un revenu à quelques personnes. Les coiffeurs ont été fermés de longues semaines quand les toiletteurs pour chiens étaient autorisés. Les musées sont restés vides mais pas les galeries d'art, les spectacles interdits, mais pas les supermarchés.

La logique financière elle-même a été chamboulée. Les uns se sont enrichis, les autres paupérisés, essentiellement sur un critère de taille. Amazon a engrangé des profits immenses, les petites librairies ont fait faillite. Les supermarchés étaient pleins pendant que les épiceries de proximité périllicitaient. La classe moyenne a été "épurée", légèrement par le haut avec quelques déclassement de cadres supérieurs, notablement par le bas avec la paupérisation des plus faibles. Épuration est bien le mot qui convient pour ceux qui rêvent d'un monde dirigé par et pour une petite oligarchie face à une masse de travailleurs devenus inutiles et réduits au statut de main d'œuvre de réserve.

Mais on peut aussi repérer une autre forme d'épuration, celle de la culture, de la convivialité. En période de "confinement" (d'assignation à résidence disaient certains), la classe possédant de vastes maisons, dotées de parcs, bien connectés au reste du monde ont pu s'en réjouir. Confinés dans un HLM, à cinq dans trois pièces, avec le supermarché ou le parking de l'immeuble comme seule échappatoire, d'autres ont vécu un enfer de violence, d'énervement, de promiscuité. L'écart s'est creusé entre ceux dont les liens sociaux s'épanouissaient et ceux qui voyaient leurs maigres liens s'es-tomper.

Le lien social a peu d'utilité marchande mais l'immense utilité de

faire société. Et c'est sans parler des manifestations publiques et politiques rendues impossibles à ceux qui en ont le plus besoin, la rue et le rond-point, le café et le club étant les rares lieux d'expression.

On peut ajouter aussi que l'antonyme d'utilité, c'est l'inutilité. Appliquer le mot à l'homme, c'est aussi accepter qu'il y ait des gens inutiles, qui ne servent à rien ni à personne. Si c'est possible et fréquent dans un monde d'argent, il est à souhaiter que cela disparaisse dans un monde sans argent. Il est possible que la société monétaire se passe de quelques milliards individus, au point de les rendre totalement invisibles, il est pensable d'imaginer qu'une société a-monétaire trouverait une utilité au plus handicapé du corps, de l'esprit ou de l'âme !

L'utilité s'oppose souvent à la nécessité, ce qui, dans une société qui a fait de la croissance et du profit la nécessité absolue, entraîne que tant de chose inutiles soient produites, tant de choses extrêmement utiles soient négligées. Il est devenu normal que l'on fabrique en quantité des briquets jetables et des baskets à cousin d'air et voyants lumineux, normal aussi que des médicaments vitaux pour certains soient abandonnés et que l'eau potable manque à des millions d'humains. Si la priorité est le profit ou au mieux la progression d'un PIB, le superflu peut paraître plus urgent que l'essentiel.

Le capital se moque bien que soient fabriqués des jouets ou des bombes à fragmentation, pourvu que cela crée une plus-value....

Utilité sociale : *“Tout travail mérite salaire. Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. A chacun selon son mérite...”* Ces lieux communs sont distillés dans nos crânes depuis des millénaires et sont rarement contestés. Ils paraissent évidents et fondent la morale de la méritocratie qui se pare d'égalité des chances, de justice, de reconnaissance. Qu'un citoyen ayant créé, inventé, promu une chose éminemment utile pour la collectivité, cela justifie qu'il ait en retour plus d'avantages, de privilèges, de bien-être que le citoyen suiveur, simple exécutant, et a fortiori que le citoyen inutile, fainéant, parasite. Le contraire serait insupportable, et même le moins utile socialement l'admettra aisément.

De fait, la plupart des systèmes politiques et économiques ont intégré cette évidence, faisant de l'ouvrier modèle un cadre du parti, de l'entrepreneur le héros du capitalisme, de l'artiste populaire une star, de la star du foot un artiste. Pourtant, le talent, l'intelligence, le courage, l'audace de

ceux qui sont reconnus d'utilité sociale, ne peuvent être attribués au seul mérite individuel. Socialement, nous ne sommes et ne serons jamais égaux.

On naît quelque part, dans un contexte familial particulier, doté d'un héritage biologique, culturel, psychologique, historique unique. Grandir sur une plage des Bahamas ou dans un bidonville de Calcutta ne peut donner les mêmes chances. Et, à l'intérieur d'un même microcosme, d'une même famille, nous savons bien que certains sont plus forts, plus intelligents, plus courageux, plus opportunistes que d'autres, sans raison apparente. Nous savons bien qu'à travail égal, l'un sera ouvrier l'autre patron, l'un sera brillant l'autre effacé. Toute tentative égalitariste pour donner à tous les mêmes chances, à l'école par exemple, donnera un Camus (et pour lui le prix Nobel) et des centaines de Meursault (et pour eux la guillotine), quel que soit le professionnalisme de l'instituteur Louis Germain.

Le pire, c'est que le mérite est forcément calqué sur une notion de valeur. L'utilité sociale est différemment perçue quand est offerte à la collectivité une utilité de grande ou de petite valeur. Un vaccin sauvant des vies est plus apprécié qu'un poème élevant l'âme. C'est peut-être évident, mais au nom de quoi ? Pourquoi nombre d'inventeurs géniaux sont-ils moins reconnus utiles que ceux qui ont vulgarisé et commercialisé ces dites inventions ? Cette hiérarchisation de la valeur utilitaire ressemble bien à celle de la valeur marchande qui décide de l'intérêt d'une œuvre d'art en fonction du marché bien plus que de l'esthétique, de l'utilité d'un objet en fonction de son rapport financier bien plus que de son usage. En somme, l'utilité sociale et les récompenses afférentes sont essentiellement un "modus vivendi hiérarchique" qui divise la société en individus essentiels ou superflus, en riches et pauvres, en bons et mauvais.

Rien d'étonnant alors que les plus critiques vis-à-vis de la civilisation marchande intègrent tous l'utilité dans leur vision du monde. Il ne faut pas qu'un revenu universel soit trop élevé sinon les "méritants" seront lésés. On veut bien supprimer l'argent mais pas le salaire, fut-il sous la forme d'un accès aux biens ! Si tu veux manger, te loger, te vêtir, mérite-le ! Cet impératif catégorique sous-entend que le marginal mérite son dénuement, et in fine, que certains aient des devoirs et pas de droits, d'autres des droits sans devoirs. Parce que c'est l'aboutissement logique de l'utilité sociale. La bible en a fait le constat quand elle relate la pratique du "jubilé" qui redistribuait périodiquement tous les biens en parts égales (maisons, bétail, esclaves...). A la fin d'un cycle, les héritages, la roublardise ou l'ingé-

niosité avait recréé l'inégalité combattue au début. Est-il juste que l'on empêche le méritant de transmettre à son fils les biens qu'il aura acquis grâce à ses mérites ? Est-il possible de réguler la spéculation consistant à s'approprier les avantages acquis par un autre selon ses mérites ?

Seule la désargence abolit instantanément l'utilité sociale en même temps que la valeur, l'échange, le mérite... Il nous semble bien plus intelligent de partir du principe que l'existence est une utilité potentielle pour la collectivité, parfois visible, parfois discrète, parfois invisible. Le comportement le plus égoïste, le plus parasitaire, ne peut-il pas, par exemple, être considéré comme utile socialement en tant que thermomètre de la démocratie ? Une société incapable d'intégrer ses parasites (biologiques et sociaux) est une société malade et fragile, sans immunité. Une société qui ne trouve aucune utilité à un individu est fautive de non-assistance à personne en danger. Puisque voilà l'utilité sociale enfin rendue obsolète, pour la première fois depuis la Genèse (et ce chapitre 3, verset 19 qui institue le Service du Travail Obligatoire), plus aucune comptabilité n'est utile, sinon celle des stocks, des savoir-faire, de la connaissance..., comptabilité quantitative ne servant qu'à prévoir, à préserver l'accès pour tous, à permettre une prise au tas généralisée...

Utopie : Mettre en place rien moins qu'un changement de civilisation est utopique en ce sens qu'il est vain de vouloir convaincre ou contraindre l'ensemble de la société mondiale, qu'il est fou de croire que ce qui existe depuis cinq mille ans va disparaître sans risque, que l'Homme peut changer de nature si l'on change de système. L'utopie à ceci d'étrange que nul n'est capable de prévoir si une utopie sera la réalité de demain. Rien n'est plus utopique que de croire qu'un système aussi intelligent soit-il puisse durer éternellement. Rien n'est plus utopique que de croire que des réformes, des aménagements, puissent améliorer le système, au point de nous sortir des impasses écologiques, sociales, économiques auxquelles nous devons répondre. L'utopie est de croire que le monde des « petites poussettes », comme dit Michel Serres, sera le même que le nôtre. Avec ou sans argent, il faudra bien s'adapter. Sans cesse revient cette injonction paradoxale d'éviter l'utopie tout en pensant un futur imprévisible.

A l'utopie est régulièrement opposé la "faisabilité", terme encore plus flou que l'utopie. La transformation du monde qu'impliquerait une

suppression de la monnaie est trop importante pour être faisable. Il est plus réaliste de travailler à de petits projets, plus circonscrits, moins lourds de conséquences : protection de la nature, revenu universel, nouvelle Constitution, décroissance, monnaies alternatives et fondantes, moralisation des banques, etc. Pourtant, il est tout aussi évident que toute réforme partielle se heurte très vite à des effets pervers qui la rendent inopérante. L'organisation de notre société est devenue à ce point complexe que tout est lié dans des relations de causes à effets, chaque point de vue étant interdépendant avec d'autres. Quelque soit le bout de fil dépassant de la pelote et que l'on tire, l'ensemble et le fil aboutit à un nœud gordien. Le fil de la désargence n'est donc pas plus infaisable que celui de l'écologie, de la justice sociale, du RU, de la lutte contre le chômage, de la politique, etc., sujets dits faisables et réalistes.

Dieu est l'utopie la mieux partagée et la plus efficiente que l'homme n'ait jamais inventée. Dieu est l'envers de la médaille humaine, l'antithèse parfaite de nos misères terrestres. L'homme est mortel, Dieu est éternel. L'homme est dans un univers fini, Dieu est infini. L'homme est faible, Dieu est tout puissant. L'homme est terrorisé par une complexité insondable, Dieu est omniscient puisqu'il a tout créé... Dieu est notre plus belle et plus pérenne création. Un jour l'homme deviendra Dieu, par une mort transcendée dans la résurrection, par des réincarnations successives jusqu'au karma final, dans un éden où coulent le lait et le miel, dans un paradis doté de dizaines de vierges permises et soumises...

Mais l'homme moderne a appris que les mythes naissent et meurent, que les grands récits fondateurs peuvent changer avec le premier prophète venu. Il est donc devenu méfiant, voire franchement mécréant. Le coup du Dieu qui voit tout, entend tout, peut tout, ne fonctionne plus. L'homme moderne est devenu rationnel, scientifique et athée. De là à suspecter toutes les utopies d'être du même tonneau, ontologiquement inaccessibles, il n'y avait qu'un pas que tous les réalistes, tous les pragmatiques, tous les déçus des lendemains qui chantent, ont allègrement franchi. L'utopie est devenue synonyme de divagation, l'utopique un doux rêveur naïf et impuissant.

"Soyons réalistes, demandons l'impossible", répond le militant prêt à tout pour préserver ses luttes et ses compagnons de lutte. Dieu n'existe plus, le père Noël non plus, l'utopie est suspecte, mais nous réhabiliterons la foi en un autre possible. Des prédécesseurs nous confirment dans cette folie

et nous nous en prévalons : “*Ils ont cru que c’était impossible, alors ils l’ont fait !*”

Mais foin des aphorismes et des slogans mobilisateurs, les utopies, les vraies, celles des deux amis Montaigne et La Boétie, ne sont plus. *Dies irae dies illa la majeure* !... Quand bien même un fou comme moi se lancerait dans l’invention d’une nouvelle utopie, il se heurterait vite à une complexification du monde, à une “inextricabilité” des problèmes, à une “impuissantation” du militant telles que son discours, obligé d’inventer des néologismes et de remettre en cause les axiomes et postulats les plus avérés, en deviendrait abscons.

Les bonnes vieilles luttes d’antan étaient binaires : Nous étions de gauche ou de droite, conservateurs ou libéraux, Algérie française ou anti-colonialistes. L’objet des luttes lui-même pouvait paraître simple : Il était évident que les congés payés allaient changer la face du monde ouvrier. Il était clair que le droit de vote étendu aux femmes était un grand pas vers la démocratie. La lutte des classes elle-même n’avait pas besoin de mode d’emploi : Les travailleurs d’un côté, les patrons de l’autre, le capital d’un côté, les bras de l’autre...

S’il suffit de se promener quelques heures dans un tribunal quelconque pour comprendre que la lutte des classes existe toujours, il faut bien avouer qu’une chatte n’y retrouverait pas ses petits. Entre le Bobo de la classe moyenne qui boursicote, le prolo prêt à tout pour s’offrir son 4x4 et son pavillon de banlieue, le patron sous-traitant qui trime comme un fou pour sauvegarder les emplois de ses quelques ouvriers, qui est qui ?... Mais peut-être est-ce là une vue de l’esprit. En lisant avec un peu plus d’attention les élaborations intellectuelles des luttes passées, nous voyons bien que tout n’était pas si simple. La droite, par exemple, a défendu l’idée d’une allocation familiale au nom de la famille et du respect de la mère au foyer, quand la gauche s’y opposait craignant la démobilisation du travailleur. Alors qu’est-ce qui a changé depuis le siècle passé ?

Sans doute est-ce la complexification des problèmes et la chute conjointe des grandes utopies. Aujourd’hui, rien ne peut changer si l’on ne change pas tout et tous ensemble. C’est le postulat de la mondialisation. Rien ne peut évoluer si l’on ne s’attaque pas à la finance, mais la finance est nulle part, n’a pas de nom, pas de patrie, pas de responsabilité pénale, c’est la force du néolibéralisme. Aujourd’hui, le capitalisme n’est plus un système que l’on choisit ou réfute, mais une évidence incontournable, une fin

de l'Histoire. Il ne reste plus qu'à inventer un capitalisme libertaire, un libéralisme moral, un socialisme de droite et un fascisme à visage humain !... Et l'on voudrait que l'homme simple s'y retrouve, invente un nouveau monde, se révolte ! Si seulement il s'indigne, s'il arrête de croire aux promesses politiques et aux rêves consuméristes des publicistes, nous applaudissons. Alors, l'utopie...

V

Vacances : Les vacances s'imposent ou se vivent aujourd'hui sur le mode de la réparation, de l'oubli, de la revanche, de la récompense. Le temps est scandé par des périodes de travail et de vacance, pour l'enfant scolarisé comme pour le travailleur. C'est un temps dit de récupération, pour revenir à sa tâche en étant performant, indispensable pour "recharger les batteries". Il doit être suffisamment court pour être attendu avec impatience et doit être rigoureusement destiné à ne rien faire de productif.

Être en vacances, devrait signifier être libre, inoccupé, vacant. Quand le salariat sera aboli, les vacances n'auront plus lieu d'être puisque chacun pouvait se mettre en vacance, en indisponibilité quand bon lui semblera, sans contrainte de durée ou d'objet. Tout ceci paraît simple et ne fait guère débat. On peut cependant se demander si cette scansion de périodes d'activité et de repos n'est pas une nécessité pour rompre la monotonie du quotidien. Quand bien même le temps d'activité serait réduit, toute nécessité de gagner sa vie ayant disparu, beaucoup pourraient s'installer dans une routine qui, à la longue, deviendrait écrasante. Certes, tout le monde aurait l'égale possibilité de casser la routine en changeant d'activité, en voyageant, en découvrant un domaine culturel encore inconnu.

En théorie..., car en pratique, nombreux sont ceux qui sont incapables de s'animer par eux-mêmes, de changer de train, de se confronter au vide d'une période sans cadre et sans repères. Contrairement à ce que tout le monde imagine, les animateurs sociaux-culturels, les organisateurs de voyages, les accompagnateurs de vacances, les coaches en tout genre ne disparaîtront pas dans un paysage a-monnaire. La plupart aiment leur travail d'animateur et y démontrent du talent. Ils continueront donc à faire pour le plaisir ce qu'ils faisaient jadis pour gagner leur vie, au grand soulagement de ceux qui ont besoin d'être entraînés dans une dynamique dont ils ne peuvent prendre l'initiative.

Certains Cassandra critiqueront ceux qui se laisseront aller à cette absence d'autonomie caractérisée, ceux qui profiteront de la faiblesse des uns pour se mettre en valeur en s'installant animateur. Un psychiatre me

répondit un jour par une tirade expliquant que le besoin d'être animé ne relevait pas toujours de la pathologie (c'était un habitué du Club Méd!) : *"Ma vie se résume à porter à bout de bras des gens dont les diversités neurologiques sont sources de souffrances sévères. Doit-on les laisser souffrir dans le but de les normaliser ? Doit-on m'interdire de me reposer de ce portage épuisant en me laissant à mon tour porter par un animateur qui me dira, le temps d'un ressourcement, ce que je dois faire, où je dois le faire, ce que je dois manger, ce que doit penser... ?"*

Le même débat aura certainement lieu au sujet des dimanches et des anciens jours chômés. Quel intérêt de consacrer systématiquement le dimanche comme jour de rupture lorsque nous sommes le reste du temps dans des activités librement choisies ? Pourquoi réserverions-nous le premier mai à autre chose que notre activité habituelle au motif que nos ancêtres en avait fait une traditionnelle journée de lutte pour les conditions de travail ? Ce genre de choses n'étant plus soumises à décrets, elles évolueront peu à peu, différemment selon les régions et au gré de choix locaux souvent indéchiffrables...

Une abolition de l'argent et du salariat aura au moins pour conséquence immédiate de rendre obsolètes le tourisme de masse et les embouteillages du dimanche soir...

Valeur : Ce en quoi une personne est digne d'estime nous dit le Larousse. Quoi de plus subjectif ? Ce qui est estimable pour l'un peut être intolérable pour l'autre. Les objets et les personnes ont tous une valeur pour quelqu'un : valeur marchande, valeur sentimentale, valeur morale... La valeur désigne aussi la quantité : un kg de tomates vaut moins que deux kg, une armée de 100 000 hommes vaut plus qu'un bataillon de cent. La valeur d'une carte à jouer dépend d'un code préétabli, et un as de pique n'est plus fort qu'un dix qu'en vertu d'une décision arbitraire. La valeur peut être purement littéraire lorsque l'on parle de vaillance ou de courage. Elle est juridique quand on dit qu'un acte non signé n'a pas de valeur. La valeur désigne un temps donné en musique quand on parle de la valeur d'une note noire ou blanche. Elle devient économique quand on parle de valeur ajoutée, de valeur d'échange ou d'usage. Mais elle prend un sens très particulier dans le discours d'un marxiste en désignant la quantité de travail associé à la marchandise...

On voit bien par là que l'expression *mot-valise* prend ici tout son sens. Une valeur n'a plus aucun sens hors de son contexte ! En outre, l'ar-

gent gomme entre les objets les différences de nature au profit de degrés variables. De fait, la conversion d'un tableau de Rembrandt en un nombre déterminable de paires de chaussettes est ainsi possible. Il ne faut pas s'étonner si, à la longue, on observe une perte du sens des réalités qualitatives ! Si tout s'achète, plus rien n'a de la valeur, sinon une valeur d'échange. Il n'est donc pas étonnant que l'argent soit progressivement érigé comme une fin...

Le mot Valeur est aussi ancien que celui d'échange. Quand on donne, partage, offre, prend au tas dans la nature, la question de valeur ne se pose pas. Mais dès que l'on veut échanger, une chose contre un œuf, on tombe inéluctablement dans la comparaison classique entre un œuf et un bœuf, entre un droit d'aînesse et un plat de lentilles.

Le fait de remettre en cause l'échange marchand, l'argent, réduit considérablement l'aspect objectif de la valeur. Hors de l'échange, un objet ne garde plus de valeur qui soit objectivement quantifiable. Ne reste alors que l'opinion personnel de celui qui évoque la qualité de tel objet ou de telle personne. C'est peut être une des conséquence les plus remarquable de l'abolition de l'argent qui, de facto, mettrait en péril la plupart des hiérarchies, des priorités, des classements accolés aux objets et personnes. En perdant l'habitude de compter, beaucoup de ce qui compte reprendrait de la valeur, beaucoup de ce qui se compte en perdrait...

L'argent mesure la valeur des choses et des gens. Quand on dit de quelqu'un qu'il vaut x euros par an, c'est souvent signe que l'on admire sa réussite professionnelle. Le pire, c'est qu'il est de moins en moins inconvenant de se présenter soi-même comme valant x euros par an. La première fois qu'on m'a demandé mes prétentions dans un entretien d'embauche, j'ai ressenti un profond malaise à évaluer moi-même mon prix, comme si j'étais une vulgaire marchandise. Comment juger moi-même si mes compétences satisfèrent mon futur patron, et à quelle hauteur ? Serait-ce prétentieux de prétendre à plus, stupide de prétendre à moins ? J'ai ressenti le besoin de retourner la question au patron : *A combien estimez vous le profit que vous pourrez tirer de mes compétences ?* Cette question lui parut incongru et il me signifia froidement que je recevrai une réponse par courrier, courrier que je n'ai jamais reçu. J'avais été formé par un vieil artisan pour qui c'était l'ouvrier qui donnait de la valeur au travail, et brutalement c'était l'argent qui devait me donner de la valeur !...

En régime capitaliste, tout est valeur économique, y compris ce qui mesure la valeur, l'argent. Or, les choses ne possèdent pas de valeur natu-

relle, seule la pratique d'échange entre les humains fait naître la valeur. C'est une caractéristique des sociétés capitalistes que l'échange soit devenu le seul principe du métabolisme de l'homme avec la nature. C'est seulement la séparation violente entre l'homme et ses moyens de subsistance qui rendit possible le capitalisme et généralisa le principe de l'échange. C'est seulement dans le capital que s'accomplit la logique de l'échange.

Sortir du capitalisme revient donc à sortir de l'échange qui crée artificiellement la valeur. Le problème est devenu quasiment insoluble avec le néolibéralisme, cette excroissance cancéreuse qui s'est ingénié à tout marchandiser, à traduire en valeur la moindre activité humaine (le travail, l'argent, le temps, les ressources, le savoir, la santé, l'éducation, la connaissance...). L'échange marchand est devenu incontournable, son abolition impensable car incompatible avec le minimum de confort, de sécurité, de culture. L'idée de passer *de l'échange à l'accès* a été le déclic qui nous a permis de sortir de cette impasse.

Valeur artistique : Les œuvres d'art sont reconnues comme ayant plus de valeur que l'objet ordinaire et, sans monnaie, où trouver le moyen de confirmer cette supériorité ? Un Picasso aura-t-il la même valeur qu'une "croute" de débutant ? En janvier 2021, un dessin de Hergé s'est vendu aux enchères 3,2 millions d'euros. Certes, il s'agissait de la célèbre couverture de l'album "Le Lotus Bleu", un dessin daté de 1936, à l'encre de chine, gouache et aquarelle sur fond noir. Le vendeur, la famille Casterman à Paris a expliqué que ce dessin avait été donné par Hergé à Jean-Paul Casterman, alors âgé de sept ans, qui l'avait plié en six et rangé dans un tiroir (récit difficilement vérifiable aujourd'hui) !

Quoiqu'il en soit de la valeur artistique du dessin, de sa valeur historique, de l'authenticité du don à l'enfant, qu'il ait pris en 85 ans une telle valeur (2 666 mois de SMIC, soit un peu plus de 222 ans de salaire d'un ouvrier), est en soit un scandale. Qui a pu se payer une telle fantaisie ? Combien d'ouvriers sont mort à la tâche pour qu'un seul homme ait accumulé tant d'argent ? Quel que soit le devenir des œuvres d'art dans une société post-monnaire, rien ne peut être pire. On peut en revanche imaginer qu'une œuvre qui présente un intérêt aussi vif, avec ou sans spéculation à la clé, devienne un bien commun, un patrimoine de l'humanité et qu'elle soit préservée dans un musée, confiée à d'autres pour des expositions, et que tout individu qui le désire puisse la contempler.

Si bénéfique il y a pour l'auteur d'un chef d'œuvre, la notoriété, la fierté personnelle d'être exposé dans un musée ou conservé dans un centre artistique pour la postérité suffit grandement si les artistes ont toute leur vie durant de quoi manger, se loger, se chauffer, se fournir en pinceaux, tubes de couleur, ciseaux de taille de pierre, gouges à bois et autres ustensiles propres à leur art, leur vie durant, sans endurer les affres des anciens poètes maudits, peintres bohèmes, et autres coureurs de cachets. En outre, cela nous évitera de prendre une croûte pour une œuvre d'art au motif qu'elle s'est vendue très cher ou de négliger une œuvre d'art au motif que personne ne l'a encore remarquée !

L'œuvre d'art est devenue un marché complètement fou et artificiel où c'est le prix qui donne la valeur et non la valeur qui donne le prix. Une visite à la FIAC suffit pour s'en convaincre. L'objectif étant purement spéculatif, le travail d'un marchand d'art est de repérer une œuvre originale, bonne ou mauvaise peu importe, de l'acheter au prix le plus bas à l'artiste, de soudoyer les patrons de galeries et de journaux d'art pour qu'ils citent l'auteur, en parlent comme "d'un bon coup", et le propulsent sur le marché comme une vulgaire savonnette ! La seule chose qui soit certaine actuellement, c'est qu'une œuvre est le résultat d'un processus de marketing. Pour ce qui est de sa qualité, il reste quelques amateurs qui jugeront selon leurs propres critères subjectif et qui accepteront d'être vilipendés par les marchands pour leur mauvais goût !

Sans argent, le créateur ne sera plus obligé de vendre son nom et de fléchir le genou devant les maîtres de sa discipline. Il aura tout le temps et tous les moyens possibles pour se perfectionner, pour inventer, pour réaliser. Fini la vie de bohème obligée et la reconnaissance post mortem ...

Valeur d'usage : « *Cette constante de l'économie capitaliste qui est la baisse tendancielle de la valeur d'usage développe une nouvelle forme de privation à l'intérieur de la survie augmentée, laquelle n'est pas davantage affranchie de l'ancienne pénurie puisqu'elle exige la participation de la grande majorité des hommes, comme travailleurs salariés, à la poursuite infinie de son effort ; et que chacun sait qu'il faut s'y soumettre ou mourir.* » Guy Debord, *La société du spectacle* – fragment 47.

La notion de valeur d'usage est ancienne et Aristote en parlait déjà.¹

¹ Aristote *La Politique*, livre Cap. III, texte intégral sur BNF Gallica, traduction Hoefler,

Elle concerne une personne ou un groupe de personnes et en ce sens, elle s'oppose à la valeur d'échange par définition contractuelle. Elle n'est pas pour autant exclusive vis à vis de l'échange puisqu'elle peut donner une valeur à l'objet de l'échange. Ce qui différencie bien les valeurs d'usage et d'échange c'est que la valeur de l'usage peut varier d'une personne à l'autre quand la valeur d'échange doit être la même pour les deux partenaires de l'échange.

Il est donc clair que l'on ne peut sérieusement penser la valeur d'usage selon qu'on la place dans un contexte monétaire, marchand, ou qu'on l'imagine dans une société post-monétaire. *La valeur d'usage n'a de valeur que pour l'usage et ne se réalise que dans le procès de la consommation* nous dit Karl Marx. Dans une société post-monétaire débarrassée de l'échange et de l'argent, tout se concentrerait sur la valeur d'usage qui deviendrait exclusive de tout échange. Après un cycle évolutif où le capitalisme s'est acharné à tout faire entrer dans la marchandisation et à nier toute valeur à l'usage (sinon en tant que producteur d'une demande de consommation), on comprend qu'il soit difficile d'imaginer le primat de l'usage et la disparition de l'échange !

C'est d'autant plus difficile que le capitalisme a intégré l'usage dans l'échange. En effet, en terme comptable on désigne valeur d'usage *le prix d'un actif correspondant à la valeur procurée par son utilisation dans des conditions effective d'exploitation*. La valeur d'usage tient donc compte de *la valeur initiale de l'actif minorée d'un coefficient d'usure ou majoré par un coefficient d'agencement*. Il s'agit bien d'une traduction dans l'échange marchand de la valeur d'usage qui modifie de fait la valeur liquidative. Cet exemple montre bien à quel point l'abolition de l'échange marchand changerait radicalement les usages, les lois, l'organisation et la valeur d'usage elle-même...

Valeur morale : L'argent a été investi, consciemment ou pas, de valeurs morales. Les mythes autant que les religions établies nous ont fait croire que seul l'effort, la souffrance, la volonté, l'hyperactivité sont source de vie, le contraire étant le péché par excellence, la bestialité du chat ronronnant, la férocité du loup errant. Elle nous fait croire que la sueur versée pour un

1843 ou Wikisource sur

https://fr.wikisource.org/wiki/La_Politique/Livre_I#CHAPITRE_III.

patron est noble, que la douleur de l'effort est salvatrice, que le paradis est pour plus tard, que la puissance est un don de Dieu, que la gratuité est immonde et le don pervers. De quoi faire de nous de bons serviteurs, de bons adorateurs du Dieu croissance, des sujets dociles entre les mains des plus puissants. Astucieux ! Il serait absurde d'imaginer que les pouvoirs financiers aient inventé cette morale à seule fin d'asseoir leur domination et de pérenniser leurs privilèges. Il est cependant logique que les dominants aient largement profité de cette idéologie morale qui sert si bien leurs intérêts.

On ne démolit pas des croyances millénaires par décret et ce n'est que la pratique quotidienne d'une vie sociale a-monétaire, les usages nouveaux suscités par l'activité choisie librement, par la garantie d'un accès sans condition à ce qui nous était possiblement nécessaire, qui peu à peu changerait les mentalités, les jugements de valeur, les mythes et la morale....

Variable d'ajustement : Nombre que l'on fait varier dans un algorithme statistique. Cette notion purement mathématique est entrée dans le langage courant par le biais de l'économie. Une entreprise devant faire le maximum de bénéfices pour survivre, elle doit ajuster ses activités et sa gestion en ce sens. Les variables dans ce cas de figure ne sont pas infinies : on peut réduire la qualité du produit utilisé et donc son prix de revient, limiter au maximum les investissements ou réduire la masse salariale.

Les deux premières solutions ayant été exploités jusqu'à leur limite, il ne reste plus aujourd'hui que la masse salariale comme variable d'ajustement, en réduisant les salaires, puis en supprimant du personnel, puis en délocalisant dans des pays pauvres dotés d'une main d'œuvre taillable et corvéable à merci. Seuls les actionnaires sont préservés dans cette course à la rentabilité. La situation est vite devenue caricaturale. En 2018, la France a été championne dans cette catégorie. Les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de 60% en dix ans tandis que les licenciements se comptaient par milliers sur la même période. Quant aux présidents de grands groupes industriels (les PDG), on a vu des directeurs s'octroyer des augmentations de plus de 450% alors qu'un ouvrier aurait été heureux d'un petit 3% sur sa paye ! Les dirigeants du CAC 40 (l'indice boursier déterminé sur les cours des 40 actions des entreprises dont les

échanges sont les plus abondants en France) gagnent en moyenne 120 fois plus que les employés...

Comment ces inégalités sociales, ces écarts de revenus ont pu subsister si longtemps sans que les peuples descendent dans la rue et pendent les politiques avec les boyaux des financiers, cela reste une énigme dont la seule explication reste la théorie du linguiste américain Noam Chomsky, "la fabrique du consentement"...

Véganisme : Mode de vie consistant à ne consommer ni utiliser aucun produit issu des animaux et de leur exploitation. Très en vogue dans la deuxième décennie du XXI^e siècle, cette idéologie parfois intégriste, s'appuie sur l'écologie (l'élevage est très consommateur d'eau, de terre, d'énergie), sur l'antispécisme (l'homme est une espèce comme les autres sans niveau de valeur), sur le droit des animaux. Les Végans ont souvent pris des positions morales rigoristes en considérant les utilisateurs de produits issus des animaux (miel, cuir, laine, plumes, corne...) comme des assassins, des exploiters d'animaux doublés d'inconscients sociaux et écologiques.

On peut se demander si le véganisme subsisterait dans une société post-monétaire. L'hubris du capitalisme induit beaucoup d'excès chez des idéologues en recherche de pureté absolue. La fin de la recherche des profits réduirait la maltraitance des animaux, la surexploitation des espèces, l'impact écologique des régimes carnés... L'agriculture ayant retrouvé son intégration naturelle dans les écosystèmes, la plupart des arguments du véganisme deviendraient obsolètes.

Les théories végétariennes et véganes se sont emparées de l'écologie mais sans tenir compte des études de la collapsologie. Elles ont donc omis un élément essentiel, le temps. Quand bien même elles seraient en tous points cohérentes, elles ne pourraient se concrétiser à temps. En effet, changer un mode alimentaire qui met en jeu l'habitus autant que la culture réclame du temps. Convaincre les bénéficiaires du régime carné (les éleveurs, les pêcheurs, les industries alimentaires...) de leur erreur quand on sait la puissance de leurs lobbies, relève de la gageure.

Or, l'effondrement du système est annoncé pour 2030 avec une marge d'erreur possible d'une à deux décennies au grand maximum. Personne ne peut raisonnablement imaginer changer le mode alimentaire de la planète en seulement dix ans ! Le pari serait fou, même sur vingt ou

trente ans ! Il serait bien plus productif de fonder la stratégie sur l'effondrement que sur la réduction drastique des protéines animales, a fortiori sur leur élimination totale...

Vente : Action d'échanger un bien ou un service contre de l'argent. La vente est un métier, avec ses écoles, ses grades, ses experts. Le discours du vendeur semble souvent avoir plus d'importance que la valeur de l'objet vendu. Comment une personne peut-elle être contrainte à acheter une chose dont elle n'a pas besoin ou qu'elle juge inappropriée à ses usages courants ? Voilà autant de choses qui deviendraient étranges dans une société sans argent !

Un bon vendeur a été formé aux techniques de manipulation. Il existe dans les universités des *Masters en management des stratégies commerciales*. Redoutablement efficaces, ces stratégies commerciales sont spécifiques en fonction de la culture, de la classe sociale, des spécificités propres aux acheteurs potentiels. Un bon vendeur est capable de vendre du sable à un Touareg et des glaçons à un Inuit ! Un bon vendeur doit rendre très heureux un aveugle d'avoir acheté appareil photo, un sourd d'avoir cédé à l'attrait du dernier enregistrement de musique Pop ! Un bon vendeur sait faire oublier toutes les priorités vitales et faire avaler de bon gré les pires couleuvres. Un bon vendeur sait devancer vos désirs, les rendre irrépessibles et immédiats. Un bon vendeur est celui qui vous rend heureux d'avoir acheté, qui devient l'ami qui guide vos pas dans la jungle de la concurrence...

La publicité aide beaucoup la pratique de ces manipulations en les rendant quotidiennes, familières, médiatisées. Nul ne peut être dupe des discours scientifiques servis à longueur de temps par les télévisions au sujet de multiples dentifrices qui tous ont été testés dans de grands laboratoires et vous garantissent la blancheur parfaite, l'absence de caries, la protection totale de l'émail et l'haleine pure pour toujours. Pourtant, beaucoup ont leur marque de prédilection et quand on leur demande les raisons de leur choix, on retrouve généralement l'un ou l'autre de ces arguments pseudo scientifiques des publicitaires... Rares sont ceux qui peuvent se vanter de n'avoir été influencé dans aucun achat, de n'avoir jamais cédé au discours d'un vendeur expérimenté !

Pour couronner le tout, notre modernité a inventé les influenceurs. Ce sont des Internauts qui, dans de courtes vidéos, défendent l'idée géniale

qui a prévalu à l'achat d'un objet. S'ils obtiennent un nombre suffisant de likes, de pouces, si leur vidéo entraîne une augmentation de vue du site commercial correspondant, l'internaute est qualifié d'influenceur et, à ce titre, récompensé par les marques qu'il aura défendu. Il y a des influenceurs de tous genres, y compris de tous âges. En effet, des enfants de dix ans sont non seulement des consommateurs potentiels mais ils sont d'autant plus influençables que l'influenceur est de leur âge.

Pour les entreprises commerciales, c'est une excellente affaire, souvent plus rentable que de payer un publiciste. Des "agences influenceurs" se sont constituées, avec un top 50 des meilleures agences. *"Un métier qui rapporte"* clament les publicités. Sur Tik Tok, le réseau social chinois favori des enfants, un enfant de moins de dix ans doté de 5 000 abonnés, peut gagner 150€ par mois, les plus gros peuvent tarifier leur contenu jusqu'à 3500€. On comprend que des parents incitent leurs jeunes enfants à s'exhiber sur la toile pour vanter des produits inutiles. Espérons que ces enfants n'en gardent pas des séquelles dans leur vie d'adultes, qu'ils ne deviendront pas des consommateurs compulsifs...

Comment éviter ces dérives parfois dramatiques sinon en abolissant l'argent ? En 2020, 108 731 dossiers ont été soumis aux commissions de surendettement en France métropolitaine et près de 97% ont été jugés recevables. L'année précédant la crise sanitaire, c'était pire (24% en plus). Et tout cela pourquoi, sinon grâce à la bêtise de nos influenceurs et à la qualité de nos camelots !

Vérité scientifique : La crise du Covid qui a secoué les esprits en 2020-21 au sujet de la science. Nous avons pris pour habitude de penser que la science impose des vérités qui ne se discutent pas plus que $2+2=4$. Qui-conque dit le contraire est un fou ou un ignorant. Or, on a vite vu des quantités de thèses s'opposer, au sujet des statistiques, des qualités thérapeutiques de certains remèdes, des mesures à prendre face à la contagion, etc. Expert contre expert, science contre science, et en plus avec une violence, une agressivité inouïe. Les praticiens se sont opposés aux universitaires, les universitaires aux experts accrédités par l'État, les experts accrédités aux experts financés par l'industrie. Des scientifiques, de longue date reconnus par leurs pairs, ont été qualifiés de charlatans, accusés d'avoir un ego démesuré, de falsifier leurs travaux à des fins mercantiles.

La division entre pro et anti vaccins, entre pro et anti confinement,

pro et anti tests, pro et anti passe sanitaire a été du même niveau que l'épisode du colonel Dreyfus et marquera longtemps les esprits. Le débat d'idées scientifique est très vite passé au stade du duel médiatique et chacun a été sommé d'être pro Didier Raoult ou pro Damien Barraud ! Personne n'a lu les travaux de Raoult à part une poignée de chercheurs, personne ne connaissait Damien Barraud avant qu'il ne passe à la télévision, bien peu sont capables d'expliquer ce qu'est l'hydroxychloroquine, voire de prononcer correctement ce terme, mais tout le monde a un avis. Voilà qui produit une quantité énorme d'articles, de vidéos, d'émissions propres à favoriser la rotation monétaire, à produire de la plus-value, mais qui n'a pas fait avancer d'un pouce la connaissance. Quel penseur parlait déjà de la société du spectacle... ?¹

Cette situation que j'ai qualifiée de "dreyfusienne" crée une dissociation supplémentaire au sein de la société. L'ensemble de la population sommée de prendre parti pour l'un ou l'autre camp part en guerre. Or, le seul moyen d'apaiser les esprits et de dégonfler ces querelles d'experts, c'est de s'en remettre à l'expérience. A l'usage, nous verrons bien si les tests sont valides ou pas, si les vaccins servent l'intérêt commun ou le chiffre d'affaire du big-pharma, si le protocole Raoult est utile ou pas. Mais l'expérience demande du temps, et le temps c'est de l'argent. Toute prise de position couplée à un intérêt financier devient suspecte. Ce n'est que par l'abolition de l'argent et la mise en accès libre du savoir que l'expérience scientifique pourrait créer un consensus, déterminer une vérité scientifique, avec ses limites, ses zones de doute, ses remises en causes.

Sans argent, qui aurait intérêt à travestir le réel, à truquer une étude, à attaquer celui qui oppose une autre théorie, à jeter l'opprobre sur l'opposant, à commenter par voie de presse sans références ni documents à l'appui ?.... L'argent occulte la vérité, l'accès y autorise !

Versus : Souvent abrégé en "*Vs*" le mot désigne une opposition binaire : bien versus mal, gratuit versus payant, donner versus prendre... Tient donc ! Voilà qui rappelle la métaphore de la pièce de monnaie dotée de deux côtés, du pile et du face.

1 Pour les amateurs de quizz, il s'agit de Guy Debord, *La Société du spectacle*, 1967, téléchargement ici [gratuit](#)

Penser la gratuité ne peut se faire sans penser au payant, donner implique qu'un autre prenne. C'est pourquoi nous avons récuser ces catégories dotées d'antonymes, qui ne pouvaient se concevoir sans envers. Militer pour la gratuité peut paraître révolutionnaire mais n'a de sens pour certains qu'associé au payant. C'est donc reconnaître implicitement le principe de l'argent. Promouvoir une société du don, c'est accepter que d'autres reçoivent, soient débiteurs, tentent de proposer un contre-don pour se libérer de leur dette. Au gratuit et au don, nous avons préféré l'Accès dont le seul antonyme se cache dans l'adjectif *inaccessible*. La catégorie de l'accès n'a pas de côté pile et ne peut se résumer que par la seule question, "il y a ou n'y a pas"...

Quand une entreprise nécessite la participation de tout un groupe, de compétences particulières et variées, elle ne peut se réaliser qu'en coopération, ce qui suppose une circulation de biens, d'informations, de services, de sentiments. Dans un monde marchand, cela signifie de la valeur et une comptabilité de cette valeur. C'est le seul moyen raisonnable de faire que les coopérateurs soient quittes plutôt que mutuellement endettés. Dans une société fondée sur l'accès, il ne s'agit plus alors de mobiliser des salariés, d'enrôler des coopérants sur un projet particulier, mais de tirer parti de leur volonté commune d'atteindre un objectif qu'aucun ne peut obtenir seul. La récompense n'est plus une contrepartie de la peine qu'on s'est donnée, mais la satisfaction pour chacun d'obtenir ce qu'il n'aurait pu obtenir étant seul. Il n'y a donc plus de dette mutuelle, plus de nécessité de salaire, plus de contre-don... Voilà qui changerait des discours du "management" de notre temps !

Ville : Une ville dans un contexte monétaire comme aujourd'hui ne ressemble en rien à ce que serait la ville d'une société a-monétaire, ni en taille, ni en fonction, ni en paysage...

La ville aujourd'hui n'a pas de limite. Le même mot peut désigner une agglomération de mille habitants ou une mégalopole quinze millions de personnes. Pourtant, il y a eu suffisamment de géographes, sociologues, urbanistes pour définir un nombre raisonnable d'individus capables de vivre en relative harmonie au sein d'une même ville. Non seulement notre système politique et économique n'en tient pas compte, ne limite en rien l'extension des villes, mais il semble préférer les mégalopoles aux petites villes.

La ville est conçue et aménagée en fonction des impératifs économiques, en fonction de l'automobile et des indispensables trajets professionnels que chaque citoyen doit parcourir chaque jour pour gagner sa subsistance. Sans argent, qui irait habiter à 30 km de son activité principale, qui s'entasserait avec des millions d'inconnus dans des cités où plus rien n'est à porté de main. La ville est entièrement centrée sur les nécessités commerciales. Magasins, entrepôts, publicité, enseignes, panneaux indicateurs..., tout est fait pour faciliter la consommation. Le paysage urbain en est profondément affecté.

La ville est cloisonnée selon des critères de classe et de fonction : centre-ville bourgeois, zones résidentielles, zone pavillonnaire, banlieues, zones industrielles, commerciales, administratives. Toutes ces zones étanches exploseraient immédiatement dès l'abolition de l'argent, ne serait-ce qu'en raison de la libération de millions de mètres carrés de surfaces habitables libérées du jour au lendemain (banques, assurances, cabinets comptables, hôtel des impôts...). On passerait illico de la spécialisation des quartiers à la mixité sociale et au mélange des activités.

Les classes privilégiées tenteraient bien de s'y opposer, supportant très mal l'intrusion d'une famille ouvrière et encore moins Roms ou Tziganes dans un immeuble bourgeois. Mais, sans l'outil de l'argent, quel moyen auraient-ils de s'opposer à l'occupation d'un appartement vide par des gens d'autres milieux ? Quant à la spécialisation professionnelle, nul n'aurait l'idée d'installer un dépôt alimentaire ou un centre d'approvisionnement électroménager à dix kilomètres du lieu de résidence de ses usagers. Il y aurait suffisamment de locaux commerciaux devenus obsolètes pour instaurer la proximité la plus totale.

La liste des mutations immédiates que connaîtraient les villes au lendemain de l'abolition est sans fin, autant que l'analyse des conséquences anthropologiques de ces mutations...

Violences : Viol, violence, violer, vient du grec *βία* qui désigne ce qui est pris par la force, donc contre la volonté d'une personne, ce qui relève d'un abus de pouvoir. La violence d'une société, d'une personne, d'une institution est donc proportionnelle au pouvoir que l'on croit légitime sur l'autre ou à la volonté d'acquiescer, d'affirmer, d'imposer sa puissance sur l'autre. Autant dire que la violence est naturelle, depuis le mâle dominant qui s'octroie l'exclusivité des femelles du troupeau à l'enfant qui cogne un

plus faible pour compenser sa propre faiblesse ou imiter celle des adultes qu'il croit doué de raison.

La violence peut être canalisée ou exacerbée par les structures sociales. Il est normal que l'homme soit animé des pulsions les plus violentes dans certaines circonstances, mais la culture fait, comme disait Albert Camus, "*qu'un homme, ça s'empêche...*" !

Une société a-monnaire serait tout autant capable de violence. Mais cela n'aurait plus rien à voir avec la violence institutionnalisée de l'argent, de la propriété privée, de l'État centralisé, de la Justice de classe. Faute de concurrence, de compétitivité, de glorification du pouvoir, la violence s'individualiserait et resterait du domaine de la psychologie, du ressenti personnel, de la relation interpersonnelle. Elle serait donc plus simple à traiter et bien moins à risques.

Le 8 juin 2021, le président Macron faisait sa tournée de campagne électorale. Un jeune homme de 28 ans a giflé le président dans une rue en criant "*Montjoie, Saint Denis ! A bas la macronie.*" Montjoie, c'est ce que criaient les soldats des Roi de France quand ils entraient dans la bataille aux XI et XII^e siècles. L'agresseur est-il royaliste ou a-t-il voulu signifier que Macron se prenait pour un roi ? Les médias et les membres du gouvernement se sont déclarés scandalisés. Le premier ministre Jean Castex a déclaré que "*la démocratie ne peut en aucun cas être la violence, l'agression verbale et encore moins physique.*" Quelques rares esprits chagrins ont tout de même rappelé les violences sur les Gilets Jaunes et les phrases insultantes du président : "*Il suffit de traverser la rue pour trouver du travail*"; "*les prestations sociales coûtent un pognon de dingue*"; "*le kwassa-kwassa¹ pêche peu mais amène du Comorien*"; "*une gare c'est un lieu où l'on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien*"; "*je ne céderai ni aux fainéants ni aux cyniques*"; "*ceux qui devraient travailler au lieu de foutre le bordel*"; "*des gaulois réfractaires au changement*" ... L'exemple de la violence physique et verbale vient d'en haut !... Si l'argent disparaissait, "le haut" descendrait de quelques étages !

Violences à bas bruit : La violence était jadis bruyante, théâtralisée, le public invité à y participer par ses cris de haine vis à vis du paria, par ses applaudissements face à la douleur du supplicié. Aujourd'hui, la violence

1 Kwassa-kwassa : embarcation des pêcheurs comoriens

des pauvres et médiatisée, répétée en boucle sur les chaînes d'information en continu, mais la violence des riches, des gouvernants est "à bas bruit".

Les médias n'en parlent pas, les syndicats sont sommés de dénoncer la violence du manifestant et de taire celle de la police. On meurt faute de soins mais dans le silence, on fait faillite mais en cachette, on a faim mais dans l'anonymat... Le capitaliste, en un même lieu et même laps de temps, tue plus qu'un virus, que les contestataires, que les terroristes ou que les jeunes de banlieues, mais ce genre de compte n'est jamais fait. Les rares chiffres publiés sont aussi justes que ceux des manifestants selon la préfecture ou les syndicats : mille pour les uns, dix mille pour les autres ! Est-ce le pouvoir médiatique qui a réussi à mettre en exergue la violence des uns et à imposer le silence total sur la violence d'État ?

Les violences à bas bruit sont des doubles peines : une violence plus la non reconnaissance de cette violence. Il est fréquent que cette non-reconnaissance fasse bien plus de dégâts collatéraux que les douleurs physiques. Mais il y a tant de violences non reconnues qu'elles sont banalisées. Au temps de mon travail d'éducateur auprès de toxicomanes, il m'est souvent arrivée de me demander comment un humain pouvait supporter des successions de violences silencieuses, de la naissance à l'âge adulte, sans que jamais une parole de sympathie, un geste de consolation ne vienne les adoucir. Il m'arrivait de leur dire *"heureusement que tu as pu de droguer, sinon tu serais mort avant d'avoir pu nous rencontrer !..."* La plupart de ses victimes s'étonnaient de ce genre de propos de la part d'un "soignant" censé les "corriger" et recevaient cette reconnaissance pour la première fois de leur vie.

Arriver à 30 ans sans que jamais personne ne leur ait souhaité un seul anniversaire, sans jamais avoir entendu de la bouche d'un proche qu'ils étaient aimé et surtout aimable est terrible. Avoir le sentiment que jamais on a été capable de procurer la moindre jouissance à un tiers, ni à sa mère, ni à ses maîtres, ni à ses copains, ni à la moindre femme, que jamais pareille expérience n'arrivera, est pire que de ne jamais avoir joui soi-même. Qui s'en est conscient, qui se pose seulement la question face à un déviant, un malade, un délinquant, un dépressif... ? Pour cela, il aurait fallu qu'on l'on vive dans une société sans hiérarchies, sans concurrence, sans compétitions à mort, sans argent, sans marché du travail, sans chômage, sans dominations institutionnalisées....

Violence d'État : « *Je ne peux pas laisser accrédi- ter l'idée que les forces de l'ordre se livrent à des violences physiques.* » (discours de Macron à la gendarmerie de Calais, 16.01.2018). J'imaginai à cette époque, et avec délectation, un journaliste de la télévision juxtaposant au discours de Macron la photo d'un représentant des forces de l'ordre tabassant un citoyen dans l'exercice de ses fonctions de citoyen.

En novembre 2020, l'inévitable est arrivé avec le jeune producteur de musique Michel Zecler, tabassé violemment par quatre policiers, la scène se passant sous une caméra vidéo. Malgré cette violence gratuite, l'innocence totale de la victime, malgré le discours présidentiel de 2018, les policiers ne sont pas allés en prison et Macron est resté président ! Peut-on faire confiance à un président qui ne croit pas ce qu'il dit, qui oublie ce qu'il a dit deux ans avant, qui se trouve pris en flagrant délit d'incohérence et s'en moque ?

Quand la Politique n'est plus, la Polis [la ville, la cité] est morte, et il ne reste plus que la Police¹, écrivait un blogueur grec à Athènes à propos des grandes manifestations de novembre 2021 contre l'instrumentalisation de l'épidémie Covid par le gouvernement. La violence d'État est toujours le signe d'un délitement politique. C'est quand les gouvernements n'ont plus la possibilité de justifier leurs décisions, quand leur impuissance devient patente, quand les représentants du peuple optent pour des mesures que la grande majorité refusent, qu'aucune pédagogie ne peut plus faire accepter des options douloureuses, que *les forces de l'ordre se livrent à des violences physiques.*

La violence d'État n'a semble-t-il pas de limites. C'est après que des Gilets jaunes aient été éborgnés, amputés, matraqués, enfumés que Macron s'est étonné que l'on puisse parler de violences. Nous avons tous en mémoire les atrocités commises par les dictatures de droite (Chili, Argentine...), de gauche (URSS, Chine, Corée du Nord...). Il n'est donc pas sérieux d'espérer que le pouvoir, quel qu'il soit, s'impose des lignes rouges à ne pas dépasser. Il n'est pas sérieux non plus que les peuples misent sur des seuils qu'aucun gouvernement n'oserait franchir. Le pire est toujours possible en la matière. La seule ressource est de rendre la violence d'État impossible en supprimant l'État. Après tout, les Belges ont vécu plus d'un

1 Blog Panagiotis Grigoriou, Greek Crisis 01.09.2021: <http://www.greekcrisis.fr/2021/09/Fr0911.html#db>

an sans gouvernement (2018-19) et n'en sont pas morts !...

Virus : L'apparition du virus Covid en 2020 a fait bien des dégâts mais a essentiellement suscité l'émergence de virus associés, bien recensés et décrits par les observateurs : les virus de la peur, de la sécurité, de l'autorité, de la délation, de la distanciation physique et sociale, de la dépression, de la répression du plaisir...

Le virus de la peur : Alors que des peuples, à travers le monde, étaient en train de se révolter contre leurs gouvernements, la Covid a brutalement freiné cette vague insurrectionnelle. La peur de la contagion a effacé le courage du combat social. Vaut-il mieux être libre et risquer l'infection ou protégé de l'infection et soumis ? On a le droit de choisir l'une ou l'autre option mais il est très imprudent d'occulter la question...

Le virus de la sécurité : Pour sauver des vies humaines, nous avons été conviés à la responsabilité civique et à l'obéissance. Des règles parfaitement schizophréniques ont été imposées dans les écoles, les administrations, les entreprises, les transports, les bars, restaurants et autres lieux de réunion, sans oublier les plages et les montagnes. Certains interdits ont frisé le ridicule (droit d'aller à la chasse mais pas de visiter ses vieux parents ou ses enfants, ouverture des magasins de bricolage mais pas des librairies, autorisation de prendre le métro mais pas de marcher le long d'une plage déserte...). La sécurité de tous est-elle plus importante que le sens de la règle ?

Le virus de l'autorité : Pour notre bien et celui de nos proches, nous avons été vigoureusement poussés à la soumission à l'autorité des préfets, de la police, sous surveillance de drones et d'hélicoptères. Le moindre agent municipal s'est vu investi du droit d'exiger un l'ausweis et le port du masque, de contrôler les distances réglementaires, la nécessité d'un déplacement, mettant le pays sous un contrôle plus strict que celui de l'Occupation allemande. Reviendrons-nous ensuite à la stricte observation de la paix sociale ? On peut en douter. Le pouvoir de l'uniforme sur le civil est une jouissance très addictive...

Le virus de la délation : Les nouveaux ordres pour se défendre de la contamination ont donné la possibilité à tous les frustrés de la terre de pointer du doigt tout contrevenant. La police a été rapidement débordée par des lettres de dénonciations, souvent anonymes. Une société de méfiance vis-à-vis de l'autre et de délation de la moindre désobéissance est-elle suppor-

table ?

Le virus de la distanciation : Alors que toute approche humaniste nous invite à nous rapprocher les uns des autres, à casser toutes les barrières de classe, de race, de religion, d'âge, de naissance et d'origine, la Covid nous impose le contraire. Distanciation physique interdisant l'expression de la tendresse et de l'amour, distanciation sociale qui élimine toute fraternité, toute entraide, toute coopération... Existe-t-il un vaccin pour guérir les sociétés ayant perdu l'habitude de la proximité physique et sociale ?

Le virus de la déprime : Tout le monde sait que la dépression a tendance à se répéter dans le temps. Une société globalement dépressive est une société ayant perdu toute énergie, sans capacité d'entreprendre, de combattre, de s'emballer pour une cause. Est-ce pour cela que nos gouvernants ont été séduits par la technique du confinement ?

Le virus de la répression du plaisir : La fermeture des bars, des discothèques, de tous les lieux de rencontre festifs, les restrictions dans l'usage des parcs et jardins publics, la mise hors la loi des spectacles, des cinémas, des musées, des expositions..., voilà qui place la culture à un niveau d'intérêt bien bas. Une société qui rend le plaisir suspect ou du moins accessoire prend des risques de dissociations considérables. A-t-on entendu beaucoup de réaction à la hauteur de l'enjeu dans le contexte de l'épidémie ?... Tous ces virus annexes laisseront des traces inquiétantes et tenaces, bien plus graves qu'une baisse de dix points du PIB !

On peut ajouter à cette sombre liste l'incrustation dans les esprits d'une regrettable erreur scientifique. Nous devons notre émergence en tant qu'espèce vivante aux virus. Si certains virus provoquent des maladies, d'autres sont indispensables à notre survie. Notre corps héberge en permanence des milliards de virus, microbes et bactéries essentiels. En suscitant cette phobie du virus, en promouvant le gel hydroalcoolique au rang de remède miracle, on a créé artificiellement une phobie de la contagion, l'obsession de la désinfection, voire de la stérilisation. On a provoqué l'éradication systématique de tous les virus, les bons et les mauvais. Quand les bons sont éliminés, c'est en général les plus dangereux qui investissent la place laissée libre. Si on avait voulu pérenniser la crise sanitaire et garantir l'émergence de variants, on n'aurait pas fait mieux. Du côté des politiques, on peut leur accorder le bénéfice de l'incompétence, mais du côté des scientifiques, des médecins, qu'en est-il ?

Vison d'élevage : Le pauvre vison est élevé dans le monde entier pour la qualité de sa fourrure. La Chine, le Danemark, les USA sont les principaux producteurs. C'est un secteur florissant de l'industrie du luxe qui représente environ 40 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel (sans compter le marché clandestin presque aussi juteux que la drogue et les armes à feu !). Cela fait des années que de multiples mouvements protestent contre ces élevages socialement inutiles (puisque destinés uniquement aux plus riches), polluants (classé parmi les cinq industries les plus polluantes) et évidemment maltraitants pour les animaux.

La crise du Covid va sans doute réussir là où les mouvements anti-fourrure ont échoué¹. Ces animaux sont réceptifs au virus et le transmettent facilement aux humains. Le Danemark et la Chine ont été contraints d'abattre des dizaines de millions de visons et les autres pays producteurs ont suivi peu à peu leur exemple. Il est donc évident que le prix de la fourrure (vison mais aussi renard, chinchilla, écureuil...) va flamber, le trafic clandestin avec. Tant qu'il y aura usage d'argent et nécessité de réaliser profits financiers, il y aura des cyniques portant fourrures, des éleveurs optimisant ce créneau, des visons massacrés et des épidémies potentielles.

Entre le luxe et le bon sens, le bien-être et l'argent, il faut choisir ! Dans une société post-monnaire, aucun *Père Noël* ne mettra plus *d'hermine à nos manches* pour nous empêcher *d'avoir les coudées franches*, comme le chantait Georges Brassens.² La liberté se perd avec les promesses matérielles : le pain, le véhicule, le château, la grange pleine de grains, les beaux manteaux, les camées, les émaux, les rubis, l'or dans la chanson de l'ami Georges. Depuis le temps que ce texte a été écrit, il est curieux que tant de monde y ait vu la petite fille tentée par un prédateur sexuel et pas le piège de la société capitaliste. Pourtant, le texte nous parle d'un Père Noël et de ses cadeaux et se termine par le vers : *On a mis les mains sur tes hanches*. Ce "on" collectif fait référence à la société, pas à un individu...

Vocabulaire : Le vocabulaire d'une société monétaire ne peut être le même que dans une société a-monnaire. Nombre de mots vont changer de sens, disparaître, ou s'inventer : Faire les courses, payer cash, impôt, banque... Le vocabulaire en dit long sur la culture, l'histoire, la vie sociale

1 <https://reporterre.net/Les-elevages-de-visons-ont-un-role-dans-la-pandemie-de-Covid-19>

2 Le Père Noël et la petite fille, album Le Pornographe, 33 trs, volume 5, 1958.

d'un individu. Il est toujours lié aux usages et une société post-monnaire oublierait très vite l'usage de certains mots représentant des objets tombés en désuétude.

Un enfant découvrant un porte-monnaie dans le grenier de son grand-père ne comprendra même pas les explications qu'on lui donnerait : *là, on mettait la monnaie, là les billets, ici la carte bancaire. Sur le côté, on mettait la carte d'identité, les tickets de caisse, les tickets de métro. C'était indispensable pour faire les courses, pour entrer dans un cinéma ou un musée, pour boire un café, pour se garer. Tout se vendait et s'achetait. Alors, sans porte-monnaie, la vie était impossible.* Un enfant né après la révolution monétaire, n'ayant connu que l'accès total, buterait sur une bonne dizaine de mots de ces explications, comme un enfant d'aujourd'hui bute sur les mots de savetier, gabelou, maroufle...

Toute langue évolue et si un homme du XVI^e siècle venait nous dire qu'*avec son menu frusquin, il n'a pu offrir à son amoureuse plus qu'une happelourde...*, qui serait encore capable de traduire : *Je n'ai pas un rond, alors je lui ai offert un truc en toc ! ...*

Voir : On ne voit que ce l'on veut voir. La manie de ne pas voir ce qui ne va pas dans le sens que l'on souhaite est commune aux experts, aux journalistes, aux politiques et à bien d'autres. On ne voit pas l'accroissement de la critique anti-système. On est sur une dynamique d'éclatement de l'euro, mais on ne peut ni ne doit le voir. La crise Covid est instrumentalisée au point que plus personne n'y comprend rien et on ne le voit pas. Les jeunes ne sont bons à rien pour les uns, les seuls à comprendre ce qui se passe pour les autres et on ne voit pas où il y a généralisation abusive. Fin du monde ou des lendemains qui chantent, chacun trouve dans le réel de quoi étayer sa thèse...

Nos sociétés modernes, nourries au "reader's digest" puis au zapping et au tweet, seraient-elles incapables de comprendre ce qu'elles voient, faute d'avoir appris à regarder ? Les multiples "shats" disponibles sur le Net, les commentaires que chacun peut poster à la suite d'un article en ligne sont pour la plupart lapidaires, purement épidermiques, comme si la raison raisonnante avait laissé la place aux seules émotions.

Sur les sujets que l'on dit "sensibles", c'est devenu caricatural. Il est impossible d'exposer le moindre commentaire sur le voile islamique, sur l'égalité des sexes, sur le racisme, sur un dogme économique, sur la mon-

dialisation en cours sans déclencher l'avalanche des anathèmes bien connus de complotiste, islamo-gauchiste, souverainiste, populiste, radicalisé..., quand ce n'est pas l'avalanche des insultes les plus grossières, les plus inappropriées.

Or, ces anathèmes autant que les opinions épidermiques ne sont pas survenues par hasard. On peut en faire la généalogie, retrouver quand elles apparaissent, à qui en attribuer la paternité et dans quelles circonstances. Sauf que toute tentative de faire la généalogie d'un sujet "sensible" ne peut être que la marque du complotiste ou du populisme. La boucle est bouclée, nous sommes priés *"de la fermer !"*

Partis sur le prestige du siècle des Lumières, nous sommes confinés dans une société dogmatique, dans une société où il est permis de voir, et de préférence d'apercevoir, mais pas de regarder, encore moins de scruter...

Vote : Il faudra sans doute ne plus avoir à voter du tout, pour réaliser que ce système de vote était une escroquerie. Un peuple ne devrait pas avoir à se choisir ses maîtres. Certes, le peuple pourrait aussi se choisir des représentants révocables, ce qui serait plus acceptable. La seule question qui subsiste est stratégique : une armée d'abstentionnistes très intelligents a-t-elle plus de poids qu'un seul imbécile qui vote ? Dans la situation actuelle, le seul vote acceptable est celui de représentants locaux (donc contrôlables) comme un maire (voir *La commune libre de Saint Martin*)

"La Belle Démocratie" (LBD), c'est le plus grand parti de France : le parti silencieux de toutes celles et ceux qui n'y croient plus, indignés, anti-systèmes, abstentionnistes, non-inscrits sur les listes électorales. Initié en 2017 au moment des législatives, il voulait engager les citoyens à faire eux-mêmes leur projet de société partout, là où ils vivent, à toutes les échelles. Il appelait à la création d'Assemblées locales, à promouvoir le label *"Haute Qualité Démocratique"* (HQD). Le cahier des charges HQD du label Démocratie oppose les techniques de l'intelligence collective aux logiques de concentration du pouvoir entre "mâles blancs dominants".

La démocratie représentative est l'un des meilleurs exemples de manipulation que l'on puisse trouver. Les élections se succèdent, chacune décevant rapidement ceux-là même qui y ont participé, certains élus bafouant sans vergogne toute définition d'une démocratie, et à chaque fois, l'acmé électorale est reproduite avec les mêmes arguments fallacieux de la liberté, de la République. Quand donc entendrons-nous que les troubles d'élection,

ça se soigne... !!!

« Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne disent rien, et ils n'espèrent rien. Mais du moins, ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des Révolutions pour conquérir ce droit. » Octave Mirbeau, *La grève des électeurs*, dans le Figaro de 1888.

W

Week-end : Jadis, le temps d'activité salariée occupant l'essentiel de la vie des individus, des temps de repos obligatoire avaient été institués pour que les machines humaines puissent récupérer physiquement et mentalement. Le dimanche fut longtemps réservé à la religion, et c'est tout naturellement qu'il le fut aussi à la conservation de la main d'œuvre. Avec la mécanisation et la productivité croissante, on a adjoint au repos dominical le samedi, d'où l'expression week-end, fin de semaine.

Quand on imagine une révolution monétaire entraînant la fin du salariat, le week-end n'aurait plus de sens mais n'en resterait pas moins une habitude, pendant des années. L'usage du mot week-end disparaîtrait peu à peu des conversations et si le vendredi resterait un jour particulier pour les musulmans, le samedi pour les juifs et le dimanche pour les chrétiens, la notion de temps de récupération, de vacances, de week-end serait très largement obsolète...

Les retraités s'habituent souvent à l'absence de la scansion travail-repos et en oublient que les repos institutionnalisés sont arbitraires. Le dimanche ne faisant plus repère dans la semaine, on finit par oublier le calendrier, le jour précis où on se trouve. C'est seulement par les contraintes que les actifs subissent, leurs amis, enfants et petits enfants, qu'ils se rappellent qu'on ne s'invite pas chez eux en pleine semaine. Il suffit d'interroger les retraités pour comprendre à quel point le travail salarié impose un calendrier et des horaires, et à quel point cela normalise quantité d'aspects quotidiens. Les retraités seront très utiles, en ce sens, s'il y a passage de la société d'argent à la société de l'accès...

Westerns : Le Western est le symbole américain de la conquête de l'Ouest, épisode où l'individu s'est octroyé, en dehors de toute règle et de toute limite, des territoires occupés par des gens désarmés. La loi était imposée par le plus fort, le meilleur tireur, parfois le plus malin. "*Le Bon, la Brute et le Truand*", titre d'un célèbre western de 1966, est resté dans les mémoires.

Cette conquête de l'Ouest, très librement interprétée par le cinéma hollywoodien, a fondé l'idéologie américaine et libérale : le culte du héros, le droit de porter une arme et de s'en servir, la force qui fait loi, la liberté d'entreprendre, l'appropriation d'un bien commun, la supériorité américaine sur toute autre société, l'exploitation sans réserve de la nature, le sentiment qu'elle n'a pas plus de limites que le Far West...

Si la propriété privée, la valeur, le commerce disparaissaient, en Amérique, le colt ou la carabine resterait présent dans chaque foyer comme la *janbiya* resterait accrochée à la ceinture d'un Yéménite : la plupart du temps en tant qu'objet décoratif et marqueur social. En revanche, on peut légitimement se demander si la glorification individuelle du découvreur, de l'inventeur, de la success-story, ferait toujours partie intégrante de la culture nord-américaine...

Wikipédia : Encyclopédie collaborative créée en 2001 pour partager l'ensemble des connaissances internationales. Wikipédia compte plus de 100 000 contributeurs à travers le monde (on est loin des deux encyclopédistes Diderot et d'Alembert). Elle est visitée par 500 millions de visiteurs par jour et propose 30 millions d'articles dans plus de 280 langues. Plus de 25 000 articles sont créés par jour, lesquels sont modifiés 10 millions de fois par mois. Près de 3 millions de Français visitent ce site chaque jour.

Wikipédia va plus vite, se réactualise en temps réel, mieux que ne le pourrait faire n'importe quelle encyclopédie classique. Il n'y a eu, dès le départ, aucun enjeu financier, pas d'autre intérêt que l'amour du savoir et de la transmission de ce savoir. Wikipédia est l'une des plus belles expérimentations qui puisse s'adapter à un système non marchand du jour au lendemain et sans difficultés majeure. Ce qui a été fait pour une encyclopédie, pour le savoir, pourrait aussi se faire pour la production industrielle, l'énergie, l'alimentation...

Certains esprits chagrins prétendent que les articles de Wikipédia sont à prendre avec des pincettes, que les erreurs sont fréquentes, les informations parfois tendancieuses. Qui a dit qu'un texte est parole d'évangile dès qu'il est imprimé, qu'une émission de radio est toujours objective ?... Quelle que soit la source, il faudra toujours vérifier une information. La meilleure revue scientifique est capable de publier un article "bidonné". Et alors ? N'importe qui peut modifier une page Wikipédia moyennant un minimum de pratique du code HTML... A vos claviers les Cassandre !

X

Xénophobie : L'argent a induit la concurrence et l'étranger est souvent suspecté de venir "manger le pain" de l'autochtone, de lui prendre son travail, d'être déloyal dans cette concurrence généralisée. L'afflux de migrants économiques et climatiques, auxquels s'ajoutent les réfugiés politiques, a non seulement rendu l'accueil difficile mais a suscité des réflexes de replis communautaires. La xénophobie s'est banalisée, parfois instrumentalisée.

En Grèce par exemple, l'afflux d'une masse ingérable de migrants a réussi à susciter des réflexes xénophobes dans une population réputée pour son sens de l'accueil, sa générosité, son "amour de l'étranger" (les Grecs sont les seuls à ma connaissance à avoir un mot spécial pour cela, la φιλοχενία). Les Turcs se sont servis des migrants comme moyen de pression politique sur la Grèce, et les pays européens se sont délestés de leurs migrants embarrassants en finançant d'immenses camps en Grèce. Dans la situation économique et sanitaire actuelle de la Grèce, cette instrumentalisation est scandaleuse, mais aussi criminelle, autant pour les Grecs que pour les migrants.

Une Société de l'Accès, du fait de son incondicionalité absolue, fait croire à beaucoup de gens qu'elle risque d'accroître considérablement les mouvements de population. C'est du moins ce que pensent la plupart des habitants de zones tempérées et naturellement riches. Pourquoi, en effet, un Touareg, un Saoudien, un Éthiopien affronterait-il la dureté du désert en voyant nos montagnes "où coulent le lait et le miel" ?

C'est pourtant l'inverse qui risque de se produire. Nombre d'émigrés rentreraient chez eux dès qu'ils auront compris que, sans argent, la désertification pourrait être combattue, que plus rien ne ferait obstacle au creusement de puits, à l'agroforesterie, à des technologies sobres et simples d'usage, que le risque de se voir commandé par un patron, un dirigeant, un président, un militaire serait quasi nul... Chacun étant viscéralement attaché à ses racines bien plus qu'à un supposé confort, l'appel d'air se ferait dans le sens contraire. En plus, la disparition des frontières politiques au profit

des frontières naturelles, la fin des passeports, visas, douanes et autres barrières propres à l'argent, rendrait bien plus aisés les retours au pays que tout ce qui avait été proposé antérieurement.

La xénophobie se diffuse très bien dans un système soumis à l'argent, très mal dans un contexte a-monétaire. Au moins, les intrus qui persistent toujours à vouloir se trouver là où ils dérangent le mieux, ne seront plus forcément des étrangers !

En attendant, les migrants restent politiquement très utiles. Ils permettent d'opposer humanitaires et nationalistes, ils camouflent les incohérences des systèmes sociaux en endossant la responsabilité des déficits, ils transforment le risque d'effondrement en risque de "grand remplacement", ils justifient l'existence de groupes de soutiens qui ne sont plus capables de soutenir les luttes sociales classiques, des révolutionnaires qui ont perdu le sens de la révolution. Personne n'est gagnant à ce jeu là, ni les exclus nationaux du système, ni les migrants, ni les militants..., sauf ceux qui ont créé le problème par le dumping social, la concurrence à tous les étages, l'indivision des luttes, les chantres du néolibéralisme....

Y

Yacht : Bateau de plaisance à voile ou à moteur. Ce terme était essentiellement utilisé pour les embarcations de luxe (20m et plus) et pour la plaisance, le plaisir, le loisir, bien qu'à l'origine, il désignait des bateaux rapides, utilisés pour la chasse, c'est-à-dire la poursuite des autres bateaux dans un but de piratage.

Le yacht est un marqueur social important, compte tenu de son prix d'achat, de son entretien, du coût de l'appontement dans les ports de plaisance. Certains yachts de grand luxe sont loués à des prix aberrants (plus d'un million d'euros la semaine soit un siècle de salaire ouvrier).

L'abolition du système monétaire, poserait un sérieux problème aux propriétaires des grands yachts de luxe. Que faire de ces palaces flottants, aux équipements luxueux et réclamant un équipage important et qualifié ? Trop sophistiqués pour être convertis au transport de passagers ou de fret, trop gourmands en carburant, la plupart seraient démantelés pour récupérer les métaux, les équipements électroniques, les moteurs, le mobilier à d'autres fins. Quelques-uns resteraient en l'état et serviraient de musée afin que les jeunes générations n'ayant pas connu la société marchande puisse se faire une idée du mode de vie de l'époque, comme on l'a fait avec les grands châteaux de la royauté (Versailles, Chambord...).

Seuls les grands voiliers de plaisance, qui utilisent leurs moteurs pour les seules manœuvres d'appontage, serviraient encore pour le cabotage ou les traversées transocéaniques. Ils feraient le bonheur de skippers passionnés et des voyageurs. Beaucoup seraient réquisitionnés par les équipes scientifiques pour l'étude et la restauration des milieux marins. Le système monétaire nous laissera des mers et des océans affreusement pollués, à la faune et flore en voie d'extinction, et le chantier sera immense pour les scientifiques dans une société post-monnaire !

Z

Zapatisme : Mouvement social mexicain créé en 1994, se référant à la lutte du révolutionnaire Emiliano Zapata des années 1910-1919. Il s'agit d'une expérience tout à fait originale, sans dogme ni modèle précis.

En 1994, quelques militants occupent quelques bâtiments publics de plusieurs villes de la province du Chiapas. L'armée intervient mais sans venir à bout des insurgés. Le sous commandant Marcos et 18 commandants de milices indigènes résistent. Après une lutte armée de près de onze ans, le gouvernement mexicain accorde une autonomie à la région. Le mouvement zapatiste est organisé dès 2003 en cinq *conseils de bon gouvernement* siégeant dans cinq centres régionaux (les Caracoles). L'*Escuelita zapatista* composée de 1 500 personnes envoie des émissaires dans tous les villages pour partager la vie des familles et observer le fonctionnement de l'autonomie. En 2019, quatre nouvelles communes et sept nouveaux *Caracoles* s'ajoutent à l'ensemble.

Chaque village a son mode d'organisation propre avec une assemblée populaire et des élus chargés de mandats impératifs (*cargos*) sans rétribution ni avantage matériel, selon la vieille tradition amérindienne, et pour des temps limités. Pour toute décision des Conseils, les communautés locales sont consultées et écoutées.

Le gouvernement du Chiapas refuse toute aide du gouvernement mexicain pour préserver son entière autonomie et vise donc soigneusement à l'équilibre des ressources entre les différentes communes. Une justice indépendante et très différente de celle de l'État mexicain a été mise en place. Il n'est pas rare que des populations non zapatiste de la périphérie préfère en appeler à la justice zapatiste plutôt qu'à la justice d'État. Cette justice n'a pas pour fonction de punir mais de réconcilier. L'éducation est de ce fait particulièrement mobilisée pour produire des citoyens adaptés aux structures sociales. Les enseignants, dénommés *promotores de educacion*, sont choisis en fonction de leur engagement et totalement pris en charge par la population pour tous leurs besoins de base.

Le rôle des femmes dans la lutte zapatiste a été essentiel, dès le début du mouvement et même avant qu'il ne se déclare officiellement. La *loi révolutionnaire des femmes* date de 1993 sous la pression de la *Commandante Ramona* et permet aux femmes d'accéder à tous les postes importants quel qu'ils soient, y compris l'armée. C'est une véritable exception dans la très traditionnelle Amérique Latine.

Le mouvement zapatiste a pris une place internationale, attire beaucoup d'étrangers par des rencontres et stages de formation. Les mouvements de gauche s'y réfèrent souvent. Les zapatistes ont annoncé en octobre 2020, par un manifeste intitulé *Déclaration pour la vie*, l'organisation d'un voyage vers les cinq continents en commençant par l'Europe. Ils espèrent ainsi créer un réseau planétaire des luttes, afin de défendre la vie, *si gravement menacée par la folie d'un système capitaliste destructeur*.

Zat : L'acronyme ZAT (Zone Autonome Temporaire) a été inventé par Hakim Bey en 1991¹ dans son livre éponyme. Perter Lamborn Wilson, dit Hakim bey (en arabe "*Le Sage*"), est un écrivain et poète américain (1945-) anarchiste et soufi. En 2010, Hakim Bey quitte le monde urbain et se fait discret. Personnage contesté jusque dans son identité réelle, il n'en est pas moins l'inventeur de ce génial acronyme qui depuis s'est décliné ZAD (Zone À Défendre et Zone d'Aménagement Différé), ZAT (Zone Artistique Temporaire), ZAP (Zone À Protéger)...

Il s'agit de constituer une Zone qui s'oppose par ses principes de fonctionnement au système étatique du moment et du lieu, comme une forme de lutte temporaire. Il revient à chacun de définir l'objectif de la ZAT et de la dissoudre quand le but est atteint ou quand elle devient intenable sous la pression du système global, pour la reconstruire ailleurs.

En France, les ZAD se sont multipliées, certaines très médiatisées comme celles de Notre-Dame-des-Landes contre un projet d'aéroport, de Roybon contre la construction d'un Center-Parc, d'autres plus modestes et plus brèves. L'idée a été reprise par les Gilets Jaunes avec l'occupation des ronds-points, par les artistes avec les squats et les manifestations urbaines, par les ouvriers lors de fermetures d'usines, etc. Les ZAD se différencient

1 Livre traduit en Français en 1997 par les éditions de l'Éclat. PDF sur <https://www.anarchisme-ontologique.net/7586/version-complexe-de-la-taz-en-pdf>

des communautés post soixante-huitardes par l'absence de projet à long terme, l'abandon de l'idée de faire "tache d'huile" pour remplacer peu à peu la société par une fédération de communautés stables. Les ZAD se "zappent" quand la police arrive, quand un nouvel objectif paraît prioritaire, quand elles s'essouffent. La méthode a ses défenseurs et ses détracteurs, mais elle est bien dans l'air du temps, un temps qui s'accélère et s'insécurise de plus en plus.

Le principe de la ZAT a contaminé aussi les tenants d'une société sans argent qui, en attendant qu'une abolition soit pensable pour le plus grand nombre, organisent des espaces de gratuité expérimentaux et temporaires sous formes de gratiférias, de marchés libres, de chantiers bénévoles, de magasins gratuits, d'ateliers coopératifs et non lucratifs, voire de lieu de vie où l'argent est le plus possible exclu...

Zeitgeist : Terme issu de la philosophie allemande et qui signifie littéralement, *l'esprit du temps*. Quelles sont les grandes lignes de pensée communes, les grands débats, la sensibilité du moment ? Qu'est-ce qui caractérise le mieux notre temps ?

Ce terme part du présupposé que les pensées et actions des humains dépendent de leur environnement, lequel varie avec le temps. Cela s'oppose à la philosophie de Kant qui affirme l'existence d'idées immanentes, d'une évolution dans un progrès linéaire et constant. Karl Marx pour l'économie, Emile Durkeim pour la sociologie, Jung pour la psychanalyse ont, chacun en leur temps, tenté de dégager cette *zeitgeist*, cet esprit d'un moment. L'écrivain philosophe Eric Sadin a repris cette démarche avec son dernier livre.¹

Il y développe l'idée que le pacte de confiance entre les individus et la parole politique qu'elle qu'elle soit est rompue, y compris celle des partis anti système. Nos usages des technologies numériques ont intensifié cet état des choses et entraîné des effets d'impuissance. Quelque chose a vrillé dans nos sociétés, ce que le peuple traduit par le constat, "le monde est devenu fou"... Nous avons à faire avec l'avènement d'une nouvelle condition de l'individu contemporain, alors que les structures politiques, économiques, étatiques sont restées bien campées dans un vieux modèle tombé en désuétude. C'est ce qui explique la "brutalisation" des rapports

1 *L'ère de l'individu tyran : la fin d'un monde commun*, Grasset 2020

sociaux. Plus on a été dépossédé de tout pouvoir au profit d'une oligarchie financière, plus le numérique nous a donné le sentiment illusoire de reprendre la main. Il y a de quoi "fracasser" l'existence individuelle et collective.

Le pacte social qui a été adopté au XIX^e siècle a volé en éclat dans les années 1970-80. Ce modèle avait jusque là réussi, car il offrait une puissance de rêve et de mobilisation quasi imparable. Il a mis KO tous les autres modèles (socialiste, anarchiste, collectiviste...). Après de constants aménagement, au fur et à mesure que le modèle laissait paraître ses failles, il est arrivé maintenant au bout de sa logique et ne peut plus se réformer lui-même. Il se durcit et s'accroche à des principes de base, il passe d'une évolution à une cristallisation, de la science politique à la pérennisation de ses dogmes, à la religion d'État ! La seule issue pour Eric Sadin est de relancer un nouveau CNR (Conseil National de la Résistance¹) à la hauteur des enjeux de la zeitgeist, de l'air du temps....

Zomia : Le terme Zomia est une invention de l'anthropologue James C. Scott. C'est le nom générique qu'il a donné à une centaine de millions de personnes en Asie, vivant hors de toute contrainte étatique. Sans frontières, sans capitale, sans langue, race ou religion commune, ils vivent sur une zone de hauts plateaux à cheval sur la Chine, le Vietnam, la Birmanie, la Thaïlande. Ils sont organisés en petites communautés, et perçoivent le salariat comme une aliénation. Ils sont capables de se déplacer et de se décentrer quand il le faut, sont organisés selon un modèle résolument matriarcal, tiennent beaucoup à rester divisés pour être moins gouvernés. Leur survie face aux différents États qui ont toujours tenté de les domestiquer a tenu à leur situation géographique isolée et à leur extrême souplesse d'organisation, à leur capacité à disparaître et renaître ailleurs rapidement.

L'art de ne pas se laisser gouverner qu'ont développé ces peuples pourrait être fort utile en cas d'effondrement global. Il y a longtemps qu'ils ont compris que l'argent était le plus efficace des outils de servage. Sans pouvoir s'en passer totalement à cause de leurs encombrants voisins civilisés, ils s'en sont toujours méfiés comme de la pire maladie épidémique de l'existence....

1 CNR, dont le titre du programme était "*Les jours heureux*"...

Zoo : Les parcs zoologiques sont une attraction prisée des citadins ayant peu de contacts possibles avec les animaux, et a fortiori avec les animaux sauvages et exotiques. Ils sont pourtant contestés pour les conditions de vie qu'ils offrent aux animaux, pour les trafics qu'ils suscitent. En effet, la capture d'animaux sauvages et leur revente à des particuliers ou des organismes tels que les zoos peuvent être rentable au point de mettre certaines espèces en danger.

Les zoos perdureront au-delà de la révolution monétaire, si elle advient, ne serait-ce que par la nécessité de protéger les animaux qu'il est impossible de libérer. Que faire d'un couple de tigres au cœur de Paris ou de Berlin sinon leur assurer le meilleur confort possible dans leur enclos ! En revanche, les zoos pourraient devenir des outils pédagogiques utiles, essentiellement au titre de témoins d'un passé révolu, l'occasion d'expliquer que le slogan *du passé faisons table rase* est une vue de l'esprit. Il subsistera longtemps des scories de l'Ancien Régime qui ne pourront s'effacer qu'avec le temps, parfois avec la disparition de leurs acteurs, par exemple dans les zoos, avec la vieillesse des animaux, leur disparition naturelle...

Dictionnaire des noms propres et collectifs

A

Abbé Pierre : Marie Joseph Henri Grouès (1912-2007), prêtre catholique français, résistant dès 1942 sous le pseudo de l'Abbé Pierre, député MRP entre 1945 et 1951, fondateur du mouvement Emmaüs. Il devient une célébrité nationale durant l'hiver 1954 en lançant un appel mémorable sur Radio Luxembourg en faveur des sans-abri le 1^{er} février. Durant la guerre d'Algérie, il milite au sein du Comité pour la défense du droit à l'objection de conscience aux côtés de Louis Lecoq, Camus, Cocteau, Gide.

L'abbé Pierre est l'illustration parfaite de l'inefficacité d'une révolution personnelle à produire des changements sociaux significatifs. La foi, le charisme, le sens médiatique de l'Abbé Pierre a permis à des milliers de sans-abri de sortir de leur misère, mais n'a pas empêché que le système décuple le nombre de ces exclus. L'abbé Pierre l'a vite compris mais, faute de mieux, a répondu aux urgences qui se présentaient à lui, avec autant de génie tactique que d'abnégation.

Roland Barthes s'est interrogé sur *la belle et touchante iconographie de l'abbé Pierre* pouvant être vue comme *un alibi pour substituer impunément les signes de la charité à la réalité de la justice*. Si ce jugement lapidaire ne manque pas de lucidité, ceux qui ont connu peu ou prou l'Abbé Pierre pensent tous que l'Abbé en avait conscience. Mais entre la compromission et à la passivité, il a choisi l'action dans laquelle il excellait...

Abelsohn Jean-Patrick : *Pour en finir avec la peine de mort, il a suffi d'abroger la peine de mort. Pour en finir avec la valorisation, il faut l'abroger et, de facto, se refuser à penser en termes de monnaie. Il s'agit de passer d'un "rien ne va plus" à un "rien ne coûte plus".*

Cette belle déclaration illustre bien le personnage. Abelsohn a été co-auteur avec Jean-Paul Lambert (ce dernier sous le pseudonyme de Marc

Sanders) du livre *Désobéir à l'argent*, édition le Passager Clandestin, 2014. Spécialiste de gestion d'entreprise, il a été l'un des précurseurs du mouvement de la désargence.

Aberkane Idris : Conférencier et essayiste français (1986-) connu pour ses écrits sur l'économie de la connaissance, le biomimétisme, les neurosciences, le développement personnel. Son parcours universitaire est très contesté. S'il affiche plusieurs doctorats, certains affirment n'en avoir découvert aucune trace ou les qualifient de diplômés de complaisance. Ses talents de vulgarisateur sont cependant indéniable et le succès de ses livres et conférences le prouvent.

On peut toutefois regretter que sous des aspects novateurs et avant-gardistes, il développe une vision du monde très conventionnelle, très proche de l'idéal néolibéral. Aberkane est dans l'air du temps, efficace dans son discours, consensuel dans ses propositions, individualiste dans les solutions aux diverses impasses de notre temps. Il reste cependant redevable du travail qu'il produit pour redonner des pistes d'espoir et d'imagination dans le contexte d'effondrement....

Acapatzingo : Acapatzingo est un quartier pauvre de Mexico qui s'est constitué au milieu des années 1980 sous l'impulsion du *Movimiento Urbano Popular*. En dépit des menaces de la municipalité, des tentatives d'infiltration des mafias, ce sont des travailleurs pauvres et des chômeurs qui ont construit avec leurs seuls moyens ce quartier de 1,8 millions de personnes. Une communauté aussi importante, gérée par ses seuls membres, sans recours aux services officiels de la ville et de l'État, qui résiste de 1996 à 2003 à la pression des autorités et à la violence des narco-trafiquants, mérite d'être citée ici.

Ils ont commencé par installer les égouts, l'eau, l'électricité, travaux exécutés par les résidents, à la pelle et à la pioche. Ils possèdent aujourd'hui un système de récupération des eaux de pluie, deux stations de purification de l'eau. Ils produisent leur propre électricité à des tarifs adaptés aux moyens des habitants. Une commission de vigilance se charge de contrôler les entrées et sorties du quartier, d'alerter tout le monde en cas d'agression. Ils ont créé une autre justice interne axée sur la médiation et le dialogue. Une serre commune fournit les légumes, les toits des maisons

sont végétalisés. Ils ont leur radio locale indépendante, laquelle a été bien utile au début de la pandémie Covid. Ils ont eu peu de cas, les malades ont été pris en charge par la communauté, ceux qui ont perdu leur travail ont eu droit à une soupe populaire. Ils ont mis en place un système de crédit pour permettre à chacun de lancer une activité et à terme, ils espèrent créer leur propre banque.

Bien entendu, ils ont leur part d'ombre mais, si tout n'est pas parfait, tout est perfectible quand cela représente *les rêves et les efforts de milliers de personnes organisées, décidant et agissant collectivement*. C'est exactement l'idée que nous défendons par la *Société de l'Accès* dont on nous dit qu'elle est impossible sur un grand nombre. L'entraide, la solidarité, la coopération, l'autonomie, c'est bien plus efficace que la concurrence, le profit, la structure pyramidale...¹ Dans le classement des villes les plus dangereuses dans le monde, Mexico arrive en première place... sauf dans le quartier d'Acapatzingo !

Adams Scott : Dessinateur de bandes dessinées américain (1957-) auteur de la série *Dilbert* qui critique le monde de l'entreprise. Diplômé d'économie et de management, il a travaillé dans le secteur des télécommunication et sait de quoi il parle et ses personnages sont inspirés de ses anciens collègues. Sa BD *Le Principe de Dilbert*² qui parodie le principe de Peter l'a rendu célèbre.

Adams a commencé à s'amuser pendant les ennuyeuses réunions à dessiner des bandes dessinées injurieuses sur ses collègues et ses patrons. Aujourd'hui, chaque mois, plus de 1,4 million de personnes visitent "The Dilbert Zone", la partie la plus fréquentée de son site (www.dilbert.com). Sans jamais parler de société a-monnaire, d'abolition de l'argent, Adams a fait beaucoup pour mettre en exergue l'absurdité du monde marchand et entrepreneurial. Un premier pas intéressant et qui passe par l'humour, le rire, ce qui n'est pas négligeable !

Agamben Giorgio : Philosophe italien (1942-) spécialiste de l'histoire des concepts et de la généalogie des catégories du droit et de la théologie.

1 Pour plus de détail voir <https://lundi.am/Acapatzingo-un-autre-monde-au-beau-milieu-de-l-agglomeration-de-Mexico>

2 Traduit en Français aux éditions Generals First, 2004

Agemben se situe dans la lignée de Foucault, Derrida, Debord, Arendt. Il reçoit en 2006 le prestigieux Prix européen de l'essai Charles Veillon pour l'ensemble de ses œuvres et en 2018, le prix "Maestro del nostro tempo".

Auteur d'une impressionnante suite d'ouvrages sur des sujets les plus divers, il reste généralement clair et abordable par les non philosophes dans ses démonstrations, ce qui est rare. Des extraits de ses textes sont régulièrement traduits et publiés sur l'excellent site *Lundi Matin* (<https://lundi.am/>) que je recommande à tous ceux qui cherchent des analyses pertinentes et mises en perspectives du contemporain.

Albertini Jean Marie : (1929-2014) Économiste, auteur du livre "*Des sous et des hommes*" (Le Seuil, 1985). Albertini a été directeur de recherche au CNRS, directeur scientifique au Centre d'Études et de réalisations pour l'éducation permanente (Cerep). Pour lui, la monnaie est un bien commun qui facilite l'échange. Contrairement aux abolitionnistes de l'argent, cet économiste part du principe que l'échange est incontournable mais impossible sans un outil d'échange. La monnaie, dit-il, est intimement liée au pouvoir que l'on cherche à s'approprier, donc à l'institution politique. Si la monnaie restait un bien commun, on réfléchirait, on calculerait, on raisonnerait.

L'histoire a pourtant abondamment prouvé que ce souhait, aussi généreux soit-il, n'a jamais abouti, la monnaie étant plus déterminante que toutes les théories qu'elle a engendré. Cet économiste a produit de belles pages sur le pouvoir de l'argent, sur sa faculté à se comporter comme un leurre, à s'augmenter sans cesse, et finalement, à permettre que l'ordre social perdure. Mais il n'a jamais remis en cause la monnaie et a toujours affirmé que l'idée marxiste de l'abolir n'était qu'une erreur de courte durée, entre 1919 et 1921. Le sous titre de son livre est "*ce que vous n'avez jamais osé demander à un économiste*". Il serait temps que les économistes osent enfin admettre qu'il n'y a pas l'échange ou rien, mais l'échange ou l'accès.

Albertini reste essentiel pour qui veut comprendre le fonctionnement de l'économie. Voir son *Lexique de l'économie* (1990), *l'histoire de la monnaie* (2000)...

Allais Alphonse : (1854-1905) Journaliste, écrivain et humoriste français. Il a beaucoup fait rire sur l'argent et les comportements qu'il induit, mais il

n'a jamais été pris au sérieux. Et pourtant ces aphorismes étaient plein de bon sens :

C'est curieux comme l'argent aide à supporter la pauvreté...

Il faut prendre l'argent là où il se trouve: chez les pauvres !...

On devrait demander plus aux impôts et moins aux contribuables...

On devrait construire les villes à la campagne car l'air y est plus pur !...

La misère a cela de bon qu'elle supprime la crainte des voleurs...

Anders Günther : (1902-1992) Günther Stern pour l'état civil, Anders (en allemand, "autrement") pour son nom de plume. Philosophe, essayiste allemand puis autrichien, ancien élève de Husserl et Heidegger, époux de Hannah Arendt. Il est connu pour sa critique de la technologie et son engagement dans le mouvement antinucléaire. Nous l'avons cité ici pour son livre essentiel, *L'obsolescence de l'homme*, principalement pour le tome 2 : *Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, éd. Ivree 1956, réédité par Fario en 2012.

Ce qu'il écrit sur les philosophes de son temps s'applique fort bien à la plupart de ceux qui, aujourd'hui, prétendent annoncer le monde de demain : *«les philosophes, habitués à travailler à l'œil nu, rejettent l'exagération comme non sérieuse – et la plupart le font évidemment. Ils ne sont pas moins obsolètes et ridicules que ne le seraient des virologues qui rejetteraient les microscopes, qui défendraient donc une "virologie à l'œil nu."»* Et c'est bien ce que font les penseurs de notre actuel futur. Ils observent le présent comme si l'informatique n'existait pas, l'économie ou l'environnement comme si les dogmes du XIX^e siècle avaient encore quelque utilité, comme si la certitude du progrès n'avait pas été remplacé par la collapsologie !...

Anders a alimenté nos réflexions sur une possible société post-monnaire par ses idées sur le "décalage prométhéen" qui s'est produit avec le développement de l'industrie entre nos facultés de fabrication et d'imagination. Ce décalage a fait de nos contemporains des "utopistes inversés" qui, au lieu de se représenter le futur, en produisent un qu'ils ne peuvent plus se représenter. Or, nous pensons que le système argent nous empêche de penser le futur et nous fait vivre dans un monde que plus personne ne comprend¹...

1 Thèse développée essentiellement dans son livre *L'obsolescence de l'homme*, éd. De

Anonymous : Les "Anonymes" sont des activistes rassemblés dans un collectif informel et devenu célèbre par le masque noir et blanc au sourire figé devenu leur logo¹. Ils se nomment Anonymous parce que représentant les millions d'internautes qui s'expriment sur le Net sans être reconnus des masses et s'exprimant souvent sous un simple pseudo. Plus qu'un collectif, c'est avant tout un "*même internet*", un phénomène repris et décliné en masse.

Cette vague Anonymous a pris de l'ampleur en 2008 avec la participation de nombreux hackers, mais surtout avec leur attaque contre l'église de la Scientologie américaine et contre son affidé, Tom Cruise. Ils aiment communiquer par des vidéos sur Youtube, commentées par une voix robotique parlant au nom de tous. On trouve un peu partout des descriptions et définitions de ce "groupe" qui n'en est pas un, souvent caricaturales ou fausses. Eux se définissent comme "*une volée d'oiseau voyageant dans la même direction*". Ils signent parfois des déclarations lapidaires mais non dénuées de sens, qui en disent long sur leur indépendance d'esprit. J'en ai relevé une qui me convient bien :

« Le fric ne signifie rien, il a juste rendu payant ce qui était gratuit, compliqué le partage, divisé les hommes, les a rendu fous, et a tout rendu toxique. Ce n'est pas un moyen d'échange du tout, c'est un moyen de pression qui rend totalement con ! »

Appel des 15 000 : Appel signé par plus de 15 000 scientifiques de 184 pays paru le 13 novembre 2017 dans lequel ils tirent la sonnette d'alarme sur l'état désastreux de notre planète. Nous avons compris qu'il s'agit de la dernière mise en garde, car si nous ne prenons pas les mesures adaptées, *bientôt il sera trop tard*. Puisqu'il est bientôt "trop tard", c'est maintenant qu'il faut agir. Personne n'a aujourd'hui de réponses toutes faites, mais nous savons que nous devons changer de paradigme.

Deux attitudes dominent : l'une qui acte l'effondrement et cherche à s'y adapter, l'autre qui postule que la planète est suffisamment riche pour permettre à dix milliards d'humains de vivre bien si nous en préservons la

l'encyclopédie des nuisances, 2002

1 Masque du personnage Guy Fawkes popularisé dans une BD conçue par le dessinateur David Lloyd (1986) et le film tiré de la BD, *V pour Vendetta* (2006)

biodiversité et savons vivre en harmonie avec les autres espèces. Pour que l'humanité ne disparaisse pas comme une vulgaire entreprise en faillite, les 15 000 auteurs vous invitent à signer et à faire signer cet appel. Pétitionner, c'est bien mais il eut été plus sage de proposer une voie nouvelle, quitte à ce qu'elle soit incomplète et critiquable.

« *Pendant que je dormais, pendant que je rêvais, les aiguilles ont tourné, il est trop tard...* » chantait Georges Moustaki. Ceux qui détiennent le pouvoir économique, politique, médiatique, intellectuel, s'accrochent au modèle productiviste, à la croissance, à la propriété privée, aux profits financiers. Et contrairement aux décroissants, objecteurs de croissance, écologistes, altermondialistes, anticapitalistes et autres contestataires, les "Grands" sont unis par les mêmes croyances, la même culture, les mêmes intérêts. Les contestataires classiques nous disent "Nous ne croyons plus aux lendemains qui chantent parce que nous voulons chanter au présent". Au-delà de la formule qui est sympathique, cela ne dit pas grand chose sur ce qu'il reste possible de faire. A moins que ce présent consiste à demander que le dernier qui s'en va éteigne la lumière, comme l'écrit Paul Jorion, dans son livre édité chez Fayard !

Arendt Hannah : (1906-1975) Philosophe et journaliste allemande naturalisée américaine connue pour ses travaux sur le totalitarisme et la philosophie de l'Histoire. Née de parents juifs laïcs, elle est arrêtée par la Gestapo en 1933 et relâchée grâce à la sympathie d'un policier. Elle quitte l'Allemagne sur le champ avec son époux, le philosophe Günther Anders, d'abord en France puis en Amérique, en 1941.

Elle publie *Les Origines du totalitarisme* en 1951, *Condition de l'homme moderne* en 1958 et *Crise de la culture* en 1961. Elle assiste en tant que journaliste au procès d'Eichmann à Jérusalem et produit un texte essentiel, *Rapport sur la banalité du mal*, publié en 1963.

Ces textes sont toujours d'une actualité brûlante. Ce sont des outils qui permettent de mieux comprendre ce qui se passe aujourd'hui avec la montée des intégrismes, des totalitarismes qui ne disent pas leur nom. La mondialisation... A lire et relire !

Ariès Paul : (1959-) Politologue français, fondateur du C2M (Conservatoire de la Mémoire Militante). Il a travaillé sur les dérives sectaires en lien

avec la mondialisation autant qu'avec l'extrême droite (contre la scientologie en particulier).

Il est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrage sur la mondialisation, la décroissance, les mouvements sociaux. Il a défendu avec ardeur la *Confédération paysanne* (affaire du MacDonald), les *Casseurs de pub...* Il milite en 2014 pour une convergence des luttes entre l'écologie et la France Insoumise mais ne rallie pas ce parti. Cette vie militante est honorable mais elle est longtemps restée coincée dans une logique de réparation du système.

En 2020, il évolue vers une réflexion sur une *civilisation de la gratuité* : "*Toute civilisation est mortelle, et la notre fondée sur la marchandisation de tout ce qui peut l'être ne fait pas exception. Que va-t-il donc y avoir après cette société marchande ?*" C'est un premier pas mais qui reste encore dans l'extension de la sphère de la gratuité et non dans l'abolition du payant. "*La gratuité ce n'est pas le produit débarrassé du coût, mais débarrassé du prix.*" Il fait la comparaison avec l'école qui est gratuite mais payée par l'impôt. Son raisonnement s'appuie sur trois règles : Il n'existe pas de domaines qui auraient vocation à être marchand et d'autres qui auraient vocation à être gratuits. Il ne s'agit pas de rendre tout gratuit (principe de la gratuité du bon usage et renchérissement du mésusage). Pourquoi paye-t-on l'eau que l'on boit et l'eau qui remplit sa piscine privée au même niveau ? Troisième règle, il ne s'agit pas de rendre gratuites les choses existantes, mais de repenser les services publics. Il suffira ensuite de passer des *îlots de gratuité* (transport urbain, culture, eau, énergie...) à des *archipels de gratuité*.

En somme, Ariès parle de *civilisation de la gratuité* comme on parle de *civilisation du loisir*. Il s'agit bien d'introduire dans la société des éléments autrefois réservé à une minorité (les loisirs comme la gratuité), sans pour autant renverser totalement l'ordre du système actuel. C'est là que le bât blesse et occulte les dégâts et les contraintes qu'imposerait mécaniquement la partie marchande de la société. Nous sommes bien globalement dans une société de loisirs, sauf que l'accès aux loisirs nécessite un minimum pouvoir d'achat, et que les inégalités sociales produisent des inégalité de valeurs des loisirs.

En acceptant d'adosser la gratuité au système économique, on accepte ce système et en même temps ses tares. C'est ce qui rend oxymorique l'écologie marchande, l'économie verte, l'extractivisme durable, etc.

Aristote : (384-322 avant notre ère) Philosophe grec qui nous a légué *L'Éthique à Nicomaque*, (Trad. J. Tricot, Les Échos du Maquis, 2014). C'est le plus ancien traité d'économie que l'on connaisse. Ce disciple de Platon est certainement le penseur qui a le plus durablement influencé la pensée du monde occidental. Il est généralement classé parmi les *polymathes* pour ses écrits sur la biologie, la physique, la métaphysique, la logique, la poétique, politique, rhétorique, l'éthique et accessoirement sur l'économie.

Il a été le premier à séparer l'économie gestion de la maison et la *chrématistique*, la gestion des affaires. Il définit la vertu comme une disposition acquise à la raison. Sans la vertu de *Phronésis* (prudence, sagesse, sagacité...) point de bonheur possible. Or, le bonheur est pour lui le *télos*, la fin ultime de toute vie. On retrouve cette idée dans le *buen vivir* actuel, l'épanouissement personnel, la recherche d'entraide et de convivialité, le *plus de liens moins de biens* des décroissants. Si Aristote avait raison sur cette tension positive, il avait tort de croire qu'elle suffirait à étouffer dans l'œuf les passions tristes de la chrématistique, de l'argent, de l'échange marchand. Aristote ne pouvait en avoir l'expérience, nous si !...

Auken Ida : (1978-) Femme politique danoise, membre du Parti populaire socialiste (SF), ministre de l'environnement (2011-2014). Écologiste de gauche, Ida Auken a pourtant participé au Forum de Davos 2020. Elle y a présenté sa curieuse vision d'un monde idéal à venir (texte publié ensuite dans la revue Forbes¹). Nous vous en donnons ici quelques extraits tout à fait révélateurs :

«Nous avons accès aux transports, au logement, à la nourriture et à tout ce dont nous avons besoin pour vivre. Une à une, toutes ces choses sont devenues gratuites, alors nous n'avons plus grand intérêt à posséder beaucoup. La communication est numérisée et gratuite pour tous. L'énergie propre est à son tour devenue gratuite et à partir de ce moment-là, la transition s'est accélérée. Le prix des transports a chuté de façon spectaculaire. Il n'était plus logique pour nous de posséder des voitures, car nous pouvions appeler un véhicule sans conducteur ou une voiture volante pour les longs trajets en quelques minutes. [...] C'est tout à fait logique et cela nous rappelle comment notre culture est née d'une relation étroite avec la nature. [...] Cela a également facilité la percée de l'économie circulaire. Lorsque des produits

¹<https://www.forbes.fr/lifestyle/bienvenue-en-2030-un-monde-ou-rien-ne-nous-appartient/>

sont transformés en services, personne ne s'intéresse aux choses qui ont une courte durée de vie. Bienvenue dans un monde où tout est conçu pour être durable, réparable et recyclable [...] Faire des achats ? Je ne me souviens pas vraiment de ce que c'est. [...] Ma plus grande préoccupation reste tous les gens qui ne vivent pas dans notre ville. Ceux que nous avons perdus en chemin. Ceux qui n'ont pas supporté toute cette technologie. Ceux qui se sont sentis obsolètes et inutiles lorsque les robots et l'IA ont pris le contrôle d'une grande partie de nos emplois. Ceux qui se sont énervés contre le système politique et se sont retournés contre lui. Ils mènent des vies différentes en dehors de la ville. Certains ont formé de petites communautés autosuffisantes. D'autres sont restés dans les maisons vides et abandonnées des petits villages du 19e siècle. De temps en temps, le fait de ne pas avoir de véritable vie privée m'ennuie. Je ne peux aller nulle part sans que je sois enregistrée. Je sais que, quelque part, tout ce que je fais, pense et rêve est enregistré. J'espère juste que personne ne l'utilisera contre moi...»

Certains trouveront cette ville idéale, d'autres en seront horrifiés. Cette fiction prouve au moins que le Nouvel Ordre Mondial est en capacité d'attirer des écologistes, des socialistes, des gens ayant étudié la théologie, comme c'est le cas d'Ida Auken ! Une minorité privilégiée et une majorité confinée dans des ZAD et des villages d'un autre siècle, voilà qui semble compatible avec le socialisme. C'est ce qui me semble le plus inquiétant !

B

Bakounine Michel : (1814-1876) Mikhaïl Bakounine était un philosophe russe, théoricien de l'anarchie, particulièrement critique sur le rôle de l'État. Dès 1842, il s'exile en Allemagne et publie un article virulent dans un journal qui fait du bruit jusqu'en Russie. Il quitte alors Dresde pour la Suisse, les autorités allemandes n'hésitant pas à extraditer les Russes réclamés par le Tsar.

En 1844, Bakounine vit à Paris, rencontre Proudhon. Il participe activement à la Révolution de 1848. On le voit partout, dans tous les clubs et défilés. En 1851, il est condamné aux travaux forcés, livrés aux Russes et incarcéré à Saint-Petersbourg. Il en sort physiquement brisé et vieilli en 1857 et s'installe à Irkoutsk. Il parvient à échapper à la surveillance policière et à rejoindre Londres en 1861. Il y rencontre Marx, Hengels, Louis Blanc, Giuseppe Mazzini, Élysée Reclus...

Le 25 septembre 1870, Bakounine rédige à Lyon la proclamation de la *Fédération révolutionnaire des communes* et appelle au soulèvement de la Commune de Lyon. Il meurt à Berne d'une urémie en 1876. Cette brève biographie ne peut donner une idée de l'influence considérable de Bakounine sur les mouvements révolutionnaires et anarchiste de son temps. Mais les écrits sur lui ne manquent pas¹...

Barrau Aurélien : (1973-) Astrophysicien français, spécialiste de la physique des trous noirs, directeur du centre de physique théorique Grenoble-Alpes. Titulaire d'un doctorat en philosophie, il a travaillé sur la métaphysique de la vérité dans l'ouvrage *Chaos multiple*. Militant écologiste, Barrau est classé parmi les collapsologues, étiquette qu'il réfute lui préférant celle de décroissant.

Excellent vulgarisateur, il est auteur de plusieurs livres et donne de

1 Je recommande le *Michel Bakounine*, de Amédée Dunois et René Berthier, éd. Liberaires, 2007. Malheureusement épuisé mais on en trouve en occasion sur Amazon et dans toute bonne bibliothèque anarchiste.

nombreuses conférences. Sur les divers plateaux médiatiques, il déclare avec fougue que *"face à l'urgence, nous n'avons plus le choix"*. Dans son livre *Le Plus grand défi* (Michel Lafon, 2020), il écrit : « *N'ayons pas l'impression qu'il faut accélérer l'effort. Il faut le commencer. Nous n'avons rien fait pour le moment. Chaque année est pire que la précédente.* »

Nous ne savons pas si Barrau s'est interrogé sur l'argent, sur l'échange marchand, sur une possible sortie de l'économie, mais ses analyses sont très souvent proches des nôtres, comme quand il écrit : *"Fractaliser la pensée, c'est lui permettre de frôler des modes du réel qui demeureraient littéralement hors de son possible. Trop immenses ou trop étroits. Nos esprits sont tellement formatés par des enseignements stéréotypés, des coutumes héritées, des martèlements réitérés que la moindre tentative exploratoire sonne comme une impossible révolution..."* L'astrophysicien parle de *fractaliser la pensée*, nous parlons de *renverser les socles culturels*, de changer l'intégralité des structures sociales, radicalement¹. Les questions de dette, d'inégalités sociales, d'économie verte, etc. nous paraissent alors bien accessoires !

Barthes Roland : Philosophe et sémiologue français (1915-1980), directeur à l'RHESS (école des hautes études en sciences sociales), professeur au Collège de France, l'un des principaux animateurs du post-structuralisme. C'est surtout son travail de sémiologue qui a pu intéresser celui des premiers à penser une société post-monnaire.

Barthes développe l'idée que rendre compte de phénomènes signifiants consiste à décrire le système de normes qui les rend possibles. Pour appréhender un système aussi complexe que celui de l'économie, nous nous sommes vite aperçu que, hormis les folies bien visibles qu'il recèle et qu'il provoque, nous ne pouvions en dégager aucune logique sans mettre au jour les normes culturelles, langagières qui le rendait possible...

Dans son livre *Mythologies*, Barthes recense quantité de mythes modernes qui tissent notre vie quotidienne : un savon vanté par la publicité, un match de catch à la télévision, l'abbé Pierre qui faisait à cette époque

¹ Plusieurs courtes vidéos résument clairement sa pensée, somme toute assez proches de celle que nous développons ici, sans doute la plus proche. <https://youtu.be/4L6Q1cvFBbs> <https://youtu.be/ObcGvOuTf7k> <https://youtu.be/qQn7Tqp7gds> et beaucoup d'autres, plus longues et plus précises.

(1957) la une des journaux. Il montre en quoi ces mythes sont des grandes représentations collectives, comme les mythes antiques, produites par notre société. Comprendre notre économie, notre société marchande obnubilée par l'argent, c'est en dégager les mythes, les croyances, les non-dits, les dogmes, les rites..., ce que nous avons tenté de faire, le talent de Barthes en moins !

Batho Delphine : (1973-) Femme politique française, présidente du mouvement *Génération écologie*, elle a été successivement députée, ministre déléguée à la justice, ministre de l'écologie (2012), à nouveau députée, et se rattache au groupe Génération écologie dont elle devient présidente (2018). Candidate à la primaire de 2021 elle arrive en troisième position après Yannick Jadot et Sandrine Rousseau. Elle a résumé ses positions dans le livre *L'écologie intégrale*, (éd. du Rocher, 2019) :

« Face à nos peurs légitimes, à l'état de sidération que provoquent les destructions de la nature que nous constatons désormais de visu, à l'angoisse que nous ressentons devant la catastrophe planétaire en cours, il faut redonner ce sens à nos vies : nous sommes des vivants. C'est notre joie de vivre, la fraternité avec nos semblables, l'amour de la nature, notre harmonie avec l'ensemble du vivant qui peuvent nous permettre de soulever des montagnes, augmenter notre puissance d'agir et abattre l'ordre ancien des Destructeurs. [...] L'écologie intégrale entend rassembler autour de son projet par la raison et la conviction, mais aussi par les sentiments et les émotions. Elle va puiser ses forces dans une écologie intérieure qui représente une nouvelle étape de l'évolution humaine. La révolution mentale que nous devons accomplir est d'embrasser l'ensemble du vivant comme étant partie de nous-mêmes. »

Dans un interview sur France Inter, elle déclare cependant que "la décroissance, c'est un retour en arrière, une privation, alors que l'écologie devrait être un progrès, un supplément d'âme." Elle prône donc une écologie sans la décroissance, simplement en "déconnectant l'État et les intérêts privés", comme on a séparé l'Église et l'État, car "l'argent est au centre de tout" ! C'est évacuer un peu vite les pouvoirs oligarchiques que donne mécaniquement l'argent, c'est oublier que l'État a donné les clefs du coffre-fort au privé ! Il ne s'agit plus de chercher un "supplément d'âme" mais de renverser à la fois l'État et le Capital. Encore un effet du réformisme, d'alter-capitalisme...

Bellamy Edward : (1850-1898) Écrivain et journaliste américain célèbre pour son roman *Cent ans après ou l'an 2000*, (1888 trad. Paul Rey, Ebook 2008). Cet étonnant roman raconte l'histoire de Julian West, un jeune Bostonien, mis en état de sommeil profond par un médecin dans sa villa en 1887. Il s'est construit une chambre totalement close pour lutter contre ses insomnies chroniques. En l'an 2000, suite à des travaux dans la même maison, le docteur Leete découvre la chambre, réveille Julian West et lui fait découvrir le monde du XX^e siècle avec tous les changements technologiques et sociaux qui déroutent le jeune bostonien.

L'invention par Bellamy, en 1888, de la société de l'an 2000 est étonnante. Outre l'invention de la radio, des concerts délivrés à domicile par téléphone et de la climatisation, l'énorme révolution est la suppression de l'argent et du commerce. De ce fait, il n'y a plus de "problème ouvrier", de chômage, d'insécurité...

Ce roman de Bellamy est sans doute le premier ouvrage "désargentiste" qu'un écrivain ait inventé. Certes, sa société post-monétaire n'est pas exactement ce que nous pensons comme idéal aujourd'hui, mais avait-il les moyens d'imaginer autre chose à la fin du XIX^e siècle ? Sa fable reste cependant une base de réflexion passionnante, parfois récréative, mais toujours incitative à la réflexion. A lire impérativement pour "entrer en désargence"...

Bernays Edward : (1891-1995) Le journaliste américain Edward Bernays, est réputé pour être l'inventeur de la publicité moderne. Neveu de Sigmund Freud, le pionnier de la psychanalyse, Bernays a inventé le terme "relations publiques" comme un euphémisme pour désigner les manipulations et les tromperies.

En 1929, il a persuadé les féministes de promouvoir les cigarettes pour les femmes en fumant lors d'une parade à New York – un comportement considéré à l'époque comme saugrenu. Une féministe intoxiquée par ce cher Edward, Ruth Booth, a déclaré, « *Femmes ! Allumez un nouveau flambeau de la liberté ! Lutte contre un autre tabou sexiste !* »

L'influence de Bernays s'est étendue bien au-delà de la publicité. Son plus grand succès a été de convaincre le public américain de se joindre à la grande tuerie de la Première Guerre mondiale. Le secret, disait-il, était

de "fabriquer le consentement des personnes afin de les contrôler et orienter selon notre volonté et à leur insu." Il décrivait cela comme "le véritable pouvoir de décision dans notre société et l'appelait le gouvernement invisible".

Financé par une compagnie agroalimentaire, il a inventé le breakfast américain, avec œufs au plats ou brouillé et bacon, un petit-déjeuner copieux. Avec le soutien de plus de 4 000 médecins le recommandant à leurs patients, c'est devenu une institution aux USA, un symbole de l'américan way of live. Il n'est pas étonnant que Joseph Goebbels se soit inspiré des travaux de Bernays au sein de son ministère du Reich à l'éducation du peuple et à la propagande !

Berners-Lee Tim : (1955-) né à Londres, cet informaticien de haut vol invente le Web en 1990 pour faciliter les échanges entre les scientifiques du CERN. On lui doit en outre les URL, l'HTLM et l'http, ce qui n'est pas rien. Ces innovations auraient pu l'asseoir sur une montagne d'argent à l'époque. Mais Bernes-Lee l'offre à la planète et se contente de sa chaire en sciences de l'informatique à la School of Electronics and Computer Science, de l'Université de Southampton.

Cet homme est la preuve vivante que l'argent n'est en rien nécessaire pour motiver les gens. Le sens du bien commun et la joie du partage est bien plus efficace ! Si Berners-Lee n'a jamais parlé, à notre connaissance, de société post-monétaire, il est un parfait exemple du fait qu'une telle société n'est pas une utopie, mais bien une idée en marche qui deviendra tôt ou tard évidente au plus grand nombre.

Blondel Jacques : (1936-) Biologiste français spécialiste de la biologie des populations et de l'écologie. Il a fait beaucoup pour vulgariser les enjeux de la biodiversité. Il devient directeur de recherche au CNRS en 1981 et directeur émérite en 2002. Son dernier ouvrage, *Oiseaux et Changements globaux, menace ou aubaine?* (Ed. Quae, Paris 2015) en dit long sur l'état de l'humanité et de sa planète...

Blondin Denis : Anthropologue canadien, auteur de *La mort de l'argent*, (éd. La Pleine Lune, Quebec, 2003). Blondin est l'un des rares intellectuel ayant osé rendre pensable le sacrilège de l'abolition de l'argent. Il explique

avec ses outils anthropologiques à quel point l'argent pervertit nos vies de riches, aussi profondément que celles des pauvres, même si cela se réalise d'une façon différente.

Il offre au lecteur une vision globale d'une société post-monnaire, tout en tenant compte de la *nature humaine* et du formatage de plusieurs millénaires d'usage de l'argent. Il continue à développer ses idées sur son blog qu'il qualifie d'*anthropologie naïve*.¹ Blondin est surtout intéressant pour son approche transdisciplinaire toujours reliée à des observations précises et claires (le côté scientifique) sur notre vie quotidienne (le côté naïf)...

Bohy-Bunel Benoît : Enseignant pour classes terminales en philosophie, auteur de plusieurs ouvrages politiques et blogueur², il publie également des articles sur le site Palim-Psao dédié à la *Critique de la valeur-dissociation*. Son dernier ouvrage, *Symptômes contemporains du capitalisme spectaculaire* (L'Harmattan, 2019) s'appuie sur des exemples très concrets et bien connus (le foot, la publicité, la pornographie...) et reste parfaitement lisible pour les non-philosophes...

Tout comme les principaux chercheurs du groupe Palim-Psao, Bohy-Bunel est convaincu que l'abolition de l'argent est inévitable à terme, mais a opté pour une approche plus théorique que pratique, se refusant à proposer un "programme politique", une option clé en mains. Si révolution il doit y avoir, il faut qu'elle soit intégrée, mise en œuvre, digérée par tout un chacun... Cette option stratégique peut paraître frustrante pour certains activistes, mais elle est cohérente par rapport à la volonté d'émancipation individuelle et collective qu'il défend.

Ces réserves ne l'empêche pas de défendre à titre privé l'idée d'une société post-monnaire et d'en approuver le côté pédagogique qui permet d'aborder la question par le quotidien brut...

Boniface Pascal : (1956-) Géopolitologue français, fondateur de l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques). De 1988 à 1992, il a été conseiller des cabinets ministériels de Chevènement et Joxe. Ses

1 Blog : <https://denisblondin.wordpress.com/>

2 Blog : <http://benoitbohybunel.over-blog.com/>

multiples prises de position sur l'islamisme, sur le PS (dont il a fait partie), sur la laïcité, sur la stratégie au Moyen-Orient, etc., lui ont valu des critiques acerbes et la plupart du temps injustifiées.

Il est vrai qu'il a écrit en 2011 *Les intellectuels faussaires* dans lequel il s'attaque à Bernard-Henri Lévy, Alexandre Adler, Philippe Val et quelques autres personnalités médiatiques. Laissons donc là les règlements de comptes entre élites, les anathèmes de complotiste, islamo-gauchistes, antisémite ne disent plus grand chose. Cela permettra au moins d'entendre quelques questions posées dans ses ouvrages : *Les nouvelles Pathologies des États* (1993), *La fin des ambitions internationales et stratégiques* (1996), *Guide du savoir nuire à l'usage des dictateurs* (2000), *Les guerres de demain* (2001), *L'Europe et le sport* (2001), *Football et mondialisation* (2006), *50 idées reçues sur l'état du monde* (2017), *Atlas des crises et des conflits* (2019), *Géopolitique de l'intelligence artificielle* (2021).

Contestable ou admirable, à chacun de choisir, mais bien au-delà de ses propos, je me suis souvent servi de Pascal Boniface pour montrer que notre société est de moins en moins capable de débattre, d'opposer un argument de qualité à un autre argument respectable. Le modèle économicopolitique a gagné l'intégralité de la sphère mentale, et pas uniquement médiatique. Un ring de boxe thaï paraîtrait presque une arène pour bisounours en comparaison du lynchage mutuel qui nous sert de raison ! La cruauté de la concurrence libre et non faussée propre à la grande industrie et à la finance a fait tâche d'huile...

Bonneuil Christophe : (1968-) Historien des sciences et enseignant français, directeur de recherche au CNRS. Depuis 2013, il dirige la collection "Anthropocène" des éditions du Seuil. Ses deux derniers ouvrages sont précieux pour l'eau qu'ils apportent à notre moulin : *Prédation : nature, le nouvel eldorado de la finance*, éd. La Découverte, 2015, coécrit avec Sandrine Feydel et *Une autre histoire des Trente glorieuses*, La Découverte, 2016, coécrit avec Céline Pessis et Sezin Topçu.

Bookchin Murray : (1921-2006) Militant et essayiste américain, libertaire et écologiste, fondateur de l'*écologie sociale* et penseur du *municipalisme libertaire*. Il a beaucoup influencé les Kurdes et leur mouvement

PKK dans la constitution de leur *Confédéralisme démocratique*. En France, nombre de ses livres ont été traduits et Bookchin continue à alimenter les débats, à inspirer des vocations militantes. Citons principalement, *Au-delà de la rareté*, éd. Écosociété, 1971, et *Pour un municipalisme libertaire*, éd. Atelier Création Libertaire, 2003

Boyle Marc : Auteur du livre *L'homme sans argent* (éditions Les Arènes, 2014). Le pari fou de vivre un an sans argent a bouleversé la vie de Mark Boyle, ex-entrepreneur et diplômé en économie. Cette aventure l'a amené à repenser à l'argent, mais aussi le travail, la frugalité heureuse, l'échange des savoirs, à la gratuité. Il a ainsi un livre devenu culte parmi les décroissant.

Certes, l'expérience est instructive, mais reste une aventure, donc une démarche ne concernant que des aventuriers, ce que le commun des mortels ne saurait être. Les héros du sans argent seront intéressants quand ils expérimenteront un mode de vie sociale accessible aux non-héros !

C

Camus Albert : (1913-1960) écrivain, philosophe libertaire. « *La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité.* »

Albert Camus a été longtemps considéré comme un excellent littérateur, mais comme un "*philosophe pour classes terminales*" ! On a souvent dit qu'il avait été éclipsé en tant que philosophe par le poids médiatique de son contemporain Jean-Paul Sartre. Mais la réalité, c'est qu'il était libertaire et qu'à ce titre il énonçait des principes philosophiques irréalistes dans le cadre monétaire. Il est mort trop tôt (en 1960 dans un accident de voiture) pour avoir donné forme à sa vision du monde, trop tôt pour que les esprits puisse entendre ce qu'il suggérait.

Ce n'est qu'après l'abolition de l'argent que son œuvre sera relue, que l'on comprendra ses visions prémonitoires. Même ses principaux admirateurs (entre autre le philosophe Michel Onfray qui lui a consacré un excellent ouvrage), n'ont pas perçu la pertinence d'un Camus, y compris par rapport au système monétaire, sans doute eux-mêmes trop imprégnés par l'échange marchand que si peu contestent.

A la faveur de la crise sanitaire de 2020, beaucoup de commentateurs ont rappelé que tout était dit dans *La Peste* (1947) et que Camus y parlait plus de politique que de maladie... Ce philosophe a maintes fois suggéré l'aspect létal de l'économie moderne, mais ce ne sont pas quelques suggestions qui ouvriront les yeux de ceux qui ne veulent pas voir. Citons toutefois François Villeroy de Galhau, gouverneur de la banque de France qui, en campagne "pro-macroniste" sur les chaînes de radio et télévision, déclarait aimer cette phrase de Camus : "*Chaque génération sans doute se sent appelée à refaire le monde, la mienne sait qu'elle ne le fera pas mais elle est appelée à une tâche sans doute plus importante encore, éviter que le monde ne se défasse...*" (discours de 1957 à l'occasion de la réception de

son prix Nobel de littérature). On peut être banquier, capitaliste néolibéral convaincu, prêt à tout changer pour que rien ne change et citer Camus !...

Villeroy de Calhau aurait pu citer un autre texte de Camus, s'il n'avait pas été gouverneur de la Banque de France, par exemple : *"Nous appellerons donc justice un état social où chaque individu reçoit toutes ses chances au départ, et où la majorité d'un pays n'est pas maintenue dans une condition indigne par une minorité de privilégiés."*¹

Castoriadis Cornelius : (1922-1997) philosophe, économiste et psychanalyste grec vivant à Paris dès 1946. Entre 1948 et 1970, il est économiste à l'OCDE. Membre du PCI (parti communiste international), il s'en sépare dès 1956 à la suite des événements de Hongrie pour fonder le groupe indépendant *Socialisme ou barbarie*. Il est surtout connu pour ses travaux philosophiques, principalement pour ses écrits sur les notions de Chaos et de Création qui l'ont conduit dans une guerre théorique contre les structuralistes de son temps (Foucauld, Barthes, Althusser, Deleuze, Guattari...)

Castoriadis écrit dans l'introduction de *"Le contenu du socialisme"* (Paris 1979, UGE) : *« Une société juste n'est pas une société qui a adopté, une fois pour toutes, des lois justes. Une société juste est une société où la question de la justice reste constamment ouverte - autrement dit, où il y a toujours possibilité socialement effective d'interrogation sur la loi et sur le fondement de la loi. C'est là une autre manière de dire qu'elle est constamment dans le mouvement de son auto-institution explicite. »* En ce sens, il récuse l'idée qu'une société soit déterminée par ses structures et qu'elle est susceptible de se transformer profondément si elle laisse son imaginaire se développer, idée qui plaît bien aux promoteurs d'une désargence. Elle ouvre une porte qui semble a priori fermer définitivement la sortie des multiples impasses du monétarisme de notre temps.

Charbonneau Bernard : (1910-1996) Penseur français auteur d'une vingtaine de livres et d'articles parus dans *La Gueule Ouverte*. Pour le définir, Daniel Cérézuelle dans le livre qu'il consacre à cet auteur (éd. Parangon, Lyon 2006, p.199) écrit que pour Charbonneau, *"le lien qui attache l'individu à la société est tellement puissant que, même dans la soi-disant société des individus, ces derniers sont si peu capables de prendre*

1 Dans un article de *Combat*, 1^{er} octobre 1944.

leurs distances avec les entraînements collectifs que, spontanément, ils consentent à l'anéantissement de ce à quoi ils tiennent le plus, la liberté..." Et c'est particulièrement flagrant avec l'argent dont il est si difficile de se départir, malgré le constat permanent de son caractère létal.

Charbonneau nous a laissé un ouvrage très explicite sur le sujet : *Il court, il court le fric*, (éd. Opale, 1996). *"On s'indigne des perturbations que l'argent provoque dans l'économie, on s'attache moins à l'infection qu'il entretient dans la vie quotidienne. Il est vrai qu'il est plus simple de supprimer les capitalistes que le capital !"* Il poursuit en dénonçant le *devoir social* d'une nature uniquement marchande qui nous affecte tous, fonctionnaires, salariés, patrons, commerçants... Le *travail-marchandise* a relégué tous les mots qui désignaient l'activité humaine, celle qui trouvait dans la satisfaction immédiate de son propre besoin à la fois son origine, sa limite, et donc son terme.

Les auteurs induisant une abolition rapide de l'argent et donc du salariat dans leur propos sont suffisamment rares pour que Charbonneau soit ici salué...

Charlie Hebdo : Journal satirique. *«On peut "être Charlie", mais on est avant tout le chômeur qu'on culpabilise et dont on rogne les indemnités, le sans abri qu'on feint de ne pas voir tant il dérange, le paysan sans terre du Brésil ou d'ailleurs, le Kogi qu'on chasse de son territoire pour y chercher du pétrole, l'esclave moderne des mines d'Afrique ou des usines du tiers monde..., mais je suis aussi terre dévitalisée par les intrants chimiques, rivière empoisonnée, graine stérilisée, fonds marins dévastés, arbre déraciné, abeille désorientée, air pollué, roche fracturée... Bref, une vie niée.*

Faisons donc en sorte que Charlie ne soit pas récupéré, instrumentalisé par les tenants de cet autre terrorisme; prenons garde que la légitime émotion ressentie ne soit pas utilisée comme outil de manipulation des masses. Car si vous regardez dans le rétroviseur, vous verrez combien longue est la liste des attentats qui, perpétrés par une force étrangère ou orchestrés de l'intérieur même, ont été manipulés pour conduire les peuples là où ils ne voulaient pas aller. Regardez comme depuis plusieurs années, le terrorisme, la dette, la crise, sont prétexte à interventions militaires, à armement renforcé des forces policières, à répressions musclées, parfois meurtrières des mouvements citoyens contestataires, combien nos démocraties et les valeurs sur lesquelles elles prétendent s'appuyer dérivent et sont

bafouées sous la pression du totalitarisme de la finance internationale et de l'idéologie ultra libérale». C'est ce que déclarait Philippe Derudder au sujet de l'attentat terroriste du 7 janvier 2015, jour de la sortie du numéro 1 177 de l'hebdomadaire.

Fondé en 1970 par François Cavanna et le professeur Choron (Georges Bernier), ce journal s'était fait une réputation dans la caricature des politiques et des religions. L'esprit Charlie est toujours de défendre la liberté d'expression, les valeurs de gauche, la défense de la laïcité, par un humour décapant.

Charmes Gabriel : Nom de plume du journaliste et écrivain Michel Loetscher. Il est l'auteur d'un intéressant livre : *Le Revenu Universel, vers un nouveau pacte social*, Transition, 2019. Courageux mais pas téméraire, Charmes annonce une plaidoirie en faveur du revenu universel, mais en arrive à la conclusion que cette alternative, malgré son côté fortement attractif, est une impasse de plus face aux dégâts du capitalisme. Rien ne changera réellement sans abolition de l'argent, dit-il.

Dit comme cela, c'est courageux car l'idée d'une abolition radicale de l'argent révolse ceux qui militent depuis des décennies pour des aménagements d'un argent enfin devenu "propre", sans être téméraire quand il suggère que cette abolition serait logique et qu'il faudrait tendre vers elle, faute de mieux¹ !...

Chinal Marc : Militant pour une société sans argent, il a fondé à Lyon en 2013 le mouvement "Voter AM" (comme **A**-**M**onétaire), parce que, devant la réticence de ses contemporains à oser toucher le paradigme de l'échange marchand, il avait choisi de se présenter comme député à diverses élections dans le seul et unique but de s'offrir une tribune et surtout pas d'être élu !

Sa capacité à utiliser les médias pour poser le problème d'une abolition a beaucoup fait pour en vulgariser l'idée. Auteur de nombreuses vidéos², d'interviews de personnalités politiques et médiatiques (généralement très embarrassées d'être mis face à une telle question), de bandes dessinées qui eurent un réel succès (telle *Joanne Lebster, le début d'un nouveau*

1 Charmes est l'un des rares journalistes à avoir signalé la dernière parution d'un livre sur la société de l'accès dans la presse. Voir <https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/vers-une-societe-de-l-acces-et-de-231108?pn=1000#forum5994513>

2 https://www.youtube.com/results?search_query=marc+Chinal

monde), il est présent à de nombreuses manifestations (écologiques, décroissantes, politiques ou culturelles) semant les graines d'une future désarçance.

Son site donne toute l'actualité de ce mouvement.¹ Il a également créé une maison d'édition lui permettant de publier ce que les éditeurs traditionnels refusaient par frilosité² (éditions RJTP, Réfléchir n'a Jamais Tué Personne) ! La dernière parution de RJTP est un essai intitulé *Description du monde de demain, (un monde sans monnaie ni troc ni échange : une civilisation de l'accès* paru en janvier 2021 (par Marc Chinal et J.F. Aupetit-gendre, voir la présentation sur le site de l'éditeur).

Chomsky Noam : (1928-) Linguiste américain né à Philadelphie, enseignant au MIT de 1955 à 2017. Parallèlement à ses travaux scientifiques, Chomski s'est engagé contre la guerre du Vietnam et a milité au sein du mouvement anarcho-syndicaliste. Il est vite devenu le chantre de la lutte contre *la pensée unique*, de la critique féroce de la *fabrication du consentement*.

Principaux livres traduits en français : *Sur le contrôle de nos vies*, Paris, Allia, 2003, *Autopsie des terrorismes*, Paris, éd. Serpent à Plumes, 2001, *La Fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, éd. Agone, 2008, *Qui mène le monde ?*, Montréal, éd. Lux, 2018, *Danger d'extinction : Changements climatiques et menace nucléaire*, éd. Ecosociété, 2020...

Noam Chomski décrit les dix stratégies de manipulations chères aux médias : Stratégie de la distraction (détourner l'attention des problèmes importants sur des futilités) ; créer des problèmes puis offrir des solutions (sus-citer des réactions du publics pour qu'il demande des mesures qu'on souhaite lui faire accepter) ; la dégradation (appliquer une réforme inacceptable en dégradé sur une durée de dix ans) ; le différé (présenter une réforme douloureuse comme nécessaire dans un avenir proche) ; l'infantilisation (s'adresser au citoyen comme s'il avait 12 ans en espérant une réponse de sa part dotée d'un sens critique de 12 ans) ; appel à l'émotionnel et non à la réflexion (pour court-circuiter l'analyse rationnelle, le sens critique) ; entretenir la bêtise et l'ignorance (pour creuser l'écart entre riches et

1 <http://voter-a-m.fr/>

2 <https://www.editions-rjtp.com/accueil.htm>

pauvres, pour isoler ces derniers des premiers. Faire aimer la médiocrité (développer le vulgaire, l'inculture et mettre le sot en exergue) ; remplacer la révolte par la culpabilité (l'individu est seul responsable de son malheur, il est plus malléable dépressif et inhibé) ; connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux même (ce qui augmente le contrôle et le pouvoir sur l'individu)...

Clastres Pierre : (1934-1977), anthropologue français. Sa principale thèse explique que les sociétés primitives ne sont pas des sociétés qui n'auraient pas encore découvert le pouvoir et l'État, mais au contraire des sociétés construites pour éviter que l'État n'apparaisse (*La Société contre l'État*, éditions de Minuit, 2011). Cette thèse ne manquait pas d'intérêt. Elle n'idéalisait pas ces sociétés dites primitives et leur laissait leur part d'ombre et de désordres. Elle soulignait seulement que d'autres choix fondamentaux étaient possibles, qu'il pouvait parfaitement être envisagé une évolution, un progrès, une construction sociale sophistiquée, sans État, sans argent, sans échanges marchands, sans classes.

Trop souvent assimilées à des économies de survie, certaines de ces sociétés ont organisé une abondance, donc une vraie production et des réserves, elles ont été capables de développer des technologies, mais se sont refusées à se soumettre comme nous à un pouvoir, à des obligations sociales de croissance, à la recherche constante de richesse. Les valeurs qui ont soutenu nos civilisations modernes auraient donc pu être toutes autres...

Crapauds fous : "Les crapauds fous" est un collectif qui nous invite à construire ensemble un nouveau "vivre ensemble". L'idée est partie du conte des crapauds qui migrent chaque année vers une mare pour se reproduire et doivent pour cela traverser une route. Beaucoup périssent écrasés par les voitures. Mais il en est toujours quelques uns qui changent l'itinéraire traditionnel et empruntent d'obscur tunnels pour éviter la route. Les autres crapauds les traitent de fous, les insultent, les rappellent à la raison. Pourtant ce sont ces "crapauds fous" qui sauvent l'espèce.

Comme des crapauds fous, Thanh Nghheil et Cédric Villani ouvrent un site auquel chacun propose un sujet de réflexion (*une mare*) et échange

ses idées avec d'autres *crapauds*. Les idées les plus folles sont admises, le débat ne connaît d'autres limites que la politesse et le respect de l'autre..¹

Curnier Jean-Paul : Dans *Prospérités du désastre*, éd. Lignes, 2014, Curnier écrit : « *Le peuple n'existe plus, l'individualité sérielle de masse l'a remplacé. Tous en ont voulu la disparition mais on ne tardera plus à prendre la mesure de ce désastre... Le peuple n'est pas le peuple matérialisé par la masse humaine mais sa possibilité d'être un peuple. Or cette possibilité a disparu, le peuple – les peuples ont été dissous ; c'était là une condition essentielle au pouvoir nouveau pour s'affranchir de sa tutelle originelle. [...] Ce qui reste, ce n'est pas un peuple ou des peuples qui ont peur mais des millions, des milliards d'individus-peuples, qui sont seuls, qui ont peur et à qui manque le peuple de leurs semblables... Mais ce qui sans doute effraie le plus dans la peur qui s'est installée au cœur de l'humanité moderne, c'est que, désormais et cela, au même titre que tout le reste, la peur elle aussi soit fausse. Que non seulement son motif soit faux, mais que la peur elle-même soit devenue un artifice émotionnel, une sensation préfabriquée, une manipulation des affects, un artefact pour donner à éprouver, pour stimuler sur commande, pour gouverner aussi, pour dominer surtout. Ce qui peut effrayer le plus, c'est que la peur soit effectivement ce qu'elle paraît être : un instrument de gouvernement, le seul restant, le plus efficace et le plus terrible aussi. C'est l'indécidabilité de la peur ressentie qui fait alors le plus peur, car cette peur-là envahit tout, elle est de l'ordre de la panique virtuelle... »*

Jean-Paul Curnier (1951- 2017), philosophe et écrivain, a montré un goût pour l'exploration. D'une liberté d'esprit totale et inconditionnelle, souvent dans l'irrévérence, il nous a offert à travers ses articles, ses livres littéraires ou essais, une analyse du monde moderne qui ne manque pas d'intérêt et a souvent alimenté nos propres réflexions.

Cyrułnik Boris : (1937-) Médecin neuropsychiatre et psychanalyste, Cyrułnik est devenu une personnalité médiatique. Il est célèbre pour avoir vulgarisé le concept de *résilience* (renaître de sa souffrance). Enfant juif né de parents immigrés durant l'occupation, il échappe par miracle à une rafle et

1 Voir <https://crapaud-fou.org/2017>)

ses parents meurent en déportation à Auschwitz. C'est cette expérience traumatisante qui l'a poussé à devenir psychiatre.

En 2007, il fait parti de la commission Attali sur les freins à la croissance. A partir de là, il dispose d'une chronique dominicale sur France Info. En 2019, Emmanuel Macron lui confie la présidence du *Comité des 1 000 premiers jours de l'enfant*. Excellent vulgarisateur, Cyrulnik a vendu plus de 1,5 millions d'ouvrages : *Les Nourritures affectives*, *L'ensorcellement du monde*, *Un merveilleux malheur*, *Les vilains petits canards*, *Résilience*, *Sauve-toi, la vie t'appelle*, *Les âmes blessées*, etc. Ses confrères lui reproche principalement *d'enchaîner les anecdotes sans théorisation sérieuse*.

Pour ma part, je regrette qu'il ait fait coïncider à ce point sa pratique de la psychiatrie avec les thèses du capitalisme. Son concept de résilience implique qu'il est possible de guérir de tout et aboutit à responsabiliser ceux qui restent sur le bord du chemin. Dommage !...

D

Damasio Alain : (1969-) Écrivain français de science fiction, très engagé dans la réflexion politique, sa bibliographie en témoigne :

- *La Zone du Dehors*, 2001, s'intéresse aux sociétés de contrôle sous le modèle démocratique (inspiré des travaux de Michel Foucault et Gilles Deleuze), "*dans lesquelles les citoyens se contrôlent mutuellement*".
- *La Horde du Contrevent*, grand prix de l'Imaginaire en 2006.
- *Les Furtifs*, description d'une "*société de contrôle horizontal, où tout le monde contrôle tout le monde via les réseaux sociaux*" en 2019.

Il est dommage que Damasio n'ait pas poussé sa critique vers la construction d'un autre monde possible. S'il avait imaginé un monde sans argent, sans doute serait-il passé de la dystopie à l'utopie. Mais il n'est pas trop tard. Son talent littéraire et son imaginaire du monde futur l'entraîne souvent vers des conclusions assez proches des nôtres....

Dardot Pierre et Laval Christian : Pierre Dardot (philosophe) et Christian Laval (sociologue) ont été surtout connus du grand public pour leurs travaux sur le *Commun* (2014). Brillants analystes, ils restent cependant prudents et très loin d'une révolution a-monnaire qu'ils approchent pourtant de si près ! Elle leur semble sans doute trop radicale pour être possible. Il n'en reste pas moins que leur remarquable ouvrage permet une réflexion qui restera longtemps pertinente. Le concept de commun est régulièrement repris par d'autres intellectuels (pas toujours dans le sens précis que Dardot et Laval lui donnent) et entre peu à peu dans la doxa. Ce qui est sûr, c'est que leur réflexion a très largement développé la nôtre...

Ils écrivent (p.94) cette sentence éloquente : *«Rabâcher de façon lassante qu'il faut opposer aux politiques néolibérales une politique économique keynésienne et redistributive, c'est ne pas comprendre que l'on ne peut combattre le néolibéralisme qu'en opposant à son imaginaire un imaginaire alternatif s'élevant jusqu'à la proposition d'une forme de vie désirable...»* Et page 220 : *«La réaction est le contraire de l'action. Il s'agit d'une réponse à une action première qui a avant tout une valeur adaptative. La réaction n'a pas l'initiative, elle emprunte à ce à quoi elle réagit... Pour qui entend contester en bloc le système, pareille attitude est intellectuellement et politiquement suicidaire... Pour réunir les conditions d'un affrontement avec ce système, la gauche doit cesser d'être une "gauche de réaction". Elle doit contester directement le néolibéralisme comme forme de vie...»* Dommage qu'ils nous aient si peu expliqué ce qu'était leur forme de vie désirable...

Dewey John : (1859-1952) psychologue et philosophe américain majeur du courant pragmatiste. L'intérêt principal de son œuvre réside dans le fait d'avoir explicité les liens entre les classes dominantes et certaines idées philosophiques. Pour lui, une bonne part de la philosophie classique a été utilisée par ces classes comme outil de domination. Il a voulu faire de ses travaux un instrument de transformation collective et délibérative du monde.

En ce sens, c'est bien ce que nous tentons de faire modestement : démonter le système marchand de façon simple et pragmatique pour redonner à nos contemporains les moyens et le goût de se libérer de la pensée unique distillée par les élites politiques, médiatiques et parfois universitaires et de se mettre à penser... Sur le plan méthodologique John Dewey nous a été essentiel.

Dockès Emmanuel : (1966-) professeur agrégé de droit français, spécialiste de droit du travail, il est cofondateur de l'Université populaire de Lyon. En 2017, il publie une fiction, *Voyage en Misarchie* (éd. Du Détour). Il y décrit une société moderne, technologique, politiquement bien structurée, mais qui serait parti d'un autre paradigme que le nôtre. Le pouvoir y est considéré comme éminemment dangereux. Il démontre par là

que les dérives autoritaires et libérales actuelles ne sont pas une fatalité et qu'il est possible de penser une société moderne sur d'autres bases.

Dockès a fait en somme avec le pouvoir ce que nous avons fait avec l'argent. Que l'on touche à un véritable paradigme, et tout change. Dans le cas du modèle qu'il invente, la monnaie, la démocratie participative, le partage du travail, la propriété, la gratuité, l'autogestion, les services publics, les mœurs..., tout change, comme changerait notre société actuelle si elle était brutalement privée de l'outil monétaire.

L'idée de Dockès émane d'un spécialiste du droit du travail, la notre vient d'une réflexion plutôt socio-économique. Le résultat est donc différent : l'argent, le commerce ne le dérange pas outre mesure puisque l'absence de pouvoir rend ces pratiques relativement pacifiques. Dans notre fiction sans argent, le Droit ne nous paraît pas non plus dangereux ni créateur d'inégalités puisque l'argent en est exclu. Les parallèles entre ces deux thèses ne manquent pas d'intérêt et elles mériteraient d'être confrontées...

Draghi Marc Gabriel : *Le règne des marchands du temple*, Ka'editions et Conseils, 2019 et *Le Grand Reset en marche*, 2021. Juriste spécialisé dans l'histoire du Droit, il est passionné depuis 2008 par la question monétaire et l'histoire du Capitalisme. Soutien des Gilets jaunes et anti européen, il est qualifié de souverainiste et populiste par les uns, de lanceurs d'alerte par les autres. Apparentant la finance à un jeu de Monopoly, l'auteur dévoile les secrets les plus lourds qui, longtemps cachés ont permis aux plus riches de s'enrichir davantage et aux plus pauvres de disparaître.

Duboin Jacques : (1878-1976), banquier, industriel et homme politique français, créateur du journal *La grande relève* en 1935, dans lequel il développe sa théorie économique du *distributisme*. Député savoyard de gauche, puis Secrétaire d'État au Trésor sous Raymond Poincaré qui déclarait que Duboin est "*la meilleur tête du Parlement*".

Dans une série d'ouvrages il développe l'idée que l'échange marchand s'oppose fondamentalement à l'abondance, à l'expansion et qu'il faut le remplacer par des structures distributive. La richesse créée par le travail doit être équitablement redistribuée par tous les moyens monétaires et législatifs. Dès le départ, Duboin a réalisé que les privilégiés du régime politique de son temps emploieraient toute leur puissance à combattre son

enseignement. Et ce fut le cas, y compris dans les partis de gauche. Une véritable conspiration du silence s'est organisée autour de ses travaux. Il finit par se voir refuser tous ses manuscrits par les éditeurs. Le terme de *distributisme* qu'il préconisait a été occulté au profit de celui d'*abondancisme* qu'il réfutait. Redistribuer pouvait paraître juste, équitable et réalisable, donc dangereux alors que l'abondance pour tous, paraissait utopique, même pour les plus pauvres, donc inoffensive.

Malgré l'intérêt de ses propositions, son talent d'essayiste et sa renommée d'intellectuel intègre, Duboin n'a jamais réussi à promouvoir son projet politique. Parmi ses œuvres, deux livres gardent une grande actualité : *Nous faisons fausse route*, éd. des Portiques, 1932 et *Rareté et abondance*, Ocia 1944. Pour ceux qui préfèrent les commentaires à l'original, un numéro de la revue *Prosper* est entièrement consacré à Jacques Duboin.¹

Dufumier Marc : (1946-) agronome et enseignant chercheur, spécialiste des systèmes agraires et de leur évolution. Il a publié une dizaine d'ouvrages sur l'écologie, les politiques agraires, la vie des sols, Expert auprès de la Banque Mondiale et de la FAO, il est souvent sollicité par les pays confrontés à des crises alimentaires et agricoles.

Marc Dufumier, élève de René Dumont, a fait ses études avec l'idée de mettre fin à la faim dans le monde. Il a vite découvert que les scientifiques de l'agronomie étaient accrochés aux normes communes. "*Dictier des leçons sur la variété améliorée et les mauvaises herbes*" leur paraissait plus important que d'observer la vie cachée dans une poignée de terre !

Parmi ses publications, on peut citer *Famines au Sud, malbouffe au Nord, comment le bio peut nous sauver* (éd. NL, 2012), *Agriculture biologique, espoir ou chimère ?* (éd. Harthala, 1996), *Cinquante idées reçues sur l'agriculture et l'alimentation* (éd. Allary, 2014), *L'agroécologie peut nous sauver* (éd Actes Sud, 2019)....

Dupin Eric : (1955-) Écrivain et journaliste français. Socialiste "encarté" mais très indépendant, Dupin s'est opposé très vite aux ténors du parti. Son

1 La revue *Prosper* est disponible en PDF sur <http://desargence.over-blog.com/2019/11/prosper.html>

journal, *Le crayon entre les dents* a irrité particulièrement Mitterrand qui l'a interdit sous peine d'exclusion du parti. A partir de là, Dupin s'est positionné comme *observateur critique de la gauche*. Il publie de nombreux articles pour Jeune Afrique, Libération, l'Événement du Jeudi, et collabore avec France Culture et Arrêt sur Images. Toujours dérangeant mais instructif, Dupin n'a cessé de rendre visible les coulisses de la politique.

Parmi les nombreux écrits de Dupin, on peut citer *Sortir la gauche du coma* (Flammarion 2002), *Voyage en France* (Le Seuil 2011), *la France identitaire* (La Découverte 2017)...

E

Ellul Jacques : (1912-1994) historien du droit, sociologue, théologien protestant et libertaire français, enseignant à l'IEP de Bordeaux, Jacques Ellul est atypique et inclassable (anarchiste chrétien ? Marxien ?...). Il a produit une bonne soixantaine d'ouvrages et de nombreux articles. Citons *Pour qui, pour quoi travaillons-nous ?* La Table Ronde, 2018, qui a beaucoup étayé notre réflexion sur le salariat.

Jacques Ellul s'est essayé sans succès à la politique (adjoint au maire de Bordeaux à la Libération). Au bout de six mois, il démissionne après avoir constaté qu'on lui demandait de valider des dossiers qu'il estimait *biaisés* et qu'il n'avait pas la capacité de vérifier la pertinence des autres. En 1993, il s'engage dans le comité de défense de la côte aquitaine. A ce titre on le considère comme le précurseur de l'écologie politique. Il a consacré trois ouvrages au mot *révolution* qu'il estime dévalué : *Autopsie de la révolution* (1969), *De la Révolution aux révoltes* (1972), *L'inéluctable prolétariat* (1982).

Extinction Rébellion (XR) : Mouvement écologiste d'origine anglaise qui revendique la désobéissance civile non violente. Fondé en 2018, ce mouvement s'est vite internationalisé. S'il a été critiqué, voire diabolisé, il faut reconnaître qu'il a su mobiliser. Il a si vite inquiété le gouvernement anglais qu'il a été déclaré "mouvement radicalisé" aux côtés des néo-nazis et des djihadistes !

Ce récent mouvement est particulièrement intéressant à analyser pour la fracture culturelle qu'il manifeste entre une classe politique bourgeoise et capitaliste et une jeunesse révoltée, opposée à toute institutionnalisation, plus proche des réseaux sociaux que des médias classiques. Il est encore tôt pour porter un jugement sur ce nouveau mouvement sans cohésion

théorique ni références classiques. Mais les tentatives qu'ils ont fait pour s'unir et s'agréger aux luttes des Gilets jaunes, des écologistes, des anti-passe mérite qu'on les observe pour savoir dans quelle direction ils vont finir pas se radicaliser..

F

Fisher Irving : (1867-1947) Économiste américain connu pour ses travaux sur les taux d'intérêts et son programme économique dit du "100% monnaie" (publié en 1935). Ses thèses sont soutenues aujourd'hui par le "Mouvement-Monnaie-Juste"¹. La solution de la "monnaie juste" est séduisante, elle paraît logique, sauf qu'elle risque fort de mettre à bas quantité de pratiques "juteuses" qui servent si bien l'oligarchie financière. On se retrouve toujours avec ce même problème du voleur chargé d'écrire la loi, d'organiser la police et la justice et qui bien sûr ne propose que des lois, des policiers et des juges qui servent ses intérêts de voleurs. La même erreur commise au sujet de la démocratie se reproduit indéfiniment : Un gouvernement de chats ne fait que des lois de chats et les souris sont finalement mangées légalement².

Si l'on met un voleur à la tête du Ministère de la Justice, on opte pour un gouvernement de voleurs. Si l'on nomme des représentants du peuple, le peuple perd sa souveraineté et nous sommes dans une oligarchie. Si l'on confie la gestion de l'argent à des banquiers, des financiers, des économistes, nous sommes en Ploutocratie. Depuis Hammourabi et son fameux code, nous devrions l'avoir compris...

Forbes-Magazine : Périodique américain fondé à New-York en 1917 par Bertie Charles Forbes (1880-1954), chroniqueur financier. Ce journal est devenu le leader mondial du capitalisme entrepreneurial. Depuis plus d'un siècle, il célèbre *le succès de ceux qui l'ont fait et ceux qui aspirent à le faire*. C'est le média d'affaires le plus influent. Forbes, avec ses 40 éditions locales dans 70 pays nous donne chaque année le classement des milliardaires, des entreprises internationales les plus en pointe, le récit des acensions les plus fulgurantes des Self-Made-Men et Women, des rapports sur

1 Voir [100% Money d'Irving Fisher / Résumons « 100% Money » / Réponses aux objections - mouvement-monnaie-juste \(blog4ever.com\)](#)

2 Voir le Gouvernement des Chats <https://youtu.be/OEPPdTQL2S4>

les investissements les plus prometteurs.

Ces thuriféraires du capitalisme mondialisé sont utiles pour leurs analyses généralement bien documentées. Aucun critique du capitalisme ne peut se dispenser de sources aussi décomplexées !...

Ford Henry : (1863-1947) « *La jeunesse qui pourra résoudre la question monétaire fera plus pour le monde que toutes les armées de l'histoire* ».

Henry Ford, malgré cette déclaration fracassante, n'était pourtant pas un grand moraliste mais un grand industriel de l'automobile. S'il a défendu les salaires élevés dans ses chaînes de production, c'est essentiellement pour que ses ouvriers puissent acheter les voitures qu'ils construisaient, pour étendre son marché. Les contradictions entre compétitivité et hauts salaires, entre consommation et bien être, entre destruction écologique et création de richesses, n'ont jamais été résolues par le *fordisme* qui pourtant est restée une théorie économique largement partagée.

On peut expliquer l'intérêt qu'à suscité Henri Ford par le fait qu'il soit devenu l'une des personnalités les plus en vue et les plus riches de son temps, tout en ayant royalement payé ses ouvriers. La théorie du ruissellement s'appuie souvent sur l'exemple Ford. C'est oublier un peu vite que les écarts de salaire entre Ford et ses ouvriers paraissaient déjà scandaleux à son époque et que pour la paix sociale, il a dû constituer la plus grande troupe militaire privée du monde et qu'il s'est associé à la pègre de Détroit pour *intimider* les militants syndicalistes...

Foucauld Jean-Baptiste de : (1943-) Haut fonctionnaire français et Commissaire au Plan sous Mauroy, auteur de *Peut-on apprivoiser l'argent aujourd'hui ?* (éd. Hermann, 2016), il pose la question : Comment s'assurer que l'argent devienne "*bon serviteur plutôt que mauvais maître*" ? Foucauld fait partie de ces intellectuels qui restent extrêmement discrets sur l'hypothèse de l'abolition de la monnaie. Pourtant, on sent bien à la lecture de ses écrits qu'il n'est pas loin de sauter le pas vers la critique théorique de l'argent en tant qu'outil d'échange... J. B. de Foucauld a fondé en 1985 l'association *Solidarité nouvelles face au chômage*. C'est l'exemple même de l'humaniste intègre et dévoué, conscient des problèmes sociaux mais sans réelles solutions, espérant, envers et contre tout, une réforme politique et économique...

Friedman Milton : économiste américain (1912-2006), ardent défenseur du libéralisme, prix Nobel d'économie en 1976. Il est considéré comme "l'anti-Keynes" par excellence. Il a été connu du grand public par deux livres, *Capitalisme et liberté* (1962) et *La liberté du choix* (1980). On re-parle aujourd'hui de son idée de créer une "monnaie hélicoptère" (voir article QE et QE4P)

Il est à l'origine de la théorie *du revenu permanent* selon laquelle les choix des consommateurs sont dictés par leurs revenus à long terme et non leur revenu effectif à un instant T. C'est ce qui fait que les revenus sont généralement instable mais que la consommation des ménages varie très peu. De là, il en conclut des liens entre la macro et la microéconomie et fait de ces liens des règles prévalant dans les choix économiques et politiques et qui sont devenus les dogmes du néolibéralisme. La plupart des opposants à cette théorie s'appuient sur de multiples exemples qui prouverait au contraire que la majorité des consommateurs ne se comporte pas comme Friedman le postule...

Friot Bernard : (1946-) Intellectuel français qui milite pour le *Salaires à vie* comme alternative au capitalisme (un salaire versé de la naissance à la mort fondé sur le seul fait d'exister). L'idée est belle, généreuse et a reçu un bel accueil car Bernard Friot la présente comme étant le moyen de substituer au capitalisme un autre système. En fait, l'idée est défendue par des gens de droite comme de gauche, par des capitalistes et des anticapitalistes, ce qui peut faire douter de sa radicalité. Ce salaire à vie doit bien être financé, donc être adossé à des profits financiers, donc à une production toujours en croissance, cercle vicieux qui ramène à un aménagement du capitalisme.

Bernard Friot défend l'idée qu'un argent neutre pourrait être créé pour la seule redistribution de ce salaire, ce qui permettrait la distribution égalitaire des biens et services. Un vieux rêve qui, d'Aristote à Frédéric Lordon, empêche de penser hors du cadre capitaliste...

Jacques Fradin : Mathématicien, philosophe, anti-économiste militant, auteur de nombreux articles sur le site *Lundi Matin* et d'une série de vidéo extrêmement pédagogique sur l'économie. Il mène depuis quarante ans un

minutieux travail de généalogie du capitalisme.¹ Sa série de dix vidéos nous propose une analyse de l'économie qui *"recouvre et colonise toujours plus largement et profondément chacun des aspects de l'existence"*.

Qu'est-ce que l'économie :

1. Du conforme à l'uniforme (41:14)
2. La machinerie de l'uniformisation (28:11)
3. L'agence centrale de la conformation (22:52)
4. Fabriquer les ressorts de l'autoentreprise (28:56)
5. Le dogmatisme économique (30:33)
6. L'économie un vaste système de planification (30:40)
7. La croyance en une alternative économique (25:26)
8. Le néocolonialisme du minotaure financiers (22:22)
9. La technocratie libérale (19:58)
10. Du gouvernement économique à la cybernétique (24:21)

Quatre heures et demie d'écoute pour tout comprendre de l'emprise de l'économie, de ses dogmes et de sa religion, sur nos modes de pensée, quatre heures pour changer de monde... *"Il suffirait de discuter librement, de s'accorder, pour que la physionomie du monde change et que le pouvoir aux mains de certains se retrouve au bout des doigts s'agitant dans les assemblées de tous"*, nous dit Jacques Fradin. Ce fut l'utopie charriée par le mouvement des indignés, avant qu'il ne se résigne à rejoindre la sphère de la politique représentative. Ce fut aussi celui des Nuits Debout avant qu'il ne se mette à revendiquer. C'est aussi cette utopie qui a alimenté les débats de ronds-points des Gilets jaunes. Jacques Fradin croit au pouvoir de la parole quand elle est collective, quand elle n'est pas pied et poing liée à un ordre économique qui empêche de penser. Dans cette série de dix vidéos, il nous démontre que *"c'est le refus de ce constat qui bien souvent accule nos discussions au bavardage"*. Ne ratez pas cette belle occasion de décoloniser vos cerveaux !...

¹ L'intégral de sa série vidéo se trouve sur <https://lundi.am/Qu-est-ce-que-l-economie-Jacques-Fradin-Integral> parue en mai 2016.

G

Gadrey Jean : (1943-) Économiste français, spécialiste des indicateurs de richesse, très critique vis-à-vis du libéralisme. Il s'est particulièrement attaché à dénoncer les inégalités sociales, par exemple en calculant qu'en 2007, 10% des plus riches Français gagnaient 6,6 fois plus que les 10% plus pauvres réunis, en démontrant que les grandes fortunes étaient toutes sous-évaluées.

Les thèses de J. Gadrey ont largement alimenté la réflexion des divers partis de gauche. Elles sont simples et attractives, et ne remettent pas en cause les fondements du système comme le fait la Désargence. Elles ont fait partie de l'immense panoplie des économies "réalistes". Réaliste, certes Gadrey l'est quand il décrit le réel, mais il oublie dans ce réel économique les conditionnements des décideurs principaux de cette économie qui eux, occultent résolument le réel au profit des dogmes qu'ils défendent envers et contre tout.

Giraud Gaël : (1970-) économiste et prêtre jésuite français. Il a été économiste en chef de l'Agence française de Développement de 2015 à 2019. En 2020, il est engagé par l'Université de Georgetown pour diriger le programme de justice environnemental. Il participe également au thinktank *l'Institut Rousseau*, et au média libre *Blast*. Excellent vulgarisateur, il est régulièrement invité à participer à des conférences, des interviews, des émissions télé ou radio.

Sur le fond, Gaël Giraud semble très critique sur la gouvernance économique actuelle. Régulièrement, il nous annonce que *l'économie s'effondre et la bourse explose*, que la crise de l'offre et de la demande est *une première depuis la seconde guerre mondiale*, que les gouvernements banalisent le risque de *trappe inflationniste* de laquelle nous ne pourrions plus sortir, que *la vitesse de rotation de la monnaie s'effondre...*

"Les décideurs n'ont pas conscience que l'on est en déflation et que personne ne sait comment on en sort." Nous pourrions attendre d'une telle

urgence que Giraud nous propose des solutions à la hauteur de l'enjeu, des ambitions plus systémiques que réactives. Mais il se contente de proposer l'annulation de la dette auprès de la BCE l'émission de monnaie hélicoptère, une réforme fiscale plus égalitaire et progressive... Rien de neuf sous le soleil, il s'agit bien de réformer le système de l'intérieur sans rien changer au cadre. De la part d'un jésuite bien intégré dans sa hiérarchie, c'est logique...

Gorz André : (1923-2007) Philosophe et journaliste français, l'un des grands théoriciens de l'écologie politique et de la décroissance. Gorz a produit une excellente critique sur la soumission de la société aux impératifs de la raison économique. Anti-institutionnel, anti-structuraliste, anti-autoritaire, il se retrouve en accord avec la revue *Les temps modernes*. Mais Gorz n'a jamais cessé de se remettre lui-même en cause. Sa réflexion sur l'argent en témoigne.

En 1990, il défendit l'idée d'un revenu universel de base comme une *charge explosive pour abattre le capitalisme*. Il s'agissait de libérer les individus du travail, et non de libérer le travail, comme l'ont toujours proclamé les marxistes traditionnels. Puis il a déclaré que le revenu de base n'était *qu'un pas dans la bonne direction*, pas une solution définitive. Puis Gorz proposa d'abord une «économie duale», où un secteur non marchand serait financé par un secteur marchand dont il présupposait la continuation.

Dans les écrits de ses dernières années, Gorz prend simplement acte de l'impossibilité de réaliser l'économie dualiste qu'il préconisait. Il prend conscience de la nature largement fictive de l'argent circulant aujourd'hui, *qui ne peut donc pas être redistribué de manière durable*. Il arrive en tout cas à la conclusion que le salaire, et l'argent en général, ne peuvent jamais constituer un véritable instrument d'émancipation. *Avec l'argent, on reste toujours dans une société capitaliste*. Ce qui nourrit le capital, c'est le travail. *Et comme le travail diminue, le système s'autodétruit*. (Thèse que défendit un peu plus tard Alselm Jappe).

A la fin de sa vie, Gorz en était arrivé à la conclusion *qu'il faut réfléchir à sortir du système, plutôt que de le transformer et de créer des niches comme le revenu de base*. Il se suicide en même temps que son épouse Dorine, atteinte d'une maladie dégénérative, en 2007, après 58 ans de vie commune, tous les deux *incapables de survivre à l'autre*...

Ses écrits influenceront encore longtemps les jeunes générations ,

ne serait-ce que pour le cheminement intellectuel qu'ils exposent, avec les doutes, les combats, les certitudes jamais dogmatiques, les remises en cause : *Réforme et révolution* (Seuil, 1969), *Critique du capitalisme quotidien* (Galilée, 1973), *Écologie et liberté* (Galilée, 1977), *Lettre à D. Histoire d'un amour* (Galilée, 2006), *Bâtir la civilisation du temps libéré* (Les Liens qui libèrent, 2013)...

Graeber David : (1961-2020) Anthropologue, auteur de *L'argent dette, 5000 ans d'histoire* (Les Liens qui Libèrent, 2016) puis *Bullshit Jobs* (Les liens qui libèrent, 2018). Graeber a étudié *l'aptitude de la monnaie, à faire de la morale une question d'arithmétique impersonnelle – et, ce faisant, à justifier des choses qui sans cela paraîtraient odieuses ou monstrueuses*. Une curieuse affinité existe, et a toujours existé, disait-il entre travail salarié et esclavage. Il démontre que *la quasi-totalité des éléments de l'appareil financier que nous associons au capitalisme – les banques centrales, les marchés obligataires, la vente à découvert, les maisons de courtage, les bulles spéculatives, la titrisation, les rentes – sont apparus non seulement avant la science économique (...), mais aussi avant la naissance des usines, et du travail salarié lui-même*.

Sans jamais prononcer les mots de désargence ou de société amonétaire, David Graeber a fait beaucoup pour en vulgariser l'idée. Il pensait à juste titre que ses compétences d'anthropologue lui permettaient d'être entendu, même par ceux qui se seraient offusqués à l'évocation d'une quelconque abolition. L'histoire lui a donné raison...

Grèce : La Grèce entre 2010 et 2020 a servi de laboratoire expérimental du néolibéralisme. Ce petit pays européen de 11 millions d'habitants, réputé pour ses capacités de résistance, au passé tourmenté par des siècles d'occupation et de guerres, situé au carrefour des ambitions de toutes les puissances de la terre, est apparu comme la proie idéale.

A la faveur de la crise des subprimes en 2008, on a créé artificiellement une crise financière qui a nécessité l'intervention de l'Europe. La rigueur budgétaire la plus extrême lui a été imposée. Dans le même temps, l'Europe a réussi à imposer une mise sous tutelle de toutes les institutions politiques et administratives, jusqu'à en faire une véritable colonie présurée, exploitée, dilapidée. Jamais un peuple européen n'a vécu une telle pression sociale et politique en temps de paix.

L'expérience a été plus que concluante. Toute résistance populaire peut être jugulée, toute dégradation du système économique peut être imposée sans entraîner de révolution et de révolte sanglante. L'Europe, largement soutenue en cela par les États-Unis, a réussi à déstructurer un tissu social réputé solide et solidaire, à annihiler les luttes et les contestations, à briser la culture même qui faisait le ciment de la société grecque. En acculant chaque individu dans des stratégies de survie, en faisant exploser les structures familiales et communautaires, les néolibéraux ont prouvé qu'ils pouvaient tout contrôler, tout imposer, même le Nouvel Ordre Mondial qui les fait tant rêver, et même éradiquer l'idée de démocratie si universellement reconnue.

Après 10 ans de tutelle européenne et libérale, le bilan est terrible : un chômage de masse, surtout pour les jeunes, une chute du revenu des ménages qui touche 80% de la population, les petites et moyennes entreprises en faillites (deux magasins sur trois sont fermés et ornés des pancartes *A Vendre* ou *A Louer*, une population qui est passé d'un peu plus de 11 millions à moins de 10 millions, la plupart des administrations et services publics à la dérive, une augmentation du prix des produits de bases (+20% pour le pain, +50% pour l'électricité), les infrastructures vendues à l'encan (ports, aéroports, mines, autoroutes, chemin de fer...), l'émigration en masse des plus diplômés, une perte de plusieurs années d'espérance de vie (manque de soins et suicides en masse), une classe politique totalement discréditée (à droite comme à gauche). La liste est trop longue pour que l'on tente de la produire et plus personne ne croit qu'une sortie du tunnel est possible, sinon les eurocrates !....

Dès 2018, l'expérience grecque a commencé à teinter progressivement la politique d'autres pays européens, toujours avec la même tactique, la même stratégie, qu'il s'agisse de politique, d'économie, de société ou de culture. La seule différence est que la brutalité de la mise sous tutelle de la Grèce n'est plus nécessaire ailleurs puisque, avec le temps, le même résultat peut être atteint par touches successives, le consentement populaire en prime !

Greg : Michel Louis Albert Regnier , dit Michel Greg (1931-1999), auteur de la série de BD *Achille Talon*. Son 37ème volume est intitulé *L'Archipel de Sanzunron*. L'album était une commande du Crédit lyonnais, pour sa revue interne destinée au personnel. Il a été publié à raison de quatre

planches par mois.

Dans un monde qui semble obsédé par l'argent, Hilarion Lefuneste décide de faire un retour aux sources en allant faire un voyage dans l'archipel de Sanzunron, à Trokhatouva plus précisément, île où l'argent n'existe pas, un rêve pour le brave Lefuneste...¹

Publié en 1987, cette fiction ressemble fort aux critiques les plus basiques que l'on entend aujourd'hui. La seule alternative à l'échange marchand serait le troc et aucun système a-monnaire ne résisterait longtemps aux astuces des banquiers. Ce qui en reste d'intéressant, ce sont les mécanismes financiers bien réels qui nous mènent dans le mur, la docilité des citoyens qui n'y comprennent rien. Trois décennies après cette publication, les choses ont bien changé !...

Grignon Paul : Artiste peintre canadien, réalisateur du film d'animation *L'Argent Dette, les secrets de la finance mondiale*, 2006. C'est un travail de près de quatre ans avec l'aide d'un petit groupe de bénévoles et le soutien de la *British Association for Monetary Reform* et le soutien des membres de l'*American Monetary Institute*.

Ce documentaire, réalisé avant la crise financière de 2007-2008, suggère déjà une possible crise grave quand il pose la question de la baisse des taux d'intérêts : *est-ce que ça ne serait pas pour éviter l'effondrement de tout le système monétaire ?...* Le documentaire a été vu des millions de fois, traduit en 14 langues et a été salué par plusieurs intellectuels comme *une remarquable et très pédagogique description du système financier...*

1 PDF en libre accès sur <http://edilep78.free.fr/T37%20-%20L'Archipel%20De>

H

Hammourabi : Roi de Babylone né vers 1792 et mort en 1750 av. J.-C. Il est resté célèbre pour une stèle de basalte qu'il a fait ériger, probablement à Sippar (*nord-ouest de l'Irak*), la ville du dieu-soleil Shamash, divinité de la Justice. Deux compositions juridiques sumériennes, celles du roi Ur-Namma d'Ur (vers 2100 av. J.-C.) et de Lipit-Ishtar d'Isin (vers 1930 av. J.-C.), précèdent l'œuvre de Hammourabi. Sur la stèle dite d'Hammourabi, près de trois cents lois ou décisions de justice, se référant à la réglementation de la vie quotidienne dans le royaume de Babylone, sont inscrites. Ces lois, les plus anciennes que nous connaissions, n'échappent pas à l'échange marchand. On y retrouve en effet tous les effets pervers de cet "outil neutre", ce qui pose la question du peu de réflexion que la découverte de la stèle de Hammourabi a suscité.

L'occasion était unique de différencier des tares structurelles de l'argent qu'aucun aménagement de peut éradiquer, des erreurs de parcours qu'une régulation législative corrige. Occasion perdue comme tant d'autres...

Hannous Hervé & Dittus Peter : Auteurs du livre *"Revolution required"*, publié fin 2017. Hervé Hannoun, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégoz à Bercy et à Matignon, a été directeur général adjoint de la BRI¹ de 2006 à 2015, tandis que l'économiste allemand Peter Dittus a occupé le poste de secrétaire général de cette institution multilatérale bâloise entre 2005 et 2016. C'est depuis l'étage supérieur de cette vigie du système financier international qu'ils ont pu en analyser les dérives fatales.

«Les apprentis sorciers ont construit un modèle de croissance tiré par la dette qui nous conduit tout droit vers le prochain krach financier», résume l'introduction du manifeste, sous-titré *la bombe à retardement du modèle G7*. Nous avons choisi, poursuivent les auteurs, de titrer ce manifeste *"On demande une révolution"* parce que nous croyons que la prochaine implosion sera si profonde et si puissante qu'elle conduira à un

1 BRI : Banque des Règlements Internationaux, la banque des banques centrales.

changement systémique... Le modèle économique actuel, édifié sur une augmentation insoutenable de la dette, la course aux armements et l'usage immodéré du carbone, va finir...» Malheureusement, ces deux auteurs se contentent de réclamer une *économie pour le bien commun* et reconnaissent eux-mêmes que *c'est une utopie mais qui pourrait bientôt devenir un impératif catégorique!* Le nez dans le réel, ils ont refusé pourtant d'y croire vraiment et d'en tirer les conséquences !

Hazan Éric : (1936-) Écrivain et éditeur parisien fondateur de *La Fabrique*. Très tôt engagé politiquement, il milite aux côtés du FLN pendant la guerre d'Algérie. Son métier de chirurgien l'amène à exercer au Liban en pleine guerre civile. Il fonde sa maison d'édition en 1998 et publie des livres *ancrés politiquement à gauche de la gauche*.

En 2007, Hazan publie un essai politique rédigé par un *Comité Invisible*. Nul ne sait qui est derrière ce comité anonyme. On a parlé de Hazan lui-même, de Julien Coupat, mais l'éditeur a toujours préservé l'anonymat de ou des auteurs. Dans le cadre du procès de Tarnac, Mathieu Burnel a déclaré au tribunal être la plume principale de l'ouvrage afin de dédouaner Julien Coupat : stratégie de défense ou réalité ?

Il reste que ce texte révolutionnaire est toujours pris très au sérieux par la police et sert, dans les perquisitions de domiciles, comme preuve d'une intention de nuire par la violence et de provoquer une insurrection. L'odeur de souffre que dégage l'essai explique son succès de librairie et sa traduction en anglais, italien, allemand, espagnol et portugais.

Hermès : Hermès, appelé Mercure chez les Latins, Thot chez les Égyptiens, était le dieu du commerce, des voleurs, du voyage et, entre les Dieux, il servait de messenger. Il accompagnait aussi les hommes dans la mort. Voilà donc un mythe vieux de plusieurs millénaires qui nous vient certainement d'un culte lunaire indo-européen. Les Grecs ont fait naître le dieu Hermès dans une caverne du mont Cyllène en Arcadie *pour être le tourment des hommes mortels et des dieux immortels*.

La fonction du mythe est d'expliquer de façon allégorique une difficulté individuelle ou collective qui dépasse notre pouvoir d'influer sur le cours des choses. Tout ce qui nous est impossible à combattre (la mort, nos passions tristes...) fait l'objet d'un mythe. Ce que nous dit le mythe de

Mercur-Hermès-Thor, c'est qu'on a beau être riche ou misérable, sage ou stupide, homme ou Dieu, il y aura toujours un tourment qui nous empêchera de marchander en rond. Dont acte, la société parfaite, le paradis sur terre, l'équilibre parfait n'est pas de ce monde. Il faut faire avec ou en souffrir.

Lorsque les penseurs, mésopotamiens, romains, grecs ou égyptiens, voulant préciser un peu quel était ce tourment qui venait de tout temps titiller les Hommes et les Dieux, ils nous proposèrent un voleur et ce n'est pas un hasard. Dès sa naissance, Hermès bondit de son berceau et partit à la recherche du troupeau d'Apollon, son demi-frère. Il lui déroba cinquante bœufs ! Pour sa défense, Hermès déclara qu'il était né sans malice (un déni du réel), se déclara innocent (comme tout banquier ou voleur) et, aussi éloquent qu'un Macron, proposa même de le jurer sur la tête de Zeus. Devant Zeus, le roi des Dieux, il arriva si bien à l'embrouiller et à l'amuser que Zeus prononça une peine mineure et lui offrit une baguette d'or (*le caducée qui sert à guérir des morsures de serpent*). On voit déjà que les plus malins, en général dotés de cols blancs, reçoivent des cadeaux pour leurs méfaits quand l'homme de la rue paye très cher la moindre brouille.

Plus tard, Hermès le voleur est devenu le dieu du Commerce. Ce n'est sûrement pas par hasard que l'antique profession de voleur soit ainsi alliée à celle, presque aussi antique, de commerçant. Une fois commerçant, il devint le messager des Dieux, ce qui fit de lui le premier lobbyiste de l'humanité. Il rencontra les plus grands du Monde et surtout les plus belles femmes, dont Aphrodite la déesse de l'amour et de la sexualité, avec qui il engendra Hermaphrodite. Adolescent, Hermaphrodite était si beau qu'une naïade s'éprit de lui et exigea des Dieux qu'elle soit unie à lui pour toujours. Elle se fondit en lui et l'adolescent devient mi-homme, mi-femme. Mais là, le mythe s'intéresse à une autre limite humaine, celle des hormones !

Ce que nous dit le mythe d'Hermès, c'est qu'il y aura toujours des voleurs, des escrocs, des privilégiés bien introduits dans les arcanes du pouvoir, qu'ils seront toujours les meilleurs commerçants, que le pouvoir les immunisera contre tous les venins de serpents (une immunité diplomatique autant que judiciaire) et qu'ils seront serviteurs zélés et protégés du pouvoir. Trois mille ans après la naissance du mythe d'Hermès, ces choses-là sont toujours vraies. L'oligarchie financière qui s'est constituée par une suite ininterrompue de vols, rapines et mensonges, est devenue capable de faire et défaire les Dieux, de dicter les lois que le pouvoir fait mine de promouvoir. L'oligarchie a engendré des enfants aussi peu

entreprenants qu'Hermaphrodite le fils d'Hermès, mais qui peuvent faire illusion et qui restent dotés de privilèges insensés.

Il est temps de changer quelque peu nos mythes. Et si les humains, lassés de se battre contre un système ne pouvant engendrer que des inégalités, de la compétition, voire des guerres, utilisaient les querelles entre les Dieux et montaient l'un contre l'autre le voleur Hermès et Ploutos, le dieu de la richesse... Passer de la lutte des classes à une lutte entre les voleurs et les banquiers n'est peut être pas une idée complètement stupide. Les banquiers licencieraient Ploutos et ses ploutocrates, Hermès enverrait une armée de voleurs piller les banques et posterait des fakes news par mail aux autres Dieux, ceux des PDG, des traders et des policiers. Hermès pourrait-il encore séduire Aphrodite, déesse en matière de sexualité, s'il était rendu impuissant par Ploutos ? Aphrodite refuserait ses avances et le déclarerait incapable de se reproduire. Elle l'achèverait en lui avouant que Hermaphrodite n'était pas né de ses œuvres ! A sa réputation de voleur, s'ajouterait la rumeur de sa divine impuissance et le ferait chuter de son piédestal. Il démissionnerait de son état de Dieu, espérant ainsi se faire accepter par la communauté des humains et y trouver refuge. Ayant perdu son éternité en même temps que sa divinité, il accepterait l'offre charitable d'une fonction de gardien de salle au musée des antiquités, celle qui serait consacrée au système monétaire, et mourrait certainement dans l'indifférence générale.

Hermès accompagnait jadis les hommes dans la mort, ce qui était logique puisque son commerce y entraînait tous ceux que Tyché (le Dieu du hasard), Hygié (Déesse de la santé) ou Pan (Dieu de la nature) avaient épargnés. Plus personne n'accepterait de conduire Hermès et Ploutos aux enfers et leurs âmes erreraient dans les arrières-mondes, quelle que soit la configuration politique dont les humains se doteraient successivement...

Huxley Aldous : (1894-1963) écrivain et philosophe Anglais, connu pour *Le Meilleur des Mondes* (1932). On peut lire dans cet ouvrage quelques fulgurances qui sont restées d'une étonnante actualité :

« Pour étouffer par avance toute révolte, il ne faut pas s'y prendre de manière violente. Il suffit de créer un conditionnement collectif si puissant que l'idée même de révolte ne viendra même plus à l'esprit des hommes. L'idéal serait de formater les individus dès la naissance en limitant leurs aptitudes biologiques innées.

« Ensuite, on poursuivrait le conditionnement en réduisant de manière drastique l'éducation, pour la ramener à une forme d'insertion professionnelle. Un individu inculte n'a qu'un horizon de pensée limité et plus sa pensée est bornée à des préoccupations médiocres, moins il peut se révolter. Il faut faire en sorte que l'accès au savoir devienne de plus en plus difficile et élitiste. Que le fossé se creuse entre le peuple et la science, que l'information destinée au grand public soit anesthésiée de tout contenu à caractère subversif. Surtout pas de philosophie. Là encore, il faut user de persuasion et non de violence directe : on diffusera massivement, via la télévision, des informations et des divertissements flattant toujours l'émotionnel ou l'instinctif. On occupera les esprits avec ce qui est futile et ludique. Il est bon, dans un bavardage et une musique incessante, d'empêcher l'esprit de penser.

« On mettra la sexualité au premier rang des intérêts humains. Comme tranquillisant social, il n'y a rien de mieux. En général, on fera en sorte de bannir le sérieux de l'existence, de tourner en dérision tout ce qui a une valeur élevée, d'entretenir une constante apologie de la légèreté ; de sorte que l'euphorie de la publicité devienne le standard du bonheur humain et le modèle de la liberté... »

L'idée que se faisait Huxley du meilleur des mondes ressemble plus à une dystopie qu'à une utopie. Pourtant, il semble bien que l'auteur approuvait nombre d'innovations de cette société moderne, mondialisée, sous contrôle total et robotisée...

I

Institut Rousseau : Groupe de réflexion présidé par Nicolas Dufrêne, Gaël Giraud en étant président d'honneur. Dufrêne est un haut fonctionnaire spécialiste des institutions, de la monnaie, et des outils de financement publics. Il est l'auteur de *Une économie écologique* (éd. Odile Jacob, 2020).

L'Institut Rousseau se donne comme objectif *la promotion d'idées sur la reconstruction écologique et démocratique de nos sociétés*. Le choix du parrainage de Jean-Jacques Rousseau fait référence à *la souveraineté du peuple, à la volonté générale fondée sur le libre exercice de la raison, seul chemin de la modernité*. Tout en reconnaissant que *notre rationalité économique nous a conduits à détruire notre habitat naturel et menace l'équilibre du vivant*, ils persistent à croire que l'économie n'est pas forcément contradictoire avec l'écologie, que *l'État est le seul pilier pensable du modèle républicain*.

Ce qu'ils appellent être *ancrés dans le réel* nous semble totalement utopique. Mais c'est sans doute une abolition de la monnaie qui relève pour eux de l'utopie. Tant que cette unique question du réel et de l'utopie ne sera pas acceptée comme essentielle, nous aurons du mal à nous entendre...

Izambert J.L. et Janvier C. : *Le virus et le président*, 2021.¹ Début 2020, le virus de la Covid-19 se propage rapidement dans tous les pays du monde. Mais pas partout de la même façon... Il semble exister une exception « *Française d'Origine Contrôlée par l'Union européenne* », dont l'acronyme (FOCU) laisse entrevoir la façon dont le gouvernement traite cette pandémie. Dans les couloirs de l'Élysée et de Matignon, les dirigeants de groupes terroristes ont ainsi cédé la place au virus. Nostalgie de son ancien boulot à la Rothschild & Compagnie, dans lequel Emmanuel Macron s'efforçait, selon son propos, de « *séduire un peu comme une prostituée* » ?

¹<https://www.is-ebooks.com/produit/194/9782368452905/le-virus-et-le-president>

Toujours est-il que le président s'entiche de ce nouveau tueur qui paralyse pourtant l'économie de son pays. Mais que cache ce racolage médiatique ?

Le livre « *Le virus et le Président* », co-écrit par le journaliste d'investigation Jean-Loup IZAMBERT et l'écrivain-polémiste Claude JANVIER, nous plonge dans une enquête sur l'une des plus grandes tromperies contemporaines organisées par un pouvoir politique, main dans la main avec les dirigeants de l'Union Européenne et les grands propriétaires privés de la finance et de l'économie. Un document indispensable pour comprendre la nature réelle de la crise ainsi que les enjeux d'aujourd'hui et de demain.

J

Jappe Anselm : (1962-), né à Bonn, il enseigne en Italie et à Tours. Philosophe issu du mouvement de la *Critique de la valeur-dissociation*, Anselm Jappe fut le premier intellectuel européen à parler franchement d'une possible abolition de l'argent dans un ouvrage paru en septembre 2017 : « *L'abolition de l'argent et de la valeur, de la marchandise et du travail, de l'État et du marché doit avoir lieu tout de suite –ni comme programme “maximaliste” ni comme utopie, mais comme la seule forme de “réalisme”. Il ne suffit pas de se libérer de “la classe des capitalistes”, il faut se libérer du rapport social capitaliste –un rapport qui implique tout le monde, quels que soient les rôles sociaux.* » (*La Société autophage*, La Découverte, p. 236.)

Anselm Jappe a mis du temps à passer du simple avertissement à cette affirmation brutale. En 2011, il se contentait d'écrire : «... *personne ne peut dire honnêtement qu'il sait comment organiser la vie des dizaines de millions de personnes quand l'argent aura perdu sa fonction. Il serait bien d'admettre au moins le problème. Il faut se préparer à l'après argent comme à l'après pétrole...*» Son article publié dans le journal *Le Monde* était présenté sous forme de question : *L'argent est-il devenu obsolète ?* Le fait qu'un intellectuel aussi brillant mette plusieurs années à oser ôter son point d'interrogation et à affirmer la nécessité d'une abolition a fait beaucoup pour comprendre le poids culturel de l'argent et pour nous inciter à peaufiner une pédagogie à la hauteur de ce poids.

Joly Eva : (1943-) Magistrate franco-norvégienne devenue femme politique en France. Elle se fait connaître en tant que magistrate sur des procès financiers médiatisés (Tapie, ELF). Elle est ensuite élue députée européenne sur la liste écologie, candidate en 2012 à la présidentielle (2,31% des voix).

Eva Joly est typiquement la militante avec qui on aimerait bien devenir ami. Ses combats sont toujours justes, logiques, empreints de bon

sens. Ses qualités font aussi son défaut : l'excès de confiance dans ses semblables. La politique n'est jamais qu'un rapport de force, la Révolution la conséquence d'un bon usage de ce rapport de force...

Eva Joly a passé son enfance dans un quartier ouvrier d'Oslo et en a gardé un regard empathique et lucide sur les classes populaires. Fille au pair en 1967 en France, elle épouse un médecin et obtient la nationalité française. Tout en travaillant elle obtient une licence en droit, un DEA de sciences politiques, et en 1981 elle réussit le concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature. Nommée en 1990 juge d'instruction au pôle financier du palais de justice de Paris, elle instruit l'affaire Tapie, puis l'affaire Elf, l'affaire des frégates de Taïwan. Son intransigeance et son intégrité (elle ose mettre en examen Roland Dumas, le président du Conseil Constitutionnel) lui donne une notoriété et une popularité rare. En 2005, elle crée le *Network* un réseau de juges et d'enquêteurs engagés dans la lutte contre la corruption. C'est à ce titre qu'elle est appelée par le gouvernement islandais en 2009 au sujet de la crise financière (elle rend un rapport de 2 000 pages qui, selon la chanteuse Björk, "*un apport immense pour mon pays*"). En 2012 elle représente les écologistes à la présidentielle. Mais ses propositions soulèvent des débats houleux : remplacer le défilé militaire du 14 juillet par un "défilé citoyen", l'abandon du droit de veto de la France à l'ONU, la création de deux jours fériés supplémentaires, un pour les juifs et un pour les musulmans... Deux qualités la caractérise parfaitement : une étonnante générosité et un manque évident de discernement politique !

Jorion Paul : (1946-) Anthropologue, sociologue et essayiste belge. Ses essais portent surtout sur l'économie capitaliste, la finance et l'avenir que nous promettent les multiples impasses du système. Sur son blog ¹, il a été le premier à annoncer l'imminence de la crise des subprimes, contre l'avis des principaux économistes patentés. C'est ce qui lui a valu de se voir refuser l'édition d'un ouvrage sur le sujet (*La Crise du capitalisme -américain*) par l'ensemble des éditeurs².

1 <https://www.pauljorion.com/blog/>

2 Cet essai a fini par être édité en 2007 sous l'impulsion d'Alain Caillé qui, dès 2005, en avait fait un compte rendu dans la revue du MAUSS.

Interviewé par Marc Chinal au sujet d'une société post-monnaire Jorion déclare : *Je ne crois pas qu'il y ait de solution globale à l'intérieur du système monétaire.*¹ Si le seul économiste ayant prévu à l'avance la crise 2007-2008 nous annonce qu'il n'y a pas de solution raisonnable dans le système et qu'il faut apprendre à se passer de l'argent, donc de l'échange marchand, nous commençons alors à sortir de la case utopie pour entrer dans celle du réalisme !

1 Voir Vidéo https://www.youtube.com/watch?v=P4zsz_JMXDc entre 2:53 et 4:40

K

Kasantsaki Nikos : (1883-1957) Ecrivain grec, né à Héraklion, en Crète. « *Ο μόνος τρόπος να σώσεις τον εαυτό σου, είναι να μάχεσαι να σώσεις τους άλλους !* » (*La seule façon de te sauver toi-même, c'est de lutter pour sauver tous les autres*). On entend souvent cette phrase de Kazantsaki scandée par la foule dans les manifestations de rue.

Cet écrivain a eu une grande influence morale dans le monde, avec des romans tels *qu'Alexis Zorba et Le Christ Recrucifié*, mais il a servi aussi à perpétuer l'idée que le problème était dans la nature humaine et donc que seule la foi pouvait changer les choses...

Kazantsakis est un personnage complexe que seuls les bouleversements de son temps peuvent expliquer. Farouche nationaliste quand il s'agit de la Grèce, il passe la plus grande partie de sa vie à l'étranger (France, Allemagne, Espagne, Russie, Chine, Japon...), il fonde le parti de l'Union socialiste ouvrière et se fait régulièrement taxer d'homme de droite, il est profondément croyant (deux ans passés au mont Athos) et son dernier livre est mis à l'index par le pape, vilipendé par l'église orthodoxe... Kazantsakis est avant tout un électron libre et c'est à ce titre que nous le saluons !

Keen Steve : (1953-) Économiste hétérodoxe australien, enseignant à l'université Kingstone de Londres, il est connu pour sa critique de l'économie néo-classique qu'il considère comme non scientifique et non étayée par l'expérience. Son essai, *L'imposture économique* (éd. de l'Atelier, Poche 2014) a eu un grand retentissement international, malheureusement pas suivi dans les faits. Son texte est abordable pour les non économistes et mérite notre attention....

Keen démonte une à une les pièces de l'édifice dogmatique du libéralisme. Aucune des théories qui composent le noyau dur de l'économie universitaire ne résiste à son analyse. Tout y passe, de la microéconomie du consommateur à la théorie de la déflation en passant par l'efficacité des

marchés. Ce brillant esprit propose une autre économie, fondée sur des bases théoriques nouvelles, mais aucunement une sortie de l'économie marchande. Il aura au moins eu le mérite de nous fournir des outils conceptuels remarquables pour démontrer qu'il n'y a aucune issue aux impasses économiques et qu'il est temps de penser une autre forme de gestion qui fasse société.

Kempf Hervé : (1957-) Journaliste et écrivain français, rédacteur en chef de l'excellent site écologiste *Reporterre*. Dans son livre *Comment les riches détruisent la planète* (publié en 2007), Hervé Kempf explique l'articulation entre l'actuelle crise sociale et la crise écologique en s'appuyant sur la théorie de la rivalité ostentatoire de l'économiste Thorstein Veblen. Selon lui, l'absence de réelle solution à la crise écologique découle de la profonde inégalité qui règne dans la période actuelle, et du comportement de la classe oligarchique. Son livre n'a pas pris une ride et ce qu'il expliquait en 2007 est toujours d'actualité.

Après ce succès de librairie (traduit en plusieurs langues), Hervé Kempf en arrive à publier *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme* (2009). Sur l'intitulé du diagnostic, nous ne pouvons qu'être d'accord. Notre réflexion sur l'argent nous contraint à croire rigoureusement impossible le mariage de l'écologie et du capitalisme. Et d'ailleurs, il ne se passe pas une semaine sans que l'un ou l'autre des articles du site *Reporterre* ne le démontre, quel que soit le sujet traité. Dans ce deuxième livre Hervé Kempf, affirme que "*un autre monde est possible, il est indispensable, il est à notre portée.*"

Le seul objet de dispute qu'il reste entre *Reporterre* et nous, c'est quand ils affirment qu'il faut reconstruire *une société où l'économie n'est pas reine mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit*. Nous aimerions y croire, ce serait tellement plus simple. Mais est-ce possible d'inventer un cadre monétaire qui remette l'économie à sa place, un argent qui n'ait plus ses tares d'accumulation et d'inégalités, un monde marchand sans concurrence ni compétition, des profits qui ne soient pas antinomique au bien commun ?

A chaque article du Site *Reporterre*, je vois des problèmes rendus insolubles par les nécessités du marché, de la valeur, du profit, et presque toujours ces mêmes problèmes qui disparaîtraient de facto sans argent, sans échange marchand. Il devient de plus en plus évident que le seul véritable

réalisme est d'abolir ce système marchand. L'autre monde possible que Hervé Kempf appelle de ses vœux ne peut être qu'un monde de l'accès, sans argent, sans salariat, sans profits, sans valeur, sans marché. J'ai bon espoir qu'il l'admette et cesse de ruser face à cette évidence, il est vrai affolante !

Keynes John-Maynard : (1883-1946) économiste anglais qui influence une part des économistes actuels (principalement hétérodoxes), bien que disparu presque totalement des cursus universitaires et des manuels d'écoles d'économie et de commerce. Keynes montre que les premiers temps du capitalisme louait l'épargne et condamnait la consommation comme un vice. A l'inverse, l'économie moderne fait de l'épargne un vice et de la consommation une vertu.

En ce premier quart du XXI^e siècle, au moment où on commence à parler d'effondrement, de décroissance, de chômage de masse inévitable, Keynes réapparaît comme le penseur qui nous manque. Triste destin pour ce brillant économiste que de sortir de l'oubli trop tard, quand ses solutions auraient soulagé bien des misères. Les occasions ratées ne se rattrapent pas et le keynésisme est désormais impuissant à inventer le monde de demain...

Jusqu'en 1980, la production de richesses aurait permis globalement de satisfaire les besoins fondamentaux sur la planète. Dès lors, le problème prioritaire de l'économie aurait été moins de vaincre les pénuries que de répartir les richesses, et parfois de gérer la surabondance. Désormais c'est bien la pénurie qu'il va falloir apprendre à gérer sans toutefois perdre le sens social de Keynes...

Pour en savoir plus sur la théorie générale de Keynes, on peut se référer à l'excellente analyse de Bernard Maris, *Keynes ou l'économiste citoyen*, PUF, Que sais-je, 2009.

Klein Naomi : (1970-) Journaliste et essayiste canado-américaine critique du capitalisme, du néolibéralisme, de la mondialisation. Elle a été très remarquée à la parution de ses livres "*La stratégie du choc*" (2010) et "*Tout peut changer*" (2015). La Révolution permanente qu'elle prône face à la crise environnementale reste cependant très floue. Elle mise essentiellement sur une "prise de conscience" des peuples, ce qui ne semble guère à l'ordre du jour. Les peuples, englués eux-même dans la crise systémique et globale qui les frappe directement, ont généralement dévié la colère so-

ciala en colère privée (la dépression), en colère différée (sur des boucs émissaires), en colère sublimée (dans le retour des croyances)...

Le peuple ne croit plus les pouvoirs politiques et économiques et se trouve pris dans une quadrature du cercle, il n'a aucun modèle de remplacement de ces pouvoirs et ne croit même plus qu'il suffirait de reprendre ce pouvoir qui finit toujours par corrompre les meilleurs. Les Grecs, qui ont servis de cobayes au laboratoire du néolibéralisme, ont appris de Tsipras et du Syriza que la solution n'est plus politique, au moins au sens actuel, mais aucun intellectuel ne leur propose un autre modèle... La stratégie du choc si bien décrite par Naomie Klein, se retourne contre Naomie Klein et donne raison au rouleau compresseur de l'oligarchie financière et mondialiste...

Contrairement à ce qu'espère Naomie Klein, il y a plus de chance que l'oligarchie dénoncée gagne la bataille, à moins que les peuples, globalement, brûle les banques solidaires et sociales, pendent les tenants du durable et de l'extractivisme vert, mettent en accès ce qui était payant, refusent les salaires devenus portions congrues, le salariat redevenu servage et s'organise sans l'outil suprême de domination, l'argent... Il serait bon que quelques intellectuels sortent de leur cadre de pensée archaïque et aident le peuple à se doter des moyens de son émancipation!

Kouvelakis Stathis : (1968-) Professeur en théorie politique au King's College (Londres). Il a fait partie du comité central de Syriza sous l'étiquette Unité Populaire. Après la trahison de Tsipras en 2015, Kouvelakis s'est fait plus discret, sauf pour combattre l'UE : *"De plus en plus de forces de gauche comprennent que l'UE n'est pas réformable dans un sens progressiste, avec un fonctionnement plus démocratique, parce qu'elle est conçue, dans son architecture intrinsèque, pour ne pas être réformable. Tout est verrouillé et, pour enseigner dans un département d'études européennes, je peux vous assurer que mes collègues spécialistes le savent. L'UE n'a pas été conçue pour fonctionner avec les règles de la démocratie parlementaire, dont on craint toujours la tentation populiste "*.

Kouvelakis, après avoir épuisé ses tentatives d'une gauche de la gauche (NPA, Syriza...) et les tentatives de *dépassement* du capitalisme qui selon lui peinent à se départir d'une régression autoritaire, en est venu à s'interroger sur les mouvements sociaux, principalement les Gilets jaunes français. Ses livres *La France en révolte. Luttés sociales et cycles politiques* (Paris, Textuel, 2007), puis *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale. Entre-*

tiens avec Alexis Cukier, Paris, La Dispute, 2015) ne manquent pas d'intérêt.

Krishnamurti Jiddu : (1895-1986) Penseur indien promoteur d'une éducation alternative qui eu une grande influence au sein de la contre-culture des années 1960. Messie pour les uns, guru pour les autres, ses théories sont controversées mais redoutablement efficaces. Pour lui, une transformation de l'humain ne peut se faire qu'en se libérant de toute autorité, ce que ne peut faire aucune religion, aucun athéisme, ce qu'aucune idéologie politique ne peut produire. Il s'agit pour lui de se débarrasser *du vieux cerveau conditionné de l'homme*.

Adopté très jeune par des cadres anglais du mouvement théosophique¹, Krishnamurti tend vers une synthèse (ou un syncrétisme) de l'Orient et de l'Occident, des religions et des philosophies, des idéologies de droite et de gauche. Sans nier l'intérêt de quelques fulgurances dans sa pensée, il faut reconnaître que chacun peut y retrouver ses propres prérequis et préjugés...

Kropotkine Pierre : (1842-1921), penseur Russe, géographe, explorateur, zoologiste, anthropologue et théoricien du communisme libertaire. Il effectue un service militaire en Sibérie orientale durant quatre ans et observe la nature, les petites communautés sibériennes. Il découvre et décrit des peuples de ces régions quasiment ignorés, leur organisation sociale, à mille lieues du pouvoir central du Tsar Alexandre II.

En 1871, il voyage en Suisse et dans le Jura français, rencontre Bakounine et la Fédération jurassienne et fait le lien entre ses découvertes scientifiques en Sibérie et les théories anarchistes. De retour en Russie, il est arrêté en 1874 pour menées subversives. Il s'exile à nouveau et aussitôt arrêté à Lyon pour son soutien à l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Il est condamné à cinq ans de prison, puis amnistié en 1886.

Après la Révolution d'Octobre, il rentre à Moscou et critique ouvertement le mouvement bolchevique et le côté autoritaire de Lénine. Quand il meurt, sa famille et ses amis refusent les funérailles nationales que propose le gouvernement. Les anarchistes organisent des funérailles sobres

1 Théosophie : système de croyances modernes fondé en 1875 s'appuyant sur un *corps de vérités* commun à toutes les religions.

mais très politisées : des drapeaux noirs partout, deux jours d'exposition du cercueil à la Maison des Syndicats, des énormes calicots porteurs de slogans : "*La libération de la classe ouvrière, c'est la tâche des travailleurs eux-mêmes*" ! Le cortège funéraire a rassemblé plus de 20 000 moscovites, au son de la marche funèbre de Chopin et avec un arrêt devant la prison de la Boutyrka où s'entassaient les prisonniers politiques. Cet enterrement fut la dernière manifestation libertaire tolérée par le pouvoir.

Kropotkine nous a laissé quelques beaux essais d'une actualité étonnante : *La Conquête du pain*, 1892, *L'entraide, un facteur d'évolution*, 1906.¹

Kurz Robert : (1943-2012) Théoricien allemand de la critique de la valeur, la *Vertkritik*. Robert Kurz développe dans son ouvrage *L'effondrement de la modernisation* (1991) les fondements de sa propre théorie de l'effondrement de la société mondiale moderne, qu'il développera et précisera tout au long de sa vie.

Aussi critique du capitalisme que du communisme soviétique, Robert Kurz et ses amis (Roswitha Scholz, Peter Klein, Norbert Trenkle...) se sont attirés le mépris de nombre de penseurs contemporains, au mieux le silence de leurs confrères. L'évolution récente de nos sociétés ayant mis l'idée d'effondrement global en exergue, la pensée essentielle de Robert Kurz refait surface.

Kurz est sans doute celui qui a le plus clairement posé la question de ce que nous appelons la désargence : « *Le capitalisme a toujours été aussi une économie des rapports de genre. [...] Qu'il s'agisse de changer les couches des bébés, de cuisiner à la maison, de préparer le café au bureau ou de ranger après un séminaire, les femmes assument presque toujours seules ces tâches quel que soit le groupe. Plus de 90 % de l'éducation dans les familles monoparentales est assurée par des femmes... Cette dissociation sexuelle s'observe dans tous les domaines de la société, et pas seulement dans la sphère privée [...] Dans l'économie officielle, les femmes sont, en règle générale, moins bien payées que les hommes, et si elles veulent grimper, elles doivent faire plus que les hommes. Il est également clair que les secteurs dans lesquels elles sont surreprésentées sont dévalorisés [...] Tout ce que l'État et le marché ne peuvent plus tenir, est à nouveau délégué*

1 L'essentiel des textes de Kropotkine sont en accès libre sur le site Wikisource.

à la partie féminine de la société...» Si après cela, certains pensent encore qu'il puisse exister un bon capitalisme de gauche et qu'une désargence n'est pas nécessaire, c'est qu'ils sont machistes, inconscients ou économistes !

L

La Boétie Étienne de : (1530-1563) Écrivain, poète et juriste français essentiellement connu pour son *Discours de la servitude volontaire*, en 1548.

Ce court réquisitoire contre la tyrannie pose la question de la légitimité de toute autorité sur une population et interroge la soumission des peuples. Discours étonnant en plein milieu du XVI^e siècle qui reste autant révolutionnaire aujourd'hui. C'est la preuve vivante que la sagesse et la vérité peuvent être totalement impuissantes à changer le cours des choses si le contexte social n'est pas profondément modifié.

Sa célèbre injonction sur la soumission des peuples est sans cesse citée, commentée, jamais appliquée : « *Soyez résolu à ne plus servir, et vous voilà libres* ». Un peu moins citée est la définition des tyrans : « *Les uns règnent par l'élection du peuple, les autres par la force des armes, les derniers par succession de race.* » Quant aux motifs de cette soumission, ils sont moins rappelés : « *Les hommes nés sous le joug, puis nourris et élevés dans la servitude, sans regarder plus avant, se contentent de vivre comme ils sont nés et ne pensent point avoir d'autres biens ni d'autres droits que ceux qu'ils ont trouvés ; ils prennent pour leur état de nature l'état de leur naissance* ».

Malgré l'expérience, l'évolution technologique et la démocratisation de la culture, nous continuons à prendre pour effets de nature des choses aussi diverses que l'argent, l'échange marchand, les inégalités sociales, la compétition, etc., autant de choses ne relevant que de choix politiques qui auraient pu être tout autres...

Lambert Jean-Paul : (1932-2018) Intellectuel français qui fit beaucoup pour la vulgarisation de la désargence. Enseignant spécialisé, puis formateur, il a fait preuve d'une grande originalité dans sa vision de l'école et de l'éducation. En 1973, il publie *Le Gai Massacre des cancre*s (éditions Ouvrières). Il va ensuite élaborer une théorie philosophique qu'il

nomme *Usologie* et définit comme *la maîtrise des usages par les usagers*. Pour diffuser son idée, il lance *La revue Prosper* qu'il poursuivra jusqu'à ses derniers jours.

Par le biais de l'écologie, il s'intéresse au système monétaire, rencontre le banquier Jacques Duboin qui lui fait découvrir le *distributisme*. Il publie en 1976 *Le Porte-Képi* (édition Galilée) pour en expliquer l'intérêt. Il publie également des articles sur le sujet dans diverses revues telles qu'*Esprit*, la *Revue des sciences de Gestion*, *La Gueule ouverte*.... En 1998, Jean-Paul Lambert publie trois ouvrages chez L'Harmattan : *Ecologie et distributisme*, *Le distributisme, éthique et politique* et *Le Socialisme distributif* (une belle introduction à la pensée de Duboin).

A la Gueule ouverte, sa rencontre avec le philosophe André Gorz est décisive et peu à peu, il évolue vers une plus grande radicalité et pose la question centrale de l'argent. C'est en 2009, lors d'une rencontre-débat sur l'argent qu'il invente le néologisme de *désargence* repris par tous les participants pour la commodité du terme. Il intègre alors à sa revue *Prosper* une réflexion sur sa vision d'une société sans argent, d'une *désargence*. Il sera dès lors de toutes les manifestations, rencontres et conférences concernant l'idée d'une abolition de la monnaie. Il a publié ensuite plusieurs ouvrages dont *Désobéir à l'argent* (éd. Le Passager clandestin, 2011). Il est décédé dans sa 86^{ème} année, en octobre 2018, trop tôt pour assister à la concrétisation de ses prémonitions. Nous lui devons tous beaucoup.

Laplume Denis : Auteur et éditeur de *La monnaie : Ce qu'on ignore* (2017), *La monnaie : l'essentiel* (2019)¹. L'analyse de Denis La Plume est instructive, mais comme toujours, elle perd de son intérêt quand on passe du constat aux propositions.

L'analyse prouve clairement que le cadre social induit par l'argent est légal, mais les solutions s'attachent à des questions de *nature humaine* plus qu'aux structures sociale. Or, la nature d'un Inuit ou d'un Jarawas n'est certainement pas très différente de celle d'un trader de Wall Street, les mêmes passions gaies et tristes les traversent. En revanche, les premiers baignent dans un milieu d'entraide où l'égoïsme est dangereux, le second dans un milieu de concurrence où l'empathie est mortelle. A la longue, cela

1 Ouvrages disponibles via le blog <https://blog.denislaplume.fr/>

doit bien jouer un peu sur nos réflexes sociaux !

Il reste que Denis Laplume est un intellectuel "multicartes" et qu'il ne cesse d'ouvrir des portes, des champs du possible absolument essentiels et dans tous les domaines. Sur son blog, il se définit simplement par cette citation de Descartes qu'il fait sienne : *"Pour atteindre la vérité, il faut une fois dans la vie se défaire de toutes les opinions qu'on a reçues, et reconstruire de nouveau tout le système de ses connaissances."* Rien qu'avec cela, nous lui sommes redevables...

Latouche Serge : (1940-) économiste et enseignant français, connu pour ses travaux sur la paupérisation à l'échelle mondiale (sujet de sa thèse en 1966), pour être cofondateur de la revue *Entropia* consacrée à la décroissance. Un économiste qui tente de conceptualiser une économie de l'après-développement (*Survivre au développement*, éd. Mille et une nuits, 2004) est suffisamment rare pour qu'on le souligne. Serge Latouche fait partie des gens avec qui l'on sympathise volontiers, tout en regrettant qu'il ne tire pas les conséquences de ses analyses. Révolutionnaire, il l'est, à n'en pas douter, mais en capacité d'enclencher un processus révolutionnaire, c'est moins sûr. On peut malheureusement être résolument décroissant tout en restant coincé dans le cadre marchand qui induit la croissance infinie...

Laurent Éloi : (1974-) Économiste français, chercheur à l'observatoire des conjonctures économiques (OFCE), spécialisé en macroéconomie européenne et développement soutenable. Il a produit quantité d'essais et d'articles, parmi lesquels on peut citer son travail de démolition des multiples "croyances" imposées par le système : *Les mythes économiques* (éd. LLL, 2016). Parmi ces mythes, citons :

« Une économie de marché dynamique repose sur une concurrence libre et non faussée »,

« Il faut produire des richesses avant de les redistribuer »

« Les flux migratoires actuels sont incontrôlables et conduisent au grand remplacement de la population française »,

« L'immigration représente un coût économique insupportable »,

« Les marchés et la croissance sont les véritables solutions à nos crises écologiques »,

« L'écologie est l'ennemie de l'innovation et de l'emploi ».

« Nous vivons une révolution technologique sans précédent à laquelle il faut adapter nos structures sociales »,
 « On ne peut pas changer les règles européennes, il faut s'y conformer »,
 « Il faut imposer les réformes aux Français pour leur bien »
 « L'Occident s'abîme dans un déclin inéluctable »
 « L'identité nationale est menacée de disparition dans la mondialisation »
 « L'immigration nourrit l'insécurité »
 « L'écologie est punitive »
 « La transition énergétique est bien trop coûteuse »
 « Parce qu'elles ne fonctionnent vraiment qu'à la petite échelle, les pratiques écologiques resteront marginales »

Il ne manque plus, à cette liste de fausses certitudes, celle de l'argent et de l'échange marchand qui seraient incontournables à moins de revenir à des sociétés primitives !

Le Goff Jacques : (1924-2014) Historien français spécialiste du Moyen-Âge et dont il faut surtout retenir son goût pour l'histoire de la vie quotidienne comme le lui avait enseigné l'un de ses maîtres, Jacques Duby. On lui doit des ouvrages essentiels : *Le Moyen Âge et l'argent* (éd. Perrin, 2011), *Marchands et banquiers du Moyen Âge* (PUF, 2006)...

Le Goff est intéressant pour qui veut démonter des idées reçues sur le capitalisme, l'argent, la servitude qui, une fois leur généalogie rétablie, deviennent des catégories plus modernes que l'on croit, et surtout, moins éternelles !

Lordon Frédéric : (1962-) Économiste et philosophe, directeur de recherche au CNRS, membre des économistes atterrés. Auteur prolifique et très médiatique, militant de gauche actif dans tous les mouvements sociaux importants (Nuits debout, Gilets jaunes, écologie...) et souvent invités par les médias. Il se réfère volontiers à Marx et à Spinoza.

Foncièrement opposé à toute idée d'abolition de l'argent (voir *"Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent..."* (La Fabrique, 2019), Il y écrit que *"la majorité de nos contemporains ont parfaitement intégré que le travail crée du lien social, qu'il ouvre l'accès à la consommation de masse, qu'il libère la femme de sa dépendance à l'homme, qu'il confère un rang dans la société autant qu'un accomplissement personnel"...*

Tout en étant très critique sur le capitalisme, il reste très sceptique sur la capacité de la gauche à nous en sortir, quand bien même elle arriverait au pouvoir. Pourtant persuadé que le poids des structures sociales sur nos comportements est énorme, il reste flou sur la remise en causes de ces structures... En pensant que "*la révolte elle-même est produite par l'environnement*", il attend sans doute que l'environnement change pour nous donner quelques pistes révolutionnaires...

M

Macron Emmanuel : (1977-) Homme politique français, président de la République depuis le 14 mai 2017. Rarement en France un homme politique a été encensé et mis sur le devant de la scène par les uns, contesté voir détesté par les autres. Des quantités de textes permettent d'établir une généalogie politique définissant assez bien le personnage :

Macron est remarqué par Henri de Castries, président d'AXA mais aussi président du Groupe Bilderberg qui voit en Macron l'opportunité d'infléchir la politique économique et industrielle française et de contrer les syndicats, pour aller sur une politique libérale à l'anglo-saxonne.

Lors de la réunion du Groupe Bilderberg à Copenhague du 29 mai au 1^{er} juin 2014, la réunion compte de nombreux banquiers notamment de la Deutsche Bank, Christine Lagarde, Benoît Cœuré, ancien de la BCE.... De Castries et plusieurs banquiers y rencontrent Macron et décident de faire pression sur Manuel Valls pour qu'il fasse de Macron le ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. Macron est donc nommé Ministre le 26 août 2014.

Le 21 mars 2016 De Castries, Gattaz (MEDEF), Mario Draghi (BCE), John Cryan DB, des financiers et les patrons des groupes de presse, Bolloré, Drahi, Bergé se réunissent à Francfort, et décident d'épauler Macron pour la création d'un parti dévoué à leur cause. Tous les médias sont mobilisés pour le présenter comme un *gendre idéal*. Les financiers vont élaborer la création du parti et le 6 avril 2016 le parti est créé. L'argent des groupes financiers abonde, la campagne est lancée.

La Machine médiatique est en route et peu importe si cette campagne est nauséabonde, Macron doit sortir vainqueur coûte que coûte. Mais il savait qu'il serait président avant même d'être élu. Le 24 avril la bourse prend 7 points, les places financières sont aux anges ! Ces élections présidentielles furent magnifiquement orchestrées par les médias, la finance et le CAC 40, les français n'y ont vu que du feu.

Restait ensuite la dernière étape : les législatives et faire élire à l'As-

semblée Nationale des personnes qui n'ont jamais touché à la politique ou n'ont encore eu un mandat électoral. Cette manœuvre est organisée depuis Paris dans le cadre d'un mystérieux processus de sélection afin d'achever d'affaiblir le pouvoir législatif, le cœur de la démocratie, en mettant en place une sorte d'aréopage (plus de 50%) de personnes désignées qui seront à la botte du régime.

Un humoriste en a tiré une belle métaphore : Macron est une *tortue piquet* ! Quand vous conduisez sur un chemin de campagne et que vous croisez un piquet de clôture avec une tortue juchée dessus, ça c'est une *tortue piquet*. On sait qu'elle n'a pas grimpé là toute seule, on sait qu'elle n'est pas à sa place, on sait qu'elle n'a aucune idée de ce qu'elle doit faire pendant qu'elle y est, on sait qu'elle est au-dessus de sa capacité de fonctionner, et vous vous demandez quelle bande d'abrutis a bien pu la placer dans cette fâcheuse position...

Malatesta Errico: (1853-1932) Intellectuel, écrivain et propagandiste révolutionnaire italien. Malatesta a adhéré à l'anarchisme à la suite de la Commune de Paris en 1871. Il est l'inventeur de la *propagande par le fait*. Par cette expression, Malatesta entendait toute action hors du cadre légal ou de la norme qui instaurerait une révolte permanente. Cette définition englobe aussi bien l'attentat politique et la reprise individuelle que la solidarité coûte que coûte avec les travailleurs, la grève, le boycott, l'exemple. L'Histoire, du moins celle qui est écrite par les non anarchistes n'a retenu de la propagande par le fait que la violence et occulté les nombreuses actions non violentes toutes aussi illégales. Malatesta réprouvait en fait la violence qui finit toujours par devenir une fin en soi, soit une ennemi de la liberté. Il ne la tolérait que comme une triste nécessité, quand on ne pouvait l'éviter.

Malatesta est avec Kropotkine l'un des plus connus des promoteurs du *communisme libertaire*. Il a élaboré le concept de *graduadisme révolutionnaire* qui postule que l'anarchie ne peut être réalisée que dans un processus cumulatif d'étapes additionnées. L'histoire lui a jusqu'à présent donné raison, mais le risque imminent d'effondrement et l'urgence que cela induit pourrait bien rendre obsolète ce concept de Malatesta.

Harcelé par la police italienne, il est contraint à l'exil en 1878 (Égypte, France, Suisse, Angleterre, Argentine). En 1921 il peut enfin revenir en Italie où il fonde le quotidien anarchiste *Umanità Nova*. Il meurt reclus dans sa maison de famille où il est placé sous un contrôle policier

continu, épuisé par une grave crise respiratoire.

Manier Bénédicte : Journaliste française, spécialiste de l'Inde et des questions économiques et sociale. Elle publie en 2012 le livre *Un million de révolutions tranquilles* aux éditions LLL. Elle nous y offre un tour du monde des alternatives, instructif et passionnant. C'est une belle démonstration que quantité de choses sont possibles, avec des moyens limités, et dans tous les domaines. Pourtant, il en reste un goût amer quand on constate, avec un peu de recul, que ces alternatives font rarement tache d'huile. Elles périssent souvent avec leurs initiateurs ou sont phagocytée par le système....

Nous recommandons parmi ses écrits, *Quand les femmes auront disparu : L'élimination des filles en Inde et en Asie* (la Découverte, 2008), *Le travail des enfants dans le monde* (La Découverte 2011), *Made in India : Le laboratoire écologique de la planète* (Éditions Premier parallèle, 2015)...

Maris Bernard : (1946-2015) Économiste français très critique envers la société capitaliste. Pendant longtemps, il a été coincé dans le paradoxe insoluble entre la coopération et la concurrence : "*Nous qui piaffions d'avoir critiqué l'économie (avec l'aide des plus grands économistes néoclassiques) sans proposer d'alternative, nous la tenons enfin, cette alternative ! Tout n'est pas dit. Il reste à marier les deux concepts, coopération et concurrence...*"

Faute de pouvoir s'affranchir du *marché*, Bernard Maris cherchait à lui intégrer la coopération entre les individus, des rendements décroissants, une consommation qui n'induisse pas la rareté et l'exclusion... L'économiste cherchait à marier la concurrence et l'accès pour tous aux biens et services, quand la désargence propose un divorce entre la concurrence et l'accès... Maris n'était pas loin de trouver la solution théorique à ces contradictions internes de l'échange marchand quand il a été assassiné dans les locaux du journal satirique *Charlie* par des terroristes islamiques. L'expérience est en train de prouver, quelques années plus tard, que seule une abolition de l'échange marchand sera capable de résoudre ces conflits. Maris est mort trop tôt pour oser le dire ou pour le constater !

Parmi ses nombreux ouvrages et essais, citons : *Ah Dieu ! que la guerre économique est jolie !* (Albin Michel, 1998), *Keynes ou l'économiste citoyen* (1999), *Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent*

pour des imbéciles (1999), *Antimanuel d'économie*, (Tome 1, 2003, Tome 2, 2006), *Capitalisme et pulsion de mort*, (2009), *Plaidoyer (impossible) pour les socialistes*, (2012).

Maslow Abraham : (1908-1970) Psychologue américain, connu pour son explication de la motivation par la hiérarchie des besoins humains représentée sous forme de pyramide. « *Si le seul outil dont on dispose est un marteau, tous les problèmes doivent ressembler à un clou* ».

En parodiant l'aphorisme du psychologue américain : si le seul outil pour accéder aux biens et services nécessaires à notre reproduction matérielle est l'échange marchand, alors nous sommes tous des épiciers rêvant d'être cotés en bourse ! C'est d'ailleurs bien ce qui arrive en approchant les limites de la civilisation marchande où la quasi-totalité des individus ont intégré les dogmes néolibéraux. La grande force du capitalisme est d'avoir fabriqué le consentement généralisé du système mais aussi d'avoir réussi à en rendre complice tout un chacun, de gré ou de force. Le succès de l'ubérisation, du Airbnb, du Boncoin, etc., en témoigne !

Mattis Léon de : Militant de gauche français ayant peu à peu, et à l'expérience de l'engagement, opté pour l'anarchisme, auteur de *Crises* (éd. Entremonde, 2012). Le fonctionnement de l'économie, à l'heure actuelle, repose sur la croyance en la capacité des États à maintenir la valeur de la valeur. Que cette croyance s'effondre et le système périclité. *Crises* saisit l'occasion de la crise de 2008 pour poser une question que les économistes évitent toujours : pourquoi l'argent vaut-il quelque chose plutôt que rien ?

Répondre à cette question c'est s'interroger sur les fondements de la valeur dans le capitalisme. À l'heure où beaucoup s'indignent de la situation actuelle en croyant naïvement que l'on pourrait revenir à l'économie "régulée" des lendemains de la Seconde Guerre mondiale, il faut rappeler que le rapport social capitaliste ne peut être combattu qu'en s'attaquant à sa racine. Tant qu'il y aura de l'argent, il n'y en aura pas assez pour tout le monde...

Léon de Mattis a récidivé avec son dernier ouvrage, *Utopie 2021*, éd. Acrasie, avril 2021.

« *Contrairement à ce qu'on affirme parfois, il est très facile d'imaginer un monde sans argent. Il suffit de prendre un peu de recul et de*

s'abstraire des fausses évidences de la société du capital. On pourrait même dire, sans trop exagérer, que pour une intelligence équivalente à la nôtre et qui serait dans l'ignorance du cours très particulier pris par l'histoire humaine durant ces derniers millénaires, ce serait bien plus l'existence de l'argent qui serait difficile à imaginer que son absence. [...] Ce n'est donc pas qu'on ne peut imaginer un monde sans argent : c'est qu'on se refuse à y croire, ce qui est très différent. Tout ce qui rend un tel monde imaginable, à savoir le partage et la coopération, existe largement autour de nous, parce qu'en fait même le capitalisme ne peut pas s'en passer. [...] Mais ce n'est pas parce qu'un monde sans argent est facile à imaginer qu'il est facile à faire. L'abolition de l'argent heurte les intérêts de ceux qui sont en position de dominants : les très riches, autrement dit les capitalistes et tous ceux qui vont avec. [...] Enfin, ce n'est pas parce qu'un monde sans argent est facile à imaginer qu'il se réalisera tel qu'il a été imaginé... »

Un court texte de Léon de Mattis est en PDF et accès libre sur l'excellente librairie alternative Infokiosque ¹

Mead Margaret : (1901-1978) Anthropologue américaine et féministe elle a produit des textes fondamentaux sur l'anthropologie culturelle et la sexualité des Samoans (Polynésie occidentale). En 1975, elle écrit que « *le temps est venu, je crois, où nous devons reconnaître la bisexualité comme une forme normale de comportement humain* » et affirme qu' « *un grand nombre d'êtres humains sont bisexuels en ce qui concerne leur capacité à éprouver des sentiments amoureux.* » Ces propos feront scandale dans l'Amérique puritaine !

Ces écrits sur les sociétés primitives de Nouvelle Guinée montrent comment les civilisations modifient les caractères et la psychologie humaines, les rendant toutes égales. Là aussi, ces propos firent scandale car ils niaient la suprématie de la civilisation occidentale, technologique et marchande. C'est à ce titre que nous nous sommes intéressés à ses travaux essentiels.

En 1949, en visite à Paris chez l'historien de l'économie autrichien Clément Heller, elle aurait déclaré : *"Un petit groupe de citoyens engagés et réfléchis est capable de changer le monde. D'ailleurs rien d'autre n'y est*

1 <https://infokiosques.net/IMG/pdf/qu-est-ce-que-l-argent-cahier.pdf>

jamais parvenu..." Nous aimons croire que son intuition était prémonitoire et qu'elle sera autoréalisatrice...

Midas : Le mythique roi Midas régnait sur la Phrygie. Midas était puissant, aisé, mais stupide. Un jour, ses serviteurs lui amenèrent un homme totalement ivre. Le roi reconnut Silène, le grand ami du Dieu du vin et de la fête, Dionysos. Quelques jours plus tard, Dionysos qui cherchait son compagnon arriva en Phrygie où il retrouva son ami. Soulagé, il remercia Midas et décida de le récompenser en lui accordant un vœu. Le roi Midas, exigea immédiatement que tout ce qu'il toucherait se transformerait en or. Perplexe, Dionysos tenta bien de prévenir le roi, mais celui-ci ne voulut rien entendre. Le Dieu de la fête accorda donc ce don à Midas. Fou de bonheur, le roi parcourut l'ensemble de son palais, transformant en or les murs, le sol, le plafond, les colonnes, les tables, les sièges et tout ce qui était à portée de main. Épuisé et affamé, Midas se mit à table, mais le poulet, le raisin, le vin, tout ce qu'il voulait avaler se transformait en or. Mourant de faim en quelques jours, il implora Dionysos d'annuler ce vœu. Alors Dionysos lui indiqua que pour annuler ce don, le roi devait se baigner dans le fleuve Pactole et remonter jusqu'à sa source où il se laverait entièrement. Alors Midas plongea dans les eaux, le sable se transforma en or et le roi retrouva une vie normale. Et depuis ce jour, quiconque "touche le Pactole" devient riche.

Aujourd'hui, Midas n'est plus pour nous qu'une entreprise américaine d'entretien de véhicules (*Muffler Installation Dealers' Associated Service*) dont le siège social est à Itasca dans l'Illinois. Et c'est dommage, car traduit en langage moderne, ce mythe nous explique que les billets de banque et les stocks options ne se mangent pas, que les milliardaires sont incapables de dépenser ce qu'ils ont accumulé, que la richesse devenue, comme l'eau de la rivière Pactole, un bien commun, permettrait à tous de vivre heureux, que les aristocrates sont stupides de se croire élus des Dieux et seuls ayant le droit de posséder l'or.

Le mythe nous rappelle que la richesse donne le pouvoir, mais que l'or autant que le pouvoir sont des drogues qui rendent fous. Midas a fait de la richesse son but ultime, et la richesse est devenue son obsession lui faisant perdre toute mesure, tout bon sens. L'argent développe chez ceux qui s'y adonnent des symptômes schizophréniques, des délires obsessionnels et

compulsifs.

Le roi Midas nous signale que l'or, l'argent, la monnaie n'ont de valeur qu'en tant que moyens d'obtenir de quoi boire, manger, survivre. Il ne manque plus qu'à comprendre que si chacun avait accès à tout ce qui lui permet de vivre, il n'y aurait plus besoin d'or, de monnaie, d'échanges marchands. Mais cette dernière étape ne pouvait être comprise par les Phrygiens inventeurs du mythe. Ils ne connaissaient alors, ni l'informatique, ni le dérèglement climatique, ni les produits dérivés de la finance internationale...

Milanovic Branko : (1953-) Ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Milanovic est un des économistes les plus connus de sa génération, principalement en raison de la "courbe de l'éléphant". Cette courbe, expliquée et discutée dans son ouvrage *Inégalités mondiales*, publié en 2016 en anglais et traduit en 2020 (éditions La Découverte), décrit l'évolution des niveaux de vie dans la population mondiale par déciles.

Dans son dernier ouvrage, *Le Capitalisme, sans rival* (éd. La Découverte), l'auteur estime que cette domination « *ne souffre aucune contestation* » et s'accompagne de celle de « *l'idéologie selon laquelle gagner de l'argent est non seulement respectable, mais aussi l'objectif le plus important de la vie des gens, une motivation comprise partout dans le monde et dans toutes les classes sociales [...]* Cette coïncidence entre les objectifs individuels et systémiques est une des plus grandes réussites du capitalisme ». Ces propos sont intéressants pour comprendre, de l'intérieur, pourquoi et comment le capitalisme n'est pas réformable, comment il mène droit vers une mondialisation gérée par une forme de ploutocratie qui ne dit pas son nom. L'auteur pourtant avoue deux fortes contradictions internes au capitalisme : celle d'une corruption endémique et d'une incompatibilité entre bureaucratie et état de droit inexistant...

Branko Milanovic n'imagine pas que le système capitaliste perde sa domination au profit d'une quelconque alternative. Son hypothèse est que le capitalisme a triomphé grâce à sa capacité à satisfaire les désirs de richesse de la population. Mais s'il exclut le caractère inné de ce désir, son hypothèse sur la résistance du capitalisme est fragilisée. Les mouvements sociaux qui agitent sporadiquement la planète réduisent les désirs de richesse alors que le capitalisme ne peut exister sans s'augmenter sans cesse... Le Bonheur des populations pourrait se trouver ailleurs que dans le bien-être

matériel avant que le capitalisme puisse s'y adapter ! Branko Milanovic propose de rendre la prison du capital plus agréable. Mais une fois son livre achevé, on a envie d'ouvrir les fenêtres...

Il est fâcheux que beaucoup d'opposants au capitalisme se privent de la lecture des théoriciens du capitalisme. C'est pourtant là que l'on trouve les arguments pour éviter le *capitalisme tronqué* et pour sortir réellement de ce système mortifère...

Mocica : Mouvement pour une Civilisation Consciente et Autonome. Ce mouvement en faveur de l'abolition de la monnaie a démarré vers 2014 et il est devenu très actif. Fondé sur des principes de liberté et d'égalité, sur des analyses socio-psychologiques holistiques (le fondateur Jean-Philippe Huber est kinésithérapeute), ils ont bâti tout un programme de sortie du paradigme monétaire : un rassemblement des forces, une transition, la mise en place d'une organisation. Ils prévoient des assemblées sur cinq niveaux (voisinage, villes, bassins de ressources, zones culturelles et zone planétaire). Les études qu'ils ont effectué sur les comportements individuels et sociaux induits par l'argent et sur l'intérêt à sortir au plus vite du système monétaire sont précieuses.¹

Mocica est en France le mouvement le plus pédagogique et le plus actif pour vulgariser l'idée d'une possible désargence. A suivre...

More Thomas : (1478-1535) Dans son *Utopia*, Thomas More décrit une société où l'or n'y a pas de valeur, l'argent n'y règne pas en maître, les relations entre les gens y restent simples, tout empreintes de cette qualité biblique des temps patriarcaux. Les chefs reçoivent des cadeaux mais pas d'impôts. Les gens entre eux, d'ailleurs, se font sans cesse des cadeaux. Ces sociétés ignorent le commerce au sens où nous l'entendons, elles ignorent l'accumulation, et la richesse n'y sert pas à opprimer les pauvres, mais seulement à des démonstrations d'ostentation, un peu vaines mais sans méchanceté. Thomas More est certainement le plus ancien penseur à avoir imaginé une société a-monétaire, mais à une époque où nous n'en avons ni les moyens ni l'opportunité.

1 Site : <https://mocica.org/fr/Intro>

N

Nikonoff Jacques : (1952-) A 23 ans, il habite la cité des "4 000" à La Courneuve et travaille en usine comme ouvrier soudeur. Licencié pour son activité au sein de la CGT et grillé sur le marché du travail, il peine à trouver un nouvel emploi. Il en profite pour passer l'examen d'entrée en faculté pour les non bacheliers et entre à Paris VIII en sciences de l'éducation et au Conservatoire des Arts et métiers. Il tente ensuite l'ENA via une préparation à Science-Po et y parvient à la deuxième tentative. Il entre alors à la Caisse de Dépôts et consignations et devient attaché financier pour le Trésor aux USA. Il donne ensuite des cours d'économie et de finances internationales à des étudiants en master au sein de Paris VIII. Il participe à la création d'At-tac dont il devient président jusqu'en mai 2005.

En 2008, il fonde le M'PEP (Mouvement politique d'éducation populaire). En 2016, il fonde le Parti de la Démondialisation (Pardem) dont il est toujours adhérent. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'emploi et le chômage, la critique de l'euro et de la Constitution européenne.

Nikonoff est politiquement un électron libre, une anomalie dans le paysage médiatique. Il reste de ce fait peu connu du grand public, ignoré par les médias, y compris lorsqu'il se présente à des élections législatives en 2012 (0,18% des voix). Il publie en 2011, *Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire*, (éd. Mille et une nuits). La critique qu'il fait de l'Europe, qu'il condamne depuis 2005, est passionnante. Dommage qu'il en soit encore à parler de souveraineté monétaire comme le Graal du peuple...

Si Jacques Nikonoff n'est pas le moins du monde pour une société post-monnaire, il est précieux en ce sens qu'il illustre parfaitement le double impasse que représentent l'action politique traditionnelle et la critique du capitalisme. On peut difficilement être plus lucide et moins entendu que lui !

Noubel Jean-François : (1964-) Essayiste, conférencier, moniteur de sports de combats, entrepreneur, touche à tout ayant fini par se consacrer à

vivre heureux et sans argent, libéré de toute possession.

Dans une conférence à Toulouse en 2012, il a accepté le risque de conter la société post-monnaire comme si elle était déjà actée. Le résultat ne manque pas d'intérêt et nous la résumons ici :

L'humanité a évolué vers la société post-argent. Les crises économiques mondiales successives du passé ont bien fini par démontrer que la technologie nommée argent, qui avait fonctionné durant plusieurs milliers d'années, ne rendait plus service à la société humaine. L'argent causait des ravages humanitaires et écologiques d'une ampleur sans précédent, et l'espèce humaine avait bien failli s'éteindre. L'humanité tout entière n'avait d'autre choix que d'évoluer en passant de la compétition au mutualisme, du consumérisme à l'échange. L'économie ne se limite plus simplement aux Hommes, elle inclut désormais les autres espèces vivantes de la planète qui vivent en inter-création. Ainsi la société d'aujourd'hui construit, échange, mesure la richesse d'une manière bien différente du passé. On y utilise des systèmes et des technologies qui nous permettent de voir et ressentir le spectre tout entier de ce que nous appelons la richesse intégrale...

Dans le détail, sa société post-monnaire n'est pas aussi élaborée que la notre sur le plan théorique (il en est à l'échange quand nous en sommes à l'accès) mais quelques bonnes idées pratiques, techniques sont intelligentes et permettent de croire en la faisabilité d'une désargence...

O

Obert Patrice : (1957-) Administrateur pour la ville de Paris, retraité depuis 2020. Auteur de l'essai *Le scénario noir des législatives*, édition Texte Vivant, 2017. Dans une fiction autour des vrais élections, dans de fausses vrais communes avec de vrais faux personnages, l'auteur nous parle de la décomposition de la vie politique, ce monde paumé fait de gens paumés. Autour, il y a les gens, les vrais qui tous ont besoin de sens, qu'ils se le disent ou pas, qu'ils sachent l'exprimer ou pas.

Décidément, la fiction est un outil extrêmement utile pour dire l'essentiel sans le ton docte de l'essai, l'assurance du discours politique. Obert n'est ni philosophe, ni politologue, ni économiste, juste quelqu'un qui s'engage et réfléchit. Les divers ouvrages qu'il a publié sont de bonnes bases de débats, n'en exclu aucun, et c'est déjà beaucoup.

Olivi Pierre de Jean : Pierre, fils de Jean Olivi (en occitan *Olieu*), né vers 1248 à Sérignan (Hérault) et mort en 1298 à Narbonne (Aude) est un religieux franciscain, une des figures les plus marquantes de l'histoire intellectuelle occidentale. Il est reconnu comme le premier auteur de l'Occident médiéval en matière d'économie.

Il entre à 12 ans chez les Franciscains de Béziers, poursuit ses études de théologie à Paris (1267-72) où il découvre les écrits d'Aristote et rencontre Thomas d'Aquin. Très vite cet esprit brillant se fait remarquer dans le triangle Toulouse-Perpignan-Montpellier qui connaît à cette époque un essor économique et marchand considérable. Les débats théoriques, influencés par l'épisode du catharisme et par l'importante communauté juive formée par l'école rabbinique de Narbonne, n'a d'égal que les questions commerciales et économiques des marchands. Pierre de Jean Olivi reçoit les intellectuels de la région, répond aux questions des marchands et donne des cours qu'il retranscrit par écrit. Il est considéré comme le premier théoricien, l'auteur du premier traité d'économie connu dans le monde occidental.

De son vivant, Olivi a exercé une influence considérable sur les Franciscains, les groupes laïcs qui les entouraient, et sur les marchands, au point qu'il fit de l'ombre à la papauté, tant sur la question de la règle franciscaine que sur les questions économiques. En 1282, une commission de sept théologiens est réunie pour étudier les thèses d'Olivi. On lui impute une vingtaine de thèses erronées, essentiellement pour des raisons politiques, pour condamner cet esprit trop libre, trop indépendant.

Quelques intellectuels franciscains soutiennent Olivi et défendent ses thèses contre l'Inquisition dominicaine. Parmi eux, nous connaissons Bernard le Déléicieux, moine de Carcassonne, dont Umberto Eco s'est servi pour inventer le personnage de Guillaume de Baskerville dans *Le Nom de la Rose*. Le sous-bassement historique et théologique du roman comme du film de Jean-Jacques Annaud, raconte l'histoire des disciples de Olivi, y compris pour le supplice par le feu de quelques moines proches d'Olivi.

Aujourd'hui, Olivi serait classé dans la case *économistes atterrés* et serait perçu comme un pionnier de l'objection de conscience, un pourfendeur des *papes*, de l'économie classique et des hérétiques néolibéraux qui peuplent les plateaux de télévision !¹

1 Pour en savoir plus sur Olivi, la vidéo de l'historien Sylvain Piron est parfaite : [UTLC : Les origines médiévales de la pensée économique, par Sylvain Piron - Portail vidéo de l'Université de Rouen Normandie \(univ-rouen.fr\)](#)

P

Palim-Psao : Site internet Palim Psao propose un ensemble de textes et vidéos portant sur les courants de la critique de la valeur (Wertkritik) et de la critique de la valeur-dissociation (Wert-abspaltungskritik), autour des œuvres de Robert Kurz, Anselm Jappe, Roswitha Scholz, Norbert Trenkle, Ernst Lohoff, Moishe Postone, Clément Homs, Johannes Vogeles, Benoit Bohy-Bunel... et des revues Krisis, Exit ! et Jaggernaut. ¹

Partant de la critique de la valeur-dissociation, ces textes ouvrent des débats sur l'économie, la sociologie, la politique, la culture, les dominations de classe et de genre que l'on trouve peu ailleurs, du moins avec autant de rigueur théorique. Ce que les militants pour une société de l'accès observent et dénoncent trouve sur ce site essentiel un appui conceptuel d'importance.

En tapant *argent* dans le moteur de recherche sur le site, on trouve plus d'une vingtaine d'articles qui tous valident sur le plan théorique l'intuition d'une *désargence*, la tentation d'inventer une société *post-monétaire*. Pourtant, ces deux mots, *désargence* et *post-monétaire*, n'apparaissent pas une seule fois, bien que tout nous y ramène. A l'évidence, il ne s'agit pas d'une divergence fondamentale de vue mais d'une posture tactique, l'une se fondant sur l'expérience, l'autre sur la réflexion théorique. Nous avons grand besoin de la philosophie de Palim-Psao et quelques personnalités de ce groupe semble avoir apprécié notre sens pédagogique. Là est l'essentiel !

Parti de la décroissance : En 2005, nous assistions à la création du Parti de La Décroissance (PPLD). Serge Latouche aussitôt s'insurgea : « *On ne pouvait trouver mieux pour déconsidérer la décroissance que le lancement d'un ridicule parti de la décroissance...* ». En 2008, fut tenté la création de l'Adoc (Association des objecteurs de croissance) en liaison avec le MOC (mouvement des objecteurs de croissance), tentative vite avortée. En 2014, on apprend le lancement du "Collectif Parti(e)s pour la Décroissance". Ce

¹ <http://www.palim-psao.fr/>

nouveau collectif veut : « ...construire la transition, de cette société de croissance, d'égos, de pouvoir, du spectacle, dans laquelle nous avons grandi et qui nous a conditionnés, vers des sociétés autonomes et conviviales, de partage et de responsabilité... » Nous leur sommes reconnaissants d'ajouter : « Autant il est facile d'intellectualiser ces critiques, autant il est difficile d'en tenir compte au quotidien et de manière collective. »...

Penser *Parti* et vouloir sortir de la croissance relevait de l'oxymore, Latouche avait raison. Les décroissants, en devenant *Collectif* et admettant qu'il y ait autant de courants que d'individus, sont partis sur la bonne voie. Il ne leur reste plus qu'à accepter qu'il n'y a pas de décroissance possible dans un système monétisé, marchandisé. Si le capitalisme ne peut survivre hors de la croissance, on ne peut pas réclamer à la société qu'elle sorte de la logique de la croissance sans sortir en même temps de la logique capitaliste (qu'elle soit libérale, d'État, fédéraliste, écologique...). Faudra-t-il donc attendre que les prévisions d'Anselm Jappe se réalisent : «*des magasins pleins mais sans clients, des usines performantes mais sans commandes, des écoles sans professeurs faute de salaires...*», pour imaginer autre chose ? Sommes-nous obligés d'attendre le point de non retour pour préparer le changement ?

Persat Alain : Alias Trazibule,¹ fils de Pierre Persat. Il propose dans un petit journal hebdomadaire, une vision de l'économie très proche de la notre : "*La monnaie nous oblige à une docilité parfaite face au système. Nous luttons sans cesse contre l'inflation considérée comme le mal absolu alors qu'elle appauvrit les riches en baissant la valeur de leurs coffres, et réduit les dettes des pauvres. La monnaie implique des pratiques mafieuses (le système bancaire est exactement le même que celui du racket). Le système ne repose sur aucune autre réalité que la confiance. Les inégalités sociales ne peuvent que s'accroître. La monnaie a depuis longtemps perdu sa qualité de mesure des échanges pour devenir une marchandise comme les autres. Seuls 2% de la circulation monétaire correspond à une économie réelle...*"

Mais, ne croyant pas à la possibilité immédiate d'une sortie de cette économie, il propose en attendant une monnaie d'échange fondée sur le temps de travail individuel ou sur le temps de travail collectif.

1 Trazibule : <https://www.trazibule.fr/>

Persat Pierre : (1920-2014) Ancien dirigeant d'entreprise à Lyon, alpiniste chevronné, mais surtout homme de réflexion, père de Alain Persat. Il publie en 1982 *Le pain et la monnaie* (éd. La pensée universelle)¹, une analyse de l'argent à mi-chemin entre Marx et Proudhon qui ne manque pas d'intérêt.

Péyo : (1928-1992) Peyo, de son vrai nom Pierre Culliford a publié *Le Schtroumpf Financier* dans le journal Spirou, puis en album en 1992. Cette bande dessinée ayant toujours autant de succès, elle a été rééditée en 2017. En résumé, l'action est la suivante :

Le Grand Schtroumpf est malade et le village délègue un des leurs pour aller au bourg des hommes chercher un remède. Le délégué découvre alors que les humains utilisent de l'argent pour échanger des biens et des services. Séduit par l'idée, il prépare en cachette la monétarisation du village. Au fur et à mesure, on découvre que les Schtroumpfs ont tout ce qui leur faut sans échange ni argent : l'un fait le pain, l'autre le potager, un troisième la cuisine... Il y a des Schtroumpfs bricoleurs, peintres, sculpteurs, mineurs, et même fainéants. Et les Schtroumpfs ne manquent de rien, ont de bonnes relations entre eux, s'amuse bien...

Dès le début, le futur Schtroumpf financier découvre l'urgence, le temps qu'il faut économiser, la valeur relative des choses. Dès l'introduction de la monnaie, les Schtroumpfs découvrent la nécessité du travail, du partage, le prix de ce qui était jadis gratuit, les charges, les bénéfices, l'usure, la concurrence, le problème du non productif, de la pauvreté, l'arnaque, la violence, la jalousie... et enfin la guerre, la dette, l'exploitation. Mais comme dans une BD tout est possible, le Schtroumpf financier se retrouve tout seul sur une montagne d'or, mais sans pouvoir échanger ni même manger, boire, chanter (comme le vainqueur d'une partie de Monopoly!). Tous les autres sont partis ailleurs rebâtir une société sans argent, comme avant... Désespéré, puis comprenant son erreur, il abandonne l'or au Schtroumpf bricoleur qui en fera de nouveaux instruments de musique et tout le monde est content !

1 Livre en PDF sur <http://unpetitanesurlaroute.ek.la/le-pain-et-la-monnaie-economie-et-politique-pierre-persat-al19615648>

Phaéthon : Dans la mythologie grecque, Phaéthon était le fils d'Hélios, le Dieu du soleil. Phaéthon était heureux de jouer avec ses copains, sauf ces copains n'arrivaient pas à croire Phaéthon quand il se disait fils d'Hélios. *"Prouve-le, Phaéthon, sinon on te prendra pour un bouffon !"* Le jeune garçon se rendit alors dans le temple de son père et lui demanda de conduire son char pour prouver à ses copains qu'il était bien le fils d'un Dieu. Après beaucoup d'hésitations, Hélios, qui aimait beaucoup son fils, accepta et Phaéthon monta à bord du char. Ce char tout couvert d'or, menait chaque jour le soleil de l'Est (l'Éthiopie) jusqu'au bout de l'Ouest (les Hespérides). La nuit, le char faisait le voyage du retour en se prélassant tranquillement dans une tasse d'or (la lune).

Le lendemain matin, Phaéthon, fier comme Artaban grimpa sur le char, mis les gaz à fond, forçant la roue avant à se dresser dans le ciel dans une divine érection, sous les yeux ébahis de ses copains. Mais très vite, il perdit le contrôle des chevaux et le char brûla tout sur son passage, la terre, les astres, les cultures, les hommes. Pour cesser ce massacre, Zeus dut foudroyer le jeune garçon qui en mourut instantanément. Pendant toute une journée entière le soleil ne se leva pas, tant Hélios était pris de chagrin...

Depuis Copernic, le soleil n'a plus besoin d'un char pour aller d'Est en Ouest et plus personne ne se souvient de Phaéthon. Et c'est bien dommage, car certains humains refont sans cesse la même erreur. A se croire capables de maîtriser n'importe quel char, ils finissent par détruire la planète. Et pour quoi ? Pour épater les copains avec un yacht, un jet privé, un manoir avec piscine. Ça épate les copains qui n'ont jamais conduit que leur mobylette autour de leur HLM. Mais le pire, c'est que ces copains continuent à rêver d'une moto plus puissante. Le pire, c'est que leurs pères aussi trouvent cela normal et se croient obligés de payer des vêtements de marque à leurs gamins pour qu'ils n'aient pas l'air de bouffons devant les copains. Le pire, c'est que les gens ont plus peur d'être des bouffons que de se faire foudroyer par Zeus, plus peur de perdre leur pouvoir d'achat que de subir l'effondrement...

Ploutos : Dans la mythologie grecque, Ploutos est la divinité de la richesse et de l'abondance. Il est le fils de Déméter (déesse des moissons) et d'Iasion (son amant). Le poète élégiaque Théognis dit à son propos *"Ô, Ploutos, que les hommes t'honorent plus que tout : tu t'accommodes si*

aisément de la bassesse !" De ce personnage, Aristophane en a fait une comédie qui est restée célèbre et populaire, régulièrement jouée à l'époque moderne dans le théâtre antique d'Épidaure.

Ploutos, dieu de la richesse est aveugle. C'est Zeus lui-même qui en a décidé ainsi pour éviter qu'il devienne le bienfaiteur de l'humanité. Dans sa grande sagesse, Zeus, le Dieu des Dieux, avait compris que la richesse pourrait être partagée entre tous les humains, ce qui serait un manque à gagné certain pour les grands de ce monde. Mais Ploutos rencontre le citoyen Chrémyleos (un lobbyiste) qui le convainc de se faire soigner dans le sanctuaire d'Asclépios (l'inventeur de la médecine). En recouvrant la vue, Ploutos pourra ainsi voir à qui donner sa richesse et ne faire le bonheur que des honnêtes gens (les politiques, les industriels, les marchands...). Aristophane nous explique que le citoyen Chrémyleos agit ainsi sur les conseils de l'oracle de Delphes (le Jacques Attali de l'époque).

Chrémyleos et son esclave Carion démontrent à Ploutos que c'est lui seul qui règne sur le Monde avec son pognon, et qu'il n'est aveugle qu'en raison de la jalousie de Zeus. Il peut donc se libérer de Zeus et initier ainsi un Nouvel Ordre Mondial. Ploutos se fait donc soigner, guérit et découvre que curieusement, ce sont les plus riches qui viennent le solliciter. Survient alors Pénia (en français la Dèche), cette femme qui fait avancer le monde et lui parle d'égalité et de justice. Mais elle échoue à se faire entendre de Ploutos.

Ploutos sera ensuite harcelé par un sycophante ruiné, une vieille femme abandonnée par son gigolo enrichi, Hermès (président du FMI) le dieu du Commerce affamé par la pénurie de dons des fidèles, et même un prêtre de Zeus (un économiste hétérodoxe qui dénonce le système). L'histoire s'achève par une grande procession vers l'Acropole (le peuple vêtu de gilets jaunes, les écolos en vert, les gauchistes en rouge, les anarchistes en noir...).

L'actualité de la comédie d'Aristophane sur les inégalités sociales est étonnante, 24 siècles après sa première représentation à Delphes...

Porcher Thomas : (1977-) Économiste signataire de *L'appel des 138 économistes*, membre des économistes atterrés. Sympathique et confis de bonnes intentions, Porcher reste dans l'alter-capitalisme, proposant guère d'idées neuves, sinon un néo-keynésisme de bon aloi. Mais il fait pourtant

beaucoup pour amener le commun des mortels à s'interroger, à sortir du moule libéral.

Il écrit dans son *Traité d'économie hérétique* (éd. Fayard, 2018) : « *Aucun cadre n'est indépassable et ce qui apparaît aujourd'hui comme une évidence peut en moins d'une décennie sembler obsolète.* » Et un peu plus loin, il fait remarquer que *l'accord de la COP21, c'est 40 pages* et que *le traité de libre-échange avec la Corée du sud, c'est 1800 pages* ! D'où on peut conclure que l'environnement est 45 fois moins important que le commerce pour les dirigeants de la planète. Et ce sont les mêmes qui divisent l'humanité en deux camps, ceux qui font de l'économie et ceux qui font de l'idéologie !!!

A défaut de proposer des solutions innovantes, sinon celle *de ne jamais se laisser imposer les limites du possible*, il fait réfléchir et pose de bonnes questions. Bonne route !

Proudhon Pierre Joseph : (1808- 1865) Philosophe, journaliste, économiste et homme politique français, précurseur de l'anarchisme, le seul théoricien de cette époque à être issu du milieu ouvrier. Partisan du fédéralisme et du socialisme libertaire, il est l'auteur d'une soixantaine de livres. Élu député lors des législatives de 1848, il vote contre l'instauration d'une Constitution, par principe, sentant qu'elle privera le peuple de tout pouvoir. Au sein de l'assemblée, il milite pour le crédit à taux zéro, la constitution de banques populaires. Son expérience politique se terminera en prison pour *excitation à la haine et au mépris du gouvernement*.

Il dirigea plusieurs journaux qui, les uns après les autres, furent interdits de publication. Il y défendait l'abolition de la propriété privée qu'il considère comme du vol : "*Ou la propriété emportera la République, ou la République emportera la propriété.*" (discours de Proudhon à l'assemblée du 1er août 1848). Son discours a suscité un tollé général dans l'Assemblée. La motion de censure déposée contre Proudhon déclare que son intervention *est une atteinte odieuse aux principes de la morale publique et qu'elle fait appel aux plus mauvaises passions...*

On a surtout retenu de Proudhon sa défiance envers tout pouvoir étatique : *Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, censuré, commandé par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu....*

Tout n'est pas à prendre dans les théories de Proudhon sans mise en perspective avec les idées communes de l'époque. Ses prises de position sur les Femmes, les Nègres, les Juifs font frémir ou rire selon que l'on le lit en militant d'aujourd'hui ou en historien. Mais sur le plan politique, une grande part de ses analyses sont toujours d'une actualité brûlante...

R

Rabhi Pierre : (1938-) Essayiste, romancier, agriculteur, et écologiste français d'origine kabyle. Personnage très médiatisé, il est pour les uns un penseur moderne, pour d'autres un vulgarisateur habile entretenant des légendes sur sa biographie, parfois considéré comme un guru douteux. Il est vrai que ses prises de position, depuis son plus jeune âge, semblent naviguer à vue selon le public en présence.

Pierre Rabhi s'installe en Ardèche en 1960 pour y faire de la permaculture, de l'élevage caprin, puis des stages de formation. Ses fréquentations vont de Gustave Thibon, l'écrivain maurassien, à l'agronome René Dumont en passant par Thomas Sankara président du Burkina Faso. La seule chose qui soit sûre avec Pierre Rabhi, c'est qu'il a le don de s'attirer les faveurs de gens connus et médiatisés et le soutien financier de beaucoup de monde. Pour le reste, à chacun de se faire une opinion...

Reeves Hubert : (1932-) astrophysicien, écologiste et fameux vulgarisateur canadien, naturalisé français. Un homme qui a le sens de la formule : « *Nous menons une guerre contre la nature. Si nous la gagnons, nous sommes perdus !* » Depuis plus de vingt ans, Hubert Reeves est devenu le chantre de l'écologie. Son accent canadien, son visage de vieux pâtre grec, son humour et la douceur de son ton donne envie d'adhérer à ses idées.

Après avoir été accusé d'être d'un *optimisme excessif*, il écrit en 1984 *L'heure de s'enivrer* où il dresse un tableau inquiétant de la guerre froide, des arsenaux nucléaire et de la fragilité des systèmes complexes. Dès le début des années 2000, il milite pour l'environnement, la biodiversité, le climat, la paix... Si Hubert Reeves n'a pas pris position par rapport au système marchand et monétaire et encore moins sur une possible société post-monétaire, sa vision de l'écologie est la meilleur façon de comprendre qu'entre elle et l'argent, il y a incompatibilité, qu'entre ces deux options, il faudra bien choisir. Merci à lui...

Rifkin Jérémy : (1945-), USA, essayiste américain spécialiste de prospective économique, auteur de *L'âge de l'accès* (2000, La Découverte).

« Nous n'avions jamais anticipé la possibilité d'une révolution technologique tellement extrême qu'elle pourrait réduire le coût marginal, pour un ensemble important de biens et de services, à presque zéro, rendant ces biens et services virtuellement gratuits et abondants et sapant au passage les bases mêmes du capitalisme. Voyez l'industrie musicale : des centaines de millions de jeunes produisent et échangent de la musique sur Internet, à des coûts marginaux proches de zéro. [...] Quand des millions d'individus produiront leur propre énergie gratuitement et l'échangeront sur Internet, ne comptez pas gagner de l'argent en fabriquant du courant électrique : votre job, ce sera de gérer le Big Data de l'énergie pour faciliter la circulation des flux entre particuliers et entreprises. »

Bel exemple de pensée brillante, visionnaire, mais bloquée sur l'ancien modèle, celui de l'argent, de l'échange marchand. La même analyse dans l'optique de l'accès serait géniale ! Rifkin, propose une adaptation du capitalisme à la nouveauté numérique. Il a conseillé Angéla Merkel et la Commission Européenne, ce qui n'est pas bon signe !

Rifkin a été le premier à utiliser le mot d'*accès* comme central dans ses travaux. Il a vu l'accès comme la conséquence du numérique, sans pour autant en faire un moyen de sortir du système marchand. En partant de l'économie de réseaux, il en arrive à penser des systèmes de *location* donnant *accès* aux services. Et qui dit location, dit argent, valeur, propriété privée. Or, Rifkin imagine que *la propriété est remplacée par l'usage, les marchés par des réseaux* ! Une belle illustration de ce que j'ai appelé *la stratégie de la ruse, voire du syndrome de Gribouille* !

Rifkin a fait partie de ces économistes considérés comme modernes, mais il n'a encore rien vu venir de la véritable conséquence du numérique. Il a donc vu l'accès comme une '*autorisation d'entrer dans un usage* et non comme un accès direct, sans condition, sans calcul de valeur, sans échange...

La popularité de Rifkin et son entretient auprès des politiques lui a permis de douteuses expériences. En 2014, dans la région Nord de la France, la plus touchée par la désindustrialisation, Rifkin s'est offert pour des centaines de milliers d'euros un projet futuriste censé ouvrir l'ère de la *troisième révolution- industrielle*. Son projet fut annoncé à grand renfort médiatique et proposait de faire la part belle aux nouvelles technologies, en essayant de rallier le patronat à des thèses pseudo-écologiques. Le tout était habillé de neuf, (nouvelle répartition des pouvoirs, peer to peer, énergie

renouvelable à tous les étages, recyclage des déchets, etc.), et fut applaudi par les grands patrons responsables de la faillite industrielle de la région.

L'équipe de cet économiste (TIR Consulting Group, LLC) a empoché beaucoup d'argent de l'État, du Conseil régional, de la Chambre de Commerce, pour un rapport de 300 pages. Les chômeurs, dix ans plus tard, sont toujours chômeurs et les friches industrielles ne se sont pas transformées en start-ups. Un journaliste de la Région Nord eu cette formule à propos du projet Rifkin qui mérite d'être consignée pour l'Histoire : *"Les deux premières révolutions industrielles ont saccagé la Région et nous ont enfoncés dans l'enfer industriel, la troisième [celle de Rifkin] a changé de style. Cette fois ci, l'enfer est vert..."*

Rockefeller David : (1915-2017), banquier américain (Chase Manhattan Bank) d'une puissance financière colossale, grand promoteur du Nouvel Ordre Mondial, cofondateur du groupe Bilderberg et de la Commission Trilatérale. Il déclarait à la Commission Trilatérale de 1991 lors d'une conférence de presse : *«Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés.»*

En 2007, Rockefeller concluait : *« Nous arrivons vers l'émergence d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin, c'est de la crise majeure et le peuple acceptera le Nouvel Ordre Mondial »* La crise majeure est arrivée un an plus tard et lui a offert le merveilleux "laboratoire grec". Le parcours de ce banquier est également un bel exemple de l'intérêt de faire passer un plan politique, un simple projet d'avenir pour un complot mondial. Quiconque le critique est *complotiste*, quiconque propose une généalogie du nouvel ordre mondial est discrédité !

Rousseau Sandrine : (1972-) économiste, écrivaine et femme politique

française. Enseignante chercheuse en sciences économiques spécialisée dans les questions environnementales, elle milite au sein du parti EELV (Europe Écologie Les Verts) et s'est présentée aux primaires des écologistes en 2021. Elle est arrivée en deuxième position après Yannick Jadot, avec 48,97% des voix.

Très vite classée par ses opposants dans la catégorie "écologiste radicale" en raison de son engagement féministe, du recours déposé contre l'État pour inaction sur la pollution (le tribunal reconnaît la carence fautive de l'État sans toutefois le condamner), Sandrine Rousseau est certainement la plus proche de nos thèses. Pourtant, malgré sa formation d'économiste, elle proposait dans son programme des réformes logiques économiquement mais socialement contestables. Un exemple : elle propose d'augmenter fortement les prix du carburant, ce qui est une bonne chose pour le climat. Mais les plus riches sont prêts à payer leur essence beaucoup plus cher alors que les ouvriers et employés en souffriront beaucoup, quelles que soient les compensations qu'elle prévoyait pour eux... A ne pas vouloir sortir de la logique économique, les solutions deviennent vite des problèmes...

S

Sadin Éric : (1973-) écrivain et philosophe français qui pose un regard intéressant sur les mutations considérables de la fin du XX^e et ce début de XXI^e siècle. Il a produit plusieurs ouvrages intéressants dont *Surveillance globale* 2009, *L'humanité augmentée* 2013, *La vie algorithmique* 2015, *L'intelligence artificielle* 2018, *L'ère de l'individu tyran* 2020...

Son dernier ouvrage souligne la tension entre l'individu isolé qui, smartphone en main, se perçoit comme tout puissant et le système économique qui l'impuissante totalement. (voir chapitre Zeitgeist p.908)

Scholz Roswitha : (1959-) Sociologue et pédagogue allemande, elle participe à la revue *Exit* puis au groupe de la valeur-dissociation. Elle publie en 2019 *Le sexe du capitalisme* (éditions Crise & Critique) : Masculinité et féminité comme piliers du patriarcat producteur de marchandises.

C'est une critique radicale de la modernité qui lui évite de se laisser enfermer dans la croyance au progrès ou dans l'essentialisme naturalisant. En associant la valeur et le mâle, elle redonne à la catégorie du sexe sa place de problème fondamental de la structure sociale. En tentant de dépasser le féminisme des années 1970-80, les théories queer et gender, elle donne raison à la désargence qui refuse de porter des revendications et des propositions révolutionnaires sur des point particuliers. Seul le tout, est devenu révolutionnaire que l'on parle de valeur-dissociation, de patriarcat producteur de marchandise ou de société post-monnaire.

Les textes de Roswitha Scholz ne sont pas toujours d'un accès facile, elle ne prétend pas pouvoir *aller directement chez l'ouvrière lambda ou la femme des classes populaires avec sa construction théorique sous le bras*. Mais reprendre ses thèses sur des sujets et catégories bien concrètes ne manque pas d'intérêt. Nous y trouvons notre compte et la justification de notre radicalité...

Schumpeter Joseph : (1883-1950) économiste autrichien, ministre de

l'économie après la grande guerre, puis exilé aux USA où il a enseigné. Il est considéré comme l'un des tous premiers historiens de l'économie.

Schumpeter pensait que les fondements de l'économie se trouve dans les scolastiques du Moyen âge mais qu'ils ont été oubliés. Les thèses de Ricardo et Smith ont été préférées alors qu'elles nous menaient vers une impasse. Jusqu'ici, rien de neuf, c'était ce qu'expliquaient les thèses de Olivi et de Bernardin de Sienne !

On a surtout retenu de lui son concept de destruction créatrice : le progrès technique crée une phase de croissance, donc des ruptures avec l'ancien modèle, mais aussi la chute des entreprises "dépassées", le chômage de masse. Cette analyse induit que l'entrepreneur, l'innovateur (qui diffère du chef d'entreprise simple gestionnaire). En ce sens, l'innovation est autant source de croissance et facteur de crise, qu'elle est une destruction créatrice... Mais dans cette formulation souvent citée, les uns n'entendent que création et ne jurent que par la technologie, les autres n'entendent que destruction et prônent la plus grande défiance de l'innovation technologique...

Schwab Klaus : (1938-) Auteur du livre *The Great Reset*. coécrit avec l'économiste français Thierry Malleret. Schwab est le fondateur et président du Forum Économique Mondial. En 1971, il a publié *Modern Enterprise Management in Mechanical Engineering*. Il y affirme qu'une entreprise doit servir non seulement ses actionnaires mais aussi toutes les parties prenantes pour atteindre une croissance et une prospérité à long terme. C'est pour promouvoir ce concept de partie prenante, qu'il a fondé la même année le Forum Économique Mondial.

Le professeur Schwab est titulaire de doctorats en économie (Université de Fribourg) et en ingénierie (École polytechnique fédérale de Lausanne) et d'une maîtrise en administration publique de la Kennedy School of Government à l'Université de Harvard. En 1972, en plus de son rôle de leader au Forum, il devient professeur à l'Université de Genève. Il a depuis reçu de nombreuses distinctions internationales et nationales, dont 17 doctorats honorifiques. Ses derniers livres sont *La quatrième révolution industrielle* (2016), un best-seller mondial traduit dans 30 langues, *Façonner l'avenir de la quatrième révolution industrielle* (2018), et *Great Reset*

(juillet 2020)¹.

Les conspirationnistes en tous genres se sont déchaînés dès la sortie de ce dernier livre, ce qui fait dire à Thierry Malleret que cette réaction *dépasse l'entendement*, que les propositions du livre ont été *totalelement dénaturée*, que *cette folle rumeur* ne vise qu'à empêcher *de penser le monde de demain !* S'il y a une critique à faire de la *Grande réinitialisation*, c'est l'impasse faite sur les problèmes systémiques que pose le projet mondial des gens de Davos, surtout sur le plan environnemental. A vouloir sauver à tout prix le système, ils mettent l'équilibre fragile de la planète en danger.

Sur le fond, les propositions sociales, écologiques, politique qui sont présentées dans l'essai, sous des aspects presque modernes et sympathiques, laissent percer si on lit un tant soit peu entre les lignes, une idéologie mondialiste, eugéniste, aristocratique des plus déplaisantes. C'est en ce sens que l'essai de Schwab et Malleret est intéressant et mériterait une critique un peu plus "pointue" que les habituels thèses complotistes. Il montre parfaitement comment le capitalisme est capable de se faire aimer jusque dans ses aspects les plus dévastateurs...

Scott James C. : (1936-) Enseignant en science politique à l'Université de Yale (USA), auteur de *L'œil de l'État, Moderniser, uniformiser, détruire* (La découverte, 2021) : « *Soudain, des processus aussi disparates que la création de patronymes permanents, la standardisation des unités de poids et de mesure, l'établissement de cadastres et de registres de population, l'invention de la propriété libre et perpétuelle, la standardisation de la langue et du discours juridique, l'aménagement des villes et l'organisation des réseaux de transports me sont apparus comme autant de tentatives d'accroître la lisibilité et la simplification. Dans chacun de ces cas, des agents de l'État se sont attaqués à des pratiques sociales locales d'une extrême complexité, quasiment illisibles, comme les coutumes d'occupation foncière ou d'attribution de noms propres, et ils ont créé des grilles de lecture standardisées à partir desquelles les pratiques pouvaient être consignées et contrôlées centralement.* »

Son propos est clair : la conception moderne de l'État procède d'un choix politique trop ancien pour ne pas avoir été naturalisé. Un autre choix

1 Titre français : *Covid 19 : La grande réinitialisation*, coécrit avec Thierry Malleret, éd. 1.0 sur [Great Reset.pdf](#) en accès libre.

aurait été possible et l'est toujours. Il démontre parfaitement qu'une fois ces choix adoptés, un cadre contraignant est posé qui bride toute tentative de réformes. Il est donc des moments où il ne devient possible que de se satisfaire du monde tel qu'il est ou d'en changer, d'inventer un autre cadre, et que dans tous les cas, ce sont les choix de départ qui sont déterminants.

Scott est surtout connu en France pour son essai *Zomia, là où l'État n'est pas* (éd. La République des idées, 2013). Il s'agit d'une longue et passionnante analyse des sociétés sans État du Sud-est asiatique qui ont réussi à résister à l'emprise de puissants gouvernements qui les entourent.

Servigne Pablo : (1978-) Ingénieur agronome et docteur en sciences auteur et conférencier, vulgarisateur de la collapsologie en France. Il publie *L'entraide, l'autre loi de jungle*, (LLL 2017), *Une autre fin du monde est possible*, (Le Seuil, 2018). En s'inspirant de Kropotkine, il écrit : *"Toutes les expériences montrent que la solidarité, la coopération est plus développée en milieu hostile que dans une situation d'abondance et d'aisance, laquelle favorise plutôt la concurrence et l'individualisme. C'est vrai pour les animaux, les arbres, et a fortiori les humains... En situation de danger, les réflexes d'entraide se développent sans pour autant qu'il y ait une quelconque conversion personnelle, individuelle."*

"L'idée d'une Loi de la jungle qui serait le modèle universel auquel le capitalisme se réfère est une vue de l'esprit, une contrefaçon de la théorie de l'évolution selon Darwin. Dans la réalité, la solidarité est la norme naturelle alors que l'individualisme est une construction culturelle..."

"De même, les systèmes pyramidaux n'existent pas dans la nature. C'est là aussi une construction culturelle. Seuls les humains s'organisent autour de pyramides, système qui est pourtant le moins efficace, le moins productif."

Aussi sympathique qu'il soit, Pablo Servigne fait partie de ces intellectuels qui brillent en nous démontrant qu'un *autre monde* est possible mais se refuse à imaginer concrètement *ce qu'il pourrait être*, sinon pour eux-mêmes, dans le concret de leur vie personnelle. Avoir quitté la ville et les institutions scientifiques officielles pour vivre dans la montagne ardéchoise avec femme et enfants et cultiver son jardin est un bon début mais qui laisse sur le côté de la route tous ceux qui n'en ont pas les moyens...

Shirôto no ran : (*en français, La fronde des amateurs*) Mouvement japonais qui s'est constitué à l'occasion d'une loi votée pour interdire les ventes sauvages d'appareils d'occasion, de produits de récupération. Le commerce de l'occasion nuisait aux fabricants et la plupart des jeunes exerçant cette profession n'entraient pas dans le cadre administratif classique. Ils représentaient une menace pour la tradition d'obéissance à la hiérarchie et au conformisme propre à la culture japonaise. Ce *Mouvement des amateurs*, s'est peu à peu orienté vers une critique du capitalisme japonais et vers la proposition de vivre sans argent ou, dans un premier temps avec le moins d'argent possible. Démarche très proche des gratiférias françaises.

Seiyès Emmanuel Joseph : (1748-1836) Prêtre catholique français, essayiste, puis homme politique à la Révolution. Né d'une famille bourgeoise (son père est receveur des droits royaux et maître de poste), il fréquente la noblesse étant aumônier de Madame Sophie, la tante de Louis XVI et à la veille de la Révolution il est chancelier de la cathédrale de Chartres. C'est le fait d'avoir écrit un *Essai sur les privilèges* et une brochure intitulée *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* qui l'introduit dans les milieux politiques de la révolution au sein du *Parti des patriotes*. En 1790, il est président de l'assemblée et travaille à la rédaction de la Constitution. C'est là que les choses se gâtent...

Sous ses aspects de curé défroqué révolutionnaire, Seiyès est très conservateur. C'est essentiellement lui qui a permis que le peuple se nomme des représentants afin que la France ne sombre pas dans la démocratie, *ce qu'elle ne saurait être !* Depuis Seiyès on nous affirme que l'élection de représentants était la marque essentielle de la démocratie alors que Seiyès a réussi à l'imposer contre ceux qui prônaient la démocratie directe. Seiyès, le parangon de l'habileté politique, un maître dans l'art de faire passer des vessies pour des lanternes...

Simmel Georg : (1858-1918), philosophe et sociologue allemand hétérodoxe. Il est intéressant pour ses recherches résolument interdisciplinaires. Son œuvre n'est connue en France qu'à partir de la traduction de son livre *Philosophie de l'argent*, écrit en 1900 (Quadrige/PUF, 1999).

Georg Simmel dépasse tous les clivages et offre aujourd'hui le grand intérêt de poser des questions généralement omises parce que déran-

geantes : l'expérience de l'étranger, la socialisation, l'argent et ses effets sur l'individu, etc. Si l'on peut aimer ou détester les propos de Simmel, ne pas répondre aux questions qu'il pose est à coup sûr une erreur...

Simonnot Philippe & Le Lien Charles : Auteurs de *La monnaie, histoire d'une imposture* (éd.Perrin, 2012). Simonnot (1941-) est l'auteur de nombreux ouvrages d'économie. Il est spécialiste des questions pétrolières. En 1988, il est chef du service économique de la revue Politis. Ces deux auteurs, résolument libéraux voient l'essentiel de l'imposture dans "l'interventionnisme extrême" des gouvernements. Leur ouvrage mérite toutefois une lecture critique qui permet de répondre à la question "*comment peut-on être encore néolibéral ?!*"...

Sortir de l'économie : La revue *Sortir de l'économie*, créée en 2007, regroupait des marxistes hétérodoxes de la critique de la valeur (Robert Kurz, Moishe Postone, Anselme Jappe), des anthropologues anti-utilitaristes (Pierre Clastres, Marshall Sahlins), des personnalistes gascons (Jacques Ellul, Bernard Charbonneau). Elle se proposait de démontrer que l'économie n'est pas une donnée naturelle mais une construction historique, une vision du monde, une idéologie. Sortir de l'économie signifie pour eux, sortir de cette idéologie qui subordonne tout à l'échange marchand, reconquérir notre autonomie. Apparemment, la revue s'est arrêtée en 2012¹ mais on retrouve la plupart de ces intellectuels sur le site Palim Psao² et dans la Revue Jagernaut.³

Malheureusement, cette idée de sortir de l'économie marchandée en inventant un autre modèle d'échanges et de circulation des biens et services a été reprise les décroissants, les anti-capitalistes qui visent à moraliser le système marchand, non à l'abolir. Entre Serge Latouche qui veut sortir de l'économie sans toucher à l'échange marchand et Anselm Jappe qui veut éradiquer le marché, la marchandise, le salariat, etc., il y a un gouffre. Sortir de l'économie n'est pas seulement sortir du capitalisme libéral, ce n'est pas la seule séparation antique de l'économie et de la chrématistique. Ce n'est ne plus imposer une valeur comptable à tout bien ou activité, c'est passer de

1 Voir <https://sortirdeleconomie.ouvaton.org/>

2 <http://www.palim-psao.fr/>

3 <https://www.editions-crise-et-critique.fr/ouvrage/jagernaut-n2/>

l'échange à l'accès...

Spinoza : (1632-1677) Baruch Spinoza, philosophe néerlandais classé dans la catégorie des rationalistes. La distance qu'il a pris vis à vis des systèmes de pensée religieux, à commencer par le judaïsme dont il est issu, a fait de lui un précurseur de la modernité ayant influencé Nietzsche, Hégel, Deleuze, et aujourd'hui Lordon.

Spinoza pense la Nature comme "l'individu suprême", qui ne change pas, qui est régi par des lois physiques. Chaque individu se différencie par une idée qui l'habite. C'est l'animisme de Spinoza. L'essence de chaque chose est un effort (*conatus*, désir) de persévérer dans son être. Chaque chose (mode, parti) peut être affectée par les autres. Parmi ces *affections*, certaines modifient notre puissance d'agir : Spinoza parle alors d'*affect*. Si cet affect accroît notre puissance, il se manifeste comme joie, plaisir, amour, gaieté, etc. S'il la diminue, il est ressenti comme tristesse, douleur, haine, etc. Puisque toute chose s'efforce de persévérer dans son être, il n'y a pas de pulsion de mort : la mort vient toujours de l'extérieur, par définition. Tout cela aboutit à l'idée que la société est constamment assujettie à ses passions, heureuse ou triste, de vie ou de mort. La sortie des rapports sociaux du capitalisme ne fait donc pas sortir la société de la servitude passionnelle, pas plus que l'individu qui ne peut échapper à ses affects, de la violence désordonnée du désir et des efforts de puissance.

D'où la terreur de Lordon quand il parle du «...*culte du fun dans l'entreprise comme mode managérial. On nous apprend que les entreprises ont une âme, ce qui est bien la nouvelle la plus terrifiante qu'on puisse imaginer ! Le néolibéralisme est totalitaire en ce sens qu'il entend enrôler jusqu'à l'âme. Ajouter à cela le syndrome de Stockholm qui conduit l'otage à aimer son geôlier.*»

Stirling Robert: (1790-1878) Pasteur, mécanicien et métallurgiste écossais, inventeur du moteur à combustion externe portant son nom en 1816. Une légende dit que Robert Stirling inventa son moteur affolé par l'explosion des machines à vapeur dans l'agriculture qui décimaient ses paroisiens...

Le moteur Stirling est économique, propre, silencieux et polyvalent. Il a tout pour plaire et pourtant, il n'a jamais été encouragé par les pouvoirs

publics. Considéré comme un gadget pour amateurs de Concours Lépine, il a été pourtant utilisé par des équipes scientifiques travaillant en milieux extrêmes (désert australien, arctique...), et sur les satellites, des sondes spatiales ! Il continue à être considéré comme une curiosité pour amateurs et il est en vente sur Amazon, pour des prix compris entre 25 et 290€ !

Beaucoup de scientifiques reconnaissent que ce type de moteur a un rendement "*scandaleusement élevé*" et qu'il offre des solutions à la transition écologique dans nombre de domaines. Le moteur stirling est capable de transformer n'importe quelle source de chaleur en travail mécanique, et donc en électricité. C'est un sérieux concurrent du pétrole, du gaz, du nucléaire, de l'éolien et c'est sans doute ce qui explique qu'il ait été boudé si longtemps.

Des passionnés du moteur stirling ont adapté cette technologie à des sous-marins, des voitures, des ordinateurs..., mais rien n'y fait Robert Stirling reste un bricoleur indigne de l'industrie. Il semble bien que si demain nous entrons dans l'ère post-monnaire, le flou serait vite levé et nous saurions très vite les avantages et les limites du système... En France, une seule entreprise s'est intéressée au moteur stirling (Société EOSgen-Technologie) et propose des solutions innovantes pour économiser l'énergie, aussi bien pour l'équipement de la maison que pour le fonctionnement des usines. Mais ses appareils sont chers à l'achat faute d'être produits en quantité, ne sont pas produits en quantité faute de clients prêts à payer cher un produit contesté. Le serpent monétaire se mord la queue !...

En Espagne, sur la Plataforma Solar de Almeria (PSA), un moteur stirling a été installé au foyer d'un miroir parabolique. Cela pourrait être une nouvelle méthode de production électrique non polluante et économique, et qui en plus pourrait s'adapter aux installations individuelles et collectives, donc avoir une production centralisée ou décentralisée selon les besoins. La PSA est le plus grand centre de recherche, de développement et de test en Europe concernant le solaire. Comment se fait-il que si peu d'écologistes à ma connaissance en fasse état ?...

Sumer : Région antique située au sud de la Mésopotamie (actuel Irak) entre le Tigre et l'Euphrate. Il s'y est développé une importante civilisation de la fin du IV^e millénaire au III^e millénaire avant notre ère. Les Sumériens sont à l'origine de quantité de découvertes essentielles et leur influence sur

notre propre civilisation actuelle sont encore sensibles.

15 000 ans av. J.-C., la découverte de l'épeautre sauvage fixe les populations, ne serait-ce que pour conserver et préserver les réserves de grains. Cela induit l'invention des outils agricoles, de l'irrigation, de l'écriture, de la sélection des semences, de l'architecture, du transport fluvial, etc.

Certaines villes atteignent alors plus de 30 000 habitants, et y germe l'idée de dominer et contrôler la nature : invention du contrat commercial, de textes de lois, d'un code de justice (code Hammourabi composé de 282 articles), l'importation du bois, des pierres et métaux précieux, des coquillages, invention des mythes, des fonctionnaires, de l'impôt...

La civilisation du héros Gilgamesh s'éteint après six siècles de règne incontesté. Déclin sous forme d'une sclérose : il y a eu de moins en moins de libertés d'expression possibles. La découverte du fer, rare en Mésopotamie mais riche ailleurs, va comparativement donner plus d'importance aux régions productrices (comme le pétrole pour les Émirats Arabes au XX^e siècle). La productivité du blé baisse de 40% en raison d'un problème écologique : le réchauffement climatique, la déforestation, l'irrigation intensive font remonter le sel à la surface et rend les terres stériles.

On peut parler de déclin de cette civilisation mais il est plus exact de parler d'accomplissement poussé jusqu'à la nécessité d'inventer un autre système. La culture, la technologie sumérienne n'a pas disparu, elle ne s'est pas affaiblie. Elle a été transmise aux Grecs, aux Latins, aux Hébreux et s'est continuée en eux. Mais affaibli par la concurrence économique des villes du Nord, Sumer dominatrice a été colonisée et supplantée par les Assyriens.

Swartz Aaron : (1986-2013) Génie du Net, Aaron Swartz, ce programmeur, est l'inventeur à 15 ans du CC (créative common) et du lien hypertexte dont on se sert tous quotidiennement. Opposé à la culture start-up, il abandonne toutes ses trouvailles au plus grand nombre. Son idole, c'est Tim-Bernest-Lee qui a inventé le Web (une montagne de fric à l'époque) et l'a offert à la planète.

Aaron a voulu offrir à tous l'accès au domaine public, ce qui a déçu à beaucoup de gens. Il craque le site payant de la justice américaine, le site PACER, qui rapporte 120 millions de dollars par an. Il récupère 20 millions de pages de codes de justice, de jurisprudence... A partir de là, la CIA

s'intéresse à Aaron et le met sous surveillance. Aaron reprend le même combat avec les publications scientifiques soumises à des droits d'accès insensés (au seul profit des éditeurs). Il découvre que le MIT a un accès privilégié et le pirate. Il est arrêté. On utilise le Patriot Act pour dramatiser l'affaire.

Sur son blog Aaron a publié un *Manifeste pour la guérilla de l'accès libre* : "*l'information, c'est le pouvoir et certains veulent le garder pour eux...*" Lors de son procès, il encoure 30 ans de prison et un million en dollar US d'amende. Justor, l'éditeur piraté abandonne la plainte et paye la caution de mise en liberté d'Aaron. Mais le gouvernement américain poursuit et maintient la condamnation, pour l'exemple.¹ Quand Aaron se suicide en prison, les médias écrivent : "*Il était l'enfant d'internet, le vieux monde l'a tué !*" C'était avant qu'il aurait fallu se mobiliser pour soutenir sa *guérilla* contre la CIA...

1 Voir vidéo sur <https://youtu.be/7ZBe1VFy0gc>

T

Tainter A. Joseph : (1949-) Anthropologue américain, auteur de *L'effondrement des sociétés complexes* (1988). Le propre de l'histoire humaine a été la création de mécanismes sociaux et technologiques de plus en plus complexes permettant de s'approprier l'énergie disponible dans l'environnement. L'augmentation de l'apport énergétique permet l'expansion de la communauté humaine. La population augmente en nombre, la vie sociale s'intensifie et se diversifie, la culture se développe.

Dans une étape suivante, la quantité d'énergie disponible ne suffit plus à satisfaire les besoins d'une population de plus en plus nombreuse, à défendre l'État contre les envahisseurs ni à entretenir les infrastructures. Le déclin se manifeste à travers la réduction des surplus alimentaires, la diminution de la consommation d'énergie par habitant, la déréliction des infrastructures de base telles que les systèmes d'irrigation et les routes, une méfiance croissante à l'égard de l'État, une anarchie grandissante, le dépeuplement des zones urbaines et les incursions de plus en plus fréquentes de bandes de pillards.

Selon Tainter, une civilisation pleinement développée est au bord de l'effondrement lorsqu'elle atteint un seuil au-delà duquel le simple maintien en l'état de ses structures requiert une dépense d'énergie croissante, tandis que la quantité d'énergie qu'elle est en mesure d'assurer à chaque habitant ne cesse de diminuer. La société civilisée s'effondre alors brutalement lorsque cesse soudainement l'afflux d'énergie. On peut saluer la clairvoyance de ce penseur....

Todd Emmanuel : (1951-) Historien, démographe et essayiste français. Todd fait clairement partie de l'élite favorisée du système et s'il réclame, cette appartenance, cela ne l'empêche pas d'être très critique vis à vis de cette élite devenue très largement hors-sol ! « *Le réel n'est pas "ce qu'il nous arrive d'en penser" mais ce qui demeure irréductible à "ce que nous pouvons en penser" [...]* » "*l'idéologie de la globalisation", reposant sur*

une hypothèse de l'homogénéité est impossible à réaliser et menace de nous conduire à des conflits de puissance aggravés par des affrontements de valeurs.»

Encore un intellectuel clairvoyant que personne n'écoute réellement. Le risque d'effondrement global de nos sociétés a pour cause essentielle la surdité chronique et massive des élites et, par contagion, de l'humanité...

Tordjman Hélène :  conomiste, maître de conférence à Paris XIII. Son dernier ouvrage, *La Croissance Verte contre la nature*,  d. La Découverte, 2021, a fait l'effet d'un coup de pied dans la fourmilière. Elle y décortique les stratégies du capitalisme qui récupère les crises climatiques et environnementales en utilisant le concept de croissance verte pour en faire un nouveau marché et générer des nouveaux profits.

Tout changement, selon cette économiste, passe par une révolution complète et une sortie du capitalisme. Ce qui implique donc une dernière question : comment développer une autre économie, respectueuse du vivant et qui ne fait pas de l'environnement une marchandise ? La réponse semble être dans la question : pour que l'environnement ne soit pas une marchandise, il faut que plus rien ne soit marchandise. Hélène Tordjman ne le dit pas, mais toute sa démonstration rend la réponse évidente. Non seulement elle va s'opposer à tous les économistes orthodoxes qui ont fait du marché un dogme indiscutable, mais aussi les économistes hétérodoxes qui n'imaginent pas possible une société organisée sans échanges marchands. En partant de ses recherches sur la permaculture, elle en vient à poser des limites d'organisations qui ne peuvent dépasser un niveau situé entre le département et la région actuels, au-delà de laquelle la société perdrait tout contrôle et toute cohérence.

C'est donc un début de projection d'une société non marchande, fédéraliste et non centralisée. Pour ceux qui ne peuvent avoir accès à l'intégralité de son livre, il est bon de visionner certains interviews mis en ligne¹.

Turchin Peter : (1957-) Ce mathématicien de l'université du Connecticut, fils d'un dissident russe exilé aux USA, a été l'un des premier à nous

1 Voir <https://youtu.be/RyWTBD6uWos>

annoncer un effondrement social qu'il prévoyait dans les années 2020 ! Il a été l'un des premiers à démontrer que toute civilisation "*vit tant qu'elle résiste à ce qui veut sa mort*" et que la nôtre ne fait pas exception. "*Notre civilisation a deux mille ans, c'est honorable pour un trépas.*"

Turchin a inventé la "*cliodynamique*", néologisme à partir de *Clio*, la muse de l'histoire, et de *dynamique*, l'étude des raisons pour lesquelles les choses changent avec le temps. Il est l'auteur de plus de 200 articles scientifiques et d'une dizaine de livres. En 2010 il publie une recherche combinant quarante indicateurs sociaux prédisant des troubles sociaux à venir et développe le concept de *surproduction d'élites*. La réalité lui donne de plus en plus raison...

Turgot Anne Robert Jacques : (1727-1781) homme politique et économiste français, contrôleur général des finances du roi Louis XVI. L'un des travaux les plus connus de Turgot est, *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, un mélange de justice sociale et de libéralisme économique. En pratique, si les réformes de Turgot ont indéniablement réduit le déficit et amélioré le crédit national, sa réforme sur les grains, en pleine crise de production due à des mauvaises récoltes répétées, a créé ce que l'on a appelé "la guerre des farines" et accéléré le processus révolutionnaire de 1789. Sa lutte contre les privilèges lui a attiré les foudres de la noblesse et des marchands, sa rigueur budgétaire et son autoritarisme lui a attiré les foudres du peuple.

Turgot, plus grand économiste de son temps, précurseur de la Révolution française ou technocrate psycho-rigide... ? Le débat n'est pas encore clos !

Turing Alan : (1912-1954) Mathématicien britannique et cryptologue, auteur de travaux qui fondent scientifiquement l'informatique. Il s'est fait connaître lors de la seconde guerre mondiale en décryptant le système Enigma qui servait à la communication des Allemands. Après la guerre, il met au point les tous premiers ordinateurs.

Sa brillante carrière a été entravée par des poursuites en justice pour homosexualité. Pour éviter la prison, il accepte un traitement chimique par œstrogènes en 1952. Ses travaux dénigrés, sa vie privée étalée sur la place publique, le traitement médical l'ayant sérieusement diminué, il se suicide

par absorption de cyanure en 1954. C'est alors qu'il est reconnu comme héros de guerre et gracié à titre posthume par Élisabeth II. Bel exemple d'hypocrisie de cette époque britannique !

Ce génie, reconnu dès son adolescence par ses professeurs, a été utilisé à des fins militaires, exploité par les services secrets durant la guerre, rejeté officiellement pour son orientation sexuelle, officieusement pour sa rigueur scientifique... Même son suicide reste suspect. Il aurait mangé une pomme qu'il aurait lui-même empoisonné au cyanure. Mais la pomme n'a jamais été analysée. En outre, il laissait par écrits des projets de recherche qui ne faisaient pas l'unanimité. La question n'a pas été résolue et divise encore les proches de Turing.

Turner Colin-R : (1968-) Né à Dublin, Turner passe ses premières années à faire de la musique dans divers groupes. Il en vient à remettre en question l'idée de "gagner sa vie" et part faire le tour du monde sans le moindre argent.. En 2011, il rédige la charte "*Turner Free World Charter*", sorte de pétition composée de dix propositions pour optimiser la vie sur terre de toutes les espèces, dont celle de *garantir le libre accès de tous aux besoins essentiels de la vie*. C'est ce qu'il appelle *le chemin vers l'économie ouverte*, titre qu'il donne à son livre paru en 2017 (édition numérique Krisztina Paterson).

Dans son ouvrage, il présente sa vision d'un monde sans argent, un monde d'abondance, de paix et d'accomplissement, réalisable dès maintenant, une sorte de guide pratique d'une économie ouverte. "*Au lieu de façonner l'économie tout ce que le gouvernement fait réellement n'est que de « faire le ménage » du mieux qu'il peut alors que les fruits d'une économie plus grande attendent à sa porte.*" Sa démonstration est sans doute un peu naïve et oublie que nous sommes dans un rapport de force particulièrement défavorable. Il manque donc d'une stratégie qui permettrait de renverser ce rapport de force et de convaincre le plus grand nombre.

Sa certitude qu'une société post-monnaire ne peut qu'advenir s'appuie sur le sentiment que tous nos actes et pensées s'origine dans la nécessité de survivre (voir chapitre sur le survisme) et que l'économie actuelle annonce plus un effondrement qu'un progrès. Turner fait partie des rares personnalités connues à avoir imaginé un autre possible : *«Imaginez pendant un instant que nous n'ayons plus besoin d'un quelconque type d'économie commerciale. Pas de marché, pas de monnaie, pas de travail ni de salaire, pas de*

facture ni de taxe. Cela devient rapidement difficile de voir quel pouvoir ou but un gouvernement pourrait avoir dans un tel système.» Il ne lui reste plus qu'à entrer dans les détails et à passer de l'hypothèse (imaginez...) au projet (faisons tout pour que cela advienne). Il manque si peu pour que Turner devienne un acteur actif d'une société sans argent...

U

Utopia : Le mouvement Utopia est une coopérative d'éducation populaire créé en 2000 centrée sur le *buen vivir* et l'imagination d'un monde de demain¹. En 2003, le mouvement est un courant au sein du Parti Socialiste et en 2005, des militants des Verts se joignent à eux. En 2009, le mouvement s'autonomise et prend le nom actuel. Il crée sa propre maison d'édition et multiplie les conférences, publie un manifeste. Slogan : *"Des rêves suffisamment grands pour ne pas les perdre de vue..."*

Parmi les cadres d'Utopia, on trouve des personnalité comme Patrick Viveret ou Edgard Morin, ce qui laisse présager des intentions louables, des idées généreuses mais rien de vraiment révolutionnaire...

1 [mouvement utopia | Coopérative citoyenne d'éducation populaire](#)

V

Vaneigem Raoul: (1934-) Philosophe situationniste belge. Il est l'auteur en 1974 d'un mode d'emploi de la révolution : *De la grève sauvage à l'autogestion généralisée*. Il prône une société fondée sur la créativité, la jouissance et la gratuité et non sur le profit, le pouvoir et l'aliénation du travail.

« L'idéologie humaniste nous a fait croire que nous étions humains alors que nous restions, pour une bonne part, réduits à l'état de bêtes dont l'instinct prédateur s'assouvissait dans la volonté de pouvoir et d'appropriation. Notre "vallée de larmes" était considérée comme le meilleur des mondes possibles. Or, a-t-on inventé un mode d'existence plus fantasmagorique et plus absurde que la toute-puissante cruauté des dieux, la caste des prêtres et des princes régnant sur les peuples asservis, l'obligation de travailler censée garantir la joie et accréditant le paradis stalinien, le Troisième Reich millénariste, la Révolution culturelle maoïste, la Société de bien-être (le Welfare state), le totalitarisme de l'argent hors duquel il n'y a ni salut individuel ni salut social, l'idée enfin que la survie est tout et que la vie n'est rien ? À cette utopie-là, qui passe pour la réalité, s'oppose la seule réalité qui vaille : ce que nous essayons de vivre en assurant notre bonheur et celui de tous. Désormais, nous ne sommes plus dans l'utopie, nous sommes au cœur d'une mutation, d'un changement de civilisation qui s'esquisse sous nos yeux et que beaucoup, aveuglés par l'obscurantisme dominant, sont incapables de discerner. Car la quête du profit fait des hommes des brutes prédatrices, insensibles et stupides... » (...) « Rien ne me paraît plus important aujourd'hui que la mise en œuvre de collectivités autogérées, capables de se développer lorsque l'effondrement monétaire fera disparaître l'argent et, avec lui, un mode de pensée implanté dans les mœurs depuis des millénaires. »

Tout est dit, Vaneigem est clairement et résolument de notre côté, celui d'une désargence, d'une sortie de l'échange marchand. Déjà en 1967, quand il publiait son *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations* annonçait un total renversement de perspective. Les jeunes de son temps ne l'ont guère entendu, ceux du premier quart du XXI^e siècle ne le lisent plus,

ce qui est regrettable, mais le vivent, ce qui est encourageant...

Vargas Fred : (1957-) Archéologue et écrivaine de romans policiers, engagée dans les luttes écologiques, Fred Vargas a produit en 2008 un texte intéressant. "*Nous y sommes !*" :

"Nous y sommes..., dans le mur, au bord du gouffre, comme seul l'homme sait le faire avec brio, qui ne perçoit la réalité que lorsqu'elle lui fait mal. Nous avons chanté, dansé. Quand je dis « nous », entendons un quart de l'humanité tandis que le reste était à la peine. Nous avons jeté nos pesticides dans l'eau, nos fumées dans l'air, nous avons conduit trois voitures, nous avons vidé les mines, nous avons mangé des fraises du bout monde, nous avons voyagé en tous sens, nous avons éclairé les nuits, nous avons chaussé des tennis qui clignotent quand on marche, nous avons grossi, nous avons mouillé le désert, acidifié la pluie, créé des clones, franchement on peut dire qu'on s'est bien amusé. "On a réussi des trucs carrément épatants, très difficiles, comme faire fondre la banquise, glisser des bestioles génétiquement modifiées sous la terre, déplacer le Gulf Stream, détruire un tiers des espèces vivantes, faire péter l'atome, enfoncer des déchets radioactifs dans le sol, ni vu ni connu. Franchement on s'est marré. Nous y sommes..., à la Troisième Révolution. La Troisième Révolution, elle a déjà commencé, elle ne nous a pas demandé notre avis. La mère Nature, épuisée, souillée, exsangue, nous ferme les robinets de pétrole, de gaz, d'uranium, d'air, d'eau. Son ultimatum est clair : sauvez-moi ou crevez avec moi !..."

Une extinction de l'espèce humaine n'est pas certaine. Il est plus probable qu'une poignée d'individus survivent. Après tout, il y a 50 000 ans environ, la population mondiale ne devait pas dépasser 1,5 millions d'individus. Il y aura toujours des ressources naturelles suffisantes pour ce petit groupe, l'énergie pour rebâtir une société, surtout avec les savoirs technologiques qui n'ont aucune raison de disparaître. Certes cette perspective n'est pas réjouissante mais ce n'est pas la fin de l'espèce et la nature devra nous supporter quelques siècles de plus. Il est alors à espérer que la leçon sera comprise et que l'homme changera son fusil d'épaule...

Vikas Giorgos : Cardiologue dans un hôpital d'Athènes, Giorgos Vichas a créé en 2011, dès le début de la crise économique, le Dispensaire social

métropolitain d'Ellinikon, dans la banlieue Est d'Athènes. Ce dispensaire social est une initiative de médecins bénévoles visant à assurer des soins à des patients sans sécurité sociale, sans emploi et sans ressource. Après les mémoranda de l'Union Européenne, les personnes sans sécurité sociale) ont été exclues du système de santé et se sont trouvées dans l'impossibilité de recourir à un médecin : c'est dans ce cadre que le dispensaire a été créé.

Il faut savoir qu'au-delà d'une année de chômage, on n'est plus assuré en Grèce. Par ailleurs, pour les assurés, la part à la charge des patients pour la plupart des pathologies est passée de 10 à 25 voire 30 % des traitements. Les dispensaires sociaux grecs estiment qu'aujourd'hui, de 35 à 40 % de la population n'a plus les moyens financiers d'accéder aux soins.

Le dispensaire est organisé sur trois principes fondateurs. Le premier est que le travail y est totalement bénévole et que personne ne peut recevoir d'argent dans le cadre de cette activité. Le second est que le Dispensaire fait appel à des dons de médicaments et refuse tout argent. Le troisième est le refus de tout sponsoring de la part d'un quelconque donateur. Vichas a été intransigeant au sujet de l'argent. Un jour, un touriste découvrant le dispensaire et constatant que la demande de couches pour bébé dépassait largement les stocks disponibles a voulu faire un chèque pour l'achat de ces couches. Vichas refusa fermement et finit devant l'incompréhension du touriste par l'envoyer dans un supermarché en compagnie d'un bénévole pour qu'il en fasse l'achat et remplisse la fourgonnette du dispensaire, sans que le moindre euro ne circule dans son établissement.

Giorgos Vichas n'a pas spécialement imaginé une société sans argent, mais il l'a concrètement mis en œuvre faisant avec sa petite équipe de bénévoles mieux que l'hôpital public et sans budget ni subventions ! Il est la preuve vivante qu'une société post-monnaire ne sera pas forcément le chaos. Un ami décroissant à qui j-e racontais l'histoire, me déclara ironiquement que pour gérer des couches culottes et des cachets d'aspirine le système Vichas était certainement parfait mais que pour une opération à cœur ouvert ou un accouchement difficile son bénévolat serait bien impuissant.

Sa remarque tombait un peu à plat car, la semaine précédente, Giorgos s'était trouvé en présence de deux femmes sur le point d'accoucher. Les hôpitaux publics avaient reçu l'interdiction formelle d'accueillir des non assurés et la maternité Alexandra s'était illustrée en refusant de rendre un enfant à sa mère dans l'attente de son règlement, une autre fois en menaçant de prison une réfugiée politique afghane qui n'avait pas les 1200€ qu'on lui

réclamait. Il a donc choisi cette maternité pour y faire entrer de force les deux femmes et obliger le personnel à s'en occuper. Ses coups de force sont bien rodés, il a déjà réalisé plusieurs opérations de cardiologie sans le moindre centime ! Désolé, ami décroissant, Giorgos n'a vraiment pas besoin de sous !

Viderman Serge : (1916-1991) psychanalyste français né en Roumanie. Son livre *De l'argent en psychanalyse et au-delà* (PUF, 1993) ouvre des perspectives intéressantes et peu communes sur l'argent. Si le rapport entre l'argent et l'affectivité, le désir sexuel, le stade anal, etc. a produit quantité de textes, il est accepté sans guère d'analyse en tant que médiateur de l'échange. Pour Freud, supprimer l'argent serait rendre tout échange social, commercial, relationnel, amoureux ingérable. Il est donc normal que le client paye le psychanalyste et que les séances soient très coûteuses. Peu de psychanalystes ont osé s'opposer à ce dogme. Serge Viderman l'a fait et cela mérite d'être signalé.

Viveret Patrick : (1948-) philosophe et essayiste altermondialiste français. Sous le gouvernement Jospin (1989) il est chargé par Rocard d'une mission sur l'évaluation des politiques publiques. Il tente alors d'accroître les possibilités d'intervention de la société civile dans les débats, mais se heurte à la résistance des hauts fonctionnaires.

Viveret est à l'origine de la monnaie complémentaire *Sol* dans plusieurs départements français. Il participe également à nombre de manifestations, rassemblements et colloques sur le mondialisme, la décroissance, l'écologie.

Viveret fait partie des gens attirant toutes nos sympathies mais incapable de dépasser les tentatives de réformes du système au lieu de s'en échapper. Dommage...

W

Weil Simone : (1909-1943) Philosophe humaniste, née à Paris et morte à Ashford (Angleterre). C'est l'une des rares philosophes à avoir partagé la condition ouvrière. Successivement militante syndicale, proche ou sympathisante des groupes révolutionnaires trotskystes et anarchistes et des formations d'extrême-gauche, mais sans toutefois adhérer à aucun parti politique, écrivant notamment dans les revues *La Révolution prolétarienne* et *La Critique sociale*, puis engagée dans la Résistance au sein des milieux gaullistes de Londres, Simone Weil prend ouvertement position à plusieurs reprises dans ses écrits contre le nazisme, et n'a cessé de vivre dans une quête de la justice et de la charité. S'intéressant à la question du sens du travail et de la dignité des travailleurs, elle postule un régime politique qui "ne serait ni capitaliste ni socialiste".

Elle restée célèbre pour son pamphlet contre le système des partis politiques, un des chapitres de ses "*Écrits de Londres*"¹ Si les partis politiques cessaient de compter leurs membres, leurs électeurs, l'occurrence de leurs thèses dans les médias et le montant des cotisations perçues et des subventions d'État, il est probable que le rapport à la vérité et à la liberté de penser s'en trouverait radicalement modifié. La dictature de la majorité apparaîtrait enfin odieuse, et la démocratie enfin réinventée, donnerait la parole aux minorités en tant que détentrices de parts de vérités. Mais ne rêvons pas, la fin de la logique des partis ne se fera vraisemblablement que parallèlement à la fin de l'argent...

Wilson Edward Osborne : (1929-) Biologiste américain de notoriété mondiale, fondateur de la sociobiologie. C'est lui qui a consacré le terme de *biodiversité* et l'a fait passer dans le langage courant. Ses travaux sur les fourmis font toujours autorité, surtout pour sa découverte des phéromones chez les fourmis qui jouent un rôle essentiel dans la communication au sein

1 [Texte PDF sur Simone Weil - Note sur la suppression générale des partis politiques - 1940 \(kerloar.com\)](http://kerloar.com)

de la fourmilière.

Son livre *Le sens de la vie*,¹ il explique que la biosphère est fragile, délicate, que les activités de l'homme sont agressives, que sans un changement radical, l'humanité se dirige vers une extinction de masse.

1 *Le sens de la vie*, éd. Triades, 2006. Voir aussi une vidéo sous-titrée en français <https://www.youtube.com/watch?v=bsgXYfLQjU>

X

Xerxès : Ce grand roi de Perse a régné sur un immense empire (de 485 à 465 av.J.-C.), allant de l'Indus à la mer Égée. Pour lancer son immense armée contre la Grèce, il fit jeter un pont de bateaux attachés les uns aux autres sur l'Hellespont (le détroit des Dardanelles). Une tempête détruisit le pont et Xerxès ordonna que la mer soit fouettée, puis marquée au fer rouge. L'historien grec Hérodote raconte que le roi furieux s'écria : *"Onde amer, c'est ton maître qui t'inflige cette peine, parce que tu l'as injustement offensé. Le roi Xerxès te franchira, que tu le veuilles ou non. Tu n'es qu'un fleuve trouble et saumâtre..."* Quant aux hommes qui avaient construit le pont, ils furent décapités par le roi.

C'est un peu ce que font aujourd'hui nos gouvernants qui s'acharnent à lancer des Grands Projets Inutiles et Imposés et détruisent la nature. Quand la nature reprend ses droits dans un épisode de tempête, d'inondation, de tornade, les gouvernants ne sont jamais responsables. Certes, ils ne font plus fouetter mère nature, ce sont des hommes rationnels. Mais ils réfutent vigoureusement les conséquences de leurs rêves de puissance, de leur besoin pathologique de dominer les éléments. Ce sont les lampistes qui en payent les frais. On ne décapite plus les ouvriers du BTP, mais on leur fait payer en impôt le coût des dégâts écologiques causés par les Rois. Le peuple est culpabilisé quand il oublie de fermer un robinet, qu'ils roulent en diesel et utilisent des cotons-tiges !... Xerxès voulait conquérir la Grèce car un Empire n'est jamais assez grand, Macron envoie ses troupes au Niger pour garantir son approvisionnement en uranium. Rien de neuf sous le soleil, sinon qu'il fait de plus en plus chaud à cause de tous les Xerxès du moment.

En somme, entre Xerxès et Macron, Merkel, Biden, Xi Jinping et consorts, 26 siècles les séparent mais leurs cerveaux n'ont guère évolué. Seule une révolution copernicienne, par exemple une désargence de la planète, peut empêcher nos Xerxès de construire un pont sur les Dardanelles, de nier que cela perturbe les biotopes, d'accuser le peuple de leurs erreurs, et de fouetter la mer...

Z

Zask Joëlle :(1960-) Philosophe française spécialiste du pragmatisme et de la démocratie participative, maître de conférence à l'Université d'Aix-Marseille. Elle a consacré sa thèse à John Dewey, philosophe américain : *Introduction à John Dewey*, (La Découverte, 2015).

Sa réflexion sur la démocratie exercée par la base, citadine et rurale, ne manque ni de bon sens ni de pragmatisme. Pour imaginer ce qu'il adviendrait de la démocratie après une abolition de la monnaie, ses réflexions nous ont été plus qu'utiles...

Zola Émile: (1840-1902) *L'argent*¹. En 1891 , Zola se livre à l'étude des mécanismes spéculatifs : bilans falsifiés, connivences politiques, fièvre spéculative, manipulations médiatiques, rumeurs, scandales, coups de bourse et coups de Jarnac, lutte à mort entre les loups cerviers de la finance qui déjà rôdaient chez Balzac.

Dans son style *naturaliste* Zola démontre que l'argent, quelque soient les circonstances et les usagers, amène à l'obsession et à une folie, quand ce n'est pas à la déchéance. Il n'y a que deux aboutissements logiques à l'argent, l'enrichissement scandaleusement rapide ou la chute vertigineuse. L'entre deux n'est qu'un état transitoire...

Les faits historiques qui ont inspiré Zola sont liés à la faillite de la banque l'Union Générale en 1882. Sa conclusion est sans appel: «*Cet argent pourrisseur, empoisonneur, qui desséchait les âmes, en chassant la bonté, la tendresse, l'amour des autres est destructeur du lien social.*»

1 Le texte en PDF est disponible sur <https://beq.ebooksgratuits.com/vents/zola-18.pdf>

Épilogue.

En conclusion, je reproduis ici l'essentiel d'un discours prononcé par Aurélien Barrau lors du *Climax festival* de septembre 2018 à Bordeaux¹ :

"Dérèglement climatique, surexploitation des ressources, pollution de l'eau, de l'air, du sol, atrophie des espaces de vie des animaux, c'est le tableau bien connu et reconnu. Nous léguons à nos enfants un monde qui sera en guerre pour la survie d'ici quelques décennies. Il est trop tard pour que rien ne se soit passé. Il est trop tard pour éviter des conséquences dramatiques. Il n'est pas encore trop tard pour éviter que ce soit encore pire. L'enjeu est d'inventer un devenir radicalement autre. C'est un enjeu immense mais nous serions coupables de ne pas le tenter.

"On ne peut pas continuer à faire comme si la pensée écologiste était l'apanage de quelques doux dingues, et comme si le dogme d'une croissance immodérée était l'apanage des gens sérieux. Il faut des mesures politiques concrètes, coercitives, impopulaires s'opposant à nos libertés individuelles. L'appel à la responsabilité est nécessaire mais insuffisante. Nous sommes incapables de nous raisonner à l'échelle individuelle et nous avons besoin d'être raisonnés à l'échelle collective.

"Il faut harceler le pouvoir politique pour que l'écologie soit une priorité. Plus aucun pouvoir politique qui ne serait pas dans cette optique n'est plus crédible. Un pouvoir politique qui ne centre plus son programme sur la sauvegarde de l'humanité est ubuesque et nous n'en voulons plus. Il est de la responsabilité des politiques s'opposer aux lobbies, de nous sauver de cette situation...."

Nous remercions Aurélien Barrau d'être aussi concis et de résumer la situation avec autant de clarté. En revanche, il nous semble fou de compter sur les pouvoirs politiques pour résoudre le problème qu'ils ont eux-mêmes provoqué. C'est sans doute les moins bien placés pour cela. Il en sera de même avec les médias qui ont été depuis des années le si puissant

¹ Texte intégral sur <https://youtu.be/H4wjc4FHpNY>

moyen de propagande au service des États et des lobbies. Nous n'avons connaissance d'aucune fin de civilisation dont les élites ait été à la hauteur de l'enjeu.

Politiques, médias et financiers devront être contraints par les peuples et ce sont eux qui devront être en premier privés de liberté pour le salut de tous. L'erreur d'Aurélien Barrau et des intellectuels qui le suivent, c'est de faire reposer l'essentiel de la responsabilité sur les personnes au lieu de mettre en cause le système global de l'argent et de la valeur, de la marchandise et du travail, de l'État et du marché. La puissance oratoire de Barrau alliée à l'intuition des militants pour une civilisation de l'accès ferait merveille....

Ce dictionnaire, mis en ligne gratuitement et sans copyright, a vocation à être commenté, complété, corrigé par tout lecteur qui en a le temps et le désir. Il est fait pour servir de base de réflexion selon le modèle des "logiciels agiles". Il suffira pour ce faire d'adresser un mail à l'auteur :

jef.aptg@gmail.com

Les textes seront ainsi remis à jour périodiquement pour devenir une œuvre collective. La rédaction d'un texte de plus de 1 000 pages est un gros travail qui ne peut se perfectionner qu'avec la participation du plus grand nombre. Nous demandons simplement aux participants d'éviter les commentaires agressifs, injurieux ou inutilement procéduriers. Selon la volonté des commentateurs, le texte original pourra être corrigé, ou augmenté d'un texte signé ou anonyme. Tout mail reçu sera suivi d'explications sur ce qui en sera fait.

D'avance merci à tous ceux qui collaboreront à cette entreprise.

Introduction 1

Table des noms communs. 5

A

Abolitionnisme 5 ; Abondance 6 ; Accès 7 ; Accessibilité 10 ; Accumulation 11 ; Actifs fossiles 12 ; Actionariat 14 ; Adaptation 15 ; Adolescence 16 ; Agents économiques 17 ; Agriculture 18 ; Algèbre 19 ; Algorithmes 20 ; Aliénation 22 ; Alimentation 23 ; Altercapitalisme 25 ; Alternatives 26 ; Alternatives économiques 28 ; Alzheimer 30 ; Analphabétisme 31 ; Anarchie 32 ; Anneau de Moebius 33 ; Anticapitalisme 34 ; Anthropomorphisme 35 ; Argent 36 ; Argent de poche 38 ; Argent-dette 39 ; Argent-drogue 40 ; Argent-outil 43 ; Argent-pivot 45 ; Argent public 47 ; Armée 48 ; Arnaque 50 ; Arrêt sur image 51 ; Assistanat 51 ; Assurance 53 ; Atomisation sociale 54 ; Austérité 56 ; Autogestion 56 ; Automatisation 59 ; Autonomie 60 ; Autorité 61 ; Autoroute 62 ; Avenir 64 ; Aviation 66.

B

Bakchich 70 ; Banlieues 71 ; Banques 72 ; Banques de données 74 ; Banquier 78 ; Bar-tabac 80 ; Basculement 81 ; Bastille 82 ; Bénévolat 83 ; Bénévoles 85 ; Besoins 85 ; Bétonnage 88 ; Bidonville 90 ; Biens 90 ; Bien-être 91 ; Bigorneau 93 ; Bio 93 ; Biodiversité 96 ; Biologie des sols 97 ; Biomasse 98 ; Biomimétisme 99 ; Blockchain 100 ; Bouc émissaire 104 ; Boucle de rétroaction 105 ; Bourgeoisie ; 107 ; Bourse 108 ; Boycott 109 ; Brevet 110 ; Bricolage 112 ; Budget gouvernemental 113 ; Bug 114 ; Bulle économique 115 ; Bullshit job 116 ;

C

Cadres supérieurs 118 ; Campagne électorale 119 ; Capitalisme 120 ; Capitalisme vert 121 ; Capitalocène 122 ; Carbone 124 ; Cash 125 ; Cause

première 127 ; Cécité 128 ; Centralisme économique 129 ; Chaîne 130 ; Chaos 131 ; Chômage 132 ; Civilisation 135 ; Climat 137 ; Climatisation 139 ; Cloud 140 ; Code d'Hammourabi 140 ; Collaboratif 141 ; Collapsologie 142 ; Comédie humaine 144 ; Comités de conciliation 145 ; Commerce 148 ; Communications 149 ; Common Pass 151 ; Commun 153 ; Communaux 156 ; Compétition 158 ; Complotisme 159, Comptabilité 160, Concurrence 161 ; Confinement 164 ; Confinement 164 ; Consommation 165 ; Consom'acteur 166 ; Constitution 168 ; Contrat social 170 ; Contre-révolution 172 ; Contrôle social 174 ; Controverse de Valladolid 176 ; Convergence des luttes 177 ; Convictions politiques 179 ; Convivialisme 180 ; Coopératives 181 ; COP 182 ; Copropriété 183 ; Cornucopien 184 ; Corruption 185 ; Coup d'État 187 ; Cotisations 188 ; Courbe exponentielle 188 ; Coût de la guerre 190 ; Covid 191 ; Création monétaire 193 ; Créativité sociale 194 ; Crédit 195 ; Crises 197 ; Crises financières 199 ; Croissance 201 ; Croissance mondiale 203 ; Croyances 205 ; Culture 206 ; Culture de guerre 207 ; Culture monétaire 208 ; Cybernétique 210 ; Cygne noir 211 ; Cynisme 212

D

Darknet 214 ; Data 214 ; Déchets 215 ; Décimal 216 ; Déclinisme 217 ; Décroissance 218 ; Défi du XXI^e siècle 219 ; Défiance 220 ; Déflation 221 ; Délinquance 223 ; Démarcation 224 ; Démocratie 225 ; Démocratie américaine 229 ; Démocratie aristocratique 230 ; Démocratie directe 231 ; Démographie 233 ; Déni 236 ; Désargence 238 ; Désargence actuelle 240 ; Désir 242 ; Dette 243 ; Dette privée 246 ; Développement 247 ; Dictature 249 ; Dieu 250 ; Disruption 251 ; Distributisme 252 ; Division du travail 252 ; Dogmes 254 ; Do it Yourself 255 ; Dollar 256 ; Don 257 ; Douanes 259, Doute 260 ; Doxa 261 ; Drogue 262 ; Droit 263 ; Droit de l'homme 266 ; Durable 268 ; Dystopie 269

E

Eau 271 ; Échange 273 ; Échange marchand 275 ; Échangisme 277 ; Échelle 278 ; Éclairage public 279 ; Éco-anxiété 280 ; École 281 ; Écologie 283 ; Économie 285 ; Économie

collaborative 286 ; Économie distributive 287 ; Économie humaine 287 ; Économie politique 288 ; Économie symbiotique 290 ; Économie verte 290 ; Économie-théories 292 ; Économistes 293 ; Édition 294 ; Effet cliquet 296 ; Effet de serre 296 ; Effet domino 298 ; Effet levier 299 ; Effet Veblen 299 ; Effondrement 300 ; Égalité 304 ; Élections 305 ; Élevage 307 ; Élités 309 ; Empathie 310 ; Emploi 311 ; Empowerment 312 ; Empreinte carbone 313 ; Énarque 315 ; Énergie 316 ; Énergie houli-motrice 319 ; Enfumage 319 ; Éoliennes 321 ; Esclavage 322 ; Esclave énergétique 323 ; Espace public 325 ; État 325 ; État d'urgence 329 ; État-nation 330 ; État providence 331 ; Éthique 332 ; Eugénisme 333 ; Europe 334 ; Exclusion 336 ; Expérience 338 ; Expertise 341 ; Exploitation de l'homme 324 ; Externalités 343

F

Fablab 346 ; Facebook 347 ; Fainéant 348 ; Faisabilité 349 ; Famille 354 ; Famine 355 ; Faune sauvage 356 ; Faux monnayeurs 357 ; Féminisme 358 ; Financiarisation 359 ; Flexibilité 360 ; FMI 362 ; Fonction 363 ; Forêts 364 ; Football 366 ; Forum économique mondial 368 ; Four solaire 369 ; Fracture sociale 371 ; Frontière 372 ; Fusion froide 375

G

Gafam 377 ; Gaspillage 378 ; Gauche 380 ; Généalogie 382 ; Généalogie du mondialisme 384 ; Gestion 385 ; Gestion de l'eau 386 ; Ghost-towns 388 ; Gilets-jaunes 389 ; Globalisation 390 ; Global Risks Report 391 ; Glocal 392 ; Google 393 ; Grand-écart 394 ; Grande muraille verte 396 ; Gratiféria 398 ; Gratuité 398 ; Gravitation 400 ; Great reset 401 ; Green deal 403 ; Greenwashing 403 ; Guerre 404 ; Guerre économique 406 ; Guerre énergétique 407

H

Habitat 409 ; Handicap 410 ; Hallucinogène 412 ; Hégémonie 414 ; Héri-

tage 415 ; Hiérarchie 417 ; Histoire 418 ; Histoire des luttes 419 ; Hold-Up 420 ; Holochain 422 ; Homme superflu 423 ; Homoéconomicus 424 ; Humanitaire 425 ; Humour 426 ; Hyperinflation 427

I

Identité numérique 429 ; Idéologie 431 ; Imaginaire 432 ; Impasse 434 ; Impasse militante 435 ; Impossible 436 ; Impôt 437 ; Indice Gini : 442 ; Individualisme 442 ; Industrie 444 ; Inégalités sociales 444 ; Infantilisation 446 ; Inflation 447 ; Information 449 ; Innovation 450 ; Insécurité 452, Institutions, 453 ; Instrumentalisation 454 ; Intelligence artificielle 456 ; Intérêt 457 ; Internet 458, Investissement 459, Investisseurs 460, Islamisme 462, Islamo-gauchisme 464

J

Jacobinisme 467 ; Jeu de Société 469 ; Jeunes 470 ; Jeunesse chrétienne 471 ; Jeux de hasard 473 ; Jubilé 474 ; Justice 476 ;

K

Kafkaïen 477 ; Kit 478 ; Koala 479

L

Label 480 ; Laboratoire pharmaceutique 481 ; Laine 484 ; Langage 485 ; Légion d'honneur 486 ; Liberté 486 ; Liberté de la presse 487 ; Lien 489 ; Littoral 489 ; Lobbies 491 ; Local 492 ; Logiciels libres 493 ; Logistique 494 ; Loi 495 ; Loi de Pareto 496 ; Loi naturelle 496 ; Lowcost 498 ; Low technologies 498 ; Loyer 500 ; Luttes 500 ; Luttes des classes 502

M

Mafia 504 ; Maladies chroniques 505 ; Manifestations 506 ; Manifestes

507 ; Manipulation de masse 508 ; Marchandisation 509 ; Marchandise 510 ; Marchands 511, Marché 513 ; Marché de l'art 515 ; Marché du travail 516 ; Marges 517 ; Mauvaise foi 518 ; Mécènes 519 ; Médecine 521 ; Médias 522 ; Média libres 524 ; Médicament 525 ; Mesure 527 ; Méthanisation 528 ; Microcrédit 529 ; Microgrid 530 ; Milliards 532 ; Minarchie 533 ; Mines 533 ; Mode 535 ; Mondialisme, 536 ; Monnaie 539 ; Monnaie fondante 542 ; Monnaie hélicoptère 543 ; Monnaie juste 543 ; Monnaies locales complémentaires 544 ; Monnaies pleines 546 ; Monnaie verte 547 ; Monopoly 547 ; Moralisation, 548 ; Mortalité 549 ; Moteur stirling 551 ; Motivation 551 ; Moto 553, Moulins hydrauliques 553, Mouvements 554, Multinationales 555, Multiplicateur 556 ; Municipalisme 557 ; Musique et argent 558 ; Mutualisation 560 ; Mythe 560 ; Mythes économiques 561 ; Mythe fondateur 563

N

Nation 566 ; Nationalisme 567 ; Naturalisation 568 ; Nature humaine 569 ; Nécessité historique 572 ; Négoce 572 ; Néolibéralisme 573 ; Neutralité 574 ; Nœud gordien 576 ; Non-violence 576 ; Normalité 577 ; Normes 579 ; Nourrir la planète 581 ; Nouvel ordre mondial 582 ; Novlangue 584 ; Nucléaire 585 ; Numérique 587 ; Numerus clausus 591

O

Objectifs 593, Objection de conscience 593, Objet transitionnel 595 ; Obsolescence 596 ; Occupation 598 ; Œdipe et les économistes 602 ; Offre et demande 603 ; Oligarchie 604 ; Oppositions 606 ; Organisations internationales 608 ; Outil neutre 609 ; Oxymore 610

P

PAC 611 ; Pailles et poutres 613 ; Paix 614 ; Palmiers à huile 615 ; Panique 617 ; Pantouflage 619 ; Paradigme 619 ; Paradis fiscal 621 ; Parcs na-

tionaux 622 ; Partage 623 ; Partis politiques 625 ; Patriarcat 625 ; Patrie 627 ; Patrimoine 627 ; Pêche 628 ; Peine de mort 629, Performance 630, Péril jaune 631 ; Permafrost 633, Perspective (mise en) 635 ; Pessimiste-optimisme 636 ; Pétition 638 ; Peuple 639 ; Philanthropie des riches 640 ; Photosynthèse 641 ; Pisciculture 642 ; Pivote 643 ; Plan B 644 ; Planification 645 ; Plastique 647 ; Plongeur 648 ; Point de vue 649 ; Police 650 ; Politique 653 ; Pollution 654 ; Pompes funèbres 655 ; Populicide 656 ; Populisme 657 ; Postulats économiques 659 ; Pourboire 660 ; Pouvoir 661 ; Pouvoir d'achat 662 ; Pragmatisme 664 ; Prédation 664 ; Prédiction 665 ; Prémisse 666 ; Prévention 670 ; Prison 671 ; Privatisation 675 ; Prix 676 ; Production 679 ; Productivité 680 ; Profits 681 ; Progrès 682 ; Projection 684 ; Prolétaires 685 ; Propriété d'usage 686 ; Prostitution 687 ; Protectionnisme 688 ; Psychiatrie 689 ; Publicité 693 ; Public-privé 696 ; Pyramide 697

Q

QE et QE4P 699

R

Racisme 702 ; Radicalisation 703; Radicalité 704 ; Rapport de force 706 ; Rapport Meadows 708 ; Rareté 709 ; Ravageage 711 ; Réalisme politique 713 ; Recherche scientifique 714 ; Récupération 716 ; Redistribution 718 ; Réel 719 ; Réformisme 721 ; Relance 721 ; Relocalisation 723 ; Répétition 724 ; Reproduction matérielle 725 ; Réseaux sociaux 727 ; Ressources 728 ; Ressource humaine 730 ; Ressources naturelles 732 ; Restauration 733 ; Retraites 734 ; Retraités 736 ; Rêve 737 ; Revendication 739 ; Revenus 741 ; Revenu d'existence 742 ; Révolution 743 ; Révolution industrielle 746 ; Richesse 748 ; Rire 749 ; Rotation monétaire 750 ; Rupture 751

S

Sabotage 754 ; Salaire à vie 756 ; Salarier 757 ; Santé 758 ; Santé publique 759 ; Sciences 761 ; Sécession 762 ; Sécurité 764 ; Sédimentation 765 ; Semences 766 ; Sémantique 767 ; Seniors 768 ; Services publics 769 ; Sextoys 771 ; Simultanéité 772 ; Situation prérévolutionnaire 774 ; Slogans 775 ; Smartphone 775 ; Smic socialisé 777 ; Société 778, Société anonyme 779, Société marchande 780 ; Sociétés primitives 781 ; Solvabi-

lité 782 ; Somnifères 783 ; Souveraineté 784 ; Souverainisme 785 ; Spécialisation 786 ; Spéculation 787 ; Spiritualité 789 ; Sport 790 ; Start-up 791 ; Statistiques 792 ; Stratégie 793 ; Stratégie de l'archipel 795 ; Stratégie de la ruse 796 ; Streaming 798 ; Subventions 799 ; Sugar Daddy 800 ; Supermarché 801 ; Surveillance 803 ; Survisme 804 ; Survivalisme 805 ; Syndicat 806 ; Syndrome de la grenouille 808 ; Syndrome de Gribouille 808 ; Syndrome de Robin des bois 810 ; Syndrome du Titanic 811 ; Système 811 ; Systèmes agiles 813 ; Systèmes instables 814

T

Tabac 818 ; Tactique 820 ; Technicisme 821 ; Technocratie 822 ; Technologie 823 ; Temps 824 ; Temps libre 824 ; Temps de travail 826 ; Terres rares 829 ; Théorie queer 829 ; Thésaurisation 830 ; Tina 830 ; Toboggan 831 ; Tor 832 ; Totalitarisme 833 ; Tourisme 837 ; Toxicomanie 839 ; Trabant 840 ; Train 841 ; Transhumanisme 843 ; Transition 845 ; Transition énergétique 846 ; Transition politique 847 ; Transports 850 ; Transport maritime 85 ; Travail 853 ; Travail abstrait 855 ; Travaux dégradants 856 ; Troc 857 ; Trou de la sécu 858 ; Trust 860 ; Twitter 861

U

Ubérisation 862 ; Uchronie 862 ; Unités sociales 863 ; Union européenne 864 ; Urgence 866 ; Usage 868 Usine 870 ; Utilitarisme 871 ; Utilité 872 ; Utilité sociale 873 ; Utopie 875

V

Vacances 879 ; Valeur 880 ; Valeur artistique 882 ; Valeur d'usage 883 ; Valeur morale 884 ; Variable d'ajustement 885 ; Véganisme 886 ; Vente 887 ; Vérité scientifique 888, Versus 889 ; Ville 890 ; Violences 891 ; Violences à bas bruit 892 ; Violence d'État, 894 ; Virus 895 ; Vison d'élevage 897 ; Vocabulaire 897 ; Voir 898 ; Vote 899

W

Week end 901 ; Westerns 901 ; Wikipédia 902

X

1031

Xénophobie 903

Y

Yacht 905

Z

Zapatisme 906 ; Zat 907 ; Zeitgeist 908 ; Zomia 909 ; Zoo 910

A

Abbé Pierre 911 ; Abelsohn 911 ; Aberkane 912 ; Acapatzingo 912 ; Adams 913 ; Agamben 913 ; Albertini 914 ; Allais 914 ; Anders 915 ; Anonymous 916 ; Appel des 15 000 p.916 ; Arendt 917 ; Ariès 917 ; Aristote 919 ; Auken 919

B

Bakounine 921 ; Barrau 921 ; Barthes 922 ; Batho 923 ; Bellamy 924 ; Bernays 924, Berners-Lee 925 ; Blondel 925 ; Blondin 925 ; Bohy-Bunel 926, Boniface 926 ; Bonneuil 927 ; Bookchin 927 ; Boyle 928 ;

C

Camus 929 ; Castoriadis 930 ; Charbonneau 930 ; Charlie Hebdo 931 ; Charmes 932 ; Chinal 932 ; Chomski 933 ; Clastres 934 ; Crapauds fous 934 ; Curnier 935 ; Cyrulnik 935

D

Damasio 937 ; Dardot& Laval 937 ; Dewey 938 ; Dockès 938 ; Draghi 939 ; Duboin 939 ; Dufumier 940 ; Dupin 940 ;

E

Ellul 942 ; Extinction rébellion 942 ;

F

Fisher 944 ; Forbes-Magazine 944 ; Ford 945 ; Foucauld 945 ; Friedman 946 ; Friot 946 ; Fradin 946 ;

G

Gadrey 948 ; Giraud 948 ; Gorz 949 ; Graeber 950 ; Grèce 950 ; Greg 951 ; Grignon 952

H

Hammourabi 953 ; Hannou & Dittus 953 ; Hazan 954 ; Hermès 954 ; Huxley 956 ;

I

Institut Rousseau 958 ; Izambert & Jancier 958

J

Jappe 960 ; Joly 960 ; Jorion 961

K

Kazantsaki 963 ; Keen 963 ; Kempf 964 ; Keynes 965 ; Klein 965 ; Kouvelakis 966 ; Krishnamurti 967 ; Kropotkine 967 ; Kurz, 968

L

La Boétie 970 ; Lambert 971 ; Laplume 971 ; Latouche 972 ; Laurent 965 ; Le Goff 973 ; Lordon 973 ;

M

Macron 975 ; Malatesta 976 ; Manier 977, Maris 977, Maslow 978 ; Mattis 978 ; Mead 979 ; Midas 980 ; Milanovic 981 ; Mocica 982, More 982

N

Nikonoff 983 ; Noubel 983

O

Obert 985 ; Olivi 985

P

Palim-Psao 987 ; Parti de la décroissance 987 ; Persat fils 988 ; Persat père 989 ; Péyo 989 ; Phaéton 990 ; Ploutos 990 ; Porcher 991 ; Proudhon 992

R

Rabhi 994 ; Reeves 994 ; Rifkin 994 ; Rockefeller 996 ; Rousseau S.

S

Sadin 998 ; Scholz 998 ; Schumpeter 998 ; Schwab 999 ; Scott 1000 ; Servigne 1001 ; Shirôto no ran 1002 ; Sieyès 1002 ; Simmel 1002 ; Simmonot & Le Lien 1003 ; Sortir de l'économie 1003 ; Spinoza 1004 ; Stirling 1004 ; Sumer 1005 ; Swartz1006

T

Tainter 1008 ; Todd 1008 ; Tordjman 1009 ; Turchin 1009 ; Turgot 1010 ; Turing 1010 ; Turner 1011

U

Utopia 1013

V

Vaneigem 1014 ; , Vargas 1015 ; Vichas 1015 ; Viderman 1017 ; Viveret 1017

W

Weil 1018 ; Wilson 1018

X

Xerxès 1020

Z

Zask 1021 ; Zola 1021

Épilogue 1022